



HAL
open science

La guerre entre le Pérou et l'Équateur et la nationalisation des frontières andines (1933-1945)

François Bignon

► **To cite this version:**

François Bignon. La guerre entre le Pérou et l'Équateur et la nationalisation des frontières andines (1933-1945). Histoire. Université Rennes 2, 2020. Français. NNT : 2020REN20032 . tel-03231331

HAL Id: tel-03231331

<https://theses.hal.science/tel-03231331v1>

Submitted on 20 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITÉ RENNES 2

ÉCOLE DOCTORALE N° 604
Sociétés, Temps, Territoires
Spécialité : Histoire

Par

François BIGNON

**La guerre entre le Pérou et l'Équateur
et la nationalisation des frontières andines (1933-1945)**

Volume 1

Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 30 novembre 2020
Unité de recherche : Arènes UMR 6051

Rapporteurs avant soutenance :

M. Olivier Compagnon, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3
Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre

Composition du Jury :

Examineurs : M. Olivier Compagnon, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3
Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre
Mme Jimena OBREGÓN ITURRA, Professeure, Université Rennes 2
Mme Emmanuelle SINARDET, Professeure, Université Paris Nanterre
M. Clément THIBAUD, Directeur d'Études, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales/Paris
Dir. de thèse : M. Luc CAPDEVILA, Professeur, Université Rennes 2

UNIVERSITÉ RENNES 2 – HAUTE BRETAGNE
Arènes UMR 6051
École Doctorale n° 604 - Sciences, Temps, Territoires

Sous le sceau de l'Université Bretagne Loire

**La guerre entre le Pérou et l'Équateur
et la nationalisation des frontières andines
(1933-1945)**

Thèse de Doctorat

Discipline : Histoire

Volume 1

Présentée par François BIGNON

Directeur de thèse : Luc CAPDEVILA

Soutenue le 30 novembre 2020

Jury :

M. Olivier COMPAGNON, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3 (Rapporteur)

Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre (Rapporteur)

Mme Jimena OBREGÓN ITURRA, Professeure, Université Rennes 2

Mme Emmanuelle SINARDET, Professeure, Université Paris Nanterre

M. Clément THIBAUD, Directeur d'Études, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales/Paris

M. Luc CAPDEVILA, Professeur, Université Rennes 2 (Directeur de thèse)

Remerciements

Au cours de près de sept années de recherche menées dans quatre pays distincts, j'ai nécessairement contracté une immense dette auprès de très nombreuses personnes et institutions.

Je remercie en premier lieu mon directeur de recherches Luc Capdevila, qui a toujours fait preuve de disponibilité et qui a su attirer mon attention sur les conflits sudaméricains.

Ce travail n'aurait pas pu être mené sans un séjour de trois années dans la région andine grâce au contrat doctoral fléché de l'Institut des Amériques, dont j'ai été le coordinateur à Lima (2014-2017). Je salue ses membres scientifiques et administratifs, ainsi que le réseau des coordinateurs que j'ai été amené à côtoyer au cours de cette aventure.

Le traitement de la masse documentaire et l'écriture auraient été ensuite demeurés impossibles sans les postes d'Assistant Temporaire d'Enseignement et de Recherche dont j'ai été chargé à l'Université Rennes 2 (2017-2020), qui m'ont apporté le recul scientifique et la patience pédagogique. Je salue ainsi tous les collègues du département d'Histoire et les personnels et chercheurs de l'Université. Les laboratoires du CERHIO puis Arènes (UMR 6051) ont également appuyé cette recherche, ce pour quoi je les remercie, ainsi que l'école doctorale Société Temps Territoires (STT). Je salue également les échanges féconds avec le groupe de doctorants de l'IdA-Rennes, « Escala ».

A Lima, je tiens particulièrement à rendre hommage à la grande famille de l'Institut Français d'Études Andines qui m'a accueilli au sein de ses locaux et de ses projets. Je suis ainsi redevable à tous les chercheurs et personnels de cette institution, en premier lieu aux directeurs Gérard Borrás puis Évelyne Mesclier. La sociabilité de l'IFEA m'a mis en contact avec de nombreuses personnes venues d'horizons divers. Je tiens à remercier Kattia Pacheco, Cyriaque Hattemer, Quentin Marchand, Jérémy Robert et Alexandre Surallés, mes camarades de bureaux, ainsi que Nora Araujo, Cécilia et Erika Baldassari Anne-Marie Brougère Miguel Angel Carreño, José Olivera Jesús Guzmán, Vanessa Ponce de León, Charlotte Quinquis, Alina Wong, ainsi que toutes les personnes qui ont gravité de près ou de loin autour des locaux de l'Avenue Arequipa puis de la Casa Brignardello. Le séminaire des jeunes chercheurs que j'ai co-animé a également permis de belles rencontres.

A Lima toujours, de nombreuses personnes et institutions ont contribué à permettre la naissance de ce travail. Je remercie à ce titre les personnels du ministère des Relations extérieures et de ses archives, du Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú (CEHMP) et particulièrement de son irremplaçable archiviste d'alors German Matute, de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) et particulièrement Julio Néstor Núñez Espinoza chargé des collections spéciales, de la Bibliothèque Nationale du Pérou, de l'Institut Riva Agüero, des Archives Générales de la Nation, de la Marine de Guerre du Pérou, du Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP) ainsi que l'Université San Marcos (UNMSM), particulièrement José Chaupis, et de son centre culturel, l'Institut Porras Barrenechea.

Je salue tout particulièrement les anciens combattants que j'ai rencontrés à travers leur association de Lima, ainsi que le personnel de cette institution et son directeur, le colonel Arias qui a à cœur d'œuvrer à la compréhension mutuelle entre les anciens combattants du Pérou et de l'Équateur. Les vétérans très âgés et leurs familles ont souvent accepté avec enthousiasme de partager avec moi leur histoire. Mauricio Novoa, historien dont l'histoire familiale est intimement liée à la guerre de 1941, m'a apporté son aide indéfectible et irremplaçable.

A Iquitos, je remercie le personnel de la Bibliothèque amazonienne, un lieu hors du temps et pourtant apte à développer l'histoire de l'Amazonie. Paul Codjia a bien voulu me guider jusqu'aux terres « Jivaro » à Santa María de Nieva, et a participé à la collecte et au traitement des témoignages amérindiens. Qu'il en soit remercié. À Santa Rosa, petit bourg qui fait face au port colombien de Leticia, Miguel Ramírez m'a généreusement accueilli dans son foyer et m'a conté les histoires de frontières.

En Équateur, mon séjour a été beaucoup plus court qu'au Pérou, mais d'une grande richesse professionnelle et humaine grâce à des personnes de qualité. Je remercie particulièrement Luis Esteban Vizuite Marcillo qui m'a orienté à Quito, et Andrea Bustos et David Bustos, malheureusement décédé le 11 février 2018, qui m'ont accueilli et guidé à Machala et dans la région de El Oro. La consultation des archives militaires m'a été permise grâce à l'entregent du major Jorge Martínez et à l'aide efficace du sergent Adrián Hidalgo. Je dois également remercier le Centro de Estudios Históricos del Ejército Ecuatoriano qui m'a offert de nombreux ouvrages très utiles. La consultation des archives diplomatiques a été facilitée par Fanny Santos Zambrano et Pablo Nuñez qui m'a de surcroît transmis des entretiens inédits d'anciens combattants équatoriens. Je remercie également les personnels de la Bibliothèque Équatorienne Aurelio Espinosa Pólit, des Archives Nationales, ainsi que María Eugenia Tamariz qui s'est si aimablement proposé de me transmettre les archives numérisées du Tena-Archidona, que je n'ai pas été en mesure de traiter cependant.

A Machala, je dois encore saluer Rodrigo Murillo, qui a bien voulu me transmettre ses recherches inédites sur l'occupation de la province et dont la compagnie a été agréable et bénéfique, Oswaldo Borja Idrovo, de l'Archivo municipal de Machala, et Amparito Espinoza de la Casa de la Cultura ecuatoriana de Machala. Les témoins que j'y ai rencontrés m'ont offert de très beaux moments et je garde un souvenir ému du témoignage de Catalina Vélez.

En Colombie, mes remerciements vont à Cristina Moreno, alors coordinatrice du Pôle de l'IdA, qui m'a accueilli lors d'un de mes séjours et m'a permis de découvrir le parlement andin. Carlos Camacho a bien voulu m'éclairer sur les chemins de la guerre amazonienne grâce à son enthousiasme et à son étude fondamentale du conflit de Leticia. Je remercie également le personnel des Archives Générales de la Nation et les étudiants de l'Université Nationale qui m'ont invité pour la grand-messe du congrès des étudiants d'histoire latinoaméricains (ELEH). De même, Carlos Zárate a accepté de me recevoir à la dernière étape de mon périple amazonien dans les locaux de l'Université Nationale à Leticia.

Au Chili, je remercie bien sûr Claudio Tapia pour m'avoir invité à un séjour de recherche et pour m'avoir transmis ses travaux sur les relations du Chili avec l'Équateur et avec le Pérou.

En France, je dois remercier le personnel des Archives du ministère des Affaires Étrangères à Nantes et à La Courneuve, ainsi que celui du Service Historique de la Défense, de même que les collègues qui m'ont invité à m'exprimer au cours d'événements scientifiques fertiles à Bordeaux, Nantes, Paris et bien sûr Rennes.

Les relecteurs de ce travail m'ont apporté une aide incomparable. Paul Codjia, Raphaël Colliaux et Sylvain Leberre m'ont éclairé sur la démarche scientifique. Hervé Bignon a revu une grande partie des traductions grâce à son inoxydable bagage littéraire hispanophone. Caroline Bignon et Jane Guérin m'ont également apporté leur aide précieuse et précise.

Je remercie par ailleurs de nombreux chercheurs et chercheuses qui ont alimenté mes réflexions sur les frontières andines ou sur l'histoire générale au cours d'échanges parfois officiels mais le plus souvent informels, de rencontres éphémères ou au contraire de relations nouées dans la durée. Je salue ainsi Susana Aldana, Víctor Arrambide, Frederica Barclay, Floriane Blanc, Jean-Pierre Chaumeil, Pamela Colombo, Olivier Compagnon, Manuel

Dammert Guardia, Ombeline Dagicour, Juliette Dumont, Pilar García Jordán, Samuel Gicquel, Morgana Herrera, Annick Lempérière, Lucile Medina, Jimena Obregón, Gustavo Pastor, Karen Poulsen, Silvia Romio, Gilles Richard Juan Carlos La Serna, Jorge Ortiz Sotelo, Lisa Ubelaker Andrade, Eduardo Toche, Yannick Wehrli et tous ceux qui me pardonneront de ne pas pouvoir les citer tous.

Enfin, je n'aurais pu entreprendre un tel projet sans l'appui de mes proches. Je prie ma mère, mon père, mes sœurs et mes amis, d'accepter ces remerciements encore trop généraux, et Brenda d'accepter ma gratitude pour tout le reste.

Sommaire du volume 1

Remerciements	3
Avertissement sur les usages lexicaux et les traductions	11
Sigles & abréviations	13
Introduction	15
PREMIÈRE PARTIE : DÉFINIR LES FRONTIÈRES	53
Chapitre 1 : L'échec de la délimitation bilatérale (1933-1938) et la culture diplomatique de la frontière	55
I- Un détonateur nommé Leticia	56
II- La conférence de Washington (1936-1938), révélatrice d'une culture diplomatique commune	70
III- La schizophrénie andine dans le théâtre diplomatique de l'entre-deux-guerres	84
IV- Savoir et faire savoir : communication et renseignement comme facteurs de l'escalade	103
Conclusion	131
Chapitre 2 : Les États désunis d'Amérique et le laboratoire frontalier (1939-1949)	133
I- La route sinueuse du multilatéralisme	135
II- Apprendre à maintenir la paix : puissances médiatrices et experts internationaux	169
III- Tracer les frontières	182
Conclusion	196
DEUXIÈME PARTIE : MILITARISER LES FRONTIÈRES	199
Chapitre 3 : Militaires et civils sur le front occidental : la différenciation nationale à l'œuvre (1932-1944)	201
I- Contrôler un territoire et sa population	209
II- L'impossible nationalisation totale des populations transfrontalières	215
III- La colonisation agro-militaire des planteurs de tabac : le brouillage des enjeux militaires et civils	223
IV- Une militarisation tardive mais décisive	228
V- La guerre et la mise en œuvre effective de la différenciation nationale	244
Conclusion	251

Chapitre 4 : Militariser l'Amazonie : les armées nationales face à face sur le front oriental (1933-1942)	253
I- Une présence approfondie mais asymétrique	266
II- Vivre dans une garnison frontalière : les défis quotidiens des armées	279
III- Dynamiques d'une escalade	288
IV- Rocafuerte-Pantoja : une ville frontière militarisée sur le Napo	299
Conclusion	313
Chapitre 5 : Le soldat, le colon et le missionnaire : les armées face aux groupes coloniaux de l'Amazonie	315
I- Le sabre et le goupillon : nationaliser par l'armée ou par les missions ?	316
II- Surveiller, encourager, punir : la nationalisation des colons	324
III- La colonisation militaire	334
Conclusion	346
Chapitre 6 : Les armées et la « question indienne » d'Amazonie	347
I- La construction d'un problème « indien de la <i>selva</i> »	352
II- Les « bons » et les « mauvais » indiens	360
III- Les réponses à la « question indienne »	364
IV- Des politiques couronnées de succès ?	378
V- Après la guerre : le processus militaire de différenciation ethnique continue	383
Conclusion	388
TROISIÈME PARTIE : CONQUÉRIR LES FRONTIÈRES	391
Chapitre 7 : Préparer les armées : des projets asymétriques de modernisation militaire	393
I- Armer la nation : course aux armements et désignation de l'ennemi	394
II- Former les militaires : des armées sous influence ?	412
III- Programmer la guerre : plans secrets et plans fantômes	424
Conclusion	441
Chapitre 8 : Une guerre limitée au temps des grands massacres	443
I- L'escalade (décembre 1940-juillet 1941)	445
II- 5-6 juillet : l'étincelle	447
III- 7-23 juillet : la mobilisation d'une « Drôle de guerre »	451
IV- 23-31 juillet : la grande offensive	468
V- Après le 31 juillet, « coup de main » en Amazonie	497
VI- Août 1941-janvier 1942 : guerre de basse intensité et après-guerre	507
Conclusion	516

Chapitre 9 : L'occupation de El Oro : une annexion temporaire	519
I- Un enjeu géopolitique et médiatique continental	523
II- Organiser l'occupation : enjeux politiques de la logistique occupante	535
III- Les Orenses pris en étau	552
Conclusion	571
 QUATRIÈME PARTIE : IMAGINER LES FRONTIÈRES	 575
 Chapitre 10 : Contrôler l'opinion, co-inventer la frontière au temps des masses	 577
I- La part du voisin. La place et le rôle politique de la « question frontalière »	581
II- La carte et l'espion : deux supports de l'expression patriotique	596
III- Contrôler les instruments de l'opinion	603
IV- Qui a découvert l'Amazone ? Enjeux géopolitiques d'un débat scientifique et culturel	624
Conclusion	641
 Chapitre 11 : L'esprit de 41 : le mythe de l'union nationale dans la guerre et son héritage	 643
I- Véritables mais éphémères unions nationales	644
II- Digérer la défaite : Le grand débat équatorien d'après-guerre	667
III- Pérenniser la victoire : propagande et élections au Pérou	681
Conclusion	707
 Conclusion générale	 709
 Table des figures, tableaux & encadrés	 725
 Table des matières du volume 1	 729

Sommaire du volume 2

Sources	741
Bibliographie	749
Documents	773
Citations originales.....	842
Index des noms de personnes	899
Table des matières du volume 2	905
Cartes de synthèse	907

Avertissement sur les usages lexicaux et les traductions

Nous avons fait le choix de traduire systématiquement les citations originales (espagnol, anglais, portugais et wampis) pour permettre la consultation de ce travail par les lecteurs francophones. Sauf indication contraire, les traductions dans le corps et dans les annexes sont de notre fait. On trouvera à la fin du volume 2 l'intégralité des citations originales. Ce faisant, nous avons été amenés à effectuer des choix qui sont par nature perfectibles.

En raison de l'appellation originale de *canciller*, on utilisera généralement le terme chancelier pour se référer au ministre des Affaires Étrangères, ou encore ministre des Relations Extérieures (*Ministro de Relaciones Exteriores*) et chancellerie (*cancillería*) pour le ministère, tandis que ces postes aux États-Unis seront désignés par les termes autochtones de Secrétaire d'État et Département d'État. Le ministère péruvien est souvent désigné comme la chancellerie du Rimac, en référence au fleuve de la capitale, ou encore Torre Tagle, le palais de Lima où siège la diplomatie péruvienne. Son équivalent brésilien est généralement appelé Itamaraty. L'Équateur ne dispose pas de raccourci de ce type. On y fait généralement référence comme la chancellerie de Quito. Pour les représentants diplomatiques, l'appellation de ministre, sauf s'il est entendu qu'il s'agit d'un portefeuille ministériel au sein d'un gouvernement, fait toujours référence à la fonction de ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire. Nous abrégeons dans les traductions la nomenclature des postes officiels de gouvernement : *Ministro de Estado en el Despacho de Defensa* sera ainsi ministre de la Défense, *Ministro de Gobierno* sera le ministre de l'Intérieur, etc.

La géographie, en particulier amazonienne, comporte de nombreux termes qui ne peuvent systématiquement être traduits car ils renvoient à une réalité singulière. *Oriente*, littéralement l'Orient, renvoie pour les pays andins aux territoires du bassin amazonien, généralement placés à l'Est de ces États. On préférera souvent *Oriente* à Orient qui peut faire référence dans le contexte européen à l'Asie et à l'Afrique, ainsi qu'à l'orientalisme décrit par Edward Saïd, quoiqu'il y ait des parallèles entre les imaginaires de l'*Oriente* et ceux de l'Orient. Une même logique conduira à employer les termes *Nororient* ou *Surorient*. On utilisera également les termes Amazonie et amazonien pour se référer à la région en général. Dans certains cas, nous avons préféré conserver les termes originaux de *Selva* et forgé son adjectif « selvatique » pour rendre compte plus spécifiquement du milieu composé d'une forêt tropicale dense.

D'autres éléments géographiques souffrent de leur traduction : ainsi de *quebrada*, qui désigne une vallée ou un fossé plus ou moins grand formé par un cours d'eau actif ou tari, que l'on préférera parfois aux termes ravin, gorge ou défilé. Le terme *trocha* fait référence à un chemin ouvert en pleine forêt, tandis que le *varadero*, est un chemin qui relie deux rivières.

Pour faire référence aux cours d'eau d'Amazonie, nous utilisons soit les termes de río (río Santiago, río Napo), soit ceux de rivières ou de fleuve. Ce dernier terme est généralement réservé aux cours d'eau qui débouchent sur la mer, mais son usage nous a paru adapté pour une région où le réseau dense de cours d'eau puissants configure une sorte d'immense delta dont le Marañón et l'Amazone seraient les mers intérieures. Les sources parlent d'ailleurs de la *fuerza fluvial* pour désigner la marine amazonienne.

Le vocabulaire militaire comporte également des spécificités. L'armée fera référence à l'armée de terre (*ejército*), tandis que « les forces armées » incluront la marine (*marina*, *escuadra* ou *fuerza fluvial*) et l'aviation (*aviación* ou *cuero aeronáutico*). *Alferez* a été traduit

par sous-lieutenant. Le *Teniente Político* a été traduit par lieutenant politique. C'est un maillon de la chaîne administrative de l'Équateur dont il est parfois difficile d'établir le caractère civil ou militaire.

Les termes associés à la frontière comportent eux aussi une richesse qu'il aurait été problématique de simplifier à l'excès. *Limitrofe* a été traduit par limitrophe, quand bien même une traduction plus classique aurait choisi frontalier. Nous soulignons ainsi la différence entre la *frontera* et *los límites*.

Nous avons également souhaité conserver la richesse du vocabulaire latinoaméricain sur des phénomènes essentiels comme le nationalisme. Les termes de *nación* et *nacionalidad*, tous deux traduits par nation dans les dictionnaires, comportent en réalité de subtiles différences et nous avons préféré traduire le deuxième par nationalité, sans que cela ne renvoie exactement à l'acquisition juridique de la nationalité dans son sens français. De même, nous avons traduit *conacional* par conational, car le terme de compatriote ne nous paraissait pas rendre exactement compte de cette appellation lourde de sens quand elle est appliquée à des amérindiens. Sur l'usage des termes indiens, amérindiens, sylvicoles, etc., nous renvoyons aux notes du chapitre 6. Nous n'utilisons pas de majuscule à « indiens » afin de ne pas essentialiser leurs trajectoires individuelles.

L'usage de lettres capitales est très courant dans les sources consultées. Il est destiné à souligner certains mots, en général pour indiquer l'importance morale que le locuteur lui attribue (*PATRIA*, par exemple). Ce procédé rend difficile la lecture de tels textes par le lecteur d'aujourd'hui qui considère ce procédé comme un haussement de ton. Les lettres capitales ont donc été transcrites par des italiques dans la traduction, sauf exception.

Dans les notes, lorsque le nom d'un auteur apparaît en petites majuscules, l'œuvre qui suit a été publiée. Lorsque le nom apparaît en minuscule, l'œuvre suivante n'a été produite qu'à un petit nombre d'exemplaires et fait donc figure d'inédit.

Afin d'alléger les notes de bas de pages, les titres des dossiers d'archives consultés ont été reportés en annexes dans la partie correspondant à la liste des sources.

Sigles & abréviations

Liste des sigles

ACMRE : Archivo central del Ministerio de relaciones Exteriores (Lima, Pérou)
AHMGP : Archivo histórico de la Marina de Guerra del Perú
AHMRE : Archivo histórico del Ministerio de relaciones Exteriores (Quito, Équateur)
ALMRE : Archivo de Límites del Ministerio de Relaciones Exteriores (Lima, Pérou)
AGNC : Archivo General de la Nación (Bogota, Colombie)
AGNP : Archivo General de la Nación, Sección republicana (Lima, Pérou)
AMAEC : Archives du Ministère des Affaires Étrangères (La Courneuve, France)
AMAEN : Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Nantes, France)
ANE : Archivo Nacional del Ecuador (Quito, Équateur)
APRA : Alianza Popular Revolucionaria Americana
BEAEP : Biblioteca Ecuatoriana Aurelio Espinosa Pólit (Quito, Équateur)
BNP : Biblioteca Nacional del Perú (Lima, Pérou)
CEHMP : Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú (Lima, Pérou)
CPJI : Cour Pénale de Justice internationale (La Haye, Pays-Bas)
ESMIL : Archivo Histórico del Ejército Ecuatoriano, Escuela Superior Militar « Eloy Alfaro » (Quito, Équateur)
FRUS : Foreign Relations of the United States, documents diplomatiques publiés par le gouvernement des États-Unis
IRA Instituto Riva Agüero (Lima, Pérou)
PAP : Partido Aprista Peruano
PSE : Partido Socialista Ecuatoriano
SDN : Société des Nations
SIN : Service d'Information National (Service de renseignement de l'Équateur)
SHD : Service Historique de la Défense (Vincennes, France)
UR : Unión Revolucionaria, parti fasciste du Pérou

Abréviations

Col. doc : COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978, 7 volumes. Les références renvoient au numéro de volumen (vol.) et au numéro du document au sein du volume (doc. n°). La table des matières de chaque volume permettra de retrouver aisément la page du document.

Doc. cit : document d'archive inédit préalablement cité au sein du chapitre.

Introduction

En 1936, Homero avait 46 ans, tandis que Francisco ne connaissait sans doute pas lui-même son âge.¹ Le premier, diplomate blanc de bonne famille, signa cette année-là à Lima un accord décisif pour la frontière de son pays l'Équateur avec le voisin péruvien, alors que le second, indien shuar guide pour les voyageurs, entraît au service d'une expédition d'aventuriers français dans la zone de la frontière amazonienne contestée entre les deux pays. Le diplomate était né et avait grandi à Ambato, dans la cordillère équatorienne, avant de parfaire ses études à Quito où il reçut le titre de docteur en jurisprudence. Dès ses jeunes années, il s'était rendu à un congrès d'étudiants à Lima où il avait brillé par son éloquence, découvrant ainsi la capitale du voisin problématique. Il avait ensuite suivi une carrière ascendante qui l'avait mené à exercer les fonctions de ministre de l'Instruction et des Affaires étrangères. Le guide indien, qui ne s'appelait pas encore Francisco, était né quant à lui sur le río Pastaza au cœur de la forêt, d'un père Shuar et d'une mère Cocama. Depuis que son chaman de père avait été assassiné à ses côtés par des indiens du Nord, la vengeance avait guidé son existence. Il s'était rapproché sans succès des indiens muratos, ses ennemis héréditaires, pour les mener à l'expédition punitive. Il avait ensuite travaillé avec un blanc qui lui avait donné un nom chrétien, et auquel il avait emprunté pantalon, chemise, et quelques mots d'espagnol. Il travaillait désormais pour les « Péruviens », bien qu'il refusât de prendre l'uniforme de l'armée comme il avait vu d'autres indiens le faire. À partir de 1936, Homero fut une pièce centrale de la diplomatie équatorienne dans son litige frontalier. Il est envoyé en 1939 à Rio de Janeiro pour convaincre les Brésiliens d'intervenir dans la dispute territoriale, ce à quoi il parvient. Il y caresse l'espoir de recruter son ami et partenaire d'échecs le prix Nobel Stefan Zweig pour la cause équatorienne. Au cœur de la guerre de 1941 entre le Pérou et l'Équateur, il est envoyé à Washington pour obtenir des États-Unis qu'ils s'interposent à la force militaire péruvienne. Malgré l'échec, il participe aux premières assemblées des Nations Unies et occupe le reste de sa brillante carrière des postes d'ambassadeurs dans plusieurs pays d'Amérique et d'Europe avant de s'éteindre au Chili en 1976. En 1941, Francisco a pour sa part contribué à la victoire

¹ Les développements qui suivent sont une reconstitution des biographies de Homero Viteri Lafronte (1892-1976) et de Francisco González. Il n'est pas certain que le Francesco décrit par Bertrand Flornoy en 1936 et le Francisco qui aide l'armée péruvienne soient une seule et même personne, mais les caractéristiques des deux (contacts répétés avec les Blancs qu'ils aident, demande de fusil en échange des services, proximité avec l'armée péruvienne) et la même région du Pastaza où ils évoluent nous mènent à penser qu'il s'agit bien de la même personne. En l'état, il faut néanmoins considérer le parcours de Francisco que nous présentons comme une fiction biographique significative de la trajectoire historique des indiens de la région. Sur l'usage du terme « indien », voir le chapitre 6.

péruvienne en guidant les troupes péruviennes sur le Pastaza. Le lieutenant-colonel qu'il a servi ne tarit pas d'éloges sur son travail et recommande de lui donner ce qu'il demande : un fusil. C'est ce qu'il avait déjà obtenu de l'expédition française cinq ans plus tôt. La trace documentaire de Francisco s'arrête là mais il est vraisemblable qu'il ait suivi la trajectoire régionale d'autres indiens. Il a peut-être participé comme guide une fois encore à la longue et difficile campagne de démarcation frontalière jusqu'à la fin des années 1940, et il aura peut-être été inscrit sur les registres légaux du Pérou comme « péruvien », lui qui était né sans nationalité légale. En tout cas, Francisco et Homero ne se sont sans doute jamais croisés ni de près ni de loin.

Les trajectoires comparées du guide indien et du diplomate cosmopolite éclairent à la fois les dynamiques du conflit que nous étudions et l'ambition méthodologique que nous nous proposons d'employer. Elles sont en effet le miroir d'une lutte multisituée et polymorphe qui se déroula autant dans les bureaux ouatés des capitales américaines et européennes que sur les impétueux fleuves serpentants de l'Amazonie et de la côte du Pacifique. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de considérer à la même hauteur le grand jeu des diplomates, que certains des personnages les plus connus de leurs pays déployaient depuis les chancelleries, et les actions non moins significatives des innombrables individus qui vivaient quotidiennement le différend frontalier plutôt qu'ils n'essayaient de le résoudre. Alors que le conflit péruano-équatorien a souvent été dépeint sous les traits d'une bataille d'encre et de papier plus que d'un véritable corps à corps, nous entendons au contraire démontrer qu'il a eu un très profond impact sur l'existence des populations frontalières et sur celle des deux nations considérées. Nous souhaitons ainsi démontrer que la séquence conflictuelle qui s'active au début des années 1930 pour se refermer partiellement à la fin des années 1940, et dont la guerre de 1941 est un précipité plus qu'une césure, constitue un moment décisif de la construction des nations péruviennes et équatoriennes. Cette construction se déploie dans un phénomène polymorphe que nous appelons « nationalisation des frontières », qui a eu pour effet de déterminer explicitement l'appartenance nationale des territoires et des citoyens, et dont la première particularité est d'être commun aux Péruviens et Équatoriens. L'objectif de ce travail est d'établir ce constat et d'expliquer les ressorts de cette nationalisation en appliquant une perspective critique autour de la guerre « limitée » de 1941-1942 entre le Pérou et l'Équateur.

L'impossible récit des origines

Le récit des étapes historiques qui ont conduit à la guerre de 1941 est un enjeu politique. Le discours sur les origines a participé et participe encore du positionnement dans la controverse. Nous montrerons en effet que les négociateurs péruviens et équatoriens procédèrent à une joute historico-juridique qui les a menés à rechercher systématiquement dans le passé les preuves de leurs titres de propriété. Pour cette raison, les événements antérieurs à 1941 se sont obscurcis à tel point qu'il est devenu objectivement impossible d'en faire une synthèse pondérée qui ne bascule pas dans les effets rhétoriques de l'un ou de l'autre camp. Un examen critique des principaux moments historiques de frictions mènerait ainsi à une réévaluation profonde des enseignements comme nous entendons le faire sur la séquence 1930-1950. C'est la raison pour laquelle nous nous refusons à développer outre mesure ces antécédents et nous nous contentons de présenter quelques jalons significatifs. Nous renvoyons pour plus de détails à la synthèse éclairante d'un diplomate français en 1941 (Annexe) ainsi qu'aux volumineux mais partiels ouvrages d'histoire et de droit territorial des deux pays.²

La simple localisation dans le temps de l'origine du conflit relève de la controverse. Faut-il commencer à l'époque inca dont le Pérou aurait hérité l'impérialisme dans une étonnante continuité historique entre les républiques et la guerre fratricide de Huáscar et d'Atahualpa ? Faut-il au contraire faire surgir la controverse des diverses et contradictoires décisions de la couronne espagnole qui réorganisait les frontières internes de son immense empire selon des critères religieux et politiques incertains ? Faut-il citer plutôt la période de la pré-indépendance et la Cédule Royale de 1802, texte phare des Péruviens, ou la Guerre entre le Pérou et la Grande Colombie et son traité de 1829 favorable à Quito ?

Les racines du conflit sont donc impossibles à définir avec précision. Toujours est-il que le principe général de l'*Uti Possidetis* appliqué sur le continent américain au moment des indépendances, qui promettait de transformer les limites administratives internes à l'empire en frontières internationales, n'a pas permis de décider avec clarté ce qui revenait à chaque État des immenses territoires impraticables et inexplorés de l'Amazonie et des marécages de la côte du Pacifique.³

² VARILLAS MONTENEGRO Alberto, *Perú y Ecuador. Un antiguo conflicto, diez años después*, 2e éd., Lima, Universitaria, 2008 ; TOBAR DONOSO Julio et LUNA TOBAR Alfredo, *Derecho territorial ecuatoriano*, 4e éd, Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1994 (1961). On pourra se reporter à ces deux ouvrages complets et pratiques, qui présentent évidemment des positions irréconciliables. D'autres points de vue sont exprimés dans les ouvrages présentés en bibliographie dans la section consacrée au conflit péruano-équatorien en général.

³ Sur la notion d'*Uti possidetis*, voir KOHEN Marcelo G., « La contribution de l'Amérique latine au développement progressif du droit international en matière territoriale », *Relations internationales*, avril 2009, vol. 137, n° 1, p. 13-29.

Figure 1 : Les prétentions territoriales péruviennes et équatoriennes



Les territoires controversés sont théoriquement de près de 400 000 km². Les Équatoriens revendiquent traditionnellement les territoires s'étendant jusqu'aux cours du Tumbes (occident) et du Marañón (orient), tandis que les Péruviens réclament tous les territoires orientaux jusqu'au piémont andin et le Zarumilla à l'ouest. I. Bowman a légèrement exagéré les prétentions péruviennes dans la région de El Oro, sans doute en raison de la longue occupation de la région (chapitre 9).

Source : BOWMAN Isaiah, « The Ecuador-Peru Boundary Dispute », *Foreign Affairs*, juillet 1942, vol. 20

En 1828-1829, une première guerre oppose le Pérou nouvellement indépendant et la Grande Colombie présidée par Simón Bolívar. Le *Libertador* considère que les limites naturelles de son État sont constituées au Sud par les fleuves Tumbes et Marañón, et c'est cette position qui a été sans cesse réactualisée par les divers gouvernements héréditaires du défunt État. Après une campagne militaire aux résultats indécis dont les Colombiens revendiquent la victoire, le traité de paix et d'amitié considérait que les frontières entre les deux États ne pouvaient être que celles de la Vice-Royauté, et nommait une commission de démarcation des frontières, mais l'État grand-colombien se dissout avant qu'elle ait pu travailler. L'Équateur nouvellement formé héritait de la controverse. Un traité favorable (Pedemonte Mosquera, 1829) aurait auparavant été signé au bénéfice de l'Équateur, mais le Pérou a toujours affirmé qu'il était

invalide, voire qu'il constituait une pure invention des Équatoriens. Dans les décennies suivantes, les relations sont marquées par des négociations difficiles et saccadées au cours desquelles les deux États campent sur leur position, les Péruviens s'appuyant de plus en plus sur la cédula royale de 1802 qui attribuait Maynas - c'est-à-dire les territoires amazoniens, à la Vice-Royauté du Pérou. L'indétermination frontalière commençait à sérieusement bloquer le développement des États. La création de la région administrative du Loreto en 1853 était dénoncée par l'Équateur, tandis qu'en 1857, la concession de la part du gouvernement équatorien à une compagnie anglaise d'immenses territoires revendiqués par le Pérou décida de la seconde guerre d'ampleur. Les Péruviens emmenés par Ramon Castilla débarquèrent près de Guayaquil et les intrigues politiques rendirent la situation confuse. Le traité de Mapasingue (1860), pourtant favorable au Pérou qui en résulta ne fut ratifié par aucun des deux pays. L'Équateur de Gabriel García Moreno s'y opposa particulièrement.

Jusqu'à présent, la dispute s'était déployée dans une relation bilatérale. Mais en 1887, à la faveur d'un contexte favorable à cette technique, Quito et Lima souscrivaient un accord pour l'arbitrage de la part du Roi d'Espagne. Un arbitrage est une solution extrême et volontaire, car les parties se dessaisissent de la question et le jugement rendu par un tiers doit s'appliquer de toutes les façons. C'était le début de la multilatéralisation de la controverse. Malgré cette décision, des négociations bilatérales aboutissaient au traité de 1890, favorable à l'Équateur, mais non ratifié par le Pérou. La Colombie et le Brésil intègrent alors la danse dans le partage de l'Amazonie et fixent leurs frontières avec chacun des deux pays. À Madrid, les meilleurs juristes sont sollicités par la Couronne et par les deux États pour rendre des études, mais le processus prend un retard structurel. Ce n'est qu'en 1910, soit vingt-trois ans après avoir été sollicité, que la Royauté s'apprête enfin à rendre son verdict. Les Équatoriens qui en prennent secrètement connaissance le perçoivent comme trop favorable aux intérêts péruviens, et ils manœuvrent pour que la décision ne soit pas rendue publique, ce qui met les deux pays au bord de la guerre. L'Équateur d'Eloy Alfaro et le Pérou d'Augusto Leguía mobilisèrent franchement leurs troupes qui se concentraient à la frontière occidentale. Cette fois comme d'autres, le destin des territoires orientaux se décidait sur la lointaine côte pacifique. Les Équatoriens en conservèrent le slogan transparent « Tumbéz-Marañón ou la guerre ! ». La tension s'était d'ailleurs récemment manifestée sur le terrain entre les deux États qui commençaient à s'installer militairement dans la région amazonienne. Les incidents de 1904 et 1905 résonnèrent fortement dans les opinions publiques, de même que le combat de La Pedrera (1911) entre le Pérou et la Colombie rappelait que la question se discutait au moins à trois.

Mais l'intervention des États-Unis en 1910 permit de ne pas aller à l'affrontement. Ils

proposèrent une médiation commune avec le Brésil et l'Argentine, qui ne régla pas la question mais inaugura le rôle récurrent de ces pays dans l'affaire, et éclipsait définitivement la royauté espagnole comme puissance morale tutélaire. La situation se normalisa entre le Pérou et l'Équateur, mais les frontières avec l'Équateur furent les seules que le *Oncenio* de Leguía (1919-1930) ne parvint pas à fixer, tandis que l'épineuse question chilienne était réglée. Un protocole était cependant accordé, qui prévoyait l'arbitrage du Président des États-Unis après une phase de négociations directes, mais il ne fut pas appliqué pour le moment. En revanche, le traité Salomón-Lozano demeura secret entre le Pérou et la Colombie livrait au Pérou des territoires revendiqués par l'Équateur, et indisposa donc ce dernier contre son allié historique. Les habitants péruviens du Loreto concevaient aussi du dépit contre le cadeau du trapèze amazonien à la Colombie permettant à ce dernier un accès direct sur l'Amazone, et c'est une petite camarilla de notables et de militaires qui lança une expédition destinée à reprendre le port de Leticia en 1932. Le gouvernement péruvien ne put que suivre le mouvement et cet événement réactiva la controverse péruano-équatorienne qui était somnolente depuis deux décennies.

Ces éléments rapidement développés montrent d'une part que la controverse n'avait pas attendu que leurs fronts de développement internes entrent en collision pour se diriger vers l'affrontement armé, ce qui montre à notre sens que la lutte tenait plus de l'imaginaire que de l'intérêt matériel à court terme. D'autre part, le processus de négociation était rendu difficile non seulement par les désaccords entre les deux puissances mais surtout par le dispositif diplomatique : des signatures qui ne sont pas ratifiées par les parlements, des interlocuteurs qui varient en fonction des crises politiques, des concessions qui deviennent impossibles. La non-résolution avait une origine structurelle plutôt qu'elle ne découlait d'intérêts politiques particuliers. Nous entendons justement explorer ces raisons structurelles.

La décennie des années 1930 engendra une escalade entre les deux Républiques sœurs. Le Pérou comptait alors un peu plus de sept millions d'habitants dont la majorité rurale vivait encore dans la *sierra* (montagne) où la langue majoritaire est le Quechua.⁴ Mais ce n'était pas

⁴ Les informations suivantes sont extraites du grand recensement de 1940 qui constitue un excellent outil pour appréhender la société péruvienne à cette date. Le Pérou n'avait pas recensé sa population depuis le XIX^e siècle. REPÚBLICA DEL PERÚ, *Censo nacional de población y ocupación 1940. Primer volumen, resúmenes generales*, Lima, Ministerio de Hacienda y Comercio. Dirección Nacional de Estadística, 1944. Sur l'histoire générale du Pérou dans cette première moitié du XX^e siècle, on pourra se reporter en raison de leur caractère récent ou patrimonial, à CONTRERAS Carlos et CUETO Marcos (dir.), *Perú. Mirando hacia dentro. Tomo 4 (1930/1960)*, Madrid, Taurus (coll. « América latina en la historia contemporánea »), 2015 ; CONTRERAS Carlos et CUETO Marcos, *Historia del Perú Contemporáneo*, 5^{ème} édition., Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2013 ; KLARÉN Peter F., *Nación y sociedad en la historia del Perú*, Lima, Instituto de Estudios peruanos, 2004. COTLER Julio, *Clases, Estado y Nación en el Perú*, Lima, IEP Instituto de Estudios Peruanos, 2005.

une société figée. Un nombre croissant de Péruviens vivait désormais sur la côte dans les grandes agglomérations, en particulier à Lima et Arequipa où l'industrie était devenue dominante sur les activités agricoles. Dans ce monde changeant, la majorité de la population s'identifiait désormais comme « blanche et métis » (52%), tandis que les indiens qui avaient longtemps constitué l'écrasante majorité ne représentaient plus que 45% de la population et les asiatiques et afro-américains 1% à eux deux. Le pays exportait du coton, du textile et un peu de pétrole. Le boom du caoutchouc et plus encore celui du guano n'étaient plus qu'un lointain souvenir. Le pays était sorti de la longue période de modernisation autoritaire du *Oncenio* d'Augusto Leguía par une crise de deux ans qui s'apparentait à une guerre civile. Le capitaine métis de l'armée Miguel Sánchez Cerro s'était emparé du pouvoir et lutta à mort contre le grand parti progressiste, l'APRA. Son assassinat en 1933 propulsa dans le fauteuil présidentiel le général Oscar Benavides qui se maintint jusqu'en 1939 au prix de l'annulation des élections de 1936 et d'une authentique dictature militaire entre 1936 et 1939 pour barrer la route à l'APRA. En 1940, le général fit élire son dauphin, Manuel Prado, un banquier de bonne famille qui perpétua l'héritage militaire tout en s'en distançant subtilement. Au cours des années 1930, le Pérou présentait donc le visage d'un pays à la stabilité autoritaire et cherchant à moderniser l'économie du pays pour couper la route au péril rouge, qui menaçait constamment de faire basculer le pays dans la guerre civile.

Le visage de l'Équateur était tout autre. Il n'existe pas d'informations aussi fiables que pour le voisin, car l'Équateur n'avait pas recensé la population depuis de très nombreuses années, mais le pays comptait sans doute autour de 3.2 millions d'habitants, soit moitié moins que le voisin.⁵ La majorité indienne de cette population parlait quechua et vivait aussi sur la cordillère. Dans les villes et sur la côte se concentraient les 25% de blancs et métis et les 15% d'afroéquatoriens restants. La capitale Quito (215 000 habitants) trônait de son prestige historique dans les hauteurs. Elle était la place forte des conservateurs, mais subissait la

⁵ Les informations suivantes sont extraites du rapport général du FBI de 1942 sur la république équatorienne. Les chiffres officiels étaient rares, mais la qualité des informations du Bureau est souvent vérifiée, grâce à un réseau d'informateurs de plusieurs dizaines d'individus dans le pays. Les données présentées sont néanmoins à considérer comme des ordres de grandeur plutôt que comme des informations établies. FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador... Today », juin 1942. D'autre part, alors qu'il existe d'excellentes études sur des points ponctuels et des contributions collectives de qualité, que nous citerons au fil de ce travail, il est difficile de trouver des synthèses récentes et complètes sur l'histoire contemporaine de l'Équateur. On se reportera à AYALA MORA Enrique, « Ecuador since 1930 » dans BETHELL Leslie (dir.), *Cambridge History of Latin America, Vol. VIII, Latin America since 1930. Spanish South America*, Cambridge University Press, 1999 (1991), p. 687-726 ; AYALA MORA Enrique (dir.), *Nueva historia del Ecuador*, Quito, Grijalbo ecuatoriana LTDA, 1990, vol.10 ; LARA Jorge Salvador, *Breve historia contemporánea del Ecuador*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2011 ; NÚÑEZ SÁNCHEZ Jorge, *El Ecuador en la Historia*, 2e ed., Santo Domingo, Archivo general de la Nación (República dominicana), 2002 ; PAREJA DIEZCANSECO Alfredo, *Breve historia del Ecuador*, Quito, Libresa, 1990, vol. 2.

concurrence de sa rivale Guayaquil (200 000 habitants) à la forte croissance urbaine. Mais l'expansion économique de la côte avait favorisé une bourgeoisie agroexportatrice, la *bancocracia guayaquileña* qui accompagnait son exubérance économique par la domination politique du parti libéral. Cependant, après le boom du cacao au début du siècle, la baisse des cours puis la crise des années 1930 avaient durement touché cette économie de grandes plantations. Les années 1920 avaient vu surgir la révolution socialiste aux mains des petits officiers de l'armée au cours de la Révolution Julienne, et les années 1930 et 1940 se caractérisèrent par une extrême volatilité politique entre les libéraux qui souhaitaient conserver leur hégémonie, les conservateurs qui pouvaient la faire basculer, et les socialistes qui étaient devenus la troisième force du pays en représentation des secteurs intermédiaires émergents. Il est fréquemment souligné à ce titre que l'Équateur a connu presque une vingtaine de chefs d'État sur la période qui nous concerne, sous diverses formes juridiques, ce qui est généralement désigné comme l'une des faiblesses de l'Équateur dans son différend avec le Pérou. En réalité, comme on le montrera, cette instabilité politique a été largement compensée par l'inertie administrative. En 1940, le chef de file des libéraux, figure de l'élite de Guayaquil, gagna les élections qui furent immédiatement dénoncées comme frauduleuses par les partisans du très populaire Velasco Ibarra. Le mandat de l'avocat Arroyo del Rio fut irrémédiablement attaché à la guerre de 1941 et la construction mémorielle du conflit le désigna comme coupable d'avoir perdu cette guerre.

Guerres américaines et question nationale

La qualification de « guerre » pour se référer aux événements de 1941 ne va pourtant pas de soi. Dès les événements, les protagonistes en ont rejeté l'usage pour des raisons diplomatiques et conceptuelles. Il n'y a eu de déclaration de guerre dans aucun camp. Il ne pouvait y avoir guerre, car cela aurait signifié que le Pérou avait conquis, ce qui était interdit par le droit international. Il ne pouvait y avoir guerre, car les Équatoriens auraient dû reconnaître qu'ils avaient été piteusement vaincus. Il ne pouvait y avoir de guerre, car le sentiment américaniste interdisait qu'elle existât sur le continent américain. Ce rejet s'est transmis à la mémoire du conflit qui qualifie le plus souvent les événements de « campagne victorieuse » au Pérou, désignant une opération logistique bien menée, et « d'invasion péruvienne » en Équateur, en soulignant le déséquilibre des forces et par conséquent l'absence de « guerre » symétrique. Ce n'est que vers la fin du XX^e siècle que certaines études ont commencé à employer explicitement le terme de « guerre », tout en en réduisant les opérations à une « guerre de trois jours »,

quantité négligeable face aux « 150 ans de négociations ».⁶ Cette ambiguïté a conduit à ce que cette guerre n'ait pas de nom consensuel, comme la Grande Guerre ou la Guerre du Pacifique. L'étalement sur deux fronts empêche de la désigner par son théâtre d'opération comme la guerre du Chaco, sauf à parler de « Zarumilla-Marañón » comme D. Zook, mais aucun combat n'a eu lieu sur le Marañón.⁷ Il faudrait en toute rigueur parler de « la guerre Pérou-Équateur de 1941-1942 », mais l'on trouvera souvent dans cette étude, pour des raisons de commodité, l'appellation « Guerre de 1941 ».

Nous considérons en effet les événements comme une véritable guerre et même une guerre de dix ans, si l'on prend en compte l'état de guerre larvée entre 1932 et 1942 qui a été résolu par la bataille de 1941. Il s'agit bien d'une lutte armée entre États qui provoque des victimes depuis le début des années 1930, même si les batailles sont saccadées et circonscrites dans le temps. Nous proposerons même de la qualifier de guerre *limitée* et d'expliquer les facteurs qui ont conduit à cette singularité.

C'est aussi une guerre parce que les phénomènes qui s'y déroulent partagent de nombreux traits communs ou points de comparaison avec d'autres guerres, dont les apports historiographiques permettent de renouveler la vision du conflit andin. Les réflexions en France sur les deux guerres mondiales, sur les occupations allemandes ou les guerres coloniales ont développé un solide cadre analytique du phénomène guerrier, de même que les *War Studies* dans le monde anglo-saxon.⁸ Les multiples et parfois âpres débats portant sur les causes du déclenchement de la guerre, sur les cultures et les expériences de guerre, sur le rôle des civils et des sorties de guerre ou sur les mémoires conflictuelles invitent tout chercheur à dépasser le cadre strictement militaire de la narration de la bataille pour prendre en compte les approches sociales, économiques et culturelles que cet événement total porte en lui. Toutes les leçons de ces conflits souvent envisagés dans leur dimension européenne ou nord-américaines ne sont

⁶ YEPES Ernesto, *Tres Días de Guerra Ciento Ochenta de Negociaciones*, Lima, Universidad del Pacífico/Universidad Nacional La Molina, 1998. Dans un travail précédent, nous avons participé à cette impression en proposant l'appellation de « Guerre du Protocole » qui mettait l'emphase sur le résultat diplomatique de la guerre, le traité de frontières, tout en suggérant que cette guerre avait fait couler plus d'encre que de sang. Cette vision nous paraît désormais téléologique. Elle occulte précisément la véritable mobilisation des sociétés autour du conflit, qui va bien plus loin que le résultat diplomatique. BIGNON François, *La Guerre du Protocole. Le conflit péruano-équatorien de 1941-42 et son règlement diplomatique*, Mémoire de Master 2, Université de Rennes 2, 2013.

⁷ ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, Inc., 1964.

⁸ Les références sont nombreuses et nous les citons plus précisément dans le corps de la démonstration. Pour leur caractère récent et représentatif des études européennes et anglosaxonnes, on pourra consulter les références suivantes, dont la première a constitué un outil indispensable malgré la cruelle absence de l'Amérique latine autre qu'à travers le *foco revolucionario*. CABANES Bruno (dir), *Une histoire de la guerre - Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2018 ; KÖNIG Mareike et ROYNETTE Odile, « Relire les expériences de guerre franco-allemandes (1870-1871) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2020, n° 60.

pas transposables sans adaptation à la situation latinoaméricaine, mais elles permettent de décloisonner les questionnements.

Ce faisant, alors qu'un certain discours voudrait voir dans l'Amérique latine un continent sans véritable guerre où les armées privées de conflits extérieurs se tourneraient vers la politique pour se donner une raison d'exister, de nombreux travaux notamment français ont contribué à y relier le phénomène guerrier à des thématiques innovantes, et particulièrement pour notre propos à la question nationale et la création des identités collectives. Des travaux ont ainsi interrogé la genèse des Républiques à l'aune de la composition des armées de l'indépendance.⁹ La mémoire de la « guerre totale » a pu être considérée comme matricielle de l'identité du Paraguay.¹⁰ La construction ethnique et l'intégration coloniale ont été mis en évidence dans le cas de la guerre du Chaco.¹¹ Le conflit de Leticia a été expliqué au prisme d'une sociologie de la formation militaire et des transferts internationaux.¹² Même les guerres éloignées, comme la Première Guerre mondiale, ont activement participé à la construction d'identités nationales propres s'émancipant de la tutelle morale de l'Europe.¹³ Ces études francophones et celles venues du monde latinoaméricain et anglo-saxon ont ainsi contribué à nuancer et préciser des renouvellements historiographiques qui ont émergé à la faveur des commémorations des indépendances dès les années 1970 pour porter l'attention sur les « subalternes » – en particulier les amérindiens, les afro-américains ou encore les femmes – et à questionner les récits officiels.

La guerre de 1941 n'a pas encore véritablement intégré cette réflexion. Elle constitue ainsi un angle mort historiographique de l'étude mondiale de la guerre. Il faut sans doute en chercher la cause dans sa réduction à une simple lutte diplomatique et à une petite opération armée sans grand panache.¹⁴ Il faut aussi souligner le refus des deux belligérants de qualifier les

⁹ THIBAUD Clément, *Républiques en armes : Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

¹⁰ CAPDEVILA Luc, *Une guerre totale, Paraguay, 1864-1870 : Essai d'histoire du temps présent*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

¹¹ CAPDEVILA Luc et al., *Les hommes transparents : Indiens et militaires dans la guerre du Chaco*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

¹² CAMACHO ARANGO Carlos, *El conflicto de Leticia (1932-1933) y los ejércitos de Perú y Colombia*, Bogota, Universidad Externado de Colombia/Centro de Estudios en Historia (CEHIS), 2016.

¹³ COMPAGNON Olivier, *L'adieu à l'Europe : l'Amérique latine et la Grande Guerre. Argentine et Brésil, 1914-1939*, Paris, Fayard (coll. « L'épreuve de l'histoire »), 2013 ; COMPAGNON Olivier et al., *La Gran Guerra en América Latina*, Mexico, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos (CEMCA)/Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL)/Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA), 2018.

¹⁴ Deux exceptions ont intégré cette guerre au récit général des guerres et de armées du continent, mais elles constituent des synthèses plus que des travaux inédits approfondis : SCHEINA Robert L., *Latin America's Wars Volume II: The Age of the Professional Soldier, 1900-2001*, Potomac Books, 2003, p. 114-125 ; DE LA PEDRAJA TOMÁN René, *Wars of Latin America, 1899-1941*, McFarland & Co., 2006, p. 415-432.

événements de guerre. D'ailleurs, les Péruviens même ne s'intéressent guère sauf exception à ce conflit oublié qu'ils confondent généralement dans l'ensemble mal identifié du « différend avec l'Équateur » de l'indépendance à la fin du XX^e siècle. Une récente contribution collective à l'étude du phénomène guerrier au Pérou s'est ainsi arrêtée de manière symptomatique aux années 1920.¹⁵ Après cette date, seule la « guerre interne » des années 1980 semble mériter ce qualificatif qui dialogue alors avec les conflits du XIX^e siècle dans une curieuse ellipse temporelle qui passe sous silence le ventre mou du XX^e siècle.¹⁶ Les Équatoriens qui ont en partie forgé leur identité sur 1941 s'y intéressent bien moins qu'avant depuis la paix.¹⁷ Enfin, c'est évidemment l'ombre de la Seconde Guerre mondiale qui a recouvert le petit conflit andin, qui a pourtant fortement impliqué les chancelleries d'Amérique. Les deux conflits entretiennent des liens polymorphes que nous avons proposé d'établir dans un travail précédent.¹⁸ L'ambiance de la guerre mondiale a manifestement contribué à déclencher les opérations armées de 1941, tandis que le Pérou et l'Équateur ont habilement su tirer parti de l'empressement de Washington à présenter un hémisphère parfaitement uni au moment de son entrée en guerre. Mais dans les rares cas où la Seconde Guerre mondiale fait l'objet de synthèses, la guerre andine est présentée comme un phénomène marginal.¹⁹

En élargissant le spectre chronologique des quelques semaines de bataille active en 1941 à la guerre larvée de dix ans, il devient pourtant évident que le conflit péruano-équatorien partage de nombreux points de convergence avec les conflits de son époque, à commencer par la guerre du Chaco (1932-1935) entre la Bolivie et le Paraguay et le conflit de Leticia.²⁰ C'était déjà la

¹⁵ McEVOY Carmen et RABINOVICH Alejandro M. (dir.), *Tiempo de guerra. Estado, nación y conflicto en el Perú, siglos XVII-XIX*, Lima, IEP Instituto de Estudios Peruanos, 2018. Plus ancien et moins critique, on pourra aussi se reporter à BARRA Felipe DE LA, *La Historia militar peruana*, Lima, Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú, 1959.

¹⁶ MÉNDEZ G. Cecilia et GRANADOS MOYA Carla, « Las guerras olvidadas del Perú: formación del Estado e imaginario nacional », *Revista de Sociología e Política*, juin 2012, vol. 20, n° 42, p. 57-71. Il faut cependant souligner que le sociologue Eduardo Toche a approfondi les relations entre armées et construction nationale au XX^e siècle au Pérou : TOCHE Eduardo, *Guerra y democracia: los militares peruanos y la construcción nacional*, Lima, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO, 2008.

¹⁷ Une exception notable étant GÁNDARA ENRÍQUEZ Marcos, *El Ecuador del año 1941 y el Protocolo de Río: Antecedentes, hechos subsiguientes : Arroyo y su tiempo*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, 2000. Une somme problématique à bien des égards.

¹⁸ BIGNON François, « Jeux d'échelles dans les Andes : le conflit péruano-équatorien de 1941-1942 et la Seconde Guerre mondiale », *Relations internationales*, 27 août 2015, n° 162, n° 3, p. 63-78.

¹⁹ La première référence consacre d'intéressants développements à la guerre de 1941 mais le présente comme un fait isolé. MASTERSON Daniel M. et ORTIZ SOTELO Jorge, « Peru: International Developments and Local Realities » dans LEONARD Thomas M. et BRATZEL John F., *Latin America During World War II*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield Publishers, 2007, p. 126-143 ; HUMPHREYS Robert Arthur, *Latin America and the Second World War: 1942-45* v. 2, London, Atlantic Highlands/N.J/Continuum International Publishing Group - Athlone, 1982.

²⁰ Sur la guerre du Chaco, la plus récente référence en français est plutôt militaire : THIERRY Noël, *La Guerre du Chaco*, Paris, Economica, 2016 ; en anglais, la référence reste FARCAU Bruce W., *The Chaco War: Bolivia and*

perspective de B. Wood dans son ouvrage classique et trop peu connu en France, même s'il y adopte un raisonnement avant tout diplomatique.²¹ Ce n'est pas non plus un hasard si un des historiens anglo-saxons qui a été le plus pertinent sur la guerre de 1941, a également écrit sur la guerre du Chaco.²² Les trois conflits sont indiscutablement liés et constituent les éléments d'un triptyque américain qui aboutit dans les années 1930 et 1940 à refermer la page des litiges frontaliers du continent par la guerre.²³ Notre étude qui porte uniquement sur le conflit péruano-équatorien entend donc compléter la compréhension de ce triptyque et ainsi éclairer cette étape essentielle de la formation des nations sur le continent.

Des frontières andines : bande Pacifique et enjeux amazoniens

Les frontières que l'on étudie ont été qualifiées d'andines parce qu'elles s'inscrivent dans un espace régional qualifié d'andin. Il faut toutefois préciser que l'objet du conflit est constitué beaucoup plus par les étendues d'Amazonie et les bordures côtières du Pacifique que par la région de la cordillère qui correspond généralement à la représentation des Andes montagneuses.²⁴

La frontière de fait entre le Pérou et l'Équateur se compose en effet de trois grands blocs, qui correspondent d'ailleurs à la tripartition identitaire péruvienne reprise si souvent : *Costa*,

Paraguay, 1932-1935, Westport, Conn, Praeger, 1996 ; Pour des aspects plus politiques, on consultera QUEREJAZU CALVO Roberto, *Masamaclay: historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*, La Paz, Amigos del Libro, 1975.

²¹ WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, Columbia University Press, 1966.

²² ZOOK David H, *The conduct of the Chaco War*, New York, Bookman Associates, 1961 ; ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, 1964.

²³ De notre point de vue, on retrouve de nombreuses similitudes entre ces trois conflits : la lutte entre des États relativement faibles pour s'approprier définitivement des portions frontalières considérées comme appartenant à la nation depuis l'Indépendance, des processus de colonisation intérieure sur des territoires faiblement intégrés auparavant, parfois peu connus, aux populations indigènes dont la nationalité n'est pas toujours établie, les ressources fantasmées, en hydrocarbures ou autres, et d'autres points encore. Ce projet de recherche souhaitait d'ailleurs approfondir les connexions entre les trois guerres précitées, qui entretiennent évidemment des liens, sans qu'ils soient évidents. Les références croisées n'ont pas été assez nombreuses pour établir des liens systématiques au sein de cette recherche, mais des rapprochements ponctuels sont réalisés au cours de ce travail.

²⁴ Le terme andin peut être interprété de deux manières. L'une, géographico-culturelle, renvoie aux civilisations de montagne, héritières des empires précolombiens, et dont l'un des principaux marqueurs est l'usage de la langue quechua ou aymara. L'autre, plus politique et englobante, désigne la région entière et les pays traversés par la cordillère, mais dont les paysages et les cultures peuvent différer très fortement du noyau culturel quechua. C'est l'acception que nous utiliserons et qui est par exemple à l'œuvre dans la Communauté Andine des Nations (CAN) ou encore l'Institut Français d'Études Andines (IFEA), et qui comprend le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et la Colombie, tandis que le Chili et plus encore l'Argentine, traversés par une portion moindre de la chaîne de montagne, sont généralement considérés comme moins andins et plutôt rattachés au Cône Sud. Cette répartition souffre évidemment des exceptions, notamment lorsque l'on étudie les liens transnationaux culturels à une autre échelle. AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Ruralité, ethnicité et montagne : Le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera » », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, juillet 2009, n° 97-2. Le terme nous permet donc de rattacher la question de la frontière entre le Pérou et l'Équateur aux autres conflits frontaliers, en particulier la guerre du Chaco et le conflit de Leticia. Il permet également de désigner les différents paysages de la frontière entre les deux pays.

Sierra, Selva (la côte, la montagne, l'Amazonie). À partir de la côte pacifique, il s'agit d'un territoire de basse altitude et légèrement vallonné, formé par les méandres du fleuve Zarumilla, un marécage humide et chaud coincé entre le désert de Tumbes et la plaine de El Oro. La frontière s'étend ensuite vers le sud-est, et devient montagneuse, à la hauteur de la région équatorienne de Loja et de la Cajamarca péruvienne. Après avoir atteint les sommets de la cordillère de Huancabamba, elle en descend le piémont oriental et devient amazonienne, c'est-à-dire qu'elle prend pied dans le bassin hydrographique du fleuve Amazone. Cette zone se compose néanmoins d'au moins deux paysages assez différents. Entre le fleuve Chinchipe et le Santiago, l'altitude reste élevée mais la végétation luxuriante rattache cette zone de *Ceja de Selva* au reste du bassin hydrographique. À cette *Selva alta* (forêt haute) se substitue progressivement la *Selva baja*, la forêt basse, à la très faible altitude, au relief plat et immense, qui constitue la plus grande part de l'Amazonie, et que l'on peut encore diviser entre les fertiles et inondables berges des fleuves et les zones interfleuves aux sols acides et impropres aux cultures.

Le conflit entre le Pérou et l'Équateur ne se réduit donc pas à une question amazonienne, et l'on verra en conclusion que la côte et l'Amazonie ont paradoxalement subi un traitement similaire de la part des États.²⁵ La question amazonienne est néanmoins essentielle, et il faut le souligner contre les interprétations qui présentent les batailles de 1941 comme un épiphénomène militaire circonscrit à la côte. L'étude de l'histoire de l'Amazonie a profondément été renouvelée ces dernières années par la déconstruction des stéréotypes qui ont donné forme à notre compréhension de cet espace : zone peu peuplée, en dehors de la civilisation, incroyablement luxuriante et donc fertile, paradis perdu, « vierge » ou « pristine », ou au contraire « enfer vert » hostile à l'homme. Les récentes avancées archéologiques tendent au contraire à montrer que ces espaces étaient parfois densément peuplés avant la conquête ibérique, et l'on a réévalué l'importance de l'Amazonie comme foyer civilisationnel.²⁶ La

²⁵ Sur la partie côtière et montagneuse, nous avons consulté principalement les travaux de Susana Aldana et de Jean-Paul Deler, que des monographies locales sont venues utilement compléter. ALDANA RIVERA Susana, « De llave del reino y frontera a límite. Un ensayo sobre la Transversal de Huancabamba y su construcción como región entre dos países », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, avril 2018, 47 (1), p. 19-39 ; « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador, entre la región y la nación » dans BONILLA Adrián (dir.), *Ecuador-Perú, Horizontes de la negociación y el conflicto*, Quito, FLACSO Ecuador, 1999, p. 169-187 ; DELER Jean-Paul, « Structure de l'espace entre Loja et Piura : continuité, transitions et différenciations transfrontalières », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 1991, vol. 20, n° 2, p. 279-294 ; *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Paris, Institut Français d'Études Andines, Éditions A.D.P.F. (coll. « Recherche sur les grandes civilisations »), 1981 ; SALCEDO PARREDES César Dionisio, *Viajando al Puerto de Bolívar. Ensayo histórico-porteño*, Machala, Imprenta Carchi, 2002 ; ASTUDILLO SAMANIEGO Clodoveo, *Historia de El Oro y de la Patria*, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2016 ; MURILLO C. Rodrigo, *Provincia de el Oro. Lugares y tiempos*, Machala, Universidad Técnica de Machala, 2007.

²⁶ ROSTAIN Stéphen, *Amazonie : les 12 travaux des civilisations précolombiennes*, Paris, Belin, 2017.

période coloniale, quant à elle, qui est l' époque de la « découverte », conquête militaire et évangélisation par les Européens, a également connu des renouvellements qui sont parfois venus souligner le rôle actif (*agency*) des populations indigènes dans ces processus coercitifs.²⁷ Pour la période contemporaine, même si en France, l'étude de l'Amazonie a pu sembler réservée aux géographes et anthropologues en raison d'une tradition intellectuelle bien établie,²⁸ il n'est plus exact d'affirmer qu'il n'existe pas d'histoire de l'Amazonie écrite par des historiens. Historiens, anthropologues et géographes ont en effet développé de solides bases historiques sur ces questions. C'est majoritairement le XIX^e siècle qui a fait l'objet des attentions des chercheurs sur les amazonies andines souvent qualifiées d'*orientes* en raison de leur position par rapport aux centres de pouvoir de ces pays (Pérou, Équateur, Bolivie et dans une moindre mesure Colombie dont l'orientation cardinale est différente), souvent dans le cadre d'une réflexion sur l'intégration de ces territoires aux nations modernes.²⁹ Il faut au passage souligner la persistance d'une pratique bien française de réduire l'Amazonie à sa partie brésilienne qui compte certes 60% de l'Amazonie, mais qui par conséquent n'en comporte pas

²⁷ Pour un exemple récent de cette réévaluation, ROLLER Heather F., *Amazonian Routes: Indigenous Mobility and Colonial Communities in Northern Brazil*, Stanford, California, Stanford University Press, 2014.

²⁸ Dans la lignée des travaux de Claude Lévi-Strauss au Brésil, citons les œuvres majeures de Philippe Descola, Anne-Christine Taylor, Alexandre Surallés ou encore Jean-Pierre Chaumeil, pour n'en citer que quelques-uns qui ont travaillé sur la zone envisagée dans notre étude.

²⁹ ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia. Amazonía y Estado ecuatoriano en el siglo XIX*, Quito, Universidad Andina Bolívar / Corporación Nacional (coll. « Colección Biblioteca de Historia »), 2008 ; TAYLOR Anne-Christine, « El Oriente ecuatoriano en el siglo XIX: 'el otro litoral' » dans MAIGUASHCA Juan (dir.), *Historia y Región en el Ecuador: 1830-1930*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1994, p. 17-68 ; HEYMANN Catherine, *L'Oriente péruvien entre construction régionale, intégration nationale et internationalisation du marché (1845-1932)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016. ; BARCLAY REY DE CASTRO Frederica, *El Estado Federal de Loreto, 1896: Centralismo, descentralismo y federalismo en el Perú, a fines del siglo XIX*, Lima, Institut Français d'Études Andines (coll. « Travaux de l'IFEA »), 2013 ; ROUX Jean-Claude, *L'Amazonie péruvienne : un Eldorado dévoré par la forêt, 1821-1910*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; GARCÍA JORDAN Pilar, *Cruz y arado, fusiles y discursos: la construcción de los Orientes en el Perú y Bolivia, 1820-1940*, Lima, IFEA/IEP, 2003 ; GARCÍA JORDAN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 1998 ; *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995 ; GARCÍA JORDAN Pilar et SALA I VILA Núria (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998 ; ROUX Jean-Claude, *La Bolivie orientale - confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage*, Paris, L'Harmattan, 2000. Les travaux qui se concentrent dans une perspective historique sur la deuxième moitié du XX^e siècle sont plus rares : BARCLAY Frederica et SANTOS-GRANERO Fernando, *La frontera domesticada: historia económica y social de Loreto, 1850-2000*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2002 ; BARCLAY Frederica (dir.), *Amazonía, 1940-1990: el extravío de una ilusión*, Lima, Terra Nuova, 1991 ; FAVIER Irene, *La convoitise des confins. Luites foncières et redéfinition du national dans le Haut Marañón péruvien (1946-2009)*, thèse de doctorat sous la direction de Danielle Tartakowsky et Olivier Compagnon, Universités Paris 8/Paris 3, 2014 ; RÍOS ZAÑARTU Mario César, *Historia de la Amazonía peruana (Compendio)*, Iquitos, CETA, 1999 ; on peut aussi compter sur les études ethnographiques qui se concentrent en général sur un peuple en particulier mais qui sont souvent riches d'enseignements : CORREA RUBIO François, CHAUMEIL Jean-Pierre et CAMACHO Roberto Pineda (dir.), *El aliento de la memoria: antropología e historia en la Amazonia andina*, Bogota, Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Departamento de Antropología, 2012 ; GUALLART José María, *Entre pongos y cordillera: historia de la etnia aguaruna-huambisa*, Lima, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica, 1990.

les 40% restants.³⁰ La période du « boom du caoutchouc » a été particulièrement étudiée en raison de ses répercussions internationales. Les travaux universitaires sur ces *orientes* s'arrêtent donc en général à la lisière des années 1930 pour redémarrer dans les années 1940, laissant la séquence 1930-1950 comme une sorte d'impensé historique écartelé entre le long XIX^e siècle qui se termine dans les années 1930 et le court XX^e siècle s'enracinant dans les années 1940, sauf à souligner l'apparition d'un second boom du caoutchouc pendant la Seconde Guerre mondiale.³¹ Peut-être que la prépondérance des conflits armés dans cet intervalle a contribué à éloigner les questionnements économiques, sociaux et culturels au profit d'une perception plus géopolitique. Nous entendons au contraire montrer l'unité de la période allant des années 1930 à la fin des années 1940 dans le processus de nationalisation des orientes.

Il est par ailleurs certain que la construction des nations et le processus de différenciation nationale a mené la plupart des études à adopter un cadre méthodologique national. Il y a donc une histoire de l'Amazonie péruvienne, de l'Amazonie équatorienne, bolivienne, colombienne, et brésilienne, mais il n'y a pas d'histoire de l'Amazonie, même si la dimension comparative n'est pas absente de plusieurs travaux. Par le biais du comparatisme systématique, nous entendons au contraire construire une vision régionale de l'Amazonie qui permette peut-être à terme l'ébauche d'une histoire partagée de l'Amazonie à l'époque contemporaine.

Une histoire sans limite des frontières

La réflexion sur les frontières d'Amérique doit nécessairement se positionner face à deux traditions historiographiques bien distinctes. Il y a d'abord une dimension normative très prégnante développée par les Péruviens et les Équatoriens depuis au moins le début du XX^e siècle dans une perspective de « plaidoyer nationaliste ».³² Cette littérature grise avait clairement un objectif combatif dans une perspective de défense des frontières du pays. Elle privilégie donc une démarche historico-juridique, souvent destinée à alimenter des cours de secondaire ou universitaire d'« *historia de los límites* ».³³ Elles accumulent ainsi les arguments

³⁰ LE TOURNEAU François-Michel, *L'Amazonie - Histoire, géographie, environnement*, Paris, CNRS, 2019.

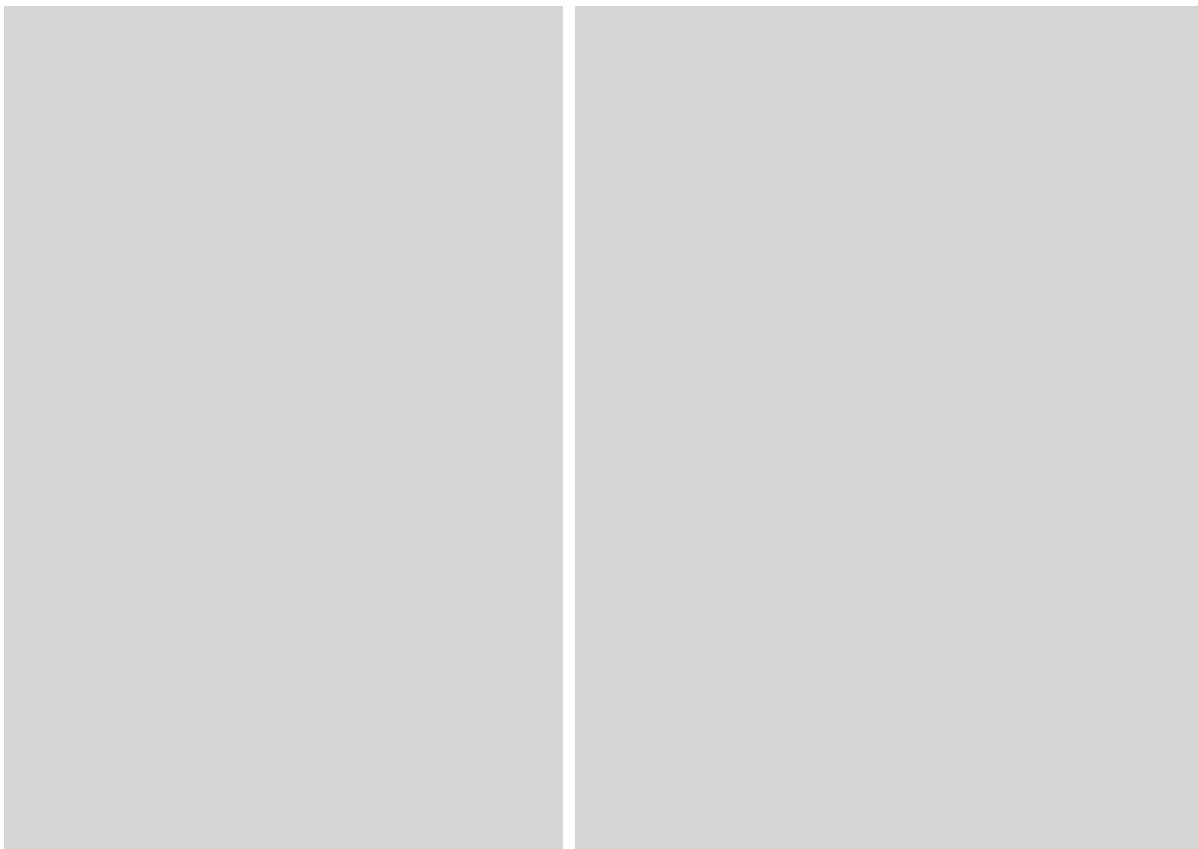
³¹ Une des questions de civilisation au concours de l'agrégation externe d'espagnol en 2017-2019 portait sur « Les Orientes péruvien et bolivien entre construction régionale, intégration nationale et marché international (1821- années 1930) ». En plus des travaux cités plus hauts, on pourra donc consulter à ce sujet l'œuvre de circonstance LLOSA Alvar de la, *Orientes péruvien et bolivien - 1821-1939*, Atlande, 2017. Pour la question du boom du caoutchouc pendant la Seconde Guerre mondiale, particulièrement au Brésil, voir GARFIELD Seth, *In Search of the Amazon: Brazil, the United States, and the Nature of a Region*, Durham, Duke University Press Books, 2013.

³² SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América. Cahiers du CRICCAL*, 2004, vol. 31, n° 1, p. 271-278.

³³ Pour les Péruviens, on retiendra BARRENECHEA Raúl Porras et WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia de los*

en faveur de la pérouanité ou de l'équatorianité des territoires contestés, et constituent donc une vision très partielle et théorique centrée sur les successifs « démembrements » qu'aurait connu la grande nation originelle (figure 2). Néanmoins, ces ouvrages sont pertinents dans la mesure où ils constituent l'univers mental des négociateurs dans les années 1930, qui sont parfaitement au fait des subtilités juridiques de la longue histoire de la controverse, et qui les mobilisent dans le rapport de force. Certains des auteurs ont d'ailleurs été directement liés aux événements de 1941 comme Julio Tobar Donoso ou Raúl Porras Barrenechea.

Figure 2 : Le discours commun sur le démembrement territorial



Source : ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969.

Source : MONTALVO MONTALVO Marco Julio, *Del Putumayo al Amazonas*, Quito, Territorio Ecuatoriano, 1998.

límites del Perú, Lima, Fondo Editorial del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, 1981 (issu de la compilation des études des deux auteurs respectivement de 1930 et 1961) ou l'ouvrage plus tourné vers la pédagogie PONS MUZZO Gustavo, *Las fronteras del Perú*, Lima, Colegio San Julián, 1961 (d'ailleurs initialement intitulé *Historia de los límites*). Du côté équatorien, on retiendra CONCHA Jorge Pérez, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los estados limítrofes*, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1964 ; PÉREZ CONCHA Jorge, *Derecho territorial Ecuatoriano (Síntesis histórica)*, Universidad de Guayaquil, 1979 ; TOBAR DONOSO Julio et LUNA TOBAR Alfredo, *Derecho territorial ecuatoriano*, 4e éd., Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1994.

La question normative (où se trouve la frontière ?) ne peut cependant suffire et c'est un aspect qui, parce qu'il a tant obscurci le débat, a été complètement évacué dans ce travail. Il ne s'agit pas pour nous de déceler la « vraie » frontière » en exhumant un document ou un acte international source de droit, mais d'appliquer un regard explicatif et compréhensif. Qu'est-ce que la frontière et comme fonctionne-t-elle ? Qui la dessine et quel est son rapport aux habitants ? Voilà des questions qui ont surgi avec le renouveau de l'étude des frontières depuis une trentaine d'années. En effet, alors que la fin de la Guerre Froide semblait annoncer dans un certain optimisme l'effacement des frontières au profit des échanges libres et des grandes intégrations régionales, leur « retour » souvent brutal et conflictuel sous de nouvelles formes a développé une copieuse littérature universitaire. Michel Foucher, l'un des principaux artisans précoces de ce regain d'intérêt en France, a dédié dans son ouvrage « géopolitique » classique un chapitre à l'analyse de l'horogénèse (la fabrication des frontières) latinoaméricaine.³⁴ Il y mettait en évidence une construction plus contemporaine que coloniale des frontières latinoaméricaines du XX^e siècle et y soulignait le poids des juristes et des militaires. Dans l'espace andin, l'approche géographique a aussi produit deux grandes synthèses sur la construction des frontières équatoriennes et péruviennes. L'étude précoce et classique de Jean-Paul Deler sur la genèse de l'espace équatorien procède ainsi d'une solide géographie sociale et d'une profondeur historique qui avait déjà pour ambition d'expliquer le processus de différenciation des nations dans un espace colonial ibérique originellement homogène.³⁵ Cet travail qui reste une référence pour les Équatoriens alimente paradoxalement l'obsession équatorienne de l'unité nationale, lorsque ceux-ci essayent d'identifier les facteurs historiques et géographiques qui ont fait obstacle à la construction homogène de la nation.³⁶ J.P. Deler a en outre directement influencé l'étude géographe sur les frontières du Pérou effectuée par son élève Arnaud Cuisinier-Raynal, décrivant celles-ci en termes de fronts, de gradients et de synapses.³⁷ Une autre approche heuristique réside dans les perspectives économiques et

³⁴ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*, édition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1991. Le terme d'horogénèse est un néologisme forgé à partir d'*horos* (borne) et de genèse, dans un clin d'œil à la chère orogénèse des géologues.

³⁵ DELER Jean-Paul, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Paris, Institut Français d'Études Andines, Éditions A.D.P.F. (coll. « Recherche sur les grandes civilisations »), 1981.

³⁶ Un bon exemple de cette perspective peut être trouvé dans une compilation par ailleurs intéressante et critique : RESTREPO Marco, TAMARIZ TORMEN María Eugenia et BUSTAMANTE Teodoro, *Frontera amazónica: historia de un problema*, CEDIME, 1991.

³⁷ CUISINIER-RAYNAL Arnaud, *Les frontières du Pérou entre fronts et synapses (1492-2002) : essai sur la ligne, le lien et le liant*, sous la direction de DELER Jean-Paul, Université Bordeaux III-Michel de Montaigne Institut de géographie, Bordeaux, 2003 (thèse inédite) dont on trouvera un aperçu utile dans CUISINIER-RAYNAL Arnaud, « La frontière au Pérou entre fronts et synapses », *L'Espace géographique*, septembre 2001, tome 30, n° 3, p. 213-230.

politiques développées par des anthropologues péruviens autour de l'idée d'une frontière amazonienne progressivement « domestiquée » par l'État péruvien.³⁸ Ils en viennent à démontrer une présence étatique beaucoup plus précoce qu'elle ne l'est généralement décrite pour cette région frontalière du Loreto. Cette démarche aboutit à la mise en évidence d'un front interne surtout économique, qui ne coïncide que rarement avec les frontières officielles des nations, mais qui tendent de plus en plus à s'en rapprocher. Nous mettrons en évidence que le milieu du XX^e siècle a justement été propice à un idéal de frontiérisation qui visait à définir clairement les frontières extérieures pour les superposer aux fronts internes.

La réflexion globale sur les frontières en Amérique s'est plus tardivement orientée vers les thèmes actuels de l'intégration régionale en lien avec le développement de la Communauté Andine des Nations ou du MERCOSUR³⁹ ; vers les questions de sécurité avec le développement du narcotrafic, de la guérilla et du « terrorisme » ; vers celles des migrations avec par exemple l'enjeu des migrations centraméricaines vers les États-Unis via la frontière mexicaine. Dans ces études, les dimensions géographiques et contemporaines sont souvent privilégiées, même si la profondeur historique n'est pas absente.⁴⁰ Il s'agit avant tout d'expliquer les phénomènes contemporains et nous pratiquons de notre côté une manière d'archéologie de cette réflexion en étudiant la construction des frontières dans le premier XX^e siècle avant même leur dépassement dans la deuxième moitié du XX^e siècle puis le refrontiérisation (*rebordering*) au tournant du troisième millénaire.

L'inflation des usages du terme et de la bibliographie nous obligent donc à une clarification conceptuelle et terminologique. Le terme de frontière a en effet vu son sens originel progressivement dilué. On parle alors de frontières dans la littérature ou de frontières sociales, en considérant toute discontinuité ou césure comme une frontière. Sans renier les possibilités heuristiques de ces démarches, nous réaffirmons pour notre part la définition simple et première d'une limite internationale entre deux États. Il nous faut aussi distinguer les trois étapes de l'horogénèse que nous allons manier. La première correspond à la *délimitation* des frontières,

³⁸ BARCLAY et SANTOS-GRANERO, *La frontera domesticada*, *op. cit.*

³⁹ Pour une approche globale des dynamiques d'intégration dans la région depuis les indépendances, voir AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Géopolitique et frontières en Amérique latine » dans HARDY Sébastien et MÉDINA Lucile. *L'Amérique Latine*, Editions du Temps, 2005, Questions de Géographie, p. 11-33 ; SBERRO Stephan, « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sisyphe », *Pouvoirs*, 2001, n° 98, p. 49-61 ; POSADA Edgar Vieira, *La formación de espacios regionales en la integración de América Latina*, Bogota, Pontificia Universidad Javeriana, 2008.

⁴⁰ On pourra avoir un aperçu de ces approches dans le programme du colloque que nous avons co-organisé à Lima en 2016 intitulé « Del límite a la frontera: Perú en el contacto fronterizo global » et dans l'appel à contribution sur le thème porté par la revue *Ideas* : <http://seminario.pucp.edu.pe/limite-frontera/programa> ; <https://www.institutdesamericas.fr/fr/article/frontieres-dans-les-ameriques-integration-securite-et-migrations>.

d'un point de vue juridique, par des traités, grâce à la négociation ou la violence. La deuxième est celle de la *démarcation* sur le terrain par arpentage et construction physique de bornes. La troisième est constituée de *l'appropriation* de la frontière par les nations et les habitants qui mettent en place des administrations et des identités différenciées. La distinction théorique de ces étapes est pertinente car elle nous permettra d'analyser les phénomènes mais les phases se succèdent rarement dans un ordre aussi préétabli.

Enfin, il faut souligner les différentes configurations de la frontière. Il existe une multiplicité de termes afférents au phénomène frontalier : limite ou ligne frontière (de l'espagnol *límite* qui se distingue de *frontera*), synapse, confins, marches, zone frontière (*borderland*). Elles distinguent au moins deux configurations spatiales de la frontière utiles à notre réflexion : la ligne et la zone. Il est dans notre propos de démontrer à ce sujet que la douzaine d'années qui traversent cette étude sont le lieu d'un processus de transformation d'une zone frontière poreuse, faiblement définie dans son extension et son peuplement, en une ligne frontière, marquée par des bornes au sol, relativement fermée et aux populations désormais différenciées et séparées. Les frontières péruano-équatoriennes passent ainsi de la zone à la ligne. Nous revendiquons donc une approche géopolitique qui ne fasse pas fi des approches identitaires relatives aux nations et aux habitants frontaliers. À ce titre, nous inscrivons ces travaux dans la continuité des apports sur la création d'identités indigènes aux confins de l'Amérique espagnole coloniale, en insistant quant à nous plutôt sur le XX^e siècle et la guerre moderne.⁴¹ Nous portons donc une attention particulière aux habitants des frontières qui pour beaucoup relèvent encore au début des années 1930 de pratiques et d'identités transfrontalières et qui sont de plus en plus contrôlés et limités par la construction de la frontière, processus qu'ils saisissent cependant dans un élan d'appropriation de la frontière et qui constitue un pas décisif vers leur nationalisation.

Nations, États et processus de nationalisation

La question de la construction de la nation et ses rapports avec les États est centrale dans la compréhension de l'Amérique latine contemporaine. Face à un discours hagiographique qui

⁴¹ GIUDICELLI Christophe, « Hétéronomie et classifications coloniales. La construction des « nations » indiennes aux confins de l'Amérique espagnole (XVI-XVIIe siècle) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 29 mars 2010, <http://journals.openedition.org/nuevomundo/59411> ; sous la direction du même auteur *Fronteras movedizas. Clasificaciones coloniales y dinámicas socioculturales en las fronteras americanas*, CEMCA-El Colegio de Michoacán., Mexico, 2011 ; CABALLERO Paula López et GIUDICELLI Christophe (dir.), *Régimes nationaux d'altérité : États-nations et altérités autochtones en Amérique latine, 1810-1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 ; BOCCARA Guillaume, « Mundos nuevos en las fronteras del Nuevo Mundo », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, février 2005, <http://journals.openedition.org/nuevomundo/426>.

voudrait que les nations préalablement constituées se soient soulevées pour réclamer leur indépendance et former des États, d'autres hypothèses soulignent au contraire que les États latinoaméricains ont historiquement précédé les nations et contribué à les forger plus qu'aucun autre groupe social (intellectuels, partis politiques, etc.).⁴² Pour notre part, notre hypothèse centrale se résume à prouver que la séquence étudiée a parachevé la construction nationale des deux pays en cristallisant les ultimes éléments de la nationalité. Nous utilisons pour cela le terme de « nationalisation », un processus pratiqué par les États et approprié par les citoyens. Nous avons repris cette notion d'une étude antérieure, en la systématisant et en la précisant.⁴³ En français, le terme renvoie dans le vocabulaire courant à la pratique d'étatiser une entreprise privée, mais nous choisissons ce terme car il permet de rendre compte de nombreuses subtilités du processus sous les dehors d'une expression simple.

Il renvoie d'abord à l'objectif de *pérouaniser* et *d'équatorianiser*. Cette ambition qui est parfois explicitement exprimée dans les sources, provoque encore l'étonnement chez les nationaux actuels, en raison de l'infusion du discours sur le territoire imaginaire. Il n'y avait aucune raison - soutient la pensée commune - à pérouaniser ce qui était déjà péruvien de droit, à équatorianiser ce qui était équatorien par héritage. Le terme est d'autant plus explosif qu'au Pérou, la conscience nationale victimaire s'est également construite contre la « chilénisation » de Tacna et Arica associée à un vol pur et simple. Montrer que le Pérou a également pu être obligé à pérouaniser ses territoires frôle donc l'hérésie antipatriotique.⁴⁴ Utiliser ces termes, c'est donc déjà déconstruire l'argumentation politico-juridique qui a prévalu dans les débats d'époque, et qui continue d'abreuver les positions actuelles sur le sujet. Mais comme il s'agit d'un phénomène commun aux deux pays, le terme de nationalisation permet d'y référer sans réduire le propos à l'un ou l'autre pays.

Nationaliser, c'est-à-dire pérouaniser ou équatorianiser, est alors constitué de plusieurs éléments. Il s'agit d'intégrer les territoires et les populations des frontières à la nation, de manière physique et symbolique. Cela ressort d'un double mouvement qui doit rendre plus présente la nation dans ces territoires, en même temps que ces territoires doivent être inscrits au répertoire des éléments constituant la nation.

⁴² Hypothèse de Francois-Xavier Guerra reprise dans le dossier consacré à l'État péruvien, ORTEMBERG Pablo et QUIROZ-PÉREZ Lissell (dir.), « Construire l'État, moderniser le pays : Pérou (1821-1930) », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, mai 2016, n° 106.

⁴³ GARCÍA JORDÁN Pilar et SALA I VILA Núria (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998.

⁴⁴ Il y a bien sûr des exceptions et le terme même de « pérouanisation » m'a pour la première fois été suggéré par un chercheur péruvien, Eduardo Toche, au cours d'un colloque.

Les empires inca puis espagnol avaient déjà été confrontés à la question des marches impériales. Du XVI^e au XVIII^e siècle, la compétition entre les empires espagnol et portugais incita largement à découvrir et sécuriser les confins et à évangéliser les populations périphériques des centres de pouvoir coloniaux qu'étaient Lima, Quito ou Cuzco.⁴⁵ Après les indépendances, les nouveaux États ont subi une rétractation de leur emprise sur ces confins, en particulier dans les *Orientes*. L'essor économique et politique des États et des intérêts économiques décidèrent cependant les centres de pouvoir à partir de la moitié du XIX^e siècle à échafauder des programmes de colonisation avec plus ou moins de bonheur. Construire des routes, des chemins de fers, ou des lignes aériennes, percevoir des droits de douanes et inciter l'activité économique, attirer des migrants pour s'y installer durablement, démontrer une présence policière et militaire, ont été autant de manières qu'ont utilisées des États en expansion pour manifester leur présence et incorporer des territoires perçus comme insuffisamment connectés à la patrie.

Cette incorporation peut être analysée comme un phénomène colonial. La nationalisation entretient des liens conceptuels et méthodologiques puissants avec les colonisations dans le monde. Il s'agit bien d'un phénomène de domination politique, économique et symbolique de territoires et de populations « autres » par des centres de pouvoir éloignés. Dans le cas proche du Chaco, la période qui a précédé la guerre a pu être décrite comme celle de la « colonisation tardive » ou de « colonialismes nationaux » qui procèdent certes de « cultures coloniales républicaines » distinctes entre les individus et les deux États bolivien et paraguayen.⁴⁶ Au Pérou et en Équateur, la persistance d'un discours civilisationnel sur des contrées « barbares » et l'espoir que les immenses territoires considérés comme vierges constituent la solution aux problèmes sociaux et économiques récurrents, inscrivent résolument ce phénomène de nationalisation dans le phénomène colonial. La distinction majeure - mais elle est capitale - est que les États considèrent ainsi coloniser des territoires constitutifs de la nation à leur naissance. Dans le cas péruano-équatorien comme dans le cas du Chaco, le fait que ce processus se déroule à l'intérieur de frontières nationales (ou considérées comme telles) mène les États chercher à

⁴⁵ Sur cette époque, on consultera les récits originaux de « découverte » et les rares synthèses : CARVAJAL Gaspar de, *Amazonie, ventre de l'Amérique*, Grenoble, Editions Jérôme Millon, 1994 ; CONDAMINE Charles-Marie de La, *Voyage sur l'Amazone*, Paris, La Découverte, 2004 ; SANTOS GRANERO Fernando, *Ethnohistoria de la Amazonia peruana, siglos XV-XVIII*, Quito, Abya-Yala, 1990 ; HEYMANN, *L'Oriente péruvien...*, *op. cit.*, p. 17-30.

⁴⁶ TERUEL Ana A., « Chez les Matacos du Chaco argentin. Hommes et femmes dans un processus de colonisation tardive », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, mai 2011, n° 33, p. 193-209 ; CAPDEVILA Luc, « Colonialismos nacionales en acción: Experiencias militares en Chaco boreal en vísperas de la guerra, 1920/1930 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 15 février 2013, <https://journals.openedition.org/nuevomundo/65031>.

dominer des sujets coloniaux mais aussi à intégrer de potentiels citoyens. Cet objectif souligne la particularité du phénomène colonial que nous décrivons, en insistant sur l'ambiguïté de la construction identitaire.

La nationalisation s'inscrit en effet dans un projet d'extension des « communautés imaginaires » telles que les a décrites Benedict Anderson. La présence d'une presse omniprésente et de médias de masse dans cette affaire, les recensements, les projets de musées et les ambitions cartographiques, inscrivent clairement la nationalisation péruano-équatorienne dans la continuité des vecteurs culturels que B. Anderson a mis en évidence dans la deuxième édition de son classique.⁴⁷ Le poids de la guerre de 1941 dans la définition de cet imaginaire national a d'ailleurs été décrit depuis longtemps pour l'Équateur, beaucoup moins pour le Pérou.⁴⁸ La nuance fondamentale sur laquelle nous insistons tient à ce que cette intégration à l'imaginaire n'est pas un mouvement unilatéral du haut vers le bas, de la nation au citoyen, mais ressort aussi d'un phénomène d'apprentissage de la nation du bas vers le haut. Ce sont les populations frontalières qui choisissent la nation à laquelle elles se rattachent en fonction de leurs intérêts. Du reste, ce n'est pas qu'une question de strict imaginaire, mais une question légale. On verra que la nationalisation passe par l'inscription sur les registres légaux de l'un ou l'autre des États, et donc par l'acquisition de la citoyenneté en plus de la nationalité. La nationalisation n'est donc pas une simple domination. Elle s'explique mieux en termes d'assujettissement : les frontières sont certes dominées, subordonnées par un pouvoir central, mais elles n'en deviennent pas moins les sujets de leur action, en y développant une action autonome et réfléchie.

⁴⁷ ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006 (1983). Ce n'est quand dans la deuxième édition que B. Anderson inclut son chapitre sur les « Recensement, cartes, musées ». Des objections récentes ont été émises sur l'incertitude théorique de certains aspects de la démonstration générale, notamment sur la dialectique entre réel et imaginaire, qui a justement permis une réception très large de l'ouvrage. Pour notre part, nous considérons l'ouvrage comme une entreprise salutaire de mise en signification d'un corpus historique éclaté et comme une excellente introduction conceptuelle à la construction historique des nations : CHIVALLON Christine, « Retour sur la « communauté imaginée » d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue », *Raisons politiques*, 2007, n° 27, p. 131-172.

⁴⁸ On a surtout mis en avant en Équateur les conséquences de la défaite de 1941 et la rétractation sur une identité territoriale imaginaire : ELBOW Gary S., « Territorial Loss and National Image: The Case of Ecuador », *Yearbook. Conference of Latin Americanist Geographers*, 1996, vol. 22, p. 93-105 ; SINARDET Emmanuelle, « L'équatorianité, une identité territorialisée : l'exemple de « La ecuatorianidad » (1942) de Jacinto Jijón y Caamaño », *Histoire(s) de l'Amérique latine*, mars 2010, vol. 4, n° 1. Dans le cas péruvien, moins de travaux ont interrogé cette dimension : BAYONA Jorge, « Inherited Destinies: Discourses of Territorial Loss in Postcolonial States across the Pacific (Peru and the Philippines, 1903-1927) », *Verge: Studies in Global Asias*, septembre 2017, vol. 3, n° 2, p. 169-195 ; BIGNON François, « Propaganda pradista: Patria, caídos y Amazonía en torno a la guerra Perú-Ecuador de 1941 », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, août 2018, 47 (2), p. 117-140 ; HERRERA Morgana, « La construcción de la peruanidad de la Amazonía: el caso del IV Centenario del Descubrimiento del Río Amazonas de 1942 », *Revista del Instituto Riva-Agüero*, 2018, vol. 3, n° 2, p. 121-169 ; WALKER Charles, « El uso oficial de la selva en el Perú republicano », *Amazonía peruana*, mai 1987, vol. 4, n° 8, p. 61-89.

Une caractéristique supplémentaire du phénomène de nationalisation est qu'il est en grande part involontaire et interactionniste. C'est une nouveauté de notre positionnement. Nous considérons que les efforts de nationalisation, s'ils peuvent être portés par telle ou telle administration, par tel ou tel individu, ne relèvent pas d'un plan général établi et systématique. Comme on le verra, il entretient un lien fondamental avec l'escalade militaire, et procède bien plus par mimétisme aux actions du voisin. La spirale de la violence est aussi une spirale inflationniste de projets d'intégration conçus comme la meilleure arme de défense de la souveraineté.

Malgré cette nuance, les États s'appuient sur des groupes spécifiques pour pratiquer cette nationalisation. Dans le cadre de l'appropriation des *Orientes*, comme ce fut le cas dans la région en Argentine ou en Bolivie, les États de la région ont longtemps délégué cette tâche aux missions religieuses chargées d'évangéliser les indiens transformés en sujets productifs, d'urbaniser et de « civiliser ». ⁴⁹ Les forces entrepreneuriales privées ont aussi accompagné ce mouvement lorsque la rentabilité extractive menait les barons du caoutchouc à établir une présence nationale dans des lieux reculés. ⁵⁰ L'hypothèse que nous développons est au contraire que la phase des années 1930 et 1940 voit se développer des administrations spécifiques au sein desquelles les armées entendent s'arroger la priorité. On verra qu'il existe encore des nuances entre les Équatoriens et Péruviens dans l'assignation de cette mission aux armées, mais le phénomène est commun aux deux pays. Il résulte aussi de l'expansion administrative des États dont l'armée est une partie intégrante, tandis que l'Eglise était encore un bras externalisé.

Le rôle national des armées latinoaméricaines a été largement exploré par les études civico-militaires en vogue depuis les années 1970, qui considéraient les armées comme une force politique dans le contexte des dictatures et des juntes de l'époque. ⁵¹ Il s'agissait alors d'expliquer les objectifs cachés de cette irruption en politique. Certains voyaient ainsi dans l'institution martiale une force modernisatrice, d'autres soulignaient leur autonomie institutionnelle et la défense des intérêts corporatistes des armées, d'autres enfin en faisaient l'instrument passif d'intérêts étrangers ou de l'élite nationale. ⁵² Il est certain que la période des

⁴⁹ On trouvera les références bibliographiques relatives à cet aspect dans le chapitre 5.

⁵⁰ *Idem.* Voir aussi CÓRDOBA Lorena, BOSSERT Federico et RICHARD Nicolas, *Capitalismo en las selvas. Enclaves industriales en el Chaco y Amazonía indígenas*, San Pedro de Atacama, Ediciones del Desierto, 2015.

⁵¹ BUSTAMANTE Fernando et VARAS Augusto, *Fuerzas Armadas y política en Ecuador*, Quito, Latinoamericana, 1978 ; GERLACH Allen, *Civil-Military Relations in Peru 1914-1945*, University of New Mexico, 1973 ; très utile nous a cependant été MASTERSON Daniel M., *Fuerza armada y sociedad en el Perú moderno: un estudio sobre relaciones civiles militares, 1930-2000*, Lima, Instituto de Estudios Políticos y Estratégicos, 2001.

⁵² BULLICK Lucie, *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 15-27.

années 1930 est un moment d'apogée militaire au Pérou, qui connaît alors un « troisième militarisme ». L'intégralité du cabinet ministériel est d'ailleurs issu de ses rangs entre 1936 et 1939.⁵³ En Équateur, les armées ont joué un rôle essentiel dans la révolution julienne des années 1920 et à être un objet central de la lutte politique dans les années 1930.⁵⁴ Cependant, en accord avec nos sources, nous considérons avec Alain Rouquié et Lucie Bullick que les armées constituent surtout une bureaucratie d'État spécifique parce qu'elles détiennent le monopole de la violence légitime dans le cadre de leur mission de défense de la souveraineté.⁵⁵ Dans le contexte de la frontière, l'armée se présente souvent comme la plus apte des institutions à nationaliser les territoires et les habitants. Sa conscience de compétence et son autonomie par rapport au monde civil lui donnent tendance à vouloir tout simplement absorber l'ensemble des activités frontalières en son sein pour défendre la souveraineté. Les armées ne sont certes pas toutes seules ni homogènes. Il existe des cercles en son sein, entre les différentes branches (armée de terre, polices militarisées, marine, aviation en cours d'autonomisation), et entre les individus (états-majors des capitales et officiers subalternes de terrain). Les armées entrent aussi en concurrence avec d'autres groupes qui souhaitent participer à l'effort de nationalisation : l'Église catholique en premier lieu, mais aussi les savants géographes et historiens, les colons, les chancelleries. Les forces armées s'imposent progressivement sur ces concurrents au cours de la période. Les combats de 1941 sont dans cette perspective un aboutissement logique de cette prépondérance militaire au sein de l'État frontalier.

L'hypothèse centrale de notre travail est donc que le phénomène de nationalisation dont nous nous proposons de démontrer l'existence et les mécanismes est un processus conflictuel, involontaire et interactionniste d'assujettissement matériel et symbolique des frontières (territoires et habitants) au sein de la nation, porté par des administrations spécifiques en concurrence au sein desquelles dominant les forces armées. Cette perspective ne s'accorde en aucun cas avec les lectures du conflit de 1941 qui ont prévalu jusque-là.

Genèse de deux récits irréconciliables

Les événements de 1941 ont donné lieu à deux récits opposés point à point dont on peut

⁵³ L'expression est généralement attribuée à Jorge Basadre, dont la monumentale histoire du Pérou s'arrête précisément quand commence notre période. BASADRE Jorge, *Historia de la República del Perú (1822-1933)*, Lima, El Comercio, 2005.

⁵⁴ OSPINA PERALTA Pablo, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, 31 décembre 2015, p. 66-99. Des références plus précises seront présentées au cours des chapitres.

⁵⁵ ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982. En particulier les chapitres 3 et 4.

simplifier le trait sans trop risquer de mauvaise foi. Pour les Équatoriens, le Pérou a préparé pendant des années une attaque sur le frêle et divisé Équateur, développant ses armées et son matériel, animé d'un esprit impérialiste tantôt placé dans la continuité de l'héritage inca, tantôt dans le mimétisme nazi. L'attaque surprise de juillet 1941 aurait porté au grand jour l'impuissance et la trahison des nations américaines et des idéaux de fraternité et de paix panaméricains en imposant une mutilation territoriale injuste à un pays meurtri à jamais. Le pouvoir oligarchique représenté par le Président Arroyo del Río aurait trahi la patrie en préférant conserver des forces militaires à ses côtés que de les envoyer se battre à la frontière. Le peuple équatorien aurait pourtant exigé en vain de continuer la lutte. Les quelques soldats abandonnés à la frontière auraient résisté héroïquement.

Pour les Péruviens au contraire, lorsqu'il existe un discours qui ne confond pas les épisodes de 1941 avec ceux de 1981 et de 1995, les actions armées de juillet 1941 n'ont prétendu que défendre la souveraineté du pays contre l'attaque des forces équatoriennes inconséquentes qui auraient cherché à s'attirer la protection des grandes puissances par une politique systématique d'accrochage frontalier. Les forces équatoriennes, bien armées et agressives, auraient été vaincues avec difficulté et héroïsme au cours de la plus grande victoire militaire du pays. Le traité qui suivit, très en deçà des exigences territoriales de Lima, aurait été permis par l'esprit de conciliation des Péruviens, par opposition à l'ingratitude équatorienne, en même temps que l'ingérence inopinée du système interaméricain.

Ces deux récits souffrent évidemment de multiples variations et de nuances bienvenues, mais ils constituent la trame commune des deux positions irréconciliables qui se sont construites progressivement depuis l'événement. Ils ont été forgés par une accumulation bibliographique qui a suivi les soubresauts de la controverse frontalière de 1941 à nos jours. En traitant uniquement les publications centrées les événements de 1941 (et non les événements antérieurs ou ultérieurs) ou qui y consacrent une part importante ou un regard novateur, la chronologie fait apparaître des phases identifiables.⁵⁶

Les mois qui suivent la guerre, une première vague de publication est le fait des chancelleries dans le cadre de la guerre internationale de propagande. Elle est suivie dans les années suivantes jusqu'à la fin des années 1940 par des publications de la part de militaires et de diplomates directement impliqués dans la guerre, le plus souvent à des fins de justification. Les publications équatoriennes sont alors plus nombreuses et plus volumineuses en raison de

⁵⁶ Pour plus de clarté, nous n'indiquons dans ce développement que les auteurs. Nous renvoyons pour plus de détails à la bibliographie exhaustive en fin d'ouvrage.

la défaite, tandis que celles des Péruviens paraissent pour le moment dotées de la légèreté des vainqueurs qui ne ressentent pas la nécessité de s'excuser auprès de leur nation (Humberto Delgado, 1944). C'est au cours de cette séquence que les deux discours antagoniques que nous avons mis en évidence se mettent en place autour de ces récits fondateurs. Ces derniers se présentent souvent comme des travaux historiques, en présentant parfois l'intégralité chronologique et thématique de la controverse, mais leurs auteurs sont des acteurs de premier plan. Il s'agit en particulier de l'ouvrage du chancelier Tobar Donoso et du colonel Rodríguez (Rodríguez, 1943 ; Tobar Donoso, 1945). Ce statut de témoin-historien, s'il présente une histoire nécessairement partielle, n'est cependant pas dénué d'intérêts car ces ouvrages constituent de précieuses sources documentaires, souvent les seules pendant plusieurs décennies. Leur caractère public permet aussi aux adversaires de s'y référer constamment en y percevant systématiquement les preuves de la malhonnêteté de l'ennemi. Ils ont donc consolidé deux positions distinctes en énonçant des arguments mais aussi en fournissant une apparence de neutralité aux adversaires qui les citent. D'ailleurs, les auteurs ont conscience de faire œuvre pionnière que le jugement de l'histoire considèrera comme tel, dans la mesure où ils laissent souvent des capsules temporelles à destination de l'historien du futur qui est censé retenir telle ou telle caractéristique de l'époque, (« plus tard, l'historien qui se penchera sur ce fait ne pourra qu'en déduire que... »), à qui ils indiquent également la direction que devraient emprunter de nouvelles recherches.

Cette période d'intense production qui fixe le débat est suivie dans les années 1950 par une sécheresse que ne viennent altérer que la publication à Madrid des « notes » du général Ureta, principal artisan de la victoire péruvienne (Ureta, 1953), et la réédition des ouvrages des années 1940. L'époque est cependant à la construction d'un argumentaire équatorien contre le Protocole de 1942 qui devient de plus en plus systématique mais ne perturbe pas encore radicalement les relations entre les deux pays. C'est l'année 1960 qui relance la production historiographique, en lien sans aucun doute avec la décision fracassante des Équatoriens de proclamer la nullité du Protocole de 1942 à la tribune de l'ONU. Cela entraîne un regain de production régulier qui s'étale sur les années 1960 et 1970 (malgré un vide au début des années 1970), en particulier au Pérou dans des synthèses militaires qui se veulent plus historiques mais qui sont encore écrites par des témoin-historiens (De la Barra, 1961 ; Monteza Tafur, 1976). Ces synthèses s'appuient aussi sur des projets de publication de sources pour exposer la « vérité » des faits, de manière parfois un peu désorganisée (Araujo Arana, 1963). Le Centre des Études historico-militaires du Pérou met sur pieds une commission qui classe et publie une somme immense de 7 volumes à partir d'archives principalement militaires (Comisión

catalogadora, 1978). Toutefois, en raison peut-être de son volume, de sa publication sous caractère « secret » (*reservado*) et de son faible tirage (quelques centaines d'exemplaires), sa consultation et son utilisation est encore aujourd'hui limitée, alors que nous y avons trouvé des éléments tout à fait originaux. La compilation de ces sources, ainsi qu'une production qui commence à s'intéresser particulièrement à la signature du protocole de 1942, répond à l'attaque équatorienne sur le protocole et sur son contexte de production dans les années 1960 et 1970. On observe néanmoins un élargissement des centres d'intérêt péruviens avec la prise en compte du théâtre amazonien (Del Mar Alcázar, 1980). Est caractéristique de cette approche le premier ouvrage de Rómulo Zanabria Zamudio (Zanabria, 1969). Cet officier péruvien publia presque trois décennies plus tard un des plus approfondis ouvrages sur la guerre, bien qu'il ne puisse se départir d'une vision encore très nationaliste (Zanabria, 1996). À la même époque, les Équatoriens produisent moins car ils ne sont pas ceux qui sont attaqués, mais ils produisent au moins une grande synthèse militaire qui s'appuie sur de bonnes archives (Larrea Alba, 1964) et voient encore la publication de témoignages militaires produits plus tôt mais pas encore publiés (Urrutia, 1968 ; Ochoa, 1976).

Cette séquence provoque également une première phase de production hors des deux pays en question. Dans les années 1940, seuls des géographes avaient montré un certain intérêt aux États-Unis pour la controverse, en publiant des articles de synthèse (Wright, 1941 ; Bowman, 1942). Dans les années 1960, des historiens des États-Unis s'intéressent désormais à la question, ce que le rôle des États-Unis sollicité comme médiateur de la controverse et l'ouverture des archives diplomatiques n'ont pu qu'encourager. Cet intérêt donne lieu à des travaux remarquables parmi les plus scientifiques sur la période. David Zook (Zook, 1964) et Bryce Wood (Wood, 1966, 1978), chacun à leur manière éclairent des enjeux fondamentaux du conflit et le considèrent déjà comme une sorte d'exercice intellectuel destiné à souligner le fonctionnement du système interaméricain ou à illustrer les discours généraux sur l'agression militaire. Ils replacent ainsi le conflit péruano-équatorien dans le cadre des controverses territoriales de l'époque (en particulier le Chaco et Leticia). Pour se faire, ils s'alimentent aux sources étasuniennes alors inédites pour produire les premiers récits équilibrés des événements. Ils n'ont malheureusement pas été en mesure de consulter des sources péruviennes et équatoriennes autres que celles publiées, ce qui permet aujourd'hui de dépasser leurs travaux, mais beaucoup de leurs hypothèses qui se basaient sur ce matériau partiel sont loin d'être caduques.

Le recueil des faits héroïques de la guerre avait commencé en Équateur dès les années 1940, mais il ne s'était pas encore systématisé. La fin des années 1970 voient au contraire la

multiplication des publications à compte d'auteur narrant les souvenirs personnels de vétérans désormais âgés, avides de transmettre leur expérience. Ces récits qui vont souvent de pair avec la canonisation définitive des grands martyrs de la guerre (Hugo Ortiz en Équateur, José Quiñones au Pérou, par exemple) dont les figures sont de plus en plus héroïsées par les États à mesure que la controverse s'enlise.

La production continue régulièrement dans les années 1980 et 1990, sans que l'affrontement de 1981 ne provoque une flambée bibliographique particulière. Il faut dire que ces pays s'enfoncent alors dans les crises économiques et le Pérou dans la violence du *Sendero Luminoso*. En revanche, le regain de tension au milieu des années 1990 est certainement à mettre en lien avec la guerre du Cenepa (1995), le dernier grand affrontement entre les deux pays. Les publications se multiplient sur le processus de démarcation qui a suivi le traité de 1942, car c'est son blocage que les acteurs cherchent alors à surmonter. La signature définitive de la paix en 1998 coïncide dès lors avec des publications moins ouvertement nationalistes (Yepes, 1998). La plus grande avancée est alors la publication d'un petit ouvrage équatorien qui pose des questions essentielles en s'appuyant sur une socio-histoire féconde (Ibarra Crespo, 1999). La construction nationale et l'usage des opinions publiques sont en particulier abordés par cette « réinterprétation » dont le volume modeste laissait cependant beaucoup de phénomènes au stade de suggestion. Le débat est depuis lors plus apaisé, mais les derniers feux de la controverse ne sont pas complètement éteints. La publication du dernier ouvrage du Président Arroyo del Río, écrit dans les années 1960 mais qui n'a pu être publié avant les années 1990 (Arroyo, 1999), suscite une réplique cinglante du directeur des archives militaires de l'époque (Gándara Enríquez, 2000), qui écrit une volumineuse réfutation entièrement tournée contre Arroyo qui fait pour sa part l'objet d'une tentative de réhabilitation (Avilés Pino, 2004) comme l'avait été son chancelier (Hurtado, 1994).

Les années 2010 confirment malgré tout un virage testimonial et scientifique. Les productions nationales mettent alors l'accent sur le témoignage des derniers vétérans qu'il faut recueillir. On assiste d'ailleurs à une rencontre entre vétérans péruviens et équatoriens, tandis que le film équatorien à gros budget *Monos con Gallinas* entend exhumer la mémoire des combattants d'Amazonie (León León, 2013). De leur côté les productions anglo-saxonnes intègrent désormais les événements de 1941 au sein de l'évolution générale des guerres sur le continent américain, ce qui témoigne de sa normalisation (Scheina, 2003 ; De la Pedraja, 2006). Les études scientifiques spécialisées traitant de points particuliers sous la forme d'articles scientifiques ou de mémoires universitaires, peuvent alors se développer, mais restent toutefois en nombre encore très limités (Baila Marín, 2016 ; Bignon, 2015, 2018, 2019 ; Del Piélago,

2017 ; Rankin, 2019).

C'est donc par rapport à cette immense bibliographie qu'il a fallu se frayer un chemin pour une approche équilibrée et originale qui développe une analyse historique politique, sociale et culturelle du conflit, fondée sur le recours systématique aux documents originaux de plusieurs pays.

Retour aux sources

Pour déconstruire les discours longuement façonnés par l'histoire, il a fallu appliquer une méthode originale et pratiquer un dépouillement approfondi des archives.

La méthode que nous avons adoptée pourrait être qualifiée d'ethnographie comparative multisituée. C'est une *ethnographie* car elle entend reconstituer le point de vue des acteurs et non asséner des arguments normatifs qui mèneraient à considérer tel ou tel territoire comme péruvien ou équatorien, ou à procéder à un jugement pour souligner les responsabilités individuelles des acteurs. C'est une méthodologie *comparative* car les phénomènes que nous décrivons se répètent la plupart du temps des deux côtés de la frontière. Dès lors, on peut peser les décalages et les spécificités à chaque camp, mais en réalité, nous mettons surtout en évidence la similarité des projets, ce qui nous pousse d'ailleurs à diluer les responsabilités individuelles au profit d'un processus qu'aucun acteur à lui seul ne pourrait décider ou freiner. Cette comparaison n'est pas toujours symétrique en raison du déséquilibre des sources. Certains phénomènes n'ont pas pu être documentés chez les deux adversaires, faute de sources disponibles ou consultées. Mais c'est la nature même de la comparaison que d'être asymétrique.⁵⁷ Enfin, c'est une ethnographie *multisituée* car elle se poste en plusieurs lieux, à plusieurs échelles et envisage des matériaux qui ne relèvent pas tous de l'action de l'État.⁵⁸ Comme nous l'indiquons pour la trajectoire comparée du guide indien et du diplomate blanc, nous prenons en compte sur un pied d'égalité les acteurs issus de milieux très divers. Cela nous mène à mettre en évidence plusieurs cercles qui participent au processus de nationalisation à des degrés divers. Il y a les « docteurs », les diplomates saturés de droit territorial qui agissent depuis les capitales dans un réseau cosmopolite ; les experts qui construisent sur le terrain et

⁵⁷ Pour une réflexion sur l'asymétrie dans le cadre d'une démarche comparative, voir BOAS Marie-Hélène Sa Vilas, « Écrire la comparaison lorsque les données sont asymétriques. Une analyse de l'engagement dans les dispositifs participatifs brésiliens », *Revue internationale de politique comparée*, juillet 2012, Vol. 19, n° 1, p. 61-74.

⁵⁸ Pour une démonstration empirique de la comparaison multisituée, voir NICOLAS Claire, « De l'histoire comparée à la démarche multi-située : sur les traces des cadres sportifs africains », *Espaces et sociétés*, 2019, n° 178, n° 3, p. 55-72.

dans les officines un savoir spécifique des frontières ; les politiques, qui usent du conflit à des fins ambiguës ; les petits officiers de terrain, envoyés dans un poste-sanction, qui écument de nationalisme contre les voisins entreprenants ; les habitants frontaliers - cultivateurs de tabac, contrebandiers, missionnaires, commerçants, colons, indiens - sommés de choisir entre une nation ou l'autre. Ces acteurs participent au débat depuis des positions nationales, sociales, ethniques et géographiques très distinctes et à des échelles diverses. C'est à l'échelle d'un réseau international et transatlantique que se déroulent les négociations diplomatiques. C'est parfois l'échelle de la nation entière qui est quant à elle convoquée lorsqu'il s'agit de convoquer les armées ou de fêter la victoire, mais c'est à l'échelle du village et de la caserne que se déroulent la majorité des incidents frontaliers. C'est la prise en compte de tous ces points de vue qui permet de dépasser les explications diplomatico-centrées ou polémico-centrés de la guerre de 1941, et qui contribue à l'originalité de notre travail.

Cette ethnographie comparative multisituée naît en réalité des sources elles-mêmes, dans une démarche que l'on a voulu la plus inductive possible. C'est de l'interaction conflictuelle entre ces acteurs d'horizons divers que naît la documentation que nous avons consultée. Le recours systématique aux sources primaires a ainsi permis de dépasser l'enkystement des récits nationaux. La consultation des histoires déjà écrites a été utilisée pour combler les éventuelles lacunes documentaires. Comme on a vu, certains travaux antérieurs ont procédé à la lecture attentive de sources diplomatiques ou militaires. Mais chacun se cantonne généralement à une seule dimension et aux sources originales d'un seul pays, se contentant de citer les œuvres uniquement publiées de l'adversaire. Nous sommes de ce fait les seuls à avoir systématiquement consulté et croisé des sources diplomatiques et militaires inédites des deux pays. C'est de cette confrontation qu'a pu naître la restitution des principaux incidents frontaliers qui nous en ont beaucoup appris sur le fonctionnement de la frontière et sur la similarité des démarches.

La documentation disponible est abondante. Elle comprend plus de 24 000 feuillets qui ont été réunis et en majorité lus, sans compter les milliers de pages imprimées qui correspondent aux ouvrages de grande circulation publiés par les témoins. Nous avons ainsi consulté plus de 300 documents des archives diplomatiques du Pérou, et le même nombre de l'Équateur, environ 280 des archives militaires péruviennes et 74 des archives militaires équatoriennes, chaque document contenant d'un seul à plusieurs dizaines de feuillets pour les nombreux rapports et memoranda internes. La constitution et l'accès à ces archives comportent de redoutables biais méthodologiques. Le principal réside dans le fait que les collections ont déjà été constituées sous l'appellation « conflit Pérou-Équateur », et qu'ils ont donc subi une sélection préalable.

C'est le cas de l'*Archivo de Límites* du Pérou, qui comporte des documents relatifs aux frontières sélectionnés dans la correspondance courante. C'est aussi le cas des archives équatoriennes qui classent sous la série T les correspondances qui sont censées impartir à la Direction des Limites. C'est le cas pour une grande partie des archives du CEHMP où la publication des sources dans les années 1970 a conduit à cette sélection.⁵⁹ C'est le cas enfin des archives de l'école Supérieure militaire Eloy Alfaro de Quito, qui compile les rapports créés à l'occasion de la commission d'enquête de 1942 pour éclairer les causes de la défaite. Cette pré-constitution des fonds d'archive facilite la recherche documentaire en même temps qu'elle l'oriente. Pourtant, la majorité des informations que nous en avons tirées ne figurent pas dans les autres histoires du conflit, parce qu'elles ne correspondaient pas à l'objectif de leur consultation. Par exemple, l'agir des indiens d'Amazonie avant et pendant le conflit est fortement présente dans de nombreux rapports. Pourtant, personne ne l'avait jamais mentionné. L'autre difficulté de ces archives réside dans la culture du secret qui entoure encore leur consultation aujourd'hui. Celle-ci varie d'un centre d'archive à l'autre et elle nous a paru plus établie au Pérou qu'en Équateur, mais la règle générale reste le contrôle de la consultation qui doit faire l'objet d'une demande spécifique - parfois d'un entretien - et qui considère donc la consultation comme une exception à la règle.⁶⁰ Lorsque les archives sont enfin ouvertes, l'absence d'index ou même de classement rendent difficile le tri de l'information. Ces situations sont en général dues dans le cas militaire à un certain dédain des archives qui sont laissées à l'abandon. En revanche, dans le cas des chancelleries, c'est au contraire l'enjeu que représentent ces archives qui explique la crispation autour d'elles. On verra en effet que le conflit a donné lieu à une véritable bataille d'archives qui s'est menée à la fois dans les archives de chaque pays mais aussi des nations étrangères, et que la forme sous laquelle négocient les experts rendent ces archives particulièrement stratégiques. Les restrictions à la consultation, au tri et à la reproduction des archives constituent un héritage de cette lutte qui peut encore être active sur d'autres fronts.

Ce n'est qu'au prix d'un séjour prolongé de trois années dans la région, en tant que coordinateur de l'Institut des Amériques à Lima, qu'il a été possible de consulter de manière

⁵⁹ Nous avons néanmoins complété cette sélection par des archives complètement inédites trouvées dans la masse de documents du CEHMP qui ne sont, elles, pas classées autrement que par année, ce qui ne facilite pas leur consultation.

⁶⁰ C'est particulièrement le cas de l'ALMRE, d'autant que la reproduction de documents y est impossible. Il faut tout lire sur place. L'AHMRE de Quito est pour sa part beaucoup plus ouvert et l'on peut y reproduire tous les documents que l'on souhaite, à de rares exceptions près, ce qui a permis une collecte extrêmement riche en un temps limité d'une dizaine de jours, quand il a fallu passer près de deux mois étalés sur trois ans pour consulter les fonds de la chancellerie péruvienne.

approfondie ces fonds inaccessibles aux chercheurs de passage pour de brefs séjours. L'appui institutionnel de l'IFEA et la nationalité française ont aussi été des facteurs clé dans la consultation de dossiers sensibles. La majorité de ces matériaux était tenue secrète à des degrés divers au moment de leur production (*reservado, secreto, muy secreto, etc.*), raison pour laquelle nous ne mentionnons pas systématiquement leur caractère.

Les archives des quatre centres précités ont ainsi constitué la plus grande part de la matière. Elles constituent un fond immense qui n'a pas pu être lu en intégralité, mais dont des portions largement significatives ont été consultées. Elles ont été complétées par l'exploration des Archives nationales à Lima, Quito et Bogota (environ 60 documents), qui comportent beaucoup moins de documentation mais qui ont parfois apporté leur lot de surprise. Sans les AGN de Lima, on n'aurait rien su de la nomination d'un administrateur péruvien de la province de El Oro, et donc de la tentation de péruaniser cette région. Les archives de la marine nationale ont également donné quelques fruits ainsi que les papiers personnels du dictateur Manuel Odría conservés par l'Université Catholique de Lima.⁶¹ Les archives en ligne ont permis quant à elles de consulter les rapports du FBI sur l'Équateur en 1942 et les comptes rendus du conseil des ministres du Pérou qui ont été intégralement numérisés et déposés par l'université San Marcos.

Une part importante mais minoritaire des sources ont été imprimées. C'est le cas des souvenirs qui sont plutôt des réquisitoires des grands acteurs comme Tobar Donoso, Welles, Hull, Ureta, Monteza Tafur, Rodríguez, Urrutia ou Arroyo del Río. C'est aussi le cas des messages présidentiels péruviens qui ont été intégralement transcrits et publiés en ligne. C'est surtout le cas des sept volumes du CEHMP, ainsi que des mémoires de ministres que nous avons consultés intégralement pour les Péruviens sur la période. Malgré tout, les indications que nous y avons trouvées, parce que nous avons pu les confronter à des sources inédites non publiées, parce que la circulation de certains de ces imprimés reste très limitée, ont souvent permis des réflexions inédites. Nous mettons aussi dans cette catégorie les quinze années de la *Revista militar del Perú*, livraison mensuelle et copieuse, qui représente des milliers de pages, et qui nous ont servi à révéler l'intérêt de la doctrine militaire pour l'Amazonie.

Les fonds complémentaires les plus riches pour notre étude ont cependant été les grandes bibliothèques de Lima et de Quito, en particulier la Bibliothèque Nationale du Pérou (BNP, environ 130 articles et documents) et la Bibliothèque Équatorienne Aurelio Espinosa Pólit

⁶¹ En revanche, nous n'avons pas consulté les archives des forces aériennes. Malgré l'autonomie qu'elles gagnent à l'époque, ces forces dépendent encore de la tutelle du ministère de la marine. Une consultation apporterait sans doute des précisions sans remettre le récit global en cause.

(BEAEP, environ 80 articles et documents).⁶² Ces bibliothèques conservent de nombreux pamphlets, feuillets et affiches de la période. D'autre part nous y avons pratiqué une lecture sélective de la presse des deux pays. Une lecture exhaustive de nombreux journaux sur une quinzaine d'années n'aurait pas été compatible avec l'exploitation de la correspondance militaire et diplomatique. Notre travail s'appuie avant tout sur des archives inédites plutôt que sur des documents imprimés et publics à leur époque. Nous avons néanmoins intégralement consulté certaines revues périodiques sur la période qui nous ont offert un panorama général et des informations de première main sur les aspects politiques et culturels que nous développons dans la dernière partie.⁶³

D'ailleurs, les rapports diplomatiques et militaires français, qui constituent une source supplémentaire consultés à Paris et Nantes (AMAE, environ 300 documents), faisaient régulièrement des revues de presse des deux pays sur lesquelles nous nous sommes appuyés pour reconstituer les mouvements d'opinion, même s'il a fallu déconstruire certaines évidences de l'époque. La correspondance des missions militaires au Château de Vincennes (SHD, 55 documents), missions très actives au Pérou et marchandes de canons français en Équateur, nous a également apporté des informations très sensibles sur l'armement et les effectifs que nous n'avons trouvés nulle part ailleurs. Les sources étrangères ont aussi été représentées par les apports des documents diplomatiques des États-Unis (*Foreign Relations of the United States*, FRUS, environ 70 documents), dont la sélection pour publication pose des problèmes mais qui ont néanmoins apporté leur éclairage.⁶⁴

Enfin, les événements ne sont pas si loin qu'il ne reste des témoins. Nous avons réussi à pratiquer une douzaine d'entretiens avec des anciens combattants péruviens, ainsi que quelques entretiens avec des civils de la région équatorienne occupée, et récupéré des témoignages inédits enregistrés par un historien.⁶⁵ Ces témoins flirtaient pour la plupart avec le centenaire au cours de la campagne de collecte de 2015-2016. C'est principalement à travers l'association

⁶² Au cours de notre séjour en Équateur, la bibliothèque nationale était fermée. Aux vues de la richesse et de l'accessibilité des fonds de la BEAEP, cela n'a pas mené à des absences majeures. A Lima, la bibliothèque de l'IRA contient également beaucoup d'inédits de l'époque, et la bibliothèque de l'IFEA a constitué une bonne source bibliographique, en même temps que la bibliothèque centrale et celle de Sciences sociales de la PUCP.

⁶³ Comme *Turismo* ou *La Tribuna* au Pérou. En Équateur, nous avons dû nous contenter de consulter sélectivement *El Universo* de Guayaquil sur l'année 1941, mais la richesse des archives diplomatiques compense largement ce déficit.

⁶⁴ La consultation des archives à Washington aurait pu apporter des éléments nouveaux mais nous n'avons pas eu la possibilité d'y séjourner assez longuement, malgré un bref passage en 2014. Du reste, ces archives ont été abondamment citées et même publiées par D.Zook, B.Wood et E.Yepes, et la valeur ajoutée de leur consultation ne paraît pas si évidente. Il est cependant à noter que les rapports des attachés militaires des États-Unis sont généralement d'une grande richesse sur ces sujets.

⁶⁵ Voir la liste et les retranscriptions d'entretien dans les annexes.

des vétérans de Lima que nous avons pu les contacter, et la présence de membres de leurs familles a permis systématiquement de lisser les difficultés de communication avec des personnes âgées au parler antique et peu compréhensible, en même temps que ces membres transmettaient les récits que les anciens ne pouvaient plus formuler. L'usage de ces sources inédites a dû être questionné, car ces témoignages après plus de soixante-dix années s'étaient cristallisés dans une version cent fois répétée. Nous y avons néanmoins trouvé de formidables indications sur l'état d'esprit des mobilisés et conclu que les vétérans péruviens et équatoriens avaient vécu des trajectoires qui se composaient des mêmes étapes.

Pour terminer, des matériaux plus culturels comme un film de cinéma ou les monuments aux morts ont constitué un matériau assemblé au cas par cas mais tout à fait significatif.⁶⁶ Plusieurs centaines de cartes et croquis, originaux ou copies des originaux, ont aussi été consultées dans divers centres d'archives.

C'est cette consultation originale qui a effectivement permis de déplacer les interrogations sur le conflit. Nous considérons ainsi avoir pu développer un regard non pas neutre – car l'objectivité scientifique totale n'existe pas en histoire – mais plus équilibré que les productions antérieures, en considérant la parole équatorienne au même niveau que la parole péruvienne, et en confrontant systématiquement une grande quantité de documents en provenance de quatre pays et de multiples centres d'archives.

Ce faisant, nous avons conscience des limites et des biais méthodologiques de ce travail. Nous décrivons les dynamiques locales tout le long de la frontière, mais nous ne prétendons pas pratiquer une histoire régionale, qui passerait nécessairement par la consultation de la presse régionale et de longs séjours dans les agglomérations de ces régions comme Tumbes, Arenillas, Macará, Iquitos.⁶⁷ Les aspects politiques devraient aussi être développés par la consultation directe des archives législatives à Quito et à Lima. Les aspects culturels seront mieux compris par une approche de critique littéraire et artistique que nous ne maîtrisons pas. L'immensité de la bibliographie spécifique au conflit de 1941 n'a pas permis non plus de lire

⁶⁶ Nous avons pu consulter le film *Alerta en la frontera* grâce à l'entregent de Mauricio Novoa, lui-même historien du fait militaire péruvien et petit-fils d'un officier tombé dans la guerre de 1941. Les monuments rencontrés en de multiples points des deux Républiques ont été systématiquement photographiés, mais ils n'ont pas pu faire l'objet de développements dans cet étude (sauf une exception) qui auraient impliqué un travail approfondi sur la mémoire contemporaine de la guerre de 1941.

⁶⁷ Nous avons certes séjourné à Machala, capitale de la Province de El Oro, pour collecter des témoignages et des ressources, et nous avons descendu l'intégralité du tronçon péruvien de l'Amazonie, depuis le Pacifique jusqu'au Putumayo (port de Leticia), en descendant le Marañón à partir de Jaén et en passant par Santa María de Nieva.

dans le détail tous les ouvrages qui s'y rapportent mais nous avons néanmoins essayé d'en avoir une vision représentative en approfondissant certains d'entre eux et en localisant le plus systématiquement possible la position sociale de l'auteur et son objectif.

Un biais important pourrait relever d'un tropisme militaire. L'hypothèse centrale que les armées s'imposent comme principal vecteur de la nationalisation ne vient-elle pas de l'utilisation massive de sources d'origines militaires ? Il est certain que les auteurs militaires sont majoritaires dans nos sources, mais une grande partie de leur correspondance a été consultée dans les archives diplomatiques. C'est avec les armées que les chancelleries communiquaient le plus souvent sur le thème de la frontière, beaucoup plus qu'avec, disons l'Église ou les ministères de l'instruction qui peuvent aussi participer à la nationalisation par le biais du clergé et du professorat. C'est un fait qui nous paraît de prime abord confirmer notre hypothèse, même si une consultation approfondie des archives religieuses et éducatives apporterait sans doute d'intéressantes nuances.

Un autre biais pourrait résider dans un certain tropisme péruvien. En raison d'un séjour prolongé au Pérou et beaucoup plus éphémère en Équateur, il existe un déséquilibre numérique des sources en faveur du Pérou. Cette asymétrie ne nous paraît pas rédhitoire dans la mesure où un très grand nombre de sources ont été recueillies en Équateur grâce à l'accès plus ouvert des archives. D'autre part, la production scientifique et livresque sur la catastrophe équatorienne a largement permis de combler les éventuelles absences. Enfin, notre travail vise précisément à démontrer que la guerre de 1941 a été décisive non seulement pour l'identité équatorienne, ce que l'on savait déjà, mais aussi pour le Pérou.

Un effet supplémentaire de notre démarche tient par ailleurs à l'homogénéisation des comportements décrits. Nous souhaitons appuyer sur les convergences plus que sur les divergences entre les deux pays. Ce faisant, nous avons sans doute tendance à minimiser les différences là où un comparatisme plus subtil soulignerait des décalages. On nous objectera à raison que l'Équateur et le Pérou sont deux pays bien différents, et que les considérer comme identiques revient à adopter un des plus profonds biais méthodologiques de l'étude de cette région du monde par des chercheurs qui en sont extérieurs. Nous souhaitons rappeler cependant la prémisse de l'étude. Il s'agit de s'extraire du nationalisme méthodologique qui a enserré la réflexion autour de deux récits irréconciliables. Souligner les similarités nous paraît constituer une étape salutaire pour sortir d'un carcan si prégnant.

Toute consultation de sources sur une période donnée comporte qui plus est un biais temporel. Un certain nombre de phénomènes que nous exhumons semblent nouveaux sur la période et participent à l'élaboration de notre hypothèse d'une nationalisation accélérée et

décisive. Mais ces phénomènes ne sont-ils pas plus anciens ? La consultation des sources à partir des années 1930 n'a-t-elle pas aveuglé notre propos ? Pour réduire ce biais, lorsque nous avons été en mesure de le faire, nous avons consulté la bibliographie pour repérer l'antériorité éventuelle de certains phénomènes, ou effectué des carottes documentaires. Par exemple, nous mettons en évidence l'émergence d'une doctrine militaire spécifique à l'Amazonie à partir de 1932. Nous ne pouvons pas être absolument certain qu'aucune publication sur le sujet n'a eu lieu auparavant, mais nous avons révisé la période 1923-1928 pour en concevoir une idée représentative.

Enfin, on pourra nous reprocher des développements éparpillés dans des directions trop opposées qui réduisent la portée d'une étude sur un matériau unique et bien délimité avec un objectif exclusif. Nous avons voulu explorer plusieurs dimensions (diplomatiques, militaires, politiques et culturelles) précisément parce qu'elles communiquent entre elles, alors que les études antérieures les considéraient toutes comme autonomes les unes des autres. C'est par ailleurs la taille réduite du conflit qui nous a permis d'approcher une histoire totale de la guerre qui serait autrement impossible dans un conflit de plus grande ampleur.

La structure de l'étude

La réflexion s'articule autour de quatre parties qui chacune développe un agir particulier, une dimension de la nationalisation des frontières. Chacune porte sur l'intégralité de la période étudiée. Les développements diplomatiques sont présentés en ouverture parce qu'ils ont été les enjeux les plus débattus par l'historiographie et parce que leur examen permet de poser un cadre chronologique au sein duquel les autres dimensions se meuvent. Mais théoriquement, le lecteur pourra commencer par n'importe quelle partie s'il suit l'ordre des chapitres en son sein.

La première partie, « définir » les frontières, aborde donc l'agir diplomatique qui cherche à forger une frontière définitive entre le Pérou et l'Équateur. Le chapitre 1 montre que l'échec de la délimitation frontalière, c'est-à-dire de l'accord entre les deux chancelleries pour définir sur le papier une frontière commune, résulte d'une culture diplomatique commune qui faisait structurellement obstacle à tout accord, tout en participant à l'escalade de la période 1933-1938 qui menait les deux pays à l'affrontement armé. Le chapitre 2 élargit la focale en prenant en compte les nations extérieures sur la période 1939-1949. Il montre que les dysfonctionnements du système interaméricain n'ont pas empêché les diverses puissances impliquées de mener la tâche de démarcation de la frontière, c'est-à-dire de présence physique au sol, et de considérer le petit conflit andin comme un laboratoire du maintien de la paix.

La deuxième partie, « militariser les frontières », décrit l'escalade à la frontière même en mettant en scène les garnisons de frontières et les habitants. Le chapitre 3 effectue ce travail sur le front occidental, c'est-à-dire sur les territoires côtiers et montagneux. Il montre que le renforcement de la présence militaire au cours de la décennie 1932-1942 contribue à différencier des habitants binationaux en deux blocs distincts de Péruviens et d'Équatoriens, tout en participant activement à l'escalade militaire. Les chapitres 4, 5 et 6 effectuent un travail similaire sur l'Amazonie, en approfondissant ce théâtre qui est souvent présenté comme un objet passif de la guerre de 1941. Le chapitre 4 présente le processus de militarisation des orientes qui aboutit à une présence inédite de l'État dans ces territoires. Il montre que l'agir militaire étaient relativement commun aux deux pays, malgré les accusations réciproques d'« invasions » de leur territoire oriental. Le chapitre 5 développe la manière dont les armées entendent désormais constituer le principal bras armé de l'État pour nationaliser les territoires et les habitants orientaux, en particulier contre l'Église. Le chapitre 6 analyse la relation des armées nationales aux indiens d'Amazonie. Alors que le débat sur l'intégration nationale des amérindiens s'était cantonné dans les deux républiques aux populations des montagnes, les nécessités de la présence militaire imposent une question indienne d'Amazonie tout à fait originale qui aboutit à un apprentissage de la nationalité par les indiens qui participe à jeter les bases de leur intégration à la citoyenneté.

La troisième partie, « conquérir les frontières », s'intéresse plus particulièrement aux préparatifs et à la menée des batailles, c'est-à-dire à l'utilisation des armées en temps de guerre. Le chapitre 7 explore les plans de guerre et les programmes de réarmement. Il montre qu'une partie de l'état-major péruvien a en effet mis sur pieds un plan d'attaque mesuré de l'Équateur à partir de 1940, mais qu'en définitive, les deux pays communiaient dans la conviction que la préparation de la guerre signifiait d'abord forger la nation. Le chapitre 8 relate les événements qui ont éclaté en juillet 1941 - les batailles - et dont les échos se poursuivent de nombreux mois. Il montre que l'originalité des opérations réside dans leur caractère limité, qui résulte d'une croyance généralisée dans les bienfaits de la paix américaine. Le chapitre 9, qui aborde un sujet peu étudié, s'intéresse à l'occupation de la province équatorienne de El Oro par les troupes péruviennes pendant plusieurs mois. Il montre que les autorités péruviennes ont connu la tentation de rattacher définitivement ces territoires au Pérou, mais que les événements de 1941-1942 ont finalement contribué à séparer un peu plus les Péruviens des Équatoriens dans cette région.

La quatrième partie, « imaginer les frontières », place la focale sur les dynamiques politiques et culturelles, principalement dans les capitales. Peu de travaux ont mis en évidence

les liens directs entre le conflit frontalier et la situation politique des deux pays. Le chapitre 10 analyse la question des « opinions publiques » en regard du conflit frontalier et montre que, soumis à des injonctions similaires, les gouvernements du Pérou et de l'Équateur ont contribué par leur utilisation instrumentale des opinions à forger incidemment une part importante de l'imaginaire national. Enfin, le chapitre 11 se centre sur les réactions politiques proprement dites aux événements de juillet 1941. Il montre que dans les deux pays, l'esprit d'union nationale a prévalu un court laps de temps. Son rapide délitement au Pérou et en Équateur a cependant transformé cette union nationale en mythe sur lequel gouvernements et révolutionnaires ont capitalisé, l'inscrivant dans le répertoire de la nationalité.

Pour le lecteur qui décide de choisir l'ordre pré-établi des chapitres, nous commençons par explorer le monde d'Homero et son odyssee diplomatique qui met les voiles non vers Ithaque mais vers le petit port amazonien de Leticia.

Première partie :

Définir les frontières

Chapitre 1 : L'échec de la délimitation bilatérale (1933-1938) et la culture diplomatique de la frontière

Dans ce chapitre, nous étudions les négociations entre les deux Républiques andines depuis leur réactivation par le conflit de Leticia en 1932 jusqu'à la consommation finale de l'échec du bilatéralisme à la fin de l'année 1938. Il s'agit bien d'un échec : alors que les discussions bilatérales sont engagées à Lima dès 1934 et qu'elles sont transférées avec faste à Washington en 1936, les deux pays se séparent à la fin de 1938 sur le constat de positions irréconciliables. L'hypothèse de ce chapitre est que l'échec bilatéral est la résultante d'une culture diplomatique partagée dont nous précisons les éléments distinctifs en conclusion. Les contradictions soulevées par cette culture diplomatique obligèrent alors les acteurs à entrer dans un processus d'escalade qui constitua l'étincelle décisive du processus de nationalisation.

Cette phase a été souvent décrite et commentée comme antécédent direct de la guerre de 1941, et l'on peut considérer dans une juste mesure que l'affrontement armé est en grande partie la conséquence de l'échec de la conférence de Washington (1936-1938). Pour les Équatoriens, cette phase est en général décrite comme un grand gâchis. L'accord aurait pu être trouvé, mais l'incompétence de la chancellerie de Quito, ou la duplicité des Péruviens, ruina tout accord historique. Quant aux Péruviens, ils décrivent plutôt une attitude arrogante et irréaliste des Équatoriens, et tendent à considérer les négociations avec indifférence, voire comme une perte de temps. Les historiens étasuniens ne sont pas non plus d'accord sur la portée à accorder à cette phase. Si pour Bryce Wood, il s'agit avant tout d'un rapport de force sur le terrain pour délimiter la frontière, c'est pour Ronald St John une bataille qui innove encore juridiquement et où il ne faut pas sous-estimer le poids des arguments déployés.¹

Pour notre part, nous évacuons la question du contenu des arguments historico-juridiques pour nous concentrer sur ce que nous appelons les éléments « para-diplomatiques », c'est-à-dire des éléments qui, tout en relevant du champ de la diplomatie, ne constituent pas à proprement parler les négociations officielles mais plutôt l'environnement matériel et symbolique de la négociation. Pour cela nous nous appuyons sur le croisement systématique d'archives inédites des chancelleries des deux pays qui nous ont permis d'exhumer les

¹ ST JOHN Ronald Bruce, « Las relaciones Ecuador-Perú : una perspectiva histórica » dans BONILLA Adrián (dir.), *Ecuador-Perú: horizontes de la negociación sobre el conflicto*, FLACSO Ecuador, DESCO, 1999, p. 89-110.

pratiques au jour le jour. Il s'agit des stratégies médiatiques de contournement, des éléments matériels à la disposition des négociateurs, de leurs rapports aux éléments de terrain et à leurs sources d'information, ou encore de l'appareil diplomatique et du processus décisionnel.² L'insistance sur ces aspects nous permet ainsi de dépasser la discussion stérile sur la validité des arguments présentés par les deux antagonistes.

Enfin, contrairement au chapitre suivant qui approfondit la position des autres États dans le contexte de guerre, il s'agit dans cette phase d'analyser exclusivement le point de vue des Péruviens et des Équatoriens. Qu'elles se déroulent à Lima, Washington ou Genève, les discussions sur la frontière sont en effet bilatérales, au grand dam des Équatoriens qui voudraient internationaliser la question. Le huis-clos n'est toutefois pas total. Il se déroule à la vue du système international que l'on peut réduire à deux sous-systèmes : le panaméricanisme qui exerce une pression au moins morale sur le cours des négociations, et la diplomatie mondiale mais eurocentrée de la Société des Nations, qui a eu un rôle secondaire mais instrumental. En plus de ces systèmes, la référence à la résolution d'autres conflits contemporains peut être saisie par Lima ou Quito. Leticia, le Chaco, Tacna et Arica ont-ils été des déclencheurs, des modèles ou des repoussoirs ? Les protagonistes ont-ils appris de leur règlement ou la dispute suit-elle son cours chargé par sa propre histoire ? Le renouveau historiographique en langue française sur les relations interaméricaines de l'entre-deux-guerres nous permettra de situer avec précision le recours à ces éléments dans le jeu diplomatique du litige andin.³

I- Un détonateur nommé Leticia

Quand un petit groupe d'habitants du Loreto prit le port colombien de Leticia établi sur l'Amazone, les négociations entre le Pérou et l'Équateur étaient au point mort depuis plusieurs années. Le propos de ces développements est de démontrer que cet incident a déstabilisé l'équilibre de la région en avivant le conflit endormi entre Lima et Quito. C'est un fait que les

² Ce faisant, nous inscrivons nos travaux dans la ligne d'autres études, notamment françaises, soulignant le poids des conditions matérielles et logistiques de l'action diplomatique, ainsi que de la prise en compte de l'insertion des diplomates dans des collectifs. Voir à ce sujet les chapitres dédiés à ces deux thèmes dans la synthèse de référence FRANK Robert, *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012 : ALLAIN Jean-Claude et BADEL Laurence, « L'appareil diplomatique », p. 475-510 et JARDIN Pierre, « Groupe, réseau, milieu », p. 511-527. Cependant, il est clair que l'analyse interne des chancelleries et des réseaux n'a pas pu être poussée aussi loin que dans les travaux cités ci-dessus, en raison de l'accès aléatoire à ce type de sources dans une enquête internationale. Le manque de temps et l'impossibilité d'accéder ou de reproduire les documents, ont limité notre volonté dans ce domaine.

³ Il s'agit principalement des travaux de Juliette Dumont et de Yannick Wehrli, que nous détaillons plus loin.

historiens et commentateurs mentionnent souvent sans véritablement le démontrer. Nous entendons au contraire mettre au jour la chaîne d'événements qui réveilla définitivement le conflit.

A. La « neutralité active » de la chancellerie de Quito face à la question péruano-colombienne

En septembre 1932, tandis que les Péruviens n'avaient d'attention que pour la question de Leticia, l'opinion publique équatorienne ne réagit pas immédiatement. Pendant au moins deux mois, les regards restèrent en effet tournés vers l'élection présidentielle des 30 et 31 octobre 1932.⁴ Changements intempestifs de ministres et tentative de putsch militaire accaparaient logiquement les esprits. La nouvelle d'une violation de la frontière côtière (Pocitos) par des gardes civils péruviens en octobre réveilla cependant l'ire des Équatoriens, qui s'intéressèrent dès lors de plus en plus à la question frontalière. Le Congrès se réunit longuement en sessions secrètes et extraordinaires, tandis que le ministère des affaires étrangères réunissait sa junte consultative. Ce conseil formé de juristes, d'hommes politiques et de militaires, spécialistes de questions internationales ou représentatifs des différentes tendances politiques du pays, ne s'était pas réuni depuis 1930. Il le fit pourtant devant la gravité des événements de Leticia, et chargea une commission réduite de rédiger un plan arrêté collectivement quant à la marche à suivre face aux deux voisins dans l'affaire de Leticia. Confrontée à une opinion publique chauffée à blanc et à une mesure maladroite du gouvernement interprétée comme une mobilisation générale du pays dans certaines chancelleries étrangères, la chancellerie de Quito se trouva obligée de révéler le contenu de ce plan, qui fit alors figure de position officielle.

Le Mémoire du 12 novembre 1932 exaltait le caractère pacifique de l'Équateur, et n'appuyait ni la Colombie, ni le Pérou. Tout en se proclamant directement intéressé par les récents événements, en tant qu'État qui « est et sera amazonien », l'Équateur déclarait qu'il

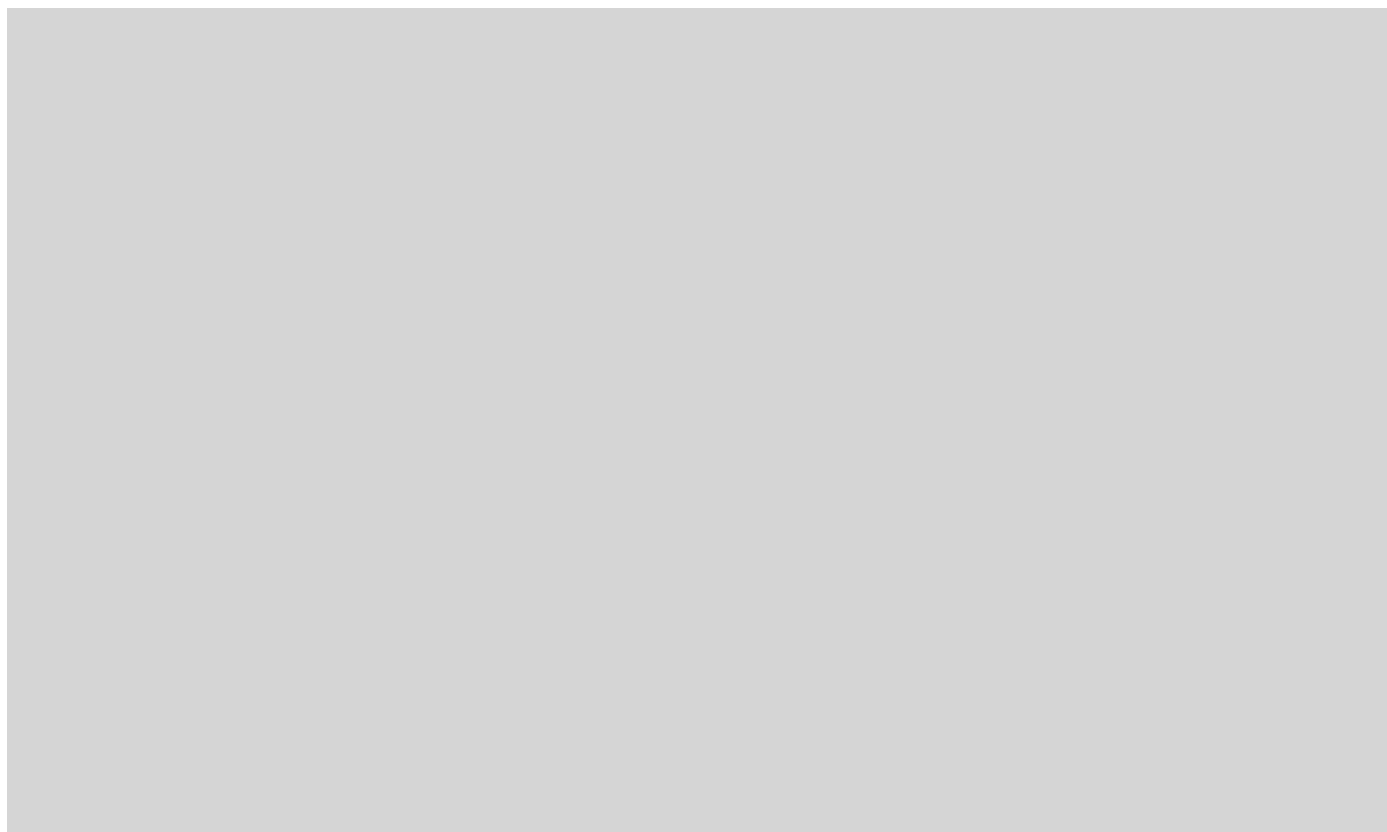
⁴ Sauf indication contraire, les développements sur l'attitude de l'Équateur dans la question colombo-péruvienne sont issus de PÉREZ SERRANO Jorge, *El tercero en la discordia: la actuación internacional del Ecuador en el Conflicto de Leticia y antecedentes histórico-diplomáticos de la misma*, Tesis para optar al grado de licenciado en ciencias sociales, Imprenta de la Universidad central, Quito, 1936. Celui-ci vécut en effet les événements de l'intérieur de la chancellerie. L'essai de circonstance suivant offre également un point de vue contemporain des faits : CABEZA DE VACA Manuel, *La posición del Ecuador en el conflicto colombo-peruano*, Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores/Talleres Gráficos Nacionales, 1934. Du côté des historiens, on se reportera à PÉREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los Estados limítrofes*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1979, vol. 1, p. 509-599. Les négociations des années 1930 à 1936 ont également été présentées de manière claire et équilibrée dans ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates Inc., 1964.

userait de la force en cas de violation de son territoire par l'un des deux voisins. La disposition géographique rendait en effet assez probable la nécessité de traverser les territoires équatoriens en cas de conflit à grande échelle.

Cette « neutralité active » (Juan Miguel Bákula⁵) qui constituait le cœur de ce mémorandum n'allait pas de soi. En Colombie, il fit d'ailleurs l'effet d'une douche froide. La Colombie, qui partageait une histoire commune avec l'Équateur et avec qui elle avait même formé un seul État (chapitre 2), espérait le soutien des Équatoriens. Bogota prit donc ombrage de ce non appui face à l'ennemi héréditaire péruvien. Les Équatoriens n'étaient pourtant pas amnésiques. Le traité de 1922 signé secrètement entre la Colombie et le Pérou, que l'incartade de Leticia remettait précisément en cause, avait été perçu comme un véritable couteau dans le dos des intérêts équatoriens dans la région. Contre un accès à l'Amazone - le triangle de Leticia - la Colombie céda au Pérou tous les territoires inclus entre le fleuve Putumayo et la ligne de partage des eaux entre le Putumayo et le Napo, jusqu'à l'embouchure du Sucumbíos. Les Colombiens cédaient ainsi aux Péruviens des territoires que les Équatoriens leur avaient reconnus en 1916. Les Équatoriens avaient été extrêmement choqués de ce que leur traditionnel allié cédât des positions aussi favorables à l'ennemi péruvien, qui permettaient de prendre en tenaille les avant-postes équatoriens dans la région amazonienne (figure 3).

⁵ BÁKULA Juan Miguel, *Perú y Ecuador: tiempos y testimonios de una vecindad*, t-3., Lima, CEPEI : FOMCIENCIAS (coll. « Serie Investigaciones »), 1992, p. 360.

Figure 3 : Le traité Salomón-Lozano, source de conflits



Les Équatoriens s'irritaient particulièrement que les Colombiens aient cédé aux Péruviens une bande de territoire entre le Napo et le Putumayo, justifiant l'image d'une tenaille péruvienne (en rouge), plus tard caricaturée sous la forme d'une mâchoire de crocodile. En ce qui concerne les territoires méridionaux, la carte épouse les prétentions équatoriennes jusqu'au Marañón établies par le traité de 1830.

Source : CABEZA DE VACA Manuel, *La posición del Ecuador*, op.cit.

Cette position favorable pour les Péruviens avait sans doute été un argument supplémentaire dans la décision du Président péruvien Augusto B. Leguía de céder le port de Leticia aux Colombiens, ce qui avait été interprété en ces années comme une concession inutile et antipatriotique.⁶ Outre le ressentiment, la neutralité de la Junte consultative équatorienne peut aussi s'expliquer par la crainte. La puissance militaire péruvienne, considérée comme supérieure à celle de la Colombie et de l'Équateur, n'était pas un facteur à prendre à la légère. « Si grands sont le ressentiment contre la Colombie et la conviction qu'ils [les Équatoriens] ont

⁶ La politique extérieure du président Leguía a souvent été interprétée comme un « *entreguismo* » qui aurait soldé à peu de compte le territoire national. Les travaux récents, notamment en français, nuancent fortement cette idée. Il aurait avant tout cherché à moderniser le pays en contribuant à stabiliser les frontières. DAGICOUR Ombeline, *Régénérer la patrie, construire l'État : savoirs géographiques et production du territoire : Pérou (1900-1930)*, Thèse de doctorat sous la direction d'Annick Lempérière et Annick Helg, Paris 1/Université de Genève, 2017.

de la puissance militaire du Pérou, que pour la première fois depuis plus d'un siècle, on peut parler d'un groupe péruanophile qui penche plus pour le Pérou que la Colombie » jubilait ainsi Arturo García, ministre du Pérou en Équateur.⁷

Les Équatoriens n'avaient donc aucune hâte de soutenir les Colombiens, mais ils ne pouvaient pas non plus appuyer ouvertement les Péruviens. L'opinion publique⁸ équatorienne penchait encore majoritairement vers l'antipéruanisme systématique malgré le cercle très restreint mentionné par García de péruanophile. Appuyer le Pérou aurait certainement conduit le gouvernement à être renversé. D'ailleurs, le chef de l'opposition, Velasco Ibarra, commençait alors sa campagne procolombienne réclamant l'intervention armée contre le Pérou.

Ni intervention, ni neutralité complète, la position de l'Équateur était difficile. Elle mena aussi à revendiquer une voix pour l'Équateur. La conviction d'être une « nation amazonienne », de ce que ces immenses territoires représentaient « une réserve territoriale pour le développement futur de la nation »,⁹ ainsi que la peur de ce que Pérou et Colombie s'accordent sur le dos de Quito, poussa les Équatoriens à réclamer une place dans les négociations de paix qui devaient régler le litige péruano-colombien. Cette réunion tripartite, ou congrès amazonien, espoir d'un règlement collégial et définitif des frontières amazoniennes et véritable serpent de mer de ces années (chapitre 2), fut plaidée par l'Équateur auprès des États-Unis et surtout du Brésil, le grand État amazonien de la région. Le Brésil, qui d'ailleurs avait infructueusement essayé de résoudre la querelle de Leticia en proposant une médiation conjointe avec les États-Unis et le Chili, n'y était pas hostile. Les Péruviens même accordèrent verbalement aux Équatoriens un statut « d'observateur intéressé » aux négociations péruano-colombiennes, cherchant ainsi à briser un éventuel front commun Équateur-Colombie. Mais quand la situation s'apaisa entre Lima et Bogota, et que l'espoir de la paix se concrétisait, les Péruviens refusèrent catégoriquement cette participation, tandis que les Colombiens, échaudés par la neutralité équatorienne, ne firent rien pour. D'ailleurs dans certaines chancelleries étrangères, on s'agaçait de cette insistance équatorienne à participer au règlement, qui pouvait compliquer les choses et rendre les discussions interminables. Les Équatoriens ne participèrent donc pas aux discussions. Leur principal objectif dans l'affaire s'écroula quand la Colombie et le Pérou parvinrent à souscrire le Protocole de Rio en 1934, qui régla définitivement la délimitation

⁷ Arturo García, ministre du Pérou en Équateur, au ministre des Relations Extérieures, 19 novembre 1932, ALMRE, LEI-6-18, legajo 569.

⁸ Nous utilisons l'expression de manière générale à ce stade, mais nous développons une approche critique de cette « opinion publique » dans le chapitre 10.

⁹ PÉREZ SERRANO Jorge, *El tercero en la discordia...*, op. cit., p. 345.

frontalière entre les deux pays. La défaite diplomatique avait cependant ravivé l'intérêt pour la région amazonienne.

B. Le renouveau entravé de la diplomatie équatorienne et la prudence péruvienne

Qu'avait-il manqué aux Équatoriens pour atteindre leur objectif ? La politique interne et l'instabilité ministérielle n'étaient pas étrangères à ce fiasco. On a dit plus haut que la prise de Leticia avait surpris les Équatoriens en plein processus électoral, qui survenait d'ailleurs quelques mois après la « Guerre des Quatre Jours » qui aurait fait plus de 1000 morts à Quito.¹⁰ Le nouveau Président, le libéral Juan de Dios Martínez Mera, fit de la question internationale sa priorité, et son ministre des relations extérieures, Antonio J. Quevedo, était un fin connaisseur de la question. Il fallait d'abord réorganiser les services diplomatiques. Outre la Junte consultative qui avait déjà été réactivée, il fallut nommer des représentants à Rio de Janeiro et à Bogota, où il n'y en avait plus.¹¹ Lorsque la Société des Nations (SDN) entra en action en raison du statut de membre de la Colombie et du Pérou, les Équatoriens se lamentèrent de ne pas être représentés dans cette institution, malgré le fait d'avoir été État fondateur.¹² Ils nommèrent alors Gonzalo Zaldumbide, haut représentant de la diplomatie équatorienne et jusque-là ministre plénipotentiaire à Washington, au poste de ministre en Suisse et observateur auprès de la SDN.¹³ Enfin l'on nomma un nouveau représentant en Argentine, ainsi que Homero Viteri Lafronte à Lima, pièce centrale de la diplomatie équatorienne. Pour avaliser les choix de la Junte consultative, une exceptionnelle « Junte des notables », composée des plus illustres représentants de la société équatorienne à travers tout le pays, fut convoquée. Elle valida logiquement les décisions du chancelier Quevedo. En état d'abandon en septembre 1932, la diplomatie équatorienne avait donc pris la mesure de l'enjeu.

L'instabilité politique continuait néanmoins à affaiblir ce renouveau. La « Révolution de Tapi » rendit en effet ces efforts caducs. Velasco Ibarra, étoile montante de la politique équatorienne, s'était en effet progressivement prononcé en faveur d'une politique colombophile décidée, à l'encontre de la chancellerie et du Président. Issu des rangs

¹⁰ OSPINA PERALTA Pablo, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, décembre 2015, p. 66-99.

¹¹ À la fin janvier sont nommés Luis Robalino Dávila à Rio de Janeiro et Carlos Manuel Larrea à Bogota pour appuyer ces efforts équatoriens.

¹² Voir plus loin les développements consacrés à la SDN.

¹³ Gonzalo Zaldumbide (1882-1965) était aussi un introducteur du fascisme en Équateur après avoir assisté à la marche sur Rome. Sa carrière diplomatique le mena à exercer presque tous les postes en Amérique et en Europe. Il représente l'Équateur au Pérou à partir de 1937, mais il n'est pas en phase avec les gouvernements d'alors.

conservateurs, Velasco Ibarra jetait les bases à l'époque de son tempérament libéral romantique au style direct qui fit de lui le premier « populiste » du pays.¹⁴ Élu à la tête du Parlement en août 1933, il s'employa à faire tomber tous les ministères avant de réclamer la démission du Président en raison de son échec dans la question de Leticia. Le Congrès profita du voyage dudit Président à Guayaquil pour le démettre de ses fonctions, mais dès avant, les déclarations contradictoires du Parlement avec l'action de la chancellerie, et l'absence même de chancelier, avaient rendu extrêmement fragile la position de l'Équateur. Les élections présidentielles libre de décembre 1933 donnèrent une grande victoire à Velasco Ibarra, appuyé par la droite et les libéraux, mais la question de Leticia était déjà quasiment réglée sans le concours de l'Équateur. L'objectif des Équatoriens a donc buté sur l'instabilité interne.

À l'inverse, les Péruviens ne souhaitaient pas trop pousser leur avantage, conscients de l'effet contreproductif que cela pourrait avoir. Le représentant du gouvernement péruvien à Quito exprimait ainsi ses préoccupations :

« J'ai bien peur que toutes ces informations sur les mouvements des troupes péruviennes et d'une possible avancée des Colombiens à proximité de notre frontière provisoire avec l'Équateur sur le Napo, n'inquiètent ici l'esprit publique et le préparent à considérer comme véritable toute information annonçant un accrochage entre nos garnisons et celles de l'Équateur, que des personnes intéressées peuvent diffuser à tout moment. Il est pour cela nécessaire de procéder avec discrétion et d'éviter tout motif de friction ».¹⁵

Le Pérou avait donc intérêt à montrer sa bonne volonté pour calmer les ardeurs équatoriennes. Du reste, les relations avec l'Équateur étaient depuis quelques années cordiales quoique limitées, en contraste avec la phase de l'arbitrage espagnol qui avait mené les deux pays au bord de la guerre en 1910. C'est pourquoi les Péruviens avaient fait montre d'une extrême prudence avec les Équatoriens et n'avaient rejeté leur participation des négociations avec la Colombie qu'au dernier moment. Ils avaient par ailleurs concédé une autre mesure qui détermina de nouvelles discussions.

¹⁴ PAREJA DIEZCANSECO Alfredo, *Breve historia del Ecuador*, vol. 2, Quito, Libresa, 1990, p. 90-95. Velasco Ibarra, qui aurait eu pour formule « Donnez-moi un balcon et je serai votre Président », cinq fois président de l'Équateur entre les années 1930 et 1960, a donné lieu à de nombreuses et diverses analyses, insistant sur les relations entre velasquisme, caudillisme et populisme. Voir à ce sujet les nombreux développements dédiés à cette question dans BURBANO Felipe et TORRE Carlos de la (dir.), *El populismo en el Ecuador (antología de textos)*, Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (ILDIS), 1989.

¹⁵ Arturo García, ministre du Pérou en Équateur, au ministre des Relations Extérieures, 20 octobre 1932, ALMRE, LEI-6-18, legajo 569.

C. Le purgatoire de Lima ou l'absence de cadre défini de négociations

En effet, Quito n'avait pas tout perdu dans l'affaire, car promesse avait été arrachée de reprendre les discussions bilatérales à Lima, entre le Pérou et l'Équateur, sur la base du protocole de 1924.¹⁶ C'était Homero Viteri Lafronte (1892-1976) qui avait été nommé à Lima pour entreprendre ces discussions. Ce docteur en jurisprudence serait appelé à être le diplomate équatorien le plus au fait de la question frontalière avec le Pérou. Pour l'heure, il devait engager les discussions avec le chancelier. Trois ans après le début théorique de celles-ci, le chef d'État équatorien Federico Páez (à cette date « chargé du pouvoir exécutif ») faisait avec amertume le bilan de cette phase des discussions pour le Président Franklin D. Roosevelt

« On ne peut cacher à la perspicacité de Votre Excellence l'inutilité de continuer les négociations à Lima, où, depuis le 18 octobre 1933 ; après mille efforts, nous avons à peine réussi à nous réunir trois fois avec les négociateurs de l'autre partie pour mettre [un point final ?] à une discussion qui a duré plus de cent sept ans ».¹⁷

L'immobilisme semblait donc total. Les discussions avaient pourtant commencé sous les meilleurs auspices. Le Protocole de 1924, aussi appelé Ponce-Castro ou encore « formule mixte », prévoyait des négociations bilatérales pour fixer une ligne de frontière consensuelle entre les deux pays. Les zones frontalières qui ne pouvaient faire l'objet d'un consensus seraient soumises à l'arbitrage du Président des États-Unis, d'où l'appellation de formule mixte car les négociations directes et l'arbitrage y sont envisagés. Le Président Roosevelt avait accepté en février 1934 la possibilité d'exercer *in fine* cet arbitrage, et le 13 avril de cette année s'étaient rencontrés à Lima Homero Viteri Lafronte et Solón Polo, chancelier péruvien, pour inaugurer les discussions. L'atmosphère cordiale et les promesses des uns et des autres faisaient croire à une avancée rapide. Le processus s'enlisa cependant rapidement, car les acteurs ne s'entendaient pas sur les fondations même de la négociation. La chancellerie péruvienne ne fournit jamais de carte permettant de commencer les discussions sur des bases concrètes, tandis que les envoyés équatoriens refusaient que l'arbitrage hypothétique du Président étasunien se basât sur certains titres juridiques, convaincus que cette disposition favoriserait le Pérou. Les réunions se distancèrent et amenèrent de moins en moins de nouveautés. Les Péruviens faisaient particulièrement traîner le processus. En 1935, celui-ci était virtuellement mort. Le délégué spécial équatorien chargé de ces négociations à Lima, Pablo Mariano Borja, se retira

¹⁶ Il avait également été accordé que les négociations entre le Pérou et la Colombie ne toucheraient pas aux territoires contrôlés ou revendiqués par l'Équateur.

¹⁷ « Carta del Jefe Supremo Don Federico Páez al Presidente de Estados Unidos de América haciendo breve historia de la negociación de Límites con el Perú y comunicándole que una nueva etapa de negociación va a iniciarse en Washington », 7 juillet 1936, AHMRE, T.5.3.1.2.

avec fracas vers Quito, déclarant en substance à la presse que le Pérou ne voulait pas négocier et que le Président Benavides en fin de mandat ne souhaitait pas engager un gouvernement en bout de course sur un enjeu si fondamental.¹⁸

Après un passage à Lima pour les festivités dues à l'anniversaire de la ville en 1935, l'ancien chancelier équatorien José Gabriel Navarro fit à la Junte consultative un rapport édifiant du climat marécageux des discussions dans la capitale péruvienne. Depuis septembre 1934, Alberto Rey de Castro remplaçait au pied levé le chancelier malade, Solón Polo, qui décéda peu après. À la chancellerie, c'est cependant Enrique Castro Oyanguren, celui-là même à l'origine du Protocole Ponce-Castro de 1924, qui semble mener les (non)discussions avec l'Équateur. Castro alerte Navarro sur l'attitude fermée du Sénat qui a été incommodé par les déclarations agressives du Président Velasco Ibarra. Les Sénateurs attendraient ainsi la chute de Velasco pour reprendre les discussions. Navarro rencontre un jour le chef de file de cette opposition anti-équatorienne au Sénat, un certain Criado y Tejada, qui lui déclare : « je suis amateur d'études géographiques et je puis assurer que je suis saturé du problème limitrophe avec l'Équateur ». Navarro note avec cynisme : « d'après lui, c'est la cordillère des Andes qui sépare l'Équateur du Pérou », mais indique qu'avec une attitude franche entre *caballeros*, il est tout de même possible de discuter avec lui. Alberto Ulloa en revanche, un des principaux conseillers de la chancellerie, est décrit comme un « tempérament froid, avare de mots et extrêmement réservé » qui affirme ne pas être assez qualifié sur le sujet pour parler du conflit. José de la Riva-Agüero, l'homme fort du gouvernement d'alors, serait un « homme intelligent mais violent », tandis que le nouveau chancelier Carlos Concha, finalement nommé en juillet 1935, certes « homme jeune, franc, de grande autorité et qui se plaît à faire les choses par lui-même », avoue qu'il « méconnaissait le problème avec l'Équateur, qu'il désirait terminer le plus rapidement possible le conflit avec la Colombie qui en ces instants lui prenait toute son attention ». Navarro ajoute en aparté que les femmes ont un grand poids dans les décisions politiques du pays, et que la nomination de personnels diplomatiques équatoriens et colombophile dans les capitales sud-américaines ont aussi été une raison de mettre fin aux avancées à Lima.¹⁹ Le paysage de la négociation dans la capitale péruvienne était donc aussi obscur que le ciel éternellement gris de la « Cité des Rois » : une multiplicité d'interlocuteurs,

¹⁸ M. Joseph Salles, chargé d'Affaires de France à Lima, à son excellence Monsieur Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 23 novembre 1935, AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

¹⁹ Ministère des Relations Extérieures, « Secretaría de la Junta consultativa, Acta n°2, sesión del 17 de octubre de 1935 ». ANE, Fondo Viteri Lafrente, Caja n°17. Sur les femmes, l'ancien chancelier déclare : « El peruano no es un individuo afeminado, sino un individuo feminista, el elemento mujer juega enorme papel en todos los órdenes de actividad y este es un factor que no debiera ser descuidado por el Ecuador ».

tantôt vindicatifs, tantôt indifférents, s'accordant sur le moindre prétexte pour repousser de véritables discussions. Une chancellerie qui se déclare incompétente et intéressée ailleurs, acculée par une opinion éclairée (les notables et le pouvoir législatif) à l'intransigeance.

Plusieurs facteurs poussaient les Péruviens au fait de la situation à présenter ce front involontaire. Ils s'étaient d'abord sentis forcés à engager ces discussions bilatérales, quoique la volonté de trouver un accord ne fût pas absente de leur esprit, ne serait-ce que pour le prestige à en retirer. Mais la normalisation des relations avec la Colombie, et la croyance que toute concession supplémentaire aux voisins serait interprétée comme une trahison par l'opinion, avait ensuite refroidi cet engagement. Après tout, l'affaire de Leticia avait précisément rendu visible le poids du sentiment patriotique sur le gouvernement péruvien (chapitre 10). Par ailleurs, cette même affaire de Leticia avait ébranlé la foi régionale dans la supériorité militaire péruvienne. Un mémorandum péruvien non signé de l'année 1932 considérait ainsi, en pleine affaire de Colombie, qu'il devait « être matière à étude et à préoccupations immédiates l'urgence de placer le Pérou dans une situation plus favorable en regard de sa possession de l'*Oriente*, avant de commencer toute autre discussion avec l'Équateur ».²⁰ Le diplomate préconisait d'y renforcer au plus vite la présence militaire, ce qui fut d'ailleurs une réalité (chapitre 4).

D'autre part, les Équatoriens eux-mêmes ne présentaient pas de front commun. Le désormais Président Velasco Ibarra multipliait les déclarations agressives envers le Pérou, sapant les efforts de sa chancellerie. Reçu en chef d'État au Pérou en juillet 1934, il assista à des démonstrations militaires et tenta de répondre avec tact aux questions insistantes des journalistes péruviens sur les relations frontalières entre les deux pays. Mais au cours de son déplacement au Chili, il en appella à une nouvelle alliance entre son pays et la Bolivie, le Chili et la Colombie contre les intérêts du Pérou.²¹ De retour en Équateur, le ton du Président se faisait encore plus ferme. Lima avait alors beau jeu de déclarer toute négociation inutile face à cet esprit jusqu'au-boutiste. Lorsque Velasco chut, la presse de Lima s'en réjouit, mais nota avec inquiétude qu'il avait jusque-là été un prétexte fort commode pour ne pas avancer dans les négociations.²²

²⁰ « Memorandum reservado, Cuestión de límites con Ecuador », 20 décembre 1932, ALMRE, LEI-6-21, legajo 569. L'auteur est sans doute Carlos Zavala Loayza ou José Matías Manzanilla, puisque ce dernier replace le premier au poste de chancelier quatre jours plus tard.

²¹ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969, p. 122 ; DENEGRI LUNA Félix, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Bolsa de Valores de Lima, 1996, p. 260-262.

²² Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou a S.E. M. Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 10 septembre 1935, AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

Les négociations bilatérales de 1933 à 1936 ont donc achoppé sur des facteurs récurrents d'inertie diplomatique. L'absence de cadre formel défini faisait le terreau de l'intervention d'une multiplicité d'acteurs au rôle changeant qui brouillaient les messages. Il était difficile aux protagonistes d'identifier les interlocuteurs légitimes. Les pouvoirs législatifs et exécutifs et les opinions publiques n'arrivaient pas à formuler un consensus dans chaque pays. La crise de Leticia avait bien lancé des discussions par désir ou concession, mais on ne savait encore comment les mener. Le contexte politique de 1936 changea la donne en établissant cette fois un cadre plus restreint.

D. La souscription de l'Acte de Lima : un dégel ambigu pour un instrument imparfait

Les discussions n'avançaient donc pas et il fut d'autant plus étonnant qu'un pas décisif fut franchi le 6 juillet 1936 par la souscription de l'Acte de Lima (Annexes), un accord qui définissait les bases formelles de la négociation mais qui par son imprécision géographique et sémantique participa en réalité à l'escalade. Il fut conclu dans un moment de rapprochement paradoxal entre les intérêts des deux pays. Le général Benavides terminait son mandat (croyait-on), et pouvait désormais avancer sur la question sans passer pour un faible.²³ La chancellerie équatorienne suspectait cependant Benavides d'utiliser une guerre avec l'Équateur pour canaliser les tensions internes vers les questions extérieures. Federico Páez, le chef du pouvoir suprême qui gouvernait l'Équateur avec une main de fer, lançait parallèlement un programme d'armement du pays (chapitre 7). Une sorte de paix armée s'installa et permit une significative avancée.

Signé par le chancelier Alberto Ulloa et Homero Viteri Lafronte, le très court texte entendait mettre en application le protocole de 1924, en envoyant deux délégations à Washington. Ces délégations devaient négocier bilatéralement sur la base des titres juridiques, puis, si nécessaire, soumettre à l'arbitrage du Président des États-Unis les territoires encore controversés. Il est encore discuté de savoir si cette souscription était une victoire péruvienne ou équatorienne. Pour les Péruviens, faire accepter aux Équatoriens que l'arbitrage éventuel se ferait sur la base du droit, et non d'un principe d'équité favorable à un petit pays, les mettait en position de force, sûrs qu'ils étaient de leurs titres juridiques. Par ailleurs, cela permettait de débloquer les discussions qui pourrissaient à Lima, et ne plus passer pour les mauvais élèves

²³ À la fin de l'année, les élections dont les résultats risquaient de porter à la présidence le candidat soutenu par la gauche (l'APRA) furent annulées et le mandat de Benavides prorogé pour trois ans, au cours desquelles le parlement ne siégea pas.

du panaméricanisme. Le Président Benavides, qui a sans doute poussé en faveur de cet accord, devait en effet restaurer l'image de sa diplomatie après la publicité désastreuse qu'en avait donnée l'affaire de Leticia. Au moment de quitter ses fonctions trois ans plus tard, il soulignait d'ailleurs son action pour faire du Pérou un pays « respecté parce que respectable ».²⁴ Quant à l'Équateur, sortir du marais liménien et placer l'affaire devant l'opinion publique internationale à Washington constituait l'accomplissement d'un objectif officieux. Certes, on s'était engagé à ce que l'arbitrage du Président des États-Unis soit « de droit », mais on n'en arriverait peut-être même pas à cette phase. L'espace d'un instant, les intérêts avaient donc convergé pour faire grandement avancer l'affaire. Néanmoins, l'accord allait très vite être mis sur la sellette.

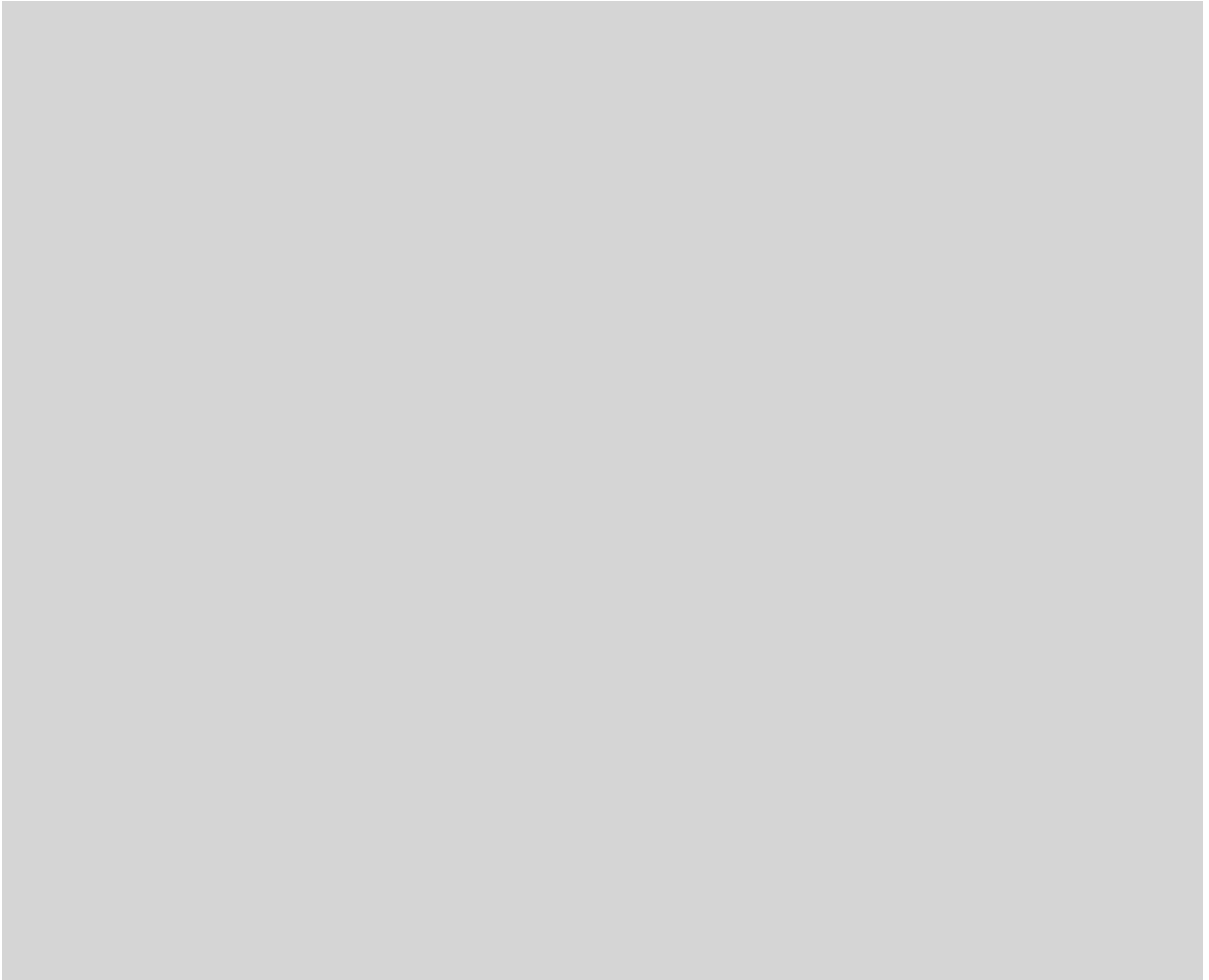
Le texte ajoutait en effet une condition : « Le Pérou et l'Équateur maintiendront le *Statu Quo* de leurs actuelles positions territoriales jusqu'au terme des négociations à Washington et du processus arbitral, sans que cela n'implique de reconnaissance de droit des territoires actuellement contrôlés par l'une ou l'autre partie ».²⁵ Cette ultime disposition est capitale, car c'est sur elle que se greffa la dynamique de la marche à la guerre. A priori, c'est une mesure qui visait à limiter les accrochages militaires, en exigeant que les troupes des deux pays se cantonnent aux positions établies à la date de la signature. Mais la mesure souffrait d'un grave défaut : elle ne définissait pas ces positions. Or, rien de moins sûr que les positions militaires dans l'immense jungle amazonienne (chapitre 4). Il n'existait donc pas de définition claire de la ligne à respecter. C'est justement l'astuce de la chancellerie du Rimac que d'avoir publiquement – et unilatéralement – défini au lendemain de l'accord cette ligne, par une circulaire aux chancelleries américaines (Annexes). En énumérant les positions militaires équatoriennes, formant ainsi un cordon militaire imaginaire, les Péruviens estimaient que c'était cette ligne qui formait temporairement la frontière. Or, les garnisons des deux pays étant souvent éloignées de dizaines de kilomètres de distance, les Péruviens s'arrogeaient ainsi un très grand espace que personne ne contrôlait réellement. Les Équatoriens protestèrent évidemment contre cette définition du *Statu Quo*. Dans les années qui suivirent, les accusations de « violation du *Statu Quo* » et autres « infiltrations », « incursions », « invasions » sur le territoire national furent scrupuleusement compilées dans des énumérations exhaustives et des cartes (figure 4). Ces invasions créées en quelque sorte par l'indéfinition de l'Acte de Lima devinrent la matière essentielle du conflit entre Péruviens et Équatoriens, et participèrent ainsi

²⁴ BENAVIDES DE PEÑA Paquita, BERNAVIDES DE MENDOZA María et BENAVIDES BENAVIDES Oscar (dir.), *El Mariscal Benavides, su vida y su obra*, Lima, Atlántida, 1981, vol. 2, p. 311.

²⁵ Ministère des Relations Extérieures, Circular n°2-6-B/18, 23 septembre 1936, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177. Voir le texte traduit de l'Acte en Annexe.

à l'escalade vers la guerre.

Figure 4 : « Incursions » péruviennes et équatoriennes dans la Selva



Source : AHMRE, T.5.3.1.4. Réalisation : entre 1938 et 1941

Légende

En rouge, « ligne de l'actuelle position équatorienne »

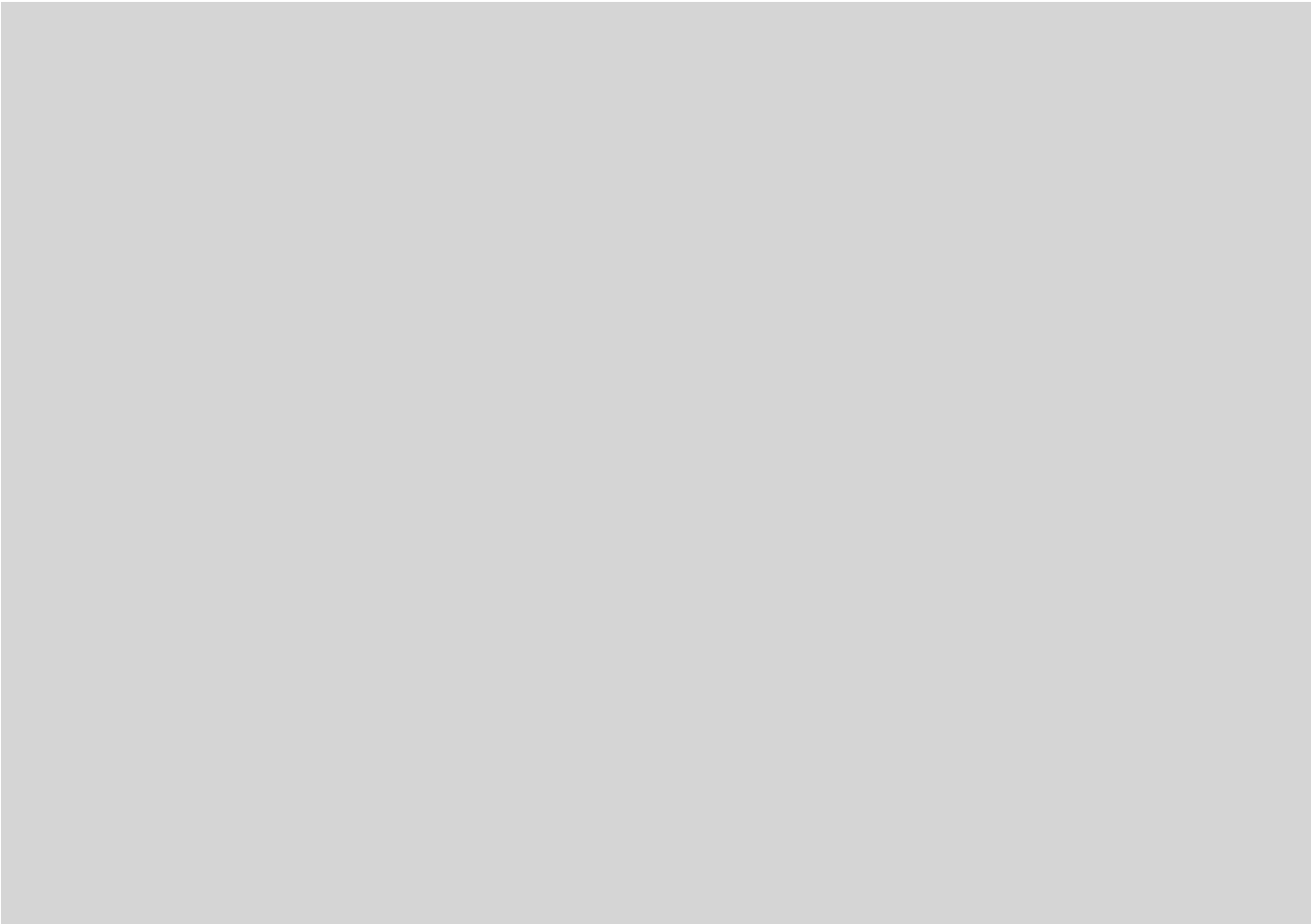
En bleu, « ligne de l'actuelle position péruvienne »

En jaune, « occupation péruvienne en 1933 »

En vert, « avancée péruvienne après la signature du *Statu Quo* le 6 juillet 1986 »

En pointillé vert, « projet d'avancée péruvienne dont a eu connaissance le ministère de la Défense »

L'incertitude géographique qui règne pour tous oblige les forces armées et les chancelleries à consigner scrupuleusement les « incursions » au sein du territoire controversé, les considérant comme un processus larvé d'invasion. Le parallélisme des deux cartes présentées ci-dessous souligne le trait commun d'appropriation théorique d'un territoire pourtant encore à cartographier



La publication est postérieure mais il s'agit probablement du calque d'une carte des années 1930 ou d'un original effectué à partir de rapports d'époque.

Source : MINISTERIO DE GUERRA, *Estudio de la cuestión de límites entre el Perú y el Ecuador*, (coll. « Biblioteca militar del Oficial »), 1961

Dès la souscription de l'Acte, l'indéfinition de la frontière temporaire provoqua de graves troubles qui menacèrent de dégénérer en conflit de grande ampleur. Quelques jours après la signature, les membres d'une nouvelle colonie militaro-agricole équatorienne étaient appréhendés près de l'embouchure du Santiago sur le fleuve Marañón. Leur présence en ce lieu avant la signature de l'acte à Lima, qu'ils méconnaissaient d'ailleurs, fut l'objet de controverses qui mirent en péril l'accord récemment né. Il fallut que Federico Páez déclinât la responsabilité de son gouvernement et renvoya le responsable de l'expédition pour contenter les Péruviens et ouvrir effectivement les négociations dans la capitale des États-Unis (chapitre 5).

Les négociations de Washington ne se présentaient donc déjà plus sous les meilleurs augures lorsqu'en septembre le Président Benavides se vit offrir un banquet par Homero Viteri Lafronte, qui allait prendre la tête de la délégation équatorienne à Washington. Viteri rappela les longueurs que les discussions avaient pris à Lima, et en appela à la politique « américaniste

et compréhensive » du Président péruvien, « guidé par un véritable esprit de rapprochement entre les peuples du continent », et souligna le rôle de Benavides dans le règlement pacifique avec la Colombie.²⁶ Il en appelait ainsi à un esprit de conciliation que le délégué espérait sans doute voir appliquer en ce qui concernait son propre pays. Cet espoir semblait pourtant balayé par le discours de réponse de Benavides (en grand partie rédigé par le chancelier Ulloa)²⁷ qui, s'il remerciait les efforts de Viteri et de son épouse, rappelait que « le service d'un authentique américanisme réclame la plus grande solidarité du continent ; mais nous manquerions sans doute à la respectabilité des peuples qui connaissent leurs destinées si nous cachions les difficultés accumulées dans ce cas par la nature et par l'histoire ».²⁸ Souligner ces difficultés, alors que l'hôte réclamait un esprit de conciliation, c'était déjà esquisser les blocages de la conférence de Washington.

II- La conférence de Washington (1936-1938), révélatrice d'une culture diplomatique commune

Les négociations bilatérales entre le Pérou et l'Équateur qui ont eu lieu à Washington entre 1936 et 1938 – la « conférence de Washington » - ont soulevé le plus grand espoir de paix entre les deux nations durant cette période, et pourtant elles ne s'en sont jamais sérieusement approchées. Les historiens et les témoins plus ou moins directs des événements en rendent compte de manière linéaire, exposant le plus souvent le déroulé de l'argumentation et de la contre-argumentation historico-juridique des deux pays jusqu'à l'échec final.²⁹ Notre propos

²⁶ « Discurso pronunciado por el Ministro del Ecuador Lafronte, en el banquete que ofreció al Sr Pdte de la República el 3 de setiembre de 1936 ». ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

²⁷ Le ministre des Relations Extérieures à Francisco Tudela, 4 septembre 1936, ALMRE, LEI-6-12, legajo 569

²⁸ « Discurso pronunciado por el Presidente de la República [Benavides] en el banquete que le ofreció el Ministro del Ecuador, Viteri Lafronte, el 3 de setiembre de 1936 ». ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

²⁹ ARROYO DELGADO Enrique, *Las negociaciones limítrofes ecuatoriano-peruanas en Washington 1936 - 1938*, Quito, Ed. El Comercio, 1939 ; CABEZA DE VACA Manuel, *Las negociaciones en Washington y los desenvolvimientos posteriores*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1956. On se reportera para ailleurs à tout ouvrage approfondissant les relations entre le Pérou et l'Équateur qui comporte en général une section sur cet épisode. Par exemple PEREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los Estados limítrofes*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1979, vol.1, p. 710-788, ou encore à ACEVEDO Alain de, *Le conflit entre l'Équateur et le Pérou et ses possibilités de règlement pacifique : l'état actuel du droit panaméricain en ce qui concerne la solution des conflits internationaux*, Thèse pour le Doctorat en Droit, Paris, 1950, p. 45-53. On pourra enfin consulter la documentation de propagande des deux pays : GARCÍA SALAZAR, *Cuestión de Límites entre el Perú y el Ecuador*, 1936 ; MAC LEAN Y ESTENÓS Roberto, *Los derechos del Perú en el problema limítrofe con el Ecuador*, Cámara de Diputados del Perú, 1941 ; TUDELA Francisco, *La Controversia Perú-Ecuatoriana 1941*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1941 ; VINTIMILLA R. Ramón, *Bref exposé du différend limítrofe entre les Républiques de l'Équateur et du Pérou*, Bordeaux, 1938 ; VITERI LAFRONTÉ Homero, PONCE BORJA Alejandro et TRUJILLO José V., *Ecuadorean-Peruvian Boundary Negotiations. Ecuador insists upon her proposal to submit the entire controversy to arbitration juris by the President of the United States*, Baltimore, Reese Press, 1937 ; *Las negociaciones ecuatoriano-peruanas en Washington, setiembre 1936-octubre 1938*,

est autre. Il s'agit de décrire la mécanique de l'échec en prouvant que le blocage de Washington résulte de la structure même du dispositif diplomatique. Pour David Zook la raison centrale de l'échec repose sur les prétentions territoriales irréalistes des Équatoriens.³⁰ Cette analyse est loin d'être erronée mais nous argumentons que plus que les arguments échangés, c'était la manière de les échanger et de négocier qui expliquent prioritairement le blocage des discussions. La culture diplomatique qui se basait sur le primat du juridique et sur un processus décisionnel collectif empêchait tout accord, et explique l'enlisement précoce dans la bataille des titres historico-juridiques et la tension frontalière ravivée sur le terrain.

A. Le double échec des négociateurs

La conférence de Washington est un échec de la paix parce qu'elle s'est cantonnée à l'échange stérile d'arguments normatifs, mais aussi parce que l'immobilisme des négociations a eu pour conséquence l'intensification des incidents frontaliers, participant de cette manière à l'escalade militaire.

L'enlisement dans l'argumentation historico-juridique

En septembre 1936, la conférence s'ouvrait dans le salon bleu de la Maison Blanche en présence du Président Roosevelt, et les réunions bilatérales se succédèrent ensuite malgré les élections péruviennes de 1936 qui faisaient craindre un revirement de ce côté. Une fois de plus, la mécanique se grippa d'entrée de jeu, Péruviens et Équatoriens n'arrivant pas à se mettre d'accord sur la nature de l'arbitrage potentiel des États-Unis. Les Péruviens campaient sur la promesse faite à Lima de faire de cet arbitrage un acte « *de jure* », c'est-à-dire basé sur la Cédule royale de 1802 qui leur était extrêmement favorable. Ils insistaient également sur le principe de nationalité, qui interdisait selon eux que les provinces de Tumbes, Jaén et Maynas fussent séparées du Pérou. Les Équatoriens en revanche, confiants dans l'attitude transactionnelle des États-Unis qu'ils croyaient plus favorables aux intérêts d'un petit État,

Quito, Imprenta del Ministerio de Gobierno, 1938 ; *Resumen del Proceso Histórico-Jurídico de la Cuestión de Límites entre el Perú y el Ecuador*, Washington, 1937.

³⁰ D. Zook considère que le seul élément que les Équatoriens ne pouvaient pas abandonner, un accès au Marañón ou à l'Amazone, était précisément la seule chose que les Péruviens, sous la pression de leur opinion publique, ne pouvaient accepter. Dans ce contexte, l'attitude irréaliste des Équatoriens s'aveuglant sur le véritable équilibre des pouvoirs dans la région aurait acculé les Péruviens qui n'avaient d'autre choix que de se retirer unilatéralement de la conférence. ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, Inc., 1964, p. 129-154. Historien et pilote militaire, David H. Zook Jr. (1930-1967), qui considère à raison que son étude est la première relativement équilibrée sur le conflit, fut également l'auteur d'une monographie sur la guerre du Chaco. Il perdit la vie dans la guerre du Vietnam et son corps n'y fut retrouvé que plusieurs dizaines d'années plus tard. Voir ZOOK David H., *The conduct of the Chaco War*, New York, Bookman Associates, 1961.

voulaient évacuer rapidement la première étape d'accord bilatéral sur une partie de la frontière pour déclencher l'arbitrage.

Dans ce contexte, les notes échangées entre les deux délégations s'épaissirent à vue d'œil et compilèrent rapidement l'ensemble des arguments historico-juridiques que la controverse avait développé en plus d'un siècle, et même de nouveaux. Ces centaines de pages faisaient montre d'un ton de plus en plus intransigeant des deux côtés. Les réunions s'espacèrent progressivement et le gouvernement équatorien semble avoir sérieusement envisagé l'hypothèse d'un conflit armé.³¹ Les Péruviens refusèrent pour leur part la proposition équatorienne destinée à sortir de l'immobilisme de porter un neutre, le brésilien Mello Franco, à la tête des débats.³² Cette même année 1937 cependant, soucieux de ne pas apparaître comme des empêcheurs de négocier, mais attentifs à la question de l'arbitrage potentiel, la délégation péruvienne proposa de définir la nature juridique de ce dernier par la Cour Permanente de Justice internationale de La Haye. Face au risque de voir ainsi s'enliser les discussions loin des regards des alliés du continent, les Équatoriens abattaient leurs cartes en proposant un arbitrage intégral : toute la frontière controversée entre les deux pays serait définie par le Président des États-Unis. C'était une grande surprise pour les Péruviens, car ils avaient réclamé de longue date ce type de mesure au cours de l'histoire du différend, contrairement aux Équatoriens qui avaient été au seuil de la guerre en 1910 pour éviter justement ce type d'arbitrage.³³ Cette fois-ci, l'arbitrage risquait cependant d'être favorable à l'Équateur. Les Péruviens étaient donc coincés entre leur traditionnel positionnement international et leur intérêt dans ce cas particulier. S'ils ne voulaient pas aboutir à cet arbitrage, leur seule possibilité était la sortie. Les Péruviens se retirèrent unilatéralement de la conférence, utilisant néanmoins un subterfuge qui leur permettait d'inviter l'Équateur à négocier bilatéralement à Lima. Retour donc, à la case départ, après deux ans d'intense activité. L'échec de la conférence de Washington semblait total.

³¹ Ángel Isaac Chiriboga, « Al ministro de Defensa nacional acerca del resultado electoral para Presidente del Perú y comentarios sobre la política interna del Perú », 18 octobre 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

³² Afrânio de Mello Franco (1870-1943), ministre des affaires étrangères du Brésil de 1930 à 1933, joua un rôle de premier plan dans les négociations entourant la guerre du Chaco ainsi que dans la résolution du conflit de Leticia. Pour ce dernier, c'est dans sa demeure, alors que son épouse accouchait à l'étage et qu'il n'était d'ailleurs plus chancelier, que se finalisa l'accord colombo-péruvien. Il était pour ces raisons considéré par les Équatoriens comme une personnalité respectée par les Péruviens.

³³ MARTÍNEZ RIAZA Ascensión, « Estrategias de ocupación de la Amazonía. La posición española en el conflicto Perú-Ecuador (1887-1910) » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (ed.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 241-335.

Encadré 1 : Chronologie de la conférence de Washington

1936

6 juillet : signature de l'Acte de Lima qui, sur la base du Protocole de 1924, prévoit des négociations directes suivies d'un éventuel arbitrage de droit.

30 septembre : ouverture de la conférence à Washington en présence du Président Roosevelt.

15 Décembre : le Pérou insiste sur le principe des nationalités et refuse de présenter une ligne de prétentions, alors que les Équatoriens les pressent de le faire.

1937

6 février : l'Équateur propose une ligne transactionnelle.

17 février : le Pérou fait appel au principe des nationalités pour dénigrer les prétentions équatoriennes qui ne seraient pas de « délimitation » mais de « revendications ».

5 mars : l'Équateur réfute les arguments précédents.

16 avril : l'Équateur propose un observateur neutre pour présider les débats en la personne du Brésilien Mello Franco.

30 juin : le Pérou refuse l'intégration de Mello Franco. Il propose de négocier à partir des « zones de contact » entre les deux pays et de soumettre la recevabilité des documents utilisés pour l'arbitrage éventuel à une décision de la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye.

9 août : l'Équateur refuse de porter la question à la Haye et de négocier sur les « zones de contact ». Il propose au contraire de négocier à partir de la ligne proposée le 6 février 1937 et qu'en cas de désaccord, l'intégralité de la délimitation entre les deux pays soit soumise à l'arbitrage du Président des États-Unis.

1938

2 mai : alors que les négociations officielles sont bloquées depuis de nombreux mois et que la tension est forte en raison des accrochages sur la côte, le Président Benavides reçoit de son homologue péruvien une invitation à continuer les négociations à Lima, à laquelle il ne donne pas suite.

23 mai : le Pérou présente son projet d'arbitrage préalable par la Cour de La Haye. L'Équateur refuse et réitère sa proposition d'arbitrage global.

28 septembre : le Pérou met fin unilatéralement à la Conférence par une annonce du chancelier à la radio de Lima, mais invite le gouvernement équatorien à continuer des

négociations à Lima.

29 septembre : le chancelier équatorien prend acte de la fin de la conférence dans un discours radiophonique sur la station « La voz de los Andes ».

La responsabilité des négociations dans la recrudescence des incidents de frontière

L'échec de la conférence est-il le fait du *Statu Quo*, un instrument imparfait de normalisation du litige ? Il porte certainement une part de responsabilité si l'on analyse les interactions entre les discussions juridiques des salons capitonnés de la haute diplomatie avec les incidents entre garnisons frontalières. Explorer les relations de la diplomatie avec le terrain est d'autant plus original que pour plusieurs commentateurs, ces deux cercles fonctionnaient en circuit fermé. Pour D. Zook, les négociateurs à Washington étaient tellement habitués aux tribunes belliqueuses dans la presse suite à quelque obscur accrochage frontalier que cela ne changeait rien au cours des négociations.³⁴ Pour les représentants étrangers même, comme le ministre le Saulnier de Saint-Jouan, ces incidents ne sont pas pris en compte, notamment par les Péruviens qui seraient certains de leur supériorité militaire.³⁵ Pourtant, tous s'accordaient à souligner la recrudescence de ces incidents de frontière justement depuis 1936.³⁶ Il n'est pas anodin non plus que dans le discours radical de rupture des négociations de Washington, le chancelier péruvien fasse explicitement et longuement référence aux incidents de frontière. Nous pensons donc au contraire que la référence à ces incidents n'était purement rhétorique, mais qu'elle témoignait d'une interaction qui explique l'escalade.

Il faut d'abord souligner les motivations de la souscription du *Statu Quo*. Pour les Équatoriens, il est clair que la médiatisation à Washington était l'objectif principal. Pour les Péruviens en revanche, outre le fait d'avoir fait accepter un arbitrage potentiel de droit qui leur convenait, il s'agissait aussi de marquer le terrain, comme le justifiait un *Mémoire* du chancelier de Lima :

« [contre] la tentative [équatorienne] d'établir des garnisons ou de prétendus postes de colonisation, destinés à dissimuler une occupation militaire, il s'agissait de mettre un terme à cette politique arbitraire et d'affirmer, en même temps, la légitimité de la présence de nos

³⁴ « Throughout the latter part of the year, protests of status quo violations were exchanged, but such events were so commonplace that they hardly influenced diplomacy». ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, Inc., 1964, p. 143.

³⁵ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de France à Lima, à Yvon Delbos, ministre des affaires étrangères, 15 juin 1937. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

³⁶ Albert Ledoux, chargé d'Affaires de France au Pérou, a.i., à son Excellence Monsieur Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, 25 juin 1938. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

garnisons avancées et de nos colons sur ces mêmes rivières. Ainsi serait clairement établie la responsabilité qui pourrait dériver de chocs ».³⁷

Voilà pour la version officielle. La version officieuse, exprimée dans une circulaire interne à la chancellerie, explique en sus l'avantage que représentait cette ligne imaginaire

« si favorable au Pérou, en relation à sa possession antérieure, qu'il a paru d'une évidence importante pour notre différend avec l'Équateur de lui donner une valeur juridique comme reconnaissance de la possession. Même dans le cas éventuel où la Conférence de Washington qui doit s'installer le 30 de ce mois, ne serait pas un succès, on peut penser que le statu-quo du 6 juillet aura une permanence indéfinie parce que l'Équateur n'a pas la capacité de le modifier en sa faveur et parce qu'un résultat secondaire d'une situation d'échec diplomatique serait la confirmation dudit statu-quo ».³⁸

Il y avait donc bien dès le départ de la part des diplomates péruviens la volonté de graver dans le marbre un accord temporaire, mais un accord qui avançait leurs positions, et de faire porter la responsabilité de la transgression de cette ligne à l'adversaire. Il ne s'agissait pas de limiter les incidents de frontière mais d'en rejeter la responsabilité sur l'autre. Ainsi s'explique la circulaire des Péruviens le lendemain de la signature de l'accord, définissant une ligne claire à partir des positions équatoriennes. On peut donc être d'accord avec le chargé d'affaire français Albert Ledoux qui mettait la multiplication des incidents sur le compte de la nouveauté d'une ligne relativement continue que les Péruviens opposent aux Équatoriens, tandis que ces derniers pouvaient auparavant se déplacer plus librement.³⁹ C'est par conséquent tout à fait logiquement que les Péruviens utilisèrent ce qu'ils présentaient comme des infractions au *Statu Quo* pour justifier leur retrait de Washington, qui correspondait en réalité à des considérations strictement diplomatiques :

« Il me revient de déclarer que la politique du Pérou, quand bien même elle a été ferme dans la défense de notre légitime possession, s'est caractérisée en tout instant par un esprit d'amitié et de modération accentuée. Chaque fois que des soldats de l'armée équatorienne firent incursion dans un territoire de notre actuelle juridiction, les garnisons péruviennes se sont limitées à arrêter les auteurs de l'infraction du statu-quo, et à les restituer ensuite, entourés de toute sorte de considérations et de garanties, à leur région militaire d'origine. Et si dans de rares cas il y eut à déplorer quelque choc armé entre des individus appartenant à des détachements de l'un ou l'autre pays, cela se dut aussi à des violations équatoriennes du statu-quo, et en aucune manière à des objectifs d'agression ou de violence de notre part ».⁴⁰

La boucle était donc bouclée. Les Péruviens avaient souscrit l'Acte pour souligner les torts des Équatoriens et ils mirent fin aux négociations prévues par cet Acte en raison de ces torts,

³⁷ ULLOA Alberto, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 13 de abril a 22 de octubre de 1936*, p. LVII. ACMRE.

³⁸ Ministère des Relations Extérieures, Circular n°2-6-B/18, 23 septembre 1936. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

³⁹ Albert Ledoux, chargé d'Affaires de France au Pérou, a.i., à son Excellence Monsieur Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, 25 juin 1938. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

⁴⁰ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de noviembre de 1937 al 20 de abril de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. 217. ACMRE.

grâce à une interprétation extensive du *Statu Quo*.

L'interprétation du *Statu Quo* par la chancellerie de Quito était bien différente, ce que reprochait le ministre équatorien à Lima en 1939 :

« Mon gouvernement ne peut que considérer comme inacceptable l'interprétation qui paraît prévaloir à la chancellerie péruvienne tendant à donner une plus grande latitude aux juridictions de droit des actuelles positions. Celles-ci prétendent en effet, d'une forme ou d'une autre, étendre leur rayon d'action jusqu'aux alentours des positions équatoriennes. Mon Gouvernement s'en tient au sens strict de tout *statu-quo ante*, qui impose l'obligation de laisser les choses telles et où elles étaient, et non pas seulement celle de ne pas franchir la ligne des positions adverses. Ne pas innover, et encore moins avancer, est une condition essentielle du respect de toute convention de *statu-quo* ». ⁴¹

Si la chancellerie de Quito avait une interprétation aussi restrictive de l'accord, c'est qu'elle avait tout à perdre des incidents de garnison, à l'inverse de la « stratégie du choc » que beaucoup de commentateurs ont bien voulu lui prêter. La tactique de visibilisation de l'affaire dans la capitale des États-Unis supposait l'immobilisme total sur le front, car les Péruviens pouvaient se prévaloir de tout incident d'importance pour quitter la table des négociations si chèrement acquise et retourner à une discussion bilatérale déséquilibrée. Cela se traduisait à Quito par des directives prudentes aux autorités militaires, par exemple lorsque le chancelier autorisait « la reconnaissance qui sera effectuée sur la rivière Huasaga du moment que cela ne soit pas interprété comme une violation du Statu-Quo de 1936 ». ⁴² Cette prudence était interprétée à son tour comme une pusillanimité par ces mêmes militaires, qui voyaient sur le terrain les troupes péruviennes avancer un peu plus chaque jour. La gestion de la chancellerie équatorienne était ainsi âprement critiquée par le ministre de la Défense en 1938 :

« Le ministre des affaires étrangères, avant la souscription de l'Acte du 6 juillet 1936, devait prévenir la Direction d'Orient de ce qui allait être convenu à Lima, afin que les positions équatoriennes avancent le plus possible, avec l'objectif d'étendre le territoire qui devait être sous souveraineté équatorienne ; et, au lieu de cela, on a ordonné qu'elles reculent, ce qui donna lieu à réduire les zones de contrôle équatorien, ce qui a facilité l'expansion exagérée du Pérou, qui de cette manière, sans aucun doute, appliquait les objectifs et ordres émis par le gouvernement péruvien. [...] Je n'ai jamais douté du jugement éclairé et du noble et élevé patriotisme de nos diplomates, mais malheureusement, les faits concrets nous démontrent clairement que, en plus d'un siècle, malgré tous les efforts développés et tous les triomphes obtenus dans le champ du droit, l'intervention diplomatique n'a pas donné de résultats effectifs et réels ». ⁴³

La critique militaire aux diplomates équatoriens montre qu'il n'y avait pas de consensus dans le pays quant à la gestion de l'*Oriente* et à l'attitude à adopter dans la question frontalière.

⁴¹ Gonzalo Zaldumbide, Légation de l'Équateur au Pérou, à Enrique Goytisolo, ministre des Relations extérieures, Lima, 17 novembre 1939. ALMRE, LEK-6-12 ; 2.5.10; legajo 168.

⁴² Ángel Isaac Chiriboga, « Al ministro de Defensa acerca del reconocimiento que efectuará en el río Huasaga siempre que no sea interpretado como violación del Statu-quo de 1936 », 14 novembre 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁴³ « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938. AHMRE, T.5.3.1.4.

Les diplomates ont pu vouloir l'immobilisme de leurs troupes, mais dans l'administration militaire et dans les postes frontières, on ne l'entendait pas de cette manière. Du côté péruvien, on trouve certes çà et là des commentaires désobligeants des militaires contre les diplomates de leur pays, accusés d'être trop conciliants, mais c'est surtout après la guerre que ces derniers furent accusés d'avoir rogné le succès des armes. Au cours des années 1930, les différents secteurs de gestion des *Orientes* semblaient plutôt aller de concert de ce côté-ci.

L'établissement d'une frontière provisoire communément acceptée a donc été un échec en 1936. Dès lors, ce fut la situation d'avant la signature de Lima qui prévalut sur le terrain, assez similaire à ce que Raúl Porras Barrenechea décrivait pour l'année 1930 dans un mémoire pour la chancellerie. Il y décrivait déjà « l'indétermination de la ligne du *Statu Quo* qui donnait lieu à une interprétation différente pour chacun des intéressés, sans que l'accord sur la possession de chacun n'arrive, sinon par la force », car « jamais n'a été fixée la ligne géographique qui devait être respectée ».⁴⁴ Avec la création d'une ligne sans la définir en 1936, les incidents d'auparavant continuaient mais cette fois l'existence théorique de la ligne permettait d'en dénoncer les déviations (figure 4). Il y avait plus d'incidents mais ils étaient, surtout, plus visibles. L'instrument même qui devait mener à l'heureux accord a donc une part de responsabilité dans l'échec des négociations directes de Washington. Il n'est cependant pas le seul.

B. La machine à négocier : une conciliation impossible

Qui prenait les décisions, sur quels critères, et avec quelle liberté d'action ? Dans ce développement, nous proposons une analyse comparée du processus décisionnel chez les deux adversaires. Nous montrons que l'immobilisme était déterminé par la trajectoire professionnelle des négociateurs et par le processus décisionnel qui donnait en réalité le dernier mot aux cercles des capitales moins animés par l'esprit de conciliation.

Les « docteurs », des experts piégés dans un raisonnement historico-juridique

Un des éléments explicatifs du fiasco de Washington est à rechercher dans la composition du personnel diplomatique gravitant autour des négociations. À Washington, les chefs de délégation sont Francisco Tudela pour les Péruviens et Homero Viteri Lafrontera pour les Équatoriens. Le péruvien Tudela (1876-1962) avait été à la tête de la délégation péruvienne à la SDN, et avait été en charge de plusieurs postes de prestige en Europe. Étant une des

⁴⁴ « Memorandum del señor Raúl Porras sobre el status quo en 1930 », 1930. ALMRE, LEK-20-1, Legajo 176.

principales figures diplomatiques du pays, il n'était pas spécialiste de la question limitrophe. Il avait toutefois participé aux discussions internes à la chancellerie, préalables à la signature de l'Acte de 1936. Il était d'ailleurs secondé par Arturo García Salazar (1880-1958), que nous avons croisé comme ministre du Pérou en Équateur et qui avait dirigé l'*Archivo de Límites*, le bureau de la chancellerie en charge de la conservation des documents historiques attestant les possessions territoriales du pays. L'autre principal conseiller était Víctor Andrés Belaúnde (1883-1966), considéré comme un des intellectuels les plus marquants du XX^e siècle péruvien, et qui avait aussi été directeur de l'*Archivo de Límites*, ainsi que représentant de son pays à la conférence péruano-colombienne de règlement du conflit de Leticia.⁴⁵ Le prestige était donc assisté de spécialistes chez les Péruviens.

Du côté équatorien, la délégation était présidée par Homero Viteri Lafronte, qui avait justement été à l'origine de l'accord de 1936. Cette fonction avait été proposée à Carlos Arroyo del Río, éminent juriste, spécialiste de ces questions et leader des libéraux, mais il avait refusé cet honneur en raison d'une « divergence d'opinion ».⁴⁶ Viteri était assisté par Alejandro Ponce Borja (1889-1945), avocat, docteur et professeur de droit, membre de la Junte consultative depuis 1928 et à la tête de cette commission en 1935. Il avait aussi été chancelier en 1934. Le troisième délégué était José Vicente Trujillo (1889-1970), avocat et éminent politique du parti libéral. Ils étaient assistés par José Ricardo Chiriboga, secrétaire de la délégation, qui avait eu la charge de compiler avant la conférence les « incursions péruviennes » sur le territoire équatorien pendant les trois décennies précédentes à partir des archives de la chancellerie.⁴⁷

Il est donc évident que des deux côtés, l'on avait envoyé, en plus de diplomates reconnus, des spécialistes du différend frontalier qui en connaissaient les ramifications historiques et juridiques. Parmi ces personnes compétentes, il faut souligner la surreprésentation de juristes, docteurs en droit, et de connaisseurs des archives historico-juridiques, en comparaison avec d'autres éventuels profils de négociateurs, que seraient des militaires ou de purs politiques par exemple. Cela ne devait rien au hasard, puisque le chancelier équatorien précisait que les membres de la délégation avaient été choisis en fonction de leur « patriotisme » mais aussi de

⁴⁵ Idéologue socio-démocrate, homme de presse, professeur universitaire, cet intellectuel et homme politique aux multiples facettes, fut par la suite ministre des affaires étrangères du Pérou (1958) ainsi que président de l'Assemblée générale des Nations Unies (1959). Son neveu Fernando Belaúnde Terry fut président de la République (1963-1968).

⁴⁶ Il est possible qu'Arroyo del Río n'ait pas souhaité intégrer une délégation qui l'eut éloigné des affaires nationales, ou encore en raison de la présence dans la délégation de José Vicente Trujillo, son rival au sein du parti libéral. « Carta del Doctor Carlos Arroyo del Río al Señor Federico Páez acerca de la proposición hecha por el Gobierno para que concurra como Delegado a la Conferencia de Paz », 9 août 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁴⁷ Apparemment remplacé ensuite par un certain L.Neftalí Ponce, « Secretario Interino de la Delegación ecuatoriana ». « Respuesta ecuatoriana de fecha 21 de octubre de 1937 ». ALMRE, LEI-6-6, legajo 161.

leurs « connaissances juridiques et diplomatiques ». ⁴⁸ L'appellation *Doctor* est encore aujourd'hui dans le monde latinoaméricain un signe de respect envers l'interlocuteur, qui ne dispose pas nécessairement d'un doctorat. C'est aussi le cas du *Licenciado* mexicain qui dispose rarement d'un titre universitaire. Le terme peut donc renvoyer à l'amateurisme éclairé de quelques aristocrates distingués entichés de diplomatie, comme il a été longtemps d'usage dans les Républiques latinoaméricaines comme européennes. Mais dans le cas de Washington, il s'agit véritablement de titres universitaires qui correspondent à une connaissance intime des ramifications juridiques de la controverse. Il s'agit donc déjà d'une fonction spécialisée.

Ce profil des négociateurs, bien que compréhensible sur un sujet technique de cette nature, a sans doute été un facteur décisif dans l'orientation rapide des discussions vers les classiques querelles historico-juridiques et le cul-de-sac rendant impossible toute concession. Cette orientation, qui arrangeait les Péruviens, avait d'ailleurs émergé à l'insu des Équatoriens, qui déploraient dans un document officiel que « les thèses opposées étant parfaitement connues, le débat historico-juridique n'est pas pertinent dans une négociation directe et transactionnelle ». Le document reconnaissait ainsi que « si la contre-réplique de l'Équateur prend une extension que la Délégation équatorienne ne souhaitait pas, cela ne se doit pas à un objectif délibéré de la part de ceux qui justement ont essayé d'éviter ce genre d'arguments, qu'ils soient courts ou étendus ». ⁴⁹ Les négociateurs équatoriens se seraient donc laissé emporter dans une discussion qu'ils ne souhaitaient pas, mais vers laquelle les interactions entre délégations et leurs compétences professionnelles les avaient naturellement orientés ! L'expérience préalable des négociateurs du différend péruano-équatorien était-elle d'ailleurs un véritable atout pour trouver une solution pacifique au litige ? Certains commentateurs notaient que les Péruviens qui s'étaient le plus frottés aux Équatoriens s'étaient radicalisés au contact de ce qu'ils considéraient comme des demandes exagérées de leurs voisins. C'était en particulier le cas de García Salazar qui avait été en poste à Quito et apparaissait comme l'un des plus radicaux. ⁵⁰

Des esprits plus politiques, plus ouverts à la concession, eurent néanmoins un rôle à jouer dans ce processus, en particulier dans les derniers feux de la conférence. Lorsque les Péruviens annoncèrent en septembre 1938 qu'ils mettaient fin à la conférence en considérant qu'elle avait

⁴⁸ Ángel Isaac Chiriboga, « Instrucciones generales, estrictamente reservadas, a los Señores Delegados del Ecuador a las Negociaciones limítrofes en Washington con los Delegados Peruanos », 31 août 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁴⁹ « Exposición de la Delegación del Ecuador en la Conferencia de Washington », 7 juin 1937. ALMRE, LEI-6-3, legajo 161.

⁵⁰ De retour de la Conférence de Buenos Aires, dans un avion, un certain Albornoz se plaint auprès d'Ulloa de ce que « su larga residencia en el Ecuador lejos de haber hecho de él un espíritu comprensivo y equitativo para este problema, parecía haberlo colocado en una posición intransigente ». Ministère des Relations Extérieures au président de la Délégation du Pérou à Washington, 4 mars 1937. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

dévié de son cadre d'origine, ils avaient aussi invité à continuer les conversations à Lima, comme l'avaient proposé les Équatoriens eux-mêmes, précisaient malicieusement les Péruviens. À Quito, ce fut une immense surprise et personne ne comprenait à quoi faisait référence cette indication péruvienne. Personne ne souhaitait un retour à des négociations à Lima, ce qui revenait à un retour en arrière de deux ans. Mais les Péruviens avaient exhumé un vrai document : le général Alberto Enríquez Gallo, brièvement à la tête de l'Équateur entre octobre 1937 et août 1938, avait en effet envoyé une lettre personnelle au Président péruvien, Óscar Benavides, proposant qu'en cas d'échec des négociations à Washington, celles-ci puissent continuer à Lima. Il entendait ainsi « arriver à un accord par le moyen de conversations entre les chefs d'État ». Peu de personnes à la chancellerie équatorienne étaient au courant, sauf le porteur de la lettre, Gonzalo Zaldumbide, depuis peu ministre d'Équateur au Pérou, parfois considéré un peu déconnecté de sa chancellerie.⁵¹ À la suite de l'annonce de la rupture des négociations, il est d'ailleurs rapatrié immédiatement à Quito pour s'expliquer devant la Junte consultative et le chancelier Tobar, fou de rage devant ce qu'il considère comme un sabotage pur et simple de toute la stratégie équatorienne.⁵²

Quel était le mobile du général Enríquez pour cette action solitaire manifestement prise en marge des canaux traditionnels de la décision diplomatique de son pays ? La proposition nous paraît mettre en évidence les raisons structurelles du blocage de Washington. Il s'agissait selon nous de la tentative d'un politique de passer au-dessus des négociateurs traditionnels, considérant qu'ils avaient échoué à ressasser les mêmes arguments de toujours, et qu'une conversation franche entre deux chefs d'État, qui plus est deux généraux, ne pouvait que surmonter les babillages d'experts, tandis que les négociations étaient au point mort. L'argument financier n'est pas non plus à écarter : le coût de la délégation de trois plénipotentiaires permanents à Washington était très élevé pour un petit pays comme l'Équateur qui n'avait pas de représentation diplomatique dans beaucoup de pays, et qui devait également financer l'impression des pamphlets distribués allègrement aux États-Unis pour soutenir la cause. Ces raisons s'avèrentent toutefois contreproductives, car les Péruviens, et le général Benavides en premier lieu, après avoir poliment décliné l'offre, avaient ressorti cette arme au moment opportun pour étouffer la négociation. C'est aussi le signe que la discussion

⁵¹ Ministère des Relations Extérieures au Président de la Délégation du Pérou à Washington, 5 mai 1937. ALMRE LEI-6-16, legajo 569.

⁵² « Memorandum con transcripciones de cablegramas y documentos anexos sobre la suspensión de las Conferencias Limítrofes Ecuatoriana-Peruanas en Washington por causa del Perú. Memorandum enviado a la Delegación Ecuatoriana para su información », Octobre 1938. AHMRE, T.5.3.1.4.

se déroulait effectivement dans le cadre d'appareils spécifiques qui ne laisseraient pas la question lui échapper.

Des stratégies décidées collectivement

Le caractère collégial de la décision diplomatique au sein des deux États est le deuxième grand facteur de blocage. En effet les positions diplomatiques n'étaient pas exclusivement décidées par les négociateurs de Washington, ni seulement par les chanceliers, mais par une machine bureaucratique bien établie.

Au Pérou, les services diplomatiques étaient en cours de professionnalisation. La loi 6602 de 1929 obligeait déjà les ambassadeurs à être des fonctionnaires de carrière. À partir de 1935, afin de rompre avec la diplomatie d'Augusto Leguía qui, de 1919 à 1930 avait mené une politique extérieure considérée par ses ennemis comme autoritaire et *entreguista*, le service diplomatique subit une profonde « réorganisation ». Les postes administratifs et de plénipotentiaires visent à être mieux pourvus par le système de l'assimilation (comme le détachement français). Un concours public est également mis en place pour entrer au « Service diplomatique ». Il s'agit de créer une véritable carrière diplomatique au cours de laquelle ses membres ne seraient pas dépendants du clientélisme politique. Le gouvernement espérait ainsi constituer un instrument diplomatique plus efficace et compétent, moins soumis aux aléas politiques, même si le projet de faire ainsi contrefeux aux programmes de politique extérieure des partis d'opposition (L'APRA et le PC en particulier) ne plaçait pas la chancellerie dans le cadre d'une stricte neutralité politique.⁵³ Parallèlement avait été échafaudé une commission consultative composée d'une douzaine à une vingtaine de personnes, qui connut une « brève splendeur » (Bákula)⁵⁴ au cours de la période 1933-1939, sous la présidence de Benavides. Ce dernier, autoritaire dans les affaires internes au pays, pouvait en effet chercher à légitimer ses décisions extérieures en s'appuyant sur le conseil de personnalités politiques ou techniques de premier plan. Le travail de la Commission sur le différend frontalier était mené par une sous-commission Équateur. Bien sûr, les avis de la commission étaient uniquement consultatifs, mais le général suivait souvent leurs résolutions, en particulier dans les négociations de Washington. C'est la commission, par exemple, qui décida de mettre fin aux négociations en 1938, avant d'en informer ensuite leur délégation à Washington. Le chancelier Concha estimait dans le bilan de son action que « la collaboration assidue et féconde de la Commission fut pour

⁵³ BÁKULA Juan Miguel, *El Perú en el reino ajeno: historia interna de la acción externa*, Lima, Universidad de Lima, Fondo Editorial, 2006, p. 125 sq.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 583-585.

la chancellerie d'une inappréciable valeur ». ⁵⁵ En plus de la Commission, l'action du ministère s'appuyait sur un système d'archives – et en particulier l'*Archivo de Límites* – qui a été perfectionné en instrument de preuve de souveraineté. En effet, alors que jusqu'au début des années 1930, les documents « affectés par l'action du temps et du climat, gisaient éparpillés dans les divers compartiments du palais de Torre Tagle », la chancellerie avait mené un important travail d'inventaire et de classement sur des critères « scientifiques », tout en reprenant la publication régulière du *Bulletin* du ministère interrompu depuis 1921. ⁵⁶

Du côté équatorien existait aussi une Junte consultative des affaires étrangères, composée également d'une douzaine de personnes. Ses membres étaient généralement des experts dans le champ juridique et frontalier. Un officier des forces militaires était également toujours présent. Ces experts étaient aussi des membres distingués de la société civile et des cercles politiques, le plus remarquable à ce titre étant Carlos Arroyo del Río, chef du parti libéral et futur Président de la République (1940-1944). La commission intégrait en sus des éléments qui n'étaient pas du même parti, notamment des libéraux et des conservateurs, alors que la lutte politique était extrêmement âpre. Comme dans le cas péruvien, le poids de cette réunion de notables était important. Dans de nombreux cas, le chancelier terminait ses directives par le rappel qu'elles avaient été approuvées par la Junte, sans doute pour leur donner plus de poids. Il y a d'ailleurs des cas de consultation beaucoup plus large que la douzaine de personnes de la Junte, pendant les événements de Leticia, comme nous avons vu, et encore en 1936 pour préparer la conférence de Washington. Dans ce dernier cas, la chancellerie avait interrogé de nombreux notables et experts sur leur vision de ce que devrait être la stratégie équatorienne à Washington et les arguments historico-juridiques à employer. Cette junte d'experts et de notables, civils et militaires, conservateurs et libéraux, permettait de combler en partie l'instabilité proverbiale des gouvernements équatoriens et de mener une politique extérieure cohérente, traversant plusieurs gouvernements, voire plusieurs régimes. Certes, l'intrusion de *caudillos* politiques comme le général Enríquez pouvait parasiter son action. De même, l'absence de chancelier ou de représentant diplomatique dans les principales capitales en raison d'un changement de gouvernement ou de restrictions budgétaires, empêchaient une application efficace des principes décidés. Il faut d'ailleurs souligner les limitations financières de la chancellerie de Quito qui ne pouvait pas toujours appliquer ses stratégies faute de personnels

⁵⁵ Le Palais de Torre Tagle est l'édifice où siège la chancellerie péruvienne. CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de noviembre de 1937 al 20 de abril de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. non notée.

⁵⁶ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 14 de setiembre de 1934- 12 de abril de 1936*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1936, p. LXXXV.

ou de moyens. Mais la stratégie générale, au moins, était pensée par le même groupe de personnes, en tentant de dépasser les clivages politiques, avec l'appui de l'organe spécialisé qu'était la *Dirección de Límites*, homologue de l'*Archivo de Límites* péruvien. Pour un pays ravagé par les guerres politiques intestines, c'était déjà beaucoup.

Des deux côtés, il n'est donc pas exact d'affirmer que la diplomatie était complètement secrète. Certes, les chancelleries ne souhaitaient pas ébruiter leurs manœuvres dans la presse, mais il y avait une recherche de consensus dans la classe dirigeante. Cela ne garantissait pas cependant l'unanimité, et des divergences pouvaient se faire jour, au sein des commissions mais aussi entre les représentants. Zaldumbide par exemple, considérait que Viteri n'était « pas la personne la plus indiquée pour agir en ce moment à Washington », tandis que l'action même de Zaldumbide à Lima était questionnée.⁵⁷ Du côté péruvien, des divergences avaient émergé entre Arturo García Salazar, Victor Andres Belaúnde, et la chancellerie à Lima sur la stratégie juridique qu'il fallait adopter.⁵⁸ Dans ces cas de divergences, c'était le Président péruvien aidé par la Commission qui tranchait, tandis que du côté équatorien, il semble que ce rôle incombait plus au chancelier, le chef d'État étant plutôt faible. Les délégués recevaient alors des instructions qui avaient longuement été discutées, amendées et qui étaient connues des cercles de pouvoir. Les délégués de Washington reçurent ainsi au moment de commencer les négociations, des instructions extrêmement précises sur l'attitude à adopter non seulement dans le domaine des arguments juridiques, mais aussi envers les représentants diplomatiques des autres pays, la presse et la société civile.⁵⁹ Leur attitude dans la salle à la ville et à la salle de négociations était donc décidée par d'autres.

Les enseignements de cette rapide analyse du processus décisionnel peuvent être au moins de deux. Premièrement, la faiblesse équatorienne n'était que relative. Les similarités de fonctionnement entre les deux chancelleries montrent une étonnante convergence dans la professionnalisation des acteurs et dans la collégialité des décisions. Équatoriens et Péruviens partageaient généralement une même culture juridico-diplomatique et naviguaient dans des régimes avec lesquels ils avaient appris à composer. Cette similarité explique aussi, deuxièmement, l'échec de la conférence de Washington. Les délégués de chaque pays n'avaient pas la marge de manœuvre nécessaire pour effectuer des concessions significatives,

⁵⁷ Ministère des Relations Extérieures au président de la Délégation du Pérou à Washington, 5 mai 1937. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

⁵⁸ Ministère des Relations Extérieures à Arturo García Salazar, délégué à Washington, 3 décembre 1936. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

⁵⁹ Ángel Isaac Chiriboga, « Instrucciones generales, estrictamente reservadas, a los Señores Delegados del Ecuador a las Negociaciones limítrofes en Washington con los Delegados Peruanos », 31 août 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

ni l'inventivité qui auraient pu mener à un véritable accord. Engoncés dans des schémas argumentatifs préexistants, soumis aux directives strictes de leurs capitales respectives, et sous le feu d'accusations hypothétiques de trahison à la patrie, le Péruvien Tudela, l'Équatorien Viteri et leurs délégations n'avaient aucune chance d'avancer réellement. Dans cette perspective, il ne restait, pour faire avancer la cause, qu'à rallier à sa position d'autres forces capables de faire pencher la balance.

III- La schizophrénie andine dans le théâtre diplomatique de l'entre-deux-guerres

Jusqu'en 1939, les négociations se maintinrent dans le cadre bilatéral. Toutefois, elles se développaient dans un environnement diplomatique aux multiples théâtres en Amérique et en Europe. Si ceux-ci ne pouvaient en réalité exercer de contrainte directe sur les protagonistes, l'insertion du Pérou et de l'Équateur dans ces réseaux configura une véritable schizophrénie entre le discours public que Lima et Quito avaient développé depuis longtemps et leurs intérêts territoriaux du moment.

A. Un idéal partagé de paix et d'arbitrage en Europe et en Amérique

Depuis les années 1920, en Amérique comme en Europe régnait une véritable mystique de la paix. Les efforts de la SDN et plus encore le fameux *Pacte Briand-Kellog* de 1928 mettant la guerre « hors-la-loi » étaient les traces visibles de cet engouement européen et mondial. Les États latino-américains, convaincus d'être le « continent de la paix », en plus d'avoir souscrit pour certains à ces textes européens, avaient forgé dans le cadre des réunions interaméricaines une multiplicité d'instruments de sauvegarde de la paix. Souvent considérés comme trop nombreux et inopérants, il n'est pas inutile d'en rappeler brièvement la logique.⁶⁰

Depuis les débuts de l'Union des Républiques américaines à la fin du XIX^e siècle, l'arbitrage avait été prôné comme le plus sûr moyen d'atteindre le règlement pacifique des conflits sur le continent, en particulier territoriaux. Malgré l'usage de cet outil dans la pratique, il n'y avait pas encore de norme clairement définie et spécifique à l'hémisphère occidental. C'est le *Pacte Gondra*, ou *Convention pour le règlement pacifique des conflits entre les États américains*, qui

⁶⁰ Les développements suivants sont directement inspirés du travail non publié : WEHRLI Yannick, *États latino-américains, organismes multilatéraux et défense de la souveraineté. Entre Société des Nations et espace continental panaméricain (1919-1939)*, thèse de doctorat inédite sous la direction de Aline Helg, Université de Genève, 2016, p. 322-354.

constitua un pas décisif en 1923 à Santiago du Chili en instituant l'arbitrage comme moyen de résolution des conflits. Au cours des conférences suivantes de La Havane en 1928, Washington en 1929, et Montevideo en 1933, d'autres instruments furent proposés. Ces textes posaient généralement comme moyen de résolution des conflits l'enquête, la conciliation et l'arbitrage. Si certains déclaraient illégales les acquisitions territoriales par la force, ils ne prévoyaient pas de véritables sanctions, qui étaient assimilées à l'interventionnisme étasunien honni et auquel même le gouvernement de Washington renonça avec son virage pour la politique de « Bon voisinage ». Par ailleurs, les ratifications prenaient du temps, voire n'arrivaient pas du tout, car de nombreux États, plus concernés par les conséquences de la crise économique et peu soucieux de hâter la mise en place d'instruments limitant leur souveraineté nationale, préféraient en repousser l'échéance. Dans cette perspective, les différents textes semblaient bien inopérants, même signés, ce qui est fort visible avec le fameux *Traité anti-guerre* de Saavedra Lamas incarnant ce « succès de l'inutile » (Yannick Wehrli).⁶¹

Le Pérou et l'Équateur étaient signataires de plusieurs de ces textes. Le Pérou était doublement attaché aux principes pacifiques qui y étaient énoncés en raison des litiges avec l'Équateur mais aussi avec le Chili. La chancellerie du Rimac passait ainsi pour le plus ardent défenseur de l'arbitrage comme moyen de résolution des conflits dans les forums internationaux, ce que les polémistes équatoriens ne manquèrent pas d'invoquer à partir des années 1950 pour soutenir la thèse de la nullité du Protocole de 1942.⁶² Les Équatoriens au contraire, traditionnellement défavorables à l'arbitrage, campaient plutôt généralement en faveur d'une procédure non contraignante. Ils entendaient cependant se servir de ces grands principes comme d'une arme. Pendant les événements de Leticia, la chancellerie de Quito n'avait pas manqué de rappeler ironiquement à Lima les impératifs du Pacte Briand-Kellog.⁶³

En juillet 1936, la signature de l'Acte de Lima intervenait donc dans une des phases les plus aiguës de pacifisme panaméricain, au moment de la préparation de la Conférence Interaméricaine de Consolidation de la Paix à Buenos Aires au cours de laquelle la surenchère

⁶¹ Ce Traité de Río (1932) représentatif de cet état d'esprit condamnait les guerres d'agression et imposait le règlement pacifique des conflits, contraignait les parties contractantes à ne pas employer la force dans le règlement des questions territoriales et ne pas reconnaître d'acquisition territoriale par la force des armes, auquel cas les autres pays adopteraient une attitude commune et solidaire. Malgré le caractère imprécis et contreproductif de ce texte porté par un chancelier argentin cynique et mégalomane, il fut signé par une trentaine de pays. WEHRLI Yannick, *États latino-américains*, op. cit., p. 334-350.

⁶² Voir l'énumération de tous les textes souscrits par les Péruviens dans la thèse francophone de droit ACEVEDO Alain DE, *Le conflit entre l'Équateur et le Pérou et ses possibilités de règlement pacifique : l'état actuel du droit panaméricain en ce qui concerne la solution des conflits internationaux*, Thèse pour le Doctorat en Droit, Paris, 1950, p. 104-114.

⁶³ PÉREZ SERRANO, *El tercero en la discordia*, op. cit.

pacifiste atteignit des sommets. La multiplication des projets de paix était telle qu'à la 8^{ème} conférence internationale des États américains de Lima en 1938, il s'agissait de trouver une manière de relier les quelques huit textes existants. Dans ce climat, personne n'était donc dupe des intentions de Quito pour déplacer les négociations à Washington, même pour les diplomates français. Le ministre Le Saulnier de Saint-Jouan commentait ainsi que si l'Équateur avait « capitulé » sur la définition juridique de l'arbitrage, une fois installé dans la capitale des États-Unis, « il lui sera autrement facile de faire appel à l'opinion américaine, de provoquer des interventions favorables, en un mot de manœuvrer » ; et ce « sentimentalisme panaméricain [...] fera pression sur [le Pérou] pour l'amener à quitter le terrain du droit strict pour celui de la conciliation ». ⁶⁴

Les Équatoriens cherchaient donc à amener les Péruviens à mettre en œuvre les grands principes pacifiques panaméricains que les pays du continent, y compris les deux protagonistes, partageaient.

B. Le Président des États-Unis : arbitre pragmatique exogène

L'appel aux principes pacifiques du continent se fondait aussi sur le recours éventuel à l'arbitrage du Président des États-Unis. Or, Péruviens comme Équatoriens anticipaient que cet arbitrage serait nécessairement d'un pragmatisme anglosaxon, qu'ils considéraient étranger à leur tradition diplomatique.

Dès la signature de l'Acte de Lima, le délégué équatorien avait déclaré :

« Ce protocole qui est destiné à résoudre, dans l'esprit le plus amical et fraternel, nos différends limitrophes, est la première pierre de l'exécution définitive du grand œuvre de solidarité internationale. Après les accords directs et les transactions mutuelles, le dernier mot sera prononcé par le pouvoir le plus formidable de la terre, par la Nation qui par sa force et par sa justice, loin d'être une menace, est le bastion de l'intégrité de nos droits ». ⁶⁵

Cette déclaration concupiscente envers le grand voisin du Nord, semblait globalement confirmée par les dires du propre Président Roosevelt qui déclara lors de l'inauguration que

« cette décision de ces deux grandes républiques d'accélérer la solution pacifique de cette interminable controverse sera vue comme un motif d'encouragement et de gratitude par tous les amants de la paix sur le Continent américain. Cela jouera beaucoup pour assurer le succès des délibérations des vingt-et-une Républiques américaines à la proche conférence inter-américaine de paix ». ⁶⁶

⁶⁴ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de France à Lima, à Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, 28 juillet 1936. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

⁶⁵ « Exposición de la Delegación del Ecuador en la Conferencia de Washington », 7 juin 1937. ALMRE, LEI-6-3, legajo 161.

⁶⁶ « Correspondencia sobre petición del Departamento de Estado respecto del arbitraje entre Perú y Ecuador, 1936-1938 ». ALMRE. LEI-6-23, legajo 569. Roosevelt fait référence à la conférence de Buenos Aires de 1936.

Ces déclarations n'étaient pas de nature à rassurer le Pérou, qui se sentait à Washington l'objet d'une intense pression morale, et craignait l'arbitrage étasunien. L'ambassadeur péruvien aux États-Unis, Manuel de Freyre y Santander, résumait ainsi ce que les Péruviens pensaient d'un éventuel arbitrage étasunien, en opposant pour cela l'esprit anglo-saxon à l'esprit français :

« Les États-Unis désirent, par idéalisme et pour d'évidentes considérations d'ordre utilitaire, que les litiges internationaux non réglés en Amérique soient liquidés pacifiquement. Ils désirent par ailleurs être le facteur prépondérant dans cette liquidation, parce qu'ils considèrent que leur désintéret et leur haute influence morale sur le Continent les désignent pour cette mission [...]. Chez l'anglo-saxon prédomine le sentiment de la rectitude, ce que Madariaga appelle en anglais le « *fair play* », tandis que le Français, disons, obéit aveuglément aux avis de la logique, « *le droit* », ⁶⁷ et les applique sans douter, même s'il doit mettre à terre la moitié du monde pour cela ». ⁶⁸

En opposant esprit anglosaxon et esprit latin, il était clair pour Lima qu'un arbitrage des États-Unis lui serait très défavorable, écartant ses titres historiques au profit d'une justice pragmatique et équitable qui favoriserait ce qui passait pour la petite République de l'Équateur face à l'ogre péruvien. Le gouvernement péruvien savait à quoi s'en tenir. Lima avait été échaudé par un autre arbitrage prononcé onze années plus tôt. Comme le rappelait Porras dans son ouvrage classique sur les frontières du Pérou, alors que dans les années 1920 « le sérieux des États-Unis comme arbitre inspirait une pleine confiance », ⁶⁹ les Péruviens avaient ensuite gardé un très mauvais souvenir de l'arbitrage du Président des États-Unis, Calvin Coolidge, qui en 1925 dans l'affaire chiléno-péruvienne de Tacna et Arica avait rendu une décision considérée sur le fond et sur la forme comme insultante et pro-chilienne. Cet arbitrage avait cependant été en partie compensé par l'attitude des généraux John Pershing et William Lassiter chargés d'en exécuter les termes. ⁷⁰ Le chancelier Ulloa pouvait ainsi encore regretter en 1936 chez le Président Roosevelt « l'ignorance sommaire qui caractérise les Nord-Américains lorsqu'il ne s'agit pas de leur spécialité » et indiquait que la position du gouvernement péruvien était « de tout faire pour éliminer la personne du Président des États-Unis [en s'appuyant] sur

⁶⁷ En français dans le texte.

⁶⁸ Manuel de Freyre y Santander, ambassadeur du Pérou à Washington, à Alberto Ulloa, ministre des Relations Extérieures, 15 juillet 1936. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569. La citation fait sans doute référence à l'Espagnol Salvador de Madariaga (1886-1878) qui avait présidé dans les années 1920 la commission du désarmement de la SDN et publié ses conclusions sur la « psychologie » des nations. MADARIAGA Salvador de, *Ingleses, franceses, españolas: ensayo de psicología colectiva comparada*, Madrid, Espasa-Calpe, 1932.

⁶⁹ PORRAS BARRENECHEA Raúl et WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia de los límites del Perú*, Lima, Ed. Universitaria, 1981, réédition Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú. Dirección de Planeamiento y Evaluación de Programas, 1997, p. 146. La première version, sans les ajouts de Wagner de Reyna, date de 1930.

⁷⁰ Ceux-ci ne menèrent pas à son terme le référendum décidé par l'arbitrage et dénoncèrent l'attitude intimidante des autorités chiliennes. La dispute se solda en 1929 par un traité bilatéral, inaugurant de très bonnes relations entre le Pérou et le Chili. PORRAS BARRENECHEA et WAGNER DE REYNA, *Historia de los límites, op. cit.*, p. 145-160.

l'incompatibilité entre un arbitrage *juris* et la position éminemment politique que représente un chef d'État ». ⁷¹ Notons que cette position, majoritaire, pouvait être nuancée par certains. Tudela, depuis Genève, avant de s'embarquer comme chef de la délégation à Washington, annonçait qu'il avait étudié les décisions des États-Unis dans les litiges frontaliers internationaux et des États de sa fédération. Il en déduisait que les États-Unis étaient en réalité favorables à la possession effective d'un territoire, ce qui tendrait à avantager les Péruviens. Son avis demeurerait cependant assez minoritaire. ⁷² Le chancelier De la Fuente rappelait au contraire « l'ambiance de méfiance » qui présidait contre les États-Unis en raison de l'arbitrage chilien, mais nuancait : « notre pays est aujourd'hui loin de la politique de subordination aux États-Unis qui a caractérisé cette période [le *Oncenio*] de notre histoire diplomatique » et il notait qu'une utilisation judicieuse de l'opinion publique péruvienne pourrait infléchir le jugement étasunien. ⁷³

Nous ne pouvons pas connaître la nature de la décision qu'aurait rendu le Président Roosevelt, mais l'on peut souligner que le sous-secrétaire d'État s'agaçait de la ferme croyance équatorienne en un arbitrage en leur faveur. ⁷⁴ Les Équatoriens, sans se sentir offensés comme les Péruviens par l'histoire de l'arbitrage des États-Unis, partageaient en réalité cette croyance au pragmatisme anglosaxon, d'où leur tentative désespérée en 1938 de remettre tout le litige dans les mains du Président. Il faut souligner la contradiction dans laquelle les Péruviens avaient été enfermés par les Équatoriens. C'était l'Équateur qui avait en 1910 rejeté l'arbitrage espagnol, tandis que le Pérou l'approuvait. Puis dans les années 1930, le Pérou s'était positionné dans les grandes réunions hémisphériques comme le défenseur de l'arbitrage pour résoudre les conflits. Il semblait désormais incohérent de leur part de rejeter un arbitrage concernant leurs propres territoires. Mais ils ne firent jamais assez confiance à Roosevelt et à son administration, qu'ils accusaient en somme de ne pas partager leur culture juridico-administrative. Or, puisque tout accord partiel avec les Équatoriens signifiait le déclenchement automatique de l'arbitrage de Roosevelt, les péruviens firent en sorte de ne s'accorder sur rien avec leurs homologues équatoriens. L'esprit de paix pragmatique des États-Unis a donc joué en défaveur d'une solution pacifique au litige. Mais cet esprit pacifique ne régnait pas qu'à Washington. Il s'incarnait aussi dans les grandes conférences interaméricaines qui se

⁷¹ Le ministre des Relations Extérieures à Francisco Tudela, 23 juillet 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁷² Francisco Tudela au ministre des Relations Extérieures, Genève, 7 août 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁷³ Ministère des Relations Extérieures au président de la Délégation du Pérou à Washington, 4 mars 1937. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

⁷⁴ ZOOK, *Zarumilla-Marañón. op.cit.*, p. 125.

déroulaient alors à un rythme plus élevé qu'avant.

C. Les conférences interaméricaines : impuissance concrète mais poids moral

Dans le cadre du système panaméricain auxquels participaient Pérou et Équateur,⁷⁵ les grandes conférences qui se succèdent dans les années 1930 offrent un autre cadre à la controverse. Dans cette phase, c'est l'impuissance du système à se saisir de la question qui domine, tout en exerçant une pression morale très forte sur le Pérou, attisant les tensions avec l'Équateur qui cherche à en profiter.

Depuis l'affaire de Leticia, le gouvernement péruvien était avide de recouvrer sa crédibilité internationale. Cet objectif s'est concrétisé dans un fort investissement dans le système interaméricain que l'Équateur a cherché à retourner contre son ennemi.

Le système américain s'était progressivement formé au XIX^e siècle.⁷⁶ L'union avait été précocement prônée par Bolívar au Congrès de Panama (1826). L'absence de beaucoup d'acteurs du continent et les divisions ne permirent pas de concrétiser l'objectif, mais le congrès demeura un mythe régulièrement réactivé. Les nouvelles républiques latino-américaines ont eu tendance à cette époque à s'allier contre le retour de l'Espagne ou se livrer des guerres intestines selon les cas. Parallèlement, les États-Unis avaient formulé dès 1823 la Doctrine Monroe qui rejetait l'influence européenne sur le continent et consacrait l'idée d'un « hémisphère occidental » composé de « Républiques sœurs », une phraséologie très présente dans les années 1930. Les intérêts convergèrent en 1889 lorsque que la Conférence de Washington créa l'Union Internationale des Républiques Américaines (plus tard l'Union Panaméricaine et en 1948, l'Organisation des États Américains qui se présente comme son héritière et donc comme la plus ancienne organisation interétatique du monde) dont le Secrétariat permanent était installé dans la capitale des États-Unis. Les activités de cette union étaient à la fois politiques et économiques. Elles orientèrent les relations du continent vers la résolution pacifique des

⁷⁵ Le panaméricanisme renvoie plus facilement à l'idéologie qui prône l'union de tous les Américains, tandis que le terme interaméricain suppose plutôt une relation entre États ou internationale. En réalité, les deux se confondent largement, comme c'est le cas dans le nom de l'Union panaméricaine. Nous utilisons donc les deux termes comme équivalents.

⁷⁶ Utile synthèse de cette genèse dans DUMONT, *De la coopération intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 209-248. On se reportera pour plus de détails à quelques titres utiles : AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Géopolitique et frontières en Amérique latine » dans HARDY Sébastien et MÉDINA Lucile, *L'Amérique Latine*, Editions du Temps, Questions de Géographie, 2005, p. 11-33 ; QUEUILLE Pierre, *L'Amérique latine, la doctrine Monroe et le panamericanisme : le conditionnement historique du Tiers Monde latino-américain.*, Paris, Payot, 1969 ; ASSOCIATION ALEPH, « Bolivarisme, panaméricanisme, interventionnisme : trois moments pour penser l'Amérique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 1997, vol. 67, p. 21-48 ; ATKINS G. Pope, *Encyclopedia of the Inter-American System*, Greenwood Publishing Group, 1997.

conflits en prônant en particulier l'arbitrage, et tachèrent de développer les échanges économiques. Toutefois, la pratique impériale des États-Unis qui formulèrent le corollaire Roosevelt en 1904 consacrant leur rôle de gendarme de l'Amérique Latine, attisèrent la méfiance. L'interventionnisme des États-Unis en Amérique Centrale était perçu comme une menace, et à la sortie de la Première Guerre mondiale, les républiques du Sud adhèrent avec d'autant plus d'enthousiasme à la SDN qu'elle n'était pas dirigée par Washington. Un virage s'amorça advint au tournant des années 1920 et 1930 lorsque les États-Unis décidèrent de s'investir plus subtilement dans cette Union pour faire face à la SDN qui bientôt montrerait sa faiblesse. La conférence de La Havane (1928) puis celle de Montevideo (1933) consacrent ce virage avec l'adoption de la politique de « bon voisinage », avec laquelle le gouvernement des États-Unis s'interdit l'ingérence dans les affaires internes de l'hémisphère. Un nouvel élan est alors donné à l'organisation qui multiplie les conférences et continue sa politique de coopération technique et intellectuelle qui a peut-être été la plus féconde car la moins politisée. Il existe entre autres une Commission Interaméricaine des Femmes, un Institut Panaméricain de Géographie et d'Histoire et un Institut Interaméricain de Coopération Intellectuelle. Dans les années 1930, les grandes conférences hémisphériques sous des formules juridiques diverses continuèrent ainsi avec une fréquence accélérée, une assistance remarquable et un enthousiasme affecté. : après Montevideo, Buenos Aires en 1936, Lima en 1938, Panama en 1939, La Havane en 1940, Rio de Janeiro en 1942, sans compter les réunions des Instituts spécialisés.

Ces réunions interaméricaines, au cours desquelles les délégués de tous pays rivalisaient pour clamer leur enthousiasme pacifiste, étaient des moments particulièrement tendus pour les Péruviens. Or, pendant la conférence de Washington, deux réunions d'importance eurent lieu : la première à Buenos Aires et la seconde à Lima même (sa préparation eut lieu durant la Conférence mais sa tenue fut postérieure à la rupture des négociations). À Buenos Aires, la conférence de Washington venait de commencer et l'enjeu était principalement de poser les bases d'une véritable sécurité continentale, dans un contexte mondial anxiogène.⁷⁷ Le Pérou avait officiellement répondu très favorablement à l'invitation de la conférence. Benavides répond ainsi à Roosevelt en février 1936 que « le Pérou, qui en raison de son différend avec la Colombie, a eu l'opportunité de révéler au monde son esprit sincèrement américaniste, et qui depuis le début de la guerre entre la Bolivie et le Paraguay a apporté à chaque instant son loyal et résolu concours pour y mettre fin, accueille avec la plus grande sympathie la généreuse

⁷⁷ DUMONT, *De la coopération intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 247-248.

suggestion ». ⁷⁸ Face aux États-Unis qui auraient souhaité des avancées substantielles pour montrer que la paix continentale avançait à Buenos Aires, les délégués péruviens avaient ordre de transmettre l'inflexibilité de leur gouvernement, qui « ne céderait pas un pouce de terrain sur le Marañón et l'Amazone ». ⁷⁹ Il semble d'ailleurs que la question ne fut pas réellement discutée à Buenos Aires, si ce n'est par une unique intervention du délégué équatorien Antonio Pons, vite refermée par le délégué péruvien. ⁸⁰ Tout au plus planait dans l'air la suggestion de nommer un individu neutre pour présider aux négociations péruano-équatoriennes, sur le modèle de Mello Franco dans la controverse péruano-colombienne. ⁸¹ Quant aux Équatoriens, ils étaient divisés sur cette rencontre. D'abord, il fut difficile à la chancellerie de trouver un président de délégation, Arroyo del Río refusant, puis d'autres émettant des conditions particulières. Ensuite, leur litige n'y étant pas à l'agenda, certains estimaient inutile la présence équatorienne. Le chancelier rappela cependant qu'une mise à l'agenda était toujours très difficile, et qu'il importait de présenter l'Équateur comme le plus fervent partisan d'accords négociés, en portant le projet d'une SDN américaine complémentaire de la SDN mondiale. ⁸² Pour tempérer les exigences des militaires équatoriens, qui criaient à l'invasion lente mais décidée du territoire national, le même chancelier assura qu'aidé d'autres pays, la délégation équatorienne proposerait une motion qui interdirait toute « occupation ou acquisition de territoires par la force des armes », ainsi que de nier « toute valeur juridique à l'invasion, l'annexion et la conquête ». ⁸³ En réalité, ce type de proposition était commun dans les forums panaméricains, et non propre aux enjeux équatoriens, et rien ne vint réellement mettre leur question frontalière au cœur des discussions en Argentine.

La conférence de Lima en 1938 était encore plus périlleuse pour les Péruviens, et les Équatoriens appuyèrent justement sur ce point dans les échanges officiels entre légations : « Le Pérou qui s'est enorgueilli d'être un leader continental de l'arbitrage, ne pourrait pas, au cours

⁷⁸ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 14 de setiembre de 1934-12 de abril de 1936*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1936, p. 76.

⁷⁹ Ministère des Relations Extérieures à Arturo García Salazar, délégué à Washington, 3 décembre 1936. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

⁸⁰ DE LA FUENTE César A., *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, 23 octubre de 1936 al 29 de Octubre de 1937*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. XLVIII.

⁸¹ Ministère des Relations Extérieures au président de la Délégation du Pérou à Washington, 4 mars 1937. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

⁸² « Al doctor Carlos Arroyo del Río haciendo comentarios sobre varios puntos internacionales y pidiéndole concurre a la Conferencia de Paz de Buenos Aires », 12 août 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁸³ Ángel Isaac Chiriboga, « Al ministro de Defensa nacional acerca de los avances peruanos en el Oriente sin respetar el statu quo de Lima que consta en el Acta del 6 de julio de 1936 », 11 novembre 1936. AHMRE, T.5.3.1.2. C'est justement sur ce type de raisonnement que se base dans la deuxième moitié du XXe siècle la dénonciation équatorienne d'une « invasion » militaire péruvienne et partant de l'illégalité du Protocole signé en 1942.

de la même année et à la veille de la huitième Conférence Panaméricaine de Lima, repousser l'arbitrage de droit du Président des États-Unis d'Amérique que lui propose l'Équateur ».⁸⁴ Les mêmes éléments de langage étaient d'ailleurs répétés aux légations étrangères, dans une opération coordonnée de la chancellerie, puisque Zaldumbide déclara au ministre Le Saulnier de Saint-Jouan qu'il « serait inconcevable m'a dit en souriant l'aimable M. Zaldumbide, que le Pérou réunisse les autres États Américains dans une session solennelle de fraternité continentale en continuant à refuser non seulement de régler mais même de discuter son litige avec nous ».⁸⁵ En pleine conférence, la délégation équatorienne fit par ailleurs circuler un feuillet bilingue (anglo-castillan) de grand format et typographiquement très bien présenté défendant son point de vue, rappelle l'historien Denegri Luna.⁸⁶ La pression n'avait donc sans doute jamais été aussi forte sur les épaules péruviennes, mais la chancellerie du Rimac réussit une fois encore à ne pas inscrire le différend péruano-équatorien à l'agenda de la conférence, et repoussa pendant la conférence toutes les propositions du chancelier équatorien visant à reprendre de véritables négociations.⁸⁷ La position équatorienne était également affaiblie par la dissolution à Quito du Pouvoir constituant par l'exécutif, exposant une « anarchie interne » à l'Équateur.⁸⁸ La conférence de Lima réaffirma finalement la volonté de conciliations des États latinoaméricains et accoucha surtout de la *Déclaration de Solidarité Américaine* (ou *Déclaration de Lima*) qui instituait un mécanisme de consultation des ministres des affaires étrangères « dans les circonstances qui les rendaient désirables »,⁸⁹ qui serait décisif au moment de l'entrée dans le conflit mondial. Déjà, la guerre mondiale menaçait de recouvrir le petit litige andin d'un voile d'indifférence.

L'impossibilité pour le système interaméricain à se saisir de la question frontalière est caractéristique de son fonctionnement que nous approfondissons dans le chapitre suivant. Le principe d'unanimité et les logiques de bloc qui y présidaient ne pouvaient permettre d'avancer sur une question si l'un des acteurs, soutenu par d'autres en monnayant cette faveur, ne le souhaitait pas. Cependant, ces réunions n'étaient pas complètement sans effets. Le poids moral que faisaient porter ces grandes messes diplomatiques sur les deux acteurs était absolument

⁸⁴ « Respuesta ecuatoriana de fecha 21 de octubre de 1937 ». ALMRE, LEI-6-6, legajo 161.

⁸⁵ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de France au Pérou, à Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, 26 avril 1938. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

⁸⁶ DENEGRI LUNA Félix, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Bolsa de Valores de Lima, 1996, p. 266.

⁸⁷ TOBAR DONOSO Julio, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica*, Quito, Ecuador, Banco Central del Ecuador (coll. « Colección histórica »), 1945, p. 92-93.

⁸⁸ TOBAR DONOSO, *La invasión peruana, op. cit.*, p. 86.

⁸⁹ QUEUILLE, *L'Amérique latine..., op. cit.*, p. 204.

écrasant. Quito et Lima reconnaissaient tacitement ce poids, le premier en tentant d'y faire appel en cherchant à placer la controverse aux yeux de tous à Washington, Buenos Aires ou Lima, le second en essayant à tout prix d'y échapper. C'est le but poursuivi dans les dernières manœuvres péruviennes visant à dépayser les discussions en Europe.

D. La tentation européenne : l'instrumentalisation de la SDN et de la CPJI

Les théâtres diplomatiques européens ont été saisis par les chancelleries de Lima et Quito comme un recours à la fois plus informel et moins pesant pour faire avancer pragmatiquement la discussion, et à l'inverse comme un outil d'éloignement d'une solution concertée. Cette utilisation ambiguë conforte le rôle assigné par les Américains à l'Europe considérée parfois comme leader de la paix, parfois comme une antique relique inutile. La Société des Nations (SDN) et la Cour Permanente de Justice Internationale (CPJI) furent ainsi sollicitées.

L'étude des relations entre la SDN et les États latinoaméricains dans l'entre-deux-guerres a été récemment rénovée dans les deux travaux francophones déjà cités dans le cadre du panaméricanisme.⁹⁰ Pour Juliette Dumont, qui étudie avant tout les politiques culturelles, la SDN a été à son début une manière pour les États latinoaméricains de contourner l'influence de Washington. Elle rappelle également que beaucoup d'acteurs sur le continent américain considéraient le panaméricanisme et le pacifisme interaméricain comme la véritable origine morale de la SDN. Au cours des années 1930 cependant s'enchaînent les désillusions et les départs, en raison de l'eurocentrisme de l'institution genevoise, de l'éloignement géographique et des progrès de l'Union panaméricaine. Beaucoup abandonnent ainsi le navire, déçus par la gestion de la crise éthiopienne et convaincus que la SDN ne permettait plus de se protéger de l'influence de Washington. Les activités de ces États à la SDN montreraient cependant une certaine solidarité sous-continentale, même s'il n'y avait pas d'unité de positions et que l'on ne peut parler dans ce cas de régionalisme. C'était en outre un forum de discussion où pouvaient se lier des amitiés personnelles entre délégués.

Yannick Wehrli a quant à lui utilisé une abondante documentation pour éclairer les relations des États latinoaméricains avec la SDN. Il souligne les tentatives de création d'une « SDN américaine », et retrace précisément les péripéties des affaires du Chaco et de Leticia. Il en conclut que l'action de la SDN sur le continent américain a été un demi-échec, puisque même les succès de l'institution étaient contingents de l'appui de puissances extérieures, notamment

⁹⁰ DUMONT, *De la coopération intellectuelle...*, *op. cit.*, p. 68-130 ; WEHRLI, *États latino-américains*, *op. cit.*

les États-Unis et le Brésil. Dans l'affaire de Leticia, qui intéresse particulièrement notre propos comme antécédent de l'action péruvienne, l'action de la SDN, pourtant décisive dans l'engagement du processus de paix, fut ainsi oubliée ou critiquée par les principaux intéressés. Les États américains ne considéraient donc pas la SDN comme l'organisme naturel de résolution des conflits sur leur continent.

Les deux études présentées ci-dessus tendent donc à considérer la SDN comme un forum utilisé mais dédaigné, source de désillusions, parfois en concurrence ou soumis aux forums interaméricains. Nous tenterons de distinguer dans le court développement qui suit, réduit en raison d'une documentation fragmentaire, ce qui dans la conférence de Washington peut venir confirmer ou nuancer ces récentes études.⁹¹

Au moment de la prise de Leticia en 1932, l'Équateur n'était pas membre de la SDN. Le pays avait signé le Pacte constitutif de la ligue genevoise, mais ne l'avait pas ratifié.⁹² C'est la méfiance envers l'arbitrage obligatoire qui semble avoir d'abord guidé les Équatoriens. L'arbitrage du Roi d'Espagne ne leur avait pas été favorable et ils s'en souvenaient. C'est ensuite une conjonction d'instabilité politique, de divergences entre gouvernants et de limitations financières qui a ralenti le processus d'adhésion officielle, même si dès les années 1930 des Équatoriens participaient à certaines activités de la ligue. Il fallut donc attendre la crise de Leticia pour débloquer la situation. L'Équateur envoya rapidement un observateur à la SDN pour suivre les discussions entre Péruviens et Colombiens et, convaincus que la qualité de membre lui aurait permis d'obtenir effectivement une place à la table de ces négociations, adhéra le 27 septembre 1934 sous l'impulsion définitive du nouveau Président Velasco Ibarra. Quito s'était finalement converti à la SDN et en resta désormais un partisan puisque son adhésion perdura jusqu'en 1946.

Les Équatoriens tentèrent dès lors d'utiliser l'organisation de Genève comme tribune dans leur controverse avec les Péruviens. Le premier discours du délégué Zaldumbide applaudissait le règlement péruano-colombien et en appelait à un accord similaire pour les territoires amazoniens partagés entre Pérou et Équateur. Zaldumbide distribua également auprès des délégations internationales auprès de la SDN un pamphlet justifiant l'ouverture de négociations

⁹¹ Nous n'avons pu consulter la correspondance entre la chancellerie péruvienne et leur délégation à la SDN que dans le cadre de l'*Archivo de Límites*, c'est-à-dire après sélection par les fonctionnaires du ministère. Les archives centrales de ce même ministère donneraient sans doute un éclairage plus précis, ainsi que les échanges entre la chancellerie équatorienne et Genève. Elles n'ont pas été consultées car fragmentaires, mal (ou non) cataloguées et à l'accès aléatoire.

⁹² Sur ce paragraphe dédié à l'attitude de l'Équateur vis-à-vis de la SDN, voir WEHRLI, *États latino-américains*, *op. cit.*, p. 148-152.

directes.⁹³ Puis, les négociations commencées à Washington en 1936, le même Zaldumbide se fendit d'un discours dans les débats généraux, présentant et interprétant la portée de cette « conférence de Washington », et accordant logiquement une place centrale à l'arbitrage éventuel des États-Unis, ce qui n'était pas pour plaire aux Péruviens dont le délégué Francisco Tudela dut répondre évasivement que l'accord se ferait « dans le cadre des principes du droit américain et dans un esprit de compréhension fraternelle ».⁹⁴ La référence au droit américain pouvait être une manière de mettre à distance la SDN pour le Pérou qui pourtant y était présent depuis bien plus longtemps.

Le Pérou s'était engagé beaucoup plus rapidement que son voisin du Nord dans la SDN.⁹⁵ Au moment de sa création, il y voyait en effet un moyen, tout comme la Bolivie, de peser dans son différend avec le Chili. La controverse n'était alors pas totalement réglée, les Chiliens repoussant le référendum qui devait y mettre un terme. La question fut réglée en 1929 après une tentative d'arbitrage désastreuse des États-Unis mais sans le concours de la SDN, dont le Pérou était cependant un membre actif. Le caractère de membre du Pérou et de la Colombie fut ensuite la raison pour laquelle la question de Leticia a pu être discutée à Genève, plaçant la chancellerie du Rimac dans une position extrêmement inconfortable. Si c'était Lima qui dans la controverse avait en premier invoqué la SDN pour justifier la révision du traité Salomón-Lozano, elle s'était en réalité bien gardée de porter l'affaire à Genève. L'influence de la France et de la Grande Bretagne, qui concordaient discrètement avec la position de la Colombie dans l'affaire, avait contribué à établir un consensus contre les Péruviens accusés d'agresser leur voisin. Seule l'Italie semble avoir réellement soutenu le Pérou dans l'affaire. Lorsque la Colombie, bien implantée sur le terrain des armes, avait enfin fait appel aux services de la SDN, le Pérou avait songé à se retirer de l'organisation, avant de faire volte-face devant la possibilité de sanctions financières et la progression des troupes colombiennes. La SDN avait ainsi pu enclencher le processus de négociation qui se tint à Rio de Janeiro en résolvant l'épineux problème de l'occupation internationale du trapèze de Leticia. Si elle avait joué à ce moment un rôle moteur, l'institution genevoise n'en fut pas moins oubliée, voire âprement critiquée par les Péruviens au moment de l'accord final. Lima avait donc fait l'amère expérience de l'isolement diplomatique dans l'arène de la ligue, et ne tenait absolument pas à ce que cela se reproduise, d'où une crainte fondée de voir les Équatoriens réitérer le geste. Le chancelier

⁹³ Francisco Tudela, délégué du Pérou à la Société des Nations, au ministre des Relations Extérieures, Genève, 5 mars 1935. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁹⁴ Francisco Tudela, Président de la délégation à Washington, au ministre des Relations Extérieures, 5 octobre 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁹⁵ WEHRLI, *États latino-américains, op. cit.*, p. 142-144.

péruvien intima en ce sens à Porras Barrenechea lorsque les discussions s'essoufflaient à Washington de « se rendre immédiatement à Genève, afin de percevoir et de contrôler les activités équatoriennes de la Ligue des Nations, en rendant compte par câble, car nous craignons une surprise là-bas ». Si Porras rapporta que l'agitation équatorienne n'était pas si active, il avouait être resté un temps à Paris pour s'entretenir avec Julián Nogueira, membre du Secrétariat de la SDN, et « dont l'intervention et l'influence dans les affaires latinoaméricaines est connue du ministère ». Il mettait également en garde sur la tentation de la SDN d'utiliser le conflit andin comme palliatif des échecs qui s'accumulaient pour l'organisation de la paix, car « chez certains éléments de la Ligue, principalement parmi les latino-américains, existe l'intention de faire intervenir cette institution dans les problèmes hispano-américains, où son influence pourrait être plus fructueuse, pour compenser les derniers échecs européens ».⁹⁶ Cette considération qui n'est pas sans vérité en regard de l'action latinoaméricaine de la SDN dans les années 1930, justifiait de la part du Pérou non seulement un « contrôle », comme l'indiquait le chancelier à l'historien, mais encore une activité de contre-propagande. Dès la signature de l'Acte de Lima par exemple, Tudela informait Azcárate, le Secrétaire général adjoint de la SDN, de l'incident du Santiago qui avait mis en péril le dégel andin.⁹⁷ Pendant les négociations de Washington ensuite, le chancelier De La Fuente ordonna de traduire au français ses communiqués pour les distribuer, et de préparer activement les réponses aux prochains exposés tendancieux des Équatoriens en Assemblée générale.⁹⁸

L'attitude péruvienne semble donc caractérisée par une extrême méfiance envers le rôle que pourrait s'attribuer la SDN dans son conflit avec l'Équateur. Il serait faux cependant de ne voir dans l'attitude péruvienne qu'une réaction épidermique visant à repousser toute ingérence européenne. En effet, les contacts personnels entre délégués péruviens et équatoriens ont également servi à préparer et à avancer dans les discussions bilatérales. Tudela et Zaldumbide conversèrent ainsi régulièrement à Genève et à Paris en marge des travaux de l'assemblée, le Péruvien considérant l'Équatorien comme un « diplomate distingué et un vieil ami ».⁹⁹ On retrouve donc cette amitié entre délégués plus qu'entre délégations décrite dans d'autres cas, et il est certain que les discussions de mai 1936 en marge de la SDN ont facilité le dégel de

⁹⁶ Raúl Porras Barrenechea au ministre des Relations Extérieures, Paris, 30 avril 1937. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁹⁷ Francisco Tudela au ministre des Relations Extérieures, 20 juillet 1936, Genève. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569, 1935-1937.

⁹⁸ César De La Fuente, ministre des Relations Extérieures, à la légation du Pérou à Genève, 10 mai 1937. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

⁹⁹ Francisco Tudela au ministre des Relations Extérieures, 1er mai 1936, Genève ; Francisco Tudela au ministre des Relations Extérieures, 18 mai 1936, Paris. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

1936.

En revanche, c'est surtout comme une manœuvre dilatoire ou nécessairement gagnante que le Pérou proposa très sérieusement de faire appel à la Cour Permanente de Justice internationale.¹⁰⁰ Mise en place par l'article 14 de la SDN, la cour de La Haye était une émanation de l'institution genevoise, mais il fallait y adhérer par des voies propres. Le Pérou y était très actif contrairement à l'Équateur, qui n'avait d'ailleurs pas ratifié. La Cour avait généralement peu de prise sur les affaires latinoaméricaines. Les délégations d'outre-Atlantique étaient plus intéressées par le prestige d'obtenir des sièges de juges pour leurs compatriotes que d'utiliser cet outil à la résolution effective des conflits américains.¹⁰¹

C'est Nogueira, membre du secrétariat de la ligue, qui semble suggérer aux Péruviens pour la première fois de recourir aux services de la Cour avant avril 1937.¹⁰² Enrique Goytisolo depuis Quito confirme que la ratification par l'Équateur du *Traité Général d'Arbitrage américain* de 1929, en levant les restrictions qu'avaient évoquées les Équatoriens auparavant, ouvre bien cette possibilité.¹⁰³ Les Péruviens se penchent alors sur la possibilité de demander un *Avis consultatif*, un *survey* (une étude géographique) ou un arbitrage à cette cour, dans le cas où les négociations de Washington péricliteraient indéfiniment. Le chancelier Ulloa se prononce contre le *survey* qui ne pourrait que se limiter à rechercher « une meilleure connaissance de la région », ce qui serait contraire à la thèse péruvienne d'après laquelle le Pérou a « pénétré, exploité et civilisé le bassin amazonien ». Par conséquent, « la position de confesser que nous avons besoin que d'autres viennent nous enseigner ce qui devait nous être si connu que nous ne pouvons admettre que l'on y touche parce que ce serait attenter contre l'unité indestructible de notre existence, serait vraiment grotesque ».¹⁰⁴ Depuis Washington, García abonde contre le *survey*, même si cela lui paraît « la moins mauvaise solution, car cela repousserait les négociations jusqu'au terme de cette étude et, probablement, aux calendes grecques ».¹⁰⁵ C'est cependant bien lui, le chef de la délégation péruvienne à Washington, qui rédige le projet d'arbitrage par la Cour, avec comme limitation que cette décision ne peut que

¹⁰⁰ WEHRLI, *États latino-américains*, *op. cit.*, p. 231-234.

¹⁰¹ L'objectif de placer des juges américains pouvait d'ailleurs temporairement souder les délégations latinoaméricaines afin de renforcer leur poids, comme en juillet 1936 pour une initiative péruvienne soutenue par l'Équateur, peut-être comme corollaire de l'Acte de Lima signé au même moment.

¹⁰² Raúl Porras Barrenechea au ministre des relations Extérieures, Paris, 30 avril 1937. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

¹⁰³ Enrique Goytisolo, ministre du Pérou en Équateur, au ministre des Relations Extérieures, 23 juillet 1937. ALMRE, LEI-6-17, legajo 569.

¹⁰⁴ Alberto Ulloa, ministre des Relations Extérieures, à Arturo García, 16 mai 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

¹⁰⁵ Arturo García à Alberto Ulloa, 1^{er} avril 1937. ALMRE. LEI-6-12, legajo 569.

statuer sur du procédural, et non sur le fond.¹⁰⁶ Un an plus tard, le projet de base pour un compromis arbitral est approuvé par la Commission consultative, et c'est ce document qui est présenté à la table de Washington par les Péruviens en dernier recours aux Équatoriens.¹⁰⁷ Le refus de ceux-ci de se laisser enfermer dans ce qu'ils considéraient à juste raison comme un piège, provoqua alors la chute de la conférence de Washington.

L'usage des institutions européennes est donc généralement instrumental dans cette phase du différend frontalier péruano-équatorien. Les chancelleries du Pérou et de l'Équateur ne souhaitent participer aux travaux de ces institutions que dans la mesure où elles consolideraient leur position dans le différend bilatéral. Cette utilisation stratégique contraste avec la présence des deux pays dans les institutions interaméricaines qui sont certes instrumentalisées mais auxquelles le retrait de certaines activités n'était envisagé que comme moyen de pression, et non comme possibilité réelle. Nous concordons donc avec Y. Wehrli pour soutenir que les institutions européennes ne sont pas ou ne sont plus considérées à la fin des années 1930 comme des organes naturels de résolution des conflits américains. Pour autant, Péruviens et Équatoriens ont aussi paradoxalement utilisé l'Europe comme un forum commode de discussion d'autant plus efficace qu'il était éloigné des opinions publiques américaines et sans véritable contrainte. Les théâtres associés à la SDN ont donc servi dans ce cas comme des soupapes permettant d'évacuer la pression, permettant ainsi de maintenir à flot des négociations autrement immobiles.

E. La référence du Chaco : désintérêt ou évidence ?

Pour compléter le panorama des théâtres diplomatiques de cette période, il faut enfin élucider la nature de la référence à la guerre du Chaco par les protagonistes. L'appel ou au contraire le rejet de la référence nous paraissent relever d'une étrange absence qui peut signifier évidence.

Quelques jours après l'annonce de la rupture des négociations de Washington par les ondes de Lima, le chancelier Concha recevait l'Équatorien Zaldumbide à son domicile. Ce dernier devait rentrer en catastrophe à Quito pour répondre de ses responsabilités dans le désastre de la lettre du général Enríquez qui avait permis aux Péruviens de se retirer des discussions. Au cours de ces conversations informelles, les deux hommes campent sur les positions de leurs pays : Zaldumbide réclame un accès au Marañón « parce que celui-ci est un idéal et une

¹⁰⁶ Arturo García à Alberto Ulloa, 25 mai 1937, ALMRE. LEI-6-12, legajo 569.

¹⁰⁷ « Proyecto de bases para compromiso arbitral aprobado por la comisión consultativa de Relaciones Exteriores, avril 1938 ». ALMRE. LEI-6-12, legajo 569.

mystique dans son pays » et souligne que le Pérou ne peut pas résister plus longtemps à une solution arbitrale et définitive du litige dans le contexte pacifiste du continent. Concha, au contraire, propose de continuer à négocier sur les « zones de contact », c'est-à-dire à partir du *Statu Quo*, mais semble, fait nouveau, faire miroiter un accès au Santiago. Il rappelle en outre que les deux pays ont des rivaux en commun, à savoir la Colombie et le Chili.¹⁰⁸ Bref, le chancelier péruvien souffle le chaud et le froid pour justifier la rupture des négociations de Washington tout en donnant assez d'espoir pour que les Équatoriens mordent à l'hameçon des discussions à Lima. En réalité, les Péruviens ne laissèrent jamais les Équatoriens s'approprier le Santiago, et aucune véritable négociation ne se déroula dans la capitale péruvienne. Les Équatoriens, après l'épisode de 1934-1936, savaient sans doute à quoi s'en tenir.

En revanche, une possibilité nouvelle est évoquée au cours de ces conversations : faire appel aux négociateurs de la question du Chaco. Ce conflit dont les opérations armées se déroulèrent de 1932 à 1935, avait en effet de quoi inspirer les protagonistes du différend péruano-équatorien. Dans cette bataille juridique et militaire entre le Paraguay et la Bolivie pour un territoire considéré comme vide et potentiellement très riche, de multiples théâtres de négociations avaient aussi été érigés : la SDN s'était impliquée car les deux pays avaient signé le Pacte constitutif ; le système panaméricain à travers la Commission des neutres à Washington avait également œuvré ; enfin les États « neutres » du groupe ABCP (Argentine, Brésil, Chili et Pérou) constituaient un troisième pôle.¹⁰⁹ C'est à Buenos Aires, en juillet 1938, alors que la conférence péruano-équatorienne de Washington sombrait, que fut signé entre les deux nations le *Traité de Paix, d'Amitié et de Limites* sous l'égide de plusieurs pays médiateurs (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay et États-Unis). Une grande partie du Chaco boréal était attribué au petit Paraguay, et l'on comprend l'exemplarité que pouvait déduire les Équatoriens d'un accord territorial avantageux au profit d'une petite nation, présenté comme le résultat d'une médiation.

Le Pérou a joué un rôle secondaire mais important dans ce conflit (chapitre 2). Il participa aux discussions en tant que membre de l'ABCP, à travers ses deux délégués, Felipe Barreda y

¹⁰⁸ « Memorandum de las conversaciones entre el Ministro de Relaciones Exteriores y el Ministro del Ecuador en Lima, señor Gonzalo Zaldumbide, en los días 1ro y 2 de octubre de 1938 ». ALMRE, LEK-20-35. « Se plantea de decidir qué interesa más al porvenir del Perú: la conservación del río Santiago o la amistad del Ecuador. El doctor Concha cree decididamente lo segundo, máximo si se piensa que en el futuro los países naturalmente rivales del Perú serán Colombia y Chile, a quienes no conviene por ningún concepto facilitarles la ayuda en nuestra de un Estado aunque pequeño, envenenado por el odio y el desprecio, como lo sería el Ecuador, con respecto al Perú, si viese permanentemente cerradas las puertas a todo acuerdo razonable ».

¹⁰⁹ WEHRLI Yannick, « La multiplicité des intervenants dans la résolution pacifique du conflit du Chaco (1932-1935) : un obstacle à la paix ? » dans CHETAIL Vincent et al., *Préventions, gestion et sorties des conflits*, Actes du séminaire de recherche doctorale commun IUHEI, IUED, IEUG., Genève, 2006, p. 181-200.

Laos et Luis Fernán Cisneros. C'est donc en connaissance de cause que le chancelier Concha répliqua gravement à Zaldumbide que malgré les apparences, « l'accord qui avait été trouvé à Buenos Aires avait été proprement direct entre les Gouvernements de Bolivie et du Paraguay », afin de ne pas ouvrir la porte à une gestion multilatérale.¹¹⁰ Malgré tout, l'Équateur, sous l'égide du nouveau Président Manuel María Borrero, décida de faire appel aux médiateurs du Chaco en octobre 1938. Après des consultations à Buenos Aires, les médiateurs acceptèrent avec la condition essentielle qu'ils devaient être sollicités par les deux parties en présence.¹¹¹ Le Pérou, bien entendu, s'empara de cette condition pour refuser l'ingérence des médiateurs, et l'initiative tomba à l'eau.¹¹²

C'était la deuxième fois que le Pérou refusait tout rapprochement entre ses différents frontaliers et celui du Chaco. Au moment de refuser la présidence du brésilien Mello Franco pour mener les débats à Washington, la chancellerie du Rimac avait déjà rejeté les appels équatoriens à modifier la procédure pour agir dans la continuité des règlements de Leticia et du Chaco qui constituaient d'heureux précédents pour Quito. Les Péruviens avaient ainsi sèchement répliqué que « l'invocation du précédent de Leticia n'est pas pertinente [...] L'invocation du précédent du Chaco n'est pas plus pertinente ».¹¹³ Le refus de voir la catastrophe de Leticia se renouveler avec des effets décuplés guidait réellement la diplomatie péruvienne, ce qu'exprimait d'ailleurs Tudela l'année précédente :

« Le cas colombien que l'Équateur souhaiterait voir comme un précédent favorable à sa cause, est, au contraire un antécédent qui oblige le Pérou à un effort redoublé de prévision, puisqu'une solution erronée du cas équatorien aurait pour d'évidentes raisons géographiques, économiques, politiques et militaires, des répercussions beaucoup plus transcendantes que celles qui dérivèrent du cas colombien ».¹¹⁴

Enfin, au cours de la conférence interaméricaine de Lima, peu après la rupture des négociations de Washington, le chancelier équatorien se référait une dernière fois à ces antécédents pour justifier un accord rapide avec le Pérou, plaidant que si l'Amérique « veut

¹¹⁰ « Memorandum de las conversaciones entre el Ministro de Relaciones Exteriores y el Ministro del Ecuador en Lima, señor Gonzalo Zaldumbide, en los días 1ro y 2 de octubre de 1938 ». ALMRE, LEK-20-35.

¹¹¹ ZOOK, *Zarumilla-Marañón*, *op. cit.*, p. 151-152.

¹¹² D'après Denegri Luna, c'est le Chili qui a émis cette condition qui constituait évidemment l'arrêt de mort de l'initiative. Au contraire pour Wood, c'étaient les Péruviens qui ne souhaitaient pas voir leurs voisins du Sud impliqués dans cette affaire. Dans tous les cas, c'est bien le Chili qui a fait échouer la proposition, bien que le Pérou aurait sans doute trouvé un prétexte de toute manière. DENEGRI LUNA Félix, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Lima, Bolsa de Valores de Lima, 1996, p. 265 ; WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, Columbia University Press, 1966, p. 263-264.

¹¹³ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de France à Lima, à Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, 15 juin 1937. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

¹¹⁴ Francisco Tudela, Délégation du Pérou à la Société des Nations, au ministre des Relations Extérieures, 9 juillet 1936, Genève. ALMRE. LEI-6-12, legajo 569.

être unie, il lui faut éliminer les facteurs qui divisent ses peuples, comme l'on fait la Colombie et le Pérou, comme l'on fait hier encore la Bolivie et le Paraguay dont les sacrifices héroïquement consentis pour la paix grandissent plus encore que la valeur légendaire déployée sur les champs de bataille ». Le chancelier péruvien Concha lui répondait sèchement que sa délégation, tout en s'associant à la déclaration du chancelier équatorien, était « certaine que le différend péruano-équatorien – qui est une controverse particulière, soumise à des règles diplomatiques et juridiques qui lui sont propres – aboutira à une solution d'entente » mais que ce n'était en aucun cas une « menace » pour « l'avenir de la paix américaine ».¹¹⁵

En réalité, si l'Équateur s'appuya à plusieurs reprises sur le règlement diplomatique du Chaco, et fut toujours repoussé par le Pérou dans cette tentative, la référence au grand conflit du Sud émane surtout d'observateurs étrangers. En 1934 déjà, le Sous-secrétaire d'État étasunien craignait que ressurgisse pour le Marañón « une question similaire à celles de Tacna-Arica et du Chaco »¹¹⁶. L'enjeu était d'ailleurs plus souvent militaire que diplomatique, et parfois plutôt rattaché à Leticia qu'à l'Équateur. Ainsi pour le général Paris, chef de la mission militaire française au Pérou, la menace d'une guerre ouverte entre le Pérou et la Colombie en mai 1934 mènerait à

« quelque chose dans le genre du Chaco, une succession de succès ou d'échecs partiels, à intervalles forts longs les uns des autres, sans qu'on puisse prévoir quand et comment cela se terminera. La Colombie et le Pérou s'y ruindraient, cela ne fait pas de doute comme sont en train de le faire la Bolivie et le Paraguay. Encore l'objet de la contestation peut-il avoir quelque valeur dans ce dernier cas. Dans celui qui nous occupe, il est inexistant si l'on met de côté la question amour propre ; c'est le coin le plus maudit du globe, sans aucun intérêt économique ».¹¹⁷

Dans la question péruano-équatorienne en revanche, le même général diffusait un des grands mythes de la guerre du Chaco et des intérêts pétroliers :

« On prétend ici que la Colombie et l'Équateur auraient derrière eux les États-Unis. Il existe dans l'enclave que forme entre Leticia et Tumbes, le Pérou dans l'Équateur la riche région pétrolifère de Talara. Les États-Unis financeraient donc la guerre entre l'Équateur et la Colombie d'une part et le Pérou d'autre part, naturellement au profit des deux premiers. Au traité de paix, l'Équateur exigerait, en dehors de la partie de Loreto qu'il convoite, l'enclave péruvienne de Talara Tumbes, et les pétroles de Talara seraient cédés aux États-Unis. Il paraît qu'il y a une manœuvre analogue des États-Unis à l'origine de la guerre du Chaco. Renseignement non contrôlé, peut-être simple bobard, et que je vous transmets pour ce qu'il vaut ».¹¹⁸

¹¹⁵ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de France à Lima, à Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, 29 janvier 1939. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

¹¹⁶ ZOOK, *Zarumilla-Marañón, op. cit.*, p. 121.

¹¹⁷ Colonel Frédéric Paris à un « camarade » non identifié, 10 mai 1934. Service Historique de la Défense, 7N 3412, Pérou, Rapports des chefs de mission 1919-1940.

¹¹⁸ Colonel Frédéric Paris à un « camarade » non identifié, Lima, 10 février 1934. SHD, 7N 3412, Pérou, Rapports des chefs de mission 1919-1940.

Du côté équatorien et péruvien également, la référence aux aspects militaires était présente. Un colonel équatorien nuancait la supériorité matérielle du Pérou par la composition indienne des troupes, qui auraient montré leur faiblesse dans le cas du Chaco,¹¹⁹ tandis que le général péruvien Santisteban après la guerre compara la difficulté de contrôler l'immense terrain amazonien avec les conditions similaires du Chaco.¹²⁰ Ces réflexions étaient sans aucun doute attisées par plusieurs publications dans les revues militaires spécialisées sur les enseignements multiples des combats du Chaco dans le champ militaire, dont la plupart sont d'ailleurs des travaux étrangers.¹²¹

Il est donc assez évident que du côté péruvien, l'enseignement de la guerre du Chaco ait été plutôt militaire, tandis que pour les Équatoriens, l'aspect diplomatique était à prendre en compte. Hormis ces uniques réflexions, on peut néanmoins s'étonner de la faiblesse numérique de références, notamment dans les échanges diplomatiques, à la guerre la plus meurtrière du continent américain au cours du XX^e siècle, qui se déroulait au même moment que notre conflit frontalier. Une des hypothèses originelles de ce travail était d'ailleurs de connecter la guerre péruano-équatorienne de 1941 et celle du Chaco, mais il n'a pas été possible de mener à bien ce programme en raison de cette faiblesse numérique. Si nous utilisons donc bien le conflit du Chaco comme point de référence, comme élément de comparaison dans une perspective analytique, faut-il considérer que les protagonistes de la guerre de 1941 n'y voyaient, à part les quelques références citées au-dessus, qu'un conflit lointain et sans rapport avec leur querelle. Peut-être que la référence était si évidente, que le Chaco était si présent à l'esprit des négociateurs qu'il n'était nullement besoin de le mentionner, autrement que par des observateurs extérieurs désireux d'expliquer les enjeux locaux à leur hiérarchie éloignée. Un des éléments confirmant cette hypothèse serait alors l'intitulé du traité qui mit un terme à la guerre de 1941, qui reprend les termes exacts du *Traité de Paix, d'Amitié et de Limites* de 1938 pour le Chaco. Nous plaçons donc plutôt pour l'évidence.

¹¹⁹ Coronel R.A. Villacís, « El Poder militar del Perú, conferencia leída por su autor en el Círculo Militar », 23 mai 1939, « Sumamente Secreto ». AHMRE, T.5.3.1.1.

¹²⁰ General Antonio Santisteban, « Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Iquitos, 30 novembre 1941, p. 47. CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección.

¹²¹ Par exemple dans la *Revue militaire* du Pérou : BRANDT W., « Fortificaciones de campaña en la Guerra del Chaco », *Revista militar del Perú*, juin 1936, XXXIII, n° 6, p. 1025-1030 ; FAUPEL W., « Sobre la Guerra del Chaco », *Revista militar del Perú*, mai 1936, XXXIII, n° 5, p. 883-894 ; LARDEN H.G.N., « La Guerra del Chaco », *Revista militar del Perú*, novembre 1935, año XXXII, n° 11, p. 2164-2172 ; MILITÄR-WOCHENBLATT (traduction), « Las enseñanzas más importantes de la guerra del Chaco », *Revista militar del Perú*, juillet 1935, año XXXII, n° 7, p. 1279-1286 ; VERGARA VICUÑA Aquiles, « La guerra del Chaco », *Revista militar del Perú*, octobre 1940, XXXVII, n° 10, p. 342-344.

Sur la manière dont Péruviens et Équatoriens se mouvaient sur les différentes scènes diplomatiques, nous concluons donc à l'existence de contradictions évidentes entre les déclarations internationales d'un côté, et les actions concrètes dans le litige bilatéral. Cet état de fait était justifié par un argumentaire historico-juridique parfois de mauvaise foi mais qui permettait de légitimer une véritable schizophrénie de l'action diplomatique. Pour les Péruviens, le recours à des théâtres extérieurs permettait en outre de conjuguer positionnement pacifique et intérêts territoriaux, en continuant les négociations sans espérer les voir aboutir. Les Équatoriens qui s'étaient jusque-là faiblement investis dans les systèmes internationaux par conviction ou par indifférence firent subitement preuve d'une grande activité en ce domaine. Partant, les Équatoriens firent alors tout leur possible pour médiatiser cette question et faire de l'information un enjeu central du conflit.

IV- Savoir et faire savoir : communication et renseignement comme facteurs de l'escalade

Au-delà des arguments historico-juridiques, le principal enjeu officieux de la phase diplomatique ouverte par Leticia est le contrôle de l'information. Il fallait en effet distiller les informations voulues aux personnes pertinentes tout en censurant les moins avantageuses. Il s'agissait en un mot d'un exercice de communication politique internationale. Mais il s'agissait aussi de collecter les renseignements les plus précis pour pouvoir les utiliser. Ces données de première main, il fallait aller les chercher. Les deux chancelleries se livreraient donc une bataille acharnée dans ces domaines, dont les commentateurs et historiens n'ont perçu jusqu'à maintenant que la surface. Nous argumentons au contraire que cet aspect a été un élément fondamental de l'escalade à la guerre et qu'il a eu des répercussions sur le terrain et dans les consciences tout à fait considérables.

A. Construction précoce de stratégies médiatiques

Les théâtres diplomatiques dans lesquels se mouvaient Équatoriens et Péruviens les obligèrent au début des années 1930 à mettre en place des stratégies médiatiques coordonnées qui s'alimentèrent entre elles pour s'arroger le soutien moral des autres puissances. Cet effort passa par la diffusion massive de pamphlets et le contrôle de la production cartographique dans ces pays et à l'étranger, ainsi que par l'intérêt pour montrer une image positive du pays aux voyageurs.

Les efforts équatoriens de publicisation

Les Équatoriens firent tout leur possible pour rendre visible leur cas dans la ville de Washington, et au-delà. Les premières instructions à la délégation équatorienne sont ainsi extrêmement précises sur l'attitude à adopter de la part de la délégation vis-à-vis des médias :

« Dès le début, [il s'agit d'attirer] l'attention du Gouvernement des États-Unis et des représentants de toutes les Nations [...]. Il convient de donner l'impression, au monde entier, de notre bonne volonté [...]. Il faut préparer le terrain pour l'Arbitrage non seulement en compilant des titres juridiques, des documents, des argumentations, mais aussi en créant, dirons-nous, des intérêts, des convictions morales, des sympathies, souvent plus fortes que tous les plaidoyers [...]. Que les principales voies de la presse s'intéressent au litige et en particulier au point de vue équatorien, devra être un des objectifs de notre Délégation ».¹²²

Certes, la suractivité médiatique des Équatoriens ne date pas de 1936, mais de l'année précédente, lorsque sous la Présidence de Velasco Ibarra, un effort important avait été fait en ce sens.¹²³ Ainsi, 2530 exemplaires du Protocole de 1924 (celui qui devait mener à la conférence de Washington) assorti de commentaires furent imprimés à grand frais et répartis dans les principaux relais de l'action diplomatiques équatorienne : 200 exemplaires au Chili, 100 en Argentine, 100 en Colombie, 100 à Lima, 100 à Genève, ainsi que 15 exemplaires dans tous les Consulats de l'Équateur (Prague, Barcelone, Tegucigalpa, etc.). Sur place, le personnel diplomatique les diffusait auprès de toute la société politique et civile. À Lima, « l'ont reçu Monsieur Agustín Edwards, du Chili ; le docteur José Santiago Rodríguez du Venezuela ; Monsieur Prado, du Chili ; le docteur Pacífico Otero, d'Argentine, le docteur Rodríguez Castro, d'Uruguay ; Monsieur Salterain, d'Uruguay ; Monsieur Muñoz Reyes, de Bolivie » et il fallait plus d'exemplaires, tandis qu'à Bogota, le chargé d'Affaires l'avait remis

« dans les mains de monsieur le président de la République, de M. Le ministre des Relations Extérieures, des hauts fonctionnaires de la chancellerie ; je l'ai fait parvenir à la Commission de conseil de la chancellerie et à chacun de ses membres, à l'Académie d'Histoire, aux facultés universitaires et sociétés culturelles ; aux porte-paroles de la presse de Bogota et des principaux départements, et enfin aux éminents hommes publics et internationalistes de ce pays. J'ai réussi par ailleurs à ce que les représentants diplomatiques dans cette ville de Grande Bretagne, du Mexique, de Bolivie, Hollande, Suède, Venezuela et Chili le remettent et le recommandent à leurs chancelleries respectives avec notes explicatives ».¹²⁴

¹²² Ángel Isaac Chiriboga, « Instrucciones generales, estrictamente reservadas, a los Señores Delegados del Ecuador a las Negociaciones limítrofes en Washington con los Delegados Peruanos », 31 août 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

¹²³ Ces efforts sont documentés grâce au dossier de la chancellerie équatorienne T.5.1.22. *Anotaciones acerca de las Actividades de la Cancillería*. Les citations suivantes sont issues de ce volume. Ce dossier très particulier, qui contraste avec tous les autres, décrit à la main et reproduit des articles de presse publiés à l'étranger et en Équateur, dans cette bataille médiatique de 1935 autour du Protocole de 1924. Il s'arrête brutalement en 1935 et n'a pas d'équivalent ultérieur connu. Peut-être est-ce l'œuvre d'un fonctionnaire zélé qui devait sa carrière au président Velasco Ibarra, et qui fut écarté en même temps que son protecteur.

¹²⁴ Luis Bossano, premier secrétaire chargé d'Affaire par intérim, 14 mars 1935. AHMRE, T.5.1.22.

Zaldumbide à Genève distribue également à grande échelle aux membres de la SDN et en particulier aux membres du bureau spécial de l'Amérique latine. Des démarches similaires sont effectuées à Buenos Aires, Caracas ou encore Rio de Janeiro. Dans toutes ces villes, les principaux journaux publient des opinions et des comptes rendus sur ce protocole de 1924, en appelant à sa mise en œuvre pour une paix généralisée sur le continent américain, ce qui provoque souvent une réponse rédhibitoire du représentant local péruvien. Avant même l'ouverture des négociations directes à Washington, la bataille médiatique était donc engagée et avait fait tache d'huile sur le continent.

À Washington, l'effort fut cependant redoublé et cette stratégie se concrétisa par des articles dans les journaux locaux, surtout à New York où le consul de l'Équateur ou d'autres journalistes reproduisaient des déclarations écrites des Équatoriens, car les instructions avaient défendu aux membres de la délégation de réaliser des déclarations directes.

Il faut également mettre au compte de ces efforts médiatiques la proposition équatorienne de nommer un tiers président de la conférence bilatérale. Les Équatoriens, qui avaient d'abord pensé à proposer un nord-américain, voire le Président Roosevelt en personne, se ravisèrent devant l'évident refus péruvien, et proposèrent de nommer à ce poste le brésilien Mello Franco, qui avait présidé la conférence de paix sur le conflit de Leticia. Malgré la réputation de conciliation du Brésilien, les Péruviens n'étaient pas prêts à faire entrer dans cette négociation bilatérale des intérêts multilatéraux. Les Équatoriens le savaient sans doute et ils usèrent de cette proposition comme une arme médiatique plutôt qu'une possibilité réelle. Les Péruviens prirent à juste titre ombrage de la publicité inhabituelle entourant cette mesure relativement anodine.

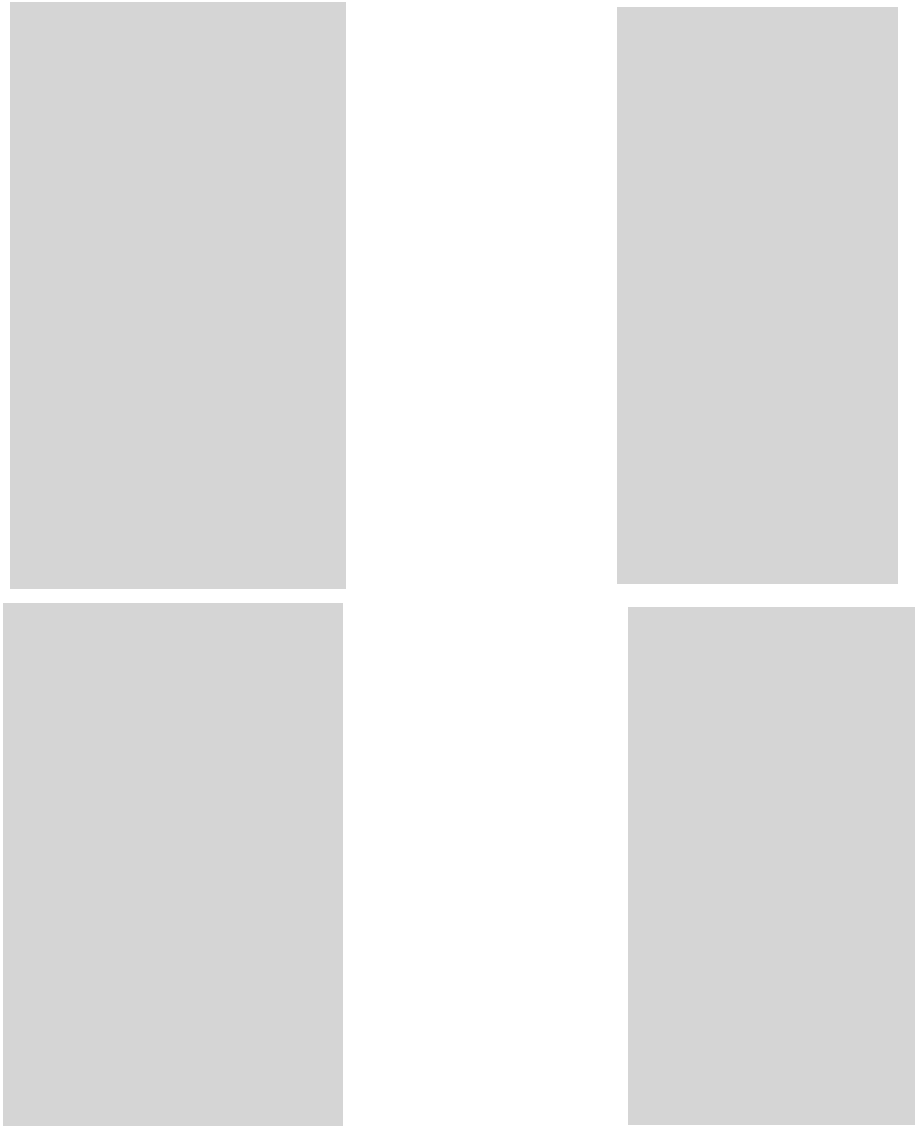
Grâce à la précocité et à l'opiniâtreté de leur démarche, les Équatoriens réussirent dans leur objectif de publiciser la controverse aux États-Unis, et encore bien après la fin de la conférence en 1938, les Péruviens eurent à se plaindre des campagnes médiatiques en faveur de leur voisin dans la presse des États-Unis.

La réponse médiatique du Pérou : la carte du tourisme et de la menace interne

Lima, soucieuse de ne pas impliquer l'opinion internationale, sentait néanmoins la nécessité de répondre à la campagne médiatique équatorienne. Pour cela, les Péruviens pratiquèrent pour la Conférence de Washington une politique systématique de publications et de traduction à l'anglais (et secondairement au français) de leurs argumentaires historico-juridiques (figure

5)¹²⁵ : 5000 exemplaires de *La Conferencia de Washington para el arreglo de la cuestión de límites entre el Perú y el Ecuador*, 5000 autres exemplaires du *Resumen del Proceso histórico jurídico de la cuestión de límites entre el Perú y Ecuador*, ou encore 1000 exemplaires de la réponse péruvienne aux déclarations officielles équatorienne de septembre 1937.

Figure 5 : Pamphlets multilingues de propagande péruvienne et équatorienne



Ces pamphlets qui pouvaient compter plusieurs dizaines de pages, rédigées par les délégués à la Conférence de Washington, ou par le personnel diplomatique et consulaire à l'étranger, furent imprimés au moins en trois langues (espagnol, anglais, français) et avaient pour but d'influencer l'opinion publique internationale, à Genève et Washington en particulier, et notamment le Président des États-Unis qui pourrait être amené à arbitrer le conflit selon les termes du Protocole de 1924.

Source : BEAEP

¹²⁵ Francisco Tudela à Francisco Pardo de Zela, consul du Pérou à New York, 3 juillet 1937 ; Alberto Ulloa au consul du Pérou à New York, 13 juillet 1937 ; Alberto Ulloa au consul du Pérou à New York, 25 septembre 1937. ALMRE, LEI-6-15, legajo 569.

Encore que ces tirages ne concernent que le marché des États-Unis, alors que des pratiques similaires avaient lieu à Genève, avec traduction en français, sans compter le travail de tous les personnels diplomatiques dans les délégations diplomatiques du continent et ailleurs, qui engageaient régulièrement des passes d'armes dans les journaux locaux avec les représentants de l'Équateur. On notera par ailleurs que pour relayer ce discours, le gouvernement fit ouvrir deux « Bureaux péruviens de l'information » à Buenos Aires et à New York.¹²⁶

Ces efforts significatifs de la part de Lima et de Quito, qui supposaient un véritable investissement financier et d'énergie, furent décisifs sur la perception extérieure des deux Républiques dans la mesure où ils concordent avec le développement du tourisme et des grandes campagnes internationales pour attirer les nouveaux voyageurs. Mark Rice a montré combien l'étape des années 1930 a été fondamentale dans la starification progressive du Machu Picchu.¹²⁷ Le Pérou se présente alors dans les grandes rencontres culturelles de l'hémisphère comme le berceau de la culture inca et coloniale dans la région, et Cuzco comme capitale touristique de l'Amérique du Sud. Les Bureaux d'information nouvellement créés avaient ainsi pour double tâche de diffuser les thèses territoriales de Lima tout en promouvant le tourisme.¹²⁸ L'Équateur connut également une impulsion décisive du tourisme. Bien que l'attrait de l'Alpinisme eût déjà mené un certain nombre de voyageurs dans le pays, le véritable départ d'une politique volontariste en ce domaine date de 1930 avec la création d'un premier règlement qui devait faciliter l'entrée de voyageurs. Dans les années suivantes, la circulation de ces voyageurs est facilitée, notamment par la *Ley de Turismo* de 1938 et par l'intensification des trajets aériens intérieurs. Cette attractivité recherchée s'accompagne d'une précoce spécialisation dans le tourisme de nature. Au milieu des années 1930, les premières mesures de protection de la faune et de la flore des Galápagos sont ainsi prises.¹²⁹ Les gouvernements équatoriens développèrent donc ce programme de manière concomitante avec l'âpre bataille diplomatique. Dans cette mesure, les deux discours de revendication territoriale et d'attractivité touristique pouvaient se mêler l'un à l'autre entre. La présentation des relations internationales de l'Équateur dans un guide officiel de tourisme publié à Bordeaux en 1938 est à ce titre symptomatique :

¹²⁶ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de noviembre de 1937 al 20 de abril de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. CIII-CIV.

¹²⁷ RICE Mark, *Making Machu Picchu: The Politics of Tourism in Twentieth-Century Peru*, University of North Carolina Press, 2018.

¹²⁸ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de noviembre de 1937 al 20 de abril de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. CIII-CIV.

¹²⁹ CAIZA Roberto et MOLINA Edison, « Análisis histórico de la evolución del turismo en el territorio ecuatoriano », *RICIT: Revista Turismo Desarrollo y Buen Vivir*, octobre 2012, n° 4, p. 8-24.

« Pays de tradition éminemment pacifiste, l'Équateur a toujours suivi une ligne de conduite invariable à cet égard et animé ses rapports internationaux de déférente et sincère cordialité. Ses relations avec les peuples américains sont empreintes de la fraternité qui naît de la communauté de race, de tradition, de langue et de culture.

L'Équateur a toujours été partisan déclaré du règlement pacifique des différends internationaux qui ont éclaté parfois entre les Républiques du continent américain ainsi que sa soumission à l'arbitrage si, par hasard, les arrangements directs venaient à échouer. En conformité avec ses principes, la résolution de son propre différend de frontière avec le Pérou a toujours été recherchée de façon amicale et par voie des accords diplomatiques. Pour montrer son complet attachement aux principes du Droit international et de la soumission pacifique des affaires litigieuses, sûr, d'ailleurs, du droit de sa cause, il a accepté de porter la résolution définitive de cette vieille question à l'arbitrage de M. le Président des États-Unis, faute d'un accord direct entre les parties, dans les conférences qui ont actuellement lieu à cet effet à Washington.

Dans cette délicate affaire la gestion du ministère des Affaires Etrangères a été toujours conduite avec infiniment de tact et de discrétion ; à présent, elle est placée sous la conduite d'un habile internationaliste, admirablement secondé, d'ailleurs, par les appréciations pondérées et érudites de la Commission Consultative, qui groupe quelques-unes des personnalités les plus marquantes du pays.

Avec tous les peuples civilisés de la terre, l'Équateur entretient des relations d'amitié déférentes et cordiales.

Membre actif de la Société des Nations, il a adhéré, en outre, à presque toutes les conventions internationales ayant pour but l'amélioration des rapports entre les peuples et la sauvegarde de la paix ».¹³⁰

La massification de la diffusion de l'image des deux pays à l'étranger a donc été concomitante de la bataille diplomatique, ce qui a peut-être contribué à enraciner à l'extérieur l'idée de petites Républiques engoncées dans des conflits territoriaux insolubles, mais a certainement permis de publiciser le différend et d'en faire une affaire collective à partir de 1939.

Il faut enfin souligner que la réponse médiatique de Lima aux tentatives de placer le différend sur la place publique a également consisté à exhiber aux opinions américaines le risque de déstabiliser politiquement le gouvernement et par conséquent la région.¹³¹ Nous développons autre part les tenants de la propagande à visée nationale (chapitre 10) pour nous concentrer ici sur l'utilisation internationale que pouvait faire Lima de son « opinion publique » nationale. Il y avait eu d'abord, le projet de soumettre les provinces controversées à un référendum de rattachement, comme cela avait été prévu pendant longtemps avec le Chili. Lima était certaine que les habitants voteraient en sa faveur. La possibilité d'un scrutin avait peu de chance d'aboutir mais cela permettait à Lima de montrer que les premiers concernés seraient de son côté. L'appel à l'opinion publique interne fut ensuite et surtout très visible au moment du retrait péruvien de la conférence en 1938. Ce n'est ni à Washington, ni par voie diplomatique que Lima annonce son retrait, mais par un discours surprise du chancelier à la radio de la

¹³⁰ VINTIMILLA R. Ramón, *La République de l'Équateur, pays de tourisme*, Bordeaux, Publications du Consulat de la République de l'Équateur, 1938, p. 25-26. BEAEP.

¹³¹ Le contenu et les enjeux internes de la propagande péruvienne sur l'imaginaire national sont plus précisément analysés dans la quatrième partie de ce travail.

capitale qui, en raison de la méthode inusitée, n'avait même pas été écouté par les diplomates équatoriens en poste au Pérou, croyant que le ministre se contenterait de ressasser des arguments historico-juridiques connus à l'excès.¹³² En s'adressant à sa population pour mettre fin à des négociations pacifiques, allant à l'encontre de la mystique de la paix qui régnait alors sur le continent, le gouvernement entendait signifier aux autres Républiques qu'il ne pouvait se porter à l'encontre du désir profond de la population, et risquait le renversement en cas de concession territoriale trop importante.

Cette rhétorique était d'ailleurs bien établie chez les deux adversaires. Le chancelier Concha avait déjà exprimé aux Équatoriens l'« impossibilité nationale et politique de tout gouvernement à mener à bien l'arbitrage de Tumbes, Jaén et Iquitos sans révolution parlementaire et chute populaire ». ¹³³ De leur côté, les diplomates équatoriens ne manquaient pas de faire valoir que leur mains étaient liées par des opinions nationalistes qui s'exprimaient constamment dans la presse. Il s'agissait donc en 1938 pour les diplomates péruviens de jouer la carte du patriotisme national contre le pacifisme international. Les Équatoriens répliquèrent aussi à l'allocution péruvienne par une intervention sur les ondes radiales (par la radio HCJB « La voz de los Andes ») qui n'eut pas le même impact que la démarche péruvienne mais pouvait avoir la même signification.

Était-ce exagéré, voire uniquement cynique, de considérer la chute du gouvernement en cas d'accord avec l'Équateur ou en cas de simple arbitrage par le Président des États-Unis ? Il faut bien sûr remarquer que les Péruviens étaient encore amers du rôle du grand voisin du Nord dans la controverse avec le Chili, et que la question de Leticia avait récemment fait craindre un tel renversement. Certains diplomates pouvaient d'ailleurs en être convaincus. Un membre de la chancellerie note ainsi : « En revenant en voiture [des agences de presse], un chauffeur noir m'a dit « Voyez ce que font ces sales singes, ils veulent prendre tout l'*Oriente*. Il ne reste que la guerre » ». ¹³⁴ Le risque pouvait donc être sincèrement partagé par les diplomates péruviens, mais ils l'utilisèrent de toute façon pour justifier les blocages de la négociation. Acculés par les Équatoriens, les Péruviens ont donc finalement embrassé complètement la bataille médiatique en essayant de la tourner à leur avantage. La bataille était ainsi lancée sur plusieurs plans, notamment sur celui de la représentation graphique du territoire.

¹³² « Memorandum con transcripciones de cablegramas y documentos anexos sobre la suspensión de las Conferencias Límitrofes Ecuatoriana-Peruanas en Washington por causa del Perú. Memorandum enviado a la Delegación Ecuatoriana para su información ». Octobre 1938. AHMRE, T.5.3.1.4.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Sur le terme « mono » pour qualifier les Équatoriens, voir *infra*, Chapitre 10. César A. de la Fuente, ministre des Relations Extérieures du Pérou, à Francisco Tudela, président de la Délégation du Pérou à Washington, 5 mai 1937, ALMRE, LEI 6-16, legajo 569.

La bataille des cartes : la diffusion internationale d'un territoire idéalisé

Un aspect commun de la propagande internationale que se livraient les deux adversaires avait trait aux différentes cartes représentant le territoire national. Nous étudions plus loin les progrès effectifs de la cartographie frontalière (chapitre 2) et les effets politiques de l'intériorisation des modèles cartographiques (chapitre 10). Nous soulignons pour le moment le contrôle actif de la production de cartes idéalisées des territoires nationaux.

Dans la longue histoire de la controverse, il était en effet souvent arrivé que l'ennemi justifie une possession territoriale en se basant sur une carte nationale ancienne. Pour sourcer leurs revendications territoriales, les Péruviens citaient les cartes équatoriennes et réciproquement, en sélectionnant bien entendu les cartes qui leurs convenaient. Pour ne pas fournir des cartouches à l'adversaire et gagner par la même occasion l'opinion internationale à une image idéalisée du territoire national, il fallait donc contrôler très strictement la production de ces cartes, qui étaient produites pour une part à l'étranger.

Dans cette perspective, une partie de la correspondance de la chancellerie équatorienne avec ses délégués à l'étranger portait sur lesdites cartes et atlas. C'est par exemple Tobar Donoso qui demande au ministre plénipotentiaire à Paris de protester contre la maison d'édition Forest pour la production d'une carte qui présentait les territoires amazoniens controversés comme péruviens, tout en félicitant l'envoyé à Santiago du Chili d'avoir dénoncé la circulation de cette même carte au Chili, et permis que par circulaire du ministère de l'Éducation, les territoires revendiqués par l'Équateur apparaissent comme en litige.¹³⁵ C'est aussi le consul de l'Équateur à Leipzig qui prévient les deux principales maisons éditoriales allemandes que les cartes qui ne traceraient pas les « vraies » frontières de l'Équateur ne rentreraient pas sur le territoire national.¹³⁶ Parallèlement à cette traque internationale, il fallait produire nationalement des contenus acceptables pour les prétentions diplomatiques. Il y avait bien sûr les services dédiés au sein de la chancellerie et de l'état-major, mais le résultat ne mettait pas tous les acteurs d'accord. Les efforts pour représenter un territoire idéalisé qui embrassait l'ensemble des thèses diplomatiques de Quito culminèrent incontestablement dans une initiative privée que le gouvernement promut après sa création. En 1940, le révérend père Juan Morales y Eloy avait terminé de concevoir sur la base de données de 1936 son *Atlas historico-géographique*. La Direction des Limites de la chancellerie en rend compte en ces termes :

¹³⁵ Julio Tobar Donoso à Antonio J. Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris, 12 juin 1939 ; Julio Tobar Donoso au ministre de l'Équateur à Santiago du Chili, 12 juin 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

¹³⁶ Julio Tobar Donoso à Friede. F. Angermeyer, consul *ad honorem* de l'Équateur à Leipzig, 5 octobre 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

« L'Atlas a été conçu avec un plan magnifique : démontrer graphiquement et avec l'appui de citations documentaires, l'origine et le développement de la nationalité équatorienne. Celle-ci, que l'on pourrait appeler la thèse essentielle de l'œuvre, est complétée par la défense des droits territoriaux de l'Équateur, à travers l'expression graphique et documentée, des diverses vicissitudes qu'a connues la nation équatorienne ». ¹³⁷

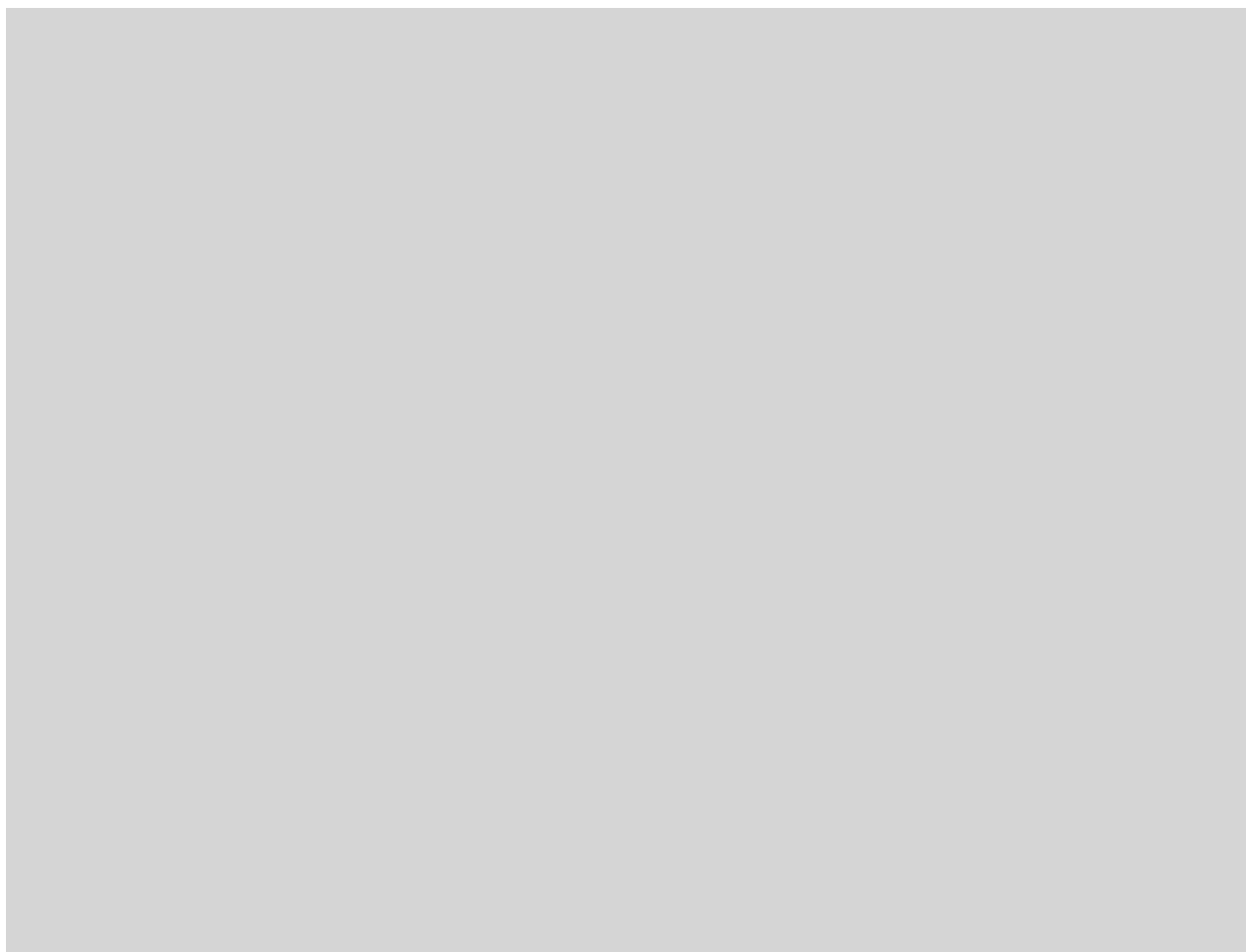
Ce caractère politique et l'élégance de l'œuvre devaient décider la chancellerie à publier l'atlas, ce qui fut effectivement le cas en 1942. ¹³⁸ Le propos de ce bel ouvrage est donc clairement dans la veine du soutien aux prétentions équatoriennes. Il présente une version idéalisée du territoire national et de son évolution historique, en fusionnant l'image et le texte, les cartes aux couleurs vives et les très nombreux textes déroulant les arguments historico-juridiques de l'Équateur (figure 6). On y trouve même un encart résumant les négociations de Washington. L'œuvre correspond ainsi au croisement de la « carte logo » et de la « carte historique » qui ont été mises en évidence par Benedict Anderson dans la construction nationale des pays du Sud-Est asiatique. C'est une « carte logo », une forme idéalisée qui autonomise par le jeu des couleurs vives, les parties du territoire national comme autant de pièces d'un puzzle constituant un ensemble intrinsèquement cohérent. La forme logotypique facilite également son caractère reproductible par l'industrie culturelle, immédiatement reconnaissable et intériorisable par ses observateurs. C'est aussi une « carte historique » qui place le territoire moderne dans la continuité du territoire colonial, tout en s'adaptant dans ce cas au discours historico-juridique propre à la culture frontalière de la région latinoaméricaine par l'ajout des textes mêmes. ¹³⁹

¹³⁷ Direction des Limites au Révérend Père Juan Morales y Eloy, 10 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

¹³⁸ MORALES Y ELOY Juan, *Ecuador, atlas histórico-geográfico: Quito, los orígenes, el reino, la Audiencia y Presidencia, la República*, Quito, Équateur, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1942. Nous avons eu l'opportunité de consulter ce bel ouvrage à la bibliothèque de l'IFEA de Lima.

¹³⁹ ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006, p. 174-181.

Figure 6 : un Atlas de combat



Source : MORALES Y ELOY, *op. cit.*

Le Pérou n'était pas en reste dans cette cartographie de propagande. Le ministre français à Lima notait ainsi avec humour qu'« aucune carte sur laquelle figure l'Équateur ne peut être exposée ou mise en vente au Pérou sans avoir été préalablement examinée à la chancellerie où l'on reporte sévèrement la frontière équatorienne sur le faite des Andes, à quelques lieues de Quito. Si notre *Annuaire Diplomatique* était dans le commerce, sa carte de l'Amérique du Sud serait inexorablement censurée ».¹⁴⁰ Une lointaine héritière de cette pratique persiste aujourd'hui encore au Pérou. La loi n°26219 de 1993 interdit l'importation la production et la diffusion de cartes qui pourraient faire apparaître le territoire comme « mutilé ». C'est à la chancellerie aidée éventuellement d'autres organismes qu'il convient de vérifier l'adéquation

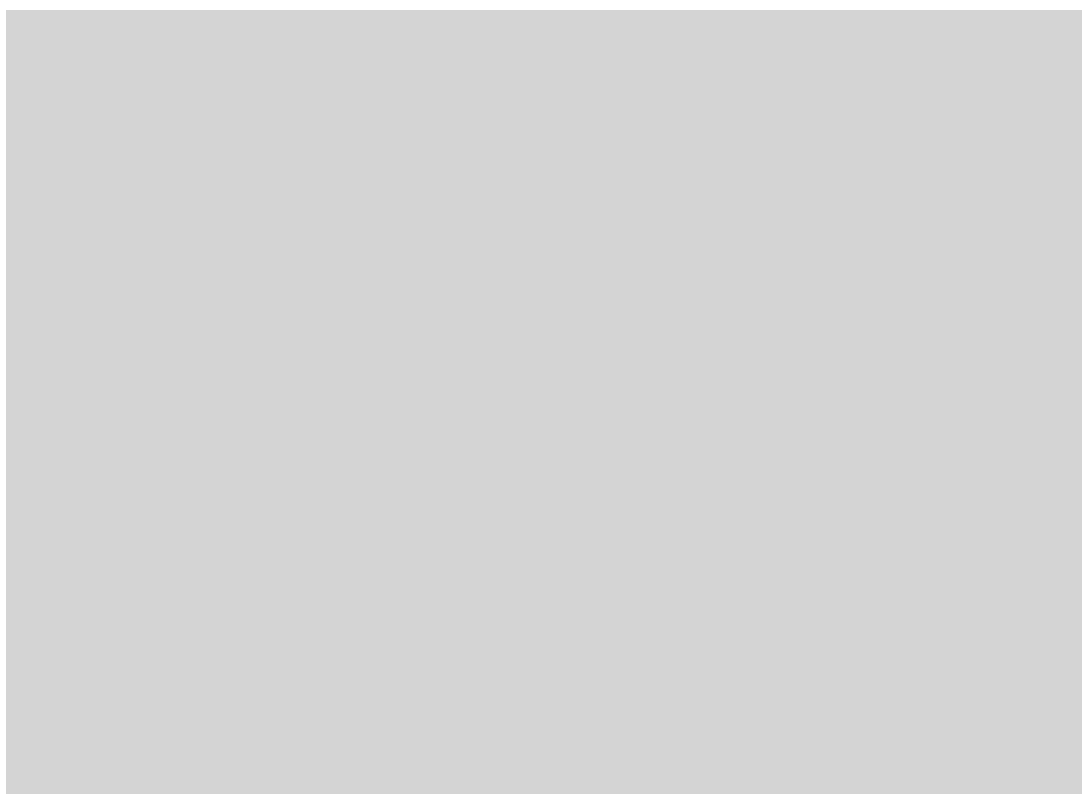
¹⁴⁰ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou à S.E. M. Pierre Laval, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, 15 juin 1935. AMAEN, Archives rapatriées du consulat général puis de la légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 ».

des cartes incriminées avec les « vraies » frontières de l'État, moyennant quoi toute représentation non déclarée est saisie à la douane et les diffuseurs menacés.¹⁴¹ Les chercheurs d'aujourd'hui considèrent que c'est une loi absurde et caduque qui censure la production scientifique mais c'est une pratique qui remonte donc au moins aux années 1930.

Un des aspects de cette lutte d'influence est la mise en circulation de timbres postes qui reproduisent les prétentions territoriales des deux pays. Une telle propagande philatélique avait déjà eu cours entre le Paraguay et la Bolivie dans la question du Chaco. Les timbres mis en service en 1938 par le Pérou et l'Équateur se conforment à cet esprit. Le timbre péruvien représente en effet le territoire du Pérou jusqu'au Piémont andin, tandis que celui de l'Équateur rattache à Quito non seulement les territoires allant jusqu'au Marañón, Iquitos compris, mais encore une large bande septentrionale qui ne faisait pourtant pas partie des revendications officielles. La version équatorienne semble directement issue de la proposition d'un citoyen qui, outré par le timbre péruvien, proposa une esquisse de ce que devrait être le nouveau timbre (figure 7). Cette propagande philatélique est encore une fois caractéristique de l'usage nationaliste de la caret que B.Anderson décrit comme un symbole qui est destiné à être reproduit et à circuler largement. Le timbre avec son haut tirage et sa nature voyageuse, entre parfaitement dans cette catégorie.

¹⁴¹ Portal de Servicios al Ciudadano y Empresas (PSCE), https://www.tramites.gob.pe/tramites/psce_ficha_tramite.aspx?id_entidad=140&id_tramite=59956, consulté le 5 août 2020 ; pour la réaction d'un ancien directeur de la Bibliothèque nationale qui a lui-même subi des déconvenues dans ce domaine, voir MÚJICA Ramón, « Glosa al absurdo », *El Comercio*, 24 mars 2017. En ligne : <https://www.lampadia.com/opiniones/ramn-mujica-pinilla/glosa-al-absurdo/>, consulté le 5 août 2020. Nous avons également été confronté avec des collègues au phénomène. Au cours de l'organisation d'un colloque à Lima en 2016 sur le thème des frontières péruviennes, nous avons en effet choisi comme illustration pour le matériel de communication de l'événement, une représentation stylisée de la triple frontière Pérou-Colombie-Brésil autour du port de Leticia. Un service dédié de la chancellerie péruvienne nous a alors contacté avec insistance pour nous sommer de retirer cette représentation qui ne correspondait pas exactement aux coordonnées géographiques de la frontière telles que définies dans les traités internationaux. Face au risque d'annulation d'un événement pourtant présenté dans une université privée (la PUCP), il nous a fallu changer à la dernière minute l'intégralité du matériel avec des motifs neutres.

Figure 7 : la bataille des timbres



Source : « Carta del Señor J. M. Valdivieso a la Cancillería enviando una foto de Estampilla Peruana con el Mapa del Perú y un proyecto de Estampilla ecuatoriana con el Mapa de Ecuador », Guayaquil, 4 février 1940. AHMRE, T.5.3.1.1.

Les deux pays développaient donc dans ce champ des stratégies tout à fait similaires de territoires idéalisés. Le fossé qui existait entre ces représentations idéalisées et la réalité du terrain menait alors à des effets négatifs pour la coopération internationale et le fonctionnement normal de l'État. En matière de coopération internationale, il faut noter que les deux visions incompatibles pouvaient entrer en concurrence au cours des grandes réunions géographiques du continent, notamment celles de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire.¹⁴² Chargé de développer la coopération intellectuelle sur le continent de ces deux disciplines, l'Institut avait été créé après une proposition cubaine de 1925, qui considérait justement qu'un tel organe pourrait permettre d'avancer sur les questions de différends frontaliers, encore nombreux dans la région. L'un des objets de sa création en 1928 était ainsi de mener « des études sur les questions de frontières à la demande éventuelle des intéressés ».¹⁴³ Si cette possibilité n'a en réalité jamais été pleinement activée à notre connaissance, malgré l'existence de conflits frontaliers ouverts comme la guerre du Chaco, les conflits frontaliers ont pu, quant à eux, interférer avec les travaux de l'Institut. Après la première assemblée générale à Rio de Janeiro à la fin de l'année 1932, et celle de Washington en 1935, ce fut justement au tour de la capitale péruvienne d'accueillir la troisième assemblée générale de l'Institut, du 30 mars au 7 avril 1941. Il n'y a pas dans le *Bulletin de la société géographique de Lima* dédié à cette réunion de développements spécifiques sur la question péruano-équatorienne, mais les recommandations de la session de clôture peuvent nous donner une indication des difficultés créées par le différend frontalier : le premier point recommande l'envoi de télégrammes de félicitations à la Colombie et au Venezuela pour leur récent accord frontalier ; le quatrième point recommande de ne pas publier de cartes sans le consentement des pays concernés ; et le cinquième de ne pas publier d'études historiques qui aborderaient des polémiques internationales sans l'accord des pays en jeu.¹⁴⁴ Difficile de ne pas voir dans les premières recommandations d'une longue liste l'attention portée au conflit qui éclaterait ouvertement quelques mois plus tard entre le pays hôte et son voisin du Nord. Pendant la réunion d'ailleurs, un intervenant qui se faisant le chantre de la « liaison géodésique » avait également affirmé que ce difficile objectif technique permettrait que « les différends limitrophes [soient résolus] depuis un cabinet sans autre travail matériel que celui d'aller aux frontières pour connaître ses possessions géographiques sur le terrain, sans nécessité de perdre du temps et de l'argent pour mener des travaux spéciaux », ce qui était particulièrement naïf, comme nous le montrons dans

¹⁴² DUMONT, *De la coopération intellectuelle...*, op. cit. p. 278-282.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 281.

¹⁴⁴ *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima*, t.LVIII, trimestre 2, 1941, p. 83-124.

le chapitre suivant.¹⁴⁵ Enfin le chancelier péruvien Solf y Muro avait explicitement mentionné les litiges de frontières pour lesquels « les recherches historico-géographiques sont de la plus haute importance ».¹⁴⁶ Le différend péruano-équatorien n'avait pas fait sombrer la coopération intellectuelle panaméricaine, mais elle en limitait la portée en restreignant ses recherches et publications, quoiqu'elle dut en partie son existence même à ces conflits.

Une autre conséquence négative de la propagande cartographique est qu'elle pouvait perturber le fonctionnement de l'État qui devait se baser sur des cartes erronées. Un bon exemple en est l'impossibilité d'établir des statistiques nationales exactes pour les territoires concernés, car il fallait pour cela recenser des personnes et des ressources situées dans des territoires officiellement nationaux, mais en réalité contrôlés par le voisin. Le chancelier équatorien, sollicité par la Direction Générale des Statistiques en 1940, indique qu'il « est impossible d'indiquer les limites sud de l'État lorsqu'elles se trouvent en dispute et que s'il faut certes maintenir sur nos cartes géographiques celles auxquelles nous avons droit, les travaux statistiques localisés dans ces lieux seront rendus difficiles, car étant équatoriens par droit, ils se trouvent sous contrôle péruvien ». Il poursuivait en recommandant de se baser pour les travaux futurs sur la carte officielle.¹⁴⁷ Les Péruviens étaient dans un cas de figure tout à fait analogue en cette même année 1940 qui vit la publication d'un recensement général, formidable outil pour connaître le Pérou de cette époque, et qui n'avait pas été actualisé depuis des dizaines d'années.¹⁴⁸ Les échanges entre la commission du recensement et la chancellerie montrent que pour calculer les densités de population du Pérou, la commission avait besoin de connaître la surface exacte de l'extension du pays et que personne, ni la société de géographie, ni le service géographique de l'armée, ni la commission des limites de la chancellerie, ne pouvait lui fournir, renvoyant simplement – et exactement comme dans le cas équatorien – à une carte officielle, adaptée aux prétentions diplomatiques mais non à la réalité du terrain.¹⁴⁹

La bataille des cartes à laquelle se livrent les deux voisins à la veille de la guerre offre donc un des cas les plus poussés de parallélisme entre les deux chancelleries. Les mêmes objectifs les mêmes méthodes, les mêmes problèmes se posaient à Lima et Quito, peut-être aussi parce que cette politique se construisait par réaction à ce que faisait l'ennemi, mais c'était aussi un

¹⁴⁵ SUÁREZ GARCÍA Manuel, « El enlace geodésico panamericano », dans *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima*, t. LVIII, trimestre 2, 1941, p. 125-129.

¹⁴⁶ *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima*, t. LVIII, trimestre 2, 1941, p. 123.

¹⁴⁷ Tobar Donoso au directeur général de la Statistique, 29 janvier 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

¹⁴⁸ REPÚBLICA DEL PERÚ, *Censo nacional de población y ocupación 1940. Primer volumen, resúmenes generales*, Lima, Ministerio de Hacienda y Comercio. Dirección Nacional de Estadística, 1944.

¹⁴⁹ « Correspondencia entre el Presidente de la Comisión del Censo y el Ministerio de Relaciones Exteriores », 1940-1941. ALMRE, LEK-20-33, legajo 177.

problème régional qui concernait les États sudaméricains en butte à des litiges frontaliers. Encore qu'il s'agît là de diffuser une image théorique du territoire. Or, des voyageurs étrangers pouvaient aussi venir voir sur place l'état de la région frontalière. Ils devenaient alors l'objet de cette lutte sans nécessairement s'en rendre compte.

Un enjeu de propagande internationale : l'expédition française sur le Haut-Amazone

Un exemple concret de cette compétition propagandiste et directement rattachée au terrain peut être souligné dans le cas de l'expédition Flornoy. L'explorateur et ethnologue français Bertrand Flornoy (1910-1980) avait en effet préparé une expédition dans le Haut-Amazone, afin de rencontrer les fameux « indiens jivaros », auteurs des « têtes réduites » dont les touristes internationaux ramenaient régulièrement des exemplaires (chapitre 6). De cette expédition en 1936-1937, il tira entre autres un livre, un film documentaire et même une bande dessinée.¹⁵⁰ Les territoires qu'il visita en compagnie de Jean de Guébriant, chargé de la cartographie, et Fred Matter, chargé de la photographie, étaient justement situés dans la zone grise entre le Pérou et l'Équateur, au moment même de la signature de l'Acte de Lima de 1936. Par conséquent, cette expédition revêtait un caractère important tant pour les Équatoriens que les Péruviens. Ainsi, après avoir accostés à Guayaquil, c'est à Quito que les trois jeunes hommes préparèrent l'expédition. Ils sont reçus à cette occasion par le chef de l'État, Federico Páez :

« Celui-ci, homme très courtois, très érudit, nous questionne avec l'attention que les Équatoriens portent à ceux qui parcourent leur territoire. Il est le seul, ou l'un des très rares parmi ses compatriotes qui connaisse la région orientale de la République et l'itinéraire même que nous devons suivre au début de notre voyage. Nous apprenons qu'il est ingénieur des mines. Ses conseils autant que son appui officiel nous sont d'une grande utilité ».¹⁵¹

Ils sont aussi plusieurs fois conseillés par le Directeur des Services de l'*Oriente*, notamment sur l'itinéraire difficile à emprunter, et doivent sacrifier aux mondanités de la capitale équatorienne. Ils partent ensuite vers leur destination, via Baños, Puyo puis la mission de Canelos, sur le Bobonaza, affluent du Pastaza. C'est l'occasion pour Flornoy de décrire des « civilisateurs » équatoriens souvent admirables mais aux moyens proches du dénuement. Il en va ainsi de Puyo qu'il décrit comme

« un village de huit feux, bien situé entre ce cours d'eau et la rivière qui porte son nom : le río Puyo. Les dominicains, jouant leur chance dans cette région désertée, ont bâti une case beaucoup trop vaste pour le lit de bambou, la table et le banc qui composent le mobilier de la mission. À côté, la petite chapelle se défend comme elle peut des insectes rongeurs : elle

¹⁵⁰ FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone : trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939. MATTER Fred, *Haut-Amazone*, Gaumont Pathé Archives (ayant droit producteur), 39 minutes, 1939. Le film documentaire est consultable dans les archives du CNC accessibles via la plateforme de l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) et des extraits sont utilisés dans le documentaire consacré à son acolyte Jean de Guébriant : BUDOR Hubert, *L'expédition Jivaro*, Aber Images/TV Rennes, 52 minutes, 2008.

¹⁵¹ FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone, op. cit.*, p. 14.

a tout le nécessaire pour le service de Dieu, autel, chandeliers, une aimable statue du Christ sortie de quelques Saint-Sulpice indigène et même une cloche. Mais on trouve davantage d'herbes folles que de fidèles. Les autres cases disséminées sur le quadrilatère traditionnel d'un terrain nu et brûlé par le soleil, abritent des familles de métis aux occupations vagues, laveurs d'or pour la plupart qui retournent à l'état primitif. La forêt, la vraie forêt amazonienne, les entoure de tous les côtés ».¹⁵²

Puis à Canelos, ils rencontrent les autorités religieuses et civico-militaires :

« Canelos, en tant que village, tient sur une place. Le couvent, la chapelle et deux maisons sur pilotis dont l'une est vide, l'autre habitée par le lieutenant politique. Mais Canelos brille lumineusement sur l'immensité verte de la région [...] [le prêtre catholique local, le *padre* León], voudrait de la quinine, des injections au moins un peu de teinture, d'iode pour lutter. Mais il n'a rien, rien que ses mains, son idéal [...] La case du lieutenant politique dont les cloisons de bambous sont couvertes de chromos déteints et de vieux calendriers patriotiques ».¹⁵³

Enfin sur le Bobonaza, l'expédition française rencontre sa dernière position équatorienne, qui manque de tout :

« Le lieutenant politique, le dernier que nous rencontrerons, homme dénué de tout et que la vue de nos conserves met en transes, ne peut nous être d'aucune utilité. Dans sa case misérable, je vois pendre trois Mauser à demi dévorés par la rouille et dont aucun antiquaire ne voudrait ».¹⁵⁴

Après cette ultime rencontre avec les autorités du pays, les trois explorateurs résident plusieurs mois sur un affluent du Pastaza qu'ils nomment Camp Patrick. Ils arrivent à entrer en contact avec les fameux Jivaros. Contre des soins médicaux, des étoffes et un peu de curiosité, ils étudient leurs coutumes, la chasse, la pêche, leurs mythes, ainsi que la pratique de la réduction de têtes (*Tsantsa*), Ils photographient, filment et mesurent les indiens. Mais Fred Matter n'a plus de pellicule, et Jean de Guébriant est gravement malade. Ceux-ci s'en retournent donc par où ils sont venus, tandis que Flornoy, en intrépide aventurier, descend le Pastaza et explore les rivières environnantes pendant plusieurs mois encore, en particulier le Santiago. Il est à cette occasion reçu cette fois royalement dans les postes militaires péruviens, pour lesquels il ne tarit pas d'éloges :

« Dix jours ont passé. Rien que dix jours et cependant me voici aujourd'hui, le coude appuyé à une vraie table, devant des couverts en "vraie" porcelaine ; du café fume et miroite dans ma tasse. Plus loin que le pain frais et le beurre de conserve, plus loin que le sucrier et la cafetière, un homme jeune en uniforme, un officier... Ce miracle s'appelle Puerto Soplin, le premier poste militaire péruvien, le bastion avancé de la République inka. Comme un mirage j'avais vu grandir, la veille, un espace nu, découvert, sur la rive escarpée. Le courant aidant, trois ou quatre toits de tôle avaient rapidement surgi. C'était un campement militaire, un de ces étonnants points sur la carte verte où l'énergie des colonisateurs péruviens a décidé de s'affirmer. Vingt hommes y ont débarqué voici un an, attaqué la forêt au machete, défriché, asséché bâti. Comme aucun de ceux-là n'a résisté plus d'un mois, d'autres les ont remplacés. »¹⁵⁵

¹⁵² *Ibid.*, p. 42.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 47, 48 et 50.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 56.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 232.

Il est ainsi reçu dans plusieurs garnisons de diverses importances dans la région, où il séjourne en alternance avec des expéditions chez les indiens, pour lesquelles les bateaux à moteur des forces péruviennes sont à sa disposition. Cette facilité lui est d'ailleurs expliquée directement par le sous-lieutenant de Soplín qui lui « apprend que son gouvernement a envoyé des ordres concernant notre expédition. Dès cet instant, je bénéficie de toutes les aides possibles ». ¹⁵⁶

Sans que Flornoy ne le sache, cet ordre était en réalité la conséquence de l'alerte du ministre péruvien en Équateur. Arturo García Salazar, deux mois avant de s'envoler négocier à Washington, relatait en effet à son gouvernement que l'expédition Flornoy qui lui avait été présentée, passerait en octobre 1936 par la garnison du Pastaza et il soulignait à cette occasion

« L'intérêt de démontrer aux membres de ces expéditions internationales - chaque jour plus fréquentes - que le bassin amazonien, dans la région disputée avec l'Équateur, est effectivement occupé par le Pérou et qu'à l'effort péruvien se doit que la civilisation y pénètre. Je crois intéressant que nos autorités facilitent aux expéditionnaires leur rapide voyage à Iquitos, qui serait la meilleure leçon de choses, pour qu'ils puissent comparer l'abandon des territoires occupés par l'Équateur et le progrès de l'Amazonie péruvien ». ¹⁵⁷

Il s'agissait donc bien d'influencer le regard des voyageurs, ce qui d'ailleurs n'était que le pendant de la conversation directe que les Français avaient eu avec le chef d'État équatorien. D'Iquitos, Flornoy ne souffle mot, mais il est certain que sa description de l'Amazonie souligne en effet le contraste du dénuement équatorien face à la puissance colonisatrice péruvienne, ce qui est d'ailleurs victorieusement souligné par un mémorandum de la chancellerie péruvienne deux ans plus tard, lorsque le récit de l'expédition est publié à Paris, en recopiant et traduisant certains passages. ¹⁵⁸ Le contraste présenté par Flornoy est d'ailleurs légèrement forcé, puisqu'à proximité du Soplín péruvien existait à l'époque le poste équatorien de Huachi, disposant d'un sous-lieutenant et de huit soldats, et dont Flornoy ne mentionne pas l'existence. La stratégie péruvienne a donc en grande partie payé, même si dans l'unique passage dédié au problème frontalier, Flornoy semble plutôt s'en gausser.

« Aujourd'hui, pendant que je bois - et avec quelle joie - un café inoubliable, deux équipes de soldats partent au pas cadencé vers leurs travaux de déblaiement. Au grand mât flotte le drapeau rouge, blanc, rouge.

Je voudrais m'abandonner quelque temps à ce repos, à ce confort inattendu. Le sous-lieutenant commandant le poste est plein d'attentions pour moi ; il m'apprend que son gouvernement a envoyé des ordres concernant notre expédition. Dès cet instant, je bénéficie de toutes les aides possibles ; il me l'affirme et c'est vrai. Assis dans un fauteuil, face à la petite maison, la *commandancia* [sic], je pense malgré moi aux jours passés, aux jours qui vont suivre. Des chants me parviennent, des bruits de marteaux, des ordres, des appels de

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 233.

¹⁵⁷ Arturo García Salazar au ministre des Relations Extérieures, 9 juin 1936 Quito. ALMRE, LEI-6-17, legajo 569.

¹⁵⁸ Edwin Letts S., « Memorandum », Annexe 11, 2 août 1939. ALMRE, LEK-7-17.

clairon. Le soir, je peux même lire des revues militaires dans lesquelles je reconnais des noms français, ou bien des magazines sans couvertures où tous les déshabillés portent des légendes parisiennes. De lit à lit le sous-lieutenant m'explique son plan de colonisation et s'étonne de ne jamais rencontrer un seul Indien, un seul Jivaro. Il me parle également de la guerre moderne, des gaz...

- Pardon ? Vous pensez aux gaz ? Ici, à cent mètres à peine de la forêt vierge ! S'il vous plaît, lieutenant, est-ce que les moustiques et les vampires ne vous suffisent pas ? Oui, je sais : l'Équateur, la Colombie, les conflits, les frontières... Votre idéal, c'est de tracer sur ces vastes inconnus de la carte une ligne péruvienne, je le comprends. Il vous plairait aussi de vêtir les Indiens de pantalons et de raser leurs longs cheveux. Mais ne me parlez pas de guerre, de tactique ! Vous avez, pour conquérir ainsi votre pays, une passion que j'aurais pu connaître autrefois, sur d'autres continents. Excusez-moi d'être sourd pour le reste. »¹⁵⁹

Par la suite, tout au long de sa vie, Flornoy fut en très bons termes avec les autorités péruviennes. On publie un de ses rapports dans le numéro commémoratif de la Société de Géographie de Lima dédié à la découverte « péruvienne » de l'Amazone en 1942 (chapitre 10)¹⁶⁰ et l'on murmure encore aujourd'hui à Lima que lorsque les autorités péruviennes s'émurent des possibles conséquences des essais nucléaires français dans le Pacifique, Flornoy était chargé d'apaiser ces préoccupations. Aucune trace de réaction équatorienne à l'expédition n'a été retrouvée, mais un exemplaire du livre de Flornoy est conservé à la bibliothèque du ministère des relations extérieures, et on notera que la publication dudit livre n'empêcha pas Jean de Guébriant de mener une carrière diplomatique sur le continent sud-américain.¹⁶¹

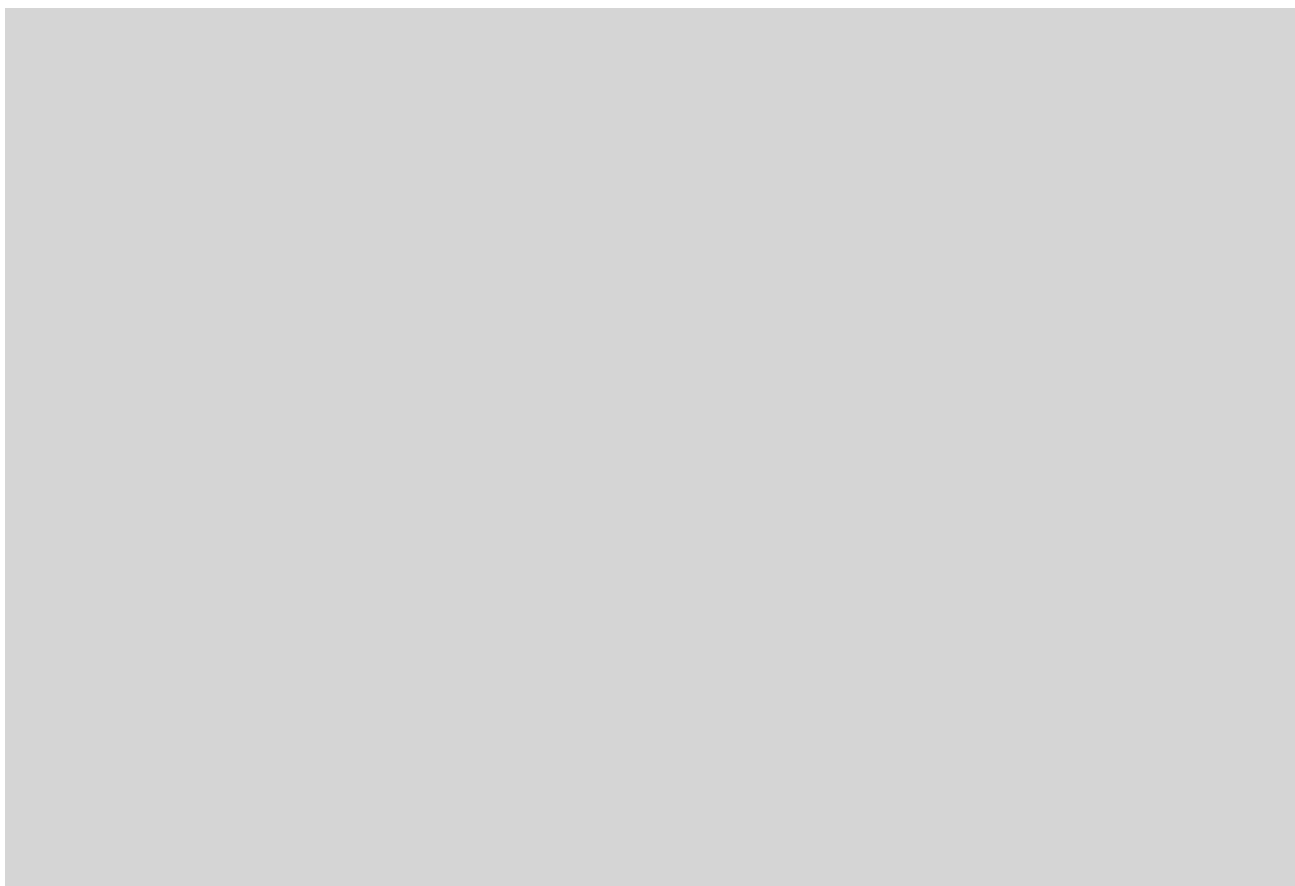
Cela tint peut-être au fait que Flornoy se garda bien de prendre position sur la délimitation frontalière alors discutée âprement à Washington. Ultime concession à la bataille des cartes entre Péruviens et Équatoriens, le croquis tracé et publié par Flornoy décrivant l'itinéraire de l'expédition ne comporte aucune frontière, si ce n'est la mention Pérou et Équateur assez éloignées pour éviter toute polémique (figure 8). Avait-il été instruit des possibilités de censure, ou considérait-il de toute façon ces espaces comme non rattachés aux Républiques et non définis encore ? Toujours est-il que l'expédition Flornoy avait été, comme d'autres, l'enjeu de la lutte d'image que se livraient les deux Républiques et que le Pérou y avait gagné un certain avantage.

¹⁵⁹ FLORNOY, *op. cit.*, p. 232-233.

¹⁶⁰ « Lauricocha y las fuentes del Marañón, primer informe de la expedición francesa del Amazonas, 1941-1942. *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima, Numero extraordinario del IV centenario del descubrimiento del Río Amazonas*, t. LIX, 1942.

¹⁶¹ Si la nécrologie du *Télégramme* mentionne des postes au Chili et en Argentine, les notes lues dans le documentaire consacré à Guébriant indiquent qu'un « poste se libère à Quito », sans que l'on sache s'il y fut envoyé. « L'explorateur breton Jean de Guébriant est décédé », *Le Télégramme*, 1er sept. 2001 ; BUDOR Hubert, *L'expédition Jivaro*, Aber Images/TV Rennes, 2008.

Figure 8 : un compte rendu cartographique conforme à la situation de litige



Source : FLORNOY, *op.cit.*

Les cartes, les timbres, les feuillets, l'accueil des voyageurs ont donc constitué divers instruments de la lutte de propagandes entre les deux chancelleries. Leur production a bénéficié des réseaux diplomatiques, du tourisme et du capitalisme imprimé. C'est donc la nécessité de convaincre les puissances extérieures qui a d'abord contribué à façonner les représentations territoriales idéalisées avant que celles-ci ne soient intégrées par les citoyens des deux pays (chapitre 10). Mais la guerre de l'information ne se réduisait pas à leur diffusion. Elle s'orientait aussi vers la collecte du renseignement qui a pu avoir des conséquences tout aussi décisives.

B. La guerre du renseignement

Faire savoir avait donc été un enjeu essentiel de l'action diplomatique des deux pays depuis au moins 1935. Mais pour faire savoir, encore fallait-il savoir au préalable. Or, concernant des territoires parfois mal connus et peu intégrés, l'accès aux informations pertinentes pouvait se révéler problématique. L'énergie des chancelleries se dirigea donc également dans deux directions, celle des archives et celle du terrain, contribuant involontairement à l'escalade

militaire.

La bataille des archives, une extension de la culture historico-juridique

La surprise qu'a provoqué du côté péruvien l'acceptation d'un arbitrage de droit, au moins au moment de la souscription de l'Acte de Lima, les poussa rapidement à s'interroger sur les documents qui soutiendraient les arguments équatoriens, et provoqua une course aux archives dans plusieurs pays. Quelques jours seulement après la signature de l'Acte de Lima, V. A. Belaúnde était convaincu que la nouvelle attitude des Équatoriens se devait à la « découverte de quelque document équivoque ou contre-titre des derniers temps de l'époque coloniale [...] duquel se dégage une conséquence défavorable pour nous ». Preuve en serait faite par les indices qui montraient que des Équatoriens étaient en train d'effectuer des recherches dans les archives, ainsi que le commentaire de Zaldumbide qui à Genève avait parlé à son homologue d'une « guerre des cédules ».¹⁶²

Si l'historien Raúl Porras Barrenechea confirmait cette hypothèse, le chancelier Ulloa au contraire ne croyait pas à l'existence de ce nouveau document, et interprétait la « guerre des Cédules » comme une manière romanesque de faire référence au débat historico-juridique déjà en vigueur. Il n'en demeure pas moins qu'il appuya le travail archivistique de Porras en Europe, afin de confirmer que le document en question n'existait pas.¹⁶³

La chancellerie avait en effet commandé à l'historien et diplomate qui se trouvait alors en Europe une étude des archives espagnoles. Des ressources importantes sont accordées à cette mission : Porras reçoit un traitement équivalent à celui d'un chargé d'affaires ; il prévoit des déplacements et demande à la chancellerie d'acquérir tout ouvrage de voyageur permettant d'établir l'antériorité des autorités péruviennes dans les régions concernées ; la chancellerie lui envoie également à sa demande la longue liste de ses cartes. L'étude de Porras qui en a résulté n'a pourtant pas semblé concluante, malgré le haut degré d'estime pour le travail de cet homme considéré encore aujourd'hui comme un des plus grands historiens et intellectuels du Pérou.¹⁶⁴ La chancellerie s'agace de ce qu'il ne se rendit pas immédiatement en Espagne, retenu pour des affaires à Paris et Genève. Lorsqu'il arriva à Séville, son travail fut mis en difficulté par la Guerre civile qui s'installait dans le pays, et qui apparemment rendit également compliqué son

¹⁶² Víctor Andrés Belaúnde, Memorandum n°1, 10 juillet 1936. ALMRE, LEI-6-19, legajo 569.

¹⁶³ Alberto Ulloa, ministre des Relations Extérieures, à Francisco Tudela, 23 juillet 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

¹⁶⁴ À titre d'anecdote, c'est à son contact qu'a été formé le jeune Mario Vargas Llosa, futur prix Nobel, et sa maison est aujourd'hui le centre culturel de l'Université San Marcos (UNMSM), la plus grande et plus ancienne des universités publiques du pays. Il figure en outre sur les billets de 20 nouveaux soles.

retour.¹⁶⁵ Il en résulte d'après García une étude « un peu précipitée » et très optimiste sur la position du Pérou. « Afin de ne pas s'illusionner avec ses propres arguments en ne pas avoir un excès de confiance dans ses affirmations, il est nécessaire que l'Archive des Limites continue son travail et ne se contente pas de ce qui a déjà été étudié dans ce domaine », ajouta-t-il.¹⁶⁶

Les recherches continuèrent donc dans tous les lieux et pays où l'on pourrait trouver de nouveaux documents. Au sein de la propre chancellerie péruvienne ou dans les archives du Congrès de la République furent traqués ces bouts de papier parfois à la demande même des délégués de Washington pour répondre à leurs homologues équatoriens.¹⁶⁷ Il y eut aussi des recherches en province. En février 1937, alors que la conférence de Washington piétinait, la chancellerie envoya Víctor Proaño pour effectuer ce travail dans les villes susceptibles de contenir des documents historiques sur les provinces amazoniennes. Ses recherches s'étendirent à Iquitos, Moyobamba, Trujillo et peut-être Cajamarca, sans avoir pu passer par Chachapoyas comme prévu. Ses résultats furent maigres : la plus grande partie des archives recherchées avait été perdue, brûlée ou déjà rapportée à la capitale. Les documents des commissariats et sous-commissariats des rivières Napo, Pastaza, Tigre, Haut-Marañón et Putumayo avaient en réalité été emportés par l'armée qui les utilisait pour établir des cartes militaires. Par ailleurs, Proaño se convainquit qu'en certains endroits comme à Moyobamba, « quelqu'un » était passé avant lui pour emporter les précieux documents, alimentant la paranoïa qui s'exerce dans cette affaire.¹⁶⁸

Les craintes des Péruviens de ce que les Équatoriens auraient trouvé de nouveaux documents étaient-elles fondées ? Dès la fin du XIX^e siècle, les Équatoriens avaient lancé des programmes de recherches archivistiques destinées à alimenter la « littérature des frontières » émergente, mais elles avaient jusque-là été menées par des particuliers au service de l'Église ou du ministère de l'Instruction.¹⁶⁹ Désormais, c'est le réseau diplomatique même qui mène les recherches dans les années 1930. Les Équatoriens avaient-ils déployé des efforts identiques

¹⁶⁵ Alberto Ulloa, ministre des Relations Extérieures, à Francisco Tudela, 23 juillet 1936. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569 ; ALMRE, LEI-6-46, legajo 571.

¹⁶⁶ Arturo García Salazar à Alberto Ulloa, 24 mai 1937. ALMRE, LEI-6-12, legajo 569.

¹⁶⁷ « Nuestra delegación en Washington, en oficio n°217, indicó la conveniencia de que esta oficina investigara en el Archivo del Ministerio el fundamento de la aseveración hecha por el Plenipotenciario peruano señor Matías León, en las conferencias de 1841 ». Secretariat Général du ministère des Relations Extérieures, « Memorandum », 4 novembre 1937. ALMRE, LEI-6-18, legajo 569.

¹⁶⁸ « Correspondencia de Víctor Proaño sobre su búsqueda de documentos estableciendo la soberanía sobre la Amazonía », 1938. ALMRE, LEK-20-7, Legajo 176.

¹⁶⁹ SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América. Cahiers du CRICCAL*, 2004, vol. 31, n° 1, p. 271-278.

avec plus de réussite ? Il est établi que des recherches ont en effet été menées en Colombie, au Chili, peut-être au Venezuela, et en Espagne à Madrid et Séville.¹⁷⁰ Le chancelier Tobar semblait encore en 1939 intéressé à compiler la documentation sur l'arbitrage espagnol, puisque « dans l'Archive de ce ministère c'est bien peu ce qui existe » sur ce sujet. La Guerre civile (1936-1939), estimait-il, pouvait avoir rendu la tâche plus difficile, mais pouvait aussi avoir exhumé quelque document auparavant enfoui. Il relate également que certaines personnes avaient cherché à vendre au gouvernement équatorien des archives familiales éclairant cet arbitrage espagnol, et précisait que des recherches étaient effectivement menées aux archives de Séville, en lien avec le consul de l'Équateur sur place. Il en déduisait que les « dernières recherches nous mènent à conclure qu'il existe des Cédules et des Ordres royaux, de la Colonie, qui éclairent et clarifient le droit équatorien » mais déplorait que dans les Archives des Indes de Séville, beaucoup avaient sans doute disparu.¹⁷¹ Il y avait donc bien un intérêt équatorien, mais relativement tardif et aux résultats limités. Ce n'était en tout cas pas la découverte d'un nouveau document qui avait motivé la signature de l'Acte de Lima, puisque de tels arguments ne furent pas utilisés dans les négociations. La recherche frénétique péruvienne avait plutôt été motivée par le culte du document hérité sans doute de la tradition hispanique, et par un esprit de méfiance et de paranoïa que l'on retrouve à l'identique chez les soldats en poste au front. Les diplomates se comportaient ainsi en soldats de bureaux à la recherche de leurs munitions de papier. Cette configuration explique aussi la persistance aujourd'hui de la culture du secret autour de l'accès à certains fonds d'archive.

Obtenir des informations du terrain, réduire l'incertitude géographique

La recherche documentaire ne donna pas les résultats escomptés, mais les chancelleries avaient effectivement besoin de données précises pour pouvoir négocier. Or, cette nécessité a contribué à l'escalade sur le terrain.

Depuis le début des années 1930 au moins, le ministère des relations extérieures de Quito avait l'habitude d'envoyer un questionnaire aux autorités militaires et religieuses en charge de la gestion des territoires amazoniens, voire à des voyageurs occasionnels et explorateurs, afin

¹⁷⁰ Julio Tobar Donoso mentionne que Gabriel Navarro, sans doute l'ancien chancelier José Gabriel Navarro, avait effectué un travail d'archive à Santiago du Chili sur les affaires péruano-équatoriennes en 1936, sans trouver rien d'intéressant. Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, ministre à Lima, 6 juin 1939. AHMRE, T.5.3.2.2 ; « Informe del Señor Jorge A. Garcés sobre sus estudios históricos en los Archivos de Colombia. Índice de Documentos coloniales muy importantes », 25 octobre 1939, AHMRE, T.5.3.1.1. Il y a d'autres dossiers conservés par la chancellerie qui n'ont pas été consultés par manque de temps ou d'autorisation (côtes G.1.6.3.9-11).

¹⁷¹ Julio Tobar Donoso, « instrucciones reservadas para la legación del Ecuador en España confiadas al segundo secretario Don Carlos Tobar Zaldumbide », 12 juin 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

de compiler des renseignements sur la réalité du rapport de force. Avec la préparation de la conférence de Washington, en plus d'une enquête auprès de la société civile distinguée pour connaître les différentes opinions sur les arguments historico-juridiques à utiliser, la chancellerie envoya également un questionnaire à de nombreuses personnalités du terrain, demandant de préciser l'extension du contrôle péruvien, ainsi que la nature (militaire, civile, religieuse, etc.) de son activité, de même que les explorations péruviennes.¹⁷² Une partie non négligeable de la documentation équatorienne pour notre travail est d'ailleurs tirée des réponses à ce questionnaire.

Équatoriens comme Péruviens avaient un besoin crucial de connaître, au-delà des positions juridiques théoriques, la réalité du terrain. Cette connaissance s'était révélée cruciale dès le début des négociations de Washington, lorsque la chancellerie du Rimac avait défini le *Statu Quo* à partir des positions effectives équatoriennes. Puis au cours de la négociation, les deux délégations devaient présenter des lignes précises indiquant leurs prétentions maximales et minimales. Pour tout cela il fallait connaître précisément le terrain, ce qui était très loin d'être le cas, comme le remarquait longuement un rapport équatorien de 1936 :

« Un projet d'instructions [pour la délégation de Washington], en plus de la connaissance historique et juridique de la controverse limitrophe entre l'Équateur et le Pérou, nécessite essentiellement la connaissance réelle et effective de notre situation actuelle dans l'*Oriente*. *Il n'a pas été possible jusqu'à aujourd'hui - et il faut bien s'en plaindre - de connaître exactement ce que nous avons réellement dans la zone orientale*¹⁷³ [...] Monsieur le Géographe de la Commission technique, au cours de la session d'hier, a exprimé formellement qu'il ne pouvait préciser ni la réalité des positions équatoriennes, ni la portée effective de l'occupation péruvienne dans l'*Oriente*. [...] Les données mêmes provenant de l'armée étaient en désaccord avec celles obtenues par la Direction de l'*Oriente*. [...] La Commission juge que s'il est possible de trancher sur le droit pur, en rapport avec les titres invoqués par l'Équateur, il est en revanche indispensable de connaître les faits ».¹⁷⁴

Des données contradictoires entre les services, au plus haut niveau de l'État, et ne pouvant préciser ni les positions de l'ennemi, ni, pire encore, la localisation des forces mêmes de la nation : cruel aveu d'impuissance, qui explique que les Équatoriens n'aient pas été en mesure de rétorquer à la circulaire péruvienne qui localisait leurs positions et grignotait ainsi du territoire.¹⁷⁵

¹⁷² Ángel Isaac Chiriboga, « Al señor Domingo Romero Terán enviándole un Cuestionario sobre la región oriental », 17 septembre 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

¹⁷³ Souligné dans le texte par un lecteur de la chancellerie.

¹⁷⁴ « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938. AHMRE, T.5.3.1.4. Le document est un rapport de 1938, mais la citation est reproduite à partir d'un rapport de 1936.

¹⁷⁵ Ce qui répond au commentaire de Ronald St John qui estime cette absence « étonnante » : « A la época, Ecuador no confrontó en forma oficial la descripción del 'Status Quo' hecha por Peru, lo cual es asombroso, ya que se debió haber reconocido la importancia potencial de la línea definida por Perú ». ST JOHN Ronald Bruce, « Las relaciones Ecuador-Perú : *op.cit.*, p. 96.

Chez les Équatoriens comme chez les Péruviens, cette incertitude posait de nombreux problèmes. Tantôt les rapports du front faisaient référence à des lieux que l'on ne pouvait placer, tantôt les noms indiqués ne correspondaient pas aux cartes, ce qui donnait lieu à de dangereux quiproquo entre légations et ministères de la Défense menaçant de dégénérer en escalade militarisée, et qui n'étaient pas propres à la méconnue frontière amazonienne, mais aussi à la frontière côtière beaucoup plus fréquentée, comme le rappelait encore en 1939 le Chef de Sécurité de la frontière Sud (dans la région de El Oro) :

« Toutes les mésintelligences qui ont eu lieu, autant entre notre chancellerie et celle du Pérou, qu'entre l'état-major général et moi-même, proviennent du manque d'une carte géographique qui signale avec exactitude la configuration du col et, surtout, qui unifie les noms employés par l'Équateur et le Pérou au moment de faire référence à un point donné ou un lieu du territoire en dispute ».

Pour le lieutenant-colonel Segundo B. Ortiz, ces erreurs venaient de la répétition des noms de lieux, de leur variation et de leur altération, de la duplication des lieux avec le même nom, de l'omission de certains toponymes et de la création d'autres. Par conséquent, il soulignait « le danger des cartes équatoriennes [...] parce qu'elles sont fausses, parce qu'elles ne représentent pas avec exactitude le terrain, parce que chaque carte est à peine un simple calque d'une autre qui a elle aussi été confectionnée grosse modo, sans aucune étude géodésique ni topographique de la région ». ¹⁷⁶

Malgré l'apparente supériorité péruvienne dans ce domaine, ceux-ci étaient confrontés aux mêmes difficultés. Ils étaient pleinement conscients de leurs lacunes à ce niveau et en avaient fait l'amère expérience au cours du conflit de Leticia, au cours duquel « il n'y avait pas une seule carte géographique de l'Orient qui pouvait être au moins qualifiée de moyenne ». ¹⁷⁷ A la fin des années 1930, la question toponymique se posait encore à eux avec acuité, comme l'indiquait le ministre de la Défense Hurtado au début de 1938 :

« Il n'est pas surprenant que dans cette région il n'y ait pas d'uniformité - non pas dans la nomenclature géographique à proprement parler - mais sur les noms avec lesquels on désigne les différents accidents physico-géographiques, puisqu'il est connu qu'il y existe des zones énormes complètement inexplorées ; d'autres très superficiellement connues ou étudiées. Les noms sont fournis par les autochtones ou habitants semi civilisés et, parfois, imposés capricieusement par l'explorateur sans correspondre à celui qui est utilisé dans la région. [...] Afin d'éviter les changements de noms, j'en ai chargé le colonel Commandant de la Cinquième Division, lui ordonnant qu'à chaque fois que s'effectue une reconnaissance ou qu'il y ait un changement d'emplacement de garnison, autorisé par ce Bureau, il établisse un rapport détaillé, joignant des croquis, afin de le communiquer immédiatement à la chancellerie ». ¹⁷⁸

¹⁷⁶ État-major général au ministre des Relations Extérieures, 17 août 1939. AHMRE, T.5.3.2.2. La citation est du lieutenant-colonel Segundo B. Ortiz, chef de Sécurité de la Frontière Sud.

¹⁷⁷ ROMERO Fernando, *Notas para una historia de la Marina fluvial de Guerra*, 1934, p. 183.

¹⁷⁸ Federico Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 18 février 1938. ALMRE, LEK-9-11, legajo 169. Le passage coupé est un cas pratique exposé par le général, et dont on trouvera le détail

Ces pratiques liées aux toponymes étaient hautement problématiques car elles suggéraient des variations locales et infinies quand les négociateurs à Washington et autres salons diplomatiques avaient un réel besoin de précision pour éviter les malentendus et les frictions qui pouvaient en résulter. La négociation au plus haut niveau de l'État suppose la centralisation préalable de l'information, ce qui n'était manifestement pas le cas. Les principaux intéressés étaient donc conscients de ces faiblesses et prêts à y remédier, comme le montre la mesure précédente d'établissement systématique de croquis, ce que les Boliviens avaient dû faire dix ans auparavant pour le Chaco. Depuis les années 1920, Péruviens et Équatoriens déployaient ainsi de véritables efforts de cartographie scientifique que nous abordons plus loin (chapitre 2). Il s'agit pour l'instant de souligner que la nécessaire réduction de cette incertitude géographique a contribué à l'escalade militaire. Suite à une affirmation de l'équipe adverse, les négociateurs de Washington demandaient des précisions à la chancellerie de Lima, qui interrogeait le ministère de la défense qui collectait les informations des officiers de terrain. Mais pour collecter ces informations sur le terrain, les groupes de soldats devaient patrouiller la frontière au risque de rencontrer des positions adverses. Il s'ensuivait alors un débat local sur la nationalité de telle ou telle zone, débat insoluble en raison de la question toponymique mais aussi du *Statu Quo* de 1936 qui ne définissait pas réellement de frontières. La tension dégénérait facilement en incident qui par le truchement de la médiatisation devenait un accrochage international dans les journaux du continent et paralysait les négociations.

Les opérations de renseignement ont donc participé d'une escalade interactive et systémique dans le conflit. Alors que la bataille des archives pouvait encore passer pour une guerre de papier qui portait peu à conséquences, la réduction de l'incertitude géographique a au contraire eu des effets très concrets sur le terrain. Cela montre que le contrôle de l'information par la diplomatie pour des raisons extérieures a été un aspect essentiel du différend dans cette phase et que loin de favoriser le règlement pacifique, la collecte, la production et la diffusion de contenus à destination internationale ont été un obstacle à une entente pragmatique. En dernière instance, l'échec des négociations de Washington a aussi été l'échec des théories qui voudraient qu'un surplus de communication se traduise toujours par une plus grande tolérance.¹⁷⁹ Dans le cadre de ces négociations internationales, cela n'a manifestement pas été le cas.

dans l'encadré 2 p.127 sur la région de Lagarto Cocha.

¹⁷⁹ NEVEU Erik, *Une société de communication ?*, Montchrestien (coll. « Clés/politique »), 1994.

Encadré 2 : L'incertitude géographique, le cas pratique de Lagarto Cocha

Le cas de la région de Lagarto Cocha est paradigmatique des difficultés cartographiques rencontrées par les deux pays en Amazonie et des malentendus diplomatiques qui peuvent en résulter. Alors que les Péruviens protestent en avril 1938 d'intrusions sur la rivière Lagarto Cocha et la Laguna Arurima, aux alentours de la garnison de El Infante, s'ensuivent des échanges qui montrent que tous n'utilisent pas les mêmes noms, et que la géographie du lieu est mal décidée. On note par exemple que selon la date des cartes et leur objectif, n'apparaissent aucune ou une, deux, voire une dizaine de lagunas (étangs), et l'on comprend la confusion qui pouvait régner dans les échanges entre chancelleries et armées. On remarque cependant que les croquis se font avec le temps plus précis, et celui du début des années 1950 est d'une extrême précision en comparaison de ceux du début des années 1930. Au cours de ce laps de temps, l'incertitude géographique a donc été levée, mais ce processus a contribué à l'escalade militaire.

« C'est ce qui s'est passé avec la rivière Zancudo, Caño ou Lagarto Cocha, car puisqu'il n'a pas été parcouru par du personnel plus ou moins compétent, on avait l'idée qu'il s'agissait d'un torrent [*quebrada*] plus ou moins de grand débit auquel affluait un chenal d'évacuation d'un étang appelé Lagarto Cocha [étang du caïman] ; c'est ainsi qu'elle apparaît dans les cartes les plus anciennes tant nationales qu'équatoriennes et d'autres pays. Avec l'établissement de Cabo Pantoja sur le Napo et de Gueppi sur le Putumayo, d'abord ; avec l'ouverture du chemin [*trocha*] qui les unit et de la garnison de El Infante, ensuite, le voile a commencé à se lever et à mesure que les possibilités le permettaient se sont approfondies les reconnaissances qui ont démontré qu'il ne s'agissait pas d'un simple chenal et d'un étang mais d'un système d'étangs [entouré en rouge et désigné comme « région Lagarto Cocha » sur le croquis] qui se vident par des chenaux indépendants à un autre commun qui est généralement et improprement appelé chenal Lagarto Cocha qui donne naissance à la rivière Zancudo. Cela dit, quels sont les noms qui correspondent à ces étangs dont le nombre n'est pas définitivement déterminé ? C'est un point non résolu, car chaque explorateur leur affecte différents noms selon, comme on l'a dit, la façon dont les appelle les naturels ou ce qu'il croit qu'il est exact, selon des reconnaissances plus anciennes. Ces circonstances ont déterminé la légère confusion que l'on note dans les communications du Commandant de la Garnison équatorienne de Cabo Pantoja (sic) ».

Source : Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 18 février 1938. ALMRE, LEK-9-11, legajo 169.

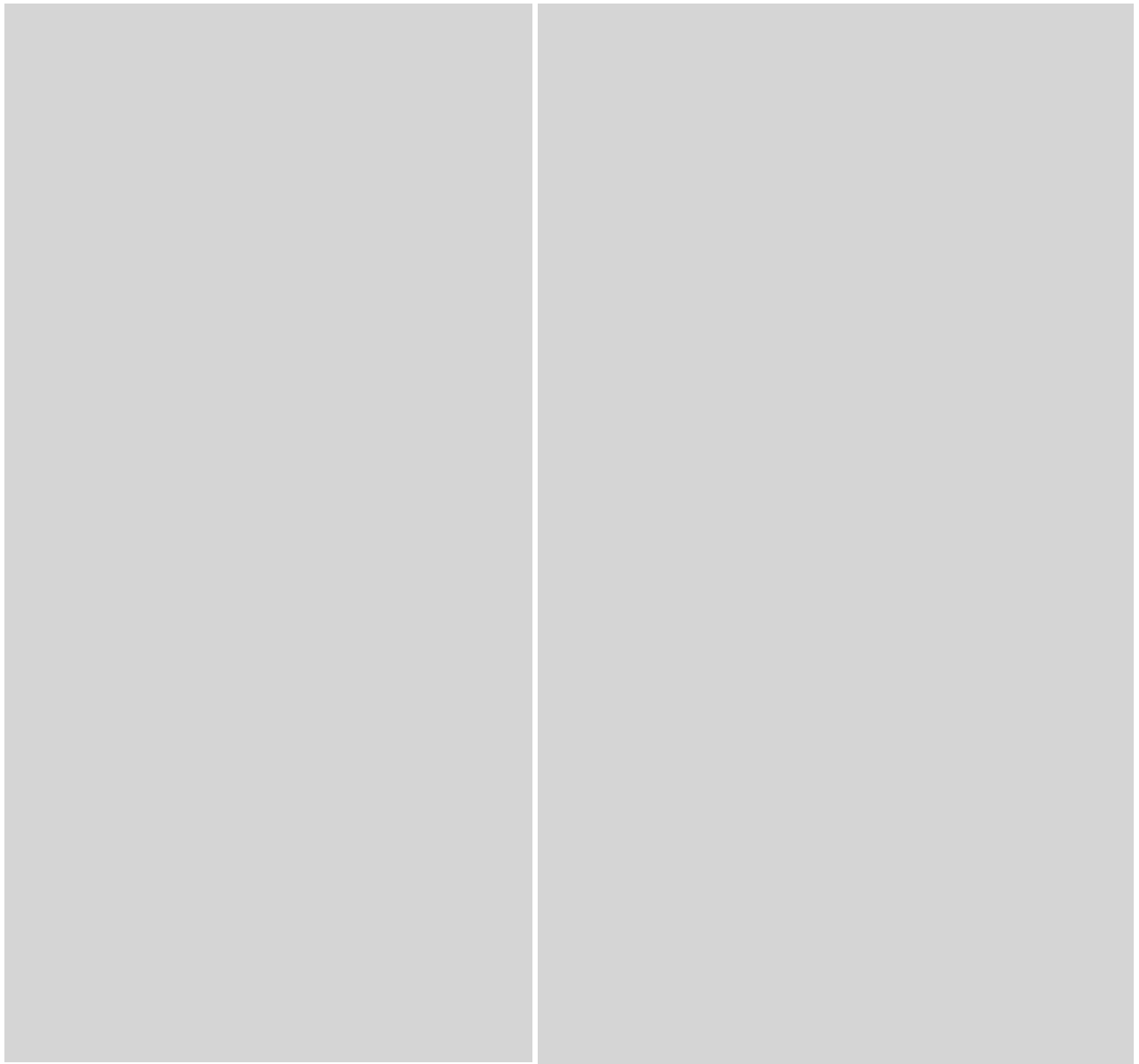
« On arrive à la conclusion que l'étang de Huiririma Cocha ainsi appelée par nous, est le même étang Arurima Cocha d'après la dénomination péruvienne »

Source : Légation de l'Équateur à Lima, note du 14 octobre 1938. ALMRE, LEK-9-41, legajo 170.

[Il s'agit vraisemblablement de correspondance équatorienne interceptée par les services d'intelligence péruviens]

CEHMP, Colección Documental del Conflicto y Campaña Militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2° Tomo Frontera orOriente.

Réalisation initiale du croquis : mai 1937



Source : CEHMP, *Colección Documental del Conflicto y Campaña Militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2° Tomo Frontera NorOriente.*

Réalisation initiatle du croquis : février 1940

Source : AHMRE : T.5.4.1.8.

Date de réalisation postérieure à 1950



Source : AHMRE. T.5.3.1.4.

Date de réalisation du fond de carte : 1938



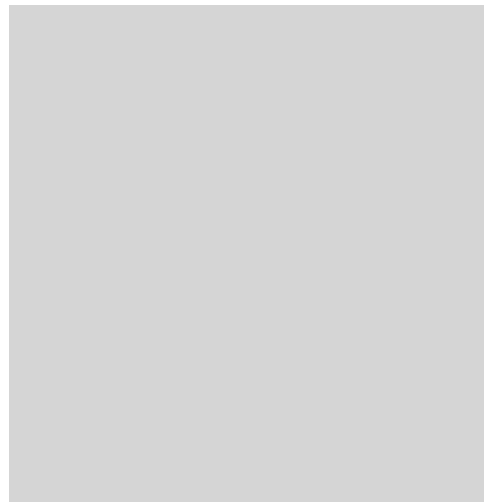
SOURCE : ROMERO Fernando, *Las fuerzas de la Marina en el Nor-Oriente y la guerra fluvial*, Secreto, 1935.

Date de réalisation du croquis : fin des années 1920 ou début des années 1930 par la Casa Arana



CEHMP, *Colección Documental del Conflicto y Campaña Militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2º Tomo Frontera NorOriente.*

Réalisation initiale du croquis : juin 1940 par le ministère de la Marine et de l'Aviation



CABEZA DE VACA Manuel, *La posición del Ecuador en el conflicto colombo-peruano*, Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores/Talleres Gráficos Nacionales, 1934.

Réalisation : Décembre 1933

Conclusion

L'échec des négociations bilatérales entre 1933 et 1938 nous mènent à conclure d'une part à l'existence d'une culture diplomatique commune, d'autre part à l'escalade qui entretient un lien fondamental avec l'accélération de la nationalisation des frontières.

On pourrait voir dans l'échec bilatéral la fatalité du « poids de l'histoire », d'une dépendance au sentier : la vive mémoire des trahisons passées empêcha constamment les deux nations de trouver un accord définitif.¹⁸⁰ Nous avons plutôt mis en évidence la responsabilité du dispositif diplomatique. Nous avons en effet souligné de manière originale par rapport aux autres études l'existence et l'approfondissement d'une culture diplomatique partagée de la frontière, qui est à la fois une idéologie et une pratique, dont les caractéristiques seraient les suivantes : la prépondérance d'une culture juridique plus normative et théorique que pragmatique, que l'on peut considérer comme un héritage hispanique ; son corollaire d'une culture géographique basée sur la transmission de références mythiques et imaginaires plutôt que sur de réelles données du terrain, ce qui correspond également à l'impossibilité technique de connaître les positions frontalière exactes dans les immensités andines ; la compilation frénétique d'antécédents dans de lourds volumes procédant d'une culture instrumentale de l'histoire ; l'usage systématique qui tend à retourner toute parole et acte administratif de l'adversaire contre lui en y décelant un antécédent, ce qui bloque les négociations mais aussi l'appareil d'État dans la mesure où la moindre décision peut se retourner contre soi ; un personnel de plus en plus spécialisé dans le thème frontalier qui permet de maintenir la cohérence des actions des chancelleries par-delà l'instabilité gouvernementale ; enfin la croyance partagée que la question frontalière intéresse toute la société dominante et donc qu'elle doit faire l'objet d'un processus collectif de décision. Cette dernière peut à ce stade être considérée comme une émanation de la République *criolla* oligarchique. Nous verrons cependant qu'elle est aussi une exigence de transparence démocratique (chapitre 10).

Juridicisme, géographisme imaginaire, historicisme (ou compilationnisme), *argumentum ad hominem*, spécialisation administrative et consensus politique constituent donc les éléments de cette culture. Celle-ci peut être partagée en partie par d'autres régions du monde (par exemple l'Europe moderne qui a connu de longs conflits frontaliers dans des termes proches) mais elle

¹⁸⁰ Le « poids de l'histoire » dans la controverse péruano-équatorienne est souligné par David Scott Palmer cité dans ST JOHN Ronald Bruce, « Las relaciones Ecuador-Perú : una perspectiva histórica » dans BONILLA Adrián, *Ecuador-Perú: horizontes de la negociación sobre el conflicto*, FLACSO Ecuador, DESCO, 1999, p. 104 ; la théorie de la dépendance au sentier est élaborée par PIERSON Paul, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *American Political Science Review*, juin 2000, vol. 94, n° 2, p. 251-267.

s'enracine aussi dans l'histoire propre de la colonisation espagnole et le passé républicain de la controverse. C'est sans doute une culture latinoaméricaine, voire andine.

C'est en raison de cette culture commune aux acteurs péruviens et équatoriens que les négociations bloquent. Mais des éléments nouveaux qui tiennent au contexte international et à la construction de l'État inaugurent son dépassement en transformant l'immobilisme en escalade. Les négociations qui ont épuisé tous les arguments et le cadre juridique indéfini de la frontière temporaire ont fait apparaître aux services spécialisés des deux pays leurs carences et la nécessité d'y remédier. Alors qu'auparavant, la solution au litige pouvait être indéfiniment repoussée, les deux pays sentent l'urgence de régler la question. Sur le terrain, les militaires précisent un peu plus chaque jour leur position. Dans les capitales, les gouvernements tentent de fabriquer du consensus autour de cette question en construisant des décisions collectives et des imaginaires durables. Le terrain est donc prêt pour une nationalisation décisive des frontières et une intégration de ces frontières à l'imaginaire national tout en alimentant une escalade militaire qui mène à la guerre de 1941. Confronté à cette escalade visible et sollicité par les appels répétés des Équatoriens, le système diplomatique international est sur le point d'entrer de manière décisive dans le litige, transformant le conflit bilatéral en laboratoire du multilatéralisme.

Chapitre 2 : Les États désunis d'Amérique et le laboratoire frontalier (1939-1949)

À partir de 1939, la question frontalière entre le Pérou et l'Équateur s'est progressivement multilatéralisée. Les relations bilatérales entre Lima et Quito sont réduites à des tentatives désespérées qui ont pour effet d'accélérer la marche à la guerre. Depuis l'escalade de cette époque jusqu'à la démarcation frontalière qui aboutit à la fin des années 1940, le conflit est donc un observatoire privilégié du système multilatéral de maintien de la paix en Amérique, d'autant que les sources nous invitent à une telle démarche.¹ À ce titre, nous entendons dépasser les traditionnels jugements de cynisme ou d'impuissance qui sont généralement accolés à ce système interaméricain pour démontrer que non seulement la gestion multilatérale du conflit n'a pas été un échec total, mais encore qu'elle a constitué un aboutissement et un véritable laboratoire du maintien de la paix.

Il s'agit en apparence de l'aspect le plus connu et le plus travaillé de la guerre de 1941. Parce que le différend s'est cristallisé jusqu'en 1998 sur le rejet équatorien du protocole signé en 1942, les historiens, diplomates et militaires ont abondamment exhumé, publié et expliqué le contenu des négociations diplomatiques et du processus de démarcation qui l'a suivi.² Les Équatoriens en déduisent souvent la « trahison » du système panaméricain à leur rencontre qui les aurait abandonnés au pire moment au profit de l'intérêt froid des États. Les Péruviens ont officiellement encensé le système mais ont aussi critiqué la pression qu'il a exercé sur les épaules de Lima pour accepter un accord en deçà de ses exigences initiales. Pour notre part,

¹ Il y a paradoxalement peu de documentation sur l'étape de la guerre (mai 1941-février 1942) dans les archives des chancelleries de Lima et Quito. Elles ont peut-être été rassemblées autre part pour sélection et publication. On ne connaît souvent les actions de ces chancelleries en 1941 que par les témoignages imprimés qu'en ont laissés les protagonistes (avec l'absence problématique de celui de Solf y Muro, hors son *Mémoire de ministre*) et les archives diplomatiques d'autres nations (en particulier États-Unis et France : FRUS et AMAE). Les témoignages sont principalement TOBAR DONOSO Julio, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1982 (1945) ; SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, julio 1941 julio 1942*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1943 ; WELLES Sumner, *L'heure de la décision, tome II*, New York, Brentano's, 1946 ; HULL Cordell, *The Memoirs of Cordell Hull*, New York, The Macmillan Company, 1948, vol.1, p. 813-830 ; MCBRIDE George MacCutchten et YEPES Ernesto, *El informe McBride: un testimonio inédito del Departamento de Estado*, Lima, Ed. Análisis, 1996.

² A commencer par notre travail précédent. BIGNON François, *La Guerre du Protocole. Le conflit péruano-équatorien de 1941-42 et son règlement diplomatique*, mémoire de Master 2, Université Rennes 2, 2013. Les apports les plus profonds sont à notre sens PÉREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los Estados limítrofes*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1979 (1959), 2 volumes ; BÁKULA Juan Miguel, *Perú y Ecuador: tiempos y testimonios de una vecindad*, Lima, CEPEI : FOMCIENCIAS (coll. « Serie Investigaciones »), 1992, 3 volumes ; WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, Columbia University Press, 1966 ; ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, Inc., 1964.

nous ne jugeons pas de l'éventuel décalage entre des idéaux affichés et le résultat de cette action, mais expliquons les tenants et aboutissants du travail concret effectué par les diplomates et les experts assignés à cette mission.

En revanche, la contradiction entre les objectifs affichés régulièrement dans les conférences panaméricaines et les développements du conflit étaient bien présents aux yeux des différents acteurs. Mais alors que cette contradiction ne portait pas à conséquence auparavant, la nouvelle conjoncture invitait à l'action. En interne, le renouvellement du personnel politique et diplomatique au Pérou et en Équateur a eu tendance à attiser la tension. Oscar Benavides qui n'avait pas à justifier de son engagement pour la patrie laisse la place à Manuel Prado, un civil qui doit prouver son patriotisme. Son indéboulonnable chancelier Alfredo Solf y Muro est plus intransigeant et soumis que ses prédécesseurs au Président nationaliste par nécessité. En Équateur, Alberto Arroyo del Río accède à la présidence. Alors qu'il connaît bien et suit directement les affaires extérieures de la nation, l'armée et de nombreux secteurs se défient de lui et refusent le compromis avec le Pérou. Son chancelier Julio Tobar Donoso est un conservateur catholique qui met toutes ses forces à résoudre le conflit, quitte à prendre des risques, convaincu que le temps joue contre la petite République. Il systématise le processus de publicisation intentionnelle de l'affaire qui porte enfin ses fruits. En effet, le contexte mondial est encore plus déterminant dans l'intensification du conflit andin. La déliquescence de la paix mondiale s'accélère. La situation dans le Pacifique et en Europe est dans tous les esprits. Il devient nécessaire pour toutes les chancelleries de régler les éventuels différends territoriaux le plus vite possible pour présenter un front uni. Contribuer au règlement de ce qui était présenté comme le-dernier-conflit-frontalier-du-continent est pour cette raison devenu un objectif partagé, un véritable sport continental pour les chancelleries qui y recherchaient prestige plutôt qu'un avantage matériel.

C'est donc le fonctionnement concret de ce système américain anarchique, de cette machinerie sans machine comme le décrivait déjà Bryce Wood,³ auquel nous nous attachons dans ce chapitre, en commençant par les deux protagonistes qui sont partie intégrante de ce système. Si dans la séquence précédente, le théâtre multilatéral était avant tout une ressource au service de négociations bilatérales (chapitre 1), c'est à notre sens la gestion collective qui prend le dessus à partir de 1939. Ce faisant, nous éclairons le chemin sinueux qui a mené à une gestion effectivement multilatérale en examinant les déterminants de l'action diplomatique de chaque acteur, prépondérant, secondaire ou absent, pour proposer une vision d'ensemble du

³ WOOD, *United States & Latin American Wars*, *op. cit.*, p. 264-265.

« système » américain. À partir de 1941, la gestion multilatérale se met véritablement en place et si elle ne permet pas de prévenir le déclenchement de la guerre, elle en limite la portée par des solutions innovantes et le travail de terrain des experts qui définissent au fur et à mesure leur mission. La séquence se termine sur le processus de démarcation de 1942 à 1949 qui est à la fois technique et politique et que les acteurs perçoivent comme la culmination d'une certaine idée de l'Amérique.

I- La route sinueuse du multilatéralisme

Le chemin qui mène de l'abandon des négociations bilatérales à l'implication décidée d'un petit groupe de pays américains dans la controverse n'est pas linéaire. Il est constitué d'une multitude d'avancées et de reculades qui configurent néanmoins un système de relations internationales proprement américain. Nous présentons d'abord les relations du Pérou et de l'Équateur avant d'expliquer le degré d'implication des autres puissances. Ce faisant, nous argumentons que l'engagement dans le conflit est sauf exception inversement proportionnel à l'intérêt pratique des nations.

A. Pérou et Équateur face à l'injonction continentale de la frontiérisation

Les relations bilatérales entre le Pérou et l'Équateur donnent l'impression d'une inexorable escalade entre 1938 et 1941. Pourtant Lima comme Quito se convainquent alors de la nécessité rapide de trouver un accord définitif pour faire frontière. L'impossibilité du compromis, le contexte du conflit mondial et le succès de la publicisation équatorienne de l'affaire expliquent ce paradoxe.

Deux chancelleries convaincues de la nécessité d'un accord rapide

Du côté de la chancellerie équatorienne, trouver un accord permettrait de réduire les incidents de frontière qui menacent régulièrement de dégénérer en guerre. Quito souhaite un accord rapide car l'impression est que le temps joue contre les intérêts équatoriens. Dès 1938, le chancelier Luis Bossano déclare à l'assemblée nationale que « la répétition de ces incidents entre garnisons frontalières de même que la nécessité d'éviter l'avancée systématique du Pérou dans les territoires disputés rendent nécessaire l'établissement d'une ligne définitive et précise ou, pour le moins, de points aussi précis que possible qui établissent véritablement ce que les deux pays doivent considérer comme *Statu Quo* qu'ils se sont engagés à conserver et respecter

dans l'Acte de Lima du 6 juillet 1936 ».⁴

Il fallait donc trouver rapidement un accord sur la ligne définitive ou de facto. Or, depuis le retrait péruvien des négociations de Washington, les discussions étaient au point mort. Elles avaient repris très timidement à Lima, et c'était pour sortir de cette impasse que la chancellerie essaya de continentaliser la question.

La conférence de Lima avait abouti à l'adoption d'un nouveau mécanisme de consultation des ministres des affaires étrangères du continent américain. La dégradation du contexte mondial multiplia pour un temps ces réunions, à Panama en septembre 1939, à La Havane en juillet 1940, enfin à Rio de Janeiro en janvier 1942.⁵ Ces trois réunions représentaient des occasions inespérées de collectiviser la gestion du conflit et d'aligner les revendications équatoriennes d'équité frontalière avec les grands principes panaméricains. Lors de la première consultation, le chancelier Tobar évoque publiquement « une transaction amicale » pour mettre fin rapidement au conflit avec le Pérou. Le chancelier du Pérou Goytisolo y Bolognesi, le lendemain, répond que son pays est également en faveur d'un accord, mais sans rien engager, et cela s'arrête là.⁶ La seconde réunion qui traita principalement la question des territoires européens sur le continent américain, est très soigneusement préparée par les délégués équatoriens. La chancellerie souhaite à cette occasion des résultats concrets, en particulier

« Une déclaration de solidarité [...] ; la désignation d'un groupe de pays qui sans avoir besoin d'être sollicités par les parties s'occupent de trouver la solution la plus juste aux problèmes de frontières qui existent encore et rendent compte de leurs actions à la prochaine Réunion des chanceliers, pourraient être des moyens très efficaces pour obtenir la véritable union panaméricaine et pour l'Équateur de voir à l'horizon plus ou moins proche disparaître ce grand problème de sa frontière indéterminée. Par ailleurs, plus on en fera pour consolider les doctrines de respect au droit, de proscription de la force dans les relations internationales, de la non reconnaissance absolue des acquisitions territoriales par la violence ou la force de tout genre, tout cela, disons-nous, contribuera à garantir l'intégrité de l'Équateur constamment menacée ».⁷

Au cours de la réunion, l'Équateur semble avoir gain de cause puisque l'article XIV de l'acte final recommande à l'Union panaméricaine de créer dans une capitale du continent une commission intégrée par des représentants de cinq pays, chargée d'établir des propositions pour résoudre les conflits entre les Républiques sœurs, quelle qu'elles soient, et d'en rendre compte

⁴ « Memoria Secreta del Canciller Doctor Luis Bossano dirigida a la Asamblea Nacional de 1938 sobre el arreglo de Límites entre Ecuador y Perú; y acerca de Política Internacional del Gobierno Ecuatoriano, 1938 ». AHMRE, T.5.1.21.

⁵ La réunion suivante n'eut lieu qu'en 1951 à Washington contre le « danger communiste » dans le cadre de l'Organisation des États Américains (OEA). On trouvera les actes finaux de ces réunions sur la page de l'OEA : <https://www.oas.org/consejo/sp/rc/rcactas.asp>.

⁶ PÉREZ CONCHA *op. cit.*, p. 794-795.

⁷ « Informe de los Señores Carlos Manuel Larrea, Enrique Arroyo Delgado y José Gabriel Navarro sobre el proyecto de la Agenda preparado por el Gobierno de Cuba para la Reunión de Consulta de los Cancilleres Americanos », 3 juillet 1940. AHMRE, T.5.1.21.

à chaque conférence panaméricaine. C'était en apparence une victoire équatorienne, appuyée par le chancelier cubain. La Havane, épousant son statut d'hôte, appuie encore après la conférence le fait qu'une telle commission devrait intervenir en priorité dans le conflit péruano-équatorien.⁸ Les Péruviens avaient cependant réussi à rendre la commission inoffensive, car ils avaient imposé que les deux parties dussent saisir la commission, ce qu'ils se garderaient bien de faire, vidant la proposition de sa substance.⁹ L'Union panaméricaine ne se saisit donc jamais véritablement de la question, et les grands rassemblements continentaux ne firent que peu avancer la cause équatorienne. Les pays de l'hémisphère, et les États-Unis en tête, étaient trop soucieux d'afficher un visage consensuel sans aucune ombre au tableau pour refuser le chantage d'un pays qui en désaccord avec un point précis se serait retiré de l'Acte final. L'équilibre était encore trop fragile et certaines républiques pouvaient encore basculer. On pourrait en déduire que le système interaméricain était inopérant. Ce serait à notre avis une erreur. D'une part, le refus obstiné du Pérou à toute gestion collective du différend montre assez l'efficacité qu'il prêtait à cette gestion si elle parvenait à se mettre en place. Par ailleurs, les efforts équatoriens n'avaient pas été tout à fait inutiles, car s'ils ne purent placer leur conflit dans le cadre des institutions interaméricaines, ils avaient réussi à intéresser à sa résolution un certain nombre d'États importants. Les États-Unis et le Brésil montraient un intérêt certain pour favoriser un règlement qui signifierait la cohésion politique du continent.

Le chancelier péruvien se sentait acculé :

« Il existe aujourd'hui en Amérique, par réaction aux événements d'Europe, une tendance latente qui pousse à rechercher l'étroit lien entre les pays du Continent, éliminer les causes possibles de conflits guerriers et de troubles parmi les peuples américains et éviter que ne se perpétuent les graves questions en suspens qui menaceraient la paix. Le Pérou a, suivant ses intérêts, suivi une orientation politique négative, de refus continu à toute intervention. Cette politique a eu jusqu'à maintenant un franc succès. Mais la réalité internationale et le sentiment américain ont tant changé qu'il devient difficile de maintenir cette orientation. Continuer à nous opposer à tout accord hypothèque notre prestige et notre sérieux international, mais d'aucune manière nous ne devons accepter la pression créée par l'attitude de l'Équateur, son gouvernement et son peuple, destinée à créer artificiellement la situation à laquelle nous avons fait référence ».¹⁰

Il fallait donc pour le chancelier, si ce n'est céder sur le fond, du moins fixer une frontière provisoire avec le voisin équatorien. Son représentant à Quito était parfaitement d'accord avec lui : il fallait changer d'attitude et trouver un accord rapide, sinon les Péruviens seraient

⁸ « Nota del Canciller de Cuba Don José Manuel Cortina indicando que Cuba mantiene su tesis de que una Comisión de Conciliación debe estudiar el arreglo de Límites entre Ecuador y Perú », 11 novembre 1940. AHMRE, T.5.1.21.

⁹ PÉREZ CONCHA, *op. cit.*, p. 798-799.

¹⁰ Alfredo Solf y Muro, ministre des relations extérieures, à Enrique Goytisolo y Bolognesi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou en Équateur, 29 janvier 1941. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

« menés dans un avenir proche à un accord désavantageux ». ¹¹ D'ailleurs, Lima n'était pas tout à fait immobile sur ces sujets avec ses voisins. Les Péruviens avaient convenu en 1940 avec les Colombiens d'un mécanisme de résolution des conflits locaux pour éviter que les heurts frontaliers ne dégénèrent en crise internationale. ¹²

Les tentatives de la dernière chance

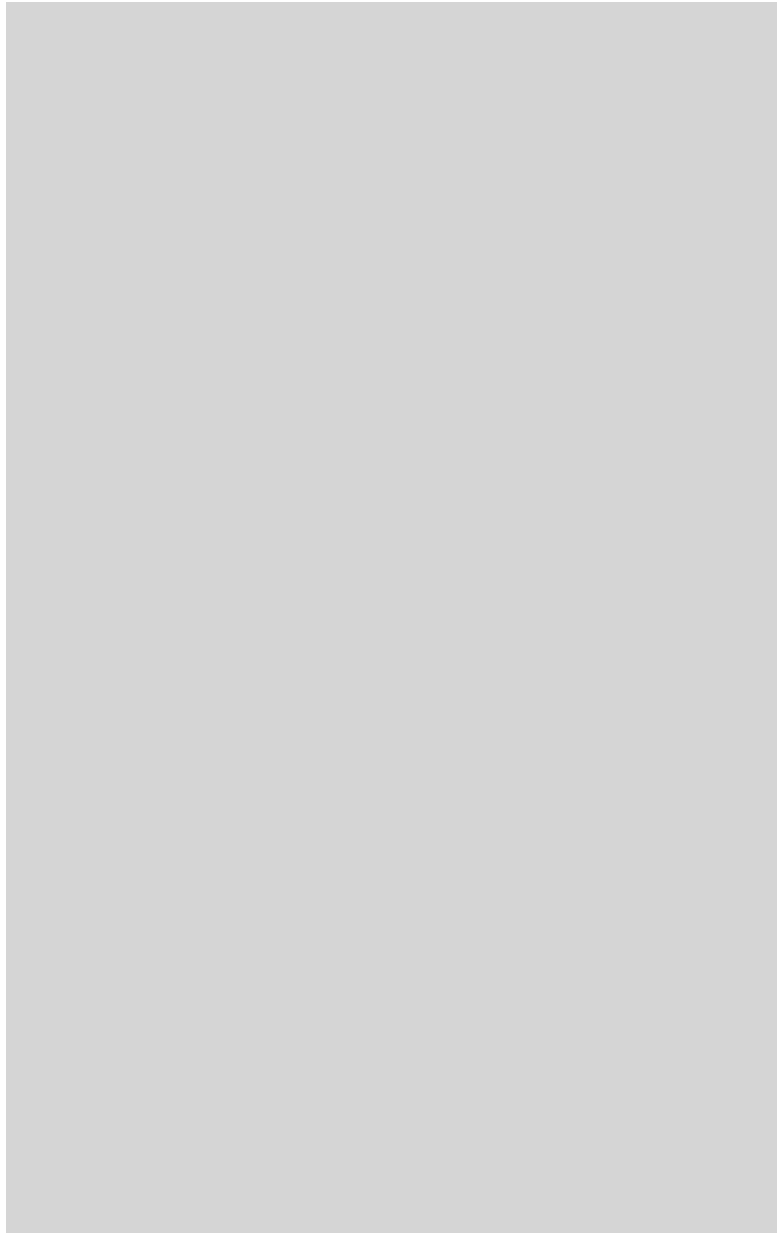
Cet état d'esprit auquel se référaient les chancelleries de Quito et de Lima, l'une pour l'encenser, l'autre pour le déplorer, menait les deux chancelleries à cet état paradoxal dans lequel les deux parties souhaitent désespérément un accord mais aucune n'est prête à effectuer les concessions pour y arriver. Cette situation se traduit dans une manœuvre de la dernière chance. À la fin de 1940, les Péruviens acceptaient une demande que la chancellerie équatorienne avait formulé de longue date : la mise en place d'une commission mixte péruano-équatorienne qui inspecterait la région du Zarumilla pour déterminer sur place non la frontière définitive basée sur les titres historico-juridiques, mais la frontière de fait entre les possessions effectives péruviennes et équatoriennes, afin de limiter les incidents frontaliers dus à l'absence de définition de la frontière. ¹³ L'objectif est d'apaiser la tension entre les deux pays, en parvenant à un accord local et sans portée juridique contraignante, et ainsi avancer vers la paix par étapes. Les délégations sont présidées par les directeurs des frontières des chancelleries respectives et formées de militaires des services géographiques. La mission sur laquelle se sont accordées les chancelleries est d'examiner les titres de propriété des haciendas locales, tandis que Quito souhaite examiner tous les éléments qui pourraient déterminer la nationalité du sol par acte souverain (construction de route, acte notarié, etc.) et en même temps jeter les bases d'un programme de développement de la région destiné à affirmer la nationalité équatorienne des habitants de la région. Pour la chancellerie de Quito, il s'agit en réalité d'une véritable opération de séduction politique plus que technique, si l'on en juge le budget de la délégation équatorienne qui engloutit près de 10% de son honorable enveloppe pour les alcools les plus divers et raffinés (figure 9).

¹¹ Goytisolo y Bolognesi à Solf y Muro, 27 février 1941. ALMRE, LEK-20-36, legajo 177.

¹² WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia diplomática del Perú, 1900-1945*, Lima, Ediciones Peruanas-Academia diplomática del Perú, 1964, vol. 2, p. 279-280.

¹³ AHMRE, T.5.3.1.5. « Misión del Dr. Navarro, Zona de Zarumilla », 1940-1941 ; PÉREZ CONCHA, *op. cit.*, vol. 2, p. 33-52.

Figure 9 : Le budget d'une mission technique très diplomatique



Source : AHMRE, T.5.3.2.3.

Malgré cet acte de bonne foi des deux côtés, le travail de la commission qui débute en décembre 1940 est condamné dès son ouverture. Les deux délégations ne s'accordent évidemment pas sur la définition de la frontière de facto, ni sur le nom des fleuves, ni sur rien. Pire, le climat se détériore avec l'émoi national provoqué par la présence militaire péruvienne sur le Nangaritza et l'arrêt de la production aurifère. Dans la région même de la commission du Zarumilla, les incidents se multiplient entre garnisons. Finalement, la délégation péruvienne exige le retrait d'une garnison équatorienne d'un lieu stratégique. La chancellerie accède à la

demande, mais l'officier sur place s'y refuse. Celui-ci est remercié mais son attitude traduit en réalité une position commune de l'armée qui interdit toute concession à la chancellerie. Les travaux de la commission sont paralysés dès janvier par cet esclandre, et l'hiver arrive ensuite, amenant avec lui les pluies torrentielles qui rendent impossible les déplacements dans la région. La guerre de juillet consomme l'échec de la commission.

Pourtant les chancelleries tentent encore de se donner des signes d'apaisement. Lima propose à Quito la démilitarisation de la zone en janvier 1941. La chancellerie est tentée mais l'état-major de l'armée évoque les risques d'une telle mesure. Le commandant supérieur de l'armée fait valoir que ce retrait permettrait d'obtenir du temps pour réarmer, mais que l'opinion et les troupes sur place considéreraient la mesure comme une faiblesse supplémentaire de la chancellerie. La junte consultative décide donc d'accepter avec les conditions suivantes : une commission de géographes déterminerait au préalable la position des garnisons avant leur retrait, une commission mixte présidée par un représentant des États-Unis serait chargée de mettre en œuvre le retrait. Malheureusement, le nouveau représentant de l'Équateur à Lima ne peut présenter cette contreproposition en raison du climat qui se dégrade lorsqu'il arrive en poste.¹⁴

Le coup de poker équatorien dans un climat mondial anxieux

L'épisode de la commission mixte du Zarumilla et de la proposition de retrait militaire illustrent les contradictions de cette période qui radicalisent les positions. Les chancelleries cherchent à faire avancer les négociations mais sans jamais rien lâcher de fondamental qui pourrait mécontenter les secteurs (armée, opinion publique) qui ne souhaitent pas d'accord. La multiplication des petites frustrations mène à ce que les chancelleries ne se fassent plus confiance. Les Péruviens considèrent que la chancellerie de Quito ne peut rien contre son « opinion publique », tandis que les Équatoriens croient savoir que la politique extérieure du Pérou est décidée par l'armée et pas par la chancellerie du Rimac.¹⁵ Le climat de solidarité américaine aboutit dans le cas du différend frontalier à une méfiance réciproque entre des acteurs obligés de montrer qu'ils coopèrent mais en réalité qui ne se font absolument pas confiance. À la fin de l'année 1940, l'escalade entre les deux pays franchit une nouvelle étape. Le chancelier Tobar Donoso accepte que l'armée renforce les postes frontaliers du Zarumilla,

¹⁴ TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 146-151.

¹⁵ Goytisolo y Bolognesi à Solf y Muro, 27 février 1941. ALMRE, LEK-20-36, legajo 177 ; Tobar Donoso à Antonio Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, 30 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

outré de l'attitude agressive des forces péruviennes,¹⁶ tandis que Prado échafaude avec le général Ureta le Groupement du Nord, instrument militaire de la victoire de 1941 (chapitre 7). Nous pensons que la fin de l'année 1940 est la véritable étincelle de la dégradation des relations qui mena inéluctablement à la guerre de 1941. Pourquoi ce moment ? Plusieurs facteurs nous paraissent s'être combinés pour cela. Le premier était la proximité des garnisons qui n'étaient séparées les unes des autres que de quelques kilomètres, assez pour que des échanges de coups de feu à un point se multiplient le long de la frontière rapidement sans ordres hiérarchiques. Mais ce déclencheur ne pouvait encore aboutir à une guerre, et il a fallu au moins que les Péruviens planifient une action militaire d'ampleur. C'est le contexte mondial et continental qui explique en dernier ressort le déclenchement des actions. La guerre s'affichait sur tous les journaux précisément à cette époque. Ce n'est sans doute pas faire montre d'un inexpugnable gallocentrisme que d'avancer que l'écroulement de la France en mai 1940 est dans tous les esprits. Le chancelier équatorien déclare à la junte en décembre 1940 :

« L'exemple de la France est encore très frais pour ne pas nous engager dans une guerre moderne *sans disposer les éléments modernes de combat*. Nous ne pouvons pas comme la France, nous engager dans une guerre sans connaître les ressources dont nous disposons et celles dont l'ennemi dispose. Cela fut la grande erreur de cette nation que nous nous étions habitués à considérer comme invincible et qui en 15 jours s'est disloquée sous l'attaque des armées allemandes. De cette manière la France, à l'histoire la plus glorieuse, est devenue la risée de l'humanité, non parce qu'elle a échoué dans son entreprise guerrière, non parce qu'elle a été défaite, mais parce qu'elle s'est engagée dans une action belliqueuse sans avoir les éléments suffisants pour mener une campagne convenable et digne. La même chose ne peut nous arriver. Je crois que le plus patriotique est de profiter de l'opportunité offerte par le Congrès qui a approuvé le projet de prêt auprès des États-Unis. Nous allons nous armer et quand nous serons forts...alors la parole du chancelier de la République aura le pourvoir de la parole de l'homme qui défend le droit et qui est soutenu par la force ».¹⁷

Avec « l'étrange défaite » de l'armée considérée comme l'une des meilleures du monde, celle-là même qui avait formé les Péruviens, la possibilité d'un coup de force se fait aussi tout à fait vraisemblable dans les Andes. Les Équatoriens craignaient le coup de force et ils avaient raison, puisque l'armée péruvienne préparait depuis décembre 1940 une opération de grande ampleur quoique territorialement limitée. C'est dans ce climat pour le moins anxiogène qu'en avril, le chancelier Tobar Donoso profita de l'annonce de la résolution du différend frontalier entre la Colombie et le Venezuela d'une part, le Costa Rica et le Panama d'autre part pour réitérer par circulaire à toutes les chancelleries d'Amérique. Il y présente le différend péruano-

¹⁶ Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 13 septembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4. Le chancelier écrit : « nos vemos en el caso de reforzar todas nuestras guarniciones de la frontera para evitar sus filtraciones sobre nuestro territorio. [...] Que el Perú ande a salto de mata en sus avances por las regiones despobladas de nuestro territorio oriental en disputa, puede explicarse; pero que venga a desarrollar su sistema para cercanar nuestras provincias occidentales poseídas y pobladas por ecuatorianos que no son indios ni salvajes, es verdaderamente irritante ».

¹⁷ TOBAR DONOSO, *op. cit.*, p. 136-137. Souligné dans le texte.

équatorien comme le dernier qui assombrisse la solidarité continentale et la communauté de destin de ses nations, et se déclare tout disposer à négocier avec le Pérou si celui-ci donne ses « garanties de loyauté » ou faire appel à l'arbitrage ou à « l'assistance amicale » d'autres gouvernements. C'était donc un coup dans la fourmilière destiné à provoquer l'ingérence des puissances du continent qui pouvaient s'interposer entre Quito et Lima. La chancellerie du Rimac s'offusqua vivement de la démarche, mais celle-ci aboutit en réalité lorsqu'un mois plus tard, les États-Unis, le Brésil et l'Argentine proposaient officiellement leurs « amicaux services » pour aider à la résolution du conflit. Les Équatoriens avaient sans doute courroucé les Péruviens mais ils avaient enfin réussi à impliquer directement le continent, couronnant ainsi plusieurs années de labeur en ce sens et un processus qui s'était accéléré depuis 1940 autour des républiques de l'hémisphère mais aussi du Vatican.

B. Le Saint-Siège : une diplomatie « universelle » prise au piège des nationalismes

Le Saint-Siège a régulièrement joué un rôle dans la controverse péruano-équatorienne, de même qu'il s'est impliqué dans d'autres conflits. Cet intérêt correspondait à une ambition d'expansion diplomatique. La chute de Rome en 1870 avait en effet entraîné un regain d'activité diplomatique sous la conduite du pape Léon XIII (1878-1903) qui rendit plusieurs arbitrages territoriaux, principalement sur le continent américain, politique continuée par ses successeurs. Les accords du Latran de 1929 avaient par ailleurs réduit les possessions pontificales au minuscule État du Vatican ayant pour conséquence paradoxale de délester la papauté des affaires terriennes et d'engager le Saint-Siège à porter une voie spirituelle et pacifiste dans le monde. Il se fit précocement le messager de la paix et de la concorde entre les nations chrétiennes dès la Grande Guerre, message qui est diversement reçu. Le Vatican par l'intermédiaire de ses nonces et de la Secrétairerie d'État (tête de la diplomatie vaticane dont une des sections constitue l'équivalent du ministère des affaires étrangères) entendit alors contribuer au multilatéralisme et aux organisations internationales, même si son ambition fut d'abord contrecarrée par l'État italien qui parvint à l'exclure de la création de la SDN. Le Vatican était malgré cela devenu une voix importante et écoutée sur la scène internationale. Ses diplomates formés dans une école spécialisée depuis le début du XVIII^e siècle étaient salués pour leur neutralité et leur professionnalisme. Pour toutes ces raisons, le Saint-Siège et ses envoyés étaient considérés suivant une formule de l'époque comme « l'arbitre naturel et

nécessaire » des différends des nations.¹⁸

La papauté était intervenue déjà plusieurs fois dans le différend péruano-équatorien, sans que ses propositions ne résolvent fondamentalement le problème. Son ingérence était rendue nécessaire mais difficile en raison de plusieurs facteurs. D'une part, les différents découpages ecclésiastiques dans des régions controversées pouvaient être utilisés comme des arguments de possession par les adversaires. Au cours de la même années 1941, le chancelier péruvien soutint la possession péruvienne du Nangaritza sur la base du découpage du Vicariat du Zamora créé en 1888,¹⁹ tandis que l'APRA estima au contraire que le redécoupage de l'archevêché de Quito en 1938 était favorable aux dessins de l'Équateur.²⁰ Ces découpages étaient donc instrumentalisés et leur modification devait être prudente. Le clergé national et les ordres missionnaires étaient par ailleurs des instruments de nationalisation des territoires éloignés et leur présence dans les *orientes* permettait aux États exsangues de déléguer à moindre frais le rattachement des territoires et des populations convoitées (chapitre 5). Les ordres missionnaires étaient utilisés par l'État mais pas toujours perçus avec sympathie par les populations locales qui préféraient un clergé national aux missionnaires étrangers. Le paradoxe d'une force qui se voulait supranationale et « universelle » mais qui devait s'inscrire dans une réalité nationale est un écueil auquel se confronta souvent le Saint-Siège dans la région.²¹ Enfin, la présence diplomatique des représentants du pape était une force qui pouvait mener à la concorde, mais aussi une faiblesse lorsque les aléas du dispositif prêtaient à la partialité. Monseigneur Cento est au moins en 1937 nonce à la fois au Pérou et en Équateur.²² Son ancrage définitif au Pérou après la nomination d'un nouveau nonce exclusif de l'Équateur le désigne comme traître fasciste pour l'auteur d'un tract équatorien de 1941.²³

C'était donc un numéro d'équilibriste permanent auquel devaient se livrer les représentants de saint Pierre et de saint Paul, mais ils n'en tentèrent pas moins de faire avancer le litige dans un sens pacifique. En 1937, le pape s'était déjà prononcé pour une solution « heureuse », se

¹⁸ ONORIO Joël-Benoît D', « Le Saint-Siège dans la communauté internationale », *Revue générale de droit*, mars 2016, vol. 28, n° 4, p. 495-521. L'usage est bien de parler de Secrétairerie et non de Secrétariat.

¹⁹ Quevedo à Solf y Muro, 18 février 1941. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

²⁰ *La Tribuna*, 30 novembre 1941. Éditorial.

²¹ HEYMANN Catherine, *L'Orient péruvien entre construction régionale, intégration nationale et internationalisation du marché (1845-1932)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, p. 105-111.

²² Sans doute parce que les relations avec Quito étaient en voie de normalisation. Il arrive en Équateur peu après la signature du *Modus vivendi*.

²³ « Así paga el diablo a quien bien le sirve: S.S el Papa y Monseñor Cento, con el Perú, contra el Ecuador, país « predilecto » del « corazón » de Monseñor », feuillet signé « Un humilde Admirador y S.S. de Doña Hipatia ». Quito, 7 août 1941. BEAEP. L'auteur cite un article de cette catholique apparemment reconnue qui critique la papauté pour avoir décoré le président péruvien et l'archevêque de Lima pour avoir célébré un *Te Deum* de victoire. Le nonce apostolique est taxé de compatriote du Duce Mussolini.

félicitant au moment des négociations de Washington d'une « solution arbitrale » accordée dans une « atmosphère de mutuelle compréhension et de cordialité ». Cette intervention en plein blocage de Washington, plutôt favorable aux thèses équatoriennes dans sa formulation, reçut une réponse polie mais sans conséquence des dictateurs à la tête des deux pays, Benavides et Páez.²⁴

Cette situation ne découragea pas Tobar Donoso qui trois ans plus tard essaya de jouer la carte vaticane pour multilatéraliser la question frontalière. Il pouvait se prévaloir d'un appui certain. L'Équateur se trouvait dans une phase d'embellie de ses relations avec le Vatican. Après une relation très difficile depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir en 1895, le rétablissement des relations diplomatiques venait d'être acquis en 1937.²⁵ Tobar Donoso lui-même très proche des Jésuites et représentant de la démocratie chrétienne devait son poste de ministre des relations extérieures à l'intervention du Vatican.²⁶ Il n'hésita pas à se servir de cette position pour pratiquer une sorte de chantage voilé auprès de ses bienfaiteurs. Le chancelier faisait valoir que si la papauté souhaitait que perdure la normalisation des relations avec Quito, il fallait aider la cause frontalière. C'est donc lui-même qui sollicite le pape par l'intermédiaire de son plénipotentiaire au Vatican, échange avec le nouveau Nonce en Équateur Efred Forní, et indirectement via son plénipotentiaire à Lima avec le nonce Cento au Pérou.²⁷ Tobar Donoso demande au Saint-Siège de se prononcer franchement pour une solution arbitrale et de convaincre Lima en ce sens. À défaut il lui demande de pousser la chancellerie du Rimac à accepter une solution multilatérale portée par la commission de l'Union panaméricaine ou par tout autre groupe d'États américains, voire à formuler directement des propositions. Il en appelle pour cela au « travail singulièrement bénéfique et chrétien », mais n'oublie pas de préciser qu'une gestion favorable à l'Équateur « ne pourra que rejaillir sur la consolidation croissante des intérêts religieux nationaux ».²⁸ Il sollicite enfin l'ouverture d'une nouvelle

²⁴ Général DE LA FUENTE César, *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, 23 octubre de 1936 al 29 de Octubre de 1937*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. 32-40.

²⁵ Les relations s'étaient détériorées et rompues entre le Saint-Siège et Quito à la suite de l'accession de Libéraux anticléricaux au pouvoir en 1895. Le gouvernement de Federico Páez conclut avec le Vatican par l'intermédiaire du Nonce Cento un *Modus Vivendi* encore en application aujourd'hui, qui maintient la séparation de l'Église et de l'État mais rétablit les relations diplomatiques.

²⁶ C'est le nonce qui aurait exigé la présence de deux conservateurs au gouvernement dont Tobar Donoso. AYALA MORA Enrique, « La represión arroista: caldo de cultivo de la « Gloriosa » » dans CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional, 2016, p. 27.

²⁷ Tobar Donoso à Lisimaco Guzmán, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à la Ville du Vatican, 1^{er} février, 3 avril, 11 avril, 17 avril 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

²⁸ Tobar Donoso à Efred Forní, archevêque de Darni, nonce apostolique en Équateur, 15 mars et 11 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

mission amazonienne qui impliquerait un nouveau découpage ecclésiastique, qu'il imagine sans doute favorable à son pays. Pour accentuer son propos, le chancelier n'hésite pas à forcer le contraste entre un Équateur à nouveau accueillant et l'ennemi gallican et antichrétien. Il écrit à son délégué à Lima :

« Vous ne devez pas oublier l'intérêt de rappeler subtilement la différence profonde qui existe entre la situation religieuse en Équateur et celle du Pérou, et vous fonder sur elle pour provoquer la bienveillance du Pontife en notre faveur. En effet les questions religieuses équatoriennes sont aujourd'hui libres, et de plus en plus, tandis qu'au Pérou il subsiste un esprit gallican qui lie les mains de l'Église et empêche l'efficace développements des intérêts spirituels de la Société ».²⁹

Non seulement l'ennemi serait gallican, mais d'un inexpugnable fascisme antichrétien de surcroît. Tobar dénonçait que le Pérou « incarne en Amérique les idéaux du Nazisme et particulièrement le culte de la force et la proscription des méthodes pacifiques et juridiques » notamment à travers « l'esprit ultranationaliste » du Président Prado³⁰ et accuse la propagande « impérialiste » et les déclarations de Raúl Ferrero Rebagliati et de Jorge Basadre comme « une flagrante déviation des idéaux catholiques ».³¹ Faire du gouvernement péruvien un nid d'antichristianisme était assez osé. Dans les années 1920, l'APRA était né justement de son refus minoritaire de la consécration du Pérou au Sacré-Cœur de Jésus. Un véritable renouveau catholique s'était emparé du Pérou dans les années 1930. Le gouvernement Benavides se montrait beaucoup plus sensible à la valorisation de l'héritage hispanique et catholique que ses prédécesseurs, tandis qu'en 1935 le premier Congrès Eucharistique National fut un événement tout à fait massif.

L'insistance de Tobar Donoso reçut toutefois un certain succès. Le nonce de Lima joue au moins une fois le rôle de passeur de proposition.³² La Papauté pousse quant à elle dans le sens de la gestion collective. Elle aurait en effet appuyé la cause d'un règlement pacifique par l'intermédiaire de ses représentants à Rio, Washington et Lima, et serait responsable du rattachement de l'Argentine à ce type de solution.³³ La piste documentaire s'arrête là et il faudrait le confirmer mais les efforts du Vatican ne semblent pas aller beaucoup plus loin. La nouvelle mission religieuse que le chancelier appelait de ses vœux ne peut être ouverte faute de financement. Le nonce traite même particulièrement bien le Président Prado qu'il décore et participe à la très médiatique ouverture de l'exposition amazonienne qui entérinait la victoire

²⁹ Tobar Donoso à Quevedo, 13 mars 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Tobar Donoso à Quevedo, 8 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

³² Tobar Donoso à Quevedo, 13 mars 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

³³ Tobar Donoso à Efrén Forni, archevêque de Darni, nonce apostolique en Équateur, 15 mars, 9 septembre, 6 novembre et 11 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

péruvienne de 1941. Les archives du Vatican devraient confirmer cette hypothèse, mais le Saint-Siège n'avait sans doute pas de véritable intérêt à soutenir trop ouvertement l'une des deux nations, au-delà d'un appel rhétorique à la fraternité chrétienne. Son implication limitée participa cependant à la multilatéralisation de l'affaire que la chancellerie de Quito appelait de ses vœux et qui fut mise en œuvre par les puissances du continent.

C. Les États-Unis, apôtres contrariés de la paix et la défense continentale

L'implication des États-Unis dans le conflit péruano-équatorien est un thème classique de l'historiographie du conflit.³⁴ En raison de la présence impériale de la grande puissance du Nord dans les affaires du continent, de son poids économique, et de son ascendant au cours de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup ont voulu voir les intérêts de Washington derrière le règlement, par exemple en favorisant la compagnie pétrolière Standard Oil de New Jersey. D'autres au contraire ont plutôt mis en évidence la passivité de Washington et du système panaméricain incapable de prendre en main la crise et de stopper les ambitions de la république péruvienne. Les débats sur le rôle de Washington condensent donc les deux thèses du cynisme et de l'impuissance. Pour notre part, nous considérons que les États-Unis ont sérieusement considéré le règlement pacifique du conflit comme un laboratoire et un objectif, mais que de nombreuses entraves se sont postées sur leur chemin.

L'attitude des États-Unis est déterminée dans cette affaire par plusieurs doctrines du Département d'État qui entraînent parfois en concurrence entre elles. D'une part, Washington avait pris depuis le début des années 1930 le virage de la politique de « bon voisinage ».³⁵ Après la période d'intense interventionnisme dans les affaires du continent, et en particulier dans les républiques d'Amérique centrale, les États-Unis de Roosevelt s'engageaient désormais à ne plus intervenir unilatéralement dans les affaires internes latinoaméricaines. Cette politique de bon voisinage s'accompagna d'une accélération sans précédents des relations interaméricaines au sein de l'Union panaméricaine et d'un engagement certain de Washington. Les réunions thématiques se multiplièrent pendant la décennie sur des sujets toujours plus divers. Les États-Unis se montraient en leader bienveillant de ce mouvement dans un travail

³⁴ Pour plus de détails sur les développements présentés succinctement ici, voir notre travail précédent, BIGNON, *La guerre du protocole...*, op. cit., p. 73-95.

³⁵ Sur cette question déjà bien connue, voir entre autres SCHOULTZ Lars, *Beneath the United States: A History of U. S. Policy Toward Latin America*, Harvard University Press, 2009 ; WOOD Bryce, *The Making of the Good Neighbor Policy*, W. W. Norton, 1967 ; GELLMAN Irwin F., *Good Neighbor Diplomacy: United States Policies in Latin America, 1933-1945*, Johns Hopkins University Press, 1979.

d'équilibriste qui consistait à ne pas apparaître trop directif. Mais à l'orée des années 1940, le nouveau sujet brûlant sur le continent était la Défense continentale. Devant la montée des tensions et de la guerre dans le reste du monde, une doctrine de défense continentale fut établie, destinée à protéger le continent d'attaques extérieures et intérieures susceptibles de le désolidariser. Dès lors, la position des États-Unis sur le conflit andin ne cessa d'être parasitée par les enjeux de la guerre mondiale.

C'était beaucoup plus le péril intérieur qu'extérieur que craignait Washington. « Il n'est pas absolument impossible que des agents des puissances non-américaines soient impliqués dans la recrudescence de la controverse [péruano-équatorienne] » écrivait en janvier 1941 le sous-secrétaire d'État Sumner Welles, qui était le véritable artisan de la politique sudaméricaine des États-Unis et qui s'était impliqué directement dans les discussions autour du conflit.³⁶ Les États-Unis étaient obsédés par la possibilité d'une « cinquième colonne » dans son arrière-cour qui s'alimenteraient des populations d'ascendance allemande, italienne ou japonaise. À travers sa branche extérieure créée en 1940, le *Special Intelligence Service* (SIS), Le FBI scrutait particulièrement ces populations qui étaient nombreuses dans les deux pays.³⁷ Au Pérou, les Italiens s'étaient durablement implantés à Lima, tandis que les Japonais étaient plusieurs dizaines de milliers (chapitre 8). En Équateur, les ressortissants de l'Axe n'étaient d'après le FBI que 11 000 en 1942, mais les Allemands étaient bien implantés avec la compagnie aérienne Sedta qui transporta les officiers équatoriens pendant la guerre et qui fut évincée avec succès par la Panagra américaine au cours de ces années.³⁸ Washington craignait donc qu'un conflit

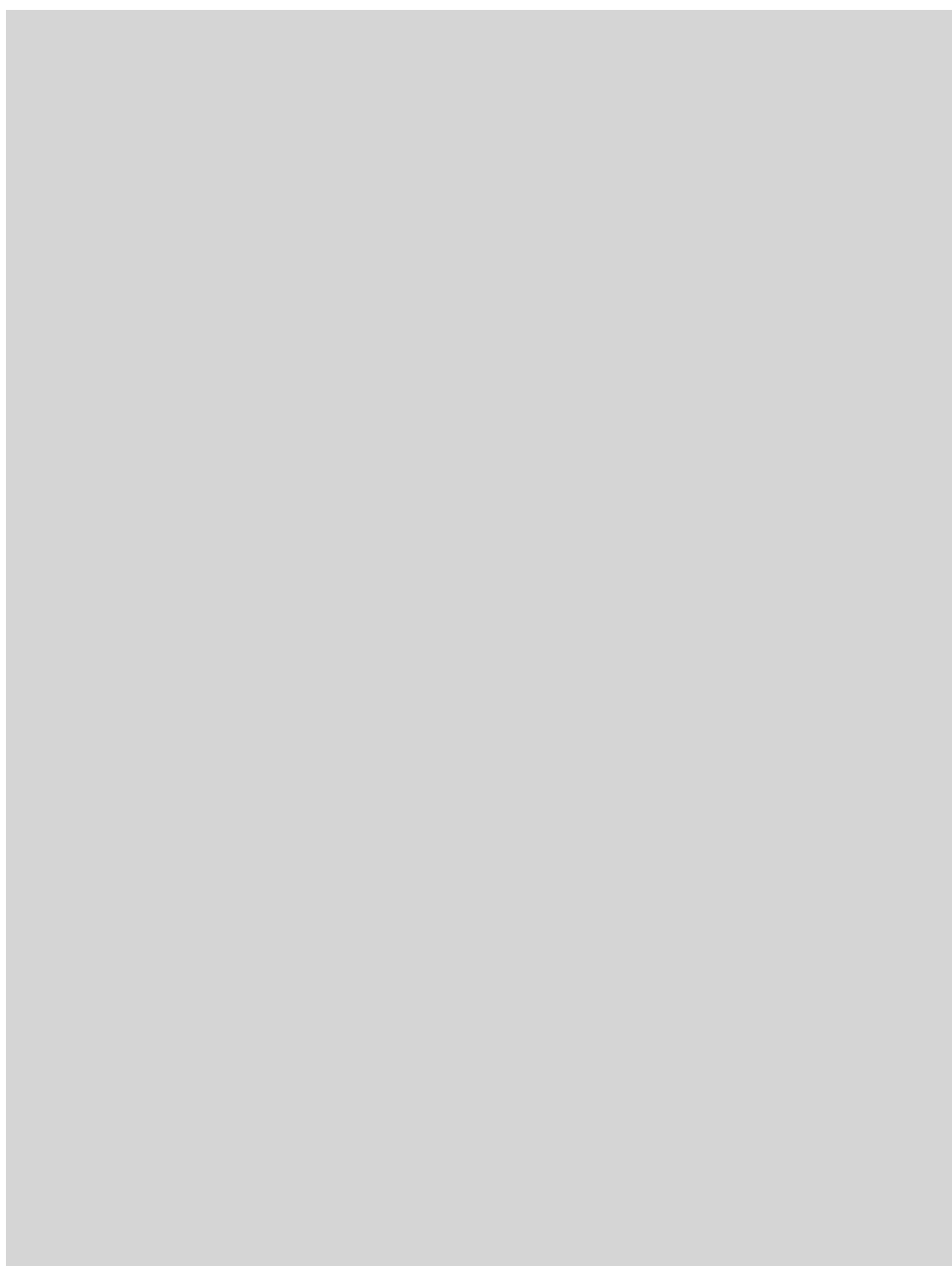
³⁶ Cordell Hull, Secrétaire d'État, à Burdett, chargé d'affaire au Brésil, 2 janvier 1941. *Foreign Relations of the United States* (ci-après FRUS) 1941, vol. VI, p. 212. Le câble est signé Hull mais c'est bien Welles qui parle.

³⁷ Le SIS disposait de plusieurs centaines d'agents répartis sur tout le continent. BECKER Marc, *The FBI in Latin America: The Ecuador Files*, Duke University Press, 2017. Plus particulièrement sur l'Équateur, on peut consulter les dossiers du FBI mis en ligne par Marc Becker : FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador ... Today », juin 1942 issu de Robert Lester et Dan Pinchas, « FBI reports of the Franklin D. Roosevelt White House, Research collections in American politics » (Bethesda, MD: UPA collection from LexisNexis, 2007), Hopkins Papers, Special Assistant to the President, Box 142. Plus généralement sur les activités de renseignements étasuniens en Amérique latine sur la période, voir FRIEDMAN Max Paul, *Nazis and Good Neighbors: The United States Campaign against the Germans of Latin America in World War II*, New York, Cambridge University Press, 2003.

³⁸ L'affrontement sur ce point en Équateur est tout à fait typique du reste du continent. La *Sociedad Ecuatoriana de Transportes aéreos* (Sedta à capitaux allemands) était mieux organisée que la Panagra (*Pan American Grace Airways*) à capitaux nordaméricains. Malgré l'embargo sur le pétrole dont elle souffrait, elle arrivait à s'approvisionner au Pérou. Arroyo louvoie avant d'évincer la Sedta au profit de la Panagra en raison de son importance dans le transport de troupes en cas de conflit. D'ailleurs, avec le conflit frontalier, la Sedta se consolide tandis que Lima fait pression pour que la ligne Canal de Panama-Lima ne passe pas par Quito. Les États-Unis aussi sont prudents car ils craignent que l'opinion publique équatorienne ne se retourne contre eux si la Panagra n'arrive pas à assurer un service à la hauteur de la concurrente allemande en termes de fréquence des voyages. Une guerre des tarifs s'ensuit entre les deux compagnies. Le 27 août 1941, Arroyo annonce qu'il va évincer la Sedta, mais cela prend encore un peu de temps. Un accord est finalement signé entre le gouvernement équatorien et la *Defense Supplies Corporation*, organisation para-publique qui gère la Panagra. Plusieurs communications dans FRUS, 1941, vol VII, p. 270-290.

entre deux Républiques américaines ne fut exploité par ces fauteurs de troubles.

Figure 10 : les menaces de l'Axe en Équateur d'après le FBI



Source : FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador ... Today », juin 1942

Au péril intérieur s'ajoutait le danger extérieur, c'est-à-dire la possibilité d'un débarquement des forces de l'Axe sur les côtes américaines ou l'invasion d'une île du Pacifique conférant à l'empire du soleil levant un avantage stratégique exorbitant. Les vues de Hitler sur le continent

étaient discutées sur la place publique depuis un certain temps.³⁹ Ce péril extérieur était présenté comme vraisemblable par Roosevelt lui-même qui exhiba à ses invités latinoaméricains une carte apocryphe censée représenter les ambitions territoriales nazies, découpant le continent en zones d'influence.⁴⁰

Dans le cadre du différend frontalier, les îles Galápagos pouvaient en effet servir à un ancrage japonais dans la région (figure 10). L'archipel était bien le dernier lopin de terre d'importance avant le Canal de Panama, couloir logistique tout à fait stratégique dans les échanges du continent en temps de paix et en temps de guerre. Il pouvait donc exister la possibilité que les Japonais ne s'en emparent, et justifier une prise de contrôle par les Américains. Les Équatoriens eux-mêmes alimentèrent cette hypothèse. Mais il ne faut pas non plus exagérer cette importance stratégique. Floriane Blanc a montré que dans le cas de Rapa Nui (l'Île de Pâques), Washington ne s'est pas empressé de l'investir malgré la ferme intention des Chiliens qui y voyaient l'occasion de monnayer leur soutien.⁴¹ L'archipel des Galápagos étaient sans doute plus stratégique que l'île aux Moaï, mais elle a surtout été intensément instrumentalisée par Péruviens et Équatoriens. La main basse des États-Unis sur l'archipel se heurta en effet à une très vindicative campagne de presse menée au Pérou par des personnages influents des affaires étrangères, qui dénonçaient l'éventuelle impartialité des États-Unis aux côtés de l'Équateur afin de s'appropriier les îles.⁴² Le chef en exil du fascisme péruvien voyait quant à lui dans cette possibilité le cheval de Troie d'une invasion étasunienne de l'Amérique du Sud. L'antiimpérialisme yankee entrainait en compte dans ces déclarations, de même que l'antiimpérialiste nippon partagé par les Équatoriens jouait aussi un rôle. En 1936, les services secrets équatoriens estimaient qu'une attaque péruvienne sur leur pays pourrait avoir comme

³⁹ RAUSCHNING HERMANN, *Hitler m'a dit : Confidences du Führer sur son plan de conquête du monde*, traduction Albert Lehman, Paris, Coopération, 1939. Ce best-seller comportait déjà un passage sur les plans de Hitler pour la conquête de l'Amérique latine.

⁴⁰ Le 27 octobre 1941, Roosevelt annonce qu'il est en possession d'une carte démontrant les prétentions nazies en Amérique latine. La carte a en réalité été récupérée dans les locaux du parti nazi à Buenos Aires (donc une carte authentique, mais sans doute de conception locale) puis modifiée par les Britanniques pour la rendre encore plus inacceptable dans leur effort de rallier les Américains à l'effort de guerre (par exemple, la première version partageait l'Équateur entre le Pérou et la Colombie, tandis que la nouvelle montre le Pérou absorbé par le Chili). Roosevelt n'a sans doute pas su ou voulu connaître la trajectoire exacte de la carte car le document l'aidait à abattre les dernières barrières de la neutralité. BRATZEL John F. et RUT Leslie B., « FDR and the « Secret Map » », *The Wilson Quarterly*, 1985, vol. 9, n° 1, p. 167-173.

⁴¹ BLANC Floriane, *Entre méfiance et intérêts partagés : trois décennies d'assistance militaire des États-Unis au Chili, 1940-1970*, thèse de doctorat sous la direction d'Isabelle Vagnoux et de Luc Capdevila, Université d'Aix Marseille, 2018, p. 48-49.

⁴² En particulier Alberto Ulloa, dont on a vu au chapitre 1 qu'il était un antiétasunien convaincu. ULLOA Alberto, *Perú y Ecuador. Última etapa del problema limítrofe*, Lima, Fondo Editorial del Ministerio de Relaciones Exteriores, Fondo Editorial del Banco central de Reserva del Perú, 1997 (1964), p. 5-11.

motivation de rétrocéder l'archipel au Japon.⁴³ En Équateur même, beaucoup appelaient à ne pas sacrifier le territoire national au profit de l'appui des États-Unis.⁴⁴ Le gouvernement équatorien n'était sans doute pas prêt à toutes les compromissions. Lorsque le chancelier Aranha avait suggéré aux Équatoriens la possibilité de céder les îles aux États-Unis pour obtenir leur soutien, le chancelier Tobar s'en offusqua. Il ne pouvait s'imaginer un arbitre américain partial dans le litige. Il est intéressant de noter que même si cela servait les intérêts de son pays, le chancelier équatorien se refusait à s'engager dans la voix d'un accord inéquitable pipé par un arbitre partial.⁴⁵ La mystique de l'arbitrage avait des effets concrets. En revanche, passé Pearl Harbor, Tobar Donoso voulut conclure très rapidement un accord sur le sujet alors que son pays était occupé par le Pérou. Mais ce sont alors les États-Unis qui ralentirent le processus. Dans cette perspective, c'est sous la forme d'une mission scientifique destinée à protéger la diversité animale de l'archipel que le Département d'État s'y intéressa d'abord, décourageant même les prétentions de la *U.S. Navy* de s'y installer. Ce n'est qu'à partir de 1943 que les négociations pour y établir une base étasunienne reprirent même si la marine américaine avait déjà accès à ses eaux territoriales depuis 1942.⁴⁶ Contrairement à ce qu'en disaient beaucoup d'observateurs de l'époque, le petit archipel du Pacifique n'a donc pas joué un rôle majeur dans l'attitude des États-Unis face au conflit frontalier.

Le Département d'État était condamné à un numéro constant d'équilibriste qui l'obligeait à modérer toutes ses actions. Un regain d'impopularité dans tel ou tel État pouvait signifier le ralentissement de la défense continentale et la création d'un trou dans le dispositif qui réduirait tous les autres efforts à néant. Les deux pays représentaient aussi des sources de matières premières non négligeables dans la perspective d'une économie de guerre et de fermeture des routes traditionnelles d'approvisionnement de l'économie nord-américaine. Pour autant, les États-Unis ne pouvaient intervenir franchement dans la région en raison de la doctrine du bon voisinage et de cette accusation de partialité. C'est aussi la raison pour laquelle ils s'étaient

⁴³ S.I.N., « Últimas Noticias de Fuentes no confirmadas en el Asunto internacional », 7 mai 1936 . AHMRE, T.5.1.16.

⁴⁴ Pour cette raison, la chancellerie préférerait prêter l'archipel : « Toda otra forma que significaría de alguna forma agendar, arrendar o pignorar alguna de las islas, debe descartarse en absoluto », y écrit-on, parce ce que ce serait inconstitutionnel, contraire à l'opinion publique, contraire à l'opinion des autres États latinoaméricains et parce que les États-Unis ne le veulent sans doute pas. « Informe de los Señores Carlos Manuel Larrea, Enrique Arroyo Delgado y José Gabriel Navarro sobre el proyecto de la Agenda preparado por el Gobierno de Cuba para la Reunión de Consulta de los Cancilleres Americanos », 3 juillet 1940. AHMRE, T.5.1.21.

⁴⁵ Tobar Donoso à Diego Sotomayor Luna, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Brésil, 31 juillet 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

⁴⁶ BIGNON, *La guerre du protocole...*, *op. cit.*, p. 82-88.

tenus à l'écart pendant les négociations de Washington qui se déroulaient pourtant à la Maison Blanche.

Ce n'était certes pas de l'indifférence. Il existe des indices qui confirment l'intérêt de Washington à régler la question avant même leur entrée en guerre contre le Japon. Au Département d'État, il y a au moins depuis 1939 un fonctionnaire chargé spécifiquement d'étudier la question, même si Monica Rankin rapporte qu'il s'agissait d'un conseiller junior en 1941.⁴⁷ Les multiples interventions de Sumner Welles à des moments différents du conflit montrent que Washington n'est pas resté inactive. La société civile n'était pas en reste et hors des deux républiques, c'est sans doute aux États-Unis que l'on a le plus écrit sur la question. Les journaux reproduisaient les communiqués des chancelleries et des plénipotentiaires, pris dans le jeu de la bataille médiatique. Les universités s'intéressaient au différend par le truchement de la discipline géographique. Le gouvernement prit au sérieux ce petit conflit. Les considérables avantages économiques et financiers octroyés au moment de la signature du protocole en 1942, et les importantes ressources humaines et logistiques déployées pour la démarcation à partir de là le prouvent.⁴⁸

Dans la gestion du conflit, les États-Unis n'ont donc été ni apathiques, ni indifférents, ni manipulateurs. Les fonctionnaires du Département d'État et des autres organismes chargés des relations avec le continent latino-américain croyaient sans doute sincèrement à la « solidarité continentale » qu'ils prônaient, et d'autant plus lorsque cet idéal coïncidait avec les intérêts géopolitiques de la nation. Washington agit bien en puissance impériale, mais un empire qui souhaitait de l'ordre par le droit plutôt que par la force. Le gouvernement a débloqué des ressources importantes mais il s'était lui-même lié les mains, et les constantes tentatives de Quito et Lima pour s'approprier son soutien le mettait en face de ses contradictions. C'est justement pour pouvoir ménager la non-ingérence dans les affaires sudaméricaines avec le chemin de la paix qu'il s'appuya autant sur le relais brésilien.

D. Le Brésil en avant-garde de la paix (1938-1940)

Plus encore que les États-Unis, le Brésil de Getulio Vargas a été au cœur même des tentatives de gestion collective du conflit andin. Il a pour cela proposé régulièrement un cadre

⁴⁷ Tobar Donoso à Diego Sotomayor Luna, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Brésil, 12 décembre 1939. AHMRE, T.5.3.2.2. ; RANKIN Monica, « The United States in El Oro: The OCIAA and the Diplomacy of Emergency Rehabilitation during WWII », *The Latin Americanist*, 14 juin 2019, vol. 63, n° 2, p. 163-188.

⁴⁸ Voir plus loin les développements sur le processus de démarcation.

aux négociations et contribué à développer des solutions innovantes, qui pouvaient parfois coïncider avec des ambitions politiques pour le Brésil. Toutefois, Itamaraty ne recherchait pas d'avantage territorial dans cette affaire, malgré sa proximité géographique à la controverse.⁴⁹ D'une part, le Brésil a certes été sollicité par les différents acteurs en présence pour intervenir. D'autre part, il se représentait surtout lui-même comme le meilleur instrument de la paix. Il se pose ainsi en bienfaiteur un peu condescendant et surplombant d'un « petit » conflit et d'une « guerre des pauvres », comme le déclara le chancelier brésilien au représentant de Vichy.⁵⁰

Un modèle pour le continent

La diplomatie brésilienne était depuis le début du XX^e siècle perçue comme la championne de la diplomatie continentale et un exemple à suivre par les pays andins. Il n'en avait pas toujours été ainsi. De nombreuses tensions territoriales avaient émaillé ses relations avec les voisins. En ce qui concernait les pays andins, le partage de l'Amazonie n'avait pas été sans heurts. Le Brésil était entré victorieusement dans un conflit ouvert pour les territoires de l'Acre disputés à la Bolivie en 1903, et le règlement de ce conflit – le traité de Petrópolis très favorable au Brésil – préoccupait le Pérou qui voyait d'un mauvais œil l'extension de la domination brésilienne dans son Amazonie méridionale.⁵¹ La situation resta donc tendue entre Washington et Rio de Janeiro jusque dans les années 1920 entre les deux États qui partageaient environ 3000 km de frontières.⁵² En 1904, le Brésil et le Pérou accordèrent un *modus vivendi* et établirent un tribunal arbitral *ad hoc*. Le maintien des positions sur le terrain mena sous le premier mandat d'Augusto Leguía au traité de 1910, et à la démarcation de la frontière qui

⁴⁹ Un diplomate de Vichy en poste à Quito a estimé que le Brésil pouvait y rechercher un corridor vers le Pacifique mais cela nous paraît hautement improbable. Revelli, ministre intérimaire de la France en Équateur, au ministère des Affaires étrangères, 3 octobre 1941, télégrammes n°131-132. AMAEC, Série Guerre 1939-1945 - Vichy, sous-série B : Amériques, dossier 115 : « conflit Pérou-Équateur, 14 octobre 1940 – 8 avril 1944 », ff.225.

⁵⁰ René de Saint-Quentin, ambassadeur de la France au Brésil, au ministère des Affaires étrangères, 12 juillet 1941, télégrammes n°301-302. AMAEC, Série Guerre 1939-1945 - Vichy, sous-série B : Amériques, 120 : Brésil, Politique extérieure, février 1940-mars 1942, ff.38.

⁵¹ Dans les années 1890, la Bolivie se réveille subitement et tente de tirer profit des territoires amazoniens de l'Acre riches en caoutchouc, territoires qu'elle avait jusque-là ignorés. Mais la région est peuplée par des *shiringueros* brésiliens qui y dominent en particulier le transport. Les efforts de rattachement boliviens mécontentent ces hommes qui, menés par l'Espagnol Galvez de Manaos, se rebellent et proclament l'indépendance de l'Acre. Une expédition bolivienne rétablit l'ordre, mais en 1902-1903, l'octroi par le gouvernement bolivien d'un contrat de colonisation à une compagnie boliviano-étasunienne sous une forme typique de charte coloniale africaine mécontente le Brésil et le Pérou, qui y voient une intrusion de souveraineté. Leurs milieux d'affaires liés à l'Europe ne veulent pas non plus d'une concurrence de l'Amérique du Nord. Soutenus par le Brésil, les Brésiliens de l'Acre se soulèvent en 1903. Une nouvelle expédition bolivienne affronte des troupes brésiliennes et des milices locales. Un armistice est signé. Le traité de Petrópolis de 1903 transfère d'immenses territoires au profit du Brésil en échange de dédommagements financiers et territoriaux mineurs au bénéfice de la Bolivie. ROUX Jean-Claude, *La Bolivie orientale - confins inexplorés, battus aux Indiens et économie de pillage*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 257-260.

⁵² Évidemment, ce chiffre a varié selon les découpages cartographiques et les aspirations territoriales.

culmina en 1927. Le litige était donc réglé entre les deux voisins même si un segment de l'opinion publique péruvienne considérait toujours que le Pérou avait indûment offert 140 000 à 170 000 km² au Brésil.⁵³ Les accords d'ailleurs prévoyaient la libre navigation perpétuelle des Péruviens sur l'Amazone brésilien, mais l'application de cette mesure était l'objet de nombreuses discussions encore dans les années 1930 et 1940.⁵⁴

Les relations du Brésil avec l'Équateur s'étaient quant à elles normalisées à peu près au même moment. Un traité de frontières était signé en 1904 pour fixer la ligne Tabatinga-Apapóris, au sein de territoires revendiqués par le Pérou. Mais le traité Salomon-Lozano entre le Pérou et la Colombie en 1922 supprimait virtuellement toute frontière entre le Brésil et l'Équateur. L'avancée sur le terrain du Pérou et de la Colombie avaient d'ailleurs effectivement séparé définitivement les deux pays qui n'entraient donc désormais plus en conflit potentiel.⁵⁵

Parce qu'il avait su normaliser à son avantage ses relations avec ses voisins, incarnant à la fois un pays conquérant mais respectueux des conventions diplomatiques et de l'esprit américain de l'arbitrage, le Brésil s'était donc gagné l'admiration de ses voisins. « Dans toute l'Amérique on a admiré la forme efficace et pacifique avec laquelle le Brésil a mis fin à ses nombreuses controverses frontalières avec les pays voisins », rappelait Viteri Lafrontera.⁵⁶ L'affirmation valait sans doute un peu plus de la part de l'Équateur que pour le Pérou qui avait encore à traiter directement avec cet encombrant voisin géant. Le Brésil endossait volontiers les habits de leader pacifique et éclairé du continent. Il avait essayé à la SDN d'être reconnu comme ce chef, avant de renoncer. Il accompagnait ce grand dessin d'une solide politique culturelle en construction.⁵⁷ Cette grande stratégie se jouait à la fois au sein de la SDN et du panaméricanisme, mais les désillusions d'Itamaraty - la chancellerie brésilienne - avec l'organisation de Genève poussa le Brésil à se recentrer sur le continent américain.⁵⁸ Le Brésil se fit alors présent dans tous les grands conflits américains des années 1930. Dans la question du Chaco, il faisait partie du groupe ABCP et agit de concert avec les États-Unis, bien que son

⁵³ CUETO Marcos et LERNER Adrián, *Indiferencias, tensiones y hechizos: medio siglo de relaciones diplomáticas entre Perú y Brasil, 1889-1945*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (IEP), Embajada de Brasil en el Perú, Sector de Promoción Cultural, 2012, p. 61.

⁵⁴ WAGNER DE REYNA *op. cit.*, vol.2, p. 233-234.

⁵⁵ http://quito.itamaraty.gov.br/es-es/relaciones_brasil-ecuador.xml.

⁵⁶ « El Brasil sígue marcando sus límites ». Homero Viteri Lafrontera au ministre des relations extérieures, 29 septembre 1940 ». AHMRE, C.5.1.10.

⁵⁷ DUMONT Juliette, « De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : le parcours du Brésil dans l'entre-deux-guerres », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, décembre 2012, n° 99, p. 217-238 ; *De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)*, thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle, 2013.

⁵⁸ WEHRLI Yannick, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, avril 2009, vol. 137, n° 1, p. 45-59.

implication n'atteint pas celle de l'Argentine.⁵⁹ Cette présence a été encore plus centrale dans l'affaire de Leticia qui le concernait en premier lieu par la proximité géographique. C'est à Rio de Janeiro, sous la conduite d'Afrânio de Melo Franco, que fut obtenu en mai 1934 le traité de paix, d'amitié et de coopération entre la Colombie et le Pérou.⁶⁰ La réputation d'efficacité et d'impartialité gagnée dans ces gestions faisait du Brésil un arbitre naturel vers qui se tourner, une sorte de grand frère bienveillant. Le Pérou et l'Équateur partageaient (avec quelques nuances) cette position, et leur appel à impliquer Melo Franco dans le règlement de leur différend vers 1937 et le recours à l'arbitrage des Brésiliens dans le processus de démarcation par la suite en furent les témoins. La politique étrangère de la grande nation était alors en grande partie décidée par le chancelier Oswaldo Aranha, plus que par son charismatique Président Getulio Vargas, à quelques exceptions près. Aranha était un grand commis d'État qui connaissait d'ailleurs bien les questions de frontières amazoniennes. Il s'était rendu plusieurs fois à Leticia dans le cadre de la gestion de ce conflit, et prononça une conférence sur les frontières et les limites en 1940.⁶¹ Il devint donc logiquement le moteur de la gestion collective du conflit péruano-équatorien.

Un rôle de franc-tireur informel

Parce qu'il était perçu et s'imaginait lui-même garant de la paix continentale, il était logique que le Brésil se saisisse de la question péruano-équatorienne. C'était d'ailleurs une sollicitation équatorienne et étasunienne. Il y a un passage de témoin très clair de la Maison Blanche à Itamaraty en février 1939. La Maison Blanche avait en effet été le siège des négociations de Washington (1936-1938) qui pouvaient potentiellement déboucher sur un arbitrage de la part du Président des États-Unis. Les négociations avaient piteusement échoué en 1938, et Washington cherchait un relais. C'est la présence d'Aranha à Washington et la tenue de réunions avec le sous-secrétaire d'État Sumner Welles et l'ambassadeur équatorien Homero Viteri Lafrontera, qui décida de l'implication de Rio de Janeiro. Franklin D. Roosevelt aurait alors déclaré au chancelier brésilien : « Vous pouvez faire beaucoup dans cette affaire,

⁵⁹ WEHRLI Yannick, « La multiplicité des intervenants dans la résolution pacifique du conflit du Chaco (1932-1935) : un obstacle à la paix ? » dans CHETAIL et al. (dir.), *Préventions, gestion et sorties des conflits*, Genève, Actes du séminaire de recherche doctorale commun, IUHEI, IUED, IEUG, 2006, p. 181-200.

⁶⁰ WEHRLI Yannick, *États latino-américains, organismes multilatéraux et défense de la souveraineté. Entre Société des Nations et espace continental panaméricain (1919-1939)*, thèse de doctorat, Université de Genève, 2016, p. 454-481.

⁶¹ Parmi de nombreuses références sur ce personnage central de la politique extérieure brésilienne, la plus récente : COLLECTIF, *Oswaldo Aranha: um estadista brasileiro*, Brasília, Fundação Alexandre de Gusmão (Coleção Política externa brasileira), 2009.

monsieur le ministre, moi cela ne m'a pas réussi ». ⁶² Le Brésil devenait donc dans cette affaire comme dans d'autres, le relais officieux de la politique sud-américaine de Washington, qui trouvait là une manière de peser sans intervenir directement au nom de la politique de bon voisinage.

L'implication d'Itamaraty fut dès lors constante. Le chancelier demande immédiatement aux deux parties de lui transmettre chacun une ligne de base pour commencer les négociations. « À Itamaraty, nous avons étudié avec beaucoup d'attention l'aspect géographique de la controverse », déclare le chancelier Aranha l'année suivante. ⁶³ Pendant toute la période de l'escalade, de la guerre et de ses suites, le Brésil s'autoreprésenta ainsi comme le meilleur instrument de la paix dans cette histoire. Le discours de la presse brésilienne qu'a étudié en détail Fabrizio Del Piélago est tout à fait parlant. ⁶⁴ Mises à part de très rares exceptions, les journaux ont généralement abordé le conflit sous l'angle du panaméricanisme. L'implication du Brésil dans l'affaire est reliée à la justification du rôle historique de pacificateur sur le continent, à la nature d'associé des États-Unis pour cette tâche et au culte au Président Vargas, grand pacificateur. Le conflit entre le Pérou et l'Équateur est perçu comme une déviation du destin historique du continent qui devait mener inmanquablement à la paix, en contraste marqué avec une Europe considérée comme belliqueuse et décadente. La caractérisation même de « guerre » pour se référer dans ces colonnes aux événements de juillet 1941 était impossible à appliquer sur un continent où elle ne pouvait pas exister. La signature du Protocole réglant l'affaire à Rio en janvier 1942 marquait pour cette presse à l'unisson le retour dans le giron panaméricain et pacifiste des deux enfants prodiges, sous la protection bienveillante du grand frère brésilien.

C'est donc principalement pour une question de prestige et une question idéologique qu'Itamaraty s'est mis dans cette affaire. Rio devenait après Washington le centre de gravité des négociations, et cet état de fait est perceptible dans le siège que font les délégués de chaque pays au gouvernement brésilien. D'un côté, l'ambassadeur équatorien est Homero Viteri Lafronte, pièce centrale de toute la négociation frontalière de son pays. Le docteur en jurisprudence qui avait été ministre de l'Instruction de la Révolution julienne avait signé l'Acte de Lima en 1936. Il a toujours été à Lima, Washington ou Rio de Janeiro, au cœur de la situation

⁶² « Proyecto de Cooperación Internacional para el arreglo del litigio ecuatoriano peruano, 1939 ». AHMRE, T.5.3.1.1.

⁶³ Tobar Donoso à Quevedo, 25 avril 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

⁶⁴ DEL PIÉLAGO MERINO Fabrizio Gabriel, *La guerra entre Ecuador y Perú vista por la prensa escrita brasileña (1941-1942)*, Tesis para optar el título profesional de Licenciado en Historia, Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM) - Facultad de Ciencias sociales, Lima, 2017.

et des intrigues, et il caressa d'ailleurs à Rio l'espoir de recruter pour la cause équatorienne son ami le prix Nobel Stefan Zweig avec qui il jouait régulièrement aux échecs.⁶⁵ Du côté des Péruviens, l'ambassadeur n'était autre que Jorge Prado, candidat malheureux à la présidence de son pays en 1936 et frère du Président Manuel. Sa place à ce poste moins prestigieux que les ambassades européennes mais bien plus au cœur de l'action témoigne de l'importance qu'a pris le Brésil à ce moment.

Malgré les espérances ou les craintes qu'elle a déclenché, l'implication d'Itamaraty n'a que rarement été couronnée de succès jusqu'à 1941, même si elle témoigne d'une intense activité et de solutions innovantes. L'obtention d'une simple base de négociation par la transmission de lignes par les deux pays était impossible. Le Pérou n'acceptait qu'à reculons l'ingérence continentale tandis que l'Équateur était paralysé par le contexte interne de 1939-1940. Rio qui avait fait son affaire de régler le différend, prit ombrage de la paralysie du processus. Le représentant brésilien à Quito « n'a pu dissimuler son agacement » sur cette inertie équatorienne.⁶⁶ Pour cette raison et parce que cela correspondait à une ambition interne pour leur propre pays, les Brésiliens prirent l'initiative la plus éclatante de cette phase du conflit en proposant en 1940 une grande « Conférence amazonienne », antécédent précoce et avorté de la coopération internationale autour du bassin amazonien.

La conférence amazonienne : un antécédent avorté d'intégration régionale

Le 10 octobre 1941, dans un discours à l'époque retentissant et passé à la postérité comme « discours de Manaus » ou « discours du fleuve Amazone », le chef de l'*Estado Novo* Getulio Vargas annonçait une nouvelle ère de l'exploitation de l'Amazonie par le Brésil et les États qui l'entouraient.⁶⁷ L'Amazonie devait se peupler et s'industrialiser pour apporter toute sa richesse à la nation, ce qui ne manquerait pas d'arriver. Vargas réactivait d'anciennes antiennes et réactualisait la promesse de l'Eldorado. À ces considérations proprement internes à la nation brésilienne, il ajoutait à la fin de son discours :

« Les eaux de l'Amazone sont continentales. Avant d'atteindre l'océan, elles emportent dans leur lit le dégel des Andes, les eaux chaudes de la plaine centrale et des cascades des montagnes du nord. Par conséquent, c'est un fleuve typiquement américain, en raison de l'extension de son bassin hydrographique comme de l'origine de ses sources et de ses affluents, provenant de diverses nations voisines. Ainsi, suivant le dessin de la confraternité, nous nous retrouvons avec ces nations sœurs pour délibérer et poser les bases d'un accord qui prenne en compte les intérêts communs et démontre comme un exemple l'esprit de

⁶⁵ Homero Viteri Lafronte, ministre de l'Équateur au Brésil, à Julio Tobar Donoso, 17 septembre 1940, n°133. AHMRE, C.5.10.

⁶⁶ Tobar Donoso à Quevedo, 25 avril 1940. T.5.3.2.4.

⁶⁷ Transcription complète dans VARGAS Getúlio, « Discurso do Rio Amazonas », *Revista brasileira de Geografia*, juin 1942, p. 259-262.

solidarité qui préside aux relations des peuples américains, toujours disposés à la coopération et à l'entente pacifique ». ⁶⁸

Le discours, très largement diffusé dans toute la presse du pays et reproduit également dans les colonnes du continent, en appelait donc à une réunion des pays ayant un intérêt pour l'Amazonie. La proposition s'inscrivait d'ailleurs dans une vague de projets de conférence à dominante économique de groupes régionaux proposés par la Bolivie et le Paraguay à la conférence de Panama.⁶⁹ Les propos assez vagues de Vargas laissaient place à l'interprétation. La première inconnue était le nom des pays participants, car le caractère amazonien d'une nation était justement un enjeu géopolitique et une revendication langagière de l'Équateur. Viteri Lafrontera se targue d'avoir suggéré la question à un journaliste de l'*Associated Press* pour qu'il la pose publiquement à Vargas.⁷⁰ Le 15 octobre, celui-ci précise alors que les pays invités seraient le Venezuela, la Colombie, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie, et éventuellement les États-Unis en tant que marché consommateur.⁷¹

En Équateur, ces déclarations sont immédiatement accueillies dans le plus grand enthousiasme. Le Congrès vote le 13 une motion en faveur des paroles du Président Vargas qui invitent à « une solution pacifique des difficultés qui confrontent aujourd'hui les pays du bassin amazonien ». ⁷² Le polémiste Pío Jaramillo Alvarado s'enthousiasme sur cette coopération économique qui suppose une coopération politique et qui doit mettre fin aux appétits péruviens.⁷³ En Bolivie et en Colombie, les éditoriaux saluent l'initiative pour régler les différends frontaliers et développer le commerce. Le Secrétaire d'État Cordell Hull se déclare intéressé.⁷⁴ La chancellerie de Quito prépare immédiatement un très détaillé « projet d'agenda pour la conférence amazonienne » et crée une commission spéciale en charge de la préparer.⁷⁵ Cet agenda met en haut des priorités les questions de délimitation et de démarcation frontalière, suivie de la question de la navigabilité du fleuve et enfin de la coopération économique. Il prévoit pour cela une nouvelle campagne d'archives, notamment au Venezuela. L'agenda de la chancellerie est donc très politique, centré sur son problème de frontière, car le ministère

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Les Boliviens avaient ainsi proposé une conférence de la Plata, de l'Amazone et du Pacifique.

⁷⁰ Viteri Lafrontera à Tobar Donoso, 20 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

⁷¹ « Entrevista concedida pelo Sr. Presidente Getulio Vargas a Associated Press », *Jornal Do Comercio*, 15 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

⁷² « O Americanismo di Presidente Getulio Vargas », *A Noite*, 13 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

⁷³ JARAMILLO ALVARADO Pío, *Ecuador, nación amazónica*, Guayaquil, Ediciones Vicente Rocafuerte, 1941.

⁷⁴ « Um iniciativa de maior transcendencia na política continental ». *Jornal do Brasil*, 16 octobre 1940. « O Amazonas centralizado um poderoso bloco econômico ». *O Radical*, 17 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

⁷⁵ Tobar Donoso, « Circular reservada del Canciller del Ecuador a las Legaciones con un proyecto de Agenda para la conferencia Amazónica ideada por el Presidente de Brasil », 12 octobre 1940. Le chapitre VII serait dédié de manière intéressante au « problema indígena ». AHMRE, T.5.3.1.1.

sent bien que le Pérou fera au contraire tout pour amoindrir la portée de la conférence.

En effet, la chancellerie péruvienne n'est que faiblement réceptive à la proposition brésilienne, malgré l'enthousiasme de la presse brésilienne qui salue son acceptation. Le climat entre Quito et Lima est d'ailleurs au plus bas. La présence de l'armée péruvienne dans la région du Cenepa et du Nangaritzza rend impossible l'exploitation aurifère et met tout l'Équateur en émoi. Avant la fin de l'année, la relation se dégrade tellement que la chancellerie accepte enfin la militarisation de la frontière. Deux jours avant le discours de Vargas, un journal de São Paulo annonçait sur toute la largeur de ses colonnes que « 3000 Péruviens pénètrent en Équateur. Choc imminent entre les armées des deux pays ».⁷⁶ La position de Lima est alors très ferme mais sa réponse subtile. Comme le résume quelques mois plus tard l'ancien chancelier Ulloa, éminence grise de la diplomatie benavidienne,

« Comme sur l'Amazone il n'existe pas d'émulations et d'intérêts de grands États qui souhaitent aider au développement des autres, il ne reste en vérité comme possible et dangereux thème pour une conférence spéciale que les aspirations définies mais irréalisables de l'Équateur à ouvrir un chemin territorial jusqu'aux rives du grand fleuve et de son affluent le Marañón, avec le concours d'autres États qui serviraient d'intermédiaire pour favoriser une solution de ce type à son différend avec le Pérou ».⁷⁷

Le diplomate ne veut pas plus d'une simple navigabilité ouverte, car il estime que l'Équateur ne possédant pas de port dans des eaux navigables du fleuve, il ne pourrait qu'obtenir des ports francs en territoire étranger et ainsi infiltrer le territoire péruvien.⁷⁸ Pour ne pas accomplir ce programme, la chancellerie du Rimac tente plusieurs manœuvres dilatoires. Elle propose rapidement une conférence des « pays américains », ce qui aurait selon plusieurs commentateurs l'effet de diluer l'intérêt de la conférence et de la rendre inopérante.⁷⁹ Elle nie le caractère « amazonien » de l'Équateur et donc sa présence à la table, ce que Quito dénonce vigoureusement.⁸⁰ Enfin, elle insiste sur le caractère économique de la conférence au détriment de l'aspect politique.

Or, c'est par là que le bât blesse. Les propos de Vargas étaient restés d'une ambiguïté sans doute calculée. Tout le monde avait d'abord salué la possibilité de régler les problèmes frontaliers, mais lui-même ne l'avait pas clairement formulé, et ses diverses interventions

⁷⁶ « Penetram no Equador tres mil peruanos! Imminente um choque entre os exercitos dos dois paizes ». *A Platea de San Paulo*, 8 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

⁷⁷ « La proyectada conferencia amazónica », initialement paru dans *La Prensa*, 15 mars 1941. ULLOA Alberto, *Perú y Ecuador. Última etapa del problema limítrofe*, Lima, Fondo Editorial del Ministerio de Relaciones Exteriores, Fondo Editorial del Banco central de Reserva del Perú, 1997 (1967), p. 22.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 17-22.

⁷⁹ Ministère des Relations extérieures, « Memorandum para la Conferencia amazónica », 17 octobre 1940. AHMRE, Q.2.1.

⁸⁰ « O Equador reclama o direito de participar da conferencia amazónica ». *Jornal do Brasil*, 20 octobre 1940. AHMRE, C.5.10.

ultérieures réduisent la portée de l'événement. Un mois après son discours initial, il évoque succinctement la réunion de nations limitrophes intéressées aux problèmes de « circulation » sur le fleuve.⁸¹ À Porto Alegre, il inclut toujours l'Équateur dans les participants mais considère que l'objectif principal était « la coordination des transports à travers l'immense vallée amazonienne, les mesures douanières, les problèmes d'assainissement et de culture du caoutchouc », même s'il confie à Viteri en aparté que « l'on traiterait les vrais problèmes que l'on tenterait de solutionner au moment opportun ».⁸²

Et ainsi l'enthousiasme des débuts s'embourbe dans les ambiguïtés et les déclarations d'intention, au grand désarroi de la chancellerie équatorienne qui s'aperçoit que les autres nations n'ont plus l'ardeur des débuts. L'idée de cette grande conférence reste encore dans l'air en 1941 mais elle est ensuite éclipsée par la guerre de juillet et l'entrée en guerre des États-Unis. Nous ne savons pas si c'est l'intransigeance du Pérou qui fit capoter la conférence, ou le contexte brésilien et mondial qui décida Itamaraty à repousser l'échéance, mais il est clair que l'attitude de Lima a ralenti le processus. Il faut toutefois souligner que cette conférence avortée constitue une tentative précoce d'intégration régionale et de coopération autour d'un bassin hydrique, et peut donc être considérée comme un antécédent du Traité de Coopération amazonienne de 1978 qui se concentre également sur le développement économique.⁸³ Cela classe aussi l'initiative dans une série de propositions innovantes de la part des puissances américaines impliquées dans le différend péruano-équatorien.

Le Brésil échoua donc à porter lui-même la résolution pacifique et collective du différend andin. À partir de 1941, le Brésil continua d'être au cœur du dispositif, mais cette fois au sein de la médiation intégrée par d'autres puissances américaines, avec un rôle moteur mais non plus de franc-tireur comme précédemment. Aranha fut cependant un personnage clé de la signature à Rio de Janeiro du Protocole. C'est pour cette raison qu'au moins jusqu'aux années 1990, chaque 29 janvier, jour anniversaire de la signature du Protocole, la légation du Brésil à Quito était rituellement caillassée.⁸⁴ Le Brésil n'avait pas réussi à empêcher l'affrontement armé et son règlement diplomatique laissait insatisfaites les parties.

⁸¹ Vargas parlait à l'occasion de ses dix ans de pouvoir. Viteri Lafronte à Tobar Donoso, 14 novembre de 1940. AHMRE, C.5.10.

⁸² Viteri Lafronte à Tobar Donoso, 18 novembre de 1940. AHMRE, C.5.10.

⁸³ Il existe au moins un précédent d'accord sur les ressources hydriques, en 1929 pour le Nil. Larbi BOUGUERRA Mohamed, « L'Égypte, l'Initiative du Bassin du Nil, et les « autres » », *Confluences Méditerranée*, 2010, N°75, n° 4, p. 191-196.

⁸⁴ MARIZ Vasco, « O Brasil et o conflito peruano equatoriano », *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, mars 1995, a.156, n° 386, p. 151-156.

E. Une question de prestige : les Républiques américaines et le conflit frontalier

En dehors du Brésil et des États-Unis, beaucoup d'autres acteurs participèrent à la gestion du différend frontalier au cours des années 1938-1942. Sans présenter l'intégralité de ces interventions qui se cantonnent parfois à une simple proposition, il faut souligner que l'implication des républiques sœurs est inversement proportionnel à leur proximité avec les deux protagonistes, ce qui révèle que la résolution du plus-vieux-conflit-du-continent était surtout devenu un enjeu de prestige plutôt que de *realpolitik*.

L'Argentine : l'instrumentalisation du conflit

Hormis le Brésil, c'est l'Argentine qui s'est le plus impliquée dans le processus au sein des nations sudaméricaines. La nation du Sud pouvait pour cela faire valoir ses états de service au bénéfice de la paix sur le continent et particulièrement pour le Pérou. C'était le Président argentin qui avait dicté l'arbitrage entre la Bolivie et le Pérou en 1911, un arbitrage si évidemment favorable au Pérou que les deux nations du lac Titicaca négocièrent ensuite directement et dans un sens plus favorable à La Paz pour arriver à un accord.⁸⁵ Dans les années 1930, l'Argentine s'était fait le champion de la paix. Ses interventions dans la question du Chaco et surtout le pacte Anti-Guerre qui valut à Saavedra Lamas le prix Nobel faisaient de la recherche de la paix sur le continent une question de prestige pour la chancellerie de Buenos Aires.

Dans les relations avec les deux nations andines, il y avait certainement une proximité plus affichée avec Lima. D'une part, le fait que l'indépendance du Pérou ait été proclamée par San Martín, le *Libertador* issu du Río de la Plata, formait un « lien affectif » entre les deux Républiques.⁸⁶ D'autre part, il y avait peut-être une certaine solidarité de régimes aux tendances autoritaires. L'Argentine incarnait au détour des années 1940 la résistance à Washington au nom de liens bien compris avec les puissances de l'Axe. La relation de Benavides avec l'Argentine était symptomatique. Il est fait officier *honoris causa* de l'armée argentine à sa sortie de fonction en 1939⁸⁷ et deux ans plus tard, à la fin de sa mission diplomatique auprès de Franco, c'est à Buenos Aires qu'il poursuit son travail diplomatique, plus près du Pérou que

⁸⁵ ROUX Jean-Claude, *La Bolivie orientale...*, *op. cit.*, p. 260-262.

⁸⁶ D'où la blessure d'orgueil lorsqu'en 1995, les Argentins vendirent des armes aux Équatoriens en pleine guerre du Cenepa. C'était pour les Péruviens la trahison d'un vieil ami.

⁸⁷ Le 7 décembre, la veille de la remise du pouvoir, il est fait « Oficial Honoris Causa de Estado Mayor del Ejército Argentino », en présence de Carlos Quintana, ambassadeur argentin et de Felipe De la Barra, ministre de la guerre.

depuis la lointaine Europe. Sa nomination en mars 1941 et son arrivée en mai à Buenos Aires indiquent aussi la centralité de l'Argentine dans la question frontalière qui était alors brûlante. La chancellerie a envoyé son atout sur le Río de la Plata. À certains moments de la controverse, il semble donc que l'Argentine aide le Pérou comme elle aida le Paraguay pour le Chaco. D'ailleurs, quand c'est le Brésil qui souvent consulte la chancellerie de Quito sur les questions difficiles, c'est souvent l'Argentine qui tient ce rôle auprès de Lima. Le fait que le chancelier Solf y Muro s'est rendu en janvier 1942 à Buenos Aires avant la réunion de Rio qui devait enfin trancher la question frontalière tandis que son homologue équatorien s'est rendu au même moment à Washington, semble accrédi-ter cette hypothèse. L'Argentine caressa sans doute l'idée d'intégrer le Pérou à un groupe d'opposition à Washington.

Il ne faut cependant pas exagérer cet axe Lima-Buenos Aires. Les relations commerciales entre les deux États pouvaient connaître quelques frictions. Les facilités accordées au blé chilien indisposèrent les Argentins qui élevèrent de 50% les taxes sur le pétrole péruvien en 1935. Un accord fut cependant scellé l'année suivante et en 1938, la visite du chancelier argentin permit l'inauguration de la nouvelle ambassade⁸⁸. Dans la gestion du conflit, l'appui irréprochable de l'Argentine au Pérou n'est pas évident. D'une part, l'Équateur ne considère pas l'Argentine comme le mentor du Pérou dans l'affaire, et souligne plutôt que l'Argentine a participé à la médiation, donc à la gestion collective du différend auquel s'opposait résolument Lima.⁸⁹ D'autre part, les mesures proposées par la chancellerie de Buenos Aires n'allaient pas nécessairement dans le sens de Lima. Après la guerre, au cours des négociations de Talara, c'est étrangement le délégué argentin qui pratiquement seul prit la défense de l'Équateur pour fixer les frontières de démilitarisation.⁹⁰ Benavides a aussi des mots très durs pour l'ambassadeur argentin à Lima, Quintana, qui aurait été l'élément déclencheur de la proposition de médiation en raison de ses rapports alarmistes sur les mobilisations militaires du Pérou.⁹¹ Quant au chancelier Enrique Ruiz Guiñazú, Benavides le trouve comme tous les autres commentateurs de l'époque « très incliné à trouver des solutions spectaculaires, plus préoccupé de son prestige personnel que d'arriver à une solution réelle du problème ».⁹² Les Argentins risquaient donc dans le conflit frontalier de réitérer le « succès de l'inutile » en faisant passer

⁸⁸ WAGNER DE REYNA, *op. cit.*, p. 246-247.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Lima, Editorial Arica, 1976, p. 177-195.

⁹¹ BENAVIDES DE PEÑA Paquita et al., *El Mariscal Benavides, su vida y su obra*, Lima, Atlántida, 1981, vol. 2, p. 337 sq.

⁹² *Ibid.* p. 346. Sumner Welles et Hull partagent dans leurs mémoires le constat de la fatuité du chancelier argentin. Un tel consensus de la part d'acteurs si éloignés politiquement paraît significatif.

leur prestige moral devant la paix effective en proposant des mesures contre-productives. D'après Benavides, les Argentins avaient plus empêché d'avancer qu'autre chose.⁹³

S'il y avait donc proximité entre Buenos Aires et Lima, celle-ci ne supposait pas de traitement préférentiel dans l'affaire frontalière. La chancellerie argentine semble avoir alternativement perçu le conflit comme un instrument pour rehausser son prestige, se rapprocher des États-Unis ou encore s'en écarter. Ils eurent toutefois assez d'entendement pour qu'une fois leur marginalisation du système américain établie entre 1942 et 1945, en raison de leur attitude favorable aux pays de l'Axe, ils ne perturbent pas les travaux de la médiation de l'importante démarcation frontalière. Plus généralement, l'étude des relations bilatérales de l'Argentine et du Pérou depuis l'époque de l'indépendance mériterait d'être approfondie.

Le Chili : fausses inimitiés héréditaires et paravoisinage

Le Chili offre également un cas intéressant de situation contre-intuitive. Il est en effet tentant de faire de Santiago l'ennemi atavique de Lima et donc un allié objectif de Quito. En réalité, il participe à la gestion du différend frontalier avant tout pour une question de prestige éloigné d'un intérêt direct. Le rôle d'ennemi héréditaire pouvait s'appuyer sur le traumatisme qu'avait vécu le Pérou dans sa défaite et l'amputation de ses territoires méridionaux, un traumatisme ravivé par les débats sur un éventuel référendum d'autodétermination dans les territoires de Tacna et Arica. Pour beaucoup d'historiens, cette guerre a véritablement cimenté l'identité nationale péruvienne dans le rejet de la nation du Sud.⁹⁴ À partir des années 1890, les Chiliens qui s'étaient un temps détournés de leur environnement immédiat s'étaient à nouveau tournés vers le continent et avaient cherché contre le Pérou et surtout l'Argentine des alliances de revers, que l'on peut qualifier d'amitiés « paravoisines ».⁹⁵ L'amitié avec Quito commençait pourtant difficilement : l'Équateur ne soutint pas le Chili dans la Guerre du Pacifique par peur de représailles péruviennes et le Chili tarda démesurément à indemniser les victimes équatoriennes de la guerre, comme c'était le cas pour toutes les victimes du continent que Santiago considérait moins prioritaires que celles d'Europe. Les intérêts avaient néanmoins fini par converger contre leur voisin commun et les Chiliens avaient cultivé leur amitié avec

⁹³ *Ibid.* p. 337-349.

⁹⁴ Voir par exemple dans le domaine du théâtre, RENGIFO CARPIO David, *Le théâtre historique et la construction de la nation : essor, crise et résurgence : Lima 1848-1924*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Borrás, Université Rennes 2, 2018.

⁹⁵ Définie comme « la relation étroite entre deux pays qui n'ont pas de frontières communes mais un voisin en commun, ou à défaut, un ennemi en commun ». TAPIA FIGUEROA Claudio, *Relaciones bilaterales entre Chile y Ecuador: La construcción de la amistad paravecinal (1880-1910)*, Valparaíso, Universidad Técnica Federico Santa María, 2016, p. 17.

l'Équateur qui percevait le Chili comme un modèle, en devenant un de ses principaux partenaires commerciaux et en y envoyant une mission militaire au début du XX^e siècle. Un fonctionnaire chilien résumait en 1910 la situation : « l'Équateur est le meilleur ami du Chili dans le Pacifique et le Pérou son ennemi permanent ».⁹⁶ Cette nouvelle idylle connaissait cependant des limites. Les officiers chiliens envoyés dans le Nord y cherchaient une bonne situation plutôt qu'à aider une nation sœur, tandis que les Équatoriens souhaitaient surtout des armes qui n'arrivaient pas forcément. Les Équatoriens s'irritèrent de ce que le Chili ne les appuie pas plus franchement dans la crise avec le Pérou en 1910. Les années suivantes permirent au Chili de s'intégrer aux espaces de discussion continentale et il se désintéressa de cette amitié à mesure que ses relations avec le Pérou s'améliorèrent. Celles-ci avaient été extrêmement tendues dans le cadre de l'hypothétique référendum mais la solution de 1929 qui trancha finalement la question de Tacna et Arica permit enfin de stabiliser la situation. D'après Wagner de Reyna, c'est alors une période d'harmonie très favorable aux relations entre Lima et Santiago qui s'installe.⁹⁷ Les relations commerciales croissent : Le Pérou vend du sucre au Chili et le Chili du blé au Pérou à un tarif préférentiel. Les échanges sont cordiaux et à Quito on en vient même à redouter une alliance militaire entre Lima et Santiago. La relation n'était peut-être pas de franche amitié, mais d'un équilibre cordial qu'il ne fallait pas rompre. Du reste, l'Équateur n'était pas le seul ami du Chili au nord du continent et son amitié n'apparaissait plus aussi stratégique. Il ne faut donc pas surinterpréter la position du Chili comme ennemi héréditaire du Pérou et allié indéfectible de l'Équateur.

Les Chiliens sont d'ailleurs assez discrets et quasi absents des discussions sur le différend frontalier jusqu'en 1941.⁹⁸ C'est à l'annonce de la médiation formée par les États-Unis, le Brésil et l'Argentine que les cercles de pouvoir se chagrinerent à Santiago de n'avoir pas été consultés. Ils faisaient valoir que le Chili avait formé à plusieurs reprises avec l'Argentine et le Brésil un groupe (ABC) de pays puissants qui entendait présider aux grands enjeux de la région. Récemment, ce forum s'était activé pour régler la question du Chaco (ABCP, avec la participation supplémentaire du Pérou). Le Chili voulait donc entrer dans la médiation, et l'Argentine y était favorable, peut-être dans l'idée de créer un front Santiago-Buenos Aires contre les intérêts des États-Unis. L'Équateur se montrait favorable à intégrer le Chili dans la médiation, tandis que le Pérou ne l'accepta qu'en janvier 1941, très tardivement alors qu'il était en position de force. Le refus du Pérou, à notre avis, tient plus à son refus de toute médiation

⁹⁶ *Ibid.*, p. 161.

⁹⁷ WAGNER DE REYNA, *op. cit.*, p. 241-243.

⁹⁸ BIGNON, *La Guerre du Protocole*, *op. cit.*, p.121-123.

collective que d'une méfiance enracinée contre le voisin du Sud. L'historien étasunien Bryce Wood va aussi dans ce sens en considérant que le refus péruvien visait à déstabiliser une gestion collective qui devait nécessairement obtenir l'unanimité en vertu des principes interaméricains.⁹⁹ D'ailleurs, les propositions au moment de la guerre et ensuite du règlement diplomatique montrent que Santiago a alternativement été plus favorable aux Péruviens et aux Équatoriens. Le Chili n'est donc pas intervenu par intérêt direct. C'était avant tout une question de prestige et il ne fut pas décisif dans le processus. Néanmoins, son inclusion tardive dans la médiation l'inscrivit sur le traité de Rio et l'obligea donc à participer au processus de démarcation et à intervenir dans le différend jusqu'à la paix de 1998.

Colombie et Bolivie : les voisins qui avaient trop à perdre

Parmi les États qui étaient directement concernés par l'issue du différend péruano-équatorien, la Colombie et la Bolivie font figure de grands absents. Cette situation paradoxale s'explique à notre avis par le fait que les deux républiques andines avaient trop à perdre et que la gestion du conflit était plus question de prestige que d'avancée concrète. La Bolivie était accaparée par sa guerre du Chaco puis par sa défaite et par une situation de crise politique intérieure récurrente. L'armistice n'intervient qu'en 1935 et le traité de paix reconnaissant la souveraineté paraguayenne sur le Chaco boréal en 1938 seulement. C'est donc une période de deuil et de reconfiguration politique. Certes la Bolivie n'est pas totalement absente des théâtres continentaux de discussion diplomatique. Elle se montre par exemple favorable à l'initiative de la conférence amazonienne à laquelle elle serait conviée. Mais elle reste extrêmement discrète sur la question frontalière entre le Pérou et l'Équateur. Lima et Quito ne firent apparemment rien pour changer cela. La Paz était un ami trop instable pour les deux.

La Bolivie partageait une proximité culturelle et une histoire commune avec le Pérou. À l'époque coloniale, le produit de ses mines était acheminé vers Lima au sein de la Vice-Royaume du Pérou, jusqu'à ce que la route fût détournée vers le Río de la Plata. Encore au XIX^e siècle, les jeunes républiques du Pérou et de la Bolivie avaient constitué un seul et même État, la confédération péruano-bolivienne (1836-1839), la Bolivie étant alors désignée comme le « Haut-Pérou ». Malgré la différenciation en deux États bien distincts par la suite, les deux pays s'étaient ensuite alliés contre le Chili dans la guerre du Pacifique, mais le retrait de La Paz

⁹⁹ Pour B. Wood, il est possible que la non inclusion du Chili dans la médiation ait été une stratégie délibérée du Pérou cherchant à affaiblir la médiation en empêchant une éventuelle unanimité des républiques américaines, principe affiché dans la déclaration de Buenos Aires. Ce stratagème aurait été mis en place par Benavides qui aurait encouragé les Argentins à proposer la médiation sans le Chili. WOOD, *United States & Latin American Wars, op. cit.*, p. 280-281.

après avoir déclenché et entraîné Lima dans le conflit n'a pas contribué à rapprocher les deux pays. Pendant la guerre du Chaco, le Pérou reste officiellement neutre mais en réalité s'aligne sur la position chilienne de laisser passer des armes à la Bolivie. En 1936, les deux pays contractent un pacte d'amitié et de non-agression qui reconnaissait mutuellement que les deux parties n'avaient pas de litige en cours, et un processus de démarcation de la frontière sur le Lac Titicaca a cours dans les années 1940.¹⁰⁰ L'histoire partagée et parfois contradictoires entre Lima et La Paz n'aboutissait donc pas à un alignement systématique des deux entités. Du reste, l'obsession maritime des Boliviens pouvait jouer contre le Pérou. Il s'agissait de récupérer cet accès perdu dans la guerre du Pacifique et briser la condition insulaire de la Bolivie. Or, à un courant traditionnel ou revendicatif qui souhaitait reprendre les territoires de la main du Chili, un autre courant « praticiste » souhaitait au contraire établir un couloir vers l'océan à partir de territoires que La Paz n'avait jamais contrôlés, c'est-à-dire péruviens.¹⁰¹ Lima se méfiait donc de certaines velléités de La Paz et l'intégrer à toute discussion territoriale pouvait avoir l'effet collatéral de ranimer cette tendance praticiste. La question maritime n'est toujours pas réglée au XXI^e siècle.

Du côté équatorien, certains ont souligné la possibilité d'une communauté de destin entre un Équateur privé d'Amazonie et une Bolivie privée d'océan pacifique, qui serait la base d'une alliance objective. C'était en réalité une crainte surtout péruvienne et La Paz était perçue par Quito comme un allié trop instable pour le solliciter. Le chancelier équatorien l'assurait en 1940 : « Il n'est pas dans notre intérêt de compter sur la Bolivie car les influences péruviennes pourraient faire dévier un courant international en notre faveur au moment où l'on s'y attend le moins ».¹⁰² Ni le Pérou ni l'Équateur ne percevait donc l'intérêt d'impliquer la Bolivie, tandis que La Paz non plus ne chercha pas à profiter du litige et demeura absente des discussions.

L'autre grand absent est la Colombie. Ce n'est que très épisodiquement et de manière informelle qu'agit Bogota dans l'affaire. En 1936, des gestions du Président colombien permettent d'établir un climat détendu qui aboutit à la signature du si fondamental Acte de Lima. La Colombie est aussi parfois pressentie pour former un petit groupe de médiation, notamment avec le Venezuela et le Brésil, avant la création de la médiation en mai 1941.¹⁰³ À part cela, Bogota brille littéralement par son absence, dans la mesure où une partie des

¹⁰⁰ WAGNER DE REYNA, *op. cit.*, p. 235-240.

¹⁰¹ Pour une approche nécessairement partielle mais de long cours de la relation entre la Bolivie et la mer, voir MESA GISBERT Carlos D., *La historia del mar boliviano*, La Paz, Editorial Gisbert, 2016.

¹⁰² Tobar Donoso à Carlos Proaño Álvarez, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Caracas, 22 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

¹⁰³ *Ibidem.*

territoires disputés entre le Pérou et l'Équateur avaient aussi été revendiqués par la Colombie et que l'histoire ancienne et récente avait configuré dans la région amazonienne un jeu à trois.

Avec l'Équateur, la Colombie partageait une histoire plus que commune. C'est ensemble que ces territoires s'étaient éveillés à l'indépendance au sein de la Grande Colombie, qui éclata en 1830 et forma par la suite l'Équateur, le Venezuela et la Colombie (dont s'est détaché ensuite le Panama). Pour cette raison, il existait un courant « grand colombien » dans les deux pays qui était, sinon favorable à la réunification en un seul État, du moins partisan d'un alignement systématique de ces pays sur le plan de la politique extérieure. D'ailleurs, la diplomatie équatorienne distingue au XIX^e siècle les pays « colombiens » (Colombie et Venezuela), des pays « amis » (Pérou, Bolivie, Chili).¹⁰⁴ Cette trajectoire commune était donc censée faire de la Colombie et de l'Équateur des alliés naturels en Amazonie. Mais la Colombie était encore accaparée dans les années 1930 par le conflit de Leticia avec le Pérou, au cours duquel l'Équateur était resté justement neutre. Le processus de normalisation des relations colombo-péruviennes prenait du temps. Après le cessez-le-feu en 1933, un protocole était signé en mai 1934. Il confirmait la frontière de 1922 et la libre navigation sur l'Amazone, ce qui était une victoire diplomatique colombienne. Sur la base de cet accord était mis sur pieds une commission mixte chargée de veiller à l'application des accords dans leur dimension économique et logistique, jusqu'à sa dissolution en 1938. Un programme d'échanges culturels était décidé en 1937 et en 1938 les règles douanières étaient fixées entre les deux pays pour lutter contre la contrebande. Le conflit entre la Colombie et le Pérou avait donc paradoxalement rapproché les deux pays dans une coopération permanente, ce qui se traduit par l'élévation des légations respectives au rang d'ambassades en 1938.¹⁰⁵ Le gouvernement colombien avait donc trop à perdre en s'impliquant outre mesure dans l'affaire et malgré une opinion populaire plus favorable aux Équatoriens, resta prudemment à l'écart. Au sein des puissances sudaméricaines, elle était aussi marginalisée par l'Argentine qui voyait d'un mauvais œil une Colombie trop alignée sur Washington.¹⁰⁶

Tant la Bolivie que la Colombie avaient donc trop à perdre pour s'impliquer dans le différend péruano-équatorien. C'est la proximité même qui explique leur prudence. L'équilibre

¹⁰⁴ ESPINOSA Carlos, « Ecuador se inserta en el sistema de Estados: las relaciones internacionales de Ecuador entre 1830 y 1870 » dans ZEPEDA Beatriz, *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009. p. 77-106 ; voir aussi sur le même thème URIBE MOSQUERA Tomás, « Ecuador y Colombia: afirmación autoidentitaria y conflicto en la era republicana temprana » dans ZEPEDA, *op. cit.*, p. 149-194.

¹⁰⁵ WAGNER DE REYNA, *op. cit.*, p. 223-231.

¹⁰⁶ BIGNON, *La guerre du protocole...*, *op. cit.*, p. 127-128.

de la région était trop fragile et une alliance supposée naturelle pouvait rapidement se retourner contre son initiateur en attisant des demandes territoriales et des rancœurs profondes. Cet état de fait prouve que plus les pays avaient des intérêts matériels en jeu, moins ils se sont impliqués. L'ingérence ponctuelle d'États encore plus éloignés du conflit vient confirmer ce fait.

Les satellites : le Mexique et les autres

Enfin, il existe une multitude d'interventions de la part d'autres États qu'il serait inutile de détailler mais dont nous pouvons dessiner les contours et la logique. Le Mexique intervint surtout en septembre 1941 lorsqu'il proposa une gestion « collective » du différend alors que l'Équateur était occupé militairement. La proposition était très favorable à Quito qui la salua vivement, tandis que Lima en fut particulièrement mécontent et ne donna pas suite. Malgré la fascination qu'exerçait le Mexique sur les pays d'Amérique du Sud en raison de sa place centrale dans la colonie, de sa Révolution, et de la relation tumultueuse qu'il vivait avec le voisin étasunien, il avait été marginalisé dans le concert des nations par les conséquences de la révolution. Dans les années 1920, cette marginalisation poussa sa chancellerie à développer une voix originale prônant précocement le règlement pacifique des conflits et surtout la non-ingérence. La normalisation de son intégration internationale dans les années 1930, à la suite de son entrée à la SDN en 1931, s'était accompagnée de l'adoption par les États-Unis et le système américain de ces principes. Le Mexique s'était alors fortement impliqué à travers la SDN dans les questions du Chaco et de Leticia et en était ressorti renforcé.¹⁰⁷ Les engagements de Mexico dans le conflit andin semblent à première vue favorable à l'Équateur, et certains ont cru y voir les signes d'une alliance souterraine avec Quito. À notre avis, Mexico ne fait que poursuivre sa stratégie continentale de rupture de l'isolement en prônant un processus de paix collectif comme il l'avait fait dans les conflits précédents. Du reste, le Mexique se rapprochait ainsi des États-Unis qui participaient à cette gestion collective, et pouvait ainsi tenter de normaliser les relations tendues suite à la nationalisation du pétrole. L'intervention du Mexique était donc conforme aux intérêts mexicains, à la fois anciens et nouveaux.

D'autres chancelleries intervinrent ponctuellement. Le Venezuela fut pressenti pour un groupe d'action, l'Uruguay fit une proposition équivoque, le Panama fut sollicité. La France même félicita les deux Républiques de l'arrêt des combats par l'intermédiaire du cabinet du

¹⁰⁷ HERRERA LEÓN Fabián, *La Política mexicana en la Sociedad de Naciones ante la guerra del Chaco y el conflicto de Leticia, 1932-1935*, México, Secretaría de Relaciones exteriores, 2009 ; RUIZ GUERRA Rubén, *Más allá de la diplomacia: relaciones de México con Bolivia, Ecuador y Perú, 1821-1994*, México, Secretaría de Relaciones Exteriores, Dirección General del Acervo Histórico, 2007.

maréchal Pétain, et ses diplomates à Lima et Quito suivaient de près l'affaire.¹⁰⁸ On pourrait sans doute multiplier les exemples à l'infini en effectuant un travail documentaire approfondi dans ces chancelleries. Le cas des Républiques centraméricaines alignées sur les États-Unis pourrait par exemple être intéressant à étudier. Généralement, les États américains étaient sollicités par l'Équateur dans sa stratégie de multilatéralisation et ils se montraient souvent favorables à une gestion collective du conflit considérée comme une destinée américaine. Mais après quelques propositions molles et des espoirs vagues donnés oralement à Quito, ces chancelleries ne se permettaient pas de faire un pas de trop qui aurait complètement braqué le Pérou. D'ailleurs, le fait que le Mexique est l'État qui a formulé la proposition la plus nette en faveur d'une gestion totalement collective de l'affaire montre que ce sont les États les plus éloignés et donc sans intérêt particulièrement pressent qui se permettent ce genre de déclaration.

L'attitude des États satellites est donc congruente avec celles des nations qui se sont toutes plus ou moins impliquées. Cet engagement est inversement proportionnel aux intérêts directs des États. Sauf dans le cas des États-Unis, participer à la fin heureuse du plus long conflit du continent relevait avant tout du prestige qui pouvait renforcer la crédibilité internationale du pays et obtenir des prébendes individuelles aux négociateurs d'un tel accord. Ce faisant, aucun État ne risquait vraiment de faire avancer la situation. Il s'agissait plutôt de mesurer les forces ou d'utiliser le conflit de manière instrumentale pour un dessin tout autre.

C'était par ailleurs une affaire proprement américaine qui révélait un système interaméricain au fonctionnement plutôt autonome. Certes, on note quelques tentatives avortées d'ingérences extérieures et prudentes de la part du Vatican, de la France ou encore du Comité International de la Croix Rouge.¹⁰⁹ Mais dans l'ensemble, c'est une affaire continentale. On mesure à ce moment que la construction du panaméricanisme depuis des décennies et l'éloignement progressif des instances européennes a déjà porté tous ses fruits avant même l'entrée en guerre des États-Unis. Les États américains font alors système, un système qui repose sur un équilibre instable parcourant l'ensemble du continent et dans lequel la question péruano-équatorienne s'insère. Celle-ci n'a pas nécessairement configuré deux blocs distincts sur le continent mais

¹⁰⁸ BIGNON, *La guerre du protocole...*, *op. cit.*, p. 128-131.

¹⁰⁹ Le CICR a proposé sa coopération aux deux pays le 26 juillet 1941. Les deux gouvernements ont décliné la proposition au motif qu'ils n'étaient pas en « guerre », bien qu'ils aient mobilisé les comités nationaux de la Croix Rouge. La réponse péruvienne est logique avec sa stratégie classique, mais le refus équatorien est surprenant, dans la mesure où la présence d'organisations internationales pour s'interposer était l'objectif de la chancellerie depuis longtemps. BIGNON, *La guerre du protocole...*, *op. cit.*, p. 167-168.

une grande variété de petits équilibres. Pour cette raison, favoriser Lima ou Quito conduisait à prendre le risque de déstabiliser l'ensemble du système, et aucun acteur ne s'y aventurerait. Pour autant, la stratégie opiniâtre de publicisation et de multilatéralisation de la chancellerie équatorienne a finalement été couronnée de succès. Les pays du continent se sentent désormais, Lima et Quito inclus, dans l'obligation d'arranger le conflit. Dès lors, lorsque la guerre mondiale est aux portes du continent, le contexte est favorable pour qu'un petit groupe de pays saute un pas décisif en mai 1941 dans l'espoir du maintien efficace de la paix.

II- Apprendre à maintenir la paix : puissances médiatrices et experts internationaux

À partir de mai 1941, la constitution d'une médiation remet dans les mains d'un groupe d'États l'objectif du maintien de la paix. En s'appuyant sur l'héritage d'autres opérations et de leurs échecs mais aussi en innovant, ce groupe arrive à contenir les combats et déploie sur le terrain des techniciens qui construisent progressivement leur mission. Ces opérations aboutissent au traité de janvier 1942. Ainsi, la lenteur et les cahots de cette gestion collective ne signifient pas que son bilan ait été nul.

A. Prévenir le conflit : la constitution d'une médiation

À partir de mai 1941, c'est de manière officielle que plusieurs pays du continent interviennent dans la gestion du conflit andin. Ce type d'intrusion extérieure n'était pas nouveau. Entre la fin du XIX^e siècle et 1910, le roi d'Espagne avait été sollicité pour rendre un arbitrage sur la question. De nombreux experts en Espagne avaient alors étudié la question et proposé des solutions, mais l'arbitrage qu'allait rendre le roi fut écarté auprès de Quito, qui se retira alors d'un arbitrage qu'il estimait défavorable. Les deux pays en vinrent au bord de la guerre et c'est à partir de ce moment qu'une première médiation formée des États-Unis, du Brésil et de l'Argentine intervint. Elle proposa dès le début le retrait des troupes de la frontière et la démobilisation des armées, puis le transfert de la question au Tribunal International de La Haye.¹¹⁰ Les mesures ne furent pas nécessairement acceptées mais la guerre fut évitée. Cette médiation donnait aux États-Unis l'occasion d'affirmer leur leadership continental contre l'influence britannique et en accord avec le développement de l'Union panaméricaine et des

¹¹⁰ VARILLAS MONTENEGRO Alberto, *Perú y Ecuador. Un antiguo conflicto, diez años después*, 2ème éd., Lima, Universitaria, 2008, p. 149-150.

principes de l'arbitrage. Dans les années 1920, l'action des États-Unis pour régler les litiges frontaliers du continent était plus critiquée, quoique toujours réelle (chapitre 1). L'Équateur et le Pérou adoptèrent un protocole qui prévoyait éventuellement un arbitrage du Président des États-Unis, accord qui ne fut pas mis en route avant 1936 et qui fut définitivement abandonné en 1938. Au cours des années 1930, malgré les tentatives répétées des Équatoriens, l'Union panaméricaine ne se saisit pas de la question, ni pendant les conférences de paix, ni pendant celles des ministres des relations extérieures qui commencent en 1939.¹¹¹ Pour autant, la pratique s'était répétée dans les années 1930 de constituer de petits groupes de pays influents pour favoriser un règlement pacifique des différends les plus aigus. Ces groupes pouvaient avoir des configurations variables. Il y avait le traditionnel ABC (Argentine, Brésil, Chili), qui devint l'ABCP (avec le Pérou) dans la question de Leticia. Il y avait parfois les États-Unis dans ces groupes. La constitution de ces groupes permettait de faire avancer un dossier qui ne pouvait évoluer dans le cadre des institutions panaméricaines qui fonctionnaient le plus souvent au consensus et en même temps de reconnaître l'influence des États qui y participaient. Les médiations pouvaient agir pour faire cesser le feu, mais elles s'appliquaient d'abord à prévenir le conflit.

C'est ce type de mesures préventives que développèrent les puissances impliquées dans la gestion du conflit en 1940 et 1941, alors que la tension montait dangereusement entre Lima et Quito. Avant même la mise en place de la médiation, les principaux pays intéressés avaient proposé de multiples mesures pour sortir de l'impasse. Le Sous-secrétaire d'État proposa des discussions informelles à Washington sous couvert de l'inauguration d'un musée, ou encore d'un commun accord avec Aranha une rencontre dans les eaux internationales sur un navire neutre. Le but de ces démarches était de constituer des discussions formelles qui rétabliraient le dialogue loin de la pression nationaliste des opinions publiques.¹¹² Devant l'inertie de la dispute, la mobilisation mystérieuse mais réelle de troupes péruviennes à la frontière, et l'appel de Quito à une gestion collective du conflit. En mai, les États-Unis, le Brésil et l'Argentine décidèrent d'offrir leurs « amicaux services » à l'Équateur et au Pérou. La formule était volontairement ambiguë. L'Équateur salua immédiatement la constitution de cette « médiation » destinée donc à faire des propositions concrètes sur la sortie de crise, tandis que Lima n'acceptait que des « bons offices », destinés à rétablir un dialogue apaisé, et ne reconnaissait la médiation qu'une fois la guerre passée. C'était un grand pas dans le conflit,

¹¹¹ PÉREZ CONCHA, *op. cit.*, p. 791 sq.

¹¹² BIGNON, *La guerre du protocole...*, *op. cit.*, p. 164.

mais cela ne déboucha pas directement sur des actions d'ampleur. Beaucoup accusent même cette proposition intempestive d'avoir précipité la guerre en acculant les Péruviens qui devaient désormais conquérir ou voir la pression continentale favoriser le « petit » Équateur. En réalité, les médiateurs étaient échaudés par la réaction péruvienne. Dans le système interaméricain qui fonctionnait au consensus, si l'une des parties prenantes était en désaccord rien ne pouvait être fait. Par ailleurs, justement pour ne pas brusquer Lima, la médiation souffrait d'un manque flagrant d'institutionnalisation. Elle ne s'appuyait sur aucun texte juridique précis, n'avait pas de bureau et de lieu précis, et connaissait même des dissensions en son sein entre les puissances. Le personnel de cette médiation était en réalité constitué par les plénipotentiaires et ambassadeurs en poste dans les différentes capitales et la circulation de l'information entre les représentants de cinq nations éparpillées entre Lima, Quito, Rio, Buenos Aires et Washington étaient nombreux.¹¹³ Dans cette mesure, il est en effet justifiable de considérer que la prévention du conflit a été un échec de la médiation, qui a cependant agi particulièrement à partir de l'ouverture du conflit.

B. Mettre fin aux combats : retrait militaire, cessez-le-feu, embargo

Moins de deux mois après la constitution de la médiation, les heurts à Zarumilla début juillet mettent les chancelleries dans un état proche de la guerre. Nous prouvons autre part qu'il s'agissait d'un incident banal qui a dégénéré dans un contexte de tension très vive. L'armée péruvienne a exploité cet incident pour mettre en marche un plan conçu préalablement pour « récupérer » des positions frontalières (chapitre 8). L'attitude des médiateurs face à cet engagement militaire doit être évaluée, car immédiatement l'Équateur se sent trahi par le système américain.¹¹⁴ Dans les premiers jours de juillet, Quito et Lima accusent immédiatement l'adversaire d'un acte prémédité d'attaque, et les médiateurs ne savent qu'en penser. Ils ont vent de la présence militaire péruvienne renforcée, mais le chancelier brésilien peut encore croire que la responsabilité du choc incombe aux Équatoriens.¹¹⁵ Après le choc du

¹¹³ *Ibid.*, p. 164-166

¹¹⁴ « Circular reservada n°12-B-12 : Los últimos incidentes en la frontera sur », 11 juillet 1941. AHMRE, Q.2.1. Ces éléments de langage envoyés à toutes les missions diplomatiques de l'Équateur considèrent très durement les pactes d'amitié et de solidarité qui ont cours depuis plusieurs années sur le continent : « El sistema de pactos de no agresión es inconcebible en América, cuyo sistema de derecho releva a los países de todo recelo mutuo, y es un inapropiado trasplante del ineficaz sistema europeo, que allá mismo no ha sido otra cosa que un paliativo cuyo efecto ha durado muy poco, pues no ha podido solucionar nada fundamental, contribuyendo más bien a engañar la conciencia de los pueblos ».

¹¹⁵ D'après un diplomate français, Aranha est convaincu que « le gouvernement de Quito porte la responsabilité immédiate de l'incident mais regrette le manque de générosité dont on a toujours fait preuve à Lima envers le voisin faible ». René de Saint-Quentin, ambassadeur de la France au Brésil, au ministère des Affaires

5 et 6 juillet et consultation interne, les médiateurs proposent le 9 juillet un retrait des troupes de chaque pays de 15km de chaque côté de la frontière de fait, le *Statu Quo* de 1936. Les forces militaires des deux pays devaient évacuer au profit d'autorités uniquement civiles et même les avions n'auraient pas le droit de survoler la zone. Cette mesure assez classique à l'époque visait à séparer des armées qui concentraient des troupes mais c'était une gageure dans la mesure où les adversaires ne s'entendaient pas même sur la définition de la frontière de fait. Pour assurer le retrait des troupes qui devait s'accompagner d'une « déclaration d'amitié », les attachés militaires des pays américains et autres « experts militaires » d'autres nations seraient invités à intervenir auprès des deux gouvernements en question pour faciliter le processus.¹¹⁶ C'était la première fois dans cette histoire que des militaires étrangers étaient impliqués. L'ajout de la « déclaration d'amitié » montre que les médiateurs voyaient dans l'incident encore contrôlable à ce stade la possibilité de mettre un terme une fois pour toute au conflit qui empoisonnait le continent.¹¹⁷

La proposition ne fut pas totalement éludée. En Équateur, les différentes instances et notamment la junte consultative des relations extérieures se penche dessus et finit par l'accepter avec conditions. Elle avalisait le retrait et la présence d'attachés militaires, mais subordonnait le retrait à des réunions bilatérales préalables destinées à fixer les détails, notamment la taille et la durée du retrait, la fixation de la frontière de fait et la mise en place de « commissions neutres » afin d'écartier tout nouvel obstacle au retrait.¹¹⁸ On voit que les conditions étaient exorbitantes puisqu'elles impliquaient l'accord sur une frontière de fait, accord qui n'avait pu être trouvé quelques mois plus tôt par la commission mixte du Zarumilla spécialement mise en place pour cela. Les craintes équatoriennes étaient en réalité les mêmes qu'en janvier lorsque Lima avait proposé une mesure similaire de retrait : cela pourrait servir aux Péruviens pour occuper de nouvelles zones, le retrait serait militairement défavorable à l'Équateur, cela apparaîtrait comme une faiblesse auprès de l'armée équatorienne, et cela détournerait le continent d'une solution définitive.¹¹⁹

Du côté péruvien, malgré la supériorité militaire et l'existence d'un plan d'attaque à mettre en œuvre, il est indéniable que le gouvernement acceptât la mesure avec des conditions bien

étrangères, 12 juillet 1941, télégrammes n°301-302. AMAEC, Série Guerre 1939-1945 - Vichy, sous-série B : Amériques, 120 : Brésil, Politique extérieure, février 1940-mars 1942, ff.38.

¹¹⁶ Wash, suppléant du Secrétaire d'État, à Norweb, ambassadeur au Pérou, 8 juillet 1941. FRUS, 1941, vol. VI, « general papers ».

¹¹⁷ Wash, « Circular telegram », 8 juillet 1941, FRUS, 1941, vol. VI, « general papers ».

¹¹⁸ TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 180-181.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 181-186.

moindres que celles de l'Équateur. La proposition fut examinée par l'état-major qui lui trouvait beaucoup d'inconvénients techniques : les cultivateurs péruviens ne pourraient plus être protégés par les forces péruviennes et le mouvement de colonisation de la frontière en montagne et en Amazonie serait réduit à néant. Il suggérait donc que la mesure ne s'applique qu'à la partie occidentale et que la garde civile soit maintenue afin de protéger les citoyens péruviens et empêcher l'entrée d'éléments « indésirables ». ¹²⁰ C'était jouer sur le statut ambigu de cette garde civile qui était une police qui servait d'armée des frontières. Le gouvernement péruvien n'émit cependant qu'une condition secondaire auprès des médiateurs. Il souhaitait en effet que le gouvernement équatorien s'explique de « l'attaque » qu'avait subie le consulat péruvien de Guayaquil quelques jours plus tôt. En fait d'attaque, il s'agissait d'une bande de jeunes qui avaient profité du relâchement de la protection armée équatorienne des locaux pour entrer et s'emparer de l'écusson péruvien, ce qui constituait un véritable crime pour le gouvernement de Lima ! La chancellerie équatorienne s'excusa effectivement pour le fait. L'état de quasi-guerre n'empêchait donc pas la bonne marche de la diplomatie et les conventions de protection consulaire.

Cette première grande mesure de maintien de la paix proposée par les médiateurs fut donc acceptée mais les conditions et la situation ne permirent pas immédiatement son application. Ce n'est que deux mois plus tard, la guerre passée et la situation risquant de dégénérer, que l'accord de Talara la mit en œuvre. La démilitarisation de la médiation est donc dans un premier temps un échec. Sur le terrain, la tension continue de monter jusqu'à l'offensive péruvienne.

Après le début de la grande offensive le 22 juillet, qui n'est toujours pas cristalline pour les médiateurs mais dont l'avancée du Pérou en Équateur est comprise, c'est désormais le cessez-le-feu que promeuvent les puissances médiatrices. Le centre de gravité des discussions s'est déplacé pour un temps à Washington où ont été envoyés en mission spéciale le péruvien Carlos Concha, ancien chancelier en remplacement de l'ambassadeur souffrant, et l'Équatorien Homero Viteri Lafronte, toujours au centre du dispositif. Ils y sont en contact avec le sous-secrétaire Welles et tentent d'obtenir une audience auprès du Président Roosevelt. Cet épisode est controversé car les Équatoriens estiment qu'ils ont été trahis. En effet, sur information de leurs représentants à Washington, la chancellerie et l'état-major équatoriens donnent l'ordre à leurs troupes le 26 juillet de cesser le feu. Mais les Péruviens ne le respectent pas. Ils

¹²⁰ Felipe De la Barra, chef de l'état-major général de l'armée, « Efecto que podría tener la desmilitarización en un trazo de 15 km en la zona de Zarumilla-Cazaderos-Pilares-Marcará y Canchis, especialmente en lo que se refiere a puestos fronterizos », 18 juillet 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

argumentent qu'ils avaient émis une condition, qui était la dérogation préalable de la mobilisation de 40 000 soldats équatoriens. Ce n'est que le 31 juillet à 18h, que l'armée péruvienne cessa le combat, après s'être emparée de la région de El Oro. B. Wood considère qu'il s'agit d'une erreur du chancelier péruvien qui aurait donné son accord sans consulter le Président et l'état-major, et de Welles qui aurait insisté auprès des Équatoriens pour transmettre l'ordre.¹²¹ Que la trahison péruvienne fut avérée ou candide, le couac du cessez-le-feu montre à notre avis un certain amateurisme de la part de Washington et des médiateurs.

En fait de limiter la portée des combats, seul l'embargo sur les armements a fonctionné. C'était une mesure classique de limitation des conflits, mais elle n'était pas toujours appliquée. Dans l'affaire du Chaco, malgré sa proclamation, l'Argentine laissa passer des armes pour le Paraguay et le Chili pour la Bolivie.¹²² Dans le cas péruano-équatorien, cela semble avoir fonctionné grâce à la volonté des États-Unis, qui avaient pourtant intérêt à armer de manière contrôlée les deux Républiques pour parfaire le programme de Défense continentale déjà mis en route. Mais la possibilité de voir ces armes utilisées dans un conflit local et fratricide décida Washington à demander à toutes les Républiques de ne pas livrer d'armements, craignant en particulier que la Bolivie ne livre ses surplus amassés dans la guerre du Chaco au Pérou. De son côté, Washington gela jusqu'à la fin de la controverse l'envoi de ses instructeurs et de son matériel qui avaient pourtant déjà commencé à être acheminés, en particulier vers l'Équateur. Ils en vinrent aussi à saisir dix-huit bombardiers achetés par le Pérou à la Norvège, qui transitaient par le port de New York, sous le prétexte de réquisitionner ce matériel pour armer l'Union Soviétique (la saisie se déroule en septembre 1941). Welles écrit à l'un de ses ambassadeurs :

« Le gouvernement est confronté à une situation de plus en plus embarrassante qui dérive des efforts répétés du Pérou et de l'Équateur pour se procurer des avions, des armes et des munitions en provenance des États-Unis. Il a semblé au Département [d'État] qu'au moment où des hostilités éclataient malheureusement entre le Pérou et l'Équateur, bien que ces hostilités aient été finalement suspendues, mais sans aucune perspective de règlement rapide de ce différend, il n'était pas dans l'intérêt des relations interaméricaines des États-Unis de permettre la livraison depuis ce pays de matériel militaire qui serait inévitablement utilisé par les forces armées équatoriennes et péruviennes si des hostilités s'ouvraient à nouveau. C'est principalement pour cette raison que le ministère de la Guerre a réquisitionné 18 bombardiers modernes que le gouvernement péruvien avait acheté aux Canada par l'intermédiaire du gouvernement norvégien et qui était en transit aux États-Unis, même si ces avions sont nécessaires d'urgence pour notre propre programme de défense, et seront utilisés à cette fin.

J'ai appris que le gouvernement bolivien souhaite se débarrasser des excédents militaires dont il dispose et qu'il est probable que ce matériel sera acheté par le Pérou.

Il me semble que la question est fondamentale dans la mesure où elle affecte l'ensemble des républiques américaines et qu'il serait hautement souhaitable et bénéfique que toutes les

¹²¹ WOOD, *United States & Latin American Wars...*, *op. cit.*, p. 282-283.

¹²² WEHRLI, « La multiplicité des intervenants... », *op. cit.*

républiques américaines s'accordent à faire savoir qu'elles ne permettent pas la vente de matériel militaire ou naval aux deux parties jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit en route ». ¹²³

Au Pérou, une campagne virulente antiaméricaniste se développe alors dans la capitale, dans la presse et au congrès. Mais le Pérou n'avait sans doute pas besoin de cet armement étant donnée sa supériorité militaire écrasante sur l'Équateur, mais il aurait pu se servir de ce nouvel armement pour donner une nouvelle leçon au voisin, comme la presse l'y appelait. Les forces équatoriennes en revanche manquaient de tout et cette absence fut aussi un facteur dans la non continuation de la guerre. Nous ne connaissons pas la réponse des nations américaines à la demande de Welles, mais à nous n'avons pas connaissance d'achat massif d'armes sur cette période par les deux belligérants, même s'il est vrai que l'Équateur commençait déjà à réformer profondément son armée et que les forces péruviennes n'ont jamais été aussi nombreuses qu'entre août et décembre 1941. D'ailleurs en décembre, Welles autorise le secrétaire de la marine à vendre de l'équipement militaire non létal aux deux républiques. ¹²⁴ L'entrée en guerre des États-Unis avait levé le verrou mais il devenait aussi clair que le système interaméricain entendait obtenir rapidement un accord sur le conflit andin. L'embargo, comme les autres mesures de la médiation après le début de l'engagement militaire, a donc permis au moins de limiter l'ampleur du conflit, en évitant la reprise des hostilités. Ce n'était pas un bilan tout à fait négatif. Ces mesures étaient accompagnées sur le terrain par le déploiement d'un personnel de plus en plus spécialisé.

C. Observer, surveiller, reconstruire : des experts en voie de professionnalisation

C'est pour faire respecter ce cessez-le-feu si chèrement acquis qu'entrent véritablement en scène les observateurs militaires. Suivre leur parcours peut être intéressant dans la mesure où cette pratique de nommer des observateurs militaires est encore relativement récente et qu'elle cherche alors la manière de s'institutionnaliser. En 1935, une commission militaire neutre s'était déjà constituée dans le Chaco pour vérifier le maintien du cessez-le-feu entre la Bolivie et le Paraguay. Elle était constituée d'officiers originaires d'Argentine, du Brésil, des États-Unis et d'Uruguay. Ceux-ci contribuèrent au déminage du champ de bataille et à la démarcation de la ligne intermédiaire. Une sous-commission était chargée de vérifier la démobilisation. ¹²⁵ La pratique d'observateurs militaires n'était donc pas une première mais elle

¹²³ Welles à Armour, ambassadeur en Argentine, 16 octobre 1941. FRUS 1941, vol.VII, p. 296.

¹²⁴ Welles à Knox, Secrétaire de la Marine, 26 décembre 1941. FRUS, 1941, vol.VII, p. 297.

¹²⁵ EJÉRCITO NACIONAL DE URUGUAY, « 50 años al servicio de la Paz mundial con la ONU », 2002.

était encore faiblement codifiée.

Dans le cas péruano-équatorien, ce sont d'abord les attachés militaires liés à leurs légations respectives à Quito et à Lima qui assumèrent ce rôle sous leur propre uniforme national.¹²⁶ Mais rapidement, les puissances médiatrices nommèrent deux officiers supplémentaires pour chaque pays et dans chacune des deux capitales. Il y avait donc environ huit officiers de chaque côté de la frontière flanqués d'un petit secrétariat. Cette configuration varia du milieu du mois d'août à la fin décembre, constituant une véritable « Commission d'observateurs militaires neutres ».

La véritable victoire de cette mission, c'est d'avoir réussi à rassembler des délégués militaires péruviens et équatoriens à Talara, dans le Nord du Pérou, et faire signer un accord de démilitarisation. Les troupes de chaque pays devaient effectivement se retirer d'environ 15 km (avec des variations en raison d'intérêts topographiques et stratégiques) constituant ainsi une zone tampon démilitarisée. Cette zone devait être administrée par une police équatorienne sous la responsabilité des observateurs neutres. Ils devaient aussi enquêter sur les dénonciations faites sur le non-respect de l'accord. Le mécanisme était assez bureaucratique : lorsque la chancellerie de Quito recevait une plainte, elle la transmettait aux observateurs qui diligentèrent une enquête sur le terrain. Leurs conclusions sur la nature établie ou erronée de l'intrusion étaient transmises aux diplomates des puissances médiatrices qui transmettaient à Lima. Pour mener les enquêtes, le groupe de Quito se déplaça sur le terrain au cours d'une dizaine de missions entre août 1941 et février 1942. Ces missions n'étaient pas toujours faciles. Le manque de chemin et de guide ainsi que la nécessité de demander des laissez-passer, s'ajoutaient au fait que les officiers péruviens étaient réticents à accueillir dans la zone occupée ces militaires étrangers, considérant qu'ils venaient les « inspecter ». La majorité des plaintes que les observateurs étudièrent étaient infondées mais ils supervisèrent effectivement la mise en place de la police civile équatorienne et documentèrent les difficultés qu'ils ont rencontrés dans l'occupation et le retrait des troupes péruviennes les civils restés sur place, quand bien même cela n'était pas de leur compétence. Ils s'étaient en effet attribué le rôle de sonder les

¹²⁶ Les développements suivants synthétisent les propos de divers rapports et notamment du volumineux rapport général des observateurs militaires remis à la chancellerie de Quito. À Lima, nous n'avons pas été en mesure de localiser un éventuel rapport similaire produit par les observateurs basés à Lima, alors que les archives de la chancellerie du Rimac conservent un double du rapport du groupe de Quito. C'est peut-être le signe d'une activité moindre du groupe de Lima qui était beaucoup plus surveillé que son homologue chez les Équatoriens. « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz Amistad y límites, firmado en Río de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el periodo comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942. AHMRE, T.5.3.1.7.

populations civiles et les acteurs pour juger du degré d'acceptation des actions de la médiation. Ils étaient donc des relais quelque peu dépendants de de l'action diplomatique.

Les éventuelles contradictions de leurs missions n'échappèrent pas aux observateurs, qui firent preuve de plus en plus d'autonomie et d'organisation. Lors de la première mission, chaque délégué a reçu des instructions de sa propre chancellerie. Celles-ci étaient « plus ou moins similaires et peu concrètes ».¹²⁷ Devant ce manque de coordination, les observateurs du côté équatorien se réunissent à Quito et définissent un « plan d'action pour les observateurs » qui est ensuite approuvé par les chancelleries médiatrices. Le 10 octobre, lors d'une réunion à Guayaquil, les observateurs décident qu'il n'y a plus qu'une seule mission militaire neutre qui agit des deux côtés et doit pouvoir se déplacer partout, et non deux commissions basées l'une en Équateur et l'autre à Lima. Cela témoigne d'un intérêt à l'unité de l'action, mais il peut aussi s'agir de question de préséance de rang, l'officier des États-Unis à Quito estimant que son rang outrepassant celui de son homologue à Quito, il devait lui rendre des comptes.¹²⁸

Cette réflexion des observateurs sur la nature et les objectifs de leur mission s'exprime en fin parfaitement dans les recommandations de la conclusion de leur rapport général. Ils estiment qu'à partir de « l'expérience obtenue », toute mission d'observateurs militaires neutres doit respecter les points suivants : 1) former une commission « unique » ; 2) avec un siège principal dans une grande ville près de la zone en litige ; 3) les observateurs militaires ne doivent pas attendre statiquement, mais aller au-devant de l'information auprès des chefs militaires et politiques et se rendre immédiatement sur les lieux incriminés ; 4) les observateurs militaires ne doivent pas se confondre avec les attachés militaires car le risque est trop grand d'accuser l'officier attaché de partialité envers la capitale où il est en poste. En plus de ces recommandations, ils formulent des suggestions sur la continuation de la gestion du différend frontalier en proposant de dissocier les observateurs attachés au maintien de la paix (chargés de vérifier le cessez-le-feu et la démilitarisation) des observateurs technico-militaires qui doivent participer à la démarcation de la frontière. Cela permettrait plus d'efficacité du travail. Cela permettrait aussi de remplacer pour chaque pays et chaque côté de la frontière un officier chevronné par un officier moins gradé et au profil plus technique, libérant ainsi des officiers d'expérience qui sont alors nécessaires aux puissances engagées dans la Guerre mondiale. Les observateurs cherchent donc à unifier, pérenniser, dépolitiser, et spécialiser leur travail. Cette attitude constitue par conséquent un antécédent direct de l'institutionnalisation des opérations

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ C'est ce que suggère George McBride qui indique que le chef des observateurs des États-Unis à Quito aurait été remplacé pour cette raison. MCBRIDE et CASTILLO, *op.cit.*, p. 125.

de maintien de la paix qui s'engage avec la création de l'ONU et se codifie progressivement avec des normes et des écoles incarnées par les Casques Bleus.

En plus des observateurs militaires, un autre groupe d'experts internationaux mérite l'attention. On connaît en effet la participation d'envoyés des États-Unis grâce à la contribution sur ce sujet de Monica Rankin.¹²⁹ La « diplomatie de la reconstruction d'urgence » a été portée dans la région de El Oro par le *Office of the Coordinator of Inter-American Affairs* (OIAA). Cet organisme qui ne vécut que pendant la Seconde Guerre mondiale, présidé par le jeune milliardaire Nelson Rockefeller, avait pour but de rapprocher les peuples des Amériques dans une perspective de solidarité continentale en temps de guerre. Il est connu particulièrement pour son action culturelle dans les domaines du cinéma et de la radio par exemple.¹³⁰ Mais il embrassa en réalité un très large spectre d'activités dont la reconstruction. L'aide en ce domaine à la région de El Oro fait d'ailleurs partie des mesures destinées à faciliter l'acceptation du protocole par les Équatoriens. Les experts des États-Unis et d'autres pays du continent arrivent très rapidement après le retrait des troupes péruviennes. Ils sont très ambitieux pour la région. Il s'agit non seulement de relever la région d'une invasion militaire, mais aussi d'apporter la modernité à une région considérée comme l'archétype du sous-développement sudaméricain. Construction d'infrastructures, drainages, campagnes de vaccinations, d'alimentation infantile : il s'agit de faire de la région un modèle pour le reste du continent.

Malgré cet investissement conséquent, Monica Rankin montre que la mission a souffert de nombreuses contradictions. Les experts envoyés sont loin d'être les meilleurs qui sont réservés à l'effort de guerre des États-Unis dans le Pacifique.¹³¹ La coordination avec les pouvoirs locaux qui cherchent aussi à reconstruire est faible. Les objectifs peuvent être contradictoires entre l'aide humanitaire aux habitants et les nécessités de la défense continentale qui prend parfois le dessus et oriente les programmes dans une autre direction. Enfin, les plans initiaux sont revus à la baisse en raison de leur coût. La mission s'achève donc en 1944 par une semi-victoire. Les rapports des experts concluent à la réussite complète, mais M. Rankin note avec raison qu'absolument personne, pas même les livres d'histoire locale, ne se souvient de cette mission en Équateur.¹³² Pour notre part, nous estimons que l'amnésie caractérisée sur cette

¹²⁹ RANKIN Monica, art. cit.

¹³⁰ SADLIER Darlene J., *Americans All: Good Neighbor Cultural Diplomacy in World War II*, University of Texas Press, 2013.

¹³¹ Il y a même un cas d'usurpation de fonction : un médecin des États-Unis ayant séjourné plusieurs mois dans la région et reconnu comme le plus actif médecin de la mission, avait en réalité présenté un faux certificat de médecine. Il fut discrètement transféré et le Bureau étouffa l'affaire. Il semble qu'il ait participé à des activités de renseignement dans la région pendant la Guerre froide.

¹³² Un exemple parmi d'autres : SALCEDO PARREDES César Dionisio, *Viajando al Puerto de Bolívar. Ensayo*

mission, en plus de ses résultats mitigés, s'alimente à la construction mémorielle du conflit qui a fait du gouvernement d'Arroyo del Río le paratonnerre de la défaite. Un tel gouvernement ne peut pas, dans cette vision, avoir sacrifié la région en 1941 et y avoir ensuite favorisé les investissements (chapitre 11). Par ailleurs, les experts des États-Unis avaient sans doute fait preuve d'une mentalité coloniale dans l'affaire, en croyant pouvoir résoudre très rapidement des problèmes structurels, et le Bureau utilisait surtout cette action dans un but de propagande continentale. Mais il est aussi possible d'argumenter que leur tâche accompagnait un effort de la part du continent pour réaliser des opérations concrètes de maintien de la paix, tout comme c'était le cas avec les observateurs militaires. Ce volet de terrain s'accompagnait alors d'un volet plus classique de diplomatie du traité.

D. Favoriser un accord définitif

Parallèlement aux experts déployés sur le terrain, les gestions des chancelleries de la médiation pour obtenir enfin une frontière définitive furent nombreuses entre la cessation des hostilités et février 1942.¹³³ Les positions des deux protagonistes sont bien déterminées : l'Équateur souhaite avant toute négociation le retrait des forces péruviennes de la région occupée, tandis que les Péruviens souhaitent d'abord signer un accord définitif qui leur soit favorable. Les médiateurs font des propositions, notamment de retrait des troupes péruviennes, mais Lima reste inflexible sur ce point. Le 7 décembre 1941, l'attaque japonaise sur les positions des États-Unis dans le Pacifique signait alors l'entrée en guerre de la grande République du Nord. Suivant les mécanismes interaméricains, une réunion des chanceliers du continent était convoquée à Rio en janvier 1942. Les médiateurs souhaitaient obtenir un accord définitif avant la réunion, pour ne pas exposer au public d'éventuelles divisions du continent, mais cela ne fonctionna pas. Quito menaça même de ne pas participer à la réunion, et une fois à Rio, de ne pas prendre part aux travaux des commissions. D'ailleurs, le différend andin ne fut pas officiellement porté à l'agenda.

Les médiateurs étaient extrêmement divisés entre eux à Rio. L'Argentine menait la fronde contre les États-Unis en maintenant une position de stricte neutralité face aux puissances de l'Axe, alors que Washington souhaitait que les républiques latinoaméricaines rompent leurs

histórico porteño, Machala, Imprenta Carchi, 2002, p. 90.

¹³³ Les développements suivants sont une synthèse de notre travail précédent, *La guerre du protocole*, *op.cit.* p.135-151. Les sources de ces développements sont constituées de la correspondance diplomatique rapatriée des postes français, de la consultation des FRUS publiés pour l'année 1941, de l'ouvrage toujours utile de Tobar Donoso, ainsi que de l'utile synthèse : HUMPHREYS Robert Arthur, *Latin America and the Second World War. v.2: 1942-45*, Londres, Atlantic Highlands, 1982.

relations diplomatiques (les républiques d'Amérique centrale étaient quant à elles déjà entrées en guerre en janvier). Buenos Aires tenta de constituer un groupe contre cette tentative, qui intégrait parfois le Chili, le Paraguay ou l'Uruguay, et tenta selon toute vraisemblance d'embarquer le Pérou dans cette affaire. En réalité, seul le Chili décida un temps d'accompagner l'Argentine en maintenant la position de neutralité à Rio. À l'inverse, il est évident que Lima monnaya au cours de la conférence son soutien à la cause de Washington en échange de son appui en faveur d'un accord définitif avec Quito. Lima fut ainsi le premier pays sudaméricain de la Conférence à annoncer officiellement la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Axe. De concert avec cette bonne volonté, le chancelier brésilien Oswaldo Aranha et le sous-secrétaire d'État Sumner Welles firent pression pour que l'Équateur acceptât le principe d'un accord définitif. Cela fut réussi *in extremis* après avoir repoussé pour cette raison la clôture de la conférence, mais Aranha put dans un geste grandiloquent finaliser la conférence en annonçant à la fois la rupture des relations diplomatiques de son pays avec l'Axe et la solution définitive du plus vieux conflit du continent.

L'accord trouvé, intitulé « Traité de Paix, d'Amitié et de Limites », dans une phraséologie typique des accords frontaliers de l'époque, comportait toutefois de véritables innovations. Certes, la description de la nouvelle frontière décidée dans l'urgence était composée de points de références qui provoquèrent des difficultés par la suite. Mais le traité prévoyait surtout des mécanismes de démarcation de la frontière. Il insistait aussi sur la nécessaire ratification rapide par les congrès nationaux, ce qui avait toujours manqué aux accords bilatéraux, et conditionnait le retrait des troupes péruviennes à cette ratification. La plus grande innovation reste sans doute la mention des médiateurs. Les États-Unis, le Brésil, l'Argentine et le Chili qui a rejoint entre-temps le groupe, sont désignés comme garant du traité et comme recours en cas de litige sur son application. C'était une des premières fois que des pays tiers étaient désignés comme garant d'un traité de frontières, et cela engagea régulièrement ces pays jusqu'à la signature de la paix définitive un demi-siècle plus tard. Ce n'était donc pas une stipulation mineure.

Pour faire accepter à l'Équateur l'abandon de ses aspirations territoriales traditionnelles, et au Pérou une ligne qui était très en deçà de ce que beaucoup espéraient, les États-Unis ne lésinèrent pas sur les mesures d'accompagnement. Les mesures les plus imposantes financièrement relevaient du prêt-bail, un prêt à des taux défiant toute concurrence pour acheter de l'armement produit aux États-Unis et permettant de consolider la défense du continent face à des attaques externes. Le Pérou recevait un prêt-bail de 29 millions de dollars, un programme de santé et d'éducation, des accords commerciaux approfondis sur les matières premières. En sus, les États-Unis investissaient 25 millions de dollars dans l'exploitation du caoutchouc,

provoquant un second et éphémère boom de la gomme pendant la Seconde Guerre mondiale.¹³⁴ Mais c'est surtout l'Équateur qui profita des largesses de Washington, ce que les Équatoriens oublient systématiquement de mentionner au moment d'analyser les effets du protocole. Le prêt-bail de 17 millions de dollars alloué permettait à l'Équateur de rembourser moins de 4% de la somme totale.¹³⁵ L'accord était si ostensiblement avantageux pour l'Équateur qu'il fallut le confirmer à la junte consultative qui semblait ne pas en comprendre la portée, et Welles indiqua à son administration qu'un prêt aussi peu rentable - en réalité une donation - ne devait pas être réitéré pour d'autres républiques. En plus de ce cadeau qui servait à acheter de l'armement et permit de créer une aviation et une marine, les États-Unis promirent des subsides dans des domaines variés : campagnes d'assainissement, construction d'infrastructures (dont 8 millions pour les seuls réseaux hydriques de Guayaquil et Quito), développement agricole et industriel, fonds de stabilisation monétaire, et un fonds particulier pour la reconstruction de la province occupée de El Oro.¹³⁶

Le bilan de la conférence de Rio et des accords ultérieurs fait donc apparaître que l'objectif d'une frontière stabilisée et d'un conflit apaisé a prévalu sur l'inertie panaméricaine et les intérêts particuliers. Les médiateurs, malgré leur profonde division entre Washington et Rio d'un côté et Buenos Aires et Santiago de l'autre, ont réussi à contenir la guerre dans une certaine mesure et faire avancer la solution diplomatique, grâce au développement d'une expertise de terrain en construction, à la facilitation financière de Washington, à leur engagement dans un traité qui les liait pour longtemps. D'aucuns argumenteront que c'était au détriment de Quito, que Washington et Rio abandonnèrent lorsque leurs intérêts étaient véritablement menacés. Mais c'est oublier qu'à leurs yeux, l'Équateur n'était pas nécessairement une victime innocente et Lima avait des arguments pour demander bien plus. Les médiateurs ont au contraire su manier le compromis et l'innovation. Le bilan n'était pas si faible et il peut apparaître à bien des égards comme un apprentissage plutôt réussi du maintien de la paix.

¹³⁴ FRUS 1942, vol.VI, p. 672 *sq.*

¹³⁵ 3,53 %. À titre de comparaison, le taux du prêt accordé au Pérou était de 41,38 % à rembourser sur six ans.

¹³⁶ FRUS 1942, vol.VI, p. 373 *sq.*

III- Tracer les frontières

Le traité de 1942 engageait les États contractants à démarquer la frontière sur le terrain. Chaque pays était sûr de ses positions théoriques, de ses titres historico-juridiques, mais ceux-ci ne coïncidaient pas avec la frontière de fait, la frontière traditionnellement reconnue comme la limite effective de la souveraineté des deux États. Tout le processus a consisté à faire coïncider cette frontière de fait et celle de droit. L'aventure épique qui en résulta visa avec succès à transformer une frontière traditionnelle du Putumayo à l'Océan Pacifique en une ligne pérenne et centralisée, définie par les États et reconnue par la communauté internationale. Pour cela, il fallut développer des actions spécifiques de cartographie et de missions de démarcation.

A. De quoi est faite la frontière

Comme pour beaucoup d'autres frontières, la limite entre les États du Pérou et de l'Équateur au début ses années 1930 était encore locale et confuse. Beaucoup d'indications de terrain montrent que les experts détachés par les services centraux de Quito ou de Lima, ainsi que les officiers en garnison, se basent sur les déclarations des habitants pour déterminer par où passe la frontière de fait, la frontière « traditionnelle ». Pour ces spécialistes, il existe une croyance de ce que la mémoire locale conserve le souvenir de la « vraie frontière », qui se serait perdue avec le temps et avec les coups de boutoirs invasifs de l'ennemi. Pour s'assurer de la frontière traditionnelle sur le Napo qui fait débat, un officier suggère d'interroger directement les vieux officiers qui ont présidé au *modus vivendi* au début du XX^e siècle. En occident, le chancelier Tobar Donoso donne pour mission au docteur Navarro pour déterminer la frontière de fait, de débusquer ces marques presque archéologiques : « on dit qu'il y a des inscriptions dans plusieurs lieux ou des bornes et des signaux qui indiquent jusqu'où s'étend de fait la juridiction de chaque pays ».¹³⁷

La définition était non seulement locale, mais pouvait procéder de droits de propriété privée. Par exemple, durant cette même commission de Zarumilla, le but de la mission est en principe d'étudier les titres fonciers des haciendas à la frontière du Zarumilla. La question se pose alors de savoir si l'État peut réclamer une portion de territoire sur la base de titres privés. Navarro, directeur des limites équatorien et ancien chancelier, plaide pour cette possibilité, car elle serait selon lui favorable à l'Équateur, et le tracé de la frontière de fait ne correspond pas à la

¹³⁷ Tobar Donoso, « Instrucciones para la comisión que va a la frontera de las Provincias de Loja y el Oro », 26 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

« véritable » frontière de l'État équatorien qui reste celle déterminée par les titres historico-juridiques conservés par la chancellerie. Mais la Junte et les experts de la chancellerie opposent leur désaccord « parce que c'est un principe inacceptable que les titres de propriété privée servent de base à la modification des limites de l'État ». ¹³⁸ La chancellerie tranche donc dans un sens négatif mais le débat est caractéristique de la manière dont sur le terrain les acteurs déterminent ce qui est « péruvien » et ce qui est « équatorien ». D'ailleurs, les Équatoriens accusent de nombreuses fois la famille de grands propriétaires terriens péruviens, les Noblecilla, d'acheter des terres de l'autre côté de la frontière pour les rattacher au domaine péruvien. ¹³⁹ Zaldumbide dénonce auprès du chancelier péruvien cette

« confusion tendancieuse que l'on [la chancellerie péruvienne] a voulu créer en introduisant le patronyme d'une famille perturbatrice de la tranquillité et de la bonne intelligence des deux pays, dans la région où ces grands propriétaires péruviens persistent à étendre leurs possessions sous la protection de supposées limites internationales. Le nom de Isla Noblecilla n'existait pas auparavant et n'est pas entré dans l'usage courant des habitants, en dépit des efforts et même des menaces que brandissent les intéressés et même les autorités péruviennes, comme pour effacer justement la mémoire des antécédents traditionnels ». ¹⁴⁰

Curieuse configuration où l'État fait pression sur des particuliers pour qu'ils reconnaissent les attributs de l'État. Il faut donc souligner que la frontière de fait était confuse pour les autorités centrales, mais pas nécessairement pour les habitants qui étaient considérés comme les détenteurs du savoir légitime et se transmettaient effectivement la mémoire de ce que la frontière passait par tel champs, tel chemin, tel ravin avec tel nom. Ce sont les services de l'État qui n'arrivaient pas à suivre.

Du reste, ils étaient soumis aux aléas climatiques qui pouvaient, comme dans toute frontière formée par les cours d'eau ou les montagnes, modifier le tracé de la frontière. Tant en occident que dans les *orientes*, la frontière de fait était souvent constituée par un cours d'eau. Or, le lit de ces cours d'eau variait avec les années et même avec les mois. Les uns s'ensablaient et disparaissent, les autres surgissaient après des années suite à des pluies formidables. S'il y avait accord à un moment donné sur quel cours d'eau avec quel nom constituait la frontière, il ne tardait pas à voler en éclat sous le poids de ces fluctuations permanentes qui en plus créaient de nouveaux noms pour désigner des accidents géographiques nouveaux.

Enfin la frontière n'était que très rarement marquée matériellement. Elle était avant tout une distinction conceptuelle, invisible à l'œil non initié. Cette absence de marquage provoquait des malentendus mais pouvait aussi servir d'excuses aux incursions armées en territoire ennemi.

¹³⁸ Navarro à Tobar Donoso, 10 janvier 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

¹³⁹ Tobar Donoso à Gonzalo Zaldumbide, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, 27 novembre 1939. T.5.3.2.2.

¹⁴⁰ Zaldumbide à Solf y Muro, 25 décembre 1939. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

Le chancelier péruvien justifiait en 1935 que « dans des parages pratiquement déserts, sans lieux qui puissent servir de points d'orientation ou de référence, un canoë manœuvré par cinq soldats, même en admettant sa présence, n'a pas de moyen à sa disposition qui lui permette de savoir qu'à un moment il a passé une frontière imprécise que personne ne garde ».¹⁴¹

La frontière a beau être de fait, non marquée et inconnue de l'État, son franchissement sans autorisation est de plus en plus insupportable à l'État. Nous verrons dans les prochains chapitres tous les dispositifs que l'armée a mis en place pour contrôler ces franchissements. Il faut pour l'instant souligner dans cette perspective que ce franchissement, et donc la frontière, était déjà tridimensionnel. En effet, la frontière passait aussi bien par les mers et les airs que par le sol. Le développement de l'aviation avait poussé la communauté internationale à normaliser la circulation aérienne. Les premiers efforts du XX^e siècle aboutirent à la convention de Paris de 1919 qui pose les bases de cette circulation, et dont le Pérou et l'Équateur sont signataires. Dans les Amériques, un traité concurrent mais très similaire s'impose (La Havane 1928) en raison du refus des États-Unis de se voir appliquer les décisions de la Commission internationale de la Navigation aérienne à la majorité des voix.¹⁴² Globalement, ces textes confirmaient la libre navigation de l'espace aérien par des aéronefs étrangers, sauf dans les zones décidées par l'État et par des avions d'État, en particulier militaire. Ils imposaient aussi des règles strictes d'immatriculation et de nationalité. C'était donc un droit en construction mais déjà bien établi, que les protagonistes estimaient souvent bafoué par l'ennemi. Parmi les incidents frontaliers de ces années, les plus nombreux sont attribués au vol d'aéronefs en territoire étranger. Ceux-ci reçoivent parfois des tirs de soldats au sol qui voient particulièrement d'un mauvais œil que le drapeau ennemi, qui devait figurer bien visiblement sur le fuselage, ne flotte dans « leur ciel ». Peu de temps avant la guerre, l'ambiguïté nationale d'un aéronef qui arborait des emblèmes des deux pays avait convaincu certains que les Nazis cherchaient ainsi à déclencher le conflit. Cet aspect montre à la fois l'extension de la souveraineté étatique sur le ciel et la place primordiale du symbole dans la construction de la frontière.¹⁴³ Cette frontière symbolique, mouvante et invisible, dépendante de la mémoire

¹⁴¹ Carlos Concha, ministre des relations extérieures, à Homero Viteri Lafronte, ministre de l'Équateur au Pérou, 25 juillet 1935. ALMRE, LEK-9-40, Legajo 170.

¹⁴² Une convention ibéroaméricaine avait aussi été signée entre l'Espagne et les pays latinoaméricains en 1936, reprenant pour l'essentiel l'accord de Paris.

¹⁴³ L'avion de la Sedta volait aux couleurs de l'Équateur mais avec une immatriculation péruvienne. Cet épisode est aussi symptomatique du processus de différenciation nationale qui n'admet plus d'équivoque. Il faut adopter une identité nationale homogène. L'injonction s'appliquait donc aux humains (chapitre 3) comme aux objets. Raymond Lavondès, ministre de la France au Pérou, au ministère des Affaires étrangères, 16 janvier 1941, lettre n°7. AMAEC, Série Guerre 1939-1945 - Vichy, sous-série B : Amériques, 120 : Brésil, Politique extérieure, février 1940-mars 1942, ff.10.

locale et des aléas du climat devenait intolérable à des États qui cherchaient à étendre leurs attributions, et désiraient une frontière stable, perpétuelle, matérielle et fixée par le pouvoir. Ils durent pour cela commencer par cartographier ces régions.

B. Comment est cartographiée la zone frontière

Face à cette frontière traditionnelle, les États souhaitaient désormais construire une frontière homogène et centralisée. Pour cela, il fallut d'abord mettre sur pieds des administrations spécialisées et cartographier les espaces en question. Cet objectif qui avait occupé depuis au moins une vingtaine d'années les armées des deux côtés s'accomplit finalement en ces années grâce aux nouveaux outils aériens.

Depuis la fin du XIX^e siècle, les États ont cherché à cartographier leur territoire en créant des institutions spécialisées. Beaucoup ont souligné le rôle modernisateur confié par exemple à la Société Géographique de Lima.¹⁴⁴ Dans la première moitié du XX^e siècle, cet objectif se fit plus insistant avec la création de services dédiés au sein des institutions militaires. Au Pérou, un Service Topographique de l'état-major est créé en 1907. Dès ses débuts, la cartographie des zones frontalières, dont celles avec l'Équateur, est une priorité. En 1913, l'institution est remaniée en Service Géographique de l'armée. Dans les années 1920, le service recevait de l'État léguiiste la mission de créer une carte topographique nationale, en particulier sous la conduite des ingénieurs topographes de l'armée française. Malgré l'ambition affichée, le manque de ressources financières, les rivalités politiques et personnelles et les résistances locales n'ont pas permis au service de mener entièrement sa mission à bien.¹⁴⁵ La trajectoire équatorienne est tout à fait similaire. La cartographie militaire y trouve son origine dans la loi organique militaire de 1905, mais seul un cours de topographie est ouvert en 1917. En 1922, le Congrès vote en faveur de la réalisation d'une carte topographique militaire dont la réalisation fut confiée au Service Géographique militaire créé en 1928 auquel la mission militaire italienne

¹⁴⁴ LÓPEZ-OCÓN Leoncio, « La Sociedad Geográfica de Lima y la formación de una ciencia nacional en el Perú Republicano », *Terra Brasilis (Nova Série). Revista da Rede Brasileira de História da Geografia e Geografia Histórica*, janvier 2001, n° 3 ; MARTÍNEZ RIAZA Ascensión, « La incorporación de Loreto al Estado-nación peruano. El discurso modernizador de la sociedad geográfica de Lima (1891-1919) », dans GARCÍA JORDÁN Pilar et SALA I VILA Núria (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998, p. 99-126 ; DAGICOUR Ombeline, « Construir el Estado, forjar una nación. La «nueva geografía» y su enseñanza en el Perú del Presidente Leguía (1919-1930) », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, mai 2016, n° 106, p. 79-96.

¹⁴⁵ DAGICOUR Ombeline, *Régénérer la patrie, construire l'État : savoirs géographiques et production du territoire : Pérou (1900-1930)*, thèse de doctorat sous la direction d'Annick Lempérière et Aline Helg, Paris 1/Université de Genève, 2017. Le chapitre consulté nous a été aimablement mis à la disposition par l'auteure : « De la nécessité de « mettre le Pérou en cartes ». La carte nationale et l'institutionnalisation de la cartographie topographique (1907-1930) ».

a contribué. Il fut transformé en Institut en 1947 avec personnalité juridique et autonome, tel qu'il existe encore au XXI^e siècle.¹⁴⁶ L'existence de ces services géographiques militaires n'avait pas pour autant réduit l'incertitude frontalière et les malentendus au sein d'un État sur la localisation des lieux mentionnés dans les rapports (chapitre 1). En 1938, un lieutenant chef de la garde civile péruvienne peut encore se présenter comme « connaisseur personnel des limites de notre territoire avec l'Équateur et parce que je suis la première autorité militaire de la zone » et considérer scandaleux que le préfet ne puisse pas lui indiquer si une zone de près de 1000 km² était péruvienne ou équatorienne, car son propriétaire Felix Noblecilla ne le savait pas. Les échanges qui suivaient entre l'état-major de Lima et la I^{ère} Division à Piura montrent qu'une grande confusion règne sur le lieu dont on parle et que les gardes civils qui occupent les frontières n'entendent rien en géographie frontalière.¹⁴⁷

Pour mettre fin à la controverse à l'orée des années 1940, il fallait donc d'abord réussir à cartographier avant de démarquer. Les acteurs se tournèrent alors vers l'aviation. La technique de cartographie qui associe le survol aérien et la photographie avait déjà été mise en œuvre auparavant au Pérou. D'ailleurs, l'ambition militaro-défensive est dans les Andes comme dans le reste du monde consubstantielle du développement des moyens de transports aériens et de la photographie aérienne.¹⁴⁸ Mais la faiblesse de l'aviation dans les deux pays n'avait pas permis de systématiser le procédé. En outre, à la faiblesse des infrastructures et la nature dangereuse de la zone à cartographier s'ajoutait l'exigence de la coopération entre les deux États. En 1936, les Équatoriens sont piégés par le manque d'avions à leur disposition au cours de la première commission du Zarumilla. Une possibilité s'offre à eux d'embarquer dans des avions péruviens et d'envoyer les clichés pris à développer à Quito par le service géographique militaire.¹⁴⁹ La tension entre les deux pays ne permit pas cependant une cartographie systématique de la région frontalière avant le conflit. En 1942, l'idée est relancée par les observateurs militaires alors que leur mission de maintien de la paix dans la zone démilitarisée s'achève et qu'ils entrevoient la

¹⁴⁶ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la revolución alfarista, su desarrollo y posterior decadencia*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, 2007, vol.4, p. 178-181.

¹⁴⁷ 2^{ème} section de l'état-major de la I^{ère} Division, à l'état-major général de l'armée, « Consulta sobre la soberanía de la Isla Noblecilla », 11 avril 1938. COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978 (ci après *Col. doc.*), vol. 7, document n°43 sq. Le commandant estime les capacités géographiques des gardes civils péruviens limités « que poco conocen topografía, y que quizá sea ésta la causa de la mala orientación asignada a la Isla Noblecilla ».

¹⁴⁸ Il suffit de rappeler que les fameuses photographies de Nadar depuis un ballon étaient originellement commandées par l'armée française. GREVSMÜHL Sebastian Vincent, *La Terre vue d'en haut : l'invention de l'environnement global*, Paris, Éd. du Seuil, 2014

¹⁴⁹ « Al ministro de Defensa nacional acerca de las fotografías y planos de la zona del Río Zarumilla tomados por la comisión Mixta ecuatoriana-peruana », 16 novembre 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

lourde tâche de la démarcation :

« Le manque absolu de cartes qui fournissent les détails permettant le tracé de la ligne à démarquer, l'existence de larges zones inexplorées et les faibles moyens que la région offre à l'installation et au fonctionnement des commissions qui y agiront, recommandent d'adopter un procédé de travail qui garantisse la démarcation de la frontière dans un laps de temps raisonnable. Dans ce cas, ce serait l'aérophotogrammétrie qui fournirait de manière rapide et économique une carte de la zone à délimiter. Sa précision serait garantie par la fixation de points sur le terrain à partir d'observations astronomiques le long de la ligne frontière. Un tel plan de travail fournirait à court terme la carte de cette région, indispensable pour y étudier le tracé exact de la ligne frontière. La commission unique aurait ensuite le rôle de la démarcation et de la construction de signaux en ces points qu'ils estiment pertinents pour matérialiser ou fixer de forme définitive la ligne accordée dans le traité du Protocole ».¹⁵⁰

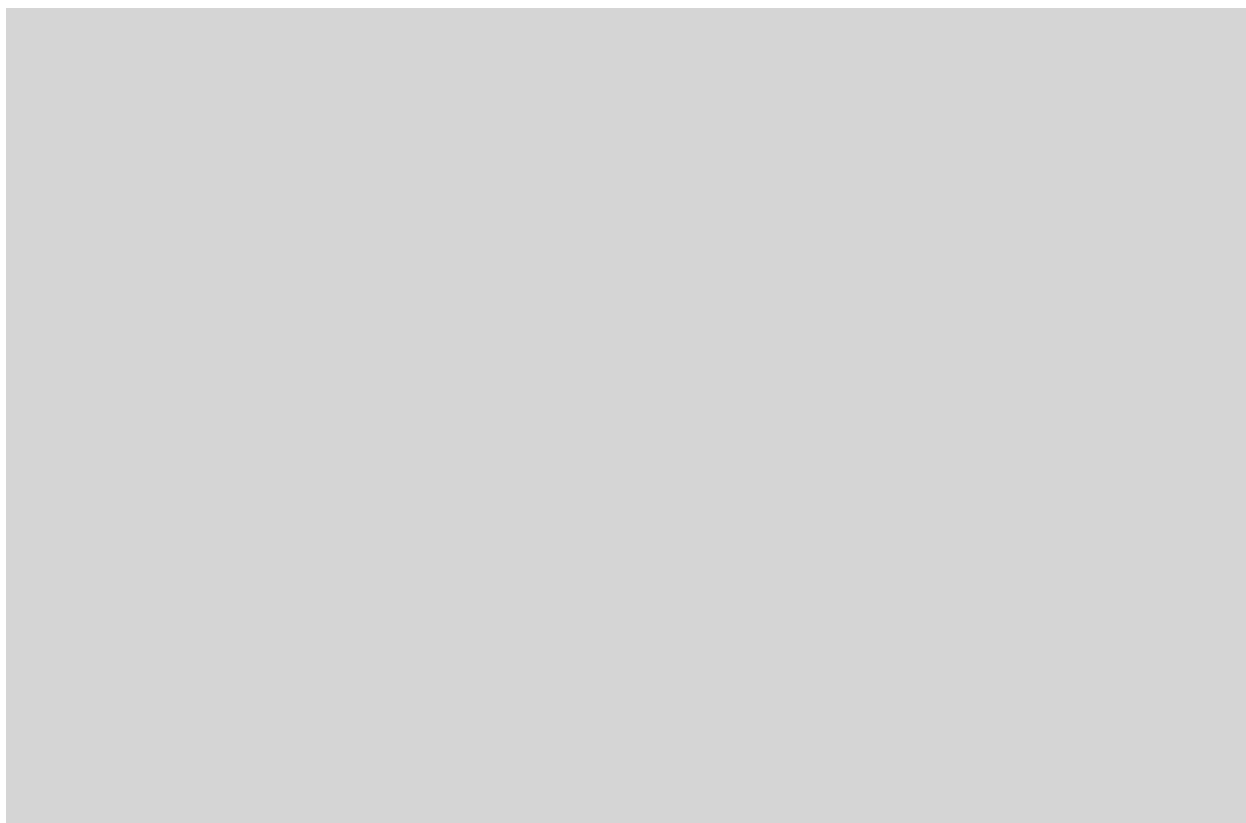
Les vœux des observateurs sont entendus. Dans le cadre de la campagne de démarcation, puisqu'aucun des deux pays ne souhaite que l'adversaire survole son territoire – sans doute pour des raisons qui tiennent autant du secret défense que de la violation symbolique – ce sont les États-Unis qui participèrent à cette entreprise de cartographie aérienne. Ils s'appuient pour cela sur un programme régional préexistant à la démarcation question péruano-équatorienne.¹⁵¹ Les avions sont équipés d'appareils photographiques trimétriques. La campagne débute fin 1942 et se poursuit jusqu'en 1945, avec des interruptions lorsque les appareils sont réquisitionnés pour l'effort de guerre dans le Pacifique. Elle est très difficile. Les altitudes, la densité de la forêt, les conditions climatiques, le manque de pistes d'atterrissages, rendaient cette mission hautement ardue. Les appareils décollaient de Talara ou Salinas sur la côte où des bases américaines avaient été installées pour la défense continentale, ou d'Iquitos à l'est. Pour réduire les risques liés au climat, des observatoires sont établis au sol. Les données produites par les reconnaissances aériennes des compagnies pétrolières sont également mises à contribution. Début 1944, presque toute la frontière est reconnue. Seule la cordillère du Condor résiste encore car elle condense à son aplomb de d'imposants nuages qui en rendent dangereux le survol. C'est la raison pour laquelle une nouvelle technique issue de la guerre est employée. C'était la première fois au monde que la reconnaissance par radar, utilisée à partir de septembre 1946, était utilisée. D'ailleurs deux avions s'écrasèrent au cours de cette campagne, au départ d'Iquitos en 1944 et de Salinas en 1945, faisant respectivement six et huit victimes, dont des États-Uniens. À ce coût, il fallait encore ajouter l'investissement financier qui n'était pas mince, mais les efforts ont payé. Les près de 1500 km de frontière sont photographiées sur une largeur de 30 à 80 km.¹⁵²

¹⁵⁰ « Informe general de los observadores militares... », doc. cit.

¹⁵¹ MCBRIDE et YEPES, *op. cit.*, p. 139-143.

¹⁵² *Ibid.*, p. 225.

Figure 11 : La photographie aérienne au service de la démarcation



La ligne rouge indique le talweg du fleuve et donc la limite internationale, ce qui a dans ce cas provoqué un litige sur la nationalité de l'île au premier plan.

Source : Photographie aérienne de l'Aguarico et informations manuscrites. 1950. AHMRE, T.5.4.1.8.

L'effort des États-Unis était accompagné d'un effort national, notamment péruvien. Le Service Aérophotographique National (SAN) naît en 1942 et s'équipe avec du matériel acheté aux États-Unis par l'intermédiaire du prêt-bail. En 1944, plus de 12 000 km², soit 1% du territoire, avaient ainsi été photographiés.¹⁵³ Dès le début, l'objectif est de reconnaître la frontière pour la défense de la souveraineté, mais les photographies servent aussi au tracé des routes et à la prospection pétrolière. À la fin des années 1940, ce service participa à la photographie des lacs des Andes (en plus de l'Amazonie), contribuant de cette manière aux naissantes études sur l'impact de la fonte des glaciers et la prévention des risques dans la région.¹⁵⁴ Du côté équatorien, il semble que c'est surtout la Shell qui participe grâce à ses aérodromes et ses recherches pétrolières à l'effort de l'État pour cartographier la frontière.

¹⁵³ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1944 ».

¹⁵⁴ CAREY Mark P., *In the shadow of melting glaciers: climate change and Andean society*, Oxford New York, Oxford University Press, 2010, chapitre 3.

Tout ce processus de cartographie a considérablement fait avancer la connaissance de territoires encore largement méconnus par les États jusqu'alors, « ce qui a converti cette zone en une des régions les mieux cartographiées du continent », d'après l'ingénieur McBride.¹⁵⁵ La démarcation pouvait alors s'appuyer sur cette cartographie préalable.

C. La campagne de démarcation, du papier à la borne

Avant d'aborder la démarcation finale, il faut insister sur le fait qu'elle ne pouvait s'effectuer qu'à partir d'un document reconnu par les deux partis, qui indiquait lui-même les frontières. Par convention, l'étape du papier est appelée « délimitation » tandis que celle du terrain est appelée « démarcation ». À ce titre, les tentatives de délimitation de la période montrent un manque de précision flagrant dans lequel pouvaient s'engouffrer les diverses interprétations. En 1936, l'Acte de Lima n'avait même pas défini une ligne frontière, se contentant d'inviter les deux parties à rester là où elles étaient et à ne pas avancer leurs positions militaires. Seule la circulaire péruvienne du lendemain définissait selon une méthode contestable cette ligne en inventoriant les garnisons équatoriennes. En 1940, la commission mixte du Zarumilla n'arrive pas plus à déclarer une frontière « de fait ». En 1942, le protocole de Rio est enfin avant tout un protocole, c'est-à-dire une manière de parvenir à fabriquer la frontière. Il énonce pour cela un nombre important de points de référence en partie repris de l'Acte de Talara qui utilisait cette méthode, qui restent encore imprécis. Ces points de référence sont constitués de *bocas* (embouchures), *rios* et *quebradas* dont la localisation peut être diversement appréciée, ou même des lignes de partage des eaux. Cette séparation entre deux bassins hydrographiques peut disparaître si un cours d'eau coule entre les deux fleuves et configure donc deux lignes de partage des eaux. C'est précisément ce qui s'est passé avec le Cenepa. En, dépit de cette faiblesse, le traité était tout de même déjà beaucoup plus précis que ses prédécesseurs, et prévoyait la manière d'appliquer la démarcation sur le terrain. Les articles IV, V et VII, prévoient ainsi que les pays médiateurs continuent leur gestion jusqu'à la démarcation définitive de la frontière et qu'ils fassent offices de référent en cas de litige sur l'application du traité.

Le processus de démarcation de la frontière qui résulta du traité est assez bien connu grâce à la traduction et à la publication du rapport de George McBride dans les années 1990, de même que d'autres publications, en raison du blocage auquel il a donné lieu.¹⁵⁶ Son récit fait part sur

¹⁵⁵ MCBRIDE et YEPES, *op. cit.*, p. 227.

¹⁵⁶ Nous nous appuyons principalement sur ce témoignage pour synthétiser la campagne. MCBRIDE et YEPES, *op. cit.* Ses vues ont aussi été publiées dans ACADEMIA DIPLOMÁTICA DEL PERÚ, *El arbitraje de Días de Aguiar*

le mode de l'épopée d'une difficile campagne en pleine Seconde Guerre mondiale entre 1942 et 1949. Jusqu'à 300 personnes de différents pays ont travaillé à cette immense tâche, se relayant pendant plusieurs années, évoluant dans des régions pratiquement inconnues des services centraux, dans des conditions sanitaires et logistiques laborieuses et dans une situation politique parfois très tendue. Les participants à qui l'on affirmait que c'était l'affaire de quelques mois savaient en réalité à quoi s'en tenir. Certains sont morts de fatigue ou de maladie contractée en forêt. Les survivants ont pour certains été décorés des plus hauts insignes de leur patrie.¹⁵⁷

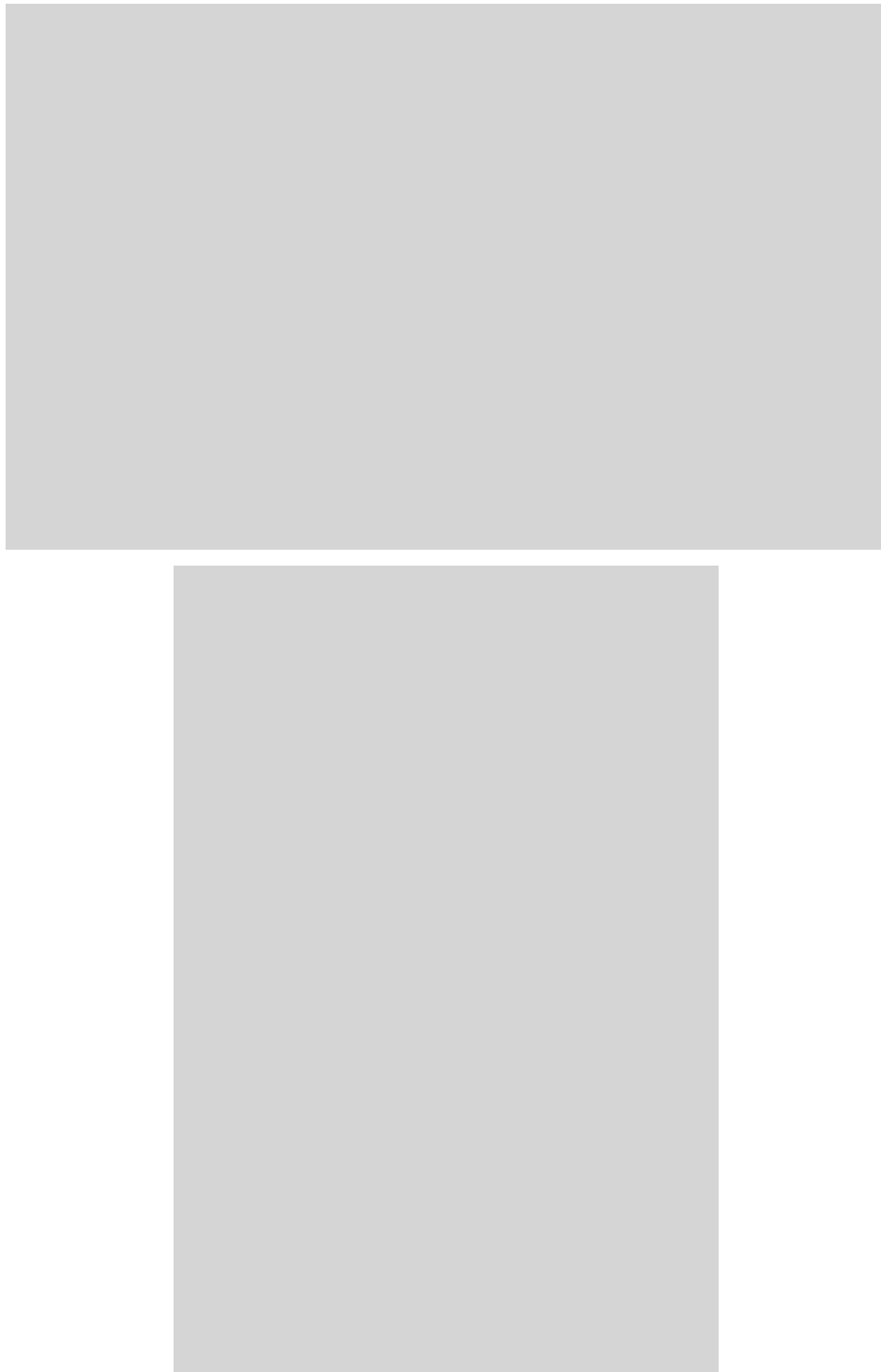
Les travaux commencent en juin 1942. Les commissions péruviennes et équatoriennes se rassemblent pour établir un plan de travail. La nature militaire de la délégation péruvienne fait craindre son intransigeance, mais en réalité la majorité des participants à la campagne tant chez les Péruviens et Équatoriens que chez les continentaux, sont des militaires qui ont arpenté la frontière ou des civils des chancelleries, géographes et autres experts de la frontière. Les travaux sont divisés en deux commissions, l'une ayant pour mission de partir de la côte occidentale jusqu'au versant oriental des Andes, l'autre partant du Putumayo en direction inverse. Chacune est subdivisée en un grand nombre de sous-commissions et de brigades. Chaque brigade est composée d'un chef péruvien et d'un équatorien, de techniciens, de soldats, d'un médecin, et d'aides comme des cuisiniers, maçons, défricheurs, etc. Ces brigades ont d'ailleurs recours à des habitants du cru pour les guider à travers les jungles inconnues.¹⁵⁸ Toute cette petite troupe aux origines nationales, sociales et régionales distinctes devait vivre ensemble dans des conditions difficiles pendant de très longs mois.

y el testimonio de McBride, Lima, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1996 ; un intéressant témoignage du chef d'une brigade péruvienne est aussi disponible : REÁTEGUI DELGADO Carlos et ORTIZ SOTELO Jorge, *Trazando la frontera. Perú-Ecuador (1942-1945): diario del capitán de Corbeta Carlos Reátegui Delgado*. Lima, Asociación de Historia Marítima y Naval Iberoamericana, 1992.

¹⁵⁷ REÁTEGUI et ORTIZ, *op. cit.*, p. 29.

¹⁵⁸ Il en est par exemple ainsi de David Samaniego, l'orpailleur équatorien qui s'est retrouvé à aider les troupes péruviennes dans leurs démarches de démarcation, comme en atteste un certificat que nous a montré son fils.

Figure 12 : Une brigade de démarcation frontalière vers 1950



Source : ACADEMIA DIPLOMÁTICA DEL PERÚ, *El arbitraje de Días de Aguiar y el testimonio de McBride*, Lima, Academia Diplomática del Perú, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1996.

Les travaux de la commission avancent bien, mais rapidement de très nombreux désaccords surgissent entre Péruviens et Équatoriens. La plupart du temps, ces désaccords se nourrissent

des erreurs et confusions du protocole de Rio. Il faut pour tracer la ligne de division d'abord identifier précisément les points de référence que le traité donne. Or, les reconnaissances aériennes et terrestres font apparaître que ces points se situent parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de l'endroit où les négociateurs pensaient qu'ils se trouvaient. Parfois, le nom d'un point de référence correspond à plusieurs emplacements possibles qui portent tous ce nom. Les embouchures de fleuves, autres points de référence, se divisent souvent en plusieurs ruisseaux, de même que les îles au milieu des rivières. Le cours des rivières était également controversé, comme le fameux lit asséché du Zarumilla que les Péruviens mettaient en avant et qui avait empoisonné les relations entre les deux pays depuis 1936. Il y eut même une controverse sur la définition même de ce qu'était un affluent. Le déplacement d'un point de référence pouvait signifier le transfert d'un pays à l'autre de plusieurs centaines voire milliers de km². La difficile tâche de placer les points de référence était suivie du tracé de la ligne entre les deux. Or, la modification de l'emplacement des points de référence avait déplacé les lignes et menaçaient d'obliger à abandonner à l'ennemi des garnisons entières, des villages habités et des ressources.

Bien souvent, les techniciens des commissions affrontaient donc des obstacles tout à fait similaires à ceux de leurs collègues des années 1930 lorsque cette incertitude géographique avait favorisé l'escalade guerrière. Malgré les progrès cartographiques dans les régions éloignées depuis les années 1920, les négociateurs de Rio avaient dû déterminer la frontière de manière précipitée à partir de cartes lacunaires.

Ces divergences se déroulaient qui plus est dans un climat politique tendu. Chaque gouvernement se refusait à apparaître comme celui qui cédait à nouveau aux exigences territoriales du voisin, et les techniciens de chaque pays argumentèrent systématiquement pour la solution qui leur convenait. Les Péruviens, qui voyaient toujours d'un mauvais œil la présence des médiateurs, étaient malgré tout disposés à faire avancer le processus pour enfin aboutir à l'accord définitif. Un grand nombre des divergences furent ainsi résolues bilatéralement, mais beaucoup d'autres n'eurent pas cet épilogue et furent transmises aux pays médiateurs pour qu'ils tranchent. Les quatre pays avaient dès le début de l'opération dépêché des experts sur place pour aider aux travaux de démarcation, tel que le protocole de Rio les engageait. Mais en raison du refus péruvien de les impliquer, ils se contentèrent de travailler depuis les capitales. La plupart étaient des officiers qui avaient déjà participé à des campagnes de démarcation pour leurs pays. Le géographe McBride était un de rares civils. Envoyé par le Département d'État avec son fils, il fut le seul conseiller technique à rester jusqu'à la fin des travaux en 1949. Lorsque les désaccords entre Péruviens et Équatoriens commencèrent à s'accumuler, il fallut faire appel aux médiateurs. Mais ceux-ci traversaient une crise, en raison

de l'attitude de l'Argentine dans le conflit mondial. En effet, seule l'Argentine avait (accompagnée un temps du Chili) mené la fronde contre l'injonction des États-Unis à rompre les liens avec les pays de l'Axe. Les relations de Buenos Aires et Washington furent pour cette raison extrêmement tendues pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Le Département d'État ne souhaitait pas normaliser cette situation en laissant participer normalement les représentants argentins à la démarcation. Les pays médiateurs trouvèrent une parade. Plutôt que de travailler sans l'Argentine, ce qui rendrait évidente les dissensions de la médiation et affaiblirait un processus de paix jugé crucial pour le continent, ils laissèrent opérer seul le Brésil qui agissait tacitement au nom de la médiation. D'ailleurs, les conseillers techniques et diplomates de la médiation étaient discrètement consultés, ou tenus informés dans le cas de l'Argentine. Malgré les divergences géopolitiques profondes entre les membres de la médiation, ces derniers ont donc réussi à les mettre de côté pour permettre la bonne marche du processus, jusqu'à ce qu'en 1945 la relation de l'Argentine avec le continent se normalise.

Le choix du Brésil était logique car il était considéré comme le plus apte à tracer des frontières et son chancelier Aranha était respecté de tous et s'était tôt impliqué dans le conflit. Il envoya pour cette mission spéciale le directeur des limites du Brésil, le capitaine Braz Dias de Aguiar (parfois écrit Brás). Ce dernier avait déjà participé à la définition des frontières de son pays avec le Pérou, la Bolivie et le Venezuela, en plus de contribuer à la démarcation de la frontière entre les Guyanes anglaise et hollandaise.¹⁵⁹ C'était donc un expert reconnu en ce domaine et particulièrement des terres amazoniennes. À partir de 1943, il voyage sans relâche entre Lima et Quito et parcourt toute la frontière sur laquelle il doit statuer. Avec l'aide indirecte des médiateurs, il consulte anciennes et nouvelles cartes, titres de propriété, étudie tracés et comportements des fleuves. Son idée, proche de la philosophie de ses collègues de l'époque, était de tracer une « bonne » frontière, c'est-à-dire une frontière qui ne provoque pas de nouveaux incidents. Pour cela, il fallait la tracer dans des zones les moins peuplées possibles, sur des accidents géographiques qui séparaient clairement deux régions, qui ne risquaient pas de changer avec le temps (comme le lit des fleuves) et ne présentaient pas d'avancées en territoire voisin qui pouvaient être perçues comme agressives. Pour cela, il n'hésita pas dans certains cas à tracer des frontières réclamées ni par le Pérou ni par l'Équateur, et dans d'autres à trancher définitivement malgré les remontrances. Ses conclusions sont remises en deux temps. Une première partie est livrée sur la frontière occidentale en 1944, connue sous le nom de « formule Aranha ». Une seconde proposition concerne ensuite les frontières orientales en

¹⁵⁹ VARILLAS, *op.cit.*, p. 208-209.

1945. En dépit de certaines réticences des protagonistes, ces arbitrages furent présentés et acceptés à Lima et Quito en juillet 1945, alors que le Président péruvien était sur le point d'être remplacé et que Velasco Ibarra avait déjà remplacé Arroyo del Río en Équateur. Velasco et son chancelier s'étaient empressés de déclarer après la Révolution de 1944 qu'ils respecteraient les engagements internationaux du pays, donc le protocole.¹⁶⁰ Ces arbitrages tranchaient une grande partie des différends et mettaient en place un mécanisme pour résoudre ceux qui persistaient. Ce fut un grand pas en avant dans la démarcation, considéré comme tel par les observateurs, mais il fallut encore quatre années pour terminer le labeur.

Le résultat de ce travail de titan est impressionnant. En quelques années, près de 1500 km de frontières ont été reconnus et démarqués. Aux endroits stratégiques ont été érigées des bornes de ciment ou de pierre, dont les positions triangulées ne laissent plus place à l'équivoque. Dans le secteur occidental, ce sont ainsi 99 bornes qui jalonnent les 631 km de frontière. Dans le secteur oriental, on en dénombre en moyenne une tous les 15 km, et souvent une sur chaque rive de fleuve que la frontière traverse. Pour matérialiser plus encore la séparation frontalière, la ligne ainsi démarquée devait être régulièrement débroussaillée sur 10 à 15 mètres d'épaisseur pour constituer une sorte de chemin, mais après une première tentative dans la partie amazonienne, la végétation repoussa si vite et si densément que l'idée fut abandonnée. Certains aménagements ont été titanesques. Dans le secteur occidental, les eaux d'un fleuve ont été détournées pour éviter les changements de lit. Quelques transferts de garnisons ont eu lieu, de même que certaines zones faiblement peuplées sont ainsi passées d'une souveraineté à une autre. Certains habitants qui se considéraient péruviens ou équatoriens furent subitement des citoyens du pays voisin, mais il semble que cela ne concerna que très peu de personnes. Dans l'ensemble, McBride considère que la nouvelle frontière respecte en grande partie la frontière « traditionnelle » ou « naturelle » entre les deux pays, en suivant souvent le tracé du *Statu Quo* de 1936.

D. « Bonne » et « mauvaise » frontière

McBride est dithyrambique sur cette frontière. Celle-ci serait la meilleure possible. Elle respecterait à la fois l'histoire et la géographie du lieu. Elle n'impliquerait pas de transfert massif de populations ou de ressources. Il lui accorde par ailleurs une signification modernisatrice, continentale et quasi mystique. Avec le tracé de la dernière frontière, le dernier

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 194. Et ce malgré l'emprisonnement de l'ex-chancelier Tobar Donoso accusé d'avoir outrepassé sa fonction à Río.

grand litige territorial du continent fait désormais partie du passé. « Le Nouveau Monde est devenu « vieux » », conclut l'optimiste géographe.¹⁶¹ Les motifs de conflits violents disparaissent selon lui. « Les fabricants de futures guerres entre les nations d'Amérique Latine devront chercher d'autres motifs », s'exclame-t-il.¹⁶² L'ordre peut désormais régner à l'intérieur de chaque République, qui est libre de développer son économie interne et les échanges pacifiques avec le voisin. Les territoires orientaux désormais cartographiés et connus sur tout le continent peuvent maintenant être exploités de manière optimale, même s'il reconnaît des difficultés futures. Le discours du géographe présente donc l'existence d'une frontière clairement démarquée et reconnue comme la solution miracle à tous les maux d'Amérique du Sud. Ce discours était sans doute partagé par ses collègues.

Pourtant, le processus n'a pas tout à fait abouti. En 1949, encore 10% de la frontière attendait une démarcation effective. Les travaux qui continuent de moins en moins vite dans les deux années suivantes ne permettent pas d'y mettre un terme. Deux secteurs constituaient la pierre d'achoppement. D'une part, dans la région des lacs (Lagartococha) près de la frontière colombienne, Péruviens et Équatoriens sont divisés sur l'identification des sources du fleuve. D'autre part, à l'opposé de la grande forêt, sur le versant oriental des Andes entre les ríos Zamora et Santiago, le traité prévoyait de faire passer la frontière par la ligne de partage des eaux entre ces deux fleuves, c'est-à-dire par la cordillère du Condor. C'était alors une des régions les plus mal connues de la frontière et il fallut des moyens considérables pour la cartographier. Au final, il s'avéra que la cordillère n'était pas orientée comme le pensaient les négociateurs à Rio, et même que le río Cenepa remontait tant au Nord qu'il créait une seconde ligne de partage des eaux. Dans ces conditions, le gouvernement équatorien s'appuya sur ce fait pour proclamer l'impossibilité d'exécuter le protocole. La frontière resta indéfinie sur environ 80 km jusqu'à la fin du XX^e siècle. Ce genre de confusions géographiques étaient pourtant légions dans le traité, et avaient été surpassées par un arbitrage décidé et un esprit constructif des deux parties qui avaient parfois accepté des concessions territoriales importantes pour y parvenir. C'est le climat politique de l'Équateur qui avait changé. Dès 1942, des voix s'élevaient contre le traité de Rio. Il fut par la suite présenté comme un traité injuste contracté sous la menace. La chancellerie à partir de 1947 développe l'argument de la révision du traité et en 1949 de l'impossibilité de l'exécution (*inejecutabilidad*). Dans les années suivantes, les relations bilatérales qui s'étaient normalisées dans la deuxième moitié des années 1940 se dégradèrent à

¹⁶¹ MCBRIDE et YEPES, *op. cit.* p. 203.

¹⁶² *Ibid.*, p. 205.

nouveau, alors que l'Équateur était présidé par Galo Plaza et le Pérou par Manuel Odría. L'Équateur tenta de recourir aux nouvelles organisations des Nations Unies et de l'Organisation des États Américains. En 1960, c'est la thèse radicale de la nullité qui est mise en avant : l'Équateur ne reconnaissait pas du tout le traité, une position que maintint longtemps l'Équateur, même si elle fut nuancée par Velasco qui l'avait lui-même promue, par les thèses de la « transaction honnête » et de « l'application mais sans validité » à partir de 1967 et 1968.¹⁶³ Ce n'est qu'en 1995, après deux affrontements armés supplémentaires (1981 et 1995) que l'Équateur reconnut pleinement le protocole de 1942 et que la démarcation des secteurs de Lagartococha et de la Cordillère du Condor put être menée à bien en 1999.

Conclusion

La séquence diplomatique qui encadre l'escalade, la guerre et sa résolution constitue à la fois pour les acteurs un aboutissement et un laboratoire. C'est d'abord un aboutissement. La pensée politique américaine peut être friande de grandes odyssées téléologiques. La fin de la Guerre froide était annoncée comme le signe de la fin de l'histoire.¹⁶⁴ En 1942, un sentiment semblable s'est emparé de tous les acteurs qui gravitaient autour du différend frontalier. La signature du protocole signifiait – pensait-on – la résolution du dernier conflit territorial d'importance sur le sol américain. En un sens, ils n'avaient pas tort. Elle annonçait avec exactitude l'approfondissement des relations entre les nations de l'hémisphère occidental au sein d'une entité géographique devenue pendant la Seconde Guerre mondiale une véritable entité politique et culturelle. Jamais les relations au sein des Amériques n'ont été aussi approfondies que pendant cette courte période, à l'exception de l'Argentine.¹⁶⁵ Les dissensions qui surgirent à partir de la fin des années 1940 eurent principalement trait non à des litiges territoriaux mais à des divergences idéologiques. Bien sûr, il y a encore des tensions et des conflits territoriaux. La Bolivie réclame son corridor maritime, l'Argentine s'est battue pour les Malouines. Bien sûr, l'immobilisation du processus de démarcation laissa l'interstice pour deux autres affrontements armés entre le Pérou et l'Équateur. Mais ce ne sont à tout prendre – et tout respect gardé pour les victimes de ces affrontements – que les miettes des controverses

¹⁶³ VARILLAS, *op. cit.*, p. 219-264.

¹⁶⁴ FUKUYAMA Francis, « The End of History? », *The National Interest*, 1989, n° 16, p. 3-18.

¹⁶⁵ En particulier dans le domaine culturel mais aussi dans la défense. SADLIER, *op. cit.* ; LEONARD Thomas M. et BRATZEL John F., *Latin America During World War II*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield Publishers, 2007.

passées. La séquence de configuration territoriale des nations, qui commença avec les indépendances, s'était véritable close. C'était un aboutissement non seulement chronologique mais encore mystique pour les contemporains. Le discours des experts qui considère le processus de paix et de démarcation comme une modernisation sans retour dans une perspective unilinéaire du progrès tend à le souligner.

C'est ensuite un laboratoire de maintien de la paix. Il nous semble que le qualificatif de laboratoire requiert au moins deux éléments. Il doit s'agir d'expériences nouvelles et les résultats doivent être reproductibles. Or, dans cette perspective de nouveauté, les acteurs du système ont tout essayé, les anciennes comme de nouvelles techniques de maintien de la paix. Les solutions issues des conflits précédents ont été appliquées mais aussi modifiées quand elles menaient au blocage. Il y a donc bien innovation. Il existe ensuite un caractère de reproductibilité. Les actions dans le différend frontalier sont pour leurs auteurs des expériences destinées à tirer un enseignement et éventuellement être répétées par la suite à une autre échelle. Dans ce domaine, il est évident que les experts de terrain ont cherché à parfaire leur fonction, à en tirer des conclusions pour une application future. Ils envisageaient donc la reproductibilité. Mais les leçons apprises dans les Andes ont-elles été effectivement utilisées dans d'autres conflits ultérieurs ? Sans pouvoir apporter une réponse définitive, on ne peut que remarquer que la culmination de la frontiérisation andine coïncide peu ou prou avec la création des deux grands organismes de maintien de la paix dans la région, l'ONU et l'OEA. Il faudrait effectuer un travail documentaire pour déterminer si et comment la référence au conflit andin a pu jouer dans les débats relatifs à la création de ces institutions. On peut néanmoins d'ores et déjà indiquer que la présence d'un Homero Viteri Lafronte, si imprégné de la controverse, aux toutes premières assemblées générales de l'ONU, ou la trajectoire de Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire Général de l'ONU (1982-1991) qui était entré au ministère des relations extérieures du Pérou en 1940 et ne pouvait donc ignorer le différend, laissent à penser que l'expérience acquise dans la difficile gestion de ce conflit a pu être mise à profit dans ces nouvelles institutions.

Deuxième partie :

Militariser les frontières

Chapitre 3 :

Militaires et civils sur le front occidental : la différenciation nationale à l'œuvre (1932-1944)

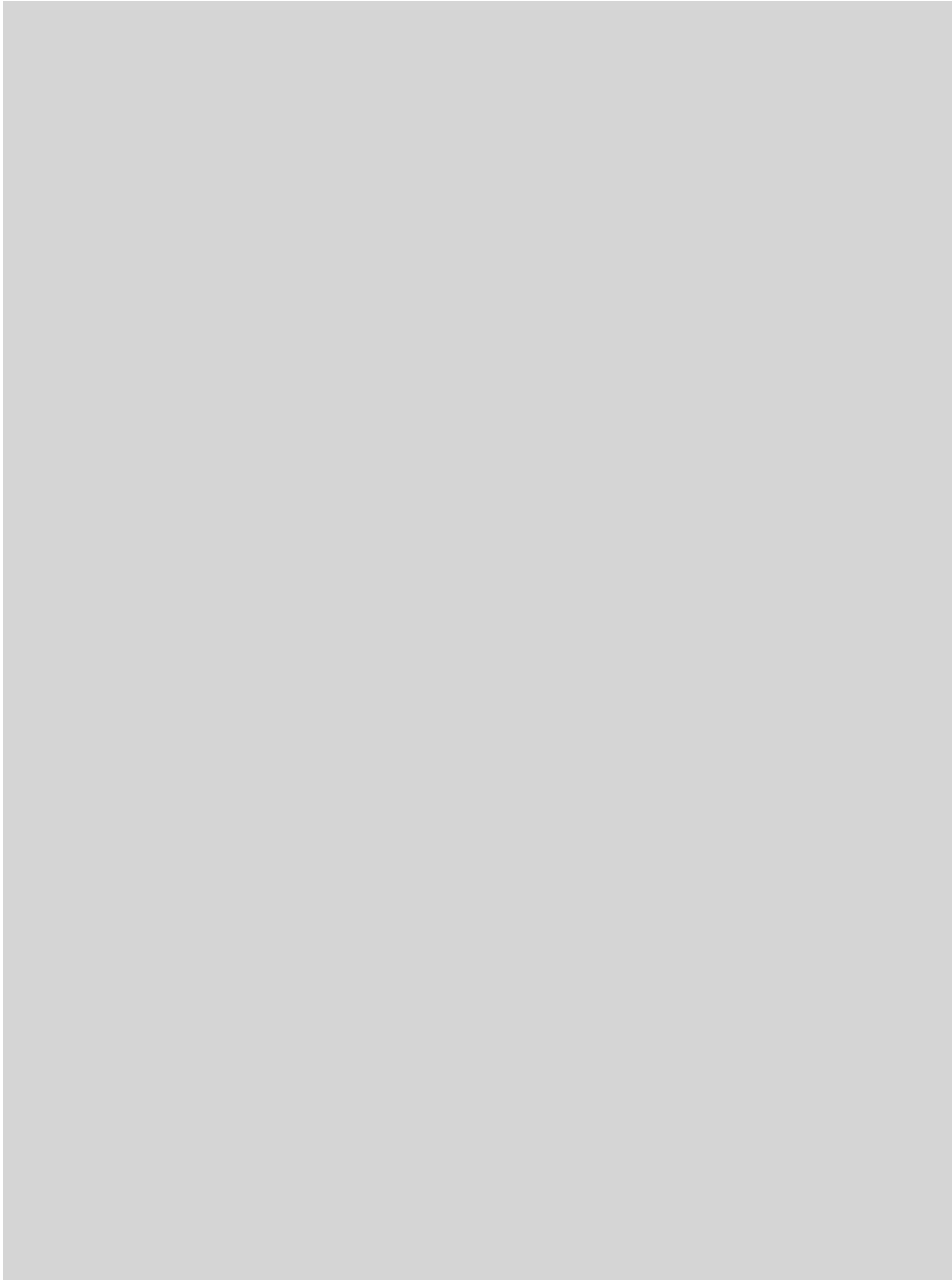
Ce chapitre étudie la militarisation et ses conséquences sociales dans la région frontalière située entre l'Océan Pacifique et la Cordillère des Andes (comprise). Parce que l'essentiel des opérations militaires y ont eu lieu durant l'affrontement de 1941, elle est la région sur laquelle se sont concentrés les commentaires, et l'on dispose de sources nombreuses. Pourtant, les études se sont en général cantonnées aux quelques mois encadrant la guerre, détaillant les batailles, les actes de bravoure et les résistances.

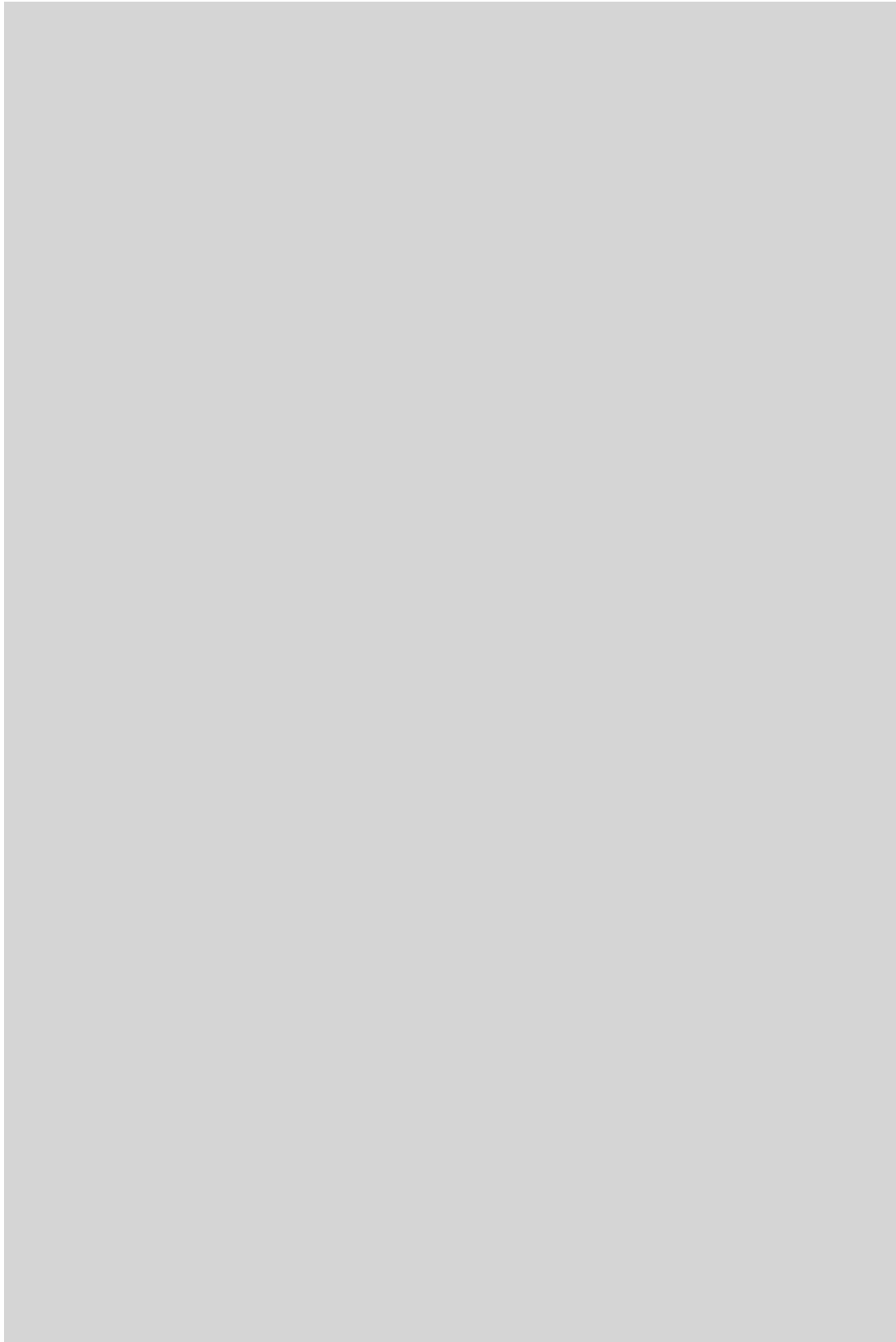
Au contraire, nous proposons un regard élargi. Au sein de la dizaine d'années étudiées, de la militarisation rampante aux conséquences directes de la guerre, ce n'est pas seulement le rapport entre les deux armées péruvienne et équatorienne qui nous intéresse, mais surtout le rapport de ces armées aux civils. Ces derniers ont eu à subir et à s'adapter aux tensions régionales auxquelles ils participent parfois activement et directement. Ils sont à la fois objets et acteurs de la militarisation. Nous nous attacherons à ce titre à démontrer que c'est la nécessité pour des États faibles de contrôler ces civils qui mène à l'accroissement des tensions entre les deux pays dans cette région. Cette tension a provoqué en retour une pression à la différenciation de deux communautés nationales bien distinctes de part et d'autre de la frontière. La spirale militaire aurait ainsi contribué à la création des nations.

Afin de prouver cette hypothèse, nous étudions d'abord les relations entre militaires et civils puis les relations entre les deux armées. Cette inversion fait sens avec les faits. Dans cette région plus traversée et relativement moins enclavée que l'Amazonie, c'est d'abord le contrôle des activités civiles considérées comme douteuses qui peuple les rapports des officiers en poste. D'ailleurs, une part importante de nos sources pour ce chapitre est d'ordre policière : c'est la garde civile péruvienne (et les carabiniers équatoriens, dont nous n'avons pas les rapports), chargée de surveiller la frontière sans déclencher d'incident militaire, qui est la plus présente.¹ La confrontation entre armées, si elle est constante et source de tension, ne prend de dimension dangereuse que très tardivement, vers 1940, notamment en substituant l'armée de terre à la police militarisée.

¹ Pour un aperçu des sources utilisées, voir le tableau analytique des incidents frontaliers en annexe p.832.

Figure 13 : La frontière mouvante du Zarumilla (photographies)





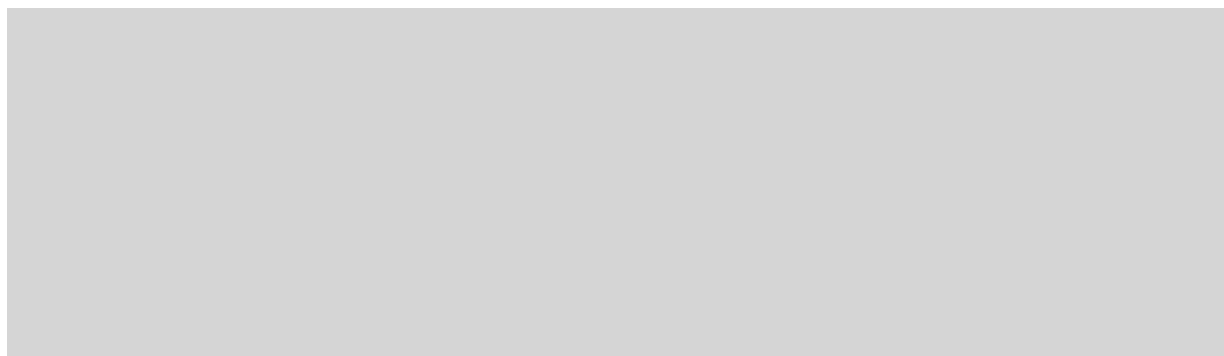
Source : AHMRE, T.5.3.1.3. Dirección de Límites. Notas recibidas y despachadas
La zone fluviale inondable est photographiée par la Commission mixte de 1936.

Une zone frontalière marginale mais intensément traversée

La région frontalière comprise entre l’Océan Pacifique et le Piémont oriental de la Cordillère des Andes, n’était pas beaucoup plus accueillante que les grandes étendues d’Amazonie, quoique de dimensions plus réduites et à la présence civile plus affirmée. Elle se divise au moins en deux zones au relief et aux climats différents, la côte et la montagne.

Passé le petit Archipel de Jambeli strictement équatorien, qui accueillait à peine plus de 500 âmes sur une douzaine d’îles envahies de mangrove, la zone de contact entre Péruviens et Équatoriens était parcourue par de nombreuses rivières au débit variant en fonction des saisons. Certaines, complètement sèches en période d’été, et donc praticables par l’homme, se gorgent des pluies abondantes de l’hiver (janvier-avril), réapparaissant subitement et rendant toute circulation voire présence humaine, impossible. Ce caractère marécageux rendait néanmoins la zone extrêmement fertile pour la culture du tabac.

Figure 14 : Une bande frontalière très boisée aux déplacements difficiles



Source : *Alerta en la Frontera*

Ces captures d’écran montrent les soldats péruviens en manœuvre dans la région au cours de la guerre.

Sur la frontière de fait stricto sensu, on ne trouvait pas de grandes agglomérations, tout au plus des localités de quelques centaines d’habitants, retirées de quelques kilomètres en deça de la frontière, comme la Huaquillas équatorienne ou la Zarumilla péruvienne. Les agglomérations d’importance, comme Piura, Tumbes et Talara chez les Péruviens, Pasaje, Santa Rosa, et Machala chez les Équatoriens, étant encore plus éloignées. La zone frontalière, sans être un *no mans land*, était donc d’une faible densité de population en raison de ce caractère inondable et du climat propice aux maladies tropicales, de la difficulté d’y accéder et de s’y déplacer, du couvert forestier.² En effet, le sol était entièrement boisé, tantôt dans les zones humides par une forêt tropicale dense, partie du « *bosque pacífico* » qui longe la côte américaine du Nord du

² DELER Jean-Paul, « Structure de l’espace entre Loja et Piura : continuité, transitions et différenciations transfrontalières », *Bulletin de l’Institut Français d’Études Andines*, 1991, vol. 20, n° 2, p. 279-294.

Pérou jusqu'à l'Amérique centrale, amenant les commentateurs à décrire la zone comme une *selva* impénétrable, tantôt dans les zones sèches par un « *bosque seco* » qui n'en est pas moins impénétrable. Outre le tabac, les habitants de cette région vivaient de petit commerce frontalier et d'un peu d'élevage bovin et caprin. On y échange aussi du riz, du cacao et du café produits un peu plus loin en Équateur contre des produits manufacturés péruviens ou du textile.

Figure 15 : Les ressources économiques des deux provinces équatoriennes du front occidental d'après l'état-major péruvien



Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978. Calque n° 44 (détail).

Passée cette zone tropicale, qui correspond, autour du fleuve Zarumilla, approximativement au contact de la région péruvienne de Tumbes et de l'Équatorienne de El Oro, le relief adopte une pente progressive pour monter vers les sommets andins. Les cordillères et les vallées alternent. La végétation se fait plus rare, la température baisse. On est là au contact de la province équatorienne de Loja et des départements péruviens de Piura, puis Cajamarca. La

région est certes montagneuse et peu peuplée, mais la « transversale de Huancabamba » a aussi été un axe d'échanges pluriséculaire, en raison de la difficulté de rallier la côte depuis la montagne à travers l'épaisse forêt.³ Le bétail et le petit commerce sont encore présents parmi des populations peu nombreuses, mais la région est également pourvoyeuse d'activités minières et d'orpillage dans les cours d'eau, et produit volontiers du café sur les contreforts humides. Du côté péruvien, Sullana en est le passage obligé, tandis que Macara est la ville équatorienne la plus proche de la frontière. On y trouve d'ailleurs un consulat péruvien.

De l'océan jusqu'aux sommets andins, tout le long de la ligne frontière *de facto*, qui s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres,⁴ la population civile résidente est donc assez rare, mais elle est bien présente et les échanges frontaliers incessants. Les agglomérations de l'arrière-pays et la côte propice au cabotage sont en effet les lieux de passages traditionnels entre les deux pays, suivant des logiques commerciales, familiales ou religieuses. Aussi les fêtes patronales et les foires annuelles déclenchent des pérégrinations massives à travers la frontière.⁵ Les données chiffrées du recensement péruvien de 1940 font apparaître que ces populations sont majoritairement blanches et métis.⁶ Du côté équatorien, la situation est sans doute similaire avec peut-être une plus forte proportion d'étrangers non issus du Pérou, comme le montrent les réclamations au moment de l'occupation militaire (chapitre 9). En tout cas, les armées ne se préoccupent pas dans cette région d'une éventuelle question ethnique qui aurait trait à des populations indiennes ou afro-américaines. C'est plutôt la question des étrangers qui inquiète. Il existe par ailleurs une proportion substantielle de nationaux installés de l'autre côté de la frontière. Le recensement péruvien de 1940 compte 547 citoyens équatoriens installés dans le département péruvien de Tumbes sur la côte, et 56 dans le département montagneux de Cajamarca⁷. De nombreux Équatoriens travaillent ainsi dans les installations pétrolières de

³ ALDANA RIVERA Susana, « De llave del reino y frontera a límite. Un ensayo sobre la Transversal de Huancabamba y su construcción como región entre dos países », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, avril 2018, 47 (1), p. 19-39.

⁴ En raison des discordances de définition de la frontière de droit et de fait entre les deux pays, il est impossible de calculer exactement ce chiffre, mais au cours de la démarcation qui a suivie, les secteurs côtiers et montagneux de la frontière représentaient plus de 600 km.

⁵ Voir le nombre impressionnant de fêtes religieuses présentées dans ALDANA RIVERA Susana, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador, entre la región y la nación » dans BONILLA Adrián (dir.), *Ecuador-Perú, Horizontes de la negociación y el conflicto*, Quito, FLACSO Ecuador, 1999, p. 169-187.

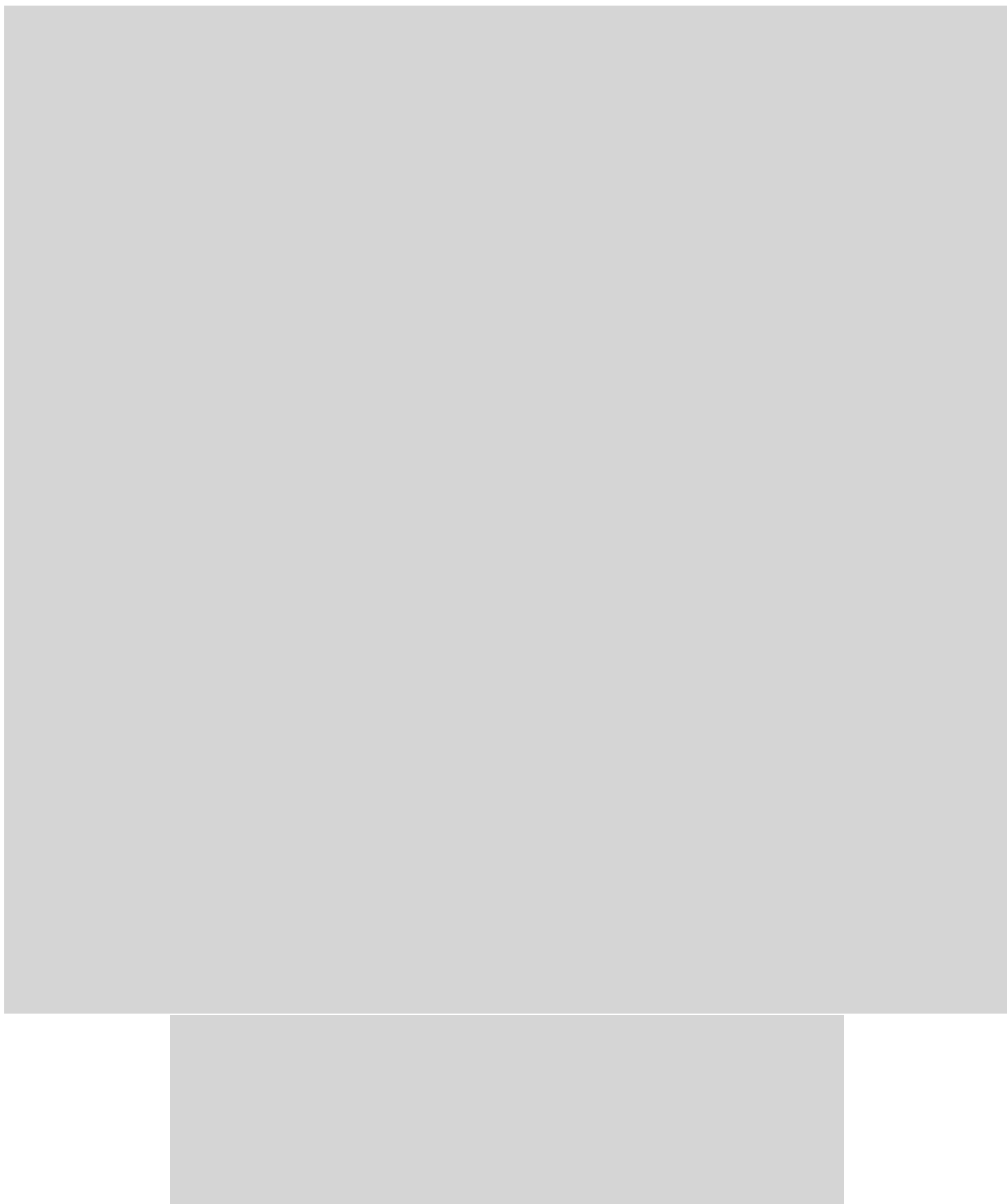
⁶ A Tumbes, il y a une immense majorité de « blancs et métis » en plus d'un petit pourcentage d'afropéruviens. A Piura, il y a 40% « d'indiens » et le reste de blancs et métis. Cajamarca est constitué de 20% d'indiens et le reste de blancs et métis. Dans ces régions, la langue castillane est largement dominante. Le recensement prévoyait originellement des catégories distinctes pour « blanc » et « métis » mais les difficultés rencontrées par les enquêtés qui s'autoassignaient une identité ethnique a mené les responsables à fusionner les deux catégories. REPÚBLICA DEL PERÚ, *Censo nacional de población y ocupación 1940. Primer volumen, resúmenes generales*, Lima, Ministerio de Hacienda y Comercio. Dirección Nacional de Estadística, 1944.

⁷ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969, p. 370-371.

Talara. Certains sont des notables, installés depuis des dizaines d'années, et les familles sont alors souvent plurinationales.⁸ Il existe donc un certain nombre de familles binationales et transfrontalières car ces habitants ont des liens familiaux et commerciaux avec ceux de l'autre côté de la frontière, empruntant des circuits pluriséculaires. Ceux-ci constituent alors un véritable problème pour les autorités nationales, en particulier les forces armées qui affirment leur présence dans la région.

⁸ Susana Aldana rapporte à ce sujet l'anecdote suivante : « contaba Ezio Garay, licenciado genealogista guayaquileño, que cuando niño, principios de los años 1960, el profesor de su colegio una vez había preguntado en clase cuantos de los presente tenían por lo menos un abuelo peruano y sino toda, la gran mayoría de la clase levantó la mano. Como vemos, al menos desde la región, no es pura retórica el que somos países hermanos ». ALDANA, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador... », art.cit., p. 2. Le numéro des pages citées de cet article ne correspond pas à la numérotation de la parution collective mais à la publication dans *Informativo Regional de Prensa*, Piura, vol 1 (3), octobre 1998, p. 1-16.

Figure 16 : Carte topographique et militaire de la région frontalière du front occidental



Source : RODRÍGUEZ Luis A., *La agresión peruana documentada*, 2^{ème} édition., Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1955 (1943)

I- Contrôler un territoire et sa population

La tâche des autorités policières et militaires dans la région frontalière de la côte et de la montagne est d'abord celle de toute autorité étatique : faire respecter la loi, pour les habitants et les marchandises. Or, dans un contexte de tensions internationales entre les deux pays, ces actions quotidiennes comportent une direction particulière et des implications qui les dépassent. Nous présentons ainsi les problèmes posés aux autorités avant de détailler les tentatives de solutions.

A. Policer des « criminels » et des « semi-sauvages »

Pour les autorités, l'enjeu était d'abord de contrôler les activités criminelles qui pouvaient se développer dans ces territoires à l'emprise étatique moindre. Cette criminalité peut être divisée au moins en trois catégories : celle des bandes armées, celle du ressort de la politique et celle du petit trafic de contrebande.

Concernant les bandes armées, il va sans dire que les hors-la-loi pouvaient user de l'opposition entre les polices des deux pays, commettant leur larcin d'un côté de la frontière, puis passant à l'autre. Ainsi en décembre 1938, l'Hacienda Lanchipampa, du côté péruvien, est attaquée. « Les assaillants étaient au nombre de 25, correctement armés de carabines, révolvers, machettes et d'armes tranchantes ». Ils détruisent la ligne téléphonique pour isoler les habitants et emportent leur butin du côté équatorien, où l'on perd leur trace.⁹

C'est cependant la question politique, plus que celle de la criminalité de droit commun avec laquelle elle se confond néanmoins, qui semble préoccuper les militaires, dont les relations avec l'APRA depuis 1932 sont d'une grande violence.¹⁰ Ainsi, depuis le ministère de l'Intérieur, on avertit le ministère de la Guerre de la présence des « frères Burneo Vargas, éléments pro-communistes, qui, sous la forme du sport et d'autres moyens, recherchent la formation de noyaux gauchistes ». La zone serait par ailleurs le nid de « mauvais éléments renvoyés des haciendas ».¹¹ La *Guardia Civil* justifie encore en 1939 l'installation d'un nouveau poste de police sur le Canchis pour assurer « un contrôle effectif et éviter que par ce

⁹ Néstor Banal, chef de la ligne d'Ayabaca, 5ème Commandement mixte de la garde civile, au capitaine chef du Troisième secteur Piura, 18 décembre 1938. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°103.

¹⁰ Pour les développements relatifs à ce mouvement politique, voir le chapitre 9.

¹¹ La phraséologie confondant apriistes et communistes est typique de la droite dure de l'époque. Sur l'APRA, voir le chapitre 11. G.Gamarra, directeur de l'Intérieur (*Director de Gobierno*) au ministre de l'Intérieur, « Informe del resultado de la visita del prefecto de Piura a los puestos fronterizos de Sullana y Ayabaca », 18 juillet 1938, *Col. doc.*, vol. 1, doc. n°82. Le préfet en question est Enrique Duturburu.

secteur de notre territoire national ne s'infiltrèrent non seulement des troupes et des colons équatoriens, mais aussi des éléments nationaux, qui se trouvent expatriés par leurs activités politico-dissolvantes [c'est-à-dire de gauche], ainsi que pour mettre fin à tout type de contrebandes qui par manque d'un sévère contrôle se déroulent impunément ».¹² Les Ingénieurs même soulignent à Casitas, la présence de six familles péruviennes dont les membres sont « presque tous fugitifs de la justice, qui ont cherché refuge dans ces lieux isolés de la *selva* ». ¹³

Enfin la contrebande, dont le spectre va du paquet de cigarettes qui ne paye pas les douanes, au passage de nuit en convoi armé, est une affaire des plus courantes dans la région. Le colonel Oscar Torres raconte ainsi :

« J'ai moi-même réalisé quelques achats d'articles équatoriens qui n'avaient pas payé d'impôts, comme des cigarettes, des cigares, des biscuits, des confiseries. Ces articles s'achètent au prix équatorien, avec simplement un supplément provenant du change arbitraire de la monnaie, les ventes étant réalisées en toute liberté. Quand les commerçants de la berge péruvienne de la rivière Macara n'ont pas ces articles, il suffit d'envoyer un [coursier ?] qui traverse la frontière et apporte tout ce que l'on veut ou peut acquérir. La contrebande est donc une chose courante et dont personne ne se préoccupe, sauf quand il s'agit de fortes quantités et quand le personnel réduit de la garde civile peut intervenir ». ¹⁴

La contrebande peut, en certains cas, avoir des implications plus mortifères et même des conséquences diplomatiques. Au congrès interaméricain de Panama en 1939, le chancelier péruvien Goytisolo se plaint auprès de son homologue équatorien de ce que la police équatorienne aurait assassiné des Péruviens à la machette, dans la région du Zarumilla. Renseignements pris, il s'agissait en réalité d'un fait divers impliquant la police, certes assez rocambolesque : une patrouille de gardes civils péruviens s'était trouvée nez-à-nez avec un convoi muletier de contrebandiers péruviens. Ils auraient dans l'échange de coup de feu qui suivit blessé et tué un certain Cedillo, vengé immédiatement par ses fils à coups de machette, tuant les trois policiers. Ce n'est qu'une semaine plus tard que les corps sont retrouvés, cachés entre des roches au milieu des bosquets. Quant au père contrebandier, Cedillo, enterré sous un faux motif, il est déterré, et sur son corps, les impacts de balles de carabines utilisées par les douaniers confirment l'ensemble de l'histoire, ce que l'un des fils avoue ensuite. ¹⁵ L'opération de police avait ainsi fleurté avec l'incident international.

¹² Général Luis E. Vinatea, commandant de la 1^{ère} Division, au ministre de la Guerre, « Informe sobre la instalación de un puesto de la Guardia civil en Chimara (río Canchis) », 22 mai 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°127.

¹³ A. Cabrera La Rosa et G. Petersen, « Memorandum del departamento de Petróleo sobre avances ecuatorianos en la frontera norte », 5 juillet 1935. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°1.

¹⁴ Colonel Oscar N. Torres V., Directeur des Études de l'École Supérieure de Guerre, « Memorandum Complementario de los informes elevados en 1937 y 1939, sobre reconocimientos efectuados en la región fronteriza del Departamento de Piura », 29 novembre 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°267.

¹⁵ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 30 octobre 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

Les régions frontalières sont, par la présence même de la limite internationale, le foyer d'activités illégales, dont la gravité varie selon les cas. Ces faits contribuent à la représentation pour les autorités d'une zone de non droit, d'une zone sauvage, où la « civilisation » et la « modernité » n'ont pas encore triomphé, et qu'il faut donc encore « civiliser ». On retrouve ce dédain dans le commentaire suivant du colonel Torres, sur le manque d'hygiène des habitants de la région :

« L'étendue région frontalière dont je m'occupe, est fréquemment menacée par la peste bubonique, quelques fois par la fièvre jaune et par la diphtérie, etc. ; et là-bas le paludisme fait de sérieux ravages qui minent le capital humain dans de grandes proportions. Il convient de noter, évidemment, que les gens de la région ignorent les notions les plus élémentaires d'hygiène et de prophylaxie. Même les propriétaires d'haciendas, dans une forte proportion, oublient et ignorent certaines règles élémentaires. Je pourrais citer, comme fait notable, le fait d'avoir été accueilli dans une chambre par un propriétaire d'hacienda dans laquelle je n'ai pas pu dormir car j'ai été attaqué par des milliers de punaises ; et dans une autre occasion il fut également impossible de dormir en raison du bruit et du va et vient tranquille de rats de toutes les tailles dans la pièce qui me servait de logement. S'ajoute à cela la nature des constructions (toit de chaume [*quincha*] dans le meilleur des cas, quand ce ne sont pas de simples cloisons de branches sèches, etc.) »¹⁶.

On perçoit dans le commentaire du colonel liménien un certain mépris pour ses compatriotes d'un autre monde. Les habitants de la frontière, quel que soit leur statut social, sont donc dans les rapports militaires, au mieux des citoyens de seconde zone à l'hygiène questionnable, au pire des criminels politiques et de droit commun. C'est dans cette attitude que s'enracine alors la nécessité de contrôler les passages à la frontière.

B. Contrôler les flux transfrontaliers

Face aux divers trafics et activités criminelles d'une population au patriotisme intrinsèquement douteux, il s'agit pour les autorités, en particulier policières, de contrôler les flux frontaliers, tout en permettant les échanges nécessaires à l'activité économique des compatriotes.

Un franchissement aléatoire et incontrôlable

Ce n'est pas toujours chose aisée. Le préfet de Piura, Enrique Duturburu, décrit ainsi le commerce et ses difficultés dans le piémont :

« L'échange commercial entre l'Équateur et les provinces du département, principalement d'élevage, est essentiellement le fait des agglomérations de l'intérieur de l'Équateur, comme Macará, Cariamanga et Amaluza, d'où l'on amène du bétail bovin à hiverner, et qui en grande partie est ensuite embarqué pour le Callao, apportant du département en échange des produits nationaux et des marchandises en bonnes proportions ; mais c'est un peu restreint

¹⁶ Colonel Oscar N. Torres V., « Memorandum Complementario... », doc. cit. Il est probable que ces conditions étaient propices à la maladie de Chagas, infection parasitaire silencieuse, endémique du continent américain.

par les difficultés qui se présentent pour franchir la frontière, car pour obtenir un passeport il faut aller jusqu'à Guayaquil ou au vice-consulat à Macara et les distances sont énormes. Virtuellement le préjudice est pour les provinces de Sullana et Piura ».¹⁷

Il pouvait donc être parfois difficile de franchir la frontière, en fonction des règlements et du zèle des autorités frontalières. L'évêque de Loja semble avoir fait les frais d'un tel zèle au cours d'un séjour en 1940, relaté par le consul équatorien de Paita. Le prélat est malmené avec sa suite par toutes les autorités péruviennes et souvent encadré par des hommes armés au cours de ses déplacements. Sa visite révèle en outre qu'à cette date, la frontière sur le río Canchis (Cajamarca) est complètement fermée, ce qui nuit aux habitants équatoriens qui n'ont de négoce qu'avec le Pérou. Ils ne peuvent plus écouler leur café suite à la destruction sur ordre d'un notable local de leurs radeaux qui servaient à traverser le cours d'eau.¹⁸

Outre les produits et les personnes, les animaux aussi pouvaient souffrir des restrictions et des tensions internationales. Ainsi, lorsqu'une garnison péruvienne exige le retour d'un âne détenu par un poste équatorien, le chef de ce détachement réplique sèchement que

« De tous les habitants du hameau Quebrada Seca j'ai reçu de constantes plaintes de ce que tout animal qui passe la Frontière Péruvienne ne revient pas dans les mains de son maître. Il n'y a pas 20 jours j'ai reçu une plainte du citoyen équatorien Albino Elizalde, dont l'une des vaches étant passée de sa propriété à la frontière, n'est pas rentrée malgré les nombreuses réclamations aux Détachements de votre Frontière ; ce cas étant le seul que je présente car, si je me promettais de vous faire toutes les réclamations que l'on m'a fait durant le temps de ma présence en ce lieu, je n'aurais pas assez de papier pour vous faire connaître tout ce à quoi je fais allusion plus haut ».¹⁹

Dans le cas de ces animaux, et les cas cités plus hauts, ce sont encore des initiatives individuelles, quoique récurrentes, qui sont à l'origine du contrôle ou de ralentissement des flux frontaliers. Les autorités des deux pays souhaitent cependant des solutions plus pérennes. Les différentes alternatives face à ce qui est considéré comme un problème grave sont ainsi d'ordre douanier, législatif et policier.

Des mesures locales pour faciliter la vie des habitants

Une des possibilités est alors un contrôle douanier plus strict, mais il y a un risque. Cela « déstabiliserait sérieusement la vie des petits villages de la frontière qui souffriraient de la pénurie et par conséquent du manque de bétail et d'autres subsistances, comme le café », avertissait le consul équatorien de Paita.²⁰ Par ailleurs, la mise en place de nouveaux postes de

¹⁷ G.Gamarra, « Informe del resultado de la visita del prefecto de Piura... », doc. cit.

¹⁸ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 30 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

¹⁹ Lieutenant Julio Arboleda, chef de détachement (Équateur), à Monsieur le garde civil du détachement péruvien, sans date (vers 1939). *Col. doc.*, vol. 1, doc. n°259.

²⁰ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 30 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

douanes pouvait être utilisée par l'adversaire pour prouver que la présence nationale était en réalité en-deçà de ce qui était officiellement proclamé. Le ministère des Finances (*Hacienda*) dont dépendent les douanes en Équateur, n'avait enfin clairement pas la capacité financière d'un tel contrôle systématique. Alors que le chancelier Tobar Donoso réclame un contrôle accru de l'archipel de Jambeli et de sa douzaine d'îles, contre la contrebande et l'espionnage péruviens, le ministre lui répond qu'il ne dispose que d'un seul bateau à moteur pour cela. Pis ! Le gouverneur d'El Oro informe que ce bateau a depuis longtemps cessé de fonctionner en raison d'avaries non réparées.²¹

Face à l'impossible clôture hermétique de la frontière, des tentatives de compromis entre les autorités des deux pays ont été plusieurs fois tentées, ce qui montre que les grands principes défendus bec et ongles au niveau national pouvaient être amendés pour maintenir des situations locales. Le conseiller de la chancellerie équatorienne Arroyo Delgado (qui avait été à la Conférence de Washington), fait le compte de ces mesures en 1941 : le 15 janvier 1935 est entré en vigueur un accord qui fait que les petits commerçants du Pérou et d'Équateur n'avaient plus besoin de passeport pour traverser, mais seulement de leurs documents d'identité et d'un certificat de bonne conduite. Mais d'après le conseiller, les autorités péruviennes en auraient abusé, laissant passer des Européens en Équateur qui n'entraient évidemment pas dans ce cadre. L'Équateur dénonça donc l'accord en janvier 1936. Mais sur place, les autorités frontalières équatoriennes continuaient d'accepter de tels documents, et les Péruviens s'en seraient servis d'ailleurs pour éloigner des éléments indésirables. La chancellerie équatorienne accepta alors, pour que les petits commerçants franchissent la frontière, de simples certificats du Bureau de l'*Inmigración y Extranjería*, pour autant que ce fut réciproque. Enfin, en 1940, les Équatoriens acceptèrent d'octroyer des visas (sur passeport) d'une validité de 48h pour circuler dans Tumbes, uniquement pour les habitants de la zone en litige mais non pour ceux des « localités distantes et proprement péruviennes ». À Piura, il cite des permis de quinze jours pour les commerçants. À El Oro, pour la *feria* de Santa Rosa, les permis spéciaux peuvent aller jusqu'à huit jours. Mais les Péruviens auraient encore abusé de tous ces dispositifs. Tout en maintenant le commerce frontalier qui permet d'éviter l'isolement, il recommandait donc de régulariser systématiquement la situation des Péruviens en zone frontalière, et d'expulser ceux qui ne pouvaient se mettre en règle.²² De ce rapide survol des mesures prises par les Équatoriens, on

²¹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre des Finances, 11 mars 1940 et 22 avril 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

²² Enrique Arroyo Delgado, conseiller juridique de la chancellerie, au ministre des Relations extérieures, 21 février 1941. AHMRE, T.5.3.1.5.

note que les dispositifs varient selon les régions et selon le degré de réchauffement entre les autorités nationales et locales des deux côtés, mais qu'il pouvait encore exister à la fin des années 1930 un accord sur la libre circulation des populations transfrontalières.

Zèle et renforcement des effectifs

Face à l'impossibilité d'interdire tout passage, sous peine d'asphyxier l'économie locale et de mener au mécontentement de la population, le contrôle de la frontière par la voie normative apparaît comme une chimère, d'autant que les accords entre les deux pays ne sont pas toujours respectés. Si en effet c'est le zèle des Péruviens qui est souvent souligné dans les documents, les autorités équatoriennes, quoique plus accueillantes généralement, pouvaient à l'occasion se montrer excessives. C'est le cas lorsque le chancelier Tobar Donoso rappelle aux carabiniers que les Péruviens qui traversent la frontière du Zarumilla pour se rendre aux foires de la région ne doivent pas être traités en vertu de la loi pour les étrangers mais des décrets spéciaux pour les frontières qui facilitent leur circulation. Il exige donc de relâcher les quatorze Péruviens qui avaient été arrêtés à Catacocha.²³ D'ailleurs, du côté des Péruviens, le chancelier accuse le gouvernement équatorien d'être à l'origine de l'échec de véritables accords bilatéraux dans ce domaine.²⁴

Puisque l'entente et la réciprocité dans les normes ne fonctionnaient pas, la dernière solution était de renforcer les effectifs aux points de passage, que ce soit des policiers ou des militaires. Tous les rapports militaires ou policiers sur l'état des forces à la frontière et les franchissements se concluent inmanquablement, ce qui serait trop long à citer, par la demande de renforcement des effectifs, de meilleures casernes et de plus de matériel, de création de nouvelles positions. C'est pour « contrôler l'entrée sur le territoire et éviter l'arrivée d'éléments pernicieux étrangers autant que nationaux » que le préfet de Piura réclame la construction d'infrastructures et d'une « Compagnie de Frontières » dans la région montagneuse de Sullana et Ayabaca, où seule une vingtaine d'hommes surveillent 350 km de frontière.²⁵ C'est pour mieux contrôler et expulser les Péruviens vivant en Équateur que les autorités équatoriennes exigent aussi le renforcement des postes de police.²⁶ Certes, il existe à ce niveau une différence entre les

²³ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 28 août 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

²⁴ CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 14 de setiembre de 1934- 12 de abril de 1936*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1936, p. XLV.

²⁵ G.Gamarra, directeur de l'Intérieur, au ministre de l'Intérieur, « Informe del resultado de la visita del prefecto de Piura a los puestos fronterizos de Sullana y Ayabaca », 18 juillet 1938, *Col. doc.*, vol. 1, doc. n°82. Le préfet en question est Enrique Duturburu.

²⁶ Major Lutgardo Proaño, chef du bataillon de carabiniers « Machala » n°3, à l'intendant de El Oro, 6 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

Péruviens qui font confiance à leurs forces de police pour se charger de cette affaire, et les Équatoriens dont les membres de l'armée semblent s'être beaucoup plus méfiés du travail des carabiniers. Toutefois, on note dans les deux pays que les autorités frontalières ont saisi l'opportunité du contrôle des populations civiles présentées comme potentiellement dangereuses, pour demander et obtenir à la fin des années 1930, un renforcement qui avait en réalité des implications géopolitiques.

II- L'impossible nationalisation totale des populations transfrontalières

« En plus des immigrations en grand nombre d'Équatoriens à notre zone frontalière, les autorités civiles, militaires, ecclésiastiques, etc. de ce pays [l'Équateur], réalisent systématiquement d'extraordinaires campagnes essayant de *dépérouaniser*, en employant à cette fin tous les moyens », ²⁷ s'insurgea en 1939 le colonel péruvien Felipe De la Barra. ²⁸ « Dépérouaniser » répond parfois dans les sources au terme « d'équatorianiser », et inversement. Les autorités ennemies ou amies sont alors considérées comme coupables d'immobilisme dans la lutte à mort pour nationaliser définitivement des habitants interlopes. Ainsi des maîtres d'écoles de Loja qu'il conviendrait de « sanctionner ». Ils s'étaient rendus coupable de laisser leurs écoliers s'équiper de cahiers scolaires (moins chers) en provenance du Pérou comportant des cartes correspondant aux prétentions territoriales péruviennes. ²⁹ Cependant, plus que les autorités, ce sont directement civils qui font l'objet de récriminations permanentes quant à la profondeur de leur nationalité. Leur sentiment est questionné par les autorités, et plus encore leur attachement légal aux registres de l'État national ou de l'Église, ce qui nous rappelle que l'histoire de l'identité est d'abord, dans bien des cas, une histoire des processus d'identification. ³⁰ Coupable indifférence ou propagande proactive de l'ennemi, les populations frontalières sont toujours à un cheveu de passer à l'ennemi, dans le cœur ou dans la loi. Sur ce point nous détaillons les possibilités de rattacher ces citoyens équivoques à la nation.

²⁷ D'après le dictionnaire Julio Casares, « insólito » peut signifier extraordinaire ou anormal, ce qui convient mieux à la situation qu'insolite. Colonel Felipe De la Barra, chef de l'état-major général, au ministre de la Guerre, 30 décembre 1939. *Col. Doc.*, vol.1, doc. n°279.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ C.A.Durango, ministre de l'Intérieur *par interim* (*Encargado de la Cartera*) au ministre de l'Éducation, 18 juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

³⁰ Voir sur l'histoire de l'identité vu à travers le prisme de l'identification les travaux de Gérard Noiriel, et en particulier NOIRIEL Gerard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration*, Paris, Points, 2006

A. Compter les nationaux : la bataille des registres légaux

À l'état-major péruvien par exemple, le chef de la mission française se montrait préoccupé par les pratiques de la région de Tumbes, affirmant :

« Il a été démontré que les dispositions de la Loi 8554, du 7 juillet 1933 qui règlemente la forme avec laquelle devront s'effectuer les inscriptions de naissance, mariages et décès des citoyens et des décès des citoyens péruviens résidents dans la zone limitrophe, ne s'appliquent pas dans certains secteurs de cette Région frontalière, situation qui mène à ce que les résidents de cette région, traversent la frontière et s'inscrivent sur les Registres de l'Équateur ». ³¹

La faiblesse de la bureaucratie nationale pouvait donc avoir comme effet de « perdre » des citoyens. Les États entendaient désormais mettre fin à cette situation qui perdurait depuis l'époque coloniale. Plus peut-être que les registres civils, ce sont les registres religieux qui préoccupent en ce sens les militaires péruviens. Un colonel de l'état-major entend ainsi « étendre le service religieux afin d'éviter que les habitants aillent dans les villages proches de l'Équateur pour les baptêmes et mariages parce qu'on y trouve toujours des prêtres qui font payer moins cher ». ³² Il réclame donc la nomination d'un curé (*parroco*) péruvien à Zarumilla. L'Église a beau lui répondre qu'il y en a déjà un, l'état-major insiste et souhaite la nomination d'un curé supplémentaire et jeune, car il devra se déplacer à cheval sur la ligne frontière qui n'a pas de bonnes routes.

Le problème est à son tour posé dans toutes ses dimensions par le Directeur des Études de l'École Supérieure de Guerre, qui s'est également illustré par un ouvrage sur la guerre en forêt tropicale ³³ :

« La hiérarchie connaît les sérieuses répercussions qui, dans la région de frontière, se produisent comme conséquence des actes paroissiaux donnant lieu dans beaucoup de cas à ce que les nationaux apparaissent dans les registres paroissiaux et municipaux du pays voisin. Il faut donc contempler ce problème à sa juste valeur afin d'éviter qu'une partie de la population de la zone frontalière puisse apparaître avec une nationalité distincte de celle qui correspond, de manière artificielle mais d'une certaine manière légale et en conditions de créer de vrais conflits de droit, autant public que privé.

Il faut noter que, dans la pratique, quand bien même les dispositions légales en vigueur prescrivent que les naissances et mariages soient inscrits sur les registres civils des mairies, cela n'est pas toujours faisable : que ce soit pour la circonstance spéciale d'une population éparse, à grande distance des sièges des organismes municipaux ; que ce soit en raison des déficiences d'organisation ou de fonctionnement de ces organismes ; que ce soit enfin en raison de l'ignorance d'une grande partie de cette population, dont la culture civique et légale la fait vivre presque en marge de la législation civile, dont elle méconnaît les normes fondamentales. La plus grande partie de cette population continue à vivre avec l'impression

³¹ Raymond Laurent, chef de l'état-major de l'armée (du Pérou), au ministre de la Guerre, 10 août 1938, *Col. doc.*, vol. 1, doc. n°88.

³² Colonel T. Iglesias, sous-chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la Guerre, 18 août 1939. *Col. doc.*, vol. 1, doc. n°227.

³³ TORRES V. Oscar N., *Las operaciones militares en terreno selvático*, Imprenta y Librería del Gabinete Militar, 1935.

que c'est l'acte religieux du baptême, la seule chose qui les intéresse ; croyant, au contraire que les normes qui régissent l'inscription civile, sont des questions faites uniquement pour leur créer des difficultés. D'autre part, étant donnée la dispersion de la population, celle-ci adopte une des solutions suivantes :

- ou elle attend l'arrivée d'un curé ou son passage dans les environs du lieu où elle habite pour baptiser ses enfants ou pour réaliser des mariages ;

- ou elle emmène ses enfants à baptiser au lieu le plus proche, quand bien même ce serait en territoire d'un autre pays.

Sans approfondir plus ces questions et me référant seulement à ce qui concerne le service paroissial, je citerai deux cas :

- les vastes districts de Suyo et Lancones, distants entre eux de 70 kms, en ligne droite, ne comptent qu'un curé qui réside à Suyo ; il doit parcourir plus de 150 kms, en passant par Sullana, pour aller d'un endroit à un autre. Cela donne lieu à ce qu'il ne se rende dans la région de Lancones que de temps en temps : tandis que de Lancones à Zapotillo (Équateur), il n'y a que 30 km par route.

- Les vallées circonvoisines d'Ayabaca dans un rayon plus grand que 40 km, ne comptent les services religieux que du prêtre d'Ayabaca.

Conséquence : beaucoup d'enfants ne sont pas baptisés ni inscrits, évidemment, sur les registres civils : tandis que ceux des régions proches de la frontière, sont emmenés à baptiser en Équateur, que ce soit à Macara, à Zapotillo, ou encore à Celica, etc. ».³⁴

Cette situation décrite pour la zone montagneuse et pour les Péruviens, était en réalité exactement similaire à la situation vécue par les Équatoriens de la zone côtière, comme le notaient les militaires de la commission mixte de 1940, qui répondaient d'ailleurs à la demande expresse du chancelier équatorien d'évoquer cette dimension dans leurs rapports :

« Le seul curé qui a à sa charge le service religieux des agglomérations de cette frontière, est le curé d'Arenillas. Les distances considérables entre Arenillas et les nombreuses agglomérations et l'insuffisance des revenus de la paroisse ne permettent pas audit monsieur le Curé d'exercer dans cette zone étendue de mission [...]. C'est et cela a été un fait courant parmi ces agglomérations que les habitants équatoriens, catholiques fervents, se tournent vers les villages péruviens, plus proches de leurs foyers que la paroisse d'Arenillas, pour baptiser leurs enfants. De ce fait résultent, comme il est facile de le comprendre, des affinités et des relations qui, plus tard, portent préjudice au sentiment et à la conviction patriotique ».³⁵

Un autre témoignage souligne enfin qu'au cours des grandes foires, des déplacements et baptêmes en masse pouvaient avoir lieu :

« Ce sont près de 300 enfants qui ont été emmenés au Pérou depuis nos zones de frontière, depuis le 19 mars, jour de saint José, jusqu'à la Semaine Sainte, pour être baptisés. Ce ne sont pas des enfants péruviens, ils sont tous équatoriens, dont les parents catholiques profitent de ces fêtes religieuses pour baptiser leurs enfants dans les villages de frontière ».³⁶

³⁴ Colonel Oscar N. Torres V., « Memorandum Complementario... », doc. cit.

³⁵ José Gabriel Navarro, chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, Arenillas, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A. Pinto et du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

³⁶ Colonel Luis Rodríguez, avril 1941. Citation inscrite sur un panneau du monument commémoratif de Santa Rosa (2016).

Face à cette situation, les autorités militaires équatoriennes demandent elles aussi la nomination de nouveaux prêtres, mais les autorités religieuses semblent avoir opposé une fin de non-recevoir. Trop cher pour l'Église. Cela pourrait aussi créer une concurrence sur la rente paroissiale, et diminuer les maigres revenus des curés. Le clergé local s'y oppose donc aussi. L'armée équatorienne obtient cependant gain de cause auprès du Président de la République. Arroyo del Río crée en effet quatre postes d'aumôniers militaires dans la région sud, dans le but explicite de « nationaliser » les populations locales. Ce décret du 22 juillet 1941, à la veille de l'offensive décisive du Zarumilla, intervenait cependant trop tard.³⁷

B. Affirmer la différence : la polarisation du sentiment national des civils

Il ne faudrait cependant pas imaginer que les populations transfrontalières sont tout à fait a-nationales. Navarro, qui pour sa commission mixte sur le Zarumilla a reçu pour ordre « l'amélioration de la condition de ses habitants, et de maintenir et renforcer ses liens avec la nationalité »,³⁸ décrit une atmosphère de croissante mésentente entre les populations de part et d'autre de la frontière, en lien avec la montée des tensions internationales :

« En dépit de toute amitié traditionnelle et de la situation même de liens de famille, le manque de confiance se propage chez tous ; et Tumbesinos et Orenses [habitants des régions de Tumbes, péruvienne, et de El Oro, équatorienne], par exemple, se regardent avec une méfiance appuyée qu'ils n'avaient pas jusqu'à peu. [...] Si des Équatoriens travaillent dans le commerce dans les villages de l'autre côté du Zarumilla, des Péruviens occupent dans les nôtres des postes dans l'Administration Publique [...] [Dans les journaux de Guayaquil et de Quito ont été publiées] des listes immenses de Péruviens employés dans cette seule province. Cette situation des Péruviens ne préoccupait pas beaucoup l'attention des Équatoriens jusqu'à peu lorsque les Péruviens ont commencé à être hostiles à nos nationaux qui se trouvaient de l'autre côté de la frontière [...] Les expulsions d'Équatoriens du Pérou se sont succédées ces derniers mois de manière alarmante [...] Alors que ceci se passe avec les Équatoriens dans la province péruvienne de Tumbes, les Péruviens entrent dans celle équatorienne de El Oro, et en sortent, quand ils le veulent, avec la plus grande des facilités. »

Navarro note ainsi des comportements agressifs des Péruviens envers leurs voisins : « Quand quelques milliers d'Équatoriens sont allés à la foire du 8 décembre passé à Tumbes, ils trouvèrent de grandes pancartes réparties dans les rues de la ville qui portaient l'inscription : « Nous ne voulons pas d'hôtes indésirables » ou d'autres analogues ». ³⁹

Si l'ancien chancelier en prend ombrage, accusant le contraste avec le bon accueil que

³⁷ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2012, vol.5., p. 224.

³⁸ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations extérieures, « Instrucciones para la comisión que va a la frontera de las Provincias de Loja y el Oro », 26 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

³⁹ José Gabriel Navarro, Chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 21 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5.

feraient les Équatoriens aux Péruviens à El Oro, il notait dans des communications précédentes que dans la région frontalière équatorienne, « ces villages haïssent le voisin et vivent dans l'attente de l'heure de la vengeance [...]. Ils sont belliqueux et intransigeants dans leurs exigences ».⁴⁰ Ou encore qu'ici « dans cette province l'on dit que chaque fois que vient quelque chargé de mission de Quito pour régler les questions limitrophes, on offre quelque chose au Pérou »⁴¹. Le mépris était donc partagé de part et d'autre de la frontière, et d'autant plus acerbe que le terme de voisin peut dans cette région renvoyer à une appartenance communautaire, ici reniée.

Un épisode impliquant un curé équatorien vient d'ailleurs souligner l'implication et la responsabilité des populations civiles dans certains incidents. Le consul équatorien de Paita informe ainsi son ministre :

« Un curé nommé Betancourt avait fait irruption en un lieu qui se nomme Río Blanco-Chuquito, dans le secteur de Huancabamba, sur les terrains d'habitants péruviens ; d'après les autorités péruviennes de Piura, ledit curé a exécuté son action accompagné d'Équatoriens et de soldats équatoriens armés - c'est la version de la Police de Piura - qui ont imposé aux Péruviens l'obligation d'évacuer les terrains, ou à défaut de payer une redevance mensuelle de dix soles ou quelque chose comme cela ».⁴²

Les autorités péruviennes, furieuses de l'incursion du curé, auraient envoyé une commission de topographes militaires pour lever les plans du secteur, envisageant de créer une position militaire, et rechercheraient activement ledit curé. Ce dernier est démasqué : il s'agit du curé paroissial de Zumba, village des contreforts amazoniens de l'Équateur, qui avait d'ailleurs entraîné ses ouailles avec lui.⁴³ Ces fidèles seraient d'ailleurs depuis en mauvais termes avec leur curé, ayant été impliqués dans une situation aux conséquences graves. La chancellerie de Quito par ailleurs demande à son supérieur, l'évêque de Loja, de sanctionner fermement le curé.⁴⁴ Dans cette affaire, c'est bien une initiative individuelle appuyée par des civils, et non des militaires, qui a été à l'origine d'un incident international. Ainsi les civils de la région frontalière ont participé à la différenciation nationale par la polarisation de leurs sentiments, sans que les autorités n'en soient toujours l'origine unique.

⁴⁰ José Gabriel Navarro, Chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 17 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

⁴¹ José Gabriel Navarro, Chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 4 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5.

⁴² Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense, 8 juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

⁴³ Ce cas est à la lisière des secteurs occidentaux et orientaux que nous avons définis, entre l'Amazonie et la montagne. Il aurait pu figurer dans un autre chapitre, mais nous avons fait le choix de la placer ici parce qu'il s'inscrit dans le cadre de la différenciation nationale revendiquée par les habitants eux-mêmes.

⁴⁴ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 27 juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

C. Expulser les non nationaux

Une dernière possibilité pour différencier et uniformiser les populations est d'éloigner les indésirables, notamment lorsqu'il s'agit de ressortissants juridiquement étrangers. C'est ce que souhaite rétablir le chancelier Tobar Donoso en 1940, interdisant aux non nationaux de détenir des terres dans une bande de 50 km à partir de la frontière.⁴⁵ Malgré les dispositions législatives, la police note que des Péruviens possèdent effectivement des terrains du côté équatorien.⁴⁶ Du côté péruvien, nous n'avons pas trouvé de disposition similaire, mais il existe bien une loi qui interdit aux non nationaux l'installation autour des bases militaires, nombreuses dans la région. Surtout, il semble que les années 1939-1941 ont connu un renforcement des mesures d'éloignement des non nationaux, des mesures qui se répondent et qui correspondent au souhait d'Arroyo Delgado exprimé plus haut de « régulariser » les situations.

Par exemple, en septembre 1940, est porté à la connaissance du gouvernement péruvien le cas suivant :

« Un abus a été commis par le Chef de l'Émigration [sic] Équatorienne du canton de Macará sur la personne du citoyen péruvien Emilio Zaavedra Núñez, de 54 ans, agriculteur marié qui depuis 10 ans réside audit canton de la République voisine de l'Équateur ».

Pour rester sur les terres que lui a léguées son père, l'agriculteur en question doit en effet s'acquitter des frais d'un Carnet d'Étranger (*Carnet de Extranjería*) pour lui et ses quatre enfants, ce que le montant élevé ne lui permet pas de faire, « devant en cas de ne pas pouvoir payer ces sommes d'argent jurer fidélité au drapeau équatorien ou quitter le territoire ».⁴⁷ La logique est ici assez limpide : partir ou clarifier sa loyauté nationale.

Une même méfiance peut être à l'origine de certains rapports des services secrets de Quito sur des populations suspectes dans la région. Les services trouvent par exemple étrange le nombre élevé d'étudiants étrangers et péruviens à Cuenca, dont l'âge trop avancé et les dépenses disproportionnées avec leur statut, tendent à les désigner comme espions.⁴⁸ Ces comportements ressortent cependant de doutes ou d'actions apparemment individuelles. Au Pérou en revanche, il semble avoir été mis en pratique à partir de la fin de l'année 1940 une politique systématique d'éviction des Équatoriens du Nord du pays, à en croire le Consul

⁴⁵ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au président de l'Honorable Chambre des Députés, 24 août 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

⁴⁶ Major Lutgardo Proaño, chef du Bataillon de carabiniers « Machala » n°3, à l'intendant de la province de El Oro, 6 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

⁴⁷ Felipe De la Barra, chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la Guerre, 10 septembre 1940. *Col. doc.*, vol. 2, doc. n°395.

⁴⁸ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », « estrictamente confidencial », 16 juin 1936. AHMRE, T.5.1.16.

Naranjo qui certes a tendance à exagérer ou à être désinformé. Il alerte ainsi dès le 20 novembre 1940 de la volonté dans la région de Piura de « nettoyer la frontière de tout citoyen équatorien résidant sur la ligne ou dans ses proches villes et villages », dans un contexte d'opinion publique locale très remontée contre les voisins.⁴⁹ Il informe ensuite d'une campagne de presse dans un journal local à l'encontre d'un médecin équatorien à la clientèle nombreuse, C.Mora Peralta, et informe qu'autour de la base militaire de Talara, les autorités péruviennes ont refusé de renouveler les carnets d'étrangers uniquement aux Équatoriens. Certains compatriotes pourtant en règle auraient même été expulsés.⁵⁰ Il précise en décembre que ces cinquante Équatoriens vivent et travaillent à Talara et Negritos pour *The Intr. Petroleum Co.* « Parmi eux il y a aussi des commerçants bien établis avec un bon capital et des attaches commerciales. Ils se sentent menacés. Seuls. Et ils ne croient pas à la protection des Autorités péruviennes ». Ils auraient même demandé protection et asile au Consul du Chili à Talara, dans l'impossibilité d'obtenir celle de celui de Piura, trop éloigné.⁵¹ Les mesures ont ainsi l'air grave et systématique, mais aussi portées par un climat nationaliste hostile.

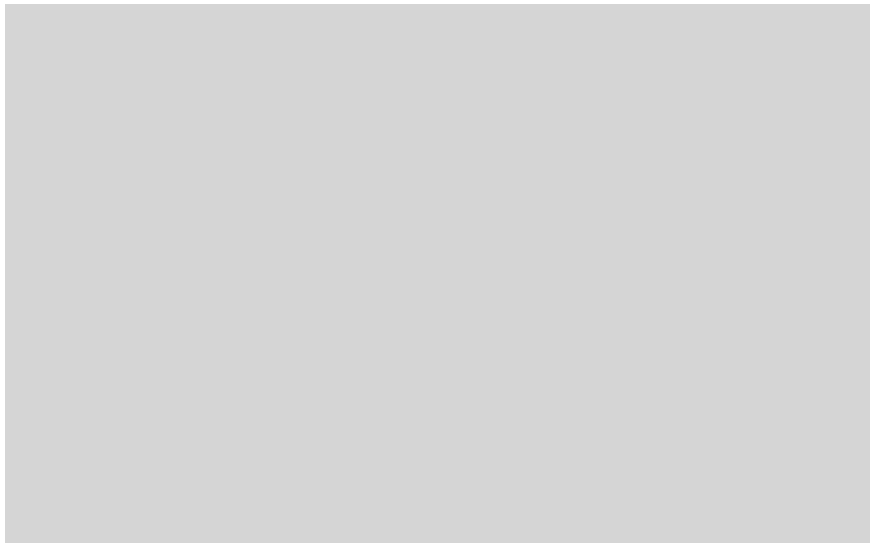
En effet ces mesures brutales et extrêmes, si elles répondent bien à la demande de régulariser et d'éloigner les indécis, n'interviennent qu'à la fin de l'année 1940, alors que les relations entre les deux pays se dégradent très fortement. Elles prolongent cependant la volonté de contrôle de la part des deux pays au cours de la décennie des années 1930, qui s'ajoute à la tentative de nationaliser les habitants.

⁴⁹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 13 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

⁵⁰ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 18 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

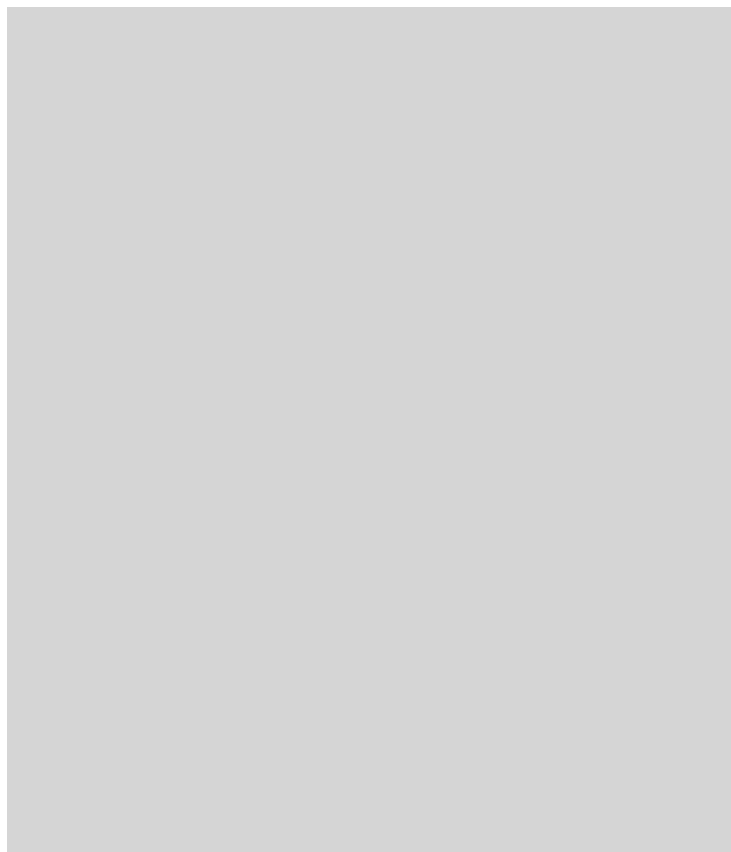
⁵¹ *Ibid.*

Figure 17 : La zone disputée d'Aguas Verdes en 1935



Source : *La Prensa*, 23 mai 1935.

L'orientation et la localisation semblent fantaisistes pour ce croquis publié dans la presse péruvienne, mais dénotent la publicité accordée à ces détails géographiques dans les médias de masse. D'ailleurs, le croquis est envoyé par le ministre français au Quai d'Orsay pour expliquer le différend à sa hiérarchie.



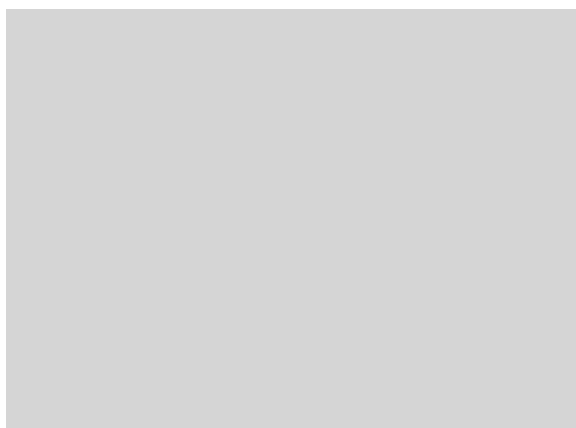
Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978. Calque n°3 (détail)

L'encadré délimite approximativement l'espace du premier croquis.

III- La colonisation agro-militaire des planteurs de tabac : le brouillage des enjeux militaires et civils

Dans le territoire contesté entre les deux nations, la possibilité de déclencher des incidents internationaux par une présence militaire trop affirmée, la nécessité d'autonomie des installations et la nécessité d'occuper le terrain, ont mené à des projets plus ou moins aboutis de colonisation agro-militaire, certes moins dithyrambiques que dans le cas amazonien, mais sans doute plus réalistes, soulignant que ces projets sont inhérents au processus de colonisation du continent américain, et non spécifiques à l'Amazonie.

Figure 18 : Un enjeu économique de la répartition territoriale : la production de tabac sur le Zarumilla



Source : SAINTE-MARIE Darío, *Perú en cifras, 1944-1945*, Empresa gráfica Scheuch S.A., 1945.



Source : *Alerta en la Frontera*

A. Des tentatives de compromis

C'est autour des planteurs de tabac, nombreux autour du fleuve Zarumilla dont les crues annuelles et le climat chaud et humide rendent la culture aisée, que s'est focalisé le débat. Conscients de ce que leur présence permet d'affirmer la souveraineté d'un pays, mais aussi de déclencher des incidents, les deux gouvernements avaient décidé au début des années 1930 de ne pas octroyer d'autorisation de cultiver le tabac dans la zone de Pocitos-Aguas Verdes.

En effet, les tensions dans ce domaine avaient commencé avant même les événements de Leticia. Ainsi en entre juillet et octobre 1932, les agents du Monopole (*Estanco*) équatorien auraient menacé les planteurs de la région, leur ordonnant de s'acquitter des droits équatoriens en échange de quoi l'État équatorien achèterait leurs récoltes. S'ils ne s'exécutaient pas, ils

risquaient de voir leurs plantations détruites. C'est ce qui se produisit effectivement quelques mois plus tard, ce qui mena à un épisode de fortes tensions. Les Péruviens mobilisèrent une trentaine de policiers, tandis qu'une vingtaine de civils équatoriens armés en profitaient pour détruire des plantations. Le préfet de Tumbes et le gouverneur de El Oro, ainsi que les chancelleries, qui étaient accaparées par la question de Leticia qui avait éclaté entretemps, parvinrent à un accord. Dans la « zone neutre » autour de Pocitos, il n'y aurait pas d'autorisation de cultiver le tabac, pour aucun des pays.⁵²

Mais en novembre 1935, la dénonciation d'une violation de la zone neutre par les Équatoriens (qui arrêtent les voitures péruviennes au passage de la frontière) offre aux Péruviens l'occasion d'accorder à nouveau des licences. Il s'agit alors bien d'occuper le terrain, comme l'explique le chancelier Concha :

« Il ne convient sous aucun prétexte que des policiers aillent à Aguas Verdes car notre but est que la possession effective de toute la zone comprise entre les deux lits s'exerce par l'intermédiaire des cultivateurs, sans que n'entrent dans ladite zone neutre des soldats et des policiers. Si le personnel du Contrôle à Aguas Verdes craint une agression équatorienne il peut donner des revolvers augmentant le personnel civil armé pendant que les forces de police continuent à Zarumilla et Bolsico ».⁵³

Le chancelier semble ainsi répondre au rapport d'un lieutenant de l'armée qui alerte sur l'état d'esprit des planteurs péruviens qui « se trouvent si effrayés qu'ils ne quittent plus leurs champs, ni les policiers qui les protègent de très près », et qui recommandait, en plus de la mise en place d'une « ligne de vigilance constituée par des postes de polices », de permettre « aux agriculteurs de la zone de frontière qu'ils puissent avoir des armes et ainsi se défendre des attaques qui seront très certainement menées ».⁵⁴

B. Armer et organiser les planteurs péruviens

Et en effet, les cultivateurs péruviens furent armés. En 1937 est nommé un Directeur Technique du Monopole et Mandataire spécial du ministère des Relations Extérieures à Zarumilla. La mission de Raymundo Quintana est de superviser la réoccupation des terrains, et le ministère confirme que « depuis son installation en 1937, les colons péruviens ont été dotés de pistolets et de balles et que dernièrement cette dotation a été renforcée ».⁵⁵

⁵² ALMRE, LEI-6-47, Legajo 571, « Correspondencia sobre incidentes de Zarumilla, 1932-1944 » (Diverses communications).

⁵³ Télégramme de Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, 19 décembre 1935. ALMRE, LEI-6-47, Legajo 571.

⁵⁴ L.E. Lizárraga F.D. au ministre de la Guerre, « Informe del Jefe del BZ1 al Ministro de Guerra sobre reconocimientos efectuados », 10 décembre 1935. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°15.

⁵⁵ Ministre de la Guerre à l'état-major général de l'armée, 12 septembre 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°232. Notons que l'usage de civils comme auxiliaires de l'armée est également encouragé par Ureta dans le secteur

Il pouvait ainsi en coûter de s'attaquer aux cultivateurs de tabac. Un sous-inspecteur de Tabac équatorien en fit les frais en mars 1936 lorsque ce coutumier de la destruction des plans de tabac péruviens, meurt au cours d'une de ces opérations. Une nouvelle charge équatorienne tue en rétorsion un Garde Civil péruvien avant que le corps de l'inspecteur Carlos A. Rodas ne fut déterré pour être rendu aux Équatoriens. Celui-ci avait dans cette affaire fait preuve d'une « imprudence téméraire d'attaquer des cultivateurs, ce qu'il avait fait sous l'influence de l'alcool dans laquelle il se trouvait car il buvait depuis déjà deux jours ». ⁵⁶

Quelques mois plus tard, un autre accrochage suggère la complexité qu'engendre la promiscuité de cultivateurs du tabac et d'autorités des deux pays. Un cultivateur péruvien, en raison du tabassage d'un camarade, notoire contrebandier de riz, aurait blessé à la machette un soldat équatorien transportant de l'eau au camp, alors qu'il était sous l'emprise de l'alcool. La délégation équatorienne de la commission mixte géologique demande alors des excuses aux autorités péruviennes, qui recherchent activement le cultivateur péruvien. Ces autorités soulignent cependant que le passage à tabac du contrebandier avait eu lieu sur la terre de l'Italien Giuseppe Rubino, « élément indésirable où se réunissent les cultivateurs de tabac », qu'il faudrait donc expulser. ⁵⁷ On voit bien dans cette affaire l'imbrication d'éléments divers et d'échelles variées : la proximité entre civils et militaires, l'alcool et la contrebande, la méfiance envers un étranger, le télescopage entre une rixe locale et des négociations diplomatiques internationales. Tout contribue à faire de la situation une poudrière.

En juillet 1939, après un nouvel incident impliquant la destruction de plants de tabac et la mort de deux Gardes Civils péruviens sous le feu de la police équatorienne (« incident d'Agua Verde »), le ministre de la Guerre du Pérou envisage même une organisation stricte, quasi militaire, des cultivateurs de tabac de la région. Il conviendrait ainsi de :

« 1-Réglementer de manière stricte la concession de licences pour la culture du tabac de manière à ce qu'elles ne bénéficient qu'aux agriculteurs de nationalité péruvienne vérifiée comme il se doit.

2-Encourager la croissance de la population civile péruvienne en parcellisant la propriété Zarumilla, car les actuels propriétaires de ce fonds le sont aussi dans la zone limitrophe de l'Équateur, ayant ainsi accaparé les zones de cultures.

3- Donner une organisation adaptée aux Péruviens planteurs de tabac dans la région afin qu'ils puissent d'une part contribuer à l'action des postes de police en cas d'urgence, et

montagneux où ils préconise de laisser les civils se servir de leurs armes de chasse ou de leur en fournir. Général Ureta, commandant du Groupement du Nord, « organización del sistema de vigilancia en el sector Huancabamba-Jaén », 20 février 1940. *Col. doc.*, vol.3, doc. n°590.

⁵⁶ Auteur non identifié. ALMRE, LEI-6-47, Legajo 571.

⁵⁷ Général César De la Fuente, ministre des Relations Extérieures, au président de la délégation à Washington, 30 décembre 1936. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

d'autre part s'imposer par la force face aux travailleurs équatoriens qui sont protégés par des troupes de leur pays pour pénétrer dans les champs de culture de nos co-nationaux ».⁵⁸

Il propose ainsi d'organiser les planteurs en groupes et sous-groupes, et de « doter chaque travailleur d'un pistolet », ce à quoi il lui est répondu, comme indiqué plus haut, que c'était déjà le cas depuis 1937. Dans le plan du ministre, les civils sont donc entièrement inféodés aux intérêts militaires, fidèles auxiliaires de l'institution martiale qui les utilise et qui les protège en zone frontière.

C. Militariser les plantations équatoriennes

Les Équatoriens ont eu les mêmes tentations, mais avec des objectifs légèrement différents. Eux-aussi soulignent les difficultés de cultivateurs déprimés par la possibilité de voir leurs récoltes arrachées par le voisin. C'est pourquoi le colonel Sotomayor, depuis le Gouvernorat de El Oro, propose au ministre dès 1933

« Qu'on les appuie inconditionnellement, même avec de l'argent, pour voir s'il est possible de couvrir tout le terrain du site Pocitos, parce qu'il y en a beaucoup qui souhaitent semer ; mais tous craignent qu'ensuite on ne leur donne pas les facilités ou l'appui nécessaire, dont ils ont naturellement besoin pour entrer dans les champs ».⁵⁹

Il faudrait donc, selon le colonel, les appuyer et interdire à tout Péruvien de semer dans la zone. Cependant, il semble avoir été beaucoup plus fréquent dans cette région pour les Équatoriens de placer des militaires sous l'apparence de civils. Ainsi, Tobar Donoso se félicite en 1940 auprès du ministre de la Défense du renforcement de la frontière, sans « le caractère d'agression militaire mais d'occupation pacifique et discrète de certains sites indiscutablement de notre territoire »⁶⁰ Les postes de Puerto Angulo, de Limón, et le Sitio Montecristi à Casitas seraient concernés. On sait par ailleurs que l'armée a envoyé des militaires déguisés en bucherons pour occuper le poste très contesté de Meseta del Caucho en 1941. Les Péruviens s'inquiètent d'ailleurs de cette stratégie, qu'ils appliquent à l'occasion dans l'*Oriente*, lorsque le consulat du Pérou en Équateur croit savoir en 1939 qu'une centaine de soldats afro-équatoriens d'Esmeralda auraient été envoyés, déguisés en planteurs de tabac, dans la province de El Oro, et que 2000 autres suivraient bientôt, installant télégraphes et nids de mitrailleuses.⁶¹

⁵⁸ Ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, 31 août 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°231.

⁵⁹ Coronel Sotomayor, Gouvernorat de la Province de El Oro, au ministre des Relations Extérieures, Machala, 6 mai 1933. AHMRE, T.5.3.1.5.

⁶⁰ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 7 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

⁶¹ La côte septentrionale de l'Équateur est en partie peuplée de populations afroéquatoriennes travaillant dans les champs. Dans l'effroi du Consulat péruvien, on peut sans doute percevoir un imaginaire de peur raciale pour des populations réputées plus sauvages que la normale, tout comme cela avait été le cas des Tirailleurs Sénégalais lors de la Grande Guerre. Consulat général du Pérou en Équateur, Rapports de juillet 1939. ALMRE, LEK-20-36, legajo 177.

Les projets équatoriens vont encore plus loin. Il s'agirait de coloniser la région de manière permanente

« Avec l'objectif que les détachements se convertissent en noyaux de populations ; ce qui pourrait s'obtenir par l'intermédiaire de constructions nouvelles et plus amples qui devraient être érigées idéalement en retrait de la ligne de position actuelle. Ces noyaux peuplés pourraient être adaptés, qui plus est, comme des centres d'approvisionnement, de renforts et de repos pour le personnel de la garnison ». ⁶²

Il s'agirait en effet de permettre une certaine autonomie et donc une permanence des postes, qui en période d'hiver sont complètement isolés des circuits logistiques. Enfin, d'autres rêvent d'une militarisation totale de la zone, ce qu'indique le conseiller de la chancellerie Arroyo Delgado :

« On a évoqué l'intérêt de donner un caractère militaire à toute l'administration de la zone frontalière, en faisant que dans le domaine civil, même en ce qui concerne l'immigration, la juridiction militaire soit large, en arrivant même à intégrer la juridiction religieuse puisque les curés de paroisse pourraient être des aumôniers de l'armée ». ⁶³

Cette militarisation totale de la vie civile frontalière n'a pas eu lieu, mais elle dénote une tentation. Les autorités centrales et les cadres de l'armée équatorienne sentaient le besoin de renforcer le contrôle sur la zone, ce qu'ils voyaient possible grâce à l'institution martiale.

En dépit du parallélisme entre Péruviens et Équatoriens, il faut donc souligner la différence entre des Péruviens qui se sont beaucoup plus appuyés sur les civils qu'ils arment et protègent, et les Équatoriens qui ont plutôt eu recours, sur le terrain ou dans le discours, à des militaires déguisés de civils. La raison en est peut-être que les champs cultivables se trouvaient plutôt sur le territoire contrôlé par les Péruviens. Cependant les projets tardifs des Équatoriens montrent que cette militarisation était plutôt un projet dont la mise en œuvre n'a que rarement suivi, contrairement aux Péruviens qui ont effectivement armé les civils.

Une différence notable avec la colonisation militaire imaginée en Amazonie (chapitre 5), est également l'échelle. Il ne s'agit pour le front occidental que de la zone restreinte d'Agua Verde. Le reste de la côte et plus encore la montagne ne sont pas véritablement concernés par ces projets. Cependant, ces programmes participent, comme dans le cas du contrôle du franchissement de la frontière, d'une prise en otage des civils, qui sont les agents d'intérêts nationaux et internationaux qui les dépassent de beaucoup.

Enfin, cette militarisation civile a alimenté un climat général de méfiance dans la région en

⁶² José Gabriel Navarro, Chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A. Pinto et du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

⁶³ Enrique Arroyo Delgado, conseiller juridique de la chancellerie, au ministre des Relations extérieures, 21 février 1941. AHMRE, T.5.3.1.5.

raison du secret dont elle s'entoure. Les administrations d'un même État n'étaient pas toujours au fait des actions discrètes menées par les nombreux ministères impliqués (la Défense, les Douanes, les Relations Extérieures, l'Intérieur). D'ailleurs, il existait alors une Direction des Terres d'Amazonie et de la Colonisation au sein du ministère du développement (*fomento y obras públicas*), qui ne semble pas avoir pris une part directe à ces opérations, ce qui tend à souligner la prépondérance militaire en ce domaine. La défiance se portait surtout à l'encontre des populations civiles, toujours accusées de faire le jeu de l'ennemi, tandis qu'il fallait protéger les « bons » civils, ceux qui permettaient d'étayer la souveraineté sur ces territoires. Ce cocktail de méfiance, de concurrence et de paternalisme, a aussi eu comme conséquence l'escalade militaire dans la région.

IV- Une militarisation tardive mais décisive

Si l'enjeu pour les autorités des deux pays était d'abord de contrôler les activités civiles, et que les cultivateurs étaient utilisés comme substitut de la souveraineté nationale, les effectifs armés sont bien présents dans la région. D'ailleurs, la région avait ponctuellement par le passé, constitué l'épicentre de la querelle entre les deux pays. C'est notamment autour du Zarumilla que la tension de 1910 se focalisa. Les deux pays mobilisèrent leurs troupes, et le Président équatorien Eloy Alfaro, à la tête de ces troupes de frontière, lança son fameux slogan « Túmbez-Marañón, ou la guerre ». Cette dernière avait été évitée de peu, mais la région pouvait épisodiquement revenir sur le devant de la scène, d'autant que c'est le principal point de passage entre les deux pays.

La présence militaire et policière y était depuis permanente et assignée à certaines fonctions. Dans un mémorandum écrit pendant la « Drôle de Guerre » de juillet 1941, le chef de l'état-major péruvien détaille au moins trois objectifs à cette présence dans la région : la protection des cultivateurs nationaux contre les intérêts du voisin, le contrôle des civils là où recensements et cadastres ne désignent pas efficacement les biens et les personnes, enfin le fait d'animer (« *dar vida* ») la région, en particulier dans la montagne.⁶⁴ Protéger, contrôler, impulser : derrière ces objectifs se construit une logique d'affrontement indirect avec les forces armées voisines, qui se transforme au cours de la décennie en un affrontement plus direct, plus

⁶⁴ Felipe De la Barra, chef d'état-major général de l'armée, « Efecto que podría tener la desmilitarización en un trazo de 15 km en la zona de Zarumilla-Cazaderos-Pilares-Marcará y Canchis, especialmente en lo que se refiere a puestos fronterizos », 18 juillet 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

systematique et plus dangereux pour la paix. Ce sont les ressorts de cette substitution que nous présentons.

A. Améliorer la condition des troupes

Les demandes de renforcement des deux côtés se fondent d'abord sur des justifications humanitaires. Il faut souligner que la vie quotidienne dans les postes de frontière était éprouvante. Le rapport en 1941 de deux officiers équatoriens, Pinto et Bolívar Gálvez, est à ce titre édifiant : la plupart des postes équatoriens se trouvent « dans des locaux improvisés, étroits, extrêmement antihygiéniques, les constructions non terminées », et se situent « en zone très malsaine » où frappe régulièrement le paludisme ; « 90 pour cent de ce personnel est affecté par le paludisme » d'après les auteurs, qui citent encore les « maladies intestinales, endémiques en ces lieux, provoquées par la mauvaise qualité de l'eau ». Pour traiter ces maladies, il y a « un manque absolu de médicaments », « il n'y a pas de médecin et les infirmiers manquent ». Pour l'aspect strictement militaire, les armes souffrent de l'humidité et des inondations. Si le moral des troupes est d'après le même rapport « flatteur », le manque d'officiers a pour conséquence que « certains des détachements sont commandés uniquement par des hommes de troupe », ce qui serait évidemment loin d'être favorable en cas de conflit.

La logistique est aussi un défi. Le transport du ravitaillement se fait à dos de mule quand il y en a, et en leur absence fréquente, c'est à dos de soldats sur des distances de plusieurs kilomètres qu'il faut transporter vivres et matériel. Les garnisons sont certes reliées par télégraphe et téléphone, mais les lignes sont souvent coupées par la rupture du fil ou le manque de piles. Même le courrier envoyé depuis Arenillas (la base centrale de la région) à Guayaquil se fait seulement le samedi, isolant la région du reste du pays, un isolement rendu quasi total en période d'hiver, en raison des inondations.⁶⁵

Le tableau précédent intéresse exclusivement les installations équatoriennes. Quid des Péruviens ? Ils étaient sans doute et de mieux en mieux pourvus en matériel et disposaient de connexions bien meilleures avec le reste du pays. D'après les Équatoriens cependant, il n'y avait pas de doute quant à leur moral en berne. L'ancien chancelier de Quito, Navarro, note ainsi en 1940 que les soldats péruviens sont « fatigués de la vie de campement ».⁶⁶ Le lendemain, il explique :

⁶⁵ José Gabriel Navarro, chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A. Pinto et de lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

⁶⁶ Commission équatorienne du Zarumilla (Navarro), au ministre des Relations extérieures, Arenillas, 16 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.1.5.

« Depuis que je suis ici, il m'a été donné fréquemment d'entendre des conversations de nos soldats avec leurs voisins des détachements péruviens, où ils expriment leur mécontentement de la vie de garnison de frontière, et cela se comprend : ces hommes ne sont pas compétents pour supporter le terrible environnement de nos montagnes tropicales, où en plus de la chaleur, se rassemblent des moustiques, des couleuvres, des vipères et mille autres bestioles, surtout en hiver, pour déranger l'homme ». ⁶⁷

Le constat est là mais l'explication doit évidemment être questionnée. Navarro réactive en effet le mythe de la supériorité morale du soldat équatorien sur le soldat péruvien, qui lui permettrait de contrebalancer l'ascendant numérique et matériel des voisins du Sud. Ainsi les soldats équatoriens, d'après l'ancien chancelier, « étant natifs de ces climats, se trouvent habitués à y vivre ». C'est la situation inverse de celle du front oriental où ce sont les Péruviens qui recrutent localement. Toutefois, il nous semble que ce différentiel dans le secteur occidental est largement exagéré dans le propos de Navarro, et les appels fréquents à militariser la frontière avec des populations afro-équatoriennes de la côte Nord du pays, censées être plus habituées aux rigueurs tropicales, en témoigne.

Enfin, peut-être pour atténuer ces rigueurs et surtout par la présence plus concentrée d'agglomérations dans la région, le contact avec des troupes avec les civils est plus régulier. Outre la proximité des cultivateurs qu'il faut protéger, des liens familiaux existent, puisque « dans les campements vivent les familles de quelques individus de la troupe auxquelles il est nécessaire d'apporter un traitement médical ». ⁶⁸ Comme en Amazonie, mais de manière moins développée apparemment, il y a donc aussi des familles. Une anecdote de la guerre, dont la véracité n'est cependant pas totalement certaine, mentionne d'ailleurs qu'au poste de Lechugal, un lieutenant équatorien, sur le point d'être capturé par les Péruviens, aux côtés de sa compagne qui l'avait suivi depuis Quito, préféra la tuer et se brûler la cervelle ensuite plutôt que d'être capturé. ⁶⁹

Les conditions de vie des troupes, quoique plus favorables qu'en Amazonie, étaient donc difficiles pour les deux camps. L'isolement, la maladie, les fatigues, obligeaient à un *turn over* assez rapide des effectifs qui devaient sans cesse être renouvelés, mais ne l'étaient pas assez. Les appels des officiers à relever plus souvent leurs troupes sont ainsi nombreux, et la situation matérielle n'est jamais jugée suffisante, ce qui a pu exacerber les conflits par exaspération, tout en justifiant un effort logistique et budgétaire susceptible d'accroître les tensions.

⁶⁷ *Ibid.*, 17 décembre 1940.

⁶⁸ José Gabriel Navarro, chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A. Pinto et du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

⁶⁹ MENDOZA Virgilio, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, Quito, Publicaciones Ecuatorianas, 1970, p. 99-102.

B. L'instrument du contrôle : police ou armée ?

Il faut cependant s'accorder sur la nature de cette présence « militaire ». S'agissait-il de l'armée ou de la police, et quelles en sont les implications ? Du côté des Équatoriens, on compte juste avant la guerre vingt-deux détachements sur 100 km, entre l'Océan Pacifique et le bras du fleuve Tumbes qui constitue la frontière de fait. Vingt se concentrent sur le Zarumilla, tandis qu'entre le Zarumilla et le Tumbes les deux restants sont des postes de carabiniers qui sont aussi présents dans la montagne.⁷⁰ Le corps des Carabiniers, créé en 1928 pour rassembler les forces de police du pays, était organisé selon une discipline et une bureaucratie militaires. Malgré les réformes des années 1930 destinés à professionnaliser le corps notamment grâce une mission chilienne à l'école de police, l'institution était souvent perçue en collusion avec le pouvoir politique.⁷¹ Le Président Arroyo del Río est accusé encore aujourd'hui de s'être appuyé sur eux pour affermir son pouvoir face à l'armée. Il est d'ailleurs exact que le corps fonctionna comme une police politique qu'il protégea jusqu'à la fin de son mandat. Le corps fut pour cette raison immédiatement supprimé à la chute du Président libéral en 1944 (chapitre 11). La concurrence entre les carabiniers et l'armée qui craignait d'être tout simplement remplacée a donc un substrat politique mais elle se manifestait aussi dans le travail concret du contrôle de la frontière, chaque camp se considérant plus compétent que l'autre. Ainsi des officiers de l'armée Pinto et Bolívar Gálvez qui considèrent que dans la région montagneuse, l'« aversion marquée contre les carabiniers » parmi la population serait la conséquence de leur inefficacité face aux menées péruviennes et de l'incompétence des officiers dont « la majorité manque de l'ascendant et de l'autorité nécessaire pour obtenir de leur troupe une obéissance satisfaisante, et eux-mêmes sont entièrement inefficaces ». Il faudrait donc selon eux les remplacer par l'armée, ou au moins les encadrer.⁷²

Du côté péruvien, la présence policière semble beaucoup plus affirmée sur la côte. Ce sont surtout des postes de la garde civile qui contrôlent et surveillent les postes de passages frontaliers, les installations de l'armée étant un peu en retrait. La garde civile du Pérou, depuis sa création en 1873, avait-elle aussi une structure nettement militaire. Sa réorganisation dans

⁷⁰ José Gabriel Navarro, chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A.Pinto et du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

⁷¹ POLICÍA NACIONAL DEL ECUADOR, « Breve síntesis histórica de la policía nacional del Ecuador », http://web.archive.org/web/20120617131257/http://www.policiaecuador.gov.ec/fileadmin/policiaecuador-repositorio/Archivos/BREVE_SISTESIS_HISTORICA_DE_LA_POLICIA_NACIONAL_DEL_ECUADOR.pdf, 17 juin 2012, consulté le 11 juin 2019.

⁷² José Gabriel Navarro, Chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 20 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5. Navarro cite le rapport du colonel Carlos A.Pinto et du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez.

les années 1920 confirma cette tendance. Sous l'impulsion d'une mission espagnole engagée par le Président Leguía, elle dépendait du ministère de l'Intérieur (*Ministerio de Gobierno y Policía*) quant aux aspects strictement policiers de ses activités, mais la trajectoire de la carrière de ses membres (les ascensions, les mutations, etc.) relevaient du ministère de la Défense.⁷³ Il pouvait aussi exister des mésententes avec l'armée, comme lorsque cette police créait des postes frontaliers sans en aviser l'état-major militaire,⁷⁴ mais globalement l'armée péruvienne a eu tendance à considérer la police comme un auxiliaire nécessaire car déjà bien implanté, quitte à encadrer ses activités. Plusieurs rapports de l'armée demandant le renforcement des effectifs de police vont en ce sens.

Le mélange de police militarisée et d'armée de terre des deux côtés, dans la paix et dans la guerre, contribue en tout cas au brouillage entre les enjeux civils de protection et de contrôle de la population d'une part, et le litige international de souveraineté d'autre part. L'ascendant que semble rechercher l'armée des deux côtés sur d'autres institutions peut traduire le passage d'une logique de contrôle policier des populations civiles à celui de la militarisation destinée à sauvegarder la souveraineté nationale, mais dans les faits, les deux logiques sont inextricables.

Enfin, le nombre exact des effectifs est assez difficile à calculer. Non seulement les troupes varient constamment des deux côtés, mais ce sont aussi des chiffres secrets. Qui plus est, les autorités même de chaque pays étaient bien incapables de produire des statistiques précises. Pour compliquer encore la situation, les différents commentateurs, tant les témoins que les historiens, ont eu une tendance très nette à surévaluer les troupes de l'adversaire, dans un dessin évident de souligner la difficulté de l'entreprise nationale et justifier l'accroissement des budgets.⁷⁵ Le chiffre de 700 soldats et policiers équatoriens est cependant plusieurs fois avancé par la chancellerie, tandis que du côté péruvien, au cours des années 1934-1940, les chiffres sont sans doute légèrement supérieurs. La concentration de troupes s'accélère en réalité à partir de 1940 uniquement, ce qui creuse rapidement l'asymétrie entre Péruviens et Équatoriens. Quel que soit le nombre exact cependant, chaque accrochage, chaque incident, pour mineur qu'il soit, donne lieu à des réclamations en faveur de l'augmentation des effectifs, de l'amélioration

⁷³ ZAMORANO FLORES Julio, « Historia de la policía peruana en el siglo XX », <https://www.monografias.com/trabajos84/historia-policia-peruana-siglo-xx/historia-policia-peruana-siglo-xx.shtml>, date inconnue, consulté le 4 septembre 2019.

⁷⁴ Général Luis E. Vinatea, commandant de la 1^{ère} Division, au ministre de la Guerre, « Informe sobre la instalación de un puesto de la Guardia civil en Chimara (río Canchis) », 22 mai 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°127. La garde civile péruvienne a installé un nouveau poste de manière autonome sur le río Canchis, en raison du supposé renforcement équatorien du côté opposé. L'état-major général n'apprend cette création que fortuitement dans un télégramme et une réclamation équatorienne. Ils expriment donc leur surprise et le souhait que ce type de création passe d'abord par l'approbation de leur bureau.

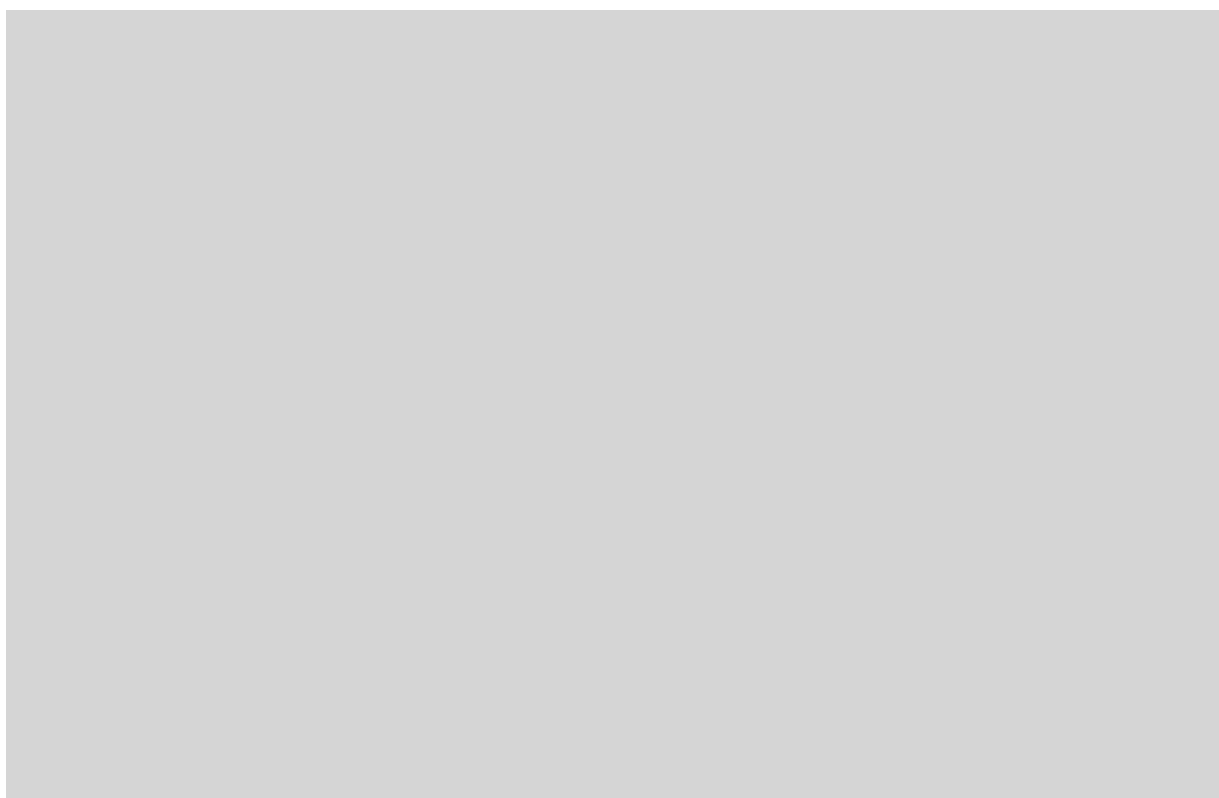
⁷⁵ Nous aborderons la question des effectifs nationaux dans le chapitre 7.

des conditions matérielles et de la création de nouvelles positions.

C. Incidents et escalade locale

À partir de la fin de l'année 1939, et jusqu'à l'ouverture des hostilités en juillet 1941, les incidents de frontière se multiplient et s'aggravent dans le secteur occidental. Nous en présentons les principaux pour en comprendre la logique. L'enjeu étant de comprendre comment un secteur qui n'était pas le cœur de la dispute historique est devenu le déclencheur et le principal théâtre de la guerre de 1941.

Figure 19: La déviation de la rivière Bolsico crée un incident international



La légende indique :

1. Colmatage qui a asséché le rio Bolsico
2. Lieu où les Équatoriens tirent leur eau
3. Quebrada Seca
4. Poste de la garde civile (Aguas Verdes)
5. Observatoire équatorien
6. Hameau équatorien (Huaquillas)

Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978.

Un affrontement de plus en plus direct

Certains incidents continuent à prendre en otage les civils. Ainsi en août 1940, dans la région toujours sensible d'Agua Verde, un ingénieur du ministère du Développement (*Fomento*) péruvien fait dévier les eaux du cours d'eau Bolsico vers le Piedritas. Le résultat en est que près de 5000 Équatoriens dans le village de Huaquillas n'ont plus accès à l'eau (figure 19).

Devant les plaintes diplomatiques et l'activité militaire équatorienne à Huaquillas, les autorités péruviennes déclarent officiellement que les travaux n'avaient pas d'autorisation, et ordonnent de défaire la déviation. Il s'agit surtout pour les militaires et diplomates de Lima de ne pas passer pour l'agresseur, et la déviation semble bien être un résultat involontaire. Cependant, la lenteur du rétablissement du Bolsico fait dire à un commandant équatorien que sa chancellerie « croit toujours aux offres fallacieuses du gouvernement péruvien, sans prendre en compte que de tout temps, sa politique a été sournoise et mesquine ». ⁷⁶

À ce type d'incidents qui ont les civils comme objets, se substituent progressivement des incidents impliquant directement les forces des deux pays. Certains sont encore le fait de l'alcool, de la proximité ou de l'insubordination, mais d'autres semblent provenir de consignes.

Ainsi, dans la nuit du 3 au 4 janvier 1941, un détachement péruvien arrivé à 1h du matin à Corral Viejo « apparemment en état complet d'ivresse et après des insultes et des « à mort l'Équateur » déclenche sans autre forme de procès un tir nourri auquel il fut répondu avec mesure par la troupe équatorienne », sans que cela n'implique de blessés. ⁷⁷ La date peut laisser penser que les festivités du nouvel an, au cours desquelles les soldats peuvent s'enivrer pendant plusieurs jours, ne sont pas innocentes. Mais il y a aussi une logique d'escalade, car les soldats péruviens auraient cherché en agressant les Équatoriens, d'après les commentateurs, une vengeance contre des tirs d'Équatoriens sur des avions péruviens quelques jours plus tôt, tandis que les chefs équatoriens souhaitent réoccuper certaines positions en rétorsion aux tirs nocturnes. La proximité entre les détachements qui se joutent et s'épient à quelques centaines ou dizaines de mètres, par-dessus une rivière ou une route, est aussi un facteur dans ce cas. Avec la multiplication des postes à partir de 1940, beaucoup se font face, comme l'on peut le voir dans le film *Alerta en la frontera*, ⁷⁸ qui présente pour les besoins de la narration, avec sans

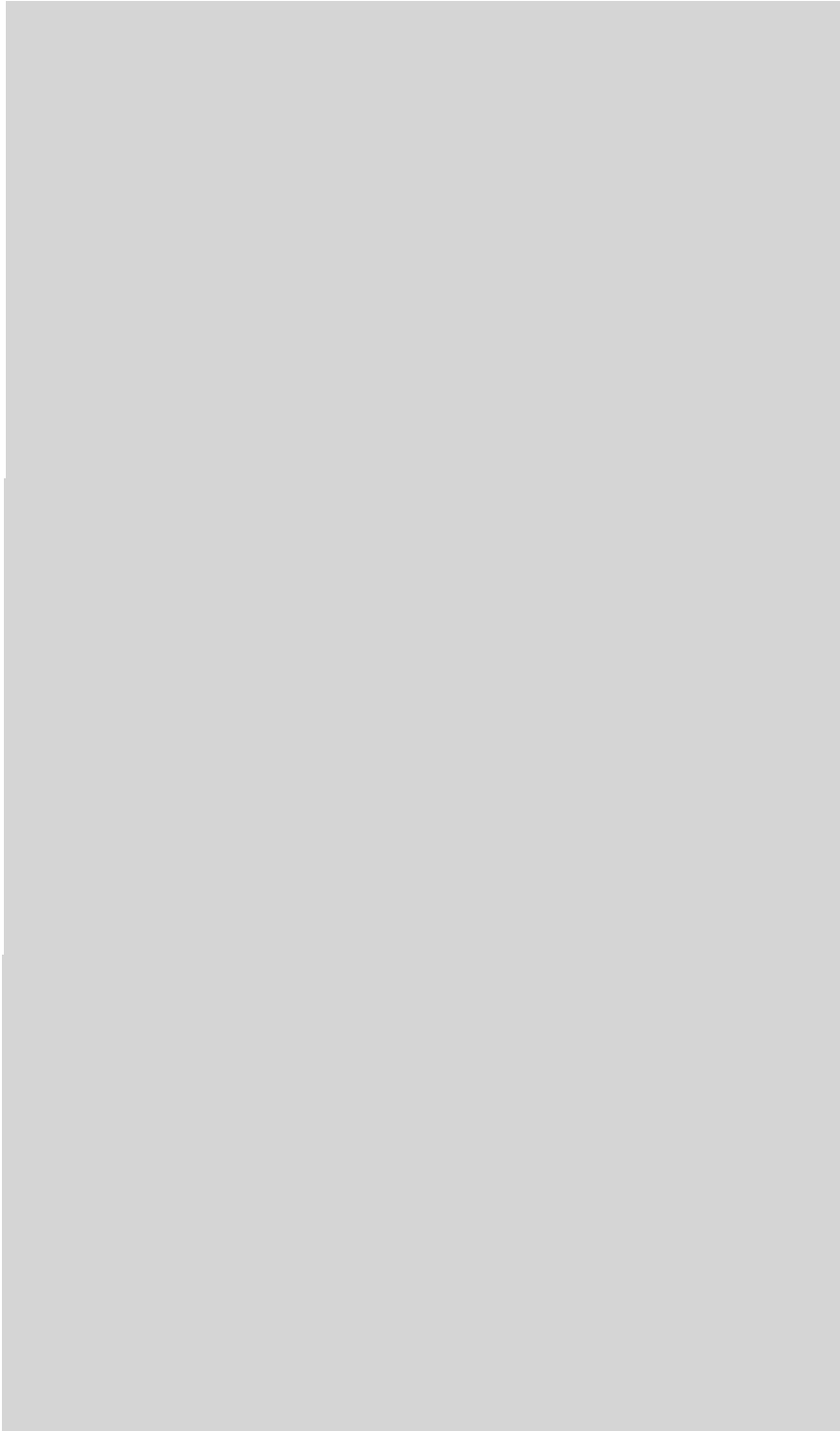
⁷⁶ On dispose d'une belle variété de sources militaires et diplomatiques des deux côtés sur cet incident, en plus du croquis présenté ci-contre. Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense, 15 septembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.; Ministère des Relations Extérieures (Pérou), « Aide mémoire », 13 août 1940. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177 ; *Col. doc.*, vol.2, documents 381 à 386.

⁷⁷ José Gabriel Navarro, chef de la Commission équatorienne au Zarumilla, au ministre des Relations Extérieures, 5 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.5.

⁷⁸ Pour une présentation et une analyse approfondie de ce film, voir le chapitre 11.

doute un faux Équatorien mais probablement un vrai poste frontière, deux postes frontières qui se font face.

Figure 20 : La proximité (et la vétusté) des postes frontière du Zarumilla



Ces prises de vue sont sans doute jouées pour les besoin du film de propagande, mais les décors sont authentiques

Source : *Alerta en la frontera*

Figure 21: L'incident d'Aguas Verdes (1939)



L'incident d'Aguas Verdes pour des plantations de tabac entraîne la mort de deux Gardes Civils péruviens en 1939, justifiant la création de nouveaux postes frontière. Les flèches indiquent le lieu de l'altercation, pour les plantations en rouge, à quelques centaines de mètres du bourg de Huaquillas

Source : Jefe de Frontera Sur, 20 juillet 1939. ESMIL

Les histoires de tabac mettent aussi les troupes des deux pays de plus en plus face à face. La situation toujours tendue à Aguas Verdes se dégrade fortement à la fin de 1939. En juillet, les autorités équatoriennes et péruviennes s'affrontent sur les plantations d'un certain Ballardès (ou Vallardès). Les Équatoriens veulent l'obliger à payer les impôts équatoriens, tandis que les gardes civils péruviens le protègent. Deux gardes civils péruviens sont alors tués (figure 21). Au Pérou, cela provoque évidemment l'ire de toutes les autorités, qui réclament immédiatement le renforcement de la ligne frontière. À l'état-major général par exemple, le lieutenant Iglesias, présente les choses de la manière suivante :

« l'incident indiqué offre la meilleure opportunité de renforcer notre frontière en comprenant dans cet effort non seulement l'augmentation du personnel des postes existants mais surtout en renforçant le front avec l'établissement d'un poste dans le lieu abandonné par les Équatoriens (Isla Noblecilla) et la création de nouveaux postes sur les points signalés dans ledit rapport ». ⁷⁹

⁷⁹ Colonel Iglesias, sous-chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la Guerre, 20 juillet 1939. *Col.*

Et quelques jours plus tard, exagérant le déséquilibre des forces, il déclare :

« étant notoirement manifeste la supériorité des effectifs équatoriens dans cette partie de notre frontière, ce qui constitue un grave péril pour notre faible garnison de Tumbes, danger qu'il est nécessaire pour éviter que se répètent des faits exaspérants comme ceux qui se sont réalisés dernièrement, cette direction estime d'une nécessité urgente et indispensable de renforcer cette garnison (...) [afin que ses effectifs] soient élevés à un pied très proches de celui de guerre ». ⁸⁰

L'état-major profite donc de l'incident local pour demander un renforcement général de la frontière, qui n'a pas grand-chose à voir avec les affaires des planteurs de tabac.

Deux mois plus tard, c'est cette fois la garde civile péruvienne qui tue un soldat équatorien. Deux versions complètement opposées de cet événement circulent. Les Péruviens ont estimé que leur patrouille avait été attaquée. Or, il semble plutôt que le soldat équatorien Jorge Angulo, qui se baignait dans le fleuve Zarumilla accompagné de son épouse et d'une fille de sept ans, ait été attaqué par la patrouille péruvienne. Angulo, qui est touché au genou, meurt d'une hémorragie quelques heures plus tard. En Équateur, la presse et le Parlement sont outrés devant ce qu'ils qualifient d'assassinat et proclament que « prendre un bain en compagnie d'une femme et d'une fillette ne pouvait pas être qualifié d'invasion ni ne méritait la peine de mort ». Les Péruviens au contraire accusent les Équatoriens de vouloir attirer l'attention pendant la conférence de Panama. ⁸¹

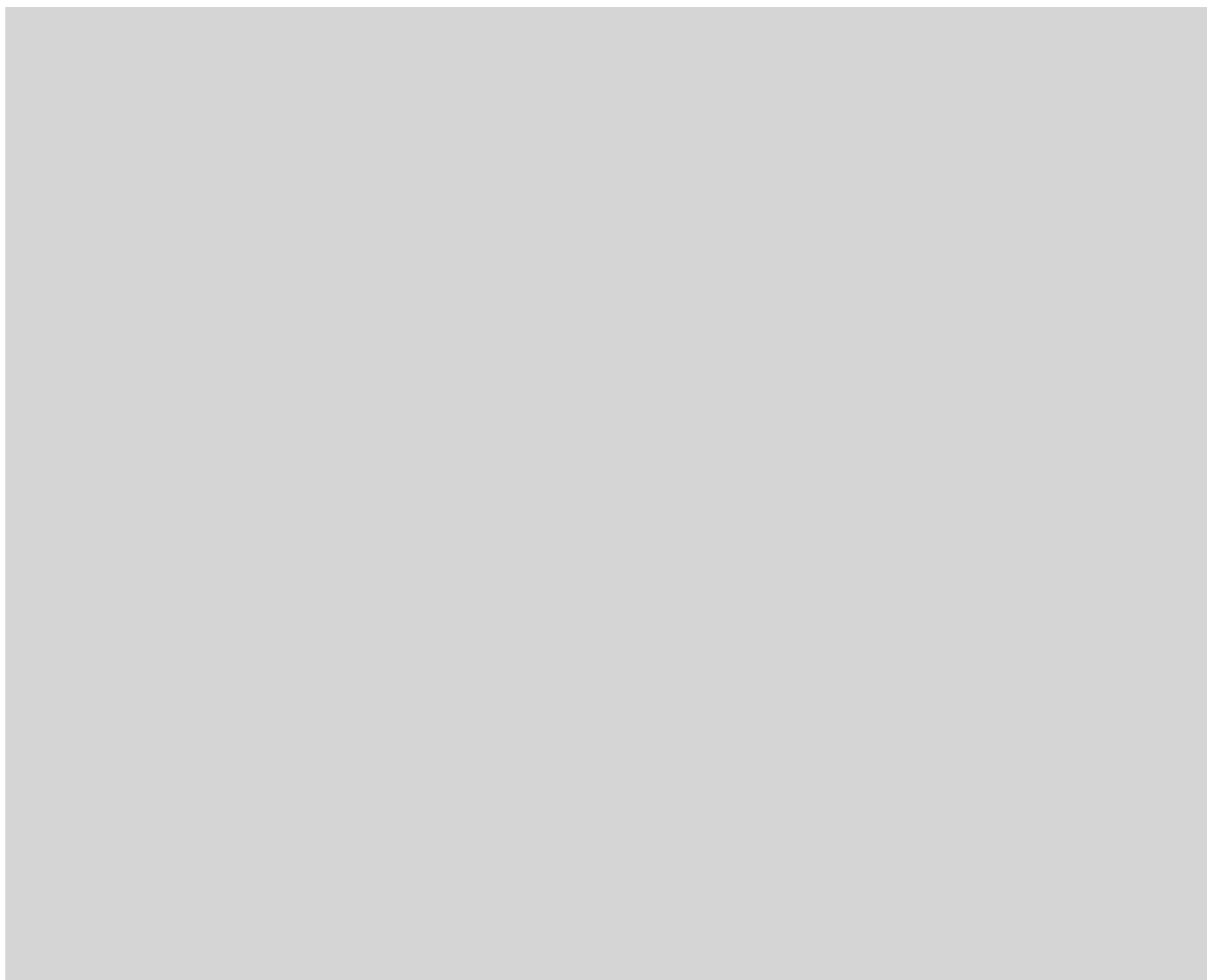
doc., vol.1, doc. n°176.

⁸⁰ Colonel Iglesias, sous-chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la Guerre, 22 juillet 1939. *Col. doc.*, vol.1, doc. n°183.

⁸¹ *La Prensa* (Équateur), explique dans son édition du 21 juillet 1939 : « existía tensión entre los destacamentos y guardias que patrullan la frontera en Zarumilla, debido a que el sembrador Domingo Balladares había hecho recientes sembríos de tabaco en terrenos de indiscutible soberanía ecuatoriana, lo que determinó los consiguientes reclamos que culminaron el sábado última en la entrevista entre los jefes de ambos destacamentos, en el curso de la cual, el jefe de la guardia peruana, luego e reconocer el derecho que asistía a los ecuatorianos acerca de sus reclamos, ofreció la destrucción de los sembríos de Balladares. [...] Tales sembradores cuidan de no dejarse citar por los guardias e inspectores del Estanco del Ecuador, pasándose al lado peruano y burlando así las leyes ecuatorianas. La cosecha de los productos sembrados en suelo ecuatoriano la realizan, luego, entre gallos y media noche, llevando el artículo cosechado al vecino país y obteniendo ganancias de cien por cien [...] cada uno busca siempre los medios de eludir el pago de los derechos fiscales pues pasan el día en tales sembríos yendo a dormir en Zarumilla ». ALMRE, LEK-20-35, legajo 177 ; Sous-secrétaire du ministre de la Prévision sociale, en charge du portefeuille des Relations extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, 29 septembre 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

La fin de la cohabitation et des espaces partagés

Figure 22 : Un exemple local d'escalade et de fin de cohabitation militaire



Source : CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978

La légende indique :

« Le chemin qui relie les postes El Corral-El Caucho a été ouvert par le bataillon de Sapeurs n°1 sous le commandement du lieutenant-colonel L.Lizárraga, et le chemin « El Caucho »-« Las Cochas » par le personnel de la Garde civile.

1- Lieu par où pénètrent les Équatoriens sur le chemin péruvien et dont ils sollicitent le passage pour entrer au point 2 suivant le chemin vers Alamuza (Équateur). 3- Lieu où les Équatoriens prétendent entrer pour suivre le chemin vers Cazaderos (Équateur). En ce lieu s'est immédiatement installé un poste de la garde civile.

Distances : du point 1 au 2 il y a 2 000 mètres. Du poste Caucho au point 3, il y a 800 mètres. Et du point 3 au poste « Las Cochas », [?] mètres.

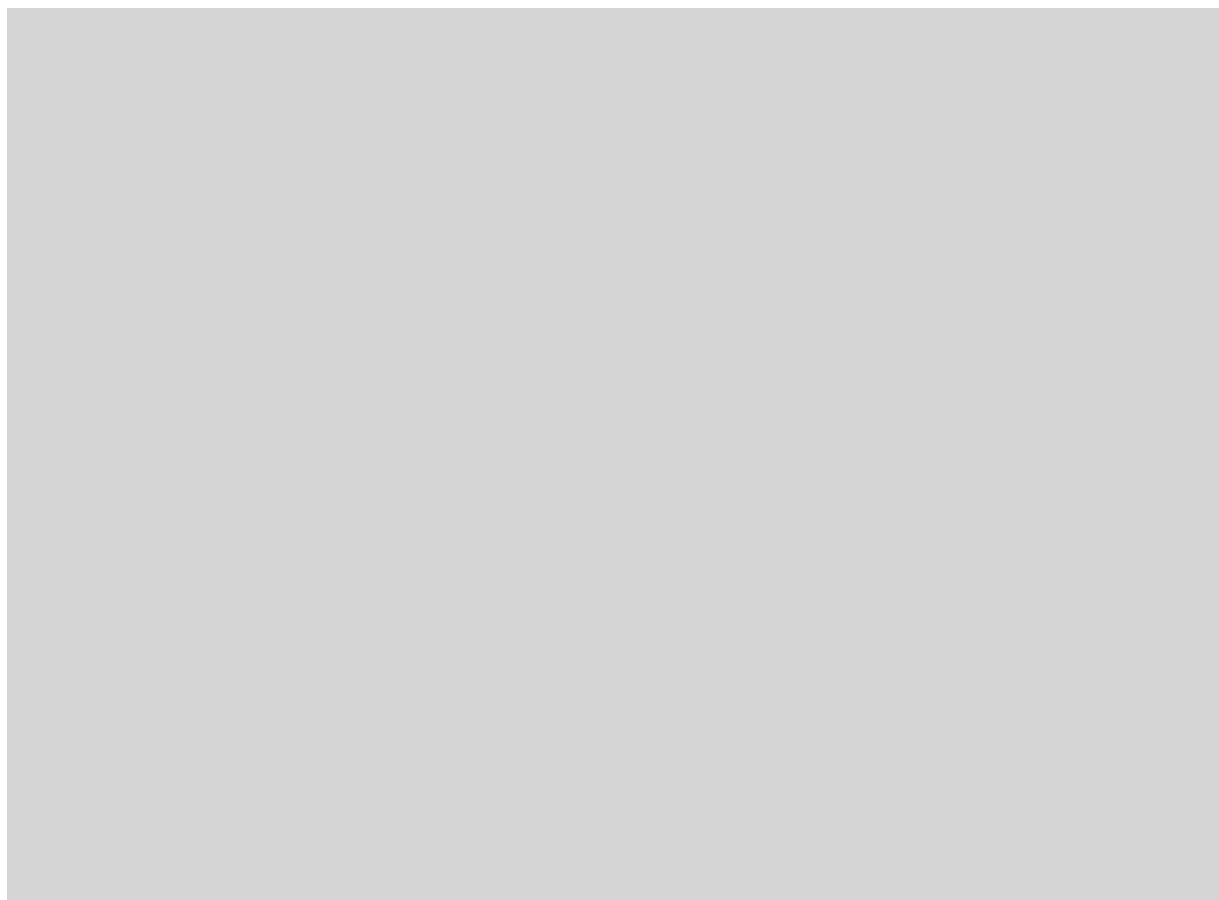
Zarumilla, 24.10.1940 »

C'est pour ne plus laisser à l'ennemi l'usage de chemins auparavant partagés que Péruviens et Équatoriens créent de nouveaux postes frontières dans cette zone, comme l'indiquent les annotations de ce croquis.

En d'autres lieux, il semble que la cohabitation qui existait jusque-là n'est plus de mise. Les Péruviens interdisent par exemple aux troupes équatoriennes de transiter par un chemin qui était auparavant pratiqué par les deux camps, en vertu d'un accord passé entre les chefs de garnison des deux côtés.⁸² Le partage n'est plus possible. Le chemin doit être à l'un ou à l'autre. Dans beaucoup d'autres cas, les plaintes des garnisons résultent de la rencontre de patrouilles sur les cours d'eau. Ceux-ci marquant la frontière, y circuler revient pour les soldats à une agression, ou une provocation. C'est une même logique de polarisation qui préside à la question qui empoisonne peut-être le plus les relations entre les deux pays dans la zone, celle d'Isla Noblecilla. En effet, depuis le début des années 1930, il existe une divergence entre les deux camps sur la localisation de la frontière de fait dans cette zone. Pour les Péruviens, à partir d'Alto Matapalo, le fleuve Zarumilla se divise entre l'ancien lit désormais sec à l'Est, et un nouveau lit du fleuve à l'Ouest. Ce serait pour les Péruviens l'ancien lit à l'Ouest qui forme la frontière de fait, tandis que pour les Équatoriens, la frontière passe à l'Est, par le bras du fleuve nourri d'eau en permanence. Ils ne sont pas même d'accord sur le nom de la zone, les Péruviens l'appelant Isla Noblecilla, les Équatoriens rejettent ce nom qui renvoie à celui d'une riche famille d'hacendados péruviens de la région et lui préfère le nom de Matapalo. La divergence porte ainsi sur une péninsule d'environ 80 km², et les deux États s'accusent mutuellement d'être présent sur le sol national. Cette zone étant particulièrement inondable, les Équatoriens qui y sont présents doivent régulièrement s'en retirer, laissant le champ libre aux troupes péruviennes qui échafaudent de nombreux plans pour s'en emparer. Or, il apparaît dans les divers rapports qu'avant les années 1930, les autorités des deux pays ne se souciaient pas réellement de cette zone, où ce sont les propres habitants qui ont tracé les chemins. Ce qui a changé, ce n'est pas véritablement l'avancée de telle ou telle troupe, mais l'intérêt à définir précisément la frontière de fait de la part des deux pays.

⁸² Tobar Donoso commente : « haberse anulado repentinamente y sin motivos conocidos o expresados, el arreglo amistoso que me dice Ud. Lo habían hecho los Comandantes de los destacamentos ecuatoriano y peruano, si no indica claramente, hace al menos sospechar que se trata de arrancarnos una prueba documentada de nuestro reconocimiento del dominio peruano en esas regiones ». Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 11 juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

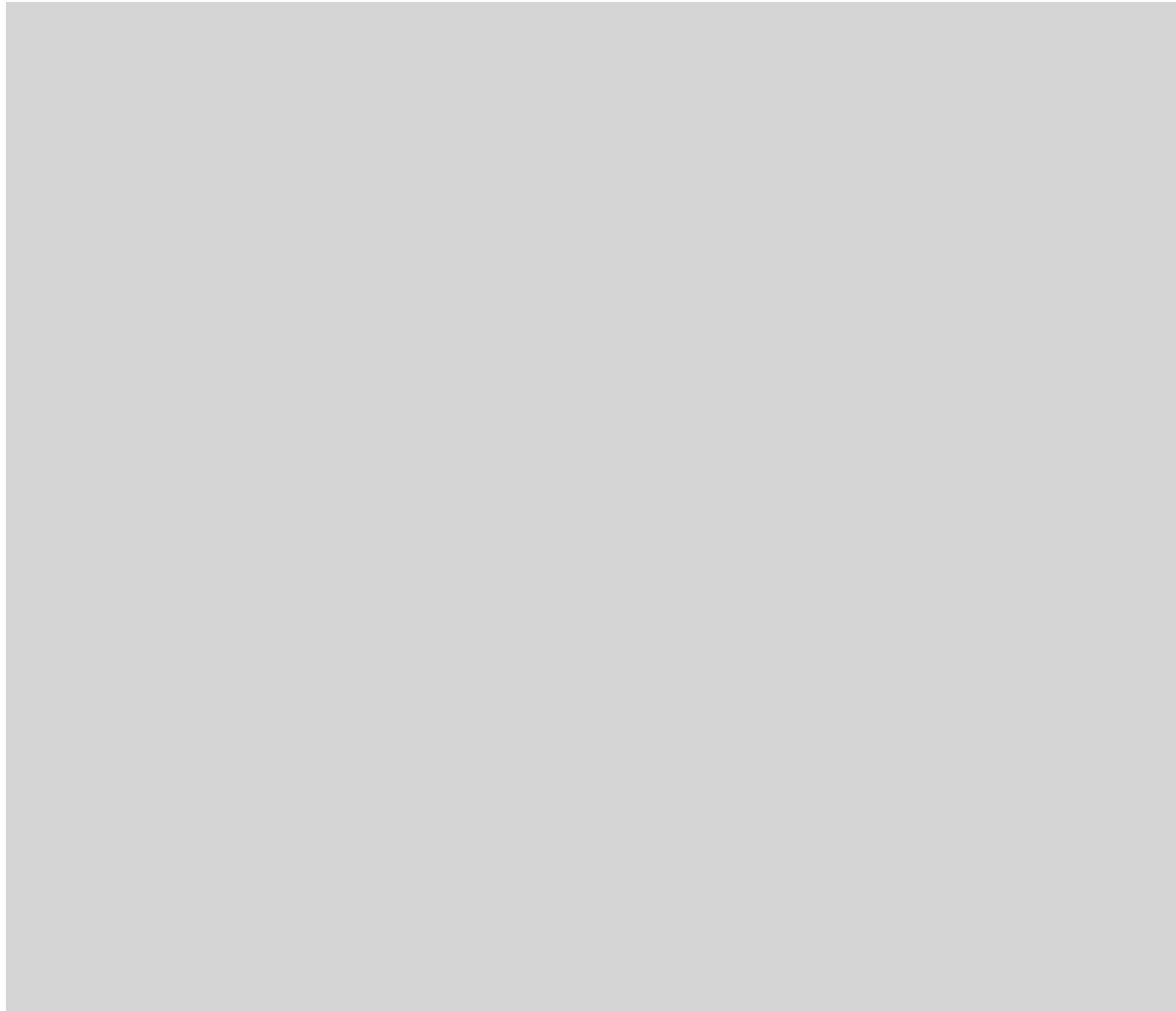
Figure 23 : Isla Matapalo/Isla Noblecilla



Une divergence hydrographique met en doute la possession de plus de 80 km². Les Péruviens soutiennent que la frontière traditionnelle *de facto* suit la Quebrada de las Lajas à l'Est, lit asséché du Zarumilla d'après eux, tandis que les Équatoriens soutiennent que la frontière passe par Quebrada Seca (ou Faical), affluent du Zarumilla, à l'Ouest, faisant de cette sorte de péninsule bordée au Sud par la rivière Puyango un espace à la souveraineté controversée.

Source : AHMRE, T.5.3.2.2

Figure 24 : L'imbrication des postes péruviens et équatoriens



On voit clairement qu'il n'y a pas de ligne frontière claire qui relierait chaque poste sans croiser la ligne du voisin

Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op.cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*

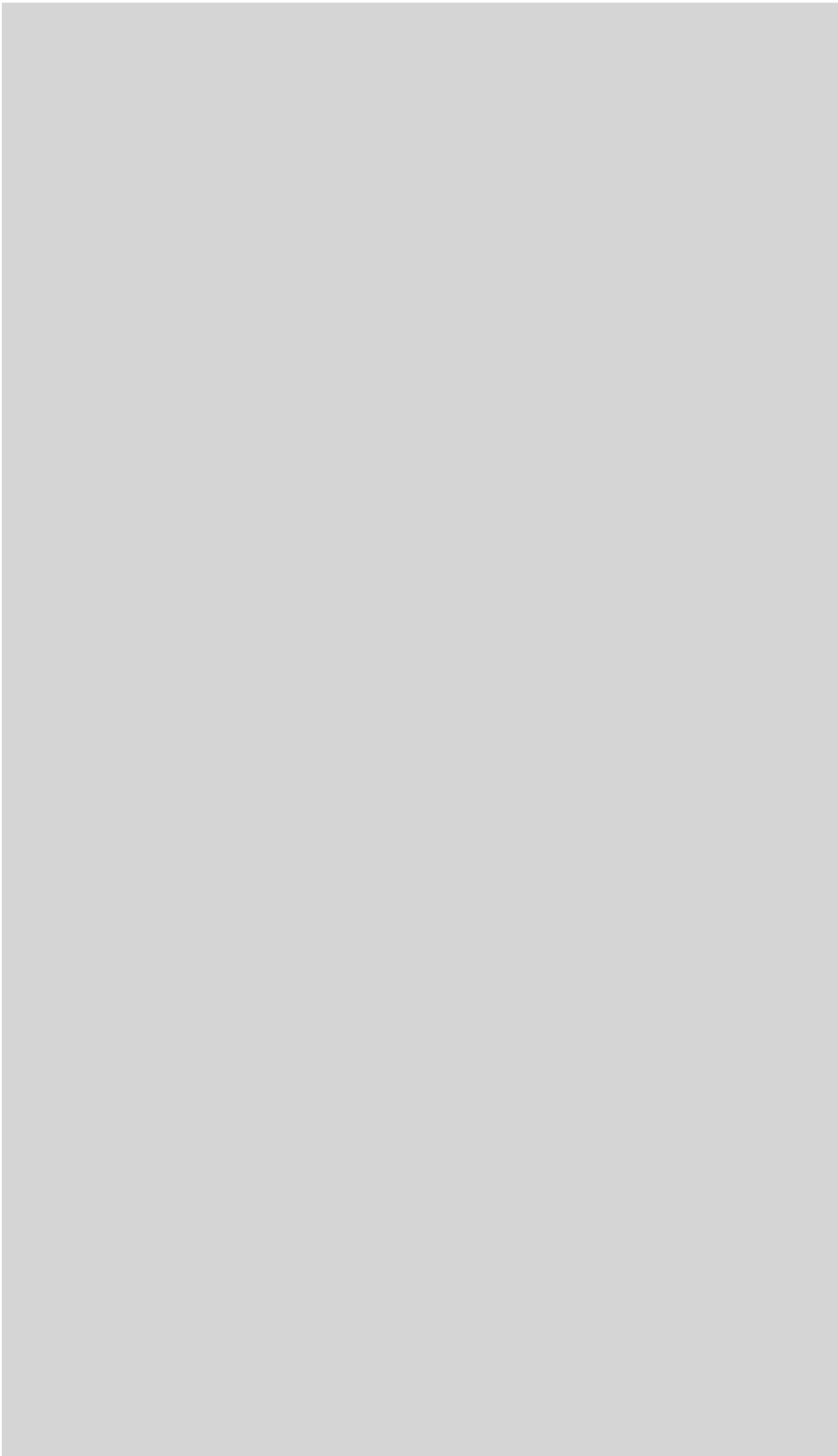
Il y a alors une logique de polarisation qui pousse à une tension très forte sur le poste de Meseta del Caucho (ou Cerro Caucho pour les Péruviens), qui est la clé d'Isla Noblecilla. Sa localisation, entre deux postes péruviens, et sa hauteur, permettant de voir jusqu'à la mer (ce qui lui vaut son autre surnom de *Miramar*), fait que les Péruviens ne veulent absolument pas que les Équatoriens maintiennent leur position à cet endroit. Ils en font même une condition *sine qua non* de la constitution de la commission mixte sur le Zarumilla. Se joue alors autour de ce poste un balai d'occupation, de désoccupation, d'occupation déguisée et de plainte contre cette occupation, qui alimente les rapports de la chancellerie et ceux des chefs de garnison, le

plus étonnant étant l'absence de blessés et de morts dans cette partie de la frontière.⁸³

Les facteurs de l'escalade militaire ressortent de cette analyse des incidents. La polarisation n'accepte plus le partage d'un territoire ni l'absence de contrôle des autorités, non plus que l'indifférenciation nationale des civils. Partant, tout est prétexte à avancer les positions et les renforcer, mettant face à face des troupes dont l'indiscipline, les libations et le patriotisme des chefs mènent inmanquablement à des incidents mortels et à une nouvelle demande de renforcement des troupes. Le phénomène s'auto entretient. Le résultat en est une multiplication des postes militaires et de police tout le long de la frontière occidentale à partir de 1939, dont les croquis à échelle locale ou échelle régionale sont les témoins. Depuis la zone des îles au nord jusqu'aux postes de Quebrada Seca sur le Zarumilla, les positions d'un même pays ne sont séparées entre elles que de quelques kilomètres, et reliées à des agglomérations de moyenne importance en arrière par des routes plus ou moins praticables. Au sud de Quebrada Seca, les positions restent denses mais dans cette « Isla Noblecilla » dont l'appartenance est très controversée, les voies de communication sont beaucoup plus rares. Encore plus au sud, les positions s'espacent à mesure que l'altitude augmente et que les cordillères se multiplient. À la veille de la guerre, l'espace du secteur occidental est donc largement militarisé.

⁸³ On trouvera de nombreux détails sur cette affaire des deux côtés. Chez les Péruviens : *Col. doc.*, vol.1, doc. n°52 à 57. Chez les Équatoriens, une synthèse dans Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, à Solf y Muro, ministre des Relations Extérieures (Pérou), 25 de décembre 1939. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177. De nombreuses références également dans AHMRE, T.5.3.1.5. « Misión del Dr. Navarro, Zona de Zarumilla, 1940-1941 ».

Figure 25 : Le front occidental fortement militarisé en 1941



Au commencement des années 1940, la frontière côtière est désormais complètement militarisée.

Le fleuve Zarumilla, depuis son embouchure pacifique au niveau de l'archipel de Jambeli au nord (postes de Payana et Capones), jusqu'à ses sources (Cochas del Cacho), est entièrement parcouru par un réseau de nouvelles garnisons ou avant-postes séparés entre eux de quelques kilomètres seulement. Le réseau se fait vers le sud ouest moins dense mais reste régulier en direction du fleuve Tumbes jusqu'à la cordillère (Bolsapampa). L'occupation militaire se fait alors beaucoup plus espacée et se concentre sur les défilés qui sont connectés par des routes au reste du territoire (Zapotillo, Macara).

Source : DE LA BARRA Felipe, *Tumbes, Jaén y Maynas*, 2e ed., Lima, Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú, 1961.

V- La guerre et la mise en œuvre effective de la différenciation nationale

Le processus de polarisation des populations locales, en accélération depuis le milieu des années 1930, a eu un rôle fondamental dans l'épisode belliqueux de 1941, qui n'est que trop rarement souligné au profit d'une explication uniquement militaire. Les civils ont en effet eu à subir les combats et la fermeture postérieure de la frontière, mais ils ont également participé à l'escalade, au déclenchement et à la dynamique de la guerre. Dans une grande mesure, les phénomènes observables au cours de l'épisode guerrier ne sont que la concrétisation de tentatives précédentes.

A. Un rôle actif des habitants frontaliers dans le déclenchement et les opérations de la guerre

C'est en effet un nouvel incident impliquant les planteurs de tabac qui est l'élément déclencheur de la guerre, à défaut d'en être l'origine profonde. Le 5 juillet à Aguas Verdes, lieu fréquent d'incidents de ce genre, c'est une énième intrusion d'autorités équatoriennes sur les plantations de cultivateurs péruviens qui met le feu aux poudres. Les soldats de la garnison équatorienne de Huaquillas et les Gardes Civils péruviens se tirent dessus, et les échanges de tirs se généralisent rapidement sur plusieurs dizaines de kilomètres. C'est à partir de là que la tension arrive à son comble. Les Péruviens en profitent pour mettre en marche leur plan de reconquête de quelques points ciblés sur la frontière, et les grandes opérations commencent moins de trois semaines plus tard.⁸⁴

Dans l'atmosphère chargée de patriotisme et d'agitation qui anima tout le mois de juillet, les populations civiles des régions frontalières ne sont pas passives. Des comités de soutien se forment, qui demandent des armes et une protection efficace de la frontière.

Mais ces populations ne se contentent pas de participer au déclenchement et à l'atmosphère belliqueuse. Certains participent même aux opérations. Ainsi, une quarantaine de civils péruviens semblent avoir aidé la marine à prendre la position de Payana le 28 juillet. On n'en sait malheureusement pas plus sur cette participation.⁸⁵ Plus nombreux encore sont les habitants de la région qui ont été enrôlés dans l'armée pour grossir les rangs du Groupement du Nord, par choix ou par nécessité. Certes, certains de ces soldats recrutés localement auraient été

⁸⁴ Nous développerons dans le chapitre 8 la question spécifique des responsabilités du déclenchement de la guerre.

⁸⁵ MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador, op. cit.*, p. 218-219.

écartés pour éviter leur fraternisation avec des troupes ennemies constituées d'amis et de leur famille.⁸⁶ Mais à Lima, au tout nouveau « Centro Tumbes », créé dans les jours suivant la guerre pour regrouper les intérêts des habitants de Tumbes à la capitale Lima, la session inaugurale rend hommage au « patriotisme qui anime les fils de Tumbes dont tant de preuves effectives ont été données au service et à la défense de la Patrie », parce qu'ils ont « donné leur vie et abreuvé de leur sang généreux le sol béni qui nous a vu naître et qui ont su mourir avec héroïsme repoussant l'injustifiable agression de l'armée équatorienne ».⁸⁷

B. Haro sur les Équatoriens du Pérou

Pendant et après la guerre, le processus de différenciation nationale continue pour les populations transfrontalières. Les Équatoriens qui résidaient de manière permanente dans le Nord du Pérou sont arrêtés et placés en détention dans un « camp de concentration » (l'expression est employée par les autorités péruviennes). Leurs rangs sont grossis des civils capturés dans la province équatorienne d'El Oro, avec l'avancée des troupes péruviennes.⁸⁸ Cette captivité coûtant cher au service de la Prévôté mis en place à cette occasion, ils sont déportés en plusieurs convois maritimes vers Guayaquil. Environ 600 Équatoriens auraient subi ce sort, civils de toute sorte et de toute profession. L'armée souhaitait qu'ils partent d'eux-mêmes pour éviter des mesures de rétorsions sur les Péruviens installés en Équateur, mais il semble bien qu'elle les aient finalement obligés à partir, sauf exception pour les mieux intégrés qui ont le droit de rester s'ils s'éloignent de la zone frontalière : « Le reste des concentrés équatoriens civils qui n'avaient pas d'antécédents défavorables et vivaient depuis de nombreuses années au Pérou et qui avaient formé une famille péruvienne, ont été mis en liberté, avec interdiction de revenir à la frontière »⁸⁹, indique un rapport péruvien.

On connaît par exemple le cas de Telmo Gallardo grâce aux démarches de son épouse, Flora Lucy de Gallardo, auprès du président de la République. Cette dernière indique que son mari équatorien, qui vit au Pérou depuis seize années, marié à une Péruvienne et père de quatre enfants péruviens, a été arrêté en juillet « sans autre faute que celle de la nationalité » et envoyé au camp de concentration de Catacaos-Piura.⁹⁰ Sur la base de ces informations, et grâce à son

⁸⁶ ALDANA, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador... », *art.cit.*, p. 12.

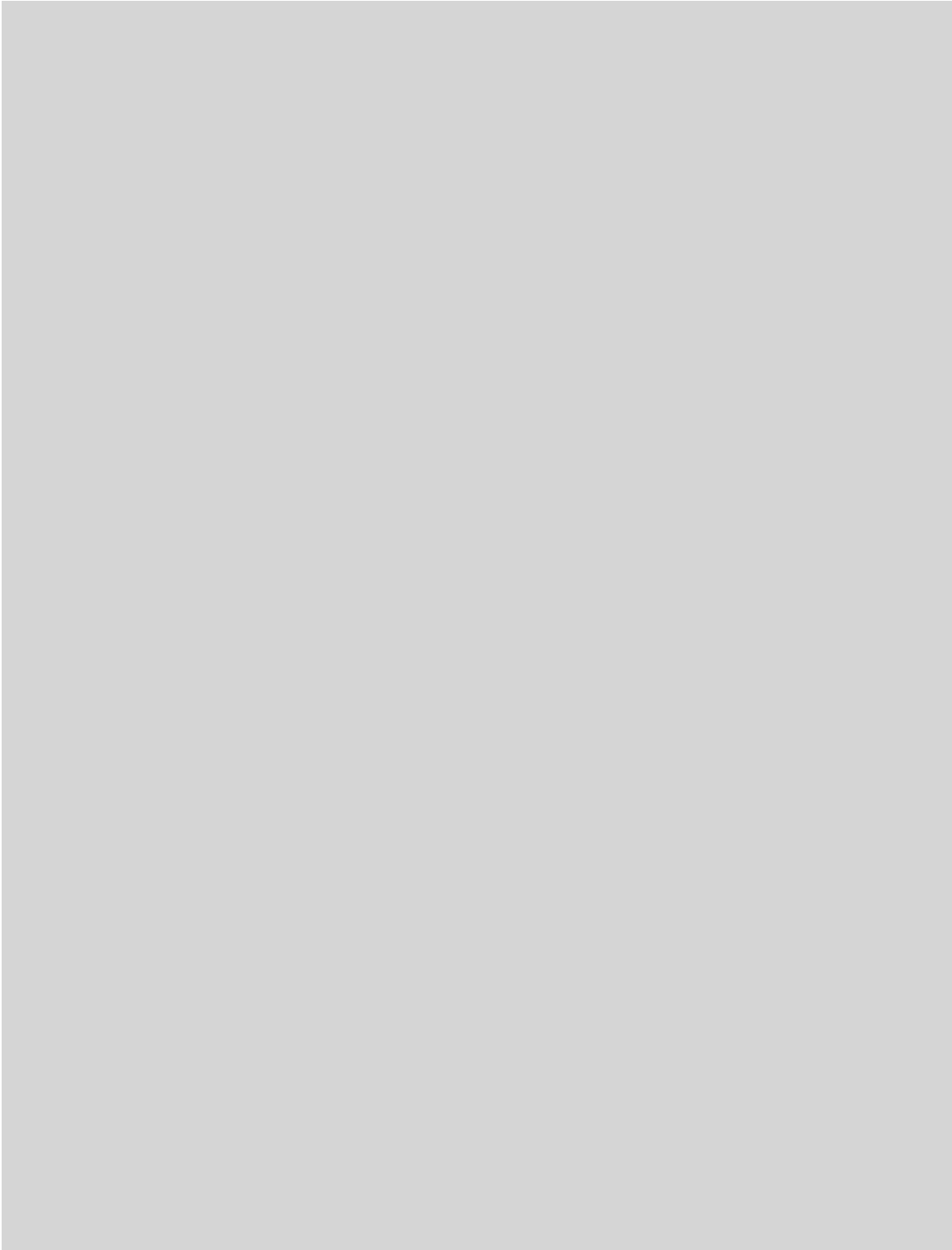
⁸⁷ « Copia de la sesión de fundación del Centro Tumbes », 9 août 1941. AGNP, MI-143.

⁸⁸ L'occupation et le sort des civils sont plus spécifiquement traités dans un prochain chapitre.

⁸⁹ *Col. doc.*, vol. 4, p. 79. Cité dans JULCA-NÚÑEZ Héctor, *Vencedores del 41: campaña militar contra Ecuador*, Maestría en Educación, mención historia, Universidad de Piura. Facultad de Ciencias de la Educación, Piura, 2017, p. 79.

⁹⁰ Lettre de Flora Lucy Gallardo à Manuel Prado, président de la République, Tumbes, 1^{er} novembre 1941, AGNP, MI-144.

Figure 26 : Lettre d'une Péruvienne de Tumbes au président de la République pour libérer son mari équatorien du camp de concentration de Catacaos



Source : AGNP, MI-144

comportement exemplaire au cours de sa captivité, Telmo n'est pas déporté avec ses compatriotes mais relâché par le préfet de Piura à Catacaos où sa femme vient d'accoucher.

Pour un Telmo Gallardo relâché cependant, combien sont les Équatoriens auparavant installés au Pérou qui, non libres de tout soupçon – soupçon d’ailleurs structurel envers eux – ont été déportés ou ont vu leur situation irrémédiablement bouleversée ? Il est impossible de le dire avec certitude, mais on connaît des cas. Il en va ainsi d’Emilio Córdoba (ou Córdova), marié à la Péruvienne Nicolasa Ballardés. Avant la guerre, il travaille honnêtement à l’hacienda Carrizalillo de Máncora au Pérou, mais après 1941, il s’adonne au trafic de bétail sur la frontière. Il le vole aux Péruviens et le revend en Équateur, en collaboration avec le fugitif Cedillo fils, qui comme nous l’avons vu, avait assassiné trois gardes civils. Au cours de ses activités de contrebande, Emilio Córdoba est blessé et capturé par un détachement militaire, et il meurt des suites de ses blessures peu de temps après. La chancellerie équatorienne accuse l’absence de traitement médical approprié d’être responsable de sa mort tandis que les autorités péruviennes soulignent au contraire « qu’il a essayé de se suicider en arrachant les bandages de ses blessures, introduisant les doigts dans ces dernières, réussissant de cette manière à les infecter ». ⁹¹ D’où vient ce comportement autodestructeur de l’Équatorien ? Souhaitait-il éviter de dénoncer ses complices ? Était-il au contraire tombé dans un état de dépression créé par le traumatisme de la guerre ?

C. Haro sur les Péruviens d’Équateur

Aux expulsions d’Équatoriens au Pérou répond la détérioration des conditions de vie des Péruviens d’Équateur. Un groupe d’expulsés, arrivés à Lima en septembre 1941, sollicite par exemple le Président Prado pour obtenir une aide financière afin de régler la note d’hôtel. Les six signataires, représentant parfois des familles entières, déclarent :

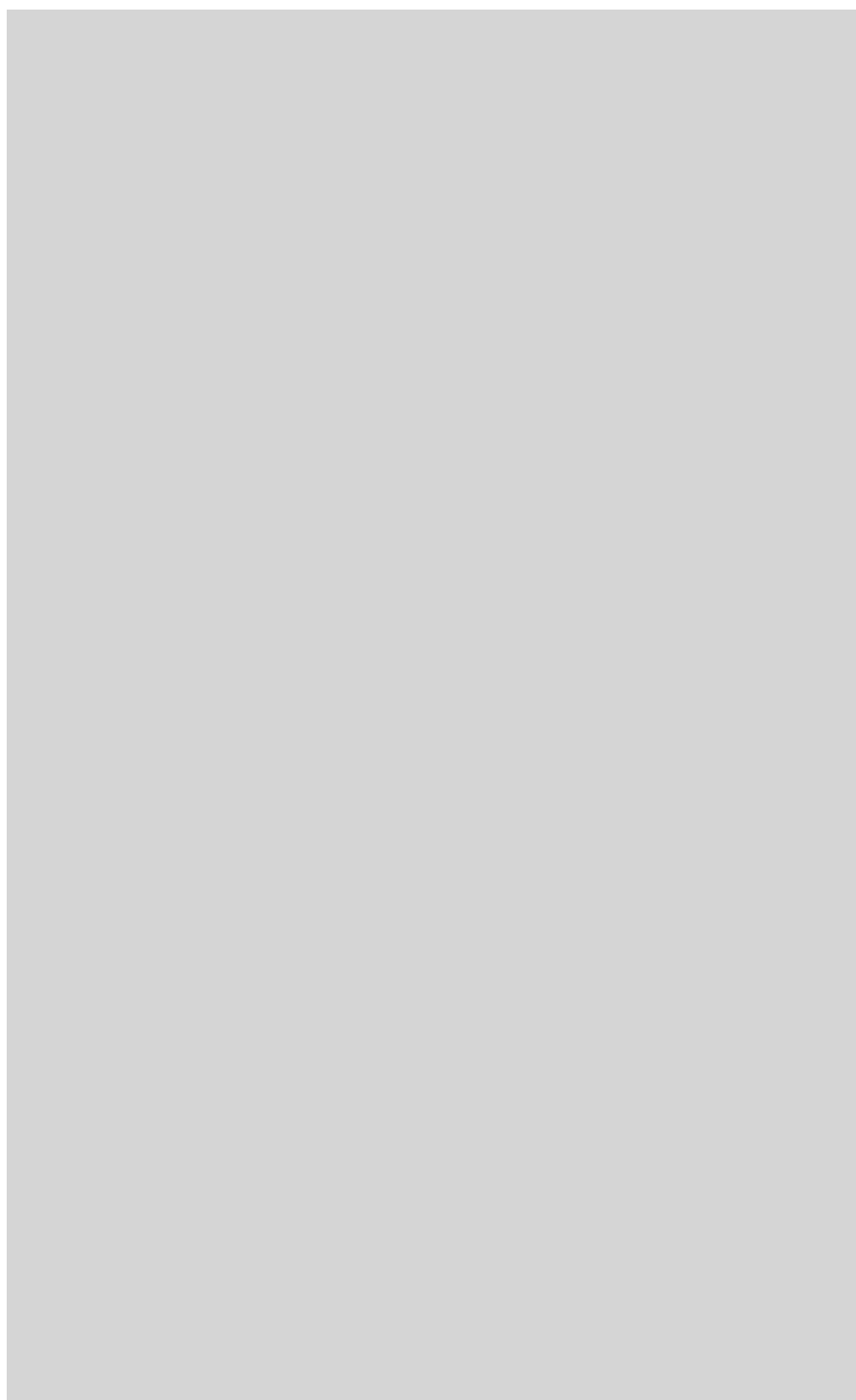
« Nous nous trouvons dans cette capitale en compagnie de nos familles, en qualité de rapatriés en provenance de la République de l’Équateur ; pays dont nous avons été victimes de vexations, prison, ordres d’expulsion et par-dessus tout lésés économiquement dans nos affaires et propriétés ». ⁹²

Nous ne connaissons pas leur origine exacte. Peut-être qu’étant arrivés à Lima, ils avaient été déportés depuis Guayaquil, plutôt que depuis la frontière.

⁹¹ Ministre des Relations Extérieures, à la Légation équatorienne à Lima, 25 avril 1943, cité dans SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944.

⁹² Lettre d’un groupe de rapatriés d’Équateur au président de la République, Manuel Prado, Lima, 22 octobre 1941, n°5472. AGNP, MI-144.

Figure 27 : Lettre de Péruviens expulsés d'Équateur, adressée au président de la République pour réclamer le soutien du gouvernement



Source : AGNP, MI-144

Les Péruviens de la frontière semblent cependant être passés par des situations encore bien pires. Manuel Odría signale une « campagne de persécution envers les Péruviens, autant les résidents en Équateur que les voyageurs et commerçants qui passaient par la Province de El

Oro », de la part des autorités équatoriennes pour priver les Péruviens de sources d'information.⁹³ Des indices confirment que les civils péruviens ont été systématiquement incarcérés par les autorités et sans doute maltraités, comme le prouvent ces témoignages d'officiers équatoriens pendant la guerre: « Au cours de ce second bombardement [de Machala], ont réussi à s'enfuir de la prison les prisonniers qui pour beaucoup étaient des Péruviens arrêtés à Arenillas et en d'autres points de la frontière. En compagnie du sous-lieutenant Jarrín, officier de Carabiniers, nous avons arrêté la fuite de certains, *en les envoyant vers un monde meilleur* ». ⁹⁴ Un autre officier d'intendance loue le fait d'avoir « su occuper les prisonniers de la prison, au transport des ballots, etc., etc., ceux qui étaient péruviens ». ⁹⁵ Ces Péruviens prisonniers, assignés comme main-d'œuvre et pris littéralement pour cibles, n'étaient sans doute que des civils, peut-être en ménage avec des Équatoriennes, dont le seul tort était d'être nés péruviens.

Et ce ne sont pas seulement les autorités qui prennent des mesures, mais aussi la haine civile qui se déchaîne. Le 25 juillet, le consulat du Pérou à Macará, dans la montagne, est saccagé par les villageois équatoriens, qui mettent à terre l'écusson national, et pillent les biens personnels du consul, obligé de passer immédiatement avec sa famille en territoire péruvien.⁹⁶ D'autres Péruviens ont moins de chance. Ainsi, deux personnes lynchées sont retrouvées par les troupes péruviennes au cours de leur avancée, la bouche gavée de maïs, en référence au surnom péjoratif de « poules » donné aux Péruviens.⁹⁷

Tant pour les Équatoriens du Pérou que les Péruviens d'Équateur, la guerre a donc signifié une dégradation de leurs conditions de vie, des actes de coercition et un déracinement souvent définitif, ce que la situation postérieure n'a pas arrangé.

D. L'après-guerre et la confirmation de la rupture

Dans l'immédiat après-guerre, les Équatoriens semblent excédés par la présence militaire des Péruviens. Cette présence militaire s'installe en effet dans la durée. La guerre est terminée,

⁹³ Lieutenant-colonel Manuel Odría, au colonel Armando Artole, Santa Rosa, 16 janvier 1942. PUCP, Biblioteca Central - Colecciones Especiales, Colección Manuel A.Odría (ODR 1861-1990).

⁹⁴ Lieutenant E.R.Páez, officier d'intendance (*Comisariato*) du Montecristi, au général Francisco Orellana, président de la Commission Spéciale, n°200, Quito, 9 février 1942. ESMIL, Libro n°3, Subsecretaría de Defensa Nacional, legajo A, Campaña internacional de 1941. 3-Declaraciones de los Señores oficiales de servicios (ci-après, ESMIL, Libro n°3). Souligné par Nous.

⁹⁵ « Informe del Mayor de Comisariato, Alberto Escalante Pino, sobre la labor desarrollada en la provincia de El Oro, del 15 de julio al 3 de agosto 1941 », 7 février 1942. ESMIL, Libro n°3.

⁹⁶ ACMRE, 8-12-B. Macará (entrada). Le consulat de Machala est également saccagé, mais par les carabiniers dans leur fuite.

⁹⁷ « Cuando estábamos en Ecuador encontramos a dos hombres muertos con su maíz en la boca. Dos peruanos en el Ecuador. Nos decían gallinas. ». Entretien avec Miguel Cerreceda Monge.

l'occupation de la province de El Oro aussi, mais les commissions de démarcation de la frontière ont à peine commencé leur travail et les postes avancés sont toujours présents, ce qui induit le représentant de l'Équateur à Lima à dénoncer l'« insistante présence de troupes péruviennes » qui humilie selon lui les citoyens de son pays :

« Les troupes péruviennes qui se trouvent indument dans la zone de Cazaderos, commettent toute sorte d'abus contre les habitants des agglomérations équatoriennes de Chaquino, Bolaspampa et Mangaurco, les chefs desdites garnisons obligeant les Équatoriens qui ont entre 18 et 40 ans à se présenter tous les dimanches au service militaire et à chanter l'hymne national du Pérou au moment de hisser le drapeau, ce qui s'oppose au sentiment profond des Équatoriens dont les villes et les champs se trouvent occupés par les troupes du Pérou. Les réfractaires à de telles impositions sont maltraités par les chefs militaires péruviens et obligés à travailler aux tâches les plus dégradantes ». ⁹⁸

Dans ces conditions de tension persistante entre une armée vainqueur et une population civile vaincue, le franchissement de la frontière semble rendu plus difficile, voire dangereux. En décembre 1942, le bus des équipes de boxe d'Argentine, du Chili et de l'Uruguay en déplacement sportif dans le pays, en provenance de Chiclayo au Pérou, est caillassé par les habitants d'Arenillas du côté équatorien, sans doute parce que la compagnie de transport était péruvienne. ⁹⁹ Le ministre équatorien tente de justifier ce geste :

« Il est dû à l'exaspération dans laquelle se trouvent les habitants de cette zone, particulièrement en raison des difficultés que les autorités péruviennes ont créées aux passagers de Chacras à Huaquillas en établissant, de la manière la plus arbitraire, des barrages militaires sur le chemin qui communique entre ces villages équatoriens et en faisant obstacle par tous les moyens au libre transit des Équatoriens. [...] Les autorités civiles et même religieuses des populations frontalières ont agi pour l'apaisement de l'ire des habitants équatoriens, dans l'attente d'une attitude identique de la part des autorités péruviennes ». ¹⁰⁰

Le climat un peu flou de l'immédiat après-guerre a donc contribué à la fermeture de la frontière, et la démarcation de cette dernière n'a pas contribué à sa réouverture, bien au contraire. Les indices sont nombreux de ce que l'induration de la ligne frontière, grâce aux campagnes de démarcation au sol par des commissions mixtes, a eu pour effet de limiter durablement les échanges transfrontaliers et de séparer des populations qui autrefois traversaient la frontière et échangeaient sans problème. C'est le cas sur terre comme sur mer pour les pêcheurs. Il en va ainsi de divers témoignages recueillis par l'historienne péruvienne Susana Aldana :

⁹⁸ Légation de l'Équateur au Pérou, au ministre de la Guerre (Pérou), Lima, date indéterminée (après février 1943). Cité dans SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944, p. 42-43.

⁹⁹ Ministère des Relations Extérieures (Pérou), « Memorandum 6-12/16 », 28 avril 1943, cité dans SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944, p. 39.

¹⁰⁰ Légation de l'Équateur au Pérou, au ministre des Relations Extérieures (Pérou), « Memorandum », 4 mai 1943, cité dans *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944, p. 40-41.

« Felipe Querebalú, pêcheur et membre respecté de la Caleta Yacila, se rappelait un jour, avec une grande nostalgie, que jusqu'aux années 1940 il était facile de naviguer et de faire du commerce depuis Piura jusqu'à Guayaquil. Mais à partir de cette date jusqu'au moment où il parlait, vers 1992, les choses étaient devenues de plus en plus difficiles au point qu'il était devenu pratiquement impossible de faire du commerce par mer avec le pays voisin ».¹⁰¹

Le passage n'était certes pas impossible, mais plus difficile.¹⁰² L'historienne commente :

« Si on calcule l'âge des grands parents de Guayaquil [des écoliers péruviens] et qu'on le croise avec ce qu'évoque don Felipe, nous trouvons que la décennie des années 1940 est le moment clé, l'instant précis depuis lequel dans le Nord, particulièrement Piura et Tumbes, on a commencé à sentir avec force la croissante séparation avec le Sud de l'Équateur qui aujourd'hui nous caractérise ».¹⁰³

Enfin les autorités militaires, devant l'ampleur de la tâche qui leur avait incombé pendant le conflit, ne souhaitaient plus voir d'étrangers sur leur territoire. Un rapport péruvien indique en ce sens que « à l'avenir il convient de réfléchir à la situation des étrangers dans la zone frontalière. Afin d'éviter la réalisation de l'espionnage ».¹⁰⁴

Conclusion

Au cours des années 1930, la présence d'autorités militaires et policières dans la zone frontalière était justifiée par le triple rôle de protection, de contrôle et d'animation de la vie civile. Face à la persistance du caractère transnational de cette vie civile, tant du point de vue familial que culturel et commercial, les autorités des deux pays acceptèrent de moins en moins ce qu'elles percevaient comme une indifférenciation nationale productrice de potentiels trahisons. Elles ont donc échafaudé des programmes de « pérouanisation » et « équatorianisation » des civils. Ces programmes reposaient sur des stratégies non coercitives et plutôt indirectes (la multiplication des aumôniers militaires, la colonisation agromilitaire, etc.), et laissaient la place à de nombreuses exceptions (pour le franchissement de la frontière par les locaux). Ils sont donc plutôt caractéristiques de la « métonymie » des armées latinoaméricaines qui avaient tendance à s'adjuger les fonctions de l'État, que de l'idéal d'institution totale qui aurait appuyé des programmes d'absorption des activités civiles dans le

¹⁰¹ ALDANA, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador... », art.cit, p. 2

¹⁰² Susana Aldana commente : « En el fondo, los engorrosos problemas de pasaporte y frontera que no son nuevos. Contaba, el genealogista Garay -a quien ya hemos mencionado- que, como era fastidioso el cruce de la frontera, se aprovechaba de la visita de algún familiar para pasarla simulando ser un hijo más del tío visitante. ». ALDANA, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador... », art.cit, p. 10

¹⁰³ ALDANA, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador... », art.cit, p. 3

¹⁰⁴ Groupement du Nord, « Consideraciones al punto de vista informaciones », « Prisioneros civiles » sans date, *Col. doc.*, vol.4, doc. n°1031.

giron militaire.¹⁰⁵ La tendance à phagocyter le civil est en effet présente mais moins développée à notre avis que sur le front oriental.

Par ailleurs, la particularité du cas réside dans le déploiement des armées dans un espace frontalier où le conflit rend les enjeux d'autant plus aigus. Ce sont en effet la guerre et la démarcation qui l'a suivie qui ont définitivement contribué à la différenciation de deux peuples qui n'en formaient qu'un. Ces événements ont créé un contexte favorable à la mise en place par les autorités des deux pays de politiques qui n'avaient pas été intégralement mises en œuvre auparavant par manque de moyens et d'opportunité politique. La guerre, par son caractère d'exception, a levé les dernières barrières économiques et politiques, et transformé la nature et les proportions du processus de nationalisation. Ce n'était plus un processus indirect, incomplet et d'accompagnement des civils, mais un phénomène coercitif exercé systématiquement sur des habitants considérés comme indésirables. Les autorités ont ainsi réussi à homogénéiser leur population de part et d'autre d'une frontière qui se referma en ligne dure et plus infranchissable qu'auparavant.¹⁰⁶

Ce processus, porté par les autorités, a cependant été saisi par les propres habitants, qui n'ont pas été que l'objet mais aussi les acteurs de la différenciation. Leur zèle patriotique, qui traduit l'enracinement du sentiment national, s'est développé au cours de ces années en concurrence avec les traditionnels liens transfrontaliers, pour finalement s'illustrer dans la guerre et le rejet du voisin qui était jusque-là un membre de la famille. C'est la raison pour laquelle la guerre de 1941 marque un avant et un après pour ces populations frontalières.

¹⁰⁵ Ce type de comportement dans la région et au Pérou sont en particulier développés par ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982 et BULLICK Lucie, *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

¹⁰⁶ Ce n'est pas la seule occurrence régionale de ce phénomène. Les Chiliens ont par exemple nationalisé de cette manière l'Atacama à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. Il avait également existé de nombreux projets de nationalisation des marges sur le continent, mais la « réussite » péruano-équatorienne nous paraît bien plus grande, peut-être grâce à un appareil bureaucratique plus étoffé. Pour la comparaison avec d'autres cas au Brésil, dans le Chaco ou au Mexique, et qui mettent en jeu les administrations civiles, les armées et les missionnaires, ainsi que les colons et les indiens, on pourra se reporter au dossier suivant : CELESTINO DE ALMEIDA Maria Regina et ORTELLI Sara (coord.), « Atravesando fronteras. Circulación de población en los márgenes iberoamericanos. Siglos XVI-XIX » [en ligne] *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Débats. 2011. <http://journals.openedition.org/nuevomundo/60702>.

Chapitre 4 :

Militariser l'Amazonie : les armées nationales face à face sur le front oriental (1933-1942)

Ce chapitre et les deux suivants sont dédiés à l'examen de la présence militaire des deux pays dans l'espace amazonien dit des *Orientes*, compris autour des fleuves Amazone et Marañón, et de leurs affluents septentrionaux depuis le Santiago jusqu'au Putumayo (carte de synthèse n°1). L'hypothèse que défend ce chapitre est que l'amplification de cette présence militaire des deux côtés de la frontière signifie que pour la première fois depuis la stabilisation de la conquête espagnole, l'armée se positionne comme l'institution la plus apte à nationaliser au nom de l'État ces territoires et leurs populations. Dans cette perspective, les opérations militaires d'août 1941 ont rendu visible le processus mais s'inscrivent en réalité dans une séquence initiée au début des années 1930 et qui culmine à la fin des années 1940 avec les démarcations de la frontière.

Pour démontrer cette prépondérance des armées face aux autres groupes majoritaires de la région, nous étudierons dans le chapitre 5 les interactions des militaires avec les colons et les missionnaires. Nous analyserons ainsi le degré de complémentarité ou de concurrence de l'armée avec ces groupes qui avaient été jusque-là les instruments privilégiés de la présence des États. Dans le chapitre 6, nous approfondirons la rhétorique et les pratiques de l'armée face aux populations amérindiennes. Nous montrerons que l'armée pose ainsi une véritable « question indienne » dont il résulte pour ces communautés un apprentissage de la nationalité. La comparaison avec le front occidental – côtier et montagneux – sera développée en conclusion générale.

Dans ce chapitre, il s'agit au préalable de mettre en évidence la portée quantitative et qualitative de la militarisation, en s'intéressant donc aux aspects plus strictement militaires. Ce premier postulat de la militarisation de la région est d'autant plus nécessaire que chaque pays a toujours rejeté sur l'autre la responsabilité des « incursions » ou « invasions » militaires dans la région, en niant donc parfois à dessin l'avancée militaire de ses propres troupes. Or, l'intensification de la présence militaire des deux côtés met au contact pour la première fois de manière systématique et prolongée des troupes animées d'une même prétention de contrôle du territoire. De ces interactions surgissent d'ailleurs l'essentiel des sources. Les multiples incidents entre ces forces asymétriques (Annexe) offrent alors une lecture partisane mais riche de détails pour l'historien qui, en croisant ces points de vue opposés, peut reconstituer les

enjeux afférents.

Après avoir posé les jalons historiques et géographiques de cette présence militaire avant notre période, nous démontrerons ainsi l'enracinement de la présence militaire dans la région selon des logiques différentes, l'une de renforcement opérationnel pour les Péruviens, l'autre de militarisation administrative pour les Équatoriens. Nous décrirons ensuite les conditions concrètes de vie des militaires dans la région, qui ont une forte incidence sur la dynamique d'escalade auto-alimentée que nous analysons dans le point suivant. Enfin, nous développerons le cas significatif de la position binationale du Napo, qui est un observatoire privilégié du processus d'escalade, en lien avec les enjeux civils, et aux répercussions diplomatiques dangereuses.

La présence militaire dans les *Orientes* avant les années 1930

Rendre compte de l'évolution des forces armées du Pérou et de l'Équateur dans la région est une tâche difficile, car très peu de travaux abordent de front cette question. Nous nous efforcerons ici de souligner les étapes essentielles de cette présence à partir de sources hétéroclites. La présence militaire de Lima et de Quito dans la région orientale a été pendant plusieurs siècles loin de la permanence de garnisons populeuses et réparties de façon homogène sur le territoire. Certes les premières expéditions sont clairement militaires, menées dans la perspective d'une conquête par les armes d'un supposé *El Dorado*, regorgeant d'or ou de cannelle. Les premières expéditions du XVI^e siècle ne furent cependant pas de francs succès, si l'on pense par exemple au terrible Lope de Aguirre et à sa sécession.¹ Ce sont donc les missionnaires qui à partir du XVII^e siècle ont été chargés par le pouvoir espagnol de coloniser ces vastes espaces, d'y implanter des villes et d'y imposer la religion chrétienne. La présence militaire y est sporadique, et se limite souvent pour les Espagnols à des expéditions de frontière menées à l'initiative de militaires privés ou de miliciens face à un voisin portugais qui, pour sa part, s'appuie sur une présence militaire beaucoup plus permanente.²

La période des indépendances rétracte l'activité des jeunes Républiques dans ces territoires éloignés. Seule s'y maintient une activité missionnaire elle-même très réduite en comparaison

¹ Sur les premières expéditions, voir CARVAJAL Gaspar de, *Amazonie, ventre de l'Amérique*, Grenoble, Éditions Jérôme Millon, 1994 ; VÁZQUEZ Francisco, *Relation du voyage et de la rébellion d'Aguirre*, Éditions Jérôme Millon, 1997. Utile synthèse sur l'époque coloniale dans HEYMANN Catherine, *L'Oriente péruvien entre construction régionale, intégration nationale et internationalisation du marché (1845-1932)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, p. 17-30.

² GÓMEZ GONZÁLEZ Sebastián, *Frontera selvática. Españoles, portuguesas y su disputa por el noroccidente amazónico, siglo XVIII*, 1^{ère} réimpression 2017, Instituto Colombiano de Antropología e Historia (ICANH), 2014.

de l'époque de la colonie, et qui doit attendre la fin du XIX^e siècle pour reflourir véritablement. En Équateur, l'*Oriente* est alors une région « en formation » (« *incipiente* »), comme l'a désignée l'historienne Esvertit Cobes.³ Les grands projets qui se multiplient à partir du milieu XIX^e siècle ne passent pas souvent l'épreuve des faits. Certes les militaires y ont toujours une part. Suivant la coutume de l'antique *Audiencia de Quito*, le Gouverneur en charge de ces questions est plutôt un militaire, mais il réside à Quito et use de ce territoire comme d'une prébende, source de rentrées fiscales. C'est aussi un lieu d'exil pour les politiques et militaires trop remuants, comme le célèbre Víctor Proaño.

À partir du milieu du XIX^e siècle, des dispositions législatives tentent de mieux organiser ce territoire. En 1854, l'*Oriente* équatorien obtient un statut spécial et en 1860 est créée la *Provincia de Oriente*. C'est la première de nombreuses lois d'organisation administrative de la région, qui sont révisées régulièrement, à défaut d'être complètement mises en œuvre. Le regain d'intérêt équatorien coïncide avec l'activité péruvienne dans la région dans ces mêmes années 1850 et 1860, qui vise à autonomiser l'administration du *Nororiente* du Département de l'Amazonas, regroupant jusque-là tous les territoires selvatiques.⁴ C'est le Maréchal Ramón Castilla, Président du Pérou par deux fois, qui est principalement associé à la naissance administrative et militaire de cette Amazonie. En 1853 est en effet créé le « *Gobierno Político y Militar de Loreto* », et l'année suivante arrivent les premiers vapeurs. La région est ensuite élevée au statut de « Province littorale », dépendant de la ville de Moyobamba. En 1861 est créé le « *Departamento Marítimo y Militar de Loreto* », dont le commandant général devait être un général ou capitaine de Navire, qui devient en 1866 le Département du Loreto⁵. L'Amazonie du Nord-Ouest est donc devenue un échelon propre de l'organisation administrative péruvienne, mais séparé du reste de la *selva* du Sud. Castilla, qui s'appuie sur le dynamisme économique péruvien reposant sur l'exploitation du guano côtier, fonde le port d'Iquitos en 1864. L'intérêt parallèle des deux Républiques pour la région s'exprime alors dans

³ ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia. Incorporación del Oriente ecuatoriano al Estado nacional (1830-1895)*, Thèse de doctorat sous la direction de Pilar García Jordán, Universitat de Barcelona, 2005. Les développements sur l'*Oriente* équatorien au XIX^e sont issus de ce travail, sauf mention contraire.

⁴ Nous utilisons souvent le terme de *selva* et le néologisme « selvatique » de préférence à d'autres termes comme forestiers ou amazoniens, car ils font référence à un paysage de forêt dense, au climat chaud et humide, traversé de nombreux fleuves. Le terme de « forestier », qui pourrait tout autant s'appliquer aux forêts de pins de l'hémisphère Nord, est donc très partiel pour désigner cette réalité. Quant au terme « amazonien », il désigne plutôt la région que les conditions matérielles. Il est d'ailleurs controversé. Les Équatoriens considèrent leur pays comme une « nation amazonienne » en référence à leur prétention d'atteindre le fleuve Amazone, tandis que les Péruviens leur nient ce caractère amazonien. Nous utiliserons donc le terme de *selva* en italique, car il est directement extrait de la langue espagnole, mais selvatique, sans italique, puisqu'il s'agit d'un néologisme francisé.

⁵ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969.

le blocus péruvien de Guayaquil, consécutif à la cession de territoires amazoniens de la part de l'État équatorien à des investisseurs britanniques.

Dans cette étape, la marine péruvienne, parce qu'elle est la seule à pouvoir se déplacer aisément, est alors la branche des forces armées la plus impliquée dans la gestion de la région. C'est aussi le cas dans les missions d'exploration destinées à collecter des données géographiques, scientifiques, et à exhiber des actes de souveraineté, que l'on peut voir dans la Commission hydrographique péruvienne créé en 1876 ou dans les Milices Navales qui sont au cœur de la création et de la vie commerciale d'Iquitos à partir de 1864, avec 80 hommes et des bateaux à vapeur. La marine équatorienne semble en revanche relativement absente du processus.⁶

Les activités de l'armée de Terre des deux pays sont alors assez réduites, cantonnées en priorité à la protection des colons et des missionnaires « blancs » contre les indiens considérés comme hostiles. Les troupes sont alors envoyées conjonctuellement pour appuyer un projet ponctuel, mais elles se retirent ensuite rapidement, quand elles n'ont pas tout simplement été anéanties. Il n'y a pas encore, en tout cas, d'affrontement direct entre les forces armées des deux pays. En 1865, par exemple, le législateur équatorien décide de la création d'une garnison de 25 soldats à Gualaquiza pour protéger la colonie naissante, mais les fonds manquent cruellement. C'est aussi le cas du projet de Colonie Orientale de 1883-1884 de Francisco Andrade Marín, gouverneur de la Province orientale équatorienne, qui propose d'occuper militairement toutes les embouchures de fleuves, et fonde effectivement une colonie civile de plantation de tabac protégée par les militaires sur le Napo en 1883. La garnison est cependant réduite de 20 à 4 individus, puis supprimée car considérée nocive. En effet, souvent l'ethos militaire est perçu comme immoral et corrompeur pour les colons de la *selva* du côté de l'Équateur.⁷

La dynamique entre les deux pays change justement dans les années 1880. D'une part, l'exploitation des gommages élastiques fait de la région un véritable *El Dorado* pour les chercheurs de fortunes, et par conséquent une source importante de rentrées fiscales que les États cherchent à capter, d'autant plus pour le Pérou qui renaît sur les décombres de la Guerre du Pacifique. Dans cette perspective, le contrôle de cette Amazonie devient une priorité, mais il est confié encore une fois aux missionnaires, trop contents de pouvoir jouer un rôle de

⁶ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias*, op. cit., p. 160 ; VILLAR GÁLVEZ Raymundo, « La Marina de Guerra del Perú en la región amazónica », *Revista de Marina*, septembre 1999, Edición especial « Amazonia », p. 99-138 ; MONTEVERDE GRANADOS Carlos, *Evolución de la Marina de Guerra ecuatoriana*, Instituto de Historia Marítima, Guayaquil, 1990.

⁷ Sur ce projet de Colonie orientale, voir ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia*, op. cit. p. 264-270.

première importance alors que la place prééminente de l'Église catholique sur les sociétés des deux pays est de plus en plus contestée.⁸ Ils y créent des orphelinats pour, dans les termes maintes fois répétés à cette époque, « civiliser » et « acculturer » les indiens, pour les rendre « utiles » à l'effort productif de la patrie, et assurer la souveraineté de chaque pays. Leurs intérêts coïncident donc avec un État désireux d'étendre sa souveraineté à peu de frais. Ils entrent toutefois en compétition sur la captation de cette main-d'œuvre indigène avec les nouvelles élites économiques de la région, les barons du caoutchouc et autres *Señores Ribereños*, que l'on regroupe dans ce travail sous l'appellation de *caucheros*. Ces derniers sont d'ailleurs souvent adoubés comme représentants locaux du gouvernement, dans la mesure où les capitales n'ont pas vraiment le choix.⁹ Les projets de colonisation à partir de l'installation d'un noyau d'immigrés se multiplient également. Les gouvernements tentent surtout d'attirer des colons européens, réputés productifs, mais il y a aussi des installations asiatiques.¹⁰

C'est à cette époque que le conflit frontalier entre le Pérou et l'Équateur commence à être sérieusement discuté par les opinions publiques. Un *Statu Quo* est accordé entre les deux pays en 1887 avec le début de l'arbitrage espagnol, mais son absence de définition a pour conséquence la multiplication des réclamations, et les premiers cas de rencontres hostiles entre autorités des deux pays ont lieu.¹¹ En 1894, les deux pays sont même au bord de la guerre après des émeutes dans les grandes villes autour du traité García Herrera de 1890.¹² C'est autour du changement de siècle que le processus de militarisation et d'affrontement direct s'enclenche réellement. Jusque-là en effet, les réclamations sur la région orientale restaient rhétoriques, ou se soldaient sur la côte. Désormais, les armées des deux pays sont au contact dans la forêt. C'est le fleuve Napo qui est alors l'objet des convoitises, car ses rives sont les plus peuplées, les plus fertiles, et le lieu d'échanges de main-d'œuvre. Du côté péruvien, le colonel Pedro

⁸ Sur le rôle des missions dans la colonisation des *Orientes* péruviens et équatoriens, voire les travaux généraux de Pilar García Jordán et Natalia Esvertit Cobes déjà cités, et plus particulièrement GARCÍA JORDÁN Pilar, « Las misiones católicas en la Amazonía peruana: ocupación del territorio y control indígena (1821-1930) » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 7-106 ; ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza: configuración territorial, colonización y nacionalización del Suroriente ecuatoriano, siglos XIX y XX » dans VÁSQUEZ Lola et al., *La Presencia Salesiana en Ecuador. Perspectivas históricas y sociales*, Quito, Abya Yala/Universidad Politécnica Salesiana, 2012, p. 477-518 ; BOTTASSO Juan, *Los Salesianos y la Amazonía: Actividades y presencias*, Abya-Yala, 1993.

⁹ Voir par exemple les remarques de Frederica Barclay sur le Napo dans BARCLAY Frederica, « Sociedad y Economía en el Espacio Cauchero Ecuatoriano de la Cuenca del Río Napo, 1870-1930 » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 127-238.

¹⁰ Voir à ce sujet les multiples références dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena*, op. cit.

¹¹ Voir par exemple l'affaire Rodas : un agent de l'autorité équatorienne agressé par des agents péruviens, sur le Napo. ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia*, op. cit., p. 275-278.

¹² ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia*, op. cit., p. 334-339.

Portillo, préfet du Loreto, a attaché son nom à cette époque par son zèle nationaliste à la frontière.¹³

Logiquement, c'est en 1900 qu'est créée la première garnison permanente de l'armée péruvienne dans le Loreto, sous le nom de « garnison militaire du Loreto », avec 68 hommes. Vers 1906, on compte environ 140 soldats dans l'actuel Loreto,¹⁴ puis les effectifs péruviens se stabilisent à hauteur d'environ 300 hommes. Il est beaucoup plus difficile d'avancer des chiffres pour l'Équateur. L'affrontement qui résulte de ces présences militaires survient en 1903 et 1904, près de l'embouchure de l'Aguarico sur le Napo. Les Péruviens délogent d'abord le petit poste équatorien d'Angoteros, qu'ils considèrent territoire péruvien, puis se dirigent vers Torres Causana (ou Solano parfois pour les Équatoriens). Les Équatoriens préparent une force expéditionnaire depuis Quito pour déloger les Péruviens. On a alors la mesure de la faible présence militaire équatorienne. Avant l'arrivée du *Jefe Departamental*, Carlos Rivadeneira, pour expulser les Péruviens, les forces de l'ordre équatoriennes étaient sous les ordres d'un *Jefe Politico*, un civil. La troupe n'avait pas reçu sa solde depuis huit mois et était en mauvais état de santé. Les renforts demandés se mutinent à Baños et n'arrivent pas tous. La troupe hétéroclite ainsi rassemblée se compose de 17 civils, 24 individus de la garnison de l'Aguarico et de 29 recrues, soit environ 70 Équatoriens contre une quarantaine de Péruviens, emmenés par le commandant Chávez Valdivia. Ces derniers ont l'avantage du matériel et attaquent avec un vapeur. L'affrontement fait 19 morts et quelques blessés équatoriens, deux morts du côté des Péruviens. Le Congrès équatorien élève ses martyrs au rang de héros, ce qui masque mal le camouflet infligé par les forces péruviennes dont la supériorité s'affiche au grand jour.¹⁵ Cet affrontement qui chauffe à blanc les opinions publiques des deux pays, quoique de manière décalée (l'information va d'Iquitos à Manaos en bateau avant d'être télégraphiée à Lima), aboutit à une première démilitarisation du Napo, obtenue par les Espagnols qui arbitrent la querelle. Mais le conflit est rapidement ravivé et les deux pays s'installent durablement dans cette zone, avec les garnisons de Rocafuerte et de Cabo Pantoja qui se font face. La région semble toutefois assez peu liée à la flambée de violence de 1910 qui mène les deux pays au bord de la guerre, avec mobilisation de part et d'autre, surtout dans le secteur de Zarumilla.

Ce tournant de siècle est aussi un moment de profonde réorganisation administrative des

¹³ Voir sur Pedro Portillo les développements du classique BASADRE Jorge, *Historia de la República del Perú (1822-1933)*, Lima, El Comercio, 2005, tome XI, p. 290-298.

¹⁴ La répartition est la suivante: Leticia, 15 ; Putumayo, 30 ; Napo, 30 ; Tigre, 25 ; Pastaza, 25 ; Haut Maraón, 15. ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias*, op. cit., p. 157.

¹⁵ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la revolución alfarista, su desarrollo y posterior decadencia*, Centro de Estudios Históricos de Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2007, vol.4, p. 51-64 ; Voir aussi BASADRE Jorge, *Historia de la República*, op. cit., tome XII, p. 190-192.

Orientes. En 1897, Iquitos qui est déjà le centre des opérations militaires péruviennes devient capitale du département du Loreto. De son côté, L'Équateur compense déjà sa faiblesse logistique par une activité administrative récurrente. Après la création de deux régions d'*Oriente* en 1898, La « Loi Spéciale de l'*Oriente* » de 1900 crée quatre départements et pose les bases de la gestion équatorienne de la région. Elle a été par la suite régulièrement révisée pour maintenir un découpage territorial adapté aux nécessités. Elle planifie surtout la création d'une force permanente de cinquante soldats dans la région, ce qui est encore bien peu. Les changements ultérieurs importants concernent surtout la création d'une direction générale des *Orientes* dans les années 1920, qui centralise sous l'autorité d'un directeur civil assisté de deux gouverneurs, toutes les activités de la région.

Cette suractivité administrative contraste toutefois avec l'indifférence des forces armées du même pays. Le Projet de *Ley orgánica militar*, préparé en grande partie par la mission militaire chilienne, divise le pays en quatre zones, mais ni les territoires de l'*Oriente*, ni les Galápagos, n'intègrent aucune de ces zones.¹⁶ Après la quasi-guerre de 1910, le gouvernement décrète certes la colonisation militaire, sans que des effets soient très visibles. Les Péruviens en revanche, affinent leur instrument militaire. En 1911, le Président Leguía crée la Région n°5 « *Oriente* », une des cinq régions militaires du pays, qui devient ensuite la Cinquième Division, avec son propre état-major installé à Iquitos. Les troupes régulières restent encore en nombre inférieur aux milices privées, en particulier celle de la Maison Arana, et elles passent encore pour un instrument de soumission de la région par l'élite de Lima. Mais une série d'événements enracine progressivement leur présence. D'abord contre les Colombiens, qu'elles affrontent en 1911 au cours du combat de la Pedrera où s'illustre le jeune lieutenant-colonel Oscar Benavides, même si les diplomates ont passé outre la victoire péruvienne pour contenter les Colombiens¹⁷ ; puis dans les événements de la révolte du capitaine Cervantès de 1921.¹⁸

La région avait déjà fait preuve de sécession, avec la création de l'État fédéral du Loreto en 1896, réprimé par l'armée,¹⁹ mais la révolte du capitaine Guillermo Cervantès est plus radicale et plus appuyée par le petit peuple de la région contre les grandes maisons commerciales. Il mène sa troupe mal payée et éloignée de la capitale à administrer le Loreto comme une région autonome, et en vient à battre sa propre monnaie, avant d'être réprimé par l'armée centrale.

¹⁶ Ce Projet est conçu en 1902, approuvé en 1905 et en vigueur jusqu'en 1926.

¹⁷ Sur cet affrontement et la perception des armées à cette époque, voir CAMACHO ARANGO Carlos, *Le Conflit de Leticia (1932-1933) et les armées du Pérou et de la Colombie : histoire-récit, histoire comparée, histoire croisée*, thèse de doctorat sous la direction d'Annick Lemperière, Université Paris 1, 2013, p. 66-81.

¹⁸ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias*, op. cit., p. 162-163

¹⁹ BARCLAY Frederica, *El Estado Federal de Loreto, 1896: Centralismo, descentralización y federalismo en el Perú, a fines del siglo XIX*, Institut français d'études andines (IFEA), 2013

Bien que le contrôle de ces mouvements sécessionnistes motivât par le passé l'installation permanente de contingents envoyés pour mater la rébellion, la « Révolution cervantive » eut l'effet inverse de créer une méfiance entre le pouvoir central et l'armée de la *Selva*, ce qui contribua à affaiblir cette dernière dans les années 1920.²⁰ Les forces péruviennes se modernisèrent cependant avec l'arrivée de l'aviation qui permettait d'acheminer troupes et ravitaillement en des temps record, malgré le danger que cela représentait encore. En 1927 est ainsi créé le *Servicio de Hidroaviación en el Departamento de Loreto* avec deux fonctions : une militaire (transport de troupes, de courrier, exploration et cartographie) et commerciale (transport de courrier et de passagers).²¹ Les Équatoriens développent aussi leur outil aérien, mais dans des proportions bien moindres.

L'évolution de la présence militaire des deux pays a donc connu des étapes chronologiques tout à fait comparables. L'élément militaire a toujours été présent dans la colonisation de la région, mais n'a pas toujours été prioritaire ni permanent. Les missionnaires, les scientifiques, les agents économiques, ont pu jouer le rôle de vecteurs directs ou indirects de nationalisation. La présence militaire s'est cependant progressivement affirmée dans les deux pays à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'abord avec la marine puis avec l'armée de Terre. Les deux armées sont ainsi depuis le début du XX^e siècle en contact direct, ce qui mène à des incidents réguliers, situation qui se retrouve d'ailleurs à l'échelle du continent entre les autres nations. Il faut cependant souligner que les Équatoriens, peut-être par méfiance envers leurs armées,²² ont eu tendance à privilégier un contrôle civil de la région, tandis que les Péruviens ont plus ouvertement utilisé l'instrument martial, sauf dans les années 1920 suite à la révolte du capitaine Cervantès qui témoigne néanmoins de l'enracinement militaire dans la société locale. À l'orée des années 1930, cela traduit un évident déséquilibre de moyens entre les deux pays dans la région.

Une sectorisation par fleuve

Pour comprendre la nature de la militarisation dans les années 1930, il faut aussi en

²⁰ D'après le témoignage de nombreux contemporains, que nous discutons plus loin dans ce chapitre et dans le chapitre dédié au réarmement du pays. Sur la révolte de Cervantès, voir HEYMANN, *op.cit.*, p. 130-133.

²¹ PATIÑO PONCE Juan C., « La conquista aérea de la Selva » dans CASARETTO ALVARADO Fernando (dir.), *Marina de Guerra del Perú. La Odisea amazónica. 1864-2014*, Comandancia General de Operaciones de la Amazonía y Quinta Zona Naval, Iquitos, 2014, p. 155-167.

²² Ce qui peut sembler contradictoire avec la congruence entre l'armée et le parti libéral dominant entre 1895 et les années 1920, tel que l'a montré Pablo Peralta. Conserver à proximité des bataillons amis, au lieu de les envoyer au loin, pouvait cependant avoir l'avantage pour les libéraux de disposer de forces proches et de mieux les contrôler. PERALTA Pablo Ospina, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, décembre 2015, p. 66-99.

expliquer brièvement le cadre géographique.²³ Bien que l'Amazonie soit souvent perçue comme une région au couvert végétal homogène, une mer extrêmement fertile d'arbres, elle est en réalité composée de sous-régions aux caractéristiques physiques et sociales bien différentes. Il faut d'abord distinguer les abords des fleuves, sensibles aux crues, et donc très fertiles mais aussi dangereusement inondables, qui ont concentré historiquement les populations. Les espaces entre les fleuves, en revanche, possèdent une végétation touffue mais des sols pauvres car acides. C'est dans cette *tierra firme*, qui constitue la plus grande partie de la surface amazonienne, que les populations se sont isolées traditionnellement pour échapper à la conquête ou à l'intégration. Ces deux paysages cependant se situent surtout dans la partie plane, la *selva baja* (forêt basse) qui s'étend environ du Morona au Putumayo, entre les 70^e et 77^e degrés de longitude-Ouest, pour ce qui nous intéresse. Plus à l'Ouest, entre la forêt basse et les sommets de la Cordillère des Andes, s'étend une région intermédiaire, à la végétation luxuriante mais au relief ascendant et accidenté qui monte jusqu'à 3800 mètres d'altitude, appelée la forêt haute (*selva alta*, ou parfois *Ceja de Selva*) et qui est l'origine de la dénomination péruvienne de *Montaña* pour désigner l'Amazonie. Cette région plus réduite, étalée entre les 77^e et le 79^e degrés de longitude-Ouest, est riche en ressources extractives (minerais, hydrocarbures) mais difficile d'accès en raison de ses nombreuses zones de rapides, dont le Pongo de Manserriche est le plus connu, limitant fortement la navigation. C'est aussi le domaine des Jivaros, les indiens considérés comme les plus hostiles par les colons (chapitre 6). Cette partition entre des milieux géographiques distincts a configuré plusieurs régions historico-sociales, au moins pour le Pérou, d'après Frederica Barclay. Il faut bien souligner par ailleurs que pour ce pays, nous ne nous intéressons qu'à la partie nord-orientale de la *selva*, l'Amazonie proprement dite, tandis que la *selva central* et *baja*, qui s'étale autour de l'Ucayali, n'est pas prise en compte.

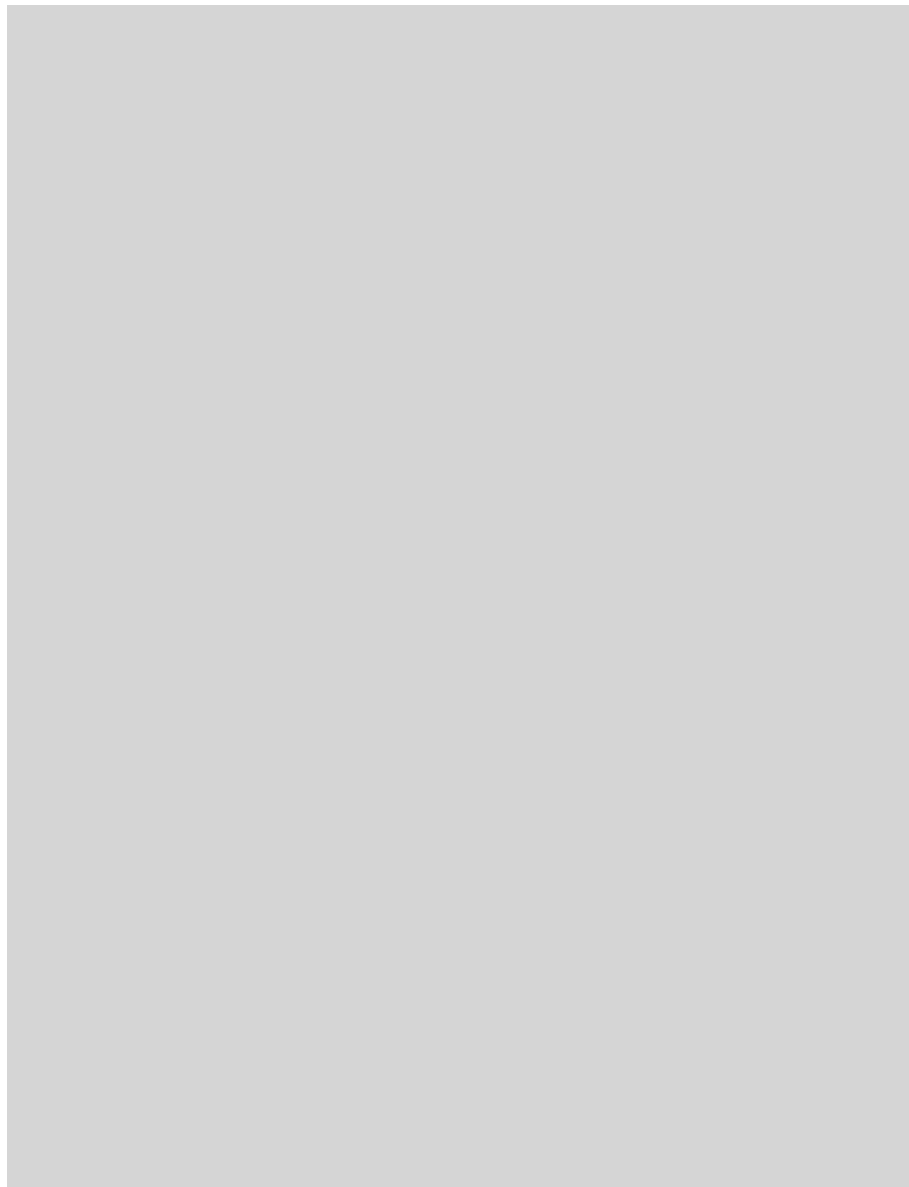
Les autorités des deux pays réfléchissent quant à elles plutôt en termes d'accessibilité. Pour accéder au *Nororiente*, la ville d'Iquitos, la plus développée de la région après Manaus, avec ses cinquante automobiles et ses quatre ciné-théâtres à l'époque, est indiscutablement la porte privilégiée des Péruviens. On y accède depuis la côte, de moins en moins après avoir contourné le continent par le Sud ou par le Canal de Suez en remontant l'Amazone par son embouchure, et de plus en plus par ses affluents, l'Ucayali, voire le Marañón, après avoir difficilement

²³ Beaucoup des remarques suivantes sont tirées de GARCÍA JORDÁN Pilar, « La construcción del espacio amazónico. Una perspectiva histórica de la ocupación de la Amazonía » dans NAVARRO GARCÍA Jesús Raúl et DÍAZ DEL OLMO Fernando (dir.), *Medio ambiente y desarrollo en América Latina*, Séville, Escuela de Estudios Hispánico-Americanos de Sevilla (CSIC), 1999, p. 43-77.

franchi la Cordillère, quoique les routes s'améliorent alors à grands pas (figure 28). Du côté équatorien, il y a plusieurs voies d'accès, qui doivent toutes descendre les pans de la cordillère à partir de Quito ou de Cuenca au Sud. Le Napo est la porte d'entrée privilégiée, mais le Tigre et le Santiago sont également reliés par des chemins compliqués et non aboutis. Il n'y pas de ville équatorienne centralisant les services de la région orientale comme Iquitos, quoique Tena et Macas soient les capitales administratives des deux provinces et que Rocafuerte ou Méndez aient un rayonnement régional.

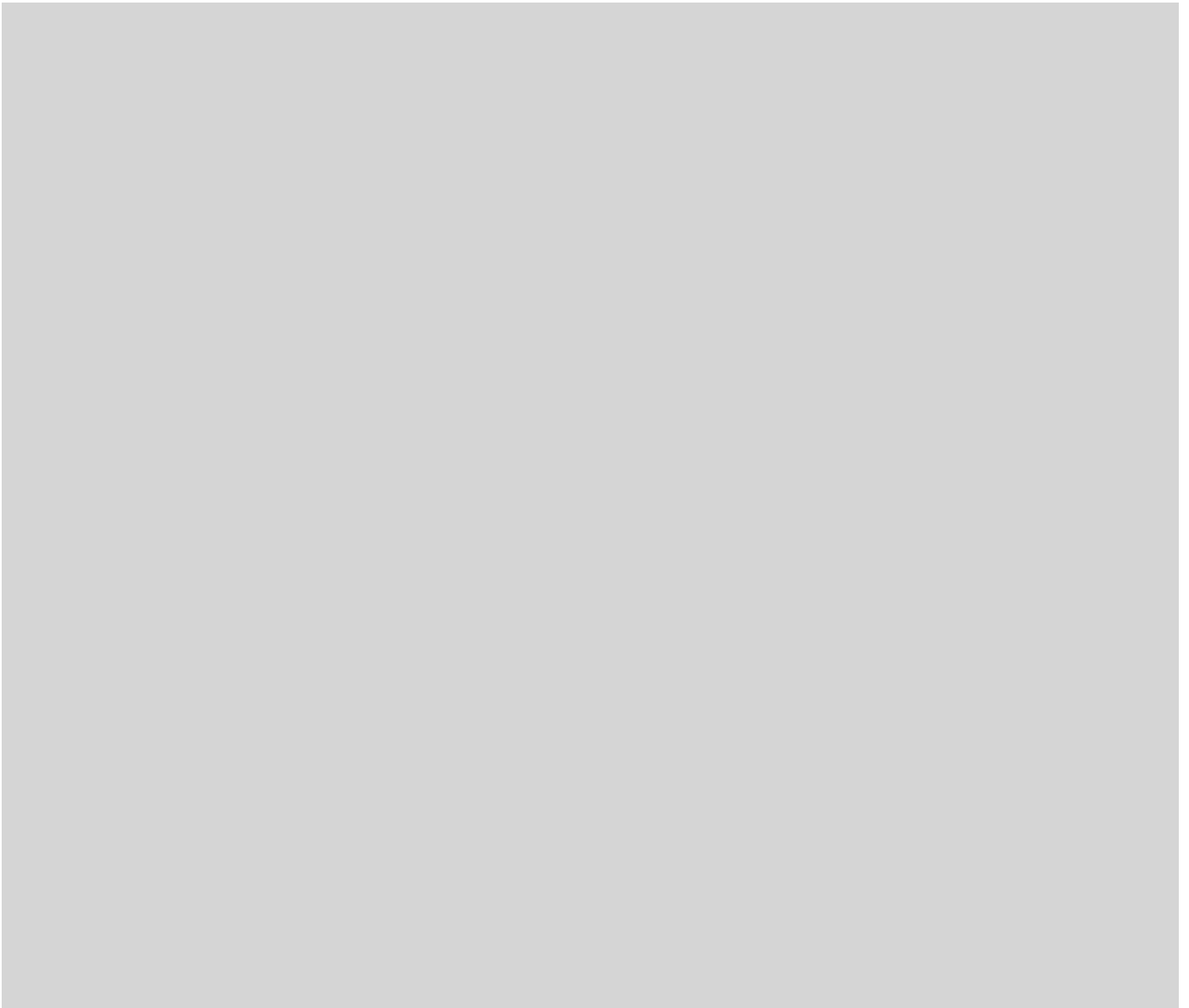
Figure 28 : Atteindre la Selva : les routes vers les Orientes dans les années 1930

Les routes péruviennes, construites et en projet, dans les années 1930



Source : AGNC, Ministerio de Defensa Nacional, « Conflicto colombo peruano », Caja 3, legajo 13.
Le croquis est manifestement brésilien.

Les routes d'accès à l'*Oriente* équatorien, existantes et en projets



Le tracé rouge correspond à des routes qui ont été actées mais non terminées) vers 1939/1940

Source: AHMRE, T.5.3.1.4.

Pour les Péruviens comme pour les Équatoriens, il s'agit surtout d'accéder avec ces routes toujours partielles aux grands fleuves, le Marañón et l'Amazone, puis à leurs affluents septentrionaux qui constituent alors les routes maritimes par où s'effectuent la pénétration civile et militaire. C'est donc en termes de fleuves que les états-majors réfléchissent, et les nombreuses études qu'ils y consacrent nous permettent d'en dire quelques mots, en partant de la Cordillère à l'Ouest, jusqu'au Putumayo à l'Est.

- Le Santiago est sans doute le moins connu et le moins occupé par des colons. Il est en effet le territoire des Wampis, indiens jivaros. Certes les Équatoriens ont établi la localité de Macas

de longue date sur son affluent, le río Upano, mais en descendre le cours est toujours un danger. Il excite néanmoins les convoitises par ses ressources aurifères qui attirent de plus en plus les colons. Le Morona est en cela assez similaire au Santiago, très propice par ailleurs aux maladies tropicales, et à la concentration jivaro très affirmée. Les tentatives précédentes d'y exploiter les gommages avaient ainsi échoué.²⁴

- Plus à l'Est, le Pastaza, très allongé puisque ses sources remontent au Nord jusqu'à la hauteur d'Ambato, à plus de 400 km à vol d'oiseau, est un peu plus colonisé. On y compte en 1934 sept installations de colons dans la partie péruvienne. L'exploitation agricole et de gommages y reste cependant encore à petite échelle. Ses affluents qui sont le Bobonaza au Nord et le Huasaga au Sud sont l'objet de grandes convoitises, principalement pour des raisons militaires.²⁵

- Dans le secteur central, le Tigre et son affluent le Corrientes sont un point mort de la pensée stratégique des deux pays. Très étendus et honorablement peuplés de colons et d'indiens, ils n'ont ni la proximité et la richesse potentielle de la région du Santiago-Morona, ni le peuplement et la navigabilité du Napo à l'Est. La correspondance sur ce secteur central est donc assez limitée.

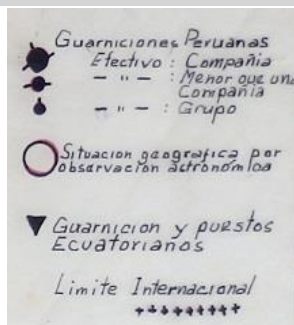
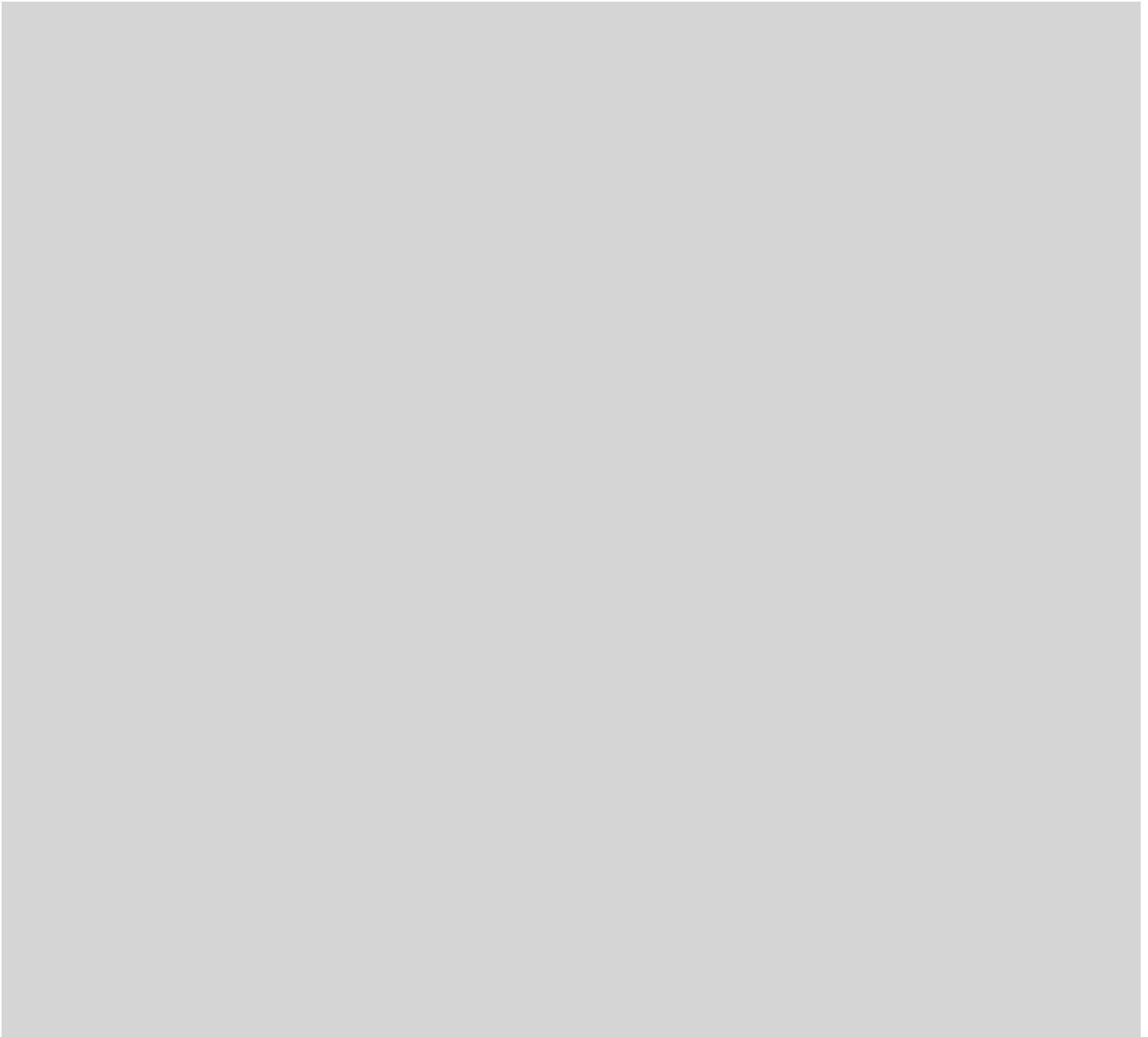
- Enfin, plus à l'Est encore, si l'on exclut le Putumayo dont la rive gauche est colombienne et dont le contrôle a été le principal enjeu du conflit de Leticia, le Napo est assurément le plus peuplé et le plus imposant des affluents septentrionaux de l'Amazonie dans cette région. C'est le plus navigable, avec une largeur de 200 à 1000m et une profondeur de dix brasses. C'est aussi le plus étendu. Avec ses principaux affluents, le Curaray et l'Aguarico, il s'étend dans un rectangle de près de 350km de hauteur et de 550km de largeur. Il est ainsi la voie la plus directe entre la capitale équatorienne, Quito, et la capitale de l'Amazonie péruvienne, Iquitos. Cette situation stratégique en fait un enjeu central pour les militaires, et des forces importantes sont ainsi concentrées à la double ville-garnison de Rocafuerte-Pantoja, à la confluence de l'Aguarico et du Napo.²⁶

²⁴ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Morona » 1935, 10 octobre 1934, Iquitos. ALMRE, LEK-6-14, Legajo 168.

²⁵ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Pastaza », Iquitos, octobre 1934 ; « Estudio sobre el río Huasaga », Iquitos, octobre 1934, ALMRE, LEK-7-17.

²⁶ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Napo », Iquitos, 29 août 1934 et « Estudio sobre el río Curaray », 30 août 1934, ALMRE, LEK-20-40, legajo 177.

Figure 29 : Les positions militaires en Amazonie en 1940



Source : ministère de la Marine et Aviation, « situaciones por observaciones astronómicas, Comisión Tte 2° C.I.C.S., Estebán Zimic Vidal », juin-décembre 1940. dans CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2° tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978

I- Une présence militaire approfondie mais asymétrique

Les Péruviens sont ceux qui vont le plus loin dans les moyens alloués aux forces amazoniennes. Ils actualisent également la doctrine stratégique de l'armée dans la région. Les Équatoriens quant à eux font preuve d'une activité administrative qui met toute la région sous responsabilité militaire.

A. Préparation qualitative et quantitative de l'armée amazonienne du Pérou

Au Pérou, le conflit de Leticia est un choc, car il met en relief les faiblesses des forces armées péruviennes, particulièrement dans la région amazonienne. Les conclusions du « Conseil d'Investigation sur les Opérations militaire du Nororient en 1932 », chargé de faire la lumière sur l'échec de Leticia, sont à ce titre éloquentes.²⁷ En plus de mettre en cause l'impréparation générale du pays et le chaos politique qui y régnaient, il souligne la faiblesse matérielle des troupes de la *selva*, le manque d'armes, le manque de chemins, le manque d'instruction. Pour protéger ce territoire grand comme un pays européen, il y avait en 1932, en tout et pour tout, 350 hommes de la V^e Division, munis de 1 394 fusils dont la plupart défectueux, 12 mitrailleuses et 8 canons, 2 bateaux de guerre anciens, 3 navettes commerciales et 4 avions commerciaux. La troupe était « sans équipement, mal vêtue et presque nu-pieds ». Pire sans doute, elle n'avait pas perçu sa solde depuis un certain temps. Beaucoup s'interrogent alors sur les raisons et les conséquences de cette impréparation, d'autant que le conflit avec la Colombie revitalise le vieux différend avec le voisin équatorien. À la chancellerie, face à l'agitation à Quito sur le dossier amazonien, un mémorandum souligne en 1932 les responsabilités.

« Face à cette situation, le Pérou a observé un incroyable désintérêt ces dernières années. Le Pérou ne s'est pas préoccupé de la défense du Loreto, de conserver nos positions gagnées en tellement de temps et avec tant d'efforts. Voilà un sujet qui ne laisse pas de préoccuper. Avant et après l'arbitrage espagnol, le Pérou, conscient que la valeur possessive est le meilleur titre de droit, a avancé son occupation des rivières et a toujours maintenu ses positions quelques soient les sacrifices. Mais au cours de la dernière décennie, par négligence, ou selon ce que l'on en dit, pour des raisons de politique intérieure afin d'éviter des soulèvements militaires dans l'*Oriente*, nos détachements ont été retirés. Là où le Pérou se retirait, l'Équateur avançait. Il est vraiment douloureux de jeter un coup d'œil aux points actuels d'occupation équatorienne. Ainsi, le Pérou a perdu en grande partie son puissant argument de possession ininterrompue. Dans cette mesure, si nous avons des titres valides et si nous sommes en bute dans cette énorme zone à l'aspiration démesurée et injuste de la

²⁷ Ministère de la Guerre (Pérou), « Conclusiones del Consejo de Investigación sobre Operaciones militares en el Nororient 1932 », Secret, 22 mai 1936, CEHMP, 1936-72.

nation voisine, il n'y a d'autre chemin que de recommencer à faire nôtre [*asimilar*] notre terre en la défendant jusqu'au dernier souffle ».²⁸

On ne saurait être plus clair. Le diplomate accuse le régime de Leguía d'avoir désarmé les garnisons amazoniennes pour éviter une nouvelle sécession cervantine. L'accusation peut évidemment paraître rhétorique, puisque le nouveau régime attribue tous les maux du pays au dictateur déchu, mais elle est vraisemblable car cohérente avec le reste de nos informations. La réponse qu'il fallait alors donner, de « recommencer à assimiler notre terre en la défendant jusqu'au dernier souffle » peut évidemment faire allusion à une militarisation forte et tous azimuts.

Penser l'armée en forêt tropicale

Une des premières manifestations de regain d'intérêt militaire pour la région est la création d'une doctrine stratégique concernant le milieu spécifique que constitue la *selva*. Cet intérêt part du constat exprimé par un marin vétéran du conflit, de ce que « les règlements, les dispositions, les doctrines, les procédures et autres mesures normatives dictées pour la Côte (*Costa*) ou pour la Montagne (*Sierra*) ne s'adaptent pas, dans la plupart des cas, à la réalité selvatique ».²⁹ Fernando Romero est ainsi l'un des premiers à s'intéresser réellement à la question, après avoir personnellement constaté ce décalage au cours des opérations de Leticia, mais il fait partie d'un mouvement plus général très net. Nous avons pour prouver ce point recensé les publications militaires sur le sujet des années 1920 au milieu des années 1940 (Encadré 3).

Encadré 3 Publications militaires péruviennes sur la selva (1923-1928 et 1933-1943)

Parues dans la *Revue militaire du Pérou* ou sous les auspices des forces armées. Classées par date de première publication (certains titres paraissent en plusieurs livraisons).

LAZO MAYOR J.D., « La Selva peruana (ojeada militar) », *Revista del círculo militar del Perú*, 29 février 1924, Año XXI, n° 2, p. 233-247.

MURO Mayor Gerano, « Colonización militar de nuestros ríos fronterizos de Oriente », *Revista del círculo militar del Perú*, 31 octobre 1927, Año XXIV, n° 10, p. 33-38

CHAPARRO José F., « Medios de Navegación en nuestros Ríos del Oriente », *Revista militar del Perú*, 1933, año XXX, n° 1, 2 y 3, p. 83-86.

LIZÁRRAGA Luis E., « Un camino de gran importancia », *Revista militar del Perú*, 1933, año XXX, n° 1, 2 y 3, p. 87-90.

PAREDES L.H., « Vía del Pichis », *Revista militar del Perú*, 1933, año XXX, n° 1, 2 y 3, p. 137-146.

BARBIS D. M., « El ejército y la colonización de Montaña », *Revista militar del Perú*, 1933, año XXX, n° 12, p. 1239-1242.

²⁸ Ministère des Relations Extérieures du Pérou, « Memorandum reservado, Cuestión de límites con Ecuador », 20 de diciembre de 1932, ALMRE, LEI-6-21, legajo 569.

²⁹ ROMERO Fernando, *Las fuerzas de la Marina en el Nor-Oriente y la guerra fluvial*, Secreto, 1935, p. 177.

- JARRÍN Leopoldo, « Empleo táctico de las tropas de la selva », *Revista militar del Perú*, 1933, año XXX, n° 12, p. 1261-1298.
- ROMERO Fernando, *Notas para una historia de la Marina fluvial de Guerra*, Revista de Marina y Aviación, 1934.
- VARGAS LLOSA Julio, « Región del Oriente. Indicaciones útiles al Combatiente en la Selva del Perú », *Revista militar del Perú*, février 1934, Año XXXI, n° 2, p. 211-234.
- VELARDE B. César A., « Operaciones en la Selva », *Revista militar del Perú*, mai 1934, Año XXXI, n° 5, p. 581-590.
- PAREDES L.Hipólito, « Ensayo de Proyecto de Reglamento de Guarniciones de Fronteras para la Región de Selva », *Revista militar del Perú*, juin 1934, Año XXXI, n° 6, p. 743-754.
- PAZ GARCÍA Capitán, « Sobre el Empleo de Artillería en la selva », *Revista militar del Perú*, juin 1934, Año XXXI, n° 6, p. 771-782.
- WASHINGTON DE LOS RÍOS Mayor, « Ensayo sobre el Empleo Táctico de tropas en la Selva », *Revista militar del Perú*, octubre 1934, Año XXXI, n° 10, p. 1605-1634.
- CAMINO DE LA TORRE E.B., « Apuntes para una guerra fluvial en el Nor-Oriente », *Revista de Marina y Aviación*, novembre 1934, n° 6, p. anexo.
- ROMERO Fernando, *Las fuerzas de la Marina en el Nor-Oriente y la guerra fluvial*, Secreto, 1935, 299 p.
- TORRES V. Oscar N., *Las operaciones militares en terreno selvático*, Imprenta y Librería del Gabinete Militar, 1935, 306 p.
- PAZ GARCÍA Capitán, « El material extra-ligero como cañón de selva », *Revista militar del Perú*, juillet 1935, año XXXII, n° 7, p. 1395-1406.
- PORTURAS R.E., « Las comunicaciones con el Oriente », *Revista militar del Perú*, mars 1936, año XXXIII, n° 3, p. 471-494.
- ENRIQUEZ Reynaldo, « Empleo de la compañía de Ingenieros en las regiones selváticas », Conférence à la Garnison de la V^e Division, juin 1937
- LUQUE Lizardo A., « Apuntes acerca del Departamento del Madre de Dios », *Revista militar del Perú*, août 1937, XXXIV, n° 8, p. 587-592.
- NÚÑEZ S. Guillermo, « Rol del E.M. de la Va División en Tiempo de Paz y en tiempo de Guerra », conférence donnée à Iquitos, 1937
- « En la Va División », *Revista militar del Perú*, octubre 1937, XXXIV, n° 10, p. 307.
- « En la Va División », *Revista militar del Perú*, novembre 1937, XXXIV, n° 11, p. 462.
- VILDOSO R. Luis E., « La exploración en la Selva », *Revista militar del Perú*, septembre 1938, XXXV, n° 9, p. 25-30.
- MAVILA DEL V. José, « Empleo del batallón en una operación ofensiva en región selvática », *Revista militar del Perú*, mars 1938, XXXV, n° 3, p. 351-363.
- PÉREZ ALVARADO E.V., « Estudio Geográfico de la Selva Peruana », *Revista militar del Perú*, mars 1938, XXXV, n° 3, p. 337-350.
- « En la Va Región (Nor-Oriente) », *Revista militar del Perú*, avril 1938, XXXV, n° 4, p. 623-626.
- PÉREZ ALVARADO Coronel Enrique V., *Marcha hacia la selva. Estudio geográfico de la selva peruana*, Imprenta y Librería del Ministerio de Guerra, 1939, 320 p.
- SOLANO C. V. J., « Servicio de Sanidad en la Selva », *Revista militar del Perú*, janvier 1939, XXXVI, n° 1, p. 56-62.
- VILDOSO Luis E., « Organizaciones defensivas de la Selva », *Revista militar del Perú*, janvier 1939, XXXVI, n° 1, p. 11-20.
- REVOREDO M., « El abastecimiento en carnes en la Quinta División », *Revista militar del Perú*, février 1939, XXXVI, n° 2, p. 241-247.
- SOLANO C. V. J., « Ensayo de organización y funcionamiento del servicio de Sanidad en la Selva », *Revista militar del Perú*, février 1939, XXXVI, n° 2, p. 215-224.
- CÁCERES Jorge A., « San Borja - Río Marañón », *Revista militar del Perú*, avril 1940, XXXVII, n° 4, p. 655-660.
- PÉREZ ALVARADO E.V., « La gran ruta del Pacífico al Atlántico », *Revista militar del Perú*, mai 1940, XXXVII, n° 5, p. 113-152.
- ROMERO R. Blas, « El Arma del Tren en la Selva », *Revista militar del Perú*, octubre 1940, XXXVII, n° 10.
- VILDOSO Luis E., « Ejército de la Selva », *Revista militar del Perú*, octubre 1940, XXXVII, n° 10.
- ANGLAS QUINTANA Pablo, « Patología de los ríos del Nor-Oriente y su terapéutica empírica », *Revista militar del Perú*, janvier 1942, XXXIX, n° 1, p. 56-67.
- ROMERO Blas, « Un aspecto de la conducción de las operaciones en la Selva », *Revista militar del Perú*, avril (1940) 1942, XXXIX, n° 4, p. 512-543.
- KUCZYNSKI-GODARD Máxime, « La colonización de la Amazonía », *Revista militar del Perú*, décembre 1943, XL, n° 12, p. 381-398.
- « La visita del Presidente de la República a la región del Nor-Oriente », *Revista militar del Perú*, novembre 1943, XL, n° 11, p. 75-86.

La production est donc très intense, et avoisine le millier de pages. Étant donné le caractère fractionné de certaines publications qui peuvent paraître jusqu'en cinq à six livraisons, la *Revue militaire* comporte au cours de la décennie, presque un article sur la *selva* par numéro à partir de 1933. Il faut comparer cet enthousiasme éditorial avec la quasi absence du sujet dans la même revue au cours de la décennie précédente, qui ne compte que deux occurrences du genre entre 1923 et 1928. C'est visiblement le conflit de Leticia qui a engagé le processus. Une très rapide analyse du contenu à partir des titres nous révèle certaines préoccupations récurrentes.³⁰ Les premières publications s'intéressent à la question logistique du transport. Par où transiter et avec quels moyens de locomotions ? Les marins soulignent évidemment les qualités des fleuves, d'autres encensent « l'arme du train dans la *selva* ». Il faut de toute manière « explorer » comme l'y invitent plusieurs travaux. La question logistique est d'ailleurs cruciale, jusqu'à consacrer un article entier à « l'approvisionnement en viande de la V^e Division ». La vie et le confort du soldat sont manifestement essentiels, avec des articles consacrés aux conditions sanitaires, principalement pour enrayer les effets dévastateurs des maladies. La revue peut d'ailleurs ouvrir ses colonnes à des non militaires s'ils apportent des éléments pertinents. Il en va ainsi de Maxime Kuczynski-Godard, Juif européen fraîchement arrivé dans le pays, cousin du réalisateur Jean-Luc Godard et père de Pedro Pablo Kuczynski, élu Président du Pérou en 2016.³¹ Le docteur Kuczynski-Godard y défend la création d'une Compagnie Sanitaire pour coloniser l'Amazonie. Les militaires peuvent ainsi écouter les civils, mais ils se pensent aussi comme une institution qui a un rôle à jouer dans l'Amazonie en période de paix, comme le montrent quelques publications sur la colonisation militaire. Les enjeux plus strictement militaires sont aussi évidemment travaillés, en particulier par des tentatives d'adaptation du règlement des garnisons, qui doit impliquer un nouveau matériel et de nouvelles habitudes. Enfin, les opérations guerrières mènent à envisager de nouvelles « défenses » et de nouvelles « tactiques ».

Le programme de réflexion est donc très large et il s'exprime à travers des moyens divers : livres, articles longs ou courts, conférences, annonces d'actualité de la division amazonienne, etc. Il témoigne d'un intérêt certain que l'institution n'avait pas montré jusque-là. Il peut aussi être interprété comme une émancipation de la tutelle intellectuelle française. Il se dit en effet que les membres de la mission française ne s'intéressaient pas à ces aspects. D'ailleurs, aucun d'entre eux ne publie sur ces questions, alors qu'ils publient parfois des articles sur d'autres

³⁰ Nous n'avons pas eu le temps de lire l'intégralité de ces publications en raison de leur volume.

³¹ Avant de démissionner en raison d'un scandale de corruption et d'être placé en 2019 en prison préventive.

aspects. Toutefois, en l'absence d'une révision approfondie des enseignements français dans les écoles de guerre péruviennes, le caractère émancipé d'une nouvelle doctrine proprement américaine ne peut que rester à l'état d'hypothèse.

Renforcement matériel

Dans quelle mesure ce programme a-t-il été appliqué ? Dès 1937, le Président Benavides, militaire de carrière, vante les efforts de son gouvernement concernant l'amélioration matérielle des troupes de l'*Oriente*.

« Nous avons mis en marche avec vigueur des constructions et des améliorations des casernes appartenant aux diverses régions du *Nororiente*, où l'on occupe déjà les nouveaux locaux. Dans ces garnisons, en prenant en compte l'éloignement de la région, les nouvelles constructions occupées par les troupes ont été dotées des moyens appropriés de communication, non seulement pour les nécessités du service, mais aussi pour leur instruction et leur détente, comme les *broadcastings* qui fonctionnent actuellement dans six garnisons. Les casernes récemment construites et remises à neuf dans les garnisons du *Nororiente* ont également été dotées de moteurs générant de la force électrique pour la lumière. En prenant en compte les conditions de vie des troupes du *Nororiente*, mon gouvernement ne s'épargne aucun effort pour les améliorer, construisant des casernes jusque dans les garnisons les plus éloignées et les dotant des commodités indiquées précédemment, ce qui signifie indiscutablement un effort puissant, si l'on tient compte du caractère inhospitalier de ces régions de la *selva* ». ³²

On ne saurait là non plus être plus clair et redondant sur l'effort logistique du gouvernement, qui avait été souligné par la doctrine. Cet effort matériel s'accompagne évidemment de l'augmentation numérique des soldats en poste dans ces garnisons du *Nororiente*. De 350 soldats en 1932, les effectifs péruviens grimpent à 1 246 en avril 1941, soit de trois à quatre fois plus. ³³ Ces troupes de l'armée de terre sont d'ailleurs secondées par les forces navales et d'aviation, qui dans la région rassemblent quatre canonnières, deux barques motorisées et cinq avions. ³⁴ Tout en renforçant la branche de la marine, c'est donc surtout sur l'armée de terre qu'a porté l'essentiel de l'effort. Cet effort est d'ailleurs national et non exclusif de la *selva* avec cependant des implications géopolitiques particulières dans la région forestière. À l'inverse du secteur occidental du Zarumilla où la dense population civile a engendré une forte présence policière, c'est l'armée qui occupe ce secteur. Le différentiel est tout à fait visible sur ce croquis des implantations militaires (bleues) et de la garde civile (police, noir). Alors que

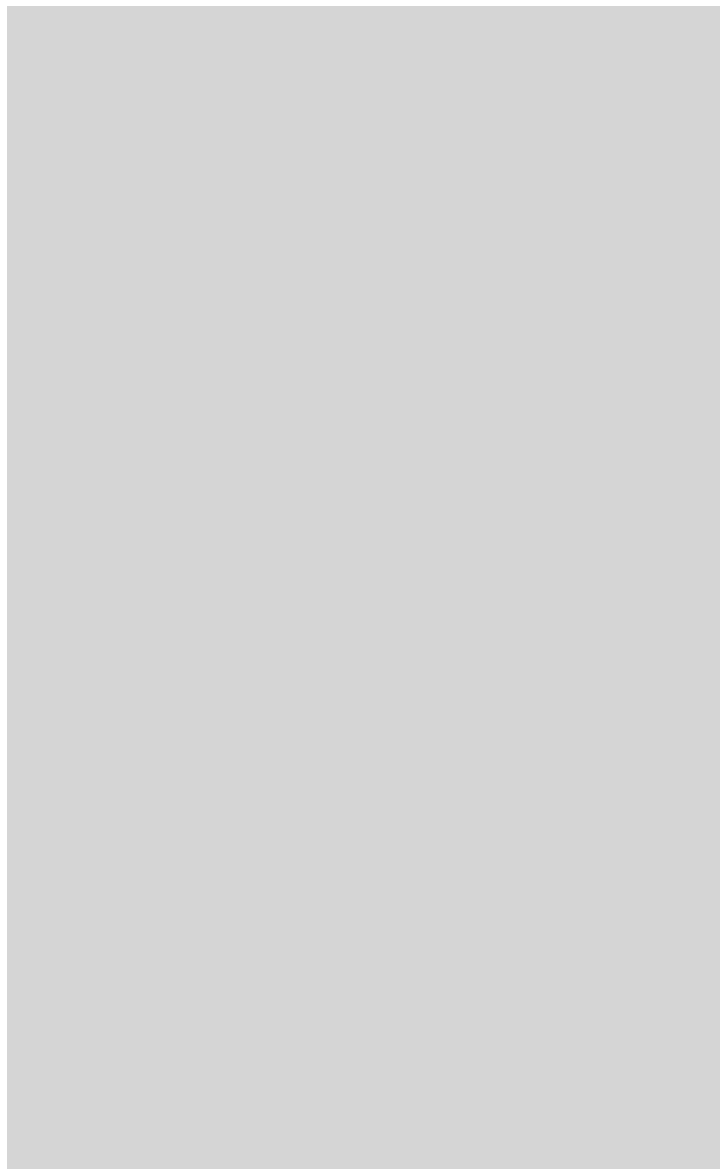
³² « Párrafos del Mensaje que el Sr. Gral de Div. Presidente de la República ha dirigido a la Nación con motivo del primer aniversario de la prórroga de su mandato », *Revista Militar del Perú*, año XXXIV, n°12, décembre 1937.

³³ Général Antonio S. Santisteban, commandant général de la Vème Division, « Informe sobre la actuación de la Va. División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941. CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor Vª sección.

³⁴ DEL MAR ALCÁZAR Gerardo, *Conflicto militar del Perú con el Ecuador, 1941, en el teatro de operaciones del nor-orienté*, Lima, 1980 ; RODRÍGUEZ ASTI John, *Las operaciones navales durante el conflicto con el Ecuador, 1941: apuntes para su historia*, Lima, Marina de Guerra del Perú, 2008.

sur les contreforts montagneux, l'on trouve encore des effectifs de police, ceux-ci laissent vers l'est complètement la place aux effectifs proprement militaires en terrain amazonien (figure 30) La garde civile de la région de Bagua du reste comportait des effectifs ridiculement petits, une douzaine de gardes tout au plus en 1940.³⁵

Figure 30 : L'armée péruvienne prend l'ascendant sur la police dans les territoires les plus selvatiques



Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2° tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978

³⁵ COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978 (ci-après *Col. doc.*), vol. 1, documents 269 à 272.

Le caractère expansif de l'armée se traduit tout naturellement sur le terrain, par la création ou le renforcement des garnisons, c'est-à-dire par une avancée territoriale substantielle, qui a cependant toujours été niée officiellement et condamnée au secret militaire, de même que l'armement sur lequel nous n'avons pas vraiment de données. Heureusement, les informations compilées par un historien de l'armée péruvienne nous permettent de confirmer ce point, grâce à l'historique de chaque garnison qu'il a dressé (Tableau 1).

Tableau 1 : Création et renforcement des garnisons péruviennes de la V^e Division (1930-1941)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941
Secteur Putumayo-Curaray				<u>El Infante</u>	<u>Arica</u>		<u>Curaray Arica</u>		<u>28 de Julio</u>		<u>Santa Rosa</u>	
Secteur Tigre-Pastaza	<u>Sargento Lores</u>					<u>Soplin Borja Batra</u>		<u>Coronel Portillo</u>	<u>Capitán Bezada Carbajal</u>	<u>Teniente Yanez Soldado Luna Santo Tomas</u>		
Secteur Morona-Santiago	<u>Barranca</u>				<u>Vargas Guerra</u>	<u>Teniente Pinglo</u>	<u>Subteniente Castro</u>	<u>Sargento Puño Chávez Valdivia</u>				<u>Chávez Valdivia</u>

Source : Élaboration propre.à partir de ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969, p. 164-195.

L'objectif de ces créations de garnisons semble assez limpide. Il ne concerne pas tant la frontière colombienne (secteur Putumayo-Curaray) avec trois créations et deux renforcements, que les secteurs exclusivement au contact de l'Équateur que sont le secteur central du Tigre-Pastaza (huit créations, un renforcement) et occidental Morona-Santiago (six créations, un renforcement). D'ailleurs, la chronologie est aussi symptomatique. L'accélération des créations de garnisons dans tous les secteurs à partir de 1936 est à mettre en relation avec la souscription de l'Acte de Lima qui oblige Pérou et Équateur à occuper le plus possible le terrain (voir chapitre 1).

L'armée amazonienne du Pérou a donc, en moins d'une dizaine d'années, tiré les leçons de l'épisode de Leticia, amélioré son matériel, sa préparation, sa tactique, le tout pensé et réfléchi par les cadres de l'armée et mis en œuvre sur le terrain. Cela ne signifie pourtant pas que tout convienne à l'état-major. Après la guerre, le général Antonio Silva Santisteban, se basant précisément sur l'expérience accumulée dans le conflit, réclame encore de l'armement et de l'équipement plus adaptés au milieu, ainsi que la mise sur pied d'une commission de révision

des règlements.³⁶ Malgré ces nuances, il faut bien admettre que le Pérou était beaucoup mieux préparé à l'éventualité d'une guerre amazonienne en 1941 qu'en 1932, même si cela ne signifie pas nécessairement que la guerre a été planifiée.

B. Une réorganisation plus administrative en Équateur

L'Équateur qui n'a pas été directement confronté aux difficultés d'une mobilisation amazonienne en 1932, n'a pas reçu ces événements comme un choc à l'instar de ses deux voisins. Certes, la concentration de troupes péruviennes sur le Napo pour combattre les Colombiens a affolé les esprits, et les politiciens promirent alors de renforcer les effectifs ; promesses non tenues, peut-être en raison de la crainte d'enclencher une guerre non voulue.³⁷ Il ne semble d'ailleurs pas y avoir un semblable mouvement doctrinal sur la selva comme dans le cas péruvien.³⁸ Ce n'est que dans les années 1970 que les militaires équatoriens se forment à la doctrine de guerre selvatique par l'intermédiaire des Brésiliens.³⁹

On note cependant, comme dans la période précédente, une véritable activité administrative de la part des autorités militaires et civiles, qui consiste à réorganiser la région en fonction des nécessités et des réalités du terrain.⁴⁰ Depuis 1926, les forces équatoriennes de l'*Oriente* sont organisées en un District militaire *Oriente*, séparé des autres régions militaires du pays, directement sous l'autorité du ministre de la Guerre et de la marine.⁴¹ L'*Oriente* avait donc déjà acquis le caractère d'un cas particulier, ce qui s'accéléra à partir des événements de Leticia. En janvier 1933 étaient organisés pour la première fois deux Détachements dans l'Oriente équatorien, qui devaient regrouper les forces de l'armée et de la marine. Pour attirer les soldats

³⁶ Général Antonio S. Santisteban, commandant général de la Vème Division, « Informe sobre la actuación de la Va. División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941 ; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor Vª sección, p. 49-52

³⁷ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la revolución alfarista, su desarrollo y posterior decadencia*, Centro de Estudios Históricos de Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2007, vol.4, p. 217-220.

³⁸ La revue *El Ejército*, puis *El Ejército Nacional*, équivalent équatorien de la *Revista Militar del Perú*, paraît de 1917 à 1933. Elle est ensuite interrompue jusqu'à 1995 lorsqu'elle reparaît sous le nom de *Revista Tarqui* puis de nouveau *Revista El Ejército Nacional*. Nous n'avons pas pu consulter les numéros antérieurs à 1933, mais un aperçu en est donné dans le numéro commémoratif « 100 años comunicando la historia del Ejército 1917-2017 », *Revista El Ejército Nacional*, février 2017, n° 200.

³⁹ Certains cadres de l'armée assistent alors aux enseignements du *Curso de Operaciones de Selva y Acción Comando* (COSA) à Manaus transformé ensuite en *Centro de Instrucción de Guerra en la Selva* en 1978, et encore actif aujourd'hui. MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2012, vol.5, p. 206 sq.

⁴⁰ LLORET ORELLANA Patricio, « El ejército en los años 30 », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, Quito, 2013, vol. 5, p. 187-242. Les informations suivantes sur l'armée équatorienne dans ces années sont tirées de ce travail.

⁴¹ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la revolución alfarista, op. cit.*, p. 172.

dans un système sans conscription obligatoire, la solde des troupes d'Amazonie était rehaussée de 50% par rapport aux autres régions. En 1937 étaient ensuite créés les bataillons « Ecuador » et « Oriente », transformés en 1940 en Détachements auquel on ajoute un troisième Détachement nommé « Patria ». L'armée a donc pris directement la mesure de la tâche en Amazonie.

C'est toutefois l'évolution de l'administration civile qui montre le mieux la tendance. En 1935 sont créées les régions orientales Napo-Pastaza et Santiago-Zamora mais surtout, l'année suivante, c'est l'intégralité de la Direction de l'*Oriente*, l'organisme chargé de l'administration civile des territoires orientaux, qui devient, à la faveur de l'expédition du Santiago détaillée plus loin, le Quatrième Département du ministère de la Défense Nationale, sous la direction d'un haut gradé militaire, et sous la responsabilité du ministre de la Défense. Certes ce Département garda toujours une grande autonomie au sein du ministère, mais il s'agissait bien, comme le soulignait un article d'*El Día* de 1936, d'une « administration nettement militaire dans cette région ». Cette logique de militarisation de l'administration civile est d'ailleurs confirmée et culmine pour notre période dans la grande *Ley especial de Oriente* de 1940, qui reprend le canevas des lois de l'*Oriente* précédentes tout en apportant quelques changements importants.⁴² La loi confirme que le portefeuille renommé ministère de la Défense et *Oriente* (art.4) a la charge de l'*Oriente*, toujours divisé en deux régions. Sa première priorité est de « veiller à l'intégrité du territoire et au progrès des provinces orientales » (art.5-a), puis entre autres de développer le transport et la colonisation en particulier étrangère, faciliter l'installation des missions et l'éducation, encourager l'étude scientifique et la cartographie de la région, et interdire la production et le commerce des *Tsantsa*.⁴³ La grande nouveauté vient du Titre III qui crée un « Conseil Consultatif de l'*Oriente* », composé d'un conseiller juridique de la chancellerie, d'un représentant du Congrès, du président du Comité national orientaliste, du ministre concerné par la réunion, et d'un représentant des forces armées. Il doit se réunir toutes les semaines, et témoigne d'une volonté d'intégration de la société civile, sous la houlette de la Défense qui garde toujours la haute main. Les Titres suivants organisent enfin l'administration du terrain, répartie entre le « chef politique » d'un canton (plutôt urbain) et le « lieutenant politique » d'une paroisse (plutôt rurale), nommés par le ministre - comme le sont les administrateurs de courrier et les *tamberos* - et chargés des registres civils, de l'administration des courriers, de l'enseignement (en collaboration avec le ministère de

⁴² « Ley especial del Oriente », 1er novembre 1940 ; ministre de la Défense Nationale, Vte Santistevan E., au président de la République, 30 octobre 1940, n°233-C2. ESMIL, L371.

⁴³ Sur ces « têtes réduites », voir *infra* chapitre 6.

l'Instruction), voire de la levée d'impôt dans les chefs-lieux de province.

La région est donc bien entièrement verrouillée par le secteur Défense, qui s'occupe presque de tous les aspects, bien que la loi martiale ne s'applique pas.⁴⁴ Dans cette perspective, en l'absence de garnison, le lieutenant politique est souvent, quoique lui-même civil, l'autorité militaire locale. C'est donc moins la victoire de l'institution armée de terre, comme au Pérou, que la porosité des frontières entre civil et militaire et le phagocytage de la vie civile par l'administration du ministère de la Défense qui a eu lieu. C'est bien cette confusion entre civil et militaire et l'ascendant de ce dernier qui motive encore la recommandation du major équatorien Bustamante après la guerre, qui estime qu'« ici dans l'*Oriente*, où toute l'Administration tant civile que militaire est dans les mains de l'armée, il est nécessaire, non pas d'intervenir, mais de surveiller et d'orienter vers la meilleure forme possible les activités politiques des différents habitants de la région.⁴⁵ ».

La militarisation équatorienne semble donc d'après ces témoignages plutôt des gesticulations administratives et politiques qu'un véritable renforcement des effectifs. Des soldats sont cependant bien présents, comme l'indique ce relevé de 1938 :

Tableau 2 : Répartition des effectifs de l'armée équatorienne orientale en 1938

Région Sur-Oriente : Bataillon n°13 « Ecuador »

Détachement	Chef	Effectifs
Canelos	Sergent sous-lieutenant	8
Mera	Sergent	5
Puyo	Lieutenant	14
Andoas	Caporal	5
Sarayacu	Sergent	5
Pacayacu	Caporal	3
González Suarez	Lieutenant	14
Corrientes	Caporal	7
Huachi	Sous-lieutenant	8
Santo Domingo	Caporal	5
Montalvo	Sergent	4
Macas	Lieutenant	16
Arapicos	Sergent	4
Puente Hondo	Sergent	3
Sucúa	Sergent	4
Miazal	Sergent	5
Mangosiza	Sergent	3
Morona	Lieutenant	12
Yaupi	Lieutenant	11
Gualaquiza	Sous-lieutenant	10

⁴⁴ Les lois strictement militaires ne s'appliquent qu'aux hommes en service actif.

⁴⁵ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 "Ecuador" presentado por el señor Mayor Marco A. Bustamante, Ex Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f (ci-après, ESMIL, Legajo f).

Méndez	Major Manuel Martín Icaza et deux officiers	50
Indanza	Sergent	6
Pongo Chico	Caporal	7
Copal Chupianza	Sergent	3
Total		Total : 1 chef, 7 officiers et 224 soldats

Région Nor-Oriente : Bataillon n°14 « Oriente »

Papallacta	Sergent	2
Baeza	Caporal	2
Loreto	Caporal	2
Archidona	Sergent	4
Tena	Lieutenant	5
Puerto Napo	Lieutenant	3
Santa rosa Sucumbíos	Sergent	3
Putumayo	Lieutenant	10
Puerto Montafur	Sergent	4
Rocafuerte	Major	84
Yasuni	Caporal	2
Lagarto-Cocha	Sous-lieutenant	7
Tarqui	Capitaine	20
Nashiño	Caporal	3
Arcadia	Sous-lieutenant	13
		Total : 1 chef, 13 officiers, 171 soldats

Région Sur-Oriente : Bataillon Montecristi

Zamora	Sergent	7
Chaguar	Caporal	8
Zumba	Capitaine, 2 officiers	39
Chito	Lieutenant	14
Guanchunangui	Caporal	5
Pucapampa	Caporal	5
		Total : 2 officiers et 83 soldats

Source: « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938, MREE, T.5.3.1.4.

Les Équatoriens alignaient donc un peu plus de 400 soldats vers 1938, qu'il faut comparer aux Péruviens qui étaient le double ou le triple. L'historien Edison Macías Núñez considère néanmoins que les effectifs pouvaient atteindre près de 700 au moment de la guerre, en comptant peut-être les Lieutenances civiles ou d'éventuels renforts.⁴⁶ Le matériel de cette troupe était de l'avis de tous, vieux et inadapté, les cartouches pourrissant d'humidité, et ne pouvant compter ni sur des barges motorisées, ni sur des avions. À en croire l'historienne

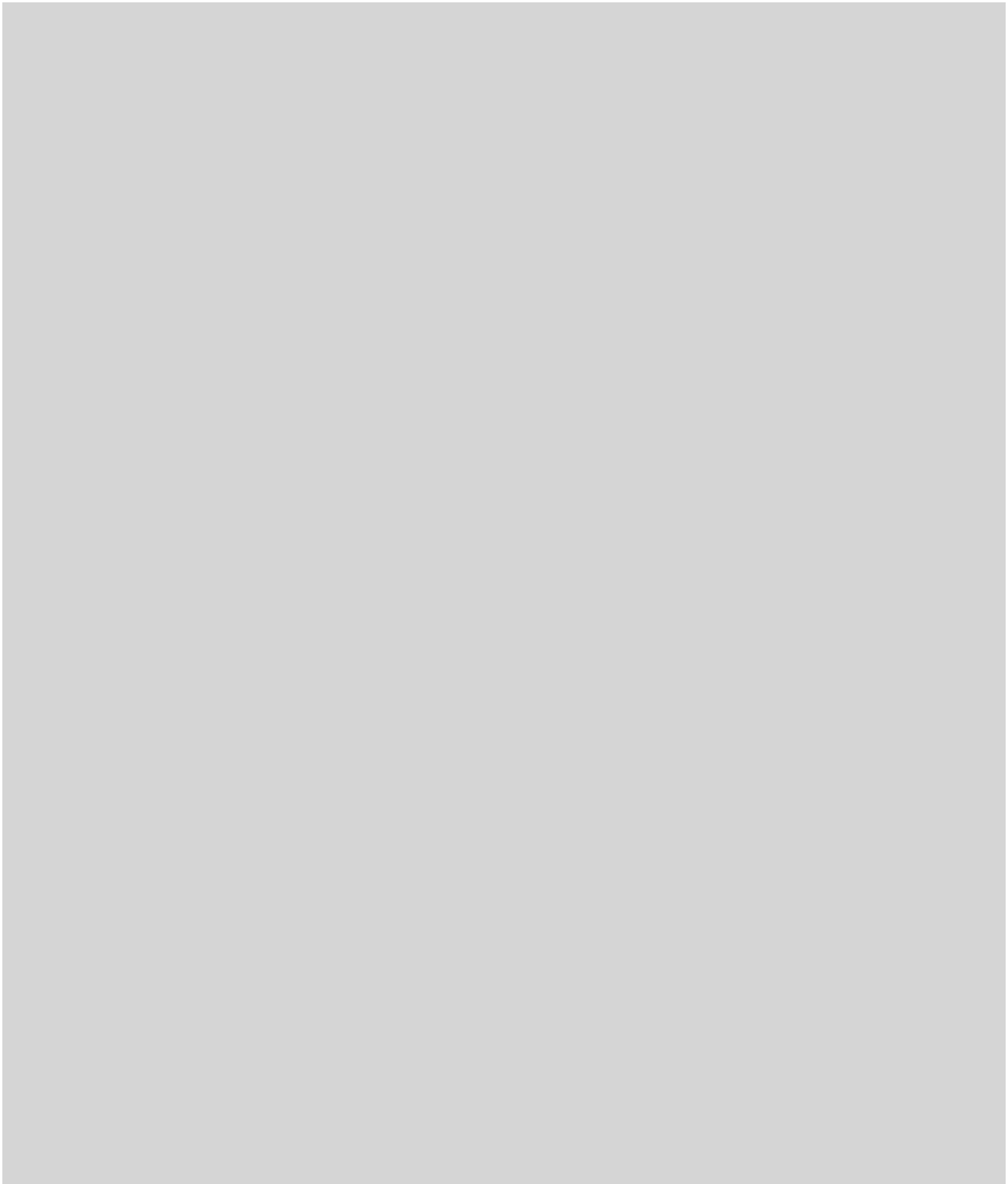
⁴⁶ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2012, vol.5, p. 127–129.

Natàlia Esvertit Cobès, la véritable militarisation de l'espace oriental équatorien serait intervenue après la guerre de 1941, en conséquence du choc généré par la défaite. Alors, la présence militaire et son emprise sur la société se seraient beaucoup plus fait sentir.⁴⁷ Sans remettre en cause cette militarisation postérieure, il est clair pour nous qu'il s'agit alors de la mise en œuvre d'un programme dont les contours ont été dessinés dès les années 1930, mais indéfiniment remis à plus tard par manque de moyens et d'opportunité politique. La guerre de 1941 serait donc une fois de plus à mettre sous le sceau de la continuité plutôt que de la rupture.

Malgré les efforts administratifs des Équatoriens, le déséquilibre était donc patent, soulignant le différentiel de stratégies entre les Équatoriens aux moyens très limités s'appuyant sur un quadrillage administratif militarisé, et des Péruviens aux moyens plus importants militarisant effectivement l'espace par l'armée. Cette divergence de stratégie était d'ailleurs la continuité des époques antérieures, et Leticia a renforcé plus que créé ce phénomène. Malgré ce déséquilibre, le dynamisme militaire des deux pays avait à la fin des années 1930 constellé l'espace amazonien de garnisons et de postes avancés de tailles diverses, que l'on peut retrouver dans cette carte.

⁴⁷ ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza », art. cit., p. 509.

*Figure 31 : La constellation de postes militaires sur la frontière orientale
(entre 1938 et 1941)*



Source : ESMIL

Chaque point rouge représente une position équatorienne, les bleues, péruviennes. On remarque la division de l'*Oriente* équatorien en deux régions qui pour une fois, représentent le contrôle effectif plutôt qu'un découpage administrativo-politique imaginaire, raison pour laquelle cette carte ne devait pas circuler librement.

II- Vivre dans une garnison frontalière : les défis quotidiens des armées

Cette présence militaire dans l'Amazonie signifiait concrètement le placement d'hommes dans une zone frontière éloignée des circuits économiques et sociaux des deux pays. C'était donc un défi logistique, voire moral, auquel étaient confrontés les états-majors. C'est la nature de ce défi que nous présentons ci-dessous.

Notons d'abord que les forces de l'ordre dans la région sont très majoritairement militaires. À l'inverse du secteur occidental où, jusqu'à la montagne comprise, les effectifs policiers sont nombreux et parfois exclusifs, l'Amazonie a été confiée aux forces armées. Certes du côté équatorien, on trouve souvent, en plus ou à la place des garnisons, un lieutenant politique, dans les territoires ruraux équatoriens, « autorité tenant du dictateur et du commissaire de police » (Flornoy)⁴⁸, et il n'est pas toujours possible de distinguer ces hommes de soldats d'une armée régulière. Dans les forces armées mêmes, il faut aussi distinguer les forces navales, quasi inexistantes du côté équatorien tandis qu'elles ont été les forces les mieux implantées historiquement chez les Péruviens. C'est cependant l'armée de terre qui concentre le propos qui suit, tant en raison de sources issues de cette institution que de l'importance grandissante de cette branche spécifique des forces armées dans la gestion de l'Amazonie au cours des années 1930. Dans ces positions militaires, il faut enfin souligner l'hétérogénéité des situations. La plupart des postes avancés comptent moins de dix soldats, et sont dépourvus de tout, tandis que les grandes garnisons peuvent héberger jusqu'à une centaine de personnes, dans des conditions beaucoup plus favorables.

A. Relier les hommes, un défi logistique inégalement réussi

Le défi logistique que représente le maintien de positions militaires s'incarne dans les distances et le transport. De Baños, porte de l'Amazonie équatorienne sur le Pastaza, à Iquitos, cœur du dispositif péruvien, il y a 1360 km de fleuve. Les distances temps se calculent en jours et en semaines, même entre les postes les plus proches. De Rocafuerte, le trajet vers les petits postes dans la région du Lagarto Cocha prend ainsi de 3 à 25 jours en canot (sans moteur), raison pour laquelle ces postes sont ravitaillés tous les deux mois. Autrement, il faut pour les Équatoriens envoyer le matériel directement depuis Quito, par de mauvaises et dangereuses

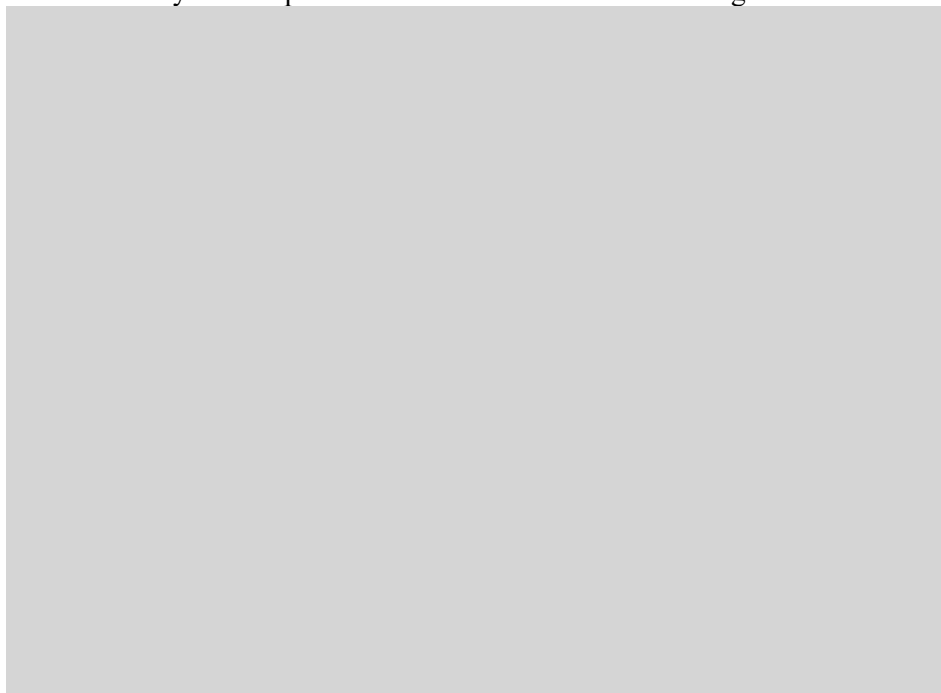
⁴⁸ FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone: trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939, p. 38.

routes. Les Péruviens, grâce au centre logistique qu'est Iquitos, semblent mieux lotis. D'autant que leur domination des affluents jusqu'à leur innavigabilité, couplée avec des nombreuses embarcations à moteur, leur permettent de ravitailler tous leurs postes par la voie fluviale. Il faut cependant noter que ces trajets s'effectuent la plupart du temps en remontant les fleuves (*surcando*), ce qui peut doubler le temps de trajet. En plus des embarcations de la marine, les Péruviens peuvent alors compter sur les navires commerciaux, qui, comme la maison Israël & Cía, alimentent les postes mensuellement au cours de leurs tournées.⁴⁹ Enfin, les Péruviens disposent de quelques hydravions dont ils font grand usage pour le transport de vivres ou de troupes. En matière d'approvisionnement, il y a donc un léger avantage péruvien, mais les deux camps ont intérêt à développer des stratégies d'autonomie au moins alimentaires pour palier la lenteur de l'approvisionnement.

⁴⁹ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Nuñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 16 février 1934 ; AHMRE, T.5.1.20.

Figure 32 : Dans les airs et sur les fleuves : la domination logistique péruvienne

Hydravion péruvien sur le Pastaza au cours de la guerre



Un bâtiment de guerre péruvien sur le río Coca, peu après la guerre



Source : AHMGP

Les bâtiments respectifs accusent aussi le contraste. La Lieutenance politique du Cangaimo sur le Morona est par exemple constituée d'un sergent et de cinq *carabineros* équatoriens qui

« vivent dans une vieille bâtisse qui court le risque de disparaître emportée par le vent violent [*huracanado*]⁵⁰ » tandis que les deux familles d’indiens s’installent dans une autre construction plus misérable encore. Face à cette misère équatorienne, les Péruviens sont mieux logés, notamment à la fin des années 1930, mais le regard extérieur d’un civil de Lima habitué à d’autres conditions pouvait encore souligner en 1938 la vétusté de la vie de campagne, à Barranca sur le Marañón :

« La pauvreté des postes militaires avancés comme celui-ci donne de la peine, sans ouvrages de défense cachés par des camouflages, - suivant ce que semble conseiller la technique militaire moderne. - ni même ostensibles ; formés de simples huttes [*chozas*] ; sans installation électrique ; et dépourvus de tout confort. On ne voit nulle part - hormis l’Écusson National accroché à une triste maison de paille et les Officiers et soldats en uniforme - rien qui nous indique que nous sommes dans un établissement guerrier, qui se doit d’être toujours imposant et symbolique. La construction de casernes modernes, d’architecture adaptée à la région et au climat, avec des matériaux nobles et résistants, semble urgente ».⁵¹

La supériorité matérielle et logistique péruvienne est donc à relativiser, mais elle est réelle et transparait dans un cas paradoxal d’entraide. En mai 1940, un officier équatorien du poste de Platanoyacu, gravement malade, est évacué par les Péruviens en bateau à moteur puis en avion pour arriver à l’hôpital d’Iquitos. La chancellerie équatorienne, reconnaissante du fait, ne s’en préoccupe pas moins de cette éclatante démonstration de domination logistique.⁵² Les maladies tropicales sont quant à elles partagées des deux côtés: « paludisme, dysenterie, maladies intestinales, infections de la peau par coupures, piqûres d’insectes, caries, adénites inguinales, conséquence de l’infection de la peau » inventorie le chirurgien équatorien de Méndez, ajoutant que le manque de matériel obligeait souvent à pratiquer des opérations dentaires épouvantables.⁵³

Ajoutons à cela les retards systématiques de paiement de solde, et il est facile de comprendre que les officiers et troupes envoyées sur ce front considéraient leur temps passé comme un véritable purgatoire. Un officier équatorien plaint ainsi ces « pauvres soldats qui souffrent la faim, la misère et l’abandon: beaucoup sont morts d’abandon, je peux citer des cas et des noms » s’indignait-il, tout en décrivant une troupe « dominée par les vices », tandis que l’Amazonie constitue « pour les Chefs d’Unité, un lieu d’expiation de fautes politiques, ou

⁵⁰ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

⁵¹ Víctor Proaño a Carlos Concha, ministre des Relations extérieures, 26 février 1938, ALMRE, LEK-20-7, Legajo 176.

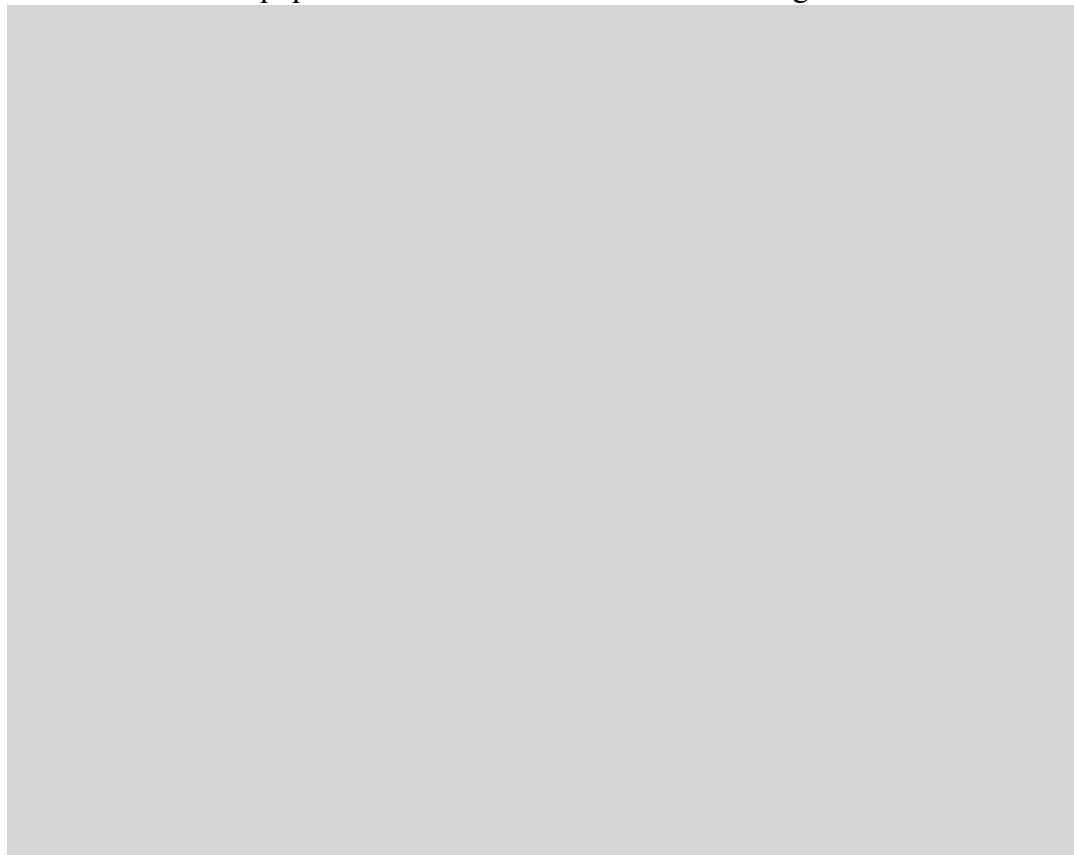
⁵² Julio Tobar Donoso, ministre des Relations extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 17 mai 1940, AHMRE, T.5.3.2.3. Il cite Antonio Quevedo : « Alférez ecuatoriano Señor Rodríguez quien, víctima de un ataque de colibalicolis y anemia, [fue] transportado, a petición de nuestra guarnición de Platanoyacu, hasta el puesto de Sargento Lores, en una lancha a motor peruana y luego, en avión, hasta el hospital de Iquitos ».

⁵³ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 « Ecuador » presentado por el señor Mayor Marco A. Bustamante, Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

disciplinaires, ou d'entraînement de nouveaux incorporés ». ⁵⁴ Après la guerre, le major équatorien Bustamante confirme la discipline « très relâchée » de son bataillon, le caractère « vicié », non instruit de soldats « abandonnés à leur sort pour un temps indéfini », avec des officiers menacés par les deux extrêmes de la promiscuité avec leurs subordonnés ou de la « misanthropie ». ⁵⁵ Malgré un confort un peu meilleur, les rangs péruviens pouvaient affronter pareils problèmes, lissés cependant par leur recrutement local. ⁵⁶ L'enfer vert pour ces jeunes hommes d'une vingtaine d'année pouvait ainsi durer de six mois à deux ans. Les officiers pouvaient y être envoyés plusieurs fois. On comprend alors les remarques dès le XIX^e siècle sur l'effet corrupteur de l'armée sur les colons.

Figure 33 : Le sport dans les garnisons orientales

L'équipe de football d'un bâtiment fluvial de guerre



Source : AHMGP

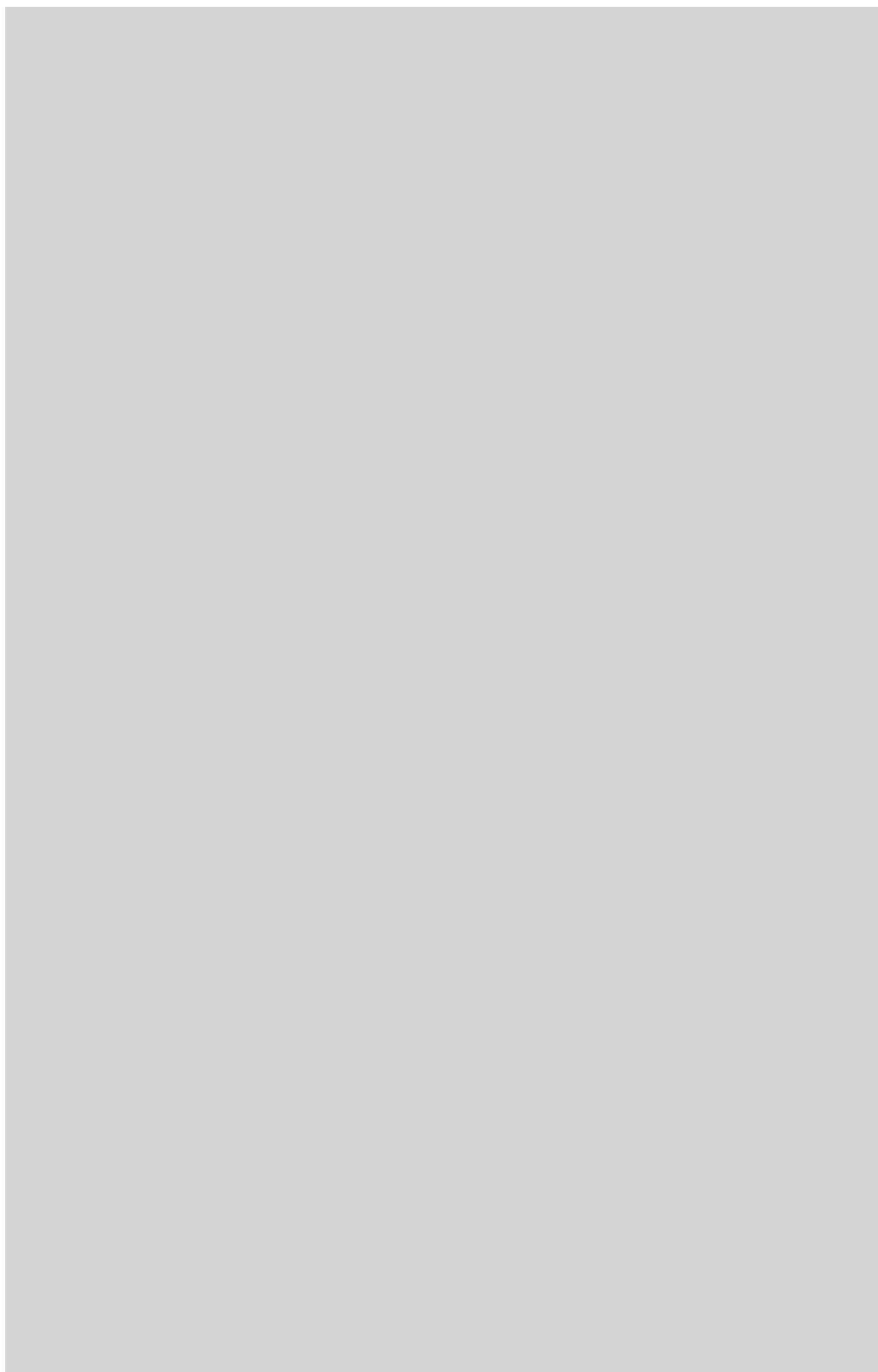
Comme l'indique la légende, cette équipe a gagné le tournoi organisé à la garnison de Cabo Pantoja, sur le Napo. L'armée de terre y a donc aussi participé. La date du tournoi, juillet 1941, correspond à la guerre, ce qui montre le décalage temporel entre les garnisons orientales et le reste du pays.

⁵⁴ « Copia del informe que presentó el Comandante A.Witt al IV Departamento "Oriente" el 12 de enero de 1940, y ampliado a pedido del señor Ministro de Defensa, en febrero 7 del mismo año », AHMRE, T.5.3.1.1.

⁵⁵ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 « Ecuador » presentado por el señor Mayor Marco A.Bustamante, Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

⁵⁶ Voir la question du recrutement local dans le chapitre 6.

La garnison « Sargento Puño » à la fin des années 1930.



Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2º tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978

Les numéros correspondent aux éléments cités dans l'ordre de la légende. C'est le camp d'instruction qui sert de terrain de sport qui occupe la plus grande surface (7).

B. Des normes sociales propres à un territoire de confins

Ces soldats et ces officiers doivent pour ces raisons être occupés. Or, leurs activités quotidiennes participent également du processus de militarisation et de la dynamique conflictuelle qui s'installe. La semaine type des 87 soldats de la garnison péruvienne de Vargas Guerra est ainsi décrite par un espion militaire équatorien, se faisant passer pour un inspecteur péruvien :

« L'instruction proprement dite ne dépasse pas une heure au cours de la matinée. Le reste du temps jusqu'à 11h ils le consacrent à l'agriculture. L'après-midi ils se reposent, sauf les vendredis qu'ils emploient à l'entretien de l'armement pour la revue du samedi matin et l'après-midi de ce même jour ils lavent le linge. Les dimanches, ils se reposent ou peuvent sortir chasser selon l'envie »⁵⁷.

Dans cette instruction, le sport semble jouer un rôle important, à en juger par la mention de terrains et par quelques photographies de parties de football (figure 33), et nous rappelle qu'en Amazonie péruvienne, le sport a été vecteur de la construction nationale identitaire et d'une société socialement hiérarchisée depuis la fin du XIX^e siècle.⁵⁸

L'importance des travaux des champs est également fondamentale, tant pour la nécessité d'autonomie que pour les projets plus ou moins aboutis de colonisation militaire (voir le développement dédié à cette question). Les soldats sont ainsi armés de machettes pour leurs travaux agricoles, tandis que les sous-officiers sont choisis parmi les meilleurs agriculteurs : « Les 1^{er} et Snd Caporaux sont choisis parmi le Contingent en raison de leurs plus grandes connaissances en agriculture, ils sont compétents pour diriger les travaux de ferme ».⁵⁹ Les croquis représentant les garnisons existantes ou en projet, montrent ainsi l'omniprésence des champs dédiés à la culture du riz, de la banane ou encore du manioc [*yuca*] (figure 34).

Les travaux des champs, l'instruction et le sport étaient cependant loin d'occuper complètement les soldats. Jeunes hommes éloignés de leurs familles dans des conditions difficiles, ils s'adonnaient également à des loisirs considérés comme beaucoup moins moraux par les officiers. L'alcool semble en particulier avoir été un fléau surtout pour les Équatoriens, et être à l'origine de plusieurs incidents internationaux. À Pantoja, le commandant péruvien craint particulièrement les commémorations nationales équatoriennes comme celle de la bataille de Pichincha,

⁵⁷ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

⁵⁸ HEYMANN Catherine, « Sport et construction nationale en Amazonie péruvienne au début du XX^e siècle », *Caravelle*, 2007, vol. 89, n° 1, p. 35-46.

⁵⁹ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

« À l'origine de libations soutenues qui se prolongent sur 8 voire 15 jours, en réalité, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'alcool à vendre, période au cours de laquelle disparaissent toute garantie d'ordre, de subordination et de discipline, car se mélangent civils, troupe, officiers et commandement, provoquant les harangues, les discours verbeux débordants qui stimulent les appétits contenus dans des esprits excités par l'alcool ».⁶⁰

La proximité avec les civils n'arrange d'ailleurs pas ce travers. À Méndez, siège d'une des deux régions militaires de l'*Oriente* équatorien, « à Méndez, le samedi et le dimanche, on consomme l'eau de vie en quantités astronomiques ; il suffit de dire qu'à Méndez, il y a 30 maisons et 22 débits de boisson [*cantinas*], c'est-à-dire qu'il n'y a pas de débit de boisson uniquement à la caserne, à la mission, dans les écoles et dans trois maisons de particuliers »⁶¹.

Avec l'alcool vient la question des femmes, aspect à ne pas négliger pour une troupe de jeunes gens isolés. Certains soldats sont mariés avec une « locale », sans que l'on sache toujours s'il s'agit d'une indigène ou d'une femme colon. Dans d'autres cas, l'épouse de la ville a suivi son mari et vit près de la garnison. Les officiers, plus âgés, viennent généralement avec femme et enfants. Mais pour les autres, et parfois les mêmes, l'enlèvement et le viol de natives, assez fréquent, pouvait être la cause de graves conflits avec les groupes autochtones (voir le point dédié aux Indigènes), ce qui inspira un véritable système de prostitution, dont une seule source mentionne l'existence, en raison sans doute de l'aspect sulfureux du sujet. Le civil Víctor Proaño écrit ainsi :

« Les Garnisons militaires de Loreto posent un problème qu'il faut bien considérer: le problème sexuel. Des abus dans ce domaine commis sur les femmes de certaines tribus, ont déjà provoqué l'extermination complète d'une Garnison. En nous rapportant seulement aux Officiers et Commandants, il est hors de doute que pour le moment, le fait d'aller vivre dans des lieux si délaissés constitue un véritable sacrifice pour les membres de leur famille. C'est pourquoi une part importante des Officiers célibataires, et même mariés, reçoivent par transmission honteuse, en arrivant aux Garnisons où ils sont détachés, ou même emportent depuis Iquitos, des femmes métis ou indigènes qui ont adopté ce système de vie, accompagnant pour de longues périodes les militaires dans ces positions éloignées, et retournant à cette ville avec eux dans l'attente que d'autres leur proposent un contrat identique, quand elles ne sont, comme cela s'est déjà vu, laissées par les Officiers sortants aux Officiers entrants. Lesdites femmes, lorsqu'elles sont à Iquitos, pratiquent la prostitution, ouverte ou cachée, et quand elles repartent aux garnisons elles transmettent leurs maladies vénériennes à des hommes qui ont bien besoin d'une santé parfaite, plus encore que ceux qui habitent en ville. Fréquemment, ce trafic immoral a comme triste conséquence la naissance d'enfants, idiots [*tarados*] la plupart du temps, presque toujours abandonnés par leurs parents, et qui constituent une inconnue pour la société et l'État. De telles conséquences se produisent, peut-être à plus large échelle encore, dans la troupe. Il y a, malgré tout, des épouses qui suivent leur mari avec abnégation et qui, bien malgré elles, sont obligées de vivre aux côtés de femmes aussi légères ».⁶²

⁶⁰ Antonio Santisteban, commandant de la Ve Division, au ministre de la Guerre, 8 juin 1938, ALMRE, LEK-9-15, legajo 169.

⁶¹ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 « Ecuador » presentado por el señor Mayor Marco A. Bustamante, Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

⁶² Víctor Proaño à Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, 26 février 1938, ALMRE, LEK-20-7, legajo 176.

Figure 34 : Garnisons orientales et agriculture

Une garnison en projet autour des terrains en jachère (*purmas*) sur le río Corrientes

La garnison de « El infante », entre le Napo et le Putumayo, à proximité d'un champ de manioc (*yucal*)



Source : CEHMP, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2° tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978

Bien sûr, cette situation n'est pas sans rappeler l'argument central du roman de Mario Vargas Llosa, *Pantaleón y las Visitadoras*, qui part de la nécessité d'éradiquer les abus sexuels dans les garnisons de l'Amazonie péruvienne pour imaginer un système complexe de prostitution géré par les hautes sphères de l'armée pour effectuer des tournées de filles dans les garnisons reculées.⁶³ Dans son prologue, l'auteur affirme d'ailleurs que ce système a réellement

⁶³ VARGAS LLOSA Mario, *Pantaleón et les Visiteuses*, Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan, Gallimard, 1975. La capitaine Pantaleón est ainsi choisi pour ses aptitudes logistiques et son peu d'attrait pour la chose sexuelle. Il organise alors, sous couvert de clandestinité dans la ville d'Iquitos, le S.V.G.P.F.A. (Service de

existé, à la fin des années 1950.⁶⁴ Solution radicale, et littérairement truculente, à un « problème » posé depuis la multiplication des garnisons amazoniennes au début du XX^e siècle. Dans la remarque de Proaño, il y a d'ailleurs plusieurs dimensions à cette question : la santé qui vient contrecarrer l'exercice et les efforts de soins, mais aussi la promiscuité entre militaires et civils de toute sorte, la question de populations civiles peu intégrées à l'État, les enfants, qu'il faut pourtant nationaliser aussi. On remarquera que les conditions de vie et le ressenti des femmes prostituées est passé sous silence⁶⁵. Ce qui intéresse Proaño, c'est la caractérisation d'une société frontalière de marge, affranchie des normes urbaines, qu'il faut contrôler et améliorer.

Ce sont finalement ces hommes envoyés contre leur gré aux confins du monde, et qui cherchent désespérément à tromper l'ennui et oublier les conditions difficiles, qui se retrouvent en face de d'autres jeunes gens dans la même situation. Les deux armées sont en effet au contact, et les conditions de vie pèsent sur la dynamique du conflit.

III- Dynamiques d'une escalade

La militarisation de l'espace et des sociétés orientales au cours des années 1930 a des raisons diverses à l'échelle nationale, mais elle procède également de dynamiques proprement locales, qu'il convient d'expliquer pour comprendre le climat tendu dans lequel se situent les phénomènes que nous allons décrire, et qui expliquent également la volonté – car nécessité – des armées des deux pays d'être la principale institution de nationalisation dans la région.

A. Des hiérarchies tendues, une conciliation impossible

La pression constante sur cet espace oriental est l'objet d'intenses échanges entre les chancelleries des deux pays, et entre chancelleries et militaires. Chacun considère, à tort ou à raison, que le voisin empiète et « envahit » progressivement son territoire.

Le premier type de protestation est symbolique et vise les découpages administratifs du voisin qui intègrent, cela va de soi, les territoires revendiqués mais non contrôlés, ou des

Visiteuses pour Garnisons, Postes Frontières et Assimilés).

⁶⁴ KANEV Venko, « Pantaleón y las visitadoras : la sátira global de Mario Vargas Llosa », *América. Cahiers du CRICCAL*, 2008, vol. 37, n° 1, p. 147-158.

⁶⁵ La coercition éventuelle, physique ou symbolique, qui s'appliquait sur ces femmes, est ainsi difficilement démontrable. Il n'est pas évident que les femmes fussent toutes forcées, comme le montre la citation précédente. Il semble avoir existé des situations variables. Dans le cas des femmes d'Iquitos, il s'agirait plutôt de travailleuses du sexe qui ont passé un contrat avec les officiers. Les femmes des groupes indigènes locaux en revanche sont plus vraisemblablement forcées à participer au système.

territoires contrôlés mais revendiqués par le voisin. Les Péruviens protestent donc officiellement contre un contrat de colonisation accordé à des Français en 1935,⁶⁶ puis s'insurgent de la division orientale équatorienne en deux régions en 1936,⁶⁷ tandis que les Équatoriens protestent en 1940 contre la création d'une station agricole de colonisation sur le Napo.⁶⁸ La multiplication des altercations entre postes militaires mène cependant à des menaces beaucoup moins nominales et symboliques. Ainsi le chancelier péruvien Carlos Concha exige-t-il du ministre équatorien à Lima que

« Les garnisons équatoriennes s'abstiennent de continuer d'essayer de modifier la situation existante, ce qui ne ferait qu'altérer la tranquillité dont il est impérieux que s'entourent les activités propres de nos garnisons frontalières respectives, dans le cas contraire le Gouvernement du Pérou se verrait obligé, pour la sauvegarde de sa souveraineté, d'adopter des mesures qui protègent efficacement son territoire contre toute violation du *Statu Quo* en vigueur ».

On a vu (chapitre 1) que les Équatoriens estiment au contraire que c'étaient les Péruviens qui avaient une interprétation par trop extensive du *Statu Quo*. Il est certes vrai que la chancellerie de Quito ordonne souvent à ses troupes de ne pas avancer, mais elle est peu respectée et difficilement en contact avec les postes avancés, auxquels ses ordres ne parviennent pas toujours (voir l'expédition du Santiago). Mais les Péruviens peuvent aussi inventer des avancées équatoriennes pour justifier leurs propres avancées, qui sont, elles, beaucoup plus contrôlées hiérarchiquement. Face à la multiplication des incidents, le général en charge des forces amazoniennes demande carrément en 1938 à abandonner tout simplement le *Statu Quo* (ce qui pourrait être un *casus belli*), créer de nouveaux postes, avancer jusqu'à l'innavigabilité des cours d'eau, et ensuite ouvrir les négociations diplomatiques.⁶⁹

Dans ce climat, la conciliation est bien difficile. Les chancelleries acceptent parfois de remplacer les fauteurs de troubles locaux pour faire redescendre la tension, mais cela ne fonctionne pas souvent. Plus rare encore est le commentaire d'un colonel équatorien, qui indique que si l'Équateur doit conserver à tout prix le Napo, il peut reculer sur d'autres fleuves,

« Pour éteindre le feu d'un conflit armé latent, entre l'Équateur et le Pérou, qui pourrait facilement se propager aux autres peuples d'Amérique du Sud, avec de graves préjudices

⁶⁶ Un certain « comité para el estudio de la Agricultura, de la Industria y de la Inmigración de la República del Ecuador » dans le Napo-Pastaza entre Baños et Mera, territoires revendiqués par le Pérou. Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, à Homero Viteri Lafronte, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur, 2 avril 1935, Lima, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

⁶⁷ Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, à Homero Viteri Lafronte, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur, 4 décembre 1935, Lima, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

⁶⁸ Antonio Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, au ministre des Relations Extérieures, Alfredo Solf y Muro, 22 juillet 1940, ALMRE, LEK-9-41, legajo 170.

⁶⁹ Ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures (Pérou), 3 novembre 1938, ALMRE, LEK-7-17.

pour leur existence et des conséquences incalculables pour chacun des pays qui pourraient être affectés par la guerre ». ⁷⁰

Quand bien même il y aurait conciliation, la lenteur des communications amplifie des querelles locales en incidents internationaux. Le temps de circulation des informations est d'ailleurs à prendre en compte. Même pour les Péruviens, le temps est long. Ainsi un incident qui a lieu le 19 avril 1938, est transmis le lendemain par radio à Iquitos, qui envoie la nouvelle par avion au ministre de la Guerre à Lima, qui écrit lui-même à son chancelier pour l'informer. Il a fallu, de l'incident au ministère des Relations Extérieures, huit jours, dans les conditions de loin les meilleures, et sans retard. ⁷¹ L'incident devait ensuite être notifié au ministre de l'Équateur à Lima, qui généralement demandait des précisions à sa capitale, par télégramme, ou par avion pour plus de sûreté, où le gouvernement tentait à son tour de faire la lumière sur les événements à partir des éléments de terrain qu'ils n'avaient pas toujours à disposition. Dans cette mesure, on ne s'étonnera pas que la correspondance sur un même incident s'étale sur des mois, voire plus d'une année, même si c'est pour conclure qu'il ne s'agissait que d'une brouille personnelle entre deux soldats alcoolisés. Entre temps les journaux auront pu dénoncer des invasions imaginaires, le ton monter dans les capitales, les éditorialistes commenter les événements à Genève, New York ou Buenos Aires. Les pressions des hautes sphères et la configuration du terrain invitent ainsi à un enchérissement de la tension, qui se traduit par l'extension exponentielle de la mainmise militaire.

B. Une escalade aux tenants locaux

Sur le terrain, comment se traduit cette escalade et quels en sont les ressorts ? Il est parfois difficile de démêler le vrai du faux, car les éléments dont nous disposons sont toujours des accusations. La suspicion est permanente, et chaque armée essaye de reconstituer l'historique de l'adversaire, comme dans l'exemple suivant sur la zone comprise entre le Napo et le Putumayo, frontière colombienne :

« Depuis cette année [1903] jusqu'à l'incident de Leticia, les Péruviens n'ont jamais prétendu avancer dans ce secteur. C'est au mois de novembre 1932 qu'ils ont commencé les raids dans la région du río Lagarto Cocha, d'après les indications [...]. En 1933, ils avaient déjà construit une grande partie de la route de Pantoja à Gueppi et commencé les travaux du chemin qui conduit d'un secteur de cette route à l'étang Huiririma Cocha. En 1934, dans les premiers jours de mai, la commission équatorienne composée du major Peñaherrera, de Messieurs Jorge Huerta, Tancredo Corral et du colon Abraham Duque, dans un canot à

⁷⁰ « Informe del Coronel Humberto M. Albán manifestando que el Ecuador puede perder territorios en la cuenca del Huancabamba, del Chinchipe, Santiago, etc. pero que debe obtener a todos trance los terrenos comprendidos en ambas orillas del Napo hasta el Amazonas », 2 septembre 1936, AHMRE, T.5.3.1.2.

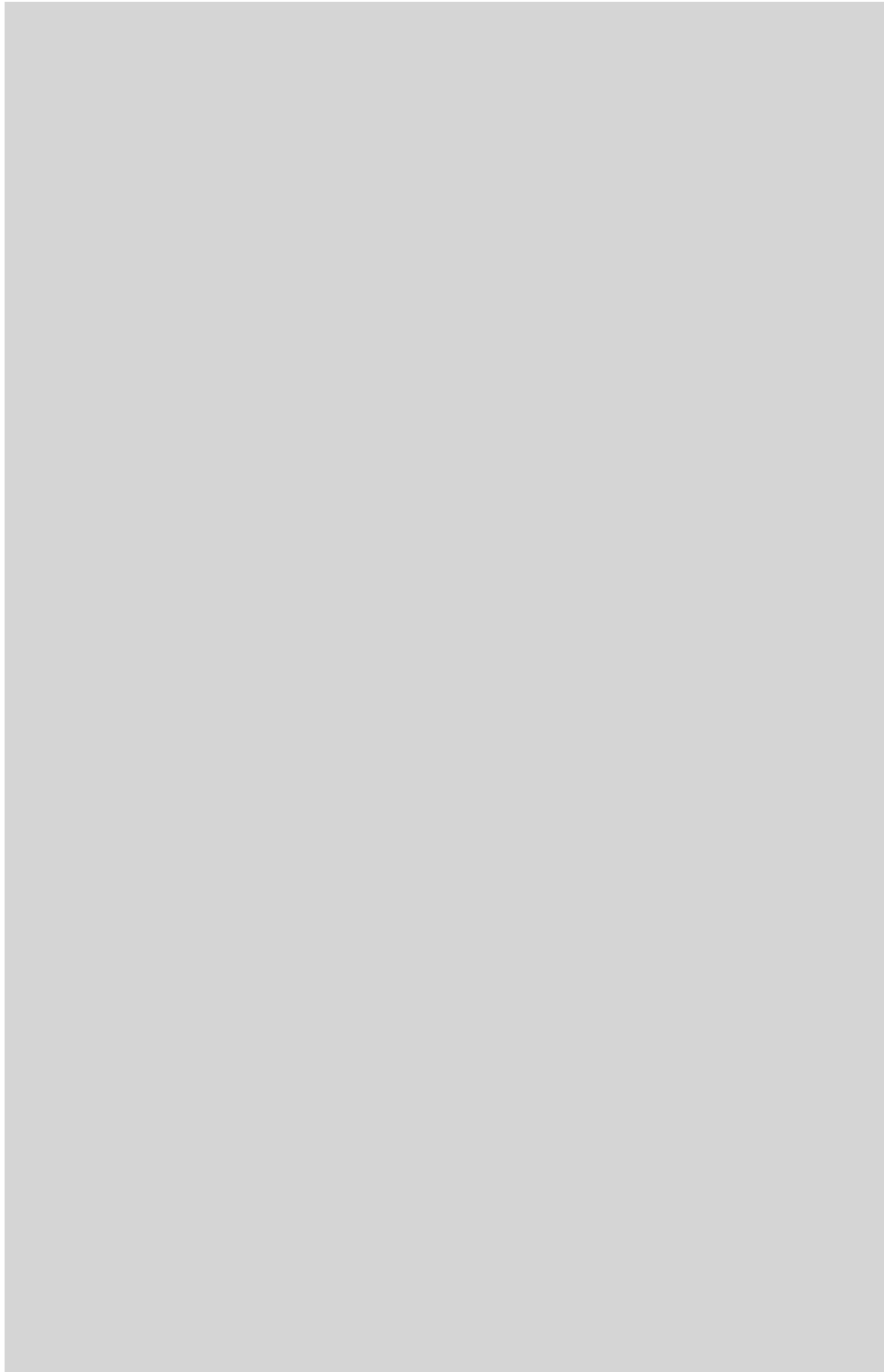
⁷¹ Ministère de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, Lima, 27 avril 1938, ALMRE, LEK-9-12, legajo 169.

moteur [...], a navigué sur le río Lagarto Cocha et a confirmé l'existence d'un chemin en excellent état [...] Par la suite au cours des années 1935 et 1936, les Péruviens ont étendu leur plan d'action jusqu'à ce qu'en octobre 1937 ils aient trouvé un prétexte pour s'établir définitivement sur le Huiririma Cocha, affirmant qu'ils avaient perdu un avion et que pour cette raison ils avaient construit quelques hangars ».⁷²

On voit dans l'exemple que l'avancée ennemie s'appuie souvent sur la suspicion, ici la présence de chemins, plus que sur la constatation ferme et définitive d'une nouvelle garnison adverse. D'autant que dans la même région, les Péruviens accusent en retour les Équatoriens de créer de nouveaux postes (figure 35).

⁷² Ministère des Relations Extérieures (Pérou), « nota del 14 de octubre de 1938 », ALMRE, LEK-9-41, legajo 170.

Figure 35 : Suspicion de percée militaire dans la région du Lagarto Cocha



Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 2° tomo, *Frontera Nororiental*

Croquis réalisé par l'armée péruvienne à la fin des années 1930

Ce type de suspicions qui oblige à recouper des événements divers pour prouver une avancée masquée, produit à son tour un phénomène de bureaucratisation des incidents locaux. Le ministre équatorien de la Défense Freile constate en effet que

« Les agissements d'avancées péruviennes s'effectuent sans laisser de trace documentaire d'aucune sorte, raison pour laquelle nous proposons des normes de procédures pour le futur, signalant principalement l'intérêt qu'il y a à arracher aux Autorités péruviennes des communications manuscrites relatives à tout incident international afin de soutenir efficacement les agissements de réclamation et de droit de la part de l'Équateur ». ⁷³

Cette pratique, pour autant qu'elle est une merveilleuse source pour les historiens du conflit, n'est pas de nature à apaiser la situation. Les déclarations du plus-petit-chef-du-plus-petit-poste peuvent, en raison des divergences d'interprétation des traités internationaux (et de l'inculture des officiers subalternes), déclencher un incident international. Le climat entre chefs de garnisons proches, s'il peut dans certains cas s'avérer cordial, est plutôt à la surenchère patriotique et à l'injure nationaliste. Voici l'invective du commandant du petit poste péruvien de Capirona au commandant équatorien de Platanoyacu – qu'il orthographe Platano-yaquillo... – sur le Corrientes :

« Tant que vous et le commandement des Garnisons équatoriennes resterez aux points qui jalonnent cette limite provisoire fixée par ledit *Statu Quo*, soyez sûrs que vous serez respectés, mais si, par malice ou par ignorance vous la violez, les conséquences immédiates ne doivent pas vous surprendre ; car pour faire respecter ses engagements, nous sommes les sentinelles avancées de notre PATRIE ». ⁷⁴

Le climat de violence verbale, de suspicion et de bureaucratisation des incidents, s'ils nous permettent de souligner une exacerbation locale du conflit, nous permettent donc rarement de documenter avec fermeté une avancée militaire, au-delà du *Statu Quo*. Seul le civil Proaño, encore une fois brillant de naïveté ou de clairvoyance, qui n'avait peut-être pas conscience de la portée de sa déclaration, qu'il faisait néanmoins à son chancelier, indique un cas sans équivoque :

« Je ne sais si le ministère des Relations Extérieures connaît les détails de la fondation de [la garnison péruvienne de] Subteniente Castro le 26 octobre 1937, en infraction évidente du *Statu Quo* du 6 juillet 1936. En effet le poste militaire le plus avancé du Pérou sur le río Santiago à la date de l'exécution du Protocole Oyanguren-Ponce était « Cabo Reyes », sur la berge droite de la rivière ; mais au mois d'octobre 1937 a été organisée une expédition de reconnaissance vers ses sources, au cours de laquelle a perdu la vie dans le naufrage d'une embarcation le sous-lieutenant Castro, chargé de la mission par ses chefs. Malgré tout, les reconnaissances furent faites, et « Cabo Reyes » a été déplacé à environ 130 kilomètres plus haut en suivant les méandres de la rivière, c'est-à-dire à 85 km à vol d'oiseau. En souvenir

⁷³ « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

⁷⁴ Le chancelier cite Juan Casique Tueste, commandant du poste péruvien Capirona dépendant de la Garnison Sargento Lorres, le 30 septembre 1938, en lettres capitales dans le texte. Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Antonio Quevedo, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 1er novembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.4.

du défunt Officier, la nouvelle garnison fut baptisée de son nom, nos éléments militaires déclarant qu'ils avaient changé le nom de celle de « Cabo Reyes » en mémoire d'un officier péruvien distingué ». ⁷⁵

Très peu de cas nous confirment ainsi ce que les Équatoriens dénoncent si souvent : la duplication des noms afin de masquer une avancée. L'emplacement d'une garnison étrangère n'étant jamais tout à fait certaine pour les bureaucrates des capitales, ce qui sur le terrain paraît un stratagème grossier réussit en effet à brouiller les cartes en haut lieu.

Suspicion, patriotisme, autonomie d'une hiérarchie lointaine, duplicité, bureaucratisation, sont donc les principaux éléments locaux de la dynamique conflictuelle entre les garnisons orientales dans ces années, qui mène à l'escalade et à la militarisation de l'espace et des populations. Pour parfaire ce tableau, nous allons développer un exemple complet.

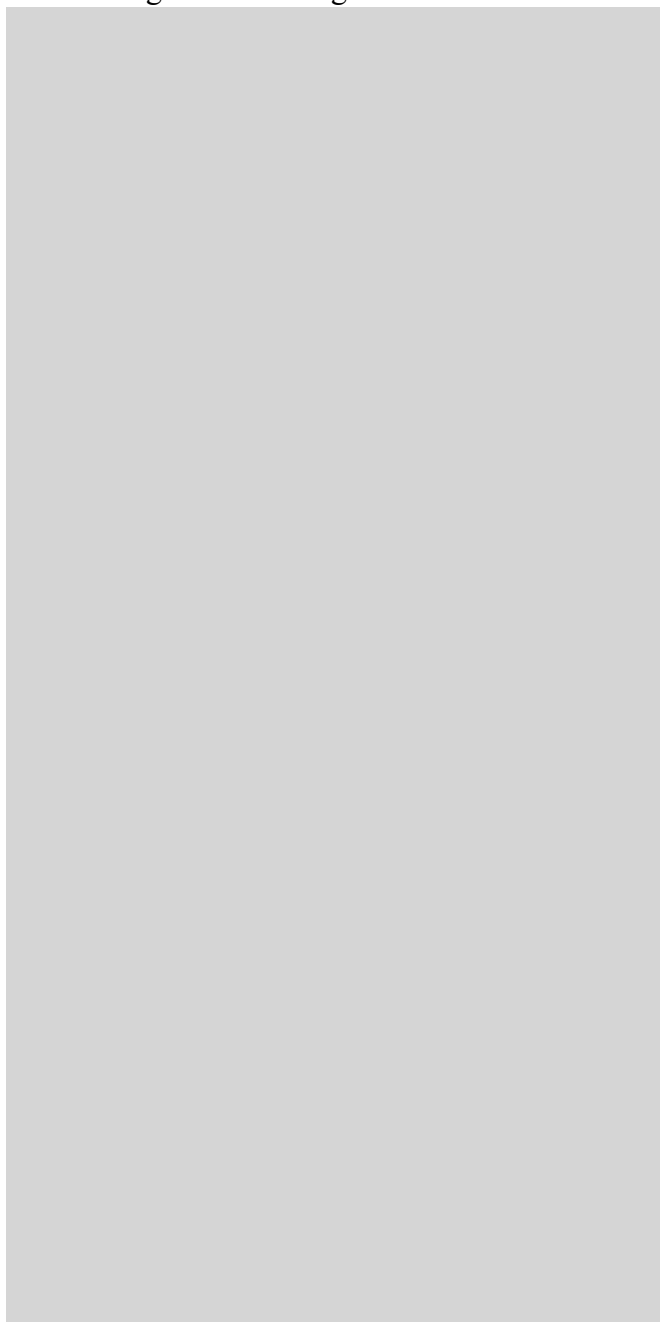
C. Logiques de la militarisation du Huasaga

Pour montrer comment s'articulent ces différents éléments et voir à l'œuvre la dynamique d'escalade militaire, nous développerons cet exemple particulier, sur lequel nous disposons d'une bonne documentation. Ces événements se déroulent sur le Huasaga, affluent du Pastaza, entre 1938 et 1940 (figure 36).

⁷⁵ Víctor Proaño à Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, 26 février 1938, ALMRE, LEK-20-7, Legajo 176.

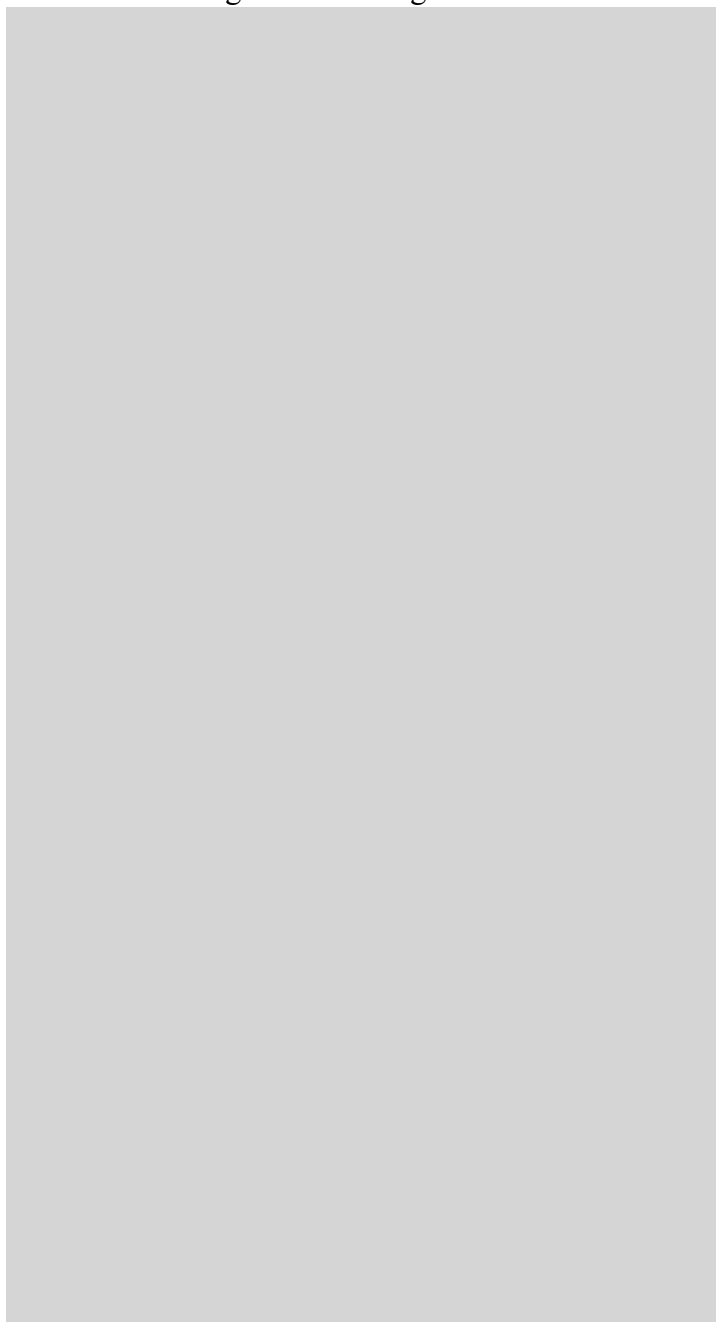
Figure 36 : La rapide militarisation de l'espace du río Huasaga (1938-1940)

La région du Huasaga au début de 1938



CEHMP, *Colección documental...*, op. cit., 2° tomo, *Frontera Nororiente*, croquis n°30.

La région du Huasaga vers 1940



CEHMP, *Colección documental...*, op. cit., 2° tomo, *Frontera Nororiente*, croquis n°4 (détail)

Bien que les cartes englobent également le Morona et le Santiago, la démonstration vaut surtout pour le Huasaga, car l'auteur du premier croquis, par méconnaissance ou pas désintérêt, n'a pas placé les garnisons sur le Marañón qui existaient déjà : Barranca, Borja, Teniente Pinglo. En 1940, les garnisons péruviennes ont non seulement avancé le long du Huasaga et des autres cours d'eau, mais les positions sur des fleuves voisins sont désormais reliées par des chemins, représentés par des lignes en pointillés sur le deuxième croquis.

Au début de l'année 1938, le chancelier péruvien répond à la demande de la Division d'Amazonie d'avancer le poste de Puerto Pardo (embouchure du Huasaga sur le Pastaza) sur le Sinchiyacu, à environ 70 km à vol d'oiseau. Le diplomate, pour être convaincu, souhaite connaître l'importance stratégique du lieu, et en particulier s'il est possible à partir de là de faire la connexion avec le Morona.⁷⁶ Le ministre de la guerre lui répond par l'affirmative (ce qui n'est pas certain) et ajoute que Puerto Pardo est très sujet au paludisme : l'intégralité de la troupe en aurait souffert, et la nouvelle zone envisagée serait plus saine. Elle serait par ailleurs « habitée par la tribu des Achuars, pacifique et qui a de grandes sympathies pour la troupe péruvienne et des liens commerciaux avec des éléments civils nationaux »⁷⁷. Le rapport d'un cadre local indique par ailleurs que cet emplacement sur le Huasaga « permettra de contrôler avec plus d'efficacité les nombreux chemins qui existent vers le Pastaza et dont le nœud se trouve à cet emplacement. [...] Qui plus est nous prendrions de court les Équatoriens en nous installant car par ouï-dire des indiens

qui viennent du Pastaza l'on sait qu'ils veulent installer une garnison sur cette rivière ».⁷⁸ Le chancelier accepte donc en mai le déplacement du poste, puisque cela reste, d'après son interprétation, en deçà du *Statu Quo*. Santisteban ordonne alors l'avancée, mais le plus discrètement possible, pour ne provoquer aucune plainte. Au cours d'une reconnaissance cependant, les indiens du Huasaga informent les Péruviens qu'une cinquantaine de soldats équatoriens se trouveraient tout près, au poste Cisneros, à mi-chemin entre l'ancien et le nouveau poste. Le ministre de la Guerre demande donc l'autorisation au chancelier de les en déloger. Le 29 juillet, c'est chose faite, et ce sont en réalité 18 soldats, 1 caporal, 3 femmes, un enfant et 55 porteurs indiens qui sont capturés.⁷⁹ Les prisonniers sont emmenés à la garnison de Barranca pour y être interrogés.

Le Dr. Saldaña, capitaine équatorien, ingénieur formé en Italie, explique sa présence par la construction de routes dans la région. Il indique qu'il y aurait 150 soldats équatoriens dans la région du Bobonaza, tous *serranos* disciplinés et en poste depuis 5 à 10 ans. Ces chiffres sont évidemment très au-delà de la réalité. Il y avait sans doute bien moins de soldats, et ils n'étaient pas aussi aguerris. Mais ces faits et la présence de balles dum-dum, interdites par les conventions internationales, sont consignés, de même que le ressentiment de « la troupe qui

⁷⁶ Ministre des Relations Extérieures au ministre de la Guerre, Lima, 8 février 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁷⁷ Général F.Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Lima, 12 avril 1938, secret, ALMRE, LEK-7-17.

⁷⁸ Général F.Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Lima, 12 avril 1938, secret, ALMRE, LEK-7-17.

⁷⁹ Ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, Lima, secret, urgent, 6 août 1938 ; ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Lima, secret, très urgent, 12 août 1938, ALMRE, LEK-7-17.

parle mal du sous-lieutenant Anda qui les a abandonnés pour faire la fête ».⁸⁰ L'interrogatoire du meneur et de ses troupes capturées suit. Le caporal affirme qu'il a été envoyé de Quito il y a peu, que les balles dum-dum sont pour la chasse, qu'il ne savait pas qu'il pénétrait en territoire péruvien mais qu'il connaît l'existence de discussions diplomatiques à ce moment à Washington. Les soldats signent quant à eux d'un seul homme un document dans lequel ils affirment qu'ils ne savaient pas qu'ils violaient le territoire péruvien, mais qu'ils connaissaient en revanche l'existence des négociations à Washington.⁸¹ Plus tard deux autres officiers sont faits prisonniers. Un lieutenant qui affirme qu'il connaît parfaitement la ligne du *Statu Quo*, et que Puesto Cisneros est donc selon lui équatorien, tout en reconnaissant que « la tendance des peuples sud-américains est d'essayer de régler leurs vieux différends diplomatiquement »,⁸² tandis que le malaimé sous-lieutenant Anda déclare ne pas connaître le *Statu Quo*, mais que les frères Cisneros les avaient accueillis.⁸³ Sur l'un des prisonniers, un document saisi le félicite de « prendre une nouvelle position en terrain menacé par les ambitieux en dépit du fait que cela appartienne à notre patrie », un terrain à reprendre « pied à pied » contre ces « sans-gênes de Péruviens ».⁸⁴

Les prisonniers sont rendus à l'Équateur quelques semaines plus tard, mais le nouveau poste n'est toujours pas installé, et Santisteban réitère sa demande, affirmant que les reconnaissances avec boussole ont été effectuées grâce au « Sergent » Fernando Davila (sans doute un ex-soldat, peut-être le compagnon d'une Cisneros), « en contact immédiat avec les Achuar habitant la région ».⁸⁵ Le contact avec ces indiens se serait d'ailleurs amélioré grâce aux soins médicaux qui leur ont été donnés. Toutefois un rapport du Commandant de la marine qui a effectué ces reconnaissances précise que les Achuars travaillent avec la garnison équatorienne ennemie, et que les Cisneros, Équatoriens d'origine, ne sont pas fiables.⁸⁶

Peu de temps après, Santisteban informe que ses services de renseignements pensent que les Équatoriens envoient des renforts sur le Huasaga, et propose de ne plus respecter le *Statu Quo*, et donc d'aller à l'incident. Le poste de Sinchiyacu est installé, prenant le nom de « Teniente

⁸⁰ Le commandant de la garnison de Barranca à Antonio Santisteban, commandant de la Ve Division, 14 août 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁸¹ Déclaration du soldat Bolivar Vela Tamayo, signée par les autres soldats. ALMRE, LEK-7-17.

⁸² Déclaration du lieutenant équatorien Ángel León Zeta Prestada, Barranca, 26 août 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁸³ Déclaration du Sous-Lieutenant Galo Anda Viteri, ALMRE, LEK-7-17.

⁸⁴ F.Hurtado, ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, secret, 18 août 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁸⁵ Antonio Santisteban, commandant de la Ve Division, au ministre de la Guerre, Iquitos, 26 octobre 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁸⁶ « Datos sobre el rio Huasaga por el Teniente segundo Luis Ponce Comandante del BAP Portillo », Iquitos, 3 février 1939, ALMRE, LEK-7-17.

Yáñez », mais la Division amazonienne demande maintenant à s'installer sur le fleuve voisin, le Huitoyacu⁸⁷, ce que confirme T.Iglesias, chef de l'état-major, qui précise qu'il s'agit d'empêcher les infiltrations équatoriennes entre les postes péruviens.⁸⁸ Le nouveau poste est sans doute celui nommé « Capitan Bezada », en hommage à un officier tué par les Wampis en 1913. Enfin en mai 1940, le ministre de la Guerre demande l'avancement d'une troupe à la Boca Checherta, car il y aurait trop de paludisme à Sinchiyacu et, le nouvel emplacement permettrait d'espionner les Équatoriens sur le Pastaza, ce qui lui est accordé le 31.⁸⁹ Ce dernier correspond sans doute au poste « Soldado Luna » sur la carte.

En moins de deux ans, la région est donc complètement militarisée, ce que confirme la comparaison entre les deux cartes. Les troupes péruviennes ont avancé de plus d'une centaine de kilomètres le long du Huasaga. C'est un processus qui s'auto-entretient, car chaque fondation en nécessite de nouvelles pour faire la jonction avec les autres positions militaires. On se rend bien compte par ailleurs que le commandement militaire force la main du ministère des Relations Extérieures, exagérant les forces de l'ennemi et son avancée (même si elle semble avérée), exagérant l'accueil des indiens, exagérant enfin les bontés du lieu d'arrivée. C'est d'ailleurs le même argument du paludisme qui justifie un avancement à Sinchiyacu, puis un an plus tard, de repartir encore plus loin ! La bureaucratisation est également visible, avec les déclarations exigées des prisonniers dont on se servira peut-être plus tard pour confirmer un argumentaire historico-juridique. On perçoit par ailleurs le rôle des non combattants dans le processus : d'abord la place centrale que peuvent jouer les indigènes dans la région, qu'il faut se concilier, et qui maîtrisent la circulation de l'information ; ensuite celle des colons parfois étrangers dont les loyautés sont questionnées, et qui peuvent collaborer avec les deux armées. Autant d'éléments que nous allons développer par la suite.

La dynamique de l'escalade est donc enclenchée par des facteurs locaux et mêle de multiples facteurs militaires, géographiques démographiques, psychologiques sans doute. Le développement suivant montre cette logique et ses conséquences à son niveau le plus aigu.

⁸⁷ Général F.Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Lima, 28 novembre 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁸⁸ Felipe De la Barra, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Lima, 21 juillet 1939, ALMRE, LEK-7-17.

⁸⁹ Ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 21 mai 1940, ALMRE, LEK-7-17.

IV- Rocafuerte-Pantoja : une ville frontière militarisée sur le Napo

La double position de Rocafuerte/Cabo Pantoja et de la région du Napo méritent, par leur importance stratégique et l'épaisseur de la documentation qui s'y rapporte, un développement particulier. Le Napo était en effet de toute la région frontalière en Amazonie le fleuve dont les rives étaient les plus peuplées de colons. C'était pour cette raison et pour sa proximité stratégique avec la Colombie, la perle de l'*Oriente* équatorien, âprement disputée par le Pérou désormais bien installé. La rive du Napo, près de l'embouchure de l'Aguarico, était ainsi le théâtre d'une singularité : deux garnisons simplement séparées par des habitations civiles et un petit pont de bois, une double ville frontière militarisée. Tous ces points faisaient de la région l'objet d'enjeux très aigues entre Pérou et Équateur.

A. Une région stratégique

Cela n'avait pourtant pas toujours été le cas.⁹⁰ La traditionnelle industrie de la cascarille n'avait pas développé outre mesure la région jusqu'à la fin du XIX^e siècle.⁹¹ Le caoutchouc est cependant venu bouleverser la société des *patrones* installés sur le haut Napo. La production de gommages y était limitée, mais la main-d'œuvre nécessaire à son extraction, relativement abondante, ce qui donna lieu à d'obscurs trafics proches de l'esclavage, comme dans le Putumayo voisin ainsi qu'à un processus de réorganisation ethnique.⁹² De nouvelles élites locales apparurent en la personne des « *Señores Ribereños* », que l'on pourrait traduire par « Ces Messieurs de la rive », liés à ce boom. Ils étaient équatoriens, péruviens et colombiens, et s'installaient de préférence dans le Bas Napo, plus proche de l'Amazone et donc d'Iquitos avec laquelle ils entretenaient des liens commerciaux préférentiels. La nouvelle navigation à vapeur permettait par ailleurs d'irradier dans les affluents, le Curaray au Sud et l'Aguarico au Nord, et donc d'étendre l'exploitation capitaliste.

⁹⁰ La plupart des indications historiques relatives à la période précédant les années 1930 sont tirées du chapitre de BARCLAY Frederica, « Sociedad y Economía en el Espacio Cauchero Ecuatoriano de la Cuenca del Río Napo, 1870-1930 » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 127-238.

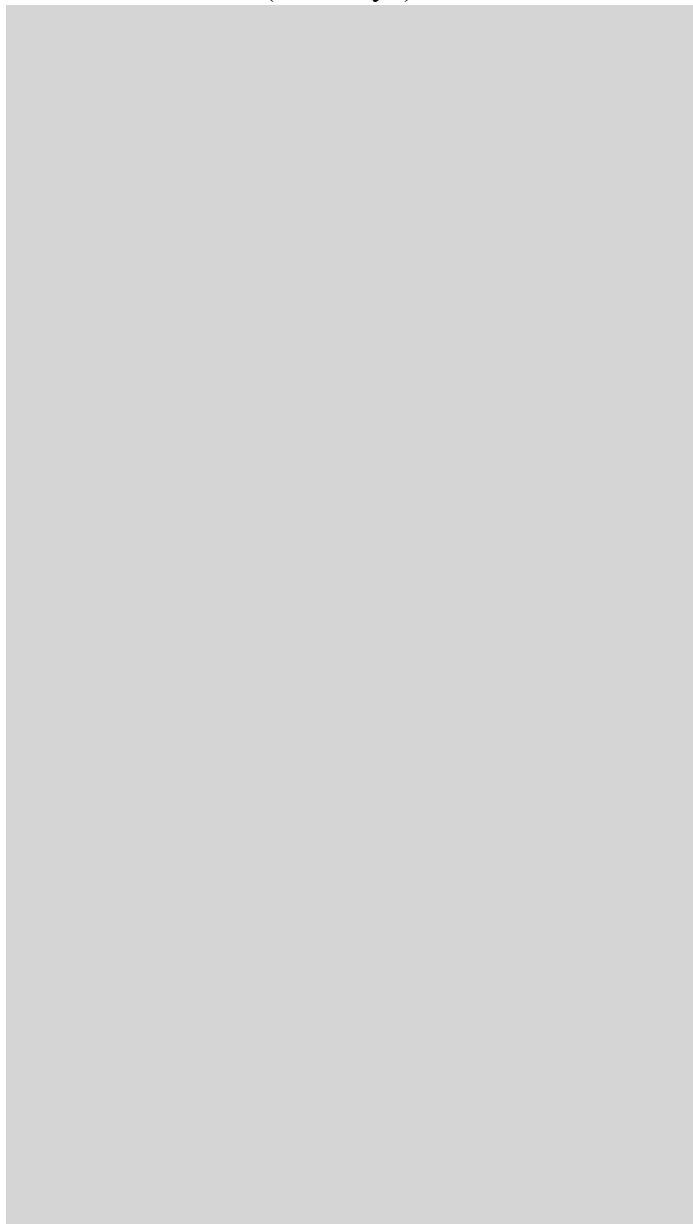
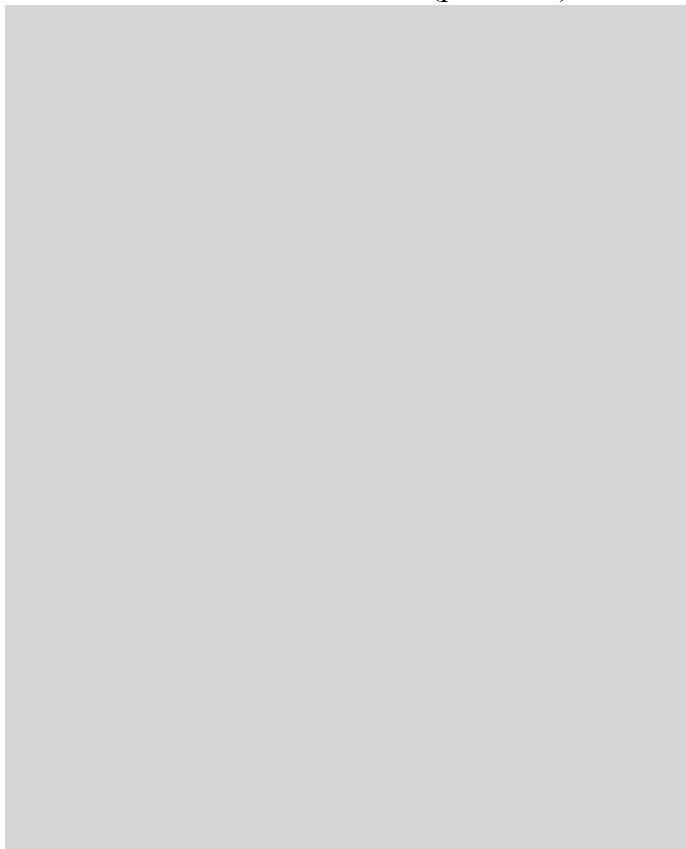
⁹¹ La cascarille est un arbre dont on obtient la fameuse quinine, utilisée pour combattre les maladies, en particulier la malaria.

⁹² Les indiens au service des patrons étaient pris dans un système d'endettement dont ils ne pouvaient pas sortir. En rachetant les crédits, les patrons achetaient en réalité la main d'œuvre. L'entrée au service du patron pouvait être volontaire mais aussi le résultat d'une *correría*, une capture par la force, dont étaient surtout victimes les populations ne parlant pas le Quichua du Napo, considérées comme sauvages. D'où un processus de déracinement de nombreuses ethnies mais aussi de quechuaïsation des survivants.

Figure 37 : La région du Napo et de ses affluents

L'Aguarico et le Curaray sont contrôlés à partir de Rocafuerte/Pantoja par la navigation fluviale et par les sentiers interfluviaux (pointillés)

La région entre Rocafuerte/Pantoja et la Colombie (Putumayo)



Source : CEHMP, *Colección documental...*, op. cit., 2° tomo, *Frontera Nororient*

C'est par crainte d'un rapprochement trop fort du Napo à Iquitos, et par l'appât de belles rentrées fiscales, que semblent surgir les premiers éléments frontaliers dans cette région. Les premiers postes militaires et douaniers s'installent alors, complètement absents avant 1875, et les premiers affrontements se déclenchent entre Péruviens et Équatoriens, à Angoteros et Torres Causano sur le Napo en 1903 et 1904. La place forte des Équatoriens est alors Rocafuerte,⁹³ sur la rive gauche du Napo, près de l'embouchure de l'Aguarico. Créée en 1890, cette position est renforcée au tout début du XX^e siècle, comme capitale du Département de l'Aguarico, avant d'être rattaché au Canton Napo avec une administration civile. Les Péruviens créent en réaction la garnison de Pantoja dans les années 1903/1904, à quelques centaines de mètres, pour protéger leur commerce dans la région. Une lutte sourde oppose alors Péruviens et Équatoriens pour imposer leur présence réelle ou symbolique sur le Napo et ses affluents,⁹⁴ et qui établit un *modus vivendi* qui reconnaît localement une frontière de fait et des engagements réciproques pour permettre la cohabitation. Cet équilibre est brièvement rompu en 1921 quand les Équatoriens occupent Pantoja au cours de la révolte du capitaine Cervantès, mais la même dynamique continue dans les années 1920 et 1930. Rocafuerte/Pantoja est ainsi au début des années 1930 une double garnison séparée par des habitations civiles des deux côtés, le quartier péruvien s'appelant Bohemia (figure 39). Ils sont reliés par un petit pont de bois enjambant un ruisseau, dont on a conservé des photographies après la guerre (figure 38). C'est un véritable petit pont des espions, où sont remis les prisonniers capturés, où s'invectivent soldats de garde des deux nationalités, mais aussi par où passent le plus simplement du monde les commerçants et officiers qui vont jouer aux dés ou boire un verre en territoire étranger.

⁹³ Contrairement à ce que pensent souvent les Péruviens, Rocafuerte n'est pas une métaphore d'un éventuel « Rocher fortifié », mais le nom d'un Président de l'Équateur, Vicente Rocafuerte.

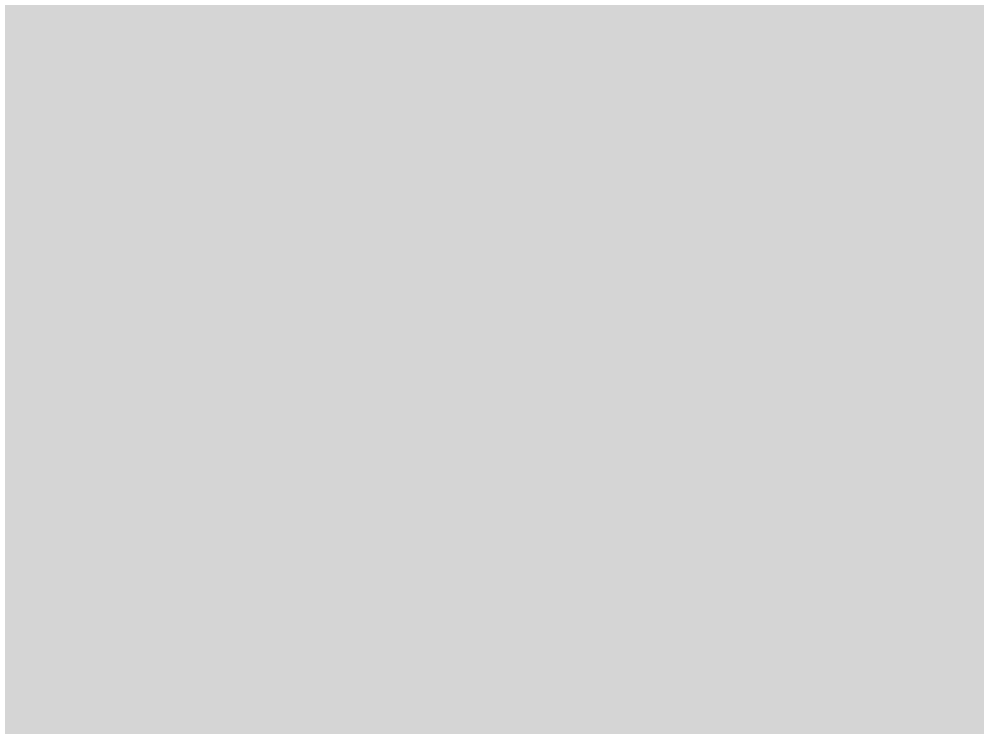
⁹⁴ Frederica Barclay note au moins trois procédés : obliger les embarcations qui dépassaient Rocafuerte à arborer un drapeau équatorien ; essayer d'interdire le passage aux bateaux péruviens, puis exiger un permis ; obliger l'utilisation de la monnaie équatorienne (sucres) tout en interdisant la monnaie péruvienne (soles) une fois passé Rocafuerte. Le gouvernement péruvien interdit quant à lui en 1901 de payer les impôts en sucres.

Figure 38 : Photographies de Rocafuerte/Pantoja

Photographié après la capture de Rocafuerte en août 1941



Le pont international



Source : AHMGP

Figure 39 : La double ville-garnison de Rocafuerte/Pantoja

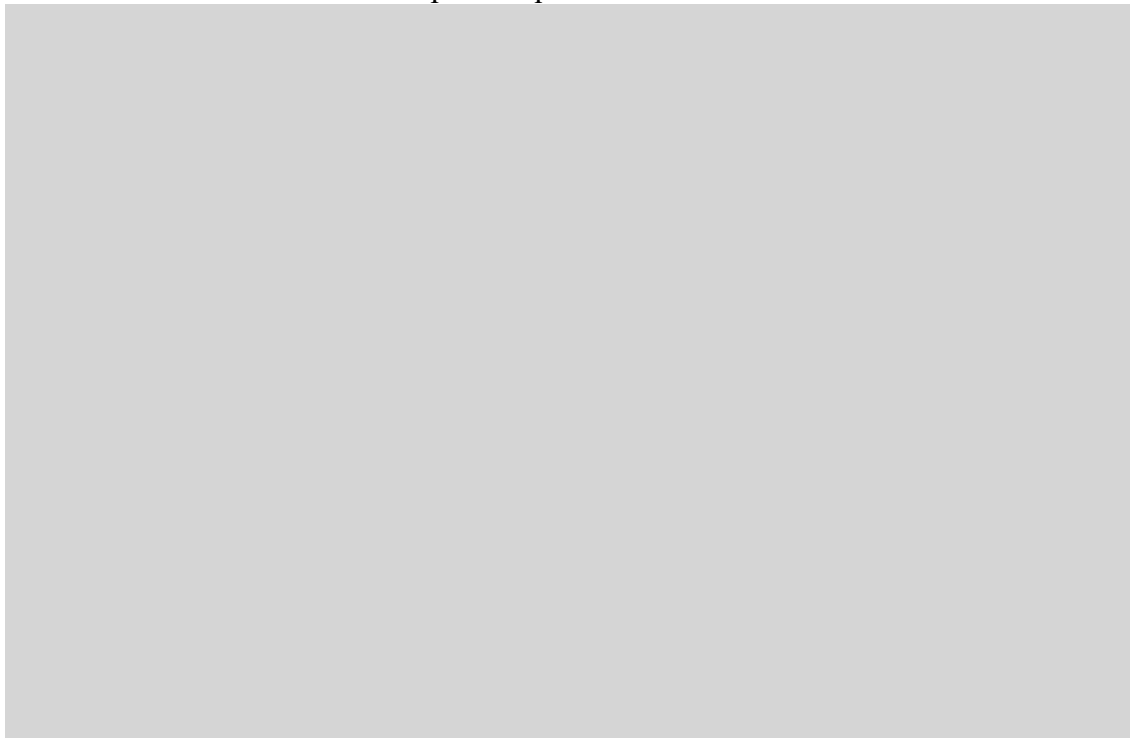
À la veille de la guerre en août 1941



Source : général Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación... », doc. cit.

On peut voir l'indication de Bohemia, le quartier civil du côté péruvien, à proximité du pont international

Détail de la partie équatorienne de Rocafuerte



Source : ESMIL

Il n'est pas aisé d'évaluer la population totale de cette petite agglomération, car de part et d'autre, on exagère beaucoup les troupes de l'adversaire. Il semble que chaque camp disposait au moins d'une centaine de soldats, auxquels il faut ajouter la marine du côté péruvien, les familles de militaires, les autorités civiles et les commerçants établis, dont certains sont nés sur ce bout de terre. Il faut aussi prendre en compte les habitants du village péruvien de Santa Rosa, tout proche. On peut ainsi estimer la population entre 300 et 1000, certains commentateurs avançant le nombre de 2000, qui nous paraît excessif. Ce n'est pas encore une ville, mais plus tout à fait un village. C'est un bourg, dont les habitations plus ou moins dispersées permettent quand même une vie locale.

B. Contrôler militairement et économiquement la région

À l'aube des années 1930, l'intérêt pour cette position est réactivé par le conflit avec la Colombie toute proche. Les troupes péruviennes concentrées à Pantoja pour aller défendre Leticia excitent l'imagination équatorienne et font craindre dans la région un coup de force. Les tensions s'étendent au cours de la décennie qui suit aux deux principaux affluents du Napo, le Curaray au Sud et l'Aguarico au Nord. Il s'agit dans les deux cas de contrôler l'accès au fleuve sur des affluents aux méandres parfois peu connus. La région des étangs de Laguna Cocha possède de plus l'intérêt de relier Pantoja à la base péruvienne de Guëpi, au contact de la Colombie. L'intérêt de contrôler la région est donc stratégique mais aussi économique, avec la présence d'haciendas importantes, par exemple celle d'Arcadia chez les Équatoriens ou celle de Tempestad chez les Péruviens. À cette dernière, on trouve plus d'une centaine de familles indiennes travaillant pour la famille Guerrero, exportant riz, café, et les incontournables gommés élastiques que sont la *tagua* (le corozo), le *balata* et la *leche caspi*⁹⁵, tandis que l'Équatorienne Arcadia produit des liqueurs sucrées, du riz, du bois, de la gomme et de la tagua, et entretient des liens financiers étroits avec Iquitos. On connaît d'ailleurs assez bien les activités le long du Napo grâce à la tournée du colonel Ricardo Llona en 1934 sur les fleuves d'Amazonie, dans un contexte encore marqué par la mobilisation contre la Colombie. Il décrit ainsi toutes les installations sur le Napo, depuis son embouchure sur l'Amazone jusqu'à Pantoja/Rocafuerte, donc dans la section contrôlée par les Péruviens.

⁹⁵ La tagua est constituée des graines d'arbres servant d'ivoire végétal dans l'industrie, par exemple pour les boutons de chemise. Le balata est un type de latex de qualité moindre que celui de l'hévéa. La leche caspi est une résine élastique dont la texture proche du lait et le goût agréable sont utilisés dans la fabrication des gommés à mâcher (chewing gum).

Tableau 3 : Les installations civiles et militaires sur le río Napo en 1934

Nom de la localité	Propriétaire	Personnel	Activité	Commentaire
Destacamento	Rodrigo Pinto, portugais		bétail	
Bella vista	Péruvien	/	Pêche et élevage	
Payche huacha	Nicanor Lopez	Hameau de 10 familles où vit un lieutenant-Gouverneur	Pêche et agriculture	
Mangua	N.Vilches, péruvien	12 familles	agriculture	
Juancho Playa	Aurelio Molano, péruvien	20 familles, 80 individus	Pêche, élevage, agriculture	
Sucusari	José Ríos, péruvien	10 individus	Commerce de tagua avec les indiens « Cotos » du Sucusari	
Tamanco	/	40 à 50 familles avec beaucoup d'enfants en bas âge et de mineurs	pêche	« Hameau de vastes proportions » « Il n'y a pas d'école » « Chaque famille a son propre terrain »
Yurac Yacu	Jorge Berpiyott, péruvien	5 familles	Pêche et tagua	
Indiana	Veuve de Pablo Morey, péruvienne	5 ou 6 familles	Agriculture et tagua	« En décadence, dans le temps elle possédait un moulin et un alambic pour l'élaboration du rhum »
Jerusalen	Veuve de González, péruvienne	10 personnes	élevage et gommages pour Iquitos	
Mazan	César Andrade, péruvien, d'ascendance équatorienne	80 familles	pêche, agriculture	Sur ordre du Commandement, travaux en cours pour unir ce point avec Nanay, pour la route vers Iquitos
Sara Isla	Alcibiades Ruíz, péruvien	20 familles	élevage et agriculture	
Oro Blanco	Maison Hernandez & Cía, d'Iquitos, louée par Artemio Masías, péruvien	10 familles d'indiens	Tagua et élevage	
Zapote	Arbeláez, colombien	20 familles indigènes	Tagua et élevage	« Pendant le conflit [de Leticia] il a dû fuir car il était recherché mais actuellement il est de nouveau dans cette localité »
Negro Urco	Arbeláez, mais loué à un Cárdenas, péruvien		Tagua	
Yunuyunga	Vidal, colombien et deux autres Colombiens	Personnel huitoto	Tagua	« Il a été prisonnier du Commissaire du Napo pendant le conflit »
Puca Barranca	Samuel Roggeroni, équatorien « et nationalisé italien »	200 familles, avec 400 à 450 habitants	agriculture, tagua, élevage	« Poste important du Napo, le meilleur et le plus peuplé ». Pendant le conflit, a été une base d'aviation et d'approvisionnement pour les garnisons »
Tambor Yacu				« Ex poste de police fluviale Sargento Lores »
Huiririma	Mosquera, équatorien. A des enfants majeurs péruviens	10 familles d'indiens du bas Napo	Élevage qui appartient à une certaine famille Varela	

Llamchama y Copal Urco	Demetrio León, péruvien	30 familles	agriculture, balata, tagua	
Diamane Azul	Enriqueta Cobos, veuve de Padilla		Riz, tagua	
Francisco Cocha	Abel Melendez, péruvien		Fabrication de miel de canne [<i>chancaca</i>]	
Curaray	Garnison militaire et Commissariat du Napo	Un officier, 31 soldats (dont 19 à la garnison d'Arica)		Station de radio. « N'a pas de champs et l'approvisionnement se fait directement depuis Iquitos, profitant des barques commerciales qui font le trajet sur le Napo »
Puca Curo	Samuel Roggeroni	Déshabité sauf un certain García		
Tarapoto	Virginia veuve Panduro	Quelques familles	Caféiers	
Nueva Florencia	idem	environ quatre-vingt familles d'indiens	Agriculture, balata, leche caspi, tagua	
Yanayacu	idem	Quelques familles		
Puesto Aurora	Capitaine d'infanterie Barriga	3 familles d'indigènes	Tagua, balata, élevage	
Montufar	Miguel Montufar, équatorien marié avec une péruvienne	10 familles indigènes	Fromage et beurre, tagua	
Calzón Urco	José María Vauquero, péruvien, fils d'Équatoriens	10 familles d'indiens	Agriculture, élevage	
Rumituni	Justo Vargas, péruvien	Son frère	Tagua	
Buenos Aires	Anuario B. Vargas, équatorien	6 personnes	Canne à sucre	
Puerto Elvira	Miguel Arévalo, péruvien	20 familles indigènes	riz	
Campo Serio Viejo	Micaela Vda de Buanaña, équatorien	15 ou 20 familles d'indiens du haut Napo	riz	Administré par le petit fils de la propriétaire, nommé Guerrero, né au Pérou de parents équatoriens, éduqué à Quito
Villa Luisa	Oscas Peñafiel, péruvien fils d'équatoriens, éduqué à Iquitos	80 familles	Riz, café, tagua	
Santa María	Antonio Quezada	20 familles d'indiens	Cuir, tagua et balata	
León Dormido	Garnison militaire d'infanterie commandée par un capitaine, 2 officiers, un capitaine sanitaire et un radiotélégraphiste			On pense le déplacer. Y arrive un chemin vers le Putumayo. « Actuellement ce chemin est réparé, en essayant de lui donner une largeur de 4 ou 5 mètres »
Chingana	famille Guerrero (veuve équatorienne, fils péruviens)	À moitié abandonné	riz et café	
Tempestad	idem	100 familles d'indiens du haut Napo	Riz, tagua, balata, leche caspi, café	Il n'y a pas d'école
Torres Causano	Abandonné			
Pantoja	Garnison militaire	23 officiers et 523 soldats d'infanterie, d'ingénierie et d'artillerie ⁹⁶		Radio
Santa Rosa	Mauricio Levy, péruvien	50 à 60 familles Secoyas de l'intérieur	riz et élevage	

⁹⁶ Ce nombre très élevé de soldats est dû au conflit avec la Colombie. La paix retrouvée, ces effectifs sont revus à la baisse.

Réalisation propre à partir des commentaires de Ricardo E.Llona, colonel président de la Commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Napo », Iquitos, 29 août 1934. ALMRE, LEK-20-40, legajo 177.

L'activité économique y est diverse, et tournée vers l'agriculture et l'extraction de gommés. Le fleuve est très peuplé pour la région, par de nombreux indiens, dont certains ont été déplacés d'autres régions, mais aussi par de nombreux colons blancs, qui sont majoritairement péruviens, équatoriens et colombiens, quoique les familles soient souvent mixtes. Cette mixité est généralisée. À Pantoja même, garnison péruvienne, on sait que 9 personnes sont nées en Équateur, dont 4 dans la base équatorienne de Rocafuerte, à quelques centaines de mètres.⁹⁷ Ces populations transnationales sont toujours suspectes, d'autant plus si elles ne sont ni péruviennes, ni équatoriennes. Les Péruviens croient ainsi à diverses reprises à la présence de marchands d'armes ou d'instructeurs militaires étrangers, italiens ou nord-américains.⁹⁸ Le contrôle de ces populations et de leurs flux est pourtant un casse-tête, car plus encore que dans d'autres régions, la présence civile est nécessaire aux prétentions géopolitiques, comme le montre les débats relatifs à la taxation commerciale.

En effet, les Péruviens installent en 1935 un poste de douanes à Pantoja. Les Équatoriens s'insurgent immédiatement à Lima de ce que

« taxer les marchandises équatoriennes est un acte contraire à la politique traditionnelle observée jusque-là par les deux pays, politique qui doit être conservée tant que ne se résout pas définitivement le problème limitrophe. [...] Il faut rappeler qu'en 1891, le Pérou a voulu taxer les produits équatoriens qui entraient à Iquitos, en transit pour d'autres destinations ; et que la chancellerie du Pérou, acceptant la réclamation de l'Équateur, a ordonné le remboursement des droits perçus, et par ailleurs, qu'à partir de là, la douane d'Iquitos ne soumettrait pas « aux droits d'exportation les articles qui proviennent de territoires orientaux occupés par des autorités équatoriennes » ».⁹⁹

Le chancelier péruvien réplique que la présence de cette douane n'est due qu'à la lutte contre le trafic de soie et de bijoux, « qui ne semblent pas être des produits particuliers de cette région » et ne remet donc pas en cause l'esprit amical de l'entente dans la région¹⁰⁰. D'autres voix péruviennes s'élèvent pourtant pour restreindre effectivement les échanges dans la région. Milton Godoy, envoyé du Pérou à Quito, fait ainsi cette proposition en cette même année 1935 : « Pour rendre plus difficile l'approvisionnement de la garnison équatorienne [de Tarqui], il faut

⁹⁷ Ministère des Relations Extérieures, « Relación parcial de personas nacidas en la zona ocupada por el Ecuador, quienes actualmente residen en las retaguardias de las guarniciones peruanas, con indicación de los lugares de residencia, procedencia, nombre, edad y posición en el hogar », 17 mars 1941, ALMRE, LEK-20-33, legajo 177.

⁹⁸ Le ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, 6 juin 1938, ALMRE, LEK-9-18, legajo 169.

⁹⁹ Homero Viteri Lafronte, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, à Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, 30 décembre 1935, ALMRE, LEK-9-40, Legajo 170.

¹⁰⁰ Alberto Ulloa à Ernesto Chiriboga, chargé d'Affaires de l'Équateur, Lima, 22 mai 1936, ALMRE, LEK-9-40, Legajo 170.

interdire toute relation commerciale entre elle et notre territoire, et nous devons surveiller de près le transit des personnes sur le río Curaray, afin d'éviter que se répètent des faits comme ceux du Commandant Martín ». ¹⁰¹ Des mesures en ce sens ont dû être prises, car le commandant de la V^e Division péruvienne demande deux mois plus tard au préfet du Loreto de revenir sur les mesures d'interdiction du commerce frontalier, expliquant que « nos garnisons frontalières avec l'Équateur, dans le secteur Nord, se fournissent en articles nécessaires à leur consommation qui proviennent d'Équateur ». ¹⁰² Les garnisons de cette région de l'Oriente sont donc co-dépendantes, ce qui limite pour l'instant la fermeture totale des flux transfrontaliers par les autorités. Cependant, la présence d'outils de contrôle peut accélérer cette fermeture dans les moments de tension.

C. Une cohabitation impossible

À Rocafuerte/Pantoja même, l'ambiance est souvent tendue, quoique les échanges de part et d'autre de la ligne frontière soient permanents. La tension est due à la joute pour le contrôle de la région, les expéditions de reconnaissance partant de ce centre logistique, qui approvisionne en hommes et matériels les affluents, mais aussi en raison de la vie locale. Le vol des hydravions est ainsi un motif récurrent de plaintes de la part des Équatoriens, qui indiquent à leurs ministres des vols répétés des Péruviens au-dessus des installations militaires équatoriennes, sous prétexte que le décollage ne peut se faire que de cette manière. Les pilotes, paraît-il, se plaisent en outre à raser les édifices équatoriens en pratiquant des « signaux outrageants ». ¹⁰³

La frontière internationale n'est cependant pas un rideau de fer hermétique, en raison des nécessités de ce bout de terre isolé. Les échanges économiques y sont ainsi constants, comme l'explique le colonel Llona sur Pantoja :

« Les bovins que l'on consomme à la garnison proviennent de la bourgade équatorienne d'Arcadia car ceux du lieu ne suffisent pas à satisfaire la consommation. Il y a deux relais [*tambos*] ou petites boutiques, où l'on exploite les soldats résidents, en leur faisant payer les articles 50% plus cher. Les cigarettes et les allumettes nationales ne trouvent pas preneur car

¹⁰¹ Milton Godoy, Envoyé du Pérou à Quito, à Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, Quito, 19 mai 1935, ALMRE, LEK-9-40, Legajo 170. Le commandant en question semble avoir franchi la frontière sans contrôle.

¹⁰² Antonio Santisteban, commandant de la Ve Division, au préfet du Loreto, 19 juin 1935, LEK-9-40, Legajo 170.

¹⁰³ Major Abelardo B. Aguirre S., « Parte que el Comandante saliente del Batallón Oriente n°14 presenta a la consideración del Señor Coronel Jefe del IV departamento del Ministerio de Defensa Nacional, sobre sus actividades desarrolladas durante los meses de enero a julio de 1938, y referentes al aspecto internacional », 22 août 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

plus chères que les similaires d'Équateur, qui s'acquièrent par contrebande depuis la garnison équatorienne ».¹⁰⁴

Ainsi, civils et militaires des deux côtés se côtoient, passant sans problème d'un côté et de l'autre. Le commandant équatorien Aguirre se plaint même que les soldats péruviens puissent se déplacer partout dans Rocafuerte, « y restant des heures, s'adonnant à la bringue et aux jeux de hasards » alors que du côté péruvien, dans le quartier civil de Bohemia, « on a même construit un Casino militaire spécial pour recevoir les Équatoriens », auxquels on cache la garnison proprement militaire par des palissades.

L'arrivée de ce nouveau commandant Aguirre à la tête de la garnison de Rocafuerte en 1938 vient d'ailleurs rompre l'équilibre précaire et faire du double bourg un véritable baril de poudre. Quoiqu'ayant des relations de « franche amitié » avec les Péruviens dans ses premiers temps, son attitude trop excessivement patriotique d'après les Péruviens, la fausseté des Péruviens d'après lui, le contexte régional dirons-nous, dégradent fortement ces relations à partir du mois de février 1938. Aguirre agite ainsi l'opinion publique de la région et de la nation. Le ministre de la Guerre péruvien croit savoir que « le major Aguirre, chef de cette garnison, projette de faire un appel à tous les jeunes de la région pour leur donner une instruction militaire. De cette manière, il essaye de créer dans l'élément civil de la région une ambiance patriotique avec la finalité, dit-il, de récupérer les territoires qui leur ont appartenu ».¹⁰⁵ Le commandant serait par ailleurs l'auteur d'informations excessives transmises au journal de Guayaquil *El Día*, grâce à la présence d'un des seuls postes de communication dans la région à Rocafuerte. Il écrirait ainsi, sous le pseudonyme de Rarige, que « l'indignation des éléments civil et militaire de ce lieu est à son comble » et préviendrait de conséquences « funestes ».¹⁰⁶ Tobar, après le remplacement d'Aguirre, s'est en effet plaint de ce type de démarche :

« Les correspondants de Rocafuerte transmettent des nouvelles de ces faits aux quotidiens, particulièrement à Guayaquil, et quand les ministres de la Défense et des Relations extérieures reçoivent les premiers rapports confidentiels des Chefs de Garnisons, la presse a déjà rendu publiques les informations, parfois exagérées et accompagnées de commentaires qui rendent impossible ou plus difficile le travail de la chancellerie ».¹⁰⁷

En attendant, Aguirre demande des renforts, échafaude des plans d'occupation de la région, ce qu'il présente comme la réaction logique à l'attitude conquérante péruvienne. Dans le

¹⁰⁴ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Napo » Iquitos, 29 de agosto de 1934 et « Estudio sobre el río Curaray », 30 de agosto de 1934, ALMRE, LEK-20-40, legajo 177.

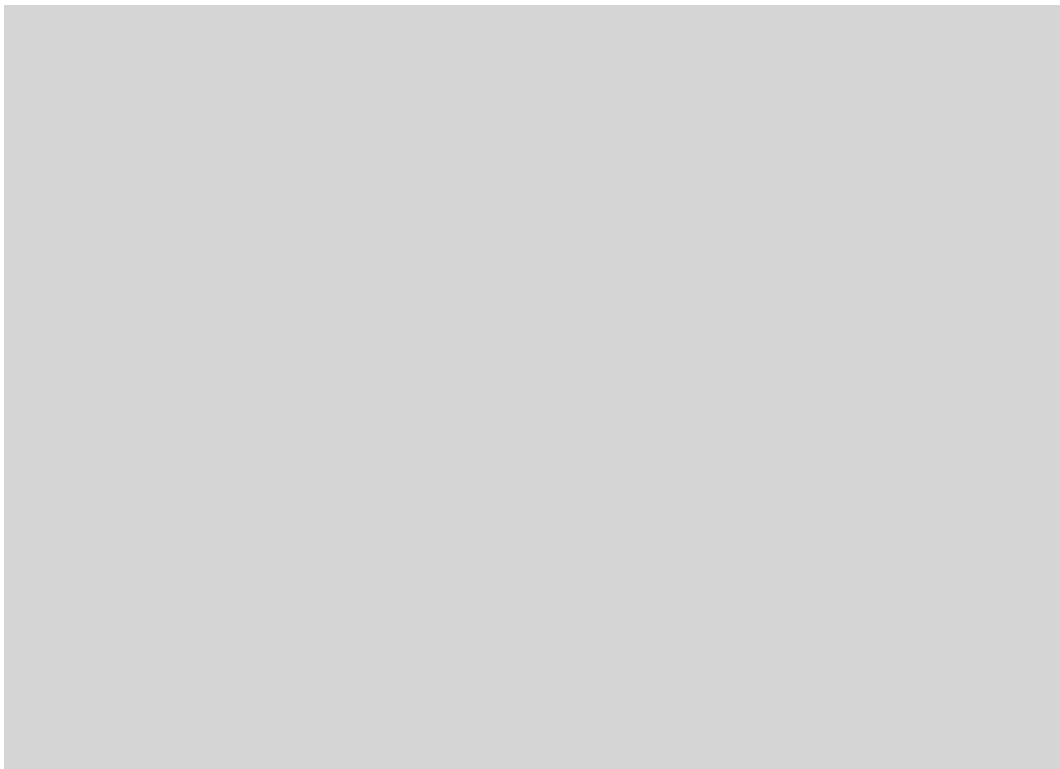
¹⁰⁵ Le ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, Lima, 23 mai 1938, LEK 9-18, legajo 169.

¹⁰⁶ Le ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, Lima, 30 mai 1938, LEK 9-18, legajo 169.

¹⁰⁷ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, « Instrucciones reservadas de carácter general, que el ministerio de Relaciones exteriores da al comando de la guarnición militar de Rocafuerte », 14 février 1939, AHMRE, T.5.3.2.2.

microcosme de la double garnison, Aguirre ne supporte plus ce qu'il décrit comme l'absence de réciprocité entre les deux camps. Face au confinement des Équatoriens à Bohemia, il crée à Rocafuerte une zone militaire interdite aux étrangers. Il force, et les Péruviens font de même en face, les bateaux commerciaux à passer d'abord par son port pour se fournir en premier avant de laisser continuer l'embarcation avec les maigres restes. C'est en effet l'aspect économique et commercial qui dégrade surtout les relations. En raison du taux de change, les commerçants équatoriens de Rocafuerte et de la région préfèrent vendre aux troupes péruviennes qu'aux troupes équatoriennes. Pour Aguirre, voir ses hommes manger ainsi de la viande une fois par semaine, alors que les Péruviens s'en goinfraient tous les jours, est intolérable. Il restreint le passage des bœufs de l'Équateur à la garnison de Pantoja. Cette décision, qualifiée de « mesure inhabituelle » par le chancelier péruvien,¹⁰⁸ était de nature à conduire à des représailles, touchant l'autonomie alimentaire d'une troupe de jeunes hommes patriotes.

Figure 40 : La divergence d'interprétation de la frontière de facto à l'origine de l'Incident du Napo (1938)



Source : Mayor Abelardo B. Aguirre S., « Parte que el Comandante saliente del Batallón Oriente n° 14 presenta a la consideración del Señor Coronel Jefe del IV departamento del Ministerio de Defensa Nacional, sobre sus actividades desarrolladas durante los meses de enero a julio de 1938, y referentes al aspecto internacional », 22 août 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

¹⁰⁸ Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur, Lima, 28 avril 1938, ALMRE, LEK-9-41, legajo 170.

D. L'incident du Napo et ses conséquences

C'est dans ce climat de fortes tensions qu'intervient l'incident du 2 juin 1938, aussi appelé « incident du Napo », dont les versions sont complètement contradictoires. En face de la double garnison, sur l'autre rive du Napo, existe une divergence sur la frontière de fait. Pour Aguirre, la ligne imaginaire suit en ligne droite le ruisseau qui sépare les deux garnisons, en enjambant le fleuve. Pour les Péruviens, c'est un autre cours d'eau qui fait cet office (figure 40). Cette frontière ayant été décidée par les autorités locales des deux pays au moment de la création des garnisons 30 ans plus tôt, Aguirre propose de les acheminer à la double garnison pour qu'ils confirment le fait, mais il n'est pas entendu. Que les champs se situant dans la zone contestée aient été récemment occupés comme l'affirme Aguirre, ou qu'ils aient été depuis longtemps occupés par deux Péruviens comme l'affirme Herrera Lynch, le commandant péruvien, un petit groupe de soldats équatoriens (une quinzaine d'hommes, une trentaine d'indiens) débarque sur la rive et occupe le terrain. Une partie d'entre eux est ensuite (le lendemain ?) capturée par les troupes péruviennes (l'un d'entre eux est tué, d'après Aguirre). Les soldats et l'officier capturés sont saouls, bien que ce dernier mette son tremblement sur le compte du « stress ». L'épisode intervient en effet à peine une semaine après la commémoration de la bataille de Pichincha, connue pour charrier de l'alcool plus que de raison chez les Équatoriens. L'action du groupe équatorien était donc peut-être mue par l'alcool et l'inconscience.

Le lendemain de leur capture cependant, les journaux de Quito et de Guayaquil annoncent que Rocafuerte, la clé de l'Amazonie équatorienne, a été attaqué par deux canonnières péruviennes (une était bien présente, mais semble s'être limitée au contrôle de la navigation sur le fleuve). Les esprits s'échauffent. La chancellerie équatorienne demande des explications aux Péruviens, et fait communiquer cette « attaque » aux journaux du monde entier, suivant en cela sa stratégie de publicisation internationale du différend frontalier. À New York, au Mexique, en France ou encore en Belgique, les périodiques se font l'écho de cet incident à travers des informations erronées ou grossières.¹⁰⁹ Sur place, on se prépare à un affrontement d'envergure avec évacuation des civils et installation de mitrailleuses du côté équatorien, mais les deux chancelleries, d'accord cette fois, décident de concert la désescalade en retirant de leur poste les deux commandants (surtout d'Aguirre, car les Péruviens ont tardé). La population civile de la région a sans aucun doute été traumatisée par cet incident et ses répliques, et a vécu les trois années suivantes dans un climat belliqueux que traduit par exemple ce câble d'octobre

¹⁰⁹ Plusieurs exemples dans le dossier AHMRE, T.5.3.2.1., « Comunicaciones reservadas dirigidas por la dirección de límites de la Cancillería a las legaciones del Ecuador, a los consulados ecuatorianos, a varias autoridades y a varios particulares, durante el año 1938 ».

1938, assez obscur, mais témoignant de la croyance dans une attaque imminente :

« Ces jours-ci rentrés à haciendas Napo indiens fuis Pérou depuis quelques temps avec argent objets ils apportent on pense ils viennent conquérir gens. De plus lettres maisons commerciales Iquitos à crédateurs sont rédhitoires encaissant même les crédits pas à terme. Selon ma déduction de conversation avec Agence « Flor Comercial » ce sont ordres Gouvernement mettre fin relations commerciales. Péruviens Bosmediano et Baquero avec leurs familles ont demandé passeport ». ¹¹⁰

Les petits incidents d'ailleurs continuent, malgré le départ d'Aguirre. Les Péruviens au début de 1939 utilisent leur douane installée quatre ans plus tôt à Pantoja pour bloquer le commerce ¹¹¹ régional. Les troupes de Rocafuerte, l'année suivante, semblent excédées, d'après leur commandant :

« D'un moment à l'autre se produiront des incidents sérieux ; car, le sentiment de ces messieurs les officiers, de tout le personnel de la troupe et le mien, est que l'heure du sacrifice d'une poignée de soldats équatoriens en défense de leur territoire et contre les abus de l'envahisseur est arrivée ». ¹¹²

Les civils du côté équatorien aident même à renforcer les défenses de la garnison, puisqu' « ils ont fourni tout le matériel pour ces constructions ». ¹¹³ Ils ont d'ailleurs été les victimes expiatoires de la guerre quelque mois plus tard, la prise de Rocafuerte constituant le point d'orgue de la campagne amazonienne. Évacués en catastrophe en août 1941, beaucoup ne se réinstallèrent sans doute jamais.

En effet dès 1938 se met en place un processus d'homogénéisation et de fermeture de la frontière. Outre le blocage du commerce, le chancelier équatorien suggère au commandant de Rocafuerte que « les relations avec la garnison de Pantoja doivent être d'une courtoisie qui n'arrive pas à l'intimité ni à la fréquence des contacts ». ¹¹⁴ Par ailleurs, les commandants des deux garnisons, certes à travers le conflit, décident d'une frontière de fait plus au Nord. Ils reçoivent en ce sens un télégramme de la Commission mixte du Zarumilla, qui tente de faire la même chose dans le secteur occidental. ¹¹⁵

Après la guerre, ce phénomène d'homogénéisation nationale et de durcissement de la

¹¹⁰ Courrier sans doute intercepté par les Péruviens. Légation de l'Équateur, « Memorandum », 15 octobre 1938, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177. Ce sont sans doute ces mêmes Bosmediano qui disparaissent pendant la guerre trois ans plus tard, probablement fusillés par l'armée équatorienne.

¹¹¹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense, 31 janvier 1939, AHMRE, T.5.3.2.2.

¹¹² Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, 30 octobre 1940, AHMRE, T.5.3.2.4.

¹¹³ Major C.E Escalante au Colonel commandant Supérieur des Forces armées, « Informe sobre mi conducta particular », 12 février 1942, ESMIL, Legajo f.

¹¹⁴ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, « Instrucciones reservadas de carácter general, que el ministerio de Relaciones exteriores da al comando de la guarnición militar de Rocafuerte », 14 février 1939, AHMRE, T.5.3.2.2.

¹¹⁵ Ministère des Relations Extérieures, « La posesión del río lagartococha », 2 juillet 1941, ALMRE, LEK-9-42, legajo 170.

frontière se confirme. Rocafuerte, désormais totalement péruvien, est intégré à Pantoja, tandis qu'un « Nouveau Rocafuerte » est créé un peu plus loin par les Équatoriens, à distance de la nouvelle base péruvienne de Yasuni. La proximité n'était plus de mise, et il fallait désormais distinguer clairement le péruvien de l'équatorien. Le processus était arrivé à maturation. La cohabitation qui, malgré tout, avait été possible dans une région frontière aux limites floues, avait expiré.

Conclusion

La militarisation des *Orientes*, niée ou attribuée à l'ennemi par les historiographies nationales, ne fait donc pas de doute. La présence de positions militaires de manière régulière et pérenne s'est affirmée tout le long de la zone frontière. Certes, les forces péruviennes sont mieux préparées, tant en matériel qu'en hommes et en doctrine. L'armée équatorienne poursuit le processus à la hauteur de ses moyens et de sa propre tradition administrative. Il s'agit cependant d'un processus partagé et soumis aux interactions. Des deux côtés, la présence affirmée de soldats mis les uns face aux autres, a provoqué un phénomène autoalimenté d'escalade. Cette militarisation est une nationalisation plus ou moins volontaire qui oblige à anticiper les actions de l'ennemi par des occupations préventives sources de tension. Le registre militaire est ainsi employé par l'État malgré lui.

Dans les postes reculés, les hommes éloignés de leurs foyers s'ennuient, jouent et boivent pour tromper le temps et la chaleur. Ils ne peuvent se divertir et se distinguer auprès de leurs supérieurs que par leur zèle patriotique, qui ne manque pas d'envenimer la situation dans les échanges de plus en plus réguliers avec les postes avancés de l'ennemi. Les incidents sont à la fois pour eux sources de distraction et de complication. Avec la déformation des événements par la distance, auprès des états-majors, des chancelleries, et des rédactions de presse, l'incident local peut vite devenir l'étincelle d'une véritable guerre.

C'est d'ailleurs à se demander pourquoi cette étincelle a eu lieu en juillet 1941 sur la côte, et pas au cours des années 1930 en Amazonie. L'éloignement des centres de décisions est une explication. La transmission et la déformation d'une « attaque » était plus rapide à partir du Zarumilla que du Pastaza. Une seconde explication peut tenir à l'isolement des garnisons. Alors que sur la côte, la proximité des garnisons localisées à quelques kilomètres de distance les unes des autres a pu favoriser la diffusion du feu en 1941, ce phénomène ne pouvait s'appliquer dans des garnisons éloignées de plusieurs jours de trajet les unes des autres. Enfin, le contexte

mondial en 1941 a sans doute joué aussi, alors qu'il n'était pas présent dans les années 1930. Nous proposons en conclusion une interprétation globale de ces facteurs limitant le conflit. Pour l'heure, il nous incombe de montrer que si la guerre n'a pas été déclarée dans les *Orientes*, l'intense militarisation de ces territoires a eu un profond impact sur les sociétés locales.

Chapitre 5 :

Le soldat, le colon et le missionnaire : les armées face aux groupes coloniaux de l'Amazonie

Dans ce chapitre, nous aborderons les relations dans la région amazonienne de l'armée avec les colons civils et les missionnaires religieux, c'est-à-dire avec la société coloniale ou plus encore colonisatrice, par opposition à une société colonisée qui serait constituée d'indiens.¹ Dans ce théâtre qui est comparable au phénomène de « colonialisme républicain » ou de colonisation tardive » du Chaco,² nous voulons montrer que les armées du Pérou et de l'Équateur entendent soumettre les autres groupes sociaux dominants de la région en les soumettant ou en les assimilant.

Les armées latinoaméricaines modernes ont eu tendance à pratiquer l'insularité sociale et à valoriser leur autonomie par rapport à des sociétés jugées archaïques.³ Elles en tiraient un sentiment de supériorité qui n'a pas été étranger à leur intervention dans le champs politique. L'Amazonie offre un théâtre d'observation de cette attitude dans la mesure où l'institution martiale est confrontée directement à d'autres vecteurs d'intégration nationale des hommes et des territoires, tandis que les autorités de régulation qui certes existent y sont moins présentes qu'ailleurs car éloignées dans le temps et dans l'espace. Il est alors possible d'observer la gamme des attitudes militaires face à ce qui peut être identifié comme des concurrents ou des alliés, des forces à expulser ou à ingérer. L'Amazonie est ainsi une société coloniale où le colonisateur a plusieurs têtes qui ne vont pas toutes dans la même direction. Outre les indiens, les deux grands groupes sociaux qui peuplent l'Amazonie sont d'une part les colons, petits et grands, commerçants, fonctionnaires et aventuriers, péruviens ou étrangers, établis récemment ou depuis plusieurs générations, qui partagent surtout entre eux le fait d'être identifiés comme « blancs », d'autre part les missionnaires chrétiens qui ne sont pas nombreux, mais dont le legs historique et l'emprise qu'ils pouvaient avoir sur des segments importants de la population en

¹ La distinction entre colons blancs et colonisés indiens peut être inopérante puisque tous participent d'une même société coloniale et se métissent socialement et physiquement. Néanmoins, nous établissons cette différence sur la base de rapports de domination schématiques ancrés dans les esprits de l'époque, et qui en dépit de nuances individuelles, existaient bel et bien.

² TERUEL Ana A., « Chez les Matacos du Chaco argentin. Hommes et femmes dans un processus de colonisation tardive », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, mai 2011, n° 33, p. 193-209. CAPDEVILA Luc, « Colonialismos nacionales en acción: Experiencias militares en Chaco boreal en vísperas de la guerra, 1920/1930 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 15 février 2013, <http://nuevomundo.revues.org/65031>.

³ ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982. En particulier les chapitres 3 et 4, p. 94-147.

faisaient des acteurs incontournables de la région.

Nous montrerons d'abord que les militaires se posent principalement, quoique non exclusivement, en concurrents des missionnaires. Nous mettrons ensuite en évidence le fait qu'ils se présentent en revanche en régulateurs des colons. Nous terminerons par souligner que leur prétention à incarner le destin national les pousse à considérer et mettre en œuvre des projets de colonisation militaire qui tendent à s'émanciper complètement de la participation civile.

I- Le sabre et le goupillon : nationaliser par l'armée ou par les missions ?

L'armée doit faire face en Amazonie à l'autre grande institution « totale », l'Église catholique. Les relations qu'ont entretenues au cours de l'histoire la Grande Muette et les représentants de l'institution de Rome ont été diverses, de la coopération à la concurrence ouverte, en passant par la fusion.⁴ Pensons que la colonisation du continent américain par les Espagnols a souvent été décrite comme celle de « l'épée et de la croix ». En Amazonie, leurs relations sont arbitrées par un troisième acteur, le ministère des Relations Extérieures qui, en la personne de son chancelier, tente de concilier les deux. Là encore, il s'agira de souligner les traits communs et les divergences de ces relations de part et d'autre de la frontière, sur le terrain.⁵

A. La primauté des missions

Il faut d'abord souligner que l'implantation catholique dans les *Orientes* est ancienne, bien organisée, et reconnue comme telle. Ce sont les ordres missionnaires qui ont dès le XVII^e siècle pris la relève des expéditions militaires alors dans l'impasse, pour fonder des villes et convertir les autochtones. Franciscains, Dominicains, puis Jésuites, tentèrent ainsi de regrouper les populations locales au sein de Réductions dont le bilan est encore controversé.⁶ Quito fut une grande pourvoyeuse de ces hommes dont le retour n'était pas certain, tandis que dans la Vice-

⁴ Sans remonter nécessairement aux Ordres chevaliers du Moyen Âge occidental, l'époque contemporaine a produit un avatar moderne de cette fusion avec l'armée du Salut. Voir ALLNER Michel, *L'armée du Salut : Église, armée, œuvre sociale : l'adaptation d'une institution victorienne aux cultures nord-américaine et française au XX^e siècle*, thèse de doctorat sous la direction de Michelle Perrot, Université Paris 7, 1994.

⁵ Les aspects diplomatiques de l'ingérence du Saint-Siège dans le conflit sont traités dans le chapitre 2.

⁶ Voir par exemple les développements relatifs à cet aspect dans LACOUTURE Jean, *Jésuites. Une multibiographie*, 2 volumes, Points, 2013.

Royaume du Pérou, c'était principalement le couvent d'Ocopa qui formait ces missionnaires. Les Indépendances ont porté un rude coup à ces établissements missionnaires, dont la rétractation a perduré jusqu'à la fin du XIX^e siècle. À cette époque, la nouvelle conjonction des intérêts des États avec ceux des missions permit sur l'ensemble du continent le renouveau des missions considérées comme les plus à même de convertir les terres et les hommes « sauvages » en éléments utiles au développement des jeunes nations.⁷ Pérou et Équateur ont même concordé sur ce point en 1890 en offrant leur protection aux Missions. Celles-ci en avaient d'ailleurs besoin, car elles rencontraient souvent l'hostilité des autochtones - leurs villages furent régulièrement rasés - mais également des autres groupes coloniaux, en premier lieu les *caucheros*, qui ne voyaient pas d'un bon œil la captation d'une main d'œuvre qui leur faisait autrement défaut. Au début du XX^e siècle, les missions continuent donc leur expansion et leur réorganisation administrative, partageant le territoire en zones d'influence de chaque ordre, ce qui n'était pas sans difficulté pour ne pas froisser les susceptibilités territoriales de chaque nation. Au Pérou, ce sont les Augustins qui sont ont la charge de l'Amazonie, incluse dans la grande préfecture apostolique de San León del Amazonas depuis sa création dans les années 1890. En 1921, les Passionistes se taillent leur part de gâteau par le détachement de la préfecture précédente du Marañón et de ses affluents, c'est-à-dire de la majorité des territoires au contact de l'Équateur. En Équateur justement, le gouvernement progressiste (1884-1895) crée quatre Vicariats Apostoliques : le Zamora est confié aux Franciscains, Méndez et Gualaquiza aux Salésiens, qui font figure de jeunes dynamiques, Canelos aux Dominicains, et le Napo aux Jésuites, remplacés par les Joséphiens après l'éviction de la Compagnie de Jésus.⁸ Quant aux missionnaires protestants, ils témoignent encore d'une présence très faible dans ces années. Au Pérou, ce n'est qu'à la fin des années 1940 que ces missions généralement anglo-saxonnes (surtout des États-Unis) se sont imposées à travers le fameux *Instituto Linguístico de Verano* (IVL). En Équateur, les libéraux ont pratiqué l'ouverture envers les missions protestantes pour contrebalancer le poids des missions catholiques, et les évangéliques se sont en effet implantés dans l'*Oriente*. Pourtant, aucun document de notre corpus n'en fait mention. La chancellerie, particulièrement sous l'autorité du très catholique Tobar Donoso, semble avoir préféré le contact avec les missions émanant de Rome.⁹

⁷ Voir les références citées dans le chapitre 4.

⁸ ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza, *op. cit.*

⁹ Sur les missions évangéliques dans les années 1930 en Équateur, nous avons consulté la communication suivante, qui se concentre sur l'usage de la radio par les missionnaires des États-Unis : UBELAKER ANDRADE Lisa, « “Voice Boxes” of God (and State): Radio, Evangelical Missionaries and Good Neighbor propaganda in Ecuador (1933-1945) », conférence donnée dans le cadre du Congrès annuel de la Latin American Studies Association (LASA), Barcelone, 2018. Sur les Évangélistes au Pérou, voir les divers développements qu'y consacre Irène

Le type d'activités de ces missions dépend du lieu et de l'Ordre, mais il consistait souvent dans l'ouverture d'écoles et d'orphelinats pour les jeunes indiens, où ils étaient alphabétisés et christianisés par des religieux ou des religieuses, souvent venus de l'étranger. Ainsi dans le Vicariat apostolique de Méndez et Gualaquiza, il y a en 1940, 57 religieux de la mission salésienne qui s'occupent d'environ 260 jeunes jivaros dans plusieurs colonies.¹⁰ Une part importante du labeur missionnaire dans cette région a également été la construction de la route El Pan-Méndez qui permet la pénétration dans la région.¹¹

B. Un vecteur fondamental de la nationalité pour la chancellerie équatorienne

Dans cette perspective, il n'est pas étonnant qu'encore au cours des années 1930, les missions aient été considérées par certains comme les vecteurs privilégiés de la nationalisation de l'*Oriente* équatorien dans la perspective du conflit avec le Pérou. D'autant plus que l'Archevêque de Quito fait partie de la Junte consultative de la chancellerie. Celui-ci reçoit par exemple une lettre d'un particulier en 1938 qui demande aux missions de continuer à construire des routes, des ponts et des chemins, pour défendre l'*Oriente*, car les religieux seraient plus efficaces que les autorités publiques.¹² Personne n'a cependant autant pris la défense des missions que le propre chancelier Tobar Donoso. Homme religieux et très proche des Jésuites,¹³ unique représentant des conservateurs cléricaux dans un gouvernement libéral marqué par un anticléricalisme virulent, il déploie en 1939 et 1940 une activité importante pour le renforcement ou l'établissement de nouvelles missions. D'autant que la Guerre mondiale assèche les finances des missions dont les fonds en provenance de Rome se tarissent. Le chancelier réclame donc au Congrès l'augmentation de la dotation aux missions, qui jusque-là fournissait trimestriellement la somme ridicule de 2000 sucres sur un budget annuel de 150 000 sucres.¹⁴ Il demande aussi directement au *Department of State* de lui proposer des

Favier. C'est à partir de 1945 que le gouvernement péruvien s'appuie officiellement sur l'ILV, créée en 1934, pour castellaniser l'*Oriente*. FAVIER Irene, *La convoitise des confins. Lutttes foncières et redéfinition du national dans le Haut Marañón péruvien (1946-2009)*, thèse de doctorat sous la direction de Danielle Tartakowsky et Olivier Compagnon, Universités Paris 8/Paris 3, 2014.

¹⁰ « Breve informe que el Illmo. Mons. Domingo Comin Vicario apostólico de Méndez y Gualaquiza presenta al honorable Congreso nacional », septembre 1940, AHMRE, T.5.3.1.1.

¹¹ ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza », *op. cit.*

¹² « Carta del Señor Carlos Vásquez al Arzobispo de Quito Doctor María de la Torre, pidiendo interponga su influencia ante el Gobierno para que se atienda a la defensa del Zamora, del Chinchipe, etc. Haciendo carreteras », Macas, 21 août 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

¹³ Sa bibliothèque personnelle est aujourd'hui conservée par la Bibliothèque Équatorienne Aurelio Espinosa Pólit, gérée par les Jésuites.

¹⁴ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au président de l'Honorable Congrès National, 22 octobre 1940, AHMRE, T.5.3.2.2.

missionnaires catholiques pour « progresser dans l'œuvre évangélicatrice, puisque les conditions économiques du moment ne permettent pas au Gouvernement une aide substantielle comme nous le voudrions ». ¹⁵ Un évêque nord-américain semble alors intéressé. ¹⁶ Tobar Donoso demande surtout à l'armée d'appuyer les missions existantes ou la création de nouvelles. Face à l'imminence du côté péruvien de la création d'une mission de Capucins à Pantoja sur le Napo, il souhaite ainsi que les Joséphiens s'installent à la voisine Rocafuerte, et pour cela, a besoin de l'aide de la garnison, car

« La puissante influence des missionnaires [capucins] attirera à la voisine Pantoja nos habitants de Rocafuerte et les petits agriculteurs et commerçants environnants, dont les enfants seront baptisés dans une position péruvienne, créant ainsi ce lien spirituel fort qui attaquera à la racine le sentiment nationaliste qui peut exister chez le peuple de ces lointaines régions ». ¹⁷

On retrouve donc cette peur de l'identité nationale mouvante des civils, telle qu'elle existe aussi pour le secteur occidental. Le chancelier souhaitait déjà l'année précédente que les Joséphiens s'étendent vers le Nashiño pour la « réelle défense de notre territoire », ¹⁸ et demandait une aide financière de l'armée pour les Salésiens, étant entendu que « la mission religieuse, en particulier par son esprit disciplinaire, est la meilleure collaboratrice de l'action militaire ». ¹⁹ Cette belle harmonie ne semble toutefois pas systématique, à en juger par la défense des missions que Tobar doit faire auprès du ministre de la Défense, qui estime que les missions demandent trop d'argent et qu'elles ne sont pas aussi présentes qu'elles le disent. ²⁰ D'ailleurs, les fonds promis aux Salésiens pour la construction de routes se font toujours attendre, malgré les promesses répétées de leur allouer 5000 sucres. ²¹ L'attitude de la Défense face aux exigences répétées du ministère des Relations Extérieures est donc pour le moins ambiguë. La Défense appuie certes les missions, mais dans la mesure où elles lui sont soumises et ne demandent pas trop. Le ministère se faisait ainsi l'écho de nombreux commentaires de

¹⁵ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Monsieur Richard Patee, Département d'État, 1^{er} février 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

¹⁶ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Monsieur Richard Patee, Département d'État, 18 mars 1940, AHMRE, T.5.3.2.3. Il s'agit de l'évêque John F.O'Hara.

¹⁷ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 26 avril 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

¹⁸ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 14 janvier 1939, AHMRE, T.5.3.2.3. La mission josphine souhaite installer une école sur le Nashiño, et une église à Rocafuerte.

¹⁹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 9 février 1939, AHMRE, T.5.3.2.2.

²⁰ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 14 mai 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

²¹ J.Pérez, Sous-secrétaire du ministre des Relations Extérieures, à Monseigneur Domingo Comín, évêque de Méndez y Gualaquiza, 14 septembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.3. Pérez se fait l'écho d'une affirmation de V.Illingworth, ministre du budget (*Hacienda*), chargé du Portefeuille de la Défense, qui lui assure que les chemins sont en construction et que l'année suivante, un budget spécial serait attribué aux Salésiens.

terrain défavorables aux missionnaires.

C. Une concurrence institutionnelle équatorienne acerbe pour « capter » l'Orient

Pour comprendre la concurrence entre armée et Église dans l'Amazonie équatorienne, il faut d'abord rappeler la polarisation extrême que connaissait alors le pays autour de la question religieuse. Les Conservateurs se définissaient ainsi comme liés à la terre et à la tradition catholique de Quito, tandis que les Libéraux de Guayaquil étaient agro-exportateurs et anticléricaux. Les relations avec le Saint-Siège avaient été récemment normalisées en 1937, et les mouvements catholiques y avaient regagné de la vigueur, mais l'anticléricisme restait au cœur de l'identité libérale. Le Président Arroyo clarifia publiquement en 1940 qu'il ne comptait pas remettre sur le devant des préoccupations une question religieuse qui appartenait selon lui au passé, mais à la condition essentielle que « comme il faut l'espérer, les activités religieuses soient circonscrites, discrètement, à leur champ propre, sans interférer dans celui de la politique ». ²² Ces tensions se répercutaient logiquement dans l'*Oriente*, raison pour laquelle le quotidien *Universal* de Guayaquil avertissait que « là où le missionnaire est combattu par le maître d'école et subit des vexations du soldat, existera uniquement l'œuvre destructive de tout germe de culture, de captation de l'indien de la *selva* pour la civilisation ». ²³ C'est en effet la question de l'instruction qui divise surtout militaires et missionnaires. Le commandant Witt qui a été en poste dans la région souligne ainsi le contraste entre les professeurs laïcs aux conditions misérables, obligés de faire travailler les élèves dans un « potager scolaire » pour s'alimenter, et les écoles religieuses financées par les dons extérieurs, et souhaite que les écoles religieuses soient placées aux avant-gardes du front de pénétration et non plus dans les bourgs déjà constitués. ²⁴ Mais c'est Mejía, le militaire espion qui pousse la critique le plus loin :

« Les missions d'après moi n'ont accompli que ce qui leur convenait, enseigner la religion, qui d'aucune manière ne rachète mais rend au contraire plus esclave. Ils n'ont jamais réussi à créer un sentiment patriotique dans l'âme des natifs ; jamais ils n'ont permis le rapprochement du reste des Équatoriens qui vivent dans la *selva*. Ils ne se préoccupent pas, ni ne le peuvent, de notre Patrie, parce qu'ils n'en sont même pas, puisqu'ils ne sont que des agents qui représentent cette Institution économique qui a son siège à Rome. C'est pour cette raison qu'elles présentent une grande résistance passive aux Détachements militaires, les empêchant de s'approvisionner en aliments, fomentant l'éloignement des jívaros et essayant par tous les moyens de faire obstacle à la pénétration. Ils veulent être les maîtres

²² ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Mensaje del Excmo. Señor Presidente Constitucional de la República Doctor Don Carlos A. Arroyo del Río*, Quito, Imprenta de Ministerio de Gobierno, 1940, BEAEP.

²³ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 17 février 1939, T.5.3.2.2.

²⁴ « Copia del informe que presentó el Comandante A. Witt al IV Departamento «Oriente» el 12 de enero de 1940, y ampliado a pedido del señor Ministro de Defensa, en febrero 7 del mismo año », AHMRE, T.5.3.1.1.

imperturbables des haciendas et de leurs esclaves indigènes qui par centaines les servent et leur permettent une vie de pleine oisiveté. [...] Ne me jugez pas pessimiste, mais je n'ai pas confiance dans l'Italien, le Directeur de la Mission salésienne, le père Viña, protecteur des Péruviens Ríos et Pascual, pas plus que dans tous les moines [*frailles*] qui ont réussi à vivre loin pour qu'il y ait toujours une grande distance entre leurs actes et la justice ».²⁵

Le versant de la critique du militaire est ainsi double. Les missionnaires se gardent pour eux cette main d'œuvre malléable, mais n'en font pas des citoyens utiles à la patrie. La cause en serait l'origine étrangère des missionnaires, dont les loyautés nationales sont logiquement questionnées. La majorité des missionnaires étaient en effet originaires d'Italie et d'Espagne, et non du clergé séculier national. Ce trait pouvait être utilisé pour exiger la mise sous tutelle des missions par la Défense, comme le faisait le major Bustamante après la guerre, précisant :

« Un grand appui aux Missions est nécessaire, pour avancer rapidement dans la colonisation, mais il est donc nécessaire qu'augmentent les missionnaires nationaux, car chez eux seulement se trouve le véritable patriotisme. [...] Il y a beaucoup d'étrangers, en particulier des Italiens chez qui brûle dans le cœur le fascisme et sont de grands totalitaires, et ils savent leur propagande, que sera leur attitude dans un conflit ? C'est une impérieuse nécessité que l'on enquête et contrôle [?] ces missions religieuses ».²⁶

Face à cette attaque en règle, les missionnaires se défendent. Le chancelier équatorien reprend ainsi à son compte la plainte du préfet apostolique de Canelos déplorant « les lamentables mauvais traitements que commettent les autorités militaires » contre lesquels il faudrait « interdire ces abus et améliorer la situation sociale et économique des indiens et des colons orientaux ».²⁷ Notons cependant que des divisions internes aux catholiques pouvaient aussi surgir, chaque mission ayant à cœur de contrôler son propre territoire. Le Dominicain Alfonso Jerves estime ainsi que l'avancée péruvienne a été permis par « le retrait et le sac des grandes garnisons orientales, les Missions jésuites, et le faible appui donné jusqu'à hier aux Missions catholiques et patriotiques ».²⁸

Derrière ces affrontements au sein de l'Église et entre l'Église et les représentants de l'État, le professeur laïc et surtout le militaire, se jouent en réalité une concurrence sourde pour capter les indiens dans l'institution. Les missionnaires souhaitent en faire avant tout de bons chrétiens, mais les convertissent aussi au travail productif. Seulement, ils le font de manière autonome, et le fruit de leur labour pour l'État est seulement indirect. Ils sont donc concurrencés par d'autres forces. Cela avait déjà été le cas avec les *caucheros*. L'Amazonie (surtout au Pérou)

²⁵ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

²⁶ « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A. Bustamante, ex 2do comandante del Batallón n°15 « Ecuador », sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942, ESMIL, Legajo f.

²⁷ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au Père Jacinto Dávila, préfet apostolique de Canelos, 24 février 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

²⁸ « Copia del Informe presentado por el Padre Alfonso Jerves O.P. a Don Alejandro Ponce Borja, Ministro de Relaciones exteriores », 22 février 1935, AHMRE, T.5.1.20. Le père Alfonso A. Jerves est le Provincial des Prêcheurs (Dominicains).

avait été le théâtre de l'affrontement entre les entrepreneurs capitalistes, souhaitant utiliser cette main d'œuvre nécessaire dans des conditions proches de l'esclavage, et les missions qui prétendaient protéger les indiens de ces abus.²⁹ Cette fois, la concurrence se fait avec l'armée qui souhaite faire des indiens des citoyens capable d'occuper la frontière et de défendre la souveraineté du territoire. L'objectif est différent, la victime reste la même.

D. Une militarisation plus nette chez les Péruviens, une présence missionnaire ambiguë

Au Pérou, le rapport de force ne semble pas le même. Il faut néanmoins rappeler que les gouvernements du général Benavides se caractérisent par une valorisation de l'héritage hispanique et catholique. Il est donc logique que le Président sortant et le Président entrant en 1939 saluent identiquement le travail de ces missions, Benavides rappelant que « les autoroutes construites par mon gouvernement ont permis que les missions apportent jusqu'aux régions les plus reculées du Pérou, les luminaires symboliques de la foi religieuse »,³⁰ tandis que le nouveau Président Prado déclarait en écho :

« Il n'est que justice de rendre un tribut d'admiration au travail plein d'abnégation ici réalisé et dans les circonstances les plus dures, par les missions religieuses qui ont apporté les bénéfices de la foi et de la civilisation jusque dans le cœur de la forêt amazonienne, ayant établi des colonies qui représentent le plus grand et le plus noble effort réalisé depuis l'établissement de la République, et dont il est nécessaire de continuer à appuyer de manière décidée le labeur civilisateur fécond ». ³¹

L'appui gouvernemental semble donc total. Pourtant, à bien y regarder, les positions officielles comportent des ambiguïtés. D'abord, les citations ci-dessus prennent place dans des discours qui mettent quantitativement beaucoup plus en avant les forces armées que les missions. Deuxièmement, cet appui peut aussi signifier contrôle, comme l'exprime Emilio Delboy, longtemps préfet du Département du Loreto :

« Les missions religieuses sont bonnes et conseillables pour la *Selva*. Elles ont toujours été l'avant-garde de la civilisation. Elles ont presque toujours précédé le soldat qui a confirmé notre souveraineté. De plus, elles portent une assistance spirituelle à la famille humaine des bois, soit par la rédemption des sauvages, soit en accompagnant les colonisateurs. *La seule*

²⁹ Sur cette concurrence entre *caucheros* et missionnaires, voir pour la partie péruvienne, GARCÍA JORDAN Pilar, *Cruz y arado, fusiles y discursos: la construcción de los Orientes en el Perú y Bolivia, 1820-1940*, Lima, IFEA/IEP, 2003, p. 224.242. Pour la partie équatorienne, voir ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia. Incorporación del Oriente ecuatoriano al Estado nacional (1830-1895)*, Thèse de doctorat, Universitat de Barcelona, 2005, p. 249-392.

³⁰ « Mensaje del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea, ante el Congreso Nacional, el 8 de diciembre de 1939 ».

³¹ Programme de Gouvernement de Manuel Prado présenté devant les Chambres législatives le 8 décembre 1939, cité dans GIUDICE FOLCHI F DEL, *¿Quién es Manuel Prado ?*, Empresa Tipografica Salas e hijos, 1957, p. 60-61.

*choses que nécessitent ces missions dignes d'être appuyées c'est plus de contrôle de la part de l'État dans ses actes publics ».*³²

L'appui de l'État pouvait donc valoir contrôle, notamment par les militaires de plus en plus présents dans la région. L'état-major pouvait voir dans les missions un bras supplémentaire à moindre coût. Le colonel Iglesias soumet ainsi l'idée en 1939 au ministre de la Guerre

*« qu'à la frontière du Nororiente soient étendues et intensifiées les missions religieuses, qui devront étendre leur rayon d'action, en accord avec le commandant de la V^e Division, qui accordera les facilités d'usage en moyens de transports, forces de protection, etc., selon les directives que lui enverra cet état-major général ».*³³

La différence avec les Équatoriens transparaît alors dans les incidents qui impliquent des religieux. Ainsi en 1932, le père Crespi, de la mission salésienne du côté équatorien, a maille à partir avec le commandant d'une garnison péruvienne locale. En cause, un chèque en bois, mais surtout la volonté du missionnaire d'installer une mission dans le territoire contesté entre les deux pays. « Avant qu'il fonde sa chapelle, je mettrai une garnison, pour le faire décamper à coups de botte ce moine », persifle le commandant péruvien. L'explorateur bolivien qui rapporte ces propos commente que l'installation militaire a bien eu lieu. « Jusqu'à un certain point je crois que pour cette percée la faute en revient à notre ami le missionnaire Crespi » ajoute-t-il.³⁴ Autre temps, autre lieu, c'est un missionnaire dominicain qui vient réclamer en mars 1938 à la garnison péruvienne de Soplin que lui soient remis des indiens. Le commandant péruvien refuse, considérant qu'ils sont péruviens.³⁵ Dans les deux exemples précédents, il semble que là où les Équatoriens comptent encore, de manière indirecte et partielle, sur l'action des missionnaires pour nationaliser et occuper le terrain, les Péruviens placent en priorité des militaires, dans une logique d'émulation entre les institutions.

Partant, il semble en effet que les Missionnaires du côté péruvien aient été relégués à un rôle subalterne, ou ont travaillé en bonne harmonie avec les militaires, par contraste avec les informations relevées dans les archives équatoriennes. Cela peut cependant tenir d'un biais documentaire. Si peu d'échanges entre militaires, chancellerie et missionnaires ont été trouvés du côté péruvien, cela ne signifie pas qu'ils n'aient pas existé. D'autant qu'au cours des célébrations du IV^e centenaire de la découverte de l'Amazone, en 1942 et 1943 à Lima, le

³² DELBOY Emilio, *Memorandum sobre la selva del Perú*, Lima, Sanmartí y Cía, 1942, p. 52. Souligné par nous.

³³ Lieutenant T.Iglesias, sous-chef de l'état-major général au ministre de la Guerre, 18 août 1939. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 1, document n°227. Souligné par nous.

³⁴ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Nuñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 12 mai 1933, AHMRE, T.5.1.20.

³⁵ Antonio Santisteban, commandant de la Ve Division, au ministre de la Guerre, Iquitos, 8 juin 1938, ALMRE, LEK-9-15, legajo 169.

travail de nationalisation missionnaire a été fortement mis en avant (chapitre 10). Ce dernier point pouvait cependant cacher la subordination des missions aux forces armées péruviennes sur le terrain.

Malgré cette nécessaire nuance, le rapport entre l'armée et les missionnaires témoigne dans les deux pays de l'affirmation de la présence militaire. Les forces armées, et parmi elles la branche de l'armée de terre, considèrent qu'elles sont la meilleure institution pour assurer la souveraineté des frontières contestées, à défaut d'être la seule. La présence missionnaire est perçue comme une aide éventuelle ou un obstacle, dans le pire des cas. Mais c'est bien l'armée qui s'attribue le rôle de civilisateur et de défenseur ultime, comme elle le fait avec les colons.

II- Surveiller, encourager, punir : la nationalisation des colons

Les civils sont toujours proches des emplacements militaires, qui d'ailleurs en ont besoin. Anciens *caucheros*, agriculteurs, commerçants, orpailleurs, autorités civiles, professeurs, épouses, mais aussi les personnes de passage, explorateurs, voyageurs, espions, forment une faune particulière à l'Amazonie. Dans certaines régions, ils sont même de plus en plus nombreux, poussés par la crise économique des années 1930 à tenter leur chance loin de chez eux. Tout comme dans le secteur occidental, les autorités militaires les perçoivent comme un enjeu central de la lutte géopolitique, à la fois atout et menace, dont il faut se saisir.

A. Encourager les bons colons, écarter les corrompus

L'activité civile est nécessaire au bon déroulement des activités militaires. Les *lanchas* commerciales participent au ravitaillement des garnisons éloignées et la présence de colons dans la zone assure l'effectivité de la domination d'un territoire. C'est d'ailleurs une des raisons pour ne pas multiplier les postes de douanes dans la région : outre la possibilité de créer un dangereux précédent utilisable par l'adversaire, cette région bénéficie de la bienveillance des autorités fiscales pour attirer de nouveaux habitants.³⁶ Ceux-ci d'ailleurs ne sont jamais très loin des garnisons. En plus des chercheurs de fortunes qu'il faut souvent protéger de la nation voisine, épouses et enfants plus ou moins légitimes des soldats et des officiers, et tenanciers de boutiques ouvertes aux soldats, constituent l'essentiel de ces contacts civils-militaires. Tous

³⁶ Ministère des Relations Extérieures, « Al ministro de Defensa Nacional demostrando las razones por las cuales el Ecuador no puede establecer Oficinas de Aduanas en la Región Oriental y en las fronteras del Sur », 28 septembre 1936, AHMRE, T.5.3.1.2. Le poste de douane péruvien est installé à Iquitos.

ces civils ne sont pourtant pas au goût des autorités militaires.

Ainsi le major équatorien Bustamante se plaint de la qualité morale de nouveaux arrivants. Les colons estime-t-il, viennent dans l'espoir de faire fortune rapidement, notamment dans la recherche d'or, pour repartir ensuite, et vivent dans un état d'immoralité permanente liée à l'alcool. Les commerçants seraient d'ailleurs les pires : un certain César Abad Torres ferait payer le passage par sa propriété d'un demi gramme d'or, vendrait aux mineurs des produits beaucoup trop chers, profitant de son monopole, ferait du trafic d'alcool par la frontière et serait en cheville avec les autorités locales, voire avec des Sénateurs, au point de pouvoir faire sortir des personnes de prison.³⁷ Beaucoup de colons utilisent en effet l'éloignement et l'état d'exception de l'*Oriente* pour se créer de véritables baronnies locales. À ce jeu, les autorités civiles ne valent pas beaucoup plus que leurs administrés, d'après un commandant équatorien :

« À Rocafuerte est arrivée une autorité pour le Putumayo ; le canot du courrier allait mettre un mois et demi pour revenir et ce monsieur devait l'attendre avant de se rendre à sa destination finale. Il est arrivé dans l'agglomération ivre et il a continué à boire. Il a fait du scandale et j'ai dû intervenir. Au même moment, beaucoup lui ont réclamé des impayés d'ardoise de débit de boisson. J'ai voulu le faire payer, mais je me suis rendu compte que ce monsieur pour partir à l'*Oriente* avait déjà vendu (à une dame très connue de la Comptabilité du IV^e Département) ses salaires et prébendes (*ranchos*) sur six mois... De quoi vivra donc là-bas cette autorité, pour maintenir ses vices ? ».³⁸

La question est en réalité rhétorique car la réponse est bien connue. Les autorités toutes puissantes vivent de la population locale qu'elles extorquent sous la menace de diverses contraintes. Les civils savent qu'ils ne seront pas remboursés, mais ils n'ont pas le choix. Cette pratique de vendre ses salaires à Quito avant de partir semble d'ailleurs avoir été si répandue, même chez les militaires, que le gouvernement aurait interdit à toutes les autorités partant pour l'*Oriente* de vendre plus de 60% de leurs revenus.³⁹ Bien sûr, la dénonciation des potentats locaux et des corruptions morales s'inscrit dans la logique du discours ordonnateur et civilisateur porté par les officiers. Il n'en demeure pas moins confirmé par d'autres études, qui soulignent l'aspect de *far west* sans foi ni loi de l'Amazonie.⁴⁰

Dans la correspondance militaire, à la dénonciation des « mauvais » colons répondent les appels à l'encouragement des « bons colons », par des mesures fiscales ou autres. Ainsi le colonel Ricardo Llona, dans sa tournée des fleuves en 1934, préconise-t-il d'encourager

³⁷ « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A. Bustamante, ex 2do comandante del Batallón n°15 « Ecuador », sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942, ESMIL, Legajo f.

³⁸ « Copia del informe que presentó el Comandante A. Witt al IV Departamento « Oriente » el 12 de enero de 1940, y ampliado a pedido del señor Ministro de Defensa, en febrero 7 del mismo año », AHMRE, T.5.3.1.1 .

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ BARCLAY Frederica, « Sociedad y Economía en el Espacio Cauchero Ecuatoriano de la Cuenca del Río Napo, 1870-1930 » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 127-238.

l'installation de colons tout en supprimant les contraintes qui pèsent sur eux. Sur le Napo, il propose de favoriser la colonisation en prêtant du matériel aux nouveaux arrivants, en leur apportant une assistance médicale, en contrôlant le prix du transport et des marchandises qui flambe, et en installant des écoles le long du fleuve pour éduquer cette population analphabète à 95%. Il faudrait aussi recenser les habitants pour en expulser les Équatoriens, de première ou de deuxième génération.⁴¹ Sur le Morona et le Pastaza, ses solutions sont encore plus radicales. Pour attirer les colons dans la région, il faudrait non seulement améliorer les transports, mais encore exterminer les indiens jivaros, qui rendent dangereux le séjour en ces contrées.⁴² Les remarques du colonel péruvien montrent qu'au-delà de la question des mœurs des colons, le classement des civils entre bons et mauvais s'effectuent aussi sur le critère de la fidélité à la nation, ce qui pousse à identifier les traîtres et les étrangers.

B. Surveiller les traîtres

Les voyageurs et les colons, en raison de leur mobilité dans des régions contestées et mal contrôlées par les États, sont toujours suspects de transmettre des informations à l'ennemi, par les autorités qui arrêtent de manière plus ou moins arbitraire ces suspects. Par exemple, l'Équatorien Pedro Guerra Baca est accusé d'être un agent secret par les Péruviens, ce qui semble confirmé pour ces derniers par la présence à son domicile de croquis du río Huasaga.⁴³ Les autorités ont d'ailleurs raison de se méfier. Les archives de chaque pays comportent une part importante de rapports glanés à des particuliers, nationaux et étrangers. Il y a par exemple les informations fournies par le Bolivien Raúl Méndez Núñez, qui en sa qualité d'étranger et « d'explorateur », peut facilement passer dans les deux camps, et qui produit de volumineux rapports.⁴⁴ Il y a un certain Rodrigo Romero Terán qui propose spontanément ses services à la chancellerie équatorienne, en tant que « connaisseur de l'*Oriente* équatorien ». ⁴⁵ Il y a encore le capitaine équatorien Manuel Mejía, qui se fait passer pour un civil, puis pour un inspecteur

⁴¹ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Napo », Iquitos, 29 août 1934 et « Estudio sobre el río Curaray », 30 août 1934, ALMRE, LEK-20-40, legajo 177, « 1934, estudios sobre los ríos del Nororiente ».

⁴² Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique péruano-colombienne, « Estudio sobre el Morona », 10 octobre 1934, Iquitos. ALMRE, LEK-6-14, Legajo 168 ; « Estudio sobre el Pastaza », Iquitos, octobre 1934 ; « Estudio sobre el río Huasaga », Iquitos, octobre 1934, ALMRE, LEK-7-17.

⁴³ Rapport du Commissariat d'Iquitos, 26 février 1937, ALMRE, LEK-7-4 « Limites con Ecuador »

⁴⁴ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 12 mai 1933, suivi de deux autres rapports en date des 8 et 16 février 1934, AHMRE, T.5.1.20.

⁴⁵ « Carta del Señor Domingo Romero Terán ofreciendo sus servicios como conecedor del Oriente Ecuatoriano », 17 septembre 1936, AHMRE, T.5.3.1.2. Domingo Terán affirme avoir vécu vingt-cinq ans en Amazonie. Le ministre Ángel Isaac Chiriboga le remercie et lui transmet un questionnaire générique en cinq points lui demandant des précisions sur l'emplacement des positions péruviennes et leur nature.

péruvien, pour obtenir toute sorte de renseignements sur la vie de certaines garnisons.⁴⁶ Les exemples précédents sont certes tous équatoriens. Les Péruviens semblent s'être plus appuyés sur les informations transmises par les Jivaros, ainsi que les interceptions radio, que sur des espions blancs. Mais la présence de rapports équatariens complets (parfois même français) dans les archives péruviennes laissent à penser que les Péruviens pratiquaient aussi cet espionnage. Il faut néanmoins remarquer que pour les deux camps les informations ne sont pas toujours claires, que les propres espions proposent parfois leurs services eux-mêmes, et donc que l'on peut dans certains cas considérer qu'ils étaient avant tout des voyageurs soucieux de rentrer dans leur frais par la transmission de quelques informations, plutôt que des espions professionnels payés par un gouvernement, sauf dans le cas des agents du Service d'Information National (S.I.N.) équatorien. En tout cas, une véritable paranoïa règne dans la région et tout voyage proche de la zone frontalière, tout commerce avec l'étranger, alimente les doutes. Le manque de résultats est même parfois interprété aussi comme une trahison. Dès lors les autorités frontalières s'accusent mutuellement de traitements arbitraires. Ainsi le commandant d'un minuscule poste de Capirona, sur le Río Corrientes, invective son homologue du poste de Platanoyacu en 1938 en ces termes :

« Quand un de nos compatriotes veut traverser la ligne imaginaire provisoirement frontalière, il porte toujours une autorisation, ou la demande aux autorités compétentes, puisque nos Commandements de Garnisons, sur tous les fleuves, l'exigent aussi en général, sans maltraiter ni offenser personne, co-national ou étranger, comme c'est arrivé à don Esteban Núñez, équatorien, qui pour avoir été au Pérou a été accusé d'être un traître et par conséquent arrêté et renvoyé vers l'intérieur laissant son épouse péruvienne abandonnée ; comme vous avez procédé contre les citoyens péruviens [sans doute des indiens] qui servaient de rameurs à Núñez, les soumettant au travail forcé, à des interrogatoires et à des vexations ».

Ledit Esteban Núñez, qui dirigeait une colonie agricole équatorienne, avait en effet, sur dénonciation d'un caporal, été arrêté et emprisonné en 1932 par le lieutenant politique local, l'accusant de travailler pour les Péruviens, de saper la colonie et de permettre l'avancée péruvienne.⁴⁷ Vraie ou pas, on voit dans ce cas que le mariage binational est un risque pour qui vit dans cette région. Une grande partie de la population civile ayant des liens sociaux par-delà la frontière poreuse, tous peuvent ainsi être des traîtres potentiels, et doivent donc être surveillés. C'est encore plus vrai lorsque ces colons vivent dans les territoires dominés par la puissance voisine, et qu'ils sont donc légalement des étrangers.

⁴⁶ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

⁴⁷ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Antonio Quevedo, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, 1er novembre 1940, T.5.3.2.4.

C. Contrôler les étrangers

La frontière étant poreuse et mal définie, il est fréquent que les colons s'installent sur le territoire dominé par l'État voisin, quand ils ne sont pas rattrapés par la militarisation après s'être installés dans une zone neutre. Il s'agissait en l'occurrence surtout d'Équatoriens en territoire péruvien, descendus des cordillères pauvres à la recherche d'une fortune rapide. Le recensement péruvien de 1940 nous donne d'ailleurs une idée du phénomène.

Tableau 4 : Les Équatoriens au Pérou d'après le Recensement de 1940

	Département	Nombre total d'habitants	Nombre de citoyens équatoriens
Secteur occidental	Tumbes	26 473	547
	Cajamarca	24 666	56
Secteur oriental	Amazonas	59 560	0
	San Martin	100 909	4
	Loreto	181 341	162

Source : ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969, p. 370-371.

Bien que le phénomène en Amazonie soit ainsi beaucoup moins développé que dans le secteur occidental et montre des chiffres assez faibles, beaucoup n'ont sans doute pas été recensés, d'autres sont mobiles et non installés en permanence. Enfin, la faiblesse quantitative n'empêche pas la focalisation des autorités sur ces « brebis galeuses », jusqu'à pratiquer un véritable fichage des Équatoriens, comme le prouve cette « relation partielle de personnes nées dans la zone occupée par l'Équateur, lesquelles résident actuellement dans les arrière-gardes des garnisons péruviennes », produit probablement par l'armée en mars 1941.

Tableau 5 : Les Équatoriens résidant à l'arrière-garde des garnisons orientales péruviennes en 1941

(Version simplifiée)

Localité	Nombre de civils	Lieu de naissance/famille
Bartra	16	familles Shiguango et Tapuy principalement, originaires de Santa Rosa et Santo Domingo
San Salvador	15	
Canelo	7	
Socorro	9	
Canela	12	
Triunfo	8	
Intuto	11	
Belén	1	
Quebrada Pava	2	

Yacu		
Registre n°15557		
Bellavista	2	
Florida	2	
Registre n°15536		
Buena vida	1	
Canoa río Curaray	1	
Nueva Florencia	19	
Registre n°15623		
Pantoja	9	dont 4 enfants de 9 à 13 ans nés à Rocafuerte
Registre 15683		
Flor de Agosto	1	
Las Palmas	1	
Yanayaco	2	
Argelia	7	
Puesto Berlín	3	
Puesto Libertad	2	
Providencia	3	
Esperanza	2	
Pucacuro	2	
Bartra	6	famille Tapuy, tous nés sur le alto río Tigre
San Salvador	4	2 nés sur le rio Tigre et 2 sur le Pastaza
Canelo	3	
Lamas Tipishca	6	nés sur le Tigre et le Curaray
Socorro	8	plusieurs du Tigre
Lorena	4	
Triunfo	21	
Alfonso Ugarte	7	
Intuto	1	né sur le Huiririma
Santa Elena	3	Pastaza et Tigre
San Luis	2	Bobonaza
TOTAL	203	Souvent des familles entières, nés le plus souvent à Santa Rosa, Santo Domingo, Sarayacu, Pastaza, Tigre , Morona, Bobonaza, Juanjire, Canelos, Cunambo, Rocafuerte. Beaucoup d'adolescents sont nés dans la région.

Source : « Relación parcial de personas nacidas en la zona ocupada por el Ecuador, quienes actualmente residen en las retaguardias de las guarniciones peruanas, con indicación de los lugares de residencia, procedencia, nombre, edad y posición en el hogar », 17 mars 1941, ALMRE, LEK-20-33, legajo 177.

On voit que les Équatoriens sont un peu plus que dans le recensement officiel. Nés pour certains dans la région, ils se regroupent souvent dans des hameaux par famille, et pas nécessairement près des plus grandes garnisons. Pourtant, leur présence éveille toujours les soupçons des autorités péruviennes. Une famille sur laquelle nous avons de la documentation sur plusieurs décennies incarne les rencontres et les méfiances des autorités avec les colons. La famille Cisneros, en provenance d'Équateur, se serait installée, d'après ses propres dires, vers 1901 sur le Huasaga, affluent du Pastaza. En 1922, c'est auprès d'un notaire d'Iquitos que Miguel Argeo Cisneros transfère sa propriété à ses fils. Il est néanmoins accusé par les autorités péruviennes, à la fin des années 1920, de commercer des fusils avec les indiens dans la région – ce qui est interdit – en échange de produits locaux, comme du venin. Il est pour cela expulsé de la région en 1929. Au contraire, les Équatoriens croient savoir qu'il a vendu ou cédé ses

terrains à la nation péruvienne, qui en profite pour rattacher ce lopin de terre à son territoire national. Le reste de la famille reste dans la région, en particulier Rosa Cisneros, qui semble alors agir en qualité de cheffe de famille. Elle se plaint en 1937 que, malgré son équidistance des positions péruviennes (trois jours de trajet) et équatoriennes (deux jours de trajet), des restrictions douanières à la circulation de ses produits la mettent à la merci des vendeurs nomades aux tarifs prohibitifs. Il n'en demeure pas moins qu'elle aide les troupes péruviennes à entrer en contact avec les indiens du Huasaga. En effet la zone est de plus en plus militarisée. Les Péruviens souhaitent s'installer au-delà de l'emplacement des Cisneros, sur le Sinchiyacu (chapitre 4). Alors qu'ils effectuent des reconnaissances pour cet objectif, ils apprennent la présence d'une troupe équatorienne au lieu Puerto Cisneros, nommé d'après la famille en question. Ils capturent alors les membres de cette expédition, sans que l'on sache si les Cisneros y sont mêlés, et y installent un poste avancé nommé colonel Portillo en janvier 1939, tandis les Équatoriens estiment que les Péruviens ont dédoublé le nom de Puesto Cisneros pour masquer une nouvelle avancée. Dans le dialogue entre diplomates d'ailleurs, la chancellerie péruvienne utilise l'acte notarié et l'expulsion de Miguel Cisneros pour démontrer à la chancellerie équatorienne l'antériorité de ses actes souverains sur la zone. En 1939 cependant, un lieutenant de la marine péruvienne estime que « la famille Cisneros, anciens habitants de la Garnison, sont apparemment des gens suspects à qui il ne faut pas permettre l'accès aux Garnisons péruviennes car leur dévotion envers le Pérou est très douteuse ».⁴⁸

Cette trajectoire familiale offre plusieurs renseignements. D'abord que le doute sur les sentiments patriotiques est constant, malgré tous les témoignages de fidélité au Pérou produits par la famille d'origine équatorienne. Ensuite que la présence de ces colons, même nés étrangers, est utilisée par les autorités dans la bataille géopolitique que se livrent les deux pays. Enfin que l'existence de ces civils est de toute évidence de plus en plus marquée par la militarisation de la région qui s'accélère à la fin des années 1930, et qui intègre dans les garnisons des colons auparavant isolés de toute présence étatique. Plus encore que les potentiels traîtres, les étrangers subissent ainsi un contrôle qui s'étend à mesure que l'État approfondit sa présence dans ces territoires à travers l'armée. Cette méfiance et ce contrôle justifient alors des

⁴⁸ Il serait trop long de citer la vingtaine de documents qui ont permis de reconstituer cet itinéraire familial. Parmi les plus importants, dans les dossiers du ALMRE, LEK-7-4 « Limites con Ecuador », et LEK-7-17.: « Manifestación de Roberto Castillo Pulias sobre quien provee balas y carabinas a los indios », 29 juillet 1929 ; Rosa Cisneros au commandant général de la Ve Région, Iquitos, 8 septembre 1937 ; Antonio Santisteban commandant, général commandant de la V^e Région, au ministre de la Guerre, Iquitos, 26 octobre 1938 ; Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur, 13 décembre 1938 ; « Datos sobre el rio Huasaga por el Teniente segundo Luis Ponce Comandante del BAP Portillo », Iquitos, 3 février 1939.

mesures d'éloignement.

D. Menacer et expulser les indésirables, ou les utiliser

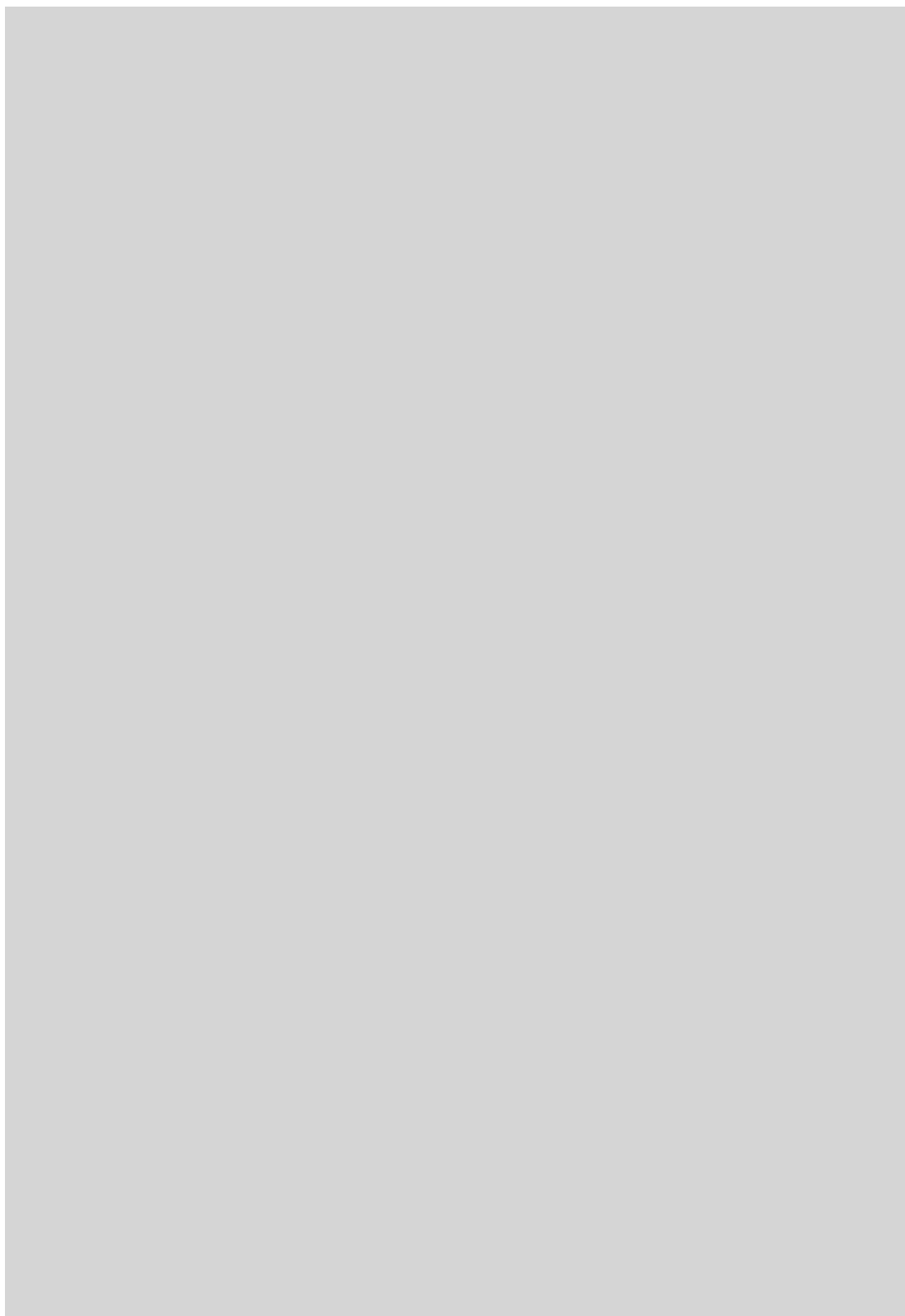
Face à ces colons suspects, étrangers ou nationaux, il faut donc contrôler, réguler voire écarter les pommes viciées. C'est ce que propose par exemple le commandant péruvien de Pantoja, se référant au Napo (chapitre 4), estimant que « les nombreux Équatoriens résidants en territoire péruvien avaient toutes les garanties possibles », mais qu'à la faveur d'une arrestation de citoyens péruviens par les autorités équatoriennes de Rocafuerte, il faudrait tous les expulser, « puisque ce sont des éléments peu plaisants et dangereux dans le cas d'autres incidents ». ⁴⁹

Souvent cependant, seule la menace est brandie. Un petit groupe de soldats d'une garnison voisine débarque alors plus ou moins par surprise, car ils ont souvent été annoncés par les indiens, et menacent les agriculteurs ou les orpailleurs installés, en leur affirmant que le lieu est péruvien et non équatorien, ou inversement. Les colons sont en frayeur mais s'en tirent à bon compte. Le harcèlement peut cependant mener à des incidents plus sérieux. C'est le cas en particulier de la région du río Santiago et du Zamora, qui est soumise depuis le début des années 1930 à un afflux régulier de chercheurs d'or. *Serranos* en provenance de la montagne de Cuenca, ils sont poussés par la crise économique des années 1930 à chercher les gisements avantageux de plus en plus loin, avec comme point d'appui le bourg-garnison de Méndez, dont la population croit alors, sous l'impulsion également de la mission salésienne. ⁵⁰ Ils sont par conséquent perçus par les autorités péruviennes comme autant de suspects, et leur installation, autant d'invasions. Dans ce contexte, et avec la multiplication des postes avancés, un incident assez sérieux se déclare à la fin de l'année 1940. Dans la région assez mal connue du Cenepa (aussi appelé Cinipa, Siñipa, ou Numpatacaime, Numpatkaime et autres...), la présence de ces *oreros* équatoriens est de moins en moins tolérée par les Péruviens. En novembre, un groupe d'une quinzaine de ceux-ci est détenu par les autorités péruviennes, avant d'être relâchés trois semaines plus tard (Figure 41).

⁴⁹ Carlos Herrera Lynch, commandant de Cabo Pantoja, au commandant de la V^e Division, Cabo Pantoja, 17 juin 1938, ALMRE, LEK 9-18, legajo 169.

⁵⁰ ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza, *op. cit.*

Figure 41 : La capture d'orpailleurs équatoriens par les autorités péruviennes dans la région du Cenepa, fin 1940



Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 2^o tomo, *Frontera Nororiental*

La nouvelle s'est vite répandue en Équateur, notamment à Loja où la presse ajoute à l'excitation patriotique, et l'événement devient national. Les Péruviens nient d'abord l'arrestation, puis affirment qu'il s'agit d'une initiative non coordonnée. Quoiqu'il en soit, les orpailleurs équatoriens ne peuvent reprendre le travail sous cette menace. « Les orpailleurs se trouvent dans ce lieu sans aucun travail, ils demandent seulement à prendre les armes pour récupérer le territoire perdu et leurs compagnons prisonniers », indique un rapport local, qui croit savoir par ailleurs que les indiens qui les accompagnaient ont été durement torturés « en les attachant par les pieds et en les suspendant la tête en bas ».⁵¹

Il semble d'ailleurs qu'un officier local péruvien en ait profité pour s'enrichir sur le dos des orpailleurs captifs, comme le raconta l'un d'entre eux à sa manière, quelque vingt ans plus tard à un ethnologue.⁵² En effet, le mineur équatorien David Samaniego parcourait régulièrement la région. Il rencontre un jour deux hommes armés qui leur disent être des explorateurs cherchant à coloniser la région, mais qui sont en réalité des soldats péruviens. C'est la première fois qu'ils rencontrent ainsi des « troupes étrangères ». De retour à Zamora qui leur sert de base à lui et à ses compagnons, en Équateur, personne ne les croit. Tout le monde lui affirme qu'il n'y a personne là-bas. Alors, David Samaniego repart avec des amis chargés de vivres et objets (cigarettes, allumettes, sucre) dans l'idée d'en faire commerce avec la nouvelle troupe. Quand ils arrivent, un groupe d'une dizaine de soldats est là et les arrête, leur confisquant tout, à commencer par les machettes. Pendant leur détention ils peuvent néanmoins continuer à chercher de l'or, ce qu'ils étaient venus faire. De là ils sont envoyés au poste militaire de Soldado Silva puis de Chavez Valdivia. Là, ils rencontrent le chef sous-lieutenant Milciades Goicoechea Valdivieso qui passe un marché avec eux : il leur achète leur or contre des vivres, à son propre profit. L'information remonte jusqu'au chef de la V^e Division qui exige alors que tous les prisonniers équatoriens de la région soient libérés, ce qui n'est pas le cas de Samaniego car personne ne sait qu'il est là. Les compagnons mineurs de Samaniego sont réclamés par la chancellerie et dévolus à l'Équateur, mais eux attendent un ordre identique qui ne viendra jamais. Ils sont alors quatre mineurs Équatoriens qui restent et s'installent dans la région.

Les colons ont donc été un enjeu important de la lutte pour la possession effective du territoire dans cette région du Cenepa.⁵³ L'agitation autour de cette question contribue à la

⁵¹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Antonio Quevedo, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, 26 décembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.4.

⁵² AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNLAULA David, *David Samaniego Shunaula: nueva crónica de los indios de Zamora y del Alto Marañón : historia oral*, Quito, Abya Yala, 1995, p. 194 sq.

⁵³ « Informe del Señor Luis Felipe Sánchez acerca de las invasiones peruanas en la región de Nangaritzta y la relación de la región de Zamora », 20 décembre 1940, AHMRE, T.5.3.1.1. De nombreuses autres communications sont dédiées à cette question dans les archives des chancelleries des deux côtés, pour lesquelles il serait trop

détérioration générale des relations entre les deux pays jusqu'à la guerre sept mois plus tard. La région, difficile d'accès, est relativement épargnée par les combats de 1941, mais elle devient au cours du processus de démarcation l'enjeu central des divergences entre Péruviens et Équatoriens. La frontière est en effet indécise pendant un demi-siècle, jusqu'à mener à la guerre justement nommée « du Cenepa » en 1995. Pour l'heure, elle a cristallisé les réticences des militaires à tolérer des colons suspects. Cette méfiance structurelle mène ainsi l'armée à envisager des projets de colonisation qu'elle porterait elle-même.

III- La colonisation militaire

Dans le secteur occidental, les intentions de colonisation militaire se sont limitées à un secteur social très particulier et à un territoire assez circonscrit, les planteurs de tabac d'Agua Verdes (chapitre 3). La colonisation militaire des territoires orientaux, en revanche, a pris une dimension intentionnelle toute autre, en relation avec son territoire immense et l'imaginaire qui s'y attache. Ce n'était pas exactement une idée nouvelle. Tant au Pérou qu'en Équateur, des projets en ce sens avaient été échafaudés et certains tentés dès le XIX^e siècle.⁵⁴ Leguía avait encore déclaré son intérêt dans les années 1920. Mais nous pensons que les années 1930, en raison de l'urgence géopolitique et de l'essor militaire dans la région, ont sauté d'un pas ces antiques projets. Nous tenterons ainsi de comparer les tentatives des deux pays et mesurer l'éventuel écart entre le discours et les résultats.

A. Des deux côtés de la frontière, un discours public civilisationnel

Ce sont les Péruviens qui ont le plus ostensiblement annoncé leur volonté de coloniser militairement l'Amazonie. Dans son discours d'intronisation en 1939, le Président Prado annonce ainsi « l'établissement de garnisons militaires qui garantissent la formation de centres peuplés dans les lieux les plus isolés de notre région orientale, où surgiront de nouveaux centres

fastidieux de tout citer.

⁵⁴ Pour le Pérou, Pilar García Jordán cite, sans les détailler, l'existence de projets, mais considère qu'ils sont très loin de la concrétisation en comparaison du travail des missions ou des commerçants. Par exemple, en 1848, le préfet José Miguel Medina demande la création au Madre de Dios d'une mission et d'une garnison de « colonos-militaires honrados y laboriosos que sirvan a la vez de ejemplo a los chunchos con que queden por reducir ». Le gouvernement n'appuie pas les colons mais bien la création d'un fort. L'armée n'est pas encore là pour assimiler les indiens, mais pour les combattre. GARCÍA JORDAN Pilar, *Cruz y arado, op. cit.*, p. 113 ; p.180. On pourra aussi se rapporter à l'article de MUÑOZ Gerano (major), « Colonización militar de nuestros ríos fronterizos de Oriente », *Revista del círculo militar del Perú*, 31 octobre 1927, Año XXIV, n° 10, p. 33-38. Esvertit Cobes mentionne simplement qu'en Équateur, des projets sont échafaudés à partir de la quasi-guerre de 1910. ESVERTIT COBES Natália, *La incipiente provincia. op.cit.*, p. 437.

de richesse et de progrès ». ⁵⁵ Il reprenait ainsi un discours tenu par les militaires et qui avait été catalysé par le conflit de Leticia. Les articles de doctrine militaire de la *selva* comportent ainsi régulièrement un tel programme, tant du côté de la marine que de l'armée. Pour la marine, Romero souligne alors la nature « pacifique » de cette colonisation, annonçant que :

« De grands bénéfices s'obtiendront en *Oriente* si chaque garnison militaire était le centre d'un noyau colonisateur. Sous la protection des forces de l'armée, comptant sur des échanges réguliers que pourraient permettre les navires de guerre, composés de personnel militarisé et travailleur, ces noyaux pourraient gagner à la civilisation autant le territoire que les tribus sauvages ». ⁵⁶

Si son collègue de l'armée Paredes n'imagine pas une telle coopération entre les diverses branches des forces armées, il donne plus de détails sur les objectifs et les mesures concrètes :

« Il est urgent d'implanter la Colonisation Militaire du Loreto, dans les zones frontières que prétendent nous disputer quelque voisin. Cette question vitale ne doit pas être remise à plus tard, non seulement pour l'affirmation de la souveraineté nationale, mais aussi pour trouver la solution au problème actuel de chômage qui s'accroît chaque jour dans la capitale du Département (Iquitos) ». ⁵⁷

Il fallait en outre pour cet auteur faciliter l'installation des vétérans en leur offrant un lopin de terre dans les alentours de leur lieu de service, surtout s'ils avaient moins de 40 ans, robustesse oblige, qu'ils étaient en bonne santé et père de famille ou en voie de le devenir. Il liait ainsi question sociale, question orientale et géopolitique, comme d'autres intellectuels avaient pu le faire auparavant. ⁵⁸ Les civils même d'ailleurs pouvaient souhaiter cette colonisation militaire, comme Víctor Proaño, de passage en Amazonie pour sa recherche d'archives, qui propose, pour endiguer la présence équatorienne, d'installer « sur toutes les rivières de véritables Garnisons Militaires, en créant des populations annexes, en les dotant d'écoles, en améliorant la navigation en chaloupe [*lancha*], que réalisent sur ces rivières les entreprises de particuliers et les chargeant du fret de nos postes militaires ». Ces espoirs grandiloquents, mais portés le plus souvent par des individus dans des travaux d'études ou de la correspondance privée, avaient cependant trouvé un écho au plus haut de la hiérarchie militaire péruvienne d'Amazonie. En effet, le général Silva Santisteban, à la tête de la V^e Division, mentionne que son Bureau [*Comandancia*] a formulé un *Projet de Colonisation* en

⁵⁵ PRADO Manuel, Programme du Gouvernement présenté devant les Chambres Législatives le 8 décembre 1939, dans GIUDICE FOLCHI F DEL, *¿Quién es Manuel Prado?*, Empresa Tipográfica Salas e hijos, 1957, p. 45-73.

⁵⁶ ROMERO Fernando, *Notas para una historia de la Marina fluvial de Guerra*, 1934, p. 189.

⁵⁷ PAREDES L.Hipólito, « Ensayo de Proyecto de Reglamento de Guarniciones de Fronteras para la Región de Selva », *Revista militar del Perú*, juin 1934, Año XXXI, n° 6, p. 743-754.

⁵⁸ Charles Walker cite surtout le cas de Víctor Andrés Belaúnde, évoqué en particulier dans notre chapitre 1. WALKER Charles, « El uso oficial de la selva en el Perú republicano », *Amazonía peruana*, mai 1987, vol. 4, n° 8, p. 61-89.

juillet 1941 (non localisé dans les archives), sans que l'on en connaisse le contenu.⁵⁹ Il en appelle d'ailleurs encore à la colonisation militaire pour poursuivre la victoire militaire de 1941. La colonisation de la *selva*, explique-t-il, « prenant en considération l'avantage de l'existence des garnisons militaires qui constituent le premier jalon en vue de l'exploitation intégrale de la région, doit être organisée militairement jusqu'au moment où les noyaux de colonisation se convertissent en unités politiques ».⁶⁰ Ce programme s'incarne au même moment dans un décret suprême créant le « Corps de Troupes de Frontières et colonisation », qui doit « se dédier exclusivement à la garde, la sécurité, la surveillance et le contrôle des frontières de la République, et servir d'élément de colonisation des zones frontalières ». Bien que placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, ce Corps devait recruter en priorité d'anciens soldats volontaires qui témoigneraient de « conditions d'aptitude physique, de moralité et d'instructions ». La particularité de leur tâche était soulignée par l'octroi de « règlements spéciaux qui seront édictés », ainsi que « d'armement, de matériel et de moyens adaptés à [leurs] fonctions ». En cas de guerre enfin, les membres du Corps devaient servir d'auxiliaire de l'armée.⁶¹ Bien que ce décret ne soit pas réservé exclusivement à l'Amazonie et permette ainsi d'appuyer des projets de colonisation militaire sur d'autres frontières, il s'inscrit parfaitement dans la continuité des projets évoqués précédemment.

En une dizaine d'années, de la surprise de Leticia à la gestion de la guerre de 1941, la colonisation militaire est donc passée chez les Péruviens d'un sujet de réflexion plutôt issu des praticiens à un programme politique et militaire échafaudé et revendiqué par le propre président de la République. Les annonces équatoriennes semblent en contraste plus timides. Elles paraissent surtout le fait du *Director de Oriente*, le docteur E. Váscenez C. Ce doit être lui, ou un de ses subordonnés, qui annonce à la radio « La Voz de los Andes », que

« le gouvernement avait décidé la colonisation de l'*Oriente* par l'intermédiaire de Détachements des Forces armées qui serviraient de noyaux de colonisation en voie de la mise en œuvre et de la défense de la souveraineté nationale ; que, pour le moment, le travail de colonisation se déroulerait sur les affluents du Grand Fleuve, où progressivement et sûrement arriverait [?] ; que le premier détachement dirigé par le Commandant Espinoza était déjà parti, et que d'autres bientôt le suivraient ».⁶²

⁵⁹ Général Antonio S.Santisteban, commandant général de la Vème Division, « Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941. CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor Vª sección, p. 42-43.

⁶⁰ Général Antonio S.Santisteban, commandant général de la Vème Division, « Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941. CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor Vª sección, p. 58-59.

⁶¹ Décret Suprême du 8 octobre 1941 devant prendre effet le 1^{er} janvier 1942. Cité dans la lettre du colonel E.Castro R., chef du Cabinet militaire, au chef d'état-major général de l'armée, sans date. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 4, document n°982 .

⁶² Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, à Homero Viteri Lafronte, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, 4 décembre 1935, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

Le propos, rageusement rapporté par le chancelier péruvien qui se plaint à la délégation équatorienne de ce programme, est peut-être légèrement déformé, mais il cadre avec un rapport de Vásconez et les résultats qui suivirent. En effet le directeur se fendait le même mois d'un rapport assez long qui faisait figure de programme pour la région amazonienne sous sa direction. Il y soulignait « l'étroite relation qui lie les services routiers et la localisation des Lieutenances politiques, et celle des noyaux de colonisation civile avec celle des lieux où s'établissent les garnisons militaires ». S'alarmant ensuite de la pression péruvienne sur l'Amazonie, il prévoyait l'établissement d'une garnison sur le Chinchipe, ainsi que sur le Nangaritzza, où une nouvelle « Lieutenance serait le centre d'une petite colonie civile ». Surtout, il soulignait la richesse du Santiago qui « de toute la *selva* que j'ai parcourue dans les deux provinces orientales, aucune n'est plus plane, plus propice aux cultures et à la vie de l'homme, en raison de ses magnifiques conditions climatiques », en plus de son or. Il souhaitait donc mettre en place une garnison sur l'embouchure du Zamora sur le Santiago, doublée d'une Lieutenance civile, et d'un noyau de colonisation. Il appelait aussi de ses vœux la présence sur le Morona un « bataillon de Noirs d'Esmeralda ; lesquels se trouvent co-naturalisés avec le climat tropical et les nécessités de la *selva* ». ⁶³ Après le projet d'autres installations de garnisons, il suggère enfin de nommer « plusieurs commissions d'exploration, désignées par l'état-major général, auxquelles il faudra fournir toute sorte de matériel ». ⁶⁴ C'est un programme tous azimuts que celui du directeur, souhaitant tout à la fois adapter les ressources militaires aux conditions naturelles et lier systématiquement l'intérêt géopolitique à la présence civile, qu'elle soit constituée de colons ou d'autorités.

Ce dernier exemple est cependant assez isolé chez les Équatoriens qui se sont montrés moins prolixes que leurs équivalents péruviens dans le désir d'une colonisation militaire, en tout cas dans les sources consultées. Ces discours doivent ensuite être confrontés à leur mise en œuvre pratique.

B. La mise en œuvre : soldats déguisés, colons armés et soldats paysans

Du côté des Péruviens, la colonisation militaire, par-delà les grands discours, semble d'abord consister à grimer des militaires en civils afin de masquer une percée. C'est en quelque

⁶³ On retrouve cette « tentation noire » sur la côte, où les populations afroaméricaines sont également réputées adaptées au climat tropical. Voir aussi le chapitre 8.

⁶⁴ E. Vásconez C., « Informe del Director de Oriente acerca de la región oriental », 19 décembre 1935, AHMRE, T.5.1.20.

sorte le degré zéro de la colonisation militaire. Ainsi en 1935, le chancelier Concha autorise le ministère de la Défense à installer une garnison sur le Morona, mais précise qu'il faut « procéder sur ce sujet avec sagacité, en déguisant le personnel de la garnison en élément civil, c'est-à-dire, en colons qui progressivement et sans donner l'alarme, prennent possession du lieu où ils doivent se fixer définitivement ». ⁶⁵ Un peu plus de deux mois après, le ministre de la Guerre lui confirme cette installation avec une troupe de 35 soldats partis d'Iquitos, et installés à proximité de cultures tenues par des indiens pour leur ravitaillement. ⁶⁶ Les archives démontrent donc ce fait que les Péruviens ont toujours nié. Les Équatoriens d'ailleurs suspectaient ce type de stratégie. Ainsi dans la région du Cenepa et de ses affluents en 1936, l'espion K-51 informe que

« Sur toutes ces rivières mentionnées remontent constamment des Péruviens civils, mais bien vêtus et armés, apparemment équipés par quelque autorité péruvienne. Ces Péruviens viennent en qualité de mineurs ou d'agriculteurs, beaucoup d'entre eux amènent femmes et enfants et s'occupent avec une précipitation suspecte de former des installations agricoles sur la berge des rivières mentionnées. Ils font en particulier des clairières [?] où ils sèment immédiatement du maïs. Beaucoup d'entre eux, sous prétexte de pêcher, parcourent de grandes distances sur les berges ». ⁶⁷

Cette configuration constituée de militaires supposés déguisés est cependant dépassée par des types de colonisation militaire plus poussées. Souvent, c'est la vie même de garnison qui oblige le soldat à être aussi un cultivateur. Il en va ainsi du rythme quotidien de Vargas Guerra où plusieurs heures par jour sont consacrées aux cultures, et dont les caporaux sont en réalité choisis pour leur habileté d'agriculteurs. L'équipement souligne cette fonction agricole du soldat, puisqu'en plus du fusil, chaque recrue est équipée d'une machette servant aux travaux des champs. ⁶⁸

Chez les Équatoriens aussi, la distinction entre soldats faisant office de colons et de colons armés par l'État était souvent floue. À partir de novembre 1940, le chancelier Tobar exige que pour l'occupation des embouchures de fleuves de l'*Oriente*, « il convient d'avoir des colons armés ou des orpailleurs armés, mais vêtus de civils, à la manière de ce que nous avons fait sur Isla Matapalo avec tant de succès ». ⁶⁹ Le chancelier utilise donc l'expérience du secteur occidental pour penser le secteur amazonien, mais il n'est pas clair sur la fonction première des

⁶⁵ Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Guerre, Lima, 17 août 1935, ALMRE, LEK-6-13, Legajo 168.

⁶⁶ F.Hurtado, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, « réservé », Lima, 5 novembre 1935, ALMRE, LEK-6-13, Legajo 168.

⁶⁷ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », « strictement confidentiel », 6 novembre 1936, n°248, AHMRE, T.5.1.16.

⁶⁸ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

⁶⁹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 13 novembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

occupants. Sont-ils soldats ? Sont-ils colons ? Un mois plus, tard, il ajoute à la confusion en souhaitant « déguiser [*al piquiste* ?] de soldats comme des civils [...] qui pratiqueraient comme des colons l'orpillage ». ⁷⁰ Au ministre de la Défense, il déclare enfin la nécessité que

« les colonies agricoles ou d'orpailleurs, également armés militairement, apparaissent comme des éléments d'occupation particulière, sans compromettre la responsabilité du gouvernement, réussissant en plus de cette défense, l'enracinement des colonies dans ces régions et leur meilleur maintien, car ses membres, en plus de leur rémunération comme militaires, pourraient obtenir une participation dans l'exploitation de l'or ; et donc oui, finalement, il faut combiner ces deux formes de Défense. Ce point, comme vous vous en souviendrez, a été discuté par la Junte consultative au cours de la session du 6 novembre passé ; et vous et moi avons été commissionnés pour en référer à Monsieur le président de la République à propos de l'organisation de l'orpillage par des éléments de l'armée équatorienne, comme forme à la fois de défense du sol de la patrie et de rentabilisation des ressources aurifères qui rendent si désirable pour les Péruviens la région du Zamora et du Nangaritza ». ⁷¹

Les plus hautes sphères de l'État ont donc imaginé ce système mixte de colons qui gagneraient leur vie à la fois comme militaires et comme orpailleurs, la distinction entre les deux catégories étant volontairement floue pour restreindre la responsabilité gouvernementale. L'idéal du paysan-soldat, dont il faut peut-être chercher l'inspiration dans une antiquité gréco-romaine connue des classes supérieures, influence ainsi les projets de colonisation du gouvernement. ⁷² Ce n'est donc pas seulement la protection des civils, trait souligné par les discours de Benavides ou de Prado, qui est pensée et mise en œuvre, c'est véritablement la fusion ambiguë du militaire et du civil. On retrouve évidemment cette confusion entre combattant et non-combattant au cours de la guerre. Le major équatorien Bustamante, par exemple, cherche alors à armer les mineurs de la région :

« Nous avons demandé 300 fusils avec 100 000 cartouches pour armer tous les mineurs et propriétaires du Santiago, qui étaient en danger et nous demandaient des armes, cela en vain, ils s'y refusèrent, ils nous ont répondu un non péremptoire, terrible et borné ». ⁷³

L'impossibilité du gouvernement était-elle matérielle ou motivée par la crainte de voir ses armes se retourner contre elles, comme il a parfois été suggéré (chapitre 11) ? La sollicitation du major nous paraît dans tous les cas significative de la confusion entre militaires et civils, que l'on retrouve dans l'expédition suivante.

⁷⁰ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 13 décembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

⁷¹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Défense Nationale, 14 décembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

⁷² Sur les soldats-paysans de l'Antiquité, voir par exemple pour le monde romain : LE BOHEC Yann, « *Limitanei* et *comitatenses*. Critique de la thèse attribuée à Theodor Mommsen », *Latomus*, 2007, vol. 66, n° 3, p. 659-672 ; ou encore pour le monde byzantin: KAPLAN Michel, « La place des soldats dans la société villageoise byzantine (VII^e -X^e siècles) », *Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public*, 1987, vol. 18, n° 1, p. 45-55.

⁷³ « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A. Bustamante, ex-2do comandante del Batallón n°15 « Ecuador », sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942, ESMIL, Legajo f.

C. Le fiasco de l'expédition du Santiago

La mise en œuvre de ce type de stratégie a souvent souffert du manque de coordination chez les autorités équatoriennes, comme le prouve l'expédition du Santiago qui, en raison de son caractère d'incident diplomatique grave, a produit une documentation assez précise. Après le rapport programmatique du docteur Vásconez cité plus haut et l'annonce radiophonique de la colonisation militaire de l'Amazonie, la Direction de l'*Oriente*, encore rattachée au ministère de l'Intérieur consulte en effet différents ministères au début de l'année 1936, et décide d'envoyer une expédition pour « situer la Lieutenance Politique de Yaupi près de l'embouchure du río Santiago sur le Marañón, à plus de cinq cents kilomètres du lieu où elle est actuellement ». ⁷⁴ Il s'agit donc de situer une autorité civile aux compétences militaires jusqu'au Marañón. Le 15 avril 1936 partent ainsi de Quito 22 hommes et 140 ballots, dirigés par J. Washington Palacios F., dont le rapport constitue une source essentielle. Tous sont civils, mais bien armés. Ils arrivent plus de deux mois plus tard au poste équatorien de Yaupi, dont l'état est lamentable, « n'étant pas meilleur que n'importe quelle chaumière de jivaro ». La troupe a diminué en chemin en raison des maladies et de l'abandon de beaucoup de porteurs jivaros qui laissent simplement le matériel sur place et disparaissent dans l'épaisse forêt. De Yaupi, le reste de la troupe part alors le 30 juin pour établir une nouvelle occupation plus proche du Marañón. Ils sont guidés en cela par Pedro F. Córdova, agent de police [*celador*] de Yaupi, qui parle jivaro et connaît leurs coutumes, Dionisio Ikiama, un Jivaro éduqué par les Salésiens, et Francisco Chimbo, un indien du Napo. En route, ils rencontrent quelques blancs, dont un Suédois, et entendent de nombreuses rumeurs. Les Péruviens accuseraient les autorités équatoriennes d'avoir assassiné un colon et emprisonné un autre, leur dit-on, et une mission punitive serait en marche. D'autres témoignages indiens les mettent en garde, une fois arrivés à leur destination, de l'approche de troupes péruviennes. Le chef de l'expédition n'en fait pas grand cas, comme l'indique le témoignage du jivaro Ikiama, dont la plainte contre son chef Palacios qui ne l'a jamais payé remonte jusqu'aux services secrets de Quito. ⁷⁵ Le climat de rumeurs en tous genres est symptomatique de l'agitation diplomatique et militaire que produit cette expédition de civils dans les plus hautes sphères des deux pays. En effet, le 6 juillet a été signé l'Acte de Lima dont le *Statu Quo* ordonne aux deux pays de ne plus avancer leurs

⁷⁴ « Informe reservado que el señor J. Washington Palacios F., delegado de la dirección general de Oriente, presenta al señor encargado del mando supremo de la república [Federico Páez], acerca de la ocupación efectuada de la altura del « Potoshe », en el río Santiago, a una hora, en el Marañón, o sea del Pongo de Mansererrich », 4 novembre 1936, AHMRE, T.5.3.1.2. Souligné dans le texte.

⁷⁵ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », n°270, [1936], AHMRE, T.5.1.16.

positions militaires après cette date (chapitre 1). Or, dès le 7 juillet, la chancellerie péruvienne informe son homologue équatorienne de la position de l'expédition sur le Santiago, et exige son retrait, la considérant comme une avancée postérieure au 6 juillet, bien que Palacios affirme être arrivé sur place la veille, le 5 juillet. La marine fluviale équatorienne, croit d'ailleurs, sans doute à tort, que l'expédition a pour but de « simuler une occupation antérieure à mai ». ⁷⁶ Le Président de Colombie serait, d'après le chancelier péruvien, très « énervé » [*resentido*] de cette action qui pourrait tuer dans l'œuf le grand pas en avant qui avait été effectué grâce à son entremise, alors que les télégrammes de félicitations pleuvent sur les chancelleries. À Washington, où doivent se tenir les nouvelles négociations, l'ambassadeur péruvien Freyre demande audience à Roosevelt, et le Sous-Secrétaire d'État Welles fait pression sur le représentant équatorien pour que l'expédition se retire. ⁷⁷ À Quito, le Président Páez et son gouvernement semblent assez confus, n'étant apparemment pas au courant des détails de l'expédition. Ils acceptent rapidement de retirer l'expédition, mais ils ne savent comment leur faire parvenir l'information, les communications étant très difficiles ; il faudrait au moins vingt jours pour atteindre la nouvelle position. Le chancelier péruvien propose ainsi d'utiliser le réseau péruvien de radios militaires en Amazonie pour transmettre l'information. Le ministre de la Guerre d'Équateur aurait également envoyé à Lima des consignes écrites pour Palacios, qui devaient être ensuite transmises par avion depuis Lima au Santiago. Cet aveu d'impuissance communicationnelle des Équatoriens ne fut pas utile, car l'expédition est finalement capturée par les troupes régulières de l'armée et de la marine péruviennes le 17 juillet, soit dix jours après l'avertissement diplomatique. Palacios et ses hommes sont transbordés à bord des Bâtiments de Guerre (BAP) « Amazonas », puis « Iquitos », dont la qualité logistique les impressionne au plus haut point, pour être livrés aux autorités équatoriennes. La navigation étant rendue difficile sur le Santiago et le Morona, ils sont transportés à plus de 1000 km pour être remis à la garnison de Rocafuerte, où personne ne les connaît ni ne les appuie, étant donné le caractère en partie civil et secret de leur mission. Palacios se targue néanmoins du commentaire d'un militaire local qui lui assure « que j'avais su procéder à tout moment comme si j'étais un bon militaire et qu'il était certain que ni lui ni personne d'autre n'aurait réussi à occuper le lieu dont j'ai pris possession avec les colons, presque sur le Marañón ». Désavoué par les autorités, Palacios peine toutefois à se faire rembourser les frais de rapatriement à Quito, malgré une ultime visite au président de la

⁷⁶ « Plan de Operaciones n°1, Fuerza Fluvial del Amazonas, Comandancia General », 9 juillet 1936, AHMRE, T.5.3.1.2.

⁷⁷ Plusieurs communications dans ALMRE, LEI-6-46, legajo 571.

République. Ce dernier, et le ministre de la Défense, assurent en effet le gouvernement péruvien de leur méconnaissance de l'expédition, et soulignent l'état civil de ses participants. Ils ajoutent que

« La Direction de l'*Oriente* avait été en complète désorganisation sous le mandat du docteur Vásconez et que pour cette raison le gouvernement s'était vu obligé à le destituer, en le remplaçant par un militaire [...] Monsieur le ministre a ajouté que l'antérieur directeur, bien avant la signature de l'Acte, a envoyé près de quatre-vingt colons à différents lieux et que le plan était si insensé et hors de contrôle, qu'ils ne savaient même pas approximativement où ils pouvaient bien se trouver ».

Cet aveu n'est cependant pas publicisé, la chancellerie se refusant à tout commentaire. La lecture du rapport de Palacios fait même regretter à la chancellerie « le manque de méthode pour organiser le plan » qui devait mener à « un échec assuré », et soulignait de même que les événements accusaient « beaucoup de fractures de caractère national, beaucoup de petitesse et de pauvreté, en comparaison avec la démonstration de magnifique organisation, de force, d'énergie et de richesse de moyens mis entre les mains de nos adversaires ».⁷⁸ L'opinion publique du Loreto, chauffée à blanc par l'affaire, semble s'apaiser, tandis qu'à la capitale péruvienne, l'événement « n'a produit à Lima aucune excitation mais un sentiment de satisfaction sarcastique ».⁷⁹ L'Acte de Lima est d'ailleurs sauvé, et les négociations commencent bien à Washington, comme prévu.

Outre l'évidente asymétrie de moyens entre les deux pays dans la région et la possibilité que des incidents apparemment mineurs dégénèrent en crise internationale, cet événement est symptomatique de la mise en œuvre chaotique de la colonisation agro-militaire du côté équatorien. Une mise en œuvre que certains à Quito souhaiteraient pilotée par l'armée, comme en témoigne le remplacement paradoxal d'un civil par un militaire à la tête de la Direction comme conséquence de l'échec d'une colonisation militaro-coloniale. Si dans cet exemple l'armée n'est pas à l'origine du projet de colonisation, elle en profite justement pour s'emparer des affaires orientales, sans faire beaucoup mieux ensuite.

D. Des résultats loin du discours

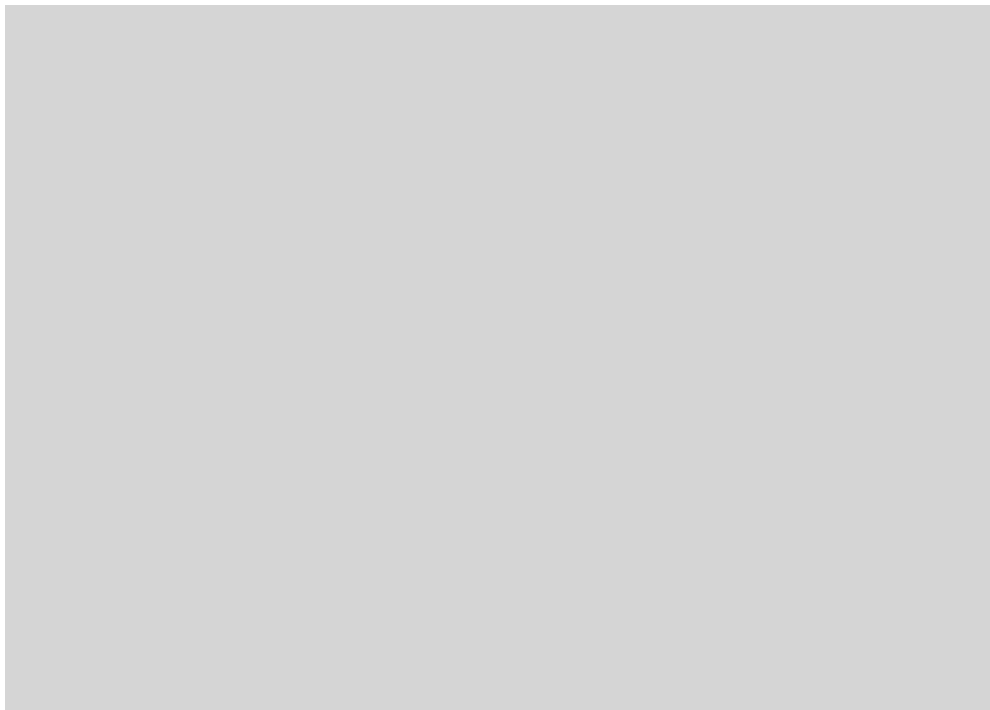
Quel est le bilan de toutes ces tentatives et de ces discours ? Une véritable colonisation militaire a-t-elle changé radicalement le visage de l'Amazonie dans les années 1930 et 1940 ? Commençons par les soldats paysans. Ont-ils été nombreux à se fixer sur place après leur

⁷⁸ « Al señor Washington Palacios haciendo comentarios con respecto a la instalación de la Colonia Agrícola militar en el Santiago y prohibiendo sea publicado el informe sobre los desgraciados incidentes ocurridos y captura de los Ecuatorianos por tropas peruanas », 20 novembre 1936, AHMRE, T.5.3.1.2.

⁷⁹ ALMRE, LEI-6-46, legajo 571.

service, comme beaucoup l'espéraient ? Certes, il y a des cas documentés. Un péruvien surnommé Zapatero est ainsi installé vers 1941 dans la région du Cenepa. On notera cependant qu'en raison des maltraitances qu'il infligeait aux femmes indiennes, il est assassiné par des Awajuns.⁸⁰ Aucun autre cas n'a été retrouvé, même s'il devait en exister, ne serait-ce qu'en raison du recrutement régional des Péruviens, qui intégraient dans leurs rangs des locaux. Jusqu'à preuve du contraire en tout cas, le phénomène ne peut être considéré comme massif. Il y a certes un cas photographié de colonie militaire (figure 42). Lors de la tournée orientale du Président Prado en 1943, il est pris en photographie, en inspection aux côtés d'un officier, d'une « colonie militaire », sans que l'on ne sache ni où ni quel statut avaient ces hommes. Sans doute s'agit-il d'une nouvelle caserne de « Corps de Troupes de Frontières et colonisation » créé l'année précédente. Ses membres sont alignés martialement et disposent d'un matériel identique, machette et chapeau de paille, ce qui fait penser à un uniforme. Ils ne sont cependant pas si nombreux, et l'on ne sait si d'autres projets similaires existaient effectivement.

Figure 42 : Revue des colons militaires du Nororiente par le Président Prado en 1943



Source : Sainte-Marie Darío, *Perú en cifras, 1944-1945*, Empresa gráfica Scheuch S.A., 1945

⁸⁰ AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNAULA David, *David Samaniego Shunaula: nueva crónica de los indios de Zamora y del Alto Marañón : historia oral*, Editorial Abya Yala, 1995, p. 206-207.

Du côté équatorien, le colonel Witt soulignait la déception des soldats, incités à venir s'installer avec leur famille pour cultiver leur lopin de terre et s'enraciner. « À la garnison qui a pris ma relève à Rocafuerte, on leur a insinué d'apporter leur famille. On leur a dit que là-bas chacun cultiverait sa parcelle et resterait qui voudrait ». Sur place, les promesses s'évanouissent. Les soldats n'avaient ni le temps de cultiver, ni les terres promises. L'arrivée des familles pose même un problème de logement. À la connaissance du colonel, seuls deux soldats étaient restés, en raison d'ailleurs d'un renvoi pour mauvaise conduite. Il en vient donc à proposer l'installation d'indigènes et non de *chullas* [*criollos* ?] pour appuyer la souveraineté équatorienne⁸¹.

La constitution de noyaux urbains autour des garnisons n'a pas non plus été un grand succès. Outre Rocafuerte/Pantoja qui est un cas particulier en raison de son statut de ville garnison binationale, et Iquitos le centre logistique péruvien, peu de villages se sont constitués sous la protection des militaires. Du côté équatorien, Méndez pourrait faire figure de ville garnison, avec une population qui semble exponentielle dans ces années 1930. En 1932, il n'y aurait qu'une centaine de colons. En 1940, le Vicaire apostolique de Méndez estime à 3000 âmes son troupeau, en incluant les nombreux indiens en orphelinat.⁸² C'est le centre opérationnel des militaires dans la région, avec en 1938 cinquante soldats commandés par un major et deux officiers,⁸³ qui s'ajoutent aux effectifs de la Lieutenance Politique. Pourtant, il semble que ce soient bien plus les activités de la mission salésienne, et plus encore, l'appât de la richesse aurifère, qui poussent de nombreux colons à transiter dans cette ville, où l'alcool coule à flot et où les conflits entre colons et indiens peuvent être assez violents. Ces colons ne sont pas toujours appréciés par les militaires, qui se plaignent par ailleurs que leur caserne fasse pale figure face à la mission et même à la Lieutenance Politique.⁸⁴ Le facteur militaire dans la croissance de cette ville n'est donc pas évident.

Du côté péruvien, c'est peut-être Barranca sur le Marañón qui représente le mieux les villages garnisons. Le village a école, poste et curé, pour une population qui avoisine les 200 habitants selon l'espion Núñez.⁸⁵ Le Péruvien Proaño en dresse toutefois un portrait peu

⁸¹ « Copia del informe que presentó el Comandante A.Witt al IV Departamento "Oriente" el 12 de enero de 1940, y ampliado a pedido del señor Ministro de Defensa, en febrero 7 del mismo año », AHMRE, T.5.3.1.1 .

⁸² « Breve informe que el Illmo. Mons. Domingo Comin Vicario apostólico de Méndez y Gualaquiza presenta al honorable Congreso nacional », septembre 1940, AHMRE, T.5.3.1.1 .

⁸³ « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

⁸⁴ « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A.Bustamante, ex-2do comandante del Batallón n°15 "Ecuador", sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942, ESMIL, Legajo f.

⁸⁵ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de

flatteur, qui est justement le point de départ pour sa proposition d'une véritable colonisation militaire

« La garnison et le village de Barranca, la première étant distante de quelques centaines de mètres, sont érigés sur une falaise de plus ou moins 26 mètres de hauteur. Au-dessus du niveau du río Marañón, à sa marge gauche. Le village séparé de la Garnison par un ravin, languit chaque jour un peu plus, et actuellement doit compter environ dix maisons et 150 habitants. Une partie de ce qui constitue actuellement le district a été formé il y a 40 ou 50 ans par la propriété « Barranca », propriété de don José Ramírez, péruvien. [...] La garnison militaire (50 hommes) à laquelle on arrive par un escalier rustique de troncs d'arbres, a six ou sept maisons, aux toits de paille, construites avec des bois à peine polis, et avec des roseaux ». ⁸⁶

La garnison de Borja, près du Pongo de Manserriche, était pour cet auteur d'une plus grande commodité, qui « a un plus grand nombre de constructions, et s'est formé un petit village près d'elles avec les familles de quelques officiers et celles de la troupe ». Cependant dans ce dernier cas, les villageois n'étaient pas nécessairement permanents. Certains devaient repartir avec la fin du service des soldats et officiers.

Des deux côtés donc, si l'on trouve effectivement des installations militaires à proximité d'installations civiles, cela ne signifie pas pour autant un programme accompli de noyaux de populations se développant à partir des noyaux militaires. L'attractivité économique, la préexistence d'une *hacienda* ou d'une mission, semblent souvent des facteurs plus décisifs dans les installations permanentes, qui d'ailleurs privilégiaient les régions en retrait de la zone frontalière réellement contestées. Certes la présence des militaires pouvait assurer plus de sécurité, mais les commentaires désobligeants de ces mêmes militaires sur les civils à protéger indiquent que cette protection n'était ni mécanique, ni toujours voulue, et que les contraintes étaient nombreuses pour les civils proches des garnisons. Les rêves de colonisations militaires, annoncés avec tonitruance des deux côtés, n'ont donc pas résisté au manque de moyens, aux divergences entre administrations et aux difficultés locales. Certes la tentative de concrétiser sur le terrain cette philosophie est plus récurrente que par le passé, mais il s'agit encore d'un discours rhétorique destiné à placer l'institution militaire aux premières loges des conquérants et des civilisateurs de la *selva* et de ses sauvages, face à d'autres institutions plus anciennement dédiées à cette fonction.

Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 12 mai 1933, AHMRE, T.5.1.20.

⁸⁶ Víctor Proaño à Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, 26 février 1938, ALMRE, LEK-20-7, Legajo 176.

Conclusion

Face aux missionnaires et aux colons divers, les armées se rêvent donc en grand ordonnatrices du territoire oriental et de ses habitants. Personne n'est aussi fiable que l'institution martiale, pensent ses membres qui l'ambitionnent parfaitement autonome, bien que la mise en œuvre de leurs projets montre qu'ils ont été confrontés aux mêmes difficultés qu'avaient rencontré les autres groupes coloniaux. Ils ont par conséquent dû s'appuyer à contrecœur sur ces autres groupes.

Le discours et ces pratiques ordonnatrices ont surtout des effets concrets sur les habitants de la région, de plus en plus encadrés, surveillés, jugés, étiquetés, différenciés. C'est l'État, à travers l'armée, qui intègre dans son appareil bureaucratique des populations frontalières qui lui avaient jusque-là échappé en grande partie. C'est aussi, dans une perspective inversée, l'armée qui se prend pour un État. Nulle part ailleurs l'institution martiale n'est aussi libre d'appliquer cette métonymie que souligne A.Rouquié, qui mène la partie à s'identifier avec le tout, l'armée à se croire l'État.⁸⁷ Cette croyance, à la base de l'intervention martiale en politique, se déploie pleinement sur cette région amazonienne qui peut donc faire figure de laboratoire doctrinal et logistique de l'État militaire d'Amérique latine de la deuxième moitié du XX^e siècle.

Le phénomène systématique d'encadrement des civils ne vaut d'ailleurs pas que pour les colons blancs et métis venus de la côte et des montagnes, ni exclusivement pour les missionnaires d'Italie et d'Espagne, mais aussi pour cette catégorie supplémentaire « d'Autres » à laquelle les armées sont directement confrontées : les Amérindiens.

⁸⁷ ROUQUIÉ, *op.cit.*, p. 133

Chapitre 6 :

Les armées et la « question indienne » d'Amazonie

Les forces armées du Pérou et de l'Équateur, ultimes avatars des projets pluriséculaires de colonisation, sont confrontées comme tous leurs prédécesseurs à la question des populations amérindiennes qui vivent en Amazonie.¹ L'hypothèse centrale de ce chapitre est que l'escalade militaire entre le Pérou et l'Équateur a constitué un moment fondateur de la nationalisation des indiens d'Amazonie dans les deux Républiques et de leur apprentissage de la nationalité.

Les armées, dont l'un des objectifs essentiels dans les pays de la région est l'assimilation des diversités ethniques, sont directement confrontées à la présence de ces populations qui deviennent alors une question à résoudre. On peut dire qu'à bien des égards, cette question est un « problème indien » auquel de nombreux militaires tentent d'apporter des réponses satisfaisantes pour assurer la souveraineté du pays. Dès lors surgit la question des bons et des mauvais traitements envers les indiens, qui a parfois été abordée de manière caricaturale dans la fiction.²

La question de l'intégration des populations amérindiennes dans les armées nationales et leur rôle dans la construction des catégories ethniques a largement été débattue dans la région latinoaméricaine et andine. Ainsi Carlos Zárate souligne-t-il que les expéditions de fixation de la frontière, dès l'époque coloniale, ont contribué à la désarticulation des communautés amazoniennes, tant dans l'Empire espagnol que portugais.³ Les Portugais, qui ont plus souvent misé sur une présence militaire que missionnaire ou purement économique pour dominer ces territoires, ont à ce titre hésité entre une autonomie renforcée des ethnies frontalières ou leur portugisation au XVIII^e siècle. À l'époque contemporaine, le Brésil a même dans certains cas fait de ces indiens de véritables « gardiens de la frontière ». C.Zárate souligne par ailleurs la diversité des réactions indiennes, qui ont pu s'allier ou au contraire se rendre hostiles à ces

¹ Paul Codjia a participé à l'élaboration du cadre théorique et pratique de ce chapitre, et en a relu les épreuves. La responsabilité des propos incombe cependant exclusivement à l'auteur, notamment en ce qui concerne d'éventuelles mésinterprétations relevant de la discipline anthropologique.

² Dans le film *Mono con gallinas* (Alfredo LEÓN LEÓN, Dominio Digital/Trivial Media, 2013), les troupes équatoriennes sont curieuses à l'égard des indiens qu'elles rencontrent, tandis que les troupes péruviennes maltraitent les natifs. La réalité a été beaucoup plus complexe.

³ ZÁRATE BOTÍA Carlos Gilberto, « Pueblos indígenas y expediciones de límites en la Amazonia, siglos XVIII-XX » dans CORREA RUBIO François, CHAUMEIL Jean-Pierre et CAMACHO Roberto Pineda (dir.), *El aliento de la memoria: antropología e historia en la Amazonia andina*, Bogota, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas. Departamento de Antropología, 2012, p. 261-283.

expéditions, en fonction de nombreux paramètres. Plus proche dans le temps, la guerre du Chaco a quant à elle concerné les indiens de territoires perçus comme vides car non exploités.⁴ Ces véritables « hommes transparents » ont été l'objet de campagnes de militarisation, plutôt par les Boliviens depuis longtemps confrontés à la question indienne que par les Paraguayens qui pourtant se présentaient comme la nation guarani par excellence. Pour le Pérou, les historiens ont mis en évidence que la participation des *serranos* aux différentes guerres civiles du XIX^e siècle avaient constitué un levier d'intégration à la République, avant qu'un rapport plus hiérarchique contribue à une intégration marginalisante au XX^e siècle.⁵ Le moment de la Junte révolutionnaire velasquista (1968-1975) est souvent considéré comme une rupture par la mise en avant des revendications paysannes et l'intégration des « *cholos* » dans le corps d'officier, faisant de l'armée péruvienne l'une des plus métis du continent.⁶ Mais il s'agit toujours des populations paysannes des montagnes et non de la forêt amazonienne qui n'ont pas fait l'objet d'une attention équivalente. En Équateur, le poids des armées sur la définition ethnique des amérindiens a été soulignée pour le XX^e siècle.⁷ Cecilia Ortiz a également approfondi les relations de l'armée avec les indiens d'Amazonie et les missionnaires au cours du premier XX^e siècle.⁸ Mais il n'existe pas de travail comparatif entre les deux armées qui se centre spécifiquement sur l'escalade militaire qui mène à la guerre de 1941.

Les sources sont pourtant très abondantes sur ce sujet, pour qui veut bien les voir. Cela ne signifie pas que l'on puisse reconstituer de manière satisfaisante le point de vue indien. Ce sont toujours des personnalités extérieures - militaires, colons, missionnaires - qui décrivent le comportement des indiens, et l'on n'accède qu'à une version déformée des propos et des comportements. Les amérindiens sont alors affublées de différents noms : « indiens », « indigènes », « sylvoicoles » ou encore « sauvages » en fonction de la perception

⁴ CAPDEVILA Luc, COMBÈS Isabelle, RICHARD Nicolas et BARBOSA Pablo, *Les hommes transparents : Indiens et militaires dans la guerre du Chaco*, Rennes, PUR, 2010 ; en particulier le chapitre synthétique de Luc Capdevila, « La guerre du Chaco *Tierra adentro*. Déconstruire la représentation d'un conflit international », p. 15-33.

⁵ Sur le XIX^e siècle, voir les éléments bibliographiques proposés par MÉNDEZ Cecilia, « Las paradojas del autoritarismo: ejército, campesinado y etnicidad en el Perú, siglo XIX al XX. », *Íconos, Revista de Ciencias Sociales*, septembre 2006, n° 26, p. 17-34.

⁶ HURTADO MEZA Lourdes, « Ejército cholificado: reflexiones sobre la apertura del ejército peruano hacia los sectores populares », *Íconos, Revista de Ciencias Sociales*, septembre 2006, n° 26, p. 59-72.

⁷ ORTIZ BATALLAS Cecilia, « La influencia militar en la construcción política del indio ecuatoriano en el siglo XX », *Íconos, Revista de Ciencias Sociales*, septembre 2006, n° 26, p. 73-84.

⁸ Cecilia Ortiz s'est récemment intéressée au processus d'étatisation des indiens shuars, en relation avec les missionnaires et les militaires, entre la fin du XIX^e siècle et les années 1960. Elle semble pour cela avoir récolté des témoignages directs des indiens. Nous n'avons malheureusement pas été en mesure de consulter ce travail. ORTIZ BATALLAS Cecilia, *Shuar, Salesianos y militares en la construcción del estado en el Sur-Oriente ecuatoriano 1893-1960*, Thèse de doctorat en histoire, Flacso Ecuador, Quito, 2018.

qu'ont d'eux les observateurs.⁹ Dans quelques rares cas, le discours indien est rapporté, mais il est alors très difficile de séparer le discours originel et le point de vue de l'informateur. Les tentatives pour récolter des témoignages directs n'ont pas été couronnées de succès, hormis un unique cas qui nous permettra de conclure.¹⁰ On pourra toutefois, à la marge et au passage, interroger les motivations indiennes, qui semblent aussi diverses que le sont ces indiens, de même que nous tenterons quelques commentaires concernant les relations entre la construction ethnique et territoriale des groupes indigènes et la configuration de la frontière internationale.

On interrogera surtout l'évolution de la perception des indiens par les militaires en lien avec les évolutions du conflit international. Il faut à ce titre souligner l'originalité de leur démarche. Les militaires des deux pays participent en effet aux débats qui ont cours dans les Républiques andines sur la place politique et culturelle à accorder aux indiens, débats intenses qui avaient donné lieu sur le continent à des politiques culturelles opposées comme l'Indigénisme ou au contraire l'hispanisme.¹¹ Mais contrairement à un Mariátegui par exemple, la réflexion de l'armée n'est pas ici tournée vers les indiens de la montagne mais vers les indiens de la forêt.

⁹ Le terme « sylvicole », qui désigne littéralement ceux qui vivent en forêt, nous semble le plus neutre et celui « d'amérindien » le plus accepté aujourd'hui en Europe. Quand « sylvicole » est utilisé par les autorités des deux pays, cela souligne généralement leur perception de citoyens péruviens dont la seule particularité est de vivre dans ce milieu, et donc indique chez eux une possibilité de les intégrer. Ce terme est cependant très rare, et c'est bien une question « indienne » au sens ethnique qui se pose dans les esprits de ces autorités. Nous employons donc régulièrement le terme « indien » pour rendre compte du positionnement des acteurs, bien que nous utilisions celui « d'amérindien » dans les développements d'analyse. Les termes de population « native » ou « première » sont postérieurs. Bien sûr, tout ceci ne préjuge pas de la manière dont ces groupes et ces individus se nommaient eux-mêmes. Nous sommes confrontés à ce titre à une limite documentaire.

¹⁰ Je remercie à ce titre Paul Codjia, qui a collecté le témoignage de Carlos López sur le río Santiago, qui est le seul document dont nous disposons qui donne la parole à un indien au style direct. Nous remercions également Emmanuelle Ricaud Oneto qui a recherché des témoignages sur le Napo sans hélas en obtenir. On notera que chez les Jivaros, la mémoire n'est pas perçue positivement, si ce n'est celle de la guerre interne, ce qui a rendu difficile la collecte de témoignages. Ce phénomène a été analysé pour les Achuar par Anne-Christine Taylor, qui note toutefois qu'ils se sont dernièrement emparés de leur propre passé pour en proposer une mise en récit adaptée à la narration occidentale de l'histoire. TAYLOR Anne-Christine, « L'oubli des morts et la mémoire des meurtres », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, septembre 1997, n° 29, p. 83-96.

¹¹ L'indigénisme est un mouvement politique et artistique de la première moitié du XX^e siècle visant à réaffirmer l'héritage précolombien et à améliorer les conditions de vie des populations indiennes dans les Républiques latinoaméricaines. Bien que le Mexique soit souvent considéré comme la patrie originelle de l'indigénisme, un courant parallèle s'est également développé dans le monde andin, notamment au Pérou. Dans ce dernier, le penseur le plus représentatif du courant politique est José Carlos Mariátegui, fondateur du Parti communiste, qui lie les questions indigènes et sociales. Après quelques succès ambigus dans les années 1920, le mouvement est concurrencé dans les années 1930 par l'hispanisme du gouvernement Benavides, qui entend au contraire réaffirmer l'héritage espagnol colonial de la nation. On pourra se référer à ITIER César, « Nationalisme ou indigénisme. Le théâtre quechua à Cuzco entre 1880 et 1960 », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, décembre 2001, 30 (3), p. 527-540 ; PASTOR TORRES Gustavo, *El "indio" y los contornos de la nación peruana : génesis, desarrollo y enfriamiento del pensamiento indigenista (1888-1965)*, Thèse de doctorat sous la direction de Gilles Bataillon, EHESS, 2018. En Équateur, l'indigénisme a pu s'incarner dans la littérature et l'éducation. On consultera à ce titre TRUJILLO Jorge (dir.), *Indianistas, indianófilos, indigenistas. Entre el enigma y la fascinación: una antología de textos sobre el 'problema' indígena*, Quito, ILDIS Abya Yala, 1993 ; FERNÁNDEZ RUEDA Sonia Marina, *Indigenismo y educación de los indígenas rurales serranos en el Ecuador (1925-1948)*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador, 2016.

De même, la focale des militaires n'est pas théorique mais pratique ; elle ne porte pas tant sur les droits à accorder aux indiens que sur la manière dont l'armée peut les utiliser pour défendre la patrie. C'est donc une approche doublement originale que développent les militaires dans ce débat qui a traversé le continent.

Diversité du monde amérindien

Les indiens vivant dans la zone disputée par les deux pays, seraient peut-être plus de 100 000 à cette époque.¹² Bien qu'ils soient de plus en plus étudiés scientifiquement, une grande méconnaissance s'y attache alors, mêlée à une vision raciale, les classant en fonction de leur appropriation de la culture occidentale, établissement ainsi une échelle de civilisation.

Ce mélange de classification ethnographique et de racisme culturel et biologique se retrouve dans un article scientifique de 1942 paru dans le *Bulletin de la Société géographique de Lima*.¹³ L'auteur y classe les indiens d'Amazonie en quatre catégories. Le tronc *Nu-aruac* (Arahuac), dont les membres, chassés par les indiens Caribes vers l'intérieur de la région, seraient « robustes, hauts, ils ont l'habitude d'aller complètement dénudés, avec beaucoup d'accessoires extravagants. Peuple chasseur, guerrier, et souvent, anthropophage ». Ils seraient qui plus est « très peu agréables, vengeurs et rancuniers ». Les tribus « les plus civilisées tiennent le commerce lucratif de vendre leurs enfants aux *caucheros* et agriculteurs environnants ». Au Pérou, la majorité des Arahuacs sont en réalité implantés dans la *selva* centrale et sud (Ashaninka, Matsigenka, Yanecha, etc.). Peu d'entre eux se situent donc sur notre théâtre d'étude, mis à part les Uainuma et les Pases sur le Putumayo.¹⁴ Le deuxième tronc discerné par González Ruiz est celui des *Caribes*, « le groupe le plus barbare et féroce des indigènes d'Amérique du Sud », qui sont pour leur part « non dégénérés, hauts, robustes, de

¹² Le recensement péruvien de 1940, en plus des 321 341 personnes recensées dans le Département de Loreto (qui inclut alors la *selva central* autour du río Ucayali) y ajoute le chiffre rond de 140 000 personnes de population « selvatique estimée », dont 60 000 pour le Bas Amazone et 50 000 pour le Haut Amazone (30 000 pour l'Ucayali). Si à ces chiffres, on ajoute les mêmes populations estimées de 30 000 personnes dans le département de Cajamarca et de 20 000 pour le département d'Amazonas, on peut supposer que le nombre de personnes non recensées (dont une grande partie d'indiens) dans la zone disputée avec l'Équateur, dépasse les 100 000. Il faut à ces chiffres ajouter les populations sises dans la zone contrôlée par l'Équateur, pour lesquelles nous ne disposons pas de données. Évidemment, l'emploi de chiffres ronds de la part de la commission du recensement montre l'absence totale de précision. Voir REPÚBLICA DEL PERÚ, *Censo nacional de población y ocupación 1940. Primer volumen, resúmenes generales*, Lima, Ministerio de Hacienda y Comercio. Dirección Nacional de Estadística, 1944.

¹³ GONZÁLEZ RUIZ Felipe, « Geografía y Etnografía del Amazonas », *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima, 1942, Numero extraordinario del IV centenario del descubrimiento del Río Amazonas*, tome LIX, p. 39-70. Toutes les citations suivantes sont issues de cet article.

¹⁴ Par convention, pour respecter les orthographes indigènes, on ne met généralement pas de -s final aux groupes, même au pluriel, sauf lorsque la graphie originelle en indique un, comme *wampis*. Dans ce passage, nous sommes confrontés aux contradictions entre les usages scientifiques d'aujourd'hui et ceux d'hier, ce qui peut mener à quelques approximations dans les orthographes adoptées.

port arrogant et de musculature imposante ». Ces populations également cannibales, seraient alors en extinction. L'auteur y place les Uuitotos (*Huitoto*) et les Carijonas, sur le Putumayo. Le troisième tronç est celui des *Tupis* du Sud (*Guarani*) et du Nord, anciennement « très dépendants de la culture inca », qui ont « des maisons de paille et de roseau, et les hommes portent pantalon à l'européenne alors que les femmes portent uniquement des jupes à l'européenne [...] la majorité est chrétienne, ce qui ne les empêche pas d'être très amis de la bouteille ». Dans ce groupe se trouveraient surtout les Cocamas, vivant à la confluence de l'Ucayali et du Marañón, tandis que les anciens Omaguas du Napo seraient éteints. En plus de ces trois troncs, l'auteur identifie des tribus non classées : les Orejones, « sauvages répugnants [...] en plein âge de pierre » ; les Caparahuas du Loreto, 3 à 4000 individus qui vont nus et aux « coutumes répugnantes », comme celle d'euthanasier les vieillards et d'en ingérer les cendres ; les *Tapuyas*, mélange de noirs, de blancs et d'indiens « taciturnes et solitaires » et bien sûr les *Jivaros*, sur le Pastaza, célèbres pour leurs « têtes réduites ».

Nous ne prétendons pas que cette classification d'époque, sans parler des commentaires raciaux propres à l'anthropologie physique du XIX^e siècle, soit encore acceptée aujourd'hui.¹⁵ Elle indique cependant une immense diversité des communautés et des individus, qui rend difficile de rendre compte d'une attitude homogène dans la relation entre indiens et militaires. Ce que l'auteur de l'article présente comme des dégénérescences dues au contact avec la « civilisation », met en réalité en évidence deux pôles entre lesquels chaque indien se situe. Le premier est un pôle complètement « détribalisé » par l'évangélisation ou la captation capitaliste,¹⁶ assimilé à la culture occidentale, et qui se reconnaît aux pratiques chrétiennes, à l'usage de la langue espagnole, aux vêtements (comme le pantalon) ou à l'insertion dans les réseaux commerciaux ou de production tenus par les colons. Le pôle opposé serait caractérisé par la conservation d'une langue et de pratiques propres, considérées comme « sauvages » par les Occidentaux. Entre les deux, il existe une infinité de nuances en fonction des trajectoires collectives et individuelles, nuances qui sont plus ou moins prises en comptes par les observateurs. D'ailleurs, la notion même d'acculturation – utilisée par les contemporains et définie comme un abandon de la culture originelle pour embrasser la civilisation occidentale –

¹⁵ Le terme même de « tribu » est par exemple remis en question. On parlera plutôt de famille ethnolinguistique ou plus prosaïquement de « groupe ». Pour les erreurs de classification, un seul exemple : Alberto Chirif considère que *Tapuya* est simplement un terme cocama pour désigner des indiens qui vivent retirés en sauvages. CHIRIF Alberto, *Diccionario Amazónico: voces del castellano en la selva peruana*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP)/Lluvia Editores SRL, 2016.

¹⁶ Nous reprenons le terme de « détribalisation » de Frederica Barclay dans son introduction à BENAVIDES Margarita (dir.), *Atlas de comunidades nativas y áreas naturales protegidas del Nordeste de la Amazonía peruana*, Instituto del Bien Común, 2010, p. 54-55.

pose problème, dans la mesure où certains groupes ont justement comme caractéristique d'intégrer certains traits culturels étrangers pour valoriser l'individu.¹⁷ Acculturation ne signifie donc pas nécessairement appauvrissement culturel. Toutefois, puisque ce terme est régulièrement employé par les contemporains (dans le sens positif d'occidentalisation), nous l'emploierons pour désigner l'intégration d'éléments occidentaux aux pratiques de certains indiens.

I- La construction d'un « problème indien » de la *selva*

C'est à cette diversité culturelle et sociale que sont confrontées les garnisons qui se multiplient alors dans l'*Oriente*. Si le nouveau doctrinaire sur la *selva* ne semble pas penser cet aspect des choses, les militaires en poste dans ces régions ont contribué à faire émerger cette question, sur laquelle ils ne partagent pas nécessairement le même constat que les missionnaires et les diplomates.

A. Des indiens plus ou moins « hostiles »

Malgré la diversité ethnique, nous percevons deux grands blocs. Un premier serait constitué par la famille ethno-linguistique des Jivaros (ou *Sacha Runa*¹⁸), qui peuplent les versants de la cordillère jusqu'au río Pastaza. Ce sont eux qui ont le mieux réussi jusqu'aux années 1930 à éloigner par leur ethos guerrier la présence européenne. Ils étaient d'ailleurs célèbres pour leurs « têtes réduites », ou *Tsantsa*, dont on cherche précisément à endiguer le trafic en ces années.¹⁹ On a la chance de connaître leur répartition territoriale dès les années 1930 grâce à l'intérêt qu'ils ont suscité. L'expédition française de 1936 nous a légué par exemple un croquis de cette répartition. Si Bertrand Flornoy ne dessine pas la frontière, peut-être pour passer la censure

¹⁷ Remarque de Paul Codjia. Ce serait en particulier le cas des Wampis.

¹⁸ Les groupes jivaros n'acceptent pas la dénomination de « jivaros », dérivé du Quechua signifiant « sauvage ». Ils nient leurs liens avec les autres groupes, ou préfèrent l'appellation *Sacha runa*, « peuple de la forêt ».

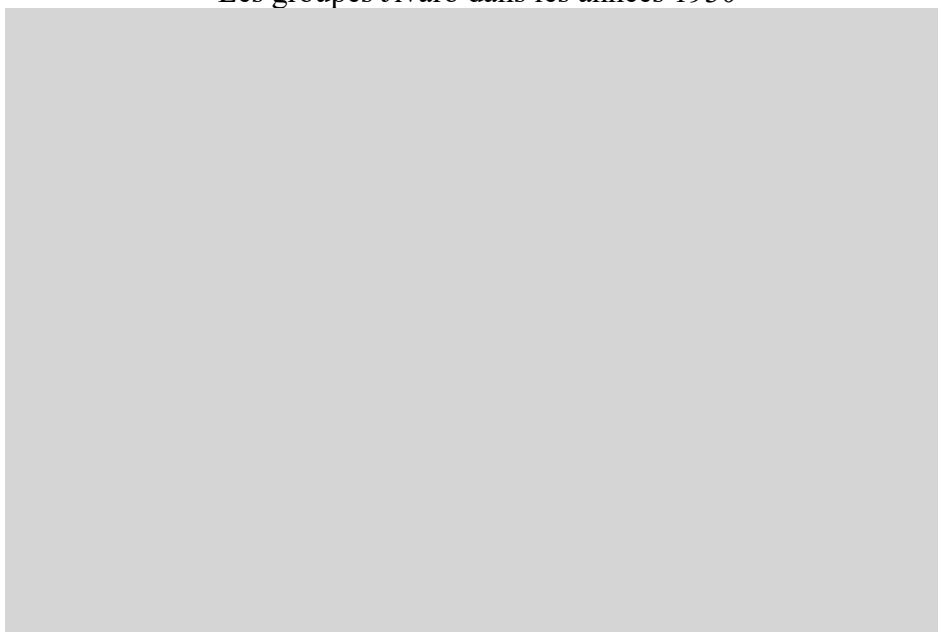
¹⁹ L'engouement pour les *Tsantsa* déferla en Europe à la fin du XIX^e siècle. Rapidement, la demande dépassa l'offre et de vraies-fausses têtes circulèrent. C'est peut-être pour lutter contre ce trafic de réduction de têtes pratiquées sur des cadavres déterrées en dehors de tout rituel tribal ou sur des animaux, que la *Ley de Oriente* équatorienne de 1940 interdit la production et le commerce de *Tsantsa*. Flornoy notait déjà quelques années plus tôt que les greniers de la légation de France à Quito regorgeaient de ces objets à la provenance douteuse, dont les touristes étrangers étaient si friands. FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone: trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939 ; LARSON Frances, *Têtes Perdues et Têtes Trouvées - Pourquoi on coupe des têtes et ce qu'on en fait*, Omblage, 2019, p. 31-59 ; DESCOLA Philippe et TAYLOR Anne-Christine, « Les Jivaros terribles « réducteurs de têtes » », *Le Monde*, 28 juillet. 1980.

(Chapitre 1), on peut le comparer avec celui de Philippe Descola et celui de Michael Harner dont les données datent de quelques dizaines d'années après, et qui comportent la frontière de 1942, proche de celle des années 1930. Globalement, et même si la répartition de part et d'autre de la frontière est peut-être justement le résultat du conflit international, on peut dire que les Shuars se situent dans la partie contrôlée par les Équatoriens, qui les appellent d'ailleurs tout simplement « *jíbaros* », de même que les Canelos, qui ont été quichuaisés. Les Awajun sont clairement placés dans la partie des Péruviens, de même que les Kandoshi autour du lac Rimachi.²⁰ Les Wampis sont principalement en territoire péruvien, mais au contact de la ligne frontière, ce qui les met en première position dans le conflit. Enfin, les Achuar, majoritairement en territoire équatorien avant la guerre, voient leur groupe scindé en deux parts plus ou moins égales par le traité de 1942 qui contribue à en faire un peuple intrinsèquement transfrontalier, tandis que les autres tribus jivaros ont été confirmées dans leur caractère mono-national (figure 43 ; voir aussi carte de synthèse n°1).

²⁰ Les Kandoshi sont en réalité constitués de deux groupes. Les Kandoshi proprement dits et les Shapra. En 1991, ils ont rebaptisé le lac Romachi en *Musa Karusha*, en signe de réappropriation culturelle.

Figure 43 : Emplacement des groupes jivaro et frontière internationale

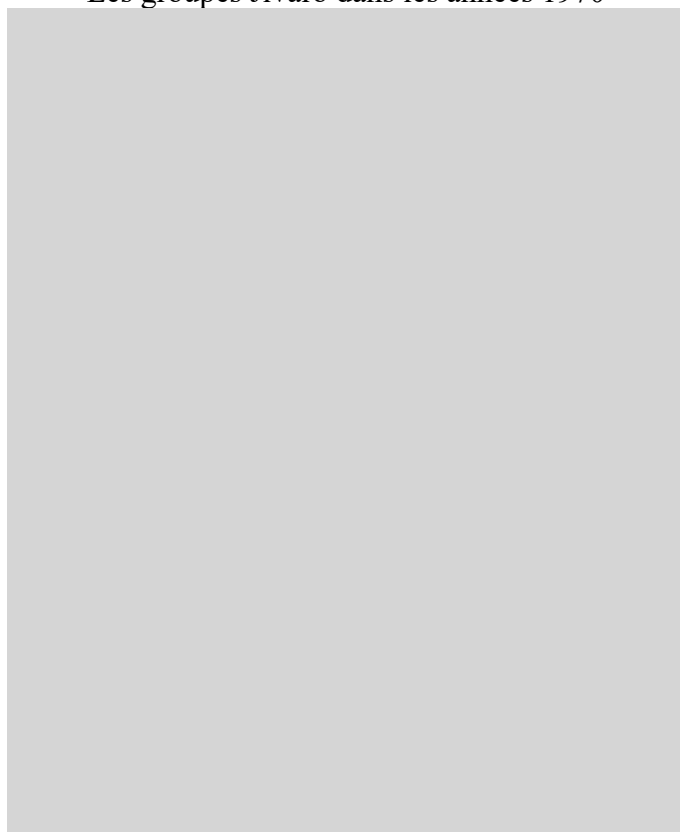
Les groupes Jivaro dans les années 1930



Source : FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone: trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939.

Flornoy semble indiquer que les Achuar et les Shuar n'étaient pas strictement séparés. Cela peut être dû à l'imprécision de l'explorateur, mais peut-être aussi à une réalité.

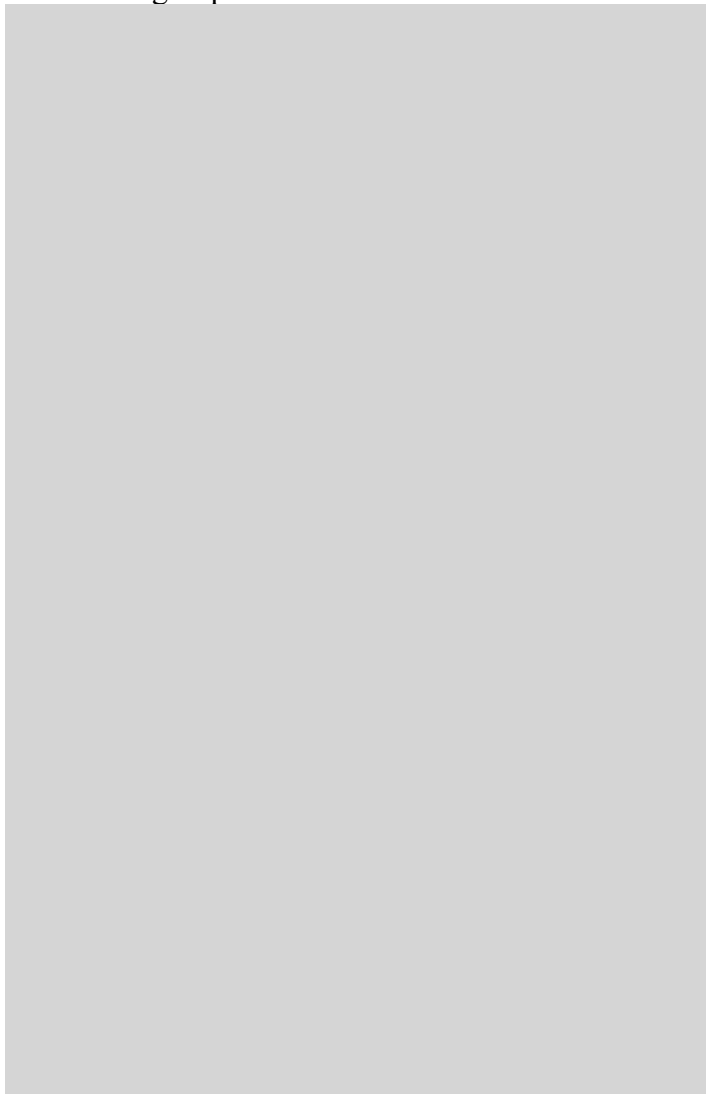
Les groupes Jivaro dans les années 1970



Source : DESCOLA Philippe, *Les lances du crépuscule*, Paris, Pocket, 2006 (1993)

Nous avons ajouté au croquis originel la frontière de fait en 1936, qui montre que le traité de 1942 a contribué à séparer le groupe des Achuar en deux espaces de taille équivalente, alors qu'ils étaient auparavant contenus dans les limites du contrôle de l'Etat équatorien. Par ailleurs les Shuar et les Achuar sont strictement séparés.

Les groupes Jivaro dans les années 1980



Source : HARNER Michael J, *Shuar, pueblo de las cascadas sagradas*, Quito, Ediciones Abya-Yala, 1994 (1984)

Le caractère transfrontalier des Achuar persiste tandis que les Wampi semblent définitivement du côté péruvien, au contraire des années antérieures représentées par Philippe Descola.

L'attitude guerrière des Jivaros envers l'armée était redoutée par les armées. En 1913, pour faire cesser l'enlèvement et le viol des femmes de la communauté par la garnison locale, un groupe d'indiens monte une embuscade. Alors que des canoës de femmes s'approchent des soldats péruviens et détournent leur attention, les guerriers jivaros attaquent, tuent plus d'une quinzaine de soldats et mettent les autres en fuite.²¹ Cet événement transmis sous le nom de « Massacre du Morona » est plus d'une fois rappelé par les rapports militaires des années 1930, qui y voient un avertissement sérieux. L'activité militaire dans la région en avait d'ailleurs pâti, et ce n'est justement que dans les années 1930 que les postes avancés reviennent au niveau des années 1910. La présence des jivaros avait jusque-là formé un glacis entre les deux États. Pour le capitaine équatorien Mejía, le passif entre garnison péruvienne et groupes jivaros a en effet

²¹ GUALLART José María, *Entre pongo y cordillera: historia de la etnia aguaruna-huambisa*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica, 1990, p. 197-200.

« délimité une zone neutre, à laquelle personne ne peut se rendre car qui y apparaît y est violenté ». ²² On note que l'origine de l'affrontement de 1913 est le viol des femmes, motif qui se répète et s'intensifie dans les années 1930 avec l'avancée militaire dans la région, au moins jusqu'aux années 1950, origine du service de prostitution militaire aux garnisons croqué dans le roman de Vargas Llosa évoqué plus haut. Dans les années 1930 et 1940, ce phénomène est le motif de l'assassinat d'un vétéran péruvien installé dans la région en 1941, ²³ et celui de l'exécution du fameux Sharian dont les Wampis se souviennent encore : s'étant plaint vigoureusement du traitement réservé aux femmes, il est fait prisonnier avec l'aide d'autres Wampis. Son enfant est tué, et lui envoyé à la garnison Teniente Pinglo où il est fusillé. ²⁴

La répression qui a suivi le « Massacre du Morona » a sans doute été terrible, et elle se poursuit dans la méfiance des années 1930. Il est alors interdit de vendre des fusils aux indiens. L'Équatorien Cisneros, dont la loyauté envers les Péruviens est par ailleurs questionnée, est expulsé pour cette raison en 1929. ²⁵

Le Bolivien Méndez en 1932 confirme la méfiance réciproque entre armées et indiens, décrivant l'attitude des « Huambisas et Yaupis » du Santiago, se faisant ethnologue pour les besoins géopolitiques de la chancellerie équatorienne :

« Les jivaros de toutes ces zones vivent pour la plus grande partie dans un état primitif, ils ne commercent avec personne. Ils cultivent du manioc, des bananes et des fruits ; ils pêchent et chassent et sont très intéressés, car ils ne donnent rien si ce n'est en échange d'autres

²² « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937 ; AHMRE, T.5.3.1.3.

²³ AYALA Emilio et SHUNLAULA David Samaniego, *David Samaniego Shunaula: nueva crónica de los indios de Zamora y del Alto Marañón : historia oral*, Editorial Abya Yala, 1995, p. 206-207.

²⁴ La chronologie de Guallart semble placer l'épisode après la guerre de 1941, tandis que le témoignage de Carlos López le place bien avant. En tout état de cause, l'épisode témoigne d'un problème récurrent sur au moins un demi-siècle. GUALLART José María, *Entre pongos y cordillera: historia de la etnia aguaruna-huambisa*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica, 1990, p. 231-232 ; voir aussi la fin du témoignage de Carlos López en Annexe.

²⁵ Voici l'interrogatoire d'un de ses supposés acolytes : « Manifestación de Roberto Castillo Pulias sobre quien provee balas y carabinas a los indios », 29 juillet 1929, ALMRE. « Preguntado por los generales de Ley, dijo llamarse como queda expresado al margen, de nacionalidad ecuatoriana, de 36 años de edad, de estado civil casado, de tránsito al río Bobonaza. Preguntado si llevaba armas de fuego del vecino puerto de Iquitos y balas hecho que fué la revisión de la embarcación en su misma presencia, manifestó que en repetidas ocasiones ha viajado de Iquitos al Ecuador y vice-versa y en ninguno de sus viajes ha llevado armas de fuego ni balas, indicando que tiene conocimiento que don Miguel A. Cisneros, comerciante o viviente en el río Huasaga en territorio peruano, es el que proporciona balas y carabinas a los indios salvajes. Preguntado diga que relación tiene con Miguel Argeo Cisneros dijo que no tenía ninguna relación y que no era amigo ni enemigo y que lo conocía a lo lejos porque era su connacional. Preguntado, diga : como ha tenido conocimiento que Miguel A. Cisneros es el que proporciona balas y carabinas a los indios salvajes, manifestó que en repetidas ocasiones se ha cerciorado que los indios jibaros, muratos y todos los demás que viven en el Corrientes, se fueron donde Cisneros llevándolo productos veneno, etc., para recibir en cambio de ellas balas y hasta algunas carabinas y siempre han vuelto al Huasaga han venido trayendo las codiciadas balas, y que Cisneros no obstante de tener conocimiento de que son prohibidas proporcionar balas a los indios, él lo provee y que hace muchos años que continua en esta forma. - Interrogado diga cuál es el motivo por el cual Cisneros proporciona balas a los indios indicados, manifestó que proporciona balas a los indios por hacerse estimado de ellos, y por agenciarse mayor cantidad de productos, porque solamente los indios a este cambio trabajan por mayor ahínco ».

articles. Chaque jivaro a autant de femmes qu'il peut en maintenir. Le jivaro le plus visible et important est celui qui a le plus de femmes. Celles-ci s'occupent des cultures du champ et de la cuisine ou de la fabrication de la *chicha*, et les autres de la chasse, la pêche et des voyages d'une zone à l'autre. Beaucoup d'entre eux avec leurs femmes, elles portant les *chichas*, eux la charge. En général les jivaros sont des hommes très forts, extrêmement présomptueux ; ils regardent avec dédain le blanc et sont très méfiants avec les étrangers ».²⁶

Le même observateur souligne leur isolement et la difficulté pour les colons de les contacter alors qu'eux-mêmes disposent de moyens de locomotion adaptés

« Les Jivaros wampis sont éparpillés dans la forêt, presque toujours sur les rives des cours d'eau, où ils peuvent voyager avec leurs canoës et leurs radeaux. [...] Pour arriver à eux il est nécessaire d'envoyer des émissaires qui les connaissent parmi les jivaros mêmes, comme un parlementaire de paix, sinon c'est dangereux. [...] Les jivaros possèdent des *varaderos* et des chemins de forêt, quand ils souhaitent communiquer entre eux rapidement, jusqu'à l'embouchure du Yaupi ; mais ceux-ci sont très difficiles et dangereux pour qui n'a pas l'habitude ».²⁷

L'ensemble jivaro se caractériserait donc par une hostilité forte envers militaires et colons, et une autonomie réelle et revendiquée, qui entre en conflit avec la militarisation de la région. Des différences locales pouvaient cependant surgir, que surent exploiter les militaires. Les Shuars, par exemple, semblent avoir été plus indifférents que dangereux pour les troupes équatoriennes. Mais l'hostilité qui leur était prêtée a participé pendant longtemps à la configuration d'un « espace neutre », glacis indien entre les deux Républiques permettant de ne pas avoir à définir trop précisément la frontière dans cette région.

À partir du Pastaza, et vers l'est jusqu'au Putumayo, se dessine un second sous-ensemble beaucoup plus disparate. Dans cette région davantage touchée par les industries extractives, les déplacements de population, les extinctions, les reconfigurations ethniques à partir de noyaux divers, ont été beaucoup plus nombreux, et pas seulement en rapport avec le caoutchouc.²⁸ C'est donc un espace plus hétéroclite encore en cours de recomposition dans les années 1930 mais aussi en voie de quichuaïsation. La langue des incas, déjà présente durant la période précolombienne, puis utilisée comme *lingua franca* par les missions jésuites, devient alors le dénominateur commun.²⁹ Dans cet espace immense, les indiens sont le plus souvent assujettis à un *patrón*. Les nombreux groupes qui vivent sur le Napo, que l'on a présentés plus haut, sont

²⁶ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 12 mai 1933 ; AHMRE, T.5.1.20.

²⁷ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 8 février 1934 ; AHMRE, T.5.1.20.

²⁸ WASSERSTROM Robert et BUSTAMANTE Teodoro, « Ethnicity, Labor and Indigenous Populations in the Ecuadorian Amazon, 1822-2010 », *Advances in Anthropology*, 2 février 2015, vol. 05, n° 01, p. 1-18.

²⁹ Sur la circulation de la langue quechua en Amazonie, voir CHIRIF Alberto, *Diccionario Amazónico: voces del castellano en la selva peruana*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP)/Lluvia Editores SRL, 2016, p. 25-26

en général attachés à un colon (tableau 3). Leur contrôle se révèle donc moins problématique pour les autorités, quoique l'on trouve parfois des exceptions, comme le montre encore une fois le témoignage de Núñez, cette fois sur le Napo, en revenant de Rocafuerte :

« Sur la gauche arrive le río Suni, aux sources duquel se trouvent les indiens Loretos, Avilas, San José, dont les tribus dans ces forêts ont été réunies par les Jésuites ; il reste encore des chapelles dans chaque tribu, où par habitude ils continuent leurs rites religieux, les sacristains qui annuellement continuent leurs pratiques religieuses ». ³⁰

Le passage souligne la diversité des indiens de la zone, leur nationalisation préalable, leur accueil des blancs, et pourtant un peu plus loin selon le même voyageur, l'environnement de Yasuni « est dangereux car les indiens là-bas y sont mauvais. Il y a quelques temps, ils ont presque tué Monsieur Sevilla, ayant dû fuir jusqu'à atteindre le Napo, des vers sortaient des blessures qu'ils lui avaient infligées ».

Ce deuxième ensemble est donc moins hostile aux troupes des deux pays, sauf exception, ce qui explique peut-être le moindre apport documentaire les concernant. Moins homogènes et moins hostiles que les jivaros qui sont l'objet de l'essentiel de la documentation, les Quichuas ne constituaient pas pour les militaires un problème visible comme leurs voisins. Plus que l'absence d'hostilité cependant, les garnisons nouvellement implantées recherchaient pour des raisons diverses le soutien actif des indiens.

B. Des indiens nécessaires

Les indiens sont en effet nécessaires aux voyages d'exploration et à l'établissement de nouvelles garnisons. Ils servent d'abord de guides, tant aux militaires qu'à tout voyageur désireux de traverser la région. Pour une reconnaissance du Zamora en 1941, la chancellerie de Quito recommande ainsi les services du « Jivaro Joaquín Bosco et ses fils, qui ont beaucoup parcouru la *selva* et, d'après ce que l'on dit, connaissent les sentiers les plus pratiques pour déboucher sur le Santiago ou un de ses affluents ». ³¹ Ce sont eux qui connaissent le mieux les chemins, les raccourcis, les dangers de la forêt. Ces chemins sont d'ailleurs souvent les leurs, et l'explorateur est obligé de les suivre à travers les « *picas de jivaros* » ou « *trochas de jivaros* ». La coopération dans ce secteur peut d'ailleurs n'être pas que conjoncturelle. Un certain nombre d'entre eux, notamment en Équateur, sont des *Tamberos* rémunérés pour garder un relais (*tambo*) et maintenir les chemins qui y parviennent. Ils travaillent donc pour l'État,

³⁰ « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 8 février 1934 ; AHMRE, T.5.1.20.

³¹ « Memorandum para una exploración en la región del Zamora », février 1941, auteur non identifié. AHMRE, T.5.3.1.6.

qui les paye avec plus ou moins de régularité. Ce sont aussi des espions dont il convient de s'attacher les services pour contrôler l'information. Juste après la guerre, le commandant péruvien de la garnison de Carbajal sur le Corrientes explique :

« Permettez-moi d'ajouter un point à ce rapport afin d'y traiter de la question que constituent les indiens de notre *selva*: Cet élément joue un rôle très important pour le milieu dans lequel nous opérons, puisqu'on a vu assez souvent que ceux-ci se placent avec le camp qui les traite le mieux ou qui leur apparaît ainsi, ayant comme résultat que beaucoup de mouvements dont on pourrait croire qu'ils se réalisent dans le secret qui leur convient, avaient été découverts par ces indiens qui avec l'extraordinaire maîtrise de la *selva*, traversent des régions étendues apportant les nouvelles dans des zones où on le croirait le moins ». ³²

Les enjeux liés à la communication sont particulièrement impérieux. Bien souvent, les expéditions militaires et installations de garnisons sont annoncées plusieurs centaines de kilomètres à l'avance par les indiens, qui fuient et alertent les militaires de l'autre bord. Les militaires pourtant n'y croient pas toujours, et il est probable que les indiens pratiquent dans leur intérêt la désinformation. Le rôle des techniques indiennes dans la transmission de l'information est pourtant attesté dans le conflit de Leticia. Les troupes péruviennes auraient alors utilisé un instrument de bois d'une portée de plusieurs kilomètres pour transmettre leurs informations.

Sur les sentiers et dans un climat qui interdisent les véhicules motorisés et même les mules, les indiens servent encore de bête de somme. C'est pourquoi les expéditions sont généralement menées avec au moins le double d'indiens que de militaires. C'est un problème pour ces derniers, car à mesure que l'expédition avance, les chargeurs disparaissent dans la forêt, abandonnant leur chargement qu'ils doivent alors se résoudre à laisser sur place.

Les indiens sont également utilisés dans la culture des champs destinés aux garnisons. L'idéal d'autosuffisance des garnisons, pensées comme des colonies militaires autonomes (chapitres 4 et 5), oblige à se départir d'un approvisionnement dispendieux. L'installation d'une nouvelle garnison est donc souvent précédée par des travaux des champs, d'essartage, de semailles, faits par des indiens, raison pour laquelle toute installation nouvelle d'indiens est suspecte aux yeux des militaires. Cette aide alimentaire, qui est complémentaire des travaux agricoles des propres soldats, ainsi que le service des chemins, explique la présence courante de maisons d'indiens dans la proximité immédiate des postes avancés, présence confirmée par les rapports mais aussi par les croquis de garnisons, qui comportent des noms indiens et même des mentions de maisons indiennes.

³² Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Iquitos, 30 novembre 1941, doc. cit., annexe 2, p. 15 ; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección. Le rapport cité est du 20 septembre 1941.

II- Les « bons » et les « mauvais » indiens

À partir de ce double paramètre d'hostilité plus ou moins déclarée et de proximité géographique nécessaire, les autorités militaires classent alors les ethnies et les individus en deux groupes, selon leur degré d'utilité pour le pays : les bons et les mauvais indiens. Le jugement sur un même groupe pouvait cependant différer d'un commentateur à un autre. Ainsi, sur les indiens gravitant autour de Méndez, qui étaient sans doute des Wampis, le docteur Tobar diffère du major Bustamante. Pour le premier,

« De source sûre et autorisée, la chancellerie a appris que les colons résidents de Méndez essayent d'expulser de la population les indiens de Chupianza, grâce à des extorsions et des abus qui se commettent sur eux, peut-être acceptés par les autorités qui souvent croient que ce sont les colons, plus que les natifs du lieu, les éléments les plus adaptés, sinon les seuls et les meilleurs, pour défendre notre droit territorial dans la Région Orientale équatorienne, alors que justement pour la peupler et la repeupler il n'y a pas de meilleur élément que le natif, lequel il convient seulement d'essayer d'éduquer et de civiliser ».³³

Le major Bustamante, commandant d'un bataillon oriental pendant la guerre, semble presque lui répondre directement deux ans plus tard :

« Le jivaro est-il utile à la civilisation et à la patrie ? [...] Ils n'ont aucune idée de Patrie, de religion ni de rien [...] Quand ils arrivent à Méndez ils attendent qu'on leur offre et leur donne tout ce qu'ils veulent, sinon ils disent « Rien valoir gouvernement Équateur, rien donner, Péruvien valoir, donner fusil, munition, explosif, vêtement³⁴, toi rien valoir ». L'idéal de nous les concilier est impossible car nous ne pourrons jamais donner aux jivaros ce que le Pérou leur offre, pour cette raison ils nous trahiront toujours dès qu'ils le pourront et ils seront toujours nos ennemis ».³⁵

A. Les « bons » indiens préalablement « civilisés »

L'avis du major Bustamante est cependant assez minoritaire, et souvent les autorités des deux pays voient d'un bon œil les indiens qui ont au préalable été « éduqués et civilisés », comme le souligne le chancelier. C'est en effet par l'intermédiaire d'autres vecteurs de nationalisation que l'indien s'est rendu utile aux expéditions et aux militaires. Ainsi l'espion bolivien Núñez est-il aidé en chemin par les indiens du *patrón* Adolfo Graña, sans doute l'Espagnol surnommé le « Roi des Jívaros » et qui aurait, en 1933, découvert et rapatrié à Iquitos les restes d'un avion militaire péruvien et de son pilote abîmés en pleine *selva*.³⁶ Les

³³ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures au ministre de la Défense Nationale, 15 juin 1940, AHMRE, T.5.3.2.3.

³⁴ Le terme *tarach* qui n'a pas de traduction dans le castillan moderne, est ici une déformation de *tarachi*, qui désigne chez les Awajun le vêtement féminin, et donc par extension tout type de vêtements.

³⁵ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 « Ecuador » presentado por el señor Mayor Marco A. Bustamante, Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f (ci-après, ESMIL, Legajo f).

³⁶ Alfonso Graña, galicien immigré à Iquitos à la fin du XIX^e siècle, s'est rendu célèbre dans son Espagne

patrones et *caucheros* permettent aussi l'apprentissage de la langue castillane. Ainsi l'administrateur apostolique du Zamora précise-t-il que certains indiens du Pongo parlent parfaitement castillan car « ils ont été *peones* des *caucheros* péruviens ». ³⁷ L'intégration dans les cycles extractifs, quoique souvent destructrice des indiens, les a donc en partie nationalisés. C'est le filtre missionnaire qui est cependant le plus fréquent. Les indiens éduqués dans les pensionnats ou recommandés par les missionnaires seraient ainsi les plus fiables. L'expédition au Zamora déjà citée « se fera accompagner par les jivaros du Zamora que les missionnaires recommandent », suggère ainsi le mémorandum. ³⁸ Le contact avec les missionnaires est parfois marqué par l'adoption d'un nom chrétien, quoique de manière non systématique. ³⁹

On peut donc dire que les indiens considérés comme les plus utiles aux militaires sont ceux qui ont été acculturés préalablement par d'autres vecteurs de nationalisation. Mais le transfert vers les militaires n'est pas automatique. Une fois ce travail fait, il faut encore s'arranger avec un chef, parfois appelé capitaine, qui garantit les services de son groupe. C'est le cas avec les *tamberos* dont un groupe épars obéit à un chef qui est l'intermédiaire avec la troupe. Dans le cas suivant, le chef a été recruté grâce à son parcours personnel. Il est gardien du

« *tambo* qui se trouve près de la rive du Cusuimi (eau boueuse), et dont l'employé est le jivaro Pesthenda. Je crois qu'il faut rendre justice aux qualités qui caractérisent ce vaillant Équatorien dont l'existence et le travail son méconnus. Il est d'une conduite irréprochable, travailleur et fidèle serviteur des voyageurs compatriotes qui arrivent en ces lieux. Il n'a pas reçu son salaire pendant longtemps et pourtant il n'a pas renâclé à la tâche. L'assassinat dont a été victime son frère de la part des Péruviens, a allumé en lui un amour profond pour sa terre pour laquelle il est prêt à se sacrifier si quelqu'un tentait de la piétiner. Ce sentiment, de même que son abnégation, doivent être récompensés pour obtenir que son énorme influence réunisse plus d'adeptes. C'est le seul qui se risque sur le Cusuimi et amène de manière certaine le courrier au dernier avant-poste équatorien ». ⁴⁰

natale par ses supposés faits glorieux et son emprise sur les jivaros locaux. Bien que notre rapport mentionne le prénom d'Adolfo et non d'Alfonso, les similitudes sont trop nombreuses, à moins qu'il ne s'agisse de son neveu. En particulier, le rapport mentionne les relations de Graña avec la Standfard Oil pour la recherche de pétrole dans la région. À l'époque de l'expédition de Núñez en 1932, il n'avait cependant plus le lustre de l'époque du boom du caoutchouc, quand il était supposé mener 5000 Awajun. « Cuando llegamos estaba ya muy decaído », écrit le Bolivien, commentant qu'il ne disposait plus que de 40 à 50 familles. OTERO Alvaro, « El rey gallego de los jíbaros », *El País semanal*, 3 décembre 2006 ; « Informe que presenta el explorador boliviano Raúl Méndez Núñez a solicitud del señor Ministro de Relaciones Exteriores Doctor Antonio J. Quevedo Coronel, sobre la región oriental ecuatoriana », Quito, 12 mai 1933, AHMRE, T.5.1.20.

³⁷ « Segundo informe del ex-administrador apostólico de Zamora, Fr. Fr. Antonio María Isasi O.F.M. », 22 mars 1935, AHMRE, T.5.1.20.

³⁸ « Memorandum para una exploración en la región del Zamora », auteur non identifié, février 1941, AHMRE, T.5.3.1.6.

³⁹ Nous avons trouvé des indiens aux noms typiquement tribaux pourtant désignés comme éduqués dans des pensionnats, tandis que d'autres indiens se voient accorder leur nom chrétien par leur *patrón*. Le nom chrétien est donc un indicateur fiable mais non absolu.

⁴⁰ Le capitaine indique la présence de « unas pocas casas que dan alojamiento a las familias de los jivaros Pesthenda (Tambero), Juanga, Chiriyapa, Piningaza, Anhuasha, Aenstho, Nazy, Gasspa, Nuninga, Huashicata, Chiriyapay. Todos estos indios amigos y a la orden de nuestro distinguido y conocido tambero ». « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

La vengeance, comme on le détaillera plus loin, est donc aussi un motif puissant pour les indiens de ralliement à un camp ou à un autre. Les indiens utiles aux garnisons étaient donc soit passés par un filtre préalable d'acculturation, soit avaient des motifs personnels d'aider un État plutôt qu'un autre. D'autres profitaient de ce lien pour obtenir des objets divers, comme on le voit dans de nombreux exemples, mais ce rapprochement purement matériel, certes pratiqué par les militaires, n'avait pas toujours leurs faveurs car considéré comme trop opportuniste et donc fragile.

Les critères précités ne sont pas bien sûr antinomiques, et des situations individuelles pouvaient cocher plusieurs cases. Dès lors, ces indiens étaient considérés comme fiables par les soldats car moralement attachés à la Patrie. Mais face à ces « bons » indiens, d'autres étaient réputés beaucoup moins sûrs.

B. Les « mauvais » indiens : le sauvage, le traître et l'espion

Pourquoi certains indiens sont-ils considérés quant à eux inversement dangereux ? Les commentaires des militaires décernant les bons et les mauvais points nous permettent d'ébaucher les portraits types des « mauvais indiens ».

Il y a, et c'est le plus évident, le « sauvage » opposé à toute « civilisation » et « progrès », et qui exige ainsi les mesures les plus énergiques. C'est la position du péruvien Ricardo Llona qui demande pour le Morona

« une force suffisante pour en finir, dans un bref laps de temps, avec les actes de violence et les abus de tout genre que commettent les indiens avec toute personne civilisée qui essaye de s'établir ou de chercher fortune dans la région dont ils prétendent qu'elle est à leur disposition. [Il faut donc] déloger [*desalojar*] les tribus existantes, puisque celles-ci, de toute manière, ne sont qu'un danger et un retard pour l'épanouissement de la région. [...] On dit qu'il y a du pétrole, et quelques chercheurs d'or ont eu quelque succès dans leurs recherches. Chaque fois que l'on a essayé d'en approfondir les investigations, l'explorateur a rencontré la difficulté et le danger auparavant mentionné des tribus sauvages, qui en plein vingtième siècle s'opposent au progrès et à l'épanouissement d'une région riche, seulement parce qu'il existe un sentiment d'humanité mal compris qui se place directement contre la vie, les intérêts et le progrès des gens civilisés ». ⁴¹

Cette position extrême d'expulsion systématique par la force est cependant loin d'être la plus partagée par les militaires. L'allusion de Llona au « sentiment d'humanité mal compris » en est d'ailleurs l'indice. Ce discours construit autour du diptyque civilisation/barbarie se focalise surtout sur les jivaros les plus ouvertement hostiles, mais les « mauvais indiens » sont beaucoup plus souvent pour les militaires ceux dont la perfidie n'est pas nécessairement ostentatoire. Le long du Santiago, le capitaine Mejía nous en informe ainsi :

⁴¹ Colonel Ricardo E. Llona, président de la Commission technique colombienne, « Estudio sobre el Morona », Iquitos, 10 octobre 1934, ALMRE, LEK-6-14, Legajo 168.

« Le *tambero* de ce lieu est l'indien Jembo, un type à la paresse marquée dont le manque d'attention est responsable de l'état lamentable de ce dernier trajet [...]. On pense que cette rébellion est due à l'influence d'autorités mises à pied. Pire, on pense que l'abandon du chemin est intentionnel, pour éviter le contrôle de toute sorte. Par ailleurs, il est dangereux car il entretient une amitié étroite avec un autre jivaro en relation directe avec les Péruviens. Un changement immédiat est nécessaire. [...]

L'indien Huachapala, individu dangereux qui vit en plein territoire national cependant qu'il est subventionné par le Gouvernement Péruvien et constitue une véritable menace pour le courrier de Yaupi. Ainsi c'est l'espion le plus immergé et le plus sûr. Il s'agit d'un traître équatorien, actuellement au service des Péruviens. Il faut que notre Gouvernement décide définitivement la solution pour ce grand mal dans tous nos territoires. La grande influence péruvienne sur nos jivaros en leur fournissant une aide sûre, en les flattant, a fait de beaucoup de nos compatriotes de parfaits traîtres. [...]

[L'indien Huambusthara] a des relations étroites avec le jivaro Huachapala, situé sur le Yaupi et, bien qu'il ne soit pas encore subventionné par les Péruviens, c'est une menace pour tous les blancs qui s'aventurent sur le Undamangosisa. Il se croit le propriétaire de la rivière. Un hasard nous a sauvé de l'embuscade préparée par cet indien avec la complicité du *tambero* de Miazal et l'appui du traître Huachapala. [...]

[Le jivaro Pascual] est péruvien, natif d'Iquitos, installé dans ce lieu il y a peu. Il a essayé une fois déjà de repartir par le Morona sans que les autorités ne le sachent, appuyé par le Péruvien, blanc, Ricardo Ríos. Il vit dans la maison du colon Rogelio Ribadeneira et c'est le jivaro choyé par les frères de la Mission ». ⁴²

Il y a dans ce jugement plusieurs types de mauvais indiens qui se dégagent. Celui qui se rapproche le plus de l'archétype du sauvage est peut-être Jembo, qui tente d'éloigner tous les blancs, dont l'oisiveté contraste avec la productivité du « civilisé », tandis que ses relations avec d'autres indiens par-delà le territoire contrôlé par les Équatoriens sont suspectes. La même suspicion pèse d'ailleurs sur le caractère souvent transfrontalier du réseau social ou familial de nombreux indiens. Toutefois, ce ne sont pas des sauvages que nous présentons principalement les exemples cités, plus haut, mais des *compatriotes* équatoriens qui ont *trahi*, ou des *Péruviens* qui *espionnent*. Leur caractère national n'est alors pas questionné. Ils sont citoyens péruviens ou équatoriens, dans un camp ou dans l'autre, et s'ils pactisent avec le camp adverse, en raison d'affinités sociales ou d'avantages matériels, ils ont renié leur nationalité d'origine. Cela ne présume pas évidemment du sentiment des indiens, qui ne s'identifiaient peut-être ni à un pays ni à l'autre, mais cela témoigne de la perception militaire que pour être un « bon indien », il faut briser les anciens liens tribaux avec des indiens douteux ou étrangers et sortir de l'indifférenciation nationale, et persévérer dans la fidélité à la nation.

Face au triple danger que représentent le sauvage, le traître et l'espion, les commentateurs des deux camps en arrivent alors à la même conclusion. Le capitaine péruvien de Carbajal cité plus haut termine son rapport sur ces mots synthétiques :

⁴² « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

« Il faudrait réaliser un travail qui tendrait à les éloigner des zones de garnisons ou se les concilier à la cause, par l'intermédiaire d'une habile direction de travail et d'acculturation, afin que, dans des cas comme l'actuel [la guerre], on puisse les contrôler et leur interdire dans la mesure du possible le mouvement ».⁴³

L'Équatorien Mejía se fait l'écho du Péruvien, déclarant que « nous devons chercher [le] rapprochement [des indiens], aviver leurs sentiments, les favoriser ; en un mot, les flatter. Dans un conflit, que je ne vois pas loin, les natifs auront un rôle prépondérant »⁴⁴.

A travers ces différents témoignages, il apparaît donc que les multiples nécessités d'une présence militaire en extension ont contribué à formuler de la part des militaires en poste en Amazonie une « question indienne », un problème aigu et important qui menait à trier les indiens entre les utiles et les dangereux. Cette position théorique devait alors s'incarner dans des politiques concrètes aux lourdes conséquences pour les indiens.

III- Les réponses à la « question indienne »

Lorsque la question est posée, elle nécessite une ou des réponses, et les militaires s'ingénient à en trouver au cours de la quinzaine d'années qui nous intéresse. Cette réponse n'est pas univoque, et nous allons voir que se concilier ou éloigner les indiens a pu revêtir plusieurs traductions. Par ailleurs, si le constat d'un problème indien est posé des deux côtés, l'investissement de chaque pays dans la résolution du problème n'est pas nécessairement symétrique.

A. Incitations et menaces

Évidemment, le niveau le plus élémentaire de cette réponse est d'instaurer un système coût/avantage pour que les indiens se rallient dans leur propre intérêt. La récompense est alors constituée par la possibilité de commercer et de recevoir d'éventuels soins médicaux. Commercer avec les indiens, ou leur offrir certains objets manufacturés, est un acte répété dans de nombreux rapports, qu'il soit assumé quand l'auteur en parle, ou critiqué quand il s'agit de révéler la stratégie de l'ennemi. Une partie de ce commerce peut se faire dans le dos de la hiérarchie, et pour un enrichissement personnel, comme le raconte David Samaniego d'un

⁴³ Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Iquitos, 30 novembre 1941, annexe 2, p. 15 ; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección. Le rapport cité est du 20 septembre 1941.

⁴⁴ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

officier dans la région du Cenepa : « Tout ce que lui envoyait le Quartier Général pour les soldats, il [l'officier] le négociait. Aux Awajun il le négociait contre des peaux, avec nous contre de l'or ».⁴⁵ Ce commerce est cependant la plupart du temps encouragé par les autorités péruviennes, à en croire surtout les Équatoriens. L'objet le plus recherché par les indiens est alors un fusil, et l'on a vu pendant la guerre des indiens particulièrement méritants l'obtenir en remerciement de leurs services exceptionnels.⁴⁶ Un autre avantage proposé aux indiens, moins souvent commenté mais présent des deux côtés, est la distribution de soins médicaux. Ils étaient apparemment réclamés par les indiens, comme dans le cas de la base équatorienne de Méndez, où « le service médical et la pharmacie se sont étendus aux colons qui prêtent service à la garnison et au jivaro qui réclame pour lui et sa famille des médicaments »⁴⁷. Ces soins pouvaient aussi être apportés directement aux malades dans les régions où s'installaient nouvellement l'armée. Nous disposons dans cette perspective d'un très bel exemple. En 1938, alors que les Péruviens cherchent à installer une garnison sur le Sinchi Yacu (Huasaga), territoire des Achuar d'après le rapport, ils y rencontrent une

« abondance d'indiens, mais très peu en contact avec des civilisés - qui le peuple, cependant que c'est seulement à travers les civilisés en contact avec eux qu'il est possible à la troupe d'entrer en contact avec eux. Ces autochtones ne désirent ni ne reconnaissent « ni Équatoriens ni Péruviens », ils ne veulent, disent-ils, rien avoir à faire avec « chrétiens, ni blancs », cependant avec une bonne politique il est possible d'attendre et d'obtenir d'eux des services efficaces, parfois irremplaçables comme on le verra plus loin.

Autour du 3 [octobre 1938], sont arrivés avec le fils de Fernando Davila et avec Rosa Cisneros deux ou trois sauvages à leur service, et ils déclarèrent que le 1^{er} nous avons été très près de l'embouchure du Sinchiyacu, et qu'en plus près de l'embouchure se trouvaient des sauvages avec qui ils tiennent commerce qui se trouvaient gravement malades et qui souhaitaient être examinés par le médecin s'il était à la garnison. Le major Vildoso fit alors que le BAP Portillo [marine militaire] remonte le fleuve avec à son bord le major d'Hygiène Dr. Victor Solano Castro qui pratiquait son inspection de la garnison de Cisneros, le Commandant de la Garnison lieutenant-colonel Lizardo García Paredes pour qu'il connaisse la région et Fernando Davila, Rosa Cisneros et les Sauvages qui les avaient accompagnés, en profitant de ce que le niveau de la rivière avait augmenté de 12 à 21 pieds.

Sans aucune difficulté cette fois fut atteint le lieu « Champs de l'indien Tiriata » où se trouvaient les malades.

Les sauvages ont d'abord été craintifs et se sont cachés mais en voyant nos accompagnateurs, Davila et Cisneros, ils ont réapparu un à un et le Dr. Solano a immédiatement pris en charge la femme d'un Achuar qui maîtrise le castillan, qui souffrait de rétention d'urine dans un état grave, qu'il a fallu transporter à la Garnison pour continuer à la traiter, une procédure similaire a été suivie avec deux autres malades.

⁴⁵ AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNLAULA David, *David Samaniego Shunaula: nueva crónica de los indios de Zamora y del Alto Marañón : historia oral*, Editorial Abya Yala, 1995, p. 200.

⁴⁶ Le fusil a des implications éminemment pratiques, pour la chasse et la guerre, mais il est aussi, chez les jivaros, l'élément constitutif de l'homme fort, *kakaram* (interprétation suggérée par Paul Codjia).

⁴⁷ « Informe sobre el Batallón oriental n°15 "Ecuador" presentado por el señor Mayor Marco A. Bustamante, Segundo Comandante », 28 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

Les conséquences immédiates de cette manière de faire ont été :

- Perte en grande partie de l'agressivité de ces sauvages pour nos troupes et comme corolaire une plus grande confiance démontrée trois jours plus tard avec la présence de la majorité des membres des familles des malades désormais guéris, à proximité de la garnison, offrant par ailleurs des oiseaux domestiques en paiement, ce qui n'a pas été accepté.

- Offre faite aux soldats d'apporter à la garnison : gibier, manioc, bananes, etc., pour les vendre ou les échanger contre des articles qui seront envoyés d'Iquitos ».⁴⁸

Cette version relatée et adaptée aux fantasmes de l'état-major, décrit ainsi un nouveau type de rapport idéalisé entre indiens et militaires. Ce ne sont plus la religion ou la patrie qui sont proposés aux indiens, mais les bienfaits de la science ; et c'est l'armée qui est pourvoyeuse de cette nouvelle modernité matérielle. Se rallier à un camp serait alors fondamentalement bon pour ceux qui le décident, dans l'esprit de l'état-major.

Pour les autres, il y a le bâton. Les mauvais traitements envers les indiens ne sont pas nouveaux dans la région. Ils ont même défrayé la chronique mondiale avec les « crimes du Putumayo ». Il s'agit ici de souligner la logique et les traits communs de ces mauvais traitements. En premier lieu, la coercition peut être uniquement symbolique, comme on peut le voir à travers l'injonction à la nationalité dans cet exemple :

« Vers la mi-octobre est arrivé au Capirona un canoë avec des troupes péruviennes qui attaquèrent le lieu où plusieurs indigènes exploitaient les gommés. Ils ont débarqué et le chef du Groupe militaire le sergent Juan Casique T. demanda aux indiens d'où ils étaient, ce à quoi les interrogés répondirent équatoriens. À ceci répliqua le Sergent que tous les indigènes qui vivent et travaillent sur le Corrientes sont de légitimes Péruviens et que, à partir de maintenant, aucun ne devrait dire qu'il était équatorien et que celui qui le ferait serait sévèrement puni ».⁴⁹

Il s'agit à ce niveau encore d'une simple menace, sur une population nationalement mal identifiée. Mais dans d'autres cas évidemment, il y a des violences physiques. Les châtiments relevés peuvent dans un cas rester individuels, ou appliqués à deux ou trois individus, désignés comme coupables d'un larcin. On connaît assez bien l'un d'entre eux, documenté par l'orpailleur équatorien Samaniego, assez digne de foi. Pendant la guerre, en juillet 1941, trois Awajun assassinent un soldat péruvien retraité installé dans la région, et volent son fusil, parce qu'il maltraitait les femmes indiennes. Maitun, Ariba et Sacarino sont capturés, leurs femmes sans doute violées, leurs biens emportés. Ils sont ramenés à la garnison où ils souffrent tortures et humiliations. « Le vieux ils l'ont attaché par les deux gros doigts de pied, pendu avec une corde sur la poutre d'un baraquement, et ils lui ont mis deux fusils avec les bras liés par

⁴⁸ General Antonio Silva Santisteban, commandant général de la V^e Division au ministre de la Guerre, Iquitos, 26 octobre 1938, ALMRE, LEK-7-17.

⁴⁹ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur à Lima, 16 janvier 1939, AHMRE, T.5.3.2.2.

derrière ». ⁵⁰ Ils arrivent néanmoins à s'évader la nuit, profitant de ce que les coups de feu contre eux soient interprétés en ces temps de guerre comme une attaque équatorienne. On remarque que dans cet épisode, la volonté de faire un exemple contre indicatif par des humiliations publiques est cependant au service de la répression d'un véritable crime – un assassinat – même s'il s'est déroulé dans le cadre de la légitime défense. Inversement, d'autres mauvais traitements peuvent être considérés comme collectifs, de nature préventive, ayant comme objectif de soumettre un groupe ou une famille dans son intégralité. Ce type de châtiments est difficile à confirmer car, en raison de sa nature reprochable, il est rarement documenté par ses auteurs. C'est au contraire le camp adverse qui rapporte les faits pour vilipender l'adversaire, en exagérant ou déformant les faits qu'il faut donc considérer avec prudence. Il faut dans ce domaine souligner que rien n'indique que les Équatoriens aient mieux traité les indiens. On a vu plus haut les plaintes du chancelier Tobar contre les colons et les autorités de Méndez accusés de vouloir en chasser les indiens. Les propres services secrets du pays semblent confirmer :

« Les jivaros racontent que ces Péruviens leur font beaucoup de cadeaux et leur explique que pour eux il serait bien mieux d'appartenir au Pérou, puisque c'est une nation puissante et riche qui peut leur donner beaucoup de facilités de vie et qui en aucun cas ne les maltraiterait comme le font les Équatoriens (*Hélas, il est très vrai que les autorités équatoriennes et nos mineurs ont commis de grands abus contre les jivaros, ce qui facilite beaucoup la propagande péruvienne*) ». ⁵¹

Du côté des Péruviens, il y a bien sûr l'exhortation citée plus haut du capitaine Llona qui souhaite exterminer tous les jivaros de la zone, mais on ne sait dans quelle mesure sa demande a été suivie, et la torture des trois indiens qui avaient commis un crime. Malgré cela, les relations tendues entre armée péruvienne et Jivaros depuis les années 1910 semblent plutôt avoir configuré une partie d'échec où les coups étaient échangés avec parcimonie dans un équilibre précaire. Il n'empêche que l'existence réelle ou supposée de mauvais traitements sur les indiens a été utilisée par les deux camps comme une arme diplomatique supplémentaire

B. Défendre et armer « nos » indiens

Les bons indiens sont nécessaires aux garnisons, mais ils font l'objet de pressions de la part de l'adversaire. Il s'ensuit qu'au cours des années 1930, la défense et protection de ces indiens devient un nouveau motif d'incident diplomatique entre garnisons et chanceliers. Les voies de

⁵⁰ AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNAULA David, *David Samaniego...*, op. cit., p. 210-211.

⁵¹ « Informe de la Dirección General del S.I.N., estrictamente confidencial », 6 novembre 1936, n°248, AHMRE, T.5.1.16. Souligné dans le texte.

protection peuvent aller assez loin, et nous allons voir que l'attitude des indiens est assez équivoque à cet égard.

Des plaintes aux objectifs variés

Les plaintes existent à ce titre des deux côtés. Le ministre de la Guerre péruvien informe ainsi le chancelier de son pays qu'en mars 1940,

« les indiens péruviens qui résident à Mangosisa [lieu] et leurs familles ont dû abandonner leurs champs et habitations situées près de la garnison de Nayumbimi, car ils sont persécutés par des soldats qui en viennent [...] Le 9 avril dernier a été torturé par des troupes équatoriennes appartenant au Bataillon « Patria » n°15 détachés à la garnison de Macuma ou Montalva, l'indien péruvien Calixto habitant de Huito-Yacu, lieu proche de la garnison péruvienne de Coronel Portillo ». ⁵²

Le ministre demande donc une protestation diplomatique énergique auprès de l'Équateur pour faire cesser « les abus à l'encontre des personnes et intérêts de nos co-nationaux [conacionales] ». La plainte pouvait aussi être plus locale, directement entre chefs de garnison, comme le prouve la correspondance suivante entre chefs de postes avancés du Corrientes :

« Je sais aussi que les indigènes équatoriens Balthazar Santi, Hilario Santi, Manuel Insaco et Antonio Vela ont été détenus sans raison qui le justifie ; comme ils se trouvent en territoire équatorien, ils ont pleinement le droit de rentrer chez eux, raison pour laquelle vous ordonnerez leur retour. Comme l'indigène équatorien Dario Guerra a indiqué que son champ du río Caucho-Yacu a été saisi [?] par le personnel sous vos ordres et dont la valeur a été évaluée à 12 soles, je vous demande de bien vouloir remettre cet argent audit indigène ». ⁵³

On voit que la demande est très précise, et exige une compensation financière, mais le commandant péruvien répond qu'il ne connaît aucun Dario Guerra, et que du côté péruvien, les indigènes sont libres, contrairement au côté équatorien. Étant donné le passif colonial des deux pays et leur traitement antérieur des indigènes, on peut légitimement s'interroger sur l'objectif de ces plaintes. S'agit-il de véritablement protéger des indiens ou d'accuser cyniquement l'adversaire ? Et dans ce cas, pourquoi ? À la chancellerie équatorienne, le secrétaire de la Junte consultative répond à cette dernière question en se faisant l'écho d'un médecin nord-américain qui a travaillé et visité l'Amazonie dans plusieurs pays. Ses propos rapportés sont les suivants :

« Les Péruviens traitent très mal la population indigène de l'*Oriente*, pendant plusieurs années le dr. Dicky a été médecin pour la Maison Israël et a pu confirmer de près la manière cruelle et inhumaine avec laquelle les Péruviens traitent les indiens. Le dr. Dicky considère cet aspect de grande importance, car cela pourrait impressionner fortement l'opinion publique des États-Unis ». ⁵⁴

⁵² Colonel T.A.Iglesias, ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, secret, Lima, 13 août 1940, ALMRE, LEK-6-13, Legajo 168, 2/5/9.

⁵³ Julio Tobar Donoso, ministre des Relations Extérieures, à Antonio Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, 1er novembre 1940, AHMRE, T.5.3.2.4.

⁵⁴ José R.Chiriboga, Secrétaire de la Junte consultative, « Memorandum en el cual constan las declaraciones

Provoquer le scandale pour rallier l'opinion publique américaine : cette stratégie est tout à fait cohérente avec les efforts de propagande internationale développés par les deux pays (Chapitre 1). En un sens, il y a sans doute une tentation de réitérer l'épisode des « crimes du Putumayo », lorsque le traitement des indiens pour l'extraction des gommes par la Maison Arana avait été mise sur la place publique mondiale et couvert d'opprobre les Péruviens. Il s'agit cependant plutôt d'une tentation qu'une menace réelle, car l'affaire en ces années 1930 ne dépasse jamais la protestation formelle entre deux chancelleries. Peut-être que les deux camps savaient trop bien qu'une enquête approfondie révélerait que les mauvais traitements étaient partagés entre eux. Du reste, l'enquête du Putumayo avait été favorisée par la Grande-Bretagne en raison de l'insertion de la production de gommes dans les marchés internationaux. Dans les années 1930, il n'y avait plus cet arbitre. Certaines des plaintes ne sont d'ailleurs même pas transmises à la partie adverse, mais discutées uniquement dans le cadre national, entre ministères. Le ministre de la Défense de l'Équateur transmet par exemple en 1938 au gouvernement et à la Junte consultative sa connaissance de ce qu'en 1935 « des Péruviens se rendaient hostiles aux hameaux jivaros de Yumbonaza, à Gualaquiza, qui commettaient toute sorte d'abus et même des cas de viol sur les femmes desdits jivaros ».⁵⁵ Il s'agit alors plutôt d'une autocongratulation, de la construction d'une légitimité à coloniser humainement les populations de l'*Oriente*. Seuls quelques cas isolés montrent de véritables mesures de protection. Le commandant péruvien de la garnison de Vargas Guerra commente ainsi le déplacement d'une famille à son ministre, en août 1939 :

« Je porte à la connaissance de la hiérarchie que le 31 du mois dernier, se sont présentés 5 indiens péruviens résidents sur le río Mangosisa, afin de manifester pour la troisième fois que la tribu composée de 10 familles, est victime des abus et vexations que commettent quotidiennement les troupes équatoriennes, parfois jusqu'à l'homicide comme il est arrivé dernièrement avec les Wampis Huambusura et Oconchama. Avec l'objectif de connaître la vérité sur cette affaire, ce commandement a commissionné l'indien Carlos, interprète de la garnison, pour observer et connaître la véritable situation de cette tribu. Au retour dudit indien, il rend compte qu'effectivement les soldats équatoriens descendent régulièrement à la maison du *Curaca* Tondoama et lui exigent qu'il fournisse poules, manioc, bananes, lui prenant également son gibier quand ils le trouvent, sans aucune rétribution, en argumentant que la terre est équatorienne et que ce qu'il produit est à eux ; tout ceci se produit au milieu d'insultes, invectives et injures. Qui plus est, pour tout travail ils sont recrutés et obligés à travailler sous la vigilance de soldats qui, bâton en main, ne permettent aucun repos. Et craignant que ces indiens puissent exercer quelque vengeance, ils ont apporté des indiens jivaros équatoriens qui ont la consigne d'éradiquer la tribu péruvienne.

hechas por el Doctor Dicky acerca de los ríos del Oriente, del Comercio y salubridad de la región oriental », 14 juillet 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁵⁵ « Informe Reservado presentado por el Ministro de Defensa Nacional, Coronel Guillermo Freile, al Gobierno y Junta Consultativa, haciendo historia de las incursiones peruanas en el Oriente Ecuatoriano desde el año 1935 », 3 mars 1938. AHMRE, T.5.3.1.4.

Ce bureau, *considérant comme une obligation de la garnison non seulement de défendre l'intégrité territoriale mais aussi de faire respecter tout ce qui signifie péruvien*, et accomplissant les ordres de la hiérarchie, a fait que la tribu descende aux alentours du poste du Cuisime avec l'objectif de les défendre de tout abus des Équatoriens ». ⁵⁶

Dans cet exemple, une mesure concrète a été prise pour la protection des indiens et ce n'est plus un simple discours rhétorique d'accusation contre l'ennemi. On remarque par ailleurs que les Équatoriens seraient aidés dans leur tâche de répression par des Jivaros, sans doute des Shuars, extérieurs à la région, ce qui nous pousse à interroger les liens entre le conflit étatique et la « guerre tribale ».

Guerre internationale et guerre tribale

Cette dernière tactique introduit une manière plus radicale de protéger les indiens tout en assurant l'inviolabilité du territoire national : les utiliser comme preuve et instrument de souveraineté, et éventuellement les armer. Dans cette perspective, une première possibilité est de faire d'un chef indien un représentant local du gouvernement. C'est ce que l'on trouve dans un article de presse équatorien de 1937, dont la source peut éventuellement faire douter de la véracité de l'information, sur le Santiago

« Le chef du Détachement du Yaupi, position extrême de l'Équateur dans ce territoire dont le contrôle devrait revenir au Pérou, a octroyé, sous les auspices du ministère de la Défense Nationale de cette République, un étrange titre de Capitainerie des Jivaros d'Onan, au jivaro Pujupata, l'autorisant à exercer une juridiction irrégulière ». ⁵⁷

Il s'agit alors pour la puissance colonisatrice de s'appuyer sur le rapport de force local, une tactique qui a été souvent utilisée dans les grands Empires coloniaux européens. Une autre possibilité est d'utiliser des indiens comme des colons agricoles, éventuellement armés, de même qu'on souhaite le faire avec les colons d'origine européenne. Ainsi cette note de 1935 :

« Monsieur le colonel commandant de la V^e Division, porte à la connaissance de ce Bureau que des indiens Muratos [Kandoschi] détachés depuis la population équatorienne de Macas et armés de fusils et de carabines, ont pris possession sur le río Mangosisa à une vingtaine de kilomètres de son origine, c'est-à-dire de la confluence du Cangame avec le Mangocisa. Pour le moment ces indiens s'occupent de former de grands champs et, d'après des rapports du chef de la garnison de Barranca, ils obéissent à des individus qui à leur tour se situent sur le Mangocisa, à une distance intermédiaire entre le chemin qui part de cette rivière à Macas et sa confluence avec le Caigame. Je suspecte que ces indiens constituent des postes avancés destinés à préparer les éléments nécessaires pour le séjour de garnisons militaires équatoriennes qui y seraient opportunément détachées ». ⁵⁸

⁵⁶ Felipe De la Barra, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, Secret, Lima, 1er septembre 1939, ALMRE, LEK-7-17. Souligné par nous.

⁵⁷ Gonzalo Zaldumbide, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au général Cesar A. De la Fuente, ministre des Relations Extérieures, 8 juin 1937, ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

⁵⁸ Carlos Concha, ministre des Relations Extérieures, au ministre de la Guerre, Lima, 27 août 1935. ALMRE, LEK-6-13, legajo 168, 2/5/9.

On retrouve la suspicion devant toute nouvelle installation d'indiens, qui n'avaient peut-être ni carabines, ni ne répondaient à des ordres extérieurs. Mais le fait même de le supposer montre que l'idée n'était pas perçue comme infaisable. Le stade supérieur, enfin, est de faire tuer les indiens de l'adversaire par d'autres indiens. À ce titre, on dispose d'une correspondance diplomatique concernant le groupe d'indiens du Mangosisa (Morona) évoqués plus haut pour leur déplacement défensif. Le commandant de la garnison péruvienne de Vargas Guerra informe ainsi sa hiérarchie :

« S'est présenté à ce Commandement une commission d'indiens péruviens résidents sur le río Mangosisas pour exposer que le 2 de ce mois se sont présentés à leurs habitations quatre jivaros équatoriens appelés : Mangasha, Pate, Shariano et Shiriapa, armés de fusils Malincher et ont déchargé leurs armes sur les indiens péruviens entraînant la mort de l'un et deux autres blessés.

Ils disent aussi que ces fusils ont été fournis par la garnison équatorienne de Yaupi, avec l'objectif d'éliminer au moins le *curaca* Tondoama. Comme preuve de cette affirmation ils ont apporté cinq douilles qui correspondent à cette arme, manifestant qu'elles ont été laissées par les assaillants dans leur fuite.

Ce commandement juge quelques aspects exagérés mais considère qu'il y a un lien avec la teneur du courrier équatorien volé par des indiens qui a été remis à la hiérarchie avec mon rapport secret du 31 août dernier. Par ailleurs, prenant en compte les plaintes fréquentes et les données sur les assassinats d'indiens péruviens sans qu'il n'y ait ce que nous appelons une déclaration de guerre, on en déduit que la persécution des tribus péruviennes est efficace, en raison de ce que les [tribus] équatoriennes inculquent la peur aux péruviennes pour qu'elles ne viennent pas transporter des charges à la garnison de frontière, ce qui rend difficile la vie de ses troupes. Je joins les douilles ». ⁵⁹

La chancellerie péruvienne transmet alors une plainte auprès du ministre équatorien à Lima, affirmant que « les tribus péruviennes sises sur le río Mangosisa ont été victimes de plusieurs mauvais traitements et assassinats réalisés par des forces régulières équatoriennes et par des indiens jivaros armés de fusils « Malincher », en usage dans l'armée de ce pays », et y voit par conséquent un « plan organisé d'agression par des groupes incontrôlés ». Elle prévient alors que les autorités péruviennes pourraient « adopter les mesures destinées à protéger ces tribus péruviennes sans défense ». ⁶⁰ Ce n'est que neuf mois plus tard que le représentant équatorien, qui a entretemps été remplacé, répond :

« En dépit du fait qu'il nous paraissait impossible et opposé à toute tradition et règles de morale, honneur et discipline de nos forces armées, qu'elles aient pu intervenir dans des assassinats, mon Gouvernement, avant de donner une réponse à cette partie de la note n°6-12/26, et prenant en compte le caractère des informations auxquelles fait référence Votre Excellence, a réalisé une recherche minutieuse ».

⁵⁹ Valencia, capitaine commandant de la garnison de Vargas Guerra, au général Antonio Santisteban, commandant général de la Vème Division, 25 novembre 1939. ALMRE, LEK-7-17.

⁶⁰ Ministère des Relations Extérieures du Pérou à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, Lima, 19 décembre 1939, ALMRE, LEK-6-12, 2/5/10, legajo 168.

Il nie alors tout en bloc, et refuse de confirmer que des armes aient été distribuées, « ni aux indiens des groupes jivaros, ni à aucun groupe d'aucune sorte », quoiqu'il n'écarte pas la possibilité que ces fusils se soient égarés avant d'être utilisés par les indiens.⁶¹ Dans ces échanges s'étalant sur près d'un an, entre le premier rapport indiquant les attaques contre Tondoama et la réponse équatorienne d'août, les intentions des militaires ne sont donc pas clairement prouvées, mais certains traits ressortent. Il paraît d'abord grave pour les deux pays que quelques carabines aient échoué entre les mains d'indiens. Plus qu'un véritable sentiment humaniste de défense des indiens tués, le litige diplomatique s'appuie donc sur la crainte de voir ces armes retournées contre les armées colonisatrices, comme il avait pu arriver par le passé. D'ailleurs la protection des indiens est officiellement utilisée comme prétexte à de futures mesures de rétorsion, qui pourraient être une avancée militaire. D'autre part, il semble à peu près certain que des indiens ont bien été attaqués par d'autres indiens avec des armes à feu. On peut alors s'interroger sur la motivation des indiens. Qu'y gagnent ces jivaros et qui se sert de qui dans cette histoire ? Il faut alors souligner le fait que dans l'ensemble jivaro existe une sorte de guerre interne perpétuelle, une vendetta ritualisée entre familles et groupes ethniques, décrite par les anthropologues.⁶² Les contemporains en avaient pour certains bien conscience. Il en allait ainsi de l'Administrateur apostolique du Zamora qui décrivait en 1935

« l'irréconciliable et traditionnelle inimitié des jivaros du Pongo avec ceux du Zamora. Depuis les époques antérieures se sont déroulées entre eux beaucoup de rencontres sanguinaires, et quand je venais à peine d'être possessionné de ma nouvelle charge, il y eut une autre lutte formidable, et comme conséquence et souvenir d'elle, le chef jivaro de la tribu de Zamora conserve la femme qu'il a soustrait, en qualité de butin de guerre, elle s'appelle « Asutangui » et c'est la plus aimée de ses concubines ; il y a peu est morte une autre de ses femmes, originaire aussi du Pongo, appelée « Tacsema », arrachée de là-bas par la force. [...] En d'autres temps vivait au bord de cette rivière [Nangaritz] une tribu nombreuse de jivaros, mais comme ils étaient amis de ceux du Pongo, ils ont été délogés de ce lieu par les jivaros du Zamora, afin d'éviter le danger constant qui les menaçait ».⁶³

Tous les colons et militaires n'avaient peut-être pas une connaissance aussi claire des guerres tribales au sein de l'ensemble jivaro. C'est d'ailleurs la seule mention explicite que nous connaissions. On peut alors légitimement penser que plus qu'une utilisation téléologique des indiens par les militaires, c'étaient les militaires qui étaient instrumentalisés par les indiens. Ces derniers pouvaient poursuivre un but personnel contre certains individus ou groupes, tout

⁶¹ Antonio Quevedo, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou, à Alfredo Solf y Muro, ministre des Relations Extérieures et président du Conseil des ministres, Lima, 22 août 1940. ALMRE, LEK-6-12, 2/5/10, legajo 168.

⁶² DESCOLA Philippe, « Les Affinités sélectives. Alliance, guerre et prédation dans l'ensemble jivaro », *L'Homme*, 1993, vol. 33, n° 126, p. 171-190 ; TAYLOR Anne-Christine, « L'oubli des morts et la mémoire des meurtres », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, septembre 1997, n° 29, p. 83-96.

⁶³ « Informe del ex administrador apostólico de Zamora, Fr. Antonio María Isasi O.P.M. », 22 mars 1935. AHMRE, T.5.1.20.

en plaidant auprès de la garnison locale de l'intérêt de leur lutte contre des indiens « étrangers », justifiant d'éventuelles mesures de protection ou de punition. Dans le sens de cette hypothèse, on notera d'ailleurs que la vengeance personnelle pouvait être un motif d'acculturation et de rapprochement avec les troupes d'une nation. On l'a déjà vu dans le cas du *tambero* équatorien dont le frère avait été assassiné par les Péruviens, même s'il concernait une vengeance contre les « blancs ».

Un autre cas souligne en revanche l'influence de conflits strictement indiens comme déclencheur de l'acculturation militaire. L'histoire de Francesco a été synthétisée par Bertrand Flornoy. Francesco, né d'un père Achuar et d'une mère Cocama, grandit sur le Huasaga. Son père est assassiné par deux indiens du Nord (peut-être des Shuar, ou d'autres Achuar), et la vengeance désormais guide sa vie. Il descend le fleuve et vit un temps avec les Muratos, puis s'occidentalise au contact d'un commerçant, un patron qui lui donne son nom chrétien, des vêtements, et lui enseigne l'espagnol. Il entre plus tard au service de l'expédition française de 1936 qu'il rencontre sur le Pastaza, en échange d'étoffes et d'un fusil.⁶⁴ Le cas de Francesco montre ainsi que des indiens ont pu se servir de la pression colonisatrice et militaire sur la région pour leurs propres intérêts.

De toute évidence, armer les groupes d'indiens n'a pas été une politique systématique, car elle aurait amené à ouvrir une boîte de Pandore pour les deux camps, qui craignaient que les indiens ne retournent ces armes contre eux. Les cas de mauvais traitements sur des indiens, qu'ils soient le fait de la troupe ou d'individus gravitant autour, ont en revanche servi une rhétorique accusatrice et un motif récurrent, chaque camp se présentant comme protecteur des indiens. Ces derniers sont désormais présentés non plus comme des sauvages, mais comme des compatriotes, exagérant sans aucun doute le sentiment national de ces populations. Dans certains cas, cette logique de nationalisation nominale a même pu se conclure par un déplacement de population, reconfigurant les territoires ethniques en fonction de l'impératif frontalier.

Militariser les indiens

Enfin, le moyen le plus radical de l'acculturation des indigènes, de leur nationalisation, est leur intégration directe dans le rang des armées en présence. Jusqu'ici, les indiens présentés comme collaborateurs des militaires gardaient leur autonomie. Ils étaient des agriculteurs, ou

⁶⁴ FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone : trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939, p. 186-190. Ce Francisco est peut-être le même qui aide les Péruviens pendant la guerre et qui reçoit, conjointement avec son compagnon Marcelino, un fusil.

des troupes auxiliaires, éventuellement des franc tireurs, auxquels on recourt ponctuellement pour une mission particulièrement délicate. Pourquoi alors ne pas enrôler ces indiens si précieux directement sous les drapeaux ? Du côté équatorien, c'est une idée qui fait alors son chemin. Le capitaine Mejía qui connaît bien le terrain, en détaille les raisons en 1937 :

« Étant donnée la dureté du climat [...], il est nécessaire de former [les garnisons] avec des natifs, réalisant un recrutement régional. Ils sont les seuls qui en tout temps et en toute circonstance conservent leur force physique et morale incassables. Ils dominent la selva et les rivières ; courageux, magnifiques tireurs et de grande utilité. Les maccabéens [habitants de la colonie équatorienne de Macas sur le rio Upano] avec leur grande influence participeraient effectivement à la militarisation des indiens et à brève échéance se constituera un ensemble formidable de défenseurs de la Patrie. Les détachements actuels, sauf quelques honorables exceptions, ne répondent pas à leur objectif. Ils vivent inadaptés au milieu, déprimés, nostalgiques, sans courage pour se vaincre soi-même, pire quand il s'agit de lutter virilement contre les cruautés de la selva ».⁶⁵

Cette supposée inadaptation au milieu tropical des troupes de l'intérieur du pays est souvent soulignée. Les troupes équatoriennes dans la région sont en majorité *serranas*, venues des hauteurs montagneuses. Leur constitution supposée exogène au milieu motive parfois des projets d'implantation d'hommes d'ascendance africaine, originaires du Nord du pays. Cette préoccupation semble partagée par la hiérarchie, qui souligne d'ailleurs le contraste avec ce que font les Péruviens avec les indiens. Les services secrets à Quito se fendent eux-mêmes d'un rapport intitulé « Urgence d'un plan d'Équatorianisation des groupes de Jivaros de notre *Oriente* ». ⁶⁶ Le ministère de la Guerre prend quant à lui en 1938 la décision de recruter des indiens amazoniens dans ses rangs, comme l'explique le ministre à l'Assemblée Nationale, leur exposant les mesures nécessaires pour « maintenir notre *Oriente* » :

« Dans la région orientale, le ministère a voulu, également, depuis le second semestre de cette année, mettre en marche ce service important, pour lequel on a créé, pour le moment, quarante postes dans chaque Unité qui garnit les Provinces orientales, certains que, de cette manière, nous arriverons à attirer nos jivaros de l'*Oriente* à l'acculturation et à la reconnaissance de leurs devoirs comme citoyens équatoriens. C'est de cette manière pertinente que nous réussirons à obtenir un corps de troupe adapté pour la région et avec les connaissances spéciales requises pour les interventions militaires dans les Provinces orientales ».⁶⁷

⁶⁵ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, T.5.3.1.3.

⁶⁶ Informe de la Dirección General del S.I.N., n°270, 1936, « Urgencia de un plan de Ecuatorianización de las Jibaráas nuestro Oriente », AHMRE, T.5.1.16. Le rapport reprend des éléments développés autre part et ne fait pas preuve d'une grande originalité.

⁶⁷ « Informe Reservado del Ministerio de Defensa Nacional General Guillermo Freile a la Asamblea Nacional, dando cuenta de los efectivos militares ecuatorianos, de la nueva organización del Ejército, del material para la defensa territorial y de lo que se debe hacer para mantener el Oriente Ecuatoriano », septembre 1938, AHMRE, T.5.3.1.4

La hiérarchie semblait donc avoir pris la mesure de l'enjeu et souhaitait intégrer directement les indiens. Pourtant, sur les décombres de la guerre en 1942, le major Muñoz, commandant dans un bataillon d'Amazonie, n'est pas aussi catégorique :

« Le système du Service Militaire établi au Pérou, permet d'enrôler des éléments de la région, ceux-ci servent mieux que n'importe qui qui ne connaît pas la selva ; ce n'est que récemment, dans cette région [du côté équatorien], que l'on engage des éléments natifs (ils ne sont pas plus de six) ». ⁶⁸

L'Équateur n'avait donc pas réussi à combler son retard dans ce domaine, et n'avait intégré que très peu d'indiens. Le contraste est alors très clair avec les Péruviens. Le capitaine Mejía, qui a inspecté une garnison péruvienne de près, remarque dès 1937 que :

« Les soldats qui constituent le contingent de conscrits compris entre 20 et 26 ans, sont Loretanos (*natifs du lieu*). Ils appartiennent au 25^{ème} Régiment d'infanterie. Le commandement péruvien, comme on le voit, perspicace et avec des pratiques matures pour obtenir le meilleur rendement, a ordonné *précisément le recrutement régional*, quand bien même ils ne disposent pas d'hommes comme les nôtres. Ce ne sont que de sales pleutres du Loreto [*longos Loretanos enclenques*]. Leur seule qualité : être originaires et connaisseurs du lieu ». ⁶⁹

On voit que le capitaine équatorien va au bout de la différenciation nationale, en considérant les indiens du côté de l'Équateur, supérieurs aux indiens du côté péruvien. Le constat d'un recrutement différent est cependant partagé par les Péruviens. Antonio Silva Santisteban, longtemps à la tête de l'armée péruvienne dans le secteur du *Nororiente*, et à ce titre l'un des artisans du recrutement de natifs dans ses rangs, expose sa vision de l'armée adverse et de ses faiblesses dans la *selva* :

« Au sujet de sa capacité combative nous présumons qu'elle n'avait pas la consistance requise parce que son éducation civique et son instruction militaire était très déficientes, parce qu'il lui manquait les moyens matériels adaptés ; *parce que son personnel, dans sa grande majorité n'était pas naturelle de la région* ; parce que ses cadres se préoccupaient plus de travail de que de la préparation de la guerre ». ⁷⁰

Au niveau local aussi, le commandant péruvien de Tarqui confirme que « notre élément homme de la région est un excellent soldat pour la vie de campagne dans la *selva* ; par son stoïcisme et sa ténacité devant l'immensité et la rigueur tropicale ». ⁷¹ Bien sûr, l'expression « homme de la région », ou « natif », dans les exemples précédents, peut faire tout autant référence à des indiens qu'à des métis et colons installés de longue date dans la région, qui

⁶⁸ Major F.C. Muñoz Zamora, commandant du 2^{ème} bureau de commandement du Bataillon oriental n°17 « Patria » au général Juan Fco. Orellana, Montalvo, 3 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

⁶⁹ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, T.5.3.1.3. Souligné dans le texte. Le terme de *Longo* pourrait être également traduit par « sale indien », mais plutôt dans un contexte andin.

⁷⁰ Souligné par nous. Général Antonio S. Santisteban, commandant général de la V^{ème} Division, « Informe sobre la actuación de la Va. División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941, p. 15, CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección.

⁷¹ *Ibid.*, Annexe 2, p. 9.

connaîtraient également ses subtilités, et l'on n'est jamais tout à fait sûr que les Péruviens parlent d'indiens, d'autant que l'on n'a pas retrouvé de programme officiel ou officieux en ce sens. Nous disposons toutefois d'indices. Le témoignage indirect recueilli par l'explorateur Flornoy indique dans cet ordre d'idées que « Francesco connut les Indiens de l'Ucayali revêtus de l'uniforme péruvien qui s'exerçaient au maniement des carabines et des fusils mitrailleuses ». ⁷² Un autre indice solide est aussi le nom des combattants de la guerre qui apparaissent sporadiquement dans les rapports, au cours d'une action particulière ou parce qu'ils sont blessés. Il en va ainsi de Santiago Tapullima Pashanasi, Juan Panaifo Pacaya, Felisberto Tuanama Mainas, qui semblent des noms Quichua du Pastaza. Parfois leur nom apparaît précédé de la mention *soldado*, et l'on sait alors qu'ils sont intégrés dans les rangs, comme le « soldat José Ochavano Ipushima ». Parfois encore leurs caractéristiques permettent de les classer comme indien, comme le soldat Eusebio Ríos Arana, désigné comme *mitayero* (chasseur) et *fisga* (pêcheur au harpon), qui sert de guide à la troupe. ⁷³ Ces noms d'ailleurs sont toujours associés à des soldats du rang, et non à des officiers, ce qui pourrait correspondre à la pratique d'engager des indiens au bas de l'échelle. Il est par ailleurs probable que beaucoup d'autres hommes qui se considèrent en partie comme indien échappent à la classification en raison de leur nom chrétien. Dans ces mêmes rapports de guerre en effet, lorsqu'une personne est désignée comme « *indio* », c'est toujours un auxiliaire, et non un soldat, ce qui peut aussi résulter de la perception du commandement : les indiens qui sont dans les rangs, malgré leur héritage indien, sont les plus acculturés, et ne sont peut-être plus tout à fait considérés comme des « *indios* ». Dans cette perspective, ceux qui à qui on accole l'appellation d'indien sont ceux qui, même s'ils aident la troupe, en restent indépendants.

En tout état de cause, il faut donc conclure que le Pérou a mené le plus loin les efforts d'intégration d'indiens dans ses rangs, sans que l'on puisse donner de chiffre précis. On peut en revanche questionner le frein de l'Équateur. Outre le manque de moyens, il s'agit peut-être d'un obstacle raciste. En effet, alors que l'armée péruvienne avait au moins depuis les années 1920 intégré massivement des indiens de la montagne dans ses rangs, percevant même ces hommes robustes comme des soldats « idéaux », ⁷⁴ les militaires équatoriens considéraient toujours les populations andines comme un poids. Ainsi le ministre Freile indique que si 10%

⁷² FLORNOY, *op. cit.*, p. 188.

⁷³ Ces divers exemples sont tirés de Général Antonio S. Santisteban, « Informe sobre la actuación... », doc. cit.

⁷⁴ CAMACHO ARANGO Carlos, *El conflicto de Leticia (1932-1933) y los ejércitos de Perú y Colombia*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia/Centro de Estudios en Historie (CEHIS), 2016, p. 272-273

des inscrits pour le service militaire obligatoire de l'armée équatorienne en 1938 étaient des indiens de la Cordillère, il était difficile de les former et de les alphabétiser.⁷⁵ Leonardo Chiriboga considère quant à lui que, si l'armée pourrait en partie « régénérer » la « race » des indiens, en cas de guerre, ce seraient la « race blanche » et la « race métis » qui devraient seules défendre la patrie.⁷⁶ Le colonel Villacís estime enfin que la guerre du Chaco a été perdue par les Boliviens en raison de sa composante indienne, composante qui serait également une faille dans la défense du voisin péruvien.⁷⁷ Il existait chez les officiers équatoriens dans ces années un sentiment partagé à l'encontre des indiens andins, considérés au mieux comme inutiles, au pire comme dangereux pour la défense de la patrie. Nous pensons donc que l'armée équatorienne peinant à intégrer les indiens de la *sierra*, aurait *a fortiori* été réticente à intégrer les indiens de la *selva*, expliquant le décalage entre les deux pays.

Malgré cette divergence entre Péruviens et Équatoriens, l'enrôlement des indiens a donc été au moins pensée dans les deux pays, et en partie réalisé. Cet objectif met une fois de plus en évidence que l'institution martiale se présente comme étant le meilleur instrument pour « civiliser » des territoires et de habitants « barbares ». On peut néanmoins se questionner sur l'effectivité de ce travail. Les indiens qui ont le plus collaboré avec les armées, à un titre ou à un autre, l'ont-ils fait parce qu'ils étaient préalablement acculturés, ou bien se sont-ils acculturés au contact des garnisons ? L'armée a-t-elle été à l'origine du processus ou a-t-elle uniquement recueilli les fruits que d'autres avaient semé ? Voilà peut-être une question insoluble. On peut en revanche comparer la réussite des armées dans leurs rapports avec les indiens pendant la guerre.

⁷⁵ « Informe Reservado del Ministerio de Defensa Nacional General Guillermo Freile a la Asamblea Nacional, dando cuenta de los efectivos militares ecuatorianos, de la nueva organización del Ejército, del material para la defensa territorial y de lo que se debe hacer para mantener el Oriente Ecuatoriano », septembre 1938, AHMRE, T.5.3.1.4.

⁷⁶ CHIRIBOGA Leonardo, « Problema del Indio examinado desde el punto de vista de la Organización Militar » dans TRUJILLO Jorge (compilateur), *Indianistas, indianófilos, indigenistas*, ILDIS Abya Yala, Quito, 1993, p. 583-638. Essai publié originellement par Imp. Ministerio de Previsión social, Quito, 1939.

⁷⁷ Colonel R.A.Villacís, « El Poder militar del Perú, conferencia leída por su autor en el Círculo Militar, el 23 de Mayo de 1939 », « extrêmement secret », AHMRE, T.5.3.1.1 .

IV- Des politiques couronnées de succès ?

A. Satisfaction péruvienne, amertume équatorienne

À titre de bilan, demandons-nous lequel des deux pays a le mieux réussi dans son entreprise de « résolution » de la « question indienne ». Il est intéressant de noter que les Équatoriens d'après plusieurs sources, pensaient avoir un avantage de départ.

« Il existe par chance une profonde haine envers les habitants [colons] de la part de nos indiens. Ceux-ci comprennent qu'ils sont délestés de leurs terres et de leurs rivières par les conquistadores, et pensent toujours qu'il sera mieux de procéder comme il y a peu contre les Détachements péruviens, tuant les hommes et emportant les femmes. Dans la plus petite manifestation de nos indiens se perçoit la vengeance et le désir de revanche ».⁷⁸

Ce constat était partagé par les services secrets équatoriens, qui cependant tiraient la sonnette d'alarme sur ce point :

« L'indien par tradition ancienne, plutôt que par un concept bien défini de nationalité, se considère équatorien. Conserver ce lien, son amitié, son alliance, est politiquement, militairement, et internationalement, un impératif national ».⁷⁹

Il faudrait donc veiller pour ces bureaucrates à ne pas permettre aux Péruviens d'effacer « le fragile lien qui unit encore le jivaro à la nationalité ».⁸⁰ Peut-être que ces deux commentateurs, un militaire de terrain et un bureaucrate de la capitale, se référaient surtout aux Shuars et Achuars du territoire contrôlé par les Équatoriens ou les indiens évangélisés de longue date. Le capitaine péruvien Llona semble confirmer d'ailleurs que les Équatoriens « vivent en harmonie avec [les indiens] et leur fournissent le peu qu'ils nécessitent ».⁸¹ Quoiqu'il en soit, il semble que cet attachement ancien n'a pas pesé bien lourd dans la balance. Dès avant la guerre, les indiens du Napo se réfugient chez les Péruviens :

« La vraie cause de la ruine de l'agriculture et de l'élevage, et de l'exode de l'indien au territoire occupé par les Péruviens est ce travail [l'approvisionnement des garnisons], exigé par la force et mal payé ; qui, en plus d'être difficile sur les rivières, lui est douloureux sur les chemins, où il doit porter des charges à dos d'homme et avec de la boue jusqu'à la ceinture [...] En cinq ans ont disparu de la berge quatorze *haciendas*, grandes et petites. Ont émigré au territoire occupé par les Péruviens environ quatre-cent familles indigènes et quelques quatre ou cinq de blancs ».⁸²

⁷⁸ « Informe que el Señor Capitán Manuel Mejía E. Presenta al ministerio de Defensa Nacional, como resultado de la comisión realizada a la frontera oriental », 18 février 1937, AHMRE, T.5.3.1.3.

⁷⁹ « Informe de la Dirección General del S.I.N », n°270, 1936, « Urgencia de un plan de Ecuatorianización de las Jibarias nuestro Oriente », AHMRE, T.5.1.16.

⁸⁰ *Ibidem*.

⁸¹ Colonel Ricardo E. Llona, président de la commission technique colombienne, « Estudio sobre el Morona », Quito, 10 octobre 1934, ALMRE, LEK-6-14, Legajo 168.

⁸² « Copia del informe que presentó el Comandante A.Witt al IV Departamento "Oriente" el 12 de enero de 1940, y ampliado a pedido del señor Ministro de Defensa, en febrero 7 del mismo año », AHMRE, T.5.3.1.1.

L'auteur estime que les travaux constants exigés par la garnison équatorienne de Rocafuerte ont, en plus de faire fuir colons et indiens, fait s'éloigner les autres familles pour que leurs indiens ne fuient pas ou ne soient pas au service de la garnison tout le temps. Avant même la guerre et dans le secteur du Napo, les Péruviens avaient donc l'avantage.

B. Les indiens dans la guerre

Et puis, bien sûr, il y a la guerre. Les témoignages sont alors assez concordants pour montrer que les Péruviens, beaucoup plus que les Équatoriens, ont été soutenus par les indiens. Le major équatorien Muñoz, estime ainsi en janvier 1942 qu'

« Étant donné que le Pérou a pris possession de notre *Oriente* depuis une longue période, il a réussi à se concilier la majorité des jivaros, ceux-ci recevant d'eux tous le matériel nécessaire (carabines, cartouches, fusils, couteaux, tissus, venin, etc., etc.), réussissant de cette manière à les attirer pour les utiliser dans le service d'espionnage ; nous, nous n'avons rien fait dans ce domaine ».⁸³

S'il n'était pas exact que l'Équateur n'avait rien fait, l'amertume du major témoigne du déséquilibre indien au cours de la guerre. En face d'ailleurs, le général Santisteban pouvait se féliciter que « si les troupes ennemies avaient été de la *selva*, les victoires obtenues nous auraient coûté beaucoup plus cher en hommes et en matériel », indiquant en creux que ses hommes à lui comportaient bien des natifs de la forêt.⁸⁴ Ces discours, triomphateur d'un côté et victime de l'autre, cachent en réalité des faits plus contrastés. Le suivi de quatre trajectoires d'indiens pendant le conflit nous permet de le souligner.

Le premier récit conforte la conclusion positive du général péruvien. Sur le Pastaza, les « indien[s] Francisco González et Marcelino Sánchez – connaisseurs de la région » sont envoyés pour reconnaître les lignes ennemies.⁸⁵ Les indiens portent donc des noms chrétiens, ils servent d'auxiliaires assignés à des tâches de guide et de reconnaissance. Dans d'autres cas, les éclaireurs envoyés pour ce type de travail, incorporés directement sous les drapeaux péruviens, portent quant à eux des noms indiens. Francisco et Marcelino ne semblent pas incorporés, mais ils avaient peut-être déjà travaillé avec l'armée. D'ailleurs, le Francisco en question pourrait bien être le Francesco rencontré par Flornoy cinq ans plus tôt. Lors de leur première mission, les deux indiens sont accompagnés de deux soldats qui sont quant à eux grimés en indiens. Pour leur deuxième reconnaissance, ils sont cette fois envoyés seuls. Ils ont

⁸³ Major F.C.Muñoz Zamora, commandant du 2ème bureau de commandement du Bataillon oriental n°17 « Patria » au général Juan Fco. Orellana, Montalvo, 3 janvier 1942, ESMIL, Legajo f.

⁸⁴ Général Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación... », doc. cit., p. 45.

⁸⁵ Rapport de l'officier de liaison de l'état-major de la Division, lieutenant-colonel José M.Chavez Alcantara, au général Silva Santisteban. Tunigrama, 18 septembre 1941. Général Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación... », doc.cit., Annexe 2.

donc gagné la confiance de l'officier. Ce dernier d'ailleurs, le lieutenant-colonel José Chavez, officier de liaison de l'état-major de la Division, ne tarit pas d'éloges sur Francisco et Marcelino « qui ont prêté des services inestimables ». Ils ont en échange demandé « une carabine et son matériel ». Encore une fois, au-delà de l'avantage matériel, la possession de cette arme à feu pouvait constituer un moyen de consolider leur statut social. Leur travail est suffisamment reconnu pour que l'officier souhaite accéder à leur demande, ce qui est un geste exceptionnel dans la mesure où les armées craignaient toujours que ces armes se retournent contre eux. Ce cas s'inscrit donc pleinement dans la continuité des attitudes des années 1930. C'est le cas idéal pour les Péruviens, mais il n'est pas systématique.

La situation est bien différente dans la situation de Pujupata. Sa trajectoire est l'objet d'une partie importante du rapport du capitaine de Vargas Guerra :

Accomplissant les ordres donnés par cette hiérarchie par code radio n°1963, le 6 de ce mois a été envoyé une mission à la garnison Nayumbimi (rio Mangosisa) afin de confirmer le retrait de ce lieu par les troupes équatoriennes, revenant le 8 confirmant que c'était vrai non seulement de cette garnison mais encore de la garnison de Miazal, retrait qui était dû aux fausses rumeurs que les propres indiens au service de ces garnisons avaient fait courir « que les Péruviens étaient très proches et en grande quantité pour les attaquer » et comme la nouvelle fut propagée à la tombée de la nuit d'un jour X, ils ont fui précipitamment, laissant la majorité de leurs biens abandonnés et sous la garde des propres indiens, qui en profitèrent pour les faire leurs.

Ceux de Nayumbimi avaient emporté avec eux en qualité de prisonnier un de ces indiens, appelé Pujupata, car ils l'avaient surpris avec des peaux de pécaris et en avaient déduit qu'il maintenait une communication avec nous ; mais après un jour de marche au nord de Miazal, en profitant de l'obscurité de la nuit, il s'était échappé et était revenu à Nayumbimi ; pour donner le change et faire croire à notre arrivée, il avait brûlé toutes les maisons, de même que leurs biens, et cachant d'autres qui étaient de valeur pour eux ; quand au troisième jour sont arrivés des indiens équatoriens pour récupérer leurs biens, il leur a raconté en feignant la peur que les maisons avaient été brûlées par les troupes péruviennes et qu'ils étaient partis peu avant ; sa déclaration dit que les indiens repartirent immédiatement, sans rien emporter et sans être revenu depuis.

Par l'intermédiaire de l'indien Pujupata, nous avons su que Miazal était également vide et grâce aux indiens de Macas, qui l'ont raconté à Pujupata, l'on sait que les Équatoriens concentraient une grande quantité de troupes sur la rive droite d'un affluent du Mangosisa appelé Tumbaimi et à l'intersection des chemins qui vont de Yaupi et Mangosisa à Macas, afin d'attaquer Vargas Guerra et tuer tous nos indiens ; intention qui fut exprimée également par les soldats lorsqu'ils étaient encore à Nayumbimi.

L'indien Pujupata a exprimé au groupe de reconnaissance qu'il était prêt à servir sous notre Drapeau, transmettant les informations quand il verrait ou entendrait parler des Équatoriens et qu'il se trouvait extrêmement rancunier à l'égard des Équatoriens en raison de leurs abus et mauvais traitements qu'il aurait reçus pendant son séjour ; il a ensuite proposé de nous remettre les documents laissés par ceux de Nayumbimi qu'il a cachés avec toute une malle, avec des instruments de charpenterie et de culture ; à cette fin j'ai envoyé deux indiens des

nôtres qui sont d'ailleurs des parents de Pujupata pour qu'ils puissent lui soutirer plus d'informations conformes à la réalité ».⁸⁶

Ce parcours est riche de renseignements. Les indiens contrôlent totalement l'information. Ce sont eux qui font courir des bruits, ce sont eux qui vérifient les informations. À l'occasion, ils se trompent d'ailleurs entre eux et ils ne constituent pas un bloc homogène. Ils sont systématiquement employés par les garnisons à tel point que le plus clair des contacts entre le Pérou et l'Équateur se fait dans ce cas par indiens interposés. En revanche, la crainte qui suppose que les Équatoriens souhaiteraient tuer tous les indiens péruviens, nous semble autant inscrite dans la continuité des discours humanitaires portés par les armées dans les années précédentes, que le résultat d'une préoccupation purement indienne, traduit ici dans un discours rapporté où la voix de l'officier et celle de l'indien se superposent. La présence d'armées agitées laissait présager le pire pour les indiens. Pujupata peut-il être qualifié de traître ? Il l'est aux yeux des Équatoriens, pour des raisons assez minces, et qui soulignent la paranoïa propre à la région. D'ailleurs, c'est l'attitude des soldats équatoriens qui pousse finalement Pujupata dans les bras de l'armée péruvienne. La méfiance dont il fait l'objet est aussi due à son insertion dans un réseau familial transfrontalier dont font partie les deux indiens mentionnés à la fin. Mais pour être traître, il faut être d'abord un national. Or, Pujupata ne porte pas de nom chrétien. Pujupata jure qu'il servira le drapeau péruvien, mais qui ne le ferait pas dans sa situation ? Il dit aux Péruviens ce qu'ils ont envie d'entendre. Ces derniers pourtant souhaitent logiquement vérifier ses informations, et ne lui font pas entièrement confiance. Il semble agir, comme les autres indiens du reste, pour son intérêt propre, motivé par l'acquisition matérielle ou la vengeance, plus que par un quelconque patriotisme.

Il est donc difficile de classer Pujupata dans une catégorie. Sa trajectoire souligne plutôt la diversité des attitudes indiennes pendant la guerre, en fonction de trajectoires individuelles et de circonstances sans doute plus que par choix collectif. Son cas est cependant exceptionnel dans la mesure où les indiens qui vivaient avec les Équatoriens ont souvent fui avec eux et n'ont pas laissé de trace documentaire. Il n'est pas exclu que des groupes d'indiens aient profité des conditions exceptionnelles de la guerre pour mener leur propre vendetta, mais nous n'en avons pas véritablement trace.

Le troisième récit vient d'ailleurs complexifier l'ensemble avec un regard rétrospectif à la fois invraisemblable et très significatif. En 1990, le quotidien *Hoy* relate sa rencontre avec

⁸⁶ Rapport du commandant de la garnison Vargas Guerra, le sous-lieutenant Toribio Torres Lugo, au général Silva Santisteban. 11 septembre 1941. Général Antonio S.Santisteban, « Informe sobre la actuación... », doc. cit., Annexe 2.

Jimpikit, « le Shuar le plus vieux de Tink, qui assure avoir près de 120 ans ». Le récit qu'il donne de 1941, traduit par un étudiant au castillan, est pour le moins iconoclaste :

« Nous les Shuar natifs de cette zone, commença-t-il, nous avons commencé par lutter contre l'armée équatorienne. Nous avons cru que les militaires équatoriens venaient nous faire la guerre en raison de leurs abus. Alors nous les avons affrontés avec des fusils que l'on achetait dans le temps à des commerçants qui venaient du Pérou.

Le lieutenant Hugo Ortiz, continua-t-il, un jeune blanc, très blanc et très barbu, avec environ trente soldats, se trouvaient sur nos terres. Le jeune était très courageux, il nous a affronté jusqu'à ce que lui manquent les munitions. Alors, Ankuash tua Hugo Ortiz d'un seul tir. Les soldats qui étaient avec lui moururent également. Certains ont eu la tête tranchée et jetée au fleuve. Ce n'est pas vrai, comme disent les livres, que ce sont les Péruviens qui le tuèrent, ce furent les Shuar d'ici. Alors sont arrivés les Péruviens et ils ont mesuré le territoire qui d'après eux appartenait au Pérou. Nous les avons combattu et défait, et ils ne sont jamais revenus.

L'armée équatorienne, ajouta le shaman, a fait la paix avec nous mais nous a exigé la mort d'Ankuash. Ankuash a été tué et transformé en *tsantsa* qui a été remise à l'armée équatorienne. Nous savons que la *tsantsa* d'Ankuash se trouve en Argentine et c'est la dernière qui a été confectionnée. Moi, j'ai été nommé capitaine ».⁸⁷

Le récit ainsi donné est un écho lointain des relations tendues entre armée équatorienne et Shuar avant et pendant la guerre, ainsi qu'une synthèse assez claire de l'intégration des shuar à l'armée et à la communauté nationale en raison de la guerre. Le geste invoque à la fois la continuité entre la tradition militaire équatorienne et shuar (la remise d'une *tsantsa*) et en même temps l'acculturation qu'il a fallu accepter pour y arriver (c'est la dernière *tsantsa*, et il a fallu livrer Ankuash). À la fin du récit, les Shuar sont bien du côté équatorien et ils ont combattu les Péruviens. Ce témoignage, quoique factuellement faux, permet donc de synthétiser la trajectoire historique de la communauté amérindienne. En 1990, l'armée est évidemment outrée par une description qui va à l'encontre du récit officiel. Hugo Ortiz est entretemps devenu le héros national d'une culture civique qui atteint justement les Shuar par « les livres » qu'évoque Jimpikit, démontrant un peu plus leur appartenance à la communauté nationale. Le général Julio Orellana écrit au directeur du quotidien *Hoy* et rémunère *El Universo* et *El Comercio* pour publier sa version de la mort du héros qui a selon lui bien expiré héroïquement sous le feu péruvien.⁸⁸

Le dernier récit qui souligne la diversité des situations est celui déjà détaillé de Maitun, Ariba et Sacarino, ces trois Awajun qui, pour avoir assassiné un vétéran violeur, avaient été torturés en juillet 1941. Leur histoire montre que même en temps de guerre, certes avec le décalage qui existe sur ce front par rapport aux actions occidentales, des soldats péruviens

⁸⁷ Nelson Reascos, « El relato de una guerra », *Hoy*, 1^{er} avril 1990. ESMIL, O 425 « Tnte. Hugo Ortiz Garcés, Héroe de 1941 (Relato de una Guerra) ».

⁸⁸ Plusieurs documents dans ESMIL, O 425 « Tnte. Hugo Ortiz Garcés, Héroe de 1941 (Relato de una Guerra) ». En raison de la date de publication du 1^{er} avril et de l'invraisemblance du propos, il n'est pas complètement impossible qu'il s'agît d'un canular, quoique le « jour des innocents » qui remplit cet office dans cette région du monde ne coïncide pas avec la fête traditionnelle d'Europe.

pouvaient souhaiter faire un exemple de châtimeut, au risque de s'aliéner une partie de ces indiens.

La fusion de l'armée avec l'élément « homme de la *selva* », pour reprendre l'expression de Silva Santisteban, n'était donc pas parfaite. Le caractère incomplet du processus de nationalisation et de militarisation des indiens est d'ailleurs souligné par les remarques des officiers péruviens qui continuent au moment de la guerre et après, à faire les mêmes remarques qu'avant-guerre sur la nécessité d'attirer certains indiens et d'en écarter d'autres, de pratiquer la colonisation militaire pour protéger les colons des indiens, etc. Il a bien existé une différence entre l'Équateur et le Pérou pendant la guerre, mais elle est moins nette que les protagonistes n'ont bien voulu le croire. Les deux discours victorieux et défaitiste participent en réalité d'un même discours colonial qui trouve dans le conflit une nouvelle légitimité à « civiliser » les « sauvages », soit parce que ce sont de bons soldats dans le cas des Péruviens et qu'il faut renforcer cette dimension, soit parce qu'ils ont été un élément de la défaite chez les Équatoriens, situation à laquelle il faut remédier. Des deux côtés, cela augurait de l'accélération du processus de nationalisation dans les années suivantes dans le sillage de la guerre.

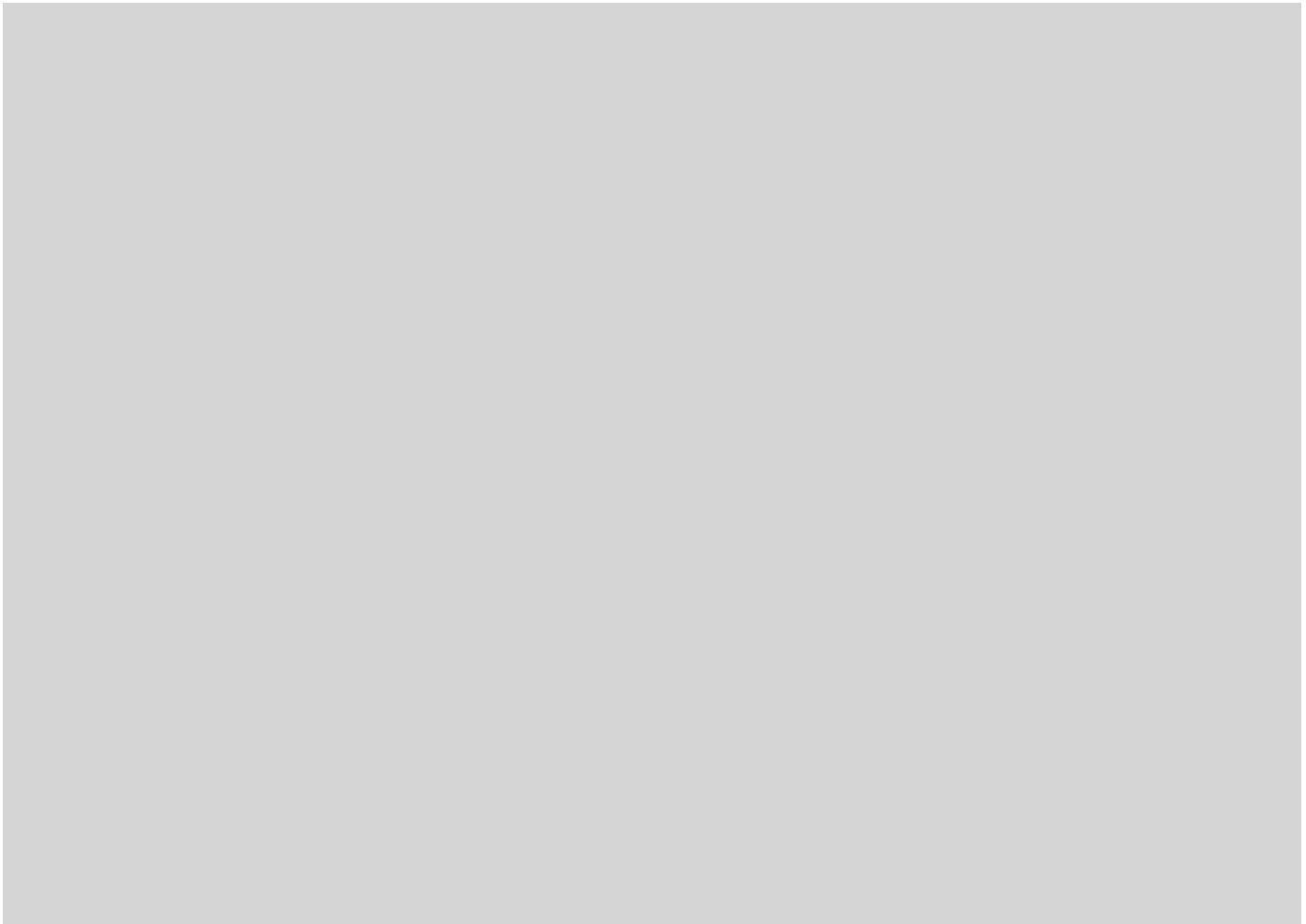
V- Après la guerre : le processus militaire de différenciation ethnique continue

Dans l'immédiat après-guerre et dans les décennies qui ont suivies 1941, les processus entamés dans les années 1930 par la militarisation de l'espace et des populations frontalières et portées à leur apogée par la guerre de 1941, se sont épanouis. Nous n'avons pas pratiqué d'enquête archivistique approfondie sur cette longue période, mais les témoignages rassemblés, exclusivement sur le Pérou, montrent de manière cohérente ces extensions.

Le discours officiel en atteste d'abord. Le petit pamphlet triomphaliste édité par le ministère des Relations extérieures célèbre ainsi, à côté des localités reconquises par la grande victoire de 1941, le nom de soixante tribus amazoniennes qui « définitivement s'intègrent dans la Pérouanité »⁸⁹ (figure 44).

⁸⁹ PÉROU, *El Protócolo de Río ante la historia*, Lima, 1942.

Figure 44 : En 1942, le gouvernement péruvien célèbre le « retour » des tribus amazoniennes



Source : PÉROU, *El Protocolo de Río ante la historia*, Lima, 1942.

Sur le terrain, cette intégration célébrée a eu des conséquences directes sur le destin de certaines familles. Voici un récit de vie qui n'est pas évident à placer sur la chronologie, mais qui témoigne de ce que les dynamiques mises en place avant la guerre ont perduré, voire se sont intensifiées, après. L'indien wampis Carlos López est né dans un territoire aujourd'hui contrôlé par l'Équateur, Koango.⁹⁰ Quand des monnaies péruviennes sont retrouvées dans sa famille, plusieurs personnes (son père, ses oncles) sont assassinées par des blancs (*apach*),⁹¹ qui les accusent d'être péruviens.⁹² Les auteurs de l'assassinat sont difficiles à établir. Il est fait

⁹⁰ Ce récit est reconstitué à partir d'un entretien en langue Wampi obtenu par Paul Codjia. Étant donnée la difficulté pour comprendre certains passages du témoignage, nous nous sommes efforcés d'en faire une synthèse, mais il est possible que nous mésinterprétions certains passages. L'interprétation globale, en revanche, est tout à fait congruente avec les dynamiques décrites précédemment. Voir l'entretien en Annexes.

⁹¹ Traduit dans l'entretien par *Mestizos*, et qui désigne, en tout cas, des non indiens.

⁹² « Allá, diciendo que mi padre era peruano lo asesinaron, este, a sus hermanos también lo acabaron; mataron a Wajarain, Tuntuaman, Taijtan, Ijisma y Shakai; las mujeres asesinadas fueron incontables ».

allusion aux Shuars, sans que l'on comprenne s'il s'agit du même crime ou d'un autre. Une chose est sûre, beaucoup de personnes sont mortes ou ont été violées : « Là-bas, disant que mon père était péruvien ils l'ont assassiné, ses frères aussi ils les ont tués, ils ont tué Wajarain, Tuntuaman, Taijtan, Ijisma et Shakai. Les femmes assassinées ont été innombrables ». Certaines armes étaient fournies par les autorités car « ils avaient emprunté des fusils au capitaine, je ne sais pas comme il s'appelle, je crois que c'est capitaine Turquía, quand ils lui ont dit qu'ils étaient péruviens et qu'il fallait les tuer ».

La date de ces événements est difficile à situer. Ils pourraient se placer pendant le conflit de 1941 mais d'après le recoupement d'autres informations, ils se situeraient plutôt vers 1946. Il s'agit peut-être aussi du même événement décrit par l'ethnologue américain Michael Harner :

« Vers 1941, les relations Shuars-blancs se firent extrêmement tendues en raison de la guerre entre le Pérou et l'Équateur. Des troupes équatoriennes ont attaqué un hameau shuar près du río Santiago, argumentant que les natifs étaient péruviens et étaient commandés par des officiers de l'armée péruvienne. Dans le bain de sang qui suivit, on apprit que soixante-dix-sept équatoriens « blancs » et un nombre imprécis de Shuars, dont des femmes et des enfants, avaient périés ». ⁹³

Nous pensons que cet épisode rapporté par l'ethnologue des décennies plus tard ne s'est sans doute pas déroulé en juillet-août 1941, mais qu'il s'inscrit néanmoins dans la dynamique du conflit au cours des années 1940. Les épisodes racontés par Carlos López et par Michael Harner procèdent de toute manière d'une évidente continuité avec les processus d'avant-guerre : l'injonction à la nationalité et la différenciation nationale font que les indiens doivent être clairement péruviens ou équatoriens, et les liens transfrontaliers (ici matérialisés par des monnaies péruviennes en territoire équatorien) désarticulés. La mention des Shuar montre également que les groupes d'indiens ont pu profiter du climat de tension internationale pour pratiquer leurs guerres internes.

La famille de Carlos López s'établit alors en territoire péruvien. Ses membres vivent dans la proximité des militaires péruviens au contact desquels ils s'occidentalisent. « Je me suis rendu où se trouvaient les soldats pour veiller sur un enfant, le Sergent qui était médecin, pour que je m'occupe de son enfant. C'est comme ça que j'ai appris la langue des blancs », déclare Carlos. D'autres indiens travaillent pour un officier qui, alternativement avec sa carrière militaire, dirige également une plantation, ce qui peut correspondre à une dynamique de colonisation militaire ou à l'installation avérée de vétérans.

« Le lieutenant Rengifo en avait acheté pour 9 000, et il a semé du riz, il a travaillé quatre ans, son père amenait un bateau pour emmener cela [...] Quand il a terminé, après avoir

⁹³ HARNER Michael J, *Shuar, pueblo de las cascadas sagradas*, Quito, Ediciones Abya-Yala, 1994, p. 30.

travaillé quatre ans il est reparti, et quand il est arrivé à Lima ils l'avaient promu capitaine, il nous avait envoyé un message. Maintenant je suis capitaine. ».

La région est alors marquée par le passage des commissions de démarcation de la frontière « J'ai vu aussi la borne qu'ils mettaient en place, précise Carlos. J'ai vu la démarcation de la frontière, ils sont venus pour délimiter le territoire ». Carlos part vivre à Iquitos et revient, puis travaille pour un *patrón* dans des exploitations agricoles et de gommages. Ses revenus sont plutôt bons, mais moins que les hispanophones et le travail est dur. Il finit par participer à la formation de nouvelles communautés en territoire péruvien.

On a donc affaire à un déplacement de famille qui est une conséquence indirecte du conflit international. La marque de la nationalité ne semble pas dans ce cas vraiment revendiquée par les indiens qui s'en servent au contraire pour disqualifier une famille (il faut les tuer car ce sont des Péruviens), peut-être dans une optique de guerre tribale, et demander des mesures de rétorsions. La présence des militaires est importante dans la vie quotidienne de la famille déplacée, et la fermeture de la frontière, incarnée par les campagnes de démarcation, a comme conséquence de geler des relations sociales de part et d'autre de la frontière durcifiée et de déplacer définitivement une famille dans une nouvelle communauté, malgré la persistance de relations transfrontalières de parenté encore longtemps après.

On notera dans d'autres cas que celui de Carlos López que la promiscuité entre des armées renforcées par le conflit et les indiens ne se sont pas pacifiées pour autant. Au contraire, David Samaniego affirme que les relations entre jivaros et armée péruvienne n'ont jamais été aussi hostiles que dans l'immédiat après-guerre (1942-1943), ce que Samaniego met sur le dos de l'assassinat de Zapatero évoqué plus haut. Les spoliations et les viols de la part des soldats sur les indiens du Pongo auraient alors été très nombreux, au point de mener les indiens à se retirer des berges pour aller vivre dans les terres. Ce serait alors le besoin de bras pour la démarcation frontalière qui aurait poussé le général Silva Santisteban à ordonner d'établir de meilleures relations, qui se seraient ensuite détendues avec l'arrivée des compagnies d'exploitation des gommages, en lien avec la demande renouvelée de latex pour la Seconde Guerre mondiale, et l'installation de missionnaires à Santa María de Nieva. La peur des femmes d'être raptées par les soldats aurait cependant perduré jusqu'aux années 1970.⁹⁴

Du côté équatorien, les relations se sont aussi fortement détériorées en conséquence de la guerre. En réponse au massacre de blancs et de Shuars décrit plus haut par Michael Harner, les Shuar auraient mis leurs divergences traditionnelles de côté pour former une grande alliance

⁹⁴ AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNAULA David, *David Samaniego...*, *op. cit.*, p. 215-217.

militaire destinée à attaquer l'armée équatorienne, attaque qui ne s'est pas réalisée.⁹⁵ Sur la suite des relations entre indiens et militaires en Équateur, nous ne pouvons pas nous prononcer.⁹⁶

Malgré la nationalisation des indiens, des malentendus pouvaient donc encore perdurer. Ainsi l'affrontement Pérou-Équateur de 1981 autour de la Cordillère du Condor aurait vu fleurir les commentaires de patriotes péruviens demandant la colonisation de cette zone « déshabitée » souffrant d'un « vide démographique ». Le père Guallart, fin connaisseur des populations locales, rectifia :

« Dans cette zone, à côté du petit groupe de colons, existe une population native courageuse et intelligente, qui se sent péruvienne et qui maintient la présence de notre nation en ces frontières [...] Ces natifs qui habitent [sur le Cenepa] sont historiquement, juridiquement et factuellement péruviens ».⁹⁷

Ces populations présentées alors comme les « frontières vives » de la nation péruvienne, capables d'en protéger la souveraineté, sont sans doute significativement recrutées dans les rangs de l'armée. On en retrouve d'ailleurs la preuve dans le drame du *Baguazo* en 2009, puisqu'un groupe de l'armée aurait refusé d'intervenir contre les Awajun révoltés pour des raisons de solidarité ethnique. Certains Awajun, au cours de ces événements, ne peuvent d'ailleurs croire que les forces de l'ordre péruviennes puissent s'en prendre à eux, car ils sont « les gardiens de la frontière ».⁹⁸ La présence des indiens, notamment jivaros, dans les rangs de l'armée péruvienne est donc aujourd'hui solidement actée, bien qu'elle ne soit pas exempte de phénomènes de domination et d'humiliation à l'intérieur de l'institution martiale.⁹⁹

⁹⁵ HARNER Michael J, *Shuar...*, *op. cit.*, p. 31. « Los otros shuar comenzaron a temer que los "blancos" planearan exterminarlos a todos para quitarles la tierra. Casi todas las agrupaciones shuar a lo largo de la frontera de la colonización mestiza rápidamente pactaron una tregua entre ellos e hicieron planes de un ataque general por los "blancos". Planes estratégicos elaborados y cometidos tácticos fueron decididos en común por los principales guerreros de los varios grupos, de ordinario hostiles entre ellos ».

⁹⁶ On trouvera sans doute des éléments dans ORTIZ BATALLAS Cecilia, *Shuar, Salesianos y militares*, *op. cit.*

⁹⁷ GUALLART José María, *Fronteras vivas: poblaciones indígenas en la cordillera del Cóndor*, Centro amazónico de antropología y aplicación práctica (CAAAP), 1981, p. 9-10 ; la critique des commentaires journalistiques est à la charge du préfacier Alejandro Camino, p. 7-8.

⁹⁸ La documentation sur le *Baguazo* est épaisse, cet épisode faisant l'objet de recherches et de beaucoup de commentaires. Notre affirmation se base sur plusieurs extraits et informations partielles tirées de plusieurs sources. Pour une approche anthropologique, voir ROMIO Silvia, « El « pre-Baguazo » y sus historias: anatomía de un conflicto (mayo-junio 2009) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne], <http://journals.openedition.org/nuevomundo/72918>.

⁹⁹ En 2014, un lieutenant péruvien abat ses trois subordonnés awajuns après que ceux-ci lui avaient dérobé de la nourriture. « Ejército: Teniente fue condenado a 35 años de cárcel por asesinato de 3 subalternos », *Perú 21*, 28 novembre 2015. <http://peru21.pe/actualidad/ejercito-teniente-fue-condenado-35-anos-carcel-asesinato-3-subalternos-2233177>.

Conclusion

La séquence qui commence avec le choc de Leticia en 1932, et s'intensifie avec la guerre de 1941 et la démarcation ultérieure des frontières, a été l'étape matricielle de la nationalisation des amérindiens frontaliers. En imposant des identités nationales et en rattachant matériellement ces populations jusque-là a-étatiques et par définition transfrontalières, les armées ont sans aucun doute participé à un phénomène de différenciation ethnique qui aboutit à séparer des groupes auparavant liés en plusieurs groupes autonomes et homogènes, situés de chaque côté de la frontière. La séparation des groupes jivaros par la nouvelle limite entre les États, sauf dans le cas particulier des Achuar, peut ainsi être entendue comme la conséquence de cette homogénéisation forcée qui a impliqué des déplacements de population, certes quantitativement mineurs. La militarisation a donc très certainement eu un lien avec l'ethnogénèse de ces peuples, au même titre que les réductions religieuses ou l'exploitation du caoutchouc.

D'autre part, nous avons indirectement montré l'agentivité des amérindiens qui pouvaient, même intégrés à des systèmes de domination, être les auteurs de choix très divers en fonction d'intérêts collectifs mais aussi de trajectoires individuelles irréductibles d'une hypothétique identité ethnique phagocytante. Dans l'ensemble, le phénomène collectif nouveau qu'ont connu les amérindiens au cours de ces années a été l'apprentissage de la nationalité qui a abouti en quelques décennies à l'enracinement profond du sentiment national chez des populations largement a-nationales auparavant.¹⁰⁰

La comparaison avec le théâtre du Chaco offre enfin une intéressante originalité. Alors que dans le Chaco, ceux qui s'imposèrent furent les Paraguayens qui avaient bien moins investi dans la question indienne que leurs concurrents boliviens, en Amazonie les Péruviens qui semblent avoir considéré la question plus impérieuse que les Équatoriens ont gagné la guerre. Malgré cette divergence, la guerre de 1941 contribue auprès de la guerre du Chaco à une séquence qui « clôt la période comprise entre 1870 et 1930 au cours de laquelle les républiques américaines achevèrent de soumettre, de réduire et d'absorber les populations amérindiennes demeurées à l'écart de leur contrôle, et/ou ayant résisté jusqu'alors à la colonisation ».¹⁰¹

Les conflits territoriaux des années 1930, le Chaco, la guerre de 1941, et dans une certaine mesure le conflit de Leticia, ont précisément touché les ultimes territoires qui avaient refusé la

¹⁰⁰ C'est Paul Codjia qui nous a le premier suggéré cette hypothèse.

¹⁰¹ CAPDEVILA et al., *Les hommes transparents*, op. cit., p. 17.

présence coloniale ou républicaine jusque-là. Le cas des jivaros est à ce titre éclairant, dont le supposé éthos guerrier et hostile aux « blancs » est alors internationalement célébré tandis qu'ils sont progressivement intégrés aux structures de la nation.

Troisième partie :

Conquérir les frontières

Chapitre 7 :

Préparer les armées : des projets asymétriques de modernisation militaire

Les développements qui suivent visent en premier lieu à répondre à une question simple : le Pérou a-t-il préparé la guerre ? Tous les écrits équatoriens sur le sujet répondent par l'affirmative, en avançant généralement, sans en préciser les contours exacts, une préparation de dix ans. Les Péruviens en revanche ont continuellement affirmé avoir répondu à une attaque équatorienne. La saisie de stocks importants d'armement équatorien comme prise de guerre, exhibés au bon peuple péruvien, venait confirmer au contraire que c'étaient les Équatoriens qui s'étaient préparés. Il s'agit donc d'abord d'une clarification nécessaire, certes classique, sur les préparatifs militaires de part et d'autre.

Il faut souligner la difficulté matérielle pour retracer cette genèse. Le secret qui entoure les achats d'armes empêche en général un détail précis. Mais on peut compter sur les services de renseignements et les rapports commerciaux des nations étrangères, comme la France et la Colombie, pour apporter des détails, de même que sur l'orgueil des gouvernants nationaux avides de rendre compte publiquement de leurs efforts pour l'institution martiale, dans une perspective éminemment politique.

A partir de cette base, nous proposons d'approfondir la réflexion sur les préparatifs de guerre autour de la question de la modernisation militaire. Ce processus mis en avant par Alain Rouquié pour le début du XX^e siècle dans la région sud-américaine, peut-il expliquer la marche à la guerre des deux Républiques ?¹ Est-on en présence de l'application de modèles européens par le truchement des missions militaires, comme certains ont voulu le croire ? Il ne s'agira pas pour cela de pratiquer une sociologie militaire car nous manquons de matériaux, mais de relire la genèse et les tentatives de nations en armes, de formation de l'armée et de plans de guerre, dans la perspective d'une construction plus vaste de la nation.

¹ ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982.

I- Armer la nation : course aux armements et désignation de l'ennemi

Dans un premier temps, nous nous proposons d'analyser l'équipement en armements des deux États, ainsi que leur finalité. Il pourra alors apparaître que des achats d'armes ne signifient pas nécessairement préparation de la guerre.

A. Pérou : armements sans ligne de mire

Le syndrome Leticia

Le conflit de Leticia encore tiède, l'armée péruvienne cherche à en tirer des conclusions « au cas où les intérêts nationaux exigeraient de réengager des opérations de guerre ». Une Commission d'Enquête devant établir les responsabilités du désastre est donc mise en place dès 1933, à la demande du chef d'état-major général.² Les conclusions que rend cette commission trois ans plus tard, après avoir entendu beaucoup de protagonistes, sont équivoques.³ D'une part, la Commission exempte de responsabilité les principaux chefs militaires commandant les troupes pendant les opérations. C'est surtout le contexte politique qui est souligné :

« Lorsque s'est produit ledit conflit de Leticia, notre pays était encore sous le coup de la révolution d'Arequipa qui renversa le Président Leguía. Toutes les institutions nationales, quoique fonctionnant, étaient encore secouées ; le crédit national, qui fut le plus touché, était au bord de la banqueroute ; les rentes fiscales énormément diminuées, rendaient impossible que le Trésor National accomplisse les plus essentielles obligations budgétaires ; le problème du chômage frappait pour la première fois, dans toute la République, avec des symptômes alarmants ; les groupes politiques, extrémistes, avec une cynique arrogance, menaçaient de bouleverser l'ordre social et la paix interne, et les pronunciamientos armés en plusieurs points du territoire agitaient la nation, par les méthodes d'extermination épouvantable qu'ils ont généralement mises en œuvre pour atteindre leurs objectifs pervers ».⁴

Le rapport souligne donc des causes conjoncturelles, liées à la situation politique et économique, qui font que la troupe d'Amazonie était « sans équipement, mal vêtue et presque pieds nus ». Il met pourtant aussi en exergue l'impréparation militaire en soulignant l'absence d'une « véritable mobilisation de la V^e Division, parce qu'il n'existait pas de plan adapté à la

² Chef de l'état-major général du président de la République, 8 novembre 1933. CEHMP, Ministerio de Guerra, 1936-72, « Conclusiones del Consejo de Investigación sobre Operaciones militares en el Nororiente, 1932 ».

³ Le « Consejo de investigación » créé par résolution suprême le 9 juillet 1934, commence ses activités le 17 juillet 1934, et n'est interrompu que du 23 avril au 18 juin 1935. Le rapport se base sur la documentation des ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Aviation, ainsi que de l'état-major. Plus de trente entretiens ont été réalisés sous la direction d'un contramiral.

⁴ « Conclusiones del Consejo de Investigación... », doc.cit., p. 2.

situation ». Le rapport égrène ainsi les écueils de la campagne : absence de coordination entre l'armée de terre et la marine, difficultés logistiques insurmontables à envoyer 5000 hommes et le matériel correspondant dans des lieux si reculés, pusillanimité et même mesures contre-productives de la chancellerie dans ses négociations diplomatiques, guidée par « la certitude qu'elle avait de la faiblesse de nos éléments de guerre terrestres, navals et aériens ». La commission montre donc le déficit en matériel, le manque de pratique, de coordination, de préparation stratégique et tactique. Au-delà de la conjoncture, les armées péruviennes ne s'étaient donc pas préparées pour un conflit international.⁵ Il y a bien entendu une part de lecture rétrospective en fonction des intérêts et des objectifs du gouvernement en place au moment de la finalisation du rapport. En effet, ses conclusions sont bien entendu tenues secrètes, même aux personnes dont le sort en dépend, mais une Résolution suprême (décision du président de la République) vient en orienter la lecture, en considérant que le pays n'était pas prêt, ni militairement, ni surtout économiquement.⁶

Le rapport et la résolution résonnent alors fortement avec les mesures prises par le Président Oscar Benavides (1933-1939) depuis son accession au pouvoir. Lui-même soldat ayant acquis sa gloire dans un conflit mineur contre la Colombie, le général Benavides n'a cessé au cours de son passage à la tête du pays, de répéter qu'il était d'abord soldat et que l'armée avait été sa principale préoccupation. Les multiples mentions de ce fait dans ses Messages à la Nation démontrent largement ce point.⁷ En 1936, après trois ans de Présidence intérimaire, il déclare :

« Pendant de nombreuses années nos gouvernements ont cessé d'accorder l'attention nécessaire au développement des Instituts militaires et à l'acquisition d'éléments indispensables pour que notre potentiel militaire fut en accord avec les possibilités, les intérêts les plus hauts et le respect de la nation. Cette politique devait avoir et a eu, en effet, les conséquences les plus fatales. Elle a affaibli le respect de nos droits dans le théâtre international et a eu de profondes répercussions dans la vie institutionnelle de l'armée. L'abandon dans lequel elle se trouvait ne pouvait pas être plus grand [...] C'était d'autant plus lamentable, si l'on tient compte qu'avec le conflit mondial, tous les pays qui disposaient d'armées organisées se sont empressés de tirer un bénéfice de ses nouveaux enseignements, réorganisant leurs armées et les dotant d'armements et de matériels qui apparaissaient alors pour la première fois [...]. Je peux assurer aujourd'hui que nos Instituts militaires, se

⁵ « Los sucesos de "Leticia" ante el Consejo de Investigación de las operaciones militares del Nor-Oriente », Secret, 22 mai 1936. CEHMP, Ministerio de Guerra, 1936-72, « Conclusiones del Consejo de Investigación sobre Operaciones militares en el Nororiente, 1932 ». Le rapport loue cependant le rôle patriotique des civils et surtout des femmes très engagées dans la Croix Rouge, et demande le jugement pour lèse-patrie du groupe de militaires et de civils d'Iquitos à l'origine du conflit.

⁶ Résolution suprême du 10 septembre 1936. CEHMP, Ministerio de Guerra, 1936-72, « Conclusiones del Consejo de Investigación sobre Operaciones militares en el Nororiente, 1932 ».

⁷ Le Message à la Nation est une institution solidement établie dans la politique péruvienne comme dans d'autres Républiques du continent. Le Président en exercice doit se fendre annuellement d'un discours de synthèse sur le bilan de son action et ses perspectives. Le discours est en général prononcé le 28 juillet, jour de la fête nationale, quoique d'autres occasions puissent parfois s'y prêter, et s'adresse au congrès. Pour l'analyse approfondie de ces discours, voir chapitre 10 p. 605.

trouvent dorénavant dans une condition de progrès, d'efficacité, de bien-être et de capacité qui n'a jamais été atteinte pendant notre déjà longue vie républicaine ».⁸

Bien sûr, c'est d'abord la présidence du capitaine Sánchez Cerro et le conflit avec la Colombie qui remet en branle la machine militaire péruvienne. « Pour un pays qui depuis une vingtaine d'années n'avait à peu près rien fait pour améliorer son instrument de combat, c'est évidemment l'indication d'un état d'esprit singulier », note déjà en 1934 le général Paris, chef de la Mission militaire française.⁹ Les efforts conjoncturels et les grandes déclarations ont en effet été suivis d'une politique volontariste.

Une politique maintenue dans les années 1930

Les mesures prises par le Président Benavides sont nombreuses, et il les détaille lui-même : construction de casernes, amélioration des conditions de vie matérielles de la troupe et des officiers, modernisation des règlements, publications, remise en route de l'École Supérieure de Guerre, création de l'école des Transmissions, organisation des Écoles d'Application de l'infanterie et de la cavalerie, création de l'Inspection Nationale de Défense Nationale et d'un Comité économique de la Défense Nationale et bien entendu, achat d'armements divers et nombreux.¹⁰ Dans les années suivantes, il renforce également le service militaire obligatoire. À sa sortie de fonction en 1939, Benavides pouvait ainsi s'enorgueillir de son bilan militaire :

« La défense nationale a été l'axe central de mon action gouvernementale [...] Le Pérou n'a jamais eu une armée comme il a aujourd'hui, par la magnifique discipline qui la caractérise, par l'efficacité de son haut commandement, la solide préparation de ses chefs et officiers, par la structure de ses unités, par la qualité supérieure et la quantité des armements acquis,

⁸ « Mensaje a la Nación del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea », 8 décembre 1936.

⁹ Georges Paris à un destinataire inconnu, 10 mars 1934. SHD, 7N3412

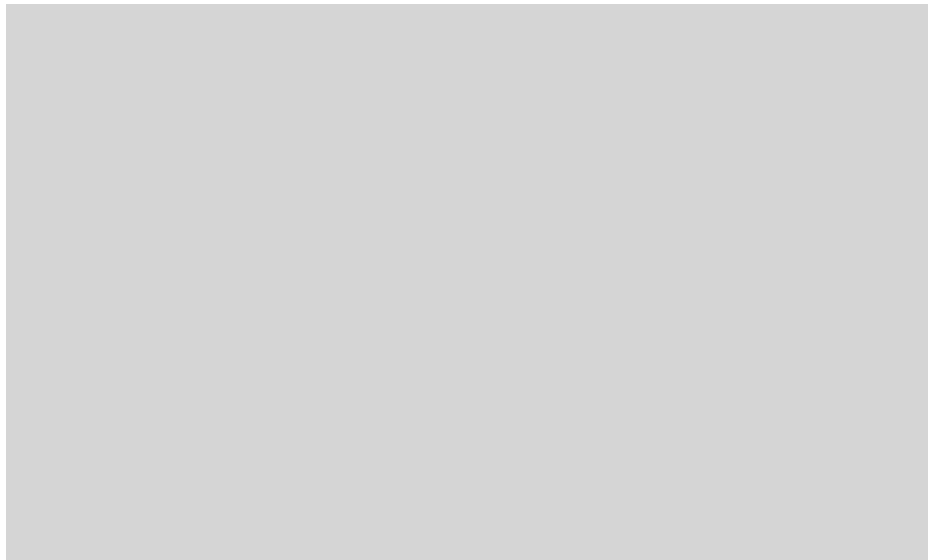
¹⁰ Les passages qui font référence à ces réformes sont les suivants: « ha sido honroso y satisfactorio para mí dedicar todas mis energías, todos mis desvelos, al progreso de nuestras Fuerzas Armadas, impulsándolas en la senda de una constante superación. No sólo las he dotado de elementos técnicos y de combate de la más alta calidad y en cantidad indispensable. He perseguido también el bienestar de la oficialidad y de las tropas durante la vida de cuartel. Se ha construido para este objeto edificios amplios y eficientes, almacenes para la conservación y el buen cuidado del material y todo género de construcciones para la mejor organización de las diversas armas. Puede decirse que los Institutos Armados del Perú se hallan hoy en el pie y potencialidad necesaria para la seguridad del orden público, de la integridad nacional y del mismo prestigio de nuestra patria. [...] Han contribuido poderosamente al buen desarrollo y funcionamiento de la instrucción, la revisión y modernización de los antiguos reglamentos, la impresión de los nuevos y de un considerable número de manuales e instrucciones y la publicación de obras seleccionadas de consulta. [...] La Escuela Superior de Guerra, destinada a la formación de oficiales de Estado Mayor, viene funcionando normalmente desde su reapertura en el mes de junio de 1933, bajo la dirección del general D. Georges París, jefe de la misión Militar Francesa. [...] La Escuela de Trasmisiones, creada con el objeto de formar clases especializados en este ramo Por decreto supremo de 8 de mayo de 1934 se organizó la Escuela de Aplicación de Artillería. [...] El año próximo procederé a organizar e implementar las Escuelas de Aplicación de Infantería y Caballería. [...] Por decreto supremo de 6 de mayo de 1933 se creó la Inspección de Defensa Nacional, dependiente del Ministerio de Guerra. [...] A propuesta del Poder Ejecutivo, por ley promulgada el 12 de mayo de 1933, se creó el Comité Económico de Defensa Nacional ». « Mensaje a la Nación del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea », 8 décembre 1936.

par le moderne et précieux matériel de guerre dont elle a été dotée, par les casernes qui logent les troupes et la moralité élevée et la discipline des hommes de troupe et soldats ». ¹¹

En quelques années, Benavides avait donc, d'après lui-même, redonné tout son lustre à l'armée.

Ce programme ambitieux avait pourtant un coût élevé, dont le Président tente d'ailleurs de se justifier en 1937 : « Les dépenses que le Trésor National effectue en ce sens, pour croissantes qu'elles soient, doivent être considérées par les citoyens comme une prime d'assurance contre le danger de guerre ». ¹² Les dépenses ont en effet bien augmenté, comme le confirme l'analyse statistique des dépenses militaires au XX^e siècle menée récemment par deux économistes. ¹³

Figure 45 : Participation de la dépense militaire dans les dépenses du budget public au Pérou, 1900-1956



Source : CALDERÓN William et MENDOZA Juan, op.cit., p. 158

Ainsi, si les dépenses nominales semblent suivre une lente ascension entre 1900 et les années 1940 pour prendre leur envol seulement pendant la Seconde Guerre mondiale, l'analyse de ces mêmes dépenses en regard du budget de dépenses publiques (figure 45), fait apparaître que l'effort budgétaire de l'État péruvien dans le domaine militaire décline nettement du début du siècle à la fin des années 1920, atteignant un minimum historique d'environ 9% des dépenses publiques en 1928 (le plus bas du siècle), avant d'amorcer une spectaculaire remontée dans les

¹¹ « Mensaje del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea, ante el Congreso Nacional », 8 décembre 1939.

¹² « Párrafos del Mensaje que el Sr. Gral de Div. Presidente de la República ha dirigido a la Nación con motivo del primer aniversario de la prórroga de su mandato ». *Revista Militar del Perú*, año XXXIV, n°12, décembre 1937.

¹³ CALDERÓN William et MENDOZA Juan, *Gasto militar en el Perú: 1900-2015*, Lima, Universidad del Pacífico, 2016.

années 1930 et de se maintenir en dents de scie autour de 16 à 20% des dépenses publiques, un chiffre très élevé en comparaison des budgets des États modernes. Il y a donc bien eu un désinvestissement budgétaire dans les affaires militaires sous le *Oncenio* de Leguía, qui pourrait s'expliquer par l'affaiblissement volontaire de l'institution martiale de la part du dictateur civil, suivi d'un redressement volontariste des régimes de Sánchez Cerro en conflit avec la Colombie puis du régime de Benavides, et maintenu par le gouvernement de Manuel Prado.

Ce dernier déclare en effet, après six mois de présidence qu'il est « de ceux qui croient que la meilleure manière de garantir la paix - et avec elle le progrès du pays - est de vivre en prenant soin de notre défense », et annonce la création d'un Conseil Permanent de la Défense Nationale, présidé par lui-même, d'un Conseil Supérieur de l'armée, chargé de conseiller le ministre de la Guerre et entre autres, sur indication du Conseil Permanent, de la « conception des opérations et de l'établissement des plans de mobilisation, de transports, de concentrations, de couverture, de ravitaillement et alimentation de l'armée ».¹⁴ Pour le reste, l'action de Prado continue la logique de Benavides, tout en insistant sur les autres branches des forces armées, marine et aviation.

Des branches armées en concurrence

En effet, Sánchez Cerro et Benavides, issus de l'armée de terre, sont à l'origine d'un rattrapage par cette arme sur la marine, qui avait beaucoup plus les faveurs du régime précédent. De nombreuses faiblesses persistaient néanmoins. Le service militaire obligatoire, qui souffrait de très nombreuses exceptions, pouvait mobiliser en théorie plusieurs dizaines de milliers d'hommes dans le pays, mais en réalité seuls quelques milliers de soldats étaient en permanence sous les drapeaux. L'infanterie formait le gros des troupes, tandis que l'artillerie était considérée comme la plus technique. Le reste était réparti entre cavalerie, sapeurs, ingénieurs, services sanitaires et autres services. Cette armée était également en voie de mécanisation, avec l'achat au milieu des années 1930 d'une douzaine de petits tanks tchécoslovaques.¹⁵ Au total, l'armée de terre compterait en ces années près de 13 000 hommes sur 17 000 au total dans les forces armées, dont 1700 officiers et une dizaine de généraux.¹⁶

Cependant, malgré la domination numérique de l'armée de terre, et les faveurs de deux

¹⁴ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional », 28 juillet 1940.

¹⁵ Pour une réflexion sur l'emploi de ces tanks dans la guerre, voir les développements dédiés au blitzkrieg dans le chapitre 8, p. 490.

¹⁶ MASTERSON Daniel M., *Fuerza armada y sociedad en el Perú moderno: un estudio sobre relaciones civiles militares, 1930-2000*, Instituto de Estudios Políticos y Estratégicos, 2001.

Présidents successifs, les autres branches de l'armée se développèrent aussi au cours des années 1930, sans compter la garde civile qui avait les faveurs de Leguía.¹⁷

La puissante marine était particulièrement surveillée par les voisins colombiens pour des raisons évidentes. Le major colombien Julio Londoño estime en 1935 que la flotte péruvienne dispose dans le Pacifique de 3 croiseurs, 3 destroyers, 4 sous-marins, 1 navire et 3 transporteurs, et que les forces fluviales de l'*Oriente* ont à leur disposition 4 canonnières, 2 transporteurs et un aviso.¹⁸ Beaucoup de ce matériel était fort ancien, mais les réparations et les achats faisaient de cette marine une force importante du continent. Un autre rapport colombien commente : « Au cours des dernières années l'armada du Pérou a été renforcée par de nouvelles acquisitions et encouragée dans beaucoup de ses activités, en se modernisant et en réparant les navires qui, par leur âge et leur fonction, requerraient des réformes d'importance en accord avec la technique navale actuelle ». ¹⁹ La marine qui avait été le fleuron du système léguiiste,²⁰ était donc encore imposante. Ses missions étaient variées : patrouiller sur les mers et les fleuves, bien sûr, mais aussi parcourir des secteurs inconnus du territoire national, les cartographier en coopération avec l'aviation, ravitailler les garnisons de l'armée de terre, et contrôler et connaître les civils vivant dans les zones accessibles par les seuls fleuves.²¹

L'innovante aviation connaissait encore plus un « rythme ascensionnel, commentait Prado, ayant perfectionné à dessin ses services et créé de nouvelles unités et de nouvelles bases aériennes ». ²² Il avait fallu pour cela consentir un effort important, car en 1934, le général Paris considérait la venue du colonel étasunien Smith Pigott, comme une tentative de « remettre de l'ordre dans l'aviation », incriminant le

« matériel composite, non seulement avions de toutes nationalités ; mais, pour un même appareil, pièces de provenance différente : par exemple les avions américains sont munis de bombes italiennes, ce qui ne va pas tout seul ; pilotes absolument remarquables, d'un cran formidable et d'une virtuosité impressionnante ; personnel d'entretien mécaniciens etc. ne

¹⁷ Nous ne développons pas ici le cas des forces de police militaire qui sont présentées dans un le chapitre 3, p. 234 *sq.*

¹⁸ Major Julio Londoño, au ministre des Relations Extérieures à Bogota, « informe n°5 », Lima, 9 mai 1935. AGNC, fond Ministerio de Defensa Nacional, série « Conflictio colombo-peruano ».

¹⁹ Luis A.Gómez [garvin ?], 3 juillet 1935, chef du Département de l'information. AGNC, fond Ministerio de Defensa Nacional, série « Conflictio colombo-peruano ».

²⁰ Adjectif en référence à Augusto Leguía.

²¹ La marine participe par exemple aux travaux du grand recensement de 1940, comme l'indique Manuel Prado dans son message de 1940: « El B.A.P. Amazonas, de la Fuerza Fluvial, acaba de realizar un interesante viaje de reconocimiento al río Yavarí, conduciendo una comisión compuesta por oficiales del Ejército, Marina y Policía, y funcionarios del censo y del Servicio Forestal. Se han estudiado las condiciones existentes en dichas zonas, tomándose datos de la navegabilidad y características de los ríos conocidos. Además, se ha efectuado el censo de pobladores y ocupación en la margen peruana del mencionado río. Los naturales peruanos han tenido así oportunidad de ponerse en contacto con elementos oficiales en esta región que no había sido visitada, desde hace mucho tiempo, por naves de guerra ».

²² « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional », 28 juillet 1940.

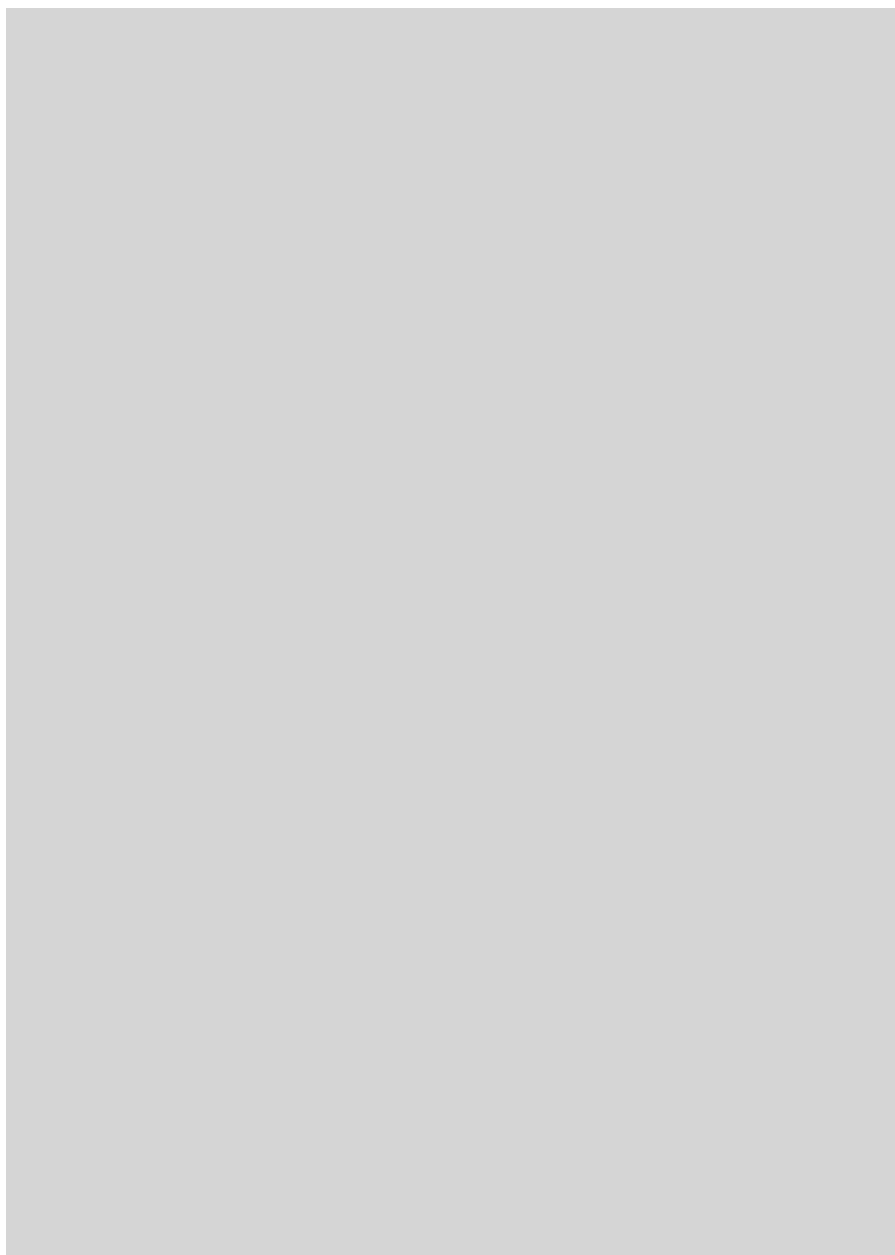
manquant pas de compétence, mais absolument insuffisant par rapport au nombre d'appareils à entretenir ; quant au personnel observateurs : zéro, tout simplement²³ ».

C'était sans doute un peu sévère de la part du Français, car un mouvement important avait existé en ce domaine dès les années 1920. Le régime de Leguía avait accordé une importance toute particulière au développement de l'aviation, au sein de laquelle le propre fils du dictateur civil fut spécialement impliqué. Dans les années 1930, une fabrique d'avions italiens Caproni est installée au Pérou, qui dispose dès lors d'une flotte limitée mais en constante amélioration de transporteurs, de chasseurs et de bombardiers.²⁴ On note par ailleurs, dans un pays qui se targue de sa tradition aviatrice condensée dans la figure tutélaire de Jorge Chávez, un véritable engouement pour l'aviation en général, civile et militaire. La revue *Turismo*, qui certes présente un Pérou idéalisé au lecteur international et au lecteur national aisé, se fait l'écho de cet engouement par ses couvertures et ses récits de l'Aéroclub du Pérou, fréquenté par le gratin. Cette modernité s'incarne souvent dans des couvertures figurant des femmes, tantôt mondaines, tantôt sportives, comme cette aviatrice de 1941 (figure 46).

²³ Georges Paris à un destinataire inconnu, 10 mai 1934. SHD, 7N 3412.

²⁴ GALLEGOS Amaru Tincopa, *Fábrica Nacional De Aviones. Caproni Peruana*, Lima, Estudio de Impresiones SA, 2010.

Figure 46 : L'aviation ou l'archétype de la modernité



Source : *Turismo*, avril 1941. Bibliothèque Nationale du Pérou

Ce développement civil est intimement lié aux nécessités militaires, car en cas de conflit, les avions civils sont réquisitionnés pour des tâches militaires, et utilisent les mêmes infrastructures, comme cela s'est vu des deux côtés pendant le conflit de Leticia. Prado reconnaît que « le Gouvernement se préoccupe de l'augmentation de l'aviation civile, corps complémentaire de l'aviation militaire », et que « l'aéroclub exerce actuellement un contrôle effectif sur cette importante branche de l'Aéronautique qui a été entourée de garanties

efficaces ».²⁵ Ce développement rapide pose alors des questions organisationnelles. Organisme récent, l'aviation est alors rattachée au ministère de la marine, et ne devient autonome qu'après la guerre de 1941. Il faut de surcroît coordonner ses forces avec celles de l'armée de terre. Le colonel Laurent, de la Mission militaire française et chef d'état-major général de l'armée du Pérou, estime que cette coordination est « très loin dans la réalité d'atteindre un résultat même médiocre ». Or, déclare-t-il, « l'expérience des dernières guerres, celle du Chaco et celle d'Éthiopie, les actuels conflits d'Espagne et de Chine, ont mis en évidence les multiples missions qui sont assignées à l'aviation ». Il faudrait donc établir d'urgence une commission qui fixe des règles claires de coopération.²⁶ Un des enjeux internes aux forces armées pendant la guerre de 1941 a justement été celui de la coordination de ses armes, coopération différemment appréciée selon les chefs péruviens.

A tout prendre, la concurrence entre les branches armées au Pérou nous apparaît comme un phénomène propre à accélérer l'armement du pays dans les années 1930.

Une préparation contre l'Équateur ?

À la fin des années 1930, l'appareil militaire péruvien est donc bien en main et en perfectionnement constant, mais ces forces sont-elles nécessairement dirigées contre l'Équateur, comme le suggèrent de nombreux commentateurs équatoriens, impliquant une préparation d'une décennie pour la guerre de 1941 ?

Rien n'est moins sûr en réalité. Le premier objectif et le plus évident de ces améliorations tous azimuts est d'abord de contenter les propres militaires. Dans un pays récemment ravagé par la guerre civile, dans lequel l'armée est un acteur politique non négligeable, Benavides incarne le retour à l'ordre mené par un général en uniforme. Il a pour cela besoin d'un instrument martial docile. Or, son gouvernement plus équilibré qu'il n'y paraît le fait passer pour laxiste à droite et un bourreau à gauche. Augmenter les crédits à l'armée dont il est par ailleurs issu permet ainsi de s'assurer un soutien politique à prix d'or.²⁷ D'ailleurs, lorsque la tempête est passée, l'armée vocifère à nouveau contre le Président Prado, accusé de favoriser l'aviation et les seuls militaires présents dans la campagne de 1941 au détriment de l'armée de

²⁵ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional », 28 juillet 1940.

²⁶ Raymond Laurent, chef de l'état-major de l'armée, au ministre de la guerre, « Sugerencias para asegurar la acción conjunta de las fuerzas terrestres y la aviación de cooperación, mai 1938. *Col. Doc.* vol.1, document n°51. Nous ne savons pas ce qu'en a dit sur ce point le colonel à sa hiérarchie parisienne, malgré la lecture des archives de la mission au Service Historique de la Défense.

²⁷ Pour cette interprétation qui met en avant les dynamiques internes en décrivant les relations entre civiles et militaires, voir MASTERSON Daniel M., *op. cit.*, p. 55-92.

terre et de ses officiers loyaux.

En ce qui concerne les périls extérieurs, l'Équateur, malgré la tension diplomatique, n'était peut-être pas la cible la plus immédiate des velléités péruviennes. En 1934, le général Paris estime que c'est surtout la Bolivie que craint Lima, une fois le péril colombien écarté. La Paz, désormais bien armée et guidée par la rancœur de la défaite du Chaco, obligerait les Péruviens à faire les « yeux doux » aux Chiliens²⁸. Certains cadres militaires de la nation du Sud avaient participé à la campagne du Chaco et Santiago avait soutenu La Paz tout comme les Argentins avaient soutenu les Paraguayens. Les Chiliens pouvaient donc être tentés par une alliance boliviano-chilienne contre le Pérou. C'est d'ailleurs sur la frontière méridionale du Pérou, au contact avec ces deux nations, que le général Paris décide d'une première mission de reconnaissance.²⁹ Outre les Français, les Colombiens ne sont pas certains non plus de l'usage de « ces grandes quantités d'armements qu'a rassemblé le Pérou depuis 1937 ». L'un croit d'abord que cela pourrait être tourné contre le Chili qui était « tombé aux mains des communistes », tout en remarquant que les achats de tanks avaient commencé avant.³⁰ Deux mois plus tard, le même service considère cependant qu'« il n'y a pas de doute que la course aux armements du Pérou est dirigée contre l'Équateur. Le nombre croissant de tanks que le Pérou a acquis ne peut qu'être utilisé contre l'Équateur en raison du réseau de routes qui existe dans toute la zone de la côte péruvienne en direction de l'Équateur ».³¹ Pourtant, deux mois plus tard à nouveau, si l'Équateur est désigné comme cible prioritaire des Péruviens « en raison de ses conditions économiques, son faible et mauvais armement », le Chili et la Colombie seraient les suivants, dans une stratégie plus ou moins cohérente avec les dessins de l'Axe dans la région.³²

L'Équateur est donc certes une cible potentielle, mais c'en est une parmi d'autres, en fonction de la conjoncture internationale. La frontière Sud, traditionnellement plus dangereuse pour les Péruviens, ou encore les tensions avec la Colombie qui avaient presque mené à la guerre, pouvaient tout autant justifier les dépenses militaires fastueuses.

²⁸ Georges Paris au lieutenant-colonel Martin, 6 juillet 1934 ; Georges Paris à un destinataire non identifié, 17 août 1934. SHD, 7N 3412 .

²⁹ Georges Paris au lieutenant-colonel Martin, date indéterminée. SHD, 7N 3412

³⁰ « oficio #2256 de May. 27/39 sobre los grandes cantidades de armamento que ha venido haciendo el Perú desde 1937 ». AGNC, fond « Ministerio de Defensa Nacional », série « Conflicto colombo-peruano ».

³¹ « oficio #2348 de jul. 11/39 sobre las noticias obtenidas respecto a la posibilidad de que la carrera armamentista del Perú está dirigida contra el Ecuador ». AGNC, fond « Ministerio de Defensa Nacional », série « Conflicto colombo-peruano ».

³² « Oficio #2442 de sept 1/39 sobre las pretensiones territoriales del Perú, y la cantidad de armamento que posee ». AGNC, fond « Ministerio de Defensa Nacional », série « Conflicto colombo-peruano ».

Le Pérou n'a donc pas exclusivement préparé la guerre contre l'Équateur depuis le début de la décennie 1930. Ses institutions militaires ont certes été bouleversées par les événements de Leticia. Cet électrochoc, lié à la nécessité d'apaiser les forces armées et à d'autres considérations internes, ont poussé les gouvernements à dépenser presque sans compter – grâce à une conjoncture économique favorable – dans l'instrument militaire, qui pourrait être le cas échéant, utilisé contre l'Équateur ou contre tout autre ennemi extérieur ou intérieur. Cette dynamique a eu pour effet qu'au seuil des années 1940, les forces armées péruviennes s'étaient renforcées et modernisées au point d'en faire sans doute une des premières forces de la région. C'est seulement dans le basculement de 1940-1941 que les Péruviens ont réellement considéré l'opportunité d'utiliser cet instrument contre le voisin équatorien, qui lui, était loin d'être prêt.

B. Équateur : ligne de mire sans armements

En effet, si le Pérou a amélioré son instrument militaire sans volonté exclusive d'en découdre avec l'Équateur, c'est l'inverse qui se produisit en Équateur, où tous les regards étaient portés contre le Pérou, sans que les mesures fussent prises en conséquence.

Des initiatives dispersées

Le conflit de Leticia avait certes sonné l'alarme. Les concentrations péruviennes en Amazonie et la possibilité que l'Équateur entre dans une danse à trois avec ses voisins avaient mené à des promesses de renforcement de troupes, qui n'avaient cependant pas été confirmées quand la pression retomba. Le gouvernement équatorien eut alors l'occasion de mesurer le fossé qui séparait ses forces militaires de celles du Pérou, lors de la visite à Lima du Président équatorien Velasco Ibarra en 1934. Les Péruviens, trop heureux de l'occasion d'étaler leur supériorité, préparent une grande revue « où le Pérou compte en mettre plein la vue de l'Équateur, en lui montrant tout le matériel de guerre qu'il a acheté », commente le général Paris.³³ Face à cet état des choses et à la visible infériorité équatorienne face au Pérou avec qui les négociations et donc les tensions reprenaient de plus belle, un sursaut arriva au milieu des années 1930.

Les armées équatoriennes étaient alors depuis longtemps systématiquement sous-équipées, faiblement organisées et surtout politisées. Les bataillons appuyaient telle ou telle faction lors des terribles événements de guerre civile. Les libéraux au pouvoir à partir de 1895 en avaient fait leur instrument de domination de plus en plus contesté par les autres couleurs politiques.

³³ Georges Paris au lieutenant-colonel Martin, 6 juillet 1934. SHD, 7N 3412.

Cette dynamique fut particulièrement visible en 1932 lorsqu'au cours de la terrible Guerre des Quatre Jours qui mit Quito à feu et à sang, les bataillons de « *compactados* » conservateurs se rebellèrent contre les forces libérales qui les écrasèrent. Dans cette affaire, c'était bien le contrôle de l'armée par une des deux mouvances politiques qui était en jeu³⁴. Les bataillons étaient alors portés aux nues, exilés ou dissous, en fonction du sort de leur champion. En raison de cette configuration, il existait toujours un risque à renforcer l'armée, et le manque de moyens était absolument frappant.

Le dictateur civil Federico Páez, et son ministre de la Défense le général Enríquez, lui-même à la tête de l'État après Páez, lancèrent une série de réformes destinées à réarmer sérieusement le pays. Le « Programme de Réarmement et de Militarisation du Pays », conçu sur dix ans, devait être financé par un « impôt sur les spectacles publics », dans une conjoncture économique pour une fois favorable.³⁵ Une mission est parallèlement envoyée en Europe faire la tournée des établissements européens. Des fusils Mauser et de nouvelles mitrailleuses ZB de Skoda sont achetées, ainsi que des avions militaires italiens, et de l'artillerie de montagne, là encore italienne, qui avait fait ses preuves en Abyssinie. En 1935 également, est instauré le service militaire obligatoire, ce qui a pour effet de faire passer le nombre d'hommes sous les drapeaux d'un peu plus de 4000 en 1934 à plus de 7000 deux ans plus tard.³⁶ L'effort est donc réel et à moyen terme il aurait pu équilibrer la balance.³⁷ Nous ne disposons malheureusement pas d'étude historique sur la part de la défense dans le budget de l'État, comme il en existe pour le voisin péruvien. Toutefois, on sait que le FBI estime qu'en 1939, le budget militaire équatorien représentait 22,5% des dépenses, loin devant l'éducation (14,5%) et les travaux publics (15,5%) mais que le budget *per capita* restait le plus faible de toute l'Amérique du Sud.³⁸ L'effort budgétaire pouvait donc être comparable aux 20% du Pérou et des nations

³⁴ OSPINA PERALTA Pablo, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, 31 décembre 2015, p. 66-99. Le bilan de ces journées est estimé à environ 1000 morts, soit autant que la guerre de 1941.

³⁵ GÁNDARA ENRIQUEZ Marcos, *El Ecuador del año 1941 y el Protocolo de Rio: Antecedentes, hechos subsiguientes: Arroyo y su tiempo*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, 2000, p. 631

³⁶ Ces chiffres sont issus de la correspondance française. Pour 1934, la mission transmet un « Résumé général de l'armée permanente » ; pour 1937, voir Le ministre des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, 4 novembre 1937. SHD, 7N 3408.

³⁷ Gándara Enriquez définit ces réformes en ces termes : « Desde 1936, la fisonomía del Ejército cambia completamente: se establece en la práctica la conscripción militar, se forman las unidades de acuerdo con las exigencias tácticas; se inicia la organización, desde el núcleo de combate hasta la formación de la brigada, con todas sus unidades, elementos bélicos y servicios; y se le dota a cada brigada de unidades de Infantería, Artillería, Caballería, Ingenieros y de todos sus servicios auxiliares, inclusive una escuadrilla de Aviación. Para dotar a estas cuatro brigadas de oficiales capacitados y técnicos en todos los ramos y servicios, el Gobierno creó escuelas y cursos de especialización, incluyendo Justicia y Sanidad Militar y elevó a la Escuela Militar a la categoría de colegio de enseñanza secundaria. Además se establecieron Escuelas de Aviación, una en Quito, otra en Guayaquil, y una Escuela Naval; y, por último, se construyeron cuarteles ». GÁNDARA ENRIQUEZ, *op. cit.*, p. 632-633.

³⁸ FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador ... Today », p. 19-20.

voisines à la même époque, mais les sommes engagées étaient bien inférieures.

Les Français prennent toutefois leur part dans le festin, et un commentaire du ministre de France en Équateur qui rend compte de la démonstration d'un représentant des établissements Brandt à Quito en février 1936, souligne par ailleurs que l'objectif des Équatoriens, ce sont bien leurs voisins péruviens :

« Le gouvernement équatorien, sans doute inquiet de la tournure que prennent les incidents de frontière avec le Pérou, s'est montré disposé à acquérir un certain nombre de mortiers Brandt de 81 m/m [...] Les essais de tir ont pu avoir lieu en présence du Dictateur, de plusieurs ministres, de l'état-major et de la presque totalité des officiers présents à Quito. Les résultats ont été des plus satisfaisants et les quelques officiers supérieurs qui avaient paru assez froids au début, ont fini par montrer un enthousiasme débordant [...] Évidemment, dans ces pays, il est toujours très facile de vendre, mais il l'est beaucoup moins de se faire payer ».³⁹

Le ministre ne croyait pas si bien dire, car les difficultés équatoriennes reprirent rapidement le dessus. Une partie importante du matériel acheté n'a pas été réglé par les gouvernements suivants, surtout par manque de fonds, mais sans doute aussi pour des raisons politiques tournées contre les réformes du dictateur déchu Páez. Tout le matériel n'est donc pas fourni. Faute de pièces de rechange et d'un bon entretien, les avions partent à la casse et les pilotes au ciel. Les coûts engendrés par le service militaire obligatoire sont difficiles à supporter, et le plus clair des achats porte alors sur du petit matériel : uniformes, sabres, au mieux fusils.⁴⁰ L'écart se creuse avec les Péruviens.

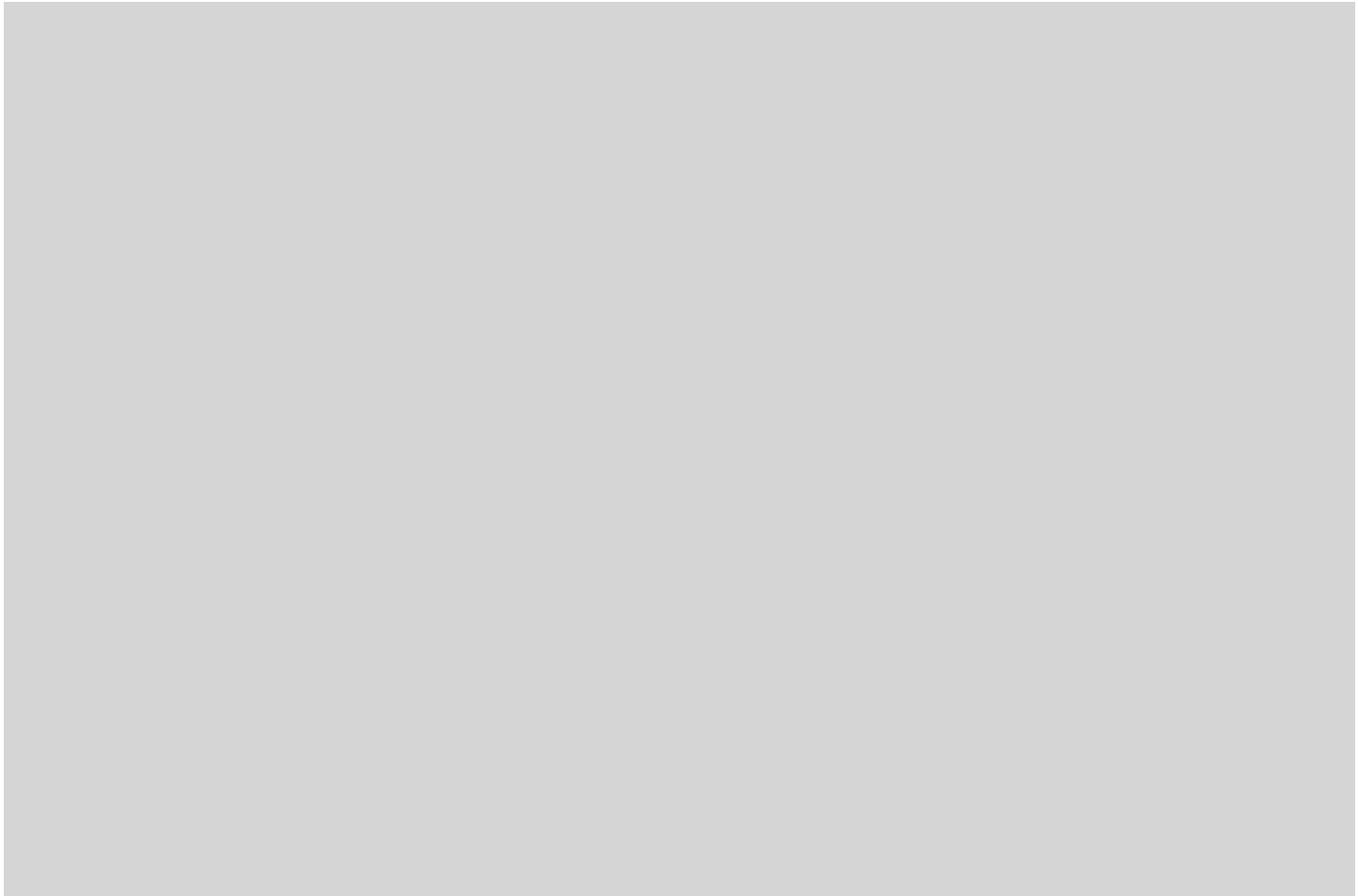
C'est donc en piteux état qu'Arroyo del Río reçoit l'armée nationale en prenant la présidence en septembre 1940. D'abord assez dédaigneux de ces questions, la brusque montée des tensions avec le Pérou le décide à forcer l'octroi d'un crédit militaire auprès de Washington, à partir de mars 1941. À travers son ambassadeur Colón Eloy Alfaro, il souhaite obtenir un crédit important au titre du Prêt Bail (*Lend Lease*), surtout pour obtenir de l'aviation, ne serait-ce que quelques appareils d'entraînement destinés à montrer concrètement aux Équatoriens ses efforts en ce sens. Fin avril, Roosevelt accepte le principe d'un prêt de 17 millions de dollars. Toutefois, le processus est retardé pour plusieurs raisons : manque de priorité de l'Équateur pour le Département d'État, réticence à armer un futur gouvernement éventuellement hostile aux intérêts de Washington, et de voir ces armements utilisés dans le conflit frontalier local... Quand ce dernier dégénère en guerre, l'Équateur n'a encore rien reçu, si ce n'est quelques officiers chargés de réorganiser la défense continentale. Les démarches d'Arroyo ne se sont pas arrêtées avec la guerre de juillet 1941, et il poursuivit ses efforts en vue d'une éventuelle

³⁹ M.G. Terver, ministre de France en Équateur, à M. le ministre des Affaires étrangères, le 26 mars 1936. SHD, 7N 3408.

⁴⁰ D'après plusieurs communications dans le dossier français. SHD, 7N 3408.

reprise du conflit. Les premiers appareils n'arrivent qu'en 1942, et souvent dans des conditions qui en font la propriété uniquement nominale de l'Équateur, mais l'instrument contrôlé par les États-Unis dans la défense de l'hémisphère contre l'Axe.⁴¹

Figure 47 : Les effectifs équatoriens en 1934, d'après les renseignements français



Source : Le ministre des Affaires étrangères à Monsieur le ministre de la Guerre, 10 mars 1934, Amérique n°389. SHD, 7N3408

L'impossible projet de la nation en armes

Quelles sont alors les forces équatoriennes à la veille de la guerre ? L'armée de terre en 1940 n'a sans doute pas beaucoup plus de forces qu'en 1937, lorsque 7000 hommes composaient l'essentiel des armées de la nation. La conscription n'est pas véritablement efficace, avec un taux d'exemption de près de 70%.⁴² Ce chiffre a plusieurs raisons : le manque de crédits de

⁴¹ L'attitude d'Arroyo del Río concernant l'armement du pays a depuis le départ été controversée. S'il justifie de sa recherche de fonds dans son ouvrage posthume, il est fermement accusé de négligence et même de ne pas avoir réarmé à dessin l'armée par le général Gándara, dont il est la principale cible. ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Por la pendiente del sacrificio*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1999, p. 273-347 ; GÁNDARA ENRÍQUEZ, *op. cit.*, p. 627-642.

⁴² RODRÍGUEZ Luis A., *La agresión peruana documentada*, 2e éd., Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana,

l'armée qui ne peut pas accueillir tout le monde et limite volontairement l'application de la loi, la vie difficile de conscrit dans des garnisons très éloignées, la maigreur de la solde, etc. Peu de personnes souhaitent intégrer l'armée. Cependant près de 10 000 personnes ont effectué leur service entre 1935 et 1942, ce qui constituait une force de soutien d'arrière-garde, si tant est qu'elle était équipée. Car la faiblesse structurelle réside dans le matériel dépareillé et faiblement doté en munitions, et dans la faiblesse numérique des officiers. L'encadrement n'est cependant pas si déficient. Une mission italienne a formé les cadres équatoriens depuis les années 1920, même s'ils avaient mauvaise presse.

A cette armée régulière, il faut ajouter les effectifs de carabiniers, police militarisée qui comportait plusieurs milliers d'hommes dans le pays. Mais des rivalités très fortes existaient entre armée et carabiniers sur la base de divergences politiques. L'armée qui avait été l'instrument des libéraux depuis la fin du XIX^e siècle s'en éloignait depuis la Révolution julienne. Elle était de plus en plus sensible au courant conservateur, et plus encore au socialisme qui avait fait de certains de ses officiers son fer de lance.⁴³ L'armée accusait les carabiniers d'être à la solde du gouvernement personnel d'Arroyo. Les bagarres de rue entre groupes des deux institutions ne sont pas rares, et pendant la guerre, la rivalité entre les deux camps se développa au grand jour, constituant une faiblesse importante.⁴⁴

Face à cette faiblesse numérique et à ces forces centripètes, la tentation des gouvernements équatoriens est de tenter mettre désespérément la nation en armes pour compter sur les hommes plus que sur le matériel. À côté de la conscription obligatoire, les Équatoriens ont en effet recours au système des gardes nationaux et de l'instruction prémilitaire. Les premières mesures concernant le corps des gardes nationaux remontent XIX^e s., et elles étaient périodiquement réactivées. Il s'agit pour tous les jeunes hommes, généralement de 18 à 30 ans, de se réunir tous les dimanches pour effectuer des exercices physiques et de tir. Les femmes participaient comme infirmières et les religieux ne pouvaient pas bénéficier d'exemption (ce qui inscrit cette pratique dans la captation libérale des Équatoriens contre celle de l'Église). L'idée est de créer un vivier de combattants potentiellement mobilisables en cas de besoin. Quant à l'instruction prémilitaire, elle consistait à rassembler les écoliers le samedi pour des exercices de défilé au pas militaire et éventuellement de tirs, afin de construire un état d'esprit favorable à l'institution

1955, p. 64 -67. Le colonel précise : « Eran educados unos, intelectuales otros ; y los más, en alejados poblados, ya habían recibido de ciertas autoridades sin escrúpulo, devoradas por la ambición las licencias respectivas ».

⁴³ Par exemple le général Enríquez sur lequel on consultera BECKER Marc, « General Alberto Enríquez Gallo: Soldier, Populist, Leftist », *Journal of Latin American Studies*, mai 2018, vol. 50, n° 2, p. 323-353.

⁴⁴ Pour des détails sur l'historique des carabiniers, voir les développements qui leur sont consacrés dans le chapitre 3, p. 234.

martiale. Les résultats sont cependant loin d'être à la hauteur. Il y aurait certes en 1941 près de 10 000 gardes nationaux à Quito et autant à Guayaquil. Mais l'attaché militaire du Pérou précise que l'enthousiasme des débuts se dégonfle rapidement. L'armée doit patrouiller dans les rues pour vérifier les certificats de participation. Au bout de quelques mois, l'absentéisme est devenu si important que même ces rondes sont supprimées. Les gardes qui s'entraînent ne disposent d'ailleurs pas de locaux appropriés, ni de matériel à la hauteur ; par conséquent, des participants sont éborgnés par leurs vieux fusils défailants dont certains avaient servi à la bataille de Sedan, et les balles perdues à Quito assassinent parfois des inconnus jusque dans leur propre demeure. Les rassemblements de Gardes nationaux peuvent d'ailleurs virer à l'émeute politique. Le Président Arroyo del Río en fait les frais lors de l'inauguration du service en janvier 1940 au stade de Quito. Répondant par le mépris apparent aux demandes des participants de libération des prisonniers politiques, il manque de peu d'être lynché par la foule d'environ 12 000 personnes, qui après la fuite précipitée du Président se dirige vers les principales institutions de la ville en déclenchant des émeutes. La journée laisse un bilan de cinq morts et de dizaines de blessés graves, bilan qui paraît léger à l'attaché péruvien pour le sérieux des événements.⁴⁵ Le corps des gardes nationaux était donc plus un projet politique qu'une véritable force de défense.

Avec toutes ces limitations, les forces au sol contre les Péruviens étaient réduites à peau de chagrin. Dans le secteur côtier, environ 700 hommes de l'armée gardent la frontière, accompagnés de quelques centaines de carabiniers. Avec la guerre, les effectifs y montent avec toutes les peines du monde à près de 2700 hommes.⁴⁶ En Amazonie, pas beaucoup plus de 400 soldats généralement isolés et mal équipés défendent la souveraineté de l'État sur un millier de kilomètres de frontière mouvante (chapitre 4). En montagne, ils sont une ou deux centaines. Pour les distances frontalières pharaoniques, c'est une goutte d'eau.

Les autres branches de l'armée étaient encore moins bien loties. La marine ne comportait que trois navires, pas toujours opérationnels : une canonnière, un aviso et un bateau-école. Les patrouilleurs étasuniens ne sont livrés qu'après la guerre. La maîtrise des mers et des fleuves est donc en réalité acquise aux Péruviens.⁴⁷ Le FBI se plaît à rapporter qu'une parabole populaire met en scène les membres d'un navire de la marine équatorienne qui, n'ayant pas

⁴⁵ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a febrero de 1941 », 20 février 1941. *Col. doc.*, vol. 7, document n°1362 sq.

⁴⁶ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 179 sq.

⁴⁷ RODRÍGUEZ ASTI John, *Las operaciones navales durante el conflicto con el Ecuador, 1941: apuntes para su historia*, Lima, Marina de Guerra del Perú, 2008 ; MONTEVERDE GRANADOS Carlos, *Evolución de la Marina de Guerra ecuatoriana*, Instituto de Historia Marítima, Guayaquil, 1990.

trouvé l'archipel des Galápagos au cours d'une tournée d'inspection, déclare que les îles ont été englouties dans l'océan.⁴⁸ Quant à l'aviation, elle est le parfait exemple des tergiversations équatoriennes. Les militaires équatoriens ont en effet bien conscience de la supériorité que donne l'aviation depuis la Grande Guerre, en particulier dans leur pays au relief accidenté et à la végétation souvent dense. Páez s'était donc empressé d'acheter des Alfa Romeo italiens en échange de cacao et de café.⁴⁹ Mais les règlements ne sont pas honorés. Le matériel n'est pas remplacé, les pilotes disparaissent un à un dans des accidents de plus en plus fréquents. Ceux qui restent se soulèvent aux côtés de Velasco Ibarra contre l'élection qu'ils croient frauduleuse d'Arroyo, et ce sont eux que la foule du stade de Quito souhaitait voir libérés. Le général Enríquez qui avait directement participé à la mise sur pieds de cet embryon d'aviation, enrage :

« L'aviation a subi deux désastres : d'abord la suppression des Écoles et ensuite, la destruction des appareils, avec la mort de presque tous les aviateurs, par manque de maintenance et de contrôle préventif. Dans toutes les armées du monde il y a des réglementations spéciales et rigoureuses pour cette arme ; un appareil ne peut décoller sans la révision et l'approbation de son mécanicien. L'Équateur avait très peu d'experts dans ce domaine ; raison pour laquelle des mécaniciens cubains ont été engagés pour combler ce vide, mais le ministre de la Défense le docteur Mosquera Narváez a aussi eu l'idée d'annuler les contrats en arguant qu'ils étaient étrangers. Les aviateurs décollaient alors sans le nécessaire contrôle de l'appareil, et par conséquent tombèrent et disparurent les appareils et les aviateurs, sans qu'il en reste même aujourd'hui le souvenir. Le peu d'aviateurs qui ont continué ont été relevés et emprisonnés au prétexte de conspirer contre l'ordre établi, et cette attitude n'as pas été rectifiée même dans les moments de grand péril pour la patrie, en dépit de la volonté du peuple de Quito. Souvenez ce qui est arrivé au docteur Arroyo del Río le 12 janvier 1941 ».⁵⁰

Les moyens n'étaient donc pas suffisants mais l'enthousiasme populaire et politique pour ce parangon de la modernité existait bel et bien. La Ville de Quito promit un million de sucres en 1941 pour acheter une douzaine d'appareils ; les aviateurs organisèrent des festivités et des corridas pour lever des fonds qui ne leur rapportent certes pas grand-chose ; un Comité Pro Aviation Nationale organise une campagne nationale, pour laquelle est élue dans plusieurs provinces des « Miss Aviation », sans rapporter non plus les bénéfices escomptés.⁵¹ L'engouement pour l'aviation, réel ou impulsé par des lobbys, est donc assez comparable à celui qui a cours au Pérou, mais ce n'est pas suffisant dans le petit État pour lever les fonds nécessaires. En 1941, il n'y aurait d'après l'attaché péruvien, que 6 appareils militaires dans tout le pays, 3 à Quito et 3 à Guayaquil, des Curtis-Sparrow servant à l'entraînement au

⁴⁸ FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador ... Today », p. 16.

⁴⁹ Victor Revelli, chargé d'Affaires de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères, 17 mai 1937. SHD,

7N 3408 « Équateur ».

⁵⁰ GÁNDARA ENRÍQUEZ, *op. cit.*, p. 634-635

⁵¹ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a febrero de 1941 », 20 février 1941 ; « Informe mensual referente a la situación militar correspondiente a Marzo de 1941 », 3 avril 1941. *Col. doc.*, vol. 7, documents n°1362 et n°1364.

pilotage, constitués de pièces recyclées provenant d'autres appareils.⁵² L'aviation équatorienne est donc en réalité inexistante, et les officiers d'état-major sont transportés pendant la guerre par la Sedta, une société privée contrôlée par des Allemands. Tout comme les Colombiens avaient dû compter sur l'aviation allemande dans l'affaire de Leticia, les Équatoriens étaient donc dépendants d'une infrastructure privée et étrangère dans les moments de crise. Cette dépendance peut expliquer la réticence du gouvernement équatorien et d'autres nations sudaméricaines à supprimer ces compagnies allemandes sous la pression des États-Unis au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Les errements de l'aviation équatorienne sont symptomatiques de la situation de la défense du pays. Ce fut indirectement que les Équatoriens ressentirent le choc de Leticia. Effrayés par les efforts visibles du Pérou avec qui les négociations conduisaient parfois au bord de la guerre, ils ne purent cependant remplir un programme d'armement en raison de considérations de politique interne. Là où la situation politique péruvienne poussait au renforcement des forces armées, celle de l'Équateur poussait dans le sens inverse. Mais les rivalités internes n'expliquent pas tout. Il faut aussi – et surtout – mettre en exergue leur faible capacité financière. Il n'est que de mentionner qu'en 1940, le budget de la Défense du Pérou était équivalent au budget *total* de l'État équatorien.⁵³ L'Équateur pouvait ponctuellement réaliser un effort budgétaire similaire à celui des Péruviens, mais les chiffres absolus ne permettaient pas à un pays plus petit et en moins bonne situation économique de rattraper son grand voisin péruvien. Il aurait fallu pour cela y mettre toutes les forces de la nation dans un contexte économique et politique favorable, ce qui ne pouvait arriver avant de nombreuses années.

Dans le cas du Brésil, Peter Beattie a montré comment l'institution de la conscription universelle, théorique en 1874 et effective à partir de 1916, a profondément transformé non seulement la sociologie de l'armée mais encore sa perception et son rôle dans la société. L'armée brésilienne a ainsi évolué du recrutement forcé s'apparentant à un système proto-pénal vers une opportunité désirée d'élévation et d'éducation pour les couches populaires citadines. L'armée a ainsi été un facteur de l'édification nationale antérieure à l'école ou à l'université.⁵⁴ Dans le cas du Pérou et de l'Équateur, les tentatives encore imparfaites de service militaire

⁵² Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « informe sobre bases aéreas y fuerza aérea del Ecuador, marzo de 1941 », 15 mai 1941. *Col. doc.*, vol. 7, document n°1365.

⁵³ C'est-à-dire l'équivalent de 7,2 millions de dollars de l'époque. Les chiffres sont tirés de CALDERÓN et MENDOZA, *op. cit.*, p. 155 et ARROYO DEL RÍO, *op. cit.*, p. 327.

⁵⁴ BEATTIE Peter M., *The Tribute of Blood: Army, Honor, Race, and Nation in Brazil, 1864–1945*, Reprint edition, Durham, NC, Duke University Press Books, 2001.

obligatoire, d'instruction prémilitaire et de gardes nationales, vont dans le même sens de l'implication des masses dans le projet national. Les Péruviens ont plus de succès mais dans les deux cas, l'armée est alors plus une éducatrice qu'un instrument de guerre. Malgré leur « retard » dans ce domaine sur le grand voisin brésilien, les deux États témoignent en outre d'un véritable *projet modernisateur* dans le domaine de l'aviation, qui soulève l'enthousiasme des foules et s'insère dans la construction rhétorique de nations puissantes et modernes. Le processus d'armement des deux pays, certes asymétrique, nous paraît alors partager un ressort de construction nationale plutôt qu'une véritable préparation belliqueuse.

II- Former les militaires : des armées sous influence ?

Pour comprendre la nature et le degré de préparation militaire des deux belligérants, il est nécessaire de développer un aparté sur l'enjeu des missions militaires étrangères. Dans les deux pays ont en effet été impliqués officiers français, allemands, italiens, espagnols ou encore étasuniens, avant, pendant et après la guerre, de la même manière qu'ils étaient présents dans beaucoup d'autres pays du continent, par un phénomène qu'Alain Rouquié qualifie de « modernisation extrovertie ». ⁵⁵ Leur présence ancienne et la date de 1941 qui place la guerre entre le Pérou et l'Équateur dans le cadre de la Guerre mondiale ne peut qu'obliger à poser la question de l'influence militaire du conflit européen sur le conflit andin, enjeux que nous traitons autre part sous l'aspect diplomatique. On peut alors se demander si le conflit de 1941 peut être perçu comme une extension des rivalités européennes sur le plan militaire, et par conséquent, si la nationalisation des frontières sud-américaines que nous mettons en évidence est une extension de l'impérialisme européen du XIX^e et de ses savoirs techniques, qui poussent à l'accaparement étatique de la moindre parcelle de la planète dans la perspective de la concurrence entre les nations. Toutefois, comme le fait remarquer Carlos Camacho, l'explication par l'influence unilatérale appauvrit la compréhension du phénomène, qu'il préfère regrouper sous l'appellation de « transferts culturels » dans leur variante militaire, et que l'on pourra également désigner par le terme de « circulations militaires ». ⁵⁶ On pourra donc

⁵⁵ ROUQUIÉ, *op. cit.*, p. 100-107.

⁵⁶ CAMACHO ARANGO Carlos, « Síntesis y perspectiva de los estudios de transferencias militares europeas en Suramérica (1890-1940) », *Revista de Historia Iberoamericana*, 2011, vol. 4, n° 2. Il s'agit de circulations militaires au sens large, qui impliquent à la fois des savoirs, des hommes et du matériel. Le terme de transfert indique un processus d'appropriation et de réception. On pourra aussi se reporter à ESPAGNE Michel, « La notion de transfert culturel », *Revue Sciences/Lettres*, avril 2013, n° 1, <http://journals.openedition.org/rsl/219>. Pour la question des circulations culturelles qui impliquent un échange réciproque, et suggèrent donc que l'expérience

s'interroger sur les motivations des gouvernements et militaires sud-américains à engager ces missions, et plus ponctuellement si les missions ont eu un impact sur les propres missionnaires.⁵⁷

Quoiqu'il en soit, le cadre de ces missions est désormais relativement bien connu, bien que les synthèses restent rares et que certaines zones d'ombres persistent.⁵⁸ Présents à titre individuel dans les pays latino-américains en formation, les officiers européens créent de véritables missions dans ces pays à la fin du XIX^e siècle. Ce furent les Allemands qui entamèrent le bal avec l'exemple sans doute unique en son genre du Chili, avant de rayonner entre autres sur l'Argentine et la Colombie. Leur modèle est indirectement diffusé par l'intermédiaire d'instructeurs chiliens formés à l'école germanique qui s'établissent dans plusieurs pays dont l'Équateur. Les Français se sont quant à eux implantés durablement au Pérou et au Brésil où ils ont dû combattre l'influence allemande, et ont prospecté dans plusieurs autres pays. Le Pérou a pu servir à l'occasion de relais indirect, comme le Chili pour les Allemands mais dans une mesure bien moindre, par exemple dans le cas du Venezuela.⁵⁹ La Grande Guerre rebat les cartes en affaiblissant les Allemands, tandis que les Français, mais aussi les Italiens, les Suisses, les Espagnols pour leur *Guardia Civil*, engageaient leurs forces. Les années 1940 voient le remplacement quasi total de ces missions européennes par leurs équivalents des États-Unis,⁶⁰ qui étaient déjà fortement présents dans la marine, puis l'aviation, et qui s'occupent désormais des armées de Terre également, sans que la présence européenne ne disparaisse complètement.⁶¹ Ces missions avaient pour but de réformer, voire d'organiser

latinoaméricaine des officiers européens eut éventuellement un impact sur les armées européennes, on pourra s'appuyer sur le cadre théorique développé pour la question d'agrégation sur les circulations internationales dans l'Europe moderne. Par exemple COGNÉ Albane et BLOND Stéphane, *Les circulations internationales - Europe - 1680-1780*, Paris, Atlande, 2011.

⁵⁷ Nous n'en avons malheureusement pas trouvé trace.

⁵⁸ Pour le cadre, nous avons utilisé l'article précité, CAMACHO ARANGO, « Síntesis y perspectiva », art.cit.. Pour plus de détails nous renvoyons à sa bibliographie. Les développements d'A.Rouquié cités plus hauts sont également pratiques. C'est la mission allemande au Chili qui a le plus été étudiée, suivie d'études d'échanges bilatéraux, comme les Français au Pérou. Pour notre part, en plus de la correspondance inédite que les Français au Pérou ont produite, nous avons consulté une synthèse et des documents sur les missions en Équateur, ce qui avait été extrêmement peu travaillé. MACÍAS NÚÑEZ Édison, *Misiones militares extranjerías y su aporte a la profesionalización del ejército ecuatoriano*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Biblioteca del ejército ecuatoriano »), 2013.

⁵⁹ UZCATEGUI MONCADA María, *Influence et représentations de la France au Venezuela de 1870 à nos jours : les enjeux autour des relations politiques et culturelles*, thèse de doctorat, Université Lumière Lyon 2/Universidad de Los Andes, Mérida, 2015, p. 225 sq.

⁶⁰ Voir par exemple le cas du Chili dans BLANC Floriane, *Entre méfiance et intérêts partagés : trois décennies d'assistance militaire des États-Unis au Chili, 1940-1970*, thèse de doctorat sous la direction d'Isabelle Vagnoux et de Luc Capdevila, Université d'Aix Marseille, 2018.

⁶¹ On peut à ce titre rappeler l'odeur de scandale entourant les activités de formation des militaires français, accusés d'avoir mis à disposition du régime autoritaire, leurs compétences en matière de guerre contre-révolutionnaire acquises dans la Guerre d'Algérie. Voir par exemple ROBIN Marie-Monique, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La Découverte, 2008 ; ainsi que le film documentaire qui l'a suivi ; pour un regard

complètement les armées qui leur étaient confiées, par l'enseignement, la traduction, l'organisation et parfois le commandement des troupes. La cession et la vente d'armements, souvent privés, accompagnaient souvent ces activités. C'est l'armée de Terre qui a fait l'objet des plus grandes attentions, mais les polices militarisées, la marine, et enfin l'aviation, ont aussi fait partie du processus, surtout dans les années 1930 qui constituent notre cadre.

A. Les Italiens, responsables de la défaite équatorienne ?

En Équateur, ce sont d'abord les Chiliens qui sont venus apporter l'enseignement allemand. L'avantage était bien sûr, pour les Équatoriens, de pratiquer une alliance de revers face à l'ennemi commun, le Pérou. Cette « amitié para-voisine »⁶² mena à une première mission de 1898 à 1906 qui tenta d'organiser complètement l'armée équatorienne par une Loi organique destinée à régir longtemps la marche de l'institution. Les échecs de cette armée à Torres Causana et Angoteros face au Pérou, et surtout le désengagement du Chili pour diverses raisons, ne permirent pas à cette mission de s'inscrire dans la continuité, quoique des instructeurs chiliens revinrent régulièrement.⁶³ Dans les années 1920, c'est une mission italienne qui est sollicitée. La première mission (1920-1924)⁶⁴ comporte un général et une vingtaine d'officiers. Elle crée des écoles du génie, d'artillerie, d'éducation physique, ainsi que l'Académie de Guerre pour les officiers supérieurs qui avait été programmée par les Chiliens sans la réaliser, et installe une école d'aviation à Guayaquil. Face à de nombreuses difficultés, seuls quelques individus se maintiennent après 1924, et fondent par exemple le Service géographique de l'armée, jusqu'à ce qu'une seconde mission soit embauchée au milieu des années 1930, qui prend fin avant la guerre de 1941.⁶⁵

Dès le départ, la mission italienne a fait face à une grande hostilité, pour des raisons variées. Les missions européennes rencontraient dans les autres pays de la région un rejet similaire de la part de la vieille armée qui voyait d'un mauvais œil la remise en cause du système qui avait établi leur primauté, de surcroît par des étrangers. Dans l'Équateur de 1924, c'est « leur

sur les transferts entre la France et le Brésil, voir NABUCO DE ARAUJO Rodrigo, « L'art français de la guerre. Transferts de la doctrine de la guerre révolutionnaire au Brésil (1958-1974) », *Cahiers des Amériques latines*, juillet 2012, n° 70, p. 39-58 ; *Conquête des esprits et commerce des armes. La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)*, thèse de doctorat sous la direction de Richard Marin, Toulouse 2 - Le Mirail, 2011.

⁶² TAPIA FIGUEROA Claudio, *Relaciones bilaterales entre Chile y Ecuador: La construcción de la amistad paravecinal (1880-1910)*, Valparaíso, Universidad Técnica Federico Santa María, 2016.

⁶³ On compterait ainsi une vingtaine d'instructeurs chiliens à l'École de Guerre de l'Équateur en 1956. MACÍAS NÚÑEZ, *Misiones militares*, op. cit., p. 189.

⁶⁴ Les sources ne sont pas concordantes sur l'arrivée en 1920 ou 1922 de la mission.

⁶⁵ Notre difficulté à donner des dates précises témoigne de la confusion et du peu d'études claires sur le sujet, malgré l'ouvrage synthétique de MACÍAS NÚÑEZ, *Misiones militares extranjeras*, op. cit.

découragement devant l'obstruction dissimulée qu'ils rencontraient de la part d'officiers équatoriens plus ou moins inféodés au Chili, c'est-à-dire à l'Allemagne », qui auraient fait reculer les Italiens.⁶⁶ L'opinion publique ne les portait déjà pas au pinacle, « ceux-ci ne passant pas en Équateur pour s'être particulièrement distingués pendant la guerre mondiale⁶⁷ ». Il faut cependant rester prudent sur ce type de déclaration. On sait que ce type de critiques envers une armée formatrice étaient régulièrement attisés par les nations européennes concurrentes qui finançaient indirectement des pamphlets et des articles de presse.⁶⁸ Aussi n'est-il pas surprenant que les diplomates français se complaisent à souligner les difficultés italiennes, de même que d'autres pouvaient souligner leurs difficultés au Pérou. En 1937, alors que le second de la mission italienne, le lieutenant-colonel Bruttini, se plaint encore que « la mission n'a pas ici une très bonne presse », le chargé d'Affaires de France expose alors à sa hiérarchie les raisons de cet échec :

« Si j'en crois les bruits qui courent que je n'ai pu vérifier, il [Bruttini] se serait tout récemment et lors d'un cours à l'Académie de Guerre, exprimé en termes peu favorables pour l'Équateur, ses ressources et l'hygiène de ses habitants. Un officier, le colonel Espinoza, lui aurait envoyé ses témoins, mais le lieutenant-colonel italien aurait refusé de se battre. Cet indicent même s'il est inexact, a été colporté de salon en salon et il est un fait certain que l'on n'aperçoit plus Bruttini nulle part depuis un mois. Quant au nouveau venu il a été baptisé « Basurini » [que l'on pourrait traduire par « Poubelino »] et ceci n'augmente pas le prestige de la Mission. D'ailleurs, les défaites essuyées par les troupes italiennes en Espagne, et que la presse rapporte en les faisant précéder de titres en gros caractères, ont porté ici un coup indiscutable à la réputation militaire de la péninsule. Enfin l'armée et le public n'ont pas encore oublié que l'avant dernière mission italienne en Équateur a escroqué de fortes sommes en revendant ici des armes et des avions hors d'usage. Cependant, grâce à l'habileté de M. de Lieto, Envoyé Extraordinaire et ministre Plénipotentiaire à Quito, l'Italie est parvenue à signer avec le Gouvernement de l'Équateur un contrat de vente d'armes et d'avions qui sont payés en café et en cacao : 9 avions Alfa Romero viennent d'arriver à Guayaquil et j'en ai vu voler trois au-dessus de Quito ».⁶⁹

Mépris des missionnaires, malhonnêteté, prestige atteint de l'armée italienne n'ont donc toutefois pas empêché de passer des contrats d'armements importants. Cependant la Mission italienne est restée dans la mémoire des propres militaires équatoriens comme celle d'officiers particulièrement inadaptés à leur pays d'accueil, dans la personnalité et dans la doctrine. S'inscrivent dans cette lignée des systématiques remarques sur le plan de guerre désastreux de Negroni en 1936, centré sur la montagne où il ne se passa en réalité pas grand-chose.⁷⁰ Un historien militaire équatorien résume :

⁶⁶ Terver, ministre résident de France en Équateur au ministre des Affaires étrangères, 19 octobre 1933. SHD, 7N 3408.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ ROUQUIÉ, *op.cit.*, p. 99.

⁶⁹ Victor Revelli, chargé d'Affaires de France en Équateur au ministre des Affaires étrangères, 17 mai 1937. SHD, 7N 3408.

⁷⁰ Voir *infra* p. 450.

« Par malheur, les professeurs savants et érudits qui vinrent en Équateur avec comme auréole de s'être distingués sur les champs de bataille européens, ont utilisé pour leurs enseignements le cadre même de la *sierra* équatorienne, délaissant absolument ce que nous nécessitions, apprendre à défendre notre frontière qui, année après année, nous était grignotée par le Pérou avec tant de voracité ». ⁷¹

Sur la base de ce discours courant, la mission italienne ne fut pas renouvelée en décembre 1940 et c'est auprès des États-Unis que les missions aérienne et navale furent engagées. ⁷² Leur tâche a été grandement retardée par la Guerre mondiale et par la guerre locale, et ce n'est qu'ensuite que ces missions ont eu un véritable poids. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, les Équatoriens ont à nouveau sollicité les Chiliens ainsi que les Brésiliens. S'il est donc fréquent d'associer l'enseignement italien à la défaite équatorienne de 1941, leur attribuer cette responsabilité serait tout aussi exagéré que de faire des Français, formateurs des Péruviens, les vainqueurs de l'engagement.

B. Les Français, responsables de la victoire péruvienne ?

Le Pérou a été l'implantation la plus longue des militaires français sur le continent. C'est à l'extrême fin du XIX^e siècle que cette présence s'affirme, et se renouvelle régulièrement jusqu'à l'invasion allemande de 1940 qui met fin aux missions militaires françaises à l'étranger. ⁷³ Sous la conduite du général Paul Clément, puis d'autres officiers du rang de colonels, les Français ont créé les principales écoles militaires de l'armée de terre, les principales publications aussi comme la *Revue militaire*, et en ont considérablement modernisé l'organisation. Ils ont aussi participé au transfert de savoirs techniques de pointe, notamment géographiques. ⁷⁴

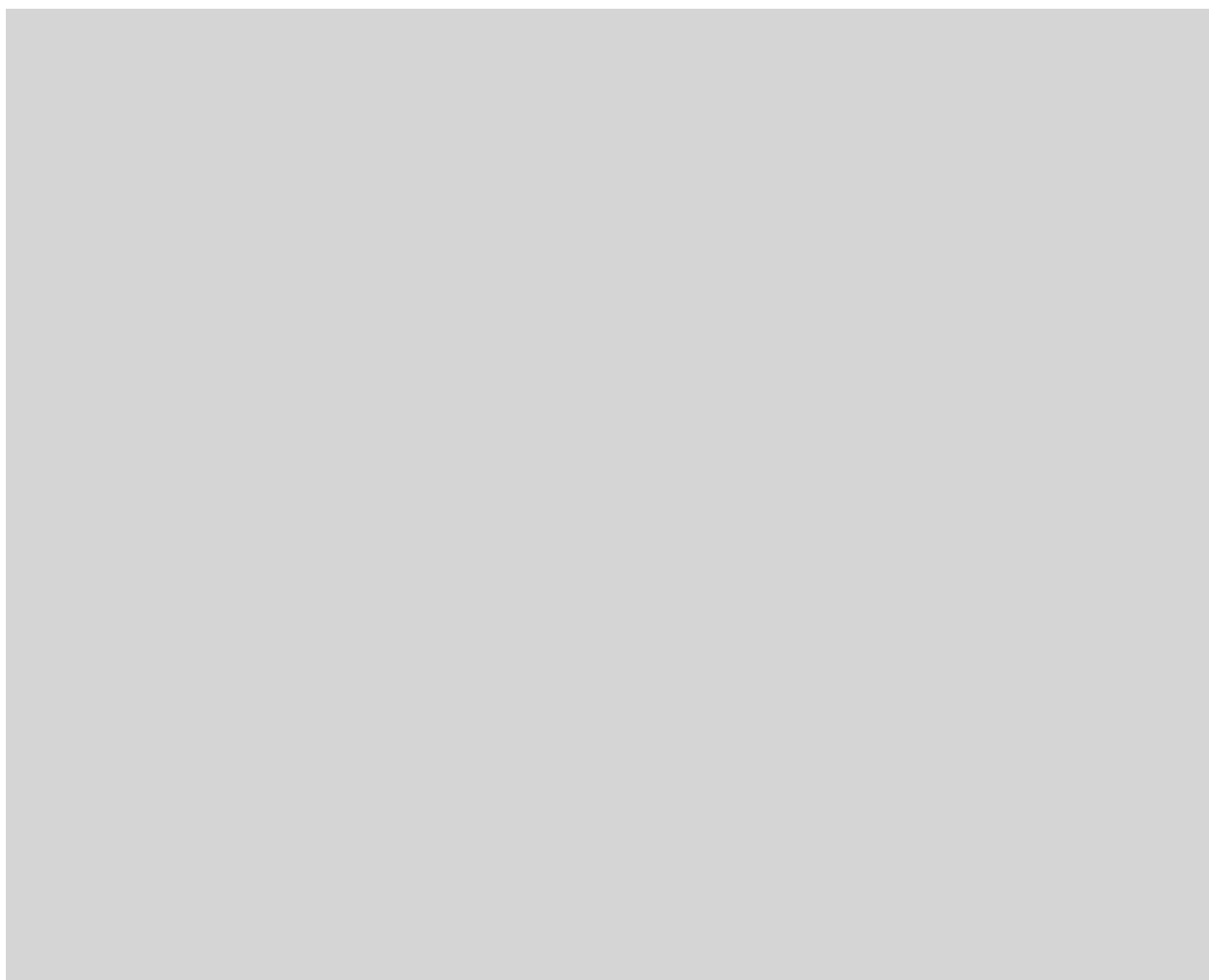
⁷¹ MACÍAS NÚÑEZ, *Misiones militares extranjerias*, op. cit. p.124.

⁷² FRUS, 1940, vol.V, p. 876. La publication ne mentionne que ces « *Agreements* », sans en donner le détail.

⁷³ Pour une vision d'ensemble du travail de la mission, voir SAINT JOHN DE CRÈVECŒUR Thibault, *La mission militaire française au Pérou de 1896 à 1939*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2007.

⁷⁴ Voir à ce titre DAGICOUR Ombeline, *Régénérer la patrie, construire l'État : savoirs géographiques et production du territoire : Pérou (1900-1930)*, Thèse de doctorat, Paris 1/Université de Genève, 2017.

Figure 48 : La première mission militaire française au Pérou, instrument de modernisation des armées péruviennes



Source : *Turismo*, septembre 1941

Au milieu des années 1920 cependant, pour des raisons qui semblent tenir autant de divergences internes au sein de la mission, voire de corruption, que de choix politiques du Président Leguía, la mission n'est pas renouvelée.⁷⁵ Les Français sont même remplacés par un Allemand débauché chez les Argentins, le général Von Faupel (1926-1929), dont les enseignements firent cependant long feu, considérés comme trop autoritaires et de faible empathie avec les officiers péruviens qui conservaient des liens d'amitiés avec les anciens

⁷⁵ En 1924, alors que le général Pellegrin, chef de la mission, est en voyage à Iquitos, éclatent des différends entre le gouvernement péruvien et la mission. Dans ce contexte, le capitaine Verdy est accusé par les officiers de la mission d'escroquerie, mais il est soutenu par le général à son retour. Le gouvernement péruvien profite de cet incident pour mettre brutalement fin à la mission. Des consultations pour la réactiver sont infructueuses en 1925 et 1927. Leguía fait explicitement référence à ces divergences internes mises sur la place publique pour justifier son geste, mais son rapprochement avec les anglo-saxons dans d'autres domaines peuvent laisser penser à un choix stratégique concrétisé par cette opportunité. Voir plusieurs communications dans SHD, 7N 3412.

instructeurs français.⁷⁶ Dans le domaine naval, perle du système léguiiste, c'est une mission des États-Unis qui est chargée de moderniser en profondeur cette institution destinée à contrebalancer l'influence de l'armée de terre. La Police militarisée reçoit quant à elle une mission espagnole de la *Guardia Civil* dans le même but.

Au début des années 1930, il ne restait donc, d'après les Français, « exactement rien » du travail des missions françaises précédentes, ce qui était largement exagéré.⁷⁷ Les négociations reprennent cependant et une nouvelle mission française arrive en 1932. Il est intéressant de noter que cette chronologie correspond très précisément à la dynamique de réarmement provoquée par Leticia que nous avons mis en lumière plus haut. Il ne faut pas y voir à notre avis l'influence décisive de la France sur l'engouement militaire, mais au contraire la volonté de renouer avec une formule qui avait fonctionné de la part d'un État qui cherche à se reconstruire. À son arrivée, le nouveau chef de la mission, le colonel Paris, affublé du grade de général dans l'armée d'accueil, raconte : « J'ai été parfaitement reçu, photographié, filmé, interviewé, abreuvé, et ai pris pied sur terre péruvienne au milieu d'un grand concours de peuple. J'ai fait mes visites protocolaires dans mon splendide uniforme de général à titre fictif, non sans quelque transpiration ». Les trop nombreuses cérémonies l'incommodent et l'empêche de faire son travail. Il refuse cependant d'être nommé Inspecteur général des armées, ne souhaitant pas courir le risque de « prendre part à des opérations militaires contre une nation neutre ». Il désire enfin, dans un geste assez caractéristique des militaires européens face à leurs homologues sud-américains, « être utile à ces braves gens, même un peu malgré eux ».⁷⁸

Plus qu'un apport technique, les membres de la mission sont donc dans un premier temps une ressource symbolique au service du gouvernement qui se présente ainsi en force modernisatrice. Cette superficialité de sa tâche et cette nonchalance sont toutefois bouleversées par l'assassinat de Sánchez Cerro. Auparavant, Paris se sentait considéré avec amabilité comme un artifice. Il est désormais occupé à conseiller directement le ministre et à gérer une forte équipe à l'école de guerre.⁷⁹ Il est ensuite remplacé par le colonel Laurent (1937-1939) qui n'eut pas les mêmes scrupules que son prédécesseur, puisqu'il entra à l'état-major et que l'on retrouve certains de ses rapports sur la conduite de la guerre dans la Collection documentaire. Il est vrai que Laurent, après un éphémère retour en France pour lutter contre l'Allemagne, s'était réinstallé à Lima en juin 1941, soit un mois avant la guerre contre l'Équateur. Il avait

⁷⁶ Von Faupel, à la trajectoire militaire et politique très vaste, fut par la suite nommé par Hitler à la tête de l'*Ibero-Amerikanische Institut* de Berlin, le bras culturel de l'influence nazie dans la région et en Espagne.

⁷⁷ Georges Paris au lieutenant-colonel Martin, 30 octobre 1934. SHD, 7N 3412.

⁷⁸ Georges Paris au général Moyrand, 1^{er} chef d'état-major, 28 janvier 1933. SHD, 7N 3412.

⁷⁹ Georges Paris au général Moyrand, 1^{er} chef d'état-major, 16 août 1933. SHD, 7N 3412.

alors été engagé à titre individuel sous les drapeaux péruviens, après que les missions françaises à l'étranger furent annulées suite aux exigences nazies. Il obtient en août 1942 le grade de général de Brigade.⁸⁰

Cette présence française renouvelée dans les années 1930, et dont les responsabilités augmentent à mesure que la situation se tend avec l'Équateur, fait ainsi conclure au ministre de France que la mission française est responsable de la victoire de 1941, car les militaires péruviens « qui viennent de remporter des succès militaires contre l'Équateur [...] n'ont fait, d'ailleurs, qu'appliquer, au cours des opérations auxquelles ils ont pris part, le plan d'opération que leur avait fourni le colonel Laurent ».⁸¹ S'agit-il de la responsabilité individuelle d'un mercenaire sous les drapeaux étrangers, ou de l'enseignement d'une nation envers une autre ? C'était de toute façon sans doute exagéré. Moins que les Italiens en Équateur mais de manière significative, les Français pouvaient aussi rencontrer l'hostilité de certains milieux. Un pamphlet de 1940 s'intitulait ainsi « les militaires français doivent se retirer définitivement du Pérou », estimant que les membres de la mission étaient exagérément rémunérés, avec des rangs trop élevés en comparaison de leur grade en France et de leur compétence, que leur enseignement n'apportait rien, et qu'ils ne connaissent pas le pays, au contraire du travail des officiers allemands qui avaient réussi en un laps de temps réduit à faire autant et plus que les Français en quarante-cinq ans.⁸² Bien sûr, ce brûlot prend place dans la guerre de propagande entre les puissances de l'Axe et les démocraties au moment où France et l'Allemagne s'affrontent en Europe. Il valorise ainsi outre-mesure les missions allemandes. Il n'en reste pas moins que certains des arguments portent en reprenant des critiques anciennes et avérés.

L'inadaptation de la doctrine française, de ses règlements et de son matériel, était reconnue par certains cadres. Il en va ainsi de Paris qui se plaint de la traduction littérale de manuels français sur l'emploi de masques à gaz, envoyés à Leticia au plus fort de la tension avec la Colombie, sans que les masques ne soient eux envoyés.⁸³ Les innovations de doctrine n'étaient pas non plus de leur fait. Par exemple, ce sont des officiers péruviens qui ont construit la doctrine spécifique au milieu amazonien suite à leur contact personnel avec le milieu forestier (chapitre 4). C'est aussi peut-être contre la volonté des Français, qui pensaient que le milieu montagneux péruvien était rédhitoire à l'emploi de blindés, que les Péruviens se pourvurent

⁸⁰ Voir les communications dans AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier 179, « Mission militaire française au Pérou ».

⁸¹ Raymond Lavondès, ministre de France à Lima, au ministre des Affaires Étrangères, 2 mars 1943, lettre n°41. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier 132, « Poste Pérou janvier-juin 1942 ».

⁸² « Los militares franceses deben retirarse definitivamente del Perú », document anonyme, vers novembre 1940, 8 p. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier 179, « Mission militaire française au Pérou ».

⁸³ Georges Paris au général Moyrand, 1er chef d'état-major, 28 janvier 1933. SHD, 7N 3412.

en tanks au milieu des années 1930 (chapitre 8).

La faiblesse française était entretenue par la concurrence avec les autres nations formatrices dans les autres branches armées. Les États-Unis sont présents dans la marine dès les années 1920 et ne cessent de l'être dans les années 1930. Dans l'aviation, après un poids certain des Français dans le domaine, les avions et donc les techniciens, sont surtout italiens.⁸⁴ Dans la police, après les Espagnols dans les années 1920, le régime de Benavides envisage là encore faire venir des instructeurs italiens dans les années 1930.⁸⁵ L'éclipse des Français en 1940 finit d'entériner la domination des États-Unis qui profitent du conflit mondial pour s'implanter durablement dans l'aviation militaire et civile du pays.

La présence française, quoi qu'elle ait contribué à créer une grande partie de l'architecture de l'armée, n'a donc été ni exclusive, ni hégémonique, surtout dans les années 1930. Comme en Équateur, les États-Unis ont profité du conflit mondial pour se substituer aux anciens concurrents européens. Percevoir la victoire péruvienne de 1941 comme celle de l'enseignement français est donc exagéré. Tout au plus peut-on souligner le rôle individuel de Raymond Laurent, qui n'était cependant pas le seul cerveau de l'état-major. La caractérisation « italienne » ou « française » de ces armées sert plutôt un objectif idéologique qu'elle ne vise à rendre compte de la situation d'un point de vue neutre. Les Italiens ont par exemple servi de bouc-émissaires commodes du désastre équatorien de 1941.⁸⁶ Il ne faudrait donc pas relier chaque belligérant à un formateur en particulier, l'Équateur à l'Italie, les Péruviens à la France, mais à un faisceau d'enseignements et d'influences parfois contradictoires entre elles. C'est aussi le cas lorsque l'on examine la question spécifique des armements.

C. Un marché économique non relié exclusivement aux enjeux politiques

Il faut en effet considérer l'action des missions dans ces pays comme un enjeu avant tout économique qui ne s'embarrasse pas réellement de considérations idéologiques ou d'alliances anciennes. Les grandes puissances européennes, désireuses de se défaire des impressionnants stocks accumulés pendant la Grande Guerre et désormais dépassés, ainsi que les autres nations

⁸⁴ Les Italiens ont livré plus vite et à moindre coût leurs avions pour le conflit de Leticia, ce qui a définitivement éclipsé les Français de ce domaine.

⁸⁵ Le ministre de France au Pérou au ministre des Affaires étrangères, 20 mai 1937, « Engagement d'une mission italienne de Police ». SHD, 7N 3412. Le Président aurait voulu reprendre la main sur les 5000 hommes de la police, qui auraient participé à des tentatives de coups d'État.

⁸⁶ De même, ce type de caractérisation a été un instrument de distanciation idéologique entre groupes concurrents des armées du continent (école allemande de Bolivie contre école française du Paraguay) ou au sein même de ces armées (luttres entre l'école française et l'école allemande au Brésil).

dont l'industrie d'armement occupait une place importante dans les exportations (les Tchécoslovaques, les Norvégiens, etc.), vendaient ou même cédaient des armements à qui le voulait bien, en se livrant entre eux à une concurrence acharnée. Les membres des missions sont alors relégués à un rôle de représentant en commerce qu'ils assument plus ou moins. « Je reçois un tas de lettres de fabricants désireux de placer au Pérou leur matériel », écrit le colonel Paris en 1933, indiquant la présence de Schneider, Hotchkiss et surtout de Brandt.⁸⁷ L'année suivante, le même colonel explique un détail de cette stratégie de vente. Il s'agit de « charger les poitrines importantes de cordons et de plaques », comme le font les Italiens et les Suédois, pour s'attirer la sympathie locale qui aboutirait à des ventes concrètes.⁸⁸ La croyance des Français en la vanité de Latino-américains au sang chaud, est alors internationalement partagée. C'est la même croyance que l'on retrouve à la Société des Nations pour acheter à bas-coût les diplomates sud-américains. Il faut cependant noter avec Yannick Wehrli que ces stéréotypes sont évidemment relatifs, les Anglais ayant les mêmes à propos des Français considérés comme « latins ». Par ailleurs, une décoration étrangère pour un sud-américain pouvait être plus que symbolique et permettre en effet une ascension concrète dans sa société d'origine.⁸⁹ La croyance et la pratique étaient donc bien ancrées chez les étrangers, qui ne s'en privaient pas. Il fallait bien alimenter « tous ces excellents péruviens assoiffés de panaches et de clinquant » estime donc le colonel Paris, qui recommande dans un premier temps une « banane » pour Dellepiano, militaire et auteur de livres,⁹⁰ avant de recommander les honneurs pour le Président Benavides et son ministre de la guerre, pour faire pièce encore une fois à la Suède, et cette fois-ci également au Japon.⁹¹

Tous les moyens sont donc bons pour vendre la marchandise, à qui voudra bien l'acheter. On a vu plus haut que les Français, appâtés par le regain militaire équatorien, n'ont pas hésité à leur soumettre leurs mortiers, quand bien même des officiers de la grande muette hexagonale sont présents dans les plus hautes fonctions de l'armée ennemie péruvienne. Les Italiens quant à eux, formateurs de l'armée équatorienne, installent leur fabrique d'avions Caproni au Pérou. Le cynisme des armées étrangères ne saurait seulement être souligné, car il faut deux parties pour effectuer une vente, le vendeur et l'acheteur. Or, ce sont les pays latino-américains qui

⁸⁷ Georges Paris à un destinataire non précisé, 30 janvier 1933. SHD, 7N 3412.

⁸⁸ Georges Paris au lieutenant-colonel Martin, 8 juin 1934. SHD, 7N 3412.

⁸⁹ WEHRLI Yannick, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, avril 2009, vol. 137, n° 1, p. 45-59.

⁹⁰ Georges Paris au General Moyrand, 1^{er} chef d'état-major général 16 août 1933, SHD, 7N 3412. Il s'agit probablement de Carlos Dellepiane (1893-1946), ayant atteint le grade de général de Brigade, et auteur d'une monumentale *Historia militar del Perú*, Librería e imprenta Gil S.A., 1931-1936.

⁹¹ Georges Paris à un destinataire non précisé, 10 février 1934. SHD, 7N 3412.

achètent à de multiples sources. Les Péruviens achètent des tanks tchécoslovaques, des avions bombardiers norvégiens, des mitrailleuses japonaises, des canons de montagne suédois. Les Équatoriens, quand ils le peuvent, achètent des mitrailleuses tchécoslovaques chez le même Skoda, des mortiers français, des avions italiens, et comptent sur du vieux matériel allemand.⁹² À partir des années 1940, et dans le cadre de la défense hémisphérique, le matériel des États-Unis tend à se substituer à cette diversité, mais il est encore concurrencé dans la deuxième moitié du siècle par le matériel soviétique.⁹³

Il existe donc une stratégie consciente, peut-être guidée par la nécessité, de diversification des sources d'armements. Péruviens et Équatoriens, en un mot, font jouer la concurrence. Ce qui leur permet au passage d'être de très mauvais payeurs. Les gouvernements étrangers s'en plaignent régulièrement, mais se précipitent pour récupérer les nouvelles promesses d'achat. Lorsque leur crédit est épuisé chez l'un, les gouvernements latino-américains se servent chez l'autre. Leguía avait déclaré aux Français que leur éviction temporaire au profit d'un Allemand n'avait « rien de politique », et il était sans doute sincère en un sens.⁹⁴

D'autres mettent en évidence le « hasard » des achats, en fonction des trajectoires. Le cas de l'achat de blindés par le Pérou est explicité par le colonel Monteza qui se présente comme l'auteur intellectuel de cet achat.

« En 1931, étant capitaine élève de notre École Supérieure de Guerre, j'ai entendu dans la conférence d'un professeur respecté les mots suivants qui traduisent l'opinion que l'on se faisait alors sur l'emploi de moyens mécanisés motorisés dans notre pays. Il a dit : « je ne crois pas possible l'emploi de tanks au Pérou ». Une telle affirmation a été démentie lorsqu'en ma condition d'élève de l'École Supérieure de Guerre de Paris, l'année 1935, j'ai pu assister au Camp de la Courtine (Massif Central de France) l'emploi de tanks dans des zones similaires à notre territoire. J'en ai fait part à notre Attaché Militaire en France, qui envoya une lettre au ministre de la Guerre de l'époque, lui suggérant la possibilité d'acquérir quelques tanks pour les essayer dans notre environnement. Parallèlement arrivait au Pérou un Membre de la Mission française qui se prononça en faveur de l'acquisition. Le ministre de la Guerre autorisa l'achat qui fut ensuite matérialisé par l'acquisition de tanks tchèques qui plus tard jouèrent un rôle prépondérant et décisif dans les actions de 1941.

Ceci démontre de manière digne de foi comment l'initiative surgie au hasard influença, en grande partie, le processus d'acquisitions militaires. La raison en est la suivante. Les ministres d'État, dépendants de la ferveur publique et nommés dans la plupart des cas parmi les amis personnels, considèrent qu'il est imprudent d'importuner le chef d'État avec des demandes qui impliqueraient de grands sacrifices et choisissent presque toujours de s'embastiller dans leur ministère ».⁹⁵

⁹² On note un même phénomène de diversification des sources chez les Paraguayens dans les années 1920 et 1930, à l'inverse des Boliviens qui se fournissaient exclusivement chez les Britanniques. HUGHES Matthew, « Logistics and the Chaco War: Bolivia versus Paraguay, 1932-1935 », *The Journal of Military History*, n°69, 2005, p. 411-437.

⁹³ Pour une vision globale des relations de l'URSS avec le sous-continent, BLASIER Cole, *The Giant's Rival: The USSR and Latin America, Revised Edition*, Revised edition. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1988.

⁹⁴ Le ministre des Affaires étrangères au ministre de la Guerre, 8 mars 1930. SHD, 7N 3412.

⁹⁵ MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Lima, Editorial Arica (coll.

Il y a évidemment beaucoup de présomption dans le souvenir de l'ancien capitaine, d'une part de se situer comme auteur moral unique de l'achat de blindés, d'autre part de considérer le rôle des blindés comme primordial en 1941, ce qui ne va pas de soi comme nous le verrons par la suite. Il s'agit en réalité d'une décision collective, avec une multiplicité d'intervenants, ce qui implique une décision mûrement réfléchie, plus qu'un « hasard ». Quant à l'influence française, elle est ambiguë. C'est par sa formation en France que l'officier se convainc de l'utilité de blindés en montagne, et la mission française donne ensuite son assentiment. Mais ce sont des tanks d'une autre nation qui sont achetés. Par ailleurs, le rappel de la position officielle de la doctrine péruvienne en début de citation peut également être mis sur le compte des Français. Certes en 1931, ils n'étaient pas directement aux commandes des écoles, mais l'enseignement militaire au Pérou était si imbibé des leurs enseignements que l'on peut considérer que la non utilité du blindé au Pérou était une position partagée par les Français, voire qu'ils en étaient à l'origine, comme le considèrent aujourd'hui certains officiers.⁹⁶ En tout cas, cela montre clairement la dissociation entre la présence de la mission militaire et la fourniture exclusive d'armes.

« L'influence » des armées étrangères est donc à mettre en perspective. Elle n'est homogène ni dans ses composantes, qui procèdent d'une concurrence acharnée entre nations et d'une multiplicité de partenaires, ni dans son contenu, qui peut privilégier des aspects stratégiques ou économiques. Plus encore, il faut insister sur la perspective depuis les propres armées et gouvernements latino-américains, qui ont su à leur profit faire jouer la concurrence, et qui n'ont pas reçu passivement un enseignement considéré comme supérieur, comme d'ailleurs A. Rouquié le remarquait déjà.⁹⁷ Les nombreuses critiques adressées aux missions depuis les sociétés témoignent d'enjeux qui dépassent de beaucoup le simple transfert de techniques militaires. Il resterait enfin à étudier l'impact du séjour des missionnaires européens sur leur propre pratique et doctrine, particulièrement à leur retour, travail pour lequel nous n'avons pas de matériau mais qui nous paraît judicieux pour mettre en relief de véritables « circulations » militaires.

Ce qui précède aboutit cependant à un aspect particulier de la guerre de 1941. Au contraire des conflits de Leticia, du Chaco, et de la majorité des guerres du continent jusque-là, on ne

« Perú Historia », 1976, p. 19.

⁹⁶ D'après des conversations informelles avec des officiers de l'armée péruvienne.

⁹⁷ « La lutte pour l'influence et la prépondérance militaires place bien sûr les États latinoaméricains dans une position de choix privilégiée qu'ils utilisent en fonction de données géo-stratégiques qui leur sont propres ». ROUQUIÉ, *op. cit.*, p. 99

note que très marginalement la présence de soldats étrangers à titre individuel ou officiel, c'est-à-dire de mercenaires⁹⁸, à l'exception notable du colonel Laurent au Pérou, et d'un officier autrichien retraité en Équateur.⁹⁹ Cette relative absence, en comparaison d'autres conflits régionaux, pourrait être la marque d'armées arrivées à maturité, ou pour le moins à un niveau de développement proprement national, et non plus « exogène ». Les armées elles-mêmes ont donc connu le processus de nationalisation dont elles étaient à leur tour le principal instrument.

III- Programmer la guerre : plans secrets et plans fantômes

L'analyse des plans de guerre et de la mécanique qui aboutit à un affrontement armé de grande envergure n'est pas chose aisée. D'une part, un certain nombre de décisions nous sont invisibles, soit qu'elles n'aient pas laissé de trace documentaire, soit qu'elles aient été délibérément soustraites pour des raisons politiques. D'autre part, toute analyse d'un processus décisionnel risque de recréer a posteriori, par la narration d'un enchaînement bien huilé et téléologique, une cohérence qui n'a peut-être pas existé. Nous connaissons la fin - la guerre - et nous risquons de juger les actions de certains acteurs en début de chaîne comme s'ils avaient parfaitement conscience de la portée de leurs engagements. Dans bien des cas, le processus décisionnel est plus un processus anarchique qu'une chaîne de montage rationnelle. C'est avec cette réserve méthodologique qu'il faut pourtant aborder la question. Les plans de guerre sont très présents dans la mémoire des conflits, parce qu'ils permettent d'établir des responsabilités. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale ne met-il pas aux prises, dans la mémoire collective, le plan Schlieffen au Plan XVII¹⁰⁰ ? L'enjeu historique sur la responsabilité du déclenchement de la guerre ne peut être éludé sous couvert de prudence historiographique, tant la mémoire péruvienne et équatorienne rejettent sur l'autre cette responsabilité. Pour la plupart des études équatoriennes, c'est en effet « le Pérou » qui a préparé pendant des années la guerre, et a créé cet instrument, le Groupement du Nord, pour la mener à bien. Pour les commentateurs péruviens au contraire, les forces militaires péruviennes de la frontière n'ont fait que contre-attaquer face à l'agression des forces équatoriennes, mettant en œuvre une stratégie de « choc

⁹⁸ Pour un éclairage global sur cette figure de combattant, voir BRUYÈRE-OSTELLS Walter, *Histoire des mercenaires : De 1789 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2011.

⁹⁹ Julian Antonio Nadachowski au président de la république Carlos A. Arroyo del Río, 26 juillet 1941. ESMIL, G99. Naturalisé équatorien, ce vétéran de la Grande Guerre se présente comme ancien capitaine de Chasseurs de l'armée impériale autrichienne et aide de camp du général allemand Bothmer. Nous ne savons pas si l'État équatorien a donné suite à sa demande.

¹⁰⁰ BECKER Jean-Jacques, *L'année 14*, 2^{ème} édition., Paris, Armand Colin, 2013, chapitre 7.

frontalier » bien implantée. Pour départager et *in fine* nuancer ces deux positions, il faut alors sonder les intentions des principaux militaires et politiciens des deux pays et tenter d'en évaluer les conséquences, avec toutes les limites méthodologiques que nous venons de souligner, en effectuant une généalogie des plans de guerre au plus près des archives.

A. Le compromis péruvien

Des initiatives précoces peu suivies d'effet

Au Pérou, le conflit avec la Colombie mène en 1933 à une série de mesures politiques et militaires destinées à adapter l'instrument militaire à une véritable guerre. Beaucoup de ces mesures ne sont pas effectivement mises en œuvre dans l'immédiat, mais elles restent un important précédent.¹⁰¹ L'attitude de l'Équateur face à ce conflit voisin est particulièrement scruté, et les Péruviens, au gouvernement ou dans les états-majors, s'inquiètent de la possibilité de l'ouverture d'un nouveau front de ce côté. Pourtant, à notre connaissance, il n'existe alors aucun plan de guerre dirigé contre le voisin du Nord. Le plus ancien plan de guerre que nous ayons trouvé n'est même pas issu de l'armée, mais de la marine, et il date de 1936, trois ans après les faits de Leticia. Il coïncide avec l'ouverture des négociations à Washington, et correspond donc à un plan B en cas d'échec diplomatique. Ce « plan de guerre » prévoit une « guerre illimitée » pour laquelle « toutes les ressources de la Nation [sont] destinées à écraser l'Équateur ». Le théâtre principal de l'action se situerait sur le Pacifique, où la marine se donnerait le beau rôle, en débarquant des troupes à Puerto Bolívar pour prendre El Oro à revers, en bloquant le Golfe de Guayaquil avant de s'emparer de la deuxième ville du pays et de l'archipel des Galápagos « avec la finalité politique de menacer et de contraindre l'Équateur à accepter nos exigences et à négocier la paix ». En Amazonie, théâtre secondaire, il s'agirait d'expulser les Équatoriens au-delà de la navigabilité des principaux affluents de l'Amazone.¹⁰²

¹⁰¹ Parmi les principales normes issues de ce conflit, citons : Décret Loi n°6951 sur l'organisation de la mission militaire péruvienne en Europe ; Loi n°7864 du 30 septembre 1933 portant sur l'organisation du pays en cas de guerre, pris par le congrès constituant, et promulgué par Oscar Benavides ; Loi n°7709 du 13 mars 1933 sur les délits de trahisons en contexte de guerre ; Décret présidentiel du 6 mai 1933 portant sur la création d'une inspection générale de la Défense nationale afin d'acheter des armes ; Décret présidentiel portant création d'un comité économique de Défense Nationale ; Décret présidentiel portant création du *Boletín del clase* pour éduquer les conscrits ; Décret présidentiel du 3 mars 1933 portant création de la Direction générale de l'approvisionnement et Fabriques de guerre ; Décret présidentiel du 11 avril 1933 portant création de la Direction (*Jefatura*) Supérieure de la Défense Nationale pour centraliser l'achat et la répartition de matériel de guerre ; Loi n°7710 du 14 mars 1933 sur les réquisitions en temps de guerre. CEHMP, année 1933, sans classement.

¹⁰² C.Rotalde, chef de l'état-major général de la marine, au chef de l'état-major général de l'armée, « Cooperación del EMG de Marina con el ejército y la aviación en las operaciones del Norte », 18 juillet 1936. *Col. doc.*, vol. 1, document n°21. En voici l'essentiel :

« Nuestro Plan de Guerra prevé :

L'aviation approuve le plan un mois plus tard en proposant ses Caproni et ses Stearman pour appuyer ces opérations.¹⁰³ Un autre plan, peut-être en rapport avec le précédent, prévoit d'attaquer la nouvelle position équatorienne du Santiago en Amazonie (chapitre 5, III-C) en appuyant l'armée. La présence unique de ce plan dans les archives équatoriennes compromet cependant sa véracité.¹⁰⁴

Certaines permanences des projets péruviens apparaissent dans ces propositions. Le caractère central du front de l'ouest est souligné, en contraste avec un front oriental au cœur des enjeux politiques, mais toujours relégué à l'arrière-plan en raison de considérations tactiques de déploiement de troupes. La capture de El Oro est aussi précocement présente, mais on verra qu'elle est plutôt fortuite en 1941. Enfin la prise de Guayaquil, si elle ne s'est pas concrétisée en 1941, a fait l'objet de menaces récurrentes et c'est face à cette éventualité en particulier que le gouvernement équatorien s'est résolu à négocier en 1942. Les similitudes avec les événements de 1941 ne doivent cependant pas nous induire en erreur sur la faible postérité de cette proposition, émanant d'une institution dans une certaine mesure concurrente de l'armée de terre qui mène les opérations en 1941, et qui n'a pas été reprise telle quelle par la suite. En réalité, ce plan de 1936 est, à notre avis, plutôt un héritage des conflits précédents qu'une véritable base des plans futurs et sa proposition de « guerre illimitée » tend à contraster avec la situation de 1941.

L'armée en effet a connu son propre processus de maturation dans la genèse d'un plan de guerre. En 1937, devant le piétinement des négociations à Washington et des rapports

-
- a) Concepto de Guerra: Guerra ilimitada; todos los recursos de la Nación destinados a aplastar al Ecuador.
 - b) Un teatro Principal de Operaciones en la Costa del Pacífico ecuatoriano
 - c) Un teatro Secundario de Operaciones en la Región amazónica
 - d) Teatro principal del Pacífico- comprende cinco grandes operaciones
 - 1) Una fuerza naval ofensiva, destinada a apoderarse del control del mar en el Golfo de Guayaquil , destruyendo todos los elementos navales del adversario en cooperación con la aviación
 - 2) Bloqueo del litoral del Ecuador, específicamente del Golfo de Guayaquil y Bahías Santa Elena y Manta
 - 3) Una operación combinada de las tres armas, para la captura de la región entre Puerto Bolívar y Puerto Pizarro
 - 4) Una operación combinada de mayor envergadura, para la captura de Guayaquil
 - 5) Captura del Archipiélago de Colón

Teatro Secundario del Nor-oriente
El plan de la marina consiste (dada la superioridad naval del Perú y carencia de elementos navales del Ecuador) en una serie de operaciones combinadas ofensivas, destinadas a limpiar de ecuatorianos todos los afluentes septentrionales del Amazonas y sus grandes tributarios, como el Coca, Aguarico, etc. Hasta donde sean navegables los ríos ».

¹⁰³ Le commandant général de l'aéronautique au chef de l'état-major général de l'armée, 19 août 1936. *Col. Doc.*, vol. 1, document n°23.

¹⁰⁴ « Plan de Operaciones n°1, Fuerza Fluvial del Amazonas, Comandancia General », 9 juillet 1936 ; Orden de Operaciones n°2, Fuerza Fluvial del Amazonas, Comandancia General, 12 juillet 1936. AHMRE, T.5.3.1.2. La mission consiste à « negar el avance enemigo por los ríos de frontera. Apoyar el avance de tropas del Ejército peruano en los ríos de frontera y proteger guarniciones avanzadas. Mantener líneas anteriores ». Le plan prévoit aussi des attaques de l'armée sur la nouvelle position du Santiago, appuyées par la marine.

considérés comme alarmants en provenance de la Division amazonienne, le ministre de la guerre demande à son état-major d'étudier des plans de mobilisation de l'armée.¹⁰⁵ Les vicissitudes des négociations à Washington ont bien été un facteur de cristallisation dans ce domaine, puisqu'en septembre 1938, le retrait unilatéral des Péruviens fait craindre une initiative agressive des Équatoriens sur le terrain. Le cabinet militaire fait passer le message suivant aux garnisons « En prévision déclaration chancelier Concha, possibilité réaction garnisons équatoriennes : redoublez vigilance, en évitant accrochages, sauf cas attaque ».¹⁰⁶

Le tournant de 1939 : les soubassements intellectuels du plan

Le fiasco de Washington a donc bien contribué à envenimer les relations entre les voisins comme nous l'avons montré en ce qui concerne les aspects diplomatiques (chapitre 1). Toutefois, la séquence n'avait toujours pas abouti à la formation de plans concrets et détaillés d'attaque. Il faut pour cela attendre 1939. L'origine en est un peu diffuse, mais il semble qu'une conjonction d'intérêts entre les forces présentes à la frontière et l'état-major général à Lima, ait contribué à affiner les objectifs à partir de 1939.

Le colonel Iglesias, alors sous-chef de l'état-major, explique la différence entre les projets passés et les plans qu'il prépare. Sur les plans précédents, il précise :

« En ce qui concerne des études existant sur ce sujet, antérieures à 1938, le chef actuel de la Troisième Section a informé le soussigné que personnellement il n'avait reçu de son prédécesseur aucun travail de cette nature mais qu'après avoir effectué des recherches minutieuses ces derniers mois dans les archives de cette section, il a été trouvé il y a quelques jours un ensemble de ceux-ci intitulés « Plans ». [...] documents qui ont été trouvés dans une armoire du bureau des Opérations ».¹⁰⁷

L'officier ajoute que ce sont des copies d'originaux dont il ne connaît pas l'emplacement, qui n'ont ni date ni signature, et « paraissent avoir été conçus avec une appréciation un peu simpliste et un caractère de généralité qui ne facilitent pas leur application ».

De mauvais plans inutiles cachés au fond d'une armoire : on est loin jusque-là de l'engagement d'un pays entier à planifier dans le détail la mise à genoux d'une autre nation. La situation commençait cependant à changer. En mai 1939, le chef de la 3^{ème} section de l'état-major général souligne ainsi la « nécessité urgente et indispensable de formuler des Plans de Guerre, concernant les pays voisins, probables opposants », pour qu'ils soient soumis à

¹⁰⁵ F.Hurtado, ministre de la Guerre, au colonel chef intérimaire de l'état-major de l'armée, 4 mai 1937, *Col. doc*, vol. 1, document n°25.

¹⁰⁶ Lieutenant-colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet militaire au chef de l'état-major général de l'armée, 29 septembre 1938. *Col. doc*, vol. 1, document n°99.

¹⁰⁷ Colonel T.Iglesias, sous-chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la guerre, 26 juillet 1939. *Col. doc*, vol. 1, document n°193.

l'approbation du gouvernement.¹⁰⁸ À une période similaire, la I^{ère} Division postée à la frontière occidentale de l'Équateur, produit un « plan de surveillance de la frontière Nord » qui consiste à « assurer la surveillance et la fermeture de la frontière dans les périodes de menace d'un conflit armé avec le pays voisin ; informer le Commandement et ensuite sa propre Unité des événements d'intérêt militaire qui se produisent à proximité de la frontière ; permettre la concentration de troupes chargées de la couverture de notre frontière Nord ».¹⁰⁹ Il s'agit cependant toujours d'un plan local et largement défensif.

C'est peut-être ce plan que le colonel Iglesias de l'état-major critique auprès du ministre de la guerre en juillet considérant qu'il ne permet pas de garantir l'inviolabilité du fleuve Zarumilla contre une attaque. Ce plan local de la I^{ère} Division devait d'après lui prendre place dans un « plan de couverture » plus large, en cours d'élaboration à la 3^{ème} section avec le concours du colonel Laurent, chef de la mission française, plan de couverture qui devait lui-même s'insérer dans un « Projet de guerre contre l'Équateur ». Ce dernier, élaboré dans la première moitié de 1939 et remis au ministre de la guerre attendait alors confirmation du gouvernement. Il avait pour but, toujours d'après le colonel Iglesias, de convaincre le gouvernement de « la pertinence de dépenser une certaine quantité d'argent pour l'acquisition, par ordre d'urgence, d'armement, de munitions, de matériel, d'équipement, de vêtements, etc., qui manquent encore pour que notre Plan de Mobilisation soit une réalité, si nous souhaitons mener la guerre victorieusement contre l'Équateur et nous maintenir en même temps en conditions avantageuses face à la Bolivie ».¹¹⁰

On voit donc d'une part que l'élaboration d'un projet de guerre n'a pas été exempt de la concurrence bureaucratique, d'autre part que se dégage une volonté de systématiser l'effort, d'en faire un projet national. L'Équateur est alors bien désigné comme le principal adversaire, même si les capacités de nuisance d'autres pays sont soulignées. Voilà pour les grandes lignes. Le plan de couverture précise que « d'après l'esprit du Plan de Guerre contre l'Équateur, la guerre sera essentiellement offensive et visera, comme premier objectif : Santa Rosa - Zaruma - Loja », et qu'il s'agit de s'enfoncer au maximum jusqu'au río Santa Rosa et au minimum au fleuve Arenillas sur la côte, aidé par l'aviation chargée de « harceler et paralyser » les réserves ennemies, et par la marine bloquant Puerto Bolívar, tandis qu'en montagne il s'agirait d'agir

¹⁰⁸ Lieutenant-colonel A.Lunam, chef de la 3^{ème} section de l'état-major général au lieutenant-colonel chef de la 2^{ème} section, 13 mai 1939, *Col. doc*, vol. 1, document n°124.

¹⁰⁹ L.E.Vinatea, « 1^{ra} División EM, 2da sección, Plan de vigilancia de la frontera Norte » (c. juillet 1939), *Col. doc*, vol. 1, document n°195.

¹¹⁰ Colonel T.Iglesias, sous-chef de l'état-major général de l'armée, au ministre de la guerre, 26 juillet 1939. *Col. doc*, vol. 1, document n°193.

avec « surprise » par le « coup de main ». En Amazonie, le « coup de main violent » doit permettre de prendre les garnisons adverses pour concentrer des troupes sur des têtes de pont.¹¹¹

Ces modalités peuvent être mises en parallèle avec un mémorandum émanant de la même section et le même jour, qui envisage la possibilité d'une « opération offensive de grande envergure » portée en « territoire ennemie », qui pourrait être accompagnée d'une « diversion initiale exécutée par la division de l'Amazonie dans la haute vallée du Santiago, par exemple ». Dès lors, la 1^{ère} Division ne suffirait pas à ces objectifs, et surgit la nécessité pour l'état-major d'une « groupement de toutes les branches armées », première pierre du Groupement du Nord.¹¹²

Au milieu de l'année 1939, et malgré quelques points de divergence, les grands axes de ce que fut la guerre de 1941 étaient donc décidés. Comment expliquer cette urgence péruvienne, après des années de tâtonnements ? La tension issue de la fermeture des négociations à Washington avait sans doute mis les officiers devant la possibilité concrète d'une attaque équatorienne, contre laquelle ils n'étaient pas réellement préparés. On peut également souligner le contexte mondial, de plus en plus menaçant sur les théâtres du Pacifique, de l'Extrême Orient et d'Europe, dont la tension rejaillit dans ces lieux « d'extrême occident ». Il faut enfin souligner les questions de politique interne. Le gouvernement péruvien est alors en fin de mandat. La militarisation du gouvernement depuis 1936 a peut-être encouragé les officiers à prendre des initiatives, alors que le pouvoir était en passe de revenir à un civil.

La mise en œuvre sous Prado et la création du Groupement du Nord

L'arrivée d'un civil à la présidence ne remet cependant pas en cause le fond de ces projets, bien au contraire. Elle les formalise et les place sous l'autorité du gouvernement. Un mois seulement après sa prise de fonction, le Président Prado reçoit en effet le général Ureta et lui promet de le mettre à la tête de cette grande unité de regroupement au Nord, dont il était question plus haut.¹¹³ Le 11 janvier 1941 est créé par décret présidentiel le Groupement du Nord (*Agrupamiento del Norte*), concentrant deux divisions (la 1^{ère} et la VIII^e) ainsi que des forces supplémentaires, basée à Piura. La mission de cette unité aux mains d'Ureta qui a dès décembre commencé à recruter son état-major est de « maintenir l'inviolabilité de notre frontière et aussi de faire front à une action de force de la part de l'Équateur ». Elle prévoit donc la possibilité d'une contre-attaque afin de « repousser l'ennemi hors du territoire national,

¹¹¹ « Plan de Cobertura contra el Ecuador », vers juillet 1939, *Col. doc.*, vol. 1, document n°200 *sq.*

¹¹² État-major de l'armée, 3^{ème} section, « Memorandum, para el caso en que se quiera una operación inicial de cobertura en territorio enemigo (frontera norte) », 26 juillet 1939. *Col. doc.*, vol. 1, document n°194.

¹¹³ MONTEZA TAFUR, *op.cit.*, p. 35 *sq.*

ainsi que de le poursuivre, éventuellement, sur son propre territoire ». ¹¹⁴ Comme d'autres plans, il se présente comme uniquement défensif, utilisant les termes de « défense », « d'inviolabilité », de « repousser » contre d'hypothétiques velléités du voisin. Mais les objectifs qu'il désignent montrent qu'il s'agit bien d'un plan offensif qui conduirait même à une échelle locale à prendre des garnisons équatoriennes. Ureta l'avait bien vu, lui qui précise que « cette mission, non seulement impose une attitude défensive mais en même temps, prévoit une action offensive à objectif limité (objectif qui n'a pas pu être précisé a priori) qui pourra se déclencher en fonction de l'attitude de l'ennemi ». ¹¹⁵

Il s'agit certes de contre-attaque, à partir d'attaques équatoriennes en direction de Tumbes sur la côte, de Sullana dans la montagne, ou les deux en même temps, mais une contre-attaque qui pourrait aboutir à « s'emparer de régions à valeur stratégique qui faciliteraient les opérations futures » et en particulier la mobilisation nationale. ¹¹⁶ Avec son état-major, Ureta produit donc en février un « Plan de manœuvre » censé interpréter les missions données au Groupement du Nord en terme d'objectifs concrets, et qui comporte plusieurs hypothèses en fonction de l'attitude offensive ou défensive de l'Équateur. Face aux 1500 à 3000 soldats que l'Équateur pourrait alors mobiliser, Ureta demande au moins cinq bataillons d'infanterie et de multiples moyens, pour avoir l'avantage numérique et tactique. ¹¹⁷

Ce plan de manœuvre et ses exigences de matériel et d'homme sont diversement reçues à Lima, notamment au sein des nouvelles instances qui président à la défense de la patrie, créées par la Loi organique de 1940. Le chef d'état-major du Groupement du Nord, rappelle avec le ton du vainqueur dans ses souvenirs ce qu'il en était : « La discussion suscitée laissait transparaître une certaine hésitation de la part d'un fonctionnaire qui ne concordait pas avec l'esprit qui devait prévaloir à ce moment-là » écrit-il. ¹¹⁸ Il ajoute plus loin que

« Le conseil supérieur de l'armée était d'accord avec l'action locale [la reprise d'Isla Noblecilla] ; mais ce n'était pas le cas avec l'action offensive profonde prévue dans une des hypothèses du plan de manœuvre. Cet organisme, qui probablement s'appuyait sur des considérations d'ordre international estimait qu'il fallait récupérer ce qui était à nous, sans pénétrer en territoire équatorien en raison de sérieuses répercussions à caractère international ». ¹¹⁹

Face à ces réticences qui montrent que « les Péruviens » n'étaient pas tous d'accord pour

¹¹⁴ « Documentación general sobre las actividades del agrupamiento del Norte ». *Col. doc*, vol. 4, document n°1001.

¹¹⁵ « Plan de maniobras formulado por el Comando del Agrupamiento del Norte, con cuatro hipótesis », Piura, 3 février 1941. *Col. doc*, vol. 3, document n°566.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ MONTEZA TAFUR, *op.cit.*, p. 41.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 50.

déclencher une action de guerre, le Groupement insiste cependant et demande des moyens supplémentaires. Or, c'est précisément le président de la République, Manuel Prado, qui d'après Monteza, a débloqué la situation en accordant au Groupement ce qu'il voulait. Prado en avait le pouvoir depuis que la Loi organique de 1940 avait créé un Conseil Permanent de la Défense nationale qu'il présidait, au-dessus du Conseil Supérieur de l'armée, chargé seulement de conseiller le ministre de la Guerre. La réforme de 1940 peut d'ailleurs à ce titre être lue comme la tentative du nouveau Président civil de garder les militaires sous contrôle. L'attitude de Prado a aussi pu être contrainte. L'historien nord-américain Daniel Masterson rappelle, sur la base de souvenirs de grands témoins et des rapports de l'attaché militaire des États-Unis au Pérou, l'atmosphère qui règne en ce début d'année 1941. L'attaché militaire estime en janvier que « L'armée est loyale mais a besoin d'armes et de munitions, et ses leaders demandent que soient prises des mesures qui couvrent ces nécessités. L'armée ne permettrait pas une guerre contre l'Équateur qui ne lui soit pas favorable. Le gouvernement, conscient de ces facteurs, travaille à un programme de défense qui serait financé par un emprunt national de 300 millions de dollars ». ¹²⁰ Sur la base de ces mêmes sources, Masterson estime qu'Ureta a ensuite menacé en juin le Président d'un coup d'État si la guerre n'était pas déclenchée. ¹²¹

Quelque soient les motivations de Prado, que nous explorerons plus en détails dans la dernière partie, il s'est bien placé au cœur du processus décisionnel, non seulement en appuyant les demandes du Groupement du Nord, mais surtout en s'érigeant comme ultime décisionnaire de l'entrée en action.

Instruction Personnelle et Secrète n°1

En effet, suite au plan de manœuvre d'Ureta, l'état-major de l'armée produit un document programmant les opérations terrestres, navales et aériennes, sur le front occidental mais aussi en Amazonie. Bien qu'il ait été amendé et précisé par la suite, c'est ce document secret, intitulé Instruction Personnelle et Secrète n°1 (IPS n°1) qui peut le plus faire figure de plan de guerre.

L'IPS n°1 est un document très complet puisqu'il présente les justifications idéologiques et pratiques, prévoit des hypothèses, des objectifs précis, les moyens alloués, et le processus de décision. ¹²² Il émane de la 3^{ème} section de l'état-major, qui doit le faire valider par les instances du Conseil Supérieur de l'armée et par le Conseil Permanent de la Défense Nationale, donc par

¹²⁰ MASTERSON, *op. cit.*, p. 103. Le chiffre de 300 millions nous paraît invraisemblable et il faut peut-être lire 30 millions.

¹²¹ *Ibid.*, p. 104-105.

¹²² Voir le document intégral dans EMG. Del E., 3ra. Secc., « Instrucción Personal y Secreta n°1 del Ministro de Guerra para el Inspector general del Estado Mayor General del Ejército, Comandante del Agrupamiento del Norte y Comandante de la Va. División », 2 mars 1941. *Col. doc.*, vol. 3, document n°591.

des assemblées militaires et politiques au plus haut niveau de l'État. Il précise d'abord que l'objectif est de revenir à la situation de 1936, avant les empiètements équatoriens sur le territoire national, notamment dans la région de la côte autour de Matapalo. L'armée laisse faire la diplomatie, mais estime presque certain l'échec de celle-ci, et la préparation parallèle de l'Équateur à une action offensive (I). En cas d'échec de la diplomatie, il s'agirait alors de reprendre du terrain pour revenir à la situation de 1936 sur la côte, maintenir les positions dans la montagne, empêcher l'avancée ennemie dans la forêt haute et déloger certaines positions équatoriennes en Amazonie, notamment autour du Napo (II). C'est donc un plan très localisé qui ne prévoit pas la capture de larges régions ennemies, même s'il programme de déloger des garnisons ennemies. Le déclenchement de ces opérations est du ressort exclusif du gouvernement (III). C'est là la marque du Président Prado qui souhaite garder le contrôle. Les phases de mise en œuvre prévoient d'abord une phase de concentration de troupes (qui a alors déjà commencé sur la côte) pour pouvoir agir en mai 1941 à la fin de la saison des pluies, puis une action simultanée du Groupement du Nord à l'Ouest et de la V^e Division en Amazonie (sur ordre donc du gouvernement), puis, en cas de contre-attaque équatorienne, une phase de « mobilisation et de concentration de l'armée Nationale », qui donnerait donc une toute autre échelle au conflit (IV). Le document précise ensuite des objectifs précis (V), les moyens alloués (VI), les objectifs et moyens de mobilisation et de concentration (VII à X), rappelle que le franchissement du Zarumilla en cas de contre-attaque équatorienne et donc de « guerre nationale » se doit d'être avalisé par le gouvernement (XI), pour enfin organiser la chaîne de commandement, plaçant le président de la République en haut pour les grandes décisions, mais surtout le ministre de la Guerre et l'Inspecteur Général de l'armée au centre du dispositif concret (XII). Le document mentionne pour terminer l'existence de « dangers qui menacent le pays ».

De cette lecture rapide, on peut déduire que les positions d'Ureta n'ont pas toutes été retenues. Il s'agit avant tout d'une action locale, pour récupérer de petits morceaux de territoires considérés comme péruviens et indûment occupés par l'Équateur depuis à peine cinq années. Dans cette perspective, l'Amazonie est certes un théâtre logistiquement secondaire, car il y a moins de troupes, mais la « récupération » territoriale serait en réalité beaucoup plus imposante, car en repoussant un poste, on peut s'emparer d'une région entière par le jeu de la navigation fluviale. La possibilité d'une grande « guerre nationale » n'est pas complètement écartée, mais elle est remise à plus tard, en cas de contre-attaque. Elle n'est pas assortie d'objectifs précis et demeure conditionnée à l'approbation politique. Ni la prise de Guayaquil, ni celle de El Oro, ne sont envisagées. Il s'agit bien d'un plan offensif, mais à objectifs très

limités, dans le respect affiché des procédures internationales et des droits historiques du Pérou. Le plan est approuvé par la suite par les principales instances, et sert de base aux plans plus précis de chaque unité.

Une question se pose alors. Les dirigeants péruviens, civils et militaires, ont-ils été assez naïfs pour croire que leur opération ne déclencherait pas de réaction équatorienne et qu'ils pourraient échapper à cette « guerre nationale » ? L'affirmative n'est peut-être pas aussi absurde qu'elle y paraît. Le discours nationaliste, profondément ancré chez les officiers et les ministres, construit et même renforcé dans les années antérieures, alimenté par les discussions diplomatiques interminables, pouvait leur laisser croire que les territoires à reprendre étaient effectivement et purement péruviens, et que les Équatoriens, submergés par un choc trop puissant, préféreraient négocier que de se lancer dans une longue et pénible guerre pour reprendre ce qu'ils avaient seulement grignoté. En réalité, comme nous l'avons montré dans d'autres parties de ce travail, les Équatoriens étaient tout autant convaincus du caractère équatorien de ces territoires, dont la nationalité floue portée par « l'incertitude géographique » ne posait de problème impérieux que depuis peu d'années. Il était donc plus probable que les Équatoriens acceptent de négocier par manque de moyens à disposition que par accord sincère sur la pérouanité de ces territoires, ce que prévoyait l'IPS noir sur blanc, mais l'aveuglement nationaliste ne peut pas être complètement sous-estimé. Quant au fait de savoir si la guerre de 1941 est bien une « guerre nationale », nous discutons ce point dans le chapitre 8.

Dans le cas où les propres auteurs auraient bien perçu le fait que ce plan avait toutes les chances de provoquer une guerre de grande ampleur, il faudrait alors se demander si l'IPS avait vocation à être publicisé. Les précautions oratoires qu'elle emploie, la justification de la guerre comme une simple continuation de la diplomatie, pour paraphraser Clausewitz, pourraient alors être destinées à l'opinion internationale et nationale, pour justifier a posteriori un conflit guerrier. Dans le sens de cette hypothèse, il est de notoriété publique que la paternité de l'IPS a été revendiquée de manière concurrente au sein des vainqueurs, dès la guerre terminée. Manuel Odría, le futur dictateur du Pérou, met immédiatement en scène après la guerre son rôle dans la genèse de ce texte, dans une lettre à un camarade, lettre qu'il rendit publique dans les années 1960, attaqué sur son rôle dans la campagne¹²³ :

« Je peux te dire qu'elle [l'IPS] a émergé d'une conversation que j'ai eue avec ce chef [le lieutenant-colonel Marin] à l'état-major de la D.L. à Tumbes [...]. Je n'aurai pas la prétention de dire que Marin a repris mes inspirations, mais j'affirme que tous les points de vue qui correspondaient à ma Division, je les ai exposés moi, exclusivement. [...] Pour te le prouver, je t'expose tout en détail et avec les noms des personnes qui, pour une raison ou

¹²³ On sait par exemple qu'il entretenait d'exécrables relations avec Miguel Monteza Tafur, devenu général.

une autre, ont eu connaissance du Plan de la D.L., lequel a été antérieur à la nomination du général Commandant du Groupement et à la création de celui-ci. [...] Quand je pense à cela et à tous les arrangements et la volonté de se faire passer pour les auteurs de beaucoup d'événements, j'enrage, il faut dire que ceux qui ont eu la chance entre leurs mains, l'ont laissée échapper, et l'un d'eux est Hurtado [ministre de la guerre] et l'autre Vinatea [commandant de la 1^{ère} Division, supérieur hiérarchique direct d'Odría] ». ¹²⁴

Nous ne saurions en définitive trancher définitivement sur ce que pensaient les auteurs de l'IPS, qui semble le résultat d'un long processus décisionnel aux intérêts divers, fruit d'aller-retour entre les militaires de terrain et ceux des bureaux de Lima, entre l'institution militaire et le gouvernement civil, lui-même pris dans des considérations de politique interne et dans le réseau diplomatique international. Ce qui ressort néanmoins de cette analyse, c'est qu'à la mi-1939, la possibilité d'une grande opération contre l'Équateur était pratiquement décidée.

Cela ne signifie pas que l'IPS explique toutes les actions postérieures de la guerre. Le texte a en effet reçu des critiques. Odría le trouve trop défensif et se plaint de ce qu'il consiste à réagir aux Équatoriens au lieu de prendre l'initiative. ¹²⁵ Le général Silva Santisteban, chef des forces amazoniennes, le considère irréaliste, soit par manque d'hommes et de matériel, soit que les objectifs ne lui paraissent pas pertinents, soit qu'il estime devoir effectivement planifier une contre-attaque équatorienne que le plan ne prend pas assez en compte. ¹²⁶ Ureta n'a sans doute pas non plus apprécié sa teneur limitée, même si l'on n'a pas trouvé de réaction.

Par ailleurs, des concurrences institutionnelles grippent cette machine bien huilée, notamment entre l'armée de terre et l'aviation, et secondairement avec la marine. Alors que la création du Groupement du Nord visait justement à rassembler dans une même grande unité toutes les forces, l'aviation crée son propre Groupement Aérien du Nord. Il laisse à Ureta la contrôle de quelques avions de reconnaissance, mais le gros des avions de bombardement, de transport et de chasse, échappent à son contrôle et se donnent pour mission de protéger les installations pétrolières autour de Talara et Zorritos. ¹²⁷ Ce manque « d'unité de commandement » dont Ureta se souvient amèrement dans ses mémoires, est encore un problème au milieu du mois de juillet 1941, juste avant la grande offensive. ¹²⁸ En Amazonie, ce n'est pas tant l'aviation qui pose problème, très réduite et directement intégrée à la V^e

¹²⁴ Lieutenant-colonel Manuel Odría au colonel Armando Artola, Santa Rosa, 20 novembre 1941. PUCP, Biblioteca Central - Colecciones Especiales, Colección Manuel A.Odría (ODR 1861-1990).

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Général Antonio S.Santisteban, commandant général de la V^e Division, « Informe sobre la actuación de la V^a División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941 ; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección. Voir à ce titre les premières pages du rapport.

¹²⁷ Felipe De la Barra, général en chef de l'état-major général de l'armée, à l'inspecteur général de l'armée, 15 mai 1941. *Col. doc.*, vol. 3, document n°652 *sq.*

¹²⁸ Voir les remarques du général Ureta sur « l'unité de commandement ». URETA, *Apuntes...*, *op.cit.*, p. 341-347.

Division, que la coordination avec la marine, critiquée après-guerre par Silva Santisteban, tandis que cette coopération est louée sur le front de l'ouest par Ureta. Il faut donc aussi replacer la répartition des tâches et les projets militaires dans le cadre d'une concurrence institutionnelle entre l'armée de terre, l'aviation, la marine et encore la garde civile, qui ont reçu des faveurs en fonction de positionnements politiques. Leguía avait favorisé la garde civile et l'aviation qui est alors en pleine course à l'autonomie, Benavides avait clairement favorisé l'armée de terre. Prado ne peut mécontenter l'armée, mais favoriser l'aviation lui permet de récompenser des fidélités.¹²⁹ Après-guerre, il y eut encore des concurrences entre tous ces acteurs. Il faut donc lire aussi l'IPS et son interprétation aussi comme le résultat de ces divergences internes à l'appareil militaire péruvien.

L'état-major péruvien et les principales branches de l'armée péruvienne ont donc bien préparé une action de grande ampleur sur l'Équateur avec plusieurs mois, au moins, d'anticipation. Les projets flous qui existaient jusque-là, émanation traditionnelle de la concurrence entre deux pays, furent alors précisés et débattus. Tous ne concevaient pas cette action de la même manière, mais un compromis émergea finalement, qui considérait une attaque locale qui ne pourrait que répondre à une attaque équatorienne. Cela peut expliquer l'insistance du gouvernement péruvien à toujours avoir proclamé que l'attaque venait de l'Équateur : il s'agissait non seulement de ne pas passer pour l'agresseur aux yeux de l'opinion internationale, mais cela faisait aussi partie du plan.

Le gouvernement civil a dans cette affaire tenté selon toute évidence de contrôler les agissements militaires en se réservant la décision finale, et sans doute en limitant l'action envisagée à une échelle très réduite, afin d'éviter une guerre de grande ampleur. Les plans, cependant, ne sont pas souvent faits pour être suivis à la lettre. Au début du mois de juillet, c'est un énième accrochage de frontière que le général Ureta utilise pour engager les opérations, alors que la concentration des troupes du Groupement n'est pas encore terminée. Il force ensuite la décision politique de lancer l'offensive, et finit par avancer bien plus que prévu par l'IPS n°1.

B. Les bouc-émissaires de l'Équateur

La généalogie des plans de guerre équatoriens est beaucoup moins aisée que celle des plans péruviens. D'une part, nous n'avons pas eu accès aux archives d'état-major qui auraient pu

¹²⁹ MASTERSON, *op. cit.*, p. 111-112.

nous permettre de reconstituer une certaine continuité, comme dans le cas péruvien. Les indices que nous avons exhumés, associés à des développements critiques déjà anciens, ont cependant limité cette faiblesse, car ils procèdent d'une cohérence certaine. Cette relative invisibilité est peut-être le signe d'absence même de ces plans de guerre.

Tout comme au Pérou, l'affrontement de Leticia est un déclencheur pour les décideurs de l'Équateur qui s'intéressent subitement à nouveau aux garnisons en contact avec le voisin du sud. C'est cependant l'Amazonie qui est alors au centre des attentions, et les positions proches de la Colombie et du Pérou, reçoivent des promesses de renforcement matériel, qui n'ont pas nécessairement été suivies d'effet.¹³⁰ Il faut attendre encore deux ans pour qu'un véritable bilan sur l'état du rapport de force avec le Pérou soit établi.

Le « plan Negroni » de 1937

C'est la mission militaire italienne qui se chargea de cette tâche en créant le « plan Negroni » qui a été de nombreuses fois commenté. Le diplomate péruvien Bákula le compare au plan Schlieffen en raison de sa stratégie d'enveloppement et considère que l'Équateur s'est armé en conséquence.¹³¹ Le militaire péruvien Zamudio cite additionnellement un plan « Pazmiño » dont nous n'avons pas trouvé trace, mais considère que les deux plans sont de toute manière défensifs.¹³² Du côté des Équatoriens, ce plan a été de nombreuses fois vilipendé comme irréaliste, non adapté à l'Équateur, et nécessitant du matériel italien indisponible. Il aurait malencontreusement insisté sur le couloir andin au détriment de la côte où se sont effectivement déroulées les opérations. Il serait donc une des causes de la défaite de 1941.¹³³ Bien que nous n'ayons pas pu consulter le document original, l'historien militaire équatorien Macías Nuñez en fait une description approfondie, ce qui nous permet d'en extraire les axes les plus intéressants.¹³⁴

C'est à peine débarqué d'Italie en décembre 1936 que le colonel Giacomo Negroni, nouveau

¹³⁰ Le ministre de la Guerre et de la Marine au chargé du Pouvoir exécutif, « Documento que determina un posible enfrentamiento entre Ecuador y Perú en la Frontera Sur (el Oro) », 15 mai 1934. ESMIL, D 171. L'état-major demande le renforcement matériel de Rocafuerte pour faire pièce au renforcement de Cabo Pantoja et à l'apparente mobilisation brésilienne. Au ministère des Relations Extérieures, certains suggèrent au contraire de retirer complètement les troupes de cette région pour ne pas inciter une invasion.

¹³¹ BÁKULA Juan Miguel, *Perú y Ecuador: tiempos y testimonios de una vecindad*, Lima, CEPEI : FOMCIENCIAS (coll. « Serie Investigaciones »), 1992, vol. 3, p. 278

¹³² ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Perú, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996, p. 58-64.

¹³³ De nombreuses références dont les différentes occurrences sont citées dans BÁKULA, *Perú y Ecuador...*, *op. cit.*.

¹³⁴ MACÍAS NÚÑEZ Édison, *Misiones militares...*, *op. cit.*, p. 118-124. On trouvera du même auteur une synthèse de ce plan dans MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Historia General del Ejército »), 2012, vol.5, p. 33-37.

chef de la mission militaire italienne en Équateur, se rend sur le terrain frontalier en compagnie des autres membres de la mission et d'officiers équatoriens. Cette mission de reconnaissance aboutit au « Rapport Negroni » de mars 1937. L'expédition a parcouru le Golfe de Guayaquil et la frontière Sud, jusqu'au río Paute, affluent du Santiago passant par Cuenca. Elle a donc parcouru une bonne part de la frontière avec le Pérou, en omettant la basse Amazonie. Le principal enseignement qu'en tire Negroni est la segmentation suivante. Il considère de première importance la protection de Guayaquil, « unique poumon de la République », et donc la sécurisation de Puerto Bolívar, étape essentielle sur cette route. En cas d'attaque péruvienne et de contre-attaque équatorienne, les lignes de défense principales seraient le río Macará (plutôt en montagne) et le haut Jubones, qui trace la frontière Nord de la Province de El Oro. Le río Paute constituerait le dernier bastion contre une offensive ennemie réussie, tandis que l'affrontement naval dans le Golfe de Guayaquil aurait pour but de bloquer ce passage à la marine péruvienne. Dans l'espace amazonien, il se contente de souligner l'aspect « fragmenté » du terrain. Negroni assortit cet enseignement principal de multiples constats et recommandations. Il déplore l'asymétrie des forces entre Péruviens et Équatoriens, qu'il souhaite combler avec du matériel italien, et préconise une montée en puissance progressive des armées pour ne pas effrayer les pays voisins. Il insiste sur la formation des officiers et l'application nécessaire de la conscription, sur le poids de l'aviation, et fait le bilan des autres services. Il propose de réformer la chaîne de commandement en cas de paix et de guerre et déplore l'absence d'un plan de Couverture pour mobiliser et concentrer les troupes en cas de guerre. Il vante enfin le modèle italien fasciste :

« L'Italie, depuis maintenant treize ans, a mis en route la solution au problème de la « Nation Militaire », en plaçant la culture militaire dans le champ des activités de la nation et en s'efforçant de réaliser une grande communauté entre le savoir en général et les applications militaires ». ¹³⁵

Le « plan Negroni », s'il n'y a pas eu de version ultérieure, n'est donc pas un plan offensif. Il se contente, comme dans le cas péruvien, de planifier une contre-attaque. Il n'est, d'ailleurs, même pas un « plan ». C'est bien le « rapport » d'un homme qui vient d'arriver, ne connaît rien du pays, n'en maîtrise pas encore parfaitement la langue, et qui se borne à tâter le terrain en prenant son poste, tout en effectuant un certain nombre de recommandations, ce pour quoi il a été engagé. Il est donc erroné d'en faire un « plan de guerre » comparable à l'IPS n°1 péruvienne ou encore au plan Schlieffen. C'est à partir de ce rapport « formulé pour une petite

¹³⁵ MACÍAS NÚÑEZ, *Misiones militares, op.cit.*, p. 123.

armée mais bien entraînée et bien équipée »¹³⁶ que le colonel Urrutia prépare ses plans à partir de mai 1941, quand la tension avec le voisin monte d'un cran. Il en éprouve alors les difficultés, notamment dans la mobilisation, car le rapport Negroni se baserait sur une connaissance administrative fine des appelés, ce qui serait impossible en Équateur en raison des différends entre administrations civile et militaire.¹³⁷ Urrutia précise également qu'une loi organique de 1940 place le président de la République au-dessus du commandant supérieur. La primauté du politique sur le militaire était donc également présente chez les Équatoriens, tout comme elle l'était chez les Péruviens.¹³⁸

Des initiatives locales exagérées

Il ne semble donc pas avoir réellement existé de plan ni d'attaque, ni véritablement de défense en Équateur. Pis, d'après un ancien officier de l'état-major, ceux qui tentaient d'alerter sur le péril péruvien étaient taxés de « défaitistes » ou « d'alarmistes ».¹³⁹ Malgré ou en raison de cela, les initiatives de défense ont plutôt fleuri à l'échelle locale. Les déclarations du lieutenant-colonel Bolívar Gálvez après la guerre en offrent un exemple. Il explique que peu avant la guerre, le Commandant Segundo Ortiz « se croyait le père du système défensif ». Il était d'ailleurs chargé de remplacer ce trublion comme Chef de la Frontière Sud, un poste de création récente qui témoigne néanmoins d'un certain intérêt pour le conflit frontalier, après que celui-ci eut refusé d'évacuer un point stratégique en accord avec les travaux de la Commission mixte sur place peu avant la guerre. « Tant que le soussigné continuera d'exercer la charge de Chef de la Frontière, il ne donnera aucun ordre attentatoire contre l'intégrité de notre territoire, car le militaire qui a conscience de son devoir ne doit pas obéir aux ordres qui heurtent la souveraineté de la Frontière », avait-il déclaré à son propre ministre des relations extérieures, ce qu'Ureta découvrit dans les papiers saisis dans les garnisons après la bataille.¹⁴⁰ C'est donc bien l'officier frontalier qui se perçoit comme ultime rempart contre l'agression ennemie ; façon de gagner du galon, de se rendre indispensable sans doute, mais aussi conséquence du désengagement de la haute hiérarchie d'après le colonel Gálvez, son premier

¹³⁶ URRUTIA SUÁREZ Francisco, *Apuntes para la Historia: La Agresión peruana*, Quito, Ed. ecuatoriana, 1968, p. 117.

¹³⁷ URRUTIA SUÁREZ, *op. cit.*, p. 113-119.

¹³⁸ Francisco Urrutia considère que la Loi organique de février 1940 fait du président de la République le commandant en chef de l'armée, au-dessus du commandant supérieur de l'armée. URRUTIA SUÁREZ Francisco, *op.cit.*, p. 111.

¹³⁹ Francisco O.Portilla, « Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942 », ESMIL, Libro n°5, Archivo reservado del Comando superior, legajo n°7. Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942, p. 16. En plus de lui-même, l'auteur désigne comme lanceurs d'alerte infructueux le consul Naranjo ou encore Albán Borja.

¹⁴⁰ URETA, *Apuntes...*, *op. cit.* p. 23.

remplaçant. « Les Organes centraux, à part la conduite normale administrative, n'avaient participé ni intellectuellement ni matériellement à la réalisation de la sécurité, et pour cela le commandant Ortiz se sentait le père du système défensif ». Il explique ensuite que cet état de fait est d'après lui le résultat poursuivi par une politique de division et de rabaissement de l'armée par le gouvernement, ce qui n'est peut-être pas exagéré. Les chefs militaires, explique-t-il, n'ont pas d'autorité, car le commandant supérieur de l'armée et le chef d'état-major sont des colonels, de même rang que ceux qui officient sous leurs ordres, empêchant le respect hiérarchique nécessaire à la bonne marche de l'armée.

« Une des réactions et mesures de prudence des politiciens, avait été de priver l'armée d'un Chef au sommet de la hiérarchie. Dans le général de la République, les politiciens voient le caudillo. La phobie du généralat fit école ; on maintenait un organisme sans tête ». ¹⁴¹

Le résultat en était un manque de préparation patent, toujours d'après le colonel Bolivar Gálvez qui est de retour à Quito un mois avant la guerre. Mettant difficilement en garde le colonel Urrutia sur la situation frontalière, il est chargé de la rédaction d'un rapport sur la situation avec le Pérou, qui aurait abouti à une Directive demandant la préparation d'un Plan de Guerre. La guerre éclate à ce moment-là, et l'état-major se voit obligé de créer un plan de toute pièce, le plan « italien » n'étant adapté ni en hommes ni en matériel. Un officier qui intégrait alors l'état-major précise :

« Voilà comment en dépit du fait que l'état-major général avait son Plan d'Opérations en réserve, en ces jours où la Patrie devait faire preuve de toute sa valeur, ce Plan d'Opérations a été omis et certains intellectuels [*académicos*] se sont évertués à improviser des Organiques de Guerre, à donner les noms qui leur passaient par la tête aux Unités qu'ils créaient ». ¹⁴²

Cette improvisation s'est traduite comme on le verra par la création de la V^e Brigade, dans la phase transitoire entre le déclenchement des hostilités et les grandes opérations. La hiérarchie a donc fait preuve d'une grande improvisation dans la planification du conflit avec le Pérou.

Sur le terrain pourtant, des initiatives ont eu lieu, avant même le déclenchement ouvert de l'affrontement. Le major Luis A. Rosero, second commandant du Bataillon Cayambe au contact des Péruviens, explique peu après la guerre ses préparatifs de défense, dans le cadre d'une tension frontalière avivée par les préparatifs du Groupement du Nord :

¹⁴¹ Lieutenant-colonel Bolívar Gálvez, déclaration citée dans le rapport général « Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942 ». ESMIL, Libro n°5, Archivo reservado del Comando superior, legajo n°7. Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942, p. 15. Nous ne saurions dire si cette pratique s'inspirait d'autres pays ni même si elle était volontaire. Il existait d'ailleurs des généraux qui intervinrent dans la commission d'enquête mise sur pieds après la guerre.

¹⁴² « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H. Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón «Macara» en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamíl, 11 février 1942. ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f.

« Le 3 juillet est arrivé de Guayaquil le major Véga Dávila. Commandant du Bataillon « Montecristi », qui me mit au courant à Huaquillas, de tout ce que lui avait communiqué le colonel Rodríguez [alors Commandant de la IV^e Région], de la probable invasion péruvienne, sans préciser la date de cette opération. Au cours de cette conférence verbale que nous avons eue à Huaquillas, nous nous sommes mis d'accord pour prendre toutes les mesures de sécurité à la tête de nos Bataillons et dans le cadre de la juridiction que nous devons défendre, et en faire part aux Officiers, pour que ceux-ci puissent mettre au courant le personnel de la troupe, ce qui a été fait ; combinant ainsi un plan d'attaque et de défense de notre propre initiative et basés sur nos connaissances professionnelles ». ¹⁴³

Ces initiatives locales sont cependant prises quelques jours avant le début des hostilités. Partant, on peut même les considérer comme de nature à accélérer la tension et à déclencher la guerre. Dans le débat récurrent sur les causes de la guerre, les initiatives agressives des officiers équatoriens à la frontière sont souvent dénoncées par les Péruviens. Le mot passé à tous les officiers et soldats de la frontière auquel fait allusion le major Rosero a pu être à l'origine d'une hypervigilance de ces troupes, d'une sensibilité accrue qui a pu produire l'étincelle, d'autant que c'est justement dans ce secteur précis, à Huaquillas, que l'enchaînement commence.

Les informations dont nous disposons sur la préparation théorique de la guerre par les Équatoriens accusent un contraste saisissant avec le processus péruvien. La désorganisation chronique de l'armée et son manque de moyens n'ont pas permis la mise en place d'un plan ambitieux, que le rapport Negroni ne venait pas réellement combler. En revanche, les mesures locales et de dernière minute n'ont pas été de nature à apaiser les tensions avec le Pérou, au contraire. Il faut toutefois souligner la nature rétrospective de la plupart des indices présentés dans ce dossier. La défaite équatorienne a exigé des responsables (chapitre 11). Il a sans doute été facile et tentant de désigner un groupe d'étrangers, les Italiens, comme responsables d'une débâcle qu'ils n'étaient pas forcément chargés de prévoir, leur mission étant avant tout de nature éducative. Au contraire, chacun a eu à cœur, après les événements, de souligner sa prescience de l'affrontement à venir et les efforts qu'il avait effectués, qui consistaient logiquement dans cette rhétorique à combattre des moulins à vent. Il ne faudrait donc peut-être pas surestimer les préparatifs locaux et les blocages de la hiérarchie. Peut-être que cette absence de plan convenait à tous. Finalement, c'est surtout le contraste entre un discours nationaliste focalisé sur l'obsession péruvienne et l'absence de véritable programme cohérent pour y faire face qui nous semble ressortir de cet examen.

¹⁴³ Major en second Luis A. Rosero R., commandant en second du Batallon Cayambe, « Informe de Guerra de las operaciones llevadas a cabo en la frontera Sur por el batallón «Cayambe» y otros repartos de guerra, desde el 5 de julio hasta el 25 del mismo de 1941 », 24 octobre 1941. ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f, Libro n°3.

Conclusion

L'État péruvien a donc bien réarmé le pays au cours des années 1930. Ce n'est toutefois que tardivement et progressivement que l'Équateur est désigné comme la cible de cet armement. Les initiatives personnelles et vagues se précisent à partir de 1939 en un plan détaillé qui est cependant traversé par les intérêts divergents de plusieurs groupes de décision. Il est donc abusif d'affirmer que « le Pérou a préparé la guerre », et moins encore pendant une décennie. Il est toutefois établi qu'à partir de la fin 1940, la décision est prise de frapper localement le voisin équatorien. Ce dernier aurait d'ailleurs souhaité en faire tout autant, mais le manque de persévérance en ce domaine, les rivalités politiques, et surtout l'abysse budgétaire entre les deux nations le lui ont interdit, malgré un ensemble de mesures qui font figure de tentatives. Un autre facteur a été au Pérou le choc de l'expérience contre la Colombie, qui l'a poussé à réévaluer de nombreux points de sa politique militaire. L'Équateur connut justement un tel choc après la défaite contre le Pérou et se tourna vers les États-Unis pour cela. Il est enfin intéressant de noter que dans les deux Républiques, l'opportunité et même la possibilité d'une guerre à grande échelle n'est que très rarement soulignée. Jusqu'au dernier moment, le réarmement a plutôt participé d'une politique de dissuasion, en quelque sorte une continuation de la paix par d'autres moyens.

Cette même prédisposition à armer le pays en tablant sur les forces complètes de la nation nous mène par ailleurs à conclure à la modernité asymétrique des deux armées. Modernes, ces armées le sont par leur adoption commune du modèle de la nation en armes. Encore qu'il faille bien préciser que ce modèle est un idéal, un horizon jamais atteint, et que le rythme diffère selon les pays. À l'intérieur de ce modèle, les armées péruviennes sont en effet plus « modernes », non seulement parce qu'elles détiennent du matériel de pointe, mais plus encore parce qu'elles sont capables de formuler un projet plus cohérent et d'obtenir les moyens correspondants. L'armée équatorienne au contraire, sous-équipée, est incapable de le faire hormis quelques initiatives individuelles et sans lendemains. Il a été plus facile aux armées péruviennes d'obtenir ce résultat parce que c'est l'armée en tant qu'institution qui dirige une grande partie de l'appareil politique. Au contraire en Équateur, après les soubresauts de la Révolution julienne de 1925 qui plaçaient le pays à la pointe du militarisme réformiste aux côtés du Chili et du Brésil, l'armée est retournée sauf exception après 1931 à un rôle second de faire-valoir des gouvernements civils successifs, à un enjeu de pouvoir entre des groupes qui

lui étaient externes, sans qu'elle ne se soit elle-même maîtresse du jeu.¹⁴⁴ Or, si l'on suit A. Rouquié, le processus d'implication des armées dans la vie politique est une conséquence logique de leur modernisation. Si l'Équateur avait une certaine avance en ce domaine, le Pérou dont les militaires plus conservateurs passent facilement pour les « chiens de garde de l'oligarchie » ont rattrapé leur retard.¹⁴⁵ Notre cas montre donc que la « modernisation militaire » n'a pas été un processus linéaire et qu'elle n'a pas nécessairement eu de coloration politique progressiste.

¹⁴⁴ OSPINA PERALTA, art.cit.

¹⁴⁵ L'expression est utilisée par François Bourricaud mais elle traduit en réalité le positionnement de l'approche dite « instrumentale » de l'armée aux ordres de l'élite. BULLICK Lucie, *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 16-17.

Chapitre 8 :

Une guerre limitée au temps des grands massacres

Dans l'étude d'une guerre, il est rarement possible de faire l'économie d'un récit circonstancié de ce qui est considéré comme l'événement central qu'est la bataille, ne serait-ce parce que les réflexions analytiques s'appuient sur une trame chronologique préalablement établie. Georges Duby n'a-t-il pas, avant de proposer une lecture magistralement renouvelée de la bataille de Bouvines, rendu hommage aux historiens qui ont préalablement construit le récit factuel de la bataille permettant de dépasser ensuite ce cadre ?¹ Du reste, l'événement met aussi en lumière la cristallisation de dynamiques qui ont été largement mises au jour dans cette étude pour les années précédentes, des phénomènes qui se précisent, se précipitent et se croisent soudainement.

Or, dans le cas de l'affrontement qui a secoué les deux républiques sœurs entre juillet et septembre 1941, il existe plusieurs versions de l'événement diamétralement opposées ou circonscrites à un seul aspect. Nous proposons donc une narration chronologique et globale de la guerre, croisant les terrains militaires avec des éléments politiques, diplomatiques et culturels. Si cette approche doit nous permettre de dégager des étapes et des moments clé de l'affrontement, elle nous permettra également d'approfondir ponctuellement des phénomènes généraux ou spécifiques à cette guerre : le récit des mobilisés, la place de la rumeur, la caractérisation des combats, la place des civils. Laissant aux ouvrages spécialisés le soin de détailler les opérations militaires, nous préférons offrir une vue d'ensemble et tenter de caractériser ainsi cette guerre. S'agit-il d'une « guerre moderne » ? Que dire de son ampleur, de sa durée, de ses techniques, dans un premier XX^e siècle qui a érigé l'affrontement entre États en carnage des multitudes ?

Pour dépasser les positions irréconciliables des histoires fragmentées déposées par la patine du temps, nous avons fait le choix de revenir systématiquement aux documents les plus proches des événements, aux archives et témoignages directs. Certains de ces récits ont été publiés de longue date par les protagonistes. Les plus importants sont le récit qu'en fait le colonel Rodríguez, en charge de l'ensemble des forces équatoriennes de la côte ; celui du commandant supérieur de l'armée équatorienne Francisco Urrutia ; les souvenirs du général Ureta, chef des

¹ DUBY Georges, *Féodalité*, Paris, Quarto Gallimard, 1996, p. 830.

forces péruviennes de la côte et de la montagne, ainsi que ceux de son chef d'état-major le colonel Monteza Tafur.² Ces récits, quoique forts connus et souvent cités, n'ont pas toujours été exploités à leur juste valeur. Seules la question de la responsabilité du déclenchement de la guerre et celle de la stratégie y ont souvent été recherchées. En réalité, ces récits qui constituent certes une entreprise de justification a posteriori, offrent de multiples points de vue sur le recrutement des troupes ou encore l'état d'esprit des civils. Pour combler les lacunes de ces récits, nous nous sommes à l'occasion appuyés sur les travaux des historiens qui ont paru les plus solides.³ Nous avons toutefois privilégié la lecture directe des rapports des principaux officiers équatoriens du front, qui ont été réunis immédiatement après la guerre par la commission d'enquête équatorienne sur la défaite,⁴ ainsi que le rapport du général Silva Santisteban, en charge des forces péruviennes d'Amazonie.⁵ Très peu utilisé dans la littérature historique, ce dernier offre un tableau remarquable des actions amazoniennes, surtout confrontées aux sources équatoriennes, ce qui permet en partie de restituer au front amazonien son importance. Enfin, l'analyse est approfondie par les entretiens réalisés ou rassemblés d'anciens combattants, qui soulignent l'importance de cette expérience combattante, et qui

² RODRÍGUEZ Luis A., *La agresión peruana documentada*, 2e éd., Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1955 (1943) ; URRUTIA SUÁREZ Francisco, *Apuntes para la Historia: La Agresión peruana*, Quito, Ed. ecuatoriana, 1968 ; URETA Eloy G., *Apuntes sobre una campaña (1941)*, Madrid, Editorial Antorcha, 1953 ; MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Lima, Editorial Arica, 1976. En revanche, nous n'avons pas pu, pour des raisons de consultation, y intégrer les apports d'Octavio Ochoa, chef de frontière ; OCHOA Octavio, *Tragedia ecuatoriana 1941*, Quito, Gráf. Chimborazo, 1976. Il existe en outre une myriade de témoignages personnels de qualité variable que l'on retrouvera dans la bibliographie.

³ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996 ; MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército (coll. « Historia General del Ejército », vol. 5, 2012. Des éléments intéressants dans DELGADO Luis Humberto, *Las Guerras del Perú: campaña del Ecuador: Batalla del Zarumilla*, Lima, Latino América, 1944 ; MARIÁTEGUI Y CISNEROS, SALVADOR, *Conflicto peruano-ecuatoriano : 1941*, Lima, 1968. IBARRA CRESPO Hernán, *La guerra de 1941 entre Ecuador y Perú: una reinterpretación*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (coll. « Diálogos »), 1999 ; GÁNDARA ENRIQUEZ Marcos, *El Ecuador del año 1941 y el Protocolo de Río: Antecedentes, hechos subsiguientes: Arroyo y su tiempo*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, 2000. Sur les opérations navales, nous nous sommes reportés à l'utile synthèse de RODRÍGUEZ ASTI John, *Las operaciones navales durante el conflicto con el Ecuador, 1941: apuntes para su historia*, Lima, Marina de Guerra del Perú, 2008. Pour le front oriental, la seule synthèse est DEL MAR ALCÁZAR Gerardo, *Conflicto militar del Perú con el Ecuador, 1941, en el teatro de operaciones del nor-oriente*, Lima, sans éditeur, 1980.

⁴ Le colonel Rodríguez et le chancelier Tobar Donoso citent ponctuellement ces rapports. Parmi les historiens, seul Larrea Alba semble avoir largement utilisé ces matériaux mais nous n'avons pu malheureusement consulter que le premier tome. LARREA ALBA Luis, *La campaña de 1941: la agresión peruana al Ecuador*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1964, 3 volumes. Pour notre part, sans avoir pu accéder à l'intégralité des rapports, nous en avons consulté une partie importante à l'École Supérieure Militaire (ESMIL) « Eloy Alfaro » de Quito, portion qui nous paraît représentative, à savoir les rapports d'une quarantaine d'officiers, parfois très approfondis.

⁵ Général Antonio S. Santisteban, commandant général de la V^e Division, « Informe sobre la actuación de la V^a División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941 ; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección.

nous permettront d'approfondir la dimension de la mobilisation et des trajectoires personnelles.⁶

I- L'escalade (décembre 1940-juillet 1941)

Depuis la mi-1940, les incidents de frontière se multiplient, principalement dans le secteur ouest sur le cours du Zarumilla. En juillet, des coups de feu sont échangés entre patrouilles pour un chemin qui était auparavant partagé ; en août, la déviation du fleuve Bolsico prive involontairement des milliers de civils équatoriens d'eau ; en novembre, les Péruviens accusent les forces équatoriennes d'occuper indûment Palo Negro et Cerro Caicho, et un lieutenant local leur enjoint un ultimatum de retrait ; en décembre, la chancellerie équatorienne dénonce des survols d'avions péruviens dans le ciel d'Arenillas et de Guayaquil auxquels il est répondu par des tirs. Il semble alors qu'en décembre 1940, cette tension connaisse une brusque accélération en intégrant désormais les trois secteurs de la côte, de la montagne et de la forêt. En effet, non seulement les accrochages à la frontière du Zarumilla se poursuivent, avec notamment la capture d'une petite expédition de carabiniers et des échanges de tirs massifs entre deux garnisons peu après le jour de l'an, mais en montagne, sur le río Canchis entre Loja et Cajamarca, les gardes civils ferment la frontière en détruisant les canots de marchands équatoriens. La presse équatorienne s'offusque enfin de la capture d'orpailleurs par les militaires péruviens dans le piémont amazonien, provoquant un sursaut patriotique dans les proches villes.⁷

Il semble que la fin de l'année 1940 marque ainsi un tournant dans l'ampleur de l'affrontement. C'est en décembre que le chancelier équatorien Tobar Donoso accepte de renforcer les garnisons occidentales, alors qu'il a toujours été un partisan de la méthode souple. Quant aux Péruviens, c'est en décembre également que le Président Prado nouvellement installé acte la création du Groupement du Nord, qui forme alors ses plans, ses cadres, et recrute ses soldats dans le Nord du pays. Cette accélération est sans doute à mettre également en relation avec la commission mixte sur la frontière, chargée d'apaiser les esprits mais ne mène qu'à l'inverse. Les Équatoriens y plaçaient de grands espoirs, mais son travail est réduit à néant dès le départ. Pire, les Péruviens, en exigeant le désarmement de positions militaires

⁶ Voir la liste des entretiens réalisés et transcrits en annexe.

⁷ Pour des détails sur ces incidents, voir le tableau analytique des incidents frontaliers en annexes, ainsi que les développements associés dans les deux chapitres 3 et 4 consacrés l'un à la militarisation de l'Amazonie, l'autre à la situation occidentale.

équatoriennes hautement stratégiques comme préalable à sa mise en fonction, rendent la voie diplomatique désormais hautement improbable.⁸

Il reste difficile pour nous d'expliquer ce virage qualitatif de la fin de l'année 1940. Faut-il y voir le résultat de l'échec des négociations diplomatiques ? D'un contexte mondial propice à l'action armée ? A une dynamique locale d'accrochages qui auto-entretient la tension ? Quoiqu'il en soit, la tension est à son comble et les troupes sont à cran. Les incidents et réclamations diplomatiques se poursuivent pendant la première moitié de l'année 1941, notamment autour du survol d'avions et de l'usage des fleuves frontaliers. Ni les cieux, ni les eaux, ne sont plus alors épargnés par la logique d'appropriation étatique qui n'accepte plus la possibilité de territoires interlopes.

Convaincus de l'attaque imminente de l'ennemi, les militaires se préparent. On sait les plans péruviens. La création du Groupement du Nord en janvier, avec mission d'agir à la mi-mai, provoque une grande agitation à la frontière : arrivée de matériel, enrôlement de locaux, agrandissement à la hâte des chemins et des routes. Les Équatoriens, sans réellement renforcer leurs effectifs sur place, font eux-aussi preuve d'une certaine agitation en portant leurs garnisons au plus près de la frontière, ce qui ne manque pas d'inquiéter les Péruviens. Les nouveaux postes avancés équatoriens font alors face aux nouveaux postes avancés péruviens. Au milieu de ces préparatifs, les civils pâtissent du contrôle renforcé de la frontière, et de l'agressivité envers ceux qui sont considérés comme étrangers.

Le contexte national et international n'est pas plus serein. Les festivités du quatrième centenaire de la découverte de l'Amazone sont l'occasion pour le gouvernement équatorien de revendiquer la préséance sur le roi des fleuves. Le gouvernement péruvien prépare sa riposte avec l'année amazonienne en 1942. Les journaux équatoriens continuent de dénoncer les agissements péruviens, souvent plus à tort qu'à raison. En janvier, le Président Arroyo échappe de peu au lynchage lors de l'inauguration du service de garde nationale, accusé par la foule d'être « vendu au Pérou ». Face à une pression nationale intenable et dans un contexte hémisphérique qu'il croit favorable, le chancelier Tobar Donoso relance de plus belle la bataille diplomatique par une circulaire en mai, très mal reçue par les Péruviens, mais qui aboutit à la constitution d'un groupe de pays médiateurs qui propose diverses mesures de démilitarisation de la frontière qui incommode les Péruviens et laissent les Équatoriens insatisfaits. La proposition de médiation déclenche même une immense mobilisation nationale au Pérou,

⁸ Voir les développements du chapitre 2 sur les aspects diplomatiques et ceux sur les plans de guerre dans le chapitre 7.

orientée par le gouvernement, pour affirmer le soutien indéfectible de la nation au Président Prado qui déclare avec emphase que le Pérou ne cédera « pas un pouce » de son territoire.⁹

En moins d'un an, la tension est montée d'un cran et l'affrontement paraît presque inéluctable à l'observateur d'aujourd'hui. Pourtant, il faut souligner que ce type de tension avait déjà eu lieu de nombreuses fois par le passé. Les populations frontalières s'en accommodaient plus ou moins. Les gouvernements en faisaient un argument de politique interne, les militaires un argument budgétaire. Si tous les acteurs sont alors convaincus qu'il peut ou qu'il doit se passer quelque chose, et qu'il faut donc s'y préparer sérieusement, l'ampleur de l'affrontement qui vient ne semble pas avoir été réellement perçue. La dynamique, d'ailleurs, s'enclenche avec un incident comme il y en eut tant d'autres au cours des années précédentes.

II- 5-6 juillet : l'étincelle

Dans la mémoire des deux pays, c'est bien le 5 juillet 1941 que l'affrontement sérieux commence. Chaque gouvernement dénonce alors rapidement aux chancelleries du continent une attaque de la part du voisin, de sorte qu'il a toujours été impossible de déterminer les circonstances avec précision et neutralité. Afin de restituer au mieux cet événement, nous présentons les rapports qui nous semblent les plus proches des événements.

La version péruvienne est la plus prolixe en détail. Voici comment le sous-lieutenant D. Miguel Bocangel Cuadros, chef du poste de garde civile d'Agua Verde rend compte des événements du 5 juillet :

« A dix heures du matin aujourd'hui, je me suis dirigé vers la parcelle frontalière de Jacinto Orellana Becerra, en raison de rapports de sa part, qui indiquaient que les Équatoriens avaient placé une clôture de barbelé sur notre territoire, avec la participation de gardes armés. Arrivés audit lieu, qui se trouve à environ 500 mètres au Nord-Est de la caserne, j'ai ordonné à Orellana et ses deux fils qu'ils défissent la clôture ; au bout de 25 minutes se sont présentés deux soldats équatariens armés qui en me voyant se sont immobilisés, alors je leur ai montré que cette clôture était en territoire péruvien et ils répondirent qu'ils n'en savaient rien, puis ils repartirent vers l'Équateur. Pressentant qu'ils allaient avertir les leurs et peut-être revenir avec des renforts, j'ai envoyé un des fils Orellana à la caserne pour que le caporal Humberto Chacón Santa Cruz, vienne avec un fusil mitrailleur et six hommes armés, lesquels sont arrivés peu après ; un service de surveillance est établi avec eux en leur donnant pour consigne qu'ils ne tirent qu'à mon ordre ou s'ils étaient attaqués par l'ennemi. Plus ou moins une demie heure passa, quand étant chacun à son poste nous avons perçue les voix de plusieurs hommes qui avaient pénétré dans notre territoire et avec l'épaisse végétation on ne pouvait les voir, mais comme ceux-ci se dirigeaient vers un lieu découvert, nous attendîmes qu'ils sortent dans le but de les capturer et à cet instant trois soldats équatariens aperçurent entre les herbes le garde Luis Manyaro Sosa, pourvoyeur du fusil mitrailleur, sur qui ils

⁹ Les détails sur ces aspects se trouvent dans les parties consacrées aux aspects diplomatiques et aux aspects identitaires, chapitre 2 et chapitre 10.

tirèrent à une distance de 30 mètres, ce à quoi répondirent immédiatement notre fusil mitrailleur, notre mousqueton et nos fusils, constatant la chute de deux des attaquants et la fusillade continuant, nous avons remarqué la présence de plus de soldats équatoriens et après que passèrent environ 30 minutes et devant la possibilité d'être capturés, j'ai ordonné l'abandon des postes et le retour à la caserne, où de nouveau nous nous sommes disposés en tranchées et avec l'aide de l'autre fusil et le reste du personnel du Poste, totalisant 14 hommes et l'auxiliaire Enrique Guinet, qui transmettait et communiquait tous les événements à Sarumilla [*sic*] en plus de coopérer directement avec nous [...] [vers 11h30], nous avons vu que de Huaquillas venaient trois officiers équatoriens levant des foulards blancs et en voyant que nous cessions de tirer ils commencèrent un feu nourri contre nous, faisant usage de canons, dont deux projectiles impactèrent la caserne, sans grand dommage matériel, et moins encore physique [...] au bout de quarante minutes le feu équatorien cessa complètement, ils hissèrent un drapeau de la croix rouge et un blanc qu'ils enlevèrent par la suite, répondant à ce fait par le feu auquel ils ne répondirent plus ».¹⁰

La petite troupe barricadée autour de leur caserne, reçoit ensuite l'ordre de Manuel Odría, chef d'état-major de la I^{ère} Division, de maintenir les positions en attendant des renforts. L'inspecteur général de l'armée, qui se trouvait alors dans la région, rend compte de l'accrochage au gouvernement de la manière suivante :

« Hier à 10 heures la garnison équatorienne de « Huaquillas » a ouvert le feu sur des gardes civils du poste péruvien d'Aguas Verdes qui effectuaient une patrouille de routine sur le territoire péruvien, puis a pénétré sur le territoire national. [...] à la même heure le poste péruvien de garde civile et de police de Las Palmas reçut des coups de feu de fusils et de mitrailleuses de la part de la troupe équatorienne de Chacras. [Le lendemain], à 12h30 les Équatoriens ont ouvert le feu sur le poste de Las Palmas, occupant des positions en face de ce lieu et Uña de Gato en territoire péruvien occupé par des cultivateurs de tabac péruviens, des mortiers ayant été utilisés pour les déloger, initiant ainsi le combat ».¹¹

On voit que dans ce compte rendu, l'événement est simplifié sur la base d'une « patrouille de routine » qui n'en était pas une, et la complexité de l'enchaînement disparaît au profit d'une vérité simple : les Équatoriens ont attaqué plusieurs postes péruviens sans sommation et de manière plus ou moins coordonnée. C'est la version qui est diffusée auprès du gouvernement et des chancelleries du continent. Le général Ureta, à la tête du Groupement du Nord, qui déjeune alors loin des lieux vers la *sierra* avec son chef d'état-major et l'Inspecteur général de l'armée nommé ci-dessus, reçoit la nouvelle de l'échange de coups de feu par téléphone, et décide immédiatement d'appliquer l'hypothèse numéro 2 du plan préétabli, avant de rentrer précipitamment au quartier général de Tumbes, au plus près de l'action, en un jour et demi.¹²

Du côté équatorien, c'est le major Luis A. Rosero, deuxième commandant du Bataillon « Cayambe » qui donne les informations au plus près, à travers au moins deux récits successifs entre juillet et octobre. Dans un climat de grande suspicion à la frontière, alors qu'il est

¹⁰ Le ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, 16 juillet 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

¹¹ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 10 juillet 1941, transcrivant les rapports de l'inspecteur général de l'armée, le général German Yánez. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

¹² MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 113

convaincu d'une attaque imminente des Péruviens, il envoie une patrouille habituelle « avec l'objectif de contrôler et observer que des éléments Péruviens n'entrent pas sur notre territoire sans l'autorisation de l'agent d'immigration et des Étrangers et avec le visa de ce commandement ». ¹³

« A dix heures et demi du matin, je recevais le rapport du sergent Manzano, commandant de la Patrouille du Bramador qui m'informait que des éléments civils péruviens étaient en train de défricher [*desmontando*] au sein de notre territoire au lieu susdit, et protégés par des gardes civils armés de mitrailleuses et de fusils. Le commandement ordonne à monsieur Arsenio Campos qu'il se déplace audit lieu, afin d'être informé sur la réalité de ce rapport ; écoutant quelques minutes plus tard des détonations de mitrailleuse et de fusils, je me suis immédiatement déplacé à la caserne pour ordonner la formation en peloton ». ¹⁴

Rosero précise dans un autre rapport que ce sont les Péruviens qui ont ouvert le feu lorsqu'ils ont aperçu la patrouille équatorienne cachée derrière les fourrés ¹⁵. Le soldat Narváez est touché au genou et décède. C'est le premier mort de cette guerre. Rosero envoie quelqu'un pour négocier avec l'officier péruvien, mais on lui tire dessus et le feu s'intensifie. Il organise alors le service des gardes nationaux de Huaquillas, une vingtaine de personnes pour les brancards, l'eau, le service des munitions. Il court au télégraphe prévenir ses collègues de l'attaque, mais il lui est répondu que tout le front est attaqué. ¹⁶ Le lieutenant-colonel Octavio Ochoa, son supérieur, chef de la frontière Sud, ajoute qu'« il faut noter que le combat de Chacras a commencé par l'attentat du détachement péruvien de las Palmas en mitraillant bien que sans résultat, la camionnette du Bataillon « Cayambe » qui de Balsalito revenait plus ou moins à onze heures du matin par notre chemin et sans commettre le moindre acte qui pouvant conduire l'ennemi à procéder de la sorte ». ¹⁷ Il confirme plus tard que les Péruviens « ont ouvert le feu sur nos détachements à des heures distinctes, mais toujours sans raison », comme à Chacras où ils tirent sur un camion sans motif. ¹⁸ A Quito, le Commandant Supérieur de l'armée, Francisco Urrutia, est averti par télégraphe par Ochoa. Il court en informer le Président Arroyo del Río,

¹³ Major Luis A. Rosero R., commandant en second du Batallon Cayambe, « Informe de Guerra de las operaciones llevadas a cabo en la frontera Sur por el batallón "Cayambe" y otros repartos de guerra, desde el 5 de julio hasta el 25 del mismo de 1941 », 24 octobre 1941. ESMIL, Subsecretaría de Defensa Nacional, legajo A, Libro n°3 Campaña internacional de 1941. 3-Declaraciones de los Señores oficiales de servicios (ci-après ESMIL, Libro n°3).

¹⁴ Major Luis A. Rosero, cité dans ESMIL, Archivo reservado del Comando superior, legajo n°7, Libro N°5. Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942. (ci-après, ESMIL, Libro n°5). Ce livre est en réalité un rapport qui compile les déclarations des officiers pour former le récit de la bataille. Nous n'avons eu accès qu'à sa première partie.

¹⁵ Major Luis A. Rosero, « Parte de Guerra de las Operaciones, en la frontera Sur desarrolladas desde el 5 hasta el 25 de julio de 1941 en el sector de Huaquillas, Quito, 31 août 1941. ESMIL, « Parte de Guerra Huaquillas 1941 ».

¹⁶ Mayor Luis A. Rosero R., doc.cit., 24 octobre 1941.

¹⁷ Octavio Ochoa, cité dans ESMIL, Libro N°5.

¹⁸ Lieutenant-colonel Octavio Ochoa, chef de Sécurité, « Parte de Guerra » au colonel commandant de la V^e Zone militaire, 14 juillet 1941. ESMIL, Libro n°3.

avec qui il est en mauvais termes. Le lendemain, avec la reprise des échanges de tirs, Urrutia fait publier un communiqué dénonçant « une attaque préparée » au cours de laquelle civils et militaires péruviens avaient passé la ligne du *Statu Quo*, puis employé le lendemain artillerie et aviation, ce qui est exact. Dans la nuit du 6 au 7, Arroyo del Río convoque le conseil d'État et sollicite les facultés extraordinaires permettant de débloquer les fonds nécessaires à la mobilisation.¹⁹ Il crée aussi dans les jours qui viennent une Junte Patriotique de Coopération pour la Défense nationale rassemblant des représentants des Chambres, des partis politiques, de la presse et des notables de la société civile.²⁰ La dynamique est enclenchée.

Que retenir de ces deux récits, parfois contradictoires, jusque dans les différentes versions d'une même personne ? D'abord que chacun rejette sur l'autre la responsabilité du premier coup de feu, aussi trivial soit-il. La seule chose certaine est que des Péruviens et des Équatoriens armés se sont affrontés à quelques individus pour le contrôle d'un champ, entraînant un mort (un deuxième décède bientôt de ses blessures), ce qui inscrit cet événement dans les nombreux incidents des années 1930 autour de l'activité du tabac. D'ailleurs, l'implication de nombreux civils et à plusieurs niveaux montre qu'il ne s'agit pas d'une bataille rangée et d'une grande clarté. C'est donc, en quelque sorte, un incident banal, commun, malgré la mort d'un homme. Il y a néanmoins une différence de taille avec les incidents antérieurs dans la suite immédiate donnée par les deux camps. Chaque petit groupe réagit en effet comme s'il s'agissait clairement d'une déclaration de guerre, préparant ses troupes et avertissant les autres garnisons comme si elles étaient en danger. Les échanges de coup de feu qui se généralisent en moins d'une heure à Chacras, et sur plusieurs dizaines de kilomètres au cours de la journée, soulignent cette différence quantitative. Les gouvernements y ont vu le signe d'une attaque préméditée, justifiant une mobilisation du pays contre l'ennemi atavique qui était passé à l'action. Certes, les Péruviens avaient planifié une action depuis plusieurs mois, mais les troupes n'étaient pas encore prêtes, ni toutes acheminées, et Ureta était loin du théâtre (à moins qu'il n'ait justement voulu paraître loin d'un ordre qu'il aurait donné, ce qui est tout à fait possible). Il a plutôt saisi l'opportunité pour mettre en œuvre ses plans. Quant aux Équatoriens, l'improvisation de la suite, tant nationale que locale, montre bien qu'ils n'ont pas planifié l'attaque. Rien dans nos sources ne confirme donc la préméditation de l'incident, ce qui ne signifie pas que cela soit nécessairement erroné. En l'état actuel de notre travail, nous pensons que l'atmosphère très chargée de conflictualité depuis plusieurs mois, à l'échelle des deux pays, mais aussi sur la

¹⁹ URRUTIA, *op. cit.*, p. 103 sq.

²⁰ *Ibid.*, p. 135.

frontière, ainsi qu'au niveau mondial, et la proximité de garnisons qui depuis quelques années s'étaient multipliées et rapprochées, ont constitué une poudrière qui pouvait exploser à partir d'un incident jusqu'ici banal, et qui a permis de justifier ensuite un affrontement de plus grande ampleur. Les soldats ont en effet pu entendre les coups de feu d'une garnison à une autre, et ainsi perpétuer une vague sans véritable ordre hiérarchique. Le récit biaisé et simplifié qui remonte aux décideurs nationaux, les convainc alors que l'affrontement est enfin arrivé.

III- 7-23 juillet : la mobilisation d'une « Drôle de guerre »

A partir du 7 juillet et pendant deux semaines, il n'y a pas de combats ouverts de grande ampleur, mais tout au plus quelques escarmouches, quelques échanges de tirs entre garnisons qui s'observent. Des deux côtés, et surtout péruvien, on prépare la suite en creusant des tranchées, en améliorant les routes, en réorganisant les troupes. C'est une sorte de « drôle de guerre », une course de vitesse. Les deux pays sont convaincus qu'ils sont en conflit ouvert. Une grande agitation patriotique s'empare des capitales et des grandes villes. Les Présidents Prado et Arroyo del Río sont sollicités par des marches patriotiques qui les interpellent jusque sous leurs fenêtres, les assurent de leur soutien tout en les engageant dans la voie de l'affrontement. Les journaux envoient des correspondants sur la frontière. Les représentants des pays médiateurs, États-Unis, Brésil et Argentine, appellent au calme et essaient de comprendre ce qui s'est passé. Enfin les états-majors, les ministères de la guerre, s'activent pour concentrer le plus de troupes à la frontière. La mobilisation commence.

A. La machine de guerre imparfaite des Péruviens

Les troupes péruviennes avaient commencé leur concentration et leur formation depuis plusieurs mois déjà, mais le dispositif n'était pas prêt en ce début du mois de juillet. Pour accélérer le mouvement, les Péruviens ont pu compter sur leur supériorité logistique. Les routes qu'ils ont améliorées permettent d'acheminer du matériel et des hommes rapidement, grâce à l'emploi et à la réquisition de nombreux véhicules à moteur. Les chauffeurs peu instruits auraient cependant provoqué de nombreux accidents. Cette faiblesse est caractéristique de la logistique péruvienne. Il ne faudrait pas en effet négliger les difficultés auxquelles s'est confronté le groupement du Nord. À Lima, le ministre de la Défense assure certes Ureta de son plus grand soutien, allant jusqu'à lui envoyer les effectifs de la Garde Républicaine, la

protection du Président,²¹ mais il lui précise aussi que toutes les demandes en hommes et en matériel exigées par les forces du Nord ne peuvent être entièrement comblées. Le recrutement n'a pas non plus été chose aisée. Le service militaire obligatoire souffrait en effet de trop d'exceptions pour permettre de remplir les effectifs planifiés du Groupement. Ureta se plaint dans ses mémoires des délais trop courts de l'appel aux volontaires sous les drapeaux.²² Son chef d'état-major précise que malgré le premier appel passé en avril, « ni les contingents ni les vêtements associés ne sont arrivés à Piura ». ²³ Le deuxième appel effectué le 17 juillet, au cœur de la « drôle de guerre », enrôle des jeunes hommes qui ne sont prêts pour beaucoup qu'après la bataille du Zarumilla. Alors que les plans initiaux prévoyaient 10 000 hommes, 1 300 chevaux, plus les officiers, ils ne sont au 22 juillet, à la veille de la grande offensive, que de 6 430, dont 4 540 dans la région côtière.²⁴ Ce n'est qu'après la bataille de Zarumilla que les effectifs dépassent les 14 000.²⁵ Les forces péruviennes dans cette région sont théoriquement de trois bataillons d'infanterie, plusieurs batteries et groupe d'artillerie, une section de Sapeurs et une de transports, ainsi que des membres de la garde civile. À cela, il faut ajouter les éléments organiques propres au Groupement, état-major et autres services (santé, prévôté, etc.), transmissions, artillerie et blindés en particulier, et les troupes de montagne de la VIII^e Division qui se composent essentiellement d'un seul bataillon d'infanterie, appuyé par des sapeurs, de l'artillerie et de la cavalerie à mule.²⁶ En réalité, les effectifs n'étaient pas complets au moment de la bataille et il a parfois fallu bricoler.

Monteza met ces difficultés de recrutement en particulier sur le manque « de culture civique » de ses compatriotes et il a fallu recourir au racolage. Pourtant, il y a bien des volontaires, même en-dessous de l'âge légal de 21 ans pour s'engager. Dans la limite de nos sources, il semble que l'engouement patriotique ait surtout touché les grandes villes et les territoires du Nord (chapitre 11)²⁷. Les troupes sont donc recrutées localement d'une part, dans le Nord du Pérou, autour de Trujillo, Piura ou Cajamarca, mais beaucoup d'autres sont envoyées depuis Lima par bateau. La VIII^e Division est quant à elle formée à Huancayo, dans la *sierra central*. Par conséquent, beaucoup des participants à la campagne sont des

²¹ Geste symboliquement fort en contraste avec l'attitude d'Arroyo auquel il a souvent été reproché de ne pas envoyer ses vétérans carabiniers pour conserver cette garde prétorienne auprès de lui.

²² URETA, *op. cit.*

²³ MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 59

²⁴ Répartis de la manière suivante : 3 190 pour la I^{ère} Division, 1 340 éléments « organiques » du Groupement du Nord, 1 580 sur le front de Macará (dans la montagne, incluant donc la VIII^e Division) et 230 pour le détachement Chinchipe en cours de formation.

²⁵ MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 58-61.

²⁶ Organisation théorique envisagée dans l'IPS n°1.

²⁷ Voir les développements plus loin sur « les mobilisations ».

« provinciaux », dont beaucoup sans doute de *Serranos*.²⁸ Ce sont sans doute des représentants de tous les secteurs de la nation qui ont participé à la victoire, même si une étude systématique devrait le confirmer.²⁹ Il faut alors former ces jeunes gens qui ne connaissent pas les usages de l'armée, le maniement des armes et sont parfois rétifs à la discipline militaire. Ils sont particulièrement instruits dans la pratique du tir en situation forestière, dans des camps d'entraînement grandeur nature installés près de la frontière. Les officiers aussi sont instruits dans les spécificités de l'action guerrière en terrain boisé.³⁰

La marine et l'aviation sont aussi de la partie, avec quelques bémols. Le 5 juillet 1941, la majorité des unités de la marine péruvienne se trouvaient loin du théâtre du Nord et non utilisable pour la moitié d'entre elles. La coordination entre le Groupement du Nord, essentiellement lié à l'armée de Terre et impliquant des aspects aériens, avec la marine, n'avait pas été très satisfaisante selon Ureta.³¹ Les bâtiments péruviens participent cependant rapidement au transport de troupes vers le nord du pays et mènent leur mission de protection des installations pétrolières de la région, principales pourvoyeuses de rentrées fiscales pour l'État péruvien. En outre, une flottille de patrouilleurs, de petites embarcations à moteur dotées de mitrailleuses, écume les estuaires frontaliers. Ces patrouilleurs rencontrent parfois l'avisos Atahualpa, avec lequel il y a des échanges de tir au moins une fois, mais pas systématiquement.³²

B. Une concentration plus lente en Amazonie

En Amazonie, la V^e Division avait aussi reçu l'IPS de mars et se préparait.³³ Un bataillon d'infanterie supplémentaire était incorporé à la frontière avec l'Équateur, le B.I.29 qui devait à l'origine garnir la frontière avec le Brésil, en renforçant les deux bataillons déjà présents, le B.I.25 et le B.I.27. Mais la mise en place est extrêmement lente. Le général Antonio Silva Santisteban, à la tête de la Division, souligne que c'est seulement au milieu du mois de juillet que les derniers éléments du B.I.29 furent enfin prêts et ce n'est qu'en août que 500 nouveaux hommes peuvent enfin être localement recrutés. Il a fallu en effet former le nouveau personnel

²⁸ Entretien avec Miguel Cerreceda Monge. « Casi toda esta gente eran de provincia, de Ayacucho, Huancavelica... ».

²⁹ Nous n'avons malheureusement pas exhumé de document indiquant la provenance précise des troupes, et ne pouvons donc pas établir de statistiques ou de suivi prosopographique.

³⁰ MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 62-63.

³¹ RODRÍGUEZ ASTI, *op. cit.*, p. 36.

³² *Ibid.*, p. 57-61.

³³ Les développements suivants sont une synthèse du rapport du général Silva Santistebán qui a mené les opérations péruviennes dans la région. Général Antonio S. Santistebán, « Informe sobre la actuación de la V^a. División... », doc.cit.

à Iquitos, base de toutes les opérations péruviennes, avant de les envoyer à la frontière stricto-sensu, parfois très éloignée du QG. Tout le matériel et les hommes demandés depuis le début d'année, ne sont pas non plus disponibles : le matériel de transmission, les embarcations motorisées blindées, les médecins, les officiers instructeurs pour la troupe, n'arrivent pas ou trop tard.

Les objectifs péruviens dans le secteur amazonien avaient varié au cours de l'année. L'IPS numéro 1 prévoyait le maintien d'une ligne de couverture « pour la mobilisation et concentration de l'armée nationale » tout le long de la frontière, en « repoussant, s'il en est besoin, les forces équatoriennes qui ont pénétré dans cette région » (dans le secteur ouest), et « déloger les garnisons équatoriennes de la rive gauche du río Zancudo et de Redondo Cocha ». ³⁴ Puis l'IPS numéro 3 du 11 juillet avait limité les actions de la division à l'occupation du bassin du Cenepa et de la *quebrada* San Francisco, une zone dégarnie d'après Silva Santisteban, et à une action offensive sur le río Zancudo, pour laquelle il fallait attendre là aussi un ordre express du gouvernement. Le général péruvien n'était pas satisfait de ces instructions. Il préférait renforcer tous les postes, particulièrement dans le secteur central qui le préoccupait où les positions équatoriennes formaient une sorte d'avancée triangulaire en territoire péruvien, excroissance insupportable pour le commandement d'Iquitos. Il avait donc mis en branle le déplacement des unités vers la frontière, la formation d'autres, et demandé à toutes les garnisons d'établir des plans de conquête de leur secteur local le cas échéant, tout en avançant pour se placer au contact des garnisons ennemies, qui pouvaient se trouver à plusieurs dizaines de kilomètres les unes des autres.

C'est donc logiquement que les hostilités semblent se déclarer dans le secteur central, le 11 juillet, alors qu'à l'ouest les troupes continuent à se concentrer. La garnison péruvienne de Batra, dont les effectifs avaient été multiplié récemment par trois pour les porter à 62 hommes, aurait été attaquée par la garnison équatorienne de González Suárez. Cette dernière est capturée, au prix de deux morts et de deux prisonniers équatoriens, puis évacuée par les forces péruviennes sur ordre insistant du ministre de la guerre péruvien, avant d'être réoccupée à la fin du mois. C'est d'ailleurs seulement le 31 juillet que les hostilités reprennent vraiment dans la région. En réalité, cette bataille du río Tigre correspond à notre avis à un épiphénomène de l'hyperactivité déployée par les Péruviens pour préparer une éventuelle attaque. Le chef du bataillon équatorien n°17 « Patria », responsable du secteur central et donc de González Suárez, n'apprend à Montalvo les événements du 5 et 6 juillet du Zarumilla que le 17 juillet, et la prise

³⁴ *Col. doc.*, vol. 3, document n°645.

de Batra le 21 juillet par un soldat échappé.³⁵ Il faut donc plutôt voir cet incident comme le résultat de la nervosité dans la région, qu'une opération anticipée d'un côté ou de l'autre. La particularité géographique du milieu, peut expliquer ce décalage.

Malgré des difficultés et les adaptations, donc, les forces péruviennes continuaient leur organisation sur la lancée des derniers mois. Dans l'*Oriente*, cette préparation tenait plus à des ajustements des forces déjà présentes dans la région qu'à un afflux massif de forces vers le secteur, même si Silva Santisteban arrive à faire passer les effectifs de la V^e Division de 1 247 soldats en avril, à 1 845 en juillet et même 2 793 en novembre. Sur le front occidental, le Groupement du Nord disposait quant à lui de forces en hommes et en matériel supérieures à celles des Équatoriens, renforcée par la marine et l'aviation. Le plan appliqué avait été mûrement réfléchi, même s'il fallait l'adapter au manque d'effectif et que les études de terrain continuaient. Ureta attendait en réalité l'ordre du gouvernement pour pouvoir déclencher son offensive, puisque l'architecture mise en place prévoyait que la décision finale appartint au président de la République. Dans l'attente, le Groupement concentrait ses forces, formait ses troupes, dans une activité relativement calme et ordonnée. Le contraste est très marqué avec les Équatoriens.

C. L'improvisation équatorienne

À Quito, les cadres de l'armée sont pris de cours. Urrutia qui travaillait sur un nouveau plan depuis quelques temps, réunit ses subordonnés et établit un tout nouveau dispositif. Est créée la V^e Brigade (la brigade est la plus grande unité de l'armée équatorienne), qui regroupe les unités de la frontière de tout le front occidental, depuis le Pacifique jusqu'à la montagne incluse. Il s'agit alors d'une nouvelle structure censée dépasser la division des troupes au sein de la II^e région et de la IV^e régions militaires, avec sièges respectifs à Guayaquil et Loja, pour mieux faire face au dispositif péruvien. Cette Brigade, dont les structures, les compétences, et même le nom, varient tout au long du mois de juillet, témoigne autant de l'improvisation que de la volonté d'adaptation du haut commandement équatorien. Vers la fin des événements, il est même question d'en faire une « division », unité qui n'existe alors pas dans l'armée équatorienne. À sa tête est placé le colonel Rodríguez, jusque-là commandant de la II^e Région, homme d'expérience connaissant bien la frontière. Son état-major est composé de jeunes officiers qu'il ne connaît pas, et qui au moment du déclenchement des événements passaient

³⁵ Major F.C.Muñoz Zamora, 2ème commandant du bataillon oriental n°17 « Patria », au général Juan Fco. Orellana, Montalvo, 3 janvier 1942. ESMIL. Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f. (ci-après : ESMIL, Legajo f).

leurs examens à l'Académie de guerre de Quito. Ils ont de la peine à rejoindre la région, car seules de petites compagnies aériennes civiles – la Sedta contrôlée par des Allemands, et la Panagra à capitaux nord-américains – peuvent les y emmener, et seulement jusqu'à Guayaquil où il faut continuer le chemin par mer et par terre. C'est plusieurs jours après Rodríguez qu'ils arrivent à Arenillas, la ville d'importance la plus proche de la frontière, où le colonel a établi son quartier général.

Pour composer cette V^e Brigade, il a fallu avoir de l'imagination. Elle regroupe les effectifs déjà présents dans la région, les bataillons Cayambe et Montecristi de l'armée, un bataillon du génie, un groupe d'artillerie, les carabiniers. Ces troupes doivent dans un premier temps être renforcées par un apport supplémentaire de carabiniers et de gardes nationaux de Guayaquil, qui est la plus grande ville à proximité, ainsi que par deux bataillons qui doivent être expédiés depuis Quito (bataillons Carchi et Tulcán). Une partie de ces troupes est destinée à la montagne, voire à l'Amazonie, notamment celles envoyées depuis Quito, comme le Tulcán qui doit appuyer le bataillon España. Pour multiplier les effectifs avec un minimum d'organisation, le commandement à Quito imagine de « dédoubler » certaines unités, c'est-à-dire de former deux unités à partir du commandement d'une seule scindé en deux, technique vertement critiquée par Rodríguez. Bref, la Brigade en formation est plus une fiction administrative en construction qu'une véritable force d'action.

À son arrivée dans la province de El Oro, Rodríguez recense 6 chefs, 33 officiers et 727 soldats. Avec les malades et les absents, seuls 635 hommes garnissent la frontière occidentale. Ce n'est qu'après son renforcement à marche forcée que les effectifs atteignent 14 chefs, 73 officiers et 2732 hommes, sans compter les deux bataillons en partance de Quito, chiffre qu'il faut mettre en rapport avec les 5000 hommes environ que comptait l'armée régulière du pays en juillet 1941.³⁶ C'est un véritable effort de mobilisation pour la nation, mais les Équatoriens sont donc encore loin du compte péruvien, quoiqu'ils ne se fussent pas battus à un contre mille, un contre cent, ou même un contre dix comme il a si souvent été dit, mais plutôt à un contre trois ou quatre suivant les situations.

Pour équiper, armer, et former cette troupe hétéroclite en revanche, c'est une autre affaire. Accusée après-coup d'incompétence ou de volonté contre-productive, l'intendance de Quito se défend. Il n'y avait ni argent ni matériel pour former les troupes. Le service manquait d'officiers et les meilleurs avaient été envoyés sur le front (quoique l'intendant de la V^e

³⁶ Pour les chiffres de El Oro, RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 181-182. Pour le chiffre de 5000, URRUTIA, *op. cit.*, p. 123

Brigade, malade, a été très critiqué pour son action). Il n'y a par exemple pas assez d'uniformes. La dotation extraordinaire débloquée par le Président Arroyo del Río permet d'en acheter. Tous les fournisseurs du pays sont sollicités, mais deux semaines est un délai trop court pour les fabriquer et il n'y a pas assez de tissu pour les fabriquer. Beaucoup de soldats ont donc combattu sans uniforme sur la ligne de front. D'après l'intendance, si le Président avait proclamé l'état de « Mobilisation », c'est-à-dire général, il aurait été possible de débloquer des fonds supplémentaires, mais le Président s'y est refusé pour des raisons sans doute politiques et diplomatiques.³⁷ D'autres problèmes de matériel récurrents sont dénoncés par Rodríguez. Quito assure que les demandes seront satisfaites mais le matériel n'est pas envoyé ou il arrive après la bataille. Il manque donc à la troupe des lignes de télégraphe, des casques, des chaussures, et même du matériel de cuisine dont l'absence oblige à transporter la nourriture dans des barils mal lavés rendant la nourriture infecte.

Une autre obsession du commandement est la paye des hommes. Les retards se sont accumulés pour ceux au front, et il faut contenter les nouveaux pour les garder dans le rang. Ceux qui sont à la frontière sont très isolés du reste des troupes. L'officier intendant du Montecristi doit se rendre à pieds de la frontière à Machala, la capitale de la province, deux fois au mois de juillet pour payer les troupes, ce qui représente un aller-retour de trois à quatre jours à chaque fois. Le matériel qu'il a fait venir de Guayaquil ou d'ailleurs, est mal transporté, pourri, volé, et une partie s'arrête à Arenillas par manque de mules pour le transport.³⁸

L'armement, évidemment, subit le même sort. De Quito et Guayaquil sont envoyés uniquement des fusils, des mitraillettes et des balles. Pas d'aviation militaire, une marine réduite au minimum, composée de l'Abdon Calderón qui part de Guayaquil et de l'avisos Atahualpa qui se meut dans les estuaires, principalement pour des missions de transport.³⁹ Les cartouches même ne correspondent pas toujours aux fusils utilisés, et leur nombre est très limité. De nombreux commentaires d'officiers équatoriens soulignent leur étonnement devant le « gaspillage » [*derroche*] péruvien de munitions, ce qu'ils interprètent comme un signe de désespoir, de nervosité ou d'intimidation. Ils ont au contraire reçu l'ordre express de ne tirer

³⁷ « La situación jurídica del país no se había alterado ni aceptó la posibilidad de guerra, por cuyo motivo, la Cuenta Especial "Gastos de Guerra" no podía abrirse; sin embargo con la emergencia del caso Internacional, el Ejecutivo se vió en la necesidad de establecer un presupuesto extraordinario ». D'après le même rapport, les dépenses totales des forces armées en juillet et août s'élèvent toutefois à 1 932 541,19 sucres et 610 000 sucres anticipés, ce qui constitue un effort financier non négligeable. « Informe que presenta el señor Teniente Coronel de Comisariato Bernardo Reyes G. a la Comisión especial investigadora », 6 juillet 1942. ESMIL, Libro n°3.

³⁸ Lieutenant E.R.Páez, officier d'intendance (*Comisariato*) du « Montecristi » au général Francisco Orellana, Président de la Commission Spéciale, N°200, Quito, 9 février 1942. ESMIL, Libro n°3.

³⁹ RODRÍGUEZ ASTI, *op.cit.*, p. 59-71.

qu'en cas d'extrême nécessité, quand ils sont attaqués et qu'ils sont certains d'atteindre au but. Le déséquilibre en matériel se note aussi dans ce détail.

La troupe hétéroclite rassemblée dans la région doit par ailleurs être formée. C'est le cas notamment des volontaires civils de la région et des gardes nationaux envoyés depuis Guayaquil. Ces quelques centaines de jeunes gens qui ont plus appris à parader les fins de semaine qu'à réellement manier les armes, font le désespoir de leurs instructeurs. Lors d'un exercice de tir, seule la moitié d'entre eux atteint la cible, commente le chargé de leur instruction, chef de la place d'Arenillas.⁴⁰ Rodríguez préfère en renvoyer une partie chez eux plutôt que de les envoyer mourir assurément au front, désorganisant ses effectifs. Ces Gardes nationaux d'ailleurs, de même que les carabiniers en provenance de Guayaquil, s'illustrent plus par l'effroi qu'ils provoquent parmi les habitants qui les accusent de pillage et de viol, que face à l'ennemi péruvien.

Quant aux civils volontaires, ils sont très peu, et pour diverses raisons. Après-guerre, le commandement accusa les populations frontalières de manquer de patriotisme : ils n'auraient pas assez rejoint les rangs, auraient caché leurs ressources réquisitionnables (bétail, moyens de transports, ce qui semble exact),⁴¹ auraient parfois accueilli les troupes péruviennes les bras ouverts. En réalité, leur faible mobilisation répond à plusieurs causes. Certains ne sont pas acceptés pour manque de compétences. D'anciens soldats sont expulsés pour indiscipline. D'autres sont renvoyés dans les champs sur demande du gouverneur de la province pour ne pas paralyser l'activité économique,⁴² d'autres ne peuvent être équipés, enfin d'autres ne peuvent être payés, malgré les efforts de juntas patriotiques locales dont les fonds s'épuisent rapidement. Ceux qui restent s'enfuient rapidement devant l'ingratitude du travail, le manque de paie et l'avancée des troupes péruviennes, tout comme le reste de la troupe. Ils ne semblent pas avoir été plus ou moins patriotes que leurs semblables, et il faut plutôt voir dans ces accusations, à notre avis, la continuité de représentations négatives construites dans les années 1930 autour de ces transnationaux.⁴³ Dès le début du conflit, Rodríguez se méfie d'ailleurs des

⁴⁰ Carlos A. Ortiz, major du génie, Bataillon du génie n°3 « General Córdova », au général Juan Francisco Orellana, président de la Commission Spéciale, Círculo Militar, Riobamba, 25 février 1942. ESMIL, Legajo f.

⁴¹ Le Major Villacís déclare que « los poseedores de ganado lo ocultaban en la montaña, y ni siquiera los precios halagadores que se ofrecían por su compra o alquiler, dieron resultados satisfactorios ». « Observaciones de carácter militar y otros detalles que el Mayor Ernesto Villacís Ch., eleva a conocimiento de la Comisión especial, encargada del Estudio de los Acontecimientos internacionales que culminaron en los meses de julio y agosto de 1941 », Quito, 10 février 1942. ESMIL, Legajo f.

⁴² Le colonel Urrutia note à ce titre « el clamor de los orenses de que si se completaban los efectivos de las unidades de su jurisdicción con nativos de esa provincia la agricultura de esos lugares iba a quedarse sin brazos ». URRUTIA, *op. cit.*, p. 132.

⁴³ Voir les chapitres 3 et 9.

civils et demande une surveillance accrue de ces « gens suspects » au moyen de l'établissement systématique de passeports.⁴⁴

L'improvisation équatorienne perce enfin dans les objectifs stratégiques assignés à la V^e Brigade. Les premières indications du Commandement équatorien ordonnent de ne pas laisser avancer les forces péruviennes, mais de ne pas non plus passer outre la frontière. À Quito, les officiers semblent d'après les communications transcrites par Rodríguez, assez confiants dans « le soldat équatorien » et les possibilités de l'armée équatorienne.⁴⁵ Éloignés du front, ils ne se rendent peut-être pas compte, même si après-guerre ils eurent à cœur de démontrer leurs efforts dans la préparation de l'armée. C'est donc une attitude plutôt défensive et vague qui est préconisée en haut lieu. Même le chef des forces équatoriennes doute d'une réelle stratégie à Quito. Le 9, Rodríguez indique en effet à Urrutia « ne pas connaître le plan préétabli par notre état-major, sinon qu'il faut maintenir les positions à tout prix », ce à quoi le commandant supérieur de l'armée lui répond laconiquement que le plan « existe ». En réalité, il était en préparation depuis plusieurs semaines et le commandement se hâtait de le figoler. Ce n'est que le 14 juillet que des instructions détaillées sont donnés au sein de la directive numéro 2 de l'état-major, ordonnant la contre-attaque mais toujours sans passer la frontière *de facto*. Il ne s'agissait donc pas de déclencher une véritable guerre, mais l'état-major s'engageait à livrer de grandes quantités de matériel et de troupes qui n'arrivèrent jamais ou trop tard. Urrutia résume la philosophie des ordres qu'il a donnés à Rodríguez : mener « une guerre non conventionnelle [*irregular*], avec de faibles effectifs et aux points importants, afin de conduire de petites opérations audacieuses dont l'exécution requière l'initiative ».⁴⁶ Quand l'offensive s'intensifie à partir du 23, Quito continue de demander à Rodríguez des « opérations nocturnes avec des *macheteros* ». « Semez la terreur » lui enjoint-il.⁴⁷ Cette stratégie de guerre non conventionnelle reposait en partie sur l'emploi de troupes afroéquatoriennes envoyées depuis la province côtière d'Esmeraldas, dans le Nord du pays. Ces *macheteros*, dont l'arme principale, plus que la machette, était en réalité la supposée bestialité constituée par l'imaginaire raciste fréquent, proche d'ailleurs de l'image des tirailleurs français de la même époque ou des troupes marocaines franquistes, étaient censés effrayer les Péruviens. Ils sont en réalité moins de 70, et forment un petit groupe qui arrive d'ailleurs dans la région...sans machettes. Leur inadaptation à la guerre semi-mécanique menée par les Péruviens est d'ailleurs

⁴⁴ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 241.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 203-207.

⁴⁶ URRUTIA, *op. cit.*, p. 133.

⁴⁷ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 300.

soulignée par le souvenir brumeux d'un vétéran péruvien racontant que ces *Esmeraldeños* auraient encerclé et attaqué à l'arme blanche un blindé, avant d'être massacré par ce dernier.⁴⁸ Rodríguez donne un temps des ordres dans le sens d'une guérilla noire, pour « former de petits noyaux d'assaut, avec des troupes de couleur et de la côte, dont disposent les Unités. Développer l'usage de la machette comme arme et comme outil »,⁴⁹ mais la situation ne lui permet en réalité que de parer à l'urgence sans véritablement avoir la possibilité de prendre l'initiative. Le plan équatorien est donc soit inadapté, soit irréaliste, soit irréalisable. Il est à la fois défensif et offensif, comme le note ironiquement un observateur. En réalité, les Équatoriens, à Arenillas ou à Quito, étaient pris de court et n'avaient pas l'initiative.

L'Amazonie était encore plus dépourvue de considérations, à moins qu'il s'agisse d'un biais documentaire. Il ne semble pas qu'il y ait aucun renforcement de troupes ni de directives particulières du côté équatorien. Tout au plus les officiers locaux, lorsqu'ils ont vent des événements en occident, et s'ils en ont vent, préparent les hommes, militaires et civils, à une éventuelle action, en appelant à la vigilance et en creusant des tranchées. Mais les Équatoriens qui devaient faire face à une véritable situation de guerre en occident, ne semblent pas y avoir prêté une grande attention. C'est seulement à la fin du mois que ce théâtre apporta d'ailleurs quelques nouveautés.

D. La mobilisation diplomatique

En marge des concentrations de troupes, les chancelleries aussi jouèrent leur partition dans cette marche à la guerre chaotique. Pour sa part, le gouvernement équatorien continuait, et continua tout au long des événements, à croire à la voie diplomatique. Le refus du gouvernement à entrer dans une guerre déclarée le dit assez, allant jusqu'à répondre au comité international de la Croix Rouge qu'ils n'étaient pas en guerre.⁵⁰ Il s'agissait avant tout de ne pas froisser le gouvernement péruvien, qui cherchait prétexte à débrider ses forces. Quand au début de la grande offensive du 23 juillet, le Président Arroyo del Río se décide enfin à convoquer quatre classes équatoriennes, pour un total de près de 30 000 hommes sous les drapeaux, ce sont alors les Péruviens qui font pression avec succès auprès des médiateurs pour que le décret soit retiré. Ni d'un côté ni d'un autre, la mobilisation générale n'a en réalité été

⁴⁸ Entretien avec Máximo Sanmiguel Berrocal. L'anecdote nous paraît douteuse mais reste très significative sur l'imaginaire attaché à ces troupes « noires ».

⁴⁹ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 230. Cette pratique rappelle la présence de troupes de choc irrégulières formées d'Argentins pendant la guerre du Chaco, appelées également « *macheteros* ».

⁵⁰ Sur cette réponse à la Croix Rouge voir BIGNON François, *La guerre du protocole...*, *op. cit.* p.167-168.

lancée. L'implication de « l'armée nationale » permise théoriquement par les opérations de couverture, n'arriva jamais, ce qui a maintenu le conflit dans un certain cadre.

Les pays médiateurs, qui ne savent que penser de la responsabilité des événements devant le brouillage de l'information qu'ils reçoivent, avaient rapidement proposé l'établissement d'une zone démilitarisée de part et d'autre de la frontière *de facto*, une mesure qui avait plusieurs fois été proposée dans les années précédentes face à la multiplication des incidents dans la région. L'état-major péruvien y réfléchit sérieusement. Ouvert à la proposition, le chef d'état-major Felipe De la Barra y voit cependant l'inconvénient de devoir déplacer des postes frontières existants et de ne pas soutenir les cultivateurs de tabac qui se retrouveraient sans protection. Il propose plutôt à sa hiérarchie, pour le secteur côtier, de réduire les forces des deux côtés tout en continuant à assurer les missions de police. Pour le secteur montagneux, et plus encore pour l'Amazonie, un retrait des implantations qui font justement vivre la région par la présence de l'État, lui paraît une très mauvaise idée.⁵¹ La diplomatie péruvienne n'accepte cependant pas cette option de la démilitarisation, y ajoutant trop de conditions. Le retrait n'aurait d'ailleurs sans doute pas été avalisé par Ureta, qui attendait au contraire l'ordre formel d'attaquer. La position ouverte à la démilitarisation de l'état-major nous permet toutefois de noter que certains secteurs militaires du Pérou considéraient la menace d'une action armée comme un outil diplomatique supplémentaire, et non une fin en soi vers la guerre généralisée. Ce sont ici les diplomates qui ont empêché un règlement pacifique précoce.

Les discussions de salon continuaient donc, se neutralisant mutuellement, sans que cela n'impacte directement le front. Au contraire, chaque gouvernement avait à cœur de diffuser sa version pour rallier les Républiques sœurs et les opinions publiques à leur cause. L'escapade de Benjamin Welles et de son collègue Roberto Arias est représentative de cette bataille médiatique avant la bataille. Le fils du sous-secrétaire d'État des États-Unis (Sumner Welles) est en effet correspondant du *Time*. Il obtient à Quito l'autorisation d'accéder à la zone de conflit. Dès le déclenchement des événements, le gouvernement équatorien avait mis en place des mesures destinées au contrôle de l'information. Les correspondants devaient être approuvés par le commandement et leurs dépêches révisées par l'armée avant envoi au journal, moyennant quoi certains journalistes ont pu partager au plus près le quotidien du commandement en campagne.⁵² Luxe inouï, Welles arrive dans la région frontalière en avion, accompagné du

⁵¹ Felipe De la Barra, chef d'état-major général de l'armée, « Efecto que podría tener la desmilitarización en un trazo de 15km en la zona de Zarumilla-Cazaderos-Pilares-Marcará y Canchis, especialmente en lo que se refiere a puestos fronterizos », 18 juillet 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁵² Par exemple Rafael A. Borja, qui en tira longtemps après un ouvrage très instructif et détaillé. BORJA Rafael A., *El descalabro del 41 (visión de un periodista)*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1978.

Commandant Supérieur de l'armée qui fait l'aller-retour dans la journée du 14 juillet. Son collègue Arias, fils d'un Président panaméen et qui fut lui-même un homme politique important de son pays par la suite, écrivait sans doute pour le journal familial, *La Hora*. Mais faute de place dans l'avion, il n'a pas pu embarquer, et ce n'est que deux jours plus tard qu'il arrive dans la région, à pieds après la panne de son véhicule, où un groupe de femmes le confond avec un espion.⁵³ Le jeune Welles est quant à lui emmené faire le tour des postes frontaliers, en compagnie de Rodríguez et d'Urrutia. Beaucoup d'officiers sur place conçurent un certain dépit de cette visite éclair du Commandant Supérieur de l'armée, qui semblait plus soucieux de l'image que donnait son pays à la presse que du manque de tout dont souffraient les troupes.⁵⁴ Arias et Welles réunis par la suite passèrent la frontière quelques jours plus tard vers le Pérou, avec un drapeau blanc, où les troupes ont reçu ordre de les traiter avec égards, quoiqu'elles attendent la nuit pour les déplacer pour minimiser sans doute ce qu'ils verraient.⁵⁵ Les deux pays avaient donc laissé passer la presse internationale, quoique de manière très encadrée. La bataille médiatique et diplomatique qui sévissait depuis longtemps, continuait donc pendant ces événements. Le résultat de cette bataille a-t-il été favorable à l'un ou à l'autre ? Rodríguez et Urrutia considèrent que les articles des deux journalistes ont souligné l'asymétrie des forces en faveur du Pérou, et donc confirmé la préparation péruvienne. En revanche le chancelier équatorien indique que sur le retour, Welles lui fit part des inventions de la presse équatorienne là où il n'avait vu que deux armées immobiles, ce qu'il a pu rapporter à son père très impliqué dans le dossier frontalier et donc affaiblir l'appel de l'Équateur à l'ingérence collective dans l'affaire.

Washington est d'ailleurs particulièrement sollicité par les deux pays à ce moment, et il faut placer les soins accordés au jeune Welles dans le cadre de cette opération de séduction. Chaque chancellerie envoie un de ses meilleurs hommes comme représentant spécial dans la capitale des États-Unis. Carlos Concha, le réformateur de la chancellerie péruvienne, et Homero Viteri Lafronte, le polyvalent diplomate équatorien. Les puissances médiatrices persistent toutefois dans leur neutralité et temporisent, en proposant des mesures d'éloignement des troupes. Les informations qu'elles peuvent obtenir du terrain sont trop parcellaires pour prendre une décision définitive.

⁵³ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 250.

⁵⁴ De nombreuses références dans les rapports de la Commission d'investigation, avec souvent une incertitude de la part des officiers visités sur l'identité ou le nom du journaliste qui accompagne de si hauts dignitaires militaires. Ils attendaient de l'aide, Quito les a exhibés.

⁵⁵ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 256.

La « drôle de guerre » offre donc une situation paradoxale. Tandis que les armées se concentrent et se préparent, la diplomatie et même une partie des états-majors continue à croire à une conclusion négociée. Il est vrai qu'en 1910 déjà, la mobilisation des deux pays qui avait mené au bord de la guerre n'avait finalement pas eu lieu. Une issue pacifique était donc toujours une possibilité. L'absence de bataille n'empêchait pas de toute manière que la mobilisation eut déjà un impact fort sur la vie de nombreux jeunes gens.

E. Les mobilisations : la découverte de la nation et des frontières

La mobilisation de plusieurs milliers de jeunes gens en quelques mois tient une part importante dans le processus de mise en guerre, que très peu d'études ont mis en avant dans le cas de conflit.⁵⁶ Pourtant, on sait d'expérience que la mobilisation en soit peut être une manière de construire la nation, et les débats historiographiques sur le consentement à la mobilisation sont nombreux.⁵⁷ Le consentement, l'enthousiasme ou le refus d'être mobilisé sont difficiles à appréhender dans notre cas. Les officiers d'état-major font quelques remarques. Nous nous baserons surtout sur la série d'entretiens que nous avons réalisés ou transcrits de vétérans des deux pays, qui ne sont certes pas exempts de biais méthodologiques. Dans le cas des interviewés à Lima par exemple, nous disposons d'un échantillon non représentatif d'engagés volontaires. Étant d'un âge inférieur aux vingt-et-un ans requis au moment des faits, ils sont statistiquement les plus nombreux à pouvoir témoigner quatre-vingt ans plus tard... Pour autant, un certain nombre de motifs se répètent dans la douzaine d'entretiens dont nous disposons ainsi.

Le premier est que le recrutement a été hétérogène des deux côtés. Il a fallu approvisionner les bataillons là où c'était possible. À un recrutement local, dans le Nord du Pérou et dans le Sud de l'Équateur, parfois considéré comme insuffisant en termes de compétences, s'ajoute un recrutement dans l'ensemble des deux Républiques. Les Péruviens envoient même sur le front la Garde Républicaine, chargée de la protection du président de la République. Au Pérou, beaucoup des troupes sont envoyées depuis Lima, en bateau. Mais cela ne signifie pas que tous

⁵⁶ Une exception récente est le travail en préparation de BAILA MARÍN Juan Carlo, « *Los servidores de la patria y de la tierra que los vio nacer* ». *El reclutamiento en Ferreñafe en el marco de la guerra con Ecuador de 1941*, travail préliminaire aimablement transmis par l'auteur, Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM) - Facultad de Ciencias sociales, Lima, 2016.

⁵⁷ En France, les débats sur le consentement ont été polarisés autour des interventions de Stéphane Audouin-Rouzeau, Annette Becker et Frédéric Rousseau. Pour un aperçu très synthétique de ces débats, voir JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe*, juillet 2004, n° 18, p. 53-68. Dans les Amériques, l'étude des trajectoires combattantes a été abordée dans le cadre des armées de l'Indépendance : THIBAUD Clément, *Républiques en armes : Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

étaient de la capitale, qui a pu servir de relais, et beaucoup de soldats sont désignés comme des « provinciaux ». En Équateur, en plus des habitants des régions frontalières, des renforts importants sont envoyés depuis Guayaquil et depuis Quito, où les encasernés pouvaient également venir de province. La mobilisation a donc provoqué un véritable brassage de populations comportant des individus des grandes agglomérations et des provinces, recrues du centre des Républiques et populations frontalières directement concernées par le conflit.

Ces populations étaient-elles volontaires et quelles étaient leurs motivations ? Il existait dans les deux pays un système de service militaire obligatoire défaillant qui ne permettait pas d'atteindre les objectifs de mobilisation. Les états-majors ont donc dû s'adapter à la situation. Dans les deux pays, il a fallu recourir au moins une fois au racolage par corrida, c'est-à-dire à un événement festif susceptible de catalyser l'enthousiasme et de permettre éventuellement de recruter plus ou moins contre le gré des individus. Cette pratique perpétuait donc le recrutement forcé qui était la norme au XIX^e siècle au Pérou comme chez les voisins.⁵⁸ La conscription universelle est encore plus théorique qu'effective. L'obligation de recours à ces subterfuges fait râler Monteza sur la « culture civique naissante et l'apathie des habitants de certaines régions de notre territoire ».⁵⁹ Cette critique s'adressait peut-être prioritairement aux locaux de la frontière. On sait en effet qu'en Équateur, leur attitude fut sévèrement jugée après-guerre, quand bien même beaucoup semblent avoir intégré les rangs de l'armée, au moins au début. Du côté péruvien, l'état-major se méfie à l'occasion de ces locaux qui ont de la famille de l'autre côté de la frontière. Dans un cas au moins, l'armée péruvienne s'aperçut tardivement que l'un des soldats engagés était de nationalité équatorienne ! En outre, elles estiment que les autorités locales n'ont pas toujours joué leur rôle dans le recrutement. Pourtant Juan Carlo Baila montre qu'à Ferreñafe, petite ville du Nord, de nombreux habitants se sont montrés volontaires

⁵⁸ BULLICK Lucie, *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 28-45 ; BEATTIE Peter M., *The Tribute of Blood: Army, Honor, Race, and Nation in Brazil, 1864-1945*, Reprint edition, Durham, NC, Duke University Press Books, 2001, p. 1-6.

⁵⁹ Le chef d'état-major considère que la guerre de 1941 a justement changé la donne : « El escollo esencial de la reunión oportuna de los Contingentes, residió particularmente en la incipiente cultura cívica y en la apatía de los pobladores de ciertas zonas de nuestro territorio. En efecto, para lograr la incorporación de conscriptos y enrolados, fue necesario recurrir a procedimientos diversos, entre los cuales podemos anotar la realización de una corrida de toros, durante la cual se pudo tomar al personal que debía incorporarse a filas. Con una conciencia cívica así estructurada, con una juventud pesimista y sin ideal patrio bien definido, la tarea para el Agrupamiento se presentaba más compleja, más delicada, pero al mismo tiempo más hermosa porque había que recurrir a los diferentes recursos de la inteligencia, para transformar este personal de conscriptos llegados al Cuartel sin concepto patrio en Unidades organizadas e instruidas con una moral bien cimentada y capaces de arrancar los laureles de la victoria. Cabe advertir, sin embargo, que si antes de la batalla del Zarumilla, hubo pesimismo de la juventud para incorporarse en filas, no sucedió lo mismo después de la victoria obtenida, la cual hace germinar una nueva conciencia nacional y tiene la virtud de transformar la indiferencia cívica en un ferviente deseo de lucha. ». MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 62.

après un rassemblement public.⁶⁰ Certaines réticences ont donc pu affleurer, mais il y a aussi des manifestations de pur enthousiasme. À Lima, une classe entière de lycéens s'engage : « Du collège on s'est présentés à 25 élèves parce qu'on voyait défiler la troupe de nuit. On s'est présentés. Ça a été une folie de garçons avec l'illusion que l'on allait rester ensemble ». ⁶¹ Les motivations des engagés volontaires sont toutefois très hétérogènes. Un certain Manuel se laisse convaincre comme le rapporte un membre de la famille d'un vétéran : « "cette guerre va durer 3 ou 4 mois" lui dit-on, "et après vous avez vos papiers". Finalement il y est allé pour avoir des papiers et il est resté 9 mois à la guerre ». ⁶² C'est en revanche la sécurité économique qui est le moteur pour Ustiniano qui déclare : « il n'y avait pas de travail à l'époque, je vais à l'armée, c'était bien parce que l'on m'a bien reçu, beaucoup de nourriture, pas mal de nourriture, mieux qu'à la maison ». ⁶³ Un autre Manuel évoque l'aventurisme : « Je n'aimais pas l'armée, mais j'aimais être intrépide ». ⁶⁴ Le goût de l'ailleurs et la nécessité ont donc pu se conjuguer. Le patriotisme n'est pas souvent souligné comme le principal facteur pour les volontaires, bien qu'il existe.

Ces soldats mobilisés sont souvent plus prolixes sur le processus de mobilisation que sur les combats eux-mêmes. Il faut dire qu'ils sont ainsi partis parfois plus d'un an. Après le transport, leur engagement se traduit par une phase de formation, mais c'est surtout la vie de caserne qu'ils évoquent, avec sa camaraderie et sa formation de l'individu. Manuel se souvient : « On est sortis là le soir, à Piura. Il y avait un bordel. On a dansé et l'addition, on l'a pas payée. — "Et qui va payer ?" — "Le commandant !" ». ⁶⁵ Les souvenirs peuvent être positifs mais il y a aussi dans certains cas une véritable réticence à la vie militaire et à sa hiérarchie bornée, à cette éducation militaire rigide et viriliste qui est précisément étrillée par le chef-d'œuvre postérieur de Vargas Llosa, *La ville et les chiens*. Les vétérans évoquent alors des scènes d'insubordination. Un ancien boxeur péruvien en vient aux mains contre ces « officiers qui étaient abusifs ». ⁶⁶ A Quito, des conscrits refusent de se porter volontaires pour partir en

⁶⁰ BAILA MARÍN, *op. cit.* p.13-14.

⁶¹ Entretien avec Vicente Castillo.

⁶² Entretien avec Manuel Carraza Cervantes.

⁶³ Entretien avec Ustiniano Salazar Zelada.

⁶⁴ Entretien avec Manuel Carraza Cervantes.

⁶⁵ *Ibid.* La conversation ne dit pas s'il s'agissait de la fameuse Casa Verde qui inspira à Vargas Llosa son roman...

⁶⁶ Entretien avec Manuel Farfán Gutiérrez. Voici le passage complet : « Lo pateaba a uno por gusto, le metían la pata. [...] Unos oficiales. Yo decía ustedes son abusivos. Vamos caballerismo [...]. Y ahí fue que vi una revolución entre toda la tropa ahí porque había los oficiales que eran abusivos. ¡Avancen avancen! avanzamos o nos darán una patada.... Me levanté y dije ¡vamos acá pues!. Yo era boxeador, más antes en Puente Piedras, yo peleaba en Puente Piedras por 30 centavos. [...] a la rodilla le metí un rodillazo. Y hay varios oficiales que no sabían tampoco ni dónde estaban parados ».

Amazonie : « Certains étaient le seul soutien de leur famille [...] il y avait peut-être une certaine résistance pour y aller, car on était au courant », déclare un vétéran parti sur le Napo.⁶⁷ Le souvenir de l'expérience est donc souvent ambigu, à la fois amer et doux. Comme l'exprime un vétéran péruvien, « on a profité, on a souffert ». ⁶⁸ Les souffrances d'ailleurs ne sont pas tuées. L'entourage de la mort est évoqué, mais plus encore le sont la soif, la faim et la fatigue physique qui pouvaient tenailler des deux côtés. « Il ne s'en souvient plus. Il nous racontait que quand ils ont été dans la forêt en Équateur, ils n'avaient rien à manger. Ils avaient soif. Ils cherchaient les feuilles pour boire l'eau qui en ruisselait », ⁶⁹ déclare une accompagnatrice de Juan.

Positive ou négative, l'expérience est marquante pour les jeunes gens qui découvrent alors des territoires et des populations méconnues de leur propre pays. Le contact se fait souvent par la gastronomie qui offre ses variations régionales. Le péruvien Maximo découvre que la *chicha* est plus forte dans le nord que chez lui, ⁷⁰ tandis que le groupe de soldats équatoriens envoyés en Amazonie s'habitue peu à peu à « la *chicha* de manioc que nous ne connaissions pas, chose aigre, acide, mauvaise. Cela a été notre aliment - On connaissait déjà son procédé de fabrication et finalement les premières réactions étaient de rejet mais les indigènes présents nous disaient qu'il fallait nous déraciner. On a commencé à s'habituer ». L'Amazonie offre d'ailleurs pour ce groupe une grande variété de nouvelles espèces animales et végétales. ⁷¹ D'autres aspects des nouveaux territoires sont également notés, comme les inégalités sociales, toujours en Amazonie :

« à Archidona, un monsieur Maldonado possédait 120 familles indigènes dans l'Oriente. C'était dans les faits un esclavagiste. Il avait environ 500 personnes qui lui lavaient de l'or. [...] Combien il les payait, monsieur Maldonado ? C'était dans les faits une compensation d'esclavagiste. Il leur donnait une chemise, un pantalon et du sel. L'indigène devait cultiver son lopin de terre [...] nous découvrions quels étaient les intérêts qui étaient en jeu ». ⁷²

A la sortie de la guerre, certains en retirent un sentiment de fierté, notamment individuel, mais beaucoup s'estiment également trahis. Plusieurs vétérans péruviens affirment que le Président Prado a préféré un arrangement diplomatique rapide car son épouse était équatorienne. La frustration au moment des faits de ne pas continuer la marche jusqu'à Guayaquil est ainsi restituée sous forme de mythe qui peut renvoyer tout à la fois à une

⁶⁷ 2^{ème} entretien avec des conscrits du Bataillon Pichincha n°3, envoyés sur le Napo (Oriente).

⁶⁸ Entretien avec Manuel Carraza Cervantes

⁶⁹ Entretien avec Juan Llano Sánchez. Ce qui rappelle la soif qui tué tant d'hommes dans la guerre du Chaco et donné son titre à un film qui est consacré à cette guerre, *La Sed*.

⁷⁰ Entretien avec Máximo Sanmiguel Berrocal.

⁷¹ 3^{ème} entretien avec des conscrits du Bataillon Pichincha n°3, envoyés sur le Napo (Oriente).

⁷² *Ibid.*

conception prémoderne du territoire national considéré comme un bien patrimonial qu'à la critique d'une élite cosmopolite donnant des ordres à de la chair à canon nationalement ancrée. Du côté équatorien, le groupe interrogé qui était pourtant parti au front « comme [s'ils étaient] déjà des héros », ⁷³ à qui l'on offrait fleurs, cigarettes ou pain, a eu du mal au retour à être reconnu comme celui d'anciens combattants, car ils ont été mobilisés après le plus clair des affrontements. Eux considèrent au contraire qu'ils ont contribué à l'effort de guerre et souhaitent être reconnus comme tel. ⁷⁴ La réception plutôt négative des soldats défaits dans la République équatorienne dans les années qui suivent le conflit est ainsi soulignée. Au Pérou, la frustration de la victoire est cependant mitigée par des compensations financières aux « héros » du conflit, versée notamment à travers l'association des anciens combattants, sans doute bien des années plus tard cependant. ⁷⁵ Du reste, le passage dans les forces militaires du pays a pu ouvrir le champ à toute une carrière professionnelle, notamment pour les Péruviens, qui s'engagent ensuite à long terme dans la police, la Garde républicaine ou encore la sécurité des banques. ⁷⁶ Du côté équatorien, on ne connaît pas les trajectoires professionnelles des interrogés, mais d'autres témoignages soulignent le trauma personnel subi à cette occasion. Un comptable du bataillon souhaite prendre un « léger congé pour alléger l'esprit par trop travaillé par les événements », ⁷⁷ tandis que le journaliste Borja mentionne le cas du « choc nerveux de guerre » d'un commandant de carabiniers :

« En raison de la peur qu'il reçut par la violence du canon, il est resté sonné et à moitié fou, enfermé dans un profond mutisme, sans que personne ne puisse le faire réagir à son état de prostration mentale, de sa déprime, à tel point que quand un lieutenant est allé le voir pour lui faire le rapport des opérations du front, il lui manifesta qu'il se trouvait abattu et qu'il ne savait ni qui il était, ni où il était ». ⁷⁸

Il apparaît donc que le moment relativement court de la guerre a marqué dans la durée l'existence des jeunes hommes mobilisés, qui ont souvent transmis leur récit personnel dans le cadre familial. Il est en revanche difficile de conclure à un véritable enthousiasme patriotique

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ La loi N° 24053 du 21/12/1984 officialise le rôle de l'association qui existait probablement auparavant.

⁷⁶ Par exemple le parcours de Máximo qui valorise son maniement des armes à feu : « Me vine acá para ingresar escolta a la policía. Presenté mi solicitud. Me encuentro con una persona que trabajaba en el banco de crédito... [...] Si, yo tengo certificado del comandante general. En tres años de servicio, tengo más castigado por no tener servilleta en el comedor, en tres años, completamente limpio. Si, me gustaba, yo tenía actitud. [...] Me llevo el personal, italiano. El Señor jefe personal me dice: 'Ya listo'. Me sacó una pistola que manejaba en la artillería, porque la artillería no maneja fusil. Pistola de nueve tiros, automática. Me sacó una desarmada. Me dice "¿puede usted armarle?" Ya, le dije. Listo para hacer fuego. No. Preséntese dentro de tres días. A los 6 días me llamaron, seguridad del Banco de Crédito, 12 años. [...] ». Entretien avec Máximo Teodoro Jarra.

⁷⁷ Enrique Salazar Weisson, lieutenant d'Intendance, au général Juan F. Orellana, Président de la Commission Spéciale, Cariamanga, 22 février 1942, n°235. ESMIL, Libro n°3.

⁷⁸ BORJA, *op.cit.*, p. 227-228.

des troupes au moment de la mobilisation. Les messages de propagande semblent moins décisifs que les intérêts personnels. Cette hétérogénéité des motivations personnelles n'empêche pas cependant une convergence significative dans les deux pays sur la découverte et l'inscription symbolique dans une nation désormais plus tangible. Cette guerre n'a donc pas seulement consisté à défendre la nation, mais aussi à la forger. Ces trajectoires confirment dans les faits l'un des objectifs des armées latinoaméricaines modernes, à savoir l'intégration des composantes ethniques, sociales et régionales de la nation.⁷⁹ Pour l'heure, ces jeunes gens allaient cependant devoir s'entretenir.

IV- 23-31 juillet : la grande offensive

Si la guerre doit être réduite à une action armée de grande ampleur, à une « bataille » alors c'est bien cette semaine du 23 au 31 juillet 1941 qui doit être considérée comme « la guerre », et qui est passée à la postérité sous le terme de « bataille de Zarumilla ». Alors que le 22, les troupes des deux pays maintiennent encore les mêmes positions, le 31, les troupes péruviennes ont avancé dans le territoire équatorien d'environ 80 km et occupent presque toute une province. Si, depuis les événements, la version péruvienne officielle est que l'armée a répondu à une attaque équatorienne, la documentation, y compris celle mise en valeur par de récents historiens péruviens, montre bien le contraire. L'ampleur de l'attaque en revanche n'était pas prévue.

A. La décision et la percée péruvienne

Dès le 14 juillet, le gouvernement de Lima autorise, par la voix du ministre de la Guerre, le général Ureta à passer à l'offensive, s'il estime le succès assuré. Il ne s'agissait pas d'un blanc-seing. Il avait fallu plus d'une semaine pour arriver à cette décision, et il était entendu qu'il s'agissait de récupérer la ligne du *Statu Quo*, et donc de se limiter à des objectifs territoriaux très réduits, en accord avec les plans décidés préalablement.⁸⁰ Ureta donne donc instruction à

⁷⁹ ROUQUIÉ, *op.cit.*, p. 126.

⁸⁰ Voici la communication complète :

« Estimado general : después de conferenciar con el Sr Presidente de la República sobre los incidentes producidos en la frontera de Zarumilla en los días 5 y 6 del presente mes, y la manifiesta actitud agresiva del Ecuador, el Gobierno ha llegado a la conclusión de que es necesario desalojar los puestos ecuatorianos que indebidamente se han instalado en nuestro territorio y retrotraer la situación a la que existía en 1936.

En consecuencia, insinúo a Ud. la conveniencia de que si los medios de que dispone y si ve Ud. asegurado el éxito, aproveche la primera ocasión que se pueda presentar como ataque del enemigo para proceder al desalojamiento de los puestos ecuatorianos entre el Sur de matapalo y palo Negro, pero sin sobrepasar por ahora esta línea.

ses troupes d'agir dès le 21 juillet, et en fait le tour, comme le confirme les souvenirs de son chef d'état-major Monteza.⁸¹ Or, ce n'est pas avant le 23 que les opérations sont réellement déclenchées. Faut-il y voir des difficultés d'organisation ? L'attente d'un faux pas des Équatoriens pour les accuser ? Ureta télégraphie justement le 23 juillet à son gouvernement que « l'ennemi a attaqué aujourd'hui 6 heures et demi Aguas Verdes ». ⁸² Toutefois, c'est une autre explication qui figure dans la correspondance de Manuel Odría. Le futur dictateur, alors chef d'état-major de la I^{ère} division, se souvient plutôt de divisions internes entre les officiers. Son chef, le colonel Vinatea, aurait considéré que l'attaque commandée par Ureta outrepassait les ordres de Lima et souhaitait un ordre formel du gouvernement. Pour surpasser ces réticences, Ureta doit réunir les principaux officiers et semble les convaincre, mais l'absence de Vinatea pour donner le départ des opérations du lendemain serait encore une manière de désapprouver une attaque non avalisée par le pouvoir politique.⁸³ L'attitude du colonel Vinatea est cohérente avec les doutes que de hauts dirigeants de l'armée et du gouvernement avaient exprimé ces derniers mois sur les plans d'attaque. Le ministre de la guerre prévient d'ailleurs le général Ureta le lendemain, 25 juillet, qu'il est « dans l'intérêt international de limiter pénétration en territoire équatorien seulement à étendue nécessaire pour succès et sécurité opérations que vous effectuez ». ⁸⁴ Arenillas, à une quinzaine de kilomètres de la ligne de front, était le point le plus éloigné que pouvait alors prendre Ureta. Or, une semaine plus tard, il est beaucoup plus loin. Dès le 23 juillet, la ligne maximale était atteinte, et le principal de l'avancée des troupes postérieure à cette date outrepassa donc les plans initiaux considérés dans l'IPS n°1. On peut donc considérer qu'Ureta et certains officiers du Groupement, comme Monteza et Odría (mais pas Vinatea), ont poussé toujours plus loin leurs troupes en interprétant de manière extensive les ordres du gouvernement et de l'état-major à Lima, qui souhaitaient quant à eux maintenir l'action armée dans le cadre du *Statu Quo* de 1936. Les autorisations d'avancer

Ud. sabe, mi estimado General y amigo, todo el fervor que pone el Presidente Prado para atender a la defensa nacional y a la integridad de nuestro territorio. Se le ha enviado a Ud. todo lo que ha sido posible adquirir en nuestro mercado u que no teníamos en almacenes. Dentro de breves días se le enviarán a Ud. camiones y ambulancias, así como también marmitas. Lo saluda afectuosamente su amigo. General César A. de la Fuente ». ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941...*, *op. cit.*, p. 55-56.

⁸¹ « La misión encomendada a la D.L. queda ampliada en el sentido de incorporar a territorio nacional la Boca de Capones y la Isla Matapalo [...] en vista de la autorización concedida por el Sr. Ministro de Guerra ». MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 122.

⁸² Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, transcrivant des communications du général Ureta, au ministre des Relations Extérieures, 23 juillet 1941. CEHMP, Gabinet militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

⁸³ ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941...*, *op. cit.*, p. 127-128 ; 132-133.

⁸⁴ Général de la Fuente, ministre de la Guerre, au général Ureta, 25 juillet 1941, n°94. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 7, télégramme n°115.

que donnent le gouvernement aux troupes de terrain après le 23 juillet s'apparentent dans ce cadre à des concessions plus qu'à une véritable volonté politique.⁸⁵

Dès lors, l'armée péruvienne récolte ses principales victoires. Chacras et Huaquillas, principaux points d'ancrage équatoriens dans le secteur Nord, sont pris, et donnent surtout accès aux routes en direction du cœur de la province. Bientôt, la fameuse Isla Noblecilla, qui empoisonnait les relations entre les deux pays en raison d'une divergence de point de vue sur le lit du cours d'eau, est prise. Le sort des armes ne se décide pourtant pas immédiatement. Les combats sont parfois féroces. L'état-major du Groupement péruvien connaît brièvement un moment de doute le 24, lorsque les communications lui annoncent des contrattaques d'ampleur.⁸⁶ Mais cet épisode est rapidement évacué devant la progression de l'armée péruvienne. Les prises sont même trop simples pour des Péruviens parfois étonnés de la faible résistance équatorienne. La plupart des troupes de lignes équatoriennes étaient en effet celles qui étaient présentes depuis le 5 juillet, et n'avaient pas été relevées depuis. Elles manquaient de tout, et surtout de repos. Souvent, après une préparation d'artillerie et d'aviation, les Péruviens rapprochent leur infanterie. Celle-ci trouve dans certains cas des piles de morts équatoriens. Dans d'autres, ils se sont retirés, et continuent à constituer un danger. Les Péruviens craignent les nids de mitrailleuses qui pourraient se cacher dans l'épaisse végétation et frapper de manière inattendue. Les succès péruviens n'en sont pas moins indéniables, et les désertions équatoriennes commencent.

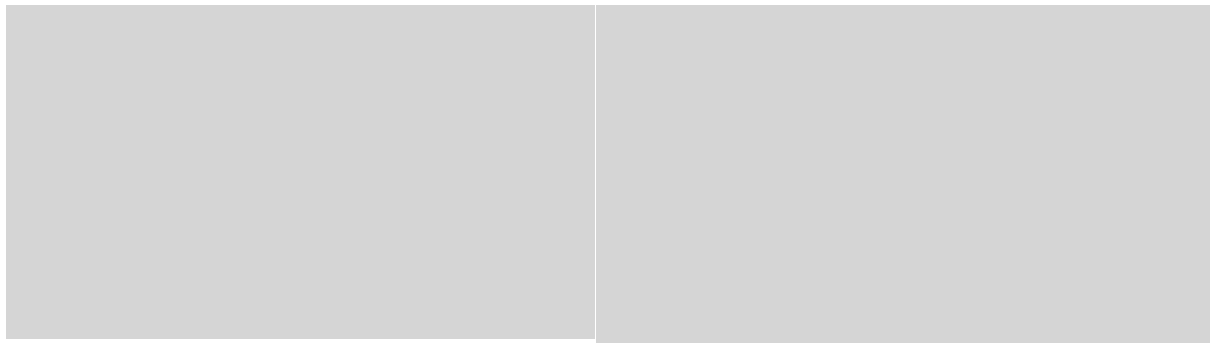
L'affrontement a aussi lieu sur l'eau mais avec une ampleur moindre. L'enjeu central en est le contrôle de la circulation dans les estuaires et le canal de Jambeli, qui permet

⁸⁵ Pour retracer l'enchaînement des faits, il faut se reporter à la collection de télégrammes entre le général Ureta et la hiérarchie à Lima, ministre de la guerre et état-major. CEHMP, *Col. doc.*, vol.7, p. 2188 *sq.*

⁸⁶ MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 233. Voici ce qu'en dit Miguel Monteza, dans un récit qui comporte tous les éléments du *storytelling* moderne : « Ha quedado grabado en mi espíritu, uno de los momentos difíciles vividos el día 24 de julio, que fueron atendidos gracias al sistema de transmisiones establecido. En efecto, nos encontrábamos en el P. C. del Comandante de la 1a. D. L.: El General Ureta, el Coronel Vinatea y los jefes de Estado Mayor del Agrupamiento Tnte. Corl. Monteza y de la D. L. Tnte. Corl. Odría, Se seguía en la carta el desarrollo de la acción. Los teléfonos funcionaban sin interrupción, los partes afluían y todo indicaba que el ataque progresaba satisfactoriamente. Llega un momento en que el Comandante del B. I. 5 informa telefónicamente que el enemigo ha desencadenado un contraataque partiendo de CHACRAS, el cual había obligado a la Compañía de Zapadores No 8 a repasar el río ZARUMILLA; y en consecuencia, pedía reservas. Otros datos afluían indicando que el Destacamento que atacaba HUAQUILLAS había sido detenido y solicitaba reservas para reemprender el movimiento. Por su parte, el Jefe del Destacamento de MATAPAL0 había empleado todo lo que tenía, inclusive su Cía. fuera de Línea y también solicitaba reservas. Frente a estos diferentes pedidos y apreciando que la situación de nuestras tropas no era muy halagadora por haber desencadenado este contraataque inopinado; teniendo en cuenta que nuestros efectivos eran limitados y la posibilidad que tenía el enemigo de obtener ventajas en esa zona boscosa susceptible de tender emboscadas por parte de las tropas ecuatorianas, hubo un momento de profunda emoción y expectación. Felizmente la solución adoptada permitió conjurar este momento de crisis: se reforzó al Agrupamiento de CHACRAS y se ordenó a los demás que adoptasen una actitud defensiva en caso de no poder continuar el ataque con los medios que disponían. Es así como, gracias al buen funcionamiento de las transmisiones, se pudo impartir a tiempo las órdenes del caso ».

d'approvisionner les troupes équatoriennes et peut servir de base pour se lancer vers Guayaquil. Les faibles ressources équatoriennes en ce domaine laissent le champ libre aux Péruviens. Avec leur flottille de patrouilleurs, quatre petites embarcations armées sous les ordres directs du groupement du Nord, ceux-ci contrôlent en effet la zone des estuaires. Quelques rencontres hostiles sont à noter avec la seule embarcation équatorienne, l'avisos Atahualpa, mais le contrôle de la zone est assuré pour les Péruviens. Ces patrouilleurs aident aussi à prendre les places fortes équatoriennes le long du fleuve, notamment en transportant les troupes et même les cultivateurs de tabac enrôlés pour l'occasion. En mer aussi, la domination de l'Escadre péruvienne est flagrante. Avec ses deux croiseurs, deux destroyers et trois sous-marins, les Péruviens bloquent une partie des échanges avec Guayaquil, et bombardent les localités côtières. Le seul affrontement notable en mer a lieu le 25 juillet, lors de la rencontre du destroyer péruvien Almirante Villar et de la canonnière équatorienne Abdón Calderón. Pour les Péruviens, il ne s'agit que d'un simple échange de tirs infructueux des deux côtés, suivi de la fuite du navire équatorien. Pour la mémoire équatorienne en revanche, cet affrontement est considéré comme une grande bataille dont la date sert à commémorer la marine nationale.⁸⁷

Figure 49 : La supériorité aérienne du Pérou grâce à ses chasseurs et ses bombardiers légers



Source : *Alerta en la frontera, op.cit.*

L'aviation péruvienne, quant à elle, sert à la reconnaissance du terrain, et à bombarder épisodiquement les principales localités : Arenillas en premier lieu, le quartier général des

⁸⁷ RODRÍGUEZ ASTI, *op.cit.*, p. 42-44 ; 100-103. Voici la vision qu'en a Ureta, qui n'est pas étonnante de la part d'un officier de l'armée de terre : « En uno de los recorridos de vigilancia, el "Almirante Villar" avistó un buque enemigo, el "Abdón Calderon", sobre el que hizo fuego, logrando, al parecer, un impacto en la proa. Gracias a su poco calado, el buque contrario se ocultó en los esteros, adonde no pudo seguirle el "Villar". Después de esta única acción, la Marina enemiga no se hizo presente. El Agrupamiento contó, pues, con el dominio del mar ». URETA Eloy, *op. cit.* p. 345.

forces équatoriennes, mais aussi Machala et Santa Rosa. Les avions péruviens atteignent même Guayaquil, qui vit dans la peur d'une attaque d'ampleur. Face à cette force imposante, les Équatoriens ne peuvent que répliquer avec quelques canons antiaériens, qui font parfois mouche. Au moins deux aviateurs péruviens meurent en opération, dont le pilote José Quiñones. Ce dernier aurait préféré se jeter sur un nid de mitrailleuses équatoriennes plutôt que d'évacuer son appareil touché. Après son décès plutôt discret, noyé à l'époque dans le reste des opérations, sa légende a cru tout au long du XX^e siècle, pour en faire un personnage connu de tous les Péruviens, présent sur les billets de 10 *Nuevos Soles*, patron de l'aviation du pays et figure hautement respectée par tous.

Le 26, après trois jours de combats, des discussions sur un éventuel cessez-le-feu se concrétisent. Deux versions de cet épisode sont encore aujourd'hui en vigueur. Pour les Équatoriens, les diplomates péruviens à Washington ont accepté officiellement le cessez-le-feu, et les Équatoriens auraient alors ordonné à leurs troupes de cesser les combats. L'offensive qui eut lieu quelques jours plus tard était donc une trahison de la part des Péruviens. Pour ces derniers, les négociateurs de leur pays avaient au contraire exigé certaines conditions avant d'accepter le cessez-le-feu. Ces conditions portaient principalement sur la protection des ressortissants péruviens en Équateur, et sur la dérogation du décret présidentiel qui, depuis le 24 juillet, appelait sous les drapeaux équatoriens plusieurs classes d'âge pour arriver à un nombre théorique de 30 000 soldats supplémentaires. Ce n'est qu'une fois ces conditions remplies que, dans la version équatorienne, le cessez-le-feu pouvait s'appliquer. Nous n'avons certes pas de réponse définitive à apporter. Le gouvernement du Pérou semble interroger Ureta sur l'opportunité d'un cessez-le-feu. Celui-ci répond que le commandant de la 1^{ère} Division ne souhaite pas de cessez-le-feu, afin d'étouffer les poches de résistance qui se sont formées, contre l'avis du ministre de la guerre qui y est plutôt favorable.⁸⁸ Il est vrai qu'après avoir largement avancé dans le territoire ennemi, les troupes du Groupement du Nord doivent désormais réduire des poches de résistance parfois coriaces. Dans une végétation dense, les tireurs embusqués sont craints pas les péruviens, qui utilisent alors les blindés pour ce travail. Puis le gouvernement annonce à Ureta les conditions qu'ils exigent pour mettre en place un cessez-le-feu 24h après l'accomplissement des deux conditions. Ce serait donc autant les officiers sur le terrain que les négociateurs péruviens, qui auraient retardé la mise en place du cessez-le-feu en anticipant peut-être d'éventuelles objections des combattants. En revanche,

⁸⁸ General C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, 27 juillet 1941. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 7, télégrammes 278 et 279.

quelques jours plus tard, il est certain qu'Ureta interprète très largement ses directives. Sommé de faire taire les armes le 31 juillet à 18h, en restant sur les positions de la veille tout en se maintenant en possibilité « d'éviter toute action surprise et déloyale des forces équatoriennes », il capture en réalité toute la région de El Oro.⁸⁹ Il est donc clair que les officiers de terrain ont exploité leur avantage au maximum, interprétant à leur manière des ordres qui étaient peut-être imprécis à dessin, et que les négociateurs à Washington et le gouvernement de Lima ont dû anticiper ou couvrir. Il est en revanche établi que les troupes équatoriennes ont cru au cessez-le-feu et ont temporairement baissé les armes. Cela n'a peut-être pas changé grand-chose au résultat final, mais l'armée s'est sentie trahie par la parole donnée.

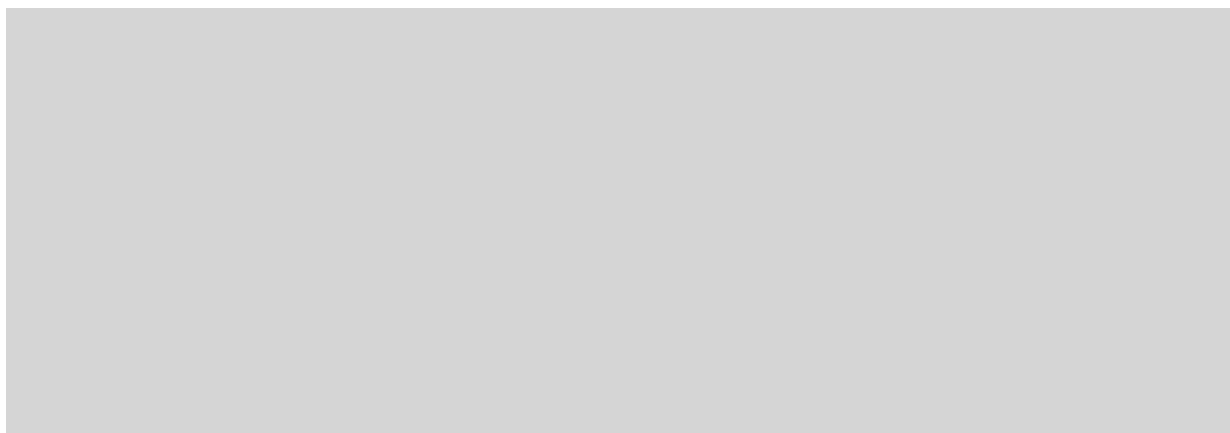
Du 26 au 28 juillet, la situation est plutôt calme, malgré quelques bombardements péruviens, dénoncés par les Équatoriens comme autant de violations de la trêve. Le 28 juillet, c'est jour de fête nationale au Pérou. Le Président Prado s'empresse de saluer précocement une « victoire décisive » et envoie ses félicitations au général. Les troupes de frontières célèbrent aussi l'indépendance de leur patrie de manière ostentatoire, ce qui déplaît aux Équatoriens tout proches et provoque quelques incidents. C'est ce même 28 juillet, peut-être dans la chaleur des célébrations, que le ministre de la guerre aurait, d'après certaines sources, autorisé le Groupement à « avancer le plus possible en territoire ennemi ».⁹⁰ La grande offensive reprend de plus belle et porte les troupes péruviennes beaucoup plus loin qu'auparavant. Arenillas, le siège des forces équatoriennes de la V^e Brigade est pris, ainsi que Santa Rosa. Lorsque le 30 juillet, le gouvernement annonce à Ureta qu'il doit respecter le lendemain à 18h le cessez-le-feu, en raison de l'acceptation par les Équatoriens des conditions imposées, le général imagine une tactique qui fait définitivement basculer la bataille. Il met en place une action coordonnée pour capturer les centres nerveux de la province équatorienne, en fonçant avec ses moyens motorisés. Le port de Machala, Puerto Bolívar, est même pris par un commando de trois parachutistes qui sont rejoints par des fantassins aéroportés, après une préparation d'artillerie depuis l'escadre. Avec la prise de ce petit port, c'est tout le ravitaillement pour les troupes équatoriennes qui est coupé, et la possibilité de se lancer de là dans une attaque sur Guayaquil. Cette action qui est parfois décrite comme une « guerre éclair de poche », permet d'avancer en quelques heures de 65 kilomètres et de contrôler presque toute la région. Elle est souvent citée

⁸⁹ Général de la Fuente, ministre de la Guerra, au général Ureta, 20 juillet 1941, n°104. CEHMP, *Col. doc.*, vol.7, télégramme 125.

⁹⁰ C'est en tout cas la version de Monteza, dont la véracité peut être questionnée. Nous n'avons pas retrouvé la communication n°981 qu'il cite, raison pour laquelle nous utilisons le conditionnel. MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 165.

comme une émanation du génie d'Ureta mais son succès a été grandement facilité par la dérouté équatorienne qui n'avait laissé presque aucun soldat sur les lieux.

Figure 50 : Une opération de parachutage



Source : *Alerta en la frontera, op.cit.*

B. Un *Blitzkrieg* en Amérique du Sud ?

Qualifier les opérations des 28 au 31 juillet de « guerre éclair de poche » revient à poser la question de la nature des combats sur ce front occidental. À ce titre, il est évident que parler de Blitz en 1941 n'est pas neutre, d'autant que c'est d'abord le terme allemand qui s'est imposé avant d'être remplacé par le « *relámpago* » castillan. La charge politique du terme fait penser non seulement à un transfert technique dont il faudrait éclairer les ressorts, mais aussi à une similarité idéologique avec le régime nazi. La question mérite donc un approfondissement.⁹¹

Il faut d'abord noter que certains historiens de la guerre de 1941 reprennent cette idée, comme l'équatorien Gándara Enriquez qui qualifie l'attaque de « style nazi-japonais », le Péruvien Zanabria Zamudio ou l'étasunien Masterson qui emploient l'expression de Blitz.⁹² L'idée de qualifier ainsi ces combats est en réalité contemporaine aux faits, voire antérieure. Bien avant la guerre, le colonel Rodríguez craignait ainsi que les Péruviens n'attaquent « comme l'éclair — un Blitzkrieg des nazis d'Amérique ». ⁹³ Au début de l'année 1941, le consul équatorien à Païta estime déjà que la « croisade » péruvienne pour développer son

⁹¹ La définition du Blitz et ses origines intellectuelles ont été largement débattues par la communauté des historiens militaires. Pour un aperçu de ces débats, voir entre autres FANNING William J., « The Origin of the Term «Blitzkrieg»: Another View », *The Journal of Military History*, 1997, vol. 61, n° 2, p. 283-302.

⁹² GÁNDARA ENRIQUEZ, *op. cit.* ; ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941...*, *op. cit.* ; MASTERSON, *op.cit.*

⁹³ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p.147. Voir plus généralement sur son attaque de « l'impérialisme péruvien » le chapitre 19.

aviation a pour objectif « d’imiter le nouveau système d’attaque allemande⁹⁴ ». La collusion tactico-idéologique était donc déjà présente dans les esprits. Dans le sillage des opérations, un grand hebdomadaire comme le *Time* pouvait sur cette base décrire les opérations en septembre 1941 dans un article censuré au Pérou :

« Les Péruviens sont entrés dans le Golfe de Guayaquil avec plusieurs navires et avions. Seulement douze parachutistes ont pris Machala et sept ont pris Puerto Bolívar. Ils ont continué à frapper la ville tout en descendant le cours, mais se sont arrêtés là où il n’y avait plus de contre-feu équatorien. Les troupes péruviennes se sont facilement déplacées à travers les plaines entre la côte et Piedras. Dans un *Blitz miniature*, ils ont brûlé les fermes, confisqué les récoltes, pillé les maisons de leurs radios et de leur bric-à-brac. Plusieurs milliers de réfugiés équatoriens ont fui vers le nord en direction de Guayaquil et d’autres villes à pied, en mule, en barque ou en charrette — beaucoup ont traversé la frange le long de la côte de jungle boueuse et infestée de serpents ».⁹⁵

L’article exagère certains chiffres, mais donne un compte rendu relativement fidèle de certaines opérations, en particulier de celles des 30 et 31 juillet. Il y a bien eu usage coordonné de l’aviation et des troupes au sol, certaines motorisées, pour capturer des nœuds importants de l’adversaire, quitte à se retourner ensuite pour réduire les poches de résistance. Est-ce que le général Ureta, à l’origine de la manœuvre, a été inspiré par les opérations allemandes en Europe ? Difficile à dire. Le général a été en partie formé en France et en Italie, mais pas en Allemagne. Il n’a par ailleurs jamais revendiqué de filiation dans cette manœuvre. Peut-être que les circonstances se sont simplement imposées à lui, et que ce sont les commentateurs qui ont perçu ce conflit au prisme de l’actualité européenne qui faisait les « Une » des journaux.

Il faut toutefois noter qu’une dimension essentielle du Blitz était bien présente, celle de la peur panique provoquée par l’aviation. Point de Stuka à la sirène angoissante à El Oro, mais des chasseurs Caproni et quelques bombardiers légers. Leur présence incontestée dans le ciel de la province est en de très nombreuses remarques considérée comme l’origine des angoisses et du désordre civil et militaire des Équatoriens. Beaucoup de soldats et d’officiers équatoriens semblent dire que de l’aviation seule viendrait leur salut.

Quant à l’usage des blindés, il sert plus à souligner le différentiel entre les deux pays qu’à réellement gagner la bataille. Certes, il s’agissait d’une grande nouveauté dans la région. Même les soldats péruviens capturés avant la bataille témoignent de leur surprise et de leur manque de vocabulaire face à ces engins récemment débarqués par leurs forces, « de grandes machines qu’ils croient s’appeler des tanks ».⁹⁶ Mais la douzaine de petits blindés n’a pas été utilisée

⁹⁴ Propos du colonel Naranjo cités dans « Ejército del Ecuador, Estado Mayor General, Sección de Informaciones: Boletín informativo de la situación de las Tropas peruanas en la frontera con Ecuador », 30 avril 1941. AHMRE, Q.2.1.

⁹⁵ « Peru continues to fight Ecuador », *Time*, 1^{er} septembre 1941, vol.38, p. 30. L’italique est de notre fait.

⁹⁶ Lieutenant E.R.Páez, officier d’Intendance (*Comisariato*) du « Montecristi » au général Francisco Orellana, président de la Commission Spéciale, N°200, Quito, 9 février 1942. ESMIL, Libro n°3.

dans la prise des nœuds stratégiques. Ils n'ont pas été lancés à toute allure comme des *Panzer* car il fallait d'abord traverser la frontière boisée et trouver les passages de faible profondeur dans les fleuves avant d'atteindre les plaines équatoriennes. Ils ont en fait été employés pour des opérations de « nettoyage » des poches, après la percée. Dans les opérations où ils sont employés, les blindés avancent au pas en protégeant l'infanterie qui progresse derrière, à pieds ou en camions, comme le confirment Monteza et Ureta.⁹⁷ C'est donc un usage qui se rapproche plutôt de celui des blindés dans la Grande guerre que de celui de la Seconde Guerre mondiale qui lui est pourtant contemporaine. L'usage des blindés était-il d'ailleurs un enjeu particulièrement aigu pour l'état-major péruvien ? Monteza affirme que c'est un peu par hasard que le pays s'en était doté, après qu'il eut observé des manœuvres de blindés dans le Massif central français. L'opinion au Pérou, peut-être celle des instructeurs français d'ailleurs, étant que le caractère montagneux du pays ne permettait pas l'emploi de ces armes, il avait fallu convaincre la hiérarchie.⁹⁸ Finalement, une dizaine de blindés légers Skoda de fabrication tchécoslovaque avaient été acquis dans le plus grand secret et ils servirent en 1941 pour la première fois. Dans les colonnes de la *Revue militaire*, plusieurs articles sont consacrés à cette question au cours des années 1930, dont certains soulignaient le fait que la guerre du Chaco prouvait que leur emploi était possible et même profitable en Amérique du Sud.⁹⁹ L'intérêt était donc significatif, sans pour autant atteindre le niveau d'investissement sur le terrain amazonien dans cette même littérature grise.

Plus que leur usage tactique, les blindés servent alors la propagande du Pérou. Ils sont omniprésents dans le pseudo-documentaire scénarisé *Alerta en la frontera*, où le spectateur peut les admirer franchir les guets et aplatir une cabane en bois. Ils permettaient aussi de souligner le différentiel entre des armées péruviennes censées se situer à la pointe de la modernité, et des troupes équatoriennes renvoyées à l'archaïsme de l'arme blanche. Un vétéran péruvien croit ainsi se souvenir qu'un groupe de *macheteros* afro-équatoriens auraient, dans

⁹⁷ Dans le récit d'Ureta : « Detrás de cada carro de combate progresaba una sección de Fusileros Cazadores" [...] los carros procedían el avance de la infantería transportada en camiones y dotada de armas automáticas ». URETA, *op. cit.* p. 365. Dans le récit de Monteza : « El procedimiento empleado fue el siguiente : detrás de cada carro de combate progresaba una sección de F.C. y en esta forma llegó la infantería a Chacras con muy pocas bajas. [...] Los carros procedían el avance de la infantería transportada en vehículos ». MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 211-212.

⁹⁸ MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 19.

⁹⁹ Les références que nous avons pu noter, entre 1932 et 1945, sont les suivantes : BRANDT W., « El empleo de tanques y carros blindados en los ejércitos sudamericanos », *Revista militar del Perú*, février 1937, XXXIII, n° 2, p. 259-266 ; MORALES Segundo R., « Carros de Combate (tanques) », *Revista militar del Perú*, mars 1937, XXXIII, n° 3, p. 341-354 ; LOAIZA Luis, « Acerca del empleo de los carros de combate en el Perú », *Revista militar del Perú*, janvier 1940, XXXVII, n° 1, p. 60-67 ; CÁCERES Julio C., « Algo sobre empleo de carros de combate », *Revista militar del Perú*, février 1941, XXXVIII, n° 2, p. 228-258.

leur méconnaissance, attaqué en groupe un tank à la machette avant d'être tous abattus dans l'action.¹⁰⁰ D'ailleurs les Équatoriens ont compris la leçon et des blindés arrivent dès 1943 dans le cadre du partenariat avec les États-Unis. Mais comme dans le reste du continent, ces blindés servirent plus à imposer l'ordre politique dans les rues qu'à défendre le territoire national.

Figure 51 : Des blindés au service de la propagande plutôt que d'une guerre éclair



Source : *Alerta en la frontera, op.cit.*

¹⁰⁰ Entretien avec Máximo Sanmiguel Berrocal.

Les blindés, l'aviation, et les civils en fuite sont autant de caractéristiques de la guerre moderne, mais ils occultent d'autres réalités des combats qui témoignent de pratiques plus traditionnelles, peut-être plus archaïques. Pour arriver au contact, il a souvent fallu aux soldats des deux côtés traverser des étendues de dense végétation sur des chemins plus que sur des routes, qui n'autorisaient pas toujours l'usage du moteur. Les chevaux et les mules ont joué un rôle fondamental dans la logistique, tandis que la cavalerie a constitué une force d'attaque encore très utilisée. Pour les objectifs les plus importants, une préparation d'artillerie, parfois de plusieurs jours, est effectuée. Un vétéran raconte :

« On nous appelle, à 5H de l'après-midi on part de Tumbes, 5/6 h du matin on arrive à Zarumilla, 25 km. À tout moment, on devait charger et décharger les mules, laisser reposer 10 minutes, charger à nouveau. Voilà. Alors, on y a pris un petit déjeuner et on est partis pour la forêt. Il n'y a que du maquis en Équateur. Pas de route, non. C'est là que ça a commencé, on s'est installé dans une pampa, un maquis, on est restés, c'est là qu'a commencé la guerre avec le commando. C'est lui qui entre en action avec l'officier d'artillerie. Alors, nous on ne voit rien, mais on agit sur les ordres de la base. Tant de millièmes, tant de degrés, tant de vingtième. Ceci et cela. Il fallait tirer en courbe parce que c'est la montagne ».¹⁰¹

Dans l'exemple de cet artilleur, le chemin a été long mais l'ennemi n'est pas directement au contact. Il y a pourtant parfois un corps à corps brutal comme Monteza le mentionne à propos de « ce fait héroïque dont l'acteur principal a été le caporal Nicaso Marquina. Alors que ce valeureux péruvien se battait à la baïonnette avec un Équatorien, il a réussi à lui transpercer la poitrine, mais à cet instant il a reçu une blessure puissante qui le fit s'écrouler pour toujours sur son adversaire. Les deux sont morts en même temps ».¹⁰²

En plus de la baïonnette et de l'artillerie, les armes les plus employées sont des fusils, quelques mitrailleuses dans les deux camps, voire les pistolets de service pour les membres de la garde civile. L'armement plus raffiné est présent à la marge. Les huttes des adversaires sont mises en feu par des balles incendiaires péruviennes, tandis qu'en Amazonie, les Équatoriens auraient utilisé des balles *dum-dum* interdites par la conférence de La Haye en 1899.

Enfin le rythme même des combats ne fait pas toujours penser à une bataille rangée ou même au rouleau compresseur d'une armée invincible. Il s'agit dans de nombreux cas d'encercler l'adversaire, au cours d'une bataille dont les limites géographiques et temporelles sont floues. Afin de restituer ce climat incertain, nous transcrivons et synthétisons le témoignage d'un officier d'intendance équatorien qui était en première ligne.¹⁰³ Son parcours, de la ligne de front

¹⁰¹ Entretien avec Máximo Teodoro Jarra

¹⁰² MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 164.

¹⁰³ Lieutenant E.R.Páez, officier d'Intendance (*Comisariato*) du « Montecristi » au général Francisco Orellana, président de la Commission Spéciale, N°200, Quito, 9 février 1942. ESMIL, Libro n°3.

le 23 juillet jusqu'à Cuenca deux semaines plus tard, nous paraît assez représentatif de la logique à l'œuvre :

« Depuis 7h nous avons été sous le feu démoralisant de bombes et de mitrailleuses portées par l'aviation ennemie, qui faisait ses incursions avec trois appareils, car tandis que l'un terminait son travail de lancer des bombes et de la mitraille, sûrement pour ne pas nous laisser de répit, d'autres venaient et faisaient la même chose que les précédents [...] L'ordre donné antérieurement était de ne pas bouger des positions ni de tirer tant qu'il n'y avait pas de tentative d'attaque de l'ennemi. Nous sommes donc restés à nos postes autant que possible. Nous étions simplement accrochés au terrain. Nous sentions que l'artillerie ennemie frappait dans notre dos, nous voyions que les avions de bombardement lançaient leurs bombes et leur mitraille sur nos positions, les mortiers labouraient la terre, mais nous ne pouvions que nous accrocher au terrain, ou moi tout au plus, avec les miens je suis resté dans cette situation jusqu'à ce que je vis vers 10h30 que plus personne ne m'accompagnait ; tous avaient fui pour se protéger dans les fourrés et seul je restais sur la colline, voyant avec douleur à quel point nous étions impuissants pour nous défendre de l'attaque de l'aviation et des armes ennemies. À chaque coup de canon, comme je me rendais compte que les projectiles passaient par-dessus nous, je regardais où tombait le projectile pour voir ses conséquences, et j'ai par pure curiosité réussi à voir qu'une des grenades tombait près de là où se trouvait le capitaine Galo Molina, aux alentours duquel se leva un dense nuage de poussière. On pouvait parfaitement voir qu'il y avait là-bas deux hommes. Pendant ce temps trois avions nous lançaient des bombes qui heureusement n'atteignaient pas leur objectif car elles tombaient sous le ravin de la colline. À ce moment se présente le lieutenant des gardes nationaux de Guayaquil Claudio Jara et il me dit 'mon lieutenant, mon capitaine Molina vient de mourir l'aorte sectionnée par un éclat de grenade'. À ce même instant, ledit officier, malgré l'aviation au-dessus de nous, se levait et patriotiquement ému dit : 'pour un capitaine équatorien, un avion péruvien' et il m'indique qu'à notre droite tombait en flammes un des avions ennemis, qui fut mis hors de combat par le lieutenant Estrada qui se trouvait à Carcabón ».¹⁰⁴

Le camp du lieutenant n'est alors pas pris, et comme il est responsable de l'alimentation pour la troupe, il se met en recherche de quoi cuisiner. Il doit alors faire une marche de trois heures aller-retour pour rapporter un cochon vivant. Pour cuisiner, la chose se complique encore : ses casseroles sont sous le feu de l'ennemi. Après le refus d'un soldat « natif du lieu » d'aller les lui chercher, et pour donner l'exemple à deux soldats afro-équatoriens déserteurs qu'il avait ramenés de son périple alimentaire, il doit par deux fois monter lui-même aller chercher ses ustensiles au péril de sa vie. Il continue :

« Je suis descendu pour rejoindre les autres pour me diriger vers le lieu où j'avais laissé les femmes, Ana Ruiz, épouse du soldat Félix Tutillo et Filadelfia Vasquez, épouse du soldat Gonzalo Al[vida?] Calle, afin qu'elles désossent le porc, parce qu'on ne disposait d'aucun homme [...] Nous avons senti que l'on nous prenait pour cibles, car les projectiles frappaient les troncs des arbres derrière lesquels nous nous cachions. Le major Vega ne voulait pas croire que les Péruviens nous avaient cerné, se refusant à partir malgré notre insistance, et tandis que j'allais de la caserne au lieu où se trouvait le téléphone et où nous nous trouvions tous, les Péruviens avaient atteint la caserne, je manquai de peu d'être prisonnier. Pour dissuader le major Vega de rester là, il fallut lui faire constater que le pavillon péruvien était hissé sur notre caserne, ce qui lui causa le plus grand désespoir et dans notre fuite il ourdissait des plans de contre-attaque, mais quelle désillusion, toutes nos troupes étaient capturées par l'arrière-garde des forces péruviennes et nous nous retrouvions seuls avec le major Vega, le commandant Narváez, deux noirs et le soldat Calero ».¹⁰⁵

¹⁰⁴ *Ibid.* Il s'agit vraisemblablement de José Quiñones, plus tard élevé au rang de héros au Pérou.

¹⁰⁵ *Ibid.*

Dans leurs fuites, ils rencontrent des brancardiers que le lieutenant considère incompetents, à qui ils se gardent bien de dire que leur position était tombée. Ils arrivent à 17h à Arenillas, quartier général des forces équatoriennes, où la hiérarchie est folle de rage de la manœuvre d'enveloppement et de la capture de deux semaines de provisions pour la troupe. Le lieutenant est renvoyé porter un message sur le front, mais sur la route il est pris par le flot de la retraite des soldats équatoriens qui se font apathiques puis menaçants lorsqu'il leur enjoint de faire demi-tour. Il retourne donc à Arenillas, bon gré mal gré, où il est employé dans les jours suivants à plusieurs tâches, en particulier celle de payer les femmes des soldats de la solde de leurs maris pour qu'elles ne démoralisent pas la troupe par leurs plaintes. Il évoque alors un officier réprimandé qui « pleurait amèrement pendant une demie heure » et décrit Arenillas comme une « tour de Babel » où règne la confusion et le chaos. Le 28, il évacue la ville après avoir reçu vainement l'ordre de passer par les armes les déserteurs. Arrivé à Machala, il est témoin du bombardement aérien de la ville et de la panique des habitants qui courent se réfugier aux alentours, abandonnant même leurs enfants. La prison ayant été touchée, les Péruviens (sans doute civils) qui s'y trouvaient s'échappent et il aide au passage à les recapturer ou à les abattre. Son périple se termine une semaine plus tard à Cuenca après une difficile retraite en grande partie à pieds.

Le picaresque parcours du lieutenant Páez illustre de nombreux aspects cités plus hauts. Il nous montre aussi qu'en pleine attaque sous le feu ennemi, un officier pouvait s'éloigner plusieurs heures de son poste pour trouver des vivres, et continuer à travailler bon an mal an avec la cour des miracles habituelle de la caserne, femmes de soldats et autres déserteurs. On est loin de l'attaque éclair qui prend en quelques heures des positions très éloignées. L'armement moderne est bien là, en particulier l'aviation, mais le mouvement des troupes est plutôt constitué d'attente, d'incertitude, puis de brusque retraite, d'incertitude à nouveau, et surtout de confusion.

Pour toutes ces raisons, il ne nous paraît pas adapté de qualifier l'ensemble de ces opérations de guerre éclair, et encore moins de *Blitz*. Le mélange d'armement moderne avec les plus rudimentaires moyens de locomotion, l'alternance entre des phases aiguës et d'autres plus calmes, nous poussent plutôt à qualifier les opérations de guerre *semi-mécanique*, à mi-chemin entre une « petite guerre » de l'époque moderne et une bataille de la Grande Guerre. La capture de points vitaux en quelques heures qui a eu lieu sur deux jours les 30-31 juillet peut bien être qualifiée de « *blitz* de poche », mais elle n'était pas prévue et ne préjuge pas d'une quelconque familiarité avec un supposé modèle totalitaire. En revanche, les conséquences typiques de la

guerre éclair comme la fuite des civils et la débandade des troupes ennemies sont bien au rendez-vous.

C. La déroute équatorienne

En effet, dès le 24, les désertions équatoriennes ont commencé sur la ligne de front. Les carabiniers envoyés fraîchement de Guayaquil refusent de partir au combat, et préfèrent vivre sur les habitants, terrorisant la population. D'ailleurs, le décret de mobilisation que craignaient tant les Péruviens n'y changea rien : alors que l'attaché militaire du Pérou à Quito estime à juste titre qu'il n'est que forfanterie, Rodríguez doit bien avouer qu'il est de toute façon impossible à mettre en place, faute de logistique et d'hommes disponibles.¹⁰⁶ A l'arrière aussi, l'envoi de troupes fraîches fait défaut. De Guayaquil, qui a envoyé quelques éléments du bataillon Guayas et des gardes nationaux partant « avec leur fanfare », l'ordre de Quito d'envoyer 500 carabiniers supplémentaires « a déclenché l'insubordination des carabiniers au sein de la caserne, criant qu'ils ne voulaient pas mourir comme des chiens à la frontière, huant le Gouvernement et acclamant le docteur Velasco Ibarra ».¹⁰⁷ La ville, d'ailleurs, vit des heures d'angoisse, avec la proche menace péruvienne, et l'aviation qui la survole à partir du 28 juillet. La douzaine de pièces d'artillerie antiaérienne et de mitrailleuses Fiat sont installées sur des véhicules civils et sillonnent la ville pour rassurer la population.¹⁰⁸ Les avions péruviens y déversent un jour des tracts appelant la ville à faire sécession. C'était espérer que ce riche et puissant contre-pouvoir traditionnel à Quito, et plus proche de la frontière péruvienne que de la capitale, s'associe aux Péruviens. La ville était par ailleurs le foyer de la contestation ouvrière dans le pays, notamment communiste, et l'on pouvait anticiper de l'agitation sociale¹⁰⁹. Malgré ce terrain favorable qui explique le geste des Péruviens, la mesure est jugée contre-productive par l'attaché militaire du Pérou expliquant qu'« il est évident que les éléments disposés à la révolte, se sont abstenus d'agir craignant d'être désignés comme les exécuteurs des plans de l'ennemi »¹¹⁰. Le nationalisme a donc été plus fort que le régionalisme et la lutte des classes

¹⁰⁶ Rodríguez y fait plusieurs fois référence en différents endroits de son ouvrage RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.* La remarque de l'attaché militaire est issue de la correspondance entre le Groupement du Nord et le cabinet du ministre de la Guerre ; CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

¹⁰⁷ Major Luis H. Granizo, commandant du Bataillon Guayas, « informe a la Comisión especial investigadora », Quito, 12 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹⁰⁸ Hernán Dávila Montalvo, major d'artillerie, « Informe de la actuación del Grupo de Artillería «antiaérea» de la IVª división militar, con motivo de la agresión peruana al Ecuador », Quito, 10 de marzo de 1942. ESMIL, legajo f.

¹⁰⁹ Voir par exemple les rapports politiques du Federal Bureau of Investigation (FBI) qui suivent à la trace certains des leaders de la gauche équatorienne. BECKER Marc, *The FBI in Latin America: The Ecuador Files*, Duke University Press, 2017.

¹¹⁰ Colonel J. de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la

dans cette affaire, bien que la révolte des carabiniers du port confirme des tendances rebelles. Bientôt d'ailleurs, Guayaquil est secouée par l'arrivée de milliers de déplacés en provenance du front.

Devant le départ inexorable de ses troupes, le commandement équatorien se voit obligé d'officialiser sa retraite dans un premier temps vers le centre vital qu'est Arenillas. Dès le 25, Rodríguez envisage avec son état-major l'évacuation de la place, mais ce n'est pas avant le 29 que la décision fut mise en œuvre. Rodríguez lui-même manque d'être capturé par deux fois par les troupes péruviennes à quelques kilomètres de sa position, et c'est dans un train qui tombe en panne, puis à voiture et à pieds, qu'il s'échappe avec quelques dizaines de soldats vers la montagne.

En réalité, le retrait des troupes et des civils équatoriens ne pouvait être contrôlé par le faible personnel encadrant équatorien. Alors que l'état-major rencontre un groupe de déserteurs le long de la voie ferrée, il les harangue, en rassemble environ 80, et Rodríguez leur intime l'ordre de repartir au quartier général. « Avec désespoir nous avons noté, en arrivant à Arenillas, que des 80 hommes environ rassemblées, seuls 15 étaient arrivés. Les autres s'étaient engouffrés dans la forêt, pour échapper à tout contrôle et à une punition ultérieure », se désole le major Villacís.¹¹¹ Le manque de moyens est à mettre en cause, mais il faut aussi souligner l'aspect psychologique de la déroute équatorienne, continue le même membre de l'état-major :

« L'aviation péruvienne, plus que des dégâts matériels, a produit chez la troupe, de profondes répercussions morales [...] le travail néfaste de la Cinquième colonne, dont les effets, rapidement, se firent sentir au sein de la troupe combattante. En réalité courraient des histoires, qu'il y avait tromperie, que le Président de l'Équateur se trouvait à Lima (comme l'exprima un soldat du Bataillon Cayambe qui avoua l'avoir entendu de la bouche d'un soldat du Bataillon Carchi) et celles qui circulaient de manière effrayante, que des cadavres étaient profanés, ou l'existence de troupes japonaises qui combattaient avec une véritable férocité, etc. ».¹¹²

Dans cette synthèse que dresse le major, l'aviation a sans doute été l'élément le plus déterminant. De très nombreux témoignages soulignent en effet la panique des soldats et des civils à l'approche des appareils péruviens, dont les dégâts sont pourtant assez minimes, puisqu'ils visent principalement les routes, et font sans doute dans la population civile moins d'une dizaine de morts. La rumeur de la présence du Président à Lima, négociant un accord sur le dos des soldats tombés au front, est quant à elle attestée également par plusieurs officiers.

situación militar correspondiente al mes de julio de 1941 », sans date (c. juillet 1941). *Col. doc.*, vol. 7, document n°1371.

¹¹¹ « Observaciones de carácter militar y otros detalles que el Mayor Ernesto Villacís Ch, eleva a conocimiento de la Comisión especial, encargada del Estudio de los Acontecimientos internacionales que culminaron en los meses de julio y agosto de 1941 », Quito, 10 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹¹² *Ibid.*

On peut y lire l'accusation traditionnelle d'un pouvoir politique qui n'hésite pas à sacrifier la vie de ses citoyens. On peut aussi souligner la continuité de cette rumeur avec les accusations contre les principaux dirigeants de n'être pas assez nationaux, pas assez patriotes. La croyance commune chez les vétérans et encore vivace au XXI^e siècle, que le Président équatorien était marié à une péruvienne, et que le Président péruvien était marié à une équatorienne, ce qui expliquerait leurs concessions territoriales, souligne dans le même ordre d'idées la méfiance dans une élite sud-américaine sans attache territoriale et nationale, prête à sacrifier les intérêts de la nation à ceux de quelques familles puissantes liées entre elles par des affaires financières par-delà les frontières.¹¹³ La peur panique de la déroute, de la trahison, du massacre, ne prend pas que la troupe, malgré la distance que prennent les officiers avec ces témoignages. La présence de Japonais a été crue ou en tout cas dénoncée par le gouvernement même de Quito. Depuis la capitale, le Commandant supérieur en demande confirmation à Rodríguez, ainsi que sur d'éventuels « outrages à la pudeur » des troupes péruviennes. Il va sans dire que le gouvernement, s'il redoute peut-être les traitements inhumains infligés à sa population, entend surtout utiliser ces débordements supposés pour discréditer le Pérou devant l'opinion internationale.

Sur le terrain, face aux désertions de masse, le commandement répond de manière pusillanime. Un « peloton d'exécution » est envisagé, mais un seul homme se porta volontaire pour en être.¹¹⁴ Le flot d'hommes est trop important, et l'avancée péruvienne trop rapide pour réagir. La plupart des troupes fuit dans un parcours qui, partant d'Arenillas, se dirige au nord vers Santa Rosa, puis vers la capitale Machala, avant de bifurquer vers l'est en direction de la montagne en passant par la bien nommée Pasaje. L'objectif de ces petits groupes désorganisés, qui parcourent souvent ces dizaines voire centaines de kilomètres à pieds, dans le dénuement, les pieds dans la boue et perdus dans la forêt équatoriale, est de dépasser le point renforcé d'Ushcurrumi, pour atteindre Cuenca, sur les hauteurs de la Cordillère, où les Péruviens n'iraient pas les chercher, et où le commandement à Quito souhaite organiser une contre-attaque. Même après le cessez-le-feu effectif du 31 juillet, les troupes équatoriennes refusent de revenir sur leurs pas pour occuper la zone qu'ils contrôlent théoriquement. C'est ainsi que

¹¹³ Ces rumeurs sur la nationalité des épouses des Présidents ont été entendues au cours de mes séjours dans les deux pays. Au-delà du thème de la trahison, qui peut faire écho à des situations plus récentes de présidents s'exilant à l'étranger pour ne pas affronter la justice de leur pays, la perception d'un territoire encore partagé et gouverné par un droit patrimonial, une propriété héritée en mariage, dans le cadre d'une modernité non atteinte pour des États en construction, peut aussi éclairer le fait.

¹¹⁴ « Cuando la desmoralización de la tropa crecía, se pensó hacer un pelotón que pudiéramos llamarlo de ejecución dándole el nombre de "escolte del Comando". Sensible es decirlo sólo respondió uno, el primero Boada ». Carlos A. Patiño Z., « Informe que presenta a la comisión especial el Señor Mayor Patiño Z. », Quito, 9 février 1942. ESMIL, Legajo f.

lors de la prise de Puerto Bolívar et de Machala par les Péruviens, il n'y a pratiquement pas âme qui vive pour leur opposer une quelconque résistance. Avant de quitter la province, Rodríguez nomme un gouverneur civil par intérim, dans la perspective d'une occupation péruvienne qui se profile, et se fend d'un discours à la quarantaine de soldats et officiers qui l'entourent encore. Il y souligne quelques responsabilités, mais valorise surtout la loyauté et le courage des forces équatoriennes, notamment de ceux qui sont restés auprès de lui. Dans une telle déroute, ce type de discours pourrait paraître déplacé. Il évacue vers Zarayunga puis Zaruma avant d'être placé en août à la tête de la II^e région, poste qu'il n'occupe pas car il est passé immédiatement à la disposition du ministère de la Défense et accusé de tous les maux. Blanchi seulement en septembre 1943, il est envoyé en poste en Amazonie, nomination traditionnellement punitive.

A Quito, la situation n'est pas beaucoup plus brillante, mais les officiers semblent croire en une solution diplomatique. Quand celle-ci s'éloigne, il est matériellement impossible d'organiser une riposte d'ampleur. Le décret de mobilisation qu'ils ont suggéré au Président Arroyo del Río ne donne pas les fruits escomptés. Du reste, les caisses sont vides. Les éléments matériels envoyés sur le front mettent un temps infini à arriver et sont pour une part capturés par les Péruviens lors de leur avancée. Si le colonel Urrutia caresse un moment l'espoir d'organiser la III^e Région militaire (Cuenca) comme base de la contre-attaque, ses espoirs sont vite déçus par le manque de moyens et de décision politique. En effet, ce sont la Junte du ministère des Relations extérieures et la nouvelle Junte patriotique de coopération pour la Défense Nationale qui décident à Quito d'accepter le cessez-le-feu du 31 juillet, en dérogeant donc le décret de mobilisation.¹¹⁵ La suggestion d'un Congrès Extraordinaire est avancée. La défaite est acceptée, le relais devient politique, ce qui fait dire à Francisco Urrutia, démissionné par le gouvernement, que le Président Arroyo del Río, obnubilé par le risque de renversement interne, avait fini par « exploiter le pouvoir à la Pétain ». ¹¹⁶

D. L'armée japonaise contre les Équatoriens : autopsie d'un mythe

Le 24 juillet, soit au début de la grande offensive péruvienne, la chancellerie équatorienne dénonçait la présence de 51 soldats japonais dans les rangs péruviens, sur la base d'accusations portées par la presse et par ses soldats. Les délégations japonaises de Lima et de Quito s'empressèrent de réfuter, mais le mal était fait.¹¹⁷ Dans ce développement, nous étudions ce

¹¹⁵ URRUTIA, *op. cit.*, p. 167-168.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 172.

¹¹⁷ T. Sakamoro, de la Légation du Japon au Pérou, et son collègue Hisao Nayal, envoyé extraordinaire à Quito,

mythe en en discernant les caractéristiques de contenu, de diffusion et de signification. En effet, tout en partant du principe que cette affirmation était fausse, elle n'en reste pas moins signifiante de notre point de vue, en éclairant de nombreux enjeux propres à ce conflit et aux sociétés en présence.¹¹⁸

Il faut d'abord se demander si la conviction de cette présence a été véritablement partagée ou n'était que le fait de petits cercles, voire un mensonge volontaire qui n'a persuadé personne. Sur ce point, les témoignages qui font état de cette présence sur le front se présentent comme des actes de foi mobilisant les ressorts narratifs de la manifestation miraculeuse. Certains soldats ont *vu et touché* les Japonais. Le journaliste Borja raconte pour la journée du 23 qu'un soldat « venait de tuer un garde civil japonais [...] cadavre qui fut tiré par nos soldats jusqu'à la place de Huaquillas, lui ôtant son fusil, le casque d'acier, un carnet et d'autres papiers et la plaque de son ceinturon, effets qui furent remis au capitaine Carillo ». ¹¹⁹ Les Équatoriens dans ce cas restèrent relativement respectueux du corps, mais suffisamment intrigués pour amener la dépouille en place publique. Un officier en particulier affirme avoir vu les Japonais, et c'est à partir de son récit notamment que la rumeur se diffuse à la presse, media qui est toujours le véritable point de départ de la rumeur en lui octroyant consistance et diffusion.¹²⁰ Borja classe l'officier en question parmi ceux qui « ne manquaient pas l'occasion d'exhiber leurs talents oratoires devant un public qui avalait tout », y trouvant là une excuse commode à leur abandon du terrain.¹²¹ En dehors de ces manifestations directes, c'est plus souvent par des voies indirectes que se présentent les Japonais, par les ouï-dire et par l'écoute, dans le cadre de stéréotypes raciaux préétablis. Un soldat un croit avoir *entendu* « Vive le Pérou » avec l'accent supposé caractéristique ; un autre aurait entendu « Banzai, Banzai ». ¹²² Les soldats péruviens capturés n'avaient-ils pas d'ailleurs avoué que certains de leurs commandants avaient un accent et une langue bizarres ? Deux mois plus tard, c'est le casque des soldats portant « le soleil japonais » qui fait office de preuve, telle une relique.¹²³ C'est donc au travers du registre de

démentent l'information. SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1940 a julio 1941*, 1942, p. 191-192.

¹¹⁸ Il est théoriquement impossible de prouver une absence par l'intermédiaire de la discipline historique qui est par essence un discours fondé sur la trace, donc la présence. Il nous faut donc établir une convention pour avancer sur ce sujet.

¹¹⁹ Major Luis A. Rosero, « Parte de Guerra de las Operaciones, en la frontera Sur desarrolladas desde el 5 hasta el 25 de julio de 1941 en el sector de Huaquillas », Quito, 31 août 1941. ESMIL, « Parte de Guerra Huaquillas 1941 ».

¹²⁰ FROISSART Pascal, *La Rumeur*, 2^{ème} édition revue et augmentée, Paris, Belin, 2010.

¹²¹ BORJA, *op.cit.*, p. 141.

¹²² *Ibidem.*

¹²³ Lieutenant Luis R. Maldonado, ex-premier commandant du Bataillon Jaramijó et des Détachements du Río Jubones, « Sobre el Desarrollo de la acción efectuada en Porotillos por nuestras tropas, contra fuerzas peruanas invasoras que atacaron nuestras posiciones el día jueves once de septiembre de mil novecientos cuarenta y uno ».

l'expérience qu'est prouvée la présence : la vue, l'ouïe, le toucher, la relique. Les signes étaient là. La présence confirmée prenait le caractère de l'évidence. Au colonel Urrutia qui demande depuis Quito « s'il a été possible de confirmer la présence japonaise parmi la troupe péruvienne », le colonel Rodríguez répond que « tous les combattants et même les civils de cette Province le confirment ».¹²⁴

Une fois la présence attestée, sa nature et son extension font état de variations avec la diffusion et la déformation du fait dans le pays et sur le continent. Et d'abord, combien sont-ils ces Japonais ? Au Guatemala, le consul du Pérou doit démentir la présence de 3 000 Japonais dans les troupes de son pays, chiffre bien supérieur aux 51 du communiqué originel.¹²⁵ La distance rend plus populeuse cette armée de fantômes. Sont-ils d'ailleurs intégrés dans les rangs, ou ont-ils envoyé leur propre état-major, leur armée ? Deux mois après les faits, la presse affirme encore que les Japonais possèdent en zone occupée leur propre caserne qui fonctionne de manière autonome des forces d'occupation péruvienne.¹²⁶ Comment se comportent-ils enfin ? Les témoignages sont significativement concordants dans ce domaine : ils liquideraient froidement les prisonniers et perceraient leurs yeux à la baïonnette.¹²⁷ Un civil de la région, enfant pendant les faits, a pu nous rapporter que pendant l'occupation, « les Japonais étaient les pires ».¹²⁸ Ils sont donc associés à des traitements cruels, ce qui peut s'expliquer tout autant par la réactivation du stéréotype de la cruauté orientale, que par la férocité de l'impérialisme Tokyo à la même époque dans le Pacifique.

Cette présence est en effet de nature à intéresser au-delà des Andes. Sur l'objectif et la nature de cette éventuelle présence, la position de certains représentants des États-Unis, et en particulier des observateurs militaires de ce pays présents sur place, est à la fois éclairante et confondante. Les États-Unis, premiers concernés, ont-ils sérieusement considéré cette éventualité que leurs services de renseignement redoutaient en Amérique du Sud, au même

Parte de Guerra n°1. ESMIL, Libro n°3. Les soldats péruviens portaient effectivement des casques ornés d'un soleil.

¹²⁴ RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 414 et 419.

¹²⁵ Aurelio Lassepas dément des propos qui ont été proférés le 25 juillet dans le même journal, sur la base de déclarations d'un Équatorien. ACMRE, « Ministerio de Relaciones Exteriores », 2-6-Q, « Cartas del Exterior 1941 ».

¹²⁶ « Denunciando que en Machala existe un cuartel de japoneses, que funciona en la casa del doctor Francisco Jaramillo, el ciudadano Pedro Rivera, natural y procedente de Machala, ha hecho importantes declaraciones al Capitán del Puerto, Comandante Diógenes Fernández. Manifiesta Rivera que después de una verdadera odisea para salir de esa ciudad, para lo que se ha valido de engaños al centinela del que se hizo amigo, ha llegado a esta ciudad para denunciar a las autoridades que si es verdad la injerencia de japoneses, en las actuaciones peruanas, pues en Machala existe un cuartel de japoneses al mismo tiempo que otro de peruanos y los que actúan por separado ». Déclaration faite à la presse de Guayaquil, reprise par la presse de Quito le 19 septembre 1941, et transcrite par le colonel Rodríguez. RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 362-363.

¹²⁷ BORJA, *op. cit.*, p. 141.

¹²⁸ Entretien avec Andres Humberto Alvarado Fuentes.

titre que celle d'éléments allemands et italiens ?¹²⁹ Leur discours s'adapte aux interlocuteurs. Aux Péruviens, les observateurs déclarent en août qu'ils estiment infondés les rumeurs, et leur rapport final tend à confirmer cette position officielle.¹³⁰ Pour autant, le mémorandum d'une conversation privée entre un membre de la chancellerie équatorienne et le colonel J.B. Pate, observateur des États-Unis, sème le doute sur la position individuelle du conseiller. Le colonel déclare à l'Équatorien qu'il était convaincu qu'une grenade ramassée en zone occupée était de conception japonaise (autre manifestation tangible du « miracle »), et après avoir rappelé l'existence d'un officier péruvien de sa connaissance formé au Japon et admiratif de ce pays, il ajoute à son interlocuteur :

« Le major Illydio Colonna, qui a été dans l'état-major de Sao Paulo, me disait que dans l'État du Pará ils avaient cent mille Japonais et deux cents milles dans celui de Sao Paulo et que, considérant que de ces deux points ils se déplacent vers l'intérieur du Brésil par une trajectoire de l'Orient vers l'Occident en direction parallèle à l'Amazone, et que depuis Lima les jaunes regardent et vont vers ce même fleuve, en direction inverse, il n'est pas peu probable que ces 360 000 Japonais tentent de se rendre maître d'une grande partie du bassin amazonien pour diviser le Continent Sud de l'Amérique en deux sections [...].

Le 23 novembre a été célébré à Tumbes le Jour de l'armée, fête à laquelle ont participé des milliers de soldats des garnisons aux ordres du général Ureta. Eh bien, au cours des exercices d'acrobatie qui entre autres réjouissances, se produisirent sur cette place, cinq Japonais furent récompensés, trois soldats et deux officiers. Il semble que cela a causé une protestation publique et forte du groupe qui à Lima attaque la japonophilie de l'armée péruvienne, mais cela n'a pas filtré à l'extérieur. De tout cela j'ai des preuves véridiques et exactes. Mais ce que je vais vous raconter est encore plus grave. Vous souvenez-vous, me dit-il, qu'à mon retour de Tumbes, je vous ai dit que le général Ureta ambitionnait la présidence de la République, laquelle il atteindrait dans un futur proche, de manière constitutionnelle ou non ? Et comme je hochai la tête, il continua. Eh bien : les Japonais ont offert au général de le placer à la Présidence ».¹³¹

Un tel dialogue pourrait faire penser à un faux mais, conversation privée rapportée dans une archive secrète, nous ne voyons pas pourquoi il n'aurait pas eu lieu. Le caractère paranoïaque du colonel des États-Unis est ici patent, mais il faut aussi replacer la conversation dans le contexte du mois de janvier 1942, quelques semaines seulement après l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Le colonel Pate pouvait facilement, par conviction ou ambition, relier la situation mondiale au petit conflit andin.

¹²⁹ FRIEDMAN, Max Paul. *Nazis and Good Neighbors: The United States Campaign against the Germans of Latin America in World War II*, New York, Cambridge University Press, 2003.

¹³⁰ « La campaña peruana está ligada enteramente a una aspiración popular de todos los peruanos y es agena [sic] en el más absoluto grado a toda influencia extranjera, alemana, japonesa o de cualquier otra especie » affirme leur rapport final. « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz Amistad y límites, firmado en Rio de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el periodo comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942. AHMRE, T.5.3.1.7 ; Le docteur Echeopar au Secrétaire général des Relations extérieures du Pérou, 28 août 1941. ALME. LEI-6-47. Legajo 571.

¹³¹ Direction des Limites, (peut-être Navarro) « Memorandum de una conversación con el señor Coronel J.B.Pate ». AHMRE, T.5.3.1.7.

D'autres pourtant ne se laissèrent pas prendre, même si leurs scrupules furent consignés ultérieurement aux faits. Le major Villacís compare l'information aux autres rumeurs infondées circulant sur le front, mais il est vrai qu'il écrit plusieurs mois après. Il en voit la cause dans une tentative délibérée de déstabilisation psychologique par une maligne « cinquième colonne ». Quant au journaliste Rafael Borja, bien des années plus tard et après avoir procédé à des vérifications, il conclut également à l'absence de troupes japonaises dans cette guerre.¹³²

Malgré ces quelques cas de prudence, une majorité des individus présents à la frontière semblent avoir cru, au moins fugacement, à la présence japonaise, tandis qu'à l'échelle nationale et internationale, l'information se répandait. À partir de ce point, la réalité de la présence devient accessoire, et les effets de la croyance deviennent réels. Les Chinois équatoriens installés à la frontière, nous dit Borja, craignirent que les Japonais ne réitérent leur geste de Mandchourie.¹³³ La rumeur avait donc pris vie.

Comment expliquer alors la force de cette croyance et de sa diffusion en quelques jours, quelques heures, au début de la grande offensive et sa continuation pendant plusieurs mois, et même jusqu'à aujourd'hui ? Il faut d'abord souligner le poids des représentations précédant le conflit. Depuis plusieurs années, il se suggérait en haut lieu que le Pérou avait contracté avec le Japon une alliance stratégique secrète sur la base d'un rapprochement idéologique. En 1936, alors que les négociations péruano-équatoriennes ont repris pour aboutir à l'Acte de Lima et que les élections présidentielles du Pérou font craindre de funestes développements, certains cercles équatoriens s'agitent autour de cette possibilité. L'information part d'un diplomate au Chili, qui aurait obtenu des services secrets chiliens et d'une ancienne agent péruvienne, la confirmation que le Pérou attaquerait bientôt l'Équateur avec l'aide logistique et matérielle du Japon. Ce dernier y gagnerait une position dans le Pacifique, par location ou achat d'une île péruvienne ou des Îles Galápagos, selon différentes versions aux légères variations produites à la chancellerie et par les services secrets équatoriens.¹³⁴ Si l'existence du traité secret semble fantasque, il est en revanche exact que les Péruviens avaient acheté du matériel de guerre

¹³² « Observaciones de carácter militar y otros detalles que el Mayor Ernesto Villacís Ch, eleva a conocimiento de la Comisión especial, encargada del Estudio de los Acontecimientos internacionales que culminaron en los meses de julio y agosto de 1941 », Quito, 10 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹³³ BORJA, *op.cit.*, p. 143.

¹³⁴ Note sans auteur, « Noticias de fuentes no confirmadas, en el asunto internacional: Datos y comentarios acerca de un Tratado secreto suscrito entre el Perú y el Japón que aseguran al Perú ventajas comerciales, armamentos modernos y ayuda de oficiales para la organización del Ejército peruano », 7 mai 1936 ; « Carta del Señor Leónidas Plaza Lasso denunciando los planes militares que tiene el Perú con ayuda del Japón para hacer la guerra al Ecuador ». 12 mai 1936. « Otra carta del Julio 18, indicando que no ha podido seguir obteniendo mayores datos sobre el asunto denunciado ». T.5.3.1.2. ; Servicio Informativo Nacional (SIN), « Últimas Noticias de Fuentes no confirmadas en el Asunto internacional », 7 mai 1936. AHMRE, T.5.1.16.

japonais, en particulier depuis le conflit de Leticia qui les avait obligés à s'approvisionner frénétiquement à toutes les sources. Les délégations militaires japonaises avaient d'ailleurs bien rendu visite au Pérou, comme s'en fait par exemple l'écho la *Revue militaire du Pérou* en 1935 (figure 52). Il semble que c'est particulièrement sous la présidence du général Benavides et en lien avec son ministre de la guerre le général De la Fuente que les relations furent les plus étroites.¹³⁵ Ces échanges s'enracinaient dans les liens économiques et démographiques entre les deux pays.¹³⁶ Les nombreux immigrants japonais pouvaient être autour de 40 000 en 1940, bien que ces chiffres fussent justement l'enjeu de débats politiques, et le gouvernement japonais à la recherche de ses hectares fantômes achetait massivement le coton péruvien. Mais la relation entre les deux pays se détériorait au cours des années 1930. Le Président Benavides lui-même, souvent taxé d'accointances avec la société « totalitaire » du Japon, reconnaît en 1939 la coopération économique avec le voisin du Pacifique tout en se défendant clairement d'une quelconque sympathie politique.¹³⁷

¹³⁵ De la Fuente se serait même rendu au Japon, ce qui le désigna plus tard comme cible de la propagande antifasciste de l'APRA dans les colonnes de *La Tribuna*. Il est étonnant que ce rapprochement avec le Japon ne soit pas évoqué dans l'ouvrage de référence sur la diplomatie péruvienne de cette époque, qui se borne à indiquer la révision d'accords économiques et d'immigration entre les deux pays, peut-être parce qu'il se base sur l'information officielle des mémoires de ministres plus que sur la correspondance quotidienne de la chancellerie et des états-majors. WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia diplomática del Perú, 1900-1945*, Lima, Ediciones Peruanas, 1964, vol. 2, p. 258.

¹³⁶ Les développements suivants s'appuient sur LAUSENT-HERRERA Isabelle, « Le parcours difficile de la communauté japonaise au Pérou », *Problèmes d'Amérique latine*, 1990, n° 97, p. 27-49.

¹³⁷ Il déclare à cette occasion : « El gobierno de Japón tuvo la gentileza de invitar al Perú, en la misma forma que antes lo hiciera con los gobiernos de Brasil y Chile, para que enviara a su país una misión económica y cultural que estuviera compuesta no solo por representantes de algunos organismos oficiales, sino por miembros pertenecientes a instituciones comerciales, industriales y culturales de la nación. Los resultados del viaje de esta misión, desprovista en absoluto de todo significado político, han servido para estrechar los vínculos materiales y espirituales que nos ligan con el Japón ». « Mensaje del Presidente del Perú, general de División Oscar R. Benavides Larrea, ante el Congreso Nacional, el 8 de diciembre de 1939 ».

Figure 52 : La présence militaire japonaise au Pérou



Le 17 mai 1934, les majors Taro Yuasa et Bobuo Nakamura, de l'armée japonaise, reçoivent à l'occasion d'une réception en leur honneur au Cercle militaire de Lima, la distinction de Chevalier de l'Ordre du Soleil, en présence du ministre de la Guerre et du chef d'état-major de l'armée.

Source : *Revista militar del Perú*, Año XXXI, mai 1934, n°5.

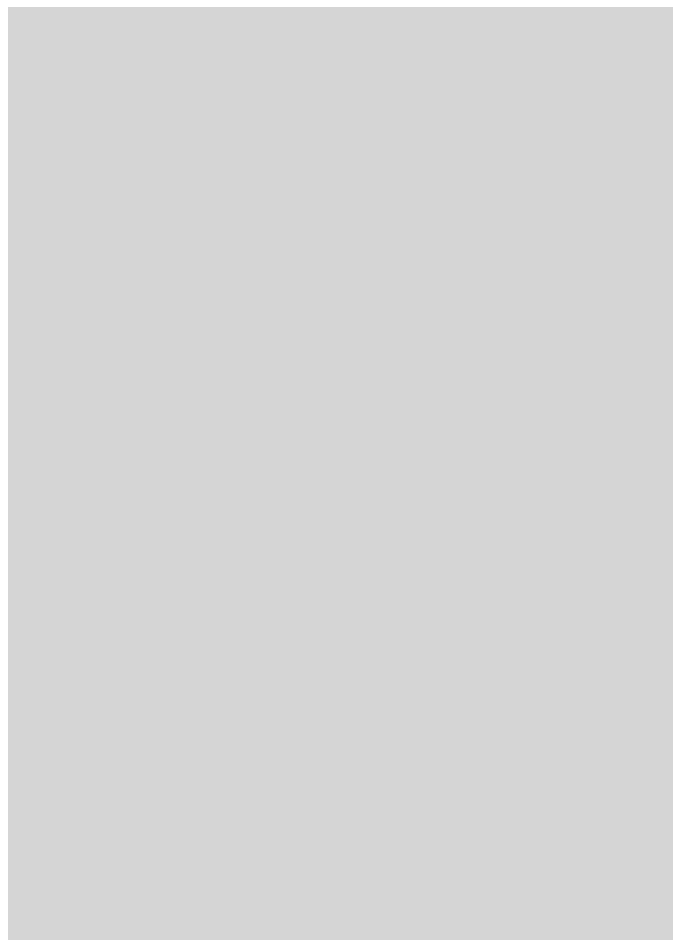
En effet, dans le sillage de la crise des années 1930, le racisme anti-japonais s'était développé contre cette communauté qui réussissait trop bien. Il faut noter à cet endroit le rejet massif de larges secteurs hétéroclites de la société péruvienne. Un nationaliste comme l'attaché militaire du Pérou en Équateur pouvait évoquer peu avant la guerre la « très justifiée aversion du peuple péruvien envers cette race sournoise et répugnante, destructrice de la petite industrie nationale ». ¹³⁸ La presse fasciste avait par ailleurs soutenu une campagne anti-asiatique extrêmement virulente. ¹³⁹ Cette haine des immigrants japonais était ainsi largement partagée, et a mené à des pogroms d'importance, en confondant au passage Japonais de l'extérieur et de l'intérieur dans une collusion imaginaire. Dans les libelles et déclarations antijaponais en effet, il n'est pas rare que l'intégralité des Péruviens d'origine japonaise soient considérés comme autant de soldats dormants, faussement installés comme de simples commerçants ou colons,

¹³⁸ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la política exterior correspondiente a los meses de enero y febrero de 1941 », 20 février 1941. *Col. doc.*, vol. 7, document n°1361.

¹³⁹ MOLINARI MORALES Tirso, *La Unión Revolucionaria. 1931-1939. Una aproximación a la historia del fascismo en el Perú*, Tesis para optar al grado de magister en historia, PUCP, Lima, 2004.

prêts à bondir aux ordres de Tokyo ou d'énigmatiques chefs japonais cachés sous l'identité de paisibles coiffeurs du Callao. L'attitude des officiers japonais en visite au Pérou, qui avaient effectivement rendu visite aux communautés nippones dans cet espoir, n'était pas faite pour dégonfler l'hypothèse. Sous la plume des Apristes, pourtant la grande force politique progressiste alors rejetée dans l'exil, la niphobie associe ainsi les Péruviens d'ascendance japonaise et le gouvernement de Tokyo aux puissances « impérialistes », représentées au Pérou par l'infâme gouvernement militariste de Benavides. La couverture et le contenu du pamphlet de l'exilé Fernando León de Vivero en témoigne¹⁴⁰ (figure 53).

Figure 53 : Un pamphlet apriste dénonçant l'impérialisme des Japonais



Source : abebooks.com

Or, ce sont ces textes, ces idées, ces dénonciations fantasques et racistes qui sont rapportées et diffusées dans la presse équatorienne dans la seconde moitié des années 1930 et qui sont

¹⁴⁰ LEÓN DE VIVERO Fernando, *Avance del imperialismo fascista en el Perú*, Mexico, Editorial Manuel Arévalo (coll. « Trinchera aprista »), 1938.

exhumées en juillet 1941, y trouvant alors une confirmation providentielle. La paternité du mythe est donc paradoxalement péruvienne. L'idée avait tant circulé par-delà les limites nationales qu'elle était acceptée par les populations frontalières dès 1940. « Parmi les habitants des provinces de El Oro et de Loja, il s'est diffusé l'opinion que les Péruviens se mobilisaient à la frontière avec l'Équateur appuyés par le Japon dans leurs prétentions à occuper les Galápagos »,¹⁴¹ note l'agence de presse *United Press* en 1940. Quant aux militaires équatoriens, ils déchiffraient quelques mois avant la guerre d'énigmatiques messages radio qui confirmaient pour eux l'implication japonaise.¹⁴² La menace avait fini par exister d'elle-même.

Avant même le premier coup de feu, de nombreux Équatoriens étaient donc convaincus qu'une éventuelle attaque péruvienne ne pourrait qu'être appuyée par la grande puissance de l'ouest. Au moment de dénoncer cette présence en juillet 1941, il s'agit certes pour le gouvernement d'un pieux mensonge destiné à rallier les États-Unis. Trop heureux de la coïncidence pour souhaiter vérifier de trop près l'information, ils ont cru ou se sont laissés croire à l'invraisemblable. Sur place, la croyance enracinée dans cette présence est quant à elle caractéristique d'un phénomène d'hallucination collective, colportée par les soldats en déroute qui, sur la base de la présence probable de quelques péruano-japonais dans les rangs ennemis, construisent un récit qui les disculpe de leur défaite et les valorise auprès de la population et de la presse, cette presse sensationnaliste qui a depuis de nombreuses années fabriqué des informations à sa guise. Ce phénomène de peur collective colportée par les armées en déroute n'est pas sans rappeler d'autres épisodes guerriers, mais il se greffe dans ce cas sur la construction préalable et partagée des deux côtés de la frontière de la figure repoussoir du Japonais. Aux ordres de sa mère-patrie, donc non véritablement intégré, féroce, attendant secrètement son heure quoique visible de tous, mais paradoxalement menace destructrice par son organisation efficace, cette figure de l'ennemi intérieur est comparable selon nous, et toutes proportions gardées, aux Juifs de Galicie orientale évoqués par Alexander Prusin.¹⁴³ Dans cette région polonaise aux confins de l'empire autrichien, sujette aux va-et-vient des armées russes puis polonaises pendant la Grande Guerre, les populations juives furent les victimes d'une même propagande haineuse et de massacres par les différents protagonistes. Considérés comme

¹⁴¹ ALMRE, LEK-21-1, legajo 177, « Noticias del Ecuador por la United Press », 1940-1941.

¹⁴² Les messages captés et déchiffrés en mai et juin 1941 d'une radio clandestine de Guayaquil auraient eu cette teneur : « Comando División tiene 3 generales Japón, uno ser peluquero otros con hombres de Oro (seguramente contratados) en Puerto P. 3 japoneses Jefe movimiento frontera » et « 5000 hombres japoneses ofrecer servicio militar. Comando desconfiar no sincero ellos. Parte japoneses es trabajo sobre parte Oriente da en fortificación ». ESMIL, Libro N°5.

¹⁴³ PRUSIN Alexander Victor, *Nationalizing a Borderland: War, Ethnicity, and Anti-Jewish Violence in East Galicia, 1914–1920*, Tuscaloosa, University Alabama Press, 2005.

un corps étranger en lien avec le judaïsme international, ils devaient ainsi être extirpés pour atteindre la pureté des nouvelles nations. Cette haine se basait sur un fonds d'antijudaïsme hérité du Moyen Age, mais réactivé et adapté aux circonstances exceptionnelles de la guerre qui lui donna de nouvelles caractéristiques, comme celle du massacre par autorisation tacite. Le parallèle avec les Japonais péruviens dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale et de l'expansion japonaise peut porter sur de nombreux points. Eux-aussi étaient considérés comme issus d'un corps étranger, réservant leur allégeance non à la nation mais à une puissance externe et tentaculaire. Eux aussi ont été victime de préjugés formés en amont, quoique de manière plus récente, et qui avaient circulé par-delà la frontière, les options politiques et les classes sociales. Eux aussi ont subi les foudres des populations locales. S'il n'y a pas de massacre local pendant la guerre, la rumeur de leur présence dans la guerre a dans cette perspective peut-être contribué à rendre plus acceptable encore les mesures attentatoires contre les populations péruviennes et équatoriennes d'origine japonaise, en particulier la déportation vers les camps d'internement en Amérique du Nord.¹⁴⁴ Les circonstances de la guerre ont donc peut-être, comme dans le cas de la Galicie, conditionnés de nouvelles formes de violence à l'égard de cette minorité, une violence plus institutionnalisée que les pillages populaires des années 1930.

Cette figure repoussante du Japonais, que l'on retrouve au même moment aux États-Unis, constitue dans le contexte andin le pendant négatif des populations afro-équatoriennes. Les *macheteros* d'Esmeraldas sont eux-aussi associés à l'exercice de la violence, plus bestiale encore dans leur cas, puisqu'ils sont censés avoir décapité leurs ennemis d'après certains récits et devaient participer à l'effort de harcèlement et de peur immiscée chez l'ennemi quand le commandement équatorien envisageait la guérilla.¹⁴⁵ Mais cette violence est perçue chez eux de manière positive, comme participant à l'effort de guerre et à la colonisation de la frontière, au moins par les Équatoriens, tandis que celle des Japonais semble perçue des deux bords comme exclusivement négative. Qu'est-ce qui différencie les deux communautés ? La présence ancienne des afro-descendants a pu jouer. Les populations noires étaient déjà entrées dans la

¹⁴⁴ Sous le gouvernement Prado, une liste d'éventuels espions japonais est établie grâce à la coopération du gouvernement péruvien avec le FBI, le *Department of State* et le *Immigration and Naturalization Service*. Le gouvernement Prado considère un temps l'internement sur son sol d'environ 6000 Japonais, mais devant le coût qu'il ne peut assumer, il suggère aux États-Unis de les accueillir sur son sol. Entre 1942 et 1945, près de 1800 Japonais sont ainsi arrêtés et envoyés dans les camps du New Mexico et du Texas. Aux leaders de la communauté des débuts se substituent ensuite hommes du peuple, femmes et enfants. L'abandon de leur commerce était une aubaine pour les Péruviens qui les reprenaient immédiatement, parfois après les avoir dénoncés. LEONARD Thomas M. et BRATZEL John F., *Latin America During World War II*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield Publishers, 2007, p. 135-138.

¹⁴⁵ Pour le péruvien Delgado, cité par Rodríguez « una fracción apreciable de macheteros esmeraldinos ejecutan un contraataque inmediato, logrando decapitar al Sargento Mujica ». Delgado se réfère également à eux comme d'une « turba enloquecida que a manera de una tromba avanza ». RODRÍGUEZ Luis A., *op. cit.*, p. 293.

définition de la nation, même si c'était parfois pour les reléguer au rôle de témoin anachronique de l'époque coloniale. Les Japonais, derniers arrivés, ont souffert en plus de la connexion facile avec les enjeux de la Seconde Guerre mondiale. L'épisode de 1941 a en tout cas contribué à leur disgrâce dans leur pays d'accueil, fait qui semble paradoxalement absent du récit de leurs communautés.

E. En montagne : un front de diversion, une guerre des nerfs

La montagne est un secteur secondaire de la guerre. D'ailleurs, plus que de la haute montagne au couvert rocheux et aride, les territoires qui s'étendent sur plusieurs centaines de kilomètres au sud du fleuve Zarumilla jusqu'à la haute forêt amazonienne constituent plutôt une succession de vallées fortement boisées et de crêtes de faible altitude pour la région (les altitudes dépassent rarement les 3000 m, ce qui est faible en comparaison du plateau andin qui dépasse très régulièrement les 4000 m et atteint parfois les 6000 m). Cette région difficile au transport a été beaucoup moins active que le secteur côtier tropical ou l'Amazonie dans la guerre. La raison en est sans doute qu'il n'y avait pas de profondes divergences quant au tracé de la frontière dans cette région. Toutefois les Péruviens ont cherché à utiliser ce front éventuel comme possibilité de diversion des forces équatoriennes. L'IPS n°1 crée dans le Groupement du Nord une VIII^e Division Légère, basée à Sullana, essentiellement constituée d'un bataillon d'infanterie, d'un groupe d'artillerie et d'un régiment de cavalerie, ainsi que du détachement « Chinchipe », constitué en montagne centrale dans la région de Huancayo et chargé spécifiquement de faire la liaison avec les troupes amazonienne de la V^e Division.¹⁴⁶ Le 22 juillet, veille de la grande offensive, ces unités regroupaient environ 1 810 hommes, auxquels il faut ajouter les Gardes Civils, traditionnellement en charge de la région.

Pour les Équatoriens, la possibilité d'une attaque péruvienne en montagne était plausible. C'était d'ailleurs la principale hypothèse du « Plan Negroni ». Il n'y avait cependant qu'un bataillon peu garni installé à Loja, le bataillon « España ». Le commandement essaya ainsi rapidement de renforcer ses effectifs dans la région, sous l'autorité lointaine et théorique du chef de la V^e Brigade, sur la côte. Un second bataillon, appelé « Macará », est mis sur pieds en hâte, mais il faut voir dans quelles conditions. Les effectifs, atteignant au plus quelques centaines d'hommes mal entraînés et mal équipés, ne peuvent vraiment s'opposer aux troupes péruviennes, pourtant également réduites dans la zone.

¹⁴⁶ 3^{ème} section de l'état-major général de l'armée, « Instrucción Personal y Secreta n°1 del Ministro de Guerra para el Inspector general del Estado Mayor General del Ejército, Comandante del Agrupamiento del Norte y Comandante de la Va. División », 2 mars 1941. *Col. doc*, vol. 3, document n°591.

Pour s'en convaincre, nous suivons le parcours du major Jorge H. Cabezas Andrade, commandant du Bataillon Macará. Son parcours est intéressant également dans la mesure où ce théâtre des opérations est très peu abordé par les travaux précédents en raison de son aspect secondaire. Ce n'est que le 20 juillet que cet officier de l'état-major général est nommé à son poste. Il part de Quito pour Loja en avion le 22 juillet, seul, sans moyens, avec la tâche de recruter « des éléments nettement volontaires » dans les localités montagneuses. La zone qu'il a à surveiller comporte plusieurs centaines de kilomètres carrés, beaucoup trop pour les quelques dizaines d'hommes qu'il espère recruter. Il faut d'ailleurs quatre jours pour aller en mules de Celica, siège du bataillon, à Progreso, deux jours de cheval jusqu'à Zapotillos, tous les deux aux frontières de sa région. Pour se guider dans ce « labyrinthe » peuplé de nombreuses gorges et défilés, au relief escarpé et au couvert forestier dense, il est obligé de s'appuyer en outre sur les guides locaux, les mêmes qui montrent la voie en temps habituel aux contrebandiers. Arrivé dans la première localité d'importance, Catacocha, il réquisitionne une compagnie indépendante (sans doute des gardes nationaux) et fait un appel vibrant en place publique au patriotisme de ses concitoyens, ce qui a pour effet d'augmenter ses effectifs de cinquante volontaires. Après les avoir envoyés à différents points de l'immense région, sans uniforme, avec quelques armes et quelques mules, il se rend à Celica, « sans un seul fusil, ni une seule paire de chaussures, sans vivres, sans un centime », avec vingt-cinq hommes. Il est accueilli en sauveur, les habitants étant convaincus qu'un bataillon armé et complet vient les protéger. Il doit cependant continuer à former son bataillon avec les volontaires du cru, et utilise les civils pour établir un service de rondes nocturnes. Les habitants semblent démoralisés par les nouvelles apportées par les déserteurs de la côte, et plus encore par le survol de quelques appareils venus attaquer la ville voisine de Macará. « Il faudrait beaucoup de temps et beaucoup de feuilles de papier pour relater l'énorme panique et les accidents arrivés en conséquence de cette incursion aérienne de l'ennemi », explique-t-il. « La panique s'était emparée du peuple de Loja qui se croyait cerné par les Péruviens » continue-t-il. Lorsque les avions reviennent le lendemain, c'est la panique totale. « Tout effort était inutile, les gens fuyaient, par des chemins incroyables [...]. Il fut alors impossible de restaurer le calme chez les civils, alors il a fallu les autoriser à quitter la ville ; cette dernière d'ailleurs servirait de refuge à des centaines de personnes qui arrivaient principalement de Macará et Zapotillo ». Cette apparente anarchie était en outre alimentée par les pillages d'autres troupes qui n'étaient pas sous ses ordres : « il faudrait un épais volume pour rendre compte de manière détaillée de toutes les vexations dont furent victimes les personnes et le peu d'habitants qui restèrent à la frontière après l'évacuation,

de la part des carabiniers », estime le major Cabezas.¹⁴⁷ La participation des civils à l'effort de guerre est ainsi diversement jugée par le major, de même que par le comptable de l'autre Bataillon, le « Macará » stationné à Loja. S'il rend hommage aux efforts en labeur et en argent de la Société des Camionneurs de la ville, il relate amèrement qu'« en ce qui concerne la population et les autorités civiles, cela laisse beaucoup à désirer, froideur, déception, en ce qui concerne la ferveur patriotique ; manque d'appui à ceux qui allaient défendre le sol de la patrie et leurs foyers ».¹⁴⁸

Plus que des batailles rangées, l'agitation de la guerre dans la région se traduit donc par une mobilisation partielle des populations qui sont jugées par les militaires, et qui sont les premières victimes de l'hystérie qui se développe. C'est d'ailleurs l'origine d'un des seuls épisodes d'opposition frontale entre les troupes. En effet, hormis quelques rencontres entre patrouilles, les hommes des Bataillons « Macará » et « España » s'affrontent peu directement aux hommes de la VIII^e Division. Le principal affrontement a lieu à Macará où les hommes du bataillon « Macará » sont pris à parti par les Péruviens. Depuis le début du mois de juillet, l'état-major péruvien redouble en effet de vigilance sur les actes hostiles aux ressortissants péruviens en territoire équatorien, des actes qui se multiplient sans doute avec la pression guerrière qui s'intensifie. Or, le 25 juillet, le Consulat du Pérou à Macará est pris d'assaut par des locaux, qui le mettent à sac et piétinent l'écusson national du Pérou. Le Consul, qui réside dans cette ville depuis 39 ans, se voit obligé de fuir précipitamment avec sa famille, abandonnant tous ses biens.¹⁴⁹ Les gardes civils péruviens sont ainsi alertés : « à ce Commandement s'est présenté un groupe de personnes âgées, de femmes et d'enfants pour protester, demandant des garanties contre les outrages et vexations dont ils ont été l'objet ; et qui plus est, qu'ils avaient été expulsés de Macará sans pouvoir emmener ni vendre leurs biens ». Face à ces réclamations et au traitement violent contre le Consul, les Gardes Civils demandent des explications aux autorités équatoriennes.¹⁵⁰ C'est lors de l'entretien qui en découle que des coups de feu partent et donnent le départ des hostilités. Les troupes péruviennes occupent alors Macará puis l'évacuent rapidement. Au cours de ces quelques jours de chaos, les habitants de Macará pillent de fond en comble la ville, d'après le major H. Cabezas.¹⁵¹ Un même schéma d'occupation

¹⁴⁷ « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H. Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón "Macara" en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamil, 11 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹⁴⁸ Enrique Salazar Weisson, lieutenant d'Intendance, au général Juan F. Orellana, président de la Commission Spéciale, Cariamanga, 22 février 1942, n°235. ESMIL, Libro n°3.

¹⁴⁹ ACMRE. 8-12-B, Macará 1941 (entrada).

¹⁵⁰ Lieutenant-colonel César Yañez, commandant du Détachement [la Tina ?] au commandant de la VIII^e Division, 26 juillet 1941. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 4, document n°819.

¹⁵¹ « Durante los días del 28 al 31 los mismo pobladores de Macará fueron causantes del saqueo, incendio i

d'une localité suivie de sa rapide évacuation par les troupes péruviennes se déroule d'ailleurs en septembre à Zapotillo, ce qui montre également que l'armée péruvienne a pu, dans certains secteurs, rester relativement respectueuse d'une frontière acceptée, non soumise à controverse. Le bilan est à chaque fois de moins d'une dizaine de morts. D'autres affrontements secondaires ont eu lieu, en particulier à Progreso, à Limón, et dans quelques autres localités.

Le front de la montagne se caractérise donc par l'absence de grande bataille rangée et par une tension très forte chez les civils qui sont sollicités pour combattre et faire montre de patriotisme. Un dernier trait est, dans certain cas, l'extrême isolement de ces troupes, à la fois géographique et temporel. Pour preuve, le parcours du petit Détachement « Cochazo del Caicho » qui officie sur le piémont, entre le Zarumilla et la région de haute altitude. Face au manque de vivres alarmant et à l'attitude inquiète de ses troupes, le lieutenant Arturo Peralta Dávila décide de quitter sa position. Lui et ses hommes sont attaqués brièvement par les Péruviens, sans doute par une patrouille, et arrivent à El Progreso où ils ont entendu dire que les carabiniers organisaient les civils en leur distribuant les armes abandonnées. Mais sur place, il n'y a aucun civil, et la localité a été complètement pillée. Il faut donc repartir, surtout en quête de nourriture. Au cours des jours suivants, ce sont parfois les rares familles restantes dans la région qui alimentent ce petit groupe un peu perdu. Ce n'est que le 5 août qu'ils apprennent que le quartier général d'Arenillas a été pris, soit cinq jours après l'événement, et ils arrivent encore six jours plus tard à Alamor, en territoire sûr.¹⁵²

La montagne est donc un front secondaire, mais qui n'en a pas moins été impactée par l'atmosphère guerrière, plus encore que les combats. Ces événements ont sans doute laissé une forte impression dans les communautés locales qui ont également subi et participé au processus de différenciation nationale, tout comme les habitants de la côte et de l'Amazonie.

V- Après le 31 juillet, « coup de main » en Amazonie

Dans les territoires orientaux, la guerre a clairement pris un tournant propre et une chronologie particulière. Cette spécificité mérite d'être éclairée à plusieurs niveaux. C'est

más atropellos que se cometieron en esa población; i luego, serenados ya los ánimos, se llegó a tener concreto conocimiento que el señor Froilán Valdivieso (ecuatoriano), fue quien hizo la señal con un pañuelo para que inmediatamente rompieran el fuego la artillería, sobre la población i caserío de Macará ». « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H.Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón "Macara" en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamíl, 11 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹⁵² Colonel H.Sáenz R., Comandant de la V^e Zone, au commandant supérieur de l'armée, Loja, 2 septembre 1941, of. N°16/W/A. ESMIL, Libro n°3.

d'abord le décalage chronologique qui doit être souligné. Après l'accrochage précoce de Batra, il faut attendre le 31 juillet pour que les opérations commencent réellement, puis continuent au mois d'août. C'est donc après le cessez-le-feu officiel du front occidental que commencent les opérations en Amazonie, sans que grand monde s'en émeuve. C'est ensuite la tactique employée qui doit être interrogée : peut-on parler d'une guerre de guérilla adaptée à la forêt équatoriale ? C'est enfin la nature secondaire de ce front, par rapport à celui de la côte, qui doit être questionné, car ces territoires au cœur du différend frontalier entre les deux pays ne forment pourtant pas la trame essentielle de cette guerre. Le faible nombre de développements et de monographies spécifiques aux combats en Amazonie va d'ailleurs en ce sens.¹⁵³

A. La guerre du « coup de main »

Les opérations dans ce secteur devaient être plus circonscrites qu'à l'ouest, limitées à des objectifs minimes. Les distances, le couvert forestier et la structuration autour des fleuves, ne permettaient pas aux Péruviens d'y déployer la guerre mécanique que l'état-major imaginait pour l'occident. Mais le général Silva Santisteban, à la tête des troupes péruviennes, amende les instructions qu'il avait reçues, et décide qu'il faut supprimer l'avancée de Platanoyacu qui dessine comme un triangle en territoire péruvien. Il formule donc des objectifs beaucoup plus ambitieux que le simple maintien de la frontière. En plus de considérations stratégiques, sans doute le désir du général de briller autant que ses collègues, ainsi que la tension palpable entre les garnisons qui reçoivent les nouvelles alarmantes de la frontière occidentale, n'ont pas été étrangères à cette attitude. Le général a donc réorganisé ses troupes et demandé des renforts dans cette perspective. Le front immense est alors constitué pour les protagonistes d'au moins trois secteurs : un secteur nord autour du Napo, un secteur central autour des fleuves Corrientes et Tigre, et un secteur à l'ouest (pour les péruviens) et au sud (pour les Équatoriens) entre le Pastaza et le Santiago.¹⁵⁴ Chaque secteur compte un bataillon de chaque pays, mais leurs moyens et leurs effectifs sont hautement asymétriques.

¹⁵³ Outre plusieurs récits de bataille, principalement du côté péruvien, la seule synthèse est DEL MAR ALCÁZAR Gerardo, *Conflicto militar del Perú con el Ecuador, 1941, en el teatro de operaciones del nor-orienté*, Lima, sans éditeur, 1980. Des informations intéressantes également dans MARTICORENA DEL RÍO Rodrigo F., *Nuestra amazonia en su frontera con Ecuador y campaña militar del año 1941 en nuestra selva*, Lima, sans éditeur, 1993. Miguel Monteza lui dédie quelques chapitres. Du côté équatorien c'est encore plus maigre. Pour notre part, nous nous sommes principalement basé sur la lecture croisée d'archives, à partir des rapports équatoriens pour la commission spéciale et le rapport d'Antonio Silva Santisteban du côté péruvien.

¹⁵⁴ Du côté équatorien, le Pastaza fait partie du secteur central. Il n'y a donc pas parallélisme exact dans le découpage administratif de la région.

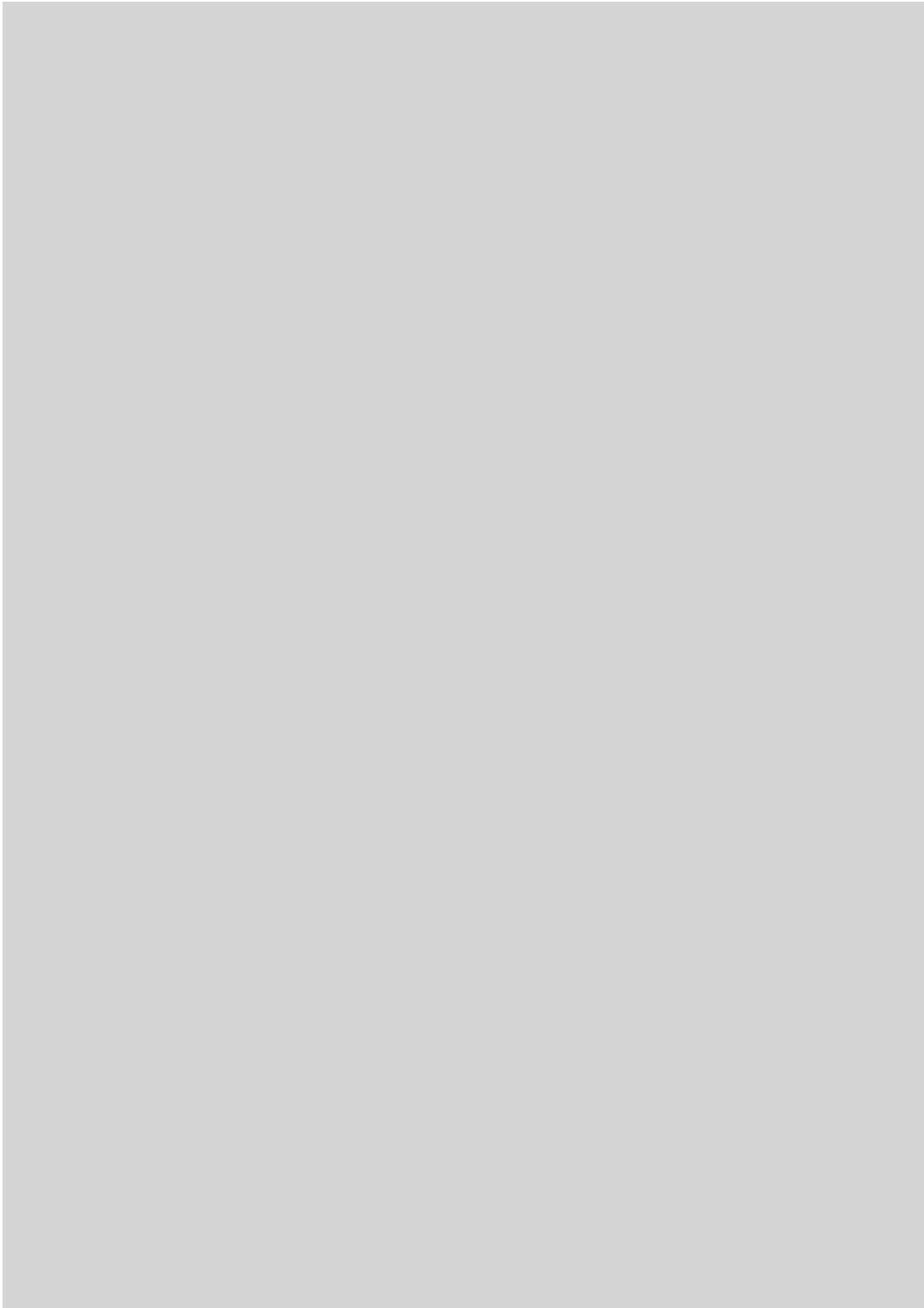
Dans le secteur le plus à l'ouest du Santiago-Zamora, la tension monte dès juin avec les renforcements péruviens. Le major Bustamante, de l'armée équatorienne, fait deux prisonniers péruviens que sa hiérarchie l'oblige à relâcher. Pour déloger les nouvelles installations péruviennes, le major demande alors « 300 fusils avec 100 000 cartouches pour armer les mineurs et tenanciers de terres du río Santiago, qui étaient en danger et nous demandaient des armes, mais en vain, ils ne voulaient rien savoir, ils nous répondirent d'un non définitif, glaçant et têtue ». ¹⁵⁵ Lorsque les garnisons de Yaupi et Santiago sont attaquées, avec à leur tête les prisonniers relâchés, croit savoir Bustamante, « alors là oui nous dûmes procéder selon notre propre jugement, nous avons l'impression qu'en haut il y avait une trahison, nous avons armé 60 volontaires mineurs, ordonné de mobiliser 30 hommes de Limón ». Yaupi avait en effet été prise dans la précipitation, avec ordre de la capturer avant que le cessez-le-feu ne prenne effet le 31. ¹⁵⁶ Et le poste du Santiago avait suivi. Au cours du combat pour ce minuscule poste d'une dizaine de soldats, était tué Hugo Ortiz Garcés, plus tard élevé à la dignité de héros national en Équateur.

Bustamante se sent d'autant plus trahi par la suite lorsque le commandement lui demande de reculer en abandonnant le Nayumbimi et le Morona pour Miazal, alors que les Équatoriens ne sont pas attaqués. Les renforts n'arrivent que le 5 septembre, soit deux mois après le premier coup de feu en occident. « 50 carabiniers vieux, malades, en condition d'incapacité, avec deux officiers de carabiniers novices et craintifs » commente le major. L'objectif est de reprendre Yaupi, mais rien n'a été fait pour cela, tonne-t-il, sauf à continuer d'armer et de former des volontaires mineurs. Le major avait donc cherché à s'appuyer sur les populations civiles dans la continuité des projets d'avant-guerre, mais le manque de volontarisme en haut lieu n'avait pas permis, selon lui, de mettre en œuvre un programme ambitieux de contrattaque.

¹⁵⁵ « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A. Bustamante, ex-2do comandante del Batallón n°15 "Ecuador", sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942, ESMIL, Legajo f. Les citations suivantes sont extraites du même rapport.

¹⁵⁶ Général Antonio S. Santisteban, commandant général de la V^e División, « Informe sobre la actuación de la V^a División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941 », Secret, Iquitos, 30 novembre 1941. CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor V^a sección. Annexe 2, p.17.

*Figure 54 : Un exemple de tactique du coup de main :
la prise de Vencedores*



Source : général Antonio S.Santisteban « Informe sobre la actuación de la V^a.División... », *doc.cit.*, Annexe 3

Du côté péruvien, les opérations sont mieux préparées et ont fait l'objet d'une réflexion de longue date, malgré le manque de moyens dont se plaignent également les officiers. S'appuyant sur les réflexions de l'institution martiale sur l'action armée en forêt tropicale développée dans les pages de la *Revue militaire* depuis une dizaine d'années, c'est une tactique basée sur le « coup de main » qui est alors privilégiée. Il s'agit de s'approcher le plus possible de la garnison ennemie, quitte à la contourner, et attaquer par surprise, généralement à l'aube, en effectifs réduits mais cependant supérieurs à l'adversaire assiégé, qui n'a plus le choix que de se rendre, d'expirer sous le feu ennemi, ou de fuir au risque de périr noyé, dévoré par les crocodiles ou perdu en forêt. La coopération avec la marine est alors fondamentale pour transporter les troupes jusqu'au point de non navigabilité des fleuves, et développer cette tactique de petits sièges. Avec cette stratégie, la plupart des avant-postes équatoriens sont mis en déroute et les troupes péruviennes s'avancent à pas de géants le long des fleuves dans les secteurs centraux et occidentaux.

B. La prise de Rocafuerte : une bataille rangée ?

Seule la prise de Rocafuerte le 11 août 1941 peut ainsi faire figure de bataille plus ou moins rangée, pour laquelle nous disposons de nombreux témoignages des chefs péruvien et équatorien.¹⁵⁷

Au mois de juillet, les informations qui arrivent de la lointaine côte par radio dans la quasi-ville mettent tout le monde dans un grand état de nervosité. Du côté équatorien, le commandant fait creuser des tranchées et interdit l'alcool, pour éviter les provocations dit-il. Quand la défaite sanglante de l'ouest est confirmée, il décrète même la fermeture de toutes les tavernes pour cause de deuil national. Il tente également de recruter des volontaires dans la région, mais ses efforts sont vains : il n'y a pas assez d'hommes qui ont l'âge suffisant et les indiens s'y refuseraient.¹⁵⁸ Du côté péruvien, les troupes sont impatientes de passer à l'attaque. Quand une

¹⁵⁷ Major C.E.Escalante, Premier commandant du Bataillon n°16 « Oriente », « Informe de los hechos acontecidos el día 11 de agosto de 1941 en la población ecuatoriana de Rocafuerte, que presenta el suscrito jefe de guarnición "Rocafuerte" al señor coronel Jefe del Cuarto Departamento "Oriente" », 27 août 1941 ; Armando Aguirre, « informe sobre la toma de la Gn.de Rocafuerte, del Tte.Crnl 1er.Jefe del B.I.27 al Sr.General Cmdte.Gral. de la Vª Región », Cabo Pantoja, 7 septembre 1941 (ainsi que les rapports suivants) dans : Général Antonio S.Santisteban « Informe sobre la actuación de la Vª División... », doc. cit., Annexe 2, p. 32 sq.

¹⁵⁸ L'appel sous les drapeaux des classes 1916-1919 est impossible car la majorité des hommes sont nés après 1925 d'après le chef de Bataillon, ce qui indique la composition très jeune de cette société amazonienne. Le commandant précise : « Gente apta encuartelarse dos cantones no alcanza veinte hombres o más personas, gente india rehuiría llamamiento este Comando ocasionando graves inconvenientes provisión víveres y transporte correo si se desea aumento y despoblación ribera. – Si en caso...posible emplearlos únicamente como bogas ». Communication du 28 juillet 1941. « Copia de Telegramas enviados en clave del Jefe del Batallón "Oriente" en

canonnière arrive d'Iquitos, elles croient qu'elle vient porter l'ordre d'attaquer. Mais dans ce secteur, la hiérarchie souhaitait surtout nettoyer la région des lacs plus au nord. C'est la déception. La garnison n'en sort pas moins renforcée en hommes et en puissance de feu. Les soldats péruviens sont alors 289, plus les effectifs de la canonnière Amazonas, tandis que les Équatoriens sont environ 114, sans compter les civils des deux côtés. Le passage de la frontière est désormais impossible.

Figure 55 : La bataille de Rocafuerte/Pantoja



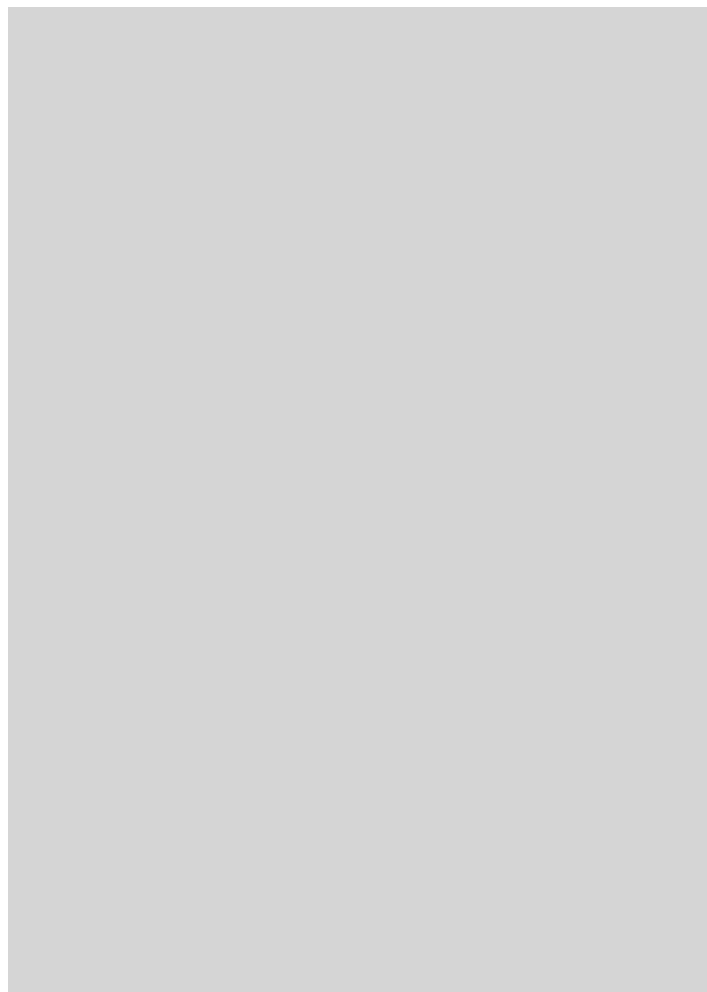
Source : général Antonio S.Santisteban « Informe sobre la actuación de la Vª.División... », *doc.cit.*, Annexe 2.

Malgré l'absence d'objectifs d'attaque en haut lieu, chacun a fait ses plans. Le chef équatorien prévoit l'éventuelle évacuation des civils, tandis que les Péruviens prévoient d'attaquer à la première provocation. Le 11 août, des tirs sont échangés dans la nuit, vers 4h25. Dans leurs rapports, chacun des chefs en rejette comme il se doit la responsabilité sur l'adversaire. Les Équatoriens font évacuer les civils sur une petite île et essayent de parlementer pour calmer le jeu mais les Péruviens mettent en œuvre leur plan. À l'aube, ils pilonnent les positions équatoriennes avec l'artillerie de la canonnière stationnée et de la localité civile de

Rocafuerte – Al coronel Jefe del IV.Departamento del ministerio de Defensa Nacional en los meses de Julio y Agosto de 1941 ». ESMIL, Legajo f.

Santa Rosa situées 3 km, et à la fin de la matinée ils sont maîtres des lieux. Le chef équatorien a dû évacuer précipitamment sans pouvoir donner l'ordre de retrait, et beaucoup de ses hommes sont faits prisonniers. La quarantaine de fuyards est poursuivie pendant plusieurs jours par les troupes en bateau, mais arrive à atteindre une hacienda du Napo avant de se diriger vers Quito, au cours d'une marche en haillons qui emporte deux soldats de maladie et deux autres par noyade. À Quito, le président de la République rend visite aux miraculés mais leur chef est ensuite attaqué sur sa conduite dans la presse.

Figure 56 : Prisonniers équatoriens à bord du BAP Amazonas



Source : AHMGP

Sur le champ de bataille, les Péruviens relèvent deux morts de leur côté, ainsi que sept équatoriens, et neuf blessés, sans compter les nombreux disparus et noyés. Les trente et un prisonniers, dont quatre civils, sont embarqués sur la canonnière et transférés à Iquitos. La prise de Rocafuerte est suivie de la remontée des fleuves par les navires péruviens, en faisant fuir les garnisons équatoriennes et en occupant quelques haciendas d'importance le long du Napo.

Avec les coups de main et la prise de Rocafuerte, qui est certes une bataille rangée mais qui n'avait pas été réellement prévue par le commandement, les Péruviens occupent rapidement plusieurs milliers voire dizaines de milliers de km², qu'ils durent en grande partie évacuer au profit du traité de 1942, alimentant les discours sur la trahison des sacrifiés par le gouvernement. S'il semble aux troupes péruviennes que les positions équatoriennes se sont pleinement effondrées, il n'est toutefois pas certain que les Péruviens, arrivés souvent au bout de la navigabilité des grands fleuves, dans des territoires inconnus pour eux, aient pu continuer plus loin. Les récits équatoriens sont en effet plus nuancés à ce titre. Après les défaites de juillet et août, les troupes se sont en effet rassemblées dans des positions fortes, comme Montalvo. Des troupes fraîches de Quito renforcent les positions et la chasse aux espions est lancée.

C. Le rôle des civils : une spécificité amazonienne ?

Cette chasse éclaire un aspect peu commenté des opérations dans ce secteur : la place omniprésente des populations civiles. Comme sur le front occidental, cette catégorie n'est pas une simple victime passive. Sa participation pose là encore la question d'une spécificité amazonienne.

La discrétion à laquelle oblige la tactique de « coup de main » par surprise rend d'abord central le rôle des indiens (chapitre 6). Les Péruviens s'appuient sur ces auxiliaires pour les guider, et sont globalement satisfaits de leur travail. Cela couronne plusieurs années de réflexion sur l'attitude à adopter face à ces populations perçues à la fois comme dangereuses et nécessaires, malgré la persistance de l'accusation de « trahison » des deux côtés.

Dans la bataille de Rocafuerte, le rôle des civils doit également être souligné. Il y a des victimes. Six enfants périssent noyés quand leur barque d'évacuation se retourne. Mais les civils ont aussi participé aux combats. Des hommes bien sûr, en particulier quand ils avaient quelque autorité civile, ont rejoint les rangs de l'armée pour la circonstance. Mais les femmes ne sont pas non plus restées en retrait. Les Péruviens louent de manière appuyée la femme et la fille d'un officier qui ont agi comme infirmières quand elles auraient pu être évacuées. Ils mentionnent également « une humble femme, Rosa Panduro, qui combat habillée comme un soldat aux côtés de son mari », cas typique de travestissement en contexte de guerre.¹⁵⁹ Du côté

¹⁵⁹ Lieutenant-colonel Felix A. Torrejon O, chef de liaison, au commandant de la V^e Division « informe sobre la campaña del Aguarico y del Alto Napo » dans Général Antonio S.Santisteban « Informe sobre la actuación de la V^a. División... », doc. cit., Annexe 2, p. 24 *sq.* Cette femme en est restée célèbre. Le président Velasco Alvarado lui a rendu hommage. Nous n'avons malheureusement pas pu approfondir l'analyse de la dimension du genre et des femmes dans cette étude, qui en a pourtant la matière. Pour une approche globale de la question, voir

équatorien, c'est moins, clair, même si les Péruviens croient savoir que la trentaine de civils ont participé aux combats. La présence de quelques prisonniers civils pourrait confirmer leur participation aux combats mais une grande partie a été évacuée au préalable.

Enfin, la campagne de chasse aux espions menée par les Équatoriens après les quelques semaines de guerre est tout aussi révélatrice. Des vétérans évoquent

« l'espionnage péruvien que nous avons arrêté et de différentes manières. La détention et ensuite en les liquidant, ce qui a été l'unique manière d'éviter ce phénomène [...] ces espions péruviens, parce qu'ils n'avaient pas d'uniforme militaire, ils voulaient se faire passer pour des colons...

- des commerçants

-... et qu'ils ne savaient rien de rien alors qu'en réalité c'étaient des militaires et des espions péruviens vêtus en colons, en civils

- Nous en avons fusillés ou on nous en a informés, des chefs de notre unité, de la fraction, ils savaient que ceux-ci avaient tout dirigé...

-l'exploration ». ¹⁶⁰

C'est dans ce contexte qu'a lieu la disparition des frères Bosmediano qui donne lieu à une passe d'armes entre chancelleries. Accusés d'être des espions par les Équatoriens, les frères ont sans doute été fusillés dans des circonstances qui restent à élucider. ¹⁶¹

La bataille et sa suite est donc là encore un révélateur de la société frontalière qui avait cours en temps de paix : une société où la chose militaire et la chose civile se confondent, où le caractère positif des indiens n'est accordé que dans la mesure de leur aide à l'effort militaire, où la pression à la nationalisation sur des populations auparavant transfrontalières peut devenir coercitive voire mortelle. Si ces caractéristiques se placent dans la continuité de la société amazonienne d'avant-guerre, il faut cependant souligner qu'elles ne sont pas exclusives de ce théâtre. Des phénomènes semblables ont eu lieu sur le front de l'ouest, et même dans d'autres guerres. Il faut donc chercher la spécificité autre part.

D. Un théâtre secondaire ou parallèle ?

C'est donc plutôt dans le décalage entre les opérations de la côte occidentale et celles des *orientes* qui pose question. Faut-il attribuer ce décalage à un manque d'intérêt, à la chaîne logistique ou de l'information ?

CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, novembre 2004, n° 20, p. 147-168.

¹⁶⁰ 3^{ème} entretien avec les anciens combattants équatoriens.

¹⁶¹ SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-Julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944, Annexe 17, « Desaparición de los hermanos Bosmediano », p. 55 sq.

En termes de communication, la *selva* est très hétérogène. L'information circule facilement dans certains nœuds comme Rocafuerte, tandis que d'autres avant-postes de quelques âmes ne sont ravitaillés que tous les deux mois. Les ordres écrits qui y parviennent sont parfois réduits à l'état de bouillie de papier et d'encre. Là où l'information circule, cela n'a pas apaisé les tensions. À Rocafuerte-Pantoja, la localité est rapidement au courant des « événements sur la frontière sud, « lesquels étaient connus par l'opérateur radio, la presse et par la correspondance familiale »,¹⁶² ce qui attise justement les tensions et débouche sur une bataille qui n'était pas prévue. Dans les zones plus reculées ou moins bien connectées, l'information circule par de multiples canaux déformants et chacun à son rythme. C'est par la presse que certains commandants équatoriens apprennent les détails de la capture de garnisons qui sont pourtant sous leurs responsabilités. C'est plus de vingt jours après que le major Muñoz Zamora apprend par un rescapé que le détachement du Corrientes a été capturé.

La lenteur de l'information est aussi une lenteur de transport de troupes. Planifier une opération puis y envoyer des troupes peut prendre plus d'une semaine, ce qui peut expliquer des opérations décidées avant le cessez-le-feu mais réalisées après. La canonnière envoyée d'Iquitos à Cabo Pantoja le 31 juillet, y arrive le 4 août et passe à l'action le 10, alors que la voie du Napo est une des plus faciles et Cabo Pantoja un nœud stratégique majeur. Tout est plus long et plus incertain en Amazonie.

Toutefois, ce dernier exemple est éclairant dans la mesure où Rocafuerte-Pantoja est accessible avec lenteur mais relié immédiatement par radio. Ce n'est donc pas l'isolement qui provoque des combats qui n'étaient pas planifiés, mais plutôt l'éloignement. Dans cette perspective, il nous semble que les combats en Amazonie témoignent d'une dynamique propre. Enjeu territorial principal de la guerre, ses acteurs sont relégués par les cercles décisionnels à un rôle de spectateur. C'était sans compter sur l'éloignement, la spécificité tactique, les populations bigarrées de ces étendues et les officiers et soldats qui ont saisi l'opportunité de devenir les acteurs de leur propre conflit. Ce théâtre a pu être considéré comme secondaire par les stratégies de Lima et de Tumbes, mais sa dynamique se déroule plutôt de manière autonome et parallèle.

¹⁶² Major C.E Escalante au colonel commandant supérieur des Forces armées, « Informe sobre mi conducta particular », 12 février 1942. ESMIL, Legajo f.

VI- Août 1941-janvier 1942 : guerre de basse intensité et après-guerre

Malgré le cessez-le-feu du 31 juillet 1941, la guerre ne s'arrête pas nettement à cette date, non seulement en Amazonie où les opérations commencent alors, mais aussi sur le front occidental. En effet, dans les premiers jours d'août les troupes péruviennes continuent à progresser lentement, à réduire des poches et prendre les quelques localités restantes. De nouveaux défis se posent alors au groupement du Nord tandis que les forces équatoriennes se remettent sérieusement en question.

A. Exploiter la victoire : continuer la guerre, gérer l'occupation

Le premier défi pour les Péruviens est celui de la poursuite des opérations. Il n'y a alors qu'une simple trêve entre les deux pays et l'état-major péruvien réfléchit sérieusement à se défendre contre une éventuelle contre-attaque ou à reprendre l'attaque. Les Péruviens craignent en effet l'arrivée de troupes fraîches depuis Quito et Guayaquil, et des attaques depuis Loja et Cuenca, qu'ils estiment d'autant plus désirables par les Équatoriens qui viennent de voir bafouer l'honneur de leur armée. Parmi l'état-major, tous ne sont pourtant pas d'accord sur la direction d'une éventuelle offensive. Ureta souhaite se lancer sur Guayaquil, tout en considérant la possibilité de s'emparer de la région montagneuse de Loja.¹⁶³ L'état-major général est plutôt partisan d'un positionnement dans la montagne, pour isoler Guayaquil de son hinterland avant de s'en emparer. Le colonel Laurent enfin, conseiller français de l'état-major, propose une manœuvre offensive vers Cuenca et Loja.¹⁶⁴ Quoiqu'il en soit, il faut maintenir et renforcer les positions dans la région capturée de El Oro, où les patrouilles de reconnaissance se multiplient et les troupes se barricadent sur des hauteurs. C'est dans cette dynamique qu'est créée après septembre une nouvelle division, la VII^e, qui est envoyée dans la région occupée. D'ailleurs les Péruviens ne désarment pas au cours de ce mois d'août : ils continuent d'appeler des classes de réservistes et les officiers de réserve sous les drapeaux. Le pic de concentration en hommes et en matériel des péruviens est en réalité postérieur à la bataille.

¹⁶³ « Manteniendo la posesión de la zona ocupada en la provincia de El Oro y la inviolabilidad de la línea de frontera en los otros sectores, había que estar en condiciones de emprender la ofensiva general con una acción principal en la dirección: Piedras-Zaruma-Loja, conjugada con una acción secundaria sobre Macara, Cariamanga y Loja, con el objeto de destruir los núcleos enemigos de la región Zaruma-Loja-Cariamanga-Alamor, y conquistar la provincia de Loja ». URETA, *op. cit.* p. 285-286.

¹⁶⁴ ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941...*, *op. cit.*, p. 378

Il faut aussi gérer les civils et les prisonniers. Un peu moins d'une centaine de soldats et d'officiers sont faits prisonniers sur le front de l'ouest. Ureta ne sait qu'en faire. « Je vous prie de donner instructions prisonniers sur évacuation, surveillance, destination, subsistance, etc. Pour l'instant se trouvent Tumbes », télégraphie Ureta au ministre de la Guerre, qui lui enjoint de les évacuer vers Piura.¹⁶⁵ C'est en effet dans les environs de cette agglomération qu'ils sont transférés, où ils sont joints aux centaines de civils équatoriens arrêtés dans le Nord du Pérou et dans le Sud de l'Équateur, au sein d'un « camp de concentration » (chapitre 9). Par la suite, le discours d'Ureta et de l'état-major sur le traitement « humain » de ces prisonniers se fait très insistant.¹⁶⁶ Ureta appuie sur le fait que des vêtements leur sont distribués et des soins prodigués. La correspondance avec leur famille en Équateur est permise et facilitée. Pour certains officiers, leur paye même est assurée. Leur sort est en effet surveillé. Si les gouvernements de l'Équateur et du Pérou ont refusé l'aide du Comité International de la Croix Rouge, les comités nationaux sont quant à eux présents. La fille du Président péruvien est elle-même l'égérie de la croix rouge de son pays et se rend auprès des prisonniers. Ces derniers, après avoir été envisagés comme monnaie d'échange, sont pour la plupart évacués sans contrepartie apparente début décembre, en vapeur vers Guayaquil.

¹⁶⁵ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 26 juillet 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

¹⁶⁶ On trouve de nombreuses références à ce fait dans les mémoires d'Eloy Ureta, ainsi que dans le film de propagande *Alerta en la Frontera*. Une des instructions que reçoit Ureta après la victoire est d'ailleurs de photographier systématiquement les soldats prisonniers. Cette attitude est révélatrice d'une intériorisation forte des normes et opinions internationales en ce domaine à l'heure même où la distinction entre combattants et non-combattants s'estompe dans les camps de prisonniers tenus par les Allemands et les Japonais.

Figure 57 : Des prisonniers équatoriens exhibés



Le fait que ces prisonniers, de même que ceux de la selva, soient photographiés et filmés, peut être interprété de différentes manières. Il s'agit bien sûr de montrer le vaincu, d'exhiber une prise de guerre, c'est un trophée. Mais il peut aussi s'agir d'une rhétorique humanitaire qui souligne les bons traitements qu'ils reçoivent, au regard de leur condition de combattant captif, et démontre ainsi que l'armée péruvienne ne versait pas dans les mêmes travers que ses soi-disant modèles totalitaires.

Source : *Alerta en la Frontera, op.cit.*

À côté de ces militaires, les troupes d'Ureta doivent également gérer les civils rencontrés sur la route. Ureta présente l'arrivée de ses troupes dans les agglomérations comme Pasaje ou

Santa Rosa comme un soulagement pour les civils restés sur place, en vue d'une protection contre les pillages. Il minimise ainsi le risque d'exactions de ses troupes. Mais rapidement se met en place une logique d'occupants et d'occupés, qui espère s'appuyer sur les locaux pour perdurer, mais alimente également un doute systématique sur la fiabilité des populations concernées, et donc leur emprisonnement. L'armée victorieuse doit ainsi se réorganiser en passant d'une logique de choc armé à une logique d'occupation, dans la perspective néanmoins de la reprise éventuelle des hostilités, qui est une possibilité bien présente dans l'esprit des officiers.

Pour le peuple péruvien et ses autorités civiles pourtant, la partie est déjà gagnée. Avant même la fin des opérations, le général Ureta est devenu un héros national. « Tout le monde le considère comme le Napoléon péruvien », affirme un officier des États-Unis, et les télégrammes de félicitations pleuvent de tout le pays.¹⁶⁷ L'enthousiasme du pays est alimenté par le gouvernement de Lima qui organise des festivités dans le ton des triomphes (voir les chapitres 10 et 11). Des trophées constitués de drapeaux et d'armes capturés à l'ennemi sont exhibés. L'heure est à encenser les responsables politiques et militaires de la victoire.

B. Se relever : Le choc de la défaite et l'esprit de revanche en Équateur

À Quito, l'ambiance est bien évidemment fort différente.¹⁶⁸ Les principaux chefs de l'armée sont démis de leur fonction, à commencer par le Commandant Supérieur de l'armée, Urrutia, placé en disponibilité, le ministre de la guerre, le chef d'état-major général, ainsi que de nombreux chefs d'unité qui sont mis en disponibilité ou transférés. Le retour des premiers soldats à Quito déstabilise en outre le pouvoir, car ils diffusent l'information que le pays n'est pas prêt à continuer la lutte. Des conspirations militaires se murmurent, notamment à Cuenca où les troupes en fuite se sont rassemblées. À Quito aussi, il se dit que l'armée aurait proposé pendant les événements le fauteuil de Président au concurrent conservateur d'Arroyo, à

¹⁶⁷ Direction des Limites, « Una conversación del Doctor Navarro con el señor Coronel Pate », 17 octobre 1941. AHMRE, T.5.3.1.7.

¹⁶⁸ Outre les ouvrages de Rodríguez et Urrutia, qui ont eu à subir très directement les conséquences de la défaite, les réflexions suivantes sur l'après-guerre immédiat en Équateur sont pour une large part tirées des informations données par l'attaché militaire du Pérou en Équateur, le colonel J. de Cuadros, qui fait parvenir mensuellement des rapports très détaillés sur la situation politique, diplomatique et militaire de la République d'Équateur. S'il exagère parfois les chiffres et adopte naturellement les positions officielles du gouvernement péruvien, la plupart de ses commentaires sont d'excellente facture et donnent des informations essentielles sur une période qui n'a pas toujours fait l'objet de développements détaillés de la part des protagonistes, sans doute en raison du choc honteux qu'a représenté la défaite et de l'atmosphère de règlements de comptes qui a suivi. Voir CEHMP, *Col. doc.*, vol. 7, documents 1371 à 1378.

condition de déclarer franchement la guerre. Les déplacés qui affluent par milliers à Cuenca, à Guayaquil, à Quito, font prendre aux grandes agglomérations la mesure de la défaite et pèsent sur les finances publiques.¹⁶⁹ La fête nationale du 10 août arrive dans ce climat délétère. Les consulats à l'étranger sont invités à ne rien organiser de particulier. Le pays est sous le choc.

Pourtant, après ce traumatisme initial de quelques semaines, les affaires et les projets militaires reprennent avec plus de vigueur encore qu'avant la guerre. Emmenés par le nouveau ministre de la Défense, le colonel Carlos Guerrero, réputé populaire et énergique, les nouveaux chefs de l'armée, des officiers tirés à la hâte de leur retraite, ont à cœur de réformer très profondément et rapidement l'instrument martial, afin de préparer une revanche que tous semblent appeler de leurs vœux (chapitre 11). Le nouveau commandement analyse la défaite et en tire ses conclusions. Les premières mesures ont lieu dès le mois d'août et continuent au moins jusqu'en janvier 1942.

La question du renforcement des effectifs à la frontière reste prioritaire à l'ordre du jour. Des troupes partent encore de Quito pour la montagne et pour l'Amazonie en août. Dans le reste de la République, un intense va et vient de troupes anciennes et nouvelles circule entre les principaux points : Guayaquil, Riobamba, Quito, Macas, Napo, Cuenca, etc. C'est à Cuenca que semblent se concentrer ces troupes avant d'être redistribuées dans la République. Pour soutenir cet effort de guerre, des unités sont créées, des volontaires qui semblent affluer en nombre sont recrutés, les conscrits qui devaient être libérés de leur service militaire sont maintenus dans les rangs de l'armée, ce qui finit d'ailleurs par provoquer l'ire des parents de ces étudiants dans la presse du pays. Le but serait, d'après l'attaché militaire du Pérou en Équateur, de disposer d'une armée de 20 à 25 000 hommes assez rapidement.

Pour armer et encadrer ces troupes de revanche, c'est l'appareil militaire complet qui est repensé. Les Départements du ministère de la Défense sont réorganisés. Les instituts de formation sont fermés puis réouvrent de manière réagencée, avec de nouveaux cours : l'accent est par exemple mis sur la formation d'infirmiers militaires destinés à servir en Amazonie contre les maladies tropicales, ou sur l'ouverture de cours aux officiers de réserve, pour lutter contre le manque d'encadrement, accusé d'avoir contribué à la défaite.

¹⁶⁹ Les propos rapportés du colonel De Cuadros sont les suivants : « Moral población completamente abatida. Respecto moral tropas. Soldados llegaron Quito dicen no están preparados luchar peruanos [...] Conspiración militar descubierta Cuenca, presos Mayor Leonardo Chiriboga y otros oficiales. País está conmovido problema refugiados civiles El Oro ». Le chef du Cabinet militaire au commandant du Groupement du Nord, 15 août 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

À côté de ces enjeux spécifiques à l'armée de terre, la marine et l'aviation font l'objet de toutes les attentions. Pour la marine, c'est « l'époque crépusculaire » de sa reconstruction.¹⁷⁰ La stratégie en mer est repensée, notamment dans la perspective d'un possible débarquement péruvien sur la côte Nord, et le rapprochement avec les États-Unis donne quelques années plus tard ses fruits. Mais c'est l'aviation qui est d'abord l'objet de toutes les attentions. En effet, tous s'accordent à dire que la terreur et l'avantage stratégique produits par le déséquilibre aérien a été l'un des facteurs clé de la victoire péruvienne. L'armée et le gouvernement souhaitent donc se doter rapidement d'une force conséquente en ce sens. Après avoir fait acheter des grandes quantités de gasoil et fait construire des aérodromes, souvent au travers de compagnies privées comme la Panagra ou la Shell, le gouvernement ouvre une École Militaire d'Aviation à Salinas. Les appareils arrivent au début de l'année 1942 : une vingtaine d'appareils d'entraînement, mais également une poignée de chasseurs et de bombardiers légers. Parallèlement, les campagnes de dons privés reprennent et aboutissent à la création de deux écoles d'aviation civiles concurrentes dans le pays. L'instrument des airs est donc bien en marche.

Ce réformisme tous azimuts vise autant une régénération morale du pays qu'une reprise rapide des hostilités avec le Pérou pour une revanche décisive. Pourtant, de nombreux obstacles viennent ralentir le rythme annoncé. Le premier tient à l'attitude des États-Unis sur qui le gouvernement comptait pour obtenir des armes et des prêts rapidement. Or, Washington ne souhaite pas fournir à l'Équateur les moyens de continuer une lutte intestine au continent américain, et ralentit donc le processus d'intégration à la défense continentale. Les prêts tardent, et les armes promises, petites embarcations et avions en particulier, seraient retenues à Panama. Il faut souligner que les États-Unis ont adopté la même position envers le Pérou, dont ils retiennent à partir de septembre la vingtaine de bombardiers achetés à la Norvège, en transit par New York, déclenchant une vague d'anti-américanisme dans le pays. Même lorsque la situation se débloque avec l'Équateur, que la mission étasunienne prend effectivement en charge la formation de la nouvelle École Navale, et qu'une base américaine est créée à Salinas, ce sont des marins et des pilotes des États-Unis qui manœuvrent l'essentiel de ces forces allouées à la défense du continent et non au conflit frontalier.

Un autre obstacle de taille à la réforme militaire est celui des finances. Les réformes d'avant-guerre avaient été souvent reportées en raison de ce problème persistant. Pour avoir les moyens

¹⁷⁰ MONTEVERDE GRANADOS Carlos, *Evolución de la Marina de Guerra ecuatoriana*, Instituto de Historia Marítima., Guayaquil, 1990.

de ses nouvelles ambitions, le gouvernement avait promulgué en pleine guerre, le 25 juillet, une contribution exceptionnelle sur les fortunes, de 1 à 1,5%.¹⁷¹ La perception de cet impôt n'apporte pas les fruits escomptés, et le déficit de l'État se creuse. La ventilation de ses maigres ressources entre des institutions concurrentes crée évidemment des tensions. Certes, le budget de l'armée aurait doublé dans l'immédiat après-guerre, mais l'armée veut plus.

En effet, l'un des plus sérieux obstacles à la reprise des hostilités par une armée rénovée et renforcée, est l'Exécutif. Après le choc initial, et accusé d'avoir été l'artisan de la faiblesse militaire du pays, le gouvernement fait voter les pouvoirs exceptionnels au Président Arroyo, qui contrôle dès lors les finances du pays et de l'armée et peut faire clôturer les journaux récalcitrants. Le Président Arroyo se voit obligé de renforcer l'armée, mais pas à n'importe quel prix. Il refuse la dissolution du corps des carabiniers. Accusés d'incapacité et de mauvais comportements sur le front, la police militarisée est l'objet d'une réflexion générale qui entend la supprimer, réintégrer ses éléments directement à l'armée de terre, et créer une police civile à la place. Arroyo semblait s'être de guerre lasse rallié à cet avis, lorsqu'en janvier 1942, il dote au contraire le corps des carabiniers de trois nouveaux bataillons. Face aux nécessités concurrentes de l'armée à la frontière qu'il estime bafouées, le chef de la V^e Région met son poste dans la balance contre cette surprise, mais il est désavoué par le Président. Suite à cette affaire, le populaire ministre de la défense démissionne, ce qui clôt un premier cycle de réforme des forces armées. Certes, les changements continuaient par la suite, mais la perspective d'une revanche armée immédiate s'éloigne, et d'autant plus avec la signature du protocole de Rio à la fin du mois de janvier 1942, qui met effectivement fin au conflit et prévoit l'évacuation péruvienne de El Oro. Un certain nombre d'officiers de cavalerie, mécontents de cette signature, et soucieux de continuer le combat, quittent les rangs de l'armée après avoir été sanctionnés pour divergence d'opinion.

C. Éviter la reprise des hostilités

Il ne faudrait donc pas considérer que la guerre s'arrête brutalement le 31 juillet au soir avec le cessez-le-feu. Après un choc initial, les forces armées équatoriennes se réorganisent et reconcentrent leurs troupes à la frontière tandis que l'armée péruvienne cherche à pérenniser

¹⁷¹ Le 25 juillet 1941, l'établissement d'un impôt extraordinaire de 1% sur les fortunes supérieures à 10 000 sucres, et de 1.5% sur celles supérieures à 500 000, même dans les cas d'exemptions antérieure d'impôt, devait rapporter 60 millions de sucres, mais le gouvernement peine à le recouvrir et doit menacer de pénalités. Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a los meses de setiembre y octubre de 1941 », 15 octobre 1941. *Col. doc.*, vol. 7, document n°1375.

sa présence en territoire ennemi. C'est sans doute l'effet de ces réajustements qu'il faut voir dans les affrontements d'août et plus encore de septembre, qui ont parfois été aussi sanglant que ceux de juillet.

En août, ce sont les combats de Zapotillo, petite localité de montagne prise par les Péruviens, et les opérations en Amazonie qui font encore vivre l'affrontement. En septembre, alors que l'affrontement principal est loin derrière, les incidents reprennent. Le 11 septembre en effet, les Équatoriens apprennent par des renseignements civils qu'une patrouille de cavalerie péruvienne approche d'Ushcurrumi, l'avant-garde équatorienne. Avec des soldats de la II^e Zone et du Yaguachi, groupe justement envoyé de Quito en août, ils tendent une embuscade. Après 15 minutes d'échange de tirs, la trentaine de Péruviens gît au sol, dont leur chef, le capitaine Alfredo Novoa Cava.¹⁷² Seuls deux d'entre eux échappent à la mort, l'un en se jetant à l'eau, l'autre est fait prisonnier. Ce dernier jure ses grands dieux que sa mère est équatorienne et qu'il se naturalisera équatorien si besoin, ce qui témoigne d'une fluidité identitaire peut-être sincère.¹⁷³ La semaine suivante, une autre patrouille péruvienne est attaquée au site de Panupali, près de Piñas. Rejoins par des renforts terrestres et aériens, les Péruviens tiennent bon et repoussent les Équatoriens. Des morts sont déplorés des deux côtés.

Plus que Panupali, c'est la première embuscade, dite de Porotillo, qui déclenche la colère du pays. La presse de Lima est unanime à demander de mater à nouveau les Équatoriens. *La Prensa* affirme que « l'Équateur a besoin d'une leçon en règle, plus sévère, plus exemplaire, plus dure que celle qu'il a reçue dans les derniers jours de juillet » et dénonce un « peuple insignifiant, arriéré, turbulent et perfide ».¹⁷⁴ La chambre des députés vote une motion extrêmement agressive le 15 septembre affirmant que la récente attaque équatorienne « démontre nettement sa folie et sa perfidie [du gouvernement équatorien] » et que « le gouvernement péruvien, avec ses armées de terre, de mer et de l'air, saura, comme il l'a fait

¹⁷² Nous remercions à cette occasion son petit-fils, historien militaire distingué, qui nous a aidé dans nos recherches.

¹⁷³ Le prisonnier « ignoraba el nombre de los Oficiales y tropa con quienes había venido, esto por ser últimamente llegado de Lima. [...] Declara ser peruano por parte del Padre, siendo ecuatoriana la Madre, promete no regresar al Perú y nacionalizarse en nuestro País, cuando se termine los asuntos internacionales ». Colonel Albán Borja, commandant de la III^e Zone, au commandant supérieur de l'armée, Cuenca, 9 octobre 1941. ESMIL, Libro n°3 ; Lieutenant Luis R. Maldonado, ex Premier commandant du Bataillon Jaramijó et des Détachements du Río Jubones, « Sobre el Desarrollo de la acción efectuada en Porotillos por nuestras tropas, contra fuerzas peruanas invasoras que atacaron nuestras posiciones el día jueves once de septiembre de mil novecientos cuanta y uno ». Parte de Guerra n°1. ESMIL, Libro n°3. Dans ses souvenirs en 1994, un des soldats affirme que le fugitif a finalement été fait prisonnier. « Los Héroes de Porotillo », *El Universo* (Quito), 11 septembre 1994. Pour la version péruvienne, qui considère le fait comme une rupture inacceptable du cessez-le-feu, voir entre autres URETA, *op. cit.* p. 243-247 et MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, p. 175 *sq.*

¹⁷⁴ Raymond Lavondès, ministre de France au Pérou, au ministre des Affaires étrangères, lettre n°194, 16 septembre 1941. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier n°115 : « conflit Pérou-Équateur », ff.203-205. Les traductions sont dues au délégué français.

récemment, châtier l'offense et faire respecter comme toujours l'intégrité de son territoire et l'honneur de son drapeau ». ¹⁷⁵ Le ton est plus belliqueux qu'en juillet. Ureta pour sa part est révolté par le massacre de ses hommes et souhaite en rétorsion bombarder des agglomérations proches, comme Girón, Cuenca, Loja, et envahir l'île Puna pour préparer une attaque d'ampleur sur Guayaquil. Si l'état-major l'en dissuade en raison de considérations diplomatiques, il y a bien des bombardements sur des cibles militaires qui sont effectués. ¹⁷⁶ A cette occasion d'ailleurs, les installations d'une compagnie commerciale des États-Unis est touchée. Le général sent encore des années plus tard la nécessité de se justifier sur ce point : « Quand nos compagnons d'armes sont immolés dans une embuscade et sont annihilés de cette manière, il y a quelque chose en soi qui se rebelle et s'impose à tout raisonnement objectif. Les mesures de sécurité et les actions punitives qui furent menées immédiatement furent pleinement justifiées ». ¹⁷⁷ La guerre aurait pu basculer et reprendre à ce moment-là, tant par une reprise de l'offensive péruvienne qu'une attaque équatorienne, que l'opinion semblait appeler de ses vœux. Quelques temps plus tard en effet, un lieutenant-colonel équatorien échappe de peu à un procès pour n'avoir pas su exploiter stratégiquement le succès de Porotillo pour percer le dispositif péruvien. ¹⁷⁸

C'est pour éviter que la situation embourbée ne débouche sur une nouvelle guerre d'ampleur que les relais diplomatiques agissent. Les États-Unis, l'Argentine et le Brésil, constitués en médiation depuis le mois de mai, n'avaient certes pas été d'un grand soutien auparavant. Après les affrontements du 5 et 6 juillet, ils n'avaient pas pu déterminer qui était à l'origine de l'agression, chaque belligérant accusant l'ennemi, et s'étaient contentés d'appeler au calme et au retrait des troupes de part et d'autre de la frontière traditionnelle de facto. Ils avaient en réalité très peu de prise sur ce qui se passait sur le terrain. Les discussions de salons continuaient pourtant, notamment à Washington, et c'est là que le cessez-le-feu fut négocié, même si les Équatoriens s'estiment trahis par l'attitude des délégués péruviens à cette occasion. Parallèlement, les attachés militaires des puissances médiatrices dans les deux pays en guerre sont acceptés comme « observateurs militaires » neutres dès la mi-août. Ils forment ainsi deux petits groupes d'officiers chargés de vérifier l'observation du cessez-le-feu sur le terrain.

¹⁷⁵ Raymond Lavondès au ministre des Affaires étrangères, lettre n°195, 16 septembre 1941. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier n°115 : « conflit Pérou-Équateur », ff.206-207.

¹⁷⁶ « No es prudente bombardear poblaciones civiles a que se refiere párrafo 3 por repercusión internacional » lui enjoint le ministre de la guerre à la demande d'Ureta de bombarder le 14 septembre 1941. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 7, télégrammes 166 et 169.

¹⁷⁷ URETA, *op. cit.*, p. 247.

¹⁷⁸ J.de Cuadros, colonel attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a los meses de febrero, marzo y abril de 1942 », 8 mai 1942. CEHMP, *Col. doc.*, vol. 7, document n°1378. Il s'agit d'un des multiples procès, civils ou militaires, qui ont suivis la guerre.

Confrontés à la recrudescence des rencontres mortelles en septembre, ces observateurs estiment que c'est la proximité des deux armées qui favorise cette situation. Ils arrivent donc à organiser une conférence à Talara, petit port péruvien, au cours de laquelle est accordé entre les deux forces militaires la création d'une « zone démilitarisée » d'une largeur conséquente de plusieurs dizaines de kilomètres. Pour la fixation de la ligne, le délégué équatorien essaya de négocier, mais les Péruviens, en situation de force, restèrent inflexibles. Cet accord de Talara, du 2 octobre, entérinait ainsi momentanément l'occupation par l'armée péruvienne de la quasi intégralité de la province de El Oro. Le respect de la démilitarisation de la zone tampon devait être surveillé par les observateurs militaires.¹⁷⁹

L'accord n'était certes pas parfait, et il arrivait que l'armée péruvienne viole de quelques kilomètres la ligne théorique, involontairement estiment les observateurs militaires, en raison de « la déficience des cartes dont disposent les deux armées, la confusion des noms de localités ou des accidents géographiques, et par le manque d'un plus grand nombre de ces derniers dans l'accord ».¹⁸⁰ La presse équatorienne dénonce d'ailleurs régulièrement et avec véhémence ces écarts.¹⁸¹ Dans les mois qui suivent, les Équatoriens essayent de redresser leur armée en échafaudant des plans de réforme et en consentant un effort budgétaire conséquent. Les Péruviens maintiennent quant à eux une armée étoffée qui commence cependant à se lasser. La signature du traité de frontière à Rio de Janeiro à la fin du mois de janvier, suivi dans la foulée par l'évacuation de la province de El Oro et quelques temps plus tard par la ratification du texte par les Congrès, met alors un terme à la phase que l'on peut appeler « la guerre ».

Conclusion

Après avoir retracé l'essentiel des combats de manière chronologique et analytique, nous souhaitons conclure en soulignant des spécificités du conflit en présence. Pour cela, trois niveaux d'analyses peuvent être mobilisés : la question des objectifs, celle des moyens employés, et celle du déroulement à hauteur d'hommes.

Les objectifs de guerre ont tout compte fait été limités des deux côtés. Tous les acteurs ne partageaient certes pas les mêmes opinions dans chaque camp. Gouvernements, états-majors

¹⁷⁹ Voir en annexe le texte de l'accord. Pour le détail des négociations à Talara, voir les développements qu'y consacre Monteza, délégué du Pérou à cette occasion. MONTEZA TAFUR, *op. cit.*, chapitre IX.

¹⁸⁰ « Informe general de los observadores militares... », doc.cit., 4^{ème} mission.

¹⁸¹ Les observateurs dénoncent ces pratiques : « Entre el Acuerdo de Talara y el Protocolo de Río de Janeiro, pudo observarse una sensible depresión moral en el pueblo ecuatoriano lo que se debía mucho a las denuncias infundadas propagadas por el periodismo ecuatoriano, que se hacía eco de narraciones, a veces, hasta inverosímiles de pobladores, refugiados, etc., de un nivel cultural muy bajo ».

et généraux pouvaient suivre leurs propres desseins parfois contradictoires entre eux. Mais les plans de guerre et les cibles prises ont été cantonnés à un secteur bien délimité avec des forces modestes. Il aurait pu en être autrement. À plusieurs moments, la situation a risqué de dégénérer en « guerre nationale », lorsque Quito menaçait de mobiliser massivement à la mi-juillet, lorsque la population réclamait des armes pour continuer la lutte, lorsque Ureta voulut prendre Guayaquil et châtier les Équatoriens après l’embuscade de septembre. Les conflits de l’époque contemporaine se caractérisent précisément par cette « radicalisation incontrôlée » (David Bell)¹⁸² qui a mené aux plus meurtriers affrontements du XX^e siècle à partir de prémices modestes, nous pourrions évoquer dans notre cas une radicalisation *contrôlée*, qui a écarté le virage de la destruction de l’ennemi au profit de sa simple déstabilisation en vue d’obtenir un accord définitif.

Les moyens qui ont été mis en œuvre témoignent tout autant de cette modération. Sur le front de l’ouest, les armements les plus modernes ont certes été employés, mais souvent inondés dans un ensemble beaucoup plus archaïque de logistique et de tactique datées. La préparation d’artillerie suivie de l’encercllement ont été plus centraux que la fugace guerre éclair. La tentation d’utiliser les troupes afro-équatoriennes pour harceler l’ennemi témoigne même d’une pensée caractéristique de la « petite guerre » de l’époque moderne, où de petits groupes autonomes sont employés en complément des troupes régulières.¹⁸³ En Amazonie, la tactique du coup de main s’adapte à l’environnement, sans pour autant s’assimiler à une guérilla ou une guerre coloniale. S’il y a bien affrontement entre deux États modernes, certes avec des forces asymétriques, les moyens et la durée du conflit contribuent à son originalité en regard des conflits qui lui sont contemporains.

Enfin, à hauteur d’hommes, une telle situation hybride se reproduit. À tous les niveaux, les civils sont impliqués : dans le déclenchement de la guerre entre cultivateurs, dans la mobilisation de gardes nationaux plus civils que militaires, dans le bombardement et l’exil des habitants de El Oro, dans les familles qui accompagnent les soldats et participent ainsi aux combats. Mais on est loin du cataclysme qui exigerait leur holocauste complet, sous les drapeaux ou comme victimes civiles. Avec un bilan extrêmement difficile à établir, que l’on pourrait cependant situer autour de 500 à 1000 morts, 25 000 mobilisés, 10 à 20 000 déplacés,

¹⁸² Propos de David Bell dans CABANES Bruno (dir.), *Une histoire de la guerre - Du XIX^e siècle à nos jours*, Le Seuil, 2018, p. 31.

¹⁸³ PICAUD-MONNERAT Sandrine, *La petite guerre au XVIII^e siècle*, Paris, Economica, 2010.

seule une partie limitée de la population totale des deux nations a été touchée directement par le conflit.¹⁸⁴

En ces temps de grands massacres entre nations, dont les victimes se comptent par dizaines, centaines de milliers voire millions, il faut donc souligner la place originale qu'occupe cette guerre entre deux États souverains. Sans préjuger pour l'instant des facteurs qui ont permis ce fait, nous concluons qu'il s'agit d'une *guerre limitée*.¹⁸⁵ Malgré les discours nationalistes exacerbés, aucune des deux nations n'était prête à risquer l'anéantissement pour parachever la nationalisation des territoires et populations revendiqués. Au contraire, sa limitation en a fait un instrument pour forger la nation, dans la victoire ou dans la défaite.

¹⁸⁴ Il n'y a pas à notre connaissance de bilan officiel dans les deux pays et les chiffres varient d'une source à une autre. Le général Ureta estime immédiatement après les opérations que les pertes péruviennes s'élèvent à moins de 100 et celles des Équatoriens à près de 900 mais c'est un bilan provisoire, non officiel et qui extrapole sur les victimes équatoriennes. L'estimation de 1000 morts est cependant un chiffre qui se retrouve sous la plume de plusieurs historiens sans qu'il y ait de véritable démonstration documentaire. Il ne prend pas en compte les blessés et les traumatisés.

¹⁸⁵ Il ne s'agit pas dans ce cas de reprendre le concept de guerre limitée tel qu'il est théorisé et souhaité par certains auteurs comme objectif volontaire et moral d'un conflit, afin d'éviter une déflagration totale, mais de souligner le contraste entre les actions effectivement mises en place et la possibilité que le conflit ne prenne une ampleur plus vaste. Pour une approche synthétique sur la notion de guerre limitée, voir HOLEINDRE Jean-Vincent, « Penser la guerre » dans CABANES Bruno (dir.), *op. cit.*, p. 37-48.

Chapitre 9 :

L'occupation de El Oro : une annexion temporaire

Depuis son exil à Washington, l'ancien dictateur péruvien Manuel Odría réagissait en 1960 à une communication de la chancellerie équatorienne dénonçant que « la triste prouesse de 1941 culmina par la destruction de villes, pillage de localités et occupation militaire abusive d'une vaste portion de l'Équateur ». Pour le général qui avait directement participé à l'occupation du Sud de l'Équateur, rien n'était plus faux :

« On ne peut qualifier d'abusives une occupation militaire qui a mis en ordre les localités qui étaient en son pouvoir et qui furent complètement abandonnées par ses autorités-; qui a rétabli, en peu de temps, les services publics, qui furent détruits par ordre du Commandement équatorien-; qui organisa l'assistance hospitalière pour tous, sans discrimination aucune de nationalité-; qui construisit un réseau étendu de chemins routiers-; qui acheta à l'agriculteur aborigène le produit de ses récoltes au juste prix-; qui organisa l'administration dans la zone occupée de manière bien supérieure à celle qui s'y trouvait antérieurement ».¹

Presque vingt ans après les faits, Manuel Odría soulignait ainsi les deux visions clairement opposées sur l'occupation. Pour les Équatoriens, il s'agissait d'une occupation illégitime qui avait mené à des exactions. Pour les Péruviens, l'occupation était non seulement justifiée mais elle avait permis une meilleure organisation de la région, qui avait été rendue à l'Équateur en meilleur état qu'avant la guerre. Tout en défendant l'occupation péruvienne, Odría dénonçait l'incurie équatorienne ; c'est un procédé classique de construction de l'image de l'ennemi.

Les études les plus scientifiques et les plus récentes de l'occupation se font encore l'écho de cette dichotomie. Tandis que l'historien (et militaire) péruvien Rómulo Zanabria Zamudio encense « l'attitude de l'armée péruvienne, respectueuse des normes du droit des gens et respectable non seulement par son organisation et sa discipline mais aussi pour son audace, sa témérité et son esprit de lutte »,² les universitaires équatoriens José Castellano et Rodrigo Murillo dénoncent les « atrocités », les « exécutions par fusillade » et le « camp de concentration », dans une analogie implicite avec les crimes de la Guerre mondiale qui leur sont concomitants.³

¹ Général Manuel Odría, Memorandum sans titre, Washington D.C., 14 novembre 1960. PUCP, Biblioteca Central - Colecciones Especiales, Colección Manuel A. Odría (ODR 1861-1990).

² ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996, p. 225.

³ CASTELLANO GIL José Manuel et MURILLO C. Rodrigo, *Las Actas del exilio. Estudio preliminar al libro de acta del consejo cantonal (1941-1945)*, Manuscrit non publié aimablement transmis par l'auteur en 2016.

Le débat est donc clairement borné, mais il est en réalité extrêmement circonscrit à quelques travaux. Après les commentaires à chaud des acteurs impliqués,⁴ que nous analyserons, très peu d'études ont eu pour objet spécifique cette occupation, se concentrant sur les discussions diplomatiques et sur les actions armées.⁵ R. Zanabria ne traite que superficiellement l'occupation suivant la conquête, et J. Castellano et R. Murillo, qui ont produit à ce jour le travail le plus abouti, proposent une « vision des vaincus », basée sur le recueil des témoignages locaux et la lecture de la presse équatorienne d'époque. Le champ est donc libre pour un travail qui approfondisse au contraire la « vision des vainqueurs » tout en la confrontant aux vécus des habitants et aux réalités du terrain. Pour ce faire, nous basons ce chapitre sur la lecture d'archives péruviennes nombreuses, jamais utilisées dans la plupart des cas, même quand elles ont été publiées, mais aussi sur des témoignages de civils qui ont subi l'occupation, et de soldats qui y ont participé, recueillis lors de séjours en Équateur et au Pérou, en plus d'autres sources diplomatiques et historiennes plus classiques. À partir de ces sources en grande partie inédites, le but n'est pas de déterminer s'il y eut exaction ou non, quoique cette question est abordée, mais de s'intéresser aux rapports sociaux entre Péruviens et Équatoriens au cours de cet épisode. Les approches comparatives avec d'autres théâtres ou d'autres époques montrent en effet le caractère réducteur d'une approche exclusivement centrée sur la « souffrance » des habitants face à une force occupante considérée comme vectrice uniquement de violences.⁶ Cette souffrance même peut d'ailleurs être utilisée après les faits comme marqueur identitaire dans une reconstruction postérieure qui vise souvent à accuser ou à « laver » des personnes aux comportements ambigus.⁷ Si elle doit être prise en compte, elle ne saurait ainsi être le seul

⁴ On trouve en particulier des développements conséquents dans les mémoires du chef du Groupement du Nord et de son chef d'état-major : URETA Eloy G., *Apuntes sobre una campaña (1941)*, Madrid, Editorial Antorcha, 1953 ; MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Editorial Arica (coll. « Perú Historia »), 1976.

⁵ En dehors des titres mentionnés, on pourra trouver des éléments dans les histoires régionales de la Province : ASTUDILLO SAMANIEGO Clodoveo, *Historia de El Oro y de la Patria*, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2016 ; GALLARDO MOSCOSO Hernán et ANYAYRIGRA Paya, *Historia social del Sur ecuatoriano*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1991 ; MENDOZA Virgilio, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, Quito, Publicaciones Ecuatorianas, 1970 ; MURILLO C. Rodrigo, *Provincia de el Oro. Lugares y tiempos*, Machala, Universidad Técnica de Machala, 2007 ; SALCEDO P. Galo César, *Machala. 455 años de historia*, Machala, 1992. Il est possible que des études produites localement aient échappé à notre vigilance..

⁶ C'est l'apport central de la thèse de Philippe Salson, qui souligne les déficiences des approches centrées sur la « culture de guerre » pour comprendre l'occupation allemande en France au cours de la Grande Guerre. SALSON Philippe, *1914-1918 : les années grises : l'expérience des civils dans l'Aisne occupée*, Université Paul Valéry, Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines et sociales, Montpellier, 2013. Dans la suite du développement, nous nous appuyons également sur la version éditée et publiée de cette thèse : SALSON Philippe, *L'Aisne occupée : les civils dans la Grande guerre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

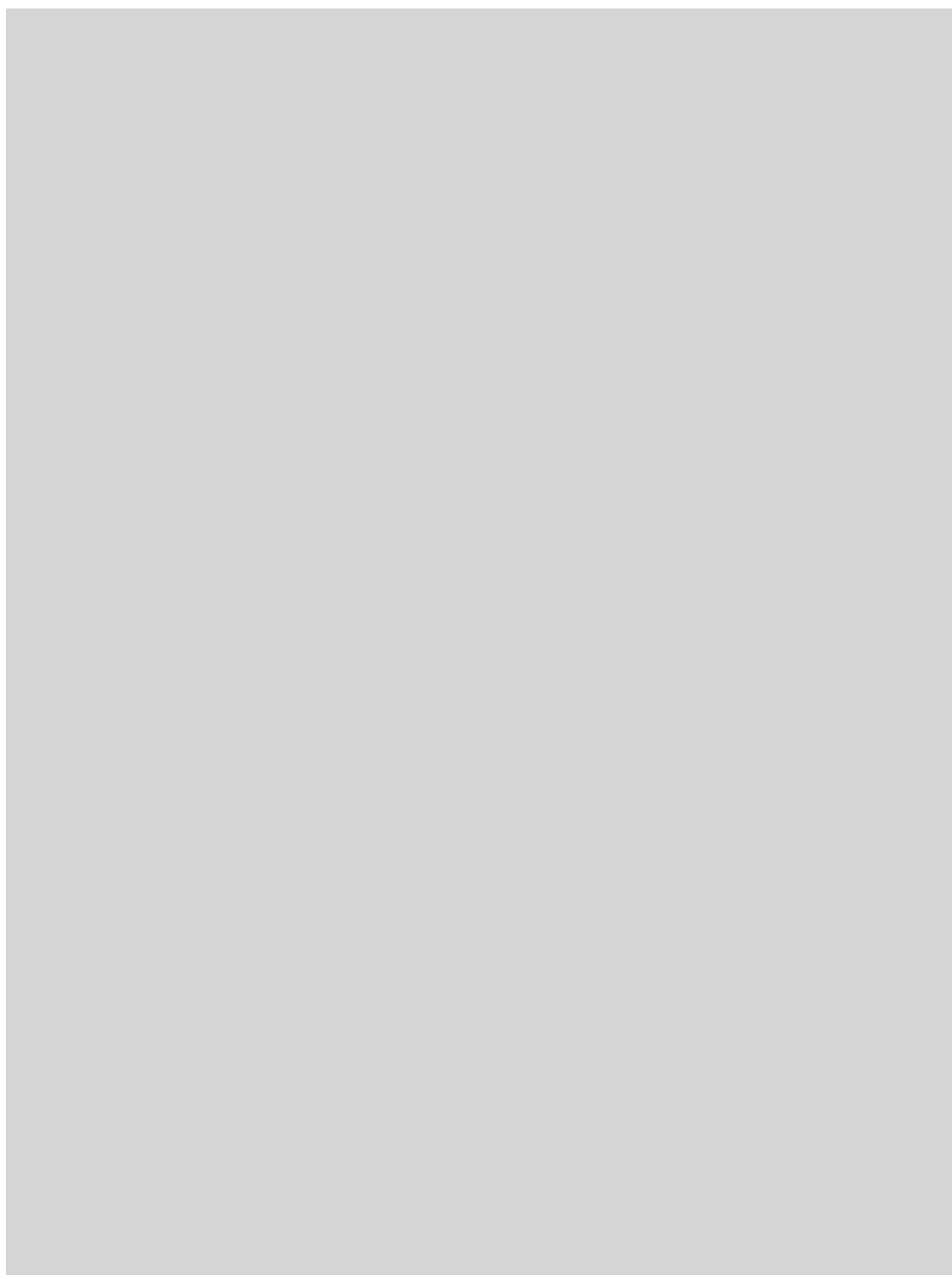
⁷ « Toutes les définitions collectives du bon Français reposent sur le thème de la souffrance. Le noyau central du système de représentations du bon Français identifie la communauté de destin à une communauté de souffrance ; par voie de conséquence, pour être désigné, ou pour se dire bon Français, il faut considérer avoir souffert sous l'Occupation, par opposition aux « collabos » qui se sont enrichis ou ont pris du bon temps. Ainsi l'affirmation

critère d'une étude d'une occupation militaire, qui doit également s'appuyer sur la « logique de l'occupant »⁸. Notre analyse de l'occupation se constitue donc autour de l'interaction entre les différents groupes et individus présents sur le territoire occupé. Militaires et civils des deux côtés d'une frontière traditionnellement poreuse, ont-ils développé un sentiment d'unité, tout à fait possible en raison des solidarités transfrontalières ? Ont-ils au contraire lié des relations typiques de celles entre individus de nationalités étrangères ? Les forces armées péruviennes se sont-elles comportées en puissance étrangère contre des civils hostiles et pour cela malmenés, ou ont-elles eu la tentation de nationaliser – annexer – un territoire et des populations considérées comme antiquement et authentiquement péruviennes ? Approfondir ces questions permettra de consolider notre raisonnement général sur la nationalisation des frontières, en étudiant l'impact du conflit sur le sentiment national.

d'une souffrance commune est souvent présentée par opposition aux comportements des collaborateurs. » CAPDEVILA Luc, *Les Bretons au lendemain de l'Occupation. Imaginaire et comportement d'une sortie de guerre 1944-1945*, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p. 392, cité par DELACROIX Dorothée, *Ethnographie des mémoires de la guerre au Pérou (1980-2000). Morts, vivants et souffrants dans les communautés andines*, Thèse de doctorat en anthropologie sociales et historique, Université Toulouse 2 Jean Jaurès, LISST - Centre d'Anthropologie sociale, 2014. Dorothée Delacroix montre que le discours mémoriel officiel sur les victimes de la guerre civile des années 1980 au Pérou impliquant le Sentier Lumineux, tend à simplifier les situations en distinguant les victimes des bourreaux, ces derniers étant nécessairement extérieurs aux communautés étudiées, en particulier Toraya et Llinque.

⁸ SALSON, *L'Aisne occupée*, op. cit. p. 61-82.

Figure 58 : Zone occupée et zone démilitarisée selon l'Accord de Talara



Croquis modifié à partir d'une publication dans la presse péruvienne d'époque. Voir aussi carte de synthèse n° 4

I- Un enjeu géopolitique et médiatique continental

Sur un continent qui se voudrait le plus pacifique de tous (chapitre 1), l'occupation d'un territoire étranger par une nation ne pouvait qu'attiser les regards et les curiosités. C'est pour faire pièce à ces interrogations que deux discours se sont rapidement cristallisés, sous le contrôle plus ou moins rapproché du système interaméricain.

A. Une monnaie d'échange inespérée

L'occupation d'un segment important de l'Équateur n'était pas vraiment prévue par les militaires péruviens.⁹ Certains plans considéraient l'avancée profonde en territoire ennemi, mais ce n'étaient pas ceux qui avaient été décidés en dernier ressort, et de toute manière, aucune mesure d'occupation n'était prévue suite à l'avancée de ces troupes. Pourtant, dès la percée du 23 juillet 1941, et plus encore avec les opérations du « mini blitz » des 30 et 31 juillet, les armées péruviennes se trouvaient seules maîtresses d'un territoire de plus de 3000 km², à environ 70 km de profondeur de la traditionnelle frontière *de facto* formée par le fleuve Zarumilla.¹⁰ L'Accord de Talara du 2 octobre renforça cette emprise par la reconnaissance de cette occupation, et la mise en place d'une vaste zone démilitarisée entre ses positions les plus avancées et les troupes équatoriennes. C'est donc une région grande comme un demi-département français, à cheval sur les provinces équatoriennes de El Oro et Loja, qui fut occupée. Dans son *Memorandum* de septembre 1941, le Pérou conditionnait l'évacuation à la signature et à la ratification d'un accord de frontières définitif, et envisageait le versement d'une indemnité de l'Équateur au Pérou pour les coûts engendrés par l'occupation.¹¹ Ce ne fut qu'à la mi-février 1942, lorsque le Congrès équatorien ratifia effectivement le protocole de Rio, que la région fut évacuée.

⁹ Voir les développements du chapitre 7 sur les plans de guerre des deux pays.

¹⁰ Le général Ureta mentionne dans ses communications un espace de 1000 km², mais notre estimation sur carte et les chiffres avancés par d'autres historiens mènent à la conclusion d'un territoire occupé trois fois plus étendu.

¹¹ Memorandum du 13 septembre 1941 concernant le règlement avec l'Équateur remis par le ministre des Relations Extérieures (Pérou) aux ambassadeurs étasuniens, argentins et brésiliens au Pérou. FRUS, 1941, vol. VI, General Papers, « Boundary Disputes : Ecuador and Peru ». Ce Mémorandum se termine de la façon suivante (traduction par nos soins) :

« 5) Une fois ces points accomplis et garantis par les pays amis, les territoires de la province de El Oro par-delà la ligne susmentionnée au paragraphe 1 seront évacués par le Pérou, demeurant démilitarisés sous la supervision des pays mentionnés.

6) Si, après que ces points eurent été acceptés par l'Équateur, un accord n'est pas établi sous forme de traité dans les six mois, le Pérou prendra les mesures nécessaires.

7) Le remboursement au Pérou pour les frais occasionnés par l'occupation de la province de El Oro devraient aussi être le sujet des négociations citées dans le paragraphe 2 ».

Retenir ce territoire pendant plus de six mois, c'était évidemment pour les Péruviens une monnaie d'échange d'une valeur inestimable, raison pour laquelle la région a été conservée jusqu'à la ratification du Protocole et non sa simple signature, garantie oblige. De la région occupée, les armées du général Ureta pouvaient en effet menacer de lancer une attaque de plus grande ampleur encore, vers Cuenca et surtout Guayaquil, puis Quito, s'emparant des centres économiques et politiques du pays. C'est la raison pour laquelle le chancelier équatorien a proposé en vain de placer la région dans les mains d'une commission neutre internationale ou éventuellement d'y pratiquer un référendum d'autodétermination, comme il avait été prévu à Tacna et Arica.¹² Le sort des habitants de la province pesait aussi dans la balance. Les milliers de déplacés aidaient le pays à prendre conscience de l'énormité de la défaite, et la nécessité de trouver une solution rapide pour quelque 70 000 habitants des territoires occupés.¹³ De plus, se demandait-on dans certains cercles, l'Équateur, s'il ne réglait pas rapidement le conflit, ne se verrait-il pas amputé définitivement de cette région, rattachée au voisin du Sud ? Le gouvernement péruvien, qui ces dernières années ne revendiquait pas ce territoire au nom de ses droits historiques, au contraire de l'immense Amazonie, rappela pourtant qu'au temps de la colonie, la vice-royauté s'étendait jusqu'au fleuve Jubones (limite de ses positions militaires), semant le doute dans le gouvernement équatorien.¹⁴ Son parachutage pendant la guerre de pamphlets au-dessus de Guayaquil appelant à la méfiance des habitants envers le gouvernement équatorien, rappelant que le Pérou et l'Équateur « sont deux peuples unis par les liens de la tradition, de la race et de l'histoire », attisait aussi les craintes d'un éventuel séparatisme de la région méridionale de l'Équateur.¹⁵

B. La vision des vaincus : le martyr d'une région

Monnaie d'échange inespérée, la région occupée devint rapidement l'objet de la bataille de communication internationale, qui se menait depuis plusieurs années (voir chapitre 1). C'est la presse équatorienne et le gouvernement qui semble s'être emparés du sujet en premier lieu. Le ministère des Relations extérieures diffuse ainsi depuis le Panama un pamphlet dont l'ambition

¹² TOBAR DONOSO Julio, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica*, Quito, Ecuador, Banco Central del Ecuador (« Colección histórica »), 1945, p. 278.

¹³ La population de la province de El Oro dans les années 1930 est estimée par plusieurs travaux mentionnés par Castellano et Murillo. Les chiffres oscillent entre 60 000 et 80 000. CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio. op.cit.*

¹⁴ *La ocupación de la Provincia de El Oro por las fuerzas peruanas*, Lima, Oficina de Prensa del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, 1941, p. 1.

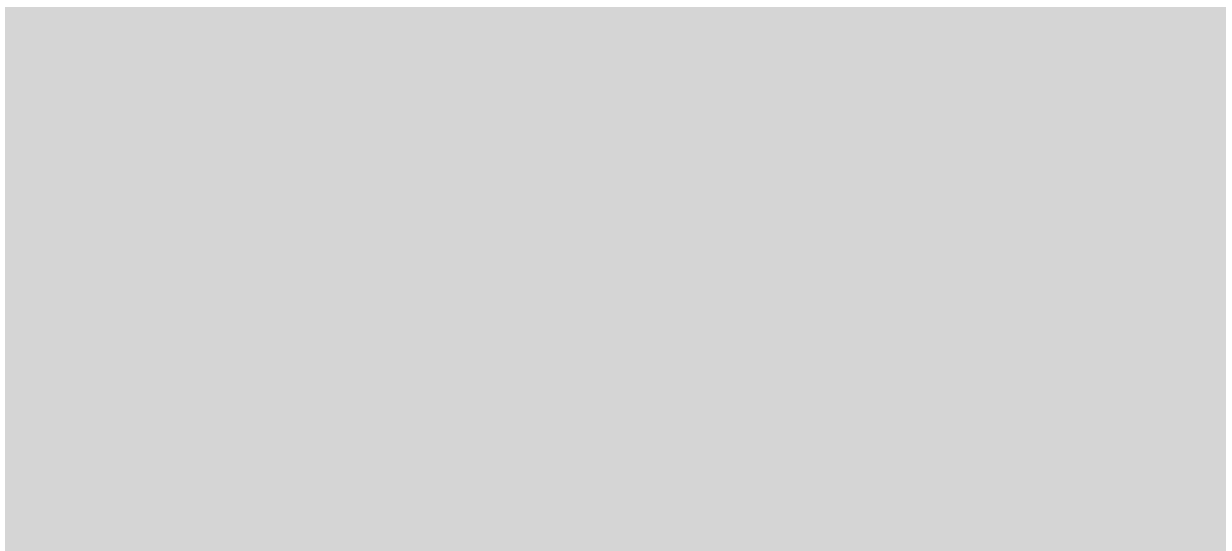
¹⁵ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996, p. 209. Un même risque de séparatisme de la région de Santacruz en faveur du Paraguay avait d'ailleurs existé à la fin de la guerre du Chaco.

est de décrire les « caractères » de « l'agression péruvienne ». ¹⁶ En plus de souligner la préparation de la guerre, le pamphlet condamne le « bombardement de villes inoffensives, dépourvues de toute valeur militaire » et souligne que « le Pérou a occupé par la force non seulement le controversé, mais encore l'étranger », bien que ces messieurs de Lima « prétendent inculquer à leur peuple l'idée de réorganiser, avec des conquêtes, l'empire incaïque ». Ce sont cependant les journaux qui ont, pendant l'occupation et surtout après la rétrocession de la région, dénoncé les « crimes » péruviens. Un magazine de sport publie ainsi un numéro spécial agrémenté de nombreuses photographies, et reprenant plusieurs articles parus dans la presse équatorienne dénonçant « le martyr de l'Équateur » et « la réalité qui a vicié une des plus prospères et riches provinces méridionales ». Après la rétrocession, un journaliste s'indigne :

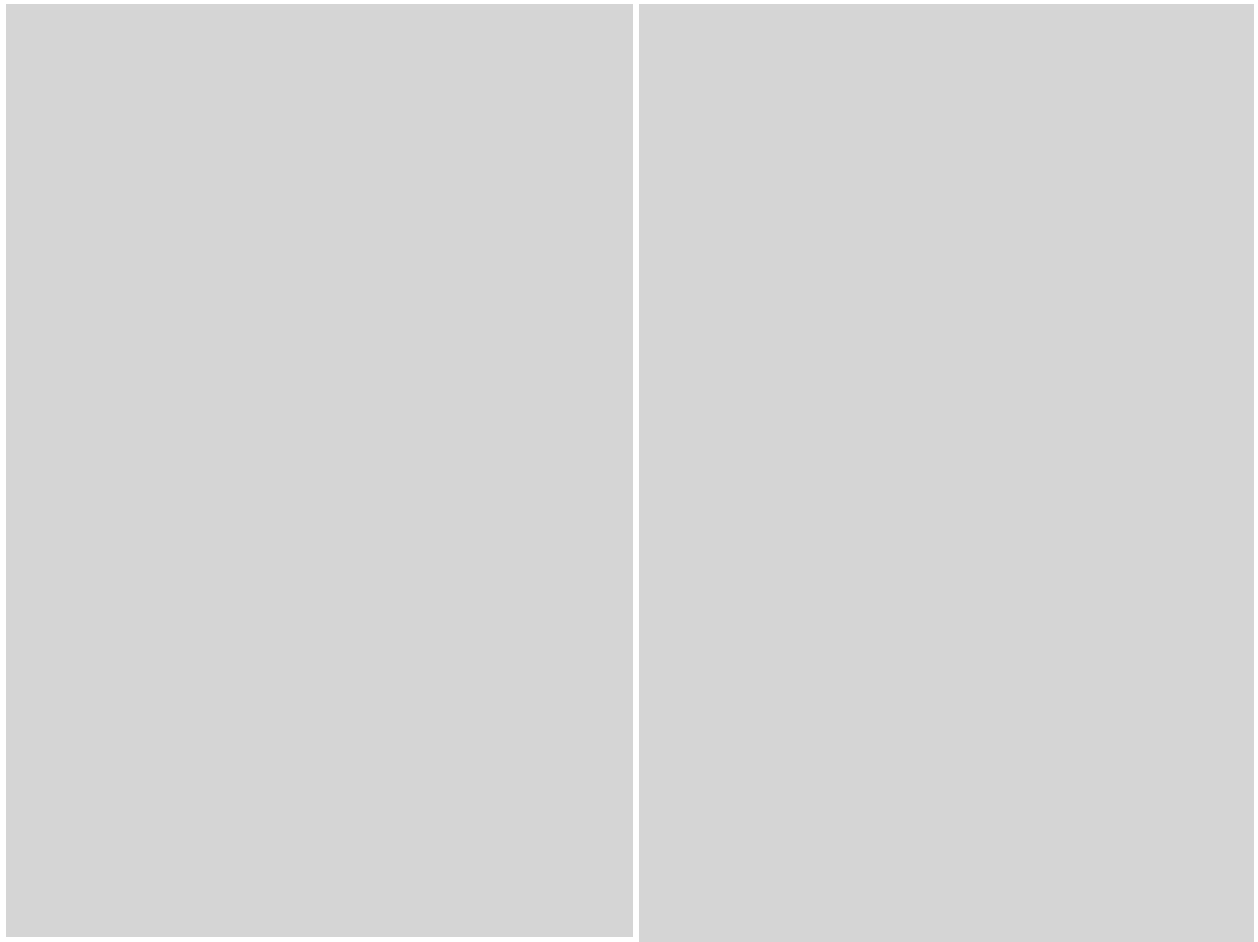
« Nous ne nous attendions pas à ce que les forces péruviennes rendent une province en état florissant, loin de là, et même certaine destruction était explicable. Mais l'inconcevable est que toute sorte d'abus, incendies, destructions et excès en quantité aient été commis quand il n'y avait plus du tout de situation belligérante ».

Un autre témoignage affirme que les Péruviens voulaient renommer le port de Bolivar en « Puerto Prado » et la région conquise en « Libertad », rattachés définitivement au Pérou, administrativement et symboliquement.

Figure 59 : Iconographie équatorienne sur l'occupation



¹⁶ SECCIÓN INFORMATIVA DEL MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES, *La agresión peruana al Ecuador. Caracteres de ella. Narración verazmente documentada*, Legación del Ecuador en Panamá, 1941.



La publication de photographie de cadavres de soi pour dénoncer la barbarie ennemie est identique aux procédés qui sont utilisés en Europe au même moment, à l'inverse des pratiques pendant la Première Guerre mondiale.

Source : *Invasión peruana en el Oro*, Quito, Foto Sport, 1942. BEAEP

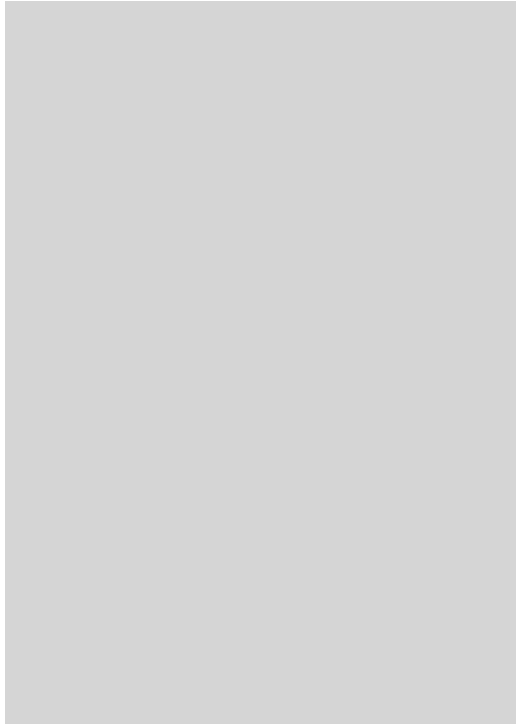
Ces attaques étaient certes le fait de la presse nationale, et étaient peut-être plus destinées aux citoyens équatoriens qu'à l'opinion publique internationale, mais certains amalgames avaient nécessairement une résonance particulière, en plein cœur de la Seconde Guerre mondiale, et les Péruviens le savaient bien. Ainsi du ministre de la Guerre qui s'inquiète par télégramme auprès du victorieux général Ureta à Tumbes :

« Plusieurs journaux Équateur arrivés avion donnent nouvelle Pérou établi camps concentration manière nazi, pour prisonniers civils équatoriens. Afin chancellerie démente cette tendancieuse nouvelle, veuillez informer lieux et forme se trouvent concentrés prisonniers civils équatoriens cette région ».¹⁷

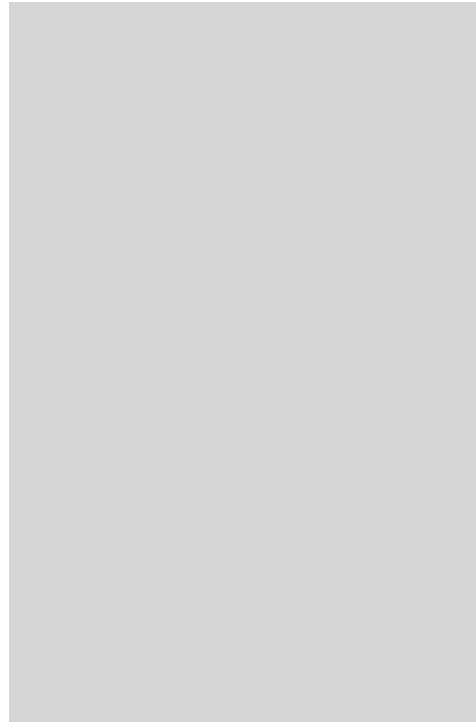
On note un certain doute dans la demande du ministre. En dépit de sa précision sur l'utilisation du matériau qu'il exige, celui-ci pourrait tout autant lui permettre de surveiller les pratiques des lointaines armées sous sa responsabilité que de démentir l'ennemi.

¹⁷ Général de la Fuente, ministre de la Guerra, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 29 octobre 1941, n°67. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

Figure 60 : Propagande polyglotte autour du phénomène d'occupation



Source : Bibliothèque centrale de la PUCP



Source : BEAEP

C. La vision des vainqueurs : une certaine idée du Pérou

Comme le montre l'exemple précédent, les Péruviens ont ainsi senti la nécessité de répondre aux accusations dont ils faisaient l'objet, schéma qui répétait la situation des années 1930. Le ministère des Relations Extérieures développa sa vision dans au moins deux documents d'importance en 1941. Le premier est un pamphlet intitulé sobrement « l'occupation de la Province de El Oro par les forces péruviennes », édité par le ministère lui-même, et traduit à l'anglais pour un impact étendu (figure 60).¹⁸

Afin de lutter contre « une nouvelle série d'inculpations de la presse équatorienne » et « d'inventions équatoriennes » dénonçant « les pillages et vols de la soldatesque péruvienne » ou encore le fait que « des Équatoriens qui sont tombés aux mains des Péruviens avaient été fouettés, la tête et les sourcils rasés en signe de leur captivité », le feuillet entendait s'appuyer sur des témoignages exclusivement équatoriens et étrangers pour prouver le bon comportement des troupes péruviennes et son contraste avec celles de l'Équateur. Pour se faire, la presse ennemie et étrangère est citée. Ainsi, le feuillet souligne la responsabilité écrasante des troupes

¹⁸ *La ocupación de la Provincia de El Oro*, op. cit., publié en anglais sous le titre *The occupation of the Ecuadorean Province of "el Oro" by Peruvian troops*. Lima, 1941.

équatoriennes en fuite, en particulier des carabiniers honnis et des Orenses eux-mêmes (habitants de El Oro) dans les pillages et les vols. Une journaliste des États-Unis invective le Président équatorien Arroyo en ces termes :

« Imaginez, Monsieur le Président, des soldats équatoriens, tout comme des carabiniers, violant des femmes et des fillettes équatoriennes-; des Équatoriens volant, pillant, incendiant, détruisant la propriété équatorienne sans merci, sans pitié, sans responsabilité. [...] Imaginez des civils équatoriens se jetant aux pieds des Péruviens en remerciant Dieu. Incroyable, n'est-ce pas ? Je suis bien d'accord. Mais je vous assure, sur ma parole, que c'est la vérité la plus pure. Ce sont des Équatoriens qui me l'ont raconté ! ».¹⁹

Dans le même feuillet, l'incendie de Santa Rosa, qui a ravagé le centre historique et ses principaux bâtiments administratifs le jour de sa prise par les Péruviens, serait aussi, d'après l'enquête menée par le corps d'investigation de Tumbes, la police péruvienne, auprès des habitants récemment conquis, le fait d'un notable local, sans doute dans une perspective de terre brûlée.²⁰ Le document en déduit ainsi sur ses forces armées que « ce n'est pas une horde mais une armée disciplinée et cultivée ». Plus encore, au moment d'entrer dans la ville de Pasaje, le lieutenant de Cavalerie péruvienne, par sa déclaration que l'occupation était uniquement temporaire et les garanties qu'il donne « a prouvé sans équivoque qu'il était péruvien, et bien péruvien ». C'est donc le caractère national même qui expliquait pour les Péruviens le respect des populations locales et l'absence de débordement de la troupe. Le conflit a procédé dans ce cas à la construction d'une identité nationale comme l'inverse de l'expérience rejetée.

C'est un discours plus positif encore que l'on retrouve dans le deuxième document, qui ne s'emploie plus uniquement à défendre les troupes péruviennes accusées d'exactions, mais encore à en faire l'instrument de « l'ordre » et de la « paix » dans la région. Le film *Alerta en la Frontera*,²¹ tourné par une équipe péruano-allemande après la bataille, appuie le discours par des images captées dans la région occupée. Les troupes péruviennes y sont représentées encore une fois respectueuses des habitants, de la propriété privée et bâtisseuse d'ordre. Un florilège de la voix off renforce l'impression causée par les images de prisonniers souriants, de soldats travailleurs et de civils reconnaissants (figure 61) :

« Les autorités équatoriennes, par une mésinterprétation du concept de la guerre, ont obligé les habitants à fuir loin. [...] Les soldats péruviens, avec la générosité et l'honnêteté qui les caractérisent, respectent la société étrangère comme la leur. [...] Ici, il n'y a pas d'ennemi [...] Il faut aussi assurer la vie des habitants de la zone occupée, les gardes civils rassemblent le bétail dispersé. Ainsi, ils garantissent la propriété des habitants, préservant leurs

¹⁹ Le texte est de la plume de E. Phyllis Snyder, cité par *Le Comercio* de Quito, et repris par le feuillet péruvien, *La ocupación de la Provincia de El Oro*, op. cit., p. 8. Nous ne connaissons malheureusement pas les circonstances précises de la production de ce texte.

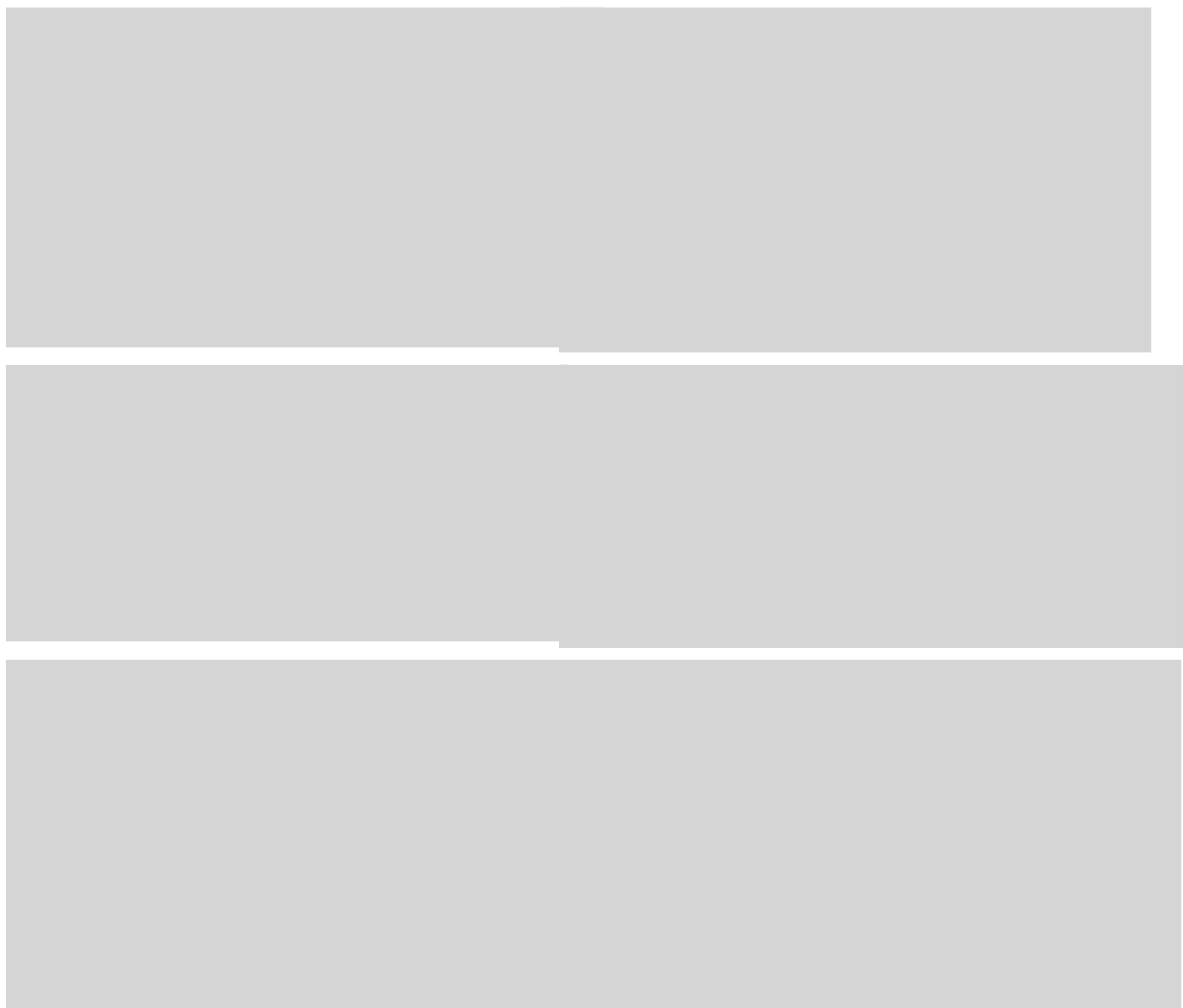
²⁰ Il s'agit du « propriétaire terrien » équatorien Alberto Espinosa.

²¹ Ce film sera présenté en détail dans la partie concernant les propagandes nationales, chapitre 11.

plantations et leurs semailles abandonnées. [...] Protégés par le respect et le droit, le commerce et l'industrie sont rétablis, les chemins de fer fonctionnent à nouveau et la

circulation sur les fleuves et chemins se normalise. [...] Des familles équatoriennes qui avaient abandonnés leurs localités, rentrent à leur foyer, devant la nouvelle diffusée par-delà les frontières de ce que le Pérou, qui sait se faire respecter, respecte également la vie et la propriété étrangère ».

Figure 61 : Éloge des actions « humanitaires » des armées péruviennes



L'armée péruvienne se présente comme bâtisseuse, organisatrice et protectrice dans le film *Alerta en la Frontera*. De haut en bas et de gauche à droite (toutes les descriptions sont à considérer avec des guillemets » : construction d'un pont ; femmes et enfants *orenses* heureux de recevoir l'aide de l'armée ; installations de câbles de communication ; l'armée prend soin des troupeaux équatoriens ; travaux de terrassement ; réfection des quartiers détruits par les troupes équatoriennes.

Source : Captures d'écran de *Alerta en la Frontera*

Dans les deux documents, l'armée péruvienne se présente donc comme plus respectueuse de la région occupée et plus efficace que les autorités précédentes. Cette « vision du vainqueur » peut avoir au moins deux explications. La première est la proximité affichée avec une population qui pourrait un jour revenir au Pérou. Le film s'extasie d'ailleurs du fait que les envois de courriers depuis les villes occupées « portent le sceau de notre service postal ». Il n'y a cependant que peu de commentaires explicites en ce sens, en tout cas du côté péruvien, et si certains ont pu penser en privé reconstituer une partie du Tahuantinsuyo, cela n'apparaît pas dans le discours officiel. En revanche, le caractère pacifique du peuple péruvien se devait d'être souligné. Dans un continent américain qui, en plus d'avoir ratifié plusieurs instruments de maintien de la paix, se considérait lui-même comme le « continent de la paix » (voir chapitre 1), en opposition à l'Europe belliciste, il était primordial de ne pas passer pour l'agresseur, d'un point de vue légal et moral. Cela n'empêche pas d'ailleurs une autoreprésentation sincère du Péruvien comme modèle de *caballerismo*, par contraste avec l'Équatorien présenté comme « inconséquent » et « perfide ».

D. Une armée surveillée et limitée

Cette obligation légale et morale, cette projection internationale et cette autoreprésentation du caractère national, ont ainsi continué d'être un paramètre limitant pour les troupes péruviennes. Après les déconvenues des patrouilles péruviennes début septembre qui entraînent la mort de nombreux soldats péruviens (chapitre 8), le général Ureta souhaitait par exemple reprendre l'offensive et prendre des mesures de rétorsions fortes, parmi lesquelles le bombardement des villes de Loja, Cuenca et Girón qui ont une certaine importance.²² Le ministre de la Guerre lui répond « qu'il n'est pas prudent de bombarder des populations civiles auxquelles se réfère le paragraphe 3 en raison des répercussions internationales ». ²³ Le ministre pensait-il à des répercussions légales ? Le Pérou et l'Équateur étaient bien signataires mais n'avaient pas ratifié la Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de La Haye du 18 octobre 1907, qui définit juridiquement l'occupation militaire.²⁴ Ce ne sont

²² Général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au ministre de la Guerre, 14 septembre 1941, n°2313. COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978 (ci-après: *col.doc.*), vol. 7, télégramme 166.

²³ De la Fuente, ministre de la Guerre au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord. Sans date [14 ou 15 septembre 1941], n°208. *Col. doc.*, vol 7, télégramme 169.

²⁴ Pour l'article 42 de l'Annexe à la Convention, « un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie ». Cette définition contribua à reconnaître dans le droit international l'armée d'occupation comme un acteur légal et légitime. <https://ihl-databases.icrc.org/> et SALSON, *L' Aisne occupée: op. cit.*, p. 49.

donc pas des mesures de rétorsion normatives qui sont craintes. En revanche, l'Entre-deux-guerres européen avait favorisé une croissante sensibilité pour la situation des civils dans les conflits, se traduisant par des campagnes de propagande et de collecte organisées par la Croix Rouge et d'autres organisations, par la judiciarisation de la question des « réfugiés » avec notamment le Passeport Nansen à destination des apatrides. L'invasion de la Pologne et ses flux massifs de civils avait encore récemment choqué l'opinion mondiale.²⁵ C'était donc sans doute plus une réprobation morale, portée par l'opinion publique internationale, et centrée sur un enjeu émergent des guerres, que pouvait donc craindre le ministre péruvien.

Sur place, cette pression internationale était très concrètement portée par les observateurs militaires internationaux (chapitre 2).²⁶ Ces derniers étaient en charge de la surveillance de la zone démilitarisée, et non de la zone occupée, mais leurs obligations les firent transiter plusieurs fois par les positions péruviennes, ce que les officiers péruviens n'appréciaient pas, un observateur soulignant « du côté péruvien, l'impression qu'ils sont surveillés, ce qui, manifestement, les dérange au plus haut point ».²⁷ Une autre visite en janvier apparaît aux Péruviens comme une manière de les « inspecter » et ils font montre d'une particulière « froideur » avec les officiers étrangers qui se plaignent amèrement de ce traitement. Les observateurs n'avaient certes pas pour mission de contrôler l'occupation, mais il est vrai que certains de leurs commentaires, grâce à des informations glanées çà et là, contredisent la version péruvienne officielle. En revanche, les nombreuses dénonciations dans la presse équatorienne de la violation de la ligne séparant zone occupée et zone démilitarisée se sont en général, d'après les observateurs, avérées fausses ou sujettes à l'imprécision du traité et des cartes à disposition. Les propres observateurs se plaignent ainsi à diverses reprises, du jeu de la presse nationale qui crie au loup et les oblige à des vérifications pénibles et inutiles :

« Entre l'Accord de Talara et le Protocole de Rio de Janeiro, on a pu observer une nette dépression morale du peuple équatorien qui devait beaucoup aux dénonciations infondées propagées par le journalisme équatorien, qui se faisait l'écho de récits, parfois invraisemblables, d'habitants, de réfugiés, etc. d'un niveau culturel très bas ».²⁸

²⁵ COHEN Daniel, « Fuir : réfugiés et déplacés » dans CABANES Bruno (dir.), *Une histoire de la guerre - Du XIX^e siècle à nos jours*, Le Seuil, 2018, p. 605-617.

²⁶ Depuis la mi-juillet, les attachés militaires des trois puissances médiatrices (Brésil, États-Unis, Argentine, puis le Chili) en poste dans les deux capitales, tenaient le rôle « d'observateurs militaires neutres ». Ceux de l'Équateur semblent avoir été plus actifs que ceux basés au Pérou, peut-être par autocensure ou par pression du gouvernement péruvien qui n'avait accepté cette mesure qu'avec regret. Voir le chapitre 2, p. 176.

²⁷ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz, Amistad y límites, firmado en Rio de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el período comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942. AHMRE, T.5.3.1.7.

²⁸ *Ibid.*

La présence des observateurs militaires, quoique entravée par les autorités péruviennes et limitée par les textes réglementaires, a sans doute permis de restreindre les ambitions péruviennes et les violences dans la zone occupée. Le bilan équilibré qu'ils déroulent dans leur rapport final, soulignant les insuffisances et fausses dénonciations équatoriennes mais aussi les excès péruviens, n'a cependant pas permis de débat serein sur l'occupation, peut-être en raison de sa diffusion si limitée.

Une autre catégorie de personnes pouvait exercer cette limitation sur les troupes péruviennes. Certains journalistes internationaux se sont en effet rendus sur place, et les Péruviens ont cherché à se les concilier, pour contrebalancer les Équatoriens. On sait que Sumner Wells, fils du Sous-Secrétaire d'État des États-Unis du même nom, avait rendu visite aux troupes équatoriennes pendant la phase inter-combattante de juillet, en compagnie du haut commandement équatorien. Il a dû également se rendre chez les Péruviens, car le ministère de la Guerre souhaite recevoir les journalistes en zone occupée « dans des conditions analogues de celles qui ont présidé à l'accueil du jeune Welles, pour qu'ils emportent de cette visite la meilleure impression ». ²⁹ Une autre conversation autorise le passage, non en zone occupée mais aux abords de Talara, de l'écrivain José Ferrando et de l'universitaire Isaiah Bowman, officiellement pour des études géologiques, alors que ledit Bowman a publié peu après un compte rendu du conflit pour *Foreign Affairs*. ³⁰

Enfin, et plus encore peut-être que la présence d'étrangers de passage, c'est la présence d'étrangers installés durablement dans la région et les réclamations diplomatiques associées qui modèrent les troupes péruviennes. Ils étaient en effet nombreux dans la région, plus de 5000, avec des situations diverses. Certains, entrepreneurs ou notables, ont été directement touchés par les réquisitions de véhicules et les destructions. Toutes ces plaintes et demandes sont alors déposées par les légations respectives à Lima ou Quito et transmises au Groupement du Nord par le ministère des Relations Extérieures.

Il y a d'abord les demandes de garanties pour l'ensemble des citoyens. La légation de Colombie demande ainsi des garanties pour le retour de ses citoyens nombreux dans la région et aux activités diverses : éleveur, dentiste, tenancier de bar, et d'autres au capital plus important comme Manuel Palacios Mier, propriétaire de l'hacienda La Iberia. ³¹

²⁹ De la Fuente, ministre de la Guerre au ministre des Relations Extérieures, 13 août 1941. CEHMP, « Gabinet militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

³⁰ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet militaire du ministre de la Guerre, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 11 août 1941. CEHMP, « Gabinet militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166. L'article en question est BOWMAN Isaiah, « The Ecuador-Peru Boundary Dispute », *Foreign Affairs*, juillet 1942, vol. 20.

³¹ Cabinet militaire du ministre de la Guerre au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 27

Il y a ensuite les réclamations particulières de citoyens qui s'estiment lésés par les réquisitions de l'armée. Il en va ainsi du chinois Melitón Lón, président du comité exécutif du Parti Nationaliste chinois (Kuomintang) de Guayaquil, qui se plaint par l'intermédiaire de son ministre plénipotentiaire Li Tohuin de la réquisition de ses trois camions.³² C'est aussi le cas des personnes relevant des autorités françaises. Le Libanais Teofilo P. Nazur Abi-Cdid, qui vit sur place depuis de nombreuses années, se plaint par l'intermédiaire de la légation française de l'intrusion à son domicile des troupes péruviennes, malgré le fait d'avoir arboré le drapeau français, et d'avoir été berné par le commandement péruvien qui lui subtilise son véhicule. Il ajoute : « au moment où l'on m'a signifié pour la première fois la réquisition de la voiture, on m'a faussement accusé de servir d'espion pour le Gouvernement équatorien ». Il a dû pour cela fuir à Guayaquil, d'autant que l'« on voulait [l']obliger à ce qu'[il] rentre à Machala, ce qui aurait été économiquement désastreux étant donné que la ville est abandonnée par les Équatoriens et qu'il n'y a aucune source de travail pour subvenir à [ses] besoins ». Il est autorisé en novembre à récupérer sa Chevrolet, mais à Tumbes et en passant par Talara, pour ne pas qu'il espionne les activités militaires³³. Le Marocain Maurice J. Laniado, propriétaire d'une fabrique de glace, d'une autre de sodas, de camions et de bétail, se plaint également auprès de la représentation française que « tout comme la majorité des habitants de la Province de El Oro, il a subi une perte quasi totale de [ses] biens en raison de l'évacuation provoquée par l'invasion péruvienne », et demande un sauf-conduit pour aller voir ses biens.³⁴ Les Français transmettent enfin la demande de A. Mata Zurita sur ses possessions à Macará, mais il s'avère après enquête qu'il avait transféré et vendu ses propriétés là-bas. Pour Ureta, il aura trompé le ministre de la France « probablement dans l'idée de tirer bénéfice de la situation internationale créée par les événements de juillet dernier », ce qui l'agace au plus haut point.³⁵ Il s'emporte, ce qui montre qu'il est plus un militaire qu'un fin politique : « il serait utile de suggérer à notre Légation à Quito qu'elle restreigne dans la mesure du possible les réclamations qui arrivent

août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

³² Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet militaire du ministre de la Guerre au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 28 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

³³ De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 2 novembre 1941. ACMRE, Ministerio de Guerra, 1941, 2-1, n°1-97.

³⁴ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet militaire du ministre de la Guerre, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 27 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

³⁵ *Idem*, 18 novembre 1941.

continuellement, puisque celles-ci sont la plus grande partie du temps fausses et sans fondement ».³⁶

En effet les réclamations se succédaient, parfois sur des détails. Le nonce apostolique demande à ce que soit restituée la radio de Puerto Bolívar. Ureta répond qu'ils n'ont rien trouvé de tel mais qu'ils vont chercher.³⁷ La compagnie cinématographique MGM réclame les bobines de son film « Le dernier bandit ».³⁸ Le Groupement trouve des bobines de films à Pasaje, les transfère à Tumbes, mais ce ne sont pas les bonnes, et les recherches continuent.³⁹

La diligence pour retrouver des objets qui peuvent paraître relativement insignifiants met en relief la particularité de cette dernière réclamation : elle provient des États-Unis. Ce pays a divers intérêts économiques dans la région. La puissante United Fruit Company est présente et semble répondre au nom local de North American Bananera, mais la plus grande partie des 12 millions de dollars d'investissements privés étasuniens dans le pays se concentrent sur l'extraction d'or près de Portovelo par la South American Development.⁴⁰ Or, Washington est une des clés de voûte des discussions diplomatiques, et un État qui a prouvé à de nombreuses reprises aux « Républiques sœurs » au Sud du Río Bravo son empressement à intervenir militairement pour protéger de tels intérêts.

Dès septembre, l'ambassadeur Norweb à Lima transmet une liste du matériel de la compagnie minière qui a été selon lui saisi à Puerto Bolívar et envoyé au Pérou. Il réclame également sur le pillage des maisons des employés de la compagnie dans la région.⁴¹ Ureta s'empare contre « l'accusation calomnieuse que tente d'imputer à nos troupes une série d'entités et de citoyens étrangers », et accuse les Équatoriens.⁴² Certes plusieurs centaines de barres de fer auraient été envoyées de Puerto Bolívar vers le Pérou, parce qu'elles se trouvaient avec du matériel de guerre, mais c'est tout. Toutefois il s'avère que ce n'est pas tout, et l'armée autorise un membre de la compagnie à inspecter le matériel prélevé pour l'identifier.⁴³ Les activités de la compagnie sont autorisées à reprendre dès décembre, sauf celles qui impliquent

³⁶ *Idem*, 18 novembre 1941.

³⁷ *Idem*. 11 septembre 1941.

³⁸ « El último bandido ». Nous n'avons pas réussi à identifier le film dont il est question.

³⁹ De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 28 novembre 1941. ACMRE, Ministerio de Guerra, 1941, 2-1, n°1-97.

⁴⁰ FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION (FBI), « Ecuador ... Today », p. 18-19.

⁴¹ Norweb, ambassadeur des États-Unis au Pérou, à Solf y Muro, ministre des Relations Extérieures, 25 septembre 1941. ALMRE, LEK-20-37, legajo 177, « Reclamo de las Compañías norteamericanas, 1941 ».

⁴² De la Fuente, ministre de la Guerre, à Solf y Muro, ministre des Relations Extérieures, 2 octobre 1941. ALMRE, LEK-20-37, legajo 177.

⁴³ Ministère des Relations Extérieures (Pérou), « Memorandum », 20 octobre 1941. ALMRE, LEK-20-37, legajo 177.

des explosifs.⁴⁴ Il y a enfin les bombardements consécutifs aux embuscades de Potorillo et Panupali, qui touchent les installations de la United Fruit. Les Équatoriens crient au crime de guerre contre des installations pourtant identifiées par le « star and banner » mais les Péruviens affirment qu'ils n'avaient pas vu et s'excusent. Les dégâts sont faibles, les États-Unis ne bougent pas.⁴⁵ Bryce Wood, fin connaisseur de la diplomatie de Washington, considère que le pays était intervenu militairement pour moins que cela par le passé. Les temps avaient changé.⁴⁶

La pression des États-Unis et de citoyens d'autres pays, résidents ou de passage, ainsi que la présence d'observateurs militaires, ont donc circonscrit les activités de l'armée péruvienne d'occupation et ont sans doute limité d'éventuels débordements. Dans le cadre d'une bataille médiatique déjà établie et rendue particulièrement aiguë par la présence de nombreux civils, l'enjeu était primordial. Mais, au contraire d'impliquer une plus grande transparence sur ce qui se passait dans la région, ces enjeux ont contribué à les opacifier et à cristalliser tôt et pour longtemps deux visions diamétralement opposées des événements, qui ne correspondent pas aux faits par nature plus ambiguës lorsqu'il s'agit d'une occupation. La réalité du terrain a été, en effet, beaucoup plus contrastée.

II- Organiser l'occupation : enjeux politiques de la logistique occupante

Pour occuper le Sud de l'Équateur, Ureta s'appuya sur les milliers de soldats du Groupement du Nord et créa une nouvelle division, la VII^e, pour occuper spécifiquement les environs d'Arenillas. Mais l'occupation s'appuya également sur des centaines de gardes civils – la police militarisée – et sur des policiers civils de Tumbes, ainsi que sur d'autres spécialistes envoyés de Lima, voire sur des institutions créées de toute pièce. La nouveauté d'avoir dans ses mains un territoire étranger et pourtant familier interrogea les autorités militaires et civiles péruviennes non seulement sur les modalités d'une telle occupation mais aussi sur les implications profondément politiques de ces modalités et des acteurs à la manœuvre.

⁴⁴ De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 22 décembre 1941. ACMRE, Ministerio de Guerra, 1941, 2-1, n°1-97.

⁴⁵ « Informe del jefe de la oficina de límites C.Echecopar H. », 15 octobre 1941. ALMRE, LEK-20-37, legajo 177.

⁴⁶ WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, New York, Columbia University Press, 1966, p. 294-295.

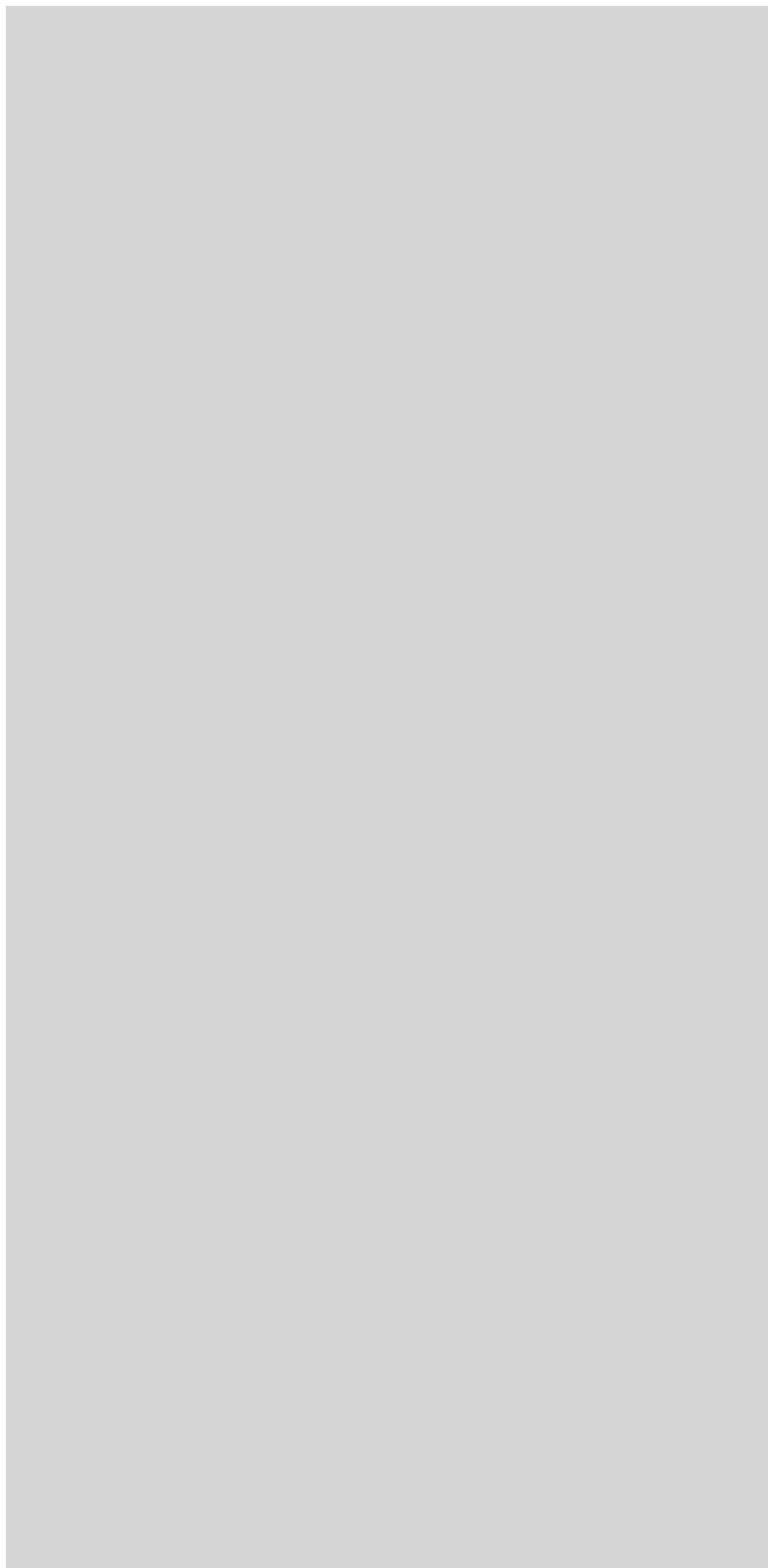
A. S'informer : espions et patrouilles

Afin d'administrer un territoire qui est en grande partie inconnu, il fallait d'abord le connaître. Certes, les armées péruviennes avaient déployé, les mois précédant la guerre, une intense activité de renseignements. En plus de canaux traditionnels du réseau consulaire et des écoutes radios, des « agents spéciaux » avaient été recrutés et le témoignage des civils qui traversaient la frontière, recueilli. En effet, « le Groupement a envoyé en territoire ennemi des agents spéciaux, qui, pratiquant des activités commerciales et profitant de leurs voyages précédents, réussirent à rassembler de la documentation d'importance ». Il en va ainsi des agents « Adela », « Maruja » et « Josefina ». D'autres font partie du « service fixe », pour lequel « ont été recherchés des agents qui, par le fait de résider dans des passages obligés de la frontière même », disposaient d'un observatoire intéressant. Ce sont cette fois un propriétaire d'auberge, un tenancier de boutique ou encore un négociant en liqueurs qui ont fait l'objet du recrutement. Quant aux témoignages de civils, ils provenaient de « voyageurs qui en passant la frontière, et en étant interrogés, racontaient ce qu'ils avaient vu ou entendu. Presque toujours, les données de cette source se sont avérées exagérées et souvent fausses, raison suffisante pour s'en méfier ».⁴⁷

Non seulement les informations recueillies étaient souvent erronées, mais elles portaient aussi sur des activités strictement militaires, bien insuffisantes pour une administration de territoires comprenant ressources et habitants. Il existe certes dans les archives militaires péruviennes, une carte de l'Équateur datant de l'année 1940 recensant les ressources économiques de chaque région équatorienne, ce qui peut témoigner d'un intérêt de l'armée péruvienne pour des questions non strictement militaires. Mais en réalité, c'est le seul document de ce type, et sa précision n'est pas suffisante, la localisation des activités étant floue.

⁴⁷ Groupement du Nord, « Consideraciones al punto de vista informaciones », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1027.

*Figure 62 : Les ressources économiques de l'Équateur (sauf Oriente)
d'après l'armée péruvienne avant la guerre*



Daté du 12 juillet 1940. Détail de la carte concernant El Oro en Figure 15, p. 207

Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*.

Après la guerre et durant l'occupation, il faut aux troupes d'Ureta des informations plus fiables. Une première manière d'obtenir des renseignements, au moins sur l'emplacement des ponts, des routes, et des localités, est de multiplier les patrouilles terrestres, au risque de tomber en embuscade et de raviver le conflit. Les reconnaissances aériennes sont quant à elles rendues difficiles par la nature du terrain, et ne donnent que des résultats mitigés, estime le général Ureta.⁴⁸

Figure 63 : Itinéraire d'une patrouille péruvienne en zone occupée



Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*

Une autre est de transférer des policiers du Nord du Pérou : « Quand nos troupes occupèrent la Province de El Oro, d'autres agents furent détachés aux localités équatoriennes où leur travail a été très relatif, dû au fait qu'ils n'ont pas les qualités et vertus innées de tout personnel digne d'un service de renseignement », commente le Groupement du Nord. En effet pour ces militaires, ce personnel « manque d'une préparation scientifique satisfaisante. Son origine est

⁴⁸ URETA, *op.cit*, p. 344.

souvent politique et ses activités sont en général orientées vers les questions d'ordre policier et maintien de l'ordre ». Le rapport en déduit la nécessité de créer à l'avenir un service de renseignement spécifique à l'armée.⁴⁹

Le reste des données dont dispose l'armée en entrant dans la province de El Oro est du même ordre. Les cartes établies précédemment sont fausses, et le Groupement est heureux de trouver dans des collèges et dans les archives des garnisons conquises des cartes et des rapports permettant de mieux connaître la région. Le Groupement transmet par exemple à la chancellerie la synthèse d'une étude trouvée sur place présentant les principales ressources et la répartition démographique.⁵⁰

En synthèse, l'information dont disposaient les forces armées péruviennes était avant le conflit insuffisant et inutile pour une occupation civile. Ce n'est que progressivement, avec les moyens du bord, que cette insuffisance a été comblée au cours de l'occupation, laquelle approfondissait de plus en plus ses prérogatives.

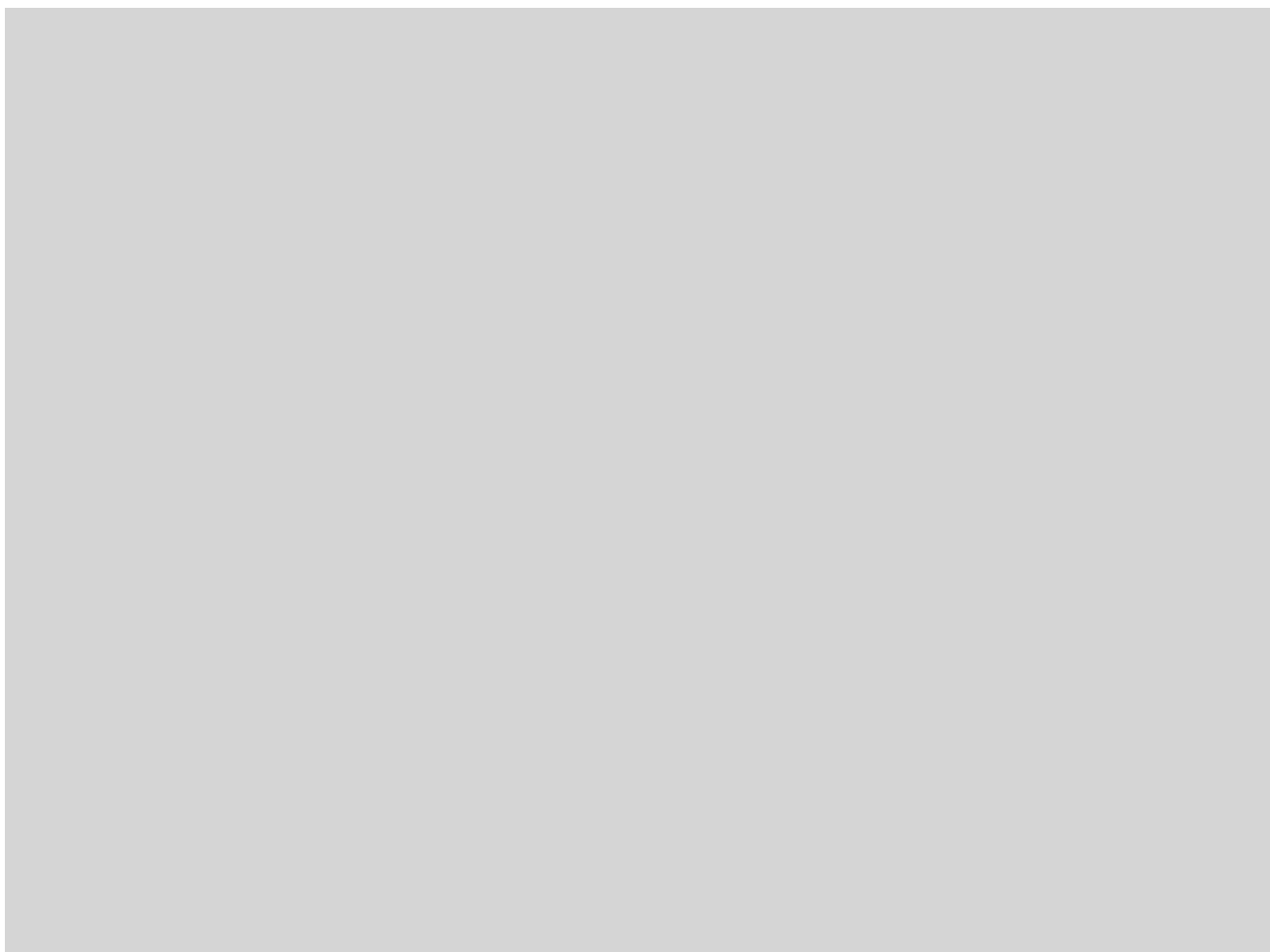
B. Relier pour sécuriser : l'établissement d'un réseau transfrontalier

Au moment d'occuper le Sud de l'Équateur, le premier objectif d'Ureta est strictement militaire. Il s'agit d'abord de préparer une éventuelle nouvelle offensive et consolider ses positions en territoire ennemi. Dans les villes et bourgs occupés, les forces sont disposées pour faire face à un péril depuis l'extérieur et depuis l'intérieur.

⁴⁹ Groupement du Nord, « Consideraciones al punto de vista informaciones », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1029.

⁵⁰ Juan N. Montoya C., « La Provincia de El Oro », Groupement du Nord, Zorritos, 10 août 1941. ALMRE, LEK-21-3, legajo 177.

Figure 64 : Une armée retranchée contre un ennemi ubiquiste



L'armée péruvienne est dans ce cas disposée sur les hauteurs de manière à contrôler les chemins menant au bourg mais aussi le bourg de Piedras lui-même.

Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*

De nombreuses patrouilles de cavalerie sillonnent à partir de ces positions les chemins qui mènent aux extrémités du territoire occupé. Il faut aussi faire parvenir à la troupe le matériel, les hommes et les ordres dans les meilleures conditions. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre l'effort porté sur les communications. Le discours officiel péruvien a souligné en effet de nombreuses fois que les chemins de la province seraient meilleurs à leur départ qu'à leur arrivée. Les officiers péruviens répétaient ainsi aux observateurs militaires qu'« en plus d'une occasion on nous a dit que lorsque El Oro serait évacuée, les Équatoriens trouveraient des chemins améliorés, des ponts neufs, etc. ».⁵¹ C'est exact, étant donné que c'est un des rares

⁵¹ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz Amistad y límites, firmado en Rio de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el período comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942, AHMRE,

points, le seul peut-être, sur lequel concordent les versions péruviennes et équatoriennes.⁵² Ces travaux sont d'ailleurs documentés par le film qui leur donne une place importante (voir les captures d'écran plus haut). La communication exige aussi l'installation de nombreux kilomètres de lignes de télégraphe et de téléphone, qui n'existaient pas auparavant ou avaient été détruit par les combats. À ce sujet, Manuel Odría précise que pour les lignes téléphoniques, c'est le propre matériel équatorien, saisi à Puerto Bolívar, de fabrication italienne supérieure au matériel français de l'armée péruvienne, qui a été utilisé pour installer ce réseau,⁵³ ce qui n'a pas été le cas du réseau télégraphique dont Ureta, au moment de quitter la province avec ses troupes, emporte l'intégralité, au grand dam des observateurs militaires.⁵⁴

Relier l'Équateur au Pérou, c'était aussi une manière de tenir la troupe. Parmi les officiers, nombreux sont ceux qui souhaitent rentrer bientôt, présents qu'ils sont depuis parfois plusieurs mois. Un système de rotation est alors mis en place. Beaucoup ont eu des permissions au Pérou, principalement à Lima. D'autres ont fait venir sur place leur famille.⁵⁵ La troupe aussi s'ennuie. Elle se divertit comme elle peut par des bains de mer,⁵⁶ ou en organisant des tournois de tir.⁵⁷ Certains se rapprochent des habitants. Pour parer à l'ennui et à l'isolement, est organisé un service de courrier efficace qui relie El Oro au reste du Pérou, service sur lequel insistent les officiers du Groupement du Nord dans leurs mémoires, mais qui n'a pas toujours marqué ces mêmes soldats.⁵⁸

T.5.3.1.7.

⁵² Un journaliste du *Comercio* de Quito note en effet le bon état des routes au moment de la rétrocession de la province, mais souligne aussi le caractère défectueux des chemins de fer. *Invasión peruana en el Oro*, Quito, Foto Sport, 1942.

⁵³ Odría précise : « no sólo era de mejor calidad y rendimiento, sino también en mayor cantidad. El cable que cayó en nuestro poder, nos sirvió para el tendido de nuestra red telefónica en toda la provincia de « El Oro ». Las centrales que establecimos fueron en su totalidad, con aparatos del enemigo, no solo en la zona ocupada, sino también en la región de Zarumilla ». Lettre de Manuel Odría au colonel Armando Artola, Tumbes, 4 mars 1942. PUCP, Biblioteca Central - Colecciones Especiales, Colección Manuel A.Odría (ODR 1861-1990).

⁵⁴ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz Amistad y límites, firmado en Rio de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el período comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942. AHMRE, T.5.3.1.7.

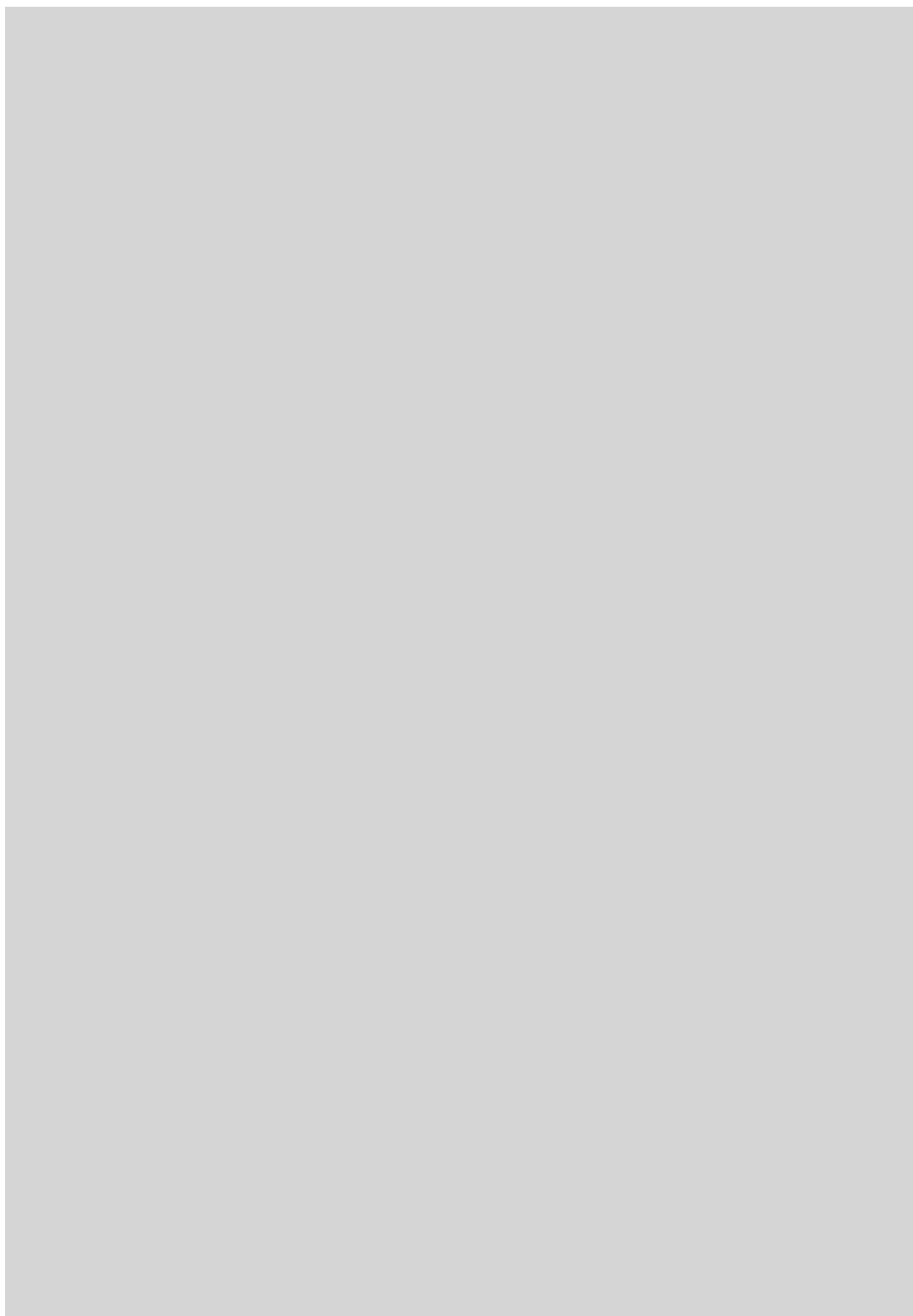
⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Comme l'indiquent plusieurs photographies non reproduites ici pour des raisons de propriété intellectuelle.

⁵⁷ Entretien avec Máximo Sanmiguel Berrocal, engagé volontaire dans l'infanterie péruvienne, le 17 février 2016.

⁵⁸ Entretien avec Vicente Castillo, engagé volontaire à 15 ans et demi dans les services vétérinaires, le 28 janvier 2016. L'insistance sur le courrier apparaît aussi dans le film *Alerta en la Frontera*.

*Figure 65 : Les services hospitaliers pendant la bataille,
une logistique transfrontalière*



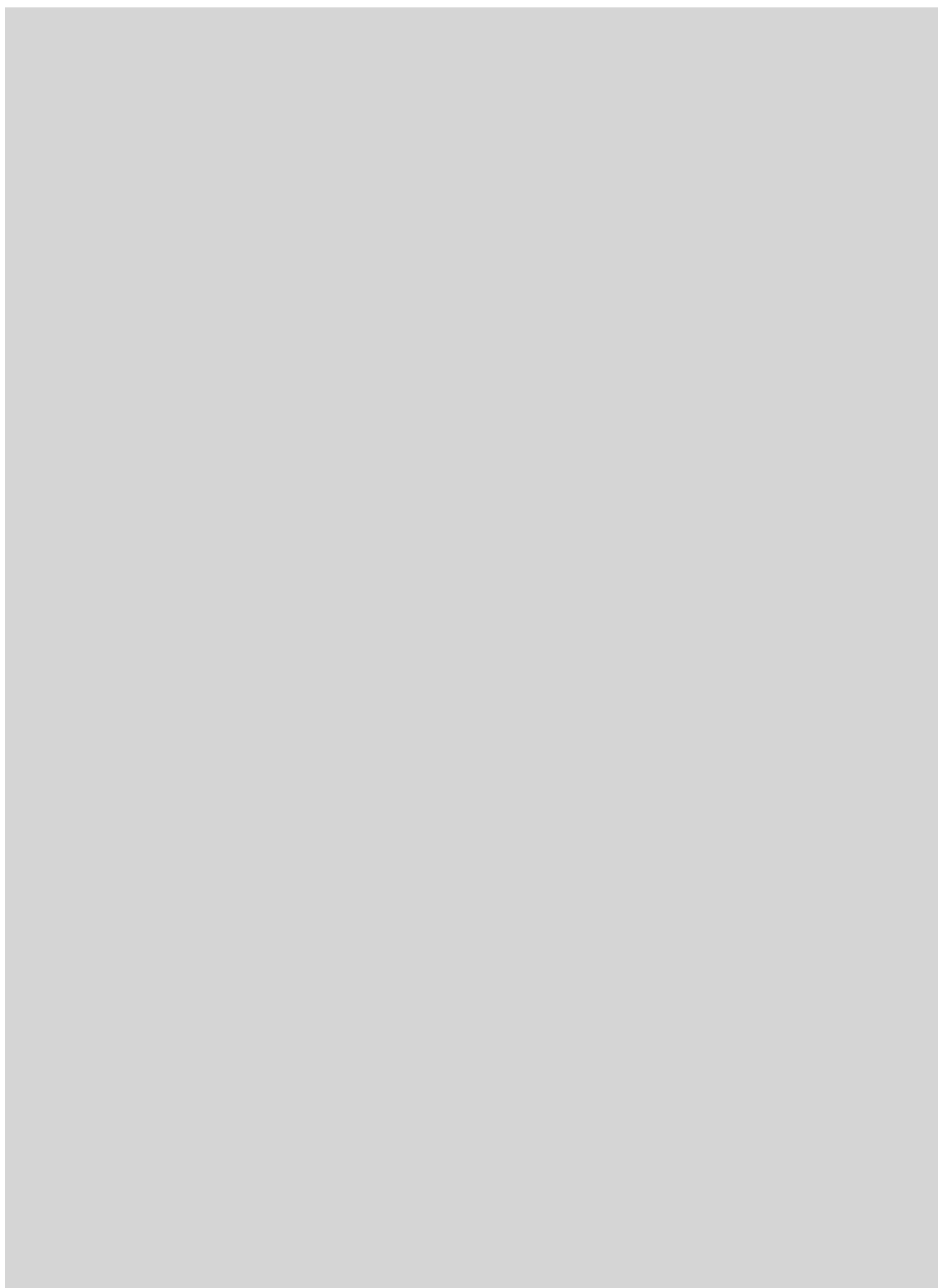
La frontière apparaît seulement implicitement dans ce croquis par la présence du fleuve Zarumilla.

Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*

Une même organisation transfrontalière entoure les services hospitaliers qui ont comme but de soigner les blessés de guerre, quelle que soit leur nationalité. Les installations principales se trouvent dans la partie péruvienne, quoique les hôpitaux locaux, de capacité moindre, sont utilisés avec leur personnel équatorien lorsque c'est possible.

Cette activité bâtitrice et organisationnelle se situe dans la continuité de ce que l'armée faisait sur son territoire de Tumbes en 1941, avant la guerre, au moment de percer des chemins, niveler des routes, installer également téléphone et télégraphe, mais elle revêt une signification différente. Par la besogne complémentaire dans la province de El Oro, le Nord du Pérou est désormais rattaché efficacement au Sud de l'Équateur, par-delà la frontière traditionnelle, créant en quelque sorte une région binationale. Le commandement du Groupement du Nord se trouve d'ailleurs toujours à Tumbes en territoire péruvien d'où ses ordres sont acheminés vers les installations militaires en Équateur. Il s'agit bien d'une abolition temporaire de la frontière, pour des raisons logistiques mais aux implications politiques fortes.

Figure 66 : Le service d'Intendance des troupes occupantes, une abolition temporaire de la frontière



Dans ce schéma, la frontière n'est même plus représentée. Les principales bases de stockage se situent du côté péruvien mais sont prises dans un intense réseau d'échange avec les positions péruviennes en Équateur. La logistique s'est complètement émancipée de l'ancienne frontière internationale.

Source : CEHMP, *Colección documental...*, *op. cit.*, 1er tomo. *Frontera Norte*.

C. Exploiter les ressources de la région

Après deux semaines d'occupation militaire, les officiers péruviens commencèrent à s'intéresser sérieusement à la question des ressources régionales. Si l'occupation se prolongeait, elle risquait de coûter cher, pensaient-ils. Or, la région était considérée comme très riche. Le chef d'état-major du Groupement, Monteza, estime en exagérant d'ailleurs, que la région occupée représentait un tiers de l'économie nationale de l'Équateur.⁵⁹ Le général Ureta proposa donc dans un premier temps une exploitation systématique, en vue de rembourser les frais d'occupation. « La province de El Oro occupée par nos troupes, est une région qui dispose de ressources qui peuvent être exploitées et dont on peut tirer un bénéfice qui indemnise les coûts provoqués par l'occupation », déclara-t-il au ministre de la Guerre dans une ébauche de programme d'exploitation, transmis ensuite au ministre du Développement. D'après Ureta, ces ressources étaient de type minier, avec l'exploitation du manganèse et de l'orpaillage dans la partie montagneuse, pétrolières avec des « gisements pétrolifères inexploités », le tout pouvant être évacué par le réseau ferré remis en état par l'armée, mais qui demandait l'envoi de spécialistes. « Par conséquent, concluait Ureta, il serait pertinent que le ministère implique l'envoi des techniciens qui étudient intégralement la zone occupée par nos troupes, afin de procéder soit à son exploitation, ou dans le cas contraire, connaître les possibilités économiques de cette région ». ⁶⁰ Le programme était donc tout tracé par le général vainqueur, en exploitant le sous-sol et l'exportant pour financer les opérations.

Pourtant, Ureta n'a pas eu uniquement la tentation de se payer unilatéralement sa conquête, et d'autres buts, plus humanitaires et plus politiques, pouvaient présider à l'exploitation et à la remise en marche de l'économie locale. Ainsi, le retour progressif des Orenses à leurs foyers s'accompagnait d'un manque récurrent d'aliments, en raison des pillages et de l'arrêt de la vie sociale normale. Ureta lui-même proposa, quelques jours après sa proposition d'exploitation économique, le dispositif suivant pour les civils revenus :

« L'aide qui leur est donnée consiste à les rationner en viande, puisque la région dispose de bétail ovin-; mais en ce qui concerne les vivres, ils ne peuvent être pris en charge.- Par conséquent, je me permets de proposer à la hiérarchie ce qui suit : a) soit mettre en place le rationnement de la population civile, par l'intermédiaire de l'envoi de vivres depuis l'arrière, sous le contrôle de la direction des Provisions [*Dirección de Subsistencias*], à la charge ultérieure du gouvernement équatorien-; b) soit adopter quelque mesure pour l'établissement

⁵⁹ « Por su movimiento agrícola, ganadero y minero, La Provincia de El Oro representa casi un tercio de la economía del Ecuador », MONTEZA TAFUR, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Editorial Arica (coll. « Perú Historia »), 1976, p. 216.

⁶⁰ Ministre de la Guerre au ministre du Développement, 16 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios Remitidos. 1941 », MG-1941, 166. Le message originel d'Ureta est daté du 11 août 1941.

de bazars, toujours sous le contrôle de la direction des Provisions, dans les localités occupées, pour que les habitants puissent s'y approvisionner ».⁶¹

Dans cette perspective, il ne s'agit plus d'une exploitation des ressources industrielles équatoriennes au profit des Péruviens, mais de l'envoi de ressources alimentaires péruviennes aux Équatoriens, certes à la charge ultérieure du Gouvernement de Quito ou des propres habitants. Cela peut témoigner d'un souci de maintien de l'ordre, qui a existé dans d'autres cas d'occupation⁶². Cela peut aussi, ce qui n'est pas contradictoire avec le point précédent, indiquer que les troupes péruviennes d'occupation avaient besoin d'une population civile bien portante, soit pour une question de propagande, soit pour appuyer matériellement la troupe. Le préfet de Tumbes, revenu d'une tournée en territoire occupé, développa quant à lui une argumentation plus radicale :

« Il existe dans les trois villes mentionnées [Machala, Puerto Bolívar et Santa Rosa] d'énormes quantités de tabac prêtes à être embarquées pour une grande part, ou déjà récoltées. Il y a aussi de grandes quantités de café, de riz, de bétail ovin et caprin, de fruits, en particulier des oranges, qui sont en condition d'être récoltées. Tous ces produits, le Gouvernement pourrait les acheter pour les envoyer au Callao, à bord du « Rimac » qui mouille à Zorritos, mesure par laquelle on allègerait la situation actuelle de ces modestes gens, qui sont prompts à vendre leur existence, à prix raisonnable. Avec cette mesure, que je me permets de proposer, non seulement on réglerait la situation de ces gens mais on attirerait aussi des sympathies pour notre Patrie, ce avec quoi nous ferions un grand pas pour la production et l'économie de cette zone occupée et de cette province ».⁶³

Cette fois-ci, il ne s'agit plus de fournir des vivres ou d'aliéner des ressources, mais d'acheter aux habitants pour les tirer de la misère et s'attirer leur connivence, peut-être dans la perspective d'une annexion ultérieure. Les raisons étaient donc nombreuses pour vouloir relancer l'appareil productif de la province, mais quels en ont été les résultats ? Le propre Groupement du Nord fait le bilan après la rétrocession.⁶⁴ Le bétail, en effet nombreux dans la région et abandonné par ses maîtres en exil, a été rapidement dilapidé pour alimenter les troupes puis les civils. L'armée organise en hâte un service de « rassemblement et d'exploitation du bétail », qui n'arrive pas en raison de ses faibles effectifs et de l'étendue du territoire, à assumer efficacement sa tâche. Une partie importante de ces troupeaux sont par ailleurs volés et emmenés en zone démilitarisée par les Équatoriens ou à Tumbes par les Péruviens. Les enquêtes menées par la police péruvienne pour lutter contre ce fléau n'aboutissent pas. Les

⁶¹ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet Militaire du ministre de la Guerre, au ministre de la Santé Publique, du Travail et de la Prévision Sociale, 18 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁶² SALSON, *L' Aisne occupée, op. cit.*

⁶³ Général De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Finances et du Commerce, 22 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166. Il s'agit du préfet par intérim de Tumbes, Belisario L. Galarcep.

⁶⁴ Groupement du Nord, état-major, 2ème Section. « Problemas creados por la ocupación de la Provincia de El Oro », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1036.

ressources minières n'ont pas pu être exploitées correctement en raison du manque de personnel. La *Sociedad de Ingenieros* a bien envoyé un représentant⁶⁵ mais cantonné au rôle de simple observateur. Il faudrait à l'avenir organiser un système au préalable, considère le Groupement du Nord. Enfin, en ce qui concerne les produits agricoles, les fruits ont été utilisés, mais une grande partie de la récolte de tabac a été perdue en raison du « manque de bras ». Les Équatoriens sur le retour vendaient par ailleurs souvent des produits qui n'étaient pas eux, puisque « les propriétaires [*hacendados*] avaient été les premiers à fuir ». Suite à la demande d'Ureta de déplacer la douane du Zarumilla à Puerto Bolívar,⁶⁶ le Monopole du Tabac avait certes envoyé un agent, Jorge Arróspide, mais il était bien seul dans sa tâche. Il faudrait, en conclut le rapport, prévoir au ministère du Développement une institution qui puisse administrer un territoire conquis, en cas de nouvelle opportunité.

Le bilan n'est donc pas à la hauteur du discours et des ambitions péruviennes. Il fait apparaître en revanche que les Péruviens n'ont pas pillé les ressources des Équatoriens, mais plutôt tenté de relancer l'appareil productif à l'avantage de tous. Il faut alors souligner les tentatives d'établissement de flux réguliers entre la province équatorienne occupée et le Pérou, ce qui aurait pu, sur la durée, créer une réelle solidarité. L'échec de la mise en place de ce programme est dû à l'évacuation précoce de la province, mais est aussi la conséquence de mésententes entre les autorités impliquées.

D. Administrer un territoire : vides et trop pleins d'une responsabilité disputée

En effet, l'improvisation de la conquête avait rapidement amené la question de savoir qui devait prendre les décisions dans la province occupée. La présence de nombreux civils et d'enjeux sociaux et économiques pouvaient appeler la présence d'autorités civiles, mais la première et la plus puissante administration péruvienne sur le sol équatorien était d'abord l'armée. Le pragmatisme des débuts a ainsi fait progressivement place à la clarification d'intérêts à notre avis opposés.

Dans un premier temps, le général Ureta, pris par la nécessité, demande au gouvernement de Lima que lui soient dépêchés de nombreux spécialistes : des ingénieurs pour améliorer les

⁶⁵ Nommé David Torres Vargas.

⁶⁶ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet Militaire du ministre de la Guerre, au ministre des Finances et du Commerce, 18 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

routes,⁶⁷ des cheminots professionnels pour remettre en fonctionnement les chemins de fer,⁶⁸ un médecin pour « assainir la zone occupée »,⁶⁹ ou encore des effectifs de police civile nombreux (150) pour restaurer l'ordre parmi les civils occupés.⁷⁰ Ces demandes ont généralement été satisfaites, par l'intermédiaire des ministères concernés (Développement, Santé, Intérieur) contactés par le ministère de la Guerre.

Le chef du Groupement du Nord et son chef d'état-major, tout en reconnaissant cette aide, ne la mettent cependant pas vraiment en valeur dans leurs mémoires. Ureta admet des « déficiences inévitables » au début de l'occupation et mentionne la présence des « éléments civils envoyés depuis Lima » mais limite leurs succès.⁷¹ Dans les rapports du Groupement, telle ou telle institution civile est critiquée pour ses insuffisances. La solution est toujours, d'après les militaires, la formation d'un corps spécifique intégré à l'armée. Monteza quant à lui commente laconiquement :

« Afin de résoudre le problème de l'administration civile de la zone occupée, il fallut demander la collaboration de tous les ministères, afin de normaliser la vie des habitants de ladite province.

Heureusement, les mesures que le Commandement du Groupement prit avec appoint, trouvèrent une solution de forme efficace au grave problème administratif d'une grande partie du territoire ennemi ».⁷²

Tous les deux ne prêtent donc qu'un faible crédit aux agissements des envoyés de Lima, ou même les rabaisent. Pourtant, le Gouvernement péruvien s'est employé à dépêcher sur place des personnages de plus en plus importants. Le ministère de la Santé a bien envoyé en août son Directeur de l'Alimentation Nationale à Tumbes pour étudier la question du ravitaillement des civils.⁷³ Jorge Arróspide, nommé certes pour la question spécifique du tabac, est nommé en septembre « Chargé de la coordination des services douaniers, des impôts et encaissement *et autres services administratifs en zone occupée* ». ⁷⁴ Il était donc potentiellement le visage du

⁶⁷ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre du Développement, 4 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁶⁸ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre du Développement, 5 août 1941, CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁶⁹ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet militaire du ministre de la Guerre, au ministre de la Santé Publique, du Travail et de la Prévision Sociale, 18 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁷⁰ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre au ministre de l'Intérieur et de la Police, 1er août 1941, CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166. Ureta demande : « urge envío 150 tropa policía fin asegurar vigilancia y orden poblaciones ocupadas ».

⁷¹ URETA, *Apuntes, op. cit.*, p.382

⁷² MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Editorial Arica (coll. « Perú Historia »), 1976, p. 171.

⁷³ Colonel E. Castro Ríos, chef du Cabinet Militaire du ministre de la Guerre, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 27 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁷⁴ Général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, au ministre de la Guerre, 23 août 1941, n°142,

gouvernement civil péruvien en zone occupée. Considérant cependant que son rôle était trop cantonné à des aspects financiers, le président de la République crée enfin en novembre par décret le poste de Commissaire Civil de la Zone occupée, flanqué d'un secrétaire et doté en janvier par un crédit exceptionnel de 20 000 soles.⁷⁵ Le considérant du décret justifie :

« Il est nécessaire de désigner un fonctionnaire civil qui, en représentation du Gouvernement Suprême, se charge de l'organisation et de la surveillance des services administratifs, ainsi que de contrôler les agissements normaux des organismes municipaux dans la zone occupée par les forces militaires de la Frontière Nord, afin d'assurer le contrôle nécessaire du mouvement démographique, la préservation de la santé et l'hygiène des populations, le maintien des normes de cohabitation entre les habitants et le maintien de l'ordre public ».⁷⁶

On remarquera que pas une fois le terme « Équatorien » n'est mentionné, et que les attributions du Commissaire sont clairement politiques et ressortent des prérogatives régaliennes d'un État souverain, particulièrement de celles associées à un ministère de l'Intérieur. Avec ce décret, l'occupation provisoire passe un cap pour s'orienter vers le permanent, et la tentation d'annexer purement et simplement la province équatorienne pourrait en être le soubassement. Peut-être est-ce pour cela que le fait n'est pas publicisé : nous n'avons retrouvé aucune trace de ce Commissaire dans les archives, et aucun historien, à notre connaissance, ne le mentionne. Le poste n'a peut-être tout simplement pas été pourvu, par manque de ressources, par peur des réactions internationales, ou par hostilité des militaires dont la concurrence d'un civil ternirait l'aura. Nous ne pouvons que le conjecturer. Le décret est en revanche caractéristique du fait que le gouvernement civil de Lima a tenté de reprendre la main sur une occupation purement militaire.

Le décret donne par ailleurs au Commissaire la fonction de contrôler les organismes municipaux, ce qui pose la question de l'administration locale par les propres Équatoriens. Depuis leur entrée dans la province, les Péruviens n'ont eu de cesse de dénoncer l'abandon dont ont été victimes les habitants de la part des lieutenants politiques, représentants de l'autorité locale et même du Gouverneur de la Province en fuite devant l'avancée des Péruviens. Il est tout à fait exact que les autorités locales, tout comme les notables en règle générale, ont fui en masse.⁷⁷ Les autorités ont quand même essayé d'organiser cette fuite, en mettant sur pieds à Machala un Comité d'Évacuation et demandant au Congrès d'encourager cet exode, ce que de nombreux habitants ont pu prendre pour un abandon, mais qui témoigne

Col. doc., vol.7, Télégramme 401. Souligné par nous.

⁷⁵ Décret Suprême du 16 janvier 1942. AGNP, MI-419.

⁷⁶ Décret Suprême du 21 novembre 1941. AGNP, MI-419.

⁷⁷ À Arenillas par exemple, les habitants interrogés affirment aux policiers péruviens que le lieutenant politique est parti à Cuenca. « Manifestación de Segundo Moisés Sánchez Toro », transmis dans Général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, 14 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

aussi d'une certaine volonté.⁷⁸ En arrivant dans les villages et les villes, les troupes péruviennes ne trouvent aucune autorité et s'installent dans les lieux de pouvoir local, quand ils n'ont pas été détruits : mairie, écoles, etc. Ils semblent que dans certains cas, ces troupes nommèrent ou s'appuyèrent sur des maires par intérim parmi le peu de civils restants.⁷⁹ L'Accord de Talara, s'il n'est pas explicite sur ce point, est cependant pensé pour permettre aux Péruviens de continuer dans cette voie : « En ce qui concerne la nomination et la régulation des autorités civiles, policières et douanières, ce seront les autorités péruviennes qui le feront, sans que cela ne signifie ni octroi d'un titre de souveraineté définitive », commentent les observateurs militaires.⁸⁰ Qui étaient ces autorités locales et quelle était l'étendue de leurs prérogatives ? Nous n'avons malheureusement pas assez de matériau pour répondre. Une analyse plus approfondie serait d'autant plus intéressante que d'autres cas soulignent la centralité de la figure des maires dans le contexte d'occupation. Dans le cas de l'Aisne occupée au cours de la Grande Guerre, Philippe Salson montre que malgré leur position difficile, ces édiles qui pour une majorité étaient les mêmes d'avant-guerre, ont bénéficié d'une certaine marge de manœuvre encadrée mais réelle face à l'occupant, et que leurs prérogatives ont parfois été renforcées par l'occupation, ce qui a pu avoir un impact sur les pratiques municipales postérieures.⁸¹ Malgré la méconnaissance documentaire de ces phénomènes dans El Oro, il n'y a donc pas eu de réel vide administratif dans la province à l'arrivée des troupes, au contraire de la zone démilitarisée.

En effet, la région de plusieurs dizaines de kilomètres d'épaisseur qui sépare depuis l'Accord de Talara les troupes péruviennes et équatoriennes, bien plus grande que la région occupée, connaît une situation humanitaire et administrative sous certains aspects pire que dans la zone occupée. Cette zone démilitarisée, doit d'après l'accord, être administrée par les autorités civiles équatoriennes, dont seule une police civile peut maintenir l'ordre, sous la surveillance des observateurs militaires neutres. Or, cette police civile tarde à se mettre en place, et fin octobre, les observateurs se lamentent : que « l'absence de personnel de police facilite l'impunité des agissements de tout type de bandits, et voyous, qui profitent de circonstances si favorables pour diffuser la panique et faire croire aux populations que tous ces

⁷⁸ CASTELLANO GIL et MURILLO, *op. cit.*

⁷⁹ Général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 5 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁸⁰ « Informe de los observadores militares Thomson, Lima e Ibarborde sobre su viaje desde Cuenca hasta Zorritos efectuado en los días 18 a 21 de setiembre de 1941 ». AHMRE, T.5.3.1.7.

⁸¹ SALSON, *L' Aisne occupée, op.cit.*, p. 147-169.

excès et déprédations sont commis par les troupes équatoriennes ». ⁸² Cette police est cependant mise sur pieds quelques temps plus tard, mais n'est pas du goût des observateurs :

« Elle sera dissoute rapidement ou deviendra inefficace. Cette conviction est renforcée par le fait qu'elle a été interrogée en plus d'une occasion sur les salaires qui sont extrêmement bas. Par ailleurs, plusieurs nominations sont *ad honorem* et beaucoup de personnes désignées n'ont pas d'autre moyen de subsistance car ils ont perdu leur situation en raison de l'occupation péruvienne de la Province de El Oro. Les policiers rencontrés par la commission au cours de cette deuxième tournée dans ladite province, n'ont pas d'uniforme, ils portent leurs propres vêtements. Certains avaient leur revolver (personnel) et ne se distinguaient que par le brassard blanc portant les initiales P.E ». ⁸³

Ce n'est que par l'aide de quelques *hacendados* fortunés que certains obtiennent finalement des uniformes et cette pusillanimité de la police équatorienne se comble peu à peu, mais le relatif chaos de cette zone contraste avec l'ordre relatif de la zone occupée.

Le dernier acte de l'occupation montre cependant un visage moins positif, mais souligne aussi la multiplicité d'acteurs en concurrence. Pour la dévolution de la province, les observateurs avaient demandé aux Péruviens d'avoir évacué les troupes militaires, mais de conserver des effectifs de police. Ils demandaient aussi de laisser les autorités civiles équatoriennes s'installer avant le départ des militaires péruviens. Le but était de ne pas créer un vide d'autorités que les *bandoleros* pourraient utiliser. Or, non seulement Ureta refuse le contact entre ses troupes et de supposées autorités civiles équatoriennes, continuant jusqu'au dernier moment de s'appuyer sur la garde civile pour s'occuper des civils, mais lorsque les observateurs arrivent à Puerto Bolívar pour ouvrir la voie aux nouvelles autorités équatoriennes, il n'y a plus aucune autorité péruvienne dans toute la région, sauf le commandant du dernier navire qui s'éloigne après avoir déjeuné avec eux. Pis. Les véhicules qui devaient être mis à disposition pour rejoindre rapidement les principales villes, ne sont pas disponibles, et c'est à pied et à dos de mules que les nouvelles autorités locales civiles équatoriennes, arrivées dans le sillage des observateurs militaires, rejoignent leur destination. ⁸⁴

Il n'y a donc pas eu de continuité, de passage de témoin, en raison des agissements du Groupement. La réticence à évacuer peut d'ailleurs se lire entre les lignes dans les mémoires d'Ureta. Celui-ci insiste sur les « délais très courts », sur les défis organisationnels, et sur sa diligence à appliquer l'ordre d'évacuer. On ne peut comprendre la longueur significative des développements qu'il accorde à ce qui paraît être une simple opération logistique qu'en

⁸² « Informe general de los observadores militares... », doc. cit.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ J.B.Bate, Teofilo Arruda, Edmundo H.Civati, « Informe de la comisión cumplida por los observadores militares neutrales con motivo de la evacuación de la provincia de El Oro por las tropas peruanas y el restablecimiento de la jurisdicción civil administrativa por el gobierno del Ecuador », Quito, 16 février 1941, AHMRE, T.5.3.1.7. ; « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano... », doc. cit.

considérant qu'Ureta était devenu un potentat local, aux ambitions déjà présidentielles, qui manifestait par sa « bonne volonté » d'évacuer, la possibilité qu'il avait en réalité de conserver indéfiniment la province (même si en réalité, ses hommes ne le voulaient ni ne le pouvaient sans doute pas). Le général, chef d'une armée d'occupation qui s'était substituée en tout point aux autorités civiles équatoriennes et même péruviennes, agissait une fois de plus dans la logique d'une institution martiale aux prétentions phagocytaires sur le corps social. Parmi les attributions qu'elle se distribuait elle-même, le traitement des civils était l'un des plus cruciaux.

III- Les Orenses pris en étau

Face aux changements rapides d'autorités dans la région et devenus l'enjeu d'une bataille internationale sur laquelle ils n'ont pas prise, les habitants de la province de El Oro ont été au cœur de l'occupation, et ont dû prendre des décisions qui les engageraient pour l'avenir. Il s'agit alors pour le chercheur de restituer l'éventail des comportements et des interactions entre civils et militaires des deux pays, dans une approche la moins manichéenne et la plus nuancée possible.

A. La responsabilité des Équatoriens dans le chaos de juillet

Ils eurent d'abord à subir les vexations imposées par leurs propres forces armées. En effet, malgré le discours équatorien qui met les mauvais traitements exclusivement sur le dos des troupes péruviennes, ce sont bien les troupes équatoriennes qui en sont d'abord responsables. Beaucoup de troupes fraîchement arrivées ne sont pas de la région : Gardes nationaux et carabiniers du Guayas, macheteros d'Esmeralda, ne sont pas là pour protéger directement leurs familles, contrairement aux éléments orenses de l'armée présents depuis des années ou récemment enrôlés. Le récit des exactions de ces troupes jeunes, mal entraînées et faiblement encadrées, est recueilli par les Péruviens à leur arrivée. Elles semblent avoir commencé dès leur arrivée et intensifié avec les opérations de grande ampleur le 23 juillet. Un agriculteur de 68 ans témoigne par exemple du caractère arbitraire des réquisitions à Arenillas, affirmant que « le 22 du mois passé, s'est présenté à son domicile un capitaine qu'il ne connaît pas et qui l'a obligé à évacuer son domicile dans les deux heures, et dès qu'il était sorti, ledit capitaine avait occupé la maison avec des femmes et plusieurs soldats ». ⁸⁵ Par la suite, une fois la grande

⁸⁵ « Manifestación de Moisés Sánchez Romero », transmis dans général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, 14 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

offensive péruvienne déclenchée, les appels à évacuer de la part de certains soldats équatoriens semblent avoir été intéressés. À Arenillas toujours, un parent du premier, agriculteur de 40 ans déclare :

« qu'avant que la population civile abandonne le village, les carabiniers sans contrôle aucun et échappant à la surveillance des chefs, commirent d'innombrables abus, violant les femmes sans distinction, qu'une fois les villages vidés, se trouvant seuls, ils procédèrent en compagnie de certaines gens du coin ainsi que des *macheteros* en provenance d'Esmeralda, qui formaient un corps séparé dénommé « les Macheteros »,⁸⁶ à faire tomber les portes des maisons de l'agglomération et s'adonnèrent au pillage, fait qui se réalisa le vingt-cinq et qui continua les jours suivants, particulièrement les nuits [...] -; que, dans ces circonstances, sont arrivées les forces péruviennes le trente et prirent possession de la localité et ordonnèrent immédiatement le retour de toutes les familles dans leurs maisons, leur offrant et leur apportant toutes les garanties ».⁸⁷

À Machala, un résident libanais estime que les troupes ont préparé le pillage, diffusant la peur de l'avancée péruvienne. Le 30, il se retrouve « devant le spectacle d'un pillage effréné par les carabiniers équatoriens et le corps des pompiers ».⁸⁸ À Santa Rosa, d'après l'enquête de l'auxiliaire de police péruvien, le grand incendie du centre-ville serait dû à un propriétaire terrien local, en bons rapports avec le gouvernement équatorien, qui aurait peut-être voulu ainsi tuer quelques Péruviens qui arrivaient, mais les motivations sont floues.⁸⁹ Ses principales conclusions sont reprises dans le feuillet de propagande publié en espagnol et en anglais.

Bien sûr, ces informations recueillies par les Péruviens pour se disculper peuvent faire l'objet d'un doute raisonnable. Mais elles concordent le plus souvent avec les rapports des officiers équatoriens (et d'autres témoins)⁹⁰ sur place, qui ne peuvent plus tenir les troupes. Ainsi le major Patiño apprend le 31 juillet que « durant la nuit tous les entrepôts de Pasaje avaient été pillés par les civils du lieu ».⁹¹ Le major Villacís accuse quant à lui « le nouvel

⁸⁶ Ce petit groupe d'Afro-Équatoriens comptait quelques dizaines d'individus (de 50 à 70 selon nos sources) et auraient d'ailleurs été envoyé sans machettes. Les accusations dont ils font l'objet au moment de la retraite des troupes peuvent être interprétées comme le pendant de leur succès espéré dans la colonisation des terres. Dans les deux cas, ils sont renvoyés à une africanité fantasmée en bestialité, qui supposerait leur adaptation à la nature hostile dans un cas, à la brutalité inhumaine dans l'autre. Il faut donc prendre cette accusation avec distance, d'autant qu'interrogé spécifiquement sur ce point, un autre agriculteur de 52 ans déclare « qu'il n'a pas pu distinguer la présence du corps des Macheteros [dans le pillage] mais il suppose qu'il était aux côtés des carabiniers ». « Manifestación de Eladio Zambrano Ruiz », transmis dans général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au général C.A. De la Fuente, ministre de la Guerre, 14 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁸⁷ « Manifestación de Segundo Moisés Sánchez Toro », doc. cit.

⁸⁸ De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 25 août 1941, ACMRE, Ministerio de Guerra 1941, 2-1, n°1-97. Il s'agit de Teófilo Nazur, citoyen libanais vivant à Machala depuis onze années, marié à une équatorienne et père de deux enfants.

⁸⁹ Enrique Guinet Gomez (*Comisariato de Tumbes*), « Parte del Auxiliar de Investigaciones, al Sr. Cap. Comdte de la la Cía del Destacamento de Guardia Civil de la Frontera Norte », transmis dans : Colonel Luis E. Vinatea, commandant de la 1^{ère} DL, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 5 août 1941, CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

⁹⁰ En plus des témoignages cités ensuite, on trouvera plusieurs indications dans BORJA Rafael A., *El descalabro del 41 (visión de un periodista)*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1978.

⁹¹ Carlos A. Patiño Z., « Informe que presenta a la comisión especial el Señor Mayor Patiño Z. », Quito, 9

envoi de carabiniers de Guayaquil, les mêmes qui se sont insubordonnés à Santa Rosa, refusant de partir au front, qui sont ensuite les auteurs des pillages des entrepôts à Santa Rosa et Pasaje ».⁹² Enfin, sur la frontière de Loja, « durant les jours du 28 au 31, les propres habitants de Macara ont été les causeurs du pillage, incendie et autres abus qui furent connus dans cette population ».⁹³

La mise à sac pouvait avoir plusieurs raisons, mais elle n'a pas été le résultat d'une politique délibérée de terre brûlée de la part de l'état-major. Certains s'en sont même plaints. Ainsi d'un lieutenant d'intendance qui dans sa fuite interroge :

« Par curiosité j'ai demandé s'ils avaient incendié ou jeté au fleuve les vivres, le matériel et d'autres éléments qui se trouvaient dans les entrepôts d'Arenillas, Santa Rosa, etc., etc., on m'a répondu que personne ne s'était soucié de le faire en dépit de ce qu'on en disait à la Caserne d'Arenillas et au pont du même lieu. J'appris seulement qu'ils avaient envoyé dans le fleuve une camionnette qui apparemment avait été achetée récemment. J'ai été bien désolé qu'ils n'incendient pas au moins les entrepôts alors qu'ils avaient le temps suffisant. Il semble que les ordres ont manqué ».⁹⁴

On notera que chaque acteur désigne les coupables qui l'arrangent : les Péruviens accusent l'ensemble de la troupe équatorienne, les civils les nouveaux arrivants, les officiers équatoriens accusent tantôt les civils, tantôt les carabiniers, donc tous sauf l'armée sous leurs ordres. La constante est néanmoins, en plus de l'incroyable climat d'anarchie, la participation de la population civile, pour des motifs divers et ténébreux : règlements de compte entre voisins, tentative isolée de terre brûlée, simple appât du gain facile... Des motifs que l'on retrouve dans d'autres régions occupées au même moment.⁹⁵ La population locale n'a donc pas été passive dans le drame qui l'a frappée à la fin du mois de juillet 1941.⁹⁶

février 1942. ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f. (ci-après, ESMIL, Legajo f).

⁹² « Observaciones de carácter militar y otros detalles que el Mayor Ernesto Villacís Ch., eleva a conocimiento de la Comisión especial, encargada del Estudio de los Acontecimientos internacionales que culminaron en los meses de julio y agosto de 1941 », Quito, 10 février 1942. ESMIL, Legajo f.

⁹³ « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H. Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón "Macara" en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamil, 11 février 1942. ESMIL, Legajo f.

⁹⁴ Lieutenant E.R. Páez, Officier d'Intendance (*Comisariato*) du Montecristi, à Francisco Orellana, président de la Commission Spéciale, n°200, Quito, 9 février 1942. ESMIL, Legajo f.

⁹⁵ Mes propres grands-parents ont subi ce type de pillage dans la région normande au cours de la Seconde Guerre mondiale, lors de l'arrivée des Allemands puis suite au Débarquement allié. Ma grand-mère est depuis convaincue qu'une de ses voisines a volé dans sa ferme les couverts familiaux.

⁹⁶ Sans arriver aux mêmes atrocités, cet aspect actif des populations civiles dans le chaos de l'invasion peut raisonner avec le cas des Polonais participant aux massacres de Juifs pendant l'invasion nazie. L'historien Jan Gross a ainsi déclenché un débat toujours ouvert avec son étude désormais classique, et dont le rapprochement avec notre cas équatorien est non seulement thématique mais aussi chronologique, car le 10 juillet 1941, jour du massacre des Juifs de Jedwabne, se situe en plein cœur de la guerre péruano-équatorienne. GROSS Jan T, *Les Voisins : 10 juillet 1941. Un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2019.

B. Les troupes péruviennes : un modèle de vertu ?

La responsabilité des Équatoriens n'implique pas par ailleurs l'innocence totale de celle des troupes péruviennes. Bien sûr, il y a eu des victimes civiles des combats et des bombardements. Sept par exemple à Machala.⁹⁷ Des témoignages indiquent également la mort de patients dans un hôpital.⁹⁸ Après le choc armé, les récits indiquent plutôt le respect des civils et de la propriété privée, du moins dans un premier temps. Mais Ureta pouvait être assez préoccupé par ses troupes pour recommander la plus grande fermeté en cas de débordements. Il prend ainsi des « mesures destinées à empêcher les excès de nos troupes dans les populations occupées ». L'incendie de Santa Rosa non encore élucidé, il entend mettre au clair « l'ordre et la discipline des troupes dans les populations occupées, leur manifestant que si nécessaire, il faut appliquer les peines les plus sévères afin d'empêcher tout acte qui contredise l'organisation et la discipline qui caractérisent le Groupement à mes ordres ».⁹⁹ Le général n'hésita d'ailleurs pas à sanctionner, à sa manière. D'un groupe accusé de viols dans la région de Tumbes (Pérou), il les envoie immédiatement au front.¹⁰⁰ Pendant l'occupation, il annule la promotion de deux capitaines « en raison d'accusations de fraudes dans la zone occupée ».¹⁰¹ Nous n'avons cependant pas trouvé d'autres traces de mauvais traitements au début de l'occupation, mis à part les réquisitions de véhicules dont se plaignent particulièrement les étrangers. Il faut toutefois souligner que ce type de comportements n'est pas toujours enregistré dans les sources, en raison de la nature même de ces agissements.

Ce qui est certain en revanche, c'est que les civils ont cru plus que de raison, encouragés par les militaires équatoriens, à l'arrivée d'une « horde » assoiffée de sang. Ce type de peur collective est régulièrement documenté dans des contextes similaires, sa diffusion étant favorisée par la dissémination des troupes et des civils en manque d'informations. Les habitants de l'Aisne ont ainsi, devant l'avancée allemande en 1914, parfois été plus marqués par l'attente de ces violences que par les violences elles-mêmes.¹⁰² Les Belges en fuite en particulier, ont

⁹⁷ ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Perú, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996, p. 208

⁹⁸ Voir les deux témoignages péruvien et équatorien : entretien avec Ustiniano Salazar Zelada, engagé volontaire péruvien, le 17 février 2015 ; entretien avec Catalina Vélez Romero, civile orense, le 16 septembre 2016.

⁹⁹ Général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au commandant de la 1ère DL, 1er août 1941. CEHMP, « Gabinet militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

¹⁰⁰ Entretien avec Máximo Sanmiguel Berrocal, engagé volontaire péruvien, Le 17 février 2016. Cette sanction reste modérée en comparaison des pratiques d'autres armées occidentales, mais elle existe là où d'autres auraient fermé les yeux.

¹⁰¹ Général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord au ministre de la Guerre, 23 août 1941, n°142. *Col. doc.*, vol. 7, Télégramme 401.

¹⁰² SALSON, *L'Aisne occupée, op. cit.*, p. 41-50.

colporté la rumeur de soldats du Reich dévoreurs de nourrissons.¹⁰³ Dans la plaine de El Oro, ce sont les soldats de ligne en fuite qui se chargent de cette dissémination. L'agriculteur d'Arenillas affirme ainsi avoir abandonné sa maison

« En raison des rumeurs que faisaient courir les Équatoriens dans le sens que les Péruviens avançaient sur Arenillas et qu'ils étaient sanguinaires, car ils tranchaient la tête de tout Équatorien qu'ils rencontraient, et plus encore en raison de l'apparition d'avions péruviens, il abandonna son domicile avec sa famille et ils s'enfoncèrent dans la forêt ». ¹⁰⁴

Les Sœurs en charge des hôpitaux aussi crurent à l'arrivée des Huns d'Attila, comme le rappelait un officier péruvien en rendant compte d'une conversation d'Odría avec la Supérieure :

« - Manuel Odría : Comment est-ce possible ma Mère ? Vous avez laissé seuls les blessés et les malades

- Sœur Apolina : Il faut comprendre...on nous a dit que vous étiez proches et...à la guerre...

- Manuel Odría : interrompant avec ce sourire si particulier chez lui, forçant le dicton de la guerre c'est la guerre, répliqua : Mère, vous n'avez rien à craindre, notre armée est respectueuse et respectable ». ¹⁰⁵

D'autres commentaires de civils témoignent du bon traitement qu'ils reçoivent des troupes péruviennes entrant dans les bourgs et villages. Malgré sans doute des exactions marginales, la consigne a été largement suivie de respecter les civils. Voyant cela, les civils qui avaient fui dans la campagne à proximité de leur domicile, et d'autres qui étaient dans les provinces limitrophes, commencèrent à revenir. « Il semble que la confiance augmente chez les civils équatoriens car beaucoup sont revenus dans les villages de la zone occupée qu'ils avaient abandonné, ce qu'a pu constater la Commission à Machala, Arenillas et d'autres endroits », commentent les observateurs. ¹⁰⁶

Il faut toutefois mettre en relief le sort particulier des Péruviens vivant dans la région, qui ont été les victimes des troupes péruviennes, après avoir subi le courroux des Équatoriens. D'abord, un certain nombre d'entre eux ont fui (souvent pour ne jamais revenir), à l'instar de leurs voisins équatoriens, et sans doute bien peu ont vraiment aidé les troupes péruviennes. ¹⁰⁷ Ensuite, il semble que les troupes péruviennes s'acharnèrent particulièrement contre eux, s'il faut en croire ce récit journalistique, à prendre cependant avec précaution comme toujours :

« À Arenillas, la maison d'un Monsieur Guillermo Morán, péruvien qui s'était naturalisé et lié à l'Équateur, a été l'objet de vandalisme et de vengeance indescriptibles. [...] À Machala aussi la maison d'un Monsieur García, qui avait été pendant de nombreuses années le Consul

¹⁰³ COHEN, « Fuir : réfugiés et déplacés », *op. cit.*

¹⁰⁴ « Manifestación de Segundo Moisés Sánchez Toro », *doc. cit.*

¹⁰⁵ ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941*, *op. cit.* p.222.

¹⁰⁶ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano... », *doc. cit.*

¹⁰⁷ Entretien avec Tranquilino Salinas Parrales.

ad honorem du Pérou, fut ainsi détruite avec une violence sanguinaire et cruelle. À García, ils lui retirèrent¹⁰⁸ l'exéquatur et ils l'ont jeté dehors après l'avoir soumis à de graves abus en vengeance parce qu'il avait protégé et porté assistance aux Équatoriens ». ¹⁰⁹

En dépit de cette catégorie des Péruviens d'Équateur,¹¹⁰ et de la politique d'enfermement détaillée plus loin, les troupes péruviennes n'ont pas pillé la région à leur arrivée. Les raisons peuvent en être diverses, mais ne semblent pas répondre à des consignes claires de la hiérarchie. Il pourrait alors s'agir de ne pas s'attirer la disgrâce de l'opinion internationale, de préparer une possible annexion dans les meilleures conditions, ou encore de la croyance ingénue des officiers qu'ils venaient délivrer des civils anciennement péruviens d'un gouvernement illégitime. Cette hypothèse concorde d'ailleurs avec l'attitude inverse qui a présidé par la suite. Après plusieurs mois d'occupation et de contact direct avec les Équatoriens en effet, le contraste dans l'attitude des troupes péruviennes à la sortie est saisissant. En effet, il faut reconnaître que l'évacuation quant à elle peut supporter les comparaisons bibliques des nuages de sauterelles. La presse équatorienne évidemment s'en fit l'écho quand elle rentra avec les civils dans la région désoccupée : « les maisons de toutes les populations furent délestées de leurs toits de zinc, des meubles et des effets personnels, pianos, pianolas, radios, machines à coudre et à écrire, vaisselle, ustensiles de cuisine, instruments de labour ». ¹¹¹ Le discours pourrait paraître excessif s'il n'était pas documenté par les observateurs, que l'on ne peut accuser dans ce cas de partialité. En raison de la gravité de ces accusations, nous reproduisons ci-après des extraits de deux rapports qui traitent de cette question :

« [Il y avait] sur certains édifices des inscriptions et des dessins offensifs pour l'Équateur [...]».

[À Santa Rosa], la population, comme a pu le constater la Commission, se trouvait avec plus de ressources que Machala et Puerto Bolívar, car il existait des commerçants en activité, des habitants, etc. À part les cinq pâtés de maison détruits par les incendies des derniers jours de juillet (pendant l'avancée péruvienne) il n'y avait pas de grandes traces de destruction. Cependant les édifices publics et privés se trouvaient en quasi totalité dépourvus de meubles [...]».

[Arenillas est dans un] état lamentable [...], le principal édifice du village, propriété de Monsieur Guillermo Morán, de trois étages, avait été matériellement détruit. Les toits, les escaliers ont été arrachés, les toilettes, un piano, détruits à coups de pioche, etc. La même chose s'est produite avec d'autres édifices, et l'on peut dire que la moitié d'Arenillas avait été détruite. D'après son opinion [d'un témoin], dans ce village l'esprit de vengeance avait régné.

¹⁰⁸ Le texte original indique « reiteraron » (réitérèrent), mais il nous semble en raison du sens général de l'extrait, qu'il s'agit d'une coquille. Celles-ci sont nombreuses dans le texte.

¹⁰⁹ « El Oro, un cementerio de ruinas y desolación » dans *Invasión peruana en el Oro*, Quito, Foto Sport, 1942

¹¹⁰ Pour une analyse plus détaillée des Péruviens d'Équateur et des Équatoriens du Pérou au cours de ces années, voir le chapitre 3.

¹¹¹ *Invasión peruana en el Oro*, op. cit.

Plusieurs habitants lui dirent à lui et au docteur Dávila Pérez, qu'après le départ du commandant de la Division, le colonel Ruiz Bravo, un peloton de soldats de l'armée commença à détruire et que s'ils n'ont pas incendié le village comme ils le voulaient, ce fut grâce à un lieutenant qui donnait les ordres, qui ne permit que la destruction.

La population manquant totalement de vivres, au point de ne pouvoir donner un peu de pain et de café aux personnes qui arrivaient. [...]

Il a été constaté, pendant les derniers jours d'évacuation, que les troupes péruviennes ont détruit des moyens de transports, des meubles, des édifices des diverses localités de la Province de El Oro et ont pillé la majorité des maisons. De grandes quantités de gouttières de zinc (dont le prix actuel se calcule à 5 dollars américains pièce), des meubles, des effets domestiques, des animaux, etc. Cela a été parfaitement vu par la Commission du major Arruda, du capitaine Civati et du lieutenant Boggs, lesquels ont vérifié le chargement de ces éléments à Puerto Bolívar. De plus, beaucoup de maisons occupées par les chefs péruviens qui étaient meublées et étaient connues par tous les officiers observateurs qui ont traversé en différentes occasions El Oro, se retrouvaient désormais sans meubles d'aucune sorte.

Dans certains lieux (Machala, Arenillas), l'esprit de destruction de la troupe (que ce soit sur ordre ou par indiscipline) a primé sur tout ce qui est droit et lois de la guerre. Cela prouve, jusqu'à un certain point, des actes d'incivilité [*incivilización*] dignes de reproches sous tout point de vue. [...]

Il a été constaté le manque absolu d'hygiène des localités [...] [Il faut] avant que l'on permette l'entrée des habitants exilés, que s'effectue un grand travail d'assainissement dans les différentes localités (assèchement de points d'eau, nettoyage des ordures, fonctionnement normal de l'eau, etc.) ».¹¹²

Le rapport général des mêmes observateurs indique quant à lui :

« [Les observateurs ont pu] constater que ces troupes emportant avec eux des troupeaux d'animaux, du fourrage et des aliments de la zone évacuée de même que des matériaux de construction à savoir des feuilles de fer galvanisé et des meubles de toutes les localités Sud de la Province de El Oro. [...]

En réoccupant les diverses localités, il a été constaté un manque d'hygiène général dans toutes celles-ci. Les rues étaient jonchées de débris, à l'intérieur des édifices il y avait beaucoup de désordre et même des excréments. Les pièces des diverses maisons étaient sans meubles et les accessoires de lumière électrique avaient disparu. Beaucoup de maisons n'avaient pas leur toiture de fer galvanisé ».¹¹³

Les observateurs peignent ainsi un tableau nuancé mais accusateur. L'état de la région est hétérogène. Santa Rosa a été mieux traitée que les autres villes, peut-être justement en raison de l'incendie originel. Arenillas, comme ancien quartier général des forces équatoriennes, et Machala, comme capitale de province, beaucoup moins. L'accusation est d'autant plus plausible que les observateurs font la part entre les pillages de l'armée équatorienne en débandade et ceux des troupes péruviennes sur le départ, en s'appuyant sur des témoignages visuels directs. On peut s'interroger en revanche sur les remarques hygiénistes des observateurs. Issus du Cône Sud ou d'Amérique du Nord, de pays aux traditions européennes

¹¹² J.B.Bate, Teofilo Arruda, Edmundo H.Civati, « Informe de la comisión cumplida por los observadores militares neutrales con motivo de la evacuación de la provincia de El Oro... », doc. cit.

¹¹³ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano... », doc. cit.

plus marquées, ils n'étaient peut-être pas habitués à ce type de région à la fois andine et caribéenne. Ils tendent néanmoins à montrer que les services de base n'ont pas fonctionné aussi régulièrement que les Péruviens ne le déclaraient.

Ces pillages de sortie, s'ils n'ont peut-être pas été ordonnés par l'état-major péruvien, ne pouvaient cependant leur être inconnus, en raison de l'ampleur et du passage des denrées par Puerto Bolívar. Peut-être qu'une partie était destinée au « remboursement » des frais d'occupation que l'armée souhaitait depuis le début. Sans doute que la hiérarchie a laissé faire, considérant cette violence comme un exutoire nécessaire à des soldats épuisés. Mais les inscriptions, les excréments, les cibles du pillage désignent aussi une violence symbolique évidente. Il s'agit d'humilier, de rappeler le résultat du récent affrontement. Si l'on reprend l'hypothèse d'une entrée naïve des armées péruviennes en croyant libérer le peuple du joug d'un gouvernement étranger, l'on pourrait conclure que ces armées ont fait au cours de ces quelques mois, et malgré des rapprochements ponctuels, l'expérience de l'altérité nationale. Les militaires péruviens auraient alors châtié ceux qu'ils identifiaient désormais comme totalement équatoriens.

Or, ces abus ont laissé une trace profonde sur les Orenses. La mémoire locale se souvient de la vingtaine de pianolas de Machala qui étaient au centre de la vie récréative de la ville.¹¹⁴ Parmi elles, celle d'un notable local. Mal arrimée au camion qui l'emporte, elle se brise au passage d'un pont et les restes sont jetés au fleuve. L'ancien propriétaire, autrefois au cœur de la vie sociale de la région et aux activités commerciales florissantes, en serait mort de « nostalgie », ayant perdu avec l'occupation son statut social en même temps que le pillage de ses biens.¹¹⁵

C. Ceux qui sont partis : les routes de l'exil

Affolés par les rumeurs sur les Péruviens, pressés par les militaires équatoriens qui en profitent pour piller leur maison et plus ou moins encadrés par le Comité d'Évacuation, les civils de la région quittent massivement leur foyer au mois de juillet. Le mouvement avait commencé dès les accrochages au début du mois et se sont intensifiés à la fin avec l'avancée péruvienne. Les familles désorientées laissent leurs objets de valeur sur place et prennent le chemin des collines et des forêts pour se cacher. Après plusieurs jours, certains redescendent vers leur village, rassurés par l'attitude des troupes péruviennes. D'autres s'éloignent, et

¹¹⁴ Une pianola est un piano qui peut jouer des enregistrements. Elles étaient encore très populaires à cette époque.

¹¹⁵ CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio.*, *op. cit.*

commence alors un périple qui les mène vers d'autres régions, hors de portée des troupes d'invasion. Combien furent ces « Réfugiés », terme qui leur a été improprement accolé, mais qui témoigne justement d'une sensibilité émergente au sort des civils ?¹¹⁶ Certaines estimations indiquent 10 000, ou encore 20 000, sur une population supérieure à 60 000, ce qui est tout à fait possible.¹¹⁷ L'attaché militaire du Pérou en Équateur pense qu'ils ne dépassent pas les 8000, et que le gouvernement équatorien les met en évidence pour bénéficier de la solidarité internationale.¹¹⁸

Cette longue marche est en tout cas extrêmement pénible. Le parcours de Catalina Vélez Romero nous paraît à ce titre exemplaire.¹¹⁹ Encore enfant, elle fuit son domicile près de Pasaje en compagnie des femmes de sa famille. Les hommes, son père et son frère, ont été retenus pas la guerre. C'est l'inconfort et surtout le manque de nourriture et d'eau, donnant « l'envie de manger la boue », qui ont le plus marqué Catalina.

« Nous nous levons, il commence déjà à faire nuit et bien fatigués. Des gens mouraient, il n'y avait pas non plus à manger, faim, eau, rien. Alors certains mouraient et des vieux mouraient aussi. Les enfants : à nous, deux enfants nous sont morts sur la route. Il n'y avait rien à leur donner, oui. C'est que le chemin était étroit et là-bas il y avait les bêtes et elles urinaient, et là tombait l'averse et c'est cette eau qu'il fallait boire... [...] Un mois comme ça à marcher et à boire cette eau. Il y avait des maisons où l'on trouvait à manger et d'autres maisons où il n'y avait même pas une banane. Maintenant il y a beaucoup de bananes [rires] ». ¹²⁰

Après ces jours éprouvants, le groupe arrive au port de Tendales, où deux bateaux sont chargés de les évacuer vers Guayaquil. Une fois dans la grande ville, les déplacés sont rassemblés et logés dans des tentes. Le service est assez bien organisé, les associations caritatives de la ville se sont mobilisées. Le pays est en effet en état de choc avec ces « Réfugiés » qui emplissent les pages de journaux, et les exilés sont d'abord bien accueillis dans les régions avoisinantes. Par la suite cependant, le terme de « Réfugié » serait devenu

¹¹⁶ Un réfugié est une personne qui a du involontairement quitter son pays. Les exilés équatoriens sont techniquement des déplacés, qui ont quitté leur foyer pour vivre dans un autre lieu de leur propre pays. Le terme de déplacé est employé à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les camps de *Displaced Persons* gérés par les États-Unis, mais ce n'est que dans les années 1990 que le terme est systématiquement repris et distingué de celui de réfugiés. COHEN Daniel, « Fuir : réfugiés et déplacés », *op. cit.*

¹¹⁷ CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio.*, *op. cit.*

¹¹⁸ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire à la Légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a los meses de setiembre y octubre de 1941 », 15 octobre 1941. *Col. doc.*, vol.7, doc. n°1375.

¹¹⁹ Entretien avec Catalina Vélez Romero. On trouvera d'autres informations sur l'exil dans MENDOZA Virgilio, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, Quito, Publicaciones Ecuatorianas, 1970, chapitre XXII et suivants, ainsi que dans CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio.*, *op. cit.* On trouvera sans doute des témoignages utiles dans ANONYME, *Refugiados, éxodos, y combatientes en la memoria, El Oro 1941*, lieux d'édition et éditeur non identifiés, document conservé par la Bibliothèque du ministère de la Culture (Équateur), et que nous n'avons pas été en mesure de consulter.

¹²⁰ Entretien avec Catalina Vélez Romero. La région a connu un « boom de la banane » dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

péjoratif.¹²¹ Les familles riches de la région, qui ont souvent un deuxième domicile à Guayaquil, en profitent aussi pour « adopter » des enfants tout en leur déclarant que c'est temporaire, jusqu'au retour de leurs parents. Au sein de sa nouvelle famille, des notables de Pasaje qui tiennent boutique à Guayaquil, Catalina fait un peu de ménage et s'occupe des enfants. Sa mère travaille dans l'accueil des déplacés car elle y gagne un salaire. Quand la situation se stabilise, Catalina retourne dans la province, mais toujours en vivant au sein de sa nouvelle « famille ». Son père, après avoir travaillé pour les Péruviens pendant l'occupation, ne possède plus rien. Leur humble maison a été détruite par la guerre. Alors Catalina ne souhaite pas repartir vivre avec lui, et reste finalement quinze années avec sa nouvelle famille, puis avec une autre, sans doute en qualité de parente et de servante. Le parcours de Catalina est très proche d'autres témoignages, parfois plus romancés.¹²² Catalina est donc bien rentrée, mais sa vie a profondément changé avec son exil. D'autres ont pu, après leur arrivée à Guayaquil, être engagés dans les champs de culture du Nord du pays, et ne revenir que deux ans plus tard.¹²³

Nous ne connaissons pas le chiffre des départs définitifs, mais en mai 1942, après la rétrocession de la Province, les observateurs notent qu'il manque encore 25% de la population d'avant-guerre.¹²⁴ Les habitants de la région ont ainsi été durablement marqués par cet exode et leur vie postérieure en a souvent été bouleversée, et pas uniquement au cours des mois d'exil.

D. Ceux qui sont restés : diversité des attitudes envers l'occupant

Pour ceux qui étaient restés pour diverses raisons, ou rentrés pendant l'occupation, il fallut s'adapter à la situation, et l'on retrouve l'éventail d'attitudes des occupés en pareil cas. Les débats historiographiques sur l'attitude des civils en cas d'occupation militaire soulignent qu'il serait réducteur de les classer en deux catégories bien distinctes que seraient la collaboration d'une part, la résistance d'autre part. Si l'on peut reprendre quelques notions propres à la

¹²¹ D'après ce qu'en disent généralement les Orenses. La deuxième partie des travaux de Murillo et Castellano apportera sans doute un éclairage plus approfondi sur l'accueil des Réfugiés dans la société équatorienne.

¹²² Voir par exemple ce témoignage paru dans la presse d'époque: « Ante las furentes acometidas implacables, tuvimos que huir, despedazado el corazón y horosa la pupila. Largas jornadas hubimos de realizar para llegar hasta aquí, peregrinos insomnes, exodistas hambrientos, emigrados sitibundos [...] Temiendo, a cada paso, el estallido de las bombas que lanzaban, "heroicos", los aviones de bombardeo [...] Y la ruta por nosotros recorrida en una huída que parecía interminable, cubierta quedó de cadáveres. allí cayeron, entonces, nuestros abuelos y hermanos, víctimas del cansancio, de la pena o de las enfermedades... ». Justino Cornejo, « Cuando vuestros hijos crezcan... », paru originellement dans *El día*, 25 août 1941, reproduit dans *Invasión peruana en el Oro*, op. cit.

¹²³ Entretien avec Tranquilino Salinas Parrales.

¹²⁴ Theophilo de Arruda, Daniel Urrea Fuentes, D.Dalmiro Videla Balaguer et Andrew M. Wright, « Informe del Grupo de Observadores Militares Neutrales », (visite à l'Archipel de Jambeli du 29 avril au 4 mai 1942). AHMRE, T.5.3.1.7.

situation de la Seconde Guerre mondiale, comme le « penser double » ou le « non consentement » développés par Pierre Laborie pour les Français sous l'occupation nazie,¹²⁵ il nous semble que la situation de El Oro ne permet pas d'appliquer les critères de la résistance présentés par Harry Roderick Kedward et que Mélanie Toulhoat a pu transposer aux caricaturistes du Brésil des années 1970.¹²⁶ Au contraire d'une vision postérieurement simplifiée par un véritable « mythe de la résistance équatorienne » à l'échelle nationale,¹²⁷ il faut souligner en ce cas la diversité des attitudes civiles équatoriennes et l'impossibilité, devant un dossier documentaire parfois très mince, de connaître le détail des actions et des pensées des habitants. Dès lors, nous basons ces développements non sur une vision duale, mais plutôt sur une grammaire de « l'esquive » et de la « compromission », des « actions clandestines » et des « sympathies » entre occupants et occupés, dans la continuité des développements de Philippe Salson pour l'Aisne occupée.¹²⁸

La question du rapport aux nouvelles autorités est ici centrale et l'attitude adoptée dépend de plusieurs paramètres. Le premier critère réside dans la nécessité des forces péruviennes de faire fonctionner les services et faire repartir l'économie régionale. La première tâche est liée à la guerre : il faut enterrer les cadavres. Une « escouade de civils engagés » s'en charge, sous la direction du Service de la Prévôté (police militaire intégrée directement à l'armée). Le travail est rendu difficile par les tirs d'Équatoriens embusqués dans les bosquets.¹²⁹ Le père de Catalina est par exemple recruté pour ce travail, sans que l'on sache ce qu'il recevait en échange.

Il faut ensuite remettre en route les infrastructures de base. Les ouvriers de l'usine d'électricité et d'eau de Pasaje, impayés depuis juin, sont rémunérés par le ministère péruvien du Développement pour que ces usines continuent à fournir leurs services.¹³⁰ Il y a aussi un échange commercial, comme vu plus haut, avec des soldats qui payent directement leurs

¹²⁵ LABORIE Pierre, *Penser l'événement: 1940-1945*, Paris, Folio, 2019.

¹²⁶ TOULHOAT Mélanie, *Rire de la dictature, rire sous la dictature. L'humour graphique dans la presse indépendante : une arme de résistance sous le régime militaire brésilien (1964 – 1982)*, Thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/ Université de Sao Paulo, Paris, 2019, p. 153-161. Les critères définis par Harry Kedward sont la conscience de résistance, les valeurs communes, la transmission, et l'inversion. KEDWARD Harry Roderick, « La résistance, l'histoire et l'anthropologie : quelques domaines de la théorie » dans GUILLO Jean-Marie et LABORIE Pierre, *Mémoire et Histoire : La résistance*, Privat, Toulouse, 2000.

¹²⁷ IBARRA CRESPO Hernán, *La guerra de 1941 entre Ecuador y Perú: una reinterpretación*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (coll. « Diálogos »), 1999, p. 14.

¹²⁸ SALSON, 1914-1918: *les années grises*, *op.cit.*. L'auteur explique particulièrement sa position résolue contre l'explication téléologique par la « culture de guerre » dans l'introduction et la conclusion, p. 22-52 et 905-919.

¹²⁹ Groupement du Nord, « Informe sobre la organización de los servicios del agrupamiento del Norte durante la campaña contra el Ecuador, enero de 1941 a febrero de 1942 », sans date, *Col. doc.*, vol. 5, doc. n°1096.

¹³⁰ Ministre de la Guerre au ministre du Développement, 23 août 1941. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166. CEHMP, « Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941 », MG-1941, 166.

denrées en Sucres équatoriens ou en Soles péruviens.¹³¹ Bien sûr, cette aide est parfois forcée, comme dans le cas des réquisitions de véhicules, dont les propriétaires auraient par la suite été indemnisés mais qui ne souhaitent pas prêter leur matériel aux troupes péruviennes. Le travail que les archives péruviennes présentent comme rétribué a peut-être aussi dans certains cas été forcé, comme le clame la presse de l'époque, sans autre preuve : « on les oblige à travailler comme des bêtes, sans aliments et sans aucune rétribution [...] on leur a imposé des contributions asphyxiantes qu'ils devaient payer en monnaie péruvienne ou avec le peu de fruits qui avait été sauvé de la rapine ». ¹³²

Comme dans toute occupation également, les femmes y tiennent une place particulière, car elles sont d'autant plus surveillées par leurs compatriotes.¹³³ Il y eut bien sûr des « amours » péruano-équatoriennes, pour reprendre la formule de Philippe Salson, ce qui peut désigner un éventail de relations entre soldats péruviens et femmes équatoriennes, allant de la relation consentie, éventuellement tarifée, au rapt et au viol, sans que la ligne de démarcation entre toutes ces pratiques soit très claire.¹³⁴ Catalina évoque le sort de ses tantes : « et les jolies femmes ils les emportaient aussi. Les femmes. Parce que j'avais deux tantes encore célibataires, ils les ont emportées et elles sont encore vivantes parce que j'ai entendu parler des capitaines qui les avaient emportées ». La communication avec ces femmes qui vivent ensuite à Tumbes au Pérou se fait sporadiquement par lettres. Elles invitent dans les années qui suivent plusieurs fois Catalina et des membres de sa famille à venir leur rendre visite en territoire péruvien, mais la haine des Péruviens est trop forte chez les anciennes déplacées. Ce n'est qu'à la mort de la mère de Catalina que ses tantes reviennent en Équateur pour l'enterrement, très brièvement, avant de repartir au Pérou où elles ont désormais leur famille et leurs racines. Ce cas documente donc un rapt, pratique qui se retrouve dans d'autres théâtres,¹³⁵ quoiqu'il ne permette pas d'élucider complètement les motivations des tantes. Ont-elles été « emportées » complètement contre leur volonté ? La mémoire locale qui insiste sur les souffrances de la population civile ne saurait concevoir une autre possibilité.

Pourtant, des contacts qui n'ont pas été systématiquement marqués par l'hostilité ont existé. Les officiers sont souvent décrits, même par les Sœurs charitables, comme des « *caballeros* »,

¹³¹ Entretien avec Miguel Cerreceda Monge, élève-sergent de l'école militaire de Chorillos.

¹³² « El Oro, un cementerio de ruinas y desolación », *Invasión peruana en el Oro*, *op.cit.*, p. 21.

¹³³ C'est aussi le cas dans l'Aisne occupée où les relations libres ou tarifées des femmes avec les soldats allemands sont particulièrement dénoncées comme une trahison ou une nécessité. SALSON, *L' Aisne occupée*, *op. cit.*, p. 262-272. Sur la place des femmes et des questions de genre dans la guerre en général, voir CAPDEVILA Luc, « Identités de genre et événement guerrier. Des expériences féminines du combat », *Sextant*, « Femmes en guerre ». Éditions de l'université de Bruxelles, 2011, n° 28, p. 11-26.

¹³⁴ SALSON, *L' Aisne occupée*, *op. cit.*

¹³⁵ Par exemple les Boliviens dans le Chaco.

pieux et respectueux. Il ne fait pas de doute que l'arrivée de ces officiers victorieux et l'installation pendant plusieurs mois dans les centres urbains a pu conduire à une certaine sympathie, sinon à une intimité forcée, qui mène dans ces cas à souligner les divergences entre les caractéristiques personnelles de l'individu et l'image négative de l'ennemi forcément homogénéisante. La nature de ces relations peut cependant être ambiguë ou « ambivalente » (Philippe Salson) : séduction ou forçage des filles obligées ensuite de suivre les officiers ? Un ancien combattant se défend : « Nous n'avons pas abusé des femmes ». ¹³⁶ L'issue en était cependant la même : il fallait repartir avec eux. ¹³⁷

Le Commandement péruvien avait conscience de cette potentielle intimité amoureuse ou amicale. Ureta, la considérant problématique, commente à ce sujet :

« En prévision de ce que nos troupes développent des relations d'amitié avec la population civile - ce qui pourrait nous nuire en raison de possibles indiscretions des soldats - des mesures ont été prises pour éviter de telles indiscretions ». ¹³⁸

Travailler avec les occupants, commercer avec eux, en denrées ou en sentiments, voilà qui a été après-guerre sévèrement jugé et considéré comme une collaboration honteuse. Un historien local en 1970 évoquait « les traîtres à notre Patrie qui se sont jetés au sol dans leur triste condition de misérables serfs et adorateurs des envahisseurs ». ¹³⁹ Certaines Sœurs des hôpitaux auraient d'ailleurs préféré, après la guerre, s'installer à Lima plutôt que de rester en Équateur, peut-être en raison des possibles réactions des civils sur le retour. ¹⁴⁰

Le jugement sur les Orenses juste après la guerre a en effet été sévère. La Commission d'investigation de l'armée considère ainsi que la 6ème cause de la catastrophe de 1941 était constitué par le « déclin de l'esprit civique des populations de la Province de El Oro ». ¹⁴¹ Il se base pour cela sur de nombreux rapports d'officiers qui soulignent les liens familiaux entre les Orenses et les Péruviens du Nord, l'existence d'une hypothétique « cinquième colonne » péruvienne dans la région qui aurait sapé l'élan patriotique, le faible enthousiasme des locaux pour s'engager dans les troupes. Il y aurait eu des actes de trahison. À Macara, dans les vallées, un citoyen équatorien aurait envoyé le signal aux troupes péruviennes pour attaquer. ¹⁴²

¹³⁶ Entretien avec Manuel Carraza Cervantes.

¹³⁷ Ce qui rapproche le cas des Équatoriennes de celui des « *soldaderas* » mexicaines qui doivent suivre la troupe après avoir été violées pour ne pas rester seules. SALAS Elizabeth, *Soldaderas in the Mexican military: myth and history*, Austin, University of Texas Press, 1990.

¹³⁸ Groupement du Nord, état-major, 2ème section, « Problemas creados por la ocupación de la Provincia de El Oro », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1038. Nous ne savons pas de quelles mesures il s'agit.

¹³⁹ MENDOZA, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, *op.cit.*, p. 125.

¹⁴⁰ ZANABRIA ZAMUDIO, *La campaña de 1941*, *op. cit.* Ou peut-être en raison d'un soutien plus affiché de l'État péruvien au Catholicisme, contrairement au Gouvernement libéral anticlérical de l'Équateur. La mention du caractère très « pieux » des officiers péruviens par les Sœurs va en ce sens.

¹⁴¹ TOBAR DONOSO, *La invasión peruana...*, *op.cit.*, p. 248.

¹⁴² « Durante los días del 28 al 31, los mismos pobladores de Macará fueron causantes del saqueo, incendio i

L'accusation est non seulement d'indifférence et de démoralisation avant le combat, ou de trahison au combat, mais encore d'avoir accueilli activement l'avancée péruvienne. Un sous-lieutenant équatorien s'épanche sur cette question :

« Quand nous sommes revenus d'Ushcurrumi à Pasaje, beaucoup des habitants nous ont fait des reproches en nous disant mais pourquoi vous êtes revenus, que les Péruviens leur donnaient de meilleures garanties, et que puisque notre Gouvernement n'avait jamais rien fait pour eux, pourvu que les Péruviens le fassent. Et comme preuve éloquentes je dois dire que les propres Équatoriens leur servirent de guides pour l'invasion et qu'ensuite ils les ont menés à l'endroit où nous étions installés ». ¹⁴³

Un autre lieutenant explique :

« Ainsi environ 30% de la population de El Oro avait des parents ou des intérêts à Tumbes, Piura, Talara etc., et des 70% restants, 60 étaient défaitistes, car ils avaient vu à Tumbes et dans d'autres villes frontalières du Pérou, la grande quantité de troupes, de matériel, de casernes, de fortifications et de commodités dont jouissait l'armée péruvienne. Par conséquent, par le simple fait d'avoir permis l'accès des Équatoriens aux fêtes de Tumbes, le Pérou avait créé une masse d'Orenses convaincus de leur puissance guerrière et ils ne se gênaient pas pour affirmer que les Équatoriens n'avaient absolument rien, et même qu'en appartenant au Pérou, ils se transformeraient en région prospère, tout comme le désert de Tumbes se convertissait en immenses champs de cultures ». ¹⁴⁴

Si le lieutenant reconnaissait cependant que Santa Rosa avait ensuite connu une mobilisation patriotique honorable, les deux rapports se font l'écho du doute sur le sentiment national des habitants frontaliers. Il était alors tentant de voir dans la Province un simple « Appendice du nationalisme péruvien » ¹⁴⁵ et d'expliquer la collaboration des Orenses avec les troupes d'invasion par une proximité identitaire préexistante et cultivée par les Péruviens. Si l'on ne peut écarter ces éléments, il semble cependant évident que les civils présents dans la région n'avaient pour beaucoup pas d'autres choix, ne serait-ce qu'en raison du manque de nourriture, les Péruviens étant les seuls à véritablement pouvoir fournir. D'un autre côté, les Péruviens avaient besoin d'un fonctionnement normal de la région pour pouvoir soutenir leurs troupes et conserver une bonne image internationale. La coopération gagnait aux deux parties, même si elle pouvait dans le cas des civils équatoriens masquer une véritable « duplicité ». ¹⁴⁶

Malgré ce dernier point, des actions clandestines ont bien été perpétrées, même si nous en connaissons peu les détails. Ureta en conçoit même du dépit, lui qui note que malgré le

más atropellos que se cometieron en esa población-; i luego, serenados ya los ánimos, se llegó a tener concreto conocimiento que el señor Froilán Valdivieso (ecuatoriano), fue quien hizo la señal con un pañuelo para que inmediatamente rompieran el fuego la artillería, sobre la población i caserío de Macará ». « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H.Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón "Macara" en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamil, 11 février 1942. ESMIL, Legajo f.

¹⁴³ « Informe del Subteniente Humberto Morejón ». TOBAR DONOSO, *La invasión peruana*, op. cit. p. 250.

¹⁴⁴ Propos du lieutenant Galo Andrade Salas. TOBAR DONOSO, *La invasión peruana*, op. cit. p. 251.

¹⁴⁵ « Inf. del señor Comandante Luis Endara ». TOBAR DONOSO, *La invasión peruana*, op. cit. , p. 252.

¹⁴⁶ C'est-à-dire une hypocrisie. SALSON, *1914-1918 : les années grises*, op. cit., p. 905-919.

traitement réservé à la population civile constitué « d'*hidalguía*¹⁴⁷ et générosité », il y eut des actes de sabotage, en particulier des incendies et la mise hors service de la voie ferrée entre Santa Rosa et Pasaje.¹⁴⁸ Les observateurs militaires notent également que les incidents au sein de la zone occupée reportés par la presse équatorienne « sont déclenchés en général par les propres Équatoriens qui font résistance aux dispositions et ordres de l'armée péruvienne d'occupation ou qui cherchent à attribuer pour leur compte des dommages moraux et matériels, qui logiquement arrivent toujours dans un pays conquis et occupé ». ¹⁴⁹ On ne sait exactement qui a commis ces actions clandestines et avec quel objectif : des soldats cachés parmi la population ? Des groupes structurés aux objectifs idéologiques définis ? Des individus isolés aux motivations peut-être plus prosaïques ? Nous n'en savons rien, ce qui interdit de qualifier définitivement ces phénomènes.

Il est cependant clair que tous les civils sur place n'ont pas adopté les mêmes attitudes, et que la diversité des interactions entre civils occupés et troupe occupante a été recouverte par un voile plus manichéen après-guerre.

E. Des civils contrôlés : surveillance et internements des « suspects »

La perpétration des actions clandestines et surtout le soupçon, ont contribué à la mise sous contrôle des populations civiles. Il faut d'abord souligner une certaine paranoïa de la part des autorités péruviennes qui voient des soldats déguisés en civils et des espions partout, même chez leurs appuis locaux, note encore l'historien local.¹⁵⁰ C'est particulièrement vrai après les affrontements de Porotillo et Panupali, considérés par les autorités péruviennes comme des embuscades montées grâce à des renseignements de civils. Un lieutenant de cavalerie rend ainsi compte de ses patrouilles en zone occupée à la fin du mois de septembre :

« Profitant de la région forestière et des chemins connus par l'ennemi, des individus isolés essayaient de pratiquer des reconnaissances depuis la rive droite du Jubones de mon secteur, mais ils ont toujours été repoussés par le feu de ma [position ?] ; une des patrouilles a mis [en chasse ?] un civil équatorien qui n'obéissait pas à l'ordre de se rendre, mais qui au contraire prit la fuite. Une autre patrouille aux ordres du 2ème Sergent Carnica trouva une maison abandonnée par un individu qui, à en juger par les affaires laissées, un fusil tchécoslovaque neuf, une musette avec 340 cartouches N1933, une capote, une cantine et

¹⁴⁷ Nous conservons le terme original dont la traduction par « noblesse » ne nous paraît pas recouvrir suffisamment la signification très hispanisante du terme, associé aux sentiments de chevalerie mais aussi à l'imaginaire quichotesque.

¹⁴⁸ URETA, *op.cit.*, p. 384.

¹⁴⁹ « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano... », doc. cit.

¹⁵⁰ MENDOZA, *Monografía descriptiva del Cantón Machala, op.cit.*, p. 125.

une musette, était un soldat vêtu en civil. Cet individu a été poursuivi par la patrouille, mais profitant de la forêt il a réussi à fuir ».¹⁵¹

La frontière avec la zone démilitarisée mise ensuite en place n'est pas hermétique, et les observateurs militaires ne pouvaient la contrôler rigoureusement. Les accusations péruviennes pouvaient donc être fondées. Dénonciations imaginaires ou réelles, des mesures furent alors prises en vue de contrôler cette population. Dans la zone à la charge de la VII^e D.L. autour d'Arenillas, « avec l'objectif de réaliser le contrôle de la population civile, a été effectué un registre détaillé et de même à Arenillas, on leur a fixé un quartier où ils devaient passer la nuit, pour éviter dans la mesure du possible que quelques individus échappent en emportant des informations ».¹⁵² Sur ce regroupement à Arenillas, la presse équatorienne commente : « À Arenillas environ 80 habitants ont été concentrés dans un seul quartier et sujets à une chaîne de martyres et de privations ».¹⁵³ Voilà pour les mesures générales, qui ressemblent à l'établissement de listes d'étrangers avant-guerre, et au couvre-feu traditionnel en cas d'occupation. Mais les individus suspects firent l'objet d'un traitement supplémentaire. Le Service d'Investigation de Tumbes, la police civile péruvienne, mène en effet l'enquête en zone occupée, pour arrêter ces éléments douteux, bien que l'armée considère que leur travail a été bâclé en raison de la permanence des sabotages.¹⁵⁴ De qui doutait-on ? Le cas d'un citoyen espagnol le montre. Dans les environs d'El Guabo, après l'attaque de Porotillo, Evelio Pla Verdeguer est accusé, après que l'on a trouvé des balles à son domicile et observé des va-et-vient de nuit, « certainement pour porter des informations au Commandement équatorien sur l'articulation de nos troupes ». Il est donc « invité » à se déplacer, avec sa famille, près du río Jubones, sur les terres de l'hacienda La Iberia. L'Espagnol se plaint auprès des Péruviens de « l'affluence de familles qui ont envahi témérairement [sa] maison, sans se préoccuper le moins du monde des conséquences auxquelles [l']exposaient cette invasion forcée » et déclare aux Péruviens, sincèrement ou non, qu'il est ravi d'avoir été déplacé loin de la zone de contact entre les deux armées, pour protéger sa famille.¹⁵⁵

Son parcours met en lumière ce lieu encore chargé de mémoire pour les Orenses. Hacienda la plus florissante de la région, la Iberia est considérée comme le lieu d'un véritable « camp de

¹⁵¹ Lieutenant Daniel Acha Monzón au chef du R.C. n°5, 30 septembre 1941, Pasaje. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°969.

¹⁵² Groupement du Nord, état-major, 2^eme section, « Problemas creados por la ocupación de la Provincia de El Oro », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1036.

¹⁵³ *Invasión peruana en el Oro*, *op. cit.*, p. 20.

¹⁵⁴ Groupement du Nord, état-major, 2^eme section, « Problemas creados por la ocupación de la Provincia de El Oro », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1036.

¹⁵⁵ De la Fuente, ministre de la Guerre, au ministre des Relations Extérieures, 25 octobre 1941. ACMRE, Ministerio de Guerra 1941, 2-1, n°1-97.

concentration » par des auteurs équatoriens.¹⁵⁶ S'il ne fait pas de doute, comme le montre l'exemple précédent, que le lieu a été un point de déplacement et de vigilance de civils jugés suspects, en revanche, l'aspect tortionnaire associé au terme de camp de concentration est faiblement documenté. Les Péruviens n'emploient pas le mot pour ce lieu, - contrairement à un autre - et très peu de mauvais traitements y sont recensés. En réalité, les seuls sont la double exécution par fusillade de deux civils. Après s'être échappés en compagnie de religieux, ils sont dénoncés par un habitant local « péruvien », ramenés à La Iberia où ils sont fusillés. Encore que seuls des témoignages locaux l'attestent, et non les archives civiles.¹⁵⁷ On est bien loin des 150 fusillés obligés à « creuser leurs propres sépultures avant d'être assassinés dans le dos sous les yeux de leurs propres familles », comme le proclame dramatiquement la presse de l'époque.¹⁵⁸

Peut-être que La Iberia avait servi de camp de transition pour le véritable camp de concentration, en territoire péruvien. En effet, l'existence de celui-ci est attestée. Les propres autorités péruviennes parlent de « camp de concentration » et de « concentrés » pour les détenus. Le camp se situait à Catacaos, dans les environs de Piura, très éloigné donc de la ligne de front. Les prisonniers y sont mélangés avec les prisonniers de guerre et les Équatoriens arrêtés au Pérou. Le Regroupement du Nord précise :

« Les Unités procédèrent à capturer tous les Équatoriens dont les activités et les antécédents les signalaient comme des éléments suspects. Ces personnes, tout comme les Équatoriens résidant à Tumbes en situation douteuse, furent concentrées dans des lieux inapparents à Tumbes- parce qu'il n'en existait pas d'autres. Créant ainsi un véritable problème pour les loger et les alimenter. Une grande partie a été transférée à un Camp de Concentration improvisé à Catacaos, sous les ordres du Service de la Prévôté ».¹⁵⁹

Ce service de la Prévôté avait en effet été pensé avant la guerre mais il avait fallu l'improviser avec la précipitation des événements. Il était en charge non seulement de la surveillance des prisonniers de guerre et des civils capturés, mais encore des travaux effectués par ces prisonniers et de la censure de leurs lettres, de la lutte contre la contrebande de bétail endémique pendant l'occupation, et de l'ordre des lieux de plaisir des soldats, tels que « débits de boisson, bars et maisons de prostitution ».¹⁶⁰ Ce sont donc des fonctions de police politique et de mœurs qu'exerçait cette administration militaire. Ce Service, qui comprenait un peu

¹⁵⁶ MENDOZA, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, op. cit. ; CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio*, op.cit.

¹⁵⁷ Le nombre important de témoins cités dans l'anecdote laisse penser cependant à l'authenticité du fait. MENDOZA, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, op. cit., p. 125-126.

¹⁵⁸ *Invasión peruana en el Oro*, op. cit., p. 21.

¹⁵⁹ Groupement du Nord, « Consideraciones al punto de vista informaciones », « Prisioneros civiles », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1031.

¹⁶⁰ Groupement du Nord, « Informe sobre la organización de los servicios del agrupamiento del Norte durante la campaña contra el Ecuador, enero de 1941 a febrero de 1942 », sans date. *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1096.

moins d'une centaine de membres de l'armée au plus fort de son activité, a été une grande satisfaction de l'état-major d'Ureta qui précise que malgré son jeune âge par rapport à d'autres, « il a été celui qui s'est le mieux comporté pendant la campagne »,¹⁶¹ signe aussi de l'importance des objectifs qui leur étaient assignés.

Le terme de « camp de concentration » est bien employé par les autorités péruviennes, mais un rapide retour sur la notion est nécessaire pour déconstruire l'enjeu d'un terme si chargé de sens. Le terme et la technique avaient été inventés à Cuba à la fin du siècle précédent.¹⁶² Les autorités espagnoles avaient ainsi mis en place la « *reconcentración* » de centaines de milliers de ruraux accusés d'appuyer les insurgés dans des lieux contrôlés par l'Espagne. Le travail forcé et la relocalisation de civils existaient auparavant, mais la combinaison de fil de fer barbelé et d'armes automatiques permettait pour la première fois à un petit groupe d'hommes de tenir en respect des masses. Utilisés ensuite aux Philippines par les États-Unis, contre les Boers et Africains par les Britanniques, l'usage du camp de concentration se multiplia pendant la Première Guerre mondiale, pour éviter que les nationaux étrangers présents sur le sol d'un État n'espionnent ou n'aillent s'engager avec l'ennemi. 800 000 civils auraient ainsi été retenus au cours du grand conflit, ce qui développa une certaine normalisation morbide de la pratique. En effet les nouveaux camps, très loin de la ligne de front, avaient mené au développement d'une administration spécialisée, à la surveillance de la croix rouge, et à la possibilité d'envoyer des colis ou des lettres aux concentrés. Cela permit la normalisation du camp auprès du public en atténuant la vision d'horreur qui prévalait auparavant, normalisation d'autant plus délétère par la suite que, suivant l'exemple des Ottomans sur les Arméniens, les Nazis et les Soviétiques utilisèrent ensuite ces méthodes non plus sur des étrangers, mais sur leurs propres citoyens, et les morts n'étaient plus le résultat d'une négligence mais d'une politique délibérée.

Dans le cas péruvien, il s'agit d'un camp sur le schéma de la Première Guerre mondiale, dirigé contre des étrangers, et où la volonté d'extermination n'est pas manifeste. Il y a en revanche bien déplacement forcé et privation de liberté, ainsi qu'une administration dédiée. L'expulsion précoce de ces éléments vers l'Équateur montre en outre que les Péruviens ne craignaient pas le retour de ces récents libérés, à moins que l'expulsion n'ait été pensée que

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² Les développements suivants sont une synthèse de PITSER Andrea, « Concentration Camps Existed Long Before Auschwitz », *Smithonian.com*, 2 novembre 2017, consulté le 28 juin 2019. <https://www.smithsonianmag.com/history/concentration-camps-existed-long-before-Auschwitz-180967049/>. Pour une approche sur le continent américain mais dans un contexte ultérieur, voir les débats sur les « camps de concentration et d'extermination » de la dictature argentine des années 1970. SCATIZZA Pablo, « La detención clandestina más allá de los « campos de concentración ». Aportes analíticos a una clave explicativa canónica de la Argentina dictatorial », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 20 août 2019, <http://journals.openedition.org/nuevomundo/75993>.

comme une mesure d'économies, ce que plusieurs remarques laissent à penser. Reste la question des conditions de détention au sein du camp. Les Péruviens eux-mêmes, anticipant les rapprochements de la propagande équatorienne, se défendent de mauvais traitements. À Catacaos, les prisonniers sont « logés dans plusieurs maisons individuelles adaptées à la situation et pourvues de toutes les commodités et d'hygiène, où ils sont surveillés par le personnel de la Prévôté [...]. Il a été fourni auxdits concentrés alimentation saine et abondante, services médicaux pour les malades et d'autres facilités qui leur étaient nécessaires, jusqu'au jour de leur rapatriement en Équateur ».¹⁶³ On sait par ailleurs que les prisonniers de guerre, qui sont du ressort de la Croix Rouge, ont été visités par le Comité péruvien qui a remis, aux officiers et soldats présents dans les « centres de Concentration » de Piura et à Iquitos, de l'argent et du matériel envoyé par le Comité équatorien depuis Guayaquil jusqu'à Lima¹⁶⁴. Il ne semble pas que la Croix Rouge ait pris en charge les civils (sauf les six civils à Iquitos), car les gouvernements péruvien et équatorien avaient à la fin du mois de juillet refusé l'intromission du Comité International de la Croix Rouge (CICR) basé à Genève¹⁶⁵. La présence sporadique de civils reliés aux instances de Genève a néanmoins pu jouer dans la protection de tous les internés. Du reste, il semble que certains détenus pouvaient jouir d'un régime de semi-liberté, puisque l'épouse d'un prisonnier « sollicite jouir de la même liberté que les autres concentrés, de sortir quotidiennement contre sa parole de se présenter aux autorités »¹⁶⁶. Il n'y aurait eu par ailleurs qu'un seul mort parmi ces prisonniers, un soldat qui avait été blessé au cours des combats. En dehors, il n'y aurait eu aucune plainte ni tentative d'évasion de ces camps.¹⁶⁷ Qui plus est, avant ou à la place d'accéder au camp de Piura, un nombre important (226) de ces civils ont été employés pour des travaux d'irrigation dans la région de Tumbes, les Péruviens insistant pour souligner qu'ils ont été payés, « percevant le même salaire journalier que l'élément ouvrier national ».¹⁶⁸

La privation de liberté a concerné plusieurs centaines de personnes, puisque le camp de Catacaos a accueilli au moins 600 individus,¹⁶⁹ entre Équatoriens du Pérou, soldats prisonniers,

¹⁶³ Groupement du Nord, « Informe sobre la organización de los servicios del agrupamiento del Norte durante la campaña contra el Ecuador, enero de 1941 a febrero de 1942 », sans date, *Col. doc.*, vol. 4, doc. n°1096.

¹⁶⁴ « Atenciones prestadas a los prisioneros ecuatorianos », *Revista de la Cruz Roja peruana*, Tercera época, n°19, septembre-décembre 1941, p. 54-55.

¹⁶⁵ BIGNON François, *La Guerre du Protocole*, op. cit., p. 167-168.

¹⁶⁶ Général de la Fuente, ministre de la Guerre, au général Eloy Ureta, commandant du Groupement du Nord, 29 octobre 1941, n°298. *Col. doc.*, vol.7, télégramme 350. Il n'est certes pas évident dans l'exemple si elle sollicite cette mesure pour son mari ou pour elle-même.

¹⁶⁷ Groupement du Nord, « Informe sobre la organización de los servicios del agrupamiento del Norte... », doc.cit.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Environ 600 ont été expulsés, sans compter ceux qui sont restés sur place, comme l'indique certains

et civils évacués de la zone occupée. Parmi eux, il semble que la majorité aient été des hommes, plus suspects d'activités douteuses, mais l'on note que lors d'une évacuation on trouve aussi dans le groupe « deux curés et trois femmes ». ¹⁷⁰ Parce que leur maintien coûte cher, les prisonniers sont expédiés par groupe vers Guayaquil en bateaux jusqu'à décembre 1941, soit peu de mois après les combats.

Bien sûr, la vision idyllique d'un camp que l'on pourrait qualifier « d'humanitaire » est une idée unilatérale péruvienne, et les mauvais traitements, perpétrés potentiellement par des soldats du rang, sont rarement documentés en ces cas-là. Il faudrait, pour confirmer ces dires, le témoignage de « concentrés » que nous n'avons pas localisés, mais l'on peut au moins affirmer qu'il n'y a pas eu de consigne de maltraiter systématiquement une population particulière de la part de l'état-major.

Conclusion

Une fois la Province évacuée, le processus de reconstruction commence. D'initiative locale d'abord, soutenue ensuite par le gouvernement équatorien, il est techniquement et financièrement soutenu par les États-Unis qui y trouvent jusqu'à 1944 un terrain d'application de la propagande panaméricaine de solidarité continentale, mais dont les résultats demeurent mitigés (chapitre 2, II, C). ¹⁷¹ Le retour de Velasco Ibarra engage un nouvel élan de reconstruction de la part d'un gouvernement qui estime que le précédent n'a rien fait, mais les relations compliquées de Quito avec Washington ralentissent le processus. ¹⁷² C'est pourtant à partir de cette reconstruction que la région connut son « boom de la banane », denrée qui en est venue jusque récemment à enrichir et présider au destin de la région et de ses habitants. On y élit depuis, chaque année, la « Reine mondiale de la Banane », choisie parmi les délégations de pays producteurs et consommateurs du précieux fruit.

La région s'est donc relevée, mais l'occupation a laissé de profondes traces. Par la nécessité logistique et par sa prétention à se charger de tout, l'armée péruvienne rattacha véritablement la petite région au Pérou, sous de multiples formes. C'est bien une annexion matérielle et temporaire, une nationalisation éphémère. Cependant, l'armée péruvienne n'a semble-t-il que

rapports, auxquels il faut peut-être ajouter la centaine de soldats prisonniers de guerre.

¹⁷⁰ Groupement du Nord, « Consideraciones al punto de vista informaciones », doc.cit. Nous ne savons pas en revanche si des enfants aussi ont pu être présents.

¹⁷¹ RANKIN Monica, « The United States in El Oro: The OCIAA and the Diplomacy of Emergency Rehabilitation during WWII », *The Latin Americanist*, juin 2019, vol. 63, n° 2, p. 163-188.

¹⁷² CASTELLANO GIL et MURILLO C., *Las Actas del exilio*, op.cit.

faiblement envisagé le rattachement définitif de la région au reste du Pérou. Ses officiers percevaient plutôt cette région comme une monnaie d'échange pour un accord définitif, et l'outil d'une « bonne leçon » donnée aux Équatoriens, ce dont les violences matérielles et symboliques ont pu être les signes tangibles. Le Gouvernement de Lima caressa peut-être plus l'espoir d'une annexion définitive, mais ses motivations nous restent floues et ses actions limitées par la toute-puissance d'Ureta. Certes, les autorités péruviennes militaires ou civiles, ont parfois recouru au sentiment de solidarité des Équatoriens du Sud avec les Péruviens du Nord, basé sur le souvenir d'une culture commune ou sur des liens familiaux transfrontaliers. Il est par ailleurs difficile d'imaginer que les Péruviens n'aient pas eu à l'esprit l'occupation de Lima par les troupes chiliennes ou la très récente chilénisation d'Arica, lorsque le voisin chilien mit en place une politique délibérée de nationalisation en vue d'un éventuel référendum. Les Péruviens auraient pu prétendre pratiquer une symétrique pérouanisation de El Oro. Mais les indices sont trop minces. L'armée péruvienne a en effet plutôt été méfiante envers tous ces potentiels « suspects », tout comme elle se méfiait des Équatoriens installés dans le Nord du Pérou. En outre, les supposés liens des Orenses avec les Péruviens sont beaucoup plus développés et fantasmés par les propres Équatoriens qui voient dans ces « trahisons » et ce « manque de patriotisme » une cause de la défaite. Il s'agit ainsi d'une énième manifestation de la méfiance des deux États nationaux envers les populations frontalières aux identités nationales mal définies ou multiples, dans la continuité des pratiques et des préoccupations des armées dans les années 1930 (chapitre 3).

Ni traîtres, ni victimes passives, les Orenses ont quant à eux forgé une part leur identité régionale et nationale sur les décombres de leurs maisons. La mémoire de l'occupation et des inévitables horreurs de la guerre, associée aux campagnes de démarcation de la frontière, ont contribué à séparer les sud-équatoriens des nord-péruviens, autant dans les liens matériels que dans les esprits. Les rumeurs d'une nouvelle invasion péruvienne et les réactions épidermiques des Orenses aux conflits de 1981 et 1995, pourtant localisés loin de la région, en sont les traces.¹⁷³ L'annexion de 1941-1942 a été involontaire et temporaire mais elle a *in fine* contribué au processus de différenciation nationale.

¹⁷³ D'après des conversations avec plusieurs Orenses, et notamment Diego Murillo.

Figure 67 : Iconographie du souvenir de l'occupation



Détail d'un feuillet de 1956, signé « Los Comandos », centré sur l'appartenance historique de l'Amazonie à l'Équateur, mais rappelant graphiquement au passage le traumatisme de la région côtière. BEAEP.

Quatrième partie :

Imaginer les frontières

Chapitre 10 :

Contrôler l'opinion, co-inventer la frontière au temps des masses

Ce chapitre analyse la construction en miroir des « imaginaires nationaux » du Pérou et de l'Équateur autour de la question frontalière.¹ Nous considérons que la nécessité de contrôler une « opinion publique » émergente dans le cadre du conflit a mené les gouvernements à mettre en place des programmes ambitieux de propagande qui ont accompagné l'intériorisation de nouveaux éléments de l'identité nationale. Nous nous intéressons donc à l'imaginaire et aux techniques de sa formation, tandis que le chapitre suivant, complémentaire de celui-ci, s'intéressera plus précisément aux réactions des partis politiques à la guerre et à ses conséquences.

Le contexte politique des deux pays semble en apparence très différent. Le pluralisme politique était beaucoup plus présent en Équateur qui est une démocratie où la dictature fait des irruptions, qu'au Pérou qui est bien plus une dictature où la démocratie tente de percer. Pourtant les deux théâtres partageaient un trait commun fondamental. Plusieurs auteurs définissent la période des années 1920 aux années 1950 dans les deux pays comme celle de l'émergence des masses. Les élections concernent encore un nombre réduit d'électeurs et ne sont pas souvent transparentes,² mais l'irruption de cohortes nombreuses, politisées ou éduquées, principalement urbaines, de classe ouvrière et moyenne, devient déterminante dans la vie publique de ces pays. En Équateur, les masses et la question sociale se sont particulièrement illustrées par la révolution julienne au milieu des années 1920, lorsque des officiers de second rang ont mis en place un programme social. Si la période se caractérise par les tentatives des libéraux de réaffirmer leur hégémonie dans un climat d'extrême instabilité des cabinets, les revendications sociales sont portées par le parti communiste et le parti socialiste qui ont un

¹ ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006 (1983).

² En Équateur, les élections des années 1930 regroupent entre 60 et 80 000 votants, chiffre qui est même en régression par rapport aux années 1920, quand bien même le pays avait été le premier en Amérique du Sud à octroyer le vote des femmes (dont la mise en œuvre était cependant compliquée). Au Pérou, seule 10% de la population en âge de voter détenait le droit de s'exprimer. Dans les deux pays, cette limite s'explique principalement par l'exclusion de la citoyenneté des analphabètes. TRIBUNAL SUPREMO ELECTORAL DE ECUADOR, *Elecciones y Democracia en El Ecuador. Vol.2. El Proceso Electoral Ecuatoriano*, Corporación Editora Nacional, Quito, 1989 ; SÁNCHEZ Martí et VALENZUELA Manuel, *Democracia, participación y representación electoral en el Perú. Textos para reflexionar el Estado en los siglos XX y XXI*, Lima, Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE), 2020.

poinds de plus en plus prononcé sur la politique du pays.³ Au Pérou, ces masses sont représentées par la force du parti fasciste Union Révolutionnaire (UR) et plus encore de l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA) qui est aux portes du pouvoir pendant toute la période, deux partis qui revendiquent de représenter les masses. Au Pérou comme en Équateur, les effets de la crise économique des années 1930 ont aiguïté la problématique du chômage de ces masses. Paulo Drinot a ainsi évoqué la « séduction de la classe ouvrière », en démontrant l'attrait des groupes oligarchiques pour cette classe ouvrière dans une perspective culturelle et raciale afin de moderniser le pays et liquider ses difficultés, contribuant fortement à la formation de l'État péruvien.⁴ François Bourricaud dans son ouvrage classique sur le Pérou a quant à lui souligné cette « levée des masses » caractéristique de l'époque.⁵ Il se demandait alors comment l'oligarchie avait réussi à se maintenir au cours des années 1930 et 1940 malgré cette irruption, et l'expliquait par les concessions matérielles que celle-ci avait concédées.⁶

Les masses réclamaient leur participation à la vie publique, et l'oligarchie s'est vue obligée de leur concéder cet aspect tout en contrôlant le processus. Il s'agissait alors pour les gouvernements de contrôler et d'orienter l'opinion pour calmer les ardeurs politiques, et pour présenter un front uni aux partenaires du continent, présentant les mouvements de l'opinion d'une manière qui leur était favorable en s'en présentant comme les porte-parole ou au contraire comme les victimes.⁷ Les deux pays ont alors déployé des programmes de contrôle des médias et généralement de tout ce qui pouvait avoir un impact sur l'opinion publique. La pratique n'était pas nouvelle et le développement du théâtre historique dans la région après la guerre du Pacifique montrait déjà le lien entre la création culturelle et la construction des nations.⁸ Nous

³ Voir les travaux de Valeria Coronel que nous citons dans la suite de ce chapitre.

⁴ DRINOT Paulo, *La seducción de la clase obrera. Trabajadores, raza y la formación del Estado peruano*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (coll. « Perú problema »), 2016.

⁵ BOURRICAUD François, *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Paris, Presses de Sciences Po, 1967, p. 3-4. Il emprunte cette expression à Karl Deutsch. On trouve des analyses dans une perspective proche dans le classique COTLER Julio, *Clases, estado y nación en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2005 (1978).

⁶ Il repoussait également la perspective de deux blocs hermétiques — ce qu'il appelle la vision dualiste — avec d'un côté l'oligarchie et de l'autre les masses. Il considère au contraire qu'il pouvait exister une certaine fluidité entre les deux qui permettait l'appropriation du jeu politique par les classes moyennes. Cette interprétation concorde avec nos hypothèses du chapitre suivant.

⁷ Les négociateurs diplomatiques pouvaient alors mettre en scène leur « opinion publique » comme un frein à leurs concessions ou la brandir comme une menace. Le distinguo entre une opinion sincère et une opinion instrumentalisée n'est pas forcément pertinent. La force de la propagande est justement de « dire vrai » en sélectionnant des faits avérés puis en les grossissant au détriment d'autres informations. D'ailleurs la sincérité nationaliste des classes supérieures n'est pas nécessairement à remettre en cause. L'expression de « *Quijotismo patriotero* » qu'utilise un officier équatorien résume bien la possibilité d'un nationalisme qui n'a pas nécessairement d'intérêt matériel. Pour une vision globale de la propagande à l'époque contemporaine, travail sur lequel nous nous appuyons dans les développements suivants, voir COLON David, *Propagande : La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019.

⁸ RENGIFO CARPIO David, *Le théâtre historique et la construction de la nation : essor, crise et résurgence : Lima 1848-1924*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Borrás, Université Rennes 2, 2018.

pensons cependant que l'on assiste dans les années 1930 à un saut quantitatif avec le développement des nouveaux médias de masse (radio, cinéma) qui s'ajoutaient à des éléments plus anciens mais diffusés de plus en plus massivement (en premier lieu l'imprimé de textes et de cartes), tentant aussi de mobiliser les « foules » dans des cérémonies civiques qui devaient démontrer l'unanimité de la nation.

Pour rendre compte de ces tentatives de contrôle des médias et de ses relations ambiguës avec l'opinion publique, nous allons d'abord évaluer l'importance de la politique extérieure et du différend frontalier dans les discussions politiques au sens large, avant de développer les supports de la carte et de l'espionnage, l'un et l'autre vecteurs à leur manière de la formation de l'identité nationale. Nous nous intéresserons ensuite aux tentatives des gouvernements, qui n'ont pas été couronnées du même succès, de contrôler les instruments de l'opinion (presse, radio, manifestations). Enfin, nous développerons l'aspect particulier des célébrations du IV^e centenaire de l'Amazone, qui ont diversement contribué à enraciner les *orientes* dans les imaginaires nationaux.

Sociologie de l'opinion

Avant de détailler les évolutions et l'instrumentalisation de l'opinion publique », il convient au préalable de déconstruire cette notion pour mieux l'utiliser. L'homogénéité langagière de cette catégorie provoque en effet le risque de réifier des attitudes probablement hétérogènes et variant en raison de la classe sociale, de l'origine géographique et ethnique, et d'autres critères encore. Parler d'une unique « opinion publique », c'est déjà jouer le jeu des pouvoirs publics qui tentent de créer cette unanimité. Ce piège est consubstantiel de toute tentative de mesure de l'opinion, ce qui a mené certains chercheurs à nier toute utilité scientifique du terme.⁹ Dans le cadre du conflit frontalier, les acteurs qui en appelaient à l'opinion publique ne convergeaient pas même entre eux sur une définition. Les gouvernements et diplomates parlaient en réalité d'au moins trois objets distincts. Il y avait bien sûr l'opinion des dirigeants internationaux qui faisait l'objet de la bataille médiatique mise en évidence dans le chapitre 1, et qui était généralement appréciée en termes de caractéristiques nationales. L'étasunien était censé penser de telle manière, tandis que le Brésilien pensait de telle autre. Il y avait ensuite, et surtout pour les développements qui suivent, la notabilité nationale qui détenait « les réactions de l'opinion publique, c'est-à-dire de la petite minorité possédante et dirigeante », comme le formula le

⁹ En particulier Pierre Bourdieu, fameux pour sa formule : « l'opinion publique n'existe pas ! ». Pour un panorama de ces débats, voir PADIOLEAU Jean, *L'opinion Publique : Examen, Critique, Nouvelles Directions*, Paris, Walter de Gruyter, 2017 (1981).

diplomate français Le Saulnier de Saint-Jouan.¹⁰ En Équateur, la consultation des notables au sein d'une Junte de la chancellerie tient souvent lieu d'assentiment de l'opinion publique,¹¹ ce qui est d'ailleurs souligné comme un progrès démocratique par opposition à une diplomatie personnelle ou secrète. Au Pérou la correspondance diplomatique cherchait souvent à sonder les mouvements de cette opinion éclairée, la réduisant à quelques cercles influents. Les commissions et la presse constituaient l'essentiel des instruments permettant de connaître cette opinion, mais la rumeur et la conversation de salon offraient aussi des éléments d'autant plus appréciés qu'ils n'avaient pas à passer par le filtre de la censure.

Malgré la prégnance de cette opinion de poids concentrée dans les cercles restreints, les décideurs n'oubliaient jamais un dernier élément auquel ils prêtaient une attention particulière : les secteurs populaires ou, comme le nomme un rapport équatorien, « l'élément de la rue ».¹² L'expression de l'opinion de cette masse passait par divers canaux pour les décideurs, la rumeur, la conversation, la manifestation, voire la révolution. Les canaux n'étaient pas forcément très bien établis. Un chancelier péruvien n'hésite pas à citer dans une correspondance officielle l'opinion belliqueuse de son « chauffeur noir », soulignant l'adhésion à la guerre contre l'Équateur d'une minorité sociale – ici les couches moyennes de la domesticité urbaine – mais aussi ethnique.¹³ Les mouvements de foule aussi étaient scrutés pour connaître l'opinion du citoyen de base, mais l'on verra qu'ils étaient ambigus. Car la masse et la foule subissaient toujours le risque, selon des décideurs qui étaient en grande partie issus d'aristocraties enracinées, d'être manipulées. Le même rapport qui cite « l'élément de la rue » à Quito s'interroge sur sa dimension : s'agissait-il d'un « patriotisme sain » ou d'un mouvement de foule téléguidé par quelques leaders ambitieux ?¹⁴ Nous verrons en conclusion que le distinguo n'avait pas forcément d'utilité.

Ainsi l'opinion publique regroupe en réalité trois groupes distincts. Un premier formé par les gouvernements étrangers et la presse internationale qu'il faut charmer en se présentant comme un ange de la paix ou une victime des appétits du voisin ; un deuxième constitué des

¹⁰ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou, à Yvon Delbos, ministre des Affaires Étrangères, 16 novembre 1936, n°264. AMAEN, Poste Lima, 367PO/1, 65, « Relations avec l'Équateur, Janvier 1899-Août 1939 ».

¹¹ Par exemple, cette circulaire qui considère que son approbation par la Junte consultative indique qu'elle est « respaldada por toda la opinión pública ». *Circular reservada 7-D-7*, 3 mai 1941. AHMRE, Q.2.1.

¹² Anonyme, « Noticias de fuentes no confirmadas, en el asunto internacional: Datos y comentarios acerca de un Tratado secreto suscrito entre el Perú y el Japón que aseguran al Perú ventajas comerciales, armamentos modernos y ayuda de oficiales para la organización del Ejército peruano », 7 mai 1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

¹³ « Al regreso [de las agencias noticiosas] me vine en auto y un negro chauffer me dijo “Vea Ud lo que hacen esos monos desgraciados, quieren agarrarse todo el Oriente. No hay sino la guerra” ». Ministère des Relations Extérieures au président de la délégation à Washington, 5 mai 1937. ALMRE, LEI-6-16, legajo 569.

¹⁴ Anonyme, « Noticias de fuentes no confirmadas... », doc.cit.

notables politiques et économiques nationaux qu'il fallait convaincre afin de rallier les forces vives de la nation et pour qu'ils mettent leurs baronnies personnelles (journaux, clientèle) au service de la cause ; enfin la majorité des citoyens qui constituaient une foule dangereuse et manipulable, qu'il fallait donc utiliser mais qui pouvait toujours se retourner contre son auteur.¹⁵ Ces catégories étaient transversalement traversées par d'autres éléments. C'était surtout le critère géographique qui interrogeait les contemporains. Les habitants de El Oro étaient-ils en faveur de la guerre ? Et ceux d'Iquitos ? Les autres catégories d'âge, de sexe et d'ethnie semblent avoir été considérées comme quantité négligeable par les décideurs qui n'y font pratiquement jamais allusion, considérant sans doute que l'opinion qui comptait était celle d'un homme blanc ou métis à l'âge adulte. « L'opinion » était donc composée de multiples éléments et c'est avec ces diverses catégories en tête qu'il faut aborder la question de l'opinion. Si nous utilisons l'expression par facilité terminologique dans la suite de ces développements, nous tenterons toujours de situer cette opinion et de nous faire l'écho de la diversité de ces opinions.

I- La part du voisin. La place et le rôle politique de la « question frontalière »

A l'orée des années 1930, la « question frontalière », comme nous pourrions l'appeler par amalgame avec la « question sociale » ou la « question indienne », n'avait pas la même résonance dans les deux pays. En Équateur, elle donne l'impression d'une omniprésence qui en fait une arme redoutable pour faire et défaire les gouvernements. Au Pérou, son apparente réduction à un vague sentiment de supériorité sur le voisin cache en réalité un certain poids sur la vie publique.

A. L'obsession péruvienne des Équatoriens

En Équateur, le thème de la frontière et des relations avec le Pérou est omniprésent pendant toutes les années 1930. Il est le plus souvent instrumentalisé, mais peut à l'occasion faire et défaire les gouvernements. Les partis se saisissent presque tous de la question, reflétant et alimentant en même temps un sentiment antipéruvien fortement partagé et perçu comme tel par les Péruviens.

¹⁵ Le caractère « dangereux » des foules avait été souligné dès les premiers travaux scientifiques sur ce phénomène, ce qui justifia par exemple la répression d'un tel péril par la III^e République. BARROWS Susanna, *Miroirs déformants : Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Editions Aubier, 1992.

L'omniprésence du thème péruvien dans le champ politique équatorien

En Équateur, il est clair que la frontière avec le Pérou était un instrument de politique intérieure et un objet de réflexion nationale depuis longtemps. Le discours antipéruvien avait émergé depuis au moins l'accession des Libéraux au pouvoir en 1895.¹⁶ Dans les années 1930, le thème des relations avec le Pérou est récurrent dans le jeu politique compliqué, même s'il est souvent présenté comme un élément secondaire. En 1932, le scandale arrive pour le Président élu accusé d'avoir un passeport péruvien. Le père du conservateur Neptalí Bonifaz était en effet un diplomate de ce pays en poste en Équateur. Sa disqualification par le Congrès avant sa prise de fonction sur la base de cette nationalité présumée eut pour conséquence la sanglante « Guerre des Quatre Jours » qui laissa sur le sol de Quito près de d'un millier de morts. Si l'historiographie récente considère que l'enjeu avait surtout trait au contrôle de l'armée entre les tendances libérales et conservatrices, il n'en reste pas moins que l'accusation de trahison au profit du Pérou avait servi de déclencheur de la crise.¹⁷

Le conflit de Leticia entre le Pérou et la Colombie fut ensuite l'occasion d'après débats dans la presse et au Congrès. Au moins deux tendances se dessinèrent alors : celle qui souhaitait contre l'ennemi héréditaire appuyer ouvertement la Colombie, pays avec lequel l'Équateur avait formé jadis la Grande Colombie ; celle qui au contraire considérait que le pays avait tout à perdre en entrant dans un conflit pour lequel il n'était pas préparé et pour aider Bogota qui n'avait pas hésité à troquer secrètement des territoires avec le Pérou sur le dos des Équatoriens. La tension générée mit le pays au bord de la guerre lorsque les journaux publièrent des informations alarmantes sur des « incursions » péruviennes dans la région du Zarumilla, pourtant bien éloignée du trapèze amazonien alors disputé par le Pérou et la Colombie.¹⁸ Le gouvernement équatorien avait alors choisi de rester à distance de la quasi-guerre entre ses voisins tout en relançant ses discussions diplomatiques avec le Pérou. Jugeant de manière rétrospective cette phase tumultueuse, les services de renseignements équatoriens estiment trois ans plus tard que « la Légation de Colombie fut, à cette époque, le centre où se décidèrent

¹⁶ SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América. Cahiers du CRICCAL*, 2004, vol. 31, n° 1, p. 271-278.

¹⁷ PERALTA Pablo Ospina, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, décembre 2015, p. 66-99.

¹⁸ Le 9 octobre 1932, d'après la presse équatorienne, cinquante gardes civils péruviens auraient franchi la frontière à Pocitos et fait prisonnier un télégraphiste et d'autres Équatoriens, en raison d'un différend douanier. La diffusion de cette nouvelle met le pays au bord de la guerre et les Colombiens y voient le début d'un véritable front commun contre le Pérou. La chancellerie calme le jeu avec des interventions dans la presse. PÉREZ SERRANO Jorge, *El tercero en la discordia: la actuación internacional del Ecuador en el Conflicto de Leticia y antecedentes histórico-diplomáticos de la misma*, Tesis para optar al grado de licenciado en ciencias sociales, Imprenta de la Universidad central, Quito, 1936, p. 235.

tous les événements politiques qui orientèrent l'administration publique de l'Équateur ». ¹⁹ Influencés par la tendance grand-colombienne, « Le Congrès a mélangé malheureusement les deux sujets [la lutte politique interne et le conflit de Leticia], transformant la question internationale en arme de combat contre le Gouvernement que présidait Monsieur Martínez Mera, dont la prudence politique internationale était âprement attaquée par l'opposition parlementaire présidée par le président de la Chambre des Députés José Maria Velasco Ibarra ». ²⁰ Velasco Ibarra incarne en effet à ce moment le sursaut nationaliste et la tendance grand-colombienne lorsqu'il accède à la présidence en 1934, même si l'historiographie a plutôt retenu de ce bref passage la mise en échec du libéralisme. Sa chancellerie entame alors une bataille médiatique pour l'application du protocole de 1924 qui mène deux ans plus tard à l'ouverture des négociations à Washington. ²¹ Au cours de ses déplacements au Pérou et au Chili, les déclarations du Président heurtent profondément la chancellerie péruvienne qui en prend prétexte pour geler les négociations bilatérales qui avaient repris, jusqu'à 1936. ²² L'ouverture de ces négociations, et leur échec deux ans plus tard, sont au cœur de toutes les conversations en Équateur, à en croire les services secrets. ²³ Par la suite, le gouvernement du dictateur civil Federico Páez (1935-1937) sembla considérer sérieusement l'éventualité d'une guerre. Il laisse sa place à son ministre de la Défense, le général Enríquez Gallo, qui le dépose avant d'orienter le pays vers une nouvelle constitution et de nouvelles élections. Ce représentant de la mouvance socialiste chez les militaires avait été comme ministre l'instigateur de la modernisation de l'armée et le promoteur du réarmement. Une fois en place, il tenta cependant un apaisement dans le champ diplomatique avec le voisin avant de rendre le pouvoir en 1938. Sur cette période, la question péruvienne est toujours très présente mais excessivement instrumentalisée. C'est en tout cas ce que jugea des années plus tard l'ex-Président Arroyo del Río qui trouvait là matière à se dédouaner. Lui-même, accusé d'inaction, devait accuser le pouvoir législatif d'avoir sciemment sacrifié les intérêts internationaux du pays à ses ambitions politiciennes :

¹⁹ « Informe General del S.I.N », 13 août 1936. AHMRE, T.5.1.16.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ AHMRE, T.5.1.22. « Anotaciones acerca de las Actividades de la Cancillería (1934-1935) ». Voir les développements sur cette page dans le chapitre 1.

²² CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 14 de setiembre de 1934- 12 de abril de 1936*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1936, p. XL ; Diverses communication de Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou, au ministre des Affaires étrangères, Pierre Laval puis Yvon Delbos, en 1935 et 1936. AMAEN, Poste Lima, 367PO/1, 65, « Relations avec l'Équateur, Janvier 1899-Août 1939 ».

²³ « Todas las clases sociales ; civiles y militares, no tienen otro tema en sus diferentes reuniones, que el comentario del problema internacional, que atañe a todos los habitantes del Ecuador ». « Informe de la Dirección general del S.I.N : Confirmación del fracaso de las negociaciones limítrofes », n°379, 25 février 1937, AHMRE, T.5.1.16.

« Il ne faudra jamais effacer de la mémoire des Équatoriens qui méditent la question territoriale qui a pesé sur l'Équateur depuis plus d'un siècle, le souvenir du Congrès National de 1933 et de l'Assemblée Constituante de 1938, comme les facteurs les plus importants de la perte de deux brillantes occasions qui se présentaient au pays pour la définition de son problème limitrophe, dans les termes les moins terribles ».²⁴

Arroyo del Río : un mandat sous le signe du Pérou

Arroyo fut d'ailleurs très tôt attaqué sur sa politique internationale. L'arrivée à la présidence septembre 1940 de cet avocat de Guayaquil, chef du Parti Libéral depuis le milieu des années 1930, incarne la tentative de reprise de contrôle libérale sur le pays et la bureaucratie d'État. Mais elle était aussi le signe de la confiance accordée à un expert reconnu de la question internationale qui faisait partie de la Junte Consultative des Relations extérieures.²⁵ Dans son discours d'entrée en fonction, il ne souffle mot du litige.²⁶ En revanche, dans son « Message » du 1^{er} janvier 1941, quatre mois plus tard, il consacre environ 12% de son développement à la question, ce qui est très significatif.²⁷ Pas une fois il ne nomme le Pérou, préférant évoquer un « problème international » persistant, mais tout le monde comprend de quoi il parle, ce qui confirme aussi l'enracinement de la question dans les conversations politiques. À ce titre, il affirme qu'il ne peut dévoiler des discussions secrètes, mais que le Congrès et la Junte Consultative exercent un contrôle satisfait sur l'orientation de son gouvernement en ce domaine. Il avance que son gouvernement qui hérite de la gestion des administrations antérieures fait de son mieux dans les conditions qui sont les siennes. Il affirme également deux choses. La première est que c'est le manque d'unité et de stabilité politique qui rendent la position de l'Équateur fragile face au Pérou. « Une des raisons qui ont influencé le plus défavorablement dans nos questions internationales, a été la situation agitée et désorganisée de notre vie intérieure ». « Il faut préparer le pays » ajoutait le Président, qui faisait plus référence à une union politique autour de ce thème qu'à une préparation militaire, au vue de la faiblesse des propositions qu'il fait dans ses développements sur la Défense nationale, en raison de l'endettement du pays d'ailleurs (voir aussi le chapitre 7). Le manque d'unité est d'ailleurs une antienne qui n'est pas propre à Arroyo mais qu'il répéta de nombreuses années encore après. La seconde affirmation, c'est bien que son gouvernement est attaqué sur cette question : « Je

²⁴ ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Por la pendiente del sacrificio*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1999, p. 244.

²⁵ Certes les élections auraient été entachées d'irrégularité d'après de nombreux commentaires, qui manquent la plupart du temps de sources fiables pour le prouver. On notera toutefois un redécoupage préélectoral qui était effectivement favorable au parti libéral.

²⁶ *Mensaje del Excmo. Señor Presidente Constitucional de la República Doctor Don Carlos A. Arroyo del Río*, Quito, Imprenta del Ministerio de Gobierno, 1940 [BEAEP]

²⁷ ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, « *Mensaje* », 1^{er} janvier 1941. BEAEP, dépliant.

ne saurais dire si dans les dernières questions en relation avec nos problèmes internationaux il y a eu des éléments qui ont prétendu faire de la politique interne [...] je suis absolument résolu à ne pas tolérer que l'on tente de profiter du sentiment sacré du patriotisme équatorien à des fins de politique interne ».²⁸

La question péruvienne est donc rapidement centrale dans le gouvernement du nouveau Président, même sa perte rapide de popularité est incontestablement liée à des enjeux internes, comme le montrent les lectures de l'événement du 12 janvier 1941. Peu après son élection considérée comme frauduleuse par les partisans de Velasco Ibarra, une tentative infructueuse de soulèvement menée par les aviateurs militaires avait envoyé ces derniers en prison et Velasco en exil. Deux semaines après le message cité plus haut, le Président assistait à l'inauguration du service de gardes nationaux dans le stade de Quito. La foule lui réclamant avec insistance la relaxe des aviateurs, l'attitude méprisante d'Arroyo conduisit à son quasi lynchage par la foule. Les socialistes, qui se sentent particulièrement visés par les récriminations du gouvernement qui crie à l'acte prémédité, dénoncent d'abord le « mépris » d'Arroyo face à la « populace ». Ils attaquent donc le représentant de l'oligarchie libérale, de la *bancocracia* de Guayaquil, mais ils soulignent aussi que la position d'Arroyo est fragilisée par sa politique internationale :

« Le Parti Socialiste Équatorien, ennemi de la guerre par principe, qui maintient la nécessité de la paix et la solidarité entre les peuples, croit cependant, que tant que ne sera pas établi le Socialisme en Amérique, il est nécessaire de défendre, par tous les moyens, l'intégrité du territoire équatorien, base essentielle de la nationalité ».²⁹ Les socialistes présentent alors Arroyo comme un traître, un « *vendepatria* », et un faible dans la question du « difficile problème international ». La connexion avec le Pérou était donc bien faite, mais elle pouvait aussi l'être dans le sens complètement inverse. Le chancelier péruvien se plaint amèrement que des voix aient dénoncé la main de Lima derrière la tentative d'assassinat du Président.³⁰ Le conseil municipal de Quito, aux mains des conservateurs qui trouvaient dans le municipalisme une manière de s'affirmer, accuse la possibilité que cet incident « serve peut-être les intérêts de notre ennemi ».³¹

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Juan I. Lovato, Secrétaire du PSE, « Manifiesto del Partido Socialista al Pueblo ecuatoriano », 29 janvier 1941. BEAEP.

³⁰ Le chancelier péruvien évoque « los sucesos del Stadium de Quito » contre lesquels le délégué péruvien a protesté « por el hecho de que el Jefe de Estado y la Municipalidad de Quito acogieran la imputación que se hizo, acusándonos de haber intervenido en la asonada del domingo 12 ». Alfredo Solf y Muro, ministre des Relations extérieures, à Antonio Quevedo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou en Équateur, « Réservé », 29 janvier 1941. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

³¹ « Manifiesto du Consejo Municipal de Quito », 13 janvier 1941. BEAEP.

De ce rapide panorama, il résulte que la valse des dirigeants ne semble pas directement liée à la question péruvienne. C'est plutôt une question de rapport de force entre le libéralisme, le conservatisme et le socialisme qui déterminait cela. Mais la question des relations avec le Pérou était présente en permanence. Si elle ne décidait que rarement (exception faite, et exception importante du cas de Bonifaz), elle ne décidait pas de l'accession à la curule présidentielle, mais elle avait un fort pouvoir de nuisance au cours du mandat. Le maniement de la fibre patriotique n'était dans cette perspective pas l'apanage exclusif de telle ou telle tendance. Libéraux, conservateurs et socialistes (on verra plus tard la position des communistes) faisaient unanimement appel à cette question quand il s'agissait de déstabiliser le gouvernement.

Le sentiment antipéruvien apparemment très large

Cet unanimisme convenait aux partis, mais il pouvait aussi être le signe d'un antipéruanisme très ancré dans la société. Les Péruviens notamment, les premiers intéressés, faisaient l'amer constat d'un nationalisme généralisé et exacerbé contre eux. Un mémorandum de la chancellerie péruvienne interroge ce fait en pleine crise de Leticia :

« Il convient de se demander : où va l'Équateur ? Ce pays ne rechigne devant aucun effort pour satisfaire ses desirs. Toutes ses attitudes nationales tournent autour du problème limitrophe avec le Pérou. Il a confiance dorénavant en la force. Son armée alimente en permanence le patriotisme exalté populaire avec le slogan « Tumbes-Marañón ou la guerre ». Ses politiciens, ses professeurs, ses journalistes, agissent de la même manière. L'Équateur se prépare progressivement dans le domaine militaire et s'arme sans relâche dans les limites de son pouvoir économique réduit. Son lien rompu avec le Chili, il a cherché avec la Bolivie une entente formalisée qui puisse mener à une alliance militaire tentée plusieurs fois déjà et discutée à Quito. Ils comparent l'aspiration de la Bolivie pour un débouché maritime à la nécessité de l'Équateur d'un débouché sur l'Amazone. L'Équateur ouvre des chemins à l'*Oriente*. Il propage dans son peuple depuis l'école l'idéal d'atteindre l'Amazone. Il excite sans répit la haine nationale contre le Pérou, insinuant la croyance que nous avons conquis les territoires disputés ».³²

Le diplomate énonce là des catégories de population plutôt urbaines et éduquées et des leaders d'opinion. Les secteurs urbains mais ouvriers semblent aussi partager un même sentiment nationaliste, si l'on en croit le communiqué du parti socialiste cité plus haut, qui se targue d'avoir beaucoup d'affiliés parmi les gardes nationaux. De même, les régions frontalières communient fréquemment dans le rejet anti-péruvien à l'occasion de la dénonciation des incidents, dans l'ambiguïté toutefois que nous avons mis en évidence sur des populations pour beaucoup transfrontalières et binationales, et qui sont directement gênées par les fermetures intempestives de frontière.³³ Il est en revanche beaucoup plus difficile de se

³² « Memorandum reservado, Cuestión de límites con Ecuador », 20 décembre 1932. ALMRE, LEI-6-21, legajo 569. L'alliance de la Bolivie et de l'Équateur est en réalité une chimère (chapitre 2).

³³ De nombreux exemples dans ALMRE, LEK-21-1, legajo 177 « Noticias del Ecuador por la United Press, 1940-1941 ».

prononcer sur d'autres secteurs, et en particulier sur les larges secteurs ruraux et indigènes. La position en retrait du Parti communiste au moment de la guerre, comme on le montrera plus loin, parti qui était le plus établi dans les communautés rurales, pourrait montrer une certaine indifférence au thème de l'antipéruanisme.

Exception faite de cette dernière catégorie, qui rassemble toutefois une très large part de la population, les péruviens pouvaient avoir l'impression que tous les Équatoriens étaient en bloc ardemment contre eux. Le plénipotentiaire du Pérou en Équateur écrivait ainsi à son ministre en février 1941, évoquant une éventuelle accalmie entre les deux pays :

« Malheureusement cet apaisement ne dépend pas de nous et, j'oserais dire, ne dépend pas non plus des hommes sérieux de l'Équateur. L'opinion publique est ici menée par des journalistes scandaleux, patriotards et vénaux, par des écrivillons qui ne trouvent pas de meilleur support à leurs dessins que la question du Pérou, et par les Politiciens, aspirants politiciens, moines, missionnaires, militaires, institutions anémiques, etc., qui se valent de cet excellent prétexte qui trouve toujours un écho, pour faire montre de patriotisme et engranger de la notoriété ou des fonds dont ils manquent tant. [...] Vous connaissez comme moi le chauvinisme de la presse et des institutions équatoriennes ; l'audace et l'insolence des autorités frontalières ; le manque de discipline et l'esprit inamical et hostile des forces militaires ; l'ignorance et la haine du peuple ; la fausseté et l'impuissance du gouvernement équatorien et la légende inculquée pendant un siècle de propagande inique, de ce que le Pérou est un peuple faux et pleutre par excellence qu'il est possible de vaincre à tout moment, quelle que soit la différence en soldats, qualité et quantité d'armes et de ressources que nous possédions ».³⁴

Cette déclaration d'un diplomate péruvien en poste en Équateur à la veille de la guerre montre que les Péruviens percevaient l'antipéruanisme comme une menace pour leur pays, qu'il était à la fois avivé pour des questions d'intérêts, mais qu'il trouvait un écho certain dans l'opinion. La question frontalière avait donc une incidence directe sur le jeu politique. Cette incidence était plus difficile à établir chez le voisin du Sud.

B. L'orgueil des Péruviens

Au Pérou, la question frontalière se matérialisait d'abord sous les dehors d'un orgueil certain face à l'Équateur, qui pouvait être réveillé et utilisé à l'occasion dans le jeu politique.

Une apparente indifférence méprisante

De manière générale, les apparences montreraient plutôt un certain désintérêt pour les questions de politique extérieure de la part des Péruviens. Le plénipotentiaire Saint-Jouan souligna dans sa correspondance que les Péruviens seraient peu au fait de la politique extérieure. Il note en 1936 que

³⁴ Enrique Goytisolo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Pérou en Équateur, à Alfredo Solf y Muro, « réservé », 27 février 1941. ALMRE, LEK-20-36, legajo 177.

« L'incroyable indifférence, tant de fois signalée dans ma correspondance, que les Péruviens, uniquement préoccupés de leurs intérêts personnels et des intrigues de la politique intérieure, portent aux problèmes extérieurs de leur pays, peut-être expliquer leur ignorance de l'état de choses dépeint par M. Schuler et leur nonchalance à y porter remède. Les réactions de l'opinion publique, c'est-à-dire de la petite minorité possédante et dirigeante, sont, en matière de politique extérieure, excessivement simples : rancune à l'encontre du Chili, méfiance à l'égard de la Bolivie, orgueil vis-à-vis de l'Équateur. La force du pouvoir exécutif se mesure d'ailleurs aux libertés qu'il prend vis-à-vis de ces réactions ; telles furent les cessions territoriales consenties sur toutes les frontières à la seule exception de l'Équateur, par le Dictateur LEGUÍA ; telle est dans une bien moindre mesure, la politique d'entente pratiquée par le président BENAVIDES à l'égard du Chili et de la Bolivie ». ³⁵

Il pourrait s'agir de l'opinion d'un néophyte de la politique péruvienne, mais deux ans plus tard, il convenait encore que

« Les Péruviens fort curieux des moindres incidents de politique intérieure comme aussi des grands problèmes européens, manifestent par contre l'indifférence la plus étonnante pour la politique extérieure de leur pays. En outre la censure de plus en plus sévère à laquelle la presse est soumise l'empêche de reproduire les articles et informations de source étrangère qui pourraient éventuellement fournir un fil conducteur ». ³⁶

Le représentant français dessine donc les contours d'une opinion qui ne serait pas tant une indifférence aux aspects extérieurs, car sa familiarité avec les enjeux européens est en effet proverbiale (il n'y a qu'à voir les « une » de journaux de l'époque sur la politique intérieure française), mais plutôt une gamme d'attitudes traditionnelles face aux voisins, réactivées en cas de conflit aigu. « [l'opinion] cesse subitement de l'être [indifférente] le jour où ces questions se trouvent transportées du terrain des simples intérêts locaux sur celui de l'amour propre national » ajoutait encore Le Saulnier de Saint-Jouan. ³⁷

Un major de l'armée équatorienne qui a été en poste pendant trois ans au Pérou a fait part des résultats de ses investigations sur le sentiment équatorien du voisin. Il distinguait dans les couches populaires de la population, les ouvriers qu'il a rencontrés ou les clients de tavernes, un véritable « enthousiasme pour la guerre avec l'Équateur, sorte d'activité récréative, selon eux, pour chasser le singe et boire de l'eau de coco ». Parmi les couches moyennes, coiffeurs, libraires, restaurateurs et petit bourgeois, cet enthousiasme serait le même sous des dehors plus polis. Enfin, en province, principalement dans le centre et le nord du pays, le mépris envers les Équatoriens serait largement partagé, même en l'absence de tension aiguë entre les deux pays. ³⁸ Ce sentiment partagé de mépris envers les Équatoriens, peut-être un peu forcé de la part du

³⁵ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou, à Yvon Delbos, ministre des Affaires Étrangères, 16 novembre 1936, n°264. AMAEN, Poste Lima, 367PO/1, 65, « Relations avec l'Équateur, Janvier 1899-Août 1939 ».

³⁶ Le Saulnier de Saint-Jouan à Georges Bonnet, ministre des affaires étrangères, 26 avril 1938. AMAEN, Poste Lima, 367PO/1, 65, « Relations avec l'Équateur, Janvier 1899-Août 1939 ».

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ Colonel R.A.Villacís, «El Poder militar del Perú, conferencia leída por su autor en el Círculo Militar, el 23 de Mayo de 1939», « extrêmement secret ». AHMRE, T.5.3.1.1.

militaire équatorien, se traduit également dans le vocable de « singes »³⁹ désignant les Équatoriens, et que l'on retrouve par exemple dans la chanson « Los monitos » de 1902 :

Hace varios días
que la agitación
entre los monitos
de la Exposición,
va tomado un giro
que no es natural,
porque gesticulan
y se expresan mal
contra los que gritan
llenos de rencor:
¡Abajo los monos,
muera el Ecuador!

Ya no comen fruta,
ya no comen pan,
ya no comen nada
de lo que les dan;
ni siquiera buscan
la reproducción
los pobres monitos
de la Exposición.

Incesantemente
piden un fusil
para hacer descargas
desde Guayaquil
contra los que gritan
llenos de rencor:
¡Abajo los monos,
muera el Ecuador!

Al ministro piden
los de pelo gris,
que les dé pasaje
para aquel país,
porque decididos
a marchar están
y de lo contrario
se suicidarán.

En la jaula chillan
se les puede oír;
desde los barrotes
suelen maldecir
contra los que gritan
llenos de rencor:

³⁹ L'origine et la signification du terme sont controversées. En Équateur, le terme semble d'abord avoir été appliqué aux habitants du Guayas avant que les Péruviens ne le reprennent. Il pourrait provenir de l'arrivage de singes en provenance de Guayaquil à la cour royale d'Espagne au temps de la colonie. Plus récemment, la croyance populaire fait dériver l'appellation de la culture de la banane dans les provinces du Sud et aux combats de 1941 qui auraient vu des soldats équatoriens cachés dans les hauteurs des arbres prendre en embuscade les Péruviens, mais ces deux explications sont évidemment postérieures à l'usage. Le lien avec une vision éventuellement raciste associant les afro-équatoriens à une hypothétique infériorité simiesque n'est pas plus certain, même s'il arrive malheureusement aujourd'hui que des Péruviens emploient le terme dans ce sens avec une volonté péjorative.

¡Abajo los monos,
muera el Ecuador!⁴⁰

Pour ce qui est des habitants d'Amazonie, Le Saulnier de Saint-Jouan encore une fois apporta sa pierre à l'édifice :

« L'opinion des gens d'Iquitos serait également bien curieuse. Cette population de métis, où les éléments brésiliens sont en grand nombre, isolée de la Côte du Pacifique par l'immense écran des Andes qui l'en séparait jusqu'ici plus complètement que ne l'eût fait un Océan, a toujours fait preuve de sentiments particularistes. Instinctivement hostiles aux Colombiens dont ils ne continueraient à ne supporter qu'avec peine la présence à Leticia, les habitants d'Iquitos s'entendraient au contraire fort bien avec les Équatoriens et ne s'émouvraient aucunement de voir tous les affluents du nord devenus sinon leur propriété, du moins leur possession de fait. Mais comme la psychologie d'une collectivité est, autant que celle de chaque individu, formée de contradictions, des cessions territoriales par trop importantes consenties par le Pérou à l'Équateur constitueraient, toujours au dire de M. Schuler, un sérieux grief contre le Gouvernement de Lima auquel les habitants d'Iquitos ne manqueraient pas alors de reprocher d'avoir, pour la seconde fois, sacrifié leurs intérêts ».⁴¹

Pour ce qui est des secteurs urbains et des habitants des régions directement concernées par la question frontalière, et exception faite des secteurs ruraux notamment de la cordillère sur lesquels nous n'avons pas de données, on peut donc dire que, lorsque qu'il ne s'opposait pas à l'intérêt des populations frontalières ou au désintérêt des cercles plus éloignés, un certain sentiment de supériorité pouvait être employé à l'occasion.

La part congrue de l'Équateur dans le discours politique gouvernemental

Est-ce que cette attitude se vérifie dans le discours politique officiel ? Pour le vérifier, nous avons pratiqué une analyse quantitative et qualitative sur les « Messages à la Nation » des Présidents du Pérou, de 1936 à 1945.⁴² Grâce à sa régularité annuelle et à son volume imposant

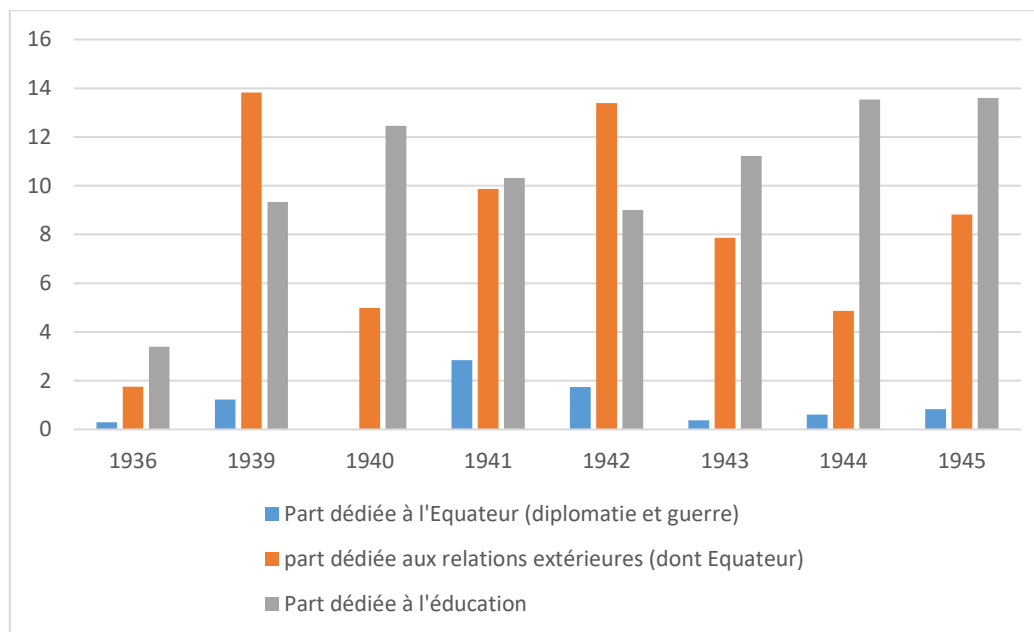
⁴⁰ *El Cancionero Arequipeño*, Serie E, « Los monos macheteros », Arequipa, Tipografía Moñiz, 1902. Information aimablement transmise par Gérard Borrás. Cette chanson est peut-être une création originale plus que le recueil d'un air populaire, mais elle témoigne néanmoins de l'ancienneté du thème anti-équatorien, et de sa diffusion par l'imprimé.

⁴¹ Le Saulnier de Saint-Jouan, ministre de la République française au Pérou, à Yvon Delbos, ministre des Affaires Étrangères, 16 novembre 1936, n°264. AMAEN, Poste Lima, 367PO/1, n°65, « Relations avec l'Équateur, Janvier 1899-Août 1939 ».

⁴² Nous avons utilisé les transcriptions déposées par le musée du Congrès sur sa page internet. Le Congrès ayant été fermé de 1936 à 1939, les messages d'Oscar Benavides sur cette période, notamment de 1937 et 1938, n'y ont pas été transcrits. Ces absences sont néanmoins compensées par le message de 1939 qui établit longuement le bilan des six années d'exercice du pouvoir du général. La liste des messages est la suivante : « Mensaje a la Nación del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea, el 8 de diciembre de 1936 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea, el 26 de julio de 1939 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, General de División Óscar R. Benavides Larrea, ante el Congreso Nacional, el 8 de diciembre de 1939 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 8 de diciembre de 1939 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1940 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional, el 28 de julio de 1941 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, al Congreso Nacional, el 14 de febrero de 1942 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, al Congreso Nacional, el 28 de julio de 1942 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1943 » ; « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1944 » ; « Mensaje del

mots les plus prononcés avec une centaine d’occurrence. C’est une place équivalente à des termes forts comme *conflicto*, *nacionalidad* ou *caminos*, mais très loin derrière *producción* (501 occurrences, 20^{ème} place), *educación* (466 occurrences, 21^{ème}), *escuelas* (369 occurrences, 39^{ème}) ; *carretera* (343, 50^{ème}) *industria* (352, 48^{ème}) pour n’en citer que quelques-uns symptomatiques.

Figure 69 : Le poids de l’Équateur dans les discours présidentiels du Pérou



Sources : Messages à la nation (1936-1945). Outil : compteur de caractères Word

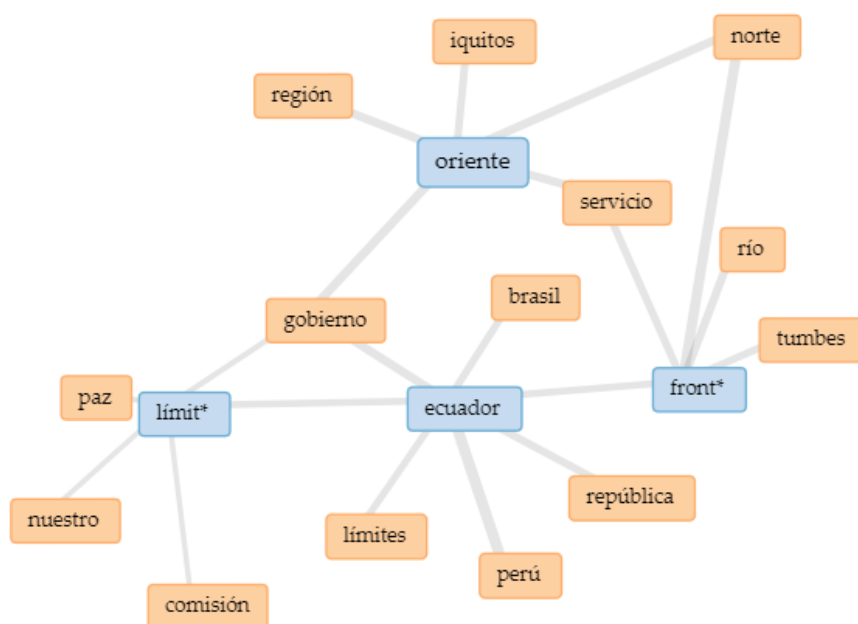
La part dédiée dans ces messages aux questions extérieures et équatoriennes est également parlante (figure 69).⁴⁴ La part dédiée aux affaires étrangères ne dépasse jamais 15%, et représente autant sinon moins en général que d’autres thèmes internes, comme les questions d’éducation que nous faisons apparaître à titre de comparaison. Même quand la part des affaires étrangères est au plus haut, en 1939 et en 1942, la part de l’Équateur y reste très réduite. Il s’agit surtout dans les deux cas d’évoquer la guerre mondiale. La part de l’Équateur dans le message total oscille en moyenne entre 0 et 3%. À ce titre, on remarquera qu’en 1940, le message, qui certes ne portait que sur les six premiers mois d’exercice mais qui évoquait néanmoins de très nombreux autres thèmes, ne mentionne même pas l’Équateur. Après le fiasco de la Conférence de Washington terminée en 1938, le gouvernement péruvien considère alors que le problème est clos pour le moment, même si l’Équateur persiste dans ses revendications

⁴⁴ Pour ce corpus, nous avons exclu le message de Manuel Prado d’entrée en fonction en 1939 car il représentait un programme plus qu’un bilan, et celui du 14 février 1942, entièrement consacré à la question équatorienne, qui aurait faussé les résultats dans leur globalité.

considérées outrancières par Lima. En 1941, le message du 28 juillet — alors en pleine guerre avec l'Équateur, quoique dans une phase d'accalmie des combats — dédie à peine 3% de son contenu à l'Équateur. À titre de comparaison, dans le même message, la question de l'éducation monopolise plus de 10% du discours. Nous ne faisons pas apparaître le message du 14 février 1942 qui est entièrement dédié à la question équatorienne, et qui ne permet donc pas de mesurer le poids du thème frontalier dans l'action globale du gouvernement.

Bien sûr, l'absence du discours ne signifie pas absence totale d'intérêt ou d'actions dans ce domaine. Le caractère délicat et secret des négociations peut expliquer en partie la réticence du mandataire de la Nation à exposer publiquement les développements les plus récents. Les relations avec l'Équateur peuvent par ailleurs transparaître dans d'autres thématiques. Ainsi, les passages dédiés aux forces armées, en constant renforcement dans ces années, ou au développement et à la colonisation de l'Amazonie, peuvent également montrer un intérêt pour évoquer la question frontalière. Le développement même de l'éducation est aussi lié à la construction nationale et au patriotisme territorial à travers les cartes scolaires. Mais il est intéressant de constater que la question de la frontière équatorienne ne soit pas frontalement présentée comme un problème conflictuel majeur.

Figure 70 : Caractérisation des termes frontaliers dans les discours présidentiels du Pérou



Les termes qui apparaissent en bleu sont les mots-clés dans l'entourage desquels apparaissent le plus souvent les mots en orange.

Sources : Messages à la nation (1936-1945). Outil : voyant-tools.org

L'analyse relationnelle vient compléter cette approche (figure 70).⁴⁵ En isolant les termes associés au vocabulaire de la frontière, il est évident que la question frontalière est alors bien une question équatorienne. Les termes de la délimitation (radical limit* : *límites, límite*) sont associés aux instruments de sécurité collective (*paz*) et de démarcation (*comisión*), traduisant un discours continental pacifiste et techniciste que nous avons mis en exergue dans les deux premiers chapitres, tandis que le champ sémantique de la frontière (du radical front* : *frontera, fronterizo, fronteriza*) associe l'action volontariste (*nuestro, gobierno*) aux régions en contact avec l'Équateur (*norte, tumbes*) à la question des fleuves qui constituent les principaux supports physiques de la frontière (*ríos*). Le terme *servicio* renvoie dans certains cas à la volonté (« al servicio del Estado »), mais plus souvent à la création d'agences *ad hoc* dédiées à la gestion de la frontière (*servicio geográfico del Ejército, servicio militar, servicio de sanidad*, etc.), ce qui témoigne là encore d'une action volontariste pour régler un problème considéré comme spécifique. À des fins de comparaison, nous avons également exploré le vocabulaire du conflit (du radical conflic*), qui apparaît associé à la Guerre mondiale, beaucoup plus qu'à l'Équateur. Les termes amazoniens (du radical amaz* : *amazonas, amazónico, amazónica*) sont surtout associés au département qui portent ce nom, dont la capitale est Cajamarca, mais son ancrage national est souligné par l'adjectif *peruana* pour la distinguer de l'Amazonie brésilienne, ou colombienne. Le terme *oriente* est logiquement attaché à sa capitale Iquitos et à une dynamique régionale (*región*) ainsi qu'à l'action volontariste (*servicio*) mais très peu en rapport avec l'Équateur.

La synthèse de cette approche par l'analyse de contenu semble donc confirmer le verdict du diplomate français. Les affaires étrangères restent secondaires dans les préoccupations affichées par les gouvernements d'Oscar Benavides puis de Manuel Prado. Au sein même des affaires étrangères, l'Équateur n'est jamais le problème numéro 1. Les gouvernements ont plutôt à cœur de s'intégrer au concert continental et mondial. En revanche, parmi les voisins, c'est bien l'Équateur qui est associé aux questions frontalières, présentées surtout comme une question de délimitation plus ou moins technique, faisant fi des revendications équatoriennes qui portent au contraire sur la nationalité des régions, et non sur la démarcation. On retrouve donc bien « l'orgueil » évoqué par Saint-Jouan.

⁴⁵ Il s'agit d'une approche par collocations, qui calcule la fréquence de la présence d'un mot dans l'entourage d'un autre mot-clé.

L'incidence du thème frontalier sur le jeu politique

Est-ce que cela signifie que le thème de la frontière n'avait aucune incidence sur la politique nationale ? Les aléas autour de la question de Leticia semblent plutôt montrer des interactions. Plus qu'une influence de la politique extérieure sur les enjeux internes, c'est plutôt l'inverse qui se dessine. En effet, la décision du Président Sánchez Cerro de s'engager contre la Colombie au détriment de la réputation internationale du Pérou qui violait ouvertement un traité, semble avoir répondu à la nécessité de remobiliser sa base nationaliste tout en anticipant une manœuvre de l'APRA, son pire ennemi, qui l'aurait attaqué sur son manque de patriotisme.⁴⁶ L'assassinat du même Sánchez Cerro, alors qu'il passait en revue des troupes prêtes à partir à l'affrontement, permit au nouveau Président Benavides de négocier la question en douceur avec le Président colombien López Pumarejo, son ami. D'ailleurs l'Union Révolutionnaire, le parti fascisant fondé par Sánchez Cerro, souhaitait au contraire la guerre et voyait justement dans l'attitude pragmatique de Benavides la confirmation de son implication dans l'assassinat de leur figure héroïque.⁴⁷ La discrétion et le pragmatisme de Benavides sur ces thèmes interrogent alors, car il a été en mesure d'accorder sans coup férir au Pérou ce qui dans une autre situation aurait déclenché une révolution nationaliste. Comme le souligne le diplomate français, c'est bien parce que Benavides contrôlait au corps le jeu politique qu'il pouvait se permettre, comme Leguía avant lui, de lâcher du lest à ce niveau, et donc d'accorder un compromis avec les voisins, qui pouvait passer pour les Péruviens les plus nationalistes comme une intolérable abdication. Benavides lui-même était devenu célèbre dans son pays après avoir mené une expédition de fortune en 1911, pour défendre le sol amazonien contre la Colombie. L'absence de critiques trop visibles envers sa politique internationale jugée favorable à la Colombie et à l'Équateur peut aussi s'expliquer par le musellement de la presse sur ces questions. C'est seulement Benavides hors du pouvoir que les critiques rétrospectives ont pu se libérer contre la politique extérieure de cette époque. L'APRA accusa alors l'ancien dictateur dans un éditorial de *La Tribuna* d'« offrir à la Colombie toute la région du

⁴⁶ MOLINARI MORALES Tirso, *La Unión Revolucionaria. 1931-1939. Una aproximación a la historia del fascismo en el Perú*, Tesis para optar al grado de magister en historia, PUCP, Lima, 2004, p. 104. L'auteur se base dans ce cas sur les analyses de ANDERLE Ádám, *Los movimientos políticos en el Perú: entre las dos guerras mundiales*, La Havane, Casa de las Américas, 1985.

⁴⁷ MOLINARI MORALES Tirso, *La Unión Revolucionaria...*, *op. cit.*, p. 306-307. Les mobiles de l'assassinat de Sánchez Cerro ont toujours été débattus entre les acteurs politiques et les historiens. Víctor Villanueva y voyait l'implication de Benavides, qui d'ailleurs accéda ainsi à la chaise présidentielle en violation de la constitution qui interdisait à un militaire d'activer ce privilège. Jorge Basadre au contraire n'y croyait pas. Pour une vision plus récente voir ROJAS ROJAS Rolando, *Cómo matar a un presidente: los asesinatos de Bernardo Monteagudo, Manuel Pardo y Luis M. Sánchez Cerro*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2018.

Putumayo », se rendant coupable d'une intolérable « mutilation ». ⁴⁸ « Benavides a démontré qu'au Pérou seuls la jeunesse et le peuple ont encore de l'honneur et que c'est le Parti apriste péruvien qui agite valeureusement le drapeau du véritable patriotisme immaculé et sans renoncements ». ⁴⁹ Pourtant du côté des Équatoriens, certains anticipaient en 1936 une guerre contre l'Équateur menée par Benavides pour dévier l'attention de la situation politique interne. Après la guerre avec l'Équateur, l'APRA a encore des mots très durs pour la diplomatie de Benavides qu'il surnomme « le Maréchal de Matapalo » (en référence à une zone du Zarumilla censément occupée indûment par l'Équateur) et l'action de ses chanceliers, comme sur le *Statu Quo* de 1936, ce « malheureux Protocole de Washington du 6 juillet 1936 ». ⁵⁰ Sur sa droite, même *El Comercio*, qui dans la conjoncture électorale de 1944-1945 appuie le candidat Ureta contre Benavides, dénonça la passivité de Benavides face aux Équatoriens qui auraient grignoté la souveraineté péruvienne dans la région du Zarumilla. La question frontalière au sens large, impliquant la Colombie et l'Équateur, pouvait donc être instrumentalisée au Pérou à des moments clé. La politique extérieure était un élément de plus de déstabilisation ou de consolidation d'un gouvernement. Le sentiment de supériorité ne signifiait pas indifférence totale.

Ainsi, l'obsession équatorienne et l'orgueil péruvien se répondaient et s'alimentaient sans doute dans la mesure où l'obsession des Équatoriens pouvait passer pour une faiblesse aux yeux des Péruviens qui pouvaient estimer avoir des ennemis plus puissants et plus convenables. Il est certains en tout cas que la question frontalière constituait un élément de politique intérieure et un sujet de conversations mondaines et politiques dans les deux pays. Ces conversations s'appuyaient sans aucun doute sur des discours patriotiques construits sur des éléments concrets comme les références aux cartes et aux actes d'espionnage.

II- La carte et l'espion : deux supports de l'expression patriotique

Dans cette section, nous présentons deux aspects de l'exubérance patriotique, afin d'illustrer les modalités d'expression de l'amour de la patrie. D'autres points particuliers auraient pu être considérés, mais outre qu'ils apparaissent dans les sources avec régularité, ces deux aspects

⁴⁸ *La Tribuna, órgano clandestino del PAP*. Janvier 1940, éditorial (sans plus de précisions de date).BNP.

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ *Ibid.*, 9 août 1941. Éditorial.

incarnent symétriquement les deux versants du patriotisme andin. Il s'agit d'une part de *contre* quoi l'on se bat (l'espion), d'autre part, ce *pour* quoi l'on se bat : le territoire complet, non démembré. Ces deux aspects, qui d'ailleurs sont parfois liés (sont souvent accusés d'espionnage ceux qui consultent et fabriquent des cartes), constituent pour les négociateurs diplomatiques une source constante de réflexion et de préoccupations, et toute tentative de contrôle de l'opinion passe alors par la maîtrise de ces deux enjeux.

A. Le contre-espionnage, révélateur de l'exclusion horizontale propre à la construction nationale

La vigueur du sentiment national se traduit dans les deux pays par l'obsession de l'ennemi intérieur, du traître et de l'espion, qui s'incarne dans des activités de contre-espionnage qui surpassent l'espionnage. La locution cent fois répétée dans les sources de la « cinquième colonne » (*quinta columna*) atteste de cette obsession, et la banalisation de cette expression qui aurait été popularisée par le camp nationaliste au cours de la Guerre civile d'Espagne se traduit plus encore dans sa forme adjectivée de « *quinta-columnista* ». Que nous dit cette obsession de l'identité nationale dans les Andes ?

On lit parfois dans les travaux de commentateurs et d'historiens que le Pérou ou l'Équateur (selon le positionnement de l'auteur) ne disposaient pas de services de renseignements, ou faiblement structurés.⁵¹ Nous avons toutefois trouvé de nombreuses traces documentaires de ces activités, à la fois nationales et internationales. L'intense activité dans ce secteur, qu'elle témoigne ou non d'un certain amateurisme, nous paraît symptomatique. En 1933, l'état-major signale au ministre de la guerre deux éventuels espions équatoriens installés dans le nord du pays. Concernant l'un des deux, médecin de son état, parce qu'il est « très ami des autorités de ce lieu » est ainsi considéré : « l'opinion publique de Zarumilla le considère espion du gouvernement équatorien ». ⁵² Dès 1935, l'état-major demande à la I^{ère} Division d'organiser un service d'espionnage à Quito, à Guayaquil et dans les régions frontalières, ainsi qu'un service de contre-espionnage.⁵³ Quatre ans plus tard, c'est un service d'écoute radio qui est suggéré à

⁵¹ L'historien péruvien et militaire, le lieutenant-colonel Zanabria Zamudio mentionne l'existence d'un service d'espionnage au sein de la II^e section de l'état-major péruvien qui ne mériterait pas selon lui l'appellation de « services secrets ». ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969, p. 305-306.

⁵² Le colonel chef d'état-major Coronel au ministre de la guerre, 24 novembre 1933, of. n°502. CEHMP, 1933.

⁵³ Colonel J.Vargas, chef de l'état-major général, au ministre de la guerre 19 novembre 1935, « Disposiciones dictadas por el EMG en vista de la situación internacional », COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978 (ci-après *Col.doc.*), vol.1, doc. n°11.

cette même division, qui devait envoyer les messages chiffrés à Lima pour les décoder.⁵⁴ Le même rapport recommande de recruter comme sources d'information des civils qui voyagent fréquemment en Équateur et l'on sait que le Groupement du Nord avait recruté des agents dans les régions frontalières, mais pas avant sa création.

Face à la menace réelle ou fantasmée de l'espionnage péruvien, les Équatoriens déployaient également des ressources importantes, principalement dans le domaine du contre-espionnage. Là encore, les étrangers vivant près de la frontière sont particulièrement surveillés. En pleine guerre, l'épouse péruvienne d'un Allemand établi à Huaquillas, démasquée par les autorités, aurait dénoncé les activités d'espionnage de deux agents à Guayaquil, Aguilar et Chaparra, qui envoyaient des informations militaires par l'intermédiaire d'un boulanger.⁵⁵ En même temps mais en montagne, un propriétaire terrien à la loyauté nationale douteuse est accusé par le « lieutenant politique » de Zapotillo d'envoyer ses employés dans les rangs de la garde civile péruvienne et de détourner argent et chevaux destinés à l'armée équatorienne au profit de l'armée péruvienne.⁵⁶ Ces exemples prennent place dans le contexte tendu de la guerre, ce qui peut les expliquer. Les rapports en période de paix sont encore plus symptomatiques de la paranoïa généralisée. Une série de rapports de 1936 montre que le *Servicio Informativo Nacional* (SIN) veillait de son zèle patriotique et contrôlait de très près les activités stratégiques de la chancellerie, de la légation de Colombie ou de la frontière, en menant des investigations poussées sur certaines catégories spécifiques de population : les populations mobiles, les fonctionnaires et les femmes. Les étudiants de Cuenca, trop vieux et trop riches pour concorder avec leur statut, seraient des espions péruviens.⁵⁷ Les troupes de cirque qui faisaient leur tournée à El Oro et à Cuenca étaient également suspectées alors qu'il n'y a « rien de concret » contre eux.⁵⁸ Un acteur et musicien péruvien est arrêté à Quito quelques mois avant la guerre pour des faits d'espionnage.⁵⁹ Ceux qui se déplacent constamment sont particulièrement suspects. Un italien du nom de « Raul Peruselli (sic) » serait un agent du Pérou à Guayaquil. Ses fréquents voyages dans l'intérieur et en région orientale « en emportant toujours des cartes

⁵⁴ État-major général de l'armée, 2^{ème} section, « Instrucciones para la Organización de la Sección informaciones en la Ia D.L. », (c.1939). *Col. doc.*, vol.1, doc. n°62.

⁵⁵ Dr. José R.Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration Publique, au ministre de l'Intérieur, n°927/A, 22 juillet 1941. ESMIL, C 105.

⁵⁶ Dr. José R.Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration Publique, au ministre des Relations extérieures, n°789/A, 25 juillet 1941. ESMIL, C 105.

⁵⁷ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 16 juin 1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁵⁸ *Ibidem.*

⁵⁹ « Un cantor peruano sufre maltratos en el Ecuador acusado de Espía », *Día*, 1^{er} mai 1941. Il s'agit du chanteur et acteur Leonidas Collantes qui était apparu dans le film *El Gallo de mi Galpón*, et aurait été emprisonné vingt-cinq jours. Information aimablement transmise par Gérard Borrás.

et des caméras » le désignent comme espion.⁶⁰ Les femmes sont aussi des suspectes idéales. À Quito, les propriétaires du restaurant l'Ermitage ouvriraient trop facilement des ardoises aux fonctionnaires du gouvernement « en essayant d'utiliser leurs charmes féminins à des fins qui ne sont ni l'intérêt ni l'amour ». ⁶¹ Un autre rapport suspecte qu'une plainte pour viol contre le ministre de la Colombie en Équateur serait le résultat d'une campagne contre le rapprochement entre les deux pays dans l'affaire de Leticia. ⁶² À la même époque s'était aussi installée à Quito une certaine Ilona Martens y López, qui cumulait malheureusement pour elle les trois catégories de femme, mobile et étrangère. Péruvienne de naissance quoique de parents allemands, la jeune femme mena une liaison ouverte avec le neveu du ministre colombien, liaison qui se termina avec la fin de Leticia et son mariage ultérieur avec un Vénézuélien. Pour les services secrets, cela la désignait comme une sorte de Mata Hari des Andes. Son divorce quelques mois plus tard et son départ de Guayaquil pour Quito afin de reprendre sa liaison avec le neveu du diplomate colombien, et ses relations prétendues avec le ministre du Mexique, décidèrent le S.I.N. à la mettre en filature. ⁶³ En effet, le Service n'hésite pas à filer les suspects ou à demander de les écarter des informations considérées comme sensibles. En juillet 1936, l'agent N-11 informe d'un possible pacte de non-agression entre le Pérou et la Colombie, ce qui serait confirmé par une conversation du ministre du Chili à Bogota, entendue par l'agent F-4. ⁶⁴ Les doutes persistants sur une taupe à la chancellerie alimentent également une bonne part de cette correspondance. Plusieurs fonctionnaires font l'objet de vérification. Les agents F-24 et F-10 indiquent que le traître pourrait être le chef de la Section Générale de la chancellerie, Carlos Morales Ch. Un de ses contacts, un certain José Julián Morales B., est filé jusqu'à Ambato par l'agent S-50 jusqu'à ce que la Direction de l'*Oriente* prenne le relais quand le présumé agent de liaison péruvien s'enfonce dans la forêt. ⁶⁵ Un autre rapport suspecte d'autres fonctionnaires, dont l'historien de la chancellerie, Cristobal Gangotena, en raison de son goût prononcé pour la bouteille et ses contacts avec des Franciscains étrangers. ⁶⁶

⁶⁰ Il s'agit bien de « maquinas filmadoras », de caméras et non d'appareils photographiques. Ce matériel ne devait pas passer inaperçu. « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 6 juillet 1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶¹ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 16 juin 1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶² « Informe de la Dirección General del S.I.N. », c.1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶³ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 13 août 1936 « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶⁴ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 2 juillet 1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶⁵ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », 9 juillet 1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

⁶⁶ « Informe de la Dirección General del S.I.N. », c.1936, « strictement confidentiel », AHMRE, T.5.1.16.

Ce supposé espionnage servait également d'arme politique. En 1940, ce sont deux membres de la Junte des relations extérieures par qui le scandale arrive. Il s'agit du père Alfonso Jerves, mais surtout de Pío Jaramillo Alvarado, « deux personnes qui, par leurs anciennes ou actuelles relations avec la chancellerie comme membres ou ex-membres de sa Junte Consultative, ont devant le public une influence et une autorité suffisantes pour les impressionner ».⁶⁷ La Junte en vient à se réunir pour débattre des graves accusations proférées par Jaramillo Alvarado dans un article de *El Telégrafo* et une conférence. Il aurait affirmé qu'il existait service d'espionnage péruvien arrivé à un tel degré d'enracinement qu'il « sut quotidiennement ce qui se discutait à la chancellerie de Quito dans le cadre arbitral de Washington ».⁶⁸ Jaramillo Alvarado (1884-1968) était alors un des intellectuels les plus en vue du pays, où il avait publié de nombreux travaux d'histoire défendant les droits territoriaux de l'Équateur et passait également pour un tenant de la mouvance indigéniste. Il publia d'ailleurs peu après la guerre un ouvrage au titre évocateur, *La Guerra de conquista en América*, dans lequel il pourfendait l'impérialisme territorial et idéologique du Pérou.⁶⁹ Les accusations contre la chancellerie de ce professionnel de la polémique résonnaient alors avec un émoi national autour de la capture d'orpailleurs équatoriens dans la région de la haute forêt, et de grandes manifestations au mois de décembre 1940.⁷⁰

S'il faut rester prudent avec ce thème du renseignement qui est dépendant d'archives souvent secrètes, il faut tout de même conclure qu'une part très importante de cette activité semble concerner le contre-espionnage plutôt que l'espionnage. Bien sûr, l'espionnage existait et une part de ces suspects était peut-être coupable. Ces pratiques se développèrent dans le cadre de l'ouverture des négociations à Washington où l'anticipation de la stratégie juridique de l'adversaire était primordiale, tandis que les diplomates des deux bords croyaient fermement à la recherche d'un document d'archive qui changerait radicalement le rapport de force (voir chapitre 1). Il y avait aussi de l'espionnage militaire, mais qui passait surtout par des canaux officiels du personnel diplomatique et consulaire. Le consul équatorien à Paita en particulier, dans le Nord du Pérou, un colonel de l'armée, est passé à la postérité pour ses alertes insuffisamment écoutées sur la préparation militaire péruvienne.⁷¹ Les Péruviens quant à eux

⁶⁷ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 30 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

⁶⁸ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 29 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

⁶⁹ JARAMILLO ALVARADO Pío, *La Guerra de Conquista en América*, Guayaquil, Editorial Jouvin, 1941.

⁷⁰ L'une des polémiques ultérieures à laquelle a participé Jaramillo Alvarado a fait l'objet d'une étude : MOREL Anne-Claudine, « Polémique équatorienne autour des tableaux *Los Profetas* », *América. Cahiers du CRICCAL*. Numéro thématique : « Polémiques et manifestes aux XIX^e et XX^e siècles en Amérique latine », 1998, vol. 21, n° 1, p. 245-254.

⁷¹ Zanabria Zamudio qui se base sur la lecture de ces rapports estime que Naranjo était à la fois bien informé par ses collègues consuls du Chili et du Nicaragua dans le Nord du pays, mais exagérait la menace et la préparation

disposent d'une information solide grâce à leur attaché militaire à Quito, le colonel J. De Cuadros.⁷²

Il n'en reste pas moins que cet investissement nous paraît disproportionné par rapport à la menace réelle, et visant trop souvent les mêmes catégories de personnes : les femmes, les étrangers, les itinérants, en plus des fonctionnaires qui avaient accès à des informations sensibles. Les activités de renseignements nous semblent donc plutôt guidées, surtout en Équateur, par les intérêts politiques et par une paranoïa permanente, rendue plus aiguë encore dans les régions frontalières, qui témoigne de la dimension horizontale de la construction de la nation : l'intégration verticale d'éléments nationaux de classes sociales différentes s'accompagne toujours d'un processus d'exclusion des éléments rejetés à l'extérieur de la nation.

B. Une cartographie imaginaire intériorisée

La construction nationale exclut mais elle inclut aussi. L'attachement à un territoire mentalement construit par l'intermédiaire de cartes idéalisées montrant un territoire plus grand que celui effectivement contrôlé, fait partie de cette deuxième tendance. Les « cartes logo » (Benedict Anderson), représentations épurées et reproductibles, ont été des vecteurs courants de la construction nationale dans le monde.⁷³ Dans le conflit frontalier, la production de ces cartes est en partie le résultat d'une politique volontariste des États pour appuyer leurs réclamations internationales (chapitre 1). Au Pérou, Ombeline Dagicour a montré que l'usage de la carte comme support privilégié de l'enseignement patriotique de la géographie à l'école est issu des réformes éducatives des années 1920.⁷⁴ Elle s'interroge cependant sur leur réception dans un pays encore faiblement scolarisé et alphabétisé. Force est pourtant de constater que dès les années 1930, les représentations véhiculées ont été largement intériorisées par les secteurs urbains des deux pays qui comparaient toute proposition d'accord avec ces cartes mentales auxquelles ils avaient été exposés dès la plus tendre enfance, en résonance avec les discours développés sur les « démembrements » territoriaux portés depuis longtemps

péruvienne, au point d'avoir semé les graines de l'idée d'agression péruvienne chez les Équatoriens. ZANABRIA ZAMUDIO, *Luchas y victorias...*, *op. cit.*, p. 301-322.

⁷² *Col. doc.*, vol. 7, documents n°1359 à 1378.

⁷³ ANDERSON, *op. cit.*, p. 174-181.

⁷⁴ DAGICOUR Ombeline, « Construir el Estado, forjar una nación. La “nueva geografía” y su enseñanza en el Perú del Presidente Leguía (1919-1930) », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, mai 2016, n° 106, p. 79-96.

par les savants et les intellectuels, et réactivés par des partis de masses.⁷⁵ Du reste, la carte permettait de s'adresser à des populations non-hispanophones encore très nombreuses.

Cette intériorisation se traduit par exemple dans l'initiative d'un citoyen équatorien qui, offusqué par les timbres-poste péruviens qui traçaient la frontière selon les aspirations de Lima, proposa à la chancellerie l'édition de timbres faisant apparaître les arguments de Quito (iconographie). D'ailleurs, l'État équatorien finit effectivement par éditer ce type de timbre. Ce sont aussi les intellectuels et les cartographes qui éditaient textes et cartes pour « défendre » les droits équatoriens, comme l'atlas de Juan Morales y Eloy dont on a souligné dans le chapitre 1 la synthèse entre le discours juridico-historique et la carte logo. Là encore, il s'agit d'une initiative citoyenne qui a été par la suite avalisée par l'État.

Le degré d'intériorisation était déjà si élevé que les principaux négociateurs pouvaient y percevoir un obstacle fondamental à l'adoption d'un accord entre les deux pays. Le chancelier Tobar Donoso en avait conscience :

« Je suis d'accord avec vous que la couverture du texte-Atlas géographique de l'Équateur, travaillé par le père Morales, de même que la carte de l'Amérique du Sud qu'elle contient, sont animés par un sentiment loyal mais dangereux et contribuent seulement à aveugler notre jeunesse avec la vision graphique d'un Équateur dont les confins s'éloignent beaucoup du grand fleuve amazonien, créant ainsi l'impression d'une nation immense contre laquelle se heurtera violemment la réalité de nos renoncements constants dans les traités et les propositions de lignes. Les cartes qui portent sa frontière nationale à la Cordillère andine produiront le même effet au Pérou. Je considère que vous devriez insister dans votre travail de consultation auprès de la chancellerie péruvienne sur la forme que nous pourrions convenir pour une politique plus modeste et mutuellement compréhensive, en ce qui concerne la publication de cartes ».⁷⁶

La surenchère cartographique pouvait donc créer des attitudes nationales rétives au compromis puisque toute comparaison d'un nouveau traité avec les territoires fantasmés ne pouvait qu'aboutir à la déception. Il est intéressant de noter que c'est très exactement ce que démontre la réaction du Parti Apriste Péruvien (PAP) après la victoire en 1941. Alors que le traité n'est pas encore signé, *La Tribuna* fait part d'un sentiment sans doute partagé, qui peut faire figure de menace envers le gouvernement :

« Tout accord de final avec l'Équateur modifiera toutes les cartes que nous sommes habitués à voir depuis l'école, étant donné que les territoires de l'extrême région nord et nord-est qui y figurent comme territoires péruviens devront être reconnus comme équatoriens ».⁷⁷

⁷⁵ BAYONA Jorge, « Inherited Destinies: Discourses of Territorial Loss in Postcolonial States across the Pacific (Peru and the Philippines, 1903-1927) », *Verge: Studies in Global Asias*, septembre 2017, vol. 3, n° 2, p. 169-195. SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América. Cahiers du CRICCAL*, 2004, vol. 31, n° 1, p. 271-278 ; SEVILLA PÉREZ Ana María, *El Ecuador en sus mapas: estado y nación desde una perspectiva espacial*, thèse de doctorat en sciences politiques, FLACSO-Ecuador, Quito, 2011.

⁷⁶ Julio Tobar Donoso à Gonzalo Zaldumbide, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de l'Équateur au Pérou. 15 février 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

⁷⁷ *La Tribuna*, 19 novembre 1941. Éditorial.

Cet aveu et mise en garde peut alors expliquer les réactions de rejet lors de la signature du traité de Rio que l'APRA a dirigé après la signature du protocole. *La Tribuna* souligna encore des mois plus tard cette dissonance avec la carte :

« Naturellement que, avec le cynisme attendu qui est la norme de culot des hommes de ce régime, on prétend nous faire croire que ce traité ne consent aucun cadeau territorial de la part du Pérou. C'est faux. Quand on verra les cartes définitives, quand on comparera la carte géographique du pays que nous avons vue les Péruviens depuis l'école avec celle qui sera dorénavant l'image officielle de notre territoire, on constatera que la Province « intangible » de Maynas a été rognée. Comme ce fut le cas dans les traités avec le Brésil et la Colombie, le Pérou une fois de plus a offert une partie de son territoire oriental ».⁷⁸

Faisant face à ces critiques, les affidés du pouvoir ont bien été obligés de concéder que le gouvernement modifiait certes la carte nationale, mais pour tracer « la carte définitive du Pérou », comme l'affirma une publication éditée par le ministère de l'Intérieur.⁷⁹ Une autre revue souligna quant à elle que par le traité et par sa tournée amazonienne, le Président Prado venait « de compléter le tracé spirituel de notre carte ».⁸⁰

C'est donc bien en s'appuyant sur une représentation iconographique partagée, sur un référent commun facile d'accès, plus que sur une lecture serrée de l'argumentation historico-juridique comme le faisaient les négociateurs, qu'un parti qui se voulait la voix du peuple, jugea du bien fondé d'un traité. Ce faisant, les cartes ont été un moyen pour ce « peuple » de contrôler les actions des dirigeants, accusés de brader le territoire national sur l'autel d'un cosmopolitisme élitiste. L'instrument visuel était d'une simplicité redoutable et permettait de contourner les arguments d'autorité des *doctores* au service de l'oligarchie. Si elle a été un vecteur de la crispation diplomatique et un support des revendications territoriales, notamment en Équateur après la guerre, la carte a aussi été une arme démocratique. Elle résonnait ainsi avec les exigences de transparence qui obligeaient les gouvernements à vouloir contrôler l'opinion.

III- Contrôler les instruments de l'opinion

Les gouvernements du Pérou et de l'Équateur ont été confrontés à une même exigence de transparence démocratique sur les affaires extérieures. Dans un contexte de développement des médias de masses, ils ont tenté avec des fortunes diverses de contrôler ces médias pour orienter

⁷⁸ *Ibid.*, 6 février 1942. Éditorial

⁷⁹ *Peruanidad. Órgano antológico del pensamiento nacional*, janvier-février 1944, n°16, vol IV, p. 1231.

⁸⁰ « Manuel Prado organiza el mapa espiritual de la República ». *Maynas. Publicación de literatura y de informaciones*, n°1, octobre 1943.

l'opinion. Face à un problème similaire, les systèmes politiques ont agi de manière subtilement différente.

A. Au Pérou et en Équateur : une même exigence de transparence

A l'origine de la nécessité de contrôler l'opinion se situait une exigence de transparence démocratique sur les affaires internationales. Le XIX^e siècle avait encore largement dévolu ces questions à un petit cercle d'hommes influents. Désormais, ils étaient concurrencés par de nouveaux acteurs. Dans un système politique et social où les masses revendiquaient leur part dans la gestion des affaires publiques, le secret entourant traditionnellement les négociations menées dans des salons capitonnés à l'abri des regards, portant sur des pans entiers du territoire national, devenait intolérable. Les chancelleries péruviennes et équatoriennes eurent ainsi à essuyer parallèlement les plâtres de l'exigence de transparence qui attaquait de plus en plus cette « culture du secret » (*secretismo*), particulièrement quand la situation se tendait autour d'incidents de frontière.

C'est le cas par exemple en Équateur lorsque « l'Union syndicale Pichincha sollicite le concours du dr. Pío Jaramillo Alvarado, puisque la chancellerie, avec sa culture du secret, n'a pas été capable de calmer l'anxiété qui domine le pays.⁸¹ Un membre de la Junte consultative des relations extérieurs confirme cette lecture :

« Les nouvelles de la presse sur les avancées péruviennes, les informations sur la préparation guerrière du Pérou, les informations sur la mobilisation des troupes péruviennes, etc., sont des faits qui vivent dans la conscience équatorienne. [...] L'opinion publique du pays sent son patriotisme blessé, souhaite se solidariser, dans un mouvement d'ensemble, pour marcher vers la défense de ses droits, mais cette ferveur patriotique se heurte au silence de la chancellerie ».⁸²

Le parallélisme avec les attitudes sur le même sujet au Pérou est tout à fait frappant. Le pays était en effet marqué par le traité secret de Leguía avec la Colombie qui accordait à ce dernier le trapèze amazonien. Les événements de Leticia, qui remettaient en cause ce traité secret, avaient motivé des réactions similaires de la part de secteurs politiquement opposés, mais représentants des partis de masse. Le périodique *Acción* de l'Union Révolutionnaire, parti fascisant et nationaliste, s'autorisa même dans ce cadre à saluer un éditorial de *El Universo* de Guayaquil qui exigeait dans cette affaire plus de transparence :

⁸¹ *El Día*, 19 décembre 1940. Coupure de presse conservée par les Péruviens. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

⁸² Propos de Manuel Elicio Flor rapportés dans PÉREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los Estados limítrofes*, 3^{ème} édition, Quito, Banco Central del Ecuador, 1979, vol. 2, p. 18.

« Le secret diplomatique est utile dans certains cas, mais il ne doit pas mener à ce que le peuple, qui est le véritable souverain et le seul qui soit appelé à connaître la marche de ses affaires, vive dans l'incertitude et le préjudice. [...] Que s'apprécie notre grand problème amazonien à la lumière publique avec l'aide de tous les Péruviens. À l'heure où les enjeux acquièrent un caractère nettement national, les postures politiques passent au second plan et la majesté de la patrie s'impose ». ⁸³

De l'autre côté du spectre politique, l'APRA considère la transparence en matière internationale comme un argument supplémentaire en faveur de la légalisation du parti pour prendre part aux décisions. L'APRA s'appuyait sur la fiction d'une métonymie démocratique : puisqu'il était le peuple, l'associer aux décisions revenait à faire œuvre démocratique. *La Tribuna* l'exprime plusieurs fois entre la victoire des armes en 1941, et le règlement de Rio, pour exiger d'être associé à la décision finale :

« Nous devons insister, cependant, par impératif patriotique, sur un argument nécessaire. Pour arriver à une solution permanente de notre différend frontalier avec l'Équateur, il est urgent que soit prise en compte la *volonté nationale*, librement exprimée. Que l'on ne fasse pas de politique interne, comme cela a eu lieu si souvent, avec des enjeux qui ont trait à la patrie et qui ne sont le monopole d'aucun gouvernement, ni d'aucun parti ou groupe. Que l'on se souvienne que Leguía, en s'appuyant sur sa dictature qui comptait également sur les applaudissements mercenaires et une presse inconditionnelle, a conclu un mauvais traité avec la Colombie qui avant peu d'années a amené une quasi-guerre et une terrible défaite diplomatique ». ⁸⁴

On peut bien sûr lire dans ces demandes l'élaboration d'une arme politique. Toute information sur les négociations pouvait servir à accuser le gouvernement de négligence en la tournant d'une certaine manière. On peut aussi voir le mépris partagé en Équateur et au Pérou pour la diplomatie secrète comme un avatar des positions du Président Woodrow Wilson contre la « diplomatie secrète » qui avait présidé à la création de la SDN. Mais c'était aussi une authentique exigence démocratique dans le cadre de l'arrivée des masses en politique. Wilson d'ailleurs ne réclamait-il pas la fin de cette diplomatie au nom de la paix et de la démocratie ? Pour l'APRA, pour l'UR, pour les syndicats équatoriens, la demande de transparence se faisait donc au nom de l'idéal démocratique. C'était une exigence forte, transpartisane et transfrontalière, dont les implications appelaient une réponse vigoureuse des gouvernements.

B. Des tentatives infructueuses de contrôle en Équateur

En effet, l'intromission de « l'opinion publique » dans les négociations était perçue comme un danger par les diplomates et les gouvernements. Un véritable clivage entre cette exigence de transparence pour le public et le secret ou la discrétion jalousement défendus par le

⁸³ « Para que los arreglos con Colombia y con el Ecuador sean completos y no se alegue que fueron hechos a espaldas del Pueblo, un diario ecuatoriano dice que deben darse a conocer ampliamente en el Perú ». *Acción*, 11 mars 1934, año IV, n°51. BNP.

⁸⁴ *La Tribuna*, 23 août 1941. Editorial. Souligné dans le texte.

personnel diplomatique et confrontés au principe de réalité, se développa. Ce clivage est maintes fois souligné par les protagonistes, tant du côté des Équatoriens que des Péruviens. Le plénipotentiaire de l'Équateur à Lima eut par exemple la mauvaise surprise de prendre brutalement connaissance d'un soulèvement militaire dans son pays, alors qu'il discutait de la question limitrophe avec le chancelier du Pérou :

« Tandis que je conversais avec le chancelier, les cris des vendeurs de journaux annonçaient une grande Révolution en Équateur, le soulèvement des bataillons, la mobilisation de toute l'armée, l'appel aux réservistes. L'absurde manque de censure sur les informations relevant des relations étrangères permet un luxe de détails inopportuns, des exagérations préjudiciables. En entendant ces nouvelles nos regards se sont croisés. Je pensais à part moi au manque de sécurité et d'appui avec lequel nous travaillons nous les diplomates de l'Équateur, le chancelier sans doute se demandait s'il valait la peine de prendre au sérieux des conversations avec le représentant d'un Gouvernement menacé de quitter le pouvoir ».⁸⁵

C'est la « fuite », la mise à disposition d'informations sensibles auprès de l'ennemi que dénonce ici le diplomate. D'autres au contraire soulignaient la divulgation de fausses informations, ou d'informations déformées, comme les médiateurs militaires qui devaient gérer après octobre 1941 la zone démilitarisée malgré la presse de Quito.⁸⁶ Benjamin Welles et son compagnon Arias, pourtant eux-mêmes journalistes, rapportèrent également que leurs collègues à la frontière inventaient des agressions péruviennes imaginaires.⁸⁷ Il n'est pas jusqu'au Président Arroyo qui, dans ses messages à la nation, ne critiquât vertement la liberté de ton des journalistes. Dès son discours d'investiture, celui qui se sentait pourtant « spirituellement lié à la presse » en ayant publié dans ce secteur, réservait des propos au vitriol sur « le triste spectacle, même quand il est temporaire, de la feuille imprimée insolente et canaille, sporadique et sans fondements, insignifiante et anonyme, qui vit de l'attaque et de l'insulte, du mensonge et du scandale ».⁸⁸ Dans son message du 1^{er} janvier 1941, le Président dénonça encore que « les individus sans compétences ni fondements, s'érigent en critiques, et dressent des chaires de morales exemptes de sincérité, qui provoqueraient l'hilarité s'ils ne représentaient pas une déviation du sentiment éthique et un défi à la conscience et à la mémoire

⁸⁵ PÉREZ CONCHA, *op. cit.* p.363. Contrairement à notre usage habituel, le style télégraphique de la citation originale a été transposé dans un langage écrit plus compréhensible.

⁸⁶ « La prensa en la capital inició una serie de denuncias y quejas en sentido que los peruanos no habían evacuado completamente la zona y mencionaban atropellos ocurridos en ella. Los diarios ecuatorianos día a día continuaron en forma exagerada dando cuenta de daños ocasionados en la provincia de El Oro ». « Informe general de los observadores militares del lado ecuatoriano desde la iniciación de las hostilidades hasta la ratificación del Protocolo de Paz Amistad y límites, firmado en Río de Janeiro entre Ecuador y Perú, en el periodo comprendido entre 10 de mayo de 1941 y 28 de febrero de 1942 », Quito, 15 mars 1942, « Conclusiones generales », p. 18. AHMRE, T.5.3.1.7.

⁸⁷ TOBAR DONOSO Julio, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica*, Quito, Ecuador, Banco Central del Ecuador (« Colección histórica »), 1945, p. 190.

⁸⁸ *Mensaje del Excmo. Señor Presidente Constitucional de la República Doctor Don Carlos A. Arroyo del Río*, Quito, Imprenta de Ministerio de Gobierno, 1940. BEAEP.

collectives. L'omniscience et l'audace sont deux ennemis mortels de l'opinion publique parmi nous. Tous font mine de savoir et donnent leur avis sur tout ». ⁸⁹

Les Péruviens enfin sentaient eux-aussi chez leur voisin que les médias mettaient en échec le gouvernement et le poussaient à l'intransigeance. L'attaché militaire du Pérou en Équateur fait part de sa lecture des événements du stade de Quito du 12 janvier 1941 :

« L'attitude complaisante du Gouvernement en ne contrôlant pas les activités de la rue qui jusque-là organisaient des manifestations contre le Pérou chaque fois que le désirait le petit groupe formé par les propriétaires de journaux, quelques fonctionnaires publics et beaucoup de dirigeants de l'opposition, a eu pour conséquence la rébellion et l'esprit révolutionnaire parmi le peuple, au point que le Gouvernement a été également la victime de ses propres inventions ». ⁹⁰

Le climat de défiance envers le gouvernement et les autorités, propagé par les médias, avait ce faisant créé une dynamique en faveur du contrôle des médias. De nombreuses voix s'élevèrent en effet pour limiter ou canaliser les voix trop bruyantes sur la politique étrangère (et intérieure). Quelques mois avant la guerre, un autre représentant de l'Équateur à Lima affirmait que la situation s'améliorerait si le gouvernement « arrive à gagner la confiance des citoyens, l'appui de l'opinion publique et obtient de notre peuple et de notre presse, investis d'un haut sens de la responsabilité collective – de la discipline et de la méthode pour leur réflexion et leur action face aux problèmes externes ». ⁹¹ C'était là faire appel plus à l'autocensure, au « sens des responsabilités », qu'à une véritable censure. D'autres suggèrent également d'orienter la presse subtilement. En 1936, la chancellerie suggère au gouverneur du Guayas la création d'un « Bureau des informations » pour éviter que ne se publient des informations qui décrédibilisent le pays à l'étranger. ⁹² Il faut sans doute placer dans cette perspective les tentatives de création d'un véritable ministère de la propagande et des informations dans ces années. ⁹³

Julio Tobar Donoso, dont le christianisme associatif était soluble dans des pratiques anti-démocratiques, essaya de mettre en œuvre un certain contrôle, sans grand succès. ⁹⁴ Il enjoignit à

⁸⁹ Carlos Alberto Arroyo del Río, « Mensaje », 1^{er} janvier 1941. BEAEP.

⁹⁰ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente al mes de enero de 1941 », 23 janvier 1941. *Col. doc.*, vol. 7, doc. n°1360.

⁹¹ Propos d'Antonio Quevedo, ministre de l'Équateur à Lima, à Julio Tobar Donoso, 2 janvier 1941, rapportés dans PÉREZ CONCHA, *op. cit.* vol.2, p. 16-17.

⁹² « Telegrama al Gobernador del Guayas insinuando la formación de una oficina de Informaciones para la prensa con el fin de evitar que se publiquen noticias que hacen daño al Gobierno y desprestigian al País en el Exterior », c.1936. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁹³ UBELAKER ANDRADE Lisa, « « Voice Boxes » of God (and State): Radio, Evangelical Missionaries and Good Neighbor propaganda in Ecuador (1933-1945) », manuscrit de la communication présentée au congrès annuel du Latin American Studies Association (LASA) tenu à Barcelone en 2018. Texte inédit aimablement transmis par l'auteure.

⁹⁴ La démocratie chrétienne dont Tobar Donoso était un des plus illustre représentant, embrassait la doctrine sociale de l'Église, dans un désir de justice sociale, sans être nécessairement démocratique. Le discours de ses

la garnison amazonienne de Rocafuerte de ne pas envoyer d'informations aux médias nationaux par l'intermédiaire de la radio de la caserne par exemple.⁹⁵ Il convoque aussi plusieurs fois les patrons de presse de Quito. Tous jurent de leurs sentiments patriotiques, et qu'ils n'interviendraient plus dans les affaires de la chancellerie, mais les articles acerbes sur la gestion internationale du gouvernement reparaissent dès le lendemain. Tobar Donoso subit en plus la pression du gouvernement péruvien qui n'apprécie pas les appels à la guerre contre lui proférés dans la presse. Dans une correspondance au représentant équatorien au Pérou, le chancelier s'emportait tout en rejetant la faute sur le Pérou : « La campagne [de presse] est plus contre la chancellerie et le gouvernement que contre le Pérou. [...] Si quelqu'un a la faute de tout cela, ce n'est pas le gouvernement équatorien qui "ne contrôle ni la presse ni le Congrès", mais le Gouvernement péruvien qui ne contrôle pas son armée ».⁹⁶ La situation inconfortable du chancelier qui devait à la fois démentir les fausses informations auprès de la presse, tout en défendant son pays auprès de l'ennemi, se faisait jour. Ce grand écart est aussi visible dans les relations ambiguës qu'entretient le gouvernement avec ce média de masse qu'est la radio.

Malgré la tendance au contrôle des médias, ces tentatives avaient été plutôt infructueuses, d'après les dires de Tobar Donoso et d'autres. La guerre provoqua au contraire un état d'exception qui permit de mettre en œuvre ce contrôle désiré depuis longtemps. Dès les escarmouches des 5 et 6 juillet 1941, alors que le pays entier vit un enthousiasme patriotique alimenté par les médias, le gouvernement met en place des mesures de contrôle de l'information. Les correspondants de guerre présents dans la région frontalière doivent faire viser leur production par des officiers avant de pouvoir envoyer leur dépêche aux salles de rédaction. Cela permettait d'orienter les informations sans avoir à censurer des journaux par des pages blanches. Cela n'empêcha pas cependant les exagérations sur l'ampleur de la menace péruvienne, tant au moment de la bataille du Zarumilla que de l'occupation de la Province de El Oro. La démarche du gouvernement se radicalisa alors. Dans le paquet de pouvoirs concédés

organes de presse montre en effet de l'antisémitisme, de la sympathie pour le régime de Franco et même pour le fascisme italien et le nazisme allemand. Les catholiques chrétiens d'Équateur considèrent comme similaires le libéralisme laïc et le communisme qu'ils voient comme une maladie « asiatique ». Membres d'un mouvement qui se définissait d'abord comme associatif, puis corporatiste, et apolitique, ses partisans ont eu tendance à appuyer le parti conservateur, cléricale depuis la séparation de l'Église et de l'État, mais pas de manière systématique. Le mouvement *Acción católica* par exemple se refuse à appuyer inconditionnellement la candidature du conservateur Jacinto Jijón y Caamaño en 1940. Ce n'est que pendant la Seconde Guerre mondiale qu'est créé le Partido Nacional Democrata qui se veut ouvrier, catholique, en faveur de la justice sociale, anticommuniste et cette fois véritablement démocratique. ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CORDOVA Carlos Ramiro, « Repensar la derecha: Democracia cristiana, corporativismo e integralismo en Ecuador en la entreguerra (1918-1943) », *Historia 396*, 2018, vol. 8, n° 2, p. 55-90.

⁹⁵ Julio Tobar Donoso, « Instrucciones reservadas de carácter general, que el ministerio de Relaciones exteriores da al comando de la guarnición militar de Rocafuerte », 14 février 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

⁹⁶ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 21 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

à l'Exécutif sous le nom de « facultés exorbitantes », la possibilité de fermer discrétionnairement des titres de presse figurait aux côtés de la prise de contrôle directe des finances et de l'armée. Cette censure de l'opinion, maintes fois dénoncée pendant le reste du mandat d'Arroyo, participa d'ailleurs à l'impopularité du Président et fut de toute manière contournée par cet autre moyen traditionnel de faire éclater la polémique qu'était la conférence. En mai 1942, c'est après une conférence de ce type qu'une incursion armée dans le palais présidentiel faillit renverser le régime.

Face à l'exigence de transparence à des fins démocratiques ou strictement politiques, les gouvernements équatoriens avaient donc recherché d'abord et pour longtemps des moyens indirects d'influencer les médias, en se maintenant dans un cadre démocratique. Ce n'est que le choc de la défaite qui décida, ou qui permit enfin pour certains, de mettre en œuvre un programme plus clair de censure, encore qu'il fût imparfait.

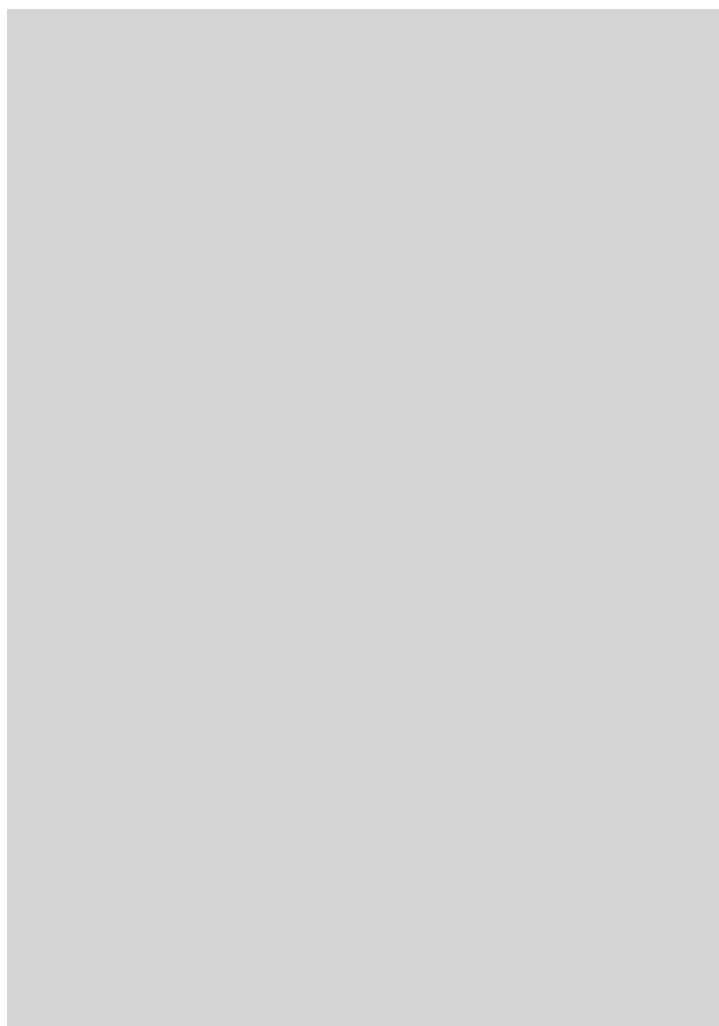
C. La radio : les ambiguïtés d'un nouveau média de masse

Les attermoissements des Équatoriens en termes de contrôle des médias se retrouvent dans la gestion de ce puissant instrument d'information des masses qu'était la radio. Depuis son arrivée dans la région dans les années 1920, la radio s'était fortement développée. C'est en 1925 que la première station émit à Lima. À ses débuts, les postes de réception étaient chers et réservés à une élite qui s'endettait pour les acquérir. Mais les années 1930 favorisèrent la massification du support. Signe de cet engouement, le gouvernement inaugura en 1937 les locaux de la Radio National du Pérou aux infrastructures ultramodernes. Les programmes diffusaient de la musique et des informations lues à partir des journaux de la capitale.⁹⁷ Les ondes étaient évidemment le support de la diffusion des valeurs nationales, comme cette série intitulée « moments patriotiques » destinée aux plus jeunes et par la suite publiée.⁹⁸

⁹⁷ CONTRERAS Carlos et CUETO Marcos (dir.), *Perú. Mirando hacia dentro. Tomo 4 (1930/1960)*, Taurus (coll. América latina en la historia contemporánea), 2015, p. 284-288.

⁹⁸ MINISTERIO DE GUERRA, SERVICIO DE PRENSA, PROPAGANDA Y PUBLICACIONES MILITARES, *Momentos patrióticos*, 2e éd., Lima, Imprenta y Librería del Ministerio de Guerra, 1940, vol.2 ; « La prensa nacional y los « momentos patrióticos » », *Revista militar del Perú*, novembre 1937, XXXIV, n° 11, p. 459-461.

Figure 71 : Usage de la radio à des fins éducatives de construction nationale



MINISTERIO DE GUERRA, SERVICIO DE PRENSA, PROPAGANDA Y PUBLICACIONES MILITARES, *Momentos patrióticos*, Deuxième édition., Lima, Imprenta y Librería del Ministerio de Guerra, 1940, vol.2., collection particulière.

La radio pouvait aussi être une arme dans le différend péruano-équatorien : en 1938, le chancelier péruvien avait choisi d'annoncer avec fracas le retrait du Pérou des négociations de Washington à la radio de Lima, demandant ainsi l'assentiment de « l'opinion publique », tandis que le chancelier équatorien s'était senti obligé de répondre à pareil camouflet également par message radiophonique sur les ondes de la HCJB. On connaît grâce au travail de Lisa Ubelaker Andrade la trajectoire de cette station qui était sans doute la plus diffusée à l'époque. Surnommée « La Voix des Andes », la station avait été créée par des missionnaires protestants nord-américains.⁹⁹ Pour permettre le développement d'un instrument religieux dans un pays

⁹⁹ UBELAKER ANDRADE, *op.cit.*

gouverné par des Libéraux anticléricaux, ses dirigeants avaient dû promettre que leur radio réserverait une part à la construction nationale, par des informations de l'État ou des cours d'histoire. Pour l'État, le nouveau média avait en effet l'avantage de circuler jusque dans les coins les plus reculés de la République, et pouvait de cette manière servir à l'intégration des populations frontalières interlopes à la cause nationale. L'écoute du média pouvait d'ailleurs ressembler à une réunion civique. Les receveurs étant rares ; les individus ou les institutions les transmettaient publiquement dans la rue où le commun s'amassait pour écouter et commenter. Dès lors, le gouvernement équatorien qui avait forgé une sorte d'alliance avec la radio, tenta dans les années 1930 de renforcer son contrôle sur les stations en développement. Dans le cadre du conflit avec le Pérou, le gouvernement équatorien obligea les animateurs de radio à passer un examen sur l'histoire et la géographie du pays, afin de vérifier que leurs connaissances s'accordaient avec les prétentions diplomatiques du pays. La radio HCJB en fut d'ailleurs exemptée, car elle avait démontré depuis longtemps ses quartiers nationalistes. Pendant la guerre d'ailleurs, elle transmet docilement les informations du gouvernement, tandis que d'autres stations n'hésitaient pas à critiquer le gouvernement.

En effet, la symbiose entre l'État et la radio HCJB était un cas particulier. Le reste des ondes demeurait, comme la presse, plutôt incontrôlable. Il en fut ainsi de la très éphémère radio « Ecuador Amazónico. HCIGP », une station créée et suspendue en 1939.¹⁰⁰ Son promoteur, Miguel Angel González Páez raconte que c'est après la conversation avec un touriste péruvien au discours construit sur la question limitrophe mais aux vues nécessairement contraires aux siennes, qu'il avait décidé de fonder avec quelques amis un journal « orientaliste ». Mais les fonds manquaient et les démarches se compliquèrent. Avec le concours d'un prêtre, il acquit opportunément un puissant émetteur radio. « Ecuador Amazónico » fut inaugurée le 30 avril 1939, en présence de tout le gratin de Quito, dont le président de la République et le ministre des affaires étrangères, Julio Tobar Donoso. La radio diffusait en particulier des discours de leaders d'opinion (l'omniprésent Pío Jaramillo Alvarado), d'historiens et de géographes, soulignant tous l'équatorianité de l'Amazonie, entre deux airs de musique, d'hymnes ou de poésies patriotiques. Mais très rapidement, le contrôle du gouvernement se fit plus pressant, au point d'incommoder les membres de la radio. La chancellerie exigeait un droit de regard en amont sur les programmes touchant des matières diplomatiques. En mai, le droit d'émettre fut suspendu. La fermeture de la radio devient alors un sujet de débat public, que les journaux utilisaient pour attaquer le gouvernement. Le Congrès vota même une motion de soutien à la

¹⁰⁰ GONZÁLEZ PÁEZ M.A., *Radiodifusora Ecuador Amazónico. HCIGP*, Quito, Imprenta « América », 1939.

radio, faisant entrer dans le débat les relations difficiles entre le Législatif et l'Exécutif. González Páez croit savoir que les raisons d'avoir suspendu sa radio pouvaient tenir à des enjeux religieux ou à l'intromission des contenus dans les négociations diplomatiques. Il croit aussi que la demande de fermeture émanait de son ancien ami, le plénipotentiaire péruvien Gonzalo Zaldumbide. Et en effet, on trouve trace de la réponse de Tobar Donoso à Zaldumbide dans les archives de la chancellerie, mais c'est plutôt pour défendre la radio. Tobar Donoso réplique au Péruvien qui s'est plaint du contenu que la radio qu'elle était un « jaillissement spontané de la conscience nationale ». Ses contenus ne seraient d'ailleurs qu'une réponse symétrique aux mêmes harangues nationalistes diffusées par les médias au Pérou. Avec malice, Tobar encourageait même les Péruviens – s'il leur semblait loisible – de créer le même type de station, « tant qu'une telle propagande ne dépasse pas l'aspect historique ou juridique du problème territorial, puisque ces campagnes en réalité éloignent de nos peuples l'acceptation de mutuelles concessions et renoncements ».¹⁰¹ Malgré les protestations du chancelier, le gouvernement équatorien a cependant bien suspendu la radio.

Que ce fut pour complaire aux Péruviens ou par opportunité politique, cette très éphémère aventure témoigne de la tentative de contrôler un instrument qui est particulièrement associé à l'émergence des masses dans la politique des années 1930, en Amérique comme en Europe. En cette matière, le gouvernement équatorien a longtemps préféré la manière subtile en orientant plus qu'en contrôlant directement l'information. Les Péruviens étaient à ce titre plus radicaux, dans le domaine de la radio comme des autres médias.

D. Au Pérou, un contrôle plus ferme et plus subtil

Au Pérou, les gouvernements étaient confrontés à la même exigence de transparence que leurs voisins, mais la réponse fut beaucoup moins démocratique qu'en Équateur. L'affaire de Leticia tient lieu une fois de plus au Pérou de déclencheur. Après la courte campagne, les décisions de l'état-major furent en effet systématiquement attaquées dans la presse de Lima, au cours de ce que les militaires de haut rang assimilèrent à une campagne généralisée et coordonnée. Un colonel exprima alors le « malaise ressenti par l'inconduite de la petite presse qui sans aucun contrôle agite le peuple pour qu'il n'ait pas confiance dans "les instituts militaires" ».¹⁰² Cette campagne menée par des journaux principalement de gauche, comme *Antorcha*, *Oz y Martillo*, *Ultimas noticias* ou *Suplemento*, avait un effet désastreux nous

¹⁰¹ Julio Tobar Donoso à Gonzalo Zaldumbide, 16 mai 1939. AHMRE, T.5.3.2.2.

¹⁰² Le colonel commandant du régiment d'infanterie n°5 au colonel commandant de la II^e Division, 10 novembre 1933. CEHMP, 1933.

apprend le colonel et ses collègues de l'état-major, sur les soldats qui en venaient à se considérer comme de la simple « chair à canon ». Elle minait l'ordre martial en s'attaquant même au Président Benavides, suggérant sa responsabilité dans l'assassinat du Président Sánchez Cerro. La blessure d'orgueil fut si profonde que ce fut cette campagne, d'après cette correspondance, qui déclencha la mise sur pieds d'une commission destinée à évaluer les décisions militaires dans la campagne de Leticia, dossier qui nous a servi en d'autres points de ce travail.¹⁰³

La raison d'État demandait donc de contrôler cette presse pour des raisons politiques et stratégiques, d'après le haut commandement qui par l'intermédiaire de Benavides, était justement à la tête de l'État à partir de 1933. C'est plus encore de 1936 à 1939, quand tous les postes ministériels sont occupés par des militaires et que le Congrès était fermé, que les mesures les plus drastiques contre la presse furent prises. Deux lois étaient en particulier restrictives envers les titres papier, dont un journal illégal comme *La Tribuna* qui sous-titrait alors ironiquement « encore clandestin », se plaignait fréquemment. La loi 8528 du 24 avril 1937 interdisait toute production ou importation de « propagande de doctrines communistes ou diviseuses [*disociadoras*] », ce dernier terme étant fréquemment appliqué aux idéologies de gauche, en particulier à l'aprisme. Plus encore, la législation générale sur la production de presse était encadrée par la loi 9034 du 23 novembre 1939 dite « ley de Imprenta ». Remplaçant d'antiques législations de 1822 et 1823, la loi affirmait ne pas pratiquer de « censure » mais obligeait tout titre à une déclaration obligatoire en préfecture (que le préfet pouvait refuser) et à communiquer tout exemplaire vingt-quatre heures avant parution. Tout un éventail de sanctions étaient imaginées, et la partie se référant aux « délits d'impression » est la plus copieuse. Dans une telle situation, tous les observateurs étrangers, Équatoriens mais aussi Français et Étasuniens, soulignaient l'absence de véritable liberté d'expression dans le pays. La censure n'apparaissait pas sous la forme d'articles caviardés, mais les principaux journaux de l'opposition n'avaient pas le droit de paraître, et les journaux paraissant pratiquaient une autocensure qui en faisait bien souvent les porte-paroles du gouvernement. Il y avait certes des exceptions. La presse de l'APRA par exemple atteint des tirages élevés et profitait d'une véritable liberté de ton en raison de son illégalité, et la presse légale connaissait des tendances

¹⁰³ Le colonel chef de l'état-major général au colonel ministre de la guerre, of. n°151, 13 novembre 1933 ; le colonel chef de l'état-major général au général président de la République, 8 novembre 1933 ; le colonel commandant des armées (Armas) au colonel ministre d'État au portefeuille de la guerre, n°188, 8 novembre 1933. CEHMP, 1933.

d'opinion, mais rien de comparable aux attaques que le gouvernement équatorien subissait de la part de sa propre presse légale.

Le gouvernement suivant, mené par le civil Prado et non plus le général Benavides, choisit une stratégie de contrôle des médias plus insidieuse. Tout en s'appuyant encore sur les lois précédentes, le gouvernement avait aussi choisi d'inonder les médias d'informations qui lui convenaient. On a déjà évoqué les efforts de création d'agences d'information péruvienne à l'étranger (chapitre 1). Celles-ci se combinaient à un effort national portant sur la création de titres de presse à partir de janvier 1940. Prado, qui dénombrait 420 titres de presse en 1939, en recensait 760 en 1945, presque le double.¹⁰⁴ Parmi ces titres, tous n'étaient pas directement liés au gouvernement, mais ils participaient certainement à créer une atmosphère d'unanimité autour du gouvernement, ou plus subtilement à diviser l'opposition. En 1944, *La Tribuna* qui reste quant à elle clandestine vitupère « ces feuilles de pseudo-gauches que le gouvernement paye et contrôle pour produire le confusionnisme ».¹⁰⁵ Le but de cette littérature grise était officiellement de souligner les attraits économiques du pays, d'instruire et de forger une conscience nationale. Le bimensuel *Peruanidad, Órgano antológico del pensamiento nacional* est caractéristique de cet objectif. D'une belle tenue graphique intégrant les codes esthétiques de l'indigénisme précolombien (notamment Chavín), il s'adressait aux couches aisées et éduquées de la société. Edité directement par la « Direction de Presse et de Propagande » du ministère de l'Intérieur, il émergea en novembre 1941, dans le sillage de la victoire des armes, et rendait souvent hommage au Président Prado et à ses « victoires » diplomatiques.¹⁰⁶ À côté des classes dirigeantes, les classes moyennes et populaires étaient ciblées par les programmes radiophoniques et les informations cinématographiques, qui sont justement implantées dans le pays à la fin du mandat de Prado, et considérées par ce dernier comme un instrument de « propagande nationale ».¹⁰⁷

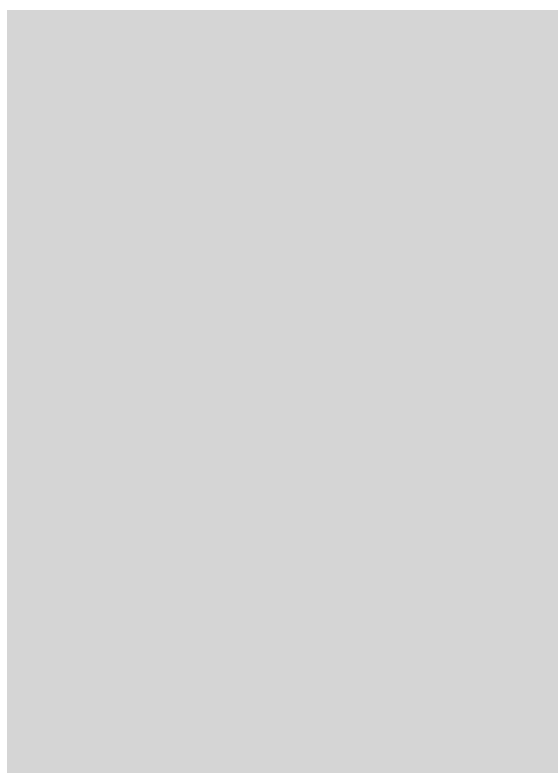
¹⁰⁴ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1945 ».

¹⁰⁵ « No hay libertad de imprenta en el Perú ». *La Tribuna*, 22 février 1944.

¹⁰⁶ Revue publiée à partir de novembre 1941 sous la direction d'Esteban Pavlevich puis de Ricardo Walter Stubbs.

¹⁰⁷ Il déclare alors : « La implantación del servicio de noticiarios peruanos cinematográficos, estructura una de las más elevadas conquistas para la propaganda nacional y se realiza entre sus dilatadas proyecciones la implantación del periodismo cinematográfico. Este servicio se presenta ya en varios países de América y provoca elogiosos comentarios, tanto por su contenido ilustrativo y su orientación americanista, cuanto por su ejecución técnica; lo que abre un nuevo campo de actividades provechosas para el arte y la colaboración intelectual ». « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1945 ».

Figure 72 : une revue pour construire la nation



On reconnaît le motif de la stèle Chavín de Huántar qui était exposée à Lima depuis 1873 grâce au naturaliste Antonio Raimondi. Ce motif est récurrent sur les couvertures de la revue. Il devait initialement apparaître sur le monument aux morts (chapitre 11).

Source : *Peruanidad, Órgano antológico del pensamiento nacional*, vol.III, janvier-février 1945, n°12. BNP.

Par la manière forte ou par des voies plus subtiles, les gouvernements péruviens réussissaient donc là où les gouvernements équatoriens étaient plus contraints par les règles pluralistes. Or, l'orientation de l'information, si elle relevait d'objectifs économiques, touristiques et de politique intérieure, était indissociable de la question frontalière. Les mesures du gouvernement péruvien lui permettaient de s'auto-représenter sous un jour plus ordonné que les Équatoriens dépeints comme des faibles envers les médias. C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre les dénonciations croisées de juillet 1941 pendant la guerre, les deux gouvernements s'accusant mutuellement de manipuler l'opinion publique. Le Président Prado dénonçait :

« Simultanément, l'action équatorienne s'intensifie pour créer un état de tension et d'alarme avec de violentes campagnes journalistiques antipéruviennes à Quito, à Guayaquil et dans les autres villes ; avec les fausses nouvelles propagées par ses agences de presse sur de supposées invasions et provocations péruviennes dans la région limitrophe ; et avec la répétition des incidents frontaliers provoqués par ses garnisons militaires et ensuite déformés, dans le but de nous présenter comme les agresseurs devant la conscience de l'Amérique. Au contraire s'est affirmée, alors comme toujours, l'imperturbable sérénité du

Pérou, de concert avec la ferme conviction de ses droits et de la décision inébranlable de les défendre ». ¹⁰⁸

La chancellerie équatorienne avait la lecture exactement inverse, considérant dans une circulaire que « l'agression contre l'Équateur a été précédée par une terrible campagne de presse, stimulée par le gouvernement péruvien, au cours de laquelle l'Équateur a été décrit très durement comme provocateur de manifestations publiques artificielles et proclamant la nécessité d'attaquer. Il a donc stimulé par tous les moyens le bellicisme du peuple péruvien ». ¹⁰⁹

Ces accusations mutuelles ne sont pas dénuées de fondement. Les gouvernements des deux pays laissaient faire, censuraient ou orientaient l'opinion, mais ce contrôle pouvait aussi leur échapper lorsque l'opinion prenait la forme tangible de la « foule ».

E. La mobilisation des « foules »

Un instrument supplémentaire de contrôle de l'opinion afin de mettre en scène l'unanimité est la mobilisation des foules à travers la présence physique du « peuple » dans la rue. Les marches, « rassemblements civiques » et autres défilés sont autant de manières de personnifier ce « peuple » et de donner à voir ce soutien au monde entier par la reproduction de photographies et de textes descriptifs du parcours de ces marches, qui sont autant de manières de pérenniser des événements par nature éphémères. Ce phénomène de rassemblements qui existait aussi dans les pays voisins du continent, est lui aussi soumis au questionnement sur son authenticité de la part des observateurs. Ceux-ci cherchaient systématiquement à mesurer le degré de spontanéité de mouvements qu'ils estimaient dangereux pour le gouvernement ou au contraire devoir être orientés au service de ses intérêts.

Ces rassemblements sont omniprésents dans le conflit et tout à fait déterminants dans l'escalade qui mena à la guerre. L'enchaînement chronologique d'apparence chaotique qui mène de ces rassemblements à la guerre prend alors sens : en décembre 1940, de grandes

¹⁰⁸ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional, el 28 de julio de 1941 ». Enrique Goytisolo Bolognesi, le ministre péruvien en Équateur, se plaint à Tobar Donoso de « la violenta campaña antiperuana que se desarrolla en estos momentos por la prensa y por la radio del Ecuador. Los periódicos de Quito y las estaciones radiodifusoras emplean incesantemente en graves y términos injuriosos a mi país y a mi Gobierno, que rechazo con vehemencia desde luego, y que contrastan con la sobriedad y serenidad con que en el Perú se informa al público de los deplorables acontecimientos actuales. Ayer he escuchado, con la indignación que la cultura y el patriotismo de Vuestra Excelencia sabrán comprender, los discursos pronunciados durante las manifestaciones callejeras acentuadamente hostiles y groseros. Estos hechos obligan a mi espíritu a preguntarse qué oculto designo puede haber en la tolerancia de tales actitudes hirientes y provocadoras ». Enrique Goytisolo Bolognesi à Julio Tobar Donoso, 8 juillet 1941. AHMRE, Q.2.1.

¹⁰⁹ « Los últimos incidentes en la frontera sur », *Circular reservada* n°12-B-12, 11 juillet 1941, envoyée à toutes les missions diplomatiques de l'Équateur. AHMRE, Q.2.1.

protestations ont lieu en Équateur contre les avancées militaires péruviennes en Amazonie, auxquelles répondent des manifestations au Pérou au cours de manœuvres militaires, moment privilégié de démonstrations patriotiques.¹¹⁰ C'est alors que Prado fait appel au général Ureta pour créer le mois suivant le Groupement du Nord qui fut ensuite l'instrument fondamental de la victoire. L'agitation patriotique de l'Équateur accéléra donc la militarisation péruvienne de la frontière, qui en retour préocupa la chancellerie équatorienne au point de demander publiquement aux pays d'Amérique de gérer collectivement le conflit. C'est face à cette demande qu'ils jugent insultante que le pays entier semble se mobiliser en mai 1941 pour appuyer le Président Prado. Les discours d'intransigeance prononcés à cette occasion et leur réception dans la presse équatorienne ne sont sans doute pas étrangers à la tension aiguë qui règne à la frontière et où, moins de deux mois plus tard, un incident banal comme il en était arrivé des dizaines déclenche le feu sur toute la ligne de front et offre au commandement péruvien l'occasion de mettre en œuvre son plan d'attaque. La chronologie montre donc un lien entre mobilisation des masses et militarisation de la frontière dans une spirale autoalimentée d'escalade guerrière.

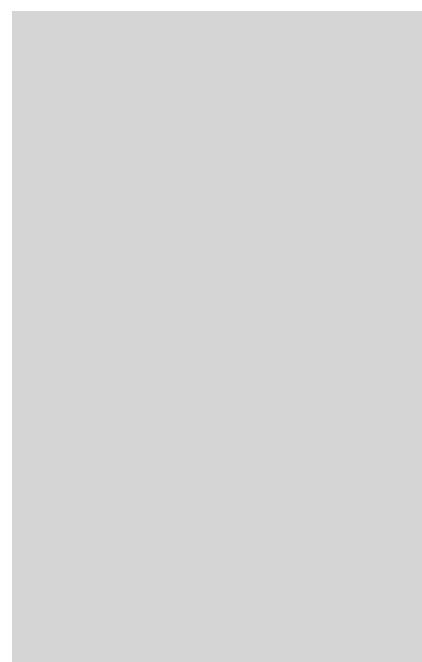
Pour comprendre les dynamiques internes à ces mobilisations, il faut encore analyser dans le détail les principaux moments de cette mobilisation. Les Équatoriens étaient coutumiers des grands élans de patriotisme exprimés dans la presse et dans la rue, mais les manifestations de décembre 1940 semblent avoir revêtu une portée particulière. C'est l'arrestation d'orpailleurs dans la région de haute Amazonie qui, diffusée dans la République par la presse, provoque cette première flambée de la rue. Loja, par sa proximité, est particulièrement touchée, mais à Guayaquil aussi, les rassemblements scandent la traditionnelle antienne de « Tumbéz[sic]-Marañón ou la Guerre ». Un Comité Féminin collecte des fonds pour armer le pays. *El Día* annonce en gros titres « le réveil de l'Esprit civique équatorien ». « Le Pays se regroupe pour repousser l'agression péruvienne » croit savoir le journal.¹¹¹ Cette séquence se calme un temps, mais il faut sans doute lui attribuer en partie le quasi-lynchage du Président Arroyo au stade de Quito moins d'un mois plus tard. Ces rassemblements étaient-ils contrôlés en Équateur ? Les opinions des observateurs sont parfois contradictoires à ce sujet. Les Péruviens croient parfois que ces manifestants sont laissés libres d'agir par le gouvernement équatorien qui y trouve à bon compte un soutien populaire à sa politique territoriale. Mais ils soulignent eux-mêmes que

¹¹⁰ Julio Tobar Donoso au ministre de la Défense Nationale, 13 décembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

¹¹¹ *El Día*, 19 décembre 1940 ; *El Telegrafo*, « El problema internacional », 19 décembre 1940 ; *El Universo*, 19 décembre 1940. Coupures de presse rassemblées par la chancellerie péruvienne. ALMRE, LEK-20-35, legajo 177.

ces attitudes obligent le gouvernement à une position intransigeante qui ne permet pas le compromis pourtant souhaité, et la croyance au supposé laisser-faire équatorien provient sans doute de la comparaison qu'ils peuvent effectuer avec le contrôle drastique de l'opinion dans leur propre pays. D'ailleurs, certains considèrent que ce sont les journaux qui appelleraient à ces manifestations, et qui en grossiraient l'importance ensuite dans leurs colonnes, dans un jeu bien connu de création de l'événement qui permet ensuite de vendre du papier. Le fait n'est pas invraisemblable et il faut souligner le lien indissoluble entre cette presse si difficilement contrôlée par le gouvernement équatorien et les manifestations. Pendant la guerre aussi, cette présence physique qui menace en permanence de révolution se fait sentir aux dirigeants équatoriens. La drôle de guerre entre les 6 et 23 juillet voit défiler sous le balcon présidentiel de Quito les groupes d'étudiants enjoignant le premier magistrat à rester ferme. Le consulat péruvien de Guayaquil et celui de Macará sont attaqués par la « foule » patriote, et le gouvernement équatorien ne peut que s'excuser du fait auprès des Péruviens pour maintenir l'intégrité de ses propres représentations diplomatiques. Il semble donc qu'en Équateur, le patriotisme de la rue ait été plutôt dirigé contre le gouvernement par des groupes politiques, sans que cela ne remette en cause la participation éventuellement spontanée des urbains particulièrement exposés à l'antipéruanisme.

Figure 73 : photographier les foules pour pérenniser la mise en scène de l'unanimité



Source : OFICINA DE INFORMACIONES DEL PERÚ, *El Presidente Prado no admite discusión sobre la intangibilidad de la soberanía nacional en las provincias de Tumbes, Jaén y Mainas*, Lima, 1941

La pratique péruvienne répond aux mêmes déterminants avec ses propres caractéristiques. La composition des groupes qui défilent est souvent claire. À la description des cortèges, ce n'est pas la manifestation désordonnée qui apparaît mais bien plus souvent un modèle de rassemblement strictement hiérarchisé qui reflète en même temps qu'il idéalise un certain ordre social. D'ailleurs les manifestations de rue étaient souvent organisées par les préfets qui dépendaient directement du gouvernement.¹¹² Lorsqu'en mai 1941, une flambée de marches patriotiques naît dans l'ensemble du Pérou, les groupes qui rendent visite au Palais présidentiel pour écouter le Président Prado réciter ses odes nationalistes sont clairement identifiés et ne se mélangent pas : il y a les étudiants, les professeurs, les juges, les membres de l'Église catholique, les pompiers, les instituteurs, les sénateurs, etc.¹¹³ Chaque groupe réagit d'ailleurs à sa manière à la présence du Président.

Les jeunes gens sont alternativement enthousiastes et apathiques ; les militaires et les notables sont plus sages ; les religieux reçoivent le discours présidentiel au même niveau que le Président qui a pourtant l'habitude de surplomber son auditoire. Ces visites sont aussi l'occasion de mettre en scène l'appui au banquier blanc Prado des couches sociales et ethniques populaires, comme les afro-péruviens (figure 73). En province, ces sont les maires et les préfets qui sont à la tête de rassemblements qui atteignent les chiffres impressionnants de 40 000 personnes à Arequipa ou 15 000 à Chiclayo. Ces notables, érigés en représentants de la volonté populaire, doivent alors se faire les orateurs du sentir local. Leur discours doit interpréter et traduire en mots la volonté des présents, tout en l'harmonisant avec les dessins du gouvernement, ce qui n'est pas toujours une tâche aisée. Les photographies de ces rassemblements, qui sont présentées comme des preuves de l'enthousiasme populaire, permettent ensuite de rendre durable un phénomène éphémère et de le diffuser sur le continent, d'où leurs reproductions nombreuses dans les journaux ou même dans des ouvrages édités par le gouvernement.

Après la guerre, la canalisation des foules ne s'arrête pas. C'est ce que l'on peut percevoir dans le *Te Deum* donné à la cathédrale de Lima ou dans les « retours » du front de personnalités à la capitale. L'arrivée du général Ureta ou de la Première Dame entraînent des rassemblements sous la houlette de quelques notables qui les accueillent par des discours ou par des fleurs. Le « retour » à la capitale de l'homme providentiel est d'ailleurs, au Pérou comme ailleurs, un classique de la mobilisation des foules qui ouvre une fenêtre d'opportunité aux changements

¹¹² Commentaire de Frederica Barclay.

¹¹³ OFICINA DE INFORMACIONES DEL PERÚ, *El Presidente Prado no admite discusión sobre la intangibilidad de la soberanía nacional en las provincias de Tumbes, Jaén y Mainas*, Lima, 1941.

politiques les plus radicaux.¹¹⁴ La victoire des armes se traduit plus encore dans la communion physique du peuple péruvien lorsqu'est organisé en août au stade national de Lima ce qui est parfois considéré comme le plus grand rassemblement civique de l'histoire du Pérou républicain. D'après les chiffres officiels, près de 100 000 Liméniens se rassemblèrent pour rendre hommage aux morts et fêter la victoire. Cette cérémonie « à la manière nazie », d'après *La Tribuna* qui s'écarte alors de la ligne gouvernementale, témoigne d'une mise en scène très réfléchie, avec flamme votive et inscription en lettres immenses du triptyque « Tombes-Jaén-Maynas », incantation ainsi sacralisée par la cérémonie qui crée ainsi une devise qui enserme en elle-même la position du gouvernement.¹¹⁵ La présence populaire avait été grandement facilitée par la fermeture de tous les lieux de loisirs de la capitale ce soir-là. L'aspect de mise en scène et de spectacle est d'ailleurs souligné par les journaux de la capitale qui font part de l'événement par le moyen de photomontages qui épousent peut-être inconsciemment la philosophie ordonnatrice qui a prévalu dans son élaboration (figure 74).

Le caractère organisé de ces rassemblements, même s'ils semblent moins contrôlés en Équateur qu'au Pérou, peut faire l'objet d'un parallèle avec la mobilisation des foules dans les régimes totalitaires de la même époque. *La Tribuna* n'hésite d'ailleurs pas à qualifier le rassemblement au stade national péruvien de « reproduction pantomimesque des assemblées de Nuremberg ».¹¹⁶ Depuis les travaux de Gustave Le Bon, l'Occident savait que le rassemblement au sein d'une foule relevait le degré d'acceptation des individus, qui dans d'autres conditions auraient refusé certains postulats.¹¹⁷

Il est évident que la mise en scène de groupes bien définis censés incarner les forces vives de la nation procède d'un idéal corporatiste qui est fortement partagé par les droites latinoaméricaines, mais encore par les gauches.¹¹⁸ Il s'agit d'une réponse à la soif des citoyens d'être intégrés en politique en alignant ce désir sur les intérêts du gouvernement. Mais l'on pourrait tout aussi bien souligner l'héritage religieux des processions chrétiennes dans la

¹¹⁴ Nous pensons à l'arrivée au milieu des foules de Luis Miguel Sánchez Cerro en août 1930. Son atterrissage à Lima accompagna la chute du *Oncenio*. Dans le cadre français, on peut évidemment penser au « retour » de De Gaulle en 1958.

¹¹⁵ « y a ese posible final ha llevado la absurda política internacional del Gobierno que celebró pomposamente “la Fiesta de la Victoria” a la manera Nazi ; que prendió el “Fuego Sagrado” ; que prometió no ceder “una pulgada” ». *La Tribuna*, 19 novembre 1941. Éditorial.

¹¹⁶ *La Tribuna*, 30 novembre 1941. Éditorial.

¹¹⁷ Parue en 1895, *La psychologie des foules* affirmait que les réactions d'un individu dans une foule étaient différentes de celles qu'il pouvait avoir seul. Ce faisant, l'ouvrage mettait en garde contre la dangerosité des foules manipulées. L'ouvrage a été largement lu et diffusé dans le monde européen et anglo-saxon. Nous ne connaissons malheureusement pas son degré de diffusion dans le monde latinoaméricain, ni celui des autres traités de science cognitive relatifs aux foules et aux masses, mais la manipulation des foules par les régimes totalitaires à la même époque ne pouvait pas rester inaperçue.

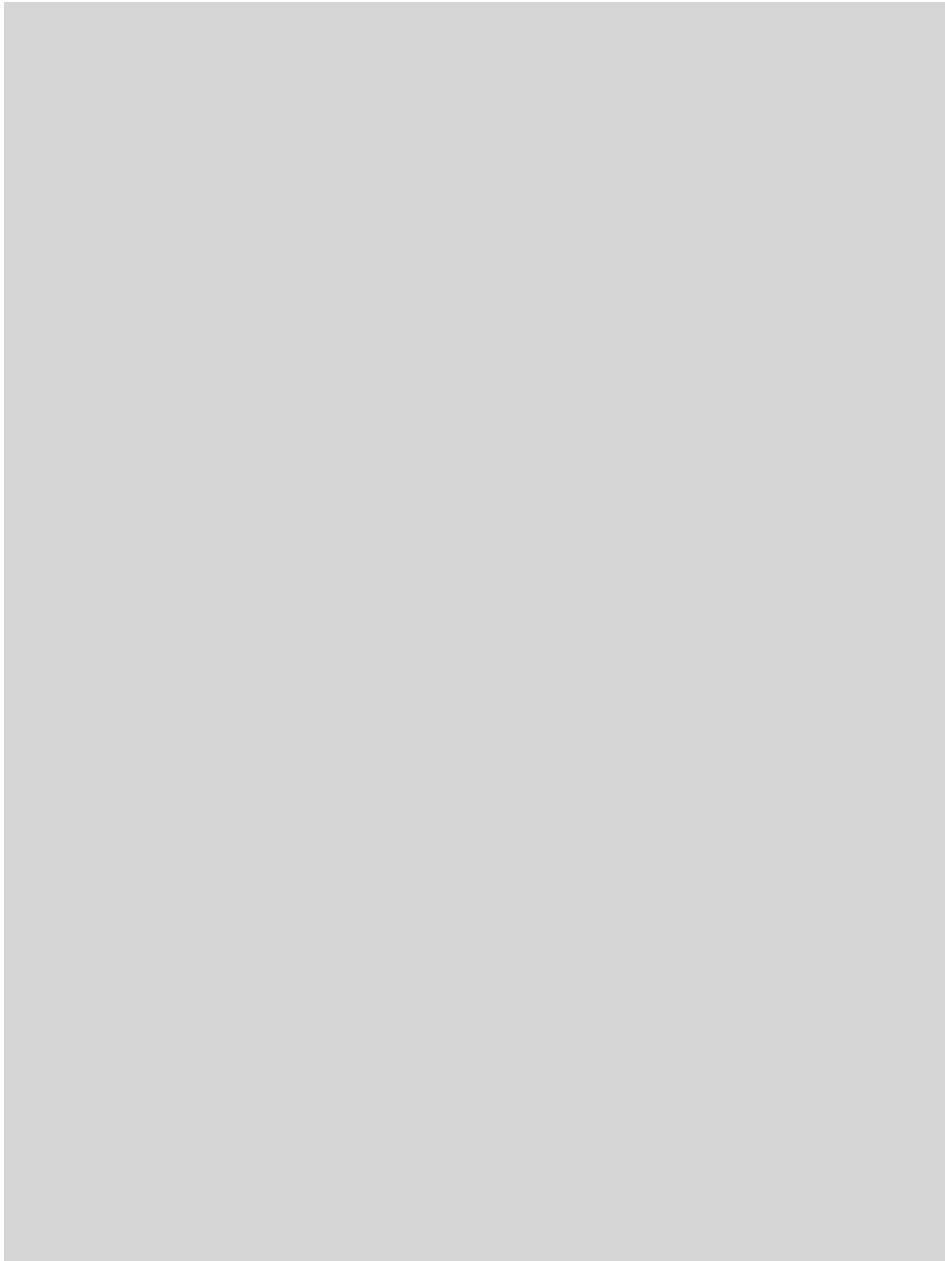
¹¹⁸ ESPINOSA, « Repensar la derecha... », art.cit..

région, qui sont encore très vivaces de nos jours. Il s'agit alors pour les participants de s'inscrire dans un paysage social et d'affirmer leur contribution à la collectivité par un acte public de démonstration. Cette manifestation extérieure de patriotisme rend alors visible un sentiment qui est par nature invisible.

Figure 74 : Mise en scène de la mise en scène :
la fête de la victoire dans la presse péruvienne.



Source : *Turismo*, août 1941.BNP.



On remarque au bas de l'image les fameuses pancartes immenses reprenant le triptyque territorial « Tumbes, Jaen, Maynas ».
Source : *El Comercio* de Lima, 17 août 1941. BNP.

L'expression des sentiments patriotiques dans les manifestations, dans la presse, à la radio, ont été une arme récurrente du conflit qui opposait le Pérou et l'Équateur, en même temps qu'un obstacle à la paix. Mais l'exubérance du discours nationaliste témoigne aussi d'une volonté démocratique de partager la décision dans les affaires internationales avec les élites. En ce sens, il n'est pas tout à fait pertinent d'opposer une opinion « saine » à opinion « manipulée », comme le faisaient certains observateurs. Les deux phénomènes n'étaient pas contradictoires mais concomitants. Les intérêts des citoyens ordinaires et du gouvernement pouvaient converger. La plupart du temps, les propagandes ne mentent pas. Au contraire, leur

force s'appuie sur leur capacité à « dire vrai », mais une vérité sélectionnée, déformée, amplifiée. Par-delà les modèles démocratiques et dictatoriaux qui auraient dû séparer les deux pays, les gouvernements sélectionnaient donc des éléments qui leur étaient favorables, tout en étouffant à l'occasion d'autres voix dissonantes. Leurs propagandes avaient d'autant plus d'efficacité qu'elle rencontrait un sentiment enraciné. C'est aussi ce qui explique le demi-succès de l'enracinement du thème amazonien dans les consciences nationales.

IV- Qui a découvert l'Amazone ? Enjeux géopolitiques d'un débat scientifique et culturel

Entre 1940 et 1943, les célébrations qui avaient pour objet le quatrième centenaire de la découverte de l'Amazone constituèrent une extension culturelle de la bataille diplomatique et militaire entre le Pérou et l'Équateur. D'autres recherches ont étudié ces célébrations de manière parallèle à notre travail.¹¹⁹ Pour notre part, nous abordons cet événement comme un enjeu de propagande internationale en même temps qu'un élément de la construction de l'imaginaire national. C'est parce qu'il fallait présenter un visage unanime appuyant les droits amazoniens que chaque pays développa des programmes ambitieux de « redécouverte » de l'Amazonie, contribuant à enraciner plus ou moins profondément cet élément dans la définition des identités nationales.¹²⁰

A. Un intérêt économique renouvelé pour l'Amazonie

Ces éléments culturels se développaient dans le cadre d'un regain d'intérêt économique, imaginaire ou réaliste, pour les ressources du sol et du sous-sol amazoniens. Depuis l'effondrement des cours du caoutchouc dans les années 1910,¹²¹ de nombreux agents économiques de l'Amazonie tentaient de trouver un nouveau produit d'exportation : la pêche, l'élevage, l'artisanat, les cultures de thé ou de tabac, d'autres dérivés des gommés, étaient des

¹¹⁹ Nous pensons aux excellentes analyses de Morgana Herrera dont la thèse de doctorat est en cours d'achèvement. Nous avons travaillé de manière parallèle sur ces commémorations en partant de points de départ opposés, la guerre de 1941 d'un côté et les artistes impliqués de l'autre, ce qui a mené à des publications concomitantes. HERRERA Morgana, « La construcción de la peruanidad de la Amazonía: el caso del IV Centenario del Descubrimiento del Río Amazonas de 1942 », *Revista del Instituto Riva-Agüero*, 2018, vol. 3, n° 2, p. 121-169 ; BIGNON François, « Propaganda pradásta: Patria, caídos y Amazonía en torno a la guerra Perú-Ecuador de 1941 », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, août 2018, 47 (2), p. 117-140.

¹²⁰ Ce processus par le haut a évidemment pu rencontrer un processus de revendication par le bas de la part d'habitants et d'artistes, que nous n'étudions pas ici.

¹²¹ ROUX Jean Claude, « El reino del oro negro en el Oriente peruano. Una primera destrucción del medio amazónico, 1880-1910 » dans Pilar García Jordán (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 107-151.

ressources expérimentées comme prometteuses, menant ainsi à la diversification des cultures.¹²²

La présence de pétrole aiguïsait en revanche bien des appétits. Depuis les années 1920, le bassin amazonien était sur ce thème l'objet de nombreuses explorations et publications de la part d'ingénieurs nationaux ou internationaux, au service des intérêts avant tout brésilien, mais aussi de tous les voisins de la grande forêt.¹²³ Au début des années 1930, les espoirs étaient encore assez limités.¹²⁴ Au Pérou, la Standard Oil avait sans grande conviction exploré la région du Santiago, de l'Ucayali et du Huallaga avant de se retirer en 1928. Mais les recherches continuaient et en 1937 la « Ganzo Azul » à capitaux nord-américains s'était installée dans la *Selva* centrale (région du Pichis et du Pachitea) où ses forages à partir de l'année suivante lui obtinrent un succès inespéré, réveillant des projets endormis.¹²⁵ En Équateur aussi, des recherches étaient entreprises par des compagnies concurrentes, notamment autour de Rocafuerte sur le Napo. La Shell s'installait en 1937 dans l'*Oriente* mais arrêta ses opérations dix ans plus tard sans être arrivée à aucun résultat. L'héritage de cette tentative semble surtout résider dans la déstabilisation du système local d'exploitation des indiens en les traitant comme des employés payés au salaire minimum et libres de circuler plutôt que comme des semi-esclaves assignés à un territoire et rémunérés en objets surfacturés.¹²⁶ Le pétrole était donc ardemment recherché et désiré, mais encore très peu effectivement extrait en Amazonie. Les Péruviens exploitaient bien plus les gisements de Talara sur la côte Nord, et les activités de la Ganzo Azul n'étaient pas localisées dans l'espace convoité par les Équatoriens. On ne peut donc pas parler véritablement de guerre « à odeur de pétrole » pour qualifier la guerre de 1941, comme certains l'ont suggéré.¹²⁷ Pourtant, l'espoir autant que la réalité de la présence

¹²² BARCLAY Frederica (dir.), *Amazonía, 1940-1990: el extravío de una ilusión*, Terra Nuova, 1991.

¹²³ VALVERDE Roberto L., « La Cuenca petrolera peruana del Amazonas y su correlación estratigráfica con las formaciones petrolíferas del continente Sud-Americano », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, 1946, XIX, p. 81-132.

¹²⁴ VALVERDE Roberto L., « La génesis del petróleo, su distribución en el mundo y el petróleo de nuestra montaña », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, 1931, vol. 4, p. 41-71. Valverde estime lui-même à cette époque les possibilités assez limitées, avant de réviser ses positions en 1946 dans l'article cité ci-dessus. En 1931, il considère encore que l'exploitation commerciale ne peut se faire qu'en *selva alta*, tandis que « el llano amazónico no ofrece expectativas para una explotación comercial petrolífera [...] por cuanto sería necesario efectuar perforaciones de más de 7,000 m para atravesar el espeso manto terciario que las cubre y llegar a la parte media productiva del cretácico » et « que las expectativas petrolíferas deben localizarse en el paquete cretácico y en la zona del Alto Amazonas ». Il est beaucoup plus enthousiaste dans son article de 1946, après les succès de la Ganzo Azul.

¹²⁵ VALVERDE, « La Cuenca petrolera... », art.cit.

¹²⁶ WASSERSTROM Robert et BUSTAMANTE Teodoro, « Ethnicity, Labor and Indigenous Populations in the Ecuadorian Amazon, 1822-2010 », *Advances in Anthropology*, 2 février 2015, vol. 05, n° 01, p. 1.

¹²⁷ Dans son ouvrage classique sur les frontières équatoriennes, Jean-Paul Deler a repris à son compte les analyses de Jaime Galarza qui considérait que la guerre et le règlement diplomatique résultaient du rapport de force entre la Shell britannique et la Standard Oil nordaméricaine. Il va sans dire que rien dans notre recherche ne

pétrolière pouvait attiser le conflit entre Péruviens et Équatoriens, d'autant que la question pétrolière avait été posée dans le récent conflit du Chaco. Tobar Donoso, résumant le propos de son plénipotentiaire Quevedo, déclarait justement après avoir rappelé l'intérêt pétrolier dans le conflit du Chaco : « en ce qui concerne le pétrole, celui-ci existe en grandes quantités au Nord du Marañón. Et cela aiguïsera le problème territorial un jour. Vous voyez alors se lever la convoitise du Pérou et l'intérêt du Brésil : celui-ci, dites-vous - avançant masqué au-dessus des intérêts de l'Équateur et du Pérou »¹²⁸. Le pétrole était donc un accélérateur de l'intérêt pour l'Amazonie, même s'il n'a pas motivé une « guerre du pétrole ».

Dans la région de la haute forêt, du Santiago au Cenepa, l'exploitation aurifère attirait aussi de nombreux orpailleurs venus des plateaux andins de l'Équateur, et ce n'était pas un mince argument dans la colonisation militaire du rio Santiago dans les années 1930, et de la tension sur le Cenepa après la guerre. Certains entrepreneurs nord-américains ne se gênaient d'ailleurs pas pour expliquer au gouvernement équatorien que l'incertitude sur la frontière liée au conflit avec le Pérou limitait leurs investissements futurs.¹²⁹

Enfin, la situation du conflit mondial avait à nouveau déclenché une hausse de la demande en gommages provoquant un nouveau développement de la région grâce aux investissements nordaméricains, même si c'est l'Amazonie brésilienne qui a le plus été atteinte par cette manne.¹³⁰ Les Équatoriens voyaient bien que le Pérou comptait « provoquer la renaissance de l'industrie du caoutchouc en Amazonie, avec la collaboration du gouvernement des États-Unis », mais pour le chancelier Tobar Donoso, ce n'était pas encore l'heure :

« Il y a quelque temps ce même gouvernement [des États-Unis] a envoyé dans notre pays une mission officielle pour qu'elle étudie cette industrie, laquelle mission a conclu que le caoutchouc amazonien n'était pas commercialisable en raison du coût élevé de son transport jusqu'à la mer, préférant en revanche celui qui est produit et qui pourrait être produit dans notre région occidentale. Alors le gouvernement nordaméricain a ébauché un contrat avec

vient confirmer cette hypothèse, qui s'inscrit plutôt dans l'analogie avec la guerre du Chaco. Dans l'ensemble, la présentation que fait J.-P. Deler de la guerre de 1941 mériterait d'être révisée dans cet ouvrage qui reste toujours d'un grand intérêt pour l'étude de l'Équateur. Galarza ZAVALA Jaime, *El festín del petróleo*, Quito, Ediciones Soliterra, 1972 ; DELER Jean-Paul, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Paris, Institut Français d'Études Andines, Éditions A.D.P.F. (coll. « Recherche sur les grandes civilisations »), 1981, p. 94-95.

¹²⁸ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 1^{er} juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

¹²⁹ B. Franklin Wallis à Julio Tobar Donoso, 31 janvier 1941. AHMRE, T.5.3.1.6. Wallis déclare : « Quiero poner en su conocimiento el hecho que yo, como concesionario de lavaderos auríferos, tengo interés vital en este asunto. Mi negocio de desarrollar estos lavaderos está absolutamente parado y tendrá que quedarse así hasta que la situación está aclarado porque es evidente que ningún capitalista arriesgará su dinero en una área sujeto a disputa internacional. Y en la misma situación está Mr. H.K.V. Thompkins, otro concesionario del mismo distrito, y la Zamora Mines corporation, compañía que tenía planes de invertir medio millón de dólares en sus trabajos. En una palabra, el desarrollo del región suroriental con capital norteamericano, ya empezado con vigor, está de repente, completamente paralizado ».

¹³⁰ GARFIELD Seth, *In Search of the Amazon: Brazil, the United States, and the Nature of a Region*, Durham, Duke University Press Books, 2013.

le nôtre pour l'industrialisation de cette zone de caoutchouc, mais comme c'était sur la base de l'immigration de coolies chinois, cela n'a pas été accepté car notre législation l'interdit ».¹³¹

L'Équateur a donc plutôt raté ce second boom, tandis que les Péruviens en ont amplement profité pendant toute la guerre. Les espoirs d'exploitation économique avaient ainsi motivé la reprise au Pérou de l'ouverture de voies terrestres dans la décennie précédente, qui étaient le résultat de décennies de réflexions et de projets de ralliement de l'Amazonie à la côte péruvienne.¹³² Ces efforts aboutirent à l'inauguration de la route Lima-Pucallpa en 1943, que le Président emprunta pour lancer sa triomphale tournée amazonienne. En Équateur, malgré les nombreux projets et appels à faire de même, la construction de routes était encore fragmentaire.

Avec ses potentielles ressources agricoles, pétrolifères et gommifères, l'Amazonie était donc toujours considérée comme un immense réservoir de ressources à exploiter. Cela réactivait d'anciens topoï sur la forêt qui n'avait que substitué l'or noir à la cannelle. Pourtant, malgré cet intérêt économique et stratégique renouvelé dès le début des années 1930, il faut attendre 1940 pour qu'apparaisse de manière claire et systématique une revendication de l'Amazonie comme élément culturel des identités nationales, allant au-delà des traditionnelles revendications diplomatiques et militaires liées aux droits historico-juridiques des nations. Il ne s'agissait plus seulement d'étendre le bras de l'État sur ces territoires et habitants périphériques, mais surtout d'ajouter l'*Oriente* à l'éventail des éléments définissant la nation. Il s'agissait non seulement de nationaliser l'Oriente mais encore d'orientaliser la nation, pour reprendre la formule d'autres recherches.¹³³

C'est dans ce cadre que l'Équateur, et plus encore le Pérou, sont sans doute les deux pays qui ont le plus fêté le IV^e centenaire de la découverte du grand fleuve, parce que cela s'inscrivait directement dans leur compétition, plus encore que le grand voisin brésilien. « Même le Brésil, pays qui a sous son aile la plus grande partie de l'Amazone n'a pas célébré avec autant de démonstrations touristiques exagérées le quatrième centenaire de sa découverte. Et encore, pour les Brésiliens notre fleuve amazonien n'est que le Solimoes, celui qui porte le nom universel n'est qu'à eux », vitupère *La Tribuna* à Lima.¹³⁴ En Équateur, les commémorations

¹³¹ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 27 juillet 1940. AHMRE, T.5.3.2.4.

¹³² MARTÍNEZ RIAZA Ascensión, « La incorporación de Loreto al Estado-nación peruano. El discurso modernizador de la sociedad geográfica de Lima (1891-1919) » dans GARCÍA JORDÁN Pilar et SALA I VILA Núria (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelone, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998, p. 99-126.

¹³³ Morgana Herrera, reprenant la formule d'Emmanuelle Sinardet. HERRERA, art.cit. ; SINARDET Emmanuelle, « La redécouverte de l'Amazonie : Amazonie, équatorianité et éducation dans la première moitié du XX^e siècle. », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, 2003, n° 15, p. 107-139.

¹³⁴ « La misión falangista », *La Tribuna*, 30 novembre 1941. Les Brésiliens nomment en effet Solimões la portion de fleuve comprise entre le trapèze amazonien de Leticia et sa confluence avec le Rio Negro.

sont plus mitigées, quoiqu'elles restent importantes. Cet engouement doit être analysé dans le cadre du conflit frontalier.

B. Deux récits concurrents de la découverte

Face à la concurrence pour capter les richesses et l'Amazonie comme élément national, chaque pays a forgé son propre récit de la découverte du roi des fleuves. La découverte de l'Amazone par les Espagnols est traditionnellement datée de 1542. De l'expédition menée par Gonzalo Pizarro, frère de Francisco, conquérant de l'empire inca, se détacha Francisco de Orellana, qui pour être allé chercher du secours ou par trahison, descendit l'intégralité du fleuve jusqu'à son embouchure atlantique. Au cours de cette expédition le groupe aurait affronté des femmes combattantes, ce qui donna au fleuve le nom d'Amazone.¹³⁵

Pour les Équatoriens, Quito était le véritable point de départ de l'expédition, et Gonzalo Pizarro, le Gouverneur de Quito son chef nominal. Le véritable découvreur était Francisco Orellana, par ailleurs fondateur de Guayaquil. « Une circonstance importante dans cette expédition est qu'elle s'est effectuée avec des hommes qui s'organisèrent et partirent de Quito avec le mouvement qui provenait de ces terres » soulignait ainsi un historien équatorien¹³⁶ dans une publication scientifique.

Pour les Péruviens au contraire, la découverte du grand fleuve qui naissait d'ailleurs de l'Ucayali, était incontestablement une initiative péruvienne. L'expédition était partie de Cuzco, avant de faire simplement escale à Quito, et elle était donc sous le commandement péruvien, de même que ses ressources en argent et équipage provenaient de l'actuel Pérou. L'Équateur était au XVI^e siècle une province non autonome dirigée par le Pérou. Enfin, les Péruviens faisaient valoir que l'Amazonie avait non seulement été découverte mais peuplée et « civilisée » par des efforts continus de Lima jusqu'au XX^e siècle.¹³⁷

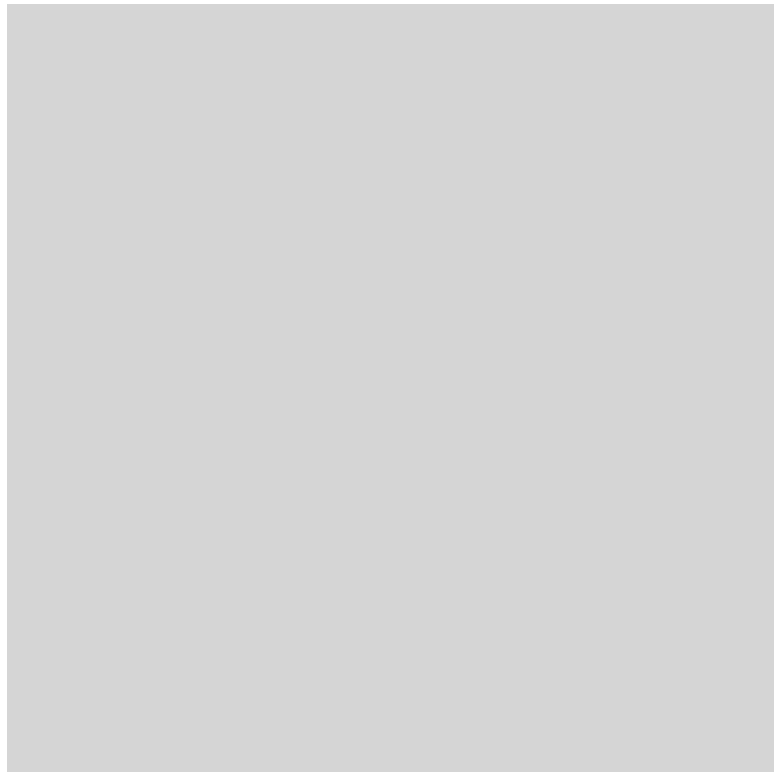
¹³⁵ CARVAJAL Gaspar de, *Amazonie, ventre de l'Amérique*, Grenoble, Editions Jérôme Millon, 1994.

¹³⁶ BARRERA Isaac J., « El IV Centenario del descubrimiento del Amazonas », *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, juin 1940, XIX, n° 55, p. 14.

¹³⁷ PORRAS BARRENECHEA Raúl, *El Perú y la Amazonia*, Lima, 1961, p. 1-11.

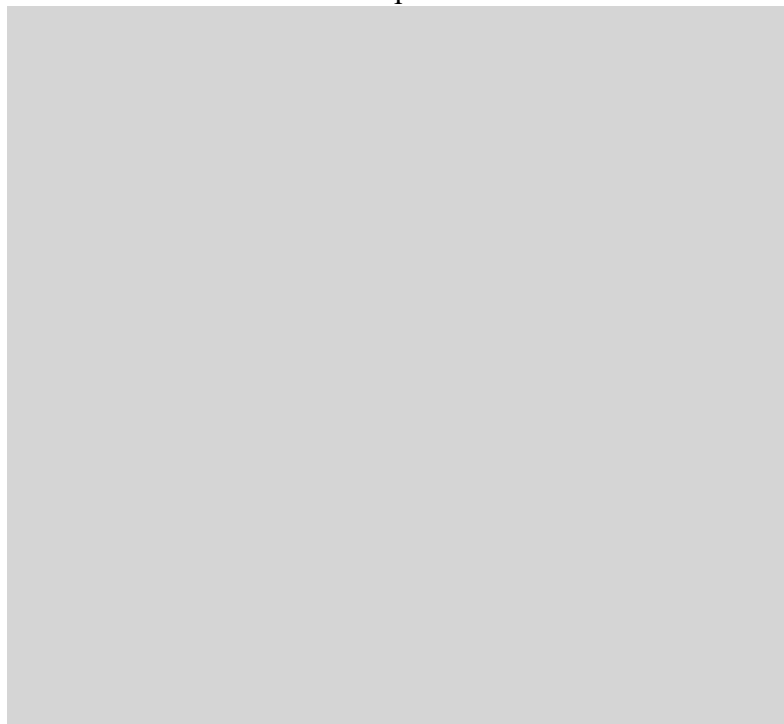
Figure 75 : Cartographies antagoniques de la découverte de l'Amazone

La vision équatorienne



Source : *El Universo* de Guayaquil, 10 février 1942, p. 4. BEAEP. Ce type de carte qui ne mentionne ni Cuzco ni Lima est récurrent dans les publications de l'époque.

La vision péruvienne



Source : *Continente, revisata chilena de vinculación americana*, n°18, 1942. Les chiliens y reprennent une copie exacte de la carte de la découverte présentée dans le *Bulletin de la Société Géographique de Lima* à la même époque.

Dans le cadre de la guerre de propagande, ces deux récits diamétralement opposés ont fait l'objet d'une internationalisation dans des publications mondaines ou scientifiques. Chaque thèse était incarnée et véhiculée par des cartes dont le tracé des itinéraires divergeait (figure 75), prolongeant la bataille des cartes portant les frontières internationales (chapitre 1, IV, A). Un publiciste anglosaxon qui avait l'habitude de publier dans diverses langues des essais favorables aux thèses équatoriennes, publia en 1937 un *Orellana's Discovery of the Amazonas* qui reprenait la thèse équatorienne.¹³⁸ Au contraire, une publication chilienne qui s'inscrivait clairement dans le panaméricanisme culturel adopta le point de vue péruvien.¹³⁹ L'attaché militaire péruvien en Équateur crut aussi savoir qu'un intellectuel brésilien avait prononcé une conférence à Rio favorable aux thèses équatoriennes.¹⁴⁰ La controverse péruano-équatorienne étendait donc une fois de plus ses tentacules sur le continent, quoique les voisins fussent en général restés plutôt neutres sur l'interprétation des faits, quand ils ne s'attribuaient pas eux-mêmes la colonisation de l'Amazone.¹⁴¹

C. En Équateur : un événement limité par les ressources et les dissensions politiques

C'est en Équateur que l'émulation due à la conférence amazonienne (chapitre 2) a provoqué les premiers soubresauts. En 1940, un comité pour la célébration du IV^e centenaire de la découverte de l'Amazone est mis sur pieds sous la direction de Raúl Reyes y Reyes. C'est à l'origine une initiative citoyenne, que le gouvernement appuie simplement, mais dont la tentation de récupération est forte.¹⁴² Il s'agit initialement de commémorer en 1941 le départ de l'expédition depuis Quito en 1541. Le programme était au départ très ambitieux : « un Congrès historico-géographico-économico-ethnographique relatif à la région amazonienne ; une expédition scientifique sur l'Amazone : des concours académiques ; des concours scolaires,

¹³⁸ MULLER Richard, *Orellana's Discovery of the Amazon River*, Guayaquil, Editorial Jouvin, 1937.

¹³⁹ Jusqu'à reproduire un article de Raúl Porras Barrenechea et le portrait de la première dame et de sa fille, Enriqueta Garland de Prado et Rosa Prado. « Edición en homenaje al Perú con ocasión del IV Centenario del Descubrimiento del Amazonas », *Continente. Revista chilena de vinculación americana*, n° 18, 1942. Edité à Santiago du Chili et diffusé au Chili, au Pérou et aux États-Unis.

¹⁴⁰ L'attaché évoque José de Souza. Il pourrait s'agir de José de Souza Marques (1894-1974), homme politique et intellectuel brésilien. Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « *Informe sobre la política exterior* correspondiente al mes de marzo de 1941 », 3 avril 1941 *Col. doc.*, vol. 7, doc. n°1366.

¹⁴¹ Par exemple ce conférencier qui relie la célébration en Colombie avec la victoire diplomatique de Leticia. BUENO MEDINA Juan B., *Conferencia sobre el descubrimiento del río de las Amazonas en el cuarto centenario (1542-1942)*, Bogota, Prensas de la Biblioteca nacional, 1942.

¹⁴² Le mouvement est porté par l'Académie nationale d'histoire et l'Institut Équatorien d'Études de l'Amazonie qui sont seulement appuyés par le gouvernement. Tobar Donoso estime à ce titre : « la idea y el Comité que aquí se ha formado son absolutamente particulares. Varias sociedades e Instituciones privadas han nombrado representantes que integren el Comité Organizador ». Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 30 mars 1940. T.5.3.2.4.

publication de plusieurs livres et documents ; inauguration d'un monument concernant l'événement, etc., etc. », relate le chancelier Tobar Donoso.¹⁴³

Sans connaître tout le détail des événements, il est évident que beaucoup d'éléments n'ont pas été réalisés. Le chancelier réclame 250 000 sucres au Congrès pour financer, ce que ce dernier refusa, argumentant que cette somme dépassait déjà son budget annuel disponible.¹⁴⁴ L'attaché militaire du Pérou soulignait dans plusieurs rapports les dissensions politiques qui ont selon lui limité les opérations. Certes le gouvernement a « instauré une semaine civique qui serait employé pour la diffusion et connaissance des droits territoriaux équatoriens dans son différend limitrophe avec le Pérou » ; certes de grands défilés ont lieu pour le Jour de l'*Oriente* qui existait déjà en février,¹⁴⁵ et une « semaine amazonienne » était prévue « avec l'objectif d'inculquer les fondements historiques des droits équatoriens sur le fleuve Amazone ».¹⁴⁶ Lors des célébrations en mars, de nombreux défilés scolaires ont eu lieu ; une délégation d'étudiants brésiliens est déclarée hôte d'honneur avec l'idée de se concilier le Brésil dans le cadre de la conférence amazonienne.¹⁴⁷ Mais l'attaché souligne la concurrence entre Quito et Guayaquil dans la commémoration, ce qui expliquerait selon lui l'absence apparente de l'État dans l'impulsion des événements.

« La caractéristique de cette célébration est que n'apparaît nulle part l'intervention de l'État équatorien de manière transparente, en ce qui concerne son organisation, qui a été exclusivement à la charge de la municipalité de Quito. Le gouvernement n'est intervenu que pour obtenir que la célébration fût l'exclusivité de Quito, interdisant même que les radios de Guayaquil organisent des programmes en rapport avec la célébration ».¹⁴⁸

Cela s'explique selon lui par le fait que Guayaquil aurait tiré gloire d'une célébration nationale.¹⁴⁹ Malgré le caractère limité des commémorations et les éventuelles divisions politiques, l'État équatorien avait bien instrumentalisé la célébration, faisant de la municipalité de Quito « une succursale de la chancellerie », et s'accompagnant d'une « série de conférences et d'articles de journaux qui ont traité la question sous tous ses aspects, pour ensuite déduire les droits fondamentaux de l'Équateur sur l'Amazone ».¹⁵⁰

¹⁴³ Julio Tobar Donoso au président de l'Honorable Congrès, 25 octobre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

¹⁴⁴ *Ibidem.* ; J.Pérez S., sous-secrétaire du ministre des Relations extérieures, à Raúl Reyes y Reyes, 7 novembre 1940. AHMRE, T.5.3.2.3.

¹⁴⁵ Nous n'avons pas réussi à localiser l'année de création du *Día del Oriente*.

¹⁴⁶ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire à la légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la política exterior correspondiente a los meses de enero y febrero de 1941 ». *Col. doc.*, vol.7, doc. n°1361.

¹⁴⁷ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire de la légation du Pérou en Équateur, « Informe sobre la política exterior correspondiente al mes de marzo de 1941 », 3 avril 1941. *Col. doc.*, vol. 7, doc. n° 1366.

¹⁴⁸ *Ibidem.*

¹⁴⁹ *Ibidem.*

¹⁵⁰ *Ibidem.*

Le reste des actions a consisté à publier des récits de découverte du fleuve, parfois à partir de recherches inédites dans les archives internationales, ce qui prolonge la bataille des archives plus strictement diplomatique.¹⁵¹ Comme l'a montré Morgana Herrera, ces célébrations et publications mettent principalement l'accent sur ce caractère découvreur et insistent sur le fait que Quito a depuis toujours été la porte d'entrée sur l'Amazone, mais sont beaucoup moins prolixes sur le reste du processus de colonisation et de nationalisation durant les siècles suivants, à la différence du discours développé par les Péruviens.¹⁵²

L'année suivante, le pays étant empêtré dans les affres de la défaite militaire et occupé au début de l'année, c'est surtout la presse qui s'est contentée de célébrer à nouveau le grand fleuve.¹⁵³ Le pays était défait et attendait surtout le retour de la province de El Oro qui intervient justement en février. Il faut aussi souligner le fait que pendant le reste du mandat d'Arroyo del Río, une partie importante des leaders d'opinion considèrent que l'Équateur a effectivement perdu l'Amazone, avant une volte-face radicale plus tard sur la question. L'Institut Équatorien d'Études de l'Amazonie lui-même résolut de « ne pas célébrer l'événement puisque l'Équateur a cessé d'être un Pays amazonien selon ledit protocole ».¹⁵⁴ L'Université de Quito envisage de supprimer sa chaire de droit territorial qui serait devenue inutile, et la presse se fait l'écho de la perte irrémédiable de l'Amazone (ce que les Péruviens ont mis en avant en publiant des extraits). Ce n'est que plus tard, une fois le choc de la défaite passé, que le pays communita et jusqu'à aujourd'hui dans la célébration de l'héritage amazonien. Pour l'heure, les Équatoriens ne pouvaient que laconiquement voir que chez le voisin péruvien, les commémorations prenaient une ampleur sans équivalent.

D. Au Pérou : un événement massif, immersif et politisé

Au Pérou, c'est d'abord par réaction au programme équatorien que se met progressivement en place un programme ambitieux, respectant une fois de plus la logique d'escalade interactive que nous avons mise en évidence dans le domaine militaire. La culture est bien dans ce cas une extension de la guerre par d'autres moyens. Le chancelier Tobar évoque la réaction du voisin avec le représentant équatorien à Lima. « L'initiative de l'Équateur y a produit la crainte de ce

¹⁵¹ Julio Tobar Donoso à Raúl Reyes y Reyes, président du comité pour la célébration du IV^e centenaire de la découverte de l'Amazone, 1^{er} juin 1940. Le chancelier l'informe qu'il a accédé à sa requête de solliciter des recherches archivistiques à Séville et Madrid.

¹⁵² HERRERA, art.cit.

¹⁵³ Voir par exemple le dossier « El descubrimiento del río Amazonas por Francisco Orellana, es gloria del Ecuador », *El Universo* de Guayaquil, 11 février 1942.

¹⁵⁴ Pablo Hanníbal Vela, « No Podrá Quitarnos Perú Insigne Gloria de Haber Descubierta el Amazonas ». *El Universo* de Guayaquil, 12 février 1942.

que, derrière un fait qui se commémore, il existe l'intention de proclamer *urbi et orbi* le droit équatorien sur l'Amazone. Ainsi s'explique la réaction ironique de certains et l'inquiétude de beaucoup ». Le chancelier équatorien prévoit dès 1940 que le Pérou se lancerait dans la bataille avec plus de ressources que son voisin, « obtenant un plus grand écho de la célébration ». ¹⁵⁵ Il faut pourtant attendre 1941 pour que l'année 1942 soit désignée comme célébration de la découverte par le président de la République, dans un pays en pleine ébullition patriotique des grandes marches du mois de mai. ¹⁵⁶

Le contenu de ces actes commémoratifs était assez différent de ceux de celui de l'Équateur. Comme l'a montré Morgana Herrera, il ne s'agit pas tant de fêter la découverte (hormis localement l'obélisque d'Orellana), mais de montrer comment le Pérou a colonisé et rattaché ce territoire à la « civilisation ». Ce faisant, c'est un chapitre de la Pérouanité qui est rajouté à un ensemble déjà préconstruit. Le ton était beaucoup plus patriotique et actuel qu'en Équateur, et recyclait les clichés anciens d'un territoire aux richesses immenses dont les habitants, s'ils n'étaient pas invisibilisés, sont présentés au service du projet intégrateur de l'État. Puisque nous abordons cet événement sous l'angle géopolitique plus que littéraire, nous soulignons pour notre part deux aspects. D'une part l'ampleur inédite et le format réfléchi de la célébration qui inscrivent ces célébrations dans le cadre de la politique de la séduction des masses ; d'autre part la lutte que représente ce programme entre divers groupes nationalistes et la place ambiguë des militaires dans le dispositif.

Il faut avant cela rappeler, mais c'est l'évidence même, le lien indissoluble entre le conflit avec l'Équateur et la célébration. Depuis la proclamation du décret en pleine ferveur antiéquatorienne, au fait d'avoir confié l'organisation au ministre des relations extérieures, et certains de ses événements principaux à des acteurs diplomatiques et militaires en lien direct avec le conflit (Raúl Porras Barrenechea et le préfet Montagne pour l'exposition par exemple), le gouvernement ne cesse de marteler que l'Amazonie qu'il célèbre est désormais « définitivement » péruvienne, grâce au traité de Rio du Président Prado. Les discours qui accompagnent les célébrations le soulignent presque tous. Le pavillon historique de l'exposition amazonienne célèbre sans ambages le traité (figure 76). Et la presse légale

¹⁵⁵ Julio Tobar Donoso à Antonio Quevedo, 30 mars 1940. AHMRE, T.5.3.2.4. Le chancelier autorise son délégué à ne pas émettre de protestation à toutes les publications et déclarations sur le sujet sous peine de rendre son existence à Lima invivable.

¹⁵⁶ PORRAS BARRENECHEA Raúl, *op.cit.*, p. 44. Le décret est daté du 31 mai 1941, soit une semaine à peine après les grandes marches étudiées dans le chapitre 10. Cela s'inscrit aussi dans le retour de l'hispanisme car il s'agit dans le décret avant tout de fêter Francisco Pizarro, et une importante délégation espagnole est reçue à cette occasion.

communie dans cet aspect, comme le souligne par exemple *La Prensa* en 1943 pour l'ouverture de l'exposition :

« Là-bas, dans les pavillons aménagés de sorte qu'apparaissent tous les aspects de l'Amazonie, le visiteur peut se rendre compte clairement, non seulement de la richesse de notre région orientale, de ses types d'humains indigènes, de sa flore, de sa faune, etc., mais aussi du lent et opiniâtre effort de civilisation que notre pays a réalisé dans ces contrées étendues, où de si grands et si nombreux obstacles s'opposent à une action de la sorte [...]. Coïncidant avec le Quatrième Centenaire de la Découverte de l'Amazone – comme une nouvelle affirmation de notre destin – l'heureux accord de Rio de Janeiro a dissipé les dernières questions litigieuses qui mettaient en doute la pérouanité de l'Amazonie¹⁵⁷ ».

Figure 76 : La célébration de l'Amazonie « définitivement » péruvienne



Prise de vue de l'intérieur du pavillon historique. La scénographie salue le travail du Président, ainsi que celui de l'ancien chef d'État Benavides et du ministre des relations extérieures (Alfredo Solf y Muro).

Source : *Turismo*, juillet 1943 [BNP]

¹⁵⁷ *La Prensa*, 2 juin 1943, p. 5.

L'événement est donc bien patriotique ; il est aussi massif. Les commémorations ont entraîné un nombre de publications scientifiques et littéraires très important. À l'embouchure du Napo sur l'Amazone est inauguré un grand obélisque en honneur d'Orellana. L'exposition amazonienne qui s'installe à Lima en 1943 a sans doute vu défiler la moitié de la population de la capitale.¹⁵⁸ Plus que de péruaniser l'Amazonie, il s'agit alors de faire entrer l'Amazonie dans le récit national, en diffusant cette image dans la capitale et dans l'ensemble du pays. Le ministre des relations extérieures exprime clairement au ministre de l'intérieur son intention de ce que l'Amazonie devait être fêtée dans toute la République, participant ainsi à cette orientalisation de la pérouanité. Chef officiel des célébrations, paré de son autorité de chef du cabinet et d'ancien ministre de l'intérieur, il dessine les contours de la célébration dans le pays :

« Monsieur le président de la République et le Comité, que j'ai l'honneur de présider, souhaite que cette célébration ait le plus large caractère national et qu'elle s'étende aux plus petits villages de la République. À cette fin j'apprécierai que vous télégraphiez aux préfets de tous les départements leur indiquant la nécessité que soient organisées des festivités publiques destinées à affirmer la solidarité de tous les peuples du Pérou avec l'effort civilisateur de l'Amazonie. Il serait bon que ce jour-là toutes les villes et villages du Pérou fussent parés du drapeau et que soient exhibées des affiches affirmant la pérouanité de l'Amazonie. Dans les capitales des départements il faut organiser des fêtes populaires — *verbenas, retretas*, des compétitions sportives — ainsi que des activités à caractère culturel et religieux, avec présence officielle et lors desquels soit prononcée une allocution patriotique ou une conférence relative à l'événement commémoré, mettant en valeur l'effort de tous les peuples du Pérou pour l'exploration et la civilisation de l'Oriente ».¹⁵⁹

Il s'agit une fois de plus de la mise en scène de l'unanimité à destination de l'opinion publique internationale, qui en même temps a pour conséquence d'intégrer l'Amazonie dans l'imaginaire national, même de populations très éloignées de l'Amazonie. Il s'agit aussi d'un dispositif qui se veut innovant et couronné, comme le montre l'exposition amazonienne, les efforts techniques de propagande du gouvernement. À défaut de pouvoir emmener le péruvien en Amazonie, il s'agit dans ce cas de construire un dispositif immersif dans lequel le Péruvien se sentira en Amazonie. Les pavillons avaient été construits dans un bois en bordure de la ville historique. Construire l'image d'une forêt dans une forêt, c'était là une mise en abîme soulignée par l'instigateur Porras Barrenechea :

« Ce petit bois de San Felipe a été comme une synthèse de la région amazonienne [...] Là s'y actaient des frères missionnaires du couvent d'Ocopa et des Augustins du Marañón — le bon père Elorza de sainte docilité franciscaine, l'Augustin Villajero avec ses récentes

¹⁵⁸ L'exposition rencontra un très grand succès en devenant la sortie mondaine par excellence de la capitale. Plus de 100 000 entrées furent enregistrées en un mois (sans que l'on sache si cela correspond au nombre d'entrées ou de personnes qui pouvaient être comptabilisées plusieurs fois), et les portes restèrent ouvertes encore plusieurs mois. La population atteignant alors le demi-million d'habitants, c'est peut-être la moitié de la population qui s'est rendue au Bois San Felipe. Les principaux discours furent retransmis à la radio puis dans la presse par les principaux journaux de Lima qui y dédièrent de pleines pages.

¹⁵⁹ Alfredo Solf y Muro, ministre des Relations extérieures, au ministre de l'Intérieur et de la Police, 23 décembre 1941, AGNP, Sección Republicana, MI 416. La *verbena* est une fête populaire nocturne.

études ethnographiques sur les tribus du Nord, le père Vargas Ugarte avec ses chroniques et lettres de missionnaires jésuites -, les ingénieurs et constructeurs de chemins avec leurs plans et leurs photographies aériennes, des officiers de nos forces armées représentant d'une nouvelle force colonisatrice, des membres de la *Corporación Peruana del Amazonas*, des artistes-peintres et sculpteurs investis du thème amazonien, d'anciens explorateurs et colons, d'authentiques *shiringueros* et même une petite jungle avec sa faune caractéristique ».¹⁶⁰

L'aspect massif et immersif des célébrations les placent donc dans la continuité de l'effort du gouvernement pour entraîner les masses. D'ailleurs, les autres éléments de propagande nationale participent au mouvement en publiant et diffusant dans la presse et la radio les nouvelles et discours du programme. Il s'agit à la fois de les convaincre, mais aussi de renvoyer une image unanimiste à l'international.

E. La place problématique des militaires dans une exposition de type colonial

Enfin, il s'agit d'un événement à mettre dans le sillage de la propagande coloniale européenne, surtout si l'on se concentre sur l'exposition amazonienne. La pratique des grandes expositions nationales et internationales est née au milieu du XIX^e siècle en Europe avec les expositions universelles. Elles se sont multipliées et déclinées notamment dans le modèle de l'exposition coloniale, qui connut entre autres son apogée en France dans les années 1930.¹⁶¹ Il s'agissait alors d'intéresser les métropolitains aux conquêtes lointaines et justifier les territoires acquis, à travers de véritables « empires en carton ».¹⁶² Leur étude a été récemment renouvelée par les *exhibition studies*, qui ont été le théâtre d'intenses débats sur leur réception, notamment en ce qui concerne la représentation des colonisés, autour de la notion de zoos humains.¹⁶³ Là n'est pas notre propos cependant. Comme le souligne Nadia Vargaftig qui a étudié les expositions portugaises et italiennes, ces événements n'avaient pas simplement pour conséquence de forger une certaine image des territoires et des colonisés, mais résultaient aussi d'une féroce compétition entre les groupes dominants et l'État pour s'attribuer les premiers rôles dans le processus de colonisation.¹⁶⁴

¹⁶⁰ PORRAS BARRENECHEA, *op.cit.*, p. 24-25.

¹⁶¹ AGERON Charles-Robert, « L'exposition coloniale de 1931 », dans NORA Pierre (dir.), *Les lieux de mémoire, t.1 La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 561-594.

¹⁶² VARGAFTIG Nadia, *Des Empires en carton. Les Expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2016.

¹⁶³ En Grande Bretagne, le débat a opposé John MacKenzie qui souligne l'impact de la « culture impériale », à John Porter qui le minimise au profit d'une approche plus sociale que culturelle. En France, le débat s'est concentré sur la question des « zoos humains », notion portée par un groupe de chercheurs. BANCEL Nicolas et al., *Zoos humains. Au temps des exhibitions humaines*, Paris, La Découverte, 2004. A Lima, la dimension exotique était appuyée par la présence d'un village d'indiens, qui ne semble pas avoir été peuplé, et ne correspond donc pas tout à fait à la polémique notion de « zoos humains ». En revanche, des indiens campas sont baptisés lors de l'inauguration.

¹⁶⁴ VARGAFTIG, *op.cit.*, p. 3.

A ce titre, il faut souligner la place marginale des militaires dans le dispositif péruvien. Ils sont présents mais noyés dans un ensemble d'autres acteurs, et devancés très fortement par les milieux religieux, qui sont tout à fait centraux dans le dispositif. Le pavillon de l'Église catholique est la porte d'entrée de l'exposition et obtient le plus de visibilité dans les médias. Le jour de l'inauguration étaient baptisés des indiens Campas devant les appareils photographiques en présence des dignitaires de l'Église dont le nonce apostolique. L'Église (pour plus de clarté, nous n'entrons pas dans le détail des concurrences internes à l'institution) entendait rappeler sa longue tradition missionnaire qui l'avait conduite à être le principal vecteur de la projection du Pérou colonial sur l'Amazonie.¹⁶⁵ Elle pouvait aussi capitaliser sur son expérience, puisqu'elle pratiquait ce genre d'expositions depuis déjà plusieurs années.¹⁶⁶

D'autres groupes avaient une présence équivalente aux militaires.¹⁶⁷ Les savants, historiens ou naturalistes, avaient non seulement deux pavillons mais étaient aussi très présents dans l'organisation. Raúl Porras Barrenechea incarnait une génération d'intellectuels qui voyaient dans l'Amazonie une ultime frontière régénératrice de la nation, sur le modèle de la frontière de Frederick Jackson Turner.¹⁶⁸ C'était aussi pour les naturalistes du musée l'occasion de montrer leurs collections et d'imposer une vision scientifique du territoire péruvien. Les artistes étaient assez présents avec le concours organisé, même si Morgana Herrera a noté qu'il ne s'agit pas d'artistes issus de la région, ce qui confirme l'aspect colonial de cette production. Les entrepreneurs et les forces économiques étaient représentés à travers le pavillon de l'industrie.

L'État se présentait quant à lui à travers des figures civiles qui pouvaient certes comporter une dimension militaire comme le préfet Pedro Portillo, ou le Président et maréchal Ramón Castilla. Quant aux militaires, leur pavillon était dédié, comme l'indique Porras plus haut, à « cette nouvelle force colonisatrice ». Il était constitué de trois salles. La première contenait

¹⁶⁵ GARCÍA JORDÁN Pilar, « Las misiones católicas en la Amazonía peruana: ocupación del territorio y control indígena (1821-1930) » dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 7-106.

¹⁶⁶ Des exemples dans LA SERNA Juan Carlos et CHAUMEIL Jean-Pierre, *El bosque ilustrado. Diccionario histórico de la fotografía amazónica peruana (1868-1950)*, Lima, IFEA/CAAAP, 2016.

¹⁶⁷ Six pavillons furent construits pour l'occasion : un pavillon missionnaire et ethnographique, un pavillon des Beaux-Arts pour lequel on convoque un concours artistique, un pavillon historique, un pavillon de l'industrie, un pavillon des forces armées, ainsi qu'un mini-village d'indigènes, une maison de producteur de caoutchouc, et un petit parc d'animaux vivants. L'ensemble avait dû représenter un investissement financier important.

¹⁶⁸ Dans une conférence de 1922, Víctor Andrés Belaúnde qui participe à la formulation de la politique extérieure du pays considéra que le Pérou ne disposait pas encore de frontière fonctionnant comme celle des États-Unis en raison de l'héritage espagnol et de difficultés d'accès persistantes. Se référant explicitement à Turner, il en appelait à ce que l'Amazonie devienne cette nouvelle frontière créatrice de mouvement, de modernité et de richesse. C. Walker considère que Porras Barrenechea est en ce sens l'héritier direct de Belaúnde. WALKER Charles, « El uso oficial de la selva en el Perú republicano », *Amazonía peruana*, mai 1987, vol. 4, n° 8, p. 61-89.

des photographies et des objets relatifs à la vie quotidienne des garnisons de l'armée de terre, en particulier des artefacts confectionnés par les soldats ; la deuxième était consacrée à la marine qui y exhibait des maquettes de ses navires, des cartes et une fresque allégorique mélangeant la défense du territoire et la lutte contre les obstacles naturels ; la troisième présentait le Corps aéronautique qui y montrait des photographies aériennes des principales villes et confluences, les trajets des pionniers aériens et également la maquette d'une base aérienne.¹⁶⁹ Le tout soulignait donc une certaine avant-garde technique ainsi que le rôle pionnier des membres des forces armées, mais l'ensemble faisait quantitativement pâle figure auprès du pavillon de l'Église, et même de tous les autres.

Cette place relativement marginale pose question. Nous avons en effet souligné que l'armée se présente en ces années comme la nouvelle force dominant la nationalisation de l'Amazonie. Leur relégation au sein de l'exposition à un rôle secondaire peut conduire à diverses interprétations. L'une d'elles pourrait être que l'armée surestimait sa centralité et que d'autres groupes de pouvoir étaient tout aussi déterminants dans ce processus de nationalisation. Mais d'autres facteurs nous paraissent devoir être exposés. Il peut s'agir d'une certaine inertie des représentations qui continuent à s'accrocher à une ancienne réalité. Il ne faut pas oublier non plus que l'exposition a un retentissement international, et qu'il n'est pas question pour le gouvernement de Prado d'affirmer que la pérouanisation définitive de l'Amazonie s'apparente à une conquête militaire. Il s'agit peut-être enfin d'un coup politique de l'Église catholique, qui a réussi à se présenter comme l'acteur dominant, alors qu'elle est plutôt en perte de vitesse, et bientôt directement concurrencée par les missions évangéliques.¹⁷⁰

Pour conclure sur les programmes concurrents en référence au IV^e centenaire de la découverte de l'Amazonie, il faut souligner que cette manière de continuer la guerre par d'autres moyens (culturels) a été très clairement couronnée de succès pour les Péruviens, qui ont réussi à organiser un événement massif à la gloire du pays et du gouvernement. Le but auprès de l'opinion publique américaine, dont certains représentants ont assisté aux cérémonies, était donc atteint. Mais il faut noter que paradoxalement, cet engouement a bien

¹⁶⁹ Docteur SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de relaciones Exteriores, julio 1942 - julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944, p. 184-185. ACMRE.

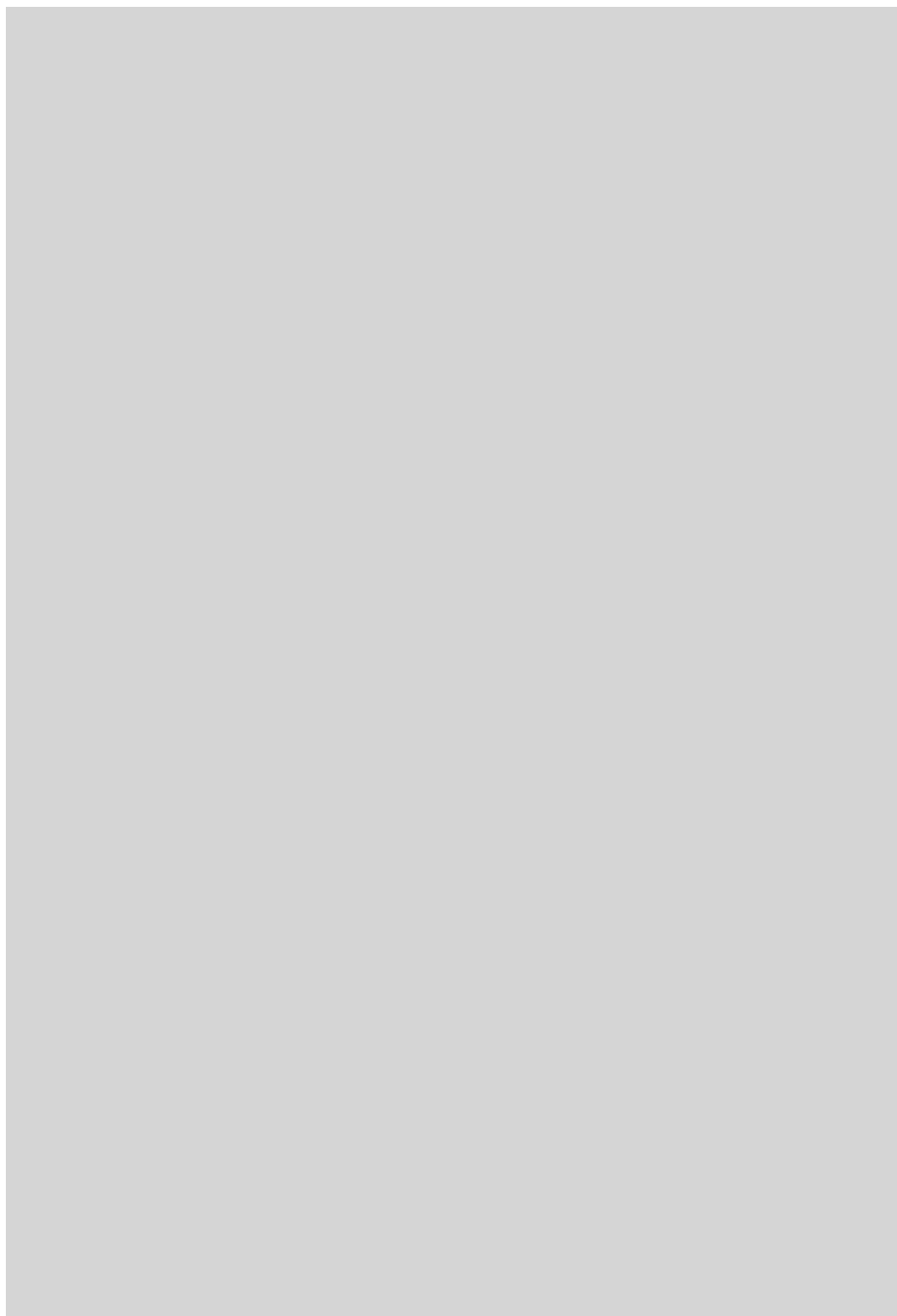
¹⁷⁰ L'*Instituto Lingüístico de Verano* (IVL) s'implante durablement après la guerre, de même que les Jésuites dans le Haut-Marañón. FAVIER Irene, *La convoitise des confins. Lutttes foncières et redéfinition du national dans le Haut Marañón péruvien (1946-2009)*, thèse de doctorat sous la direction de Danielle Tartakowsky et Olivier Compagnon, Universités Paris 8/Paris 3, 2014.

vite reflué au Pérou, où le projet de musée amazonien n'a jamais vu le jour,¹⁷¹ tandis que l'Équateur qui abandonne un temps son caractère amazonien s'est rapidement ressaisi pour faire jusqu'à aujourd'hui de l'Amazonie un élément central de son identité nationale.¹⁷² On peut en déduire qu'au Pérou l'Amazonie était un élément rajouté à une identité déjà construite (M.Herrera). On peut pour notre part souligner le lien indissoluble avec la victoire, qui intéresse plus le gouvernement Prado que les suivants qui ont donc moins d'intérêt à y investir. Il n'empêche que le triptyque définissant la géographie du Pérou de « Costa Sierra Selva » (que l'on pouvait encore appeler Montaña à l'époque), s'est enraciné à ce moment (couverture Peruanidad). Place centrale de l'orientalité dans l'équatorianité, place plus problématique mais néanmoins présente au Pérou, il faut encore conclure que la force de ces éléments n'aurait sans doute pas été aussi intense sans le cadre tout à fait déterminant du panaméricanisme qui a poussé à revendiquer ces dimensions auparavant reléguées à l'arrière garde.

¹⁷¹ S'il avait existé, un parallèle pourrait être établi entre ce musée de l'Amazonie conquise, et le Museo de Ciencias Naturales de la Plata créé en 1884 dans le sillage de la conquête du désert argentin, ou encore avec le musée ethnographique « Andrés Barbero » d'Asunción fondé en 1929 dans le cadre de l'intégration du Chaco.

¹⁷² ELBOW Gary S., « Territorial Loss and National Image: The Case of Ecuador », *Yearbook. Conference of Latin Americanist Geographers*, 1996, vol. 22, p. 93-105.

Figure 77 : L'Amazonie devenue l'un des trois piliers géographiques de l'identité péruvienne.



Source : *Peruanidad, Órgano antológico del pensamiento nacional*, c.1946. BNP

Le terme de *Montaña* a depuis été remplacé par celui de *Selva* dans le vocabulaire commun. Dès la fin des années 1950, Fernando Belaúnde Terry utilise systématiquement le terme de « selva » dans son classique *La conquista del Perú por los Peruanos* (Lima, ediciones Tawantinsuyu, 2^{ème} édition, 1959). Depuis l'époque de la colonie, le terme *montaña* fait référence au piémont oriental des Andes, un relief à la végétation tropicale. On peut avancer que l'abandon du terme au profit de *selva*, qui désigne plus facilement les grandes étendues de forêt basse fait correspondre le langage à la nouvelle situation de l'Amazonie enfin conquise et pérennisée.

Conclusion

La politique des médias en lien avec le conflit frontalier nous mène à deux conclusions complémentaires. Cette politique a eu une véritable incidence sur les imaginaires nationaux de chaque pays. En intégrant certains éléments à la définition de la nationalité et en excluant d'autres, les gouvernements et les populations ont redéfini ensemble ce que signifiait être péruvien et être équatorien. Il s'agit bien d'une « co-construction » entre les différents secteurs de la société. Mais ce processus n'était pas hermétique et autonome, cantonné dans les frontières de la nation. C'est toujours par réaction à ce que le voisin faisait ou était supposé faire que cette construction a avancé. Il faut donc considérer que la construction des imaginaires nationaux du Pérou et de l'Équateur est une co-construction, un processus interactif entre les deux nations, un miroir déformant.

La deuxième conclusion est plus politique. Soumis à une même exigence de transparence dans la perspective de masses qui expriment leur volonté de participer aux décisions, les gouvernements successifs ont été exposés à la même tentation de contrôler cette opinion, indépendamment de la nature du régime et de leur couleur politique. C'est en orientant l'opinion, plus qu'en lui mentant ou en la manipulant, que l'oligarchie a ainsi réussi provisoirement à se maintenir en déployant une politique symbolique nationaliste à laquelle les secteurs populaires se sont ralliés. Ce faisant, au contrôle des élites sur les masses répond le contrôle des masses sur les élites. À partir d'outils simples et efficaces, comme la carte ou l'accusation de trahison, les secteurs émergents ont exercé une pression constante sur les classes dirigeantes et ont utilisé le thème de la politique extérieure pour s'immiscer dans la décision politique. Ce processus qui remonte au moins au début des années 1930 prend alors véritablement corps dans « l'esprit de 41 ».

Chapitre 11 :

L'esprit de 41 : le mythe de l'union nationale dans la guerre et son héritage

Ce chapitre étudie les mouvements de l'opinion relatifs aux événements directement liés à la guerre et à ses conséquences. Il s'inscrit dans le même cadre de surgissement des masses et de contrôle de l'opinion que le chapitre précédent, tout en se concentrant sur les positions des partis et tendances politiques dans une chronologie plus rapprochée. Ce chapitre met ainsi en évidence que dans les deux pays la dynamique unitaire de juillet 1941 constitue immédiatement un mythe politique partagé par tous les partis, celui-ci s'incarnant à la fois dans une version dictatoriale et une autre démocratique. Cet idéal aboutit dans un premier temps à renforcer les pouvoirs des gouvernements dans les deux pays, puis paradoxalement à la concrétisation du pluralisme politique à la sortie de la Seconde Guerre mondiale.

Malgré l'irruption des masses, ce sont encore des gouvernements oligarchiques qui sont aux commandes en 1941. Arroyo est un représentant de la *bancocracia* de Guayaquil tandis que Prado, issu d'une illustre et puissante famille, est directement issu du secteur bancaire. Les deux *doctores* tentent de perpétuer la domination de l'oligarchie mais sont bousculés par l'exigence démocratique d'association au pouvoir.¹ C'est en regard de cette tension qu'il faut alors comprendre l'idéal partagé et instrumentalisé d'union nationale, un « esprit de 41 ».

Dans la première partie, nous analysons les diverses réactions politiques au début des opérations militaires en juillet 1941. Péruviens et Équatoriens semblent avoir massivement adhéré au projet de guerre, surtout dans les secteurs urbains. Dans les deux pays, des appels répétés à l'union nationale configurent un consensus éphémère. Mais les partis dès le début exigent en raison de la situation exceptionnelle de partager le pouvoir avec les gouvernements oligarchiques, qui ne répondent pas totalement à cette exigence. L'union nationale se délite et éclate avec le résultat des armes. Les deux pays doivent en effet affronter la sortie de guerre qui est périlleuse tant pour les Équatoriens défaits que pour les Péruviens vainqueurs, si l'on en croit l'atmosphère de coup d'État militaire qui règne des deux côtés du Zarumilla.²

¹ Carlos Arroyo del Río était docteur en droit. Manuel Prado avait obtenu un diplôme d'ingénieur civil mais avait aussi rédigé une thèse sur la pluviométrie de Lima au sein de l'Université de San Marcos, qui lui conférait le titre de *doctor*.

² Sur les différentes configurations de la sortie de guerre, voir la quatrième partie de CABANES Bruno (dir.), *Une histoire de la guerre - Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2018. Pour notre part, nous nous concentrons dans ce chapitre sur les aspects politiques et symboliques. Les aspects économiques et psychiques sont abordés dans les chapitres 8 et 9.

L'Équateur entre dans une phase d'introspection intense qui remet en cause les fondements mêmes de ce qui constitue l'identité nationale et la République. Diverses sorties de crise sont proposées et la révolution de mai 1944 peut être lue comme un aboutissement de ces propositions et la concrétisation de l'union nationale désirée en 1941. Au Pérou, la tiédeur de l'opinion sur le règlement diplomatique d'une campagne victorieuse met le gouvernement civil sous la menace d'un coup d'État militaire. Il déploie alors une politique des symboles sans précédents. Les élections générales de 1945, si elles semblent rejeter cet héritage en écartant le héros de la guerre, sont aussi le résultat d'une coalition contre-nature qui a été permise par l'esprit de 1941.

I- Véritables mais éphémères unions nationales

Les positions et les attitudes politiques développées à partir du 5 juillet 1941 permettent d'établir une cartographie des forces politiques, et de souligner aussi les ambiguïtés de certains. On dispose à cette fin d'un copieux dossier qui a été accumulé par la bibliothèque équatorienne (BEAEP) et par les archives de l'armée, peut-être dans le but de discréditer le Président Arroyo del Río qui n'aurait pas su profiter de l'enthousiasme populaire. Du côté péruvien, on ne dispose pas de la même documentation, mais les positions du parti apriste seront prises comme marqueur. Les deux pays sont immédiatement soumis à une même recherche de l'union nationale (terme que nous préférons à « union sacrée » qui renverrait irrémédiablement à la situation française de 1914). Face à ce que tous considèrent immédiatement comme un affrontement majeur, les mouvements et les partis ont à cœur de faire œuvre de patriotisme, ce qui ne va pas sans quelques acrobaties, en particulier pour les partis qui se réclament d'une culture internationaliste ou américaniste.

A. En Équateur, les espoirs déçus de réconciliation nationale

En Équateur, les événements de juillet soulèvent une grande vague d'enthousiasme et des appels répétés à l'union politique et à la guerre à outrance. Devant la réponse timorée du gouvernement et le choc de la défaite, les divergences politiques qui n'avaient jamais totalement disparu reprennent rapidement leur centralité.

Un engouement de tous ?

En Équateur, la chancellerie souligne l'état de liesse populaire autour du conflit quelques jours après le déclenchement des opérations, dans une circulaire destinée aux représentations

diplomatiques extérieures, transmettant des éléments de langage pour les partenaires internationaux, et qui témoigne donc d'une précoce mise en scène de l'unanimité :

« Toutes les classes sociales, tous les partis politiques oubliant les différences et les éloignements, ont vibré d'émotion avec le pavillon national et les accords de l'Hymne, et ont participé à d'immenses et multiples manifestations publiques dans tous les lieux du pays envers les dirigeants du gouvernement, pour leur demander des armes pour repousser vigoureusement, par leurs propres mains, la perfide agression. Le gouvernement national, comprenant la juste indignation patriotique, n'a pas pu la faire taire et a seulement recommandé la sérénité, car l'armée nationale accomplissait magnifiquement son devoir. Malgré les nouvelles de ce que le combat à la frontière a cessé, l'excitation patriotique continue à grande échelle. D'importants dons ont été faits pour la défense nationale et la Croix Rouge, et même les plus humbles ont démontré leur générosité pour des objectifs si nobles. La presse, la radio, les instituts culturels, tous, ont dédié leurs travaux et leurs pensées au problème international, protestant de diverses façons contre l'attitude inqualifiable du pays du Sud ».³

Cet unanimisme est mis en scène par l'auteur de la circulaire mais il est confirmé par les nombreux communiqués d'organisations politiques et par les messages adressés directement au Président Arroyo del Río qui pratiquement tous appellent immédiatement à l'union politique, au sacrifice patriotique et à l'armement du peuple. Les étudiants de l'Université Centrale voient dans l'attaque péruvienne la marque de l'idéologie nazie. Ils appellent les jeunes à s'engager pour le « sacrifice en défense de l'honneur », tout en invitant le gouvernement à mettre en place la « concorde nationale » en permettant aux « diverses doctrines » d'intervenir dans le destin de la nation.⁴ Les secteurs ouvriers sont représentés par le don de 2000 sucres envoyés au président de la République (qui les transmet au ministre des Finances). Le trésorier exprime parfaitement comment le patriotisme peut se vivre à travers un ethos de classe spécifique, en l'occurrence des ouvriers du rail :

« Étant, comme tous ceux-là, des hommes qui ont forgé leurs consciences dans les disciplines de la locomotive et du rail, de l'itinéraire rigide et des stridences de l'acier, de la force au service des transports, stoïques - presque- devant le voluptuosité [sic] et la douleur ils ont su conserver au frais dans leurs âmes l'exquise sensibilité du patriotisme ».⁵

Les femmes aussi participent depuis la place qui leur est assignée, comme lorsque le collègue de filles « Fernando Pons » et ses professeures remettent 175 sucres au Président, en expliquant que le Pérou a trahi la fraternité entre les cinq nations libérées par Bolívar.⁶ Les dons peuvent aussi adopter d'autres formes. Un citoyen reçoit les chauds remerciements du Président pour

³ « Los últimos incidentes en la frontera sur », *Circular reservada* n°12-B-12, 11 juillet 1941, envoyée à toutes les missions diplomatiques de l'Équateur. AHMRE, Q.2.1.

⁴ Universitarios de la Central, « Ecuatorianos », 8 juillet 1941 ; « A las juventudes de América », 8 juillet 1941 BEAEP.

⁵ Dr. José R. Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration publique, au ministre des Finances, n°1069, 21 juillet 1941. ESMIL, F 225.

⁶ Dr. José R. Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration publique, au ministre des Finances, n°1023, 11 juillet 1941. ESMIL, F 225.

avoir offert trente-cinq bicyclettes à la défense nationale.⁷ En province, ce sont les territoires les plus proches des événements qui font acte de patriotisme par l'intermédiaire des gouverneurs de provinces et des autorités locales. Le conseil cantonal de Riobamba estime que c'est dans sa région que l'émoi a été le plus précoce. Il en appelle à un « Thermopiles » contre le Pérou considéré comme « le Caïn de l'Amérique ». L'Équateur, petit par la taille mais grand dans l'âme, se mesure au sacrifice des hommes et des femmes à son service.⁸ A Loja qui fait face aux péruviens dans la montagne, le gouverneur télégraphie au ministre de l'intérieur :

« Villages cette province, dans enthousiasme délirant demandent armes et officiers pour se mettre face ennemi qui menace Zapotillos avec renforts quotidiens. Si situation de guerre continue, serait occasion profiter ferveur patriotique pour lever considérable armée qui défende possible attaque cette province ».⁹

Les notables de Santa Isabel, localité de la province d'Azuay à mi-chemin entre Cuenca et Machala, évoquent le sentiment général près de la frontière dans une tournure de phrase lourde de sens : « Nous nous sentons plus *Équatoriens que jamais*, mais nous demandons son excellence armes pour pouvoir nous défendre traîtrise envahisseur ».¹⁰ Il n'est pas jusqu'en Colombie que l'agitation se déploie, comme le souligne un Équatorien installé à Pasto, qui considère quant à lui le Pérou comme un « Judas Iscariote » qui n'a qu'à aller se pendre de sa traîtrise.

« Ici en Colombie, il y a une agitation inhabituelle, qui confine au délire ; tant de jeunes souhaitent savoir si la guerre continue pour offrir leurs bons services et intégrer le corps des volontaires. Je crois, si la guerre continue, qu'il y aura beaucoup de Colombiens qui se prêteront à la défense de la nation sœur. À Bogota, il y a eu une manifestation en faveur de l'Équateur de la part des élèves du Colegio Javeriano des Jésuites ; ici, à Pasto, il y a beaucoup d'enthousiasme pour connaître le sort réservé à notre Patrie. Radio Quito et « La Voz de los Andes » sont très écoutées ».¹¹

À Cuenca aussi comme on le verra plus loin et dans l'*Oriente*, on sait par les rapports militaires que les mineurs orpailleurs aussi ont demandé des armes dans la région de la haute forêt, tandis que sur le Napo, la tension et l'agitation sont palpables, sans que l'on puisse tout à fait décrire les attitudes civiles hors des nécessités militaires.¹²

⁷ Secrétariat général de l'Administration publique, « Información n°23 », Quito, 24 juillet 1941, 17h. BEAEP.

⁸ « El I. Consejo Cantonal, los comités Prodefensa nacional y pro-aviacion del Chimborazo : Manifiesto a la ciudadanía », Riobamba, 20 juillet 1941. BEAEP.

⁹ Dr. José R.Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration publique, au ministre de la Défense Nationale, n°861/A 10 juillet 1941. ESMIL, C 105.

¹⁰ Dr. José R.Chiriboga V., Secrétaire général de l'Administration publique, au ministre de la Défense Nationale, n°960/A, 1^{er} août 1941. ESMIL, C 105.

¹¹ Carlos Enrique Lopez, 18 juillet 1941 (feuillet sans titre). BEAEP

¹² « Informe presentado por el Señor Mayor Marco A.Bustamante, ex-2do comandante del Batallón n°15 "Ecuador", sobre los últimos incidentes fronterizos », 23 mai 1942 ; « Informe de los hechos acontecidos el día 11 de agosto de 1941 en la población ecuatoriana de Rocafuerte, que presenta el suscrito jefe de guarnición "Rocafuerte" al señor coronel Jefe del Cuarto Departamento "Oriente" », 27 de agosto de 1941. ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes

Du corpus susmentionné, il apparaît donc que les populations qui se sentent concernées sont celles qui sont le plus proches de la frontière, au sud du pays, ainsi que les corporations de la capitale, toutes classes confondues.¹³ Ce sont encore une fois plutôt des urbains, secteurs éduqués, classe moyennes et ouvriers, qui semblent réagir dès les premiers jours. La nature des réactions est souvent la même : dénonciation de la trahison péruvienne, justification de la guerre et demande d'armes.

Les partis exigent l'union sacrée

Les réactions des principaux partis politiques (libéraux, conservateurs, socialistes et communistes) sont également très parlantes, avec des appels à l'union nationale de tous les partis, qui sont plus ou moins entendus par le gouvernement. Dès le 7 juillet, les socialistes réagissent. Cette formation qui a des députés à l'assemblée est la troisième force du pays et la principale formation de gauche. Elle a inspiré les mesures de plusieurs gouvernements des années 1930, et influencé les réformes ou tentatives de réformes au sein du pays. Dans son communiqué, les socialistes appellent à « la plus solide et rigoureuse Union équatorienne » et « suggèrent » au gouvernement de former un « cabinet de concentration nationale » intégré par des représentants de tous les partis, ainsi que des comités de défense nationale rassemblant la société civile, et diverses mesures militaires.¹⁴ Le communiqué soulignait cependant que l'attaque avait « mis en évidence la voracité péruvienne et la complicité de ceux qui se sont occupés à la cacher, afin de justifier leur indifférence pour notre intégrité nationale ». Il pouvait donc exister des récriminations dans ce concert d'unanimité. D'ailleurs, cette ambiguïté est plus que flagrante dans le cas du parti communiste. Celui-ci était issu de la scission avec les socialistes en 1931, puisqu'il avait suivi la III^e internationale. Le Comité Central commence par attaquer le Pérou dans une phraséologie marxiste orthodoxe : « L'attaque sur un peuple ami de la paix a été réalisé par la bourgeoisie péruvienne, qui n'a pas trouvé d'autre moyen pour canaliser le mécontentement de son peuple par l'oppression de longues années et le manque de bien-être. Le nazisme et le fascisme à la recherche de la domination mondiale, orientent la

Combatientes. Legajo f (ci-après, ESMIL, Legajo f).

¹³ D'autres manifestations de cet élan patriotique sont conservées dans les archives militaires. On y trouve des déclarations du syndicat des chauffeurs de Manabí, de l'école du travail de Portoviejo, de la chambre de commerce de Tungurahua (Ambato), ou encore les réclamations du gouverneur de Loja qui réclame la construction de routes supplémentaires vers l'*Oriente* et le renforcement des moyens des carabiniers à Loja. Il s'agit donc une fois de plus des régions côtières ou des grandes agglomérations de montagne. Dossier G01, 1941, ESMIL. Nous n'avons pas de réaction directe de Guayaquil, mais il s'agit sans doute d'un effet documentaire, car les exemplaires de l'*Universo* sont incomplets sur la période de la guerre à la Bibliothèque équatorienne de Quito. Les archives du Guayas et la presse locale devraient permettre de combler cette lacune.

¹⁴ « Mensaje cívico a todos los afiliados y simpatizantes de vanguardia revolucionaria socialista desde el Carchi al macara », Quito, 7 juillet 1941, signé « la directiva central ». BEAEP.

guerre vers l'Amérique pour créer de nouveaux foyers de conflagration, profitant des différends qui n'ont pas encore été liquidés sur ce continent ». Le parti qui était lié à l'URSS, attaquée par l'Allemagne nazie au cours de l'opération Barbarossa à peine deux semaines plus tôt, pouvait facilement établir le parallèle. Mais après cette attaque en règle, le parti dirigeait cette fois son ire sur « les contradictions de la bourgeoisie féodale équatorienne ». Ce ne sont pas les élites mais le peuple qui « en dépit de l'état de malheur dans lequel il a été obligé à vivre sous la domination de castes parasites, se lève en ce moment pour se confronter à l'agresseur ». Par conséquent, c'est un soutien conditionnel au gouvernement que propose le PC, en exigeant au préalable la mise en place de mesures radicales qui visent autant à protéger le pays qu'à appliquer son programme social et économique marxiste. Ces mesures étaient l'établissement des libertés démocratiques, la saisie des usines et entreprises qui servent la cause nationale, une taxe sur les grands propriétaires, de comités populaires pour contrôler la politique et l'économie, et étaient assorties de la demande de création d'un comité de défense nationale constitué de membres de tous les partis, ainsi que de comités d'aides aux familles de soldats et d'aide à l'arrière.¹⁵ On voit que le PC cherche à profiter de l'opportunité pour recréer des soviets partout. L'attitude des communistes contraste avec celle des autres partis, car leur appel à l'union est très fortement conditionné. On peut y voir le reflet de l'idéologie marxiste et dialectique du parti, mais nous pensons qu'il faut aussi y voir une certaine distance des secteurs ruraux face à l'exigence d'union patriotique. En effet, Valeria Coronel rappelle que le PC était sans doute le parti qui avait le plus de liens avec les mouvements paysans de revendications de la terre d'alors, et que le parti pour cette raison s'éloignait de la ligne de la III^e internationale.¹⁶ D'ailleurs, il est intéressant de noter que si nous n'avons pas trouvé de réaction immédiate du Parti communiste péruvien, il y a tout lieu de penser que la stratégie de ce dernier qui consistait à se rapprocher de l'oligarchie, les a poussés à ne pas adopter une attitude aussi tranchante que leur homologue équatorien.

Quant à l'attitude du parti libéral et du parti conservateur, elle se note à travers les juntas mises en place. En effet, le gouvernement libéral entendait ces appels à l'unité, mais n'était sans doute pas prêt à former un cabinet d'union alors que le Président Arroyo essayait justement de restaurer le monopole libéral perdu depuis quinze ans. À la place, c'est une Junte patriotique de Coopération pour la Défense Nationale qui est créée le 12 juillet, une semaine après les

¹⁵ « Comité Central del Partido Comunista Ecuatoriano : Manifiesto del Partido Comunista Ecuatoriano sobre la Agresión del Perú », 7 juillet 1941. BEAEP.

¹⁶ CORONEL Valeria, « Izquierdas, sindicatos y militares » dans CAMARERO Hernán et MANGIANTINI Martín (dir.), *El movimiento obrero y las izquierdas en América Latina. Experiencias de lucha, inserción y organización, Volumen I*, Editorial A contracorriente, Raleigh (North Carolina), p. 95-120.

incidents de la frontière. La Junta a pour objectif explicite d'organiser les élans patriotiques spontanés des « forces vives de la nation » et d'appuyer la chancellerie dans un esprit d'unité nationale. Il s'agit même, secondairement mais de manière très significative pour la poursuite des événements, de « l'occasion de faire face intégralement aux problèmes ». La réforme de la société n'est donc pas loin et la tentation d'user de la guerre comme fenêtre d'opportunité de réformes profondes est précoce. Les participants à la Junta sont alors représentatifs de toutes les tendances politiques du pays, excepté les communistes. Le président est le chef du parti libéral radical, ses vice-présidents sont le président de la cour suprême de justice et l'archevêque de Quito. Le secrétaire est le Secrétaire général du Parti socialiste tandis que le Trésorier est le chef du parti conservateur. Les membres qui ne font pas partie du bureau sont des représentants des secteurs militaires, des patrons de presse de Quito, ainsi que des intérêts industriels et agricoles du pays.¹⁷ C'est donc bien une organisation intégrant les partis politiques et la société civile, dans un spectre d'opinions très large, entre acteurs qui depuis une décennie se livraient souvent une lutte sans merci qui pouvait aboutir à la violence physique. C'était une belle preuve d'unité, mais il faut aussi souligner l'absence du parti communiste qui exclut de fait les secteurs ruraux et paysans d'une assemblée d'élites, et l'absence d'une même union nationale dans un éventuel remaniement ministériel. La portée des actions de cette junta était relativement courte. Il s'agissait d'orienter plus que de prendre des décisions. Cela se voit aussi dans sa déclinaison régionale à Cuenca. La composition de la Junta de l'Azuay suit la même logique que la junta nationale, avec des représentants régionaux de tous les secteurs à l'exception des communistes.¹⁸ Dans un manifeste, après avoir longuement accusé le Pérou de totalitarisme, cette junta régionale propose deux mesures strictement diplomatiques, avant d'appeler les Équatoriens à sacrifier leur vie pour le pays. « Équatoriens aux casernes ! » s'exclame la junta, avant de préciser malicieusement que « les armes que l'État met dans vos mains servent seulement à défendre la patrie ».¹⁹ C'est en effet une accusation récurrente contre le gouvernement d'Arroyo que d'avoir refusé d'armer le peuple qui aurait pu se retourner

¹⁷ « Manifiesto de la Junta patriótica nacional », 23 juillet 1941. BEAEP. Le bureau est ainsi constitué. Président: Julio E. Moreno, président du Congrès national et directeur suprême du Parti libéral radical. Vice-présidents : Belisario Ponce Borja, président de la Cour Suprême de Justice, Carlos María de la Torre, archevêque de Quito. Secrétaire : Juan I. Lovato, Secrétaire général du Parti socialiste. Trésorier, Jacinto Jijón y Caamaño, directeur suprême du Parti conservateur.

¹⁸ Le bureau est ainsi constitué : président : Daniel Cordova Toral, président de la Junta de Défense de l'Azuay. Vice-présidents : Daniel [sic], évêque de Cuenca et Octavio Díaz, recteur de l'Université de Cuenca. Porte-paroles : Julio Vinuezan, gouverneur de l'Azuay, colonel Agustín Alban Borja, chef de la III^e zone militaire. On y retrouve aussi les représentants régionaux des partis libéral, conservateur, et socialiste, ainsi que des représentants de la banque et de l'éducation.

¹⁹ « Manifiesto que la junta patriótica de cooperación para la Defensa Nacional dirige a los Ecuatorianos », Cuenca, 29 juillet 1941. BEAEP.

contre lui. La remarque de la Junte de l'Azuay montre que cette anticipation pouvait être partagée par l'ensemble des élites et que les méfiances pouvaient exister sous les dehors de consensus.

La fin rapide de l'état de grâce

Face à l'engouement populaire, aux injonctions à l'unité politique et sociale et à armer le pays, le gouvernement avait donc choisi avec la création de la Junte nationale une manœuvre destinée à canaliser cet engouement populaire sans céder aux principales exigences. L'équilibre fragile semble voler en éclat avec le début de la grande offensive péruvienne le 23 juillet, qui mit à jour les fractures équatoriennes qui jusque-là s'étaient exprimées de manière plutôt subliminale. Dès le 25 juillet, la Junte nationale réitère désespérément son appel à l'union, mais ses résolutions montrent en creux l'apparition des divisions. Elle affirme

A° « Solliciter des citoyens une trêve à toute question d'ordre partisane ; »

B° « Stimuler le patriotisme des Équatoriens, pour que sans réserves ils collaborent à la mobilisation des ressources de la nation, volontairement, tant qu'elle n'a pas été décrétée par les autorités compétentes, avec abnégation, quand elle a un caractère obligatoire, afin de renforcer la défense de la Nation ; »

C° « Condamner comme trahison à la Patrie tout ce qui viendrait altérer la paix interne, susciter les méfiances entre gouvernants et gouvernés, ou affaiblir la foi dans le triomphe ; et »

D° « Recommander aux citoyens qu'ils observent strictement à tout moment et face à la demande de sacrifices de la part des autorités civiles et militaires ». ²⁰

C'était avouer clairement les divisions du pays et les réticences à l'effort de guerre. On a déjà souligné que dans les régions frontalières, les troupes fraîchement arrivées sont d'abord acclamées comme des sauveurs, avant de se heurter à l'indocilité des habitants qui subissent les réquisitions, les enrôlements et même les pillages de la troupe (chapitres 8 et 9). L'effondrement de l'armée sur le Zarumilla provoque une vague de doute à l'arrière, qui est sévèrement jugé comme « défaitiste » par *El Comercio* de Quito pour qui « la cinquième colonne dira à la mère, à l'épouse, au fils du soldat héroïque qui se bat au front, que cet être cher se meurt de faim, que la lutte n'est pas possible, que le Gouvernement est responsable de l'attaque totalitaires, etc., etc. ». ²¹ À Cuenca, la Junte de l'Azuay appelle au calme et à la solidarité avec les réfugiés qui affluaient de El Oro, tout en abjurant les divisions internes qui menaient la nation « au danger de sa disparition ». ²² Avec la panique de la défaite, les divisions politiques ont repris le dessus. Velasco Ibarra, sentant peut-être le vent tourner, dénonce depuis

²⁰ « La Junta Patriótica solicita a la ciudadanía dar tregua a toda cuestión de orden partidaria en el momento actual », Quito, 25 juillet 1941. BEAEP.

²¹ « Deberes cívicos del ciudadano ». Feuilleton tiré à part paru initialement dans *El Comercio*, 27 juillet 1941, signé Scauro. BEAEP.

²² « Al pueblo cuencano », Cuenca, 5 août 1941. BEAEP.

son exil chilien la responsabilité des événements funestes sur les épaules de « l'usurpateur » Arroyo. La Junte nationale condamne les propos qui font grand bruit, mais le tort est fait.²³

Quelques appels à l'unité arrivent encore. En août, un collectif d'intellectuels et d'artistes demande aux quatre grandes tendances politiques de faire taire les différends au profit de la « vérité suprapartisanne », tandis que la diplomatie « hermétique et désorientée depuis un siècle de notre histoire » est éteinte. Il faut encore pour ces artistes armer le pays, tirer les conséquences de la défaite et affirmer bien haut le droit d'exister de l'Équateur.²⁴ En septembre, certains appellent encore depuis Guayaquil à soutenir le Président Arroyo au nom de l'unité, malgré les critiques au congrès et dans la presse.²⁵

La division politique ne cesse cependant d'élargir le fossé entre les partis d'opposition et le gouvernement, d'autant que la partie méridionale du pays est occupée par l'armée péruvienne. Le mois suivant, le gouvernement décide d'élargir ses pouvoirs pour faire face à la crise. Le vote de ces « facultés exorbitantes » est l'occasion pour un groupe minoritaire de députés d'expliquer son refus. Certes, l'union de tous les partis et secteurs de la société est encore une nécessité, et les pouvoirs renforcés dans les domaines économiques et militaires permettraient de mettre de l'ordre dans la presse. Les députés reconnaissent que « la république traverse une heure de danger mortel. Il s'agit d'être ou de ne pas être », mais les dérives dictatoriales seraient trop grandes pour ces députés qui soulignent également l'attitude impeccable du peuple dans la guerre.²⁶ Les précautions oratoires que prennent ces députés avant d'exposer leur décision montre au passage la domination du thème de l'union derrière le gouvernement qui a vécu jusque-là mais qui se brise alors. Auprès de ce peuple justement, Arroyo devient de plus en plus impopulaire. Un feuillet de l'année suivante est simplement intitulé « Que meure le traître ». « Que pouvait lui importer à l'avocat des compagnies étrangères l'intégrité de la patrie et son honneur, puisqu'il était déjà habitué à vendre l'Équateur contre les trente deniers de Judas », questionne rhétoriquement le feuillet anonyme, qui s'en prend aussi aux carabiniers qui protègent le Président.²⁷

²³ Une attitude alors vertement critiquée par Carlos Enrique López, défenseur de la catholicité, qui accuse Velasco Ibarra de faire montre d'un patriotisme qu'il n'avait jamais eu. La Junte Patriotique nationale déclare que Velasco est un perturbateur le 30 juillet 1941, information publiée dans *El Comercio* de Quito, le lendemain. Carlos Enrique López, « A la nación », août 1941. Feuillet tiré à part paru initialement dans *Intereses Comerciales*, año II, n°60, 28 août 1941.

²⁴ Augusto Sacotto Arias, José Alfredo Llerena, Atanasio Viteri, Alfredo Chaves, Jorge I. Guerrero, « El pueblo ecuatoriano no ha sido derrotado. Nuestro manifiesto a la nación », Quito, 4 août 1941. BEAEP.

²⁵ Alfredo J. Valenzuela, « Al Pueblo Ecuatoriano. Primero la Patria y después Vos ». Feuillet tiré à part initialement paru dans *El Universo* de Guayaquil, le 8 septembre 1941. BEAEP.

²⁶ « Manifiesto que un grupo de diputados del Congreso nacional dirige al pueblo ecuatoriano », Quito, 4 octobre 1941. BEAEP.

²⁷ Anonyme, « Muera el traidor », c.1942.

Au fond, la trajectoire politique du thème de l'unité nationaliste peut être mesurée à celle du Parti socialiste entre 1941 et 1942. En janvier 1941, alors que ses membres sont accusés d'avoir fomenté l'attentat du stade national, le parti s'insurge contre un Président hautain qui ne saurait pas défendre suffisamment les droits territoriaux du pays, et demande un cabinet élargi.²⁸ En juillet 1941, son secrétaire général participe à la junte patriotique nationale aux côtés des autres représentants politiques mais dès 1942, emmené par un nouveau secrétaire général, le parti relit les faits à l'aune de la défaite. Le gouvernement d'Arroyo aurait non seulement fait montre d'incompétence militaire et logistique, mais encore aurait refusé le cabinet d'union et usé de ses nouvelles prérogatives légales pour continuer la chasse aux opposants politiques (dont les socialistes). Le traité de Rio serait une catastrophe territoriale pour le pays. Par conséquent, il faudrait mettre en place un profond changement social dans tous les domaines contre le libéralisme et le conservatisme, et faire juger le Président Arroyo par un Congrès extraordinaire.²⁹ Plus tard dans l'année, le parti se prononce encore en faveur de juger les responsables du haut commandement, critique la diplomatie et la politique économique et culturelle de l'État équatorien. Les difficultés économiques et politiques liées à la Seconde Guerre mondiale se rajoutent alors à la défaite frontalière : « D'abord il y a eu la perte de notre territoire oriental, le coupable déchirement de la patrie ; ensuite la faim et la misère dans sa réalité la plus crue ; puis la saisissante et terrible peur de nous voir, à n'importe quel moment, perfidement et traîtreusement livrés à on ne sait qui ».³⁰

Ce que montre la trajectoire du Parti socialiste et des autres partis et secteurs sociaux, c'est qu'en dépit d'un passif très lourd contre le Président Arroyo, accusé dès avant la guerre d'incarner l'oligarchie cosmopolite, antipatriote et arc-boutée sur son pouvoir, il a existé pendant quelques semaines un véritable élan d'union partagé par de très larges secteurs du pays. La déception qui a suivi a été à la hauteur des espoirs soulevés. Arroyo a perdu une occasion irremplaçable de consolider sa position et le pays, mais pouvait-il faire autrement ? Le sort des armes était de toute façon décidé par le déséquilibre militaire. La défaite, tôt ou tard, aurait brisé l'unité. L'accusation de n'avoir pas armé le peuple qui pèse sur Arroyo est difficile à établir. Oui, des groupes nombreux ont demandé des armes pour défendre la patrie

²⁸ Juan I.Lovato, Secrétaire du PSE, « Manifiesto del Partido Socialista al Pueblo ecuatoriano », 29 janvier 1941. BEAEP.

²⁹ « El desastre Internacional. Los Responsables y sus Sanciones », 18 février 1942. Extraits du « Manifiesto del Partido Socialista al Pueblo Ecuatoriano », signé par le « Comité Ejecutivo Nacional del Partido Socialista Ecuatoriano. Manuel Agustín Aguirre ». BEAEP.

³⁰ « Comité Ejecutivo del PSE, Manuel Agustín Aguirre Secretario General : Manifiesto del Partido Socialista Ecuatoriano a la Nación », 8 août 1942. BEAEP.

et n'en ont pas obtenu. Mais l'armement disponible a été envoyé aux troupes de la frontière, et il n'y en avait pas beaucoup plus. Arroyo est souvent accusé d'avoir conservé à ses côtés les carabiniers pour se protéger de la population, dégarnissant ainsi le front. Mais à Guayaquil, ce sont les carabiniers eux-mêmes qui se sont mutinés pour ne pas aller à la frontière. Du reste, étant donné ce qu'avait vécu le Président au stade national en janvier, il n'avait pas tout à fait tort de conserver une garde rapprochée s'il ne voulait pas finir comme son collègue Villaroel peu d'années après, pendu à un réverbère de La Paz. Armer la population n'était donc ni facile, ni politiquement intéressant, et aurait pu déboucher sur une guerre longue et sale, que le continent ne souhaitait pas et qui aurait sans doute ravagé le pays. Bien sûr, Arroyo aurait pu former un gouvernement d'union nationale en nommant des ministres d'autres tendances politiques, et c'est là sans doute qu'il n'a pas agi au bénéfice de la nation. Il aurait ainsi perdu le bénéfice de son travail de reconstruction de l'hégémonie libérale pour un conflit qui aurait pu, comme bien d'autres, se cantonner à l'incident frontalier et s'essouffler aussi vite qu'il était apparu. La nécessité de l'union et le péril de disparition de la nation, proclamés par les partis d'opposition, n'étaient pas si évidents lorsque l'on regarde le caractère localisé des opérations militaires. Ces arguments cependant ne pouvaient pas être énoncés haut et fort sous peine d'être considéré comme un traître, ce qui arriva effectivement au Président. L'Équateur fut uni le temps de quelques semaines avant de se liguer à nouveau contre l'Exécutif, jusqu'à la révolution de 1944. L'union avait laissé place au règlement de comptes.

B. Au Pérou : l'union derrière la guerre, le germe de désunion derrière la résolution diplomatique

Le Pérou qui engrange rapidement les succès militaires, ne voit pas de contestation franche de la guerre même. Les forces militaires sont héroïquement saluées par des partis à l'unisson. Mais ce consensus qui a aussi été construit par le gouvernement se fissure à l'approche du traité qui est diversement apprécié. Les critiques ne sont pas toutes transparentes mais elles obligent le gouvernement à une réaction.

Un unanimisme mis en scène

Au Pérou, l'unanimisme patriotique et l'unité politique se mettent en place selon des modalités assez différentes, quoique parfois parallèles à l'Équateur. On ne dispose malheureusement pas d'un dossier documentaire aussi fourni que dans le cas équatorien. C'est

un biais documentaire qui est dû à notre recherche, mais peut-être aussi au contrôle de l'information et de l'opinion qui existe dans le pays.³¹

Il est établi qu'un certain enthousiasme a pu exister, puisque des cohortes de collégiens se sont portées volontaires pour partir au front, par exemple à Lima. On doit aussi rappeler les télégrammes que reçoit le général Ureta après la victoire, parfois de zones très éloignées des combats. Le conseil provincial de la Oroya, dans la montagne centrale, entouré par « les autorités, les mobilisables, les écoliers, les milliers d'ouvriers », qui « ont observé une minute de silence ému en hommage aux valeureux soldats héroïques de la Patrie tombés à la frontière de Zarumilla en défense de l'intégrité nationale », transmet au nom des ouvriers de la province leur « fervente, chaude et patriotique félicitation » au chef du Groupement du Nord.³² Quelques jours plus tard, les messages affluent de tout le pays, puisque ce sont la Société de Tir de Huánuco, les conseils d'Ayacucho, d'Ica, celui de Calca et de Huancane, qui félicitent l'armée et le général Ureta, parfois au cours de grands rassemblements patriotiques, comme cette « procession civique sans précédent » à Ayacucho.³³ Il faut aussi souligner les très nombreux hommages rendus au Président Prado et à sa famille en particulier par le Congrès, qui sort prudemment d'une période où il n'avait même pas siégé (1936-1939), mais dont l'instrumentalisation par le gouvernement nous pousse à le traiter plus loin dans les développements sur la propagande.

En effet, tout est plus contrôlé au Pérou, et il est intéressant de noter que les propres diplomates et politiques péruviens soulignent plusieurs fois ce qu'ils perçoivent ou présentent comme un contraste entre leur opinion publique docile et ordonnée et celle de leurs adversaires soumis à des mouvements de foule chaotiques. Faisant en particulier référence à la dégradation du consulat péruvien de Guayaquil, le ministre péruvien des relations extérieures Solf y Muro explique que les événements de juillet

« ont soulevé une vague de protestation furieuse sur tout le territoire national. [...] Mais contrairement à ce qui se passait là-bas [en Équateur], les citoyens du Pérou se sont limités à faire entendre leurs voix, sans troubler l'ordre public et sans porter atteinte à la dignité de la représentation équatorienne. [...] Si en quelque occasion l'exaltation publique arrivait à mettre en doute l'attitude impartiale des manifestants, la police, dûment organisée, protégea avec attention les locaux consulaires de l'Équateur et sa légation de manière à ne pas entrâver la liberté de ses fonctionnaires ».³⁴

³¹ Pour des raisons diverses, nous n'avons pas consulté la section des feuilles volantes de la BNP, qui aurait pu apporter ce type d'information.

³² Le colonel chef du Cabinet militaire au commandant du Groupement du Nord, 2 août 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

³³ Le colonel chef du Cabinet militaire au commandant du Groupement du Nord, 6 août 1941. CEHMP, Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166.

³⁴ SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1940 a julio 1941*, 1942, p. CX.

Le ministre salue au contraire les titres de presse de son pays qui bien qu'attaqués par le représentant de l'Équateur, « ont démarré une offensive de raisons et de documents, sans que leurs versions eussent un but offensant pour les dirigeants ou la représentation équatorienne, ni même pour ses institutions ou à ses faits historiques ». ³⁵

Il est donc clair que le gouvernement péruvien a voulu orienter et limiter l'opinion publique qui a pu exister autour des événements de juillet, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas eu d'adhésion à la défense gouvernementale du territoire, mais plutôt que cette adhésion a été sciemment mise en scène. Au cours de son traditionnel message à la nation, pour la fête nationale du 28 juillet 1941 alors que les combats ne sont pas encore terminés, le Président Prado encense ce soutien populaire avec son emphase caractéristique :

« Le pays tout entier, empli de patriotisme, s'est levé pour exprimer au gouvernement son adhésion et ses applaudissements envers la fidélité avec laquelle ont été traduits les sentiments et les aspirations nationales. Les divers secteurs représentatifs de la nationalité, dans toute la République, dans des manifestations qui ont atteint les contours d'une consécration plébiscitaire, dans une reconfortante unanimité, se solidarisant intimement avec la politique internationale du gouvernement, ont donné un exemple éloquent de civisme et ont démontré qu'au Pérou, toutes les énergies et les volontés convergent vers la finalité suprême de réaffirmer et faire respecter nos droits, de conserver intangible la dignité nationale et défendre les morceaux sacrés de notre territoire, qui furent les nôtres depuis que la lumière de la culture éclaira la préhistoire de l'Amérique; qui ont intégré notre nationalité au cours des longues années de la Vice-Royauté; qui ont façonné la constitution organique de la République depuis l'aube glorieuse de l'émancipation; qui furent et sont l'âme et le nerf de notre patriotisme; et qui continueront d'être péruviens par la volonté de nos peuples, par la primauté de la justice et du droit et par le mandat inéluctable de l'histoire ». ³⁶

La trajectoire de l'APRA, un indicateur de l'opinion populaire

La trajectoire de la position sur le conflit de l'APRA³⁷ (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine) et de son principal organe, *La Tribuna*, sont d'excellents indicateurs de l'opinion publique parce qu'ils incarnent la manière dont un parti de masse originellement placé à gauche a pu se saisir de la question nationale contre l'Équateur. C'est un aspect qui n'a pratiquement pas été souligné dans les très nombreuses études historiques sur ce parti, alors que c'est à notre sens très significatif.³⁸

³⁵ *Ibid.*, p. CXI.

³⁶ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso nacional, el 28 de julio de 1941 ».

³⁷ Par facilité langagière et par mimétisme avec les spécialistes de cette question, nous utilisons le terme générique d'APRA, au masculin (*El APRA*) bien que la traduction juridique de cette mouvance se soit incarnée dans plusieurs structures partisans aux noms différents comme le P.A.P.

³⁸ La bibliographie sur ce parti central dans la vie politique du Pérou au XX^e siècle est immense et continue à faire l'objet d'actualisations et de débats. Nous avons privilégié GRAHAM Carol, *Peru's APRA: Parties, Politics, and the Elusive Quest for Democracy*, L. Rienner Publishers, 1992 ; MANRIQUE Nelson, *¡Usted fue aprista!: bases para una historia crítica del APRA*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Fondo Editorial, 2009 ;

Par ailleurs, le caractère clandestin de *La Tribuna* permet précisément de ne pas soumettre ses propos à la censure ou à l'autocensure. *La Tribuna* déploie alors une stratégie de normalisation de sa place au sein de la société péruvienne et mentionne de manière récurrente sa prétention à représenter l'intégralité des Péruviens, à être le véritable porte-parole de « l'opinion publique ». On peut pour ces raisons légitimement considérer que *La Tribuna* entend et peut exprimer ce que les Péruviens pensent majoritairement sans pouvoir le dire. C'est donc à la fois comme thermomètre d'un parti spécifique mais aussi comme caisse de résonance de l'opinion péruvienne en général qu'il faut considérer les propos de ce journal.

i. Un parti divisé entre internationalisme et nationalisme

Il est d'abord intéressant de souligner la tension entre le programme originel de solidarité continentale et la nécessité de l'enracinement national du parti qui a eu une influence décisive sur le positionnement de l'APRA face à l'Équateur.

Pour les membres et sympathisants du parti, la période de 1930-1945 est celle dite des « catacombes », de la clandestinité, de l'exil et des prisons. Le mouvement était né au Mexique sous la forme d'une alliance internationale. Dans les écrits de son fondateur, Víctor Raúl Haya de la Torre, il s'agissait avant tout d'un courant anti-impérialiste, c'est-à-dire antiyankee, pour la transformation profonde et plus juste de l'indoamérique, terme qu'il préférerait à d'autres vocables qu'il associait aux époques antérieures du continent. La mouvance rayonnait, par des membres exilés ou des sympathisants nationaux, dans plusieurs pays du sous-continent, particulièrement en Argentine, mais aussi en Colombie et au Chili, et secondairement, en Équateur. Aux portes du pouvoir au Pérou au début des années 1930, le parti était devenu l'ennemi de l'armée institutionnelle depuis les événements de Trujillo en 1932 qui avaient vu le sang couler abondamment. Le parti, qui est organisé en parti national sous la forme du Parti Apriste Péruvien (PAP) était alors illégal jusqu'à 1945 et le général Benavides son pire ennemi.

D'un point de vue idéologique, il est donc nécessaire d'expliquer comment un parti à première vue internationaliste et anti-impérialiste pouvait justifier un conflit et une guerre clairement nationalistes. D'ailleurs, le dictateur Odría ne s'est pas gêné pour réécrire l'histoire dans les années 1950 en affirmant que les Apristes avaient joué contre le Pérou au profit de la Colombie et de l'Équateur. « Tandis qu'à Leticia et Zarumilla, les soldats de l'armée péruvienne occupaient les tranchées de la gloire, l'apristisme se vendait à nos ennemis de manière

VILLANUEVA Víctor, *El APRA y el ejército (1940-1950)*, Lima, Horizonte, 1977 ; BOURRICAUD François, *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Paris, Presses de Sciences Po, 1967, p. 121-162.

honteuse et ignoble », déclara-t-il à la nation en 1949.³⁹ C'était totalement faux, et l'analyse des positions du parti le démontrent.

L'analyse de l'attitude de l'APRA est d'autant plus intéressante dans le cadre de notre problématique de nationalisation qu'il se présente comme un parti de masse, se réclamant d'un million de membres au milieu des années 1940. C'était bien sûr exagéré, et l'APRA recrute surtout dans les couches moyennes urbaines qui ne constituent pas alors l'essentiel de la population péruvienne encore en grande partie rurale. Mais l'APRA se présente comme le porte-voix de la majorité, des désirs du « peuple » péruvien. Cette prétention, et la liberté de parole que procure la clandestinité de *La Tribuna*, qui n'a pas à subir la censure, confère aux positions de l'APRA un excellent marqueur de ce que le parti pensait être le discours à adopter pour parvenir à séduire les masses.

Car en réalité, la trajectoire de la position de l'APRA sur la question équatorienne a suivi son basculement progressif vers la droite au cours de la décennie. Sur la question de l'internationalisme, l'historien Daniel Iglesias suggère que si l'alliance est bien transnationale à ses débuts, l'enracinement local de ses membres dans des contextes nationaux les a très vite poussés à intégrer le discours nationaliste à leur appareil idéologique et à créer des partis juridiquement nationaux.⁴⁰ Ce virage national est tout à fait perceptible dans l'appellation du Parti Apriste Péruvien (PAP). Le parti n'était d'ailleurs pas internationaliste au sens des communistes, même si la base juridique de son illégalité dans ces années est précisément son caractère prétendument « international ». La grande querelle avec le PC péruvien emmené par Mariátegui avait enraciné ce dernier dans la III^e internationale, tandis que l'APRA n'y entra jamais.

Son antagonisme avec l'armée ne doit pas non plus mener à conclure à une césure hermétique entre les deux blocs. Tandis que les cadres de la marine issus de l'oligarchie et les soldats de l'armée de terre, souvent paysans analphabètes, constituaient des territoires interdits au parti, l'APRA recrutait massivement parmi les troupes de la marine issues de la côte et les officiers de l'armée de terre issus des classes populaires.⁴¹

³⁹ Cité dans IBARRA CRESPO Hernán, *La guerra de 1941 entre Ecuador y Perú: una reinterpretación*, Quito, Centro Andino de Acción Popular (coll. « Diálogos »), 1999, p. 46.

⁴⁰ IGLESIAS Daniel, « L'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) comme dynamique transnationale. Du réseau à la fabrication d'un discours nationaliste », *Cahiers des Amériques latines*, avril 2011, vol. 2011/1, n° 66, p. 111-129.

⁴¹ Víctor Villanueva cité par BOURRICAUD François, *Pouvoir et société*, op. cit., p. 145.

L'APRA protestait en réalité très clairement de son enracinement national, à la recherche d'une respectabilité nationale. Son manifeste d'août 1939 montre clairement cette tendance à la fois soluble au nationalisme et en faveur de la défense du pays. Il déclare :

- « 1- Que le PAP n'est pas une secte internationale. Fondé par des Péruviens et pour la résolution des problèmes du Pérou, il ne reçoit ni ne recevra jamais de directives étrangères auxquelles il doit ajuster sa ligne politique
- 2-Que le PAP lutte contre toute tendance totalitaire et personnaliste, au sein de son organisation et au sein de la structure de l'État
- 3- qu'en conséquence, le PAP est un parti essentiellement nationaliste et démocratique
- 4-que le PAP vénère d'une authentique onction patriotique les emblèmes de la nationalité
- 5-que le PAP est opposé à la lutte des classes
- 6-que le PAP reconnaît dans la hiérarchie des valeurs la primauté de celles de l'esprit
- 7-que le PAP accepte dans la lettre et dans l'esprit les préceptes de la Constitution et des Lois de l'État
- 8-que le PAP reconnaît aux Forces armées toute l'importance que leur mission transcendante leur confère
- 9- que le PAP loin de le proscrire admet comme légitime le droit de la propriété
- 10-Que le PAP respecte la religion catholique qui est celle que pratique l'immense majorité de ses affiliés, n'entrant pas dans son plan d'action le fait d'interférer avec ses fonctions élevées ni ses finalités ».⁴²

Bien sûr, il y a une bonne part d'opportunisme politique dans ce manifeste qui vise à justifier le ralliement du parti à la candidature de l'oligarque Manuel Prado à l'élection présidentielle, tout en se démarquant clairement des communistes, internationalistes matérialistes et anticléricaux, contre lequel le manifeste se prononce point à point. Le manifeste se démarque aussi des fascistes de l'Union Révolutionnaire perçue comme « totalitaire » et « personnaliste ». Malgré cela, c'est bien une profession de foi nationaliste et militariste que produit l'APRA dans ce manifeste.

Par le passé, le thème des relations extérieures du Pérou avait pu jouer contre les Apristes. La guerre extérieure était en particulier perçue comme de nature à affaiblir le parti en renforçant ses ennemis à la tête de l'État militariste. C'est pour faire pièce aux Apristes que l'on croyait dans un premier temps responsables de la prise du port de Leticia que Sánchez Cerro s'est lancé dans la guerre avant d'être assassiné. Depuis le Chili, l'Équatorien Leonidas Plaza Lasso anticipe avec une étrange acuité les résultats de l'élection tendue de 1936. Alors que le candidat soutenu par l'APRA est en passe de gagner — il remporte effectivement les élections — Benavides annule les élections et installe un cabinet exclusivement militaire. Plaza Lasso croit savoir que lorsque ce coup aura été mené à bien, le Pérou préparerait la guerre contre l'Équateur avec l'aide du Japon. « On procédera immédiatement. Avec un double objectif. Obtenir un prétexte pour écraser dans le sang et le feu le parti apriste. Et rehausser le prestige du

⁴² « Comité ejecutivo nacional del PAP: Manifiesto del Partido aprista peruano a la nación ». *La Tribuna*, 20 août 1939.

gouvernement avec une guerre victorieuse ». ⁴³ La qualité du pronostic nous pousserait d'ailleurs à penser que cette guerre a été effectivement envisagée en 1936.

Le soupçon d'antipatriotisme, le poids du parti, la capacité de nuisance du thème international sur l'APRA, faisaient que les déclarations de l'APRA sur le thème étaient particulièrement scrutées et étudiées. D'autant que jusqu'à la fin des années 1930, le parti a entretenu une certaine ambiguïté vis-à-vis des « frères » équatoriens. Le gouvernement équatorien, qui semble avaliser l'idée que les Apristes forment une sorte de cabinet fantôme destiné à prendre le pouvoir sous peu, est très attentif à ces positions. En 1937, les propos d'Haya de la Torre, rapportés dans la presse, provoquent d'après les services secrets « un choc dans la conscience nationale », lorsqu'Haya déclare que son parti ne reconnaîtrait jamais un accord éventuellement signé dans les négociations de Washington par le régime du tyran Benavides. Dans ses propos, le leader mêle sur un fil tendu l'exigence de solidarité indoaméricaine et son positionnement nationaliste, conscient des attaques sur le manque de cohérence d'une telle déclaration :

« Il n'existe, comme on pourrait le croire, aucune contradiction entre notre inébranlable orientation néobolivarienne de fraternité continentale et cette décision de notre parti. Au contraire, repousser un éventuel accord fait dans le dos de la volonté du peuple péruvien, c'est éviter avec prévoyance, que lorsque la tyrannie qui afflige aujourd'hui le Pérou, tombe comme elle doit tomber, de nouveaux différends internationaux se déclenchent ». ⁴⁴

Le reste des extraits recopiés rageusement par les services secrets est à l'avenant. Si l'auteur du S.I.N. comprend qu'il s'agit surtout d'une attaque interne contre le régime de Benavides, ces propos constituent bien, comme le souligne le rapport, une véritable « déclaration de guerre », car Haya menace effectivement d'un conflit armé s'il arrive au pouvoir. Cela souligne également la pression nationaliste sur les négociateurs de Washington que nous avons mis en évidence (chapitre 1).

Pourtant l'APRA jouait un jeu périlleux, habitué qu'il était aux billards à trois bandes, aux

⁴³ « Carta del Señor Leonidas Plaza Lasso denunciando los planes militares que tiene el Perú con ayuda del Japón para hacer la guerra al Ecuador. Otra carta del Julio 18, indicando que no ha podido seguir obteniendo mayores datos sobre el asunto denunciado. Leonidas Plaza Lasso a General Ángel Isaac Chiriboga, ministro de relaciones exteriores », 12 mai 1936, Santiago. AHMRE, T.5.3.1.2.

⁴⁴ « Informe de la Dirección general del S.I.N. », n°378, 22 février 1937. « El problema limítrofe según Victor Raúl Haya de la Torre ». AHMRE, T.5.1.16. D'autres passages vont dans le même sens : « Lo que nos interesa, pues, como Peruanos, como Apristas, como indoamericanos, es realizar obra de paz imperecedera y no enjuagues y arreglos equívocos, cuyo ocultismo será más tarde, procedente pretexto para desconocimientos y disputas. [...] Un arreglo con el Ecuador realizado en Washington sin el concurso de la opinión pública peruana, es un paso en falso y una jugada peligrosa para los intereses del Perú y para la paz de América. Mas aún, si se tiene en cuenta que en este arreglo intervienen dos personajes siniestros del civilismo oligárquico. [...] Como celebrar un tratado e imponerle a este país, con posible desmembramiento de sus territorios e intereses. [...] Queremos paz y estrecha fraternidad con el Pueblo ecuatoriano, pero queremos paz y fraternidad perdurables sobre la base de libre trato de nuestros mandatarios legales ».

retournements, aux calculs politiques. Le général De la Fuente, alors ministre des relations extérieures du Pérou, croit savoir que les Apristes avaient demandé quelques mois plus tard à la chancellerie équatorienne de publier à Quito un pamphlet sur la politique internationale de Benavides, considérée comme contraire aux vœux de la majorité des Péruviens. L'APRA se serait dans ce document prononcé pour une solution « équitable » du conflit, ce qui épousait la position équatorienne et lui serait donc favorable. La chancellerie équatorienne avait pourtant refusé une telle publicité.⁴⁵

Les protestations de fraternité indoaméricaine et de recherche d'un accord acceptable par les deux parties pouvaient s'enraciner dans les origines transnationales du parti et avoir comme but plus trivial de protéger les exilés présents en Équateur. Elle se traduisait aussi par une proximité ostensiblement affichée avec Velasco Ibarra. *La Tribuna* rappelle qu'en 1934, alors qu'il était Président de l'Équateur, il fut « triomphalement » reçu à Lima par les Apristes, tandis que l'APRA salue en 1944 la chute du « tyran » Arroyo au profit de Velasco, « grand ami du Pérou ».⁴⁶ Cette solidarité est d'autant plus étrange, que celui qui était parvenu au pouvoir en attaquant la faiblesse de l'Équateur face au Pérou pouvait passer parfois comme un va-t-en-guerre contre le Pérou. Mais il cultivait aussi son image de briseur des oligarchies proche du peuple qui pouvait plaire à l'APRA.

D'ailleurs, même cette amitié pouvait pâtir des positions dans cette affaire. Commentant le refus de publication cité plus haut, un fonctionnaire de la chancellerie péruvienne et le ministre de l'Équateur au Pérou, Zaldumbide, conversaient :

« C'est une attitude que celle des Apristes que... Imaginez s'ils vont plus loin. Ce sont des mots. Des concessions, des accords, c'est un gouvernement fort qui peut les faire, qui puisse imposer sa volonté. Jamais un parti à la recherche de reconnaissance. Même ce fou de Velasco qui était si enthousiaste à leur sujet quand il a essayé d'obtenir d'eux des déclarations sur un accès à l'Amazone... L'Amazone ? Ça non. Alors lui aussi les a jetés par-dessus bord ».⁴⁷

Ce à quoi le fonctionnaire répond :

⁴⁵ L'APRA avait, après autorisation du comité central de Lima, demandé le 12 mai 1937 à la chancellerie équatorienne la permission de publier un exposé sur la politique internationale du président Benavides en rapport avec la question frontalière « en la cual se criticaba abiertamente esta política como contraria a los sentimientos de la mayoría de los ciudadanos del Perú [...] la cual anhela, en su concepto, terminar equitativamente dicho diferendo ». Le gouvernement équatorien avait refusé alors que l'argumentation lui était favorable. La Légation de l'Équateur au Pérou au ministre des Relations extérieures du Pérou, 12 mai 1937. Cité dans général DE LA FUENTE C.A., *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, 23 octubre de 1936 al 29 de Octubre de 1937*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939, p. XXI.

⁴⁶ « Velasco Ibarra dijo para el Perú palabras inolvidables », *La Tribuna*, 6 mars 1944 ; « El Salvador y El Ecuador siguen el ejemplo boliviano », *La Tribuna*, 18 juin 1944.

⁴⁷ « Resumen de la conversación sostenida en la embajada de Chile, el 14 del Presente, entre el Ministro del Ecuador, señor Zaldumbide, y el jefe del Departamento político de Relaciones exteriores, señor Aramburú », (c.1937 ou 1938). ALMRE, LEI-6-21, legajo 569.

« Si vous ne vous souvenez pas, il y aura dans votre pays quelqu'un qui se souviendra que pendant le séjour de Sánchez [le n°2 de l'APRA] à Quito il a publié des articles et donné des conférences et il n'a jamais rien précisé en rapport avec la politique internationale apriste sur le thème des frontières péruano-équatorien, ce qu'ils ont fini par lui reprocher, je crois que dans *El Comercio* de Quito ». ⁴⁸

L'APRA entendait donc avoir un avis sur la question, notamment au nom de la transparence démocratique soulignée plus haut, et parce qu'un jour il pourrait bien avoir à négocier sur la question. Mais la position de l'APRA était difficile à tenir. D'une part, l'usage du thème frontalier pour affaiblir le régime de Benavides le poussait à prendre des positions nationalistes défavorables au compromis ; d'autre part, son ancrage en Équateur et son idéologie indoaméricaine le poussaient à vouloir un accord juste. L'APRA pouvait donc développer un double discours.

ii. *La fin de l'ambiguïté : justification de la guerre et appel subliminal au coup d'État*

Cette ambiguïté disparut complètement avec les événements de juillet 1941, qui ont vu un ralliement complet, quoique subtilement justifié, à l'entreprise guerrière péruvienne. C'est alors que le numéro de *La Tribuna* est déjà sous presse que les nouvelles de la situation parviennent à Lima. Le journal ne peut qu'insérer une courte note évoquant la « grave crise internationale » et appelant à « l'Union Nationale » pour le bien du « drapeau de la patrie ». Il en appelle déjà à ce que « le gouvernement abandonne sa politique de haines et de division quand une situation si sérieuse met le pays entier en émoi ». ⁴⁹ La situation était en effet tendue avec le gouvernement Prado. L'APRA s'était rallié à la candidature de ce représentant de l'oligarchie péruvienne dans l'espoir d'un relâchement de la pression sur le parti, et contre le candidat d'extrême droite. Malgré ce ralliement, le Président Prado qui était le successeur désigné de l'ennemi Benavides n'avait pas légalisé le parti, et beaucoup d'Apristes croupissaient encore dans les geôles du régime. Les relations s'étaient distendues entre le parti et le gouvernement et le numéro de *La Tribuna* en question était justement largement dédié à l'analyse d'une tentative d'assassinat sur le leader de l'APRA que *La Tribuna* attribuait au ministère de l'intérieur et à la préfecture.

L'APRA était donc resté assez prudent, mais avait immédiatement saisi la force de l'événement pour exiger dans cette situation l'intégration du parti à la vie publique, c'est-à-dire sa légalisation et peut-être un portefeuille, de manière tout à fait parallèle avec les appels à la concertation nationale lancés en Équateur. C'est un sillon que le parti continua de creuser dans la suite de cette affaire.

⁴⁸ *Ibidem*.

⁴⁹ *La Tribuna*, 7 juillet 1941. Éditorial. Souligné dans le texte.

Dans les numéros suivants, publiés en août donc après l'essentiel des combats, *La Tribuna* rend hommage aux militaires et justifie l'action armée contre le voisin équatorien comme un remède aux errements de la diplomatie péruvienne.

« Les forces armées de la nation ont racheté le pays des erreurs d'une diplomatie boiteuse de plusieurs années [...] L'action diplomatique ayant échoué, la controverse conduite comme elle l'a été, il ne restait aux Forces armées de la nation qu'à revendiquer par l'action ce que n'ont pas pu défendre les arguments en dépit de l'évidente justice de la cause péruvienne ». ⁵⁰

Cette justification de la guerre juste et nécessaire est répétée de nombreuses fois par la suite par ce parti qui se voulait originellement pacifiste. L'APRA ne fait pas que justifier théoriquement l'emploi des armes, mais considère qu'il a contribué directement à la victoire, notamment grâce aux engagés du nord du pays qui est effectivement le bastion territorial de l'APRA :

« 3500 jeunes Apristes, membres de nos organisations de jeunesse, ont accompli leur devoir patriotique de se présenter dans les casernes de la région du Nord, la majorité ayant été enrôlés. Le CEN [Comité Exécutif National] autant que le Comité Exécutif Régional du Nord et le Commandement de la JAP (Jeunesses Apristes péruvienne) ont résolument encouragé tous les membres du Parti du Peuple dans l'âge militaire à ce qu'ils se présentent, avec la plus grande rapidité, pour accomplir les devoirs envers la patrie. De leur côté, les masses citoyennes du Nord-Pérou - unanimement apristes comme c'est bien connu - ont soutenu avec l'enthousiasme le plus fervent le Groupement Militaire du Nord [sic] démontrant ainsi la plus grande solidarité entre l'armée et le Peuple ». ⁵¹

Cette affirmation qui nous paraît importante, et mériterait une confirmation par d'autres sources s'accompagnait dans les colonnes du même journal d'un jeu assez subtil. D'une part, l'APRA formulait la demande récurrente de relâcher les prisonniers apristes en raison de cette « situation internationale », ⁵² qui avait montré que les apristes avaient payé l'impôt du sang mais aussi l'impôt tout court. *La Tribuna* convoque en effet plusieurs fois la figure de l'Apriste « contribuable » qui a indirectement participé à l'effort national. D'autre part, l'APRA rend un hommage précoce et appuyé au général Ureta et à ses troupes à qui appartient, « et seulement à lui, l'honneur et le prestige d'avoir défendu l'intégrité nationale ». ⁵³ La trajectoire politique du général sera reconstituée plus loin. L'hommage de l'apriste à Ureta et les critiques, certes encore de bon ton, au Président Prado, semblent montrer que l'APRA, comme le reste des

⁵⁰ *La Tribuna*, 9 août 1941. Éditorial. En manchette, le journal a rajouté pour l'occasion la mention : « El Aprismo como partido mayoritario del Pueblo Peruano estará siempre al lado de la bandera de la Patria . L'éditorial critique encore « la forma vacilante, confusa y derrotista que han caracterizado los últimos años de nuestra diplomacia, ha sido preciso que las Armas Nacionales cumplen con el deber que de la Constitución y el patriotismo les impone al defender nuestra integridad ».

⁵¹ « La juventud aprista cumplió con su deber ». *La Tribuna*, 9 août 1941.

⁵² « El gobierno mantiene en prisión y destierro a centenares de peruanos a pesar de la situación internacional ». *La Tribuna*, 9 août 1941.

⁵³ *La Tribuna*, 9 août 1941. Éditorial.

observateurs, anticipait un coup d'État de la part du général revenu victorieux du front. L'APRA semble même l'appeler de ses vœux, sûr que ce coup de la part d'un général du nord, les terres apristes, lui sera favorable. C'est presque un programme que présente alors *La Tribuna* :

« Nous sommes sûr que le général Ureta et ses chefs et officiers, témoins de l'unanime décision de tous les Péruviens, sans distinction de partis, ont prêté leur coopération héroïque comme contributeurs et comme soldats aux forces armées du Nord, verront avec satisfaction une politique généreuse de restauration des garanties constitutionnelles pour tous les fils du Pérou. Parce que personne ne sait mieux que les chefs de l'armée aujourd'hui que ce soutien moral de la population est indispensable pour toute action victorieuse ». ⁵⁴

Dans ces dernières lignes, est-ce que l'APRA ne propose pas le soutien de ses membres au coup d'État, une autre « action victorieuse », en échange de sa légalisation ? Le vocabulaire est sibyllin mais l'intention nous paraît nette. Le général Ureta ne mena pas de coup, mais l'APRA lui conserva son appui jusqu'à lui proposer de soutenir sa candidature présidentielle en 1945, et lui épargna même ses coups lorsque celui-ci décida finalement d'endosser le soutien de l'extrême droite, ennemie mortel de l'APRA. ⁵⁵

iii. La Tribuna, *casse de résonance des critiques sur la politique internationale de Prado*
Dès août 1941, quelques semaines après les événements, l'union nationale que l'APRA avait pourtant appelé de ses vœux avait fait long feu, si tant est qu'elle avait existé. Nous n'avons malheureusement pas trouvé les réactions des autres partis d'importance. Le Parti communiste, qui après une période difficile dans les années 1930 sous la conduite de son secrétaire Eudocio Ravines était très loin d'atteindre le niveau de recrutement de l'APRA, entra dans une nouvelle phase. Il avait appuyé en 1939 la candidature de l'oligarque Manuel Prado en suivant la stratégie de front populaire, et il soutenait désormais le bloc allié contre les puissances fascistes. Le parti avait âprement critiqué le gouvernement péruvien pour sa gestion de l'affaire de Leticia au début des années 1930, mais c'était contre l'ennemi Benavides. La situation avait changé. Cela nous étonnerait beaucoup que le parti ait employé le même ton et exigé les mêmes conditions à son soutien au gouvernement, comme l'avait fait son homologue équatorien, mais il faudrait encore le démontrer. ⁵⁶

En septembre, alors que l'enthousiasme des mois de juillet et août commence à retomber et que l'on attend un accord avec l'Équateur, *La Tribuna* intensifie sa campagne de critiques contre la diplomatie péruvienne. Le journal veut plus de transparence dans les négociations, et

⁵⁴ *La Tribuna*, 23 août 1941. Éditorial.

⁵⁵ VILLANUEVA Victor, *El APRA y el ejército*, op.cit., chap.3. Voir les développements que nous consacrons à cette question plus loin dans ce chapitre.

⁵⁶ Sur la trajectoire du Parti communiste péruvien dans ces années, voir ANDERLE Ádám, *Los movimientos políticos en el Perú entre las dos guerras mundiales*, La Havane, Casa de las Américas, 1985.

fait peser sur le gouvernement la possibilité d'un accord défavorable aux intérêts du Pérou. L'APRA en profite pour présenter une relecture de la décennie passée. Il écorne tous les chanceliers depuis le début des années 1930, fidèles lieutenants de Benavides puis de Prado. Benavides est particulièrement attaqué comme celui qui n'a rien fait contre la pénétration équatorienne au cours des années 1930. « La véritable agression équatorienne s'était produite durant la dictature de Benavides », affirme un éditorial.⁵⁷ Benavides est alors dépeint sous les traits du « Maréchal de Matapalo », faisant référence à un bout de territoire sur le Zarumilla que les Équatoriens auraient indûment occupé. Une accusation très politicienne et assez injuste qui fut pourtant reprise contre Benavides en 1945 par *El Comercio* dans le cadre de la précampagne présidentielle. Le dernier chancelier en date n'est pas épargné. Solf y Muro, est présenté comme un fasciste de la pire espèce, aux côtés d'autres membres du gouvernement et fonctionnaires qui sont dénoncés dans les colonnes comme des « *quintacolumnistas* ». La propagande du régime visant à récupérer la victoire est de plus en plus caricaturée comme une singerie de la propagande nazie.⁵⁸ La mise en scène de l'antiaméricanisme par le gouvernement, lorsque les États-Unis saisissent à New York des bombardiers péruviens, est critiquée comme une trahison totalitaire à la défense du continent.

Il faut en effet souligner que l'APRA qui était pourtant né sur les fonds baptismaux de l'anti-impérialisme étasunien, avait changé son fusil d'épaule. Dès 1938, Haya avait considéré que l'impérialisme économique des États-Unis était moins pire que l'impérialisme racial des puissances fascistes.⁵⁹ Haya en était arrivé à soutenir l'effort de défense continentale sous la direction des États-Unis.⁶⁰ Il avait même averti l'ambassade des États-Unis d'une attaque imminente du Pérou contre l'Équateur.⁶¹ Dans cette mesure, *La Tribuna* intensifie ses attaques contre le gouvernement accusé d'être le support de l'Axe sur le continent, mais symptomatiquement, aucun lien n'est fait entre ce caractère supposément totalitaire du régime Prado, et l'attaque contre l'Équateur. C'était pourtant un pas que les Équatoriens avaient franchi allègrement et le rapprochement était en effet facile. L'APRA sentait sans doute qu'il ne pouvait établir ce lien sans s'aliéner une grande partie de la population qui avait soutenu la guerre.

D'ailleurs, le traité de Rio finalement signé en janvier 1942 est attaqué frontalement par le

⁵⁷ *La Tribuna*, 22 octobre 1941. Éditorial.

⁵⁸ *La Tribuna*, 19 novembre 1941. Éditorial.

⁵⁹ BOURRICAUD, *op. cit.*, p. 121-162.

⁶⁰ HAYA DE LA TORRE Víctor Raúl, *La Defensa continental*, 3^{ème} édition, Buenos Aires, Editorial Américalee, 1946 (1941).

⁶¹ D'après plusieurs témoignages, dont Julio Tobar Donoso.

parti alors que le traité est encensé par toute la presse et le gouvernement. C'est la voix la plus discordante contre le texte, les autres voix notamment militaires et ultranationalistes en désaccord avec le traité restant plus discrètes.⁶² *La Tribuna* considère que « le Pérou a livré à nouveau une partie de son territoire nord-oriental ».⁶³ C'est parce que Prado s'était pris pour un « Hitler *criollo* », repoussant la médiation des pays amis (États-Unis, Brésil, Argentine) que l'on en était arrivé à ce traité nocif, en-deçà de ce qu'une négociation pacifique aurait apporté.⁶⁴ On voit dans ces propos que le parti amendait légèrement sa position. Ce n'était pas une condamnation de l'action armée, mais le parti recommençait à voir la négociation comme supérieure à la force. Le vent avait changé et l'enthousiasme largement retombé. L'APRA se faisait là sans doute le porte-parole de beaucoup de voix, y compris à droite, qui ne trouvaient pas à s'exprimer dans les médias muselés. En exprimant tout haut ce que d'autres pensaient tout bas, l'APRA gagnait certainement ses lettres de noblesse nationaliste. Après février 1942, la question équatorienne disparaît complètement du journal qui se concentre alors sur la dénonciation de la situation économique difficile dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale et sur la dénonciation du « fascisme » du gouvernement, puis sur les élections présidentielles de 1945.

La droite nationaliste et fasciste : une méfiance discrète

L'attitude de l'Union Révolutionnaire (UR) et de ses membres (les Urristas) est également intéressante, bien que nous ne disposions pas des mêmes matériaux que pour l'APRA. Fondé par Luis Miguel Sánchez Cerro, le parti avait pris un virage résolument fasciste à la mort de celui-ci, sous la conduite de son nouveau chef, Luis A. Flores.⁶⁵ Le parti réunissait les éléments du fascisme italien : chemises noires et salut fasciste, culte de la personnalité et de la violence, racisme exacerbé, en particulier envers la communauté asiatique victime d'une campagne orchestrée dans les journaux du parti. L'UR avait une véritable assise démographique et territoriale à travers le pays, et peut sans aucun doute être qualifié de parti de masse. Il recrutait

⁶² DENEGRI LUNA Félix, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Lima., Bolsa de Valores de Lima, 1996, p. 297-298.

⁶³ *La Tribuna*, 6 février 1942. Éditorial.

⁶⁴ *Ibidem*. « Naturalmente que, con el reconocido cinismo que es norma de desparpajo de los hombres de este régimen se pretende hacernos creer que el tratado no significa entrega de territorio alguno por parte del Perú. Y esto es falso. Cuando veamos los mapas definitivos, cuando se compare la carta geográfica del país que vimos los peruanos desde la escuela con la que será ahora la marca de nuestro territorio oficial, se comprobara que la « intangible » Provincia de Maynas ha sido de nuevo cercenada. Como lo fue en los Tratados con Brasil y Colombia, esta vez el Perú ha entregado de nuevo parte de su territorio nor-oriental ».

⁶⁵ Sur cette mouvance, voire principalement les travaux de MOLINARI MORALES Tirso, *La Unión Revolucionaria. 1931-1939. Una aproximación a la historia del fascismo en el Perú.*, Tesis para optar al grado de magister en historia, PUCP, Lima, 2004. On se reportera aussi aux différents ouvrages généraux sur la période.

dans les couches urbaines moyennes et populaires mais disposait aussi d'appuis dans l'oligarchie. Il était évidemment d'essence nationaliste, et il s'était prononcé en faveur d'une guerre ouverte contre la Colombie. Il avait eu un poids déterminant dans la vie politique du pays entre 1933 et 1936. À cette date, en désaccord avec l'annulation des élections et la prorogation du mandat de Benavides, le parti se souleva et ses principaux leaders furent exilés et emprisonnés. À la fin des années 1930, une nouvelle scission divisa la famille, dans la continuité des divisions au sein du parti depuis ses débuts. Une aile moins radicale était organisée par le général Ortega depuis la prison, en appuyant d'abord Benavides puis Manuel Prado, et en se prononçant ouvertement pour la démocratie. C'est cette tendance qui est légalisée en s'inscrivant sur les registres au milieu des années 1940. L'autre tendance était toujours dirigée depuis Flores en exil au Chili et en Argentine. Elle demeurait fasciste et totalitaire, mais ne disposait plus autant de ses relais locaux. Malgré le triomphe de la démocratie en 1945 sur le continent, Flores revient au Pérou et se fait élire sénateur de Piura.

A propos de la position de la mouvance sur le conflit avec l'Équateur, nous ne disposons que de quelques éléments, qui sont suffisamment significatifs. En 1939, Flores, depuis son exil de Buenos Aires, utilise surtout le conflit pour attaquer les États-Unis coupables de vouloir « démembrer » le Pérou, tout comme la puissance impérialiste du Nord avait appuyé la Colombie dans le conflit de Leticia.⁶⁶ Il s'agit alors de réclamer une neutralité en réalité favorable aux puissances de l'Axe. Il fustige ces étasuniens qui « pleins de l'orgueil désorbité (sic) que donne la force matérielle, considèrent comme une tâche très simple et à leur portée de modifier le crayon à la main, la carte de l'Amérique du Sud ». On peut avancer à tout le moins que la question équatorienne est ici instrumentalisée au profit d'un positionnement plus central encore sur le conflit mondial, mais cela revenait à appuyer le gouvernement Prado qui à ce moment refusait la médiation offerte par les « puissances amies ».

Par la suite, nous ne disposons que des réactions de l'UR légale à travers les journaux qu'elle contrôle, *Acción* et *El Urrista*, et plutôt après les événements. La stratégie étant de se rapprocher de Prado pour pouvoir peser sur le gouvernement a mené cette aile à encenser l'action du Président et en particulier à louer le traité de Rio. *El Urrista* déclare sur Prado en 1943 que « Après avoir réaffirmé les frontières, grâce à sa clairvoyance pour orienter la puissance matérielle et morale de nos institutions armées, la direction précise qu'il imprima à

⁶⁶ « Manifeste du docteur Luis A. Flores, Chef Suprême de l'Union Révolutionnaire », Buenos-Aires, 25 mai 1941. Cité et traduit par le plénipotentiaire français. Raymond Lavondès à l'Amiral de la Flotte Darlan, ministre Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, 9 juin 1941, n°98. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier n°115 « conflit Pérou-Équateur ».

l'action diplomatique contribua à ce que le litige de frontière avec le pays du nord eût la solution la plus adaptée ». ⁶⁷ Cet enthousiasme était-il représentatif ? Il est très probable, et il a souvent été affirmé, qu'une partie importante des cercles militaires (qui ne sont pas tous à droite mais qui sont généralement nationalistes) considéraient que la victoire éclatante n'avait pas été récompensée à sa juste mesure par un traité qui accordait trop à l'Équateur. Ureta a toujours été circonspect sur cet accord, malgré son attitude discrète sur la question. Benavides, en symbiose avec l'oligarchie, considère dans ses carnets que « le traité qu'il vient de conclure avec force de caractère et vision américaniste a été très favorable à l'Équateur ». L'ancien chef d'État estimait que l'Équateur avait hérité de la partie la plus riche, notamment en or et en pétrole. ⁶⁸

Les Péruviens se sont donc largement mobilisés pour soutenir cette guerre qu'ils considéraient comme juste. Tous les partis concordent sur l'action armée, tout en essayant dès le départ d'en obtenir un avantage. Le soufflet retombe ensuite et les opinions divergentes reprirent leurs droits sur la base d'un fort sentiment nationaliste mais elles ne pouvaient s'exprimer trop publiquement. Repousser le traité, c'était briser l'unanimité, s'opposer au Président Prado, mettre en doute la solidarité continentale, et basculer dans le camp des « fascistes » désormais marginalisés, ou au contraire de l'APRA toujours illégale. C'était aussi très directement s'exposer à des mesures légales de rétorsion de la part du gouvernement. C'est peut-être ce consentement tiède qui a ainsi motivé l'intense campagne de propagande du gouvernement en faveur du traité et de la victoire.

II- Digérer la défaite : Le grand débat équatorien d'après-guerre

Dès la défaite, les Équatoriens tentent de comprendre les raisons de la catastrophe et de réagir en conséquence. Nous présentons les différentes lectures de cette défaite, dont les

⁶⁷ *Acción*, 28 juillet 1943, año 1, n°23, p. 3.

⁶⁸ BENAVIDES DE PEÑA Paquita, BERNAVIDES DE MENDOZA María et BENAVIDES BENAVIDES Oscar (dir.), *El Mariscal Benavides, su vida y su obra*, Lima, Atlántida, 1981, vol. 2, p. 351. Le maréchal écrit : « La selva alta que ha quedado en poder del Ecuador es tanto más prodiga que la selva baja que ha quedado para el Perú que es pobre e inundable; debe recordarse que los afluentes septentrionales del Marañón arrastran oro y las reservas de petróleo más fecundas son las que han quedado en poder del Ecuador, hecho que precisamente gravitara enormemente en el futuro contra Perú; además la parte de los ríos que afluyen al amazonas y que corren en el territorio ecuatoriano son todos ellos navegables en una gran extensión; zona de las mas riquísimas maderas; de mejor calidad que en las regiones peruanas; de todos modos nos quedan bosques inmensos que fuera pueril extrañar las del vecino ».

principaux éléments se sont mis en place dès le champ de bataille, mais dont l'expression a pu s'étaler sur des dizaines d'années après les événements. Les protagonistes ont ainsi publié leurs versions des faits pour se disculper, souvent en reprenant l'essentiel des rapports qu'ils ont produit immédiatement après la défaite pour la hiérarchie.⁶⁹ Nous présentons ensuite les soubresauts politiques qui ont agité le reste du mandat d'Arroyo del Río.

A. Comprendre la défaite : débats sur les causes et origines du désastre

Avant la proposition de toute mesure concrète, les protagonistes se sont d'abord ingéniés à expliquer le désastre face au Pérou. S'ils convergent sur un certain nombre de constats, notamment en distinguant des causes immédiates et des origines profondes, leurs interprétations de ces faits s'opposent la plupart du temps.

A qui attribuer le manque de moyens de l'armée ?

Dans un télégramme qu'il adresse au président de la République depuis le front, le colonel Luis A. Rodríguez détaille les responsabilités de cette défaite qu'il a militairement menée. Celles-ci reposent, dans l'ordre, sur le « manque d'organisation », le « manque de moyens » et de plans de guerre, le « manque de voies de communications » et « le manque de tout », la « démoralisation » de la troupe et des civils et enfin « l'espionnage⁷⁰ ». Sur le manque de moyens et l'asymétrie des forces, tous les commentateurs équatoriens sont d'accord. Il faut cependant souligner que le déséquilibre est souvent exagéré chez les Équatoriens qui ont forgé sur cette base le mythe d'une résistance héroïque qui est loin d'être évidente. Le manque de matériel sert aussi à Rodríguez et à certains chefs pour disculper l'attitude des hommes à leurs ordres. Malgré les désertions nombreuses et documentées, les insubordinations, et les mouvements de panique, Rodríguez affirme dans un *Ordre Général* du 4 août 1941 que « l'effort patriotique, l'abnégation et le sacrifice démontrés par les Chefs et les Officiers et la troupe sous mon commandement, en cette heure d'épreuve pour la Nation Équatorienne, dans

⁶⁹ RODRÍGUEZ Luis A., *La agresión peruana documentada* (1943), Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1955 (1943) ; ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Por la pendiente del sacrificio*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1999 ; URRUTIA SUÁREZ Francisco, *Apuntes para la Historia: La Agresión peruana*, Quito, Ed. ecuatoriana, 1968 ; Julio TOBAR DONOSO, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica* Quito, Banco Central del Ecuador, 1982 (1945). Les souvenirs de Francisco Urrutia ont été écrits en grande partie en captivité dans les années 1940, tandis que ceux d'Arroyo del Río l'ont été dans les années 1960. D'autres ouvrages qui participent à ce débat n'ont été retenus qu'à titre secondaire, soit parce qu'ils ne sont pas le fait de protagonistes, soit par impossibilité de les consulter en intégralité : Leonardo CHIRIBOGA O., *Sepultureros de la Patria: enjuiciamiento de las responsabilidades*, Quito, s.n., 1945 ; Luis Gerardo GALLEGOS B., *Defendiendo a la patria*, Riobamba, Editorial Siembra, 1945.

⁷⁰ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 428-429.

le conflit avec le Pérou, ont dépassé toutes les attentes ». ⁷¹ L'attitude des militaires a pourtant été diversement appréciée.

Si le colonel ne désigne pas nommément les responsables de cette asymétrie dans son câble au premier magistrat, il précise sa pensée dans d'autres passages de son ouvrage clé. D'après le colonel, ce sont depuis plusieurs années les gouvernements qui, par peur d'une révolution, n'auraient pas souhaité armer l'armée et le peuple. Ce sont certains officiers d'état-major qui, pour complaire à ces politiques, auraient accepté les restrictions et le manque flagrant de préparation de la guerre. Le Commandant Supérieur de l'armée, Francisco Urrutia, une des principales cibles de ce type de discours, accuse à son tour le ministre de la Défense d'avoir fait barrière entre lui et le Président, et le gouvernement civil en général d'avoir empêché l'émergence d'une direction claire de l'armée diluant par là même un éventuel contre-pouvoir. Les chefs militaires développent donc logiquement le thème de la trahison de la classe politique et des diplomates, ainsi que la collusion de certains haut-gradés.

Au contraire, les politiques accusent plutôt l'armée de son impréparation. Certes le Président Arroyo del Río ne fait pas de déclaration en ce sens, mais ce qu'il laisse faire et dire, en dépit de son pouvoir de censure, laisse peu de place à l'interprétation selon les contemporains. Pour affaiblir une armée qui lui a été hostile depuis le début de son mandat, il la laisse être vilipendée dans les colonnes des journaux et fait envoyer les officiers réfractaires au nouveau traité avec le Pérou vers les postes les moins prisés, forçant une vague de demandes de disponibilité. ⁷² Quant au ministre des Relations extérieures Tobar Donoso, forcé à la démission après la débâcle et la signature dudit traité, il souligne dans son ouvrage la « responsabilité propre à l'armée » dont la crise « constitue la conséquence inévitable et douloureuse de sa participation démesurée dans les conflits de partis et dans la direction politique de l'État ». ⁷³ Cette crise de l'armée, le diplomate en a identifié les caractéristiques : indifférence ou hostilité de la société envers son armée, difficulté à attirer et retenir les talents en son sein, gaspillage d'énergie dans les luttes partisans et révolutions, conscription mal appliquée. Ce n'est donc pas, ou pas seulement, le manque de moyens octroyés aux forces armées qui a mené à la défaite, mais le mésusage de ces moyens par les propres militaires. Si le fiasco dans le domaine strictement militaire est donc largement reconnu, ses raisons ne font pas l'unanimité, et les explications

⁷¹ *Ibid.* p. 425

⁷² Colonel J. DE CUADROS, attaché militaire à la Légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a los meses de febrero, marzo y abril de 1942 », 8 mai 1942. COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978 (ci-après, *Col. doc.*), vol. 7, document n° 1378.

⁷³ TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 261.

font apparaître un clivage entre civils et militaires d'une part, entre militaires de terrain et militaires d'état-major d'autre part. Il faut replacer ces débats sur la place de l'armée dans la société équatorienne depuis la fin du XIX^e siècle. En effet, celle-ci a été un instrument fondamental de l'hégémonie libérale depuis 1895, qui y trouvait son meilleur soutien. L'effritement de cette hégémonie dans les années 1920 et 1930 avait mené à une véritable concurrence entre conservateurs, libéraux et socialistes pour capter cette force essentielle. La Guerre de Quatre jours avait ainsi été le théâtre de l'affrontement entre factions conservatrices et libérales. Les promoteurs de la victoire libérale sont d'ailleurs les officiers aux commandes en 1941. Mais d'autres chefs en vue étaient ouvertement l'instrument de la cause socialiste, comme les généraux Enríquez Gallo ou Luis Larrea Alba. Les Libéraux avaient réussi tant bien que mal à conserver leur ascendant sur l'armée au cours des années 1930, mais les événements de 1941 semblent marquer une rupture définitive entre le gouvernement libéral et l'armée qui s'engage alors dans un « mariage de raison » avec les Conservateurs,⁷⁴ tandis que le Président Arroyo s'appuie de plus en plus sur les carabiniers, institution concurrente.

La trahison péruvienne d'un ennemi « totalitaire »

Le deuxième élément d'explication partagé par les observateurs insiste sur l'adversaire péruvien dont la « trahison » dans l'attaque et la menée de la guerre aurait été guidée par le « totalitarisme » et « l'impérialisme ». Ce thème de l'identité territoriale menacée par la fourberie péruvienne était de longue date développé dans la littérature d'histoire des frontières, genre bien implanté dans le pays,⁷⁵ mais revêtit alors des significations nouvelles. Il est fréquent en effet pour les élites équatoriennes de dénoncer, dès le milieu des années 1930, la supposée proximité stratégique et idéologique entre les leaders péruviens et les forces de l'Axe en formation, en particulier avec l'Italie fasciste et le Japon militariste (chapitre 8). Les Équatoriens pensent leur défaite avec les éléments de compréhension propres à la Seconde Guerre mondiale. En dénonçant le fascisme présumé des Péruviens, les chefs militaires équatoriens ont par ailleurs beau jeu de se présenter comme les victimes de forces mondiales ennemies qui dépassent largement leur capacité. On notera cependant que cette accusation de crypto-fascisme a pu se retourner contre les politiques équatoriens, accusés à l'occasion de

⁷⁴ OSPINA PERALTA Pablo, « Matrimonio de compromiso: El Ejército liberal y el partido conservador (1941-1948) » dans CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional (coll. « Biblioteca de historia »), 2016, p. 129-152.

⁷⁵ SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América Cahiers du CRICCAL*, 2004, vol. 31, n° 1, p. 271-278.

« phalangisme créole⁷⁶ ». L'accusation nous paraît exagérée pour l'ensemble du gouvernement, mais il est exact qu'un homme comme Tobar Donoso, issu du catholicisme associatif pouvait évoluer dans l'autoritarisme et a fait preuve d'un véritable antisémitisme.⁷⁷

Quelle que soit la nature idéologique de l'ennemi, son attaque « surprise », associée au manque de moyens et de préparation, servent aussi d'alibi aux officiers équatoriens, sur un thème qui fit florès encore plusieurs décennies plus tard : puisque l'armée équatorienne n'était pas prête, puisqu'elle a été attaquée par surprise, alors il n'y a pas eu d'affrontement symétrique et, partant, pas de guerre. Pas de guerre, pas de défaite. « Désarmés, mais pas vaincus⁷⁸ », s'exclame Rodríguez, à l'unisson avec le parti socialiste et d'autres encore. L'argument peut paraître soit particulièrement naïf, à croire que toute guerre est symétrique, soit spécieux, évacuant simplement la responsabilité militaire. Il n'en reste pas moins sincère, et peut s'appuyer sur tout un pan de la doctrine juridique internationale du continent américain qui se construit et se représente lui-même comme le continent du droit et de la justice. Il constituait, pour l'heure, un argument commode pour des chefs militaires débordés par l'ennemi. Un officier présent sur le terrain face aux Péruviens résume ce que beaucoup pensent : « Nous aurions bien pu faire aux Péruviens, en comptant sur de l'aviation, un petit Dunkerque et libérer la Province de El Oro, sans le douloureux sacrifice de nos territoires orientaux, s'il avait existé de la volonté et sans employer la diplomatie, qui nous a perdus ». ⁷⁹

Le « dépérissement de l'esprit patriotique » des populations frontalières

Une troisième série d'explications a trait à l'attitude de la population équatorienne en général et de la frontière en particulier. En dénonçant auprès du Président « l'action organisée de l'espionnage et l'efficace travail de cinquième colonne pour désorganiser et semer la méfiance dans la troupe et la population »⁸⁰, Rodríguez reprend une antienne militaire existante depuis le début des années 1930 et partagée par ses homologues péruviens. L'attitude des populations frontalières, aux liens familiaux transfrontaliers, à l'identité légale souvent

⁷⁶ Le commandant supérieur de l'armée équatorienne accuse le président Arroyo del Río de « falangismo criollo ». Le rapprochement nécessaire avec les États-Unis pour se procurer des armes aurait été retardé par ses affinités totalitaires. URRUTIA, *op. cit.*, p. 187-188.

⁷⁷ ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOVA Carlos Ramiro, « Repensar la derecha: Democracia cristiana, corporativismo e integralismo en Ecuador en la entreguerra (1918-1943) », *Historia* 396, 2018, vol. 8, n° 2, p. 55-90.

⁷⁸ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 425.

⁷⁹ « Informe presentado por el Señor Mayor Don Jorge H.Cabezas Andrade, sobre la Actuación del Batallón "Macara" en la frontera Sur Occidental de la Provincia de Loja y detalle de los acontecimientos internacionales, durante los meses de julio y agosto de 1942 », n°179, Villamíl, 11 février 1942. ESMIL, Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f.

⁸⁰ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 428

imprécise, était particulièrement scrutée par des militaires de plus en plus nombreux sur fond de tensions militaire et diplomatique croissantes entre les deux pays. Les armées des deux côtés ont alors déployé des tréfonds d'activité pour identifier et contrôler ces populations, expulser les indésirables et fixer les « bons » éléments nationaux. Cette attitude systématique de méfiance s'incarne pendant les combats dans des comportements parfois violents envers les populations civiles. Après la guerre, pour les officiers équatoriens et les politiques de la capitale, le manque d'engagement de ces populations, soit trop habituées aux incidents frontaliers pour changer leurs habitudes, soit traîtres à l'armée pour des raisons familiales ou idéologiques, explique aussi la défaite. Le rapport que livre la commission d'enquête militaire érige ce « dépérissement de l'esprit patriotique » des populations frontalières en sixième position des causes de la défaite.⁸¹ Par leur fuite effrénée jusqu'à Quito, par leur absence des champs de bataille où elles auraient pu porter assistance, nourriture et connaissance du terrain aux troupes nationales, ces populations auraient accéléré la défaite.

Le même rapport reconnaît cependant que cette attitude est « la conséquence naturelle de l'inattention et de la relégation soufferts par les provinces limitrophes dans le domaine de leur relation avec le reste du territoire équatorien »,⁸² c'est-à-dire du manque d'investissement de l'État dans cette périphérie frontalière. Il faudrait donc, pour les membres de la Commission, « s'en charger dans le futur avec plus d'intérêt, en particulier dans le domaine des transports ». En effet, la nécessité impérieuse d'accélérer l'interconnexion du pays par la construction rapide de routes est partagée par de nombreux commentateurs, tant pour leur apport logistique en cas de conflit, qui permettrait d'acheminer plus rapidement troupes et matériel de guerre, que pour intégrer définitivement ces populations transfrontalières, dont la nationalité et les loyautés restent intrinsèquement questionnées depuis Quito. Les Équatoriens avaient ainsi identifié chez leurs voisins péruviens cet empressement à la construction de routes dans les années 1930, et le considèrent comme un des facteurs de leur défaite en 1941. Cependant, les Péruviens aussi considéraient l'infrastructure routière comme une des clés de la victoire, tant sur le front de l'ouest que sur celui de l'*Oriente*.⁸³ Il faut donc souligner que cet argument est une fois de plus

⁸¹ « La sexta responsabilidad general, bien podemos enunciarla en el decaimiento del espíritu patriótico de las poblaciones de la Provincia de El Oro, las que, en masa se precipitaron a la fuga buscando refugio en zonas muy alejadas del peligro, siguiendo su éxodo incontenible hasta Quito, antes que afrontar al invasor, o por lo menos, apoyar decididamente a nuestras tropas facilitándoles municiones, transporte, provisiones de boca y todo cuanto puede hacer la población civil para auxiliar al compatriota combatiente, con mayor razón si no es conocedor de la región en donde se libran las acciones de armas ». TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 248.

⁸² *Ibid.*, p. 253.

⁸³ La bibliographie sur la question routière en Amazonie est conséquente. Pour la période antérieure à la guerre, on trouvera un aperçu pour chaque pays dans ces deux références : ESVERTIT COBES Natàlia « Caminos al Oriente. Estado e intereses regionales en los proyectos de vías de comunicación con la Amazonía ecuatoriana, 1890-1930 »

une réactualisation d'un débat plus ancien et partagé par-delà la frontière.

Les causes profondes : pacifisme, communisme et anticléricalisme

Enfin, une dernière grande série d'explications avancée par les contemporains tient à des facteurs plus structurels et profonds. Le colonel Rodríguez, ayant terminé d'égrener les raisons immédiates de la déroute conclut que « la cause du désastre ne se doit pas à des circonstances d'aujourd'hui, mais vient de loin », ⁸⁴ ce que confirme le chancelier Tobar Donoso qui distingue sept « origines immédiates » des quatre « causes lointaines ». ⁸⁵ Sur ce constat, il y a consensus, peut-être influencé par les débats historiographiques autour du déclenchement de la Grande Guerre. ⁸⁶

L'identification de ces causes profondes n'est toutefois pas partagée. Pour Rodríguez, il s'agit de « l'indécision et de l'incurie », ⁸⁷ propos qui semble incriminer avant tout les politiques et les officiers qui les suivent. Mais il s'agit plus généralement, pour les commentateurs, d'un air du temps, porté par des doctrines plus ou moins précises. Dans d'autres passages de son œuvre, Rodríguez souligne la responsabilité du pacifisme et du communisme. Il reproche ainsi à certains intellectuels équatoriens d'avoir placé l'universel au-dessus du national, se berçant d'illusion sur le pacifisme de l'Union Soviétique. Il fustige plus loin les antimilitaristes qui professent « l'amour de l'humanité, le mépris et la haine de l'autorité, l'oubli des défenseurs de l'intégrité territoriale ». ⁸⁸ Le colonel Urrutia abonde en ce sens et accuse dans un « regard rétrospectif » la littérature pacifiste de l'entre-deux-guerres européen. *Le Feu* de Henri Barbusse, *À l'ouest rien de nouveau* de Erich Maria Remarque amolliraient les esprits en provoquant un « manque d'équatorianité ». ⁸⁹ Le rapport officiel de la Commission désigne quant à lui l'éducation « mal orientée d'une certaine époque, quand la transplantation d'idées

dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 287-356 ; MARTÍNEZ RIAZA, *op. cit.*

⁸⁴ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 428.

⁸⁵ Celles-ci sont la désorganisation du pays, l'éducation antipatriotique, la pauvreté fiscale et l'affaiblissement de l'influence de l'armée. TOBAR DONOSO, *op. cit.*, p. 253-264.

⁸⁶ DROZ Jacques, *Les causes de la Première Guerre mondiale : essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 1978 (1973).

⁸⁷ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 428.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 67.

⁸⁹ URRUTIA, *op. cit.*, p. 206. Ces deux œuvres ont été précocement traduites au castillan et publiées à Madrid. BARBUSSE Henri et BAYO Ciro (trad.), *El fuego en las trincheras*, Madrid, Rafael Caro Raggio, 1917. Une autre version traduite circule à Buenos Aires vers 1920 ; REMARQUE Erich Maria, *Sin novedad en el frente*, Madrid, G. Hernández y Galo Sáez, 1929. Les versions théâtrales puis cinématographiques connaissent au moins en Argentine un écho certain. Leur réception sur le continent participe à l'intense circulation des témoignages sur les « horreurs » des tranchées et alimentent effectivement le pacifisme des partis progressistes et le nationalisme des intellectuels. COMPAGNON Olivier, *L'adieu à l'Europe: l'Amérique latine et la Grande Guerre: Argentine et Brésil, 1914-1939*, Paris, Fayard (coll. « L'épreuve de l'histoire »), 2013, p. 163-194.

exotiques d'outremer s'est mise à la mode, au point que tous réclament des droits sans que personne ne reconnaisse des obligations à assurer ».⁹⁰ Ce consensus antipacifiste (et anticommuniste) résonne au-delà même de l'Équateur, quand il est comparé au discours des Péruviens qui tiennent pour certains des propos tout à fait similaires. Il en va ainsi de Miguel Monteza Tafur qui vitupère l'attitude que ce « concept de paix avait incubé dans l'esprit des citoyens en se fondant sur l'angoisse et la misère que la guerre pouvait produire chez les hommes, à l'enfant détruit, la famille sans toit, les haillons et la ruine », mettant cette peur irrationnelle sur le compte de « la propagande dissolvante d'éléments gauchistes dans certains cas, l'inattention des organes chargés de la défense nationale pour renforcer notre potentiel belliqueux, d'autre part ».⁹¹

Ce consensus des officiers de haut rang contre le pacifisme-communisme, peut procéder d'une lecture rétrospective influencée par les débuts de la guerre froide. Certaines œuvres ont en effet été complétées ou écrites après la fin des années 1940, et ont pu refléter les positions issues du nouvel équilibre mondial. Mais ce sont aussi des discours qui correspondent aux combats et à la situation politique des pays andins dans ces années 1930 et 1940. La force du Parti Apriste Péruvien, du Parti Socialiste Équatorien et des Partis Communistes dans les deux pays faisait en effet craindre aux élites oligarchiques des révolutions, bien que nous ayons vu que ces partis ont eu tendance à se rallier à l'effort nationaliste de la guerre. Il faut cependant souligner que ce discours contre l'importation des idéologies européennes résonne paradoxalement avec le programme des Apristes de « pérouaniser le Pérou ».

Le chancelier Tobar Donoso, quant à lui, corrobore le fait que l'institution militaire était dépréciée, mais il le met sur le compte de l'attitude politiquement partisane de l'armée. Plus graves sont pour lui l'instabilité politique – constat qu'il partage avec le Président Arroyo del Río – et le manque de ressources économiques pour l'État. Parmi les « causes profondes » qu'il distingue, la « crise de l'éducation » qu'il souligne a aussi d'autres traits que ceux que mettent en évidence ses contemporains militaires. Il s'emporte, en conservateur catholique, contre cette « école amoral, l'école sans Dieu ou contre Dieu » et interroge faussement :

« L'école officielle n'a-t-elle pas été, pendant de longues années, le centre de propagande d'exotismes ? Les maîtres se vantaient d'amour à l'humanité ; mais le culte du sol natal s'était éteint dans leur cœur, et se réduisait à un simple sentimentalisme. La guerre fut la

⁹⁰ TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 255.

⁹¹ MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Lima, Editorial Arica, 1976, p. 17.

Pierre d'achoppement de ces systèmes, de cette morale inversée, de la religion de l'utilitarisme inculquée avec ténacité dans les âmes des enfants ».⁹²

En tant qu'un des principaux penseurs de la démocratie chrétienne en Équateur, le chancelier reprenait là le combat des conservateurs contre le libéralisme anticlérical en employant de concert avec les hauts-gradés le thème de la greffe idéologique nocive. Cela permettait au passage, d'opposer le « vrai » sentiment national du peuple à ces doctrines importées. La défaite viendrait alors de l'extérieur, et non de la nation, pensée réconfortante. Cela faisait aussi de l'éducation le principal enjeu de refondation du patriotisme. Le consensus entre libéraux, conservateurs et socialistes sur ce point mena au développement de l'éducation civique dans le pays et à l'extension des efforts d'éducation dans les territoires orientaux. À la fin des années 1940, l'Amazonie équatorienne était enfin constellée d'un réseau perfectible mais existant d'écoles qui étaient en majorité laïques mais dont certaines étaient confessionnelles ou sous contrat.⁹³

Cette capacité qu'a l'événement de 1941 de permettre une relecture de l'intégralité de l'histoire républicaine de l'Équateur conserve toute sa force dans les années qui suivent. L'ex-Président Arroyo del Río en fait, en 1967, le principe fondateur de son volumineux ouvrage : « La thèse de ce livre est claire, logique et démontrée : l'adversité de 1941 a été le point culminant d'un siècle de précédents défavorables dans notre vie publique⁹⁴ ». Pour l'ex-Président, l'instabilité gouvernementale avait mené à ne pas saisir l'opportunité de régler le conflit par la voie diplomatique. Une plus récente « réinterprétation » des faits par un historien équatorien explique la défaite équatorienne par l'antériorité de la construction nationale au Pérou par rapport à un État faible en Équateur, qui n'avait pas su articuler ses populations et son territoire.⁹⁵

Malgré de nombreuses et importantes divergences, le point commun de ces lectures de la défaite sur les causes et les origines du drame réside dans la primauté des facteurs internes sur les causes externes du désastre. Certes, les Équatoriens accusent les Péruviens de trahison. Certes, ces faiblesses internes viendraient également de l'importation de doctrines étrangères. Mais ce n'est qu'au milieu des années 1940, après la chute d'Arroyo, que le thème des trahisons extérieures prit le dessus dans le discours officiel de justification, soulignant en particulier

⁹² TOBAR DONOSO, *op.cit.*, p. 257.

⁹³ SINARDET Emmanuelle, « La redécouverte de l'Amazonie: Amazonie, équatorianité et éducation dans la première moitié du XXe siècle. », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, 2003, n° 15, p. 107-139.

⁹⁴ ARROYO DEL RÍO, *op. cit.*, p. 103.

⁹⁵ IBARRA CRESPO Hernán, *La guerra de 1941 entre Ecuador y Perú: una reinterpretación*, Quito, Centro Andino de Acción Popular, 1999.

l'attitude des États-Unis et du système panaméricain.⁹⁶ Pour l'heure, et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont des anathèmes internes qui sont lancés, qui appelaient en réponse des réactions rapides des personnes incriminées et des transformations du jeu politique.

B. Réformer le pays, du renforcement au renversement du gouvernement

Le débat intellectuel sur les raisons de la défaite a connu rapidement des extensions pratiques, dans un pays bouleversé par cette guerre mais également par le conflit mondial. Plusieurs possibilités sont alors explorées, parfois dans le chaos politique et la violence, mais qui résultent en réalité de propositions divergentes dans les domaines politique, militaire et culturel, pour sortir de la défaite et préparer la revanche.

La riposte du gouvernement : pouvoirs exceptionnels et cours martiales contre la possibilité de putsch

Les discordances dans l'interprétation des faits ont des conséquences directes sur le jeu politique équatorien. Le discours des chefs militaires qui accusent le gouvernement civil, s'il est d'abord confiné aux sessions secrètes et extraordinaires, filtre dans les cercles de citoyens et dans la presse. L'antipathie de l'armée pour le Président Arroyo del Río s'exprime avec plus de clarté.

Cette atmosphère de défiance aboutit à des soulèvements militaires, réels ou craints. Alors que début août, Velasco Ibarra, depuis son exil au Chili, critiquait vertement le rôle du gouvernement, accusant « l'usurpateur » d'être responsable du déclenchement du conflit par maladresse,⁹⁷ un premier soulèvement est notifié à Cuenca, où se trouvent les forces militaires défaites par les Péruviens. Le major considéré comme le responsable de cette tentative, l'écrivain Leonardo Chiriboga, se fit par la suite le pourfendeur attitré du Président Arroyo del Río, notamment à travers son *Sepultureros de la patria* publié après la chute du gouvernement libéral, dont le titre transparent annonce l'ambition politique de l'ouvrage.⁹⁸

⁹⁶ Une des premières occurrences en est le rapport du colonel Carlos A. Guerrero devant l'assemblée constituante en novembre 1944. RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 500 ; Pour un exemple plus développé de ce type de ce discours, voir la préface de Pío JARAMILLO ALVARADO à l'ouvrage de Luis LARREA ALBA, *La campaña de 1941: la agresión peruana al Ecuador*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1964, vol. 1, p. 7-20.

⁹⁷ AVILÉS PINO Efrén, *Carlos Arroyo del Río: mártir o traidor*, Guayaquil, Universidad de Especialidades UEES, 2004, p. 108.

⁹⁸ CHIRIBOGA O. Leonardo, *Sepultureros de la Patria: enjuiciamiento de las responsabilidades*, Quito, s.n., 1945. Voir aussi sa compilation de nouvelles sur le conflit, rédigées apparemment peu avant la guerre et publiées ensuite, qui témoignent d'une véritable obsession. CHIRIBOGA O. Leonardo, *Sucedió en la frontera!*, Quito, Editorial Espejo, 1941.

L'année suivante, l'affaire est encore plus sérieuse, lorsque le 28 mai 1942, une conférence donnée à l'Université de Quito manque de renverser le pouvoir. Le capitaine Leonidas Plaza y donne en effet une conférence au cours de laquelle il exhibe des documents de l'état-major qui sont autant de preuves, selon lui, de la trahison du gouvernement envers l'armée pendant le conflit. La suite n'est pas claire. Tandis qu'Urrutia, arrêté à la suite de l'événement car les documents étaient signés de sa main, affirme que les carabiniers ont tiré sur la foule lorsque celle-ci scandait des mots d'ordre contre le gouvernement, la presse relate plutôt l'incursion de cette foule au Palais présidentiel et les échanges de coups de feu qui auraient fait un mort et des blessés graves⁹⁹. Le putsch, de toute manière n'était pas passé loin et attestait d'un lien direct avec la défaite militaire.

Le gouvernement jouait ainsi en permanence sa survie. Très rapidement, il avait fait voter par le Congrès des pouvoirs extraordinaires, qualifiés par ses détracteurs « d'exorbitants » (*omnímodas*). Ces pouvoirs permettaient en particulier un contrôle direct et financier sur l'armée, une mainmise sur l'économie ainsi que des possibilités élargies de censure sur les médias. Tandis qu'Arroyo del Río légitime longuement devant la nation ces facultés extraordinaires, argumentant qu'il ne faisait que suivre l'exemple de tous les autres chefs d'état du continent en temps exceptionnel de guerre mondiale,¹⁰⁰ ses détracteurs dénoncèrent des prérogatives exagérées qui lui permettaient de poursuivre ses opposants. Les socialistes et la gauche en particulier semblent en avoir fait les frais.¹⁰¹ Un petit groupe de députés s'étaient opposé à la mesure, craignant une dérive dictatoriale.¹⁰² Même l'attaché militaire du Pérou, que l'on ne peut soupçonner de sympathie à l'égard des nationalistes équatoriens, évoque une « véritable dictature dans tous les aspects de l'administration civile et militaire ».¹⁰³

Pour mettre au pas l'armée, le gouvernement a également créé, à peine plus d'un mois après les événements, une « Commission Spéciale d'Investigation », présidée par deux généraux et

⁹⁹ *El Universo* de Guayaquil, 29 mai 1942, cité dans AVILÉS PINO Efrén, *op. cit.*, p. 29 ; URRUTIA, *op. cit.*, p. 197-200. D'autres sources indiquent deux morts et cinq blessés après une tentative planifiée d'incursion dans le palais présidentiel. La conférence n'aurait donc été qu'une étape en vue du soulèvement. OGAZ ARCE Leonardo, *¡Todo el poder a Velasco! La insurrección del 28 de mayo de 1944*, Quito, Abya-Yala, 1998.

¹⁰⁰ ARROYO DEL RÍO, *Por la pendiente...*, *op. cit.*, p. 92-95.

¹⁰¹ Par exemple, le Dr. Luis Gerardo Gallegos y consacre un chapitre de son ouvrage. GALLEGOS B. Luis Gerardo, *op. cit.*

¹⁰² « Manifiesto que un grupo de diputados del Congreso nacional dirige al pueblo ecuatoriano », Quito, 4 octobre 1941. BEAEP.

¹⁰³ Colonel J.de Cuadros, attaché militaire à la Légation du Pérou en Équateur, « Informe referente a la situación militar correspondiente a los meses de setiembre y octubre de 1941 », 15 octobre 1941. *Col. doc.*, vol.7, doc. n°1375. Sur les aspects juridiques de cet acte, qui permit entre autres d'exproprier et d'envoyer en camps d'internement des Équatoriens originaires des pays de l'Axe, voir Fabricio PERALTA DÍAZ, « La lista negra », *Revista Iuris*, 2017, vol. 2, n° 16, p. 183-198.

un avocat.¹⁰⁴ La Commission avait deux objectifs. Le premier était d'enquêter sur « les faits délictuels qui se seraient produits pendant les événements internationaux de juillet et août dernier, afin d'établir en conséquence les responsabilités et leur châtement » ; il s'agit donc de débusquer les traîtres. Le deuxième objectif était de proposer des mesures pour combler les dysfonctionnements structurels de l'armée. Instrument disciplinaire interne à l'armée, la Commission était une arme formidable pour menacer les trublions, en même temps que ses travaux sont pour l'historien une excellente source documentaire sur les événements de la guerre. Le poids politique d'une telle mesure est évident et, d'ailleurs, arrivé au pouvoir après la chute d'Arroyo del Río, Velasco Ibarra a eu rapidement le projet de créer son propre « tribunal d'honneur ».¹⁰⁵ La justice militaire et civile poursuivit ou menaça de poursuites plusieurs officiers à partir de 1942. Un conseil de Guerre s'installa à Riobamba en juillet 1942, qui examina le cas de trente-cinq officiers, et dont les révélations provoquèrent la consternation du public et le huis-clos des débats.¹⁰⁶ Les grands chefs étaient épargnés. « Ce n'est pas en jugeant des officiers subalternes et des soldats innocents que s'éclaircissent les faits et s'établissent les véritables responsabilités », déclare alors le Parti Socialiste qui voudrait faire juger le haut commandement et Arroyo lui-même.¹⁰⁷ Ces chefs (Rodríguez, Urrutia, les chefs de régions militaires) ont été mis en disponibilité pour la plupart, remplacés par des officiers retraités remis aux commandes sous réserve de suivre les instructions du gouvernement. Sauf exception, ce sont les petits officiers de terrain et des personnages de second plan qui font l'objet de poursuites. Le chef de la III^e Région basée à Cuenca est accusé de ne pas avoir assez accompagné l'effort de guerre ; un capitaine est condamné à douze années de prisons pour avoir refusé de revenir sur ses pas après la débâcle ; un lieutenant-colonel évite de justesse un procès pour n'avoir pas su exploiter à l'avantage de l'Équateur le seul succès d'envergure équatorien ; un commandant zélé ayant ordonné à ses troupes d'attaquer les Péruviens après la

¹⁰⁴ Décret n°208 du 12 septembre 1941, expédié par le président Arroyo del Río. Les trois membres, deux généraux et un avocat, sont nommés par le président de la République. Il s'agit du général Juan Francisco Orellana (président), du général Luis T. Paz y Miño et de l'avocat Luis Fernando Montalvo.

¹⁰⁵ URRUTIA, *op.cit.*, p. 210-213 ; RODRÍGUEZ, *op.cit.*, p. 507-516. En octobre 1944, l'Assemblée Nationale Constituyente charge la Commission de Relations extérieures d'une « étude globale », afin de « sanctionner les coupables du désastre national ». Le colonel Rodríguez, qui se trouve en prison depuis le soulèvement de 1944, est à nouveau auditionné, tout comme le colonel Urrutia. L'étude est prise en charge par le colonel Carlos A. Pinto, représentant de l'armée, qui lave de toute responsabilité Rodríguez, remis en liberté en janvier 1945. L'enquête du nouveau régime aboutit donc aux mêmes conclusions que le régime précédent.

¹⁰⁶ BORJA Rafael A., *El descalabro del 41 (visión de un periodista)*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1978, p. 225-232.

¹⁰⁷ « Comité Ejecutivo del PSE, Manuel Agustín Aguirre Secretario General: Manifiesto del Partido Socialista Ecuatoriano a la Nación », 8 août 1942. BEAEP.

défaite est envoyé au « Panoptique ».¹⁰⁸ Le major Leonardo Chiriboga, l'âme de la tentative de coup de 1942, est emprisonné avant de s'évader spectaculairement. Dans l'ensemble, les condamnations semblent assez peu nombreuses, mais le poids de la justice militaire ou civile sur l'armée est une épée de Damoclès qui permet au gouvernement de conserver son ascendant sur l'institution. Conjuguée aux pouvoirs extraordinaires, cette instrumentalisation permet au gouvernement libéral de se maintenir plusieurs années en contrôlant des secteurs clé du pays : l'économie, la presse, l'armée. Toutefois, l'impopularité du gouvernement s'est encore accrue avec le temps, et il était de plus en plus tenu comme responsable de la défaite de 1941, ce qui précipita sa chute en 1944.

Une « glorieuse révolution » héritière de la défaite

L'événement qui engage la dernière phase de cet immédiat après-guerre est le renversement du Président Arroyo del Río, le 28 juillet 1944, à quelques mois d'élections présidentielles que tout le monde pensait arrangées. Cette « glorieuse révolution » a connu plusieurs lectures de la part des historiens.¹⁰⁹

Pour Arroyo del Río le premier, il s'agit d'un simple putsch, d'un cuartelazo, fomenté par quelques ambitieux.¹¹⁰ Le mouvement est en effet déclenché par des officiers subalternes de l'armée à Guayaquil contre la caserne des carabiniers. Arroyo del Río est forcé à abandonner le pouvoir et se réfugia dans la délégation colombienne. Il faut toutefois souligner l'implication d'une large coalition de communistes, socialistes, conservateurs et libéraux dissidents, qui a abouti à la Constitution la plus démocratique qui ait existé dans le pays.¹¹¹ Valeria Coronel considère ainsi l'événement comme l'aboutissement d'un effort d'organisation des secteurs progressistes depuis les années 1920. La coalition hétéroclite qui en résulte confie le pouvoir à Velasco Ibarra qui trahit cependant les espérances en appliquant l'année suivante la première contre-révolution populaire du continent en temps de guerre froide.¹¹²

La défaite n'a donc pas été le seul facteur de ce renversement. Les inégalités sociales et économiques avaient favorisé la constitution de mouvements ouvriers, galvanisés par un Président avocat d'affaires représentant le capitalisme côtier et international. L'usage des

¹⁰⁸ Colonel J.de Cuadros, doc.cit., n°1378.

¹⁰⁹ La synthèse la plus récente réside dans la collaboration de nombreux historiens de premier plan : CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar/Corporación Editora Nacional (coll. Biblioteca de historia), 2016.

¹¹⁰ ARROYO DEL RÍO, *op. cit.*, p. 91-92. Dans ce passage, L'ex-Président estime par ailleurs que la défaite ne pouvait pas être directement responsable de ce renversement, plus de trois ans après les événements.

¹¹¹ OGAZ ARCE Leonardo, *op. cit.*

¹¹² CORONEL Valeria, « La Revolución Gloriosa: una relectura desde la estrategia de la hegemonía de la izquierda de entreguerras. », dans CABRERA HANNA (dir.), *La Gloriosa, op. cit.*, p. 75-94.

facultés extraordinaires par le gouvernement avait également soulevé le désir d'une véritable démocratie. Mais il est également indéniable que, outre l'union de tous contre le gouvernement, l'évènement offre sa propre réponse à la douloureuse défaite de 1941, en portant à sa tête un homme qui a depuis le début souligné la responsabilité du gouvernement libéral dans la catastrophe militaire et qui, une fois à la tête du pays, s'empresse de défaire ce qui avait été fait : les facultés spéciales sont annulées, les chefs militaires et diplomatiques de 1941 sont à nouveau arrêtés et jugés (mais relâchés rapidement), le corps des carabiniers est définitivement dissous au profit d'une police civile. Malgré cela, Velasco Ibarra dut se résoudre à accepter le traité frontalier avec le Pérou, avant de le dénoncer seize ans plus tard, de nouveau à la tête du pays.

Une réponse des plus durables de la chute du gouvernement libéral réside cependant dans la refondation de la politique culturelle du pays. La *Casa de Cultura ecuatoriana*, qui succède en réalité à l'*Instituto Cultural Ecuatoriano* créé en 1943 par le gouvernement libéral, bientôt dirigée par Benjamin Carrión avec le projet de faire de l'Équateur une patrie petite par la taille, mais grande par la culture.¹¹³ Cet idéal de Grèce américaine, qui résonne avec le projet du chef du parti conservateur de faire de l'Équateur un petit pays efficace comme la Suisse ou la Belgique au lendemain de la guerre,¹¹⁴ montre que quatre ans après la débâcle, une partie du pays a renoncé à reconquérir ses territoires par les armes mais n'en désire pas moins une refondation profonde du pays à la lumière des enseignements de la catastrophe.

D'autres mouvements n'avaient cependant pas la même vision. Il en fut ainsi du mouvement intégraliste.¹¹⁵ Ce mouvement d'inspiration fasciste reprenait le nom de la déclinaison brésilienne de cette idéologie mais n'avait pas de lien organique avec ce parti qui a d'ailleurs été dissous en 1937. Sa véritable inspiration venait beaucoup plus du franquisme ou du Portugal autoritaire. Anticommuniste, ultranationaliste, corporatiste, paramilitaire, le parti est fondé en 1942 sous l'appellation de *Compañías Nacionalistas de Ofensiva Revolucionaria* (CONDOR) puis de *Movimiento Nacionalista Revolucionario Ecuatoriano* (ARNE) par de jeunes universitaires et militants de l'action catholique et du Parti Conservateur. L'organisation est donc créée dans la droite ligne de la défaite contre le Pérou et dénonçait clairement dans son premier manifeste de 1943 la désunion politique et la lutte de classes comme causes de la

¹¹³ SINARDET Emmanuelle, « La redécouverte... », art.cit..

¹¹⁴ SINARDET Emmanuelle, « L'équatorianité, une identité territorialisée : l'exemple de « La ecuatorianidad » (1942) de Jacinto Jijón y Caamaño », *Histoire(s) de l'Amérique latine*, mars 2010, vol. 4, n° 1, p. 16.

¹¹⁵ ESPINOSA FERNÁNDEZ, art.cit.

déroute de 1941. Le mouvement considérait au contraire que l'individu devait s'effacer devant les intérêts de la patrie.

En renversant le gouvernement libéral, le mouvement de mai 1944 avait donc donné sa propre réponse pratique à la défaite. Le renforcement des pouvoirs de l'Exécutif, la restauration de l'armée, la diffusion de l'éducation, le développement culturel ou encore la violence nationaliste avaient été autant d'options mises sur la table, dont plusieurs seraient effectivement menées à bien à partir de 1944. L'alliance hétéroclite de mai accomplissait finalement les appels à l'unité nationale exprimés dès juillet 1941 avec force et qui n'avaient pas pu être réalisés sous le mandat d'Arroyo. Ce faisant, la révolution ne consomme pas tant la défaite que l'espoir qui l'a précédée. Une logique parallèle concerne les voisins du Sud.

III- Pérenniser la victoire : propagande et élections au Pérou

Les développements suivants présentent la manière dont le gouvernement péruvien s'est emparé de la victoire et la manière dont celle-ci a impacté le jeu politique. À la différence de l'Équateur, les voix d'opposition ne furent pas très visibles. D'une part, la victoire a permis un certain consensus sur l'action gouvernementale. D'autre part, les objections étaient prudentes ou rejetées dans la clandestinité (comme l'APRA). Il s'agit donc avant tout d'analyser le discours gouvernemental qui, à la faveur des événements, a déployé un véritable « effort organisé pour propager une croyance ou une doctrine particulière », ¹¹⁶ c'est-à-dire de la propagande. Il n'a pas été possible de localiser les archives des organismes émetteurs de cette propagande, mais il y en avait au moins deux dont c'était clairement la fonction. Au ministère de l'Intérieur existait une Direction de la Propagande et de l'Information, tandis que le ministère des relations extérieures déployait également des activités dans ce domaine, au sein du territoire et à l'international. ¹¹⁷ Par ailleurs, par suivisme, complaisance ou autocensure, une part non négligeable de cette propagande était produite par des particuliers ou des institutions privées qui relayaient ainsi le discours gouvernemental. ¹¹⁸ Nous proposons d'analyser la

¹¹⁶ Edward Bernays cité dans COLON David, *Propagande : La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019, p. 9.

¹¹⁷ Le rôle de ces agences était principalement de publier des feuillets, mais elles avaient aussi une influence sur la radio et sur d'autres aspects.

¹¹⁸ Il est tout à fait possible d'être le propagandiste d'un régime sans le savoir ou l'accepter. Leni Riefenstahl s'est toujours défendue (peut-être cyniquement) d'avoir encensé le régime nazi, tandis qu'au Pérou, un artiste

modernité et l'originalité de cette propagande, en présentant ses moyens d'expression qui s'incarnent dans divers artefacts (manifestations, film, monument aux morts) et les axes majeurs de son contenu. Le but de cette propagande étant de capitaliser politiquement sur la victoire, nous analyserons le poids ambigu de la victoire de 1941 dans la campagne présidentielle de 1945.

A. Inscrire la victoire dans le temps et l'espace civiques

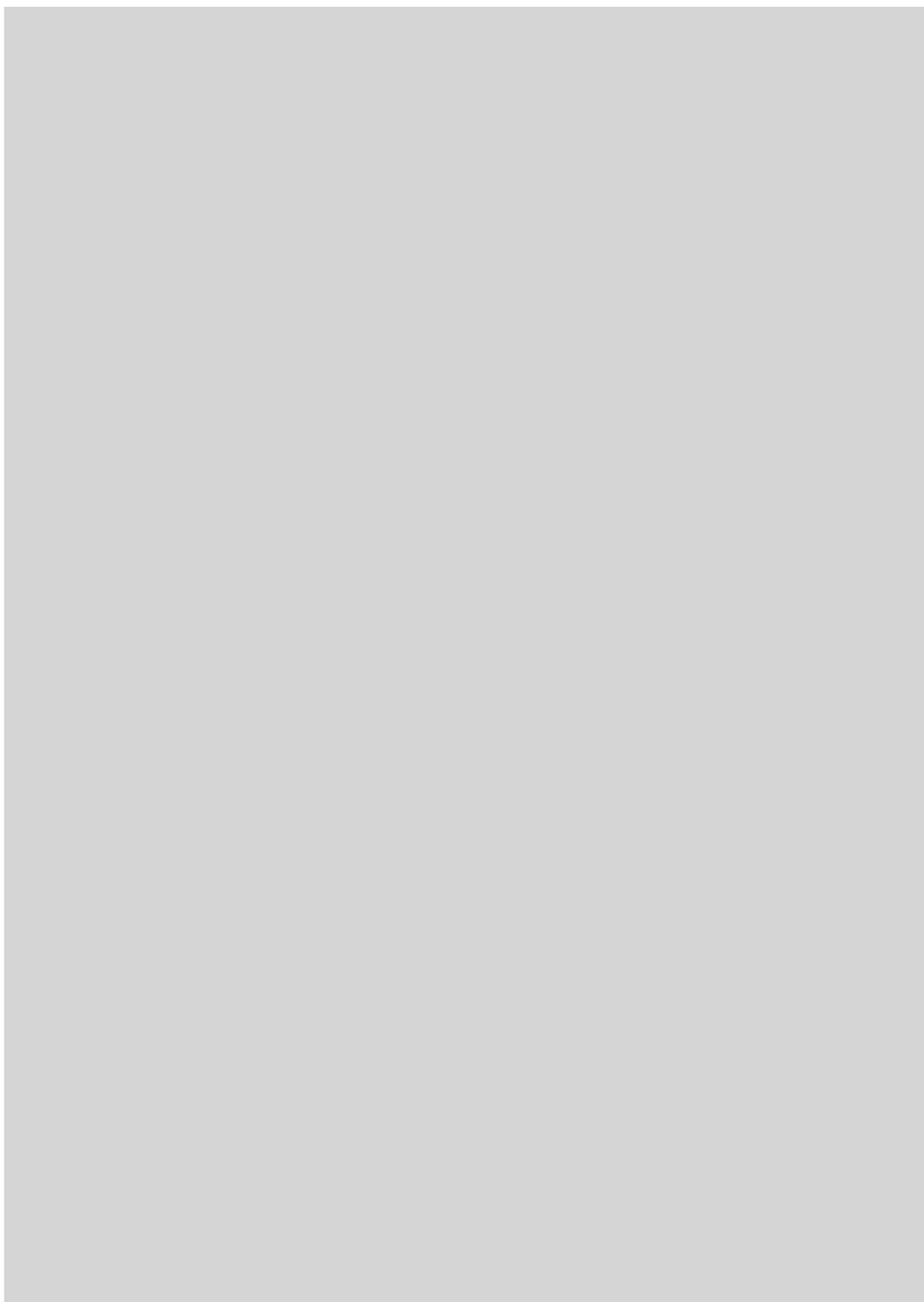
Pour « pérenniser » la victoire, terme qui revient dans la presse de l'époque, le gouvernement tenta par divers moyens de l'intégrer aux éléments constitutifs de l'identité péruvienne, en l'inscrivant dans le temps et dans l'espace civiques. Il faut noter au préalable qu'il est souvent difficile de distinguer les divers aspects qui sont célébrés, la victoire des armes, celle de la diplomatie et le rattachement définitif des provinces en jeu.

On se souvient du rassemblement dans le Stade national le 16 août 1941, et le *Te Deum* à la Cathédrale de Lima. Ces rassemblements avaient déjà été l'objet d'une tentative de pérennisation par la publication de récits et de photographies, de même que les éphémères manifestations d'avant-guerre étaient de cette manière projetées dans l'avenir. La pérennisation de la victoire apparaît aussi dans la création de nouvelles fêtes civiques ajoutées au calendrier républicain. Dès 1943, le gouvernement créait en effet la « Fête de la Pérouanité » (*Día de la Peruanidad*) le 29 janvier, jour anniversaire de la signature du traité avec l'Équateur.¹¹⁹ De grands rassemblements étaient à cette occasion organisés, et les discours qui les accompagnaient faisaient avant tout l'éloge du président de la République et du protocole de Rio. Il est intéressant que par sa périodicité annuelle, la fête entendait intégrer cet événement ponctuel aux éléments qui composaient la nationalité, même si elle n'a pas perduré jusqu'à aujourd'hui. Il faut aussi noter que la même date est celle d'un deuil en Équateur.

déclarait récemment en marge d'un colloque sur la question qu'il n'avait jamais été le propagandiste du régime de Velasco Alvarado, alors qu'il est universellement reconnu pour sa production d'affiches en ce domaine.

¹¹⁹ « La grandiosa manifestación nacional en homenaje al presidente de la República ». *Acción*, 30 janvier 1943, año XI, n°248.

Figure 78 : Les tournées du Président Prado



La première tournée est dédiée au Sud et au centre. Après la guerre, le Nord du pays est très représenté. On notera que le commentaire souligne les différents types de locomotion comme autant de signes de la modernité du Président.

Source : *Perú : obra de gobierno del Presidente de la República Dr. Manuel Prado 1939-1945*, Buenos Aires, [s.n.], 1945, p. 192.

L'instauration de nouvelles fêtes périodiques s'était aussi traduite par l'instauration en 1942 du 12 février comme fête de la découverte de l'Amazonie, qui était appelée également à être répétée chaque année mais qui semble n'avoir été pratiquée que sous les deux mandats de Manuel Prado.¹²⁰ L'inscription de la victoire dans le temps civique a donc été un semi-échec.

Il fallait aussi inscrire la victoire dans l'espace symbolique de la nation. À ce titre, il fallait à la fois la forger dans les territoires sauvagés, comme dans la capitale, centre du pouvoir républicain. L'inscription dans les territoires s'incarna dans la tournée triomphale amazonienne qu'entreprit Manuel Prado dans le *Nororiente* entre le 2 et le 28 septembre 1943, prétextant de l'ouverture de la tant attendue route Lima-Pucallpa, qui connectait enfin l'Amazonie à la capitale péruvienne via l'Ucayali. Le Président Prado a été un des chefs d'État qui a le plus voyagé dans la République (figure 78). Mais son voyage a été particulièrement salué dans des territoires considérés comme désormais définitivement rattachés. Il fut reçu à Iquitos « au milieu du plus grand et délirant enthousiasme que l'on n'a jamais vu dans l'histoire de la capitale du Loreto », relatait le périodique *Maynas*, créé à Lima justement pour l'occasion,¹²¹ et se rendit dans des garnisons à la frontière avec la Colombie et avec l'Équateur, dans son uniforme de lieutenant réserviste de l'armée. Les célébrations de l'année amazonienne dans le Loreto concordent avec l'esprit de ce voyage. Le monument dédié à Orellana et les fêtes organisées sont autant d'inscriptions symboliques qui apportent la nation dans les territoires frontaliers.

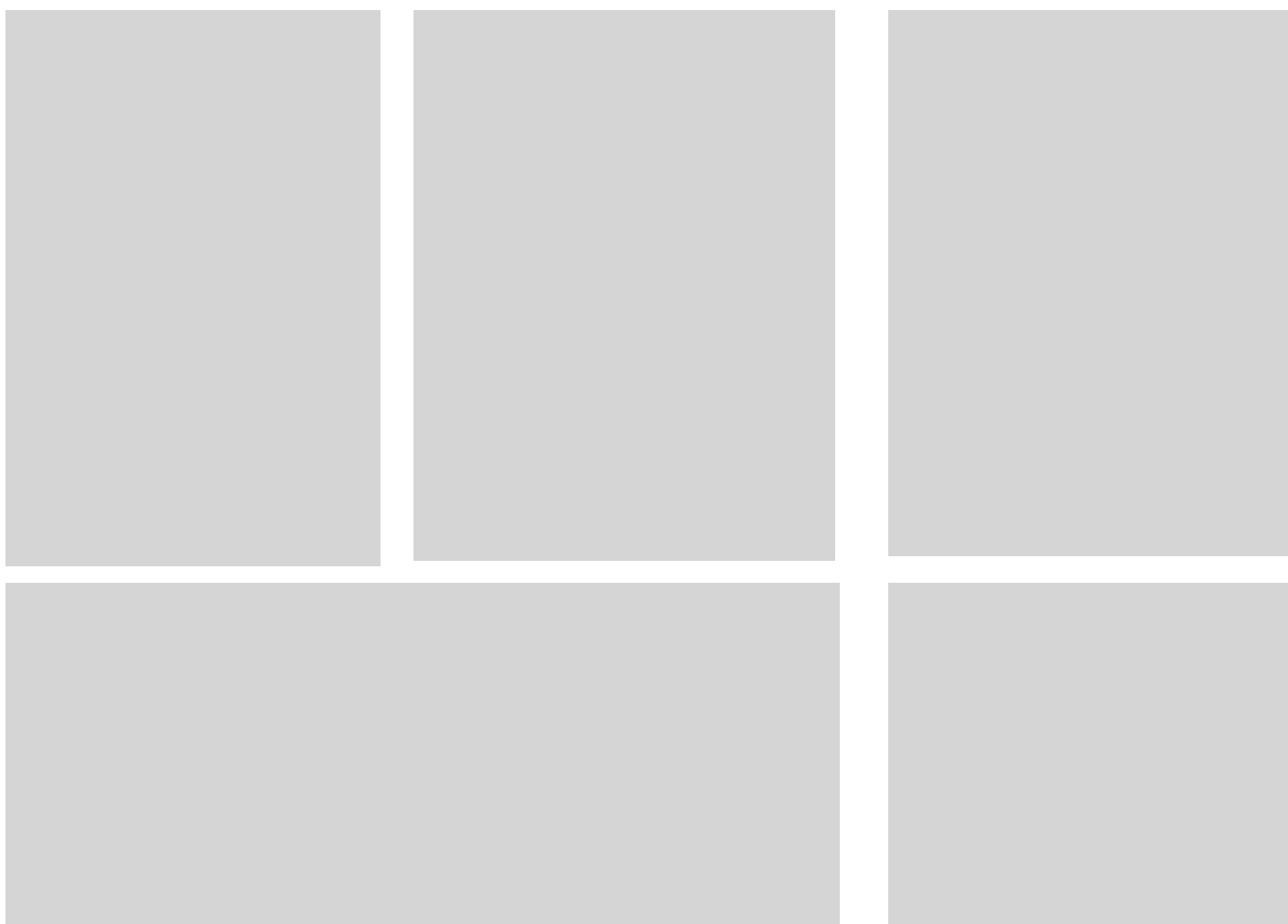
Enfin, la propagande du régime de Prado a tenté d'inscrire la victoire directement dans l'espace civique national en installant des événements et des monuments dans son cœur spirituel, la capitale Lima. L'un de ces efforts était l'exposition amazonienne que nous développons dans le chapitre précédent. L'investissement qu'elle suppose et sa couverture médiatique en font un événement majeur de l'année dans la capitale et il est intéressant de noter que ses promoteurs souhaitaient transformer l'exposition en musée permanent, ce qui n'a pas été le cas mais qui souligne encore une fois l'intention de « pérenniser » la victoire. L'autre élément qui s'inscrit dans cet espace civique de la capitale est le monument aux morts. Il s'agit d'une immense sculpture, présentée par ses concepteurs comme la plus grande de ce type en Amérique à l'époque.¹²²

¹²⁰ HERRERA Morgana, « La construcción de la peruanidad de la Amazonía: el caso del IV Centenario del Descubrimiento del Río Amazonas de 1942 », *Revista del Instituto Riva-Agüero*, 2018, vol. 3, n° 2, p. 121-169.

¹²¹ « La Fiesta de la Solidaridad Amazónica ». *Maynas, información informativa y literaria*, Lima, n°1, octobre 1943. BNP.

¹²² « ...Siendo esta la más grande obra de fundición ejecutada en todos los tiempos en las Américas » d'après la publicité de la « Fundación Artística Estatuaria a cera perdida de Bruno Campaiola », *El Comercio*, 27 juillet 1945.

*Figure 79 : la monumentalité au service du souvenir.
Maquettes du concours de monument aux morts*



Par-delà les divergences de styles, c'est l'impression de monumentalité qui se dégage de l'ensemble.

Source : COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL, *Exposición del Comité Ejecutivo Nacional Pro Monumento a las Campañas de 1941*, Lima, 1944 [IRA]

Issue d'une souscription populaire et d'un concours qui voit gagner un professeur des Beaux-Arts d'origine italienne, Artemio Ocaña,¹²³ cette sculpture (figure 80) s'inscrit dans la

¹²³ En avril 1942, le pouvoir législatif lance une collecte nationale pour financer une « épée de la victoire » à destination du Président Prado. À cette fin est formé un « Comité Ejecutivo del Homenaje al Presidente de la República ». Mais au cours d'une cérémonie chargée de remettre au président le document de cette résolution, le 29 avril 1942, Prado aurait improvisé sa réponse dans laquelle il demandait en lieu et place de l'épée un monument pour les morts tombés au front. Dès lors, un comité chargé de cette tâche est constitué. Ses membres sont les présidents de chambres, les principaux généraux de la victoire et des gloires de l'armée. Une collecte populaire est ouverte qui apporte fin novembre 1944 un peu moins de 400 000 soles. Les institutions ont beaucoup donné, mais les particuliers encore plus. Un concours officiellement anonyme est organisé. Le 15 septembre 1943 est choisi l'artiste dans l'espoir que le monument soit terminé dans l'année (courant 1944). Dans son descriptif, Ocaña explique qu'il utilise une architecture pyramidale de type Chavín (les motifs Chavín ont disparu dans la livraison finale mais la structure pyramidale reste), qu'il a voulue la plus grande possible dans la limite du budget, et qui évoque à la fois les morts mais aussi la grande victoire diplomatique. COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL, *Exposición*

tradition ornementale (édifices, places, statues équestres) de la capitale comme « tentatives de former et modeler une mémoire collective et de créer un espace national »¹²⁴ depuis le XIX^e siècle. Cette pratique s'était encore récemment exprimée sous la présidence de Leguía à l'occasion du centenaire de la République à travers un immense programme d'aménagements.¹²⁵ Elle fut installée sur le champ de mars qui était encore un champ de manœuvres militaires, ce qui est apparaît cohérent avec son origine guerrière, mais l'inscrivait à long terme au cœur d'un espace symboliquement chargé pour la nation.¹²⁶ Il s'agissait bien de graver dans le marbre et la pierre la victoire, pour capitaliser sur elle pendant longtemps, et l'inscrire dans les éléments de la nationalité. D'ailleurs le projet s'inscrit aussi dans la continuité de la célébration de l'héroïsme militaire péruvien : celui qui préside le comité en faveur du monument est le dernier survivant du moniteur Huáscar, navire de légende de la résistance péruvienne au Chili pendant la guerre du Pacifique.¹²⁷ Pourtant, c'est surtout le gouvernement Prado qui l'utilisa. En raison de la lenteur du processus, c'est de la pièce centrale que la presse se fait l'écho, œuvre déjà impressionnante. Le gouvernement suivant ne semble pas autant capitaliser sur le monument mais il continue d'être érigé pendant les mandats de Bustamante y Rivero et d'Odría pour être définitivement achevé seulement dans les années 1960. Ce monument intégrait les provinces sauvegardées par plusieurs aspects. Il était couronné de trois allégories féminines personnifiant les provinces de Tumbes, Jaén et Maynas, reprenant le triptyque sacré de la propagande. La pérouanité définitive de l'Amazonie était en sus particulièrement démontrée par la présence sur les flancs de deux grandes statues personnifiant les deux grands fleuves contestés auparavant par l'Équateur, l'Amazone et le Marañón, et qui étaient à l'origine entourés de miroirs d'eau rappelant leur élément liquide. Ces fleuves qui ont les traits génériques d'indiens de la forêt en harmonie avec la faune locale (singe, jaguar, serpent, alligator), sont à notre connaissance la première occurrence de statuaire

del Comité Ejecutivo Nacional Pro Monumento a las Campañas de 1941, Lima, 1944. IRA.

¹²⁴ MAJLUF Natalia, *Escultura y espacio público. Lima, 1850-1879*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (coll. « Historia del Arte »), 1994, p. 38.

¹²⁵ HAMANN Johanna, *Leguía, el Centenario y sus monumentos*, Lima, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 2015.

¹²⁶ On y trouvait déjà des artefacts (sculpture, arbres symboliques, etc.) dédiés à l'aviateur Jorge Chávez ou à la confraternité américaine, installés dans les années 1920 et 1930, et c'est là que fut érigé au début des années 2000 le fameux « Œil qui pleure » en référence au conflit armé interne. Voir sur ce dernier DELACROIX Dorothée, *Ethnographie des mémoires de la guerre au Pérou (1980-2000). Morts, vivants et souffrants dans les communautés andines*, Thèse de doctorat en anthropologie sociale et historique, Université Toulouse 2 Jean Jaurès, LISST - Centre d'Anthropologie sociale, 2014.

¹²⁷ Commandé par le capitaine Miguel Grau, ce navire avait opposé une résistance héroïque aux Chiliens avant d'être capturé et intégré aux forces de Santiago. Il devint par la suite un bateau musée qui se visite encore au XXI^e siècle. Miguel Grau a quant à lui été déclaré « Péruvien du millénaire » par le gouvernement péruvien, confirmant son statut de gloire, peut-être la plus grande, des forces armées péruviennes.

publique d'ampleur les représentant à Lima, et résonnent avec les statues des Amazones créées pour l'exposition amazonienne de 1943.¹²⁸

Figure 80 : Le monument aux morts, un projet partagé



Source : Photographie de l'auteur, juillet 2016

Sans avoir détaillé encore le contenu du message sur la victoire, il faut donc souligner que les canaux de transmission de ce message étaient polymorphes et pour certains innovants. Le gouvernement a utilisé toutes les possibilités qui s'offraient à lui pour capitaliser sur la victoire et l'inscrire dans le répertoire des éléments identifiant la nation péruvienne, en la projetant vers l'avenir en tentant de rendre le message le plus permanent possible. Il s'agissait sans doute de renforcer un pouvoir personnel, mais cela peut aussi être assimilé à la création d'une nouvelle culture républicaine. L'instauration d'un nouvel espace et d'un nouveau temps comme base d'un nouveau régime avait en effet été démontré dans la France révolutionnaire.¹²⁹ Dans le cas péruvien, la propagande gouvernementale a permis de consolider l'équilibre fragile d'une

¹²⁸ Par exemple avec les Amazones sculptées par Sérvulo Gutiérrez, qui accueillait les visiteurs de l'exposition amazonienne, et aujourd'hui exposées au musée d'Histoire naturelle mais qui ne possèdent pas l'ampleur, la solidité et la force des statues d'Ocaña.

¹²⁹ Nous pensons évidemment à OZOUF Mona, *La Fête révolutionnaire. 1789-1799*, Paris, Folio, 1988 (1976).

démocratie en construction, en ménageant des relations apaisées entre l'armée, les masses et le gouvernement civil.

B. Le cinéma : une arme à double tranchant

L'inscription de la victoire dans la psyché collective s'est aussi incarnée dans le film *Alerta en la Frontera*,¹³⁰ témoignage exceptionnel mais problématique des faits que nous évoquons. Le gouvernement n'était pas derrière la proposition cinématographique originelle, mais son appui logistique essentiel en fait un quasi-discours gouvernemental. Il faut à ce titre souligner que l'aventure individuelle de son auteur est cohérente avec les efforts entrepris par le gouvernement pour moderniser ses canaux de communication. C'est d'ailleurs précisément dans ces années que les actualités cinématographiques s'installèrent au Pérou.¹³¹

Interdite de diffusion la veille de sa première, la pellicule ne fut redécouverte qu'en 2014 dans les archives militaires. Elle avait été dirigée par Kurt Hermann, un allemand qui avait établi sa société de production cette même année avec de la technologie et des techniciens « directement amenés de New York et Hollywood », dont l'objectif était « l'installation d'une Société de production Nationale de films, qui corresponde dans ses capacités techniques aux meilleurs films nord-américains ».¹³² *Alerta en la Frontera* est le premier long métrage de la société. La bobine qui comptait un peu plus d'une heure était constituée d'images documentaires filmées à Lima et mélangées à des scènes de la guerre, sans doute reconstituées peu après les événements avec le soutien logistique de l'armée. Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'un documentaire, comme il est souvent présenté, ni d'une pure œuvre de fiction, mais d'une reconstitution historique qui se présente comme un reportage, dans lequel les acteurs jouent leur propre rôle très peu de temps après les événements, ce qui rapproche ce format de *La Bataille d'Alger* (Gillo Pontecorvo, 1966). Ce film se démarque en outre d'autres films de guerre tournés précédemment au Pérou. Il diffère en particulier de *Yo perdí mi corazón en Lima* (Alberto Santana, 1933) qui évoquait l'incident de Leticia en développant une romance et « le drame de la féminité lacérée et passive ».¹³³ *Alerta* a au contraire un vernis de

¹³⁰ Oeuvre de Kurt Hermann (1941). Production : Federico Uranga; Photographie : Manuel Trullen ; Son : Bertalan Petrick ; Narration : Ricardo Villarán ; Voix : Gustavo Montoya ; Assistants : Pedro Valdivieso, Cesar Chugo et Jorge Torrico ; Musique ; Marche « Zarumilla » et Chevauchée des Walkyries.

¹³¹ « Mensaje del Presidente del Perú, Doctor Manuel Prado y Ugarteche, ante el Congreso Nacional, el 28 de julio de 1945 ».

¹³² Alejandro F. Barrios, Secrétaire du président de la République, au directeur de l'Intérieur (*Director de Gobierno*), of. n.°1561, 14 mars 1941. AGNP, Sección Republicana, MI 144.

¹³³ BEDOYA Ricardo, *Un cine reencontrado: diccionario ilustrado de las películas peruanas*, Lima, Fondo de Desarrollo Editorial, Universidad de Lima, 1997, p. 81.

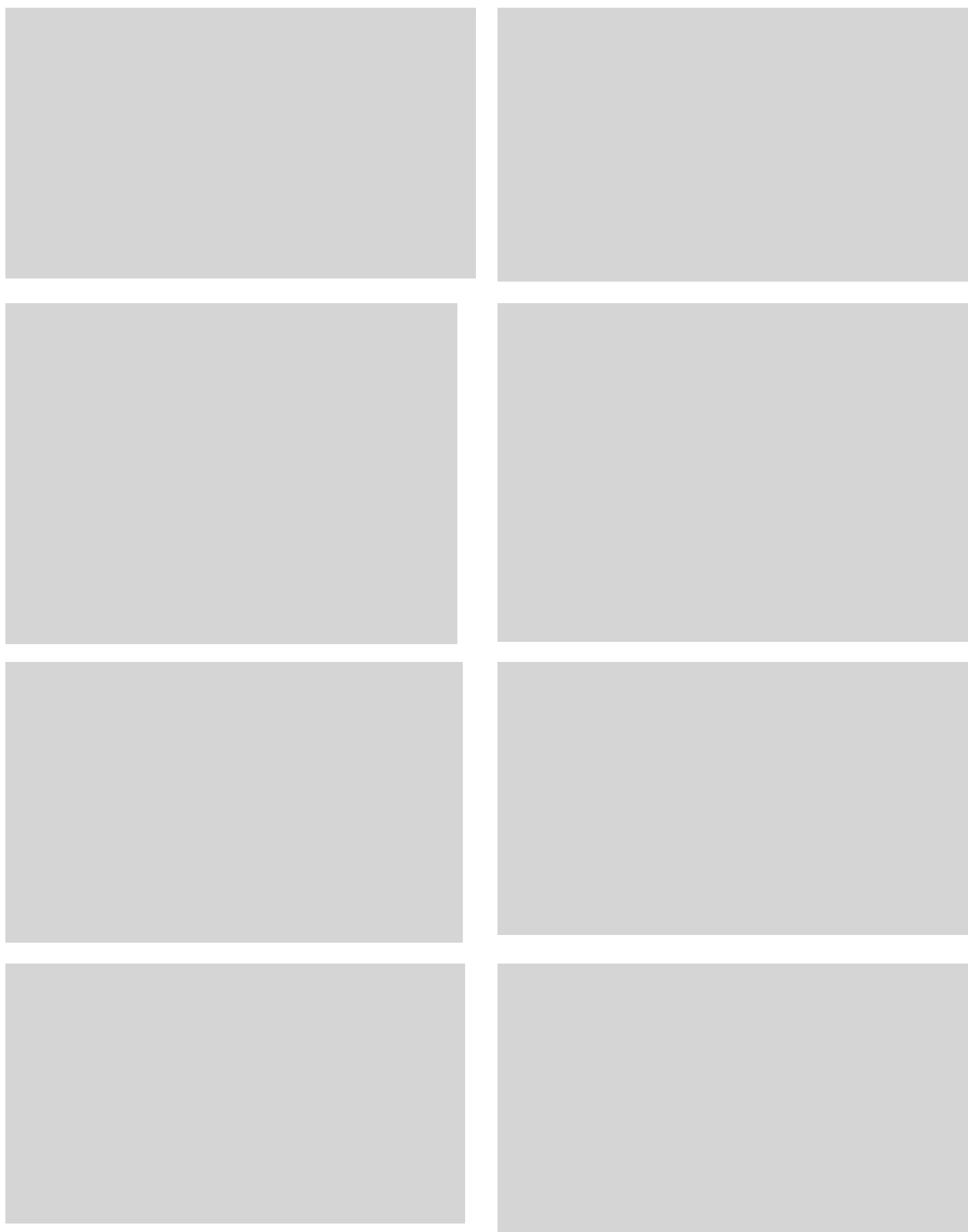
vraisemblance et se présente comme un reflet de la réalité, impression renforcée par l'usage de la voix off qui a pour conséquence de singer l'objectivité du propos. Cette représentation de la vérité était peut-être la raison de l'absence totale de l'Amazonie de cette œuvre, où les caméras n'avaient pas pu se rendre, une région qui pourtant avait plusieurs fois fait l'objet d'expérimentations cinématographiques dans les années précédentes.¹³⁴

La trame du film suit les étapes de la guerre : un Pérou en paix dont les jeunes se divertissent et les adultes travaillent, est attaqué par l'armée équatorienne. Aussitôt, le général Ureta et son état-major mettent en œuvre un plan de défense ambitieux. Ceux-ci se prêtent d'ailleurs volontiers au jeu de la reconstitution devant la caméra. Le film présente ensuite longuement les différentes armes (marine, aviation, armée de terre, blindés, etc.) et les services, en particulier de médecine et l'infirmerie militaire, ainsi que la capacité logistique des forces péruviennes. Suit un récit de la bataille accompagné par la musique de la Chevauchée des Walkyries de Wagner. Les troupes péruviennes sont victorieuses, les troupes équatoriennes ont fui, laissant des villages entiers en déshérence représentés à l'écran par les salons de masures abandonnées à la hâte. Les Péruviens occupent la province de El Oro, et le film exhibe des civils reconnaissants de l'aide humanitaire apportée par l'armée péruvienne et les bons traitements réservés aux prisonniers de guerre. Enfin, la caméra revient à Lima où est filmé le retour du général Ureta en sauveur de la patrie, ainsi que le grand rassemblement du stade national autour de la personnalité du président de la République et du sacrifice des morts. Tout au long du film, la voix off donne son interprétation des événements et termine en citant les propos de Prado sur l'intangibilité du territoire national.

L'appui du gouvernement et de l'armée au projet fut à la fois sa chance et sa malédiction. Il avait donné accès à des ressources inespérées et à la reconstitution de scènes de guerre impressionnantes (prise de vue dans les airs des avions et des parachutistes, ou à l'intérieur des navires de guerre, blindés en action), mais le ton de l'ensemble qui pouvait être perçu comme belliqueux poussa les autorités péruviennes à censurer l'œuvre qui était pourtant annoncée dans les salles liméniennes « Nous avons l'avant-première (concertée) avec le théâtre San Martín, nous avons les places vendues pour plusieurs jours, quand arriva l'impensable. Le jour même de l'avant-première, on nous interdit la projection. On nous a dit que c'était contre-productif

¹³⁴ Les principaux métrages sur l'Amazonie péruvienne produits auparavant étaient *El Oriente Peruano* (1926), produit par le baron du caoutchouc César Arana afin d'attirer les investissements et laver son nom des crimes qui lui étaient imputés ; *La Conquista de la Selva* (1929), documentaire produit par les Franciscains et appuyé par Augusto Leguía ; *Sangre de Selva* (1937), une course poursuite dans la *selva* du Perené, et *Bajo el Sol de Loreto* (1932), série de court-métrages du photographe Antonio Wong Rengifo comportant entre autres des éléments sur le conflit de Leticia. BEDOYA, *op. cit.*

Figure 81 : Propagande cinématographique, scènes d'Alerta en la Frontera



De haut en bas. Colonne de gauche : jeunes gens se divertissant « pacifiquement » à Lima, dans un ensemble de scènes de la vie ordinaire (une banque, un journal, une corrida, un train, etc.) ; la première dame dans sa tournée auprès des soldats du Nord ; une maison équatorienne abandonnée par ses habitants ; innovation immersive du metteur en scène. Colonne de droite : services infirmiers, très présents dans le film ; fête de la victoire du 17 août 1941 ; retour du général Ureta à Lima ; prise de vue aérienne de chasseurs.

de la passer alors que l'accord à Rio de Janeiro était proche » témoigna le cameraman.¹³⁵

Avec *Alerta en la Frontera*, le gouvernement est confronté aux deux faces des cibles de la propagande : l'opinion nationale dont il faut flatter la victoire, l'opinion internationale devant laquelle il faut se montrer conciliant. C'est le deuxième objectif qui l'a emporté alors, démontrant que les aspects extérieurs pouvaient avoir plus de poids que la politique interne.

C. Une propagande totalitaire ?

Est-ce que cette propagande peut être considérée comme d'inspiration nazie ou de facture totalitaire ? L'APRA a plusieurs fois franchi le pas en faisant le rapprochement entre les rassemblements de Lima et ceux de Nuremberg, mais cela s'explique aussi par un combat politique interne qui l'oppose à Prado. Dans ce dossier, certains éléments sont troublants. La simultanéité avec l'apogée des régimes nazi et fasciste bien sûr ; l'origine allemande du directeur du film *Alerta en la frontera* et son usage de Wagner, compositeur chéri par Hitler lui-même, qui rapprochent Hermann d'une Leni Riefenstahl ; la similarité entre les défilés de Nuremberg et le rassemblement du stade national en soirée autour d'une flamme, élément récurrent de la communication nazie parce qu'elle provoque en même temps l'effroi et l'enthousiasme ; l'abondance de symboles (la carte) et leur reproduction à grande échelle par les moyens de l'imprimerie ; la réduction d'enjeux complexes à la simplicité du slogan « Tumbes, Jaén, Maynas », qui répond au « Tumbes Marañón ou la Guerre » équatorien ; le culte de la personnalité autour du chef de l'État, qui se présente régulièrement sous l'uniforme de lieutenant de réserve. Peut-on alors parler du « viol psychique des foules » par un régime totalitaire, comme l'a théorisé Serge Tchakhotine dans l'Entre-deux-guerres¹³⁶ ? Il faut d'abord rappeler avec David Colon que la propagande moderne est née et s'est développée principalement dans les démocraties.¹³⁷ La communication politique est aussi ancienne qu'Athènes, mais c'est aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle que le développement des sciences cognitives a été employé pour cibler des individus qui avaient justement pour caractéristique de participer à la vie politique par leur vote. Ces techniques ont ensuite été massivement employées dans la Première Guerre mondiale, puis par les Soviétiques, les Fascistes et les Nazis, avant que les démocraties ne s'y convertissent à nouveau pendant la Seconde Guerre mondiale pour faire précisément pièce à la force de frappe totalitaire. En

¹³⁵ Le caméraman se nomme Manuel Trullen. BEDOYA Ricardo, *Más sobre Alerta en la frontera. Páginas del diario de Satán*. <http://www.paginasdeldiariodesatan.com/pdds/?p=646>, 2016, consulté le 28 février 2017.

¹³⁶ COLON David, *Propagande : La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019, 93-110.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 9-12.

Amérique, ces techniques ont été employées par des régimes aux couleurs politiques variées dont le point commun était l'objectif d'encadrer les masses, comme le Brésil de Vargas, l'Argentine de Perón ou encore le Mexique du Parti Révolutionnaire Institutionnel. L'utilisation même du terme de « propagande » que l'on retrouve dans l'appellation des officines qui en sont chargées alors au Pérou, est commun dans les démocraties autant que les dictatures jusqu'aux années 1970, lorsque le terme désormais péjoratif est remplacé par celui jugé plus neutre de « communication ». L'utilisation de techniques massives et innovantes de persuasion n'est donc pas en soi une marque de totalitarisme, et le régime de Prado emprunte plus à l'esthétique fasciste qu'à sa doctrine de fond. L'amalgame entre le cinéma nazi et le film de Kurt Hermann ne doit pas non plus être poussé trop loin. Le cinéma nazi n'était pas tant ouvertement politique que destiné à diffuser des valeurs propres au national-socialisme (le droit du sang, les réformes économiques, etc.) qui ne sont pas présentes dans *Alerta en la Frontera*.¹³⁸ Du reste, comme nous le soulignons ensuite, cette propagande encense en réalité plus la paix et la solidarité continentale que la guerre et ne se dirige pas contre des minorités internes, bien que les nippo-péruviens subissent à la même époque des discriminations nombreuses. Son objectif est plutôt de soutenir un gouvernement démocratiquement installé (selon les critères de l'époque) contre un coup d'État militaire qui procéderait de l'éventuel mécontentement des armées face à l'issue diplomatique du conflit. Il ne s'agit pas tant de convaincre l'adversaire de sa force par un coup de bluff dont les nazis étaient familiers, que de convaincre les citoyens du caractère positif de la victoire et du traité, dans la perspective d'une élection prochaine. C'est donc une communication politique qui a pu emprunter à la grammaire fasciste, peut-être à partir des expériences nationales de partis de masse d'ailleurs qu'étaient l'APRA ou l'UR, mais qui reste soluble dans une démocratie.

D. L'idéal panaméricain gravé dans la pierre

L'originalité de la propagande pradiste par rapport à la propagande totalitaire se note surtout dans le contenu du message véhiculé. C'est le monument aux morts qui synthétise le mieux les différents éléments de contenu, en raison de la volonté de son auteur d'en faire un « livre ouvert ». On y distingue en particulier un appel inédit à la solidarité continentale et la prégnance des thèmes de la paix, du droit et de la justice. Tous ces éléments de la propagande officielle sont condensés dans le monument qui justement devait anticiper les désirs du comité.

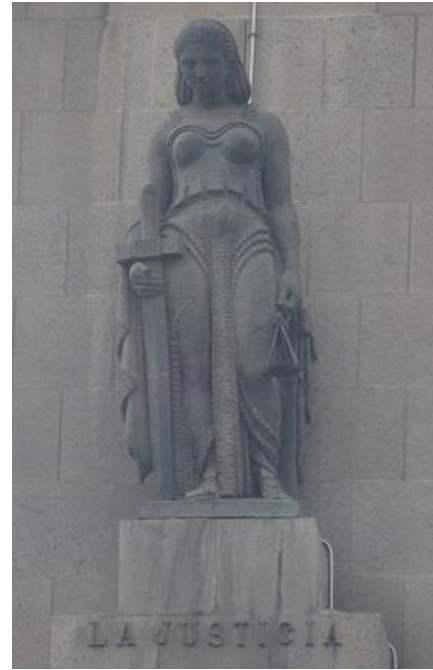
¹³⁸ *Ibid.*, p. 210-212. Il existe évidemment des exceptions dans le cinéma nazi, qui se multiplient à mesure que la guerre se fait plus présente.

La sculpture centrale appelée « la victoire » soulignait le sacrifice des soldats. Officiellement alors, moins de cent soldats étaient tombés au combat, mais une part importante des commémorations se centrent sur eux, ce qui inscrit aussi cette pratique dans le culte du héros particulièrement développé en Amérique latine.¹³⁹ Lors du rassemblement du stade national, la cérémonie leur est dédiée. Certains d'ailleurs devinrent des figures héroïques nationales, comme l'aviateur José Quiñones.

¹³⁹ Voir le dossier « Héros et nation en Amérique Latine », *Caravelle*, n°72, 1999.

Figure 81 : Le monument aux morts du Pérou, lecture illustrée de la victoire





Source : Photographies de l'auteur. Février 2017.

A l'opposé de la sculpture centrale de la victoire se situe surtout la statue de la « confraternité » américaine ainsi que les statues latérales incarnant « Le droit » et « la Justice ». Dans son projet, l'auteur Ocaña déclarait en effet qu'il souhaitait fêter autant la victoire diplomatique que celle des armes. Il a ainsi sculpté l'allégorie féminine et bienveillante du continent américain - c'est-à-dire du système panaméricain - censé avoir permis un règlement définitif de la question. L'artiste explique avoir voulu représenter les différents Américains sous les traits d'un homme des champs et d'un homme des villes, mais d'autres interprétations présentent les deux figures comme des allégories du Pérou et de l'Équateur. Allégories sociales ou nationales, les deux personnages « ils se serrent cordialement les mains,

parce que se sont terminés pour toujours en Amérique, avec le protocole de Rio de Janeiro entre le Pérou et l'Équateur, les séculaires différends de frontières ».¹⁴⁰ Les statues latérales soulignent quant à elles la légitimité de la cause péruvienne. La Justice pouvant faire référence aux arguments historiques de la diplomatie péruvienne, et le Droit à ses arguments juridiques. Ces aspects font écho avec le discours (en présence du Président Prado) du vétéran de la Guerre du Pacifique, Manuel Elías Bonnemaïson, membre du comité en faveur d'un monument, sur le traité : « Il a représenté en même temps que la consécration de la thèse juridique de votre gouvernement, un pacte inspiré par les plus nobles principes du Droit en pleine concordance avec les idéaux de paix et de solidarité fraternelle, qui appuient [autre] toute l'action internationale américaine. [...] Les Morts de la frontière Nord se sont ainsi sacrifiés, non seulement pour la patrie, mais aussi dans l'intérêt de l'idéal américaniste ».¹⁴¹

Cet idéal de paix, cette présence même hypothétique de l'Équateur personnifié dans le monument, peuvent interroger. Ces éléments répétés dans de très nombreux discours, articles et artefacts culturels,¹⁴² par exemple dans le film qui présente des soldats venus soigner et civiliser des Équatoriens amis après avoir vu leur pays attaqué, ont-ils été constitutifs d'une simple tactique cynique destinée à amadouer le continent américain ? Il faut bien avouer que la plupart de ces éléments se retrouvent dans toute propagande de guerre, dont les dix commandements ont été synthétisés par Anne Morelli à la lecture de ce que Lord Arthur Ponsomby avait considéré dès 1928 :

- « 1.Nous ne voulons pas de guerre
- 2.Le camp adverse est seul responsable de la guerre
- 3.L'ennemi a le visage du diable
- 4.C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers
- 5.L'ennemi provoque sciemment des atrocités : si nous commettons des bavures, c'est involontairement
- 6.L'ennemi utilise des armes non autorisées
- 7.Nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes
8. Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause
- 9.Notre cause a un caractère sacré
- 10.Ceux qui mettent en doute la propagande sont des traîtres »¹⁴³

Il est frappant de constater qu'à lui seul, le monument aux morts péruviens et les discours

¹⁴⁰ COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL, *op. cit.*, p. 89.

¹⁴¹ « La grandiosa manifestación nacional en homenaje al presidente de la República ». *Acción*, 30 janvier 1943, año XI, n°248.

¹⁴² Par exemple *Alerta en la Frontera* présente le Pérou comme un pays « pacífico [...] conviviendo con sus vecinos [...] dentro del derecho internacional ». Les soldats agissent « con la generosidad y la honradez que los caracterizan » et respectent la propriété d'autrui « como la suya propia ». L'occupation de l'Équateur est présentée comme une action humanitaire, « resguardando las plantaciones y sembríos abandonados, [...] Se restablece el comercio [...] el tráfico se normaliza ». « Aquí no hay enemigo » conclut la voix off.

¹⁴³ Cité dans COLON, *op.cit.*, p. 256-257.

qui l'entourent rassemblent au moins la moitié des critères (1, 2, 4, 8, 9), tandis que les autres ont tous un moment donné été expérimentés (3 : les Équatoriens sont comparés à des singes ; 5 : Ce sont les troupes équatoriennes qui ont pillé El Oro, pas les Péruviens ; 6 : les Équatoriens ont utilisé des balles *dum dum* interdites par le droit international, 10 : l'APRA qui critique le traité est accusé de trahison). C'est donc une propagande de guerre tout à fait classique en un sens. Pourtant, l'éloge à la solidarité continentale et la représentation bienveillante de l'ennemi dans un monument dédié à la victoire nous paraissent assez inédits pour mettre en exergue la particularité du cas.¹⁴⁴ Ce discours continentaliste l'inscrit typiquement dans la catégorie des conflits du continent américain des années 1930 et 1940. Cet appel à la solidarité, au droit et à la justice nous paraît en outre plus sincère que cynique. Il concorde avec les pratiques et les discours diplomatiques et même militaires que nous avons mis en évidence, qui érigent l'idéal panaméricaniste en étalon des actions, qu'il faut montrer avoir respecté, même s'il s'agit de couvrir des débordements. Le système panaméricain a bien été à cette occasion incarné concrètement dans la pierre.

E. Le culte à la sainte famille patriotique

Un aspect fondamental du contenu de la propagande gouvernementale autour de la victoire est sa focalisation permanente sur la figure du Président Prado. Il avait déjà été le destinataire des manifestations patriotiques de mai 1941, et dès les premiers chocs armés de juillet, il était unanimement salué comme le grand artisan de la victoire. Le Conseil des ministres se lève intégralement pour lui rendre hommage, et les ministres des armées (armée et marine) déclarent que le Président est le seul véritable artisan de la victoire.¹⁴⁵ Le grand rassemblement du Stade national est autant dédié aux morts qu'à la personne du Président qui est spatialement central dans la cérémonie. Pratiquement toutes les publications de l'époque comportent dans leurs premières pages le portrait du Président en pleine page, auquel est souvent dédié l'ouvrage, par exemple comme grand « façonneur de la Pérouanité ».¹⁴⁶ Certains s'évertuent à appeler la ligne

¹⁴⁴ Ce cas de figure peut être rapproché de celui évoqué par Catherine Jamet sur l'inscription des anciens élèves d'Oxford et de Cambridge morts dans les rangs allemands pendant les deux guerres mondiales, mais il s'agit dans le cas péruvien d'un discours de paix plus que de deuil. Du reste, la grande différence entre le monument de Lima et les innombrables mémoriaux d'Europe réside dans le caractère semi-étatique du premier, quand les seconds étaient des émanations locales qui ont partagé des traits communs en raison du marché funéraire. JAMET Catherine, « Les frères ennemis. Guerres mondiales et mémoire des étudiants allemands dans les collèges d'Oxford et de Cambridge », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1994, n° 175, p. 79-86 ; PROST Antoine, « Mémoires locales et mémoires nationales : les monuments de 1914-1918 en France », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1992, n° 167, p. 41-50.

¹⁴⁵ Conseil des ministres du 1^{er} août 1941, première présidence Prado, t.II, f.120. Mis en ligne par l'Université San Marcos, https://sisbib.unmsm.edu.pe/repositorio_ACM.

¹⁴⁶ *Peruanidad*, janvier-février 1944, n°16, vol. IV, p. 1.

du traité de Rio la « Ligne Prado ». ¹⁴⁷ Le Congrès crée à l'occasion une nouvelle et unique décoration qu'il lui remet. C'était beaucoup d'honneurs pour un homme et le Président lui-même l'avoua à demi-mot. ¹⁴⁸ Parmi l'élite, certains commencèrent à s'agacer de ce défilé permanent. ¹⁴⁹

Dans cette hypermédiation de la figure présidentielle, il faut encore compter sur la cellule familiale. La première Dame, Enriqueta Garland de Prado, et sa fille Rosita Garland Prado qui l'accompagne souvent, sont toutes deux mises au premier plan, directement en lien avec le conflit, notamment dans leur rôle genré d'infirmières et de dames patronnesses issues de la charité catholique. Toutes les deux ont l'honneur de voir leur portrait très officiellement accroché au sein du Palais présidentiel suite à une démarche du Congrès. ¹⁵⁰ La mère fait le tour du front et distribue devant les caméras du film *Alerta* la soupe aux soldats et visite les blessés en qualité d'auxiliaire de la Croix Rouge, dans une opération de communication bien montée. ¹⁵¹ Quand elle revient à Lima, elle est accueillie avec sa fille comme un général victorieux. Le poème que dédie l'aumônier militaire à cette occasion expose parfaitement les qualités attribuées à chaque membre de la sainte famille patriotique : ¹⁵²

Tríptico Patriótico

I

Dios y la Patria ensalsen vuestros nombres
porque a Dios la Patria le habéis dado
el culto más hermoso y deseado:
Como lo hicieron nuestros super-hombres

¹⁴⁷ « La grandiosa manifestación nacional en homenaje al presidente de la República », *Acción*, 30 janvier 1943, año XI, n°248.

¹⁴⁸ Felix Denegri Luna, proche de Prado lors de son deuxième mandat, rapporte que « más de una vez le pregunté al Presidente Prado, ¿Cómo él [...] terminó cayendo en un despliegue triunfalista? [...] La respuesta que me dio el doctor Prado fue que, dentro del Perú, había sido acorralado políticamente, al extremo que no sólo se le agraviaba, sino que se dañaba al país. Y que, sintiendo la imperiosa necesidad de unir a los peruanos, no le quedó otro camino que levantar el espíritu nacional, enarbolando la bandera de la victoria ». DENEGRI LUNA, *op. cit.*, p. 298.

¹⁴⁹ Le Pérou continue à célébrer la victoire « avec une ampleur que certains commencent même à trouver un peu exagérée ». Raymond Lavondès, ministre de France au Pérou, au ministre des Affaires étrangères, 17 août 1941, lettre n°168. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier n°115 : « conflit Pérou-Équateur », ff.185-189.

¹⁵⁰ La raison en est leur « abnegada actuación en la campaña del Norte ». Secrétaire de la Chambre des Députés au ministre d'État au portefeuille de l'Intérieur et de la Police, 14 août 1941. AGNP, sección republicana, MI 418.

¹⁵¹ « La Visita del Presidente de la Cruz Roja Peruana a los Comités del Norte », *Revista de la Cruz Roja Peruana*, *Tercera época*, n°19, septembre-décembre 1941.

¹⁵² La consécration patriotique de cette famille n'a pas empêché Manuel Prado de demander le divorce quelques années plus tard et de provoquer le scandale dans la haute société de la capitale en exigeant l'annulation religieuse pour se remarier, ce qu'il obtint. Sa fille Rosa fut désignée pour cette raison Première Dame lors du second mandat présidentiel de son père, ce qui constitue un précédent à la fonction de Keiko Fujimori comme première dame de son père Alberto après que sa mère fût écartée.

Oh Prócer de la Patria, Dr. Prado.
vuestra confianza en Dios, ya tan notoria
y del Norte la ínclita victoria
Os hacen de la Patria un gran soldado.

Vuestro talento y cívica energía
han despertado en la ciudadanía
un magnífico afán restaurador.

Después de quince lustros — Dios lo quiere —
del Dos de Mayo el triunfo readquiere
su trascendente y épico fulgor...

II

Oh Señora, cual reina de virtudes,
flores tan bellas del hogar nativo.
con un gallardo gesto sensitivo.
habéis tenido nobles actitudes.

Digna consorte del genial patriota.
aliento del Ejército Peruano,
vos también con piadosa y tierna mano
grabastéis inmortal sublime nota.

Allá volásteis, con afán materno.
antes que terminase la derrota,
para brindar alivio santo y tierno

De la Patria a los bravos defensores.
como la Rosa del Amor Eterno:
curando sus heridas y dolores.

III

Y cual Ángel de amor y de ternura.
tierno capullo del jardín limeño
con rostro juvenil siempre risueño,
Rosita Prado dominó esa altura.

Con patriótico amor y emoción pura.
de la Patria celestes mensajeras
fueron tan nobles enfermeras
a dar consolación en la amargura.

Apagados los fuegos del combate.
Sus corazones donde Cristo late
dieron consuelo a todos los heridos

A los héroes brindaron su plegaria,
y aun llegando a la región contraria
consolaron a pobres y afligidos ¹⁵³

Comment expliquer un tel éloge ? Outre qu'il diffère sensiblement du culte du chef dans les régimes totalitaires, qui sont plus souvent présentés en célibataires qu'en mari et père, cela tenait à la fois à l'histoire des Prado et au contexte politique. Manuel Prado était issu d'une

¹⁵³ « Homenaje a la Esposa e Hija del Presidente de la republica », *El Comercio* de Lima, 18 août 1941.

riche et puissante famille de l'oligarchie qui a donné au Pérou plusieurs de ses plus influents hommes politiques et intellectuels. Le mandat de son père comme président de la République au moment de la Guerre du Pacifique, faisait cependant peser l'hypothèse d'une fortune amassée au détriment de l'effort de guerre et par trahison. Mariano Ignacio Prado aurait en effet fui le pays avec la recette d'une contribution à l'effort de guerre pour acheter des armes, d'après certaines versions qui font encore au XXI^e siècle couler de l'encre. En 1936, lorsque le frère de Manuel, Jorge, s'était présenté à l'élection présidentielle, un pamphlet sans doute financé par la droite circulait en interrogeant ouvertement : *Est-ce qu'un Prado peut devenir Président du Pérou ?*.¹⁵⁴ La famille nourrissait donc un « complexe réparatif »¹⁵⁵ que l'accession à la présidence du fils et la victoire de 1941 permettait donc de combler. C'est dans cette perspective qu'en 1945, avant de se retirer, le fils reconnaissant réussit à faire voter une loi qui déclarait Mariano Ignacio Prado comme « Père de la Patrie » (*Prócer*), ce que certains dès l'époque et aujourd'hui encore continuent de dénoncer avec véhémence comme la canonisation d'un traître.¹⁵⁶

Il y avait donc une motivation familiale et personnelle, mais le contexte politique était plus encore prégnant. Prado était arrivé au pouvoir par l'entremise du général Benavides, et il était maintenant menacé par le général Ureta qui avait gagné ses lauriers dans la guerre. Le pays sortait d'une dictature ouverte, sans pouvoir législatif, et l'équilibre était encore fragile. La victoire permettait donc de consolider la démocratie. D'une part, elle permettait au dauphin de Benavides de s'émanciper de son mentor. Le général devenu maréchal, n'était que temporairement éloigné de l'échiquier politique national, d'abord ambassadeur auprès de Francisco Franco puis en Argentine. Il revient à Lima en juillet 1944 dans la perspective sans doute de se représenter aux élections présidentielles. D'autre part, obliger à faire apparaître Eloy Ureta à ses côtés tandis qu'il recevait les fleurs de la victoire que le général avait cultivées, était aussi une manière de subordonner le général et l'armée en général au pouvoir civil, de réaffirmer la primauté du gouvernement civil sur l'institution militaire. Les rumeurs insistantes de coup d'État de la part d'Ureta immédiatement après la victoire, ont peut-être déjoué les

¹⁵⁴ Anonyme, « ¿Puede un Prado ser Presidente del Perú? », c.1936. IRA. La quatrième de couverture indique que l'élection d'un Prado à la présidence « sería la más grande de las afrentas a nuestros Institutos Armados ».

¹⁵⁵ PORTOCARRERO Felipe, *El imperio Prado, 1890-1970*, Lima, Perú, Universidad del Pacífico, 1995, p. 31.

¹⁵⁶ La loi n°10023 du 24 novembre 1944 déclare Mariano Ignacio Prado « prócer de la nación » et ordonne le transfert de ses cendres au Panthéon des Héros, ce qui n'a pas eu lieu (une simple plaque y a été apposée). En 2015, la publication d'une enquête historique réaffirmant la trahison du général Prado par un membre du congrès issu d'une famille traditionnellement hostile aux Prado a obligé les membres de la famille et leurs soutiens à réagir publiquement. L'auteur de l'ouvrage a déposé dans la même perspective une proposition de loi visant à retirer la loi de 1944 (Projet de loi n°4347/2014CR). GARCÍA BELAÚNDE Víctor Andrés, *El expediente Prado*, Lima, Universidad San Martín de Porres, 2015.

pronostics grâce à la propagande intense du gouvernement.

F. Une maigre récolte électorale : le général Ureta et les élections générales de 1945

L'intensité et la récurrence de la propagande gouvernementale ont-elles eu un véritable impact ? Une manière d'appréhender sa réception par l'opinion est d'analyser les élections présidentielles de 1945 et la trajectoire de ses candidats. Eloy Ureta, appuyé par la droite et l'extrême droite, le « vainqueur de Zarumilla », est très largement battu (33% contre 67%) par un diplomate un peu terne et méconnu, José-Luis Bustamante y Rivero, appuyé par l'APRA et par le maréchal Benavides, au cours d'un scrutin pour une fois sans tache. Pour comprendre la signification de ce résultat, pour une élection qui a très rarement attiré les études,¹⁵⁷ il faut suivre la trajectoire du général Ureta depuis la victoire.¹⁵⁸ Ce fils de capitaine de frégate, enfant du Nord (né à Chiclayo et éduqué à Trujillo), avait fait carrière dans l'artillerie et s'était perfectionné en Italie et en France. En 1940, à la tête de l'École de Guerre, ce général de brigade avait été désigné par Prado pour former ce nouvel instrument qu'était le Groupement du Nord, destiné à récupérer des points spécifiques du territoire. En juillet 1941, il avait interprété à son avantage les directives de Lima pour avancer profondément en Équateur, et y avait installé une armée d'occupation, refusant d'évacuer la province avant qu'un accord fût définitivement entériné en faveur du Pérou. Il devint instantanément par cette victoire le « Napoléon péruvien », au Pérou mais aussi à l'étranger.¹⁵⁹ Après déjà plusieurs mois à gérer l'occupation

¹⁵⁷ Nous avons consulté des remarques intéressantes dans les ouvrages généraux traitant de politique et d'élections, ainsi que sur les intéressants développements dans IBARRA CRESPO, *op.cit.* p. 44-47. A notre connaissance, la seule étude se concentrant uniquement sur ces élections apporte des éléments mais se focalise sur le Front qui appuyait Bustamante y Rivero dans le cadre géographique du Sud du pays : MEDINA BRIONES Rommel Gerardo, « Proyectos, ideas y discursos políticos en la campaña electoral de 1945 en el Sur Peruano: el caso del Frente Democrático Nacional », *Revista del Archivo General de la Nación*, n° 27, manuscrit de l'auteur transmis par le service d'archive. Pagination et date inconnue. Sur les élections en général au Pérou, voir ALJOVIN DE LOSADA Cristóbal et LÓPEZ Sinesio, *Historia de las elecciones en el Perú: estudios sobre el gobierno representativo*, Lima, IEP, 2005 ; SÁNCHEZ Martí et VALENZUELA Manuel (dir.), *Democracia, participación y representación electoral en el Perú. Textos para reflexionar el Estado en los siglos XX y XXI*, Lima, Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE), 2020.

¹⁵⁸ La seule biographie qui existe sur ce personnage ne présente pas d'auteur (sans doute était-ce son frère), mais elle est préfacée par l'historien reconnu Juan Mejía Baca. Elle se compose essentiellement de coupures de presse, de débats parlementaires et d'extraits d'autres ouvrages. Elle comporte très peu d'indications sur la période 1943-1945 qui est précisément ce qui nous intéresse, peut-être parce que le général s'y était confronté à une certaine « incompréhension », comme le souligne l'ouvrage. *Eloy G. Ureta: trayectoria de una vida*, Lima, Jurídica, 1973.

¹⁵⁹ L'hebdomadaire argentin *Cascabel* estime sous la plume de Federico More que « El General Ureta demostró que domina plenamente la concepción de la guerra moderna ». *Cascabel*, 2 août 1941, cité dans *Eloy G. Ureta: trayectoria...*, *op. cit.*

qui a forgé à Ureta la réputation d'un administrateur efficace,¹⁶⁰ il entame un triomphal retour vers la capitale, qui à certains égards rappelle le retour d'un général romain en route pour s'emparer de Rome. Après avoir été acclamé par les principales villes du Nord, où sa ville natale Chiclayo lui offrit quelques mois plus tard entre autres distinctions les clés de la ville, il était reçu à Lima avec tous les honneurs en novembre. À cette occasion, il est invité à participer à des célébrations aux côtés du Président, où Prado est présenté comme le cerveau de la victoire et Ureta son exécutant. Il est alors promu au grade de général de Division, ce qui est unanimement salué par la presse, et même est considéré tardif par *La Tribuna*. Il retourne dans le Nord en janvier.

En raison de cette réputation, le général eut très tôt des ambitions politiques, que les Observateurs militaires étrangers qui le rencontrent ne manquent pas de souligner.¹⁶¹ Certains milieux d'ailleurs lui faisaient des appels soutenus. *La Tribuna*, dès le début, rend des hommages très appuyés à Ureta, le désignant comme seul cerveau de la victoire, et semble appeler de ses vœux le général à la direction du pays. L'APRA a depuis juillet 1941 entretenu un lien ambigu avec le général. Celui-ci, originaire du Nord du pays, bastion de l'APRA, paraissait tout désigné au parti clandestin qui cherchait en ces années à recruter des officiers de l'armée afin de contourner la haine que lui vouait celle-ci en tant qu'institution.

Le bruit courait donc insidieusement à Lima que le général, une fois revenu, allait s'emparer du pouvoir par la force comme d'autres officiers l'avaient fait par le passé¹⁶². Mais le coup d'État ne se fit pas, soit qu'Ureta dédaignât la voie coercitive, soit que la propagande gouvernementale réussit à marginaliser sa figure auprès du rehaussement de celle du Président, ou encore du général Silva Santisteban, lui-même passé à général de division, pour faire pendant à la figure de Prado, crut savoir le plénipotentiaire français.¹⁶³ Le général Ureta, lui-même promu et placé au poste tout à fait central d'Inspecteur Général de l'armée, n'abandonna pas pour autant ses ambitions politiques. En 1944, il est désigné par la coalition de droite comme le candidat national, après que l'APRA lui eut infructueusement proposé d'être son candidat. Un curieux manège politique se met en place, comme souvent au Pérou. Le maréchal

¹⁶⁰ Un député affirme que « cuando tomó provincias y ciudades del enemigo, supo organizar inmediatamente en ellas el gobierno civil, en forma tan eficiente que por primera vez, los habitantes de esos pueblos se encontraron gozando los beneficios de la civilización que no conocían ». Cité dans *Eloy G. Ureta: trayectoria...*, *op. cit.* p. 101.

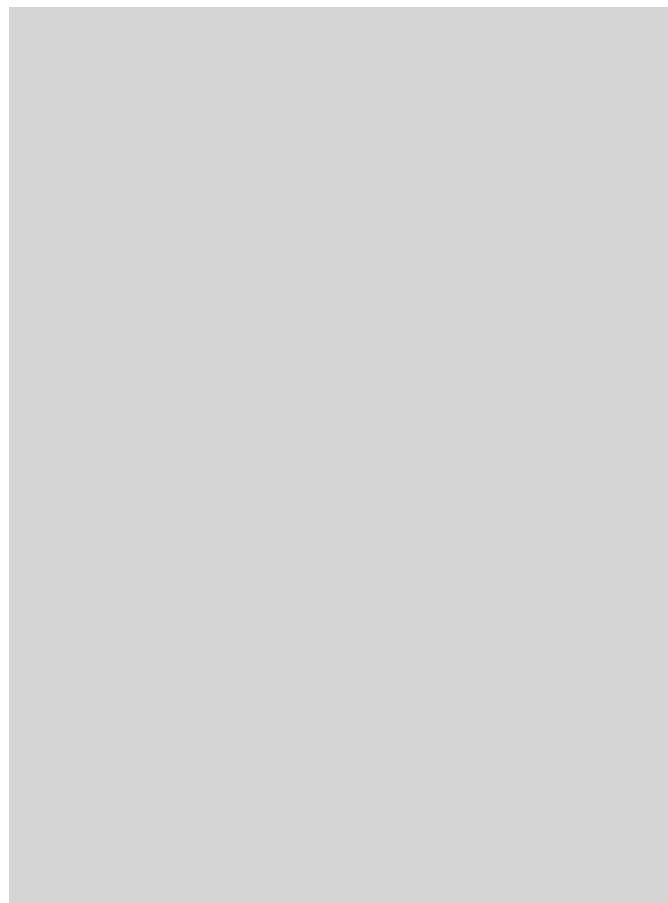
¹⁶¹ Direction des Limites, « Una conversación del Doctor Navarro con el señor Coronel Pate », 17 octobre 1941. AHMRE, T.5.3.1.7.

¹⁶² De nombreux témoignages l'attestent et présentent cette possibilité comme une « pression » exercée sur le général plus que comme une volonté propre.

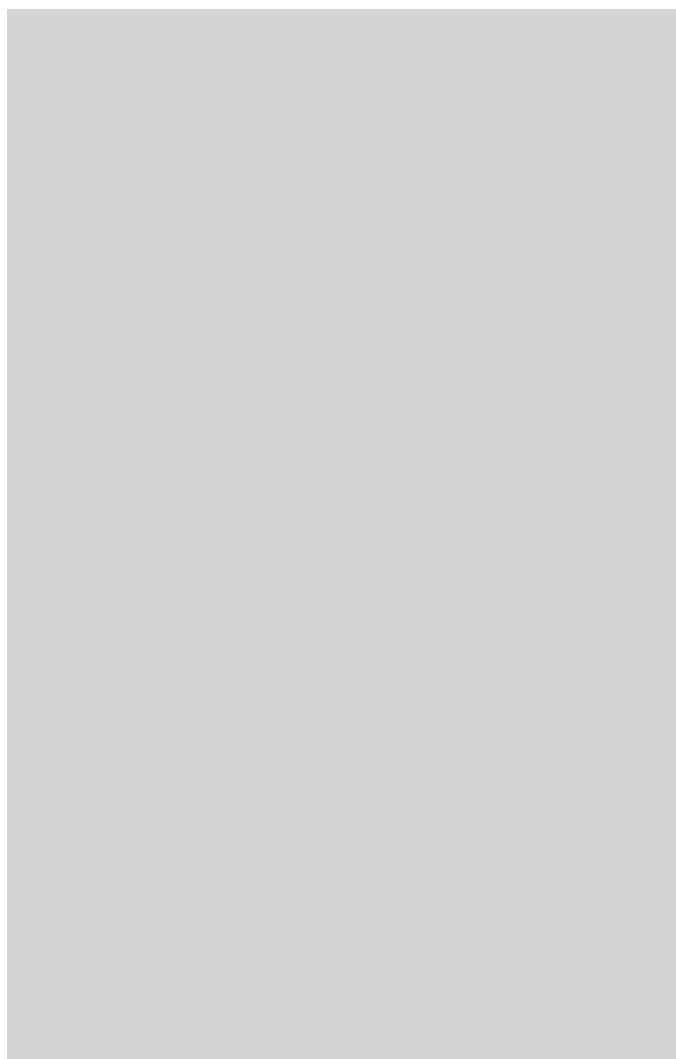
¹⁶³ Raymond Lavondès au ministre des Affaires étrangères, 29 décembre 1941, lettre n°288. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, D1321 « Poste Pérou Septembre – décembre 1941 » f.164.

Benavides, qui est rentré au pays et espérait sans doute se présenter, déclare dans un communiqué fracassant qu'il préfère une solution « civile » aux élections, c'est-à-dire qu'il appuyait le docteur et non le général. Sans doute tentait-il de regagner son ascendant sur l'armée, mais il décéda l'année suivante. Il entérinait par ailleurs la rupture avec la famille Prado qui appuyait Ureta, et qui avait figuré depuis très longtemps parmi les alliés politiques de Benavides.¹⁶⁴ Il se retrouva ainsi dans une coalition contre nature avec l'APRA qui lui vouait pourtant une haine mortelle. L'APRA continue en même temps de ménager Ureta, et semble plutôt attaquer ses soutiens que lui-même. D'ailleurs, lorsqu'il est fait maréchal l'année suivante, c'est sur proposition de députés apristes. Le général est porté par la structure partisane de l'Union Révolutionnaire, notamment par le parti légal et « démocratique », tandis que la mouvance réellement fasciste et clandestine semble s'éloigner de sa candidature, lorsque le général accusé de fascisme par ses adversaires, donne des gages de démocratie.

Figure 82 : Eloy Ureta, le candidat de l'unité nationale



¹⁶⁴ Les frères Prado et Óscar Benavides ont été les principaux acteurs du coup d'État contre le président Guillermo Billinghurst en 1914. PORTOCARRERO, *op. cit.*, p. 108 *sq.*



La couverture et le verso de la première page de la revue comportent des représentations complémentaires d'Eloy Ureta. Sur la couverture, c'est son aspect martial qui est représenté, en uniforme et paré du *bicolor* national. Le titre de la revue, *Maynas*, associe de plus le général aux intérêts amazoniens du Loreto. Sur le verso, il est représenté en civil, condition qu'il devait démontrer pour pouvoir légalement se présenter aux élections, et une carte nationale l'encadre. On remarquera que les frontières de cette carte correspondent bien plus aux aspirations maximales nationalistes qu'au traité de 1942, dont l'iconographie a pourtant été largement diffusée par le gouvernement alors en place. Mais il est bien le candidat de « l'Unité Nationale », capable donc de dépasser les clivages partisans, comme son action de 1941 le laisserait penser.

Source : BNP

La situation était donc relativement confuse, mais il y avait bien d'un côté le héros de la guerre de 1941 à l'ancrage régional au Nord, soutenu par les nationalistes, représentant les secteurs oligarchiques et des grands propriétaires, de l'autre un diplomate moins connu qui représente les secteurs moyens et populaires de la société, avec un ancrage régional au Sud du pays, mais aussi soutenu par le grand parti du Nord (l'APRA). Mais Ureta avait-il vraiment été choisi comme héros de guerre ? Bien sûr, il est souvent fait référence à sa personne comme « vainqueur de Zarumilla » ou « vainqueur du Nord » dans la presse qui le soutient. Il est aussi

le candidat des intérêts du Nororient, comme on peut le voir dans la couverture que lui consacre le périodique *Maynas*, qui choisit de le représenter en uniforme et paré des couleurs nationales (figure 82).¹⁶⁵ Le prestige du général et son association avec la victoire se mesurent aussi à la création d'une liste non autorisée intitulée « *Unión Nacional Zarumilla* » pour porter la candidature d'un député à Huari (les députés étaient élus en même temps que le président de la République).¹⁶⁶ Ses ennemis politiques tentent d'amoindrir ce prestige militaire en le désignant comme le « Napoléon de poche du continent » manipulé par l'oligarchie.¹⁶⁷

Mais le ralliement sur cette candidature nous paraît plus complexe. Le général n'apparaissait pas en uniforme mais en costume civil, puisque la constitution interdisait à un officier d'active de prendre part à la compétition des urnes. Dans les éloges qui lui sont dédiés, c'est au moins autant sa capacité organisatrice et son génie militaire qui sont mis en avant, que sa virginité en politique. Les assemblées de l'Union Révolutionnaire le soutiennent non seulement parce qu'il s'agit « d'une figure immaculée qui a donné à la Patrie des gloires que l'histoire écrira avec des lettres indélébiles » et parce que c'est un « homme sans tache, né des entrailles du peuple et disposé à faire pour son pays tout ce qui est possible dans la limite des possibilités nationales ». ¹⁶⁸ Avant de retirer son soutien, *La Prensa*, l'organe de droite, avait décidé « de soutenir la candidature du général Eloy G. Ureta à la présidence de la République parce que cet illustre citoyen représentait à nos yeux la solution unificatrice, en raison de son éloignement des clivages partisans et des haines et parce qu'en plus de coïncider avec nos convictions politiques, il apportait le prestige de sa capacité organisatrice qui est démontrée et de son austère et indiscutable honnêteté ». ¹⁶⁹ L'attrait pour Ureta tenait donc au fait qu'il était un héros autant qu'un novice en politique, ce qui permettait d'ailleurs de le démarquer fortement de maréchal Benavides, si compromis dans la politique.

Malgré ces beaux discours, Ureta est très largement battu dans les urnes. Il s'empressa d'aller saluer personnellement la victoire de l'adversaire, geste rare et présenté comme tel par les Péruviens qui virent dans cette attitude l'enracinement définitif de la démocratie. Il est distingué l'année suivante du titre de maréchal grâce à l'appui marqué des députés apristes (mais sans les votes communistes) et devint ambassadeur auprès de Franco de 1949 à 1955,

¹⁶⁵ *Maynas*, Año III, N°4 et 5, janvier et février 1945.

¹⁶⁶ « Correspondencia de Huari ». *El Urrista. Órgano del Partido Unión Revolucionaria*, 20 mai 1945, año III, n°59.

¹⁶⁷ MEDINA BRIONES, « Proyectos... », art.cit.

¹⁶⁸ « Asambleas Dominicales Urristas ». *El Urrista*, 20 mai 1945, año III, n°59.

¹⁶⁹ « De cuerpo entero ». *Acción*, 20 mai 1945, año III, n°59.

suisant ainsi les pas du Maréchal Benavides.¹⁷⁰ Comment expliquer alors sa large défaite en 1945 ? Elle correspond certainement à une vague démocratique qui entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide s'étendit sur le continent.¹⁷¹ Les fascismes et les dictatures étaient pour un temps disqualifiés. Il peut aussi s'agir d'un effet collatéral et paradoxal de la campagne de propagande qui avait contribué à effacer Ureta au profit de Prado. Mais nous considérons aussi que l'alliance contre nature entre deux ennemis d'hier, Benavides et l'APRA, derrière un candidat qui incarne la démocratie mesurée, est un effet de « l'esprit de 41 ». L'APRA avait gagné en respectabilité en se présentant comme plus nationaliste que la droite. L'éphémère union de tous avaient mené l'APRA et Benavides à prendre chacun de leur côté des positions similaires. Nul doute que cet esprit a contribué au rapprochement des anciens ennemis, et que l'élection de Bustamante y Rivero et l'entrée au parlement de députés apristes enfin légalisés concrétisent l'idéal de gouvernement concerté qui avait alors surgi.

Le mythe de la victoire n'était pas cependant intrinsèquement démocratique. Son utilisation dans les années qui suivent a été polymorphe. L'homme qui renverse Bustamante et installe une authentique dictature pendant huit ans (1948-1956) n'est autre que Manuel Odría, qui était justement chef d'état-major de la 1^{ère} Division pendant la guerre.¹⁷² Sa position centrale dans l'unité la plus impliquée dans la victoire lui a permis une ascension en grade rapide. Une fois au pouvoir, il place à des postes importants plusieurs officiers du Groupement du Nord et de la 1^{ère} Division. Après lui, Manuel Prado qui avait tant bénéficié de la propagande de la victoire mène son second mandat (1956-1962) avant d'être déposé par les militaires. En 1965, lorsque le maréchal Ureta décède, Manuel Odría qui n'est plus au pouvoir mais qui est encore actif politiquement, déclare au cours d'une réunion « qu'il faut savoir que j'ai conduit, planifié et exécuté la bataille de Zarumilla ». ¹⁷³ L'Union Nationale Odriiste (UNO) réclame alors le bâton de maréchal pour son chef. Une violente campagne de presse se déchaîna. Des hauts gradés contestèrent la centralité d'Odría dans les opérations de 1941. Attaqué, celui-ci décida de rendre publique ses archives personnelles qui attestaient selon lui de son rôle, mais il n'obtint pas le bâton espéré. Il y a donc eu une bataille pour s'approprier l'héritage de la victoire, qui a

¹⁷⁰ Sur les débats aux chambres relatifs à l'octroi de cette dignité, voir *Eloy G. Ureta, op. cit.* p. 95 sq.

¹⁷¹ DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, 7^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2011, p. 94.

¹⁷² Sur ce personnage, il reste encore à écrire une véritable biographie approfondie et critique, comme le déclarait récemment un historien péruvien. En attendant, on consultera avec profit GUERRA MARTINIÈRE Margarita, *Manuel A. Odría*, Lima, Editorial Brasa S.A. (coll. « Forjadores del Perú »), 1994.

¹⁷³ ARAUJO ARANA Humberto, *Antecedentes y choques fronterizos, ocupación y desocupación peruana de territorio ecuatoriano en 1941-1942*, Lima, Imprenta Litográfica del Perú S.A., t.III, 1969, p. 324. Les articles publiés à l'occasion ont été rassemblés dans cet ouvrage, p. 321-332.

pu agir dans des sens différents. Enfin, au-delà des trajectoires politiques personnelles, c'est l'armée elle-même qui sort renforcée avec cet événement. Elle a lavé l'affront de la Guerre du Pacifique et de l'incident de Leticia, et une grande partie de ses cadres a gagné en galons, en salaire et en respectabilité. Elle aurait eu plus de facilité à recruter après 1941, assure Monteza Tafur. Il faut peut-être voir dans cette crédibilisation de l'armée, dans cette nouvelle confiance en soi, les germes de l'intervention de l'armée à partir de 1968 qui autour de la figure du général Velasco Alvarado transforma profondément le pays par le biais assez original pour le continent d'une junte militaire progressiste.¹⁷⁴ Les forces armées s'étaient alors arrogées le rôle de réformateur d'une société bloquée plutôt que d'une force conservatrice.

Conclusion

L'enthousiasme pour la guerre a été réel. Il a cependant été partagé principalement par les secteurs urbains, toutes classes confondues. Rien d'étonnant à cela. Ce sont à la fois les plus exposés à la propagande civique, les plus intégrés à la politique et ceux qui ont laissé le plus de traces documentaires. Il est symptomatique que mises à part de rares exceptions, le mouvement des masses paysannes n'apparaît pas clairement en Équateur. Il s'agit peut-être d'un biais documentaire, mais c'est peut-être le signe d'une indifférence. Les populeuses communautés paysannes et indiennes du plateau des Andes étaient peut-être plus concentrées sur la question de la terre. Au Pérou, des éléments montrent au contraire que la cordillère a moins participé que la côte, mais plus que la cordillère équatorienne.¹⁷⁵ C'est peut-être le signe que la construction nationale péruvienne était en effet plus aboutie que celle de l'Équateur, comme le propose l'historien Hernán Ibarra Crespo.¹⁷⁶

Quelle que soit sa genèse, cet unanimité originel que nous avons qualifié « d'esprit de 41 » a été très tôt utilisé comme fenêtre d'opportunité par les partis pour réclamer des exigences qui faisaient depuis longtemps partie de leur programme. Les gouvernements oligarchiques ont

¹⁷⁴ Cette phase de l'histoire péruvienne qui est encore polémique a fait récemment l'objet de réévaluations scientifiques. Au sein de l'IFEA, nous avons participé en 2016 à l'élaboration d'un colloque international et à une grande exposition à la Bibliothèque Nationale intitulée « Revolución y Propaganda ». On en trouvera le programme et une synthèse ci-après : <https://www.institutdesameriques.fr/sites/default/files/programa-velasco-final.pdf> ; BORRAS Gérard, « Coloquio internacional Nuevas miradas sobre el régimen militar de Velasco Alvarado »: Lima, 14-16 de junio », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, août 2016, 45 (2), p. 359-360. Les travaux les plus récents sont AGUIRRE Carlos et DRINOT Paulo (dir.), *La revolución peculiar: Repensando el gobierno militar de Velasco*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos (IEP), 2018.

¹⁷⁵ C'est le lieu de formation d'une division (Huancayo). Des récits de vie indiquent que des familles populaires entières se sont engagées sous les drapeaux. Les soldats sont désignés en majorité comme des « provinciaux ». Ayacucho rend un hommage appuyé. Les indices sont nombreux.

¹⁷⁶ IBARRA CRESPO, *op.cit.*, p. 47-63.

répondu à la demande d'association au pouvoir par des concessions minimales, mais n'ont pas effectivement partagé le pouvoir. Malgré le délitement de leur popularité, les gouvernements ont réussi à se maintenir au pouvoir par l'usage de la force et par une rhétorique des symboles sans précédent. On peut alors interpréter la révolution de mai 1944 en Équateur et les élections démocratiques de 1945 au Pérou comme la concrétisation des aspirations de juillet 1941 à partager le pouvoir dans une situation de crise exceptionnelle.

En effet, la crise de 1941 a été pour les partis émergents qui représentaient les groupes intermédiaires — en premier lieu les socialistes équatoriens et les apristes péruviens — un outil de proclamation d'appartenance à la nation. En se présentant comme plus nationalistes que les nationalistes, ils justifiaient leur association à la décision politique et ont légitimé leur prise de pouvoir en 1944 et 1945. Bien sûr, cette éphémère démocratisation dans les deux pays correspond aussi à une vague continentale où la droite et le fascisme ont été profondément disqualifiés par le contexte mondial. Mais c'est bien « l'esprit de 41 » qui se concrétise alors dans l'association au pouvoir des différentes tendances politiques. La guerre a paradoxalement constitué un instrument à retardement de démocratisation.¹⁷⁷

¹⁷⁷ Ce qui présente donc un cas inverse du conflit du Chaco après lequel le militarisme s'installa durablement sous sa forme autoritaire au Paraguay et révolutionnaire en Bolivie. Le contexte de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans le cas péruano-équatorien nous paraît déterminant dans cette divergence.

Conclusion générale

L'objet de ce travail était d'articuler l'étude de la guerre de 1941 à celle de la construction des nations. Deux grands domaines de conclusions complémentaires s'imposent alors et reposent sur une même fondation. L'escalade militaire dont nous pouvons désormais entrevoir les ressorts et les limites, entretient en effet un lien indissoluble avec la construction systématique et bureaucratisée des identités nationales intégrant désormais pleinement les diverses frontières. Cette interdépendance du conflit et de la construction nationale est commune au Pérou et à l'Équateur. Alors que les commentateurs de cette guerre ont la plupart du temps cherché à mettre en relief ce qui distinguait Péruviens et Équatoriens, afin de comprendre les tenants de la défaite équatorienne et de la victoire péruvienne, il nous semble au contraire que la convergence entre les deux pays dépasse de beaucoup les différences. Certes, il y a bien des décalages. L'État équatorien n'a pas eu les moyens de ses ambitions. Il n'a pas réussi à s'armer, à militariser ses frontières et à se défendre avec autant de succès que l'État péruvien. Il y a bien eu un pays vaincu et un pays vainqueur. Mais à tout prendre, les différences sont plus quantitatives que qualitatives. Nous avons montré que les cercles péruviens et équatoriens partagent globalement le même idéal frontalier. Ils identifient les mêmes « problèmes » et échafaudent des « solutions » tout à fait similaires. Le Pérou a simplement bénéficié de plus de ressources et d'une configuration politique propice pour mettre en œuvre une partie de ce programme.

Un modèle d'escalade militaire

Si la similarité entre les démarches est si évidente, c'est d'abord parce que celles-ci se répondaient l'une l'autre dans un processus d'escalade diplomatique et militaire. La séquence qui serpente d'un conflit assoupi au tout début des années 1930, à la guerre et ses conséquences une douzaine d'années plus tard, nous permet ainsi d'esquisser les éléments d'un modèle d'escalade conflictuel. Puisque les protagonistes ont cherché à tirer des enseignements de la victoire et de la défaite, l'historien le peut aussi légitimement. De quoi est constituée cette escalade ? D'abord, il faut une étincelle. C'est le conflit de Leticia qui a joué ce rôle de traumatisme déclencheur et d'expérience préalable dans l'affaire, mais il faut aussi souligner la multiplicité des petits incidents frontaliers qui avivaient régulièrement la flamme de la discorde, risquant toujours de transposer le conflit du local à l'international. L'un d'eux fut effectivement la cause directe des opérations de juillet 1941. Ensuite, nous remarquons que le

processus d'escalade relève de la connexion entre différentes dimensions qui peuvent à première vue paraître autonomes. L'escalade militaire n'est pas uniquement militaire. Elle entretient des liens étroits avec les domaines diplomatiques, mais aussi politiques, culturels et économiques. Il faut que toutes ces dimensions soient sollicitées par le processus pour qu'il s'épanouisse véritablement, et donc qu'il existe une communication directe entre eux. C'est le cas dans les gouvernements du Pérou et de l'Équateur où le poids politique des militaires et la subordination (certes asymétrique) de la politique culturelle au pouvoir politique permettaient une telle confusion. L'escalade est par ailleurs un phénomène interactionniste. Il se déroule par réaction systématique aux actions de l'entité considérée comme ennemie, en exagérant cyniquement ou non ces agissements et en préconisant d'y répondre plus intensément. C'est donc une spirale inflationniste qui se met en place et qu'il est difficile d'arrêter. Une conséquence de cet interactionnisme réside dans le caractère involontaire du phénomène. Il ne procède pas d'un plan arrêté précisément avec des objectifs bien déterminés. On a vu que les plans de guerre, même les plans péruviens les plus aboutis, sont formulés tardivement suite à un processus décisionnel qui mettait en concurrence divers secteurs de pouvoir, mais qui à l'origine visaient surtout à répondre à ce que les Péruviens percevaient sincèrement comme des agressions équatoriennes à la frontière. L'État accompagne donc l'escalade plus qu'il ne la décide unilatéralement. Enfin, un des aspects les plus fondamentaux de l'escalade militaire entre le Pérou et l'Équateur dans les années 1930 tient au rapport qu'elle entretient avec la collecte et la production du renseignement. Une idée répandue veut que collecter plus et de meilleurs renseignements sur le terrain permettrait une meilleure décision et faciliterait tout processus de paix. Le cas péruano-équatorien offre un cas exactement inverse. Alors qu'avant les années 1930, les États se contentaient d'informations imprécises concernant l'extension exacte de leur souveraineté aux frontières, la nécessité qui les a menés à préciser ces positions au milieu de la décennie a inexorablement entraîné un renouveau des incidents frontaliers. La recherche de l'information a participé à l'escalade. C'est une situation certes particulière qui procédait d'un instrument juridique imparfait. L'acte de Lima définissait virtuellement des positions sans les nommer, ce qui laissa la porte ouverte à des interprétations divergentes irréconciliables. Un instrument juridique imparfait peut donc aussi participer à l'escalade. À tout prendre, mieux vaut l'absence totale d'instrument qu'un instrument défectueux qui légitime pour chaque acteur sa propre vision et rende les positions irréconciliables.

Le modèle d'escalade que nous permet de modéliser le cas péruano-équatorien comporte donc les éléments suivants : un déclencheur puissant ou récurrent, une interconnexion du domaine militaire avec les autres dimensions de l'État, une dynamique interactionniste et

involontaire, la recherche effrénée du renseignement pour affirmer une position ou réduire une incertitude, et un instrument juridique imparfait. Nous ne prétendons pas nécessairement en faire un modèle universel valable de tout temps, mais force est de constater que les échos des conflits frontaliers toujours en activité au début du XXI^e siècle se conforment en de nombreux points à ce type d'escalade.¹

L'uchronie au service de la compréhension du maintien de la paix

Si le conflit péruano-équatorien offre un modèle d'escalade, il offre pourtant à l'inverse un cas remarquable et mal compris jusqu'à aujourd'hui de maintien de la paix. En effet, nous avons mis en évidence le fait que la guerre de 1941 est une guerre « limitée », dans la mesure où elle s'est cantonnée à des points spécifiques du territoire, sans toucher directement une grande partie des populations, alors que le monde semblait au même moment dans la conflagration généralisée. C'est d'ailleurs ce caractère limité qui a contribué à invisibiliser ce « petit » conflit dans le récit global du XX^e siècle et plus particulièrement de la Seconde Guerre mondiale. Or, l'analyse attentive des potentiels moments qui auraient pu faire basculer le conflit dans un affrontement de grande ampleur aux conséquences bien plus profondes, peut confirmer que ce caractère limité n'a tenu qu'à peu de choses. Il nous paraît donc pertinent d'identifier les facteurs qui ont effectivement limité le conflit, au moyen d'une démarche préalable originale.

Pour ce faire, nous proposons en effet de recourir à la démarche uchronique. Ce procédé encore hétérodoxe dans la recherche historique se propose de penser l'événement en interrogeant « ce qui aurait pu se passer ».² A partir d'une base documentaire solide, il permet

¹ Un exemple parmi d'autres : « Vingt soldats indiens tués dans un affrontement avec la Chine dans l'Himalaya », *Le Monde*, 16 juin 2020.

² Sur l'uchronie en général, on pourra consulter HENRIET Éric B., *L'Uchronie*, Klincksieck, 2009. Le terme a été forgé par Charles Renouvier au XIX^e siècle et désigne étymologiquement un non temps (u – chronos), qui n'a donc pas existé. On parle aussi d'histoire contrefactuelle. Le genre a été approfondi dans la littérature avec des classiques comme *Le Maître du Haut-Château* (J'ai lu, 1960) de Philip K. Dick qui imagine les États-Unis vaincus et occupés par les Allemands et les Japonais à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, ou illustré plus récemment par Laurent Binet dans *Civilizations* (Grasset, 2019) qui dépeint avec moins de vraisemblance une Europe conquise par Atahualpa. Le procédé a été moins utilisé en histoire, dans la mesure où la science universitaire s'appuie précisément sur des faits et demeure réticente à ce qui est négativement taxé « d'histoire-fiction ». Toute démarche ethnographique d'historien repose pourtant sur une part indéniable d'imagination pour combler les interstices des absences documentaires et pour comprendre la vision des acteurs. Une utilisation raisonnée de l'uchronie est à notre sens possible avec des conditions. Elle exige la constitution préalable d'une solide base documentaire pour atteindre un minimum quantitatif qui rende vraisemblables les dynamiques envisagées. Il faut en outre considérer l'uchronie comme un simple exercice intellectuel plutôt que comme une vérité établie et donc une manière d'assigner des responsabilités aux individus qui se seraient alors rendus coupables d'avoir agi de telle ou telle manière. Il faut enfin que la démarche uchronique demeure parcimonieuse et minoritaire dans le discours général qui doit d'abord s'appuyer sur des faits.

d’imaginer la suite logique d’une séquence en modifiant un paramètre de départ puis en extrapolant. Le procédé a surtout été utilisé dans la fiction mais c’est un procédé heuristique qui peut s’avérer utile pour reconstituer l’éventail des possibles et restituer les choix décisifs qui ont effectivement été pris. Il permet ce faisant de dépasser l’histoire téléologique comme simple discours de « ce qui s’est passé ». Un recueil de contributions uchroniques a d’ailleurs été produit par des historiens pérouanistes tout à fait sérieux qui imaginent alors la révolte de Tupac Amaru II victorieuse, José de San Martín imposer une monarchie constitutionnelle, Víctor Raúl Haya de la Torre ou Mario Vargas Llosa remporter les élections présidentielles.³ Dans le cas de la guerre de 1941, l’uchronie peut nous permettre de circonscrire les éléments qui ont limité le déclenchement puis l’emballement du conflit, en analysant les moments où la situation aurait pu mener à l’embrasement généralisé qui n’a justement pas eu lieu.

Dans le cadre du conflit péruano-équatorien, à quel moment précis la situation aurait-elle pu dégénérer en guerre généralisée ? Il y a d’abord 1933, lorsqu’une partie de l’opinion équatorienne réclamait l’intervention auprès de la Colombie contre le voisin péruvien. 1936 est ensuite le moment le plus fragile mais aussi le plus obscur de la séquence. Nous avons mis en évidence en divers points du travail qu’une partie de la chancellerie équatorienne s’est alors convaincue de la décision du gouvernement péruvien d’attaquer sous peu l’Équateur, avec l’aide hypothétique du Japon qui y gagnerait peut-être l’archipel des Galápagos. Les élections péruviennes menaçaient en effet le pays de guerre civile, et le général Benavides pouvait y trouver la tentation de dévier les problèmes internes vers une guerre extérieure. L’hypothèse n’est pas tout à fait invraisemblable et le gouvernement du dictateur Federico Páez aurait logiquement pu engager la bataille pour affermir son assise.

Il faudrait ensuite considérer la multitude d’accrochages frontaliers qui menaçaient tous de dégénérer. Le truchement de la déformation médiatique, l’ardeur nationaliste, les malentendus géographiques constituaient un cocktail récurrent. L’incident du Santiago en juillet 1936, celui du Napo en 1938, celui d’Aguas Verdes en juillet 1939, ceux du Nangaritza à la fin de 1940, auraient tous pu aboutir à un affrontement armé de gravité. Il a manqué à chaque fois comme en 1933 et en 1936 un contexte politique et militaire favorable. Les états-majors ne se sentaient pas prêts, quand bien même les officiers sur le terrain réclamaient des troupes et des mesures de rétorsion. Le sang-froid des diplomates a eu raison le plus souvent de l’escalade, et bien souvent ceux-ci ont préféré maintenir le litige au niveau diplomatique. Cette attitude peut

³ DARGENT Eduardo et RAGAS José (dir.), *Contra-historia del Perú: ensayos de historia política peruana*, Lima, Mitin, 2015.

relever d'un certain savoir-faire professionnel, mais il est possible qu'elle procède également d'un réflexe de classe. Les diplomates se connaissaient intimement et s'appréciaient. Ils étaient pour certains de vieux amis, et beaucoup étaient issus des cercles de notabilité internationaux. Les officiers subalternes perturbateurs de la frontière appartenaient quant à eux aux classes moyennes et populaires qui ne partageaient pas la culture cosmopolite des élégants diplomates de salon. Ces derniers pouvaient donc rester disposés à écouter les arguments étrangers dans la mesure où ils étaient portés par un semblable de classe. À la longue, cette solidarité de classe qui n'est pas exclusive de notre cas s'est cependant effritée car les diplomates sont apparus à leur homologues de plus en plus comme les simples marionnettes des états-majors. Dans le cas des nombreux incidents frontaliers, le dispositif diplomatique qui permettait une certaine solidarité de classe s'ajoutait donc au contexte politique et militaire pour maintenir la paix.

Il reste qu'un incident de la sorte a effectivement servi de *casus belli* en juillet 1941, un incident banal mêlant cultivateurs de tabac et autorités locales de l'armée et de la police. Les Péruviens mirent en œuvre leur plan préétabli et ripostèrent fortement à l'attaque coordonnée qu'ils croyaient subir. Les deux pays concentrèrent des troupes aux frontières et le pouvoir politique péruvien concéda avec réserves l'autorisation d'attaquer, une autorisation que l'état-major local interpréta en sa faveur pour s'emparer d'une province entière. L'événement est traumatique pour ses témoins directs, mais il ne débouche pas sur une grande guerre nationale, qui aurait mobilisé toutes les forces des deux pays, en termes de population, de ressources économiques et symboliques. La possibilité était pourtant réelle. Le plan péruvien prévoyait une éventuelle « guerre nationale » dont les contours restaient encore flous, en cas de contre-attaque vigoureuse des forces équatoriennes. Celle-ci aurait pu venir de la mobilisation de quatre classes réunissant théoriquement plusieurs dizaines de milliers de combattants par le président de la République équatorienne, une décision qui a été annulée comme condition préalable au cessez-le-feu. À ce moment précis, les forces équatoriennes de la frontière vivaient une authentique débâcle mais la plus grande partie du pays n'était ni occupée ni mobilisée militairement. Les Péruviens s'étaient certes spectaculairement emparés de la région de El Oro, mais ils piétinaient désormais au pied de la cordillère dont le franchissement était une autre affaire que les marécages de Zarumilla et la petite plaine de El Oro. Leur armée était certes supérieure en nombre et en organisation, mais elle n'était toujours pas aussi étoffée que les plans le prévoyaient, et la progression en territoire équatorien avait laissé des morts et obligerait bientôt l'armée à déployer une activité intense pour des tâches insoupçonnées jusque-là d'organisation de la province occupée. D'ailleurs la province n'était pas encore occupée quand le décret a été dérogé. Le gouvernement équatorien aurait pu, à ce moment, décider de la

mobilisation générale ou porter un message qui inviterait les Équatoriens à continuer la lutte sous les formes possibles. Il ne l'a pas fait. Par la suite encore, la situation aurait pu en divers moments s'orienter à nouveau vers l'affrontement. Au milieu du mois de septembre, les deux incidents sérieux de Porotillo et Panupali poussèrent le général Ureta à demander des rétorsions et à envisager de reprendre la conquête. C'est son gouvernement qui l'en dissuada.

À titre purement spéculatif pour comprendre la portée du maintien de la paix, il est possible d'imaginer ce qui aurait pu se passer si les deux pays avaient tacitement décidé de jeter toutes leurs forces dans la bataille. Les armées péruviennes se seraient sans doute orientées vers Guayaquil, comme elles menaçaient de le faire et l'envisageaient sérieusement, aidées par leur domination des mers. Les Péruviens auraient sans doute invité les citoyens à livrer leur ville plutôt que d'y livrer combat, comme le suggèrent les tracts effectivement largués par avion qui appelaient à la désobéissance. Soit la ville aurait résisté, armée de quelques canons antiaériens et de bataillons dégarnis. Dans ce cas, la ville aurait souffert et le nombre de victimes aurait été très élevé. Soit la ville se rendait facilement, ce qui ne pouvait qu'attiser les forces centripètes de l'Équateur une fois de plus partagé entre Quito et Guayaquil. D'autant que l'armée de terre péruvienne aurait sans doute progressé vers Cuenca et Loja, pour faire sauter ce maillon de la cordillère. Cuenca, où les troupes équatoriennes défaites s'étaient rassemblées et où pouvaient arriver des renforts de Quito, pouvait résister avec héroïsme. La progression des troupes péruviennes dans le couloir andin aurait peut-être favorisé les actions nocturnes de harcèlement comme l'en appelait de ses vœux le haut commandement plus tôt sur le Zarumilla. En Amazonie, la situation aurait été encore plus confuse. Les Péruviens auraient facilement remonté les fleuves sur toute leur navigabilité, c'est d'ailleurs ce qu'ils ont quasiment fait, mais en continuant, ils se seraient alors heurtés à des noyaux de population capables de résister. Les amérindiens auraient sans doute fui plutôt que d'appuyer l'un ou l'autre camp. Les distances temps des immensités orientales auraient créé une situation proche de celle de Leticia ou du Chaco, avec des coups et des contrecoups à plusieurs mois de distance, sans que les capitales n'aient toujours la main sur un processus qu'elles ne maîtriseraient qu'en partie. À partir de cette triple situation sur la côte, dans la montagne et en forêt, tout aurait pu arriver, car si l'on peut déduire avec quelque vraisemblance la situation immédiate, la force de l'événement est précisément de créer les conditions de brusques changements de direction.⁴ Mais il est probable que les deux pays auraient été touchés dans leur chair, le Pérou en épuisant ses ressources, l'Équateur en connaissant les combats sur son sol. Le bilan des morts, des blessés et des

⁴ FURET François, *Penser la Révolution française*, Gallimard (coll. « folio histoire »), 1985 (1973).

traumatisés aurait été bien plus important.

Bien sûr, tout ceci se déroulerait dans un cadre strictement national. Nous n'avons pas encore fait intervenir la variable internationale. Or, en juillet 1941, le monde était déjà dans le gouffre. L'Europe était à feu et à sang. Les Allemands s'emparaient de Riga et de Smolensk et progressaient rapidement dans la bataille de géants contre l'URSS. La France de Vichy, défaite et occupée, s'entendait avec les Japonais sur la question de l'Indochine où les troupes nippones s'étaient installées l'année précédente. Les Japonais se sentaient de plus en plus ostracisés par les États-Unis et les Britanniques. En septembre 1941, ils décidaient d'une guerre contre les États-Unis. Quel rôle aurait joué un conflit andin de grande ampleur dans ce jeu compliqué et anxiogène de la fin de l'année 1941 ? Nous touchons là au domaine de la pure prospective, mais l'on pourrait imaginer plusieurs cas de figure. Les États-Unis auraient pu intervenir militairement pour sauvegarder l'unité continentale qu'ils cherchaient tant à construire. Le Japon aurait pu voir dans cette guerre une faiblesse et hâter ses préparatifs d'attaque contre les États-Unis. Les groupuscules fascistes des pays voisins, du Chili, d'Argentine ou du Brésil par exemple, auraient pu être encouragés par une habile propagande en provenance de Berlin à renverser leurs gouvernements dans un climat continental chaotique. Tout ceci n'est que fiction déductive, mais cela permet de souligner le fait que la petite guerre de 1941 aurait pu se devenir un affrontement d'ampleur et éventuellement transformer le continent américain en un théâtre supplémentaire de la Guerre mondiale. La démarche nous permet en outre d'identifier les éléments qui ont maintenu les actions de 1941 dans des proportions restreintes.

Les facteurs limitant du conflit

Les facteurs qui ont permis de maintenir le conflit dans des dimensions réduites sont de divers ordres, mais ils résultent en dernière analyse d'une sensibilité partagée pour la paix. Il y a d'abord un facteur conjoncturel. Le rythme des opérations armées, à la fois court et saccadé, n'a pas permis aux Équatoriens d'établir une riposte cohérente. L'absence d'allié déclarait interdisait de plus aux Équatoriens de continuer la lutte depuis l'étranger, comme avait pu le faire un Charles de Gaulle depuis Londres. Les facteurs les plus décisifs nous paraissent cependant structurels. L'élément le plus déterminant réside sans aucun doute dans le système international. Certes, il n'a pas su empêcher l'engagement des combats, alors même qu'il a fallu deux semaines pour que se mettent en place les armées. Certes, les forums établis comme l'Union panaméricaine ou la SDN, n'ont pas pu ou pas su se saisir de la question. Certes, le

petit groupe de pays qui s'est interposé en médiateur était divisé et d'une efficacité relative. Mais ce système bancal a réussi malgré tout à contenir le conflit, en permettant aux deux adversaires de continuer à discuter sur un terrain neutre, en proposant des mesures concrètes de désescalade et surtout, en accompagnant la mise en place de ces mesures par l'envoi de techniciens et par la pérennisation du statut de médiateur aux lourdes conséquences. L'implication personnelle de Welles et Aranha, les véritables artisans des stratégies internationales des États-Unis et du Brésil, l'envoi sur le terrain d'observateurs militaires puis de conseillers techniques à la démarcation, sans compter les experts de la reconstruction de El Oro, ont ce faisant assuré une présence constante de « l'opinion publique internationale » qui exerça une pression morale décisive. Il faut aussi rappeler que ce programme a été mis en place malgré les divisions politiques entre les médiateurs qui ont su travailler malgré elles, et grâce à la manne financière de Washington. Les États-Unis ont en effet promis des récompenses économiques et financières non négligeables pour les deux pays. Ces mesures entraient pour la plupart dans leur plan pour consolider l'hémisphère et concordaient donc avec leurs intérêts, mais certaines relevaient visiblement de la satisfaction purement morale. Le système international a donc malgré toutes ses failles appris des conflits précédents et joué un rôle décisif.

Le rôle du système international doit cependant être nuancé dans la mesure où il ne pouvait qu'exercer une pression morale libre de toute contrainte véritable. Les médiateurs pouvaient exhiber des récompenses mais ne pouvaient pas sanctionner. Aucune puissance n'envoie d'armée s'interposer, personne ne profère d'ultimatum, sauf lorsque le Brésil et les États-Unis décident qu'il faut aller à l'accord final à Rio et qu'ils menacent Quito de l'abandonner aux Péruviens qui occupent le Sud du pays. Les mesures économiques autres que le retardement de l'application du prêt-bail n'ont pas été mises en place. La plupart du temps, ce n'est que sur la bonne volonté des deux belligérants que pouvaient compter les membres de la médiation. Cela signifie qu'en dernier ressort, ce sont bien les Péruviens et les Équatoriens qui ont décidé chacun de leur côté de ne pas mener une grande guerre. Le gouvernement péruvien a essayé de contrôler les velléités bellicistes de son armée en s'arrogeant la décision finale dans le déclenchement des opérations, et ordonné ensuite aux troupes victorieuses de s'arrêter. Le gouvernement équatorien n'a pas déclaré l'état de guerre alors qu'il pouvait légitimement se sentir attaqué. Ces décisions relèvent à notre sens d'un état d'esprit diffus qu'il faut mettre sur le compte de l'intériorisation profonde des grands principes du panaméricanisme. Qu'encouraient ces pays à lancer une grande guerre ? D'être considérés comme des marginaux sur la scène internationale, ne plus participer aux conférences panaméricaines ? C'était bien

peu d'un point de vue matériel. D'aucuns auraient même pu en profiter pour asseoir une position jugée trop fragile. Les diplomates et les politiciens partageaient au contraire un idéal de paix et de fraternité continentale, un idéal que les Équatoriens souhaitaient instrumentaliser et dont les Péruviens critiquaient l'hypocrisie, mais un idéal commun tout de même, qui plaçait la résolution pacifique des conflits territoriaux au-dessus de la conquête et obligeait à des concessions, même en position de force. Même les chefs militaires semblent communier partiellement dans cet idéal. Ils sont certes moins conciliants que les diplomates, mais l'attitude de l'état-major péruvien qui ne tarit pas d'éloge sur sa gestion humanitaire des prisonniers et sa tâche civilisationnelle ou l'inconcevabilité d'un état de guerre qui s'empare de l'état-major équatorien, pourraient être les signes d'une intériorisation profonde de la supériorité de la paix sur la guerre et de la légitimité du projet de solidarité panaméricaine. Dans cette perspective, la guerre n'est qu'un moyen transitoire pour obtenir ce qui est dû à la nation. Il n'y a pas de mystique de la guerre, de l'attaque, de la destruction. L'hypothèse mériterait plus d'approfondissements mais la vue d'ensemble indique que la fraternité latinoaméricaine, qui peut passer pour une rhétorique creuse dans les grandes assemblées diplomatiques et qui peine effectivement à s'institutionnaliser dans des cadres solides et contraignants, a eu de véritables effets.

Identité nationale, nationalisation et mystique de la frontière

L'autre grand enseignement que l'on peut tirer de ce travail tient à la construction de l'identité nationale et de l'État – ce que nous avons appelé le processus de nationalisation – dont la dynamique entretient un lien indissoluble avec l'escalade militaire. La guerre et ses conséquences n'ont pas engendré de déplacements massifs de population par-delà les frontières comme les millions d'Européens à la même époque, mais l'impact a été très profond sur leur identité. Il a été établi depuis longtemps que cette guerre a constitué un traumatisme identitaire pour l'Équateur. Nous concluons que non seulement ce traumatisme a été construit (et donc qu'il aurait pu être différent), mais encore qu'il cache un autre processus identitaire qui a touché en premier lieu les populations frontalières et la définition de l'identité nationale des Péruviens et des Équatoriens. Il y a deux versants dans ce processus, des États nationalisateurs d'un côté et l'apprentissage de la nationalité de l'autre.

Autour de la guerre de 1941, les États péruvien et équatorien se veulent nationalisateurs, c'est-à-dire qu'ils considèrent comme leur priorité le parachèvement de la communauté nationale en définissant des frontières précises et en y réduisant les équivoques territoriales et

identitaires. Il faut insister sur ce point car c'est un phénomène nouveau et global. Le phénomène a débuté au moins dans les années 1920 dans la région, alors qu'Augusto Leguía cherchait à moderniser le pays en résolvant ses conflits territoriaux, ou lorsque le Chaco était l'objet d'intenses convoitises comme prélude à la guerre. Les États s'étaient jusque-là accommodés de frontières floues. L'indéfinition pouvait provoquer des conflits mais n'était pas considérée comme bloquant la marche normale de l'État. Cet état de fait est devenu progressivement insupportable à des États qui percevaient désormais la définition des frontières comme l'accomplissement de la modernité. Il faut souligner en effet que cette mystique de la frontiérisation est un consensus régional. Les diplomates, politiques et militaires aux commandes se convinquirent qu'il fallait désormais des frontières stables. Le conflit provenait du fait qu'ils n'avaient pas la même définition de la ligne séparatrice, mais ils partageaient néanmoins un même idéal. Il fallait désormais « avoir une peau », comme l'avait suggéré le chancelier Aranha au chancelier Tobar Donoso. Ce consensus est frappant et ses causes dépassent le cadre de cette thèse. Il peut être tout à la fois le produit du système international, des évolutions économiques, de mutations culturelles, mais il nous semble qu'il s'appuie avant tout sur des moyens nouveaux constitués de l'extension des administrations spécifiques et par certaines techniques en développement comme l'aviation, la photographie, la statistique ou encore les médias de masse. L'État a sérieusement considéré cette nationalisation parce qu'il le pouvait, tout simplement.

Une bureaucratie frontalière dominée temporairement par les armées

C'est donc un idéal très concret qui est porté par un appareil administratif spécifique à la frontière. Le développement d'une bureaucratie et de savoirs spécifiques a occupé les États qui ne sont pas des entités homogènes mais se composent de cercles et d'administrations diverses aux cultures et aux objectifs distincts. Les diplomates et les services de la chancellerie, les experts cartographes de bibliothèque ou de terrain, les officiers subalternes de garnisons qui se proclament spécialistes de la frontière, les services de propagande qui diffusent une certaine idée de la nation territorialisée, les experts internationaux, malgré leurs divergences sociales, nationales et culturelles, participent tous à l'approfondissement des savoirs frontaliers et au parachèvement de la nationalité. Au sein de ces « experts » en construction, il faut souligner la place tout à fait centrale des armées.

Nous avons considéré les armées comme une bureaucratie d'État. Le cas péruano-équatorien nous offre un observatoire concret et particulier du développement de ses pratiques dans leur

version frontalière. Cela permet de préciser encore un peu la spécificité de cette branche de l'État par rapport à d'autres. Dans les régions frontalières, la spécificité de l'armée n'est pas de faire la guerre, sauf épisodiquement. On a vu que la préparation des armées dans les deux pays relève autant sinon plus du projet de construction nationale que de celui d'aller effectivement porter les armes contre les voisins. L'armée s'arroge au contraire un rôle fondamental plutôt dans la paix que dans la guerre. Dans cette perspective, l'armée se présente comme le vicaire de l'État, son bras armé, son représentant légitime. Cette bureaucratie frontalière se distingue donc de la bureaucratie diplomatique qui a besoin de l'armée pour agir sur le terrain. C'est une bureaucratie éminemment *pratique*, contrairement à une bureaucratie de pouvoir comme la chancellerie. Cette bureaucratie pratique tend alors à dominer les territoires frontaliers à la faveur d'une conjoncture belliciste qui lui est favorable entre les années 1930 et 1950. Elle est le principal vecteur de nationalisation sur la période considérée, mais il faut remarquer que cette domination n'est pas gravée dans le marbre. La deuxième moitié du XX^e siècle voit par exemple le regain des missions religieuses, des intérêts extractivistes ou plus récemment des organisations non gouvernementales de défense de l'environnement exercer une concurrence sur des armées qui sont encore bien présentes dans ces régions mais qui sont loin d'être les seules.

L'obsession des identités, la fabrique des citoyens

Les bureaucraties frontalières et notamment militaires se saisissent donc de la question frontalière, mais elles s'en saisissent de manière originale en insistant sur les habitants comme levier de nationalisation des territoires. Il ne s'agit pas d'intégrer simplement un espace en définissant ses frontières et en gardant les limites, ou en construisant des routes qui y mènent. Il s'agit avant tout de faire des populations les meilleures gardiennes des frontières nationales. Cette insistance sur la nationalisation des habitants s'inscrit alors dans la construction générale des États modernes qui entendent de plus en plus contrôler les citoyens et leurs corps à la manière du biopouvoir foucauldien.⁵ Il n'est pas surprenant que la guerre de 1941 coïncide par exemple au Pérou avec le projet du grand recensement national entrepris avec des méthodes scientifiques dans un esprit de modernisation.

Nous avons ainsi mis en évidence des orientations de contrôle de ces populations qui ont effectivement abouti à des conséquences fondamentales pour celles-ci. Elles ont été *comptées*,

⁵ GENEL Katia, « Le biopouvoir chez Foucault et Agamben », *Methodos. Savoirs et textes*, 2 mai 2004, n° 4. <http://journals.openedition.org/methodos/131>.

pour savoir qui elles étaient, où elles étaient et combien elles étaient. Elles ont été *séparées*, par une politique d'induration et de fermeture de la frontière là où les liens transnationaux étaient auparavant dominants ; elles ont été *différenciées* par des bureaucraties avides de reconnaître les « vrais » nationaux en lieu et place des familles binationales ; elles ont été *homogénéisées* en nouant des liens entre elles et l'État pour les intégrer pleinement à la communauté nationale. Recensement, séparation, différenciation, homogénéisation, nous semblent les phénomènes qui s'appliquent avec le plus d'insistance aux habitants frontaliers et qui aboutissent effectivement à créer deux entités distinctes à la fin des années 1940 : les Équatoriens et les Péruviens. C'est donc un processus de construction de la nation qui réduit l'équivoque pour rendre la situation plus simple et plus lisible.

Il faut ajouter que les contours de ces deux communautés nationales n'étaient pas définis à l'avance. Les États croient définir les « vraies frontières » en y rattachant les « vrais habitants ». En réalité, c'est une fabrication contingente à laquelle ils se livrent. Le cas de la province de El Oro est d'ailleurs frappant à ce point de vue. Les Péruviens n'avaient pas le projet initial de rattacher ce territoire au Pérou. La longévité de l'occupation a pourtant provoqué la tentation d'y installer une bureaucratie d'État. À terme, sans l'accord définitif de Rio, il n'est pas impossible que la région aurait été indéfiniment conservée et péruanisée comme les Chiliens avaient chilénisé Arica.

C'est enfin un processus qui s'applique à tous les habitants de la frontière en s'adaptant aux particularités de ceux-ci. Nous avons montré que la bureaucratie frontalière applique ses projets de nationalisation autant aux populations blanches et métis de la côte et des montagnes qu'aux populations amérindiennes d'Amazonie. En réalité, l'action sur ces populations apparemment si différentes représente les deux faces d'un même processus. Dans l'occident, il s'agit de nationaliser des binationaux en les rattachant exclusivement à l'une ou l'autre des deux nations. Dans l'orient, il s'agit d'abord d'intégrer les indiens anationaux aux structures modernes de l'État pour ensuite les rattacher à une communauté nationale en particulier.

L'intégration des frontières orientales et occidentales au récit national

Cette dernière remarque nous invite à développer la comparaison entre les deux fronts, occidentaux et orientaux. En effet, alors que l'on pourrait avoir la tentation de considérer l'Amazonie comme un territoire spécifique et radicalement autre en comparaison des territoires occidentaux, en raison de la construction précoce d'un imaginaire exotique qui s'y rattache, de l'immensité des distances, de son couvert forestier et de sa mosaïque de peuples aux coutumes

et langages distincts, nous avons au contraire mis en relief la similarité avec laquelle les États péruvien et équatorien considèrent et traitent les deux régions. Ils y développent les mêmes projets de nationalisation des habitants, de colonisation agro-militaire, de construction de routes, pour intégrer des territoires considérés comme archaïques et hostiles à l'homme. Dans le secteur occidental, ce discours s'applique sur une mince bande de terres marécageuses, un espace limité en comparaison de l'Amazonie, mais là encore la différence est plus quantitative que qualitative. Cela pose question car la région occidentale est plus peuplée, beaucoup plus traversée et mieux connue que l'Amazonie, et ce au moins depuis les temps de la colonie. Comment expliquer cette absence de spécificité amazonienne ? Faut-il en déduire que les orientes sont déjà des régions comme les autres ? Nous en déduirions plutôt que la frontière occidentale est pensée comme une Amazonie à échelle réduite. La spécificité stratégique des *Orientes* n'est d'ailleurs pas effacée par le processus, dans la mesure où il y a bien la construction d'une doctrine militaire spécifique à l'Amazonie. Il y a une spécificité de l'Amazonie qui tend cependant à disparaître dans la mesure où les deux États nationalisent ces territoires et populations et que les identités nationales s'orientalisent en retour. La fin des années 1940 marque à ce titre l'entrée dans une nouvelle relation des orientes avec les deux nations, celle de l'exploitation plus systématique d'une région pleinement reconnue comme partie intégrante de la nation. Les Péruviens parachèvent le processus dès les années 1940, tandis que les Équatoriens usent du choc de la défaite pour appliquer enfin les anciens projets, mais globalement la décennie des années 1940 constitue un tournant.

Nous avons par ailleurs soutenu que la redéfinition des éléments qui intègrent la communauté nationale ne peut se comprendre que dans une dynamique interactionniste qui rend difficile la compréhension séparée des imaginaires péruviens et équatoriens. Dans la séquence des années 1930 et 1940, ils se construisent par réaction l'un à l'autre par un jeu de symétrie inversée. Comme l'escalade militaire, c'est un processus largement involontaire qui résulte d'une multitude d'initiatives qui ne sont pas décidées unanimement par une source unique. C'est un point méthodologique qui mériterait peut-être d'être envisagé au moment d'étudier plus systématiquement la création des nations.

L'apprentissage de la nation

Enfin, la construction de l'identité nationale doit être considérée comme la résultante d'une identité imposée par les bureaucraties d'État, mais aussi comme une identité acceptée et intériorisée par les groupes et les individus. La période des années 1930 et 1940 constitue à ce

titre un formidable apprentissage de la nationalité par des populations qui vivaient encore comme des transnationaux, binationaux ou anationaux.

Il y avait injonction venue d'en haut, mais ces habitants l'ont saisi et en ont fait une opportunité. Les populations de El Oro et de Tumbes revendiquent elles-mêmes le rejet de plus en plus accusé du voisin, en se proclamant « véritables » nationaux. « Nous nous sentons plus Équatoriens que jamais », clame une autorité locale équatorienne pendant la guerre. En Amazonie, les indiens et commerçants qui ont coopéré avec l'armée y gagnaient une consolidation de leur position dans la vie locale. Ainsi, les populations frontalières ont embrassé le projet national en choisissant un camp, une nation plutôt qu'une autre. La force du processus de nationalisation ne se comprend que par la conjonction de l'imposition identitaire d'en haut avec l'acceptation de celle-ci par le bas.

Dès lors, cette étape des années 1930 et 1940 couronne dans les Andes le processus séculaire de construction des nations qui arrive finalement à maturité. Projet sans cesse repoussé depuis les indépendances et visibilisé par les échecs, l'identité nationale surclasse finalement – et malgré les variations et les exceptions – les identités de classe, de parti, ethnique, géographique et même de genre des Péruviens et Équatoriens. Au message de paix post-conflit d'une féministe péruvienne pour « promouvoir la compréhension mutuelle » avec « nos sœurs de l'Équateur », une Équatorienne oppose sèchement le sentiment national, et rejette donc son message de paix.⁶ « Nous [les femmes] ne pouvons pas abonder la mort et le déshonneur de la patrie ». C'est aussi le cas dans le domaine politique. L'APRA qui pouvait se vouloir transnational et entretenait un lien ambigu avec l'Équateur a définitivement choisi le Pérou et les appels à l'union nationale dans les deux pays montrent un enthousiasme sincère en même temps qu'il est instrumentalisé. Cette construction identitaire de la nation souffre encore des exceptions ou des absences, notamment dans les terres rurales, mais la période a définitivement posé les bases des deux nations d'aujourd'hui.

Homero et Francisco, le diplomate cosmopolite de l'élite équatorienne et le guide shuar péruvien, ont ainsi été les acteurs et les objets de ce processus qui a fondamentalement orienté

⁶ UGARTE DE LANDÍVAR Zoila, « Mensaje de una dama peruana a las mujeres ecuatorianas » dans GOETSCHEL Ana María (dir.), *Orígenes del feminismo en el Ecuador: antología*, Quito, Consejo Nacional de Las Mujeres (CONAMU), FLACSO sede Ecuador, MDMQ, UNIFEM, 2006, p. 133-139. Zoila Ugarte de Landívar, présidente du groupe « Alas », y répond cinq mois après les événements, donc vers décembre 1941, à Elisa Rodríguez Parra de García Rosell, présidente de la *Legión Feminista Pro-Cultura* et fondatrice de la première revue féministe du Pérou, *Universal*. Zoila Ugarte y développe un discours tout à fait similaire au discours ambiant en Équateur dénonçant un Pérou militariste, dictatorial et impérialiste, agresseur d'une région martyr occupée, d'un pays envahi par les hordes péruviennes dont s'est rendu complice la trahison du panaméricanisme impuissant. Information aimablement transmise par Karen Poulsen.

leurs existences, tout comme celles de si nombreux Équatoriens et Péruviens et de leurs nations respectives. La guerre de 1941 n'a pas été qu'une histoire de papier.

Table des figures, tableaux & encadrés

Introduction	15
Figure 1 : Les prétentions territoriales péruviennes et équatoriennes	18
Figure 2 : Le discours commun sur le démembrement territorial	30
PREMIÈRE PARTIE : DÉFINIR LES FRONTIÈRES	53
Figure 3 : Le traité Salomón-Lozano, source de conflits	59
Figure 4 : « Incursions » péruviennes et équatoriennes dans la Selva	68
Encadré 1 : Chronologie de la conférence de Washington	73
Figure 5 : Pamphlets multilingues de propagande péruvienne et équatorienne	106
Figure 6 : un Atlas de combat	112
Figure 7 : la bataille des timbres	114
Figure 8 : un compte rendu cartographique conforme à la situation de litige	121
Encadré 2 : L'incertitude géographique, le cas pratique de Lagarto Cocha	128
Figure 9 : Le budget d'une mission technique très diplomatique	139
Figure 10 : les menaces de l'Axe en Équateur d'après le FBI	148
Figure 11 : La photographie aérienne au service de la démarcation	188
Figure 12 : Une brigade de démarcation frontalière vers 1950	191
DEUXIÈME PARTIE : MILITARISER LES FRONTIÈRES	199
Figure 13 : La frontière mouvante du Zarumilla (photographies)	202
Figure 14 : Une bande frontalière très boisée aux déplacements difficiles	204
Figure 15 : Les ressources économiques des deux provinces équatoriennes du front occidental d'après l'état-major péruvien	205
Figure 16 : Carte topographique et militaire de la région frontalière du front occidental	208
Figure 17 : La zone disputée d'Aguas Verdes en 1935	222
Figure 18 : Un enjeu économique de la répartition territoriale : la production de tabac sur le Zarumilla	223
Figure 19: La déviation de la rivière Bolsico crée un incident international	233
Figure 20 : La proximité (et la vétusté) des postes frontière du Zarumilla	235
Figure 21 : L'incident d'Aguas Verdes (1939)	236
Figure 22 : Un exemple local d'escalade et de fin de cohabitation militaire	238
Figure 23 : Isla Matapalo/Isla Noblecilla	240
Figure 24 : L'imbrication des postes péruviens et équatoriens	241
Figure 25 : Le front occidental fortement militarisé en 1941	243
Figure 26 : Lettre d'une Péruvienne de Tumbes au président de la République pour libérer son mari équatorien du camp de concentration de Catacaos	246
Figure 27 : Lettre de Péruviens expulsés d'Équateur, adressée au président de la République pour réclamer le soutien du gouvernement	248
Figure 28 : Atteindre la Selva : les routes vers les Orientes dans les années 1930	262
Figure 29 : Les positions militaires en Amazonie en 1940	265
Encadré 2 Publications militaires péruviennes sur la selva (1923-1928 et 1933-1943)	267
Figure 30 : L'armée péruvienne prend l'ascendant sur la police dans les territoires les plus selvatiques	271
Tableau 1 : Création et renforcement des garnisons péruviennes de la V ^e Division (1930-1941)	272
Tableau 2 : Répartition des effectifs de l'armée équatorienne orientale en 1938	275
Figure 31 : La constellation de postes militaires sur la frontière orientale (entre 1938 et 1941)	278
Figure 32 : Dans les airs et sur les fleuves : la domination logistique péruvienne	281
Figure 33 : Le sport dans les garnisons orientales	283
Figure 34 : Garnisons orientales et agriculture	287

Figure 35 : Suspicion de percée militaire dans la région du Lagarto Cocha	292
Figure 36 : La rapide militarisation de l'espace du río Huasaga (1938-1940)	295
Figure 37 : La région du Napo et de ses affluents	300
Figure 38 : Photographies de Rocafuerte/Pantoja	302
Figure 39 : La double ville-garnison de Rocafuerte/Pantoja	303
Tableau 3 : Les installations civiles et militaires sur le río Napo en 1934	305
Figure 40 : La divergence d'interprétation de la frontière de facto à l'origine de l'Incident du Napo (1938)	310
Tableau 4 : Les Équatoriens au Pérou d'après le Recensement de 1940	328
Tableau 5 : Les Équatoriens résidant à l'arrière-garde des garnisons orientales péruviennes en 1941	328
Figure 41 : La capture d'orpailleurs équatoriens par les autorités péruviennes dans la région du Cenepa, fin 1940	332
Figure 42 : Revue des colons militaires du Nororiente par le Président Prado en 1943	343
Figure 43 : Emplacement des groupes jivaro et frontière internationale	354
Figure 44 : En 1942, le gouvernement péruvien célèbre le « retour » des tribus amazoniennes	384

TROISIÈME PARTIE : CONQUÉRIR LES FRONTIÈRES 391

Figure 45 : Participation de la dépense militaire dans les dépenses du budget public au Pérou, 1900-1956	397
Figure 46 : L'aviation ou l'archétype de la modernité	401
Figure 47 : Les effectifs équatoriens en 1934, d'après les renseignements français	407
Figure 48 : La première mission militaire française au Pérou, instrument de modernisation des armées péruviennes	417
Figure 49 : La supériorité aérienne du Pérou grâce à ses chasseurs et ses bombardiers légers	471
Figure 50 : Une opération de parachutage	474
Figure 51 : Des blindés au service de la propagande plutôt que d'une guerre éclair	477
Figure 52 : La présence militaire japonaise au Pérou	490
Figure 53 : Un pamphlet apriste dénonçant l'impérialisme des Japonais	491
Figure 54 : Un exemple de tactique du coup de main : la prise de Vencedores	500
Figure 55 : La bataille de Rocafuerte/Pantoja	502
Figure 56 : Prisonniers équatoriens à bord du BAP Amazonas	503
Figure 57 : Des prisonniers équatoriens exhibés	509
Figure 58 : Zone occupée et zone démilitarisée selon l'Accord de Talara	522
Figure 59 : Iconographie équatorienne sur l'occupation	525
Figure 60 : Propagande polyglotte autour du phénomène d'occupation	527
Figure 61 : Éloge des actions « humanitaires » des armées péruviennes	529
Figure 62 : Les ressources économiques de l'Équateur (sauf Oriente) d'après l'armée péruvienne avant la guerre	537
Figure 63 : Itinéraire d'une patrouille péruvienne en zone occupée	538
Figure 64 : Une armée retranchée contre un ennemi ubiquiste	540
Figure 65 : Les services hospitaliers pendant la bataille, une logistique transfrontalière	542
Figure 66 : Le service d'Intendance des troupes occupantes, une abolition temporaire de la frontière	544
Figure 67 : Iconographie du souvenir de l'occupation	573

QUATRIÈME PARTIE : IMAGINER LES FRONTIÈRES 575

Figure 68 : les mots les plus employés dans les discours présidentiels du Pérou	591
Figure 69 : Le poids de l'Équateur dans les discours présidentiels du Pérou	592
Figure 70 : Caractérisation des termes frontaliers dans les discours présidentiels du Pérou	593
Figure 71 : Usage de la radio à des fins éducatives de construction nationale	610
Figure 73 : photographier les foules pour pérenniser la mise en scène de l'unanimité	619
Figure 75 : Cartographies antagoniques de la découverte de l'Amazonie	629
Figure 76 : La célébration de l'Amazonie « définitivement » péruvienne	634
Figure 78 : Les tournées du Président Prado	683

Figure 79 : la monumentalité au service du souvenir. Maquettes du concours de monument aux morts	685
Figure 80 : Le monument aux morts, un projet partagé	687
Figure 81 : Propagande cinématographique, scènes d'Alerta en la Frontera	690
Figure 81 : Le monument aux morts du Pérou, lecture illustrée de la victoire	694
Figure 82 : Eloy Ureta, le candidat de l'unité nationale	703

Table des matières du volume 1

Remerciements	3
Sommaire du volume 1	7
Sommaire du volume 2	9
Avertissement sur les usages lexicaux et les traductions	11
Sigles & abréviations	13
Introduction	15
L'impossible récit des origines.....	17
Guerres américaines et question nationale	22
Des frontières andines : bande Pacifique et enjeux amazoniens.....	26
Une histoire sans limite des frontières.....	29
Nations, États et processus de nationalisation.....	33
Genèse de deux récits irréconciliables	38
Retour aux sources.....	43
La structure de l'étude	50
PREMIÈRE PARTIE : DÉFINIR LES FRONTIÈRES	53
Chapitre 1 : L'échec de la délimitation bilatérale (1933-1938) et la culture diplomatique de la frontière.....	55
I- Un détonateur nommé Leticia	56
A. La « neutralité active » de la chancellerie de Quito face à la question péruano-colombienne 57	
B. Le renouveau entravé de la diplomatie équatorienne et la prudence péruvienne	61
C. Le purgatoire de Lima ou l'absence de cadre défini de négociations.....	63
D. La souscription de l'Acte de Lima : un dégel ambigu pour un instrument imparfait.....	66
II- La conférence de Washington (1936-1938), révélatrice d'une culture diplomatique commune 70	
A. Le double échec des négociateurs.....	71
<i>L'enlèvement dans l'argumentation historico-juridique</i>	<i>71</i>
<i>La responsabilité des négociations dans la recrudescence des incidents de frontière</i>	<i>74</i>
B. La machine à négocier : une conciliation impossible	77
<i>Les « docteurs », des experts piégés dans un raisonnement historico-juridique</i>	<i>77</i>
<i>Des stratégies décidées collectivement</i>	<i>81</i>
III- La schizophrénie andine dans le théâtre diplomatique de l'entre-deux-guerres	84
A. Un idéal partagé de paix et d'arbitrage en Europe et en Amérique	84

B.	Le Président des États-Unis : arbitre pragmatique exogène.....	86
C.	Les conférences interaméricaines : impuissance concrète mais poids moral.....	89
D.	La tentation européenne : l'instrumentalisation de la SDN et de la CPJI	93
E.	La référence du Chaco : désintérêt ou évidence ?.....	98
IV-	Savoir et faire savoir : communication et renseignement comme facteurs de l'escalade ...	103
A.	Construction précoce de stratégies médiatiques.....	103
	<i>Les efforts équatoriens de publicisation</i>	104
	<i>La réponse médiatique du Pérou : la carte du tourisme et de la menace interne</i>	105
	<i>La bataille des cartes : la diffusion internationale d'un territoire idéalisé</i>	110
	<i>Un enjeu de propagande internationale : l'expédition française sur le Haut-Amazone</i>	117
B.	La guerre du renseignement	121
	<i>La bataille des archives, une extension de la culture historico-juridique</i>	122
	<i>Obtenir des informations du terrain, réduire l'incertitude géographique</i>	124
	Conclusion.....	131

Chapitre 2 : Les États désunis d'Amérique et le laboratoire frontalier (1939-1949)..... 133

I-	La route sinueuse du multilatéralisme.....	135
A.	Pérou et Équateur face à l'injonction continentale de la frontiérisation	135
	<i>Deux chancelleries convaincues de la nécessité d'un accord rapide</i>	135
	<i>Les tentatives de la dernière chance.....</i>	138
	<i>Le coup de poker équatorien dans un climat mondial anxiogène</i>	140
B.	Le Saint-Siège : une diplomatie « universelle » prise au piège des nationalismes	142
C.	Les États-Unis, apôtres contrariés de la paix et la défense continentale	146
D.	Le Brésil en avant-garde de la paix (1938-1940)	151
	<i>Un modèle pour le continent</i>	152
	<i>Un rôle de franc-tireur informel.....</i>	154
	<i>La conférence amazonienne : un antécédent avorté d'intégration régionale</i>	156
E.	Une question de prestige : les Républiques américaines et le conflit frontalier	160
	<i>L'Argentine : l'instrumentalisation du conflit.....</i>	160
	<i>Le Chili : fausses inimitiés héréditaires et paravoisinage</i>	162
	<i>Colombie et Bolivie : les voisins qui avaient trop à perdre</i>	164
	<i>Les satellites : le Mexique et les autres.....</i>	167
II-	Apprendre à maintenir la paix : puissances médiatrices et experts internationaux	169
A.	Prévenir le conflit : la constitution d'une médiation	169
B.	Mettre fin aux combats : retrait militaire, cessez-le-feu, embargo.....	171
C.	Observer, surveiller, reconstruire : des experts en voie de professionnalisation	175
D.	Favoriser un accord définitif	179
III-	Tracer les frontières.....	182

A.	De quoi est faite la frontière.....	182
B.	Comment est cartographiée la zone frontière	185
C.	La campagne de démarcation, du papier à la borne	189
D.	« Bonne » et « mauvaise » frontière	194
	Conclusion	196
DEUXIÈME PARTIE : MILITARISER LES FRONTIÈRES		199
Chapitre 3 : Militaires et civils sur le front occidental : la différenciation nationale à l'œuvre		
(1932-1944)		201
	Une zone frontalière marginale mais intensément traversée	204
I-	Contrôler un territoire et sa population.....	209
A.	Policer des « criminels » et des « semi-sauvages »	209
B.	Contrôler les flux transfrontaliers	211
	<i>Un franchissement aléatoire et incontrôlable</i>	<i>211</i>
	<i>Des mesures locales pour faciliter la vie des habitants</i>	<i>212</i>
	<i>Zèle et renforcement des effectifs</i>	<i>214</i>
II-	L'impossible nationalisation totale des populations transfrontalières	215
A.	Compter les nationaux : la bataille des registres légaux	216
B.	Affirmer la différence : la polarisation du sentiment national des civils	218
C.	Expulser les non nationaux	220
III-	La colonisation agro-militaire des planteurs de tabac : le brouillage des enjeux militaires et civils	223
A.	Des tentatives de compromis	223
B.	Armer et organiser les planteurs péruviens	224
C.	Militariser les plantations équatoriennes	226
IV-	Une militarisation tardive mais décisive	228
A.	Améliorer la condition des troupes	229
B.	L'instrument du contrôle : police ou armée ?	231
C.	Incidents et escalade locale	233
	<i>Un affrontement de plus en plus direct</i>	<i>234</i>
	<i>La fin de la cohabitation et des espaces partagés</i>	<i>238</i>
V-	La guerre et la mise en œuvre effective de la différenciation nationale	244
A.	Un rôle actif des habitants frontaliers dans le déclenchement et les opérations de la guerre	244
B.	Haro sur les Équatoriens du Pérou	245
C.	Haro sur les Péruviens d'Équateur	247
D.	L'après-guerre et la confirmation de la rupture	249

Conclusion	251
Chapitre 4 : Militariser l'Amazonie : les armées nationales face à face sur le front oriental	
(1933-1942)	253
La présence militaire dans les <i>Orientes</i> avant les années 1930.....	254
Une sectorisation par fleuve	260
I- Une présence militaire approfondie mais asymétrique	266
A. Préparation qualitative et quantitative de l'armée amazonienne du Pérou	266
<i>Penser l'armée en forêt tropicale</i>	267
<i>Renforcement matériel</i>	270
B. Une réorganisation plus administrative en Équateur	273
II- Vivre dans une garnison frontalière : les défis quotidiens des armées	279
A. Relier les hommes, un défi logistique inégalement réussi	279
B. Des normes sociales propres à un territoire de confins	285
III- Dynamiques d'une escalade.....	288
A. Des hiérarchies tendues, une conciliation impossible	288
B. Une escalade aux tenants locaux.....	290
C. Logiques de la militarisation du Huasaga	294
IV- Rocafuerte-Pantoja : une ville frontière militarisée sur le Napo.....	299
A. Une région stratégique	299
B. Contrôler militairement et économiquement la région	304
C. Une cohabitation impossible	308
D. L'incident du Napo et ses conséquences	311
Conclusion	313
Chapitre 5 : Le soldat, le colon et le missionnaire : les armées face aux groupes coloniaux de	
l'Amazonie.....	315
I- Le sabre et le goupillon : nationaliser par l'armée ou par les missions ?	316
A. La primauté des missions.....	316
B. Un vecteur fondamental de la nationalité pour la chancellerie équatorienne	318
C. Une concurrence institutionnelle équatorienne acerbe pour « capter » l'Orient.....	320
D. Une militarisation plus nette chez les Péruviens, une présence missionnaire ambiguë	322
II- Surveiller, encourager, punir : la nationalisation des colons.....	324
A. Encourager les bons colons, écarter les corrompus	324
B. Surveiller les traîtres	326
C. Contrôler les étrangers	328
D. Menacer et expulser les indésirables, ou les utiliser	331
III- La colonisation militaire	334
A. Des deux côtés de la frontière, un discours public civilisationnel	334

B.	La mise en œuvre : soldats déguisés, colons armés et soldats paysans	337
C.	Le fiasco de l'expédition du Santiago	340
D.	Des résultats loin du discours	342
	Conclusion	346
Chapitre 6 :	Les armées et la « question indienne » d'Amazonie.....	347
	Diversité du monde amérindien	350
I-	La construction d'un « problème indien » de la <i>selva</i>	352
A.	Des indiens plus ou moins « hostiles »	352
B.	Des indiens nécessaires	358
II-	Les « bons » et les « mauvais » indiens	360
A.	Les « bons » indiens préalablement « civilisés »	360
B.	Les « mauvais » indiens : le sauvage, le traître et l'espion	362
III-	Les réponses à la « question indienne »	364
A.	Incitations et menaces	364
B.	Défendre et armer « nos » indiens	367
	Des plaintes aux objectifs variés	368
	Guerre internationale et guerre tribale	370
	Militariser les indiens	373
IV-	Des politiques couronnées de succès ?	378
A.	Satisfaction péruvienne, amertume équatorienne	378
B.	Les indiens dans la guerre	379
V-	Après la guerre : le processus militaire de différenciation ethnique continue	383
	Conclusion	388
	 TROISIÈME PARTIE : CONQUÉRIR LES FRONTIÈRES	 391
Chapitre 7 :	Préparer les armées : des projets asymétriques de modernisation militaire	393
I-	Armer la nation : course aux armements et désignation de l'ennemi	394
A.	Pérou : armements sans ligne de mire	394
	<i>Le syndrome Leticia</i>	394
	<i>Une politique maintenue dans les années 1930</i>	396
	<i>Des branches armées en concurrence</i>	398
	<i>Une préparation contre l'Équateur ?</i>	402
B.	Équateur : ligne de mire sans armements	404
	<i>Des initiatives dispersées</i>	404
	<i>L'impossible projet de la nation en armes</i>	407
II-	Former les militaires : des armées sous influence ?	412
A.	Les Italiens, responsables de la défaite équatorienne ?	414

B.	Les Français, responsables de la victoire péruvienne ?	416
C.	Un marché économique non relié exclusivement aux enjeux politiques	420
III-	Programmer la guerre : plans secrets et plans fantômes	424
A.	Le compromis péruvien	425
	<i>Des initiatives précoces peu suivies d'effet</i>	425
	<i>Le tournant de 1939 : les soubassements intellectuels du plan</i>	427
	<i>La mise en œuvre sous Prado et la création du Groupement du Nord</i>	429
	<i>Instruction Personnelle et Secrète n°1</i>	431
B.	Les bouc-émissaires de l'Équateur	435
	<i>Le « plan Negroni » de 1937</i>	436
	<i>Des initiatives locales exagérées</i>	438
	Conclusion	441
 Chapitre 8 : Une guerre limitée au temps des grands massacres		443
I-	L'escalade (décembre 1940-juillet 1941)	445
II-	5-6 juillet : l'étincelle	447
III-	7-23 juillet : la mobilisation d'une « Drôle de guerre »	451
A.	La machine de guerre imparfaite des Péruviens	451
B.	Une concentration plus lente en Amazonie	453
C.	L'improvisation équatorienne	455
D.	La mobilisation diplomatique	460
E.	Les mobilisations : la découverte de la nation et des frontières	463
IV-	23-31 juillet : la grande offensive	468
A.	La décision et la percée péruvienne	468
B.	Un <i>Blitzkrieg</i> en Amérique du Sud ?	474
C.	La déroute équatorienne	481
D.	L'armée japonaise contre les Équatoriens : autopsie d'un mythe	484
E.	En montagne : un front de diversion, une guerre des nerfs	494
V-	Après le 31 juillet, « coup de main » en Amazonie	497
A.	La guerre du « coup de main »	498
B.	La prise de Rocafuerte : une bataille rangée ?	501
C.	Le rôle des civils : une spécificité amazonienne ?	504
D.	Un théâtre secondaire ou parallèle ?	505
VI-	Août 1941-janvier 1942 : guerre de basse intensité et après-guerre	507
A.	Exploiter la victoire : continuer la guerre, gérer l'occupation	507
B.	Se relever : Le choc de la défaite et l'esprit de revanche en Équateur	510
C.	Éviter la reprise des hostilités	513
	Conclusion	516

Chapitre 9 : L'occupation de El Oro : une annexion temporaire	519
I- Un enjeu géopolitique et médiatique continental	523
A. Une monnaie d'échange inespérée	523
B. La vision des vaincus : le martyr d'une région	524
C. La vision des vainqueurs : une certaine idée du Pérou	527
D. Une armée surveillée et limitée	530
II- Organiser l'occupation : enjeux politiques de la logistique occupante	535
A. S'informer : espions et patrouilles	536
B. Relier pour sécuriser : l'établissement d'un réseau transfrontalier	539
C. Exploiter les ressources de la région	545
D. Administrer un territoire : vides et trop pleins d'une responsabilité disputée	547
III- Les Orenses pris en étau	552
A. La responsabilité des Équatoriens dans le chaos de juillet	552
B. Les troupes péruviennes : un modèle de vertu ?	555
C. Ceux qui sont partis : les routes de l'exil	559
D. Ceux qui sont restés : diversité des attitudes envers l'occupant	561
E. Des civils contrôlés : surveillance et internements des « suspects »	566
Conclusion	571
 QUATRIÈME PARTIE : IMAGINER LES FRONTIÈRES	 575
 Chapitre 10 : Contrôler l'opinion, co-inventer la frontière au temps des masses	 577
Sociologie de l'opinion	579
I- La part du voisin. La place et le rôle politique de la « question frontalière »	581
A. L'obsession péruvienne des Équatoriens	581
<i> L'omniprésence du thème péruvien dans le champ politique équatorien</i>	<i>582</i>
<i> Arroyo del Río : un mandat sous le signe du Pérou</i>	<i>584</i>
<i> Le sentiment antipéruvien apparemment très large</i>	<i>586</i>
B. L'orgueil des Péruviens	587
<i> Une apparente indifférence méprisante</i>	<i>587</i>
<i> La part congrue de l'Équateur dans le discours politique gouvernemental</i>	<i>590</i>
<i> L'incidence du thème frontalier sur le jeu politique</i>	<i>595</i>
II- La carte et l'espion : deux supports de l'expression patriotique	596
A. Le contre-espionnage, révélateur de l'exclusion horizontale propre à la construction nationale	597
B. Une cartographie imaginaire intériorisée	601
III- Contrôler les instruments de l'opinion	603
A. Au Pérou et en Équateur : une même exigence de transparence	604

B.	Des tentatives infructueuses de contrôle en Équateur	605
C.	La radio : les ambiguïtés d'un nouveau média de masse	609
D.	Au Pérou, un contrôle plus ferme et plus subtil	612
E.	La mobilisation des « foules »	616
IV-	Qui a découvert l'Amazonie ? Enjeux géopolitiques d'un débat scientifique et culturel	624
A.	Un intérêt économique renouvelé pour l'Amazonie	624
B.	Deux récits concurrents de la découverte	628
C.	En Équateur : un événement limité par les ressources et les dissensions politiques	630
D.	Au Pérou : un événement massif, immersif et politisé	632
E.	La place problématique des militaires dans une exposition de type colonial	636
	Conclusion	641

Chapitre 11 : L'esprit de 41 : le mythe de l'union nationale dans la guerre et son héritage 643

I-	Véritables mais éphémères unions nationales	644
A.	En Équateur, les espoirs déçus de réconciliation nationale	644
	<i>Un engouement de tous ?</i>	644
	<i>Les partis exigent l'union sacrée</i>	647
	<i>La fin rapide de l'état de grâce</i>	650
B.	Au Pérou : l'union derrière la guerre, le germe de désunion derrière la résolution diplomatique	653
	<i>Un unanimisme mis en scène</i>	653
	<i>La trajectoire de l'APRA, un indicateur de l'opinion populaire</i>	655
	<i>i. Un parti divisé entre internationalisme et nationalisme</i>	656
	<i>ii. La fin de l'ambiguïté : justification de la guerre et appel subliminal au coup d'État</i>	661
	<i>iii. La Tribuna, caisse de résonance des critiques sur la politique internationale de Prado</i>	663
	<i>La droite nationaliste et fasciste : une méfiance discrète</i>	665
II-	Digérer la défaite : Le grand débat équatorien d'après-guerre	667
A.	Comprendre la défaite : débats sur les causes et origines du désastre	668
	<i>A qui attribuer le manque de moyens de l'armée ?</i>	668
	<i>La trahison péruvienne d'un ennemi « totalitaire »</i>	670
	<i>Le « dépérissement de l'esprit patriotique » des populations frontalières</i>	671
	<i>Les causes profondes : pacifisme, communisme et anticléricalisme</i>	673
B.	Réformer le pays, du renforcement au renversement du gouvernement	676
	<i>La riposte du gouvernement : pouvoirs exceptionnels et cours martiales contre la possibilité de putsch</i>	676
	<i>Une « glorieuse révolution » héritière de la défaite</i>	679
III-	Pérenniser la victoire : propagande et élections au Pérou	681
A.	Inscrire la victoire dans le temps et l'espace civiques	682

B. Le cinéma : une arme à double tranchant	688
C. Une propagande totalitaire ?	691
D. L'idéal panaméricain gravé dans la pierre	692
E. Le culte à la sainte famille patriotique	697
F. Une maigre récolte électorale : le général Ureta et les élections générales de 1945	701
Conclusion	707
Conclusion générale	709
Un modèle d'escalade militaire	709
L'uchronie au service de la compréhension du maintien de la paix	711
Les facteurs limitant du conflit	715
Identité nationale, nationalisation et mystique de la frontière	717
Une bureaucratie frontalière dominée temporairement par les armées	718
L'obsession des identités, la fabrique des citoyens	719
L'intégration des frontières orientales et occidentales au récit national	720
L'apprentissage de la nation	721
Table des figures, tableaux & encadrés	725
Table des matières du volume 1	729

THÈSE DE DOCTORAT DE

L'UNIVERSITÉ RENNES 2

ÉCOLE DOCTORALE N° 604
Sociétés, Temps, Territoires
Spécialité : Histoire

Par

François BIGNON

**La guerre entre le Pérou et l'Équateur
et la nationalisation des frontières andines (1933-1945)**

Volume 2 (Annexes)

Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 30 novembre 2020
Unité de recherche : Arènes UMR 6051

Rapporteurs avant soutenance :

M. Olivier Compagnon, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3
Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre

Composition du Jury :

Examineurs : M. Olivier Compagnon, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3
Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre
Mme Jimena OBREGÓN ITURRA, Professeure, Université Rennes 2
Mme Emmanuelle SINARDET, Professeure, Université Paris Nanterre
M. Clément THIBAUD, Directeur d'Études, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales/Paris
Dir. de thèse : M. Luc CAPDEVILA, Professeur, Université Rennes 2

UNIVERSITÉ RENNES 2 – HAUTE BRETAGNE
Arènes UMR 6051
École Doctorale n° 604 - Sciences, Temps, Territoires

Sous le sceau de l'Université Bretagne Loire

**La guerre entre le Pérou et l'Équateur
et la nationalisation des frontières andines
(1933-1945)**

Thèse de Doctorat

Discipline : Histoire

Volume 2 (Annexes)

Présentée par François BIGNON

Directeur de thèse : Luc CAPDEVILA

Soutenue le 30 novembre 2020

Jury :

M. Olivier COMPAGNON, Professeur, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine/Université Paris 3 (Rapporteur)

Mme Catherine HEYMANN, Professeure émérite, Université Paris Nanterre (Rapporteur)

Mme Jimena OBREGÓN ITURRA, Professeure, Université Rennes 2

Mme Emmanuelle SINARDET, Professeure, Université Paris Nanterre

M. Clément THIBAUD, Directeur d'Études, Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales/Paris

M. Luc CAPDEVILA, Professeur, Université Rennes 2 (Directeur de thèse)

Sources

La distinction entre sources inédites et sources imprimées n'est pas toujours opérante, car la diffusion des archives imprimées a parfois été très limitée. Nous indiquons donc l'emplacement des sources imprimées rares. Par ailleurs, en raison de l'absence d'index publiquement consultable dans certains centres d'archives, nous indiquons les titres des cartons qui ont été consultés.

Pérou

Archivo de límites del Ministerio de Relaciones Exteriores (ALMRE, Lima)

Séries LEK, LEI, LEH.

- LEK-6-12; 2.5.10; Legajo 168; correspondencia sobre violación de status quo : Morona 1935-1940
- LEK-6-13, Legajo 168, 2,5,9; 1935-1940, Informe sobre territorios: explotación de ríos de la región amazónica : Putumayo, Tigre
- LEK-6-14, Legajo 168, Estudio sobre el Rio Morona, 1934
- LEK-7-4, Límites con Ecuador
- LEK-7-17, Límites con Ecuador 1938-1940, Correspondencia sobre statu quo en el Pastaza
- LEK-9-11, Legajo 169, Límites con Ecuador, año 1938
- LEK-9-12, Legajo 169, límites con Ecuador, 1938
- LEK-9-15, Legajo 169, límites con Ecuador, 1938
- LEK-9-17, límites con Ecuador, 1938, Legajo 169
- LEK-9-18, Legajo 169, límites con el Ecuador, 1938, Lagartococha
- LEK-9-40, Legajo 170, 1933-35, Violación statu Quo: Napo
- LEK-9-41, Legajo 170, 1937-1940 Incidentes en la frontera
- LEK-9-42, Legajo 170, incidente del Napo en 1938
- LEK-13-72, Legajo 174. 1932 Oficio del ministerio de Guerra
- LEK-13-74, Legajo 174, 1932
- LEK-13-86, Legajo 174, 1932-33
- LEK-13-73, Legajo 174, 1934, Fuerzas colombianas en el Putumayo
- LEK-20-1, Legajo 176, 1930, Momorandum del señor Raúl Porras sobre el status quo en 1930
- LEK-20-7, Legajo 176, 1938, Correspondencia de Víctor Proaño
- LEK-20-33, Legajo 177, Correspondencia con el presidente de la comisión del Censo, 1940-1941
- LEK-20-35, Legajo 177, Correspondencia entre la cancillería y la legación de Ecuador, 1935-1941
- LEK-20-36, Legajo 177, Correspondencia de la Legación del Perú en Ecuador, 1939-1941
- LEK-20-37, Legajo 177, Reclamo de las Compañías norteamericanas, 1941
- LEK-20-39, Legajo 177, 1930-1938 (statu quo)
- LEK-20-40, Legajo 177, 1934, estudios sobre los ríos del Nororiente
- LEK-21-1, Legajo 177, Noticias del Ecuador por la United Press, 1940-1941
- LEK 21 3, Legajo 177, provincia de El Oro, 1941
- LEI-6-3, Legajo 161, Exposición de la Delegación del Ecuador en la Conferencia de Washington, 7 de junio de 1937
- LEI-6-6, Legajo 161, Respuesta ecuatoriana de fecha 21 de octubre de 1937, 20 de agosto de 1938
- LEI-6-7, Legajo 162, introducción de documentos de 1937
- LEI-6-12, Legajo 569, 1935-1937, Correspondencia entre la Cancillería y la Delegación del Perú en la Sociedad de Naciones
- LEI-6-13, Legajo 569, Comunicado oficial del Ministerio de RREE del Perú sobre cuestión de límite con Ecuador, 1936
- LEI-6-14, Legajo 569, Información entregada a la prensa por la delegación del Perú en Washington, 24 de setiembre de 1936

LEI-6-15, Legajo 569, Secretario de la Conferencia de Washington al Consulado en Nueva York, 1937
 LEI-6-16, Legajo 569, Oficios de la cancillería peruana a la Delegación peruana de la conferencia de Washington, 1936-1937
 LEI-6-17, Legajo 569, Oficios de la legación en Ecuador a la cancillería peruana, 1936-1937
 LEI-6-18, Legajo 569, Correspondencia del Dr. Arturo García Salazar, 1936-1938
 LEI-6-19, Legajo 569, Correspondencia del Dr. V.A.Belaúnde, 1907-1938
 LEI-6-21, Legajo 569, Correspondencia del Dr. Francisco Tudela, 1936-1938
 LEI-6-23, Legajo 569, Correspondencia sobre petición del Dpto de Estado respecto del arbitraje entre Perú y Ecuador, 1936-1938
 LEI-6-21, Legajo 569, Memoranda sobre la Conferencia de Washington, 1936-1938
 LEI-6-47, Legajo 571, Correspondencia sobre incidentes de Zarumilla, 1932-1944
 LEH-25-2, Legajo 150, Informe de los observadores militares, 1942
 LEI-6-46, Legajo 571, Telegramas entre el Ministerio de Relaciones Exteriores y legaciones en el exterior sobre incidente de Santiago

Archivo Central del Ministerio de Relaciones Exteriores (ACMRE, Lima)

Série 2-6 1941, ministère des relations extérieures

Série 2-1 1941, ministère de la guerre

2-6-P Comisión consultativa
 2-6-Q Oficina de Propaganda 1941
 2-6-Q Cartas del Exterior 1941
 2-6-O sociedad geográfica 1941
 2-6-Q Cartas de Lima 1941
 2-1, n°1-97
 2-1-A Gabinete militar
 2-1-B Estado Mayor General 1941
 2-1-D Comandancia de Armas 1941
 2-1-G Administración militar 1941
 2-1-H Servicio Geográfico del ejército 1941
 2-6-Q Ministerio de RREE 1943
 2-O, 1-100, Ministerio de Gobierno 1941
 2-6-P, 1-9 Comisión consultativa 1936

Mémoires de ministres des relations extérieures [1934-1943]

CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 14 de setiembre de 1934-12 de abril de 1936*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1936

ULLOA Alberto, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 13 de abril a 22 de octubre de 1936*

DE LA FUENTE General C.A., *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, 23 octubre de 1936 al 29 de Octubre de 1937*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939

CONCHA Carlos, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de noviembre de 1937 al 20 de abril de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1939

GOYTISOLO B. Enrique, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, 20 de Abril a 8 de Diciembre de 1939*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1940

Doctor SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, diciembre 1939 a julio 1940*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1941

Doctor SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1940 a julio 1941*,

Doctor SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, Julio 1941 julio 1942*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1943

Doctor SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones Exteriores, julio 1942-julio 1943*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1944

Centro de Estudios histórico Militares del Perú (CEHMP, Lima)

Archive

Années 1933, 1934, 1941

Gabinete militar. Oficios remitidos. 1941. MG-1941, 166

Orden General de Ejército 1941

Conflicto con el Ecuador, 1941 (Antecedentes). Caja 01.

1936-79: Conclusiones del Consejo de Investigación sobre Operaciones militares en el Nororiente 1932, 22 de mayo de 1936.

général Antonio S.Santisteban, Commandant général de la Vème Division, «Informe sobre la actuación de la Va.División durante la campaña librada contra el Ecuador en 1941», Secret, Iquitos, 30 novembre 1941; CEHMP, MG 1941, 2391, Estado mayor Vª sección

CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978, vol. 2/1.

CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2º tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978, vol. 2/2.

Bibliothèque historique

COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978, 7 volumes, 2244 p.

Hémérothèque

Revista del Círculo militar del Perú [1923-1928]

Revista militar del Perú [1933-1942]

Archivo histórico de la Marina de Guerra del Perú (AHMGP, Lima)

Departamento fluvial de Loreto (1938), Caja nº8, sobre nº5

Album de photographies 1941

Pontificia universidad Católica del Perú (PUCP)

Colección Manuel A. Odría (ODR 1861-1990). Biblioteca Central - Colecciones Especiales.

Archivo General de la Nación (AGNP, Pérou, Lima)

Sección Republicana. Série MI (ministère de l'intérieur), 1941

Instituto Riva-Agüero (IRA)

Catalogue général

Bibliothèque nationale du Pérou (BNP)

Hémérothèque

Turismo[1941-1945]

Bellas Artes[1941-1946]

Boletín nacional de Misiones [1943-1946]

Boletín del Museo de historia naturaleza [1941-1946]

Boletín Mensual de Información de la Sociedad de Fotógrafos del Perú [octobre 1942-septembre 1946]

La Prensa juin 1943, juillet 1943

La Crónica, juin 1943, juillet 1945

El Comercio juin 1943, juillet 1945

Boletín de la Sociedad peruana de la Cruz Roja [1934-1943]

Boletín de la Sociedad Geológica del Perú [1924-1949]

Maynas [1943-1945]

Peruanidad [1944-1945]

Unamerica, Órgano de la Sección Peruana de la Asociación Internacional de Prensa [1942-1943]

Pro-patria, Marina del Perú [1934-1939] Série discontinue

La Tribuna [1935-1936, 1939-1945 (avril)].

El Urrista [1942-1944] Série discontinue

Acción [1933-1943] Série discontinue

Bibliothèque de l'Institut Français d'Études Andines (IFEA, Lima)

Boletín de la Sociedad geográfica de Lima [1941-1942]

MORALES Y ELOY Juan, *Ecuador, atlas histórico-geográfico: Quito, los orígenes, el reino, la Audiencia y Presidencia, la República*, Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1942.

Biblioteca Amazónica (Iquitos)

Fond général

Fond Navarro Cauper

Congreso de la República (Lima)

Mensajes a la Nación [1933-1945] [en ligne]

<http://www.congreso.gob.pe/participacion/museo/congreso/mensajes-presidenciales/>

Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM, Lima)

Actas del Consejo de Ministros [en ligne]

https://sisbib.unmsm.edu.pe/Repositorio_ACM/

Équateur

Archivo histórico del ministerio de Relaciones exteriores (AHMRE, Quito)

Bibliothèque centrale

Fond général

Archive

Série T.5 (Gestión administrativa de la cancillería/Dirección de Límites)

Série Q. (Circulares)

Serie C. (Comunicaciones recibidas de las Legaciones y Embajadas Ecuatorianas en el Exterior)

T.5.1.16. Archivo reservado, 1926 a 1943. Documentos. Límites del Ecuador y Perú.

T.5.1.20. Informes sobre Oriente, 1935-1937.

T.5.1.21. Informes reservados y actas protocolizadas sobre límites, 1934-1940.

T.5.1.22. Anotaciones acerca de las Actividades de la Cancillería, 1934-1935.

T.5.3.1.1. Documentos reservados de la dirección de Límites 1933-1940.

T.5.3.1.2. Comunicaciones dirigidas y recibidas por la dirección de límites de la Cancillería de Varias autoridades y particulares durante el año 1936.

T.5.3.1.3. Dirección de límites, Notas recibidas y despachadas, 1937.

T.5.3.1.4. Documentos reservados de la dirección de límites del ministerio de relaciones exteriores durante el año 1938.

T.5.3.1.5. Misión del Dr. Navarro, Zona de Zarumilla, 1940-1941.

T.5.3.1.6. Documentos reservados, 1941.

T.5.3.1.7. Dirección de Límites. Observadores Militares, 1941-1943.

T.5.3.2.1 Comunicaciones reservadas dirigidas por la dirección de límites de la Cancillería a las legaciones del Ecuador, a los consulados ecuatorianos, a varias autoridades y a varios particulares, durante el año 1938

T.5.3.2.2. Comunicaciones reservadas por la dirección de límites de la cancillería a: legación del Ecuador en el Extranjero, legación del Ecuador en el Perú, consulados del Ecuador en el Extranjero, varias autoridades del interior y exterior, varios particulares del interior y exterior, durante el año 1939.

T.5.3.2.3. Notas reservadas dirigidas a varias autoridades en el interior y exterior, año de 1940.

T.5.3.2.4. Notas reservadas de la dirección de límites, 1940

Q.2.1. Circulares reservadas y memorandums 1939-1945.

C.5.10 Comunicaciones dirigidas por la legación del Ecuador en el Brasil Tomo II julio-diciembre

Archivo Histórico del Ejército Ecuatoriano, Escuela Militar “Eloy Alfaro” (ESMIL, Quito)

C 105 Comunicación de 1941 dando a conocer fervor cívico ciudadanía de frontera solicitando armas para defensa territorio patrio,

F 225 Ferrocarrileros prestan apoyo en 1941 ; personal docente “centro escolar Fernando Pons” entrega donativo en 1941

F 227 Firmas de los ministros del gabinete presidencial del Dr. Carlos Arroyo del Río

Parte de Guerra Huaquillas 1941

Subsecretaría de Defensa nacional. Campaña internacional de 1941. 1- Declaraciones de los Señores Jefes Combatientes. Legajo f. Quito, 16 de Mayo de 1962.

Libro n°5, Archivo reservado del Comando superior, legajo n°7. Partes sobre acciones de Armas, años de 1941 a 1942

Libro n°3, Subsecretaría de Defensa Nacional, legajo a, Campaña internacional de 1941. 3-Declaraciones de los Señores oficiales de servicios

D 149 Decretos Art. Posesión del Dr Vicente Santistevan Elizalde de la cartera de Defensa nacional, año/40

D 171 Documento que determina un posible enfrentamiento entre Ecuador y Perú en la Frontera Sur (el Oro) 15 mayo 1934

E 205 Datos históricos sobre el Sr Mayor (r.) Carlos Eduardo Escalante V. en 1941

F 228 Héroe Jacinto Flores

L 363 Tnte Gustavo Ledesma Vásquez Héroe de 1941

L 371 Ley especial del Oriente 1940

O 425 Tnte. Hugo Ortiz Garces, Héroe de 1941 (Relato de una Guerra)

P 430 Combate de Panupali del 18 de septiembre 1941

P 446 Acciones de Armas de Porotillo (Cuny) y Panupali (11 y 18 de sep de 1941)

P 456 Problema territorial ecuatoriano-peruano

P 466 Proyecto de culturización indígena

R 509 Semblanzas de héroes nacionales Subtnte. Maximiliano Rodríguez Loayza

G 01 1941

G 96 Recomendación al Sr. Miguel Luzuriaga, telegrafistas de destacada actuación en 1941, durante la campaña internacional

G 99 1941 Arroyo del Río

C 76 Reseña histórica de la fundación nororiental en la campaña internacional de 1941/ Solicitud Cruz de Guerra por el Sr- Crnl. Luis Villacis Ch.

Biblioteca Ecuatoriana Aurelio Espinosa Pólit (BEAEP, Quito).

Fondo General

Hojas Sueltas

Hémérothèque

El Universal (Guayaquil) [1941, serie discontinue]

Archivo Nacional de Ecuador (ANE, Quito)

Fondo Viteri Lafronte

Archivo regional del Tena

[1930-1945] Aimablement transmis par María Eugenia Tamariz. Non exploité.

Archivo Municipal de Machala

Casa de la Cultura ecuatoriana de Machala

Colombie

Archivo General de la Nación (AGNC, Bogota)

Fond Ministerio de Defensa Nacional, série « Conflicto Colombo-peruano »

Biblioteca del Banco de la República (Leticia)

France

Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE)

Nantes

Série 367PO/1 Archives rapatriées du Consulat de France puis de la Légation de France à Lima (1841-1953)

65 : Relations avec l'Équateur, janvier 1899-1 août 1939

La Courneuve

Série Guerre 1939-1945 : Vichy. Sous-série B : Amériques

D115 Conflit Pérou-Équateur

D114 Équateur Général juin 1940-novembre 1943

D130 Poste Pérou mai 41 août 41

D131 Poste Pérou Septembre – décembre 41

D132 Poste Pérou janvier-juin 1942

D120 Politique extérieure du Brésil

D139 Politique extérieure du Chili

D179 Mission militaire française au Pérou

Service historique de la Défense (SHD, Vincennes)

Série 7N, E.M.A. et attachés militaires

7N 3412 : Pérou, Rapports des chefs de mission 1919-1940

7N 3408 : Équateur

États-Unis

Foreign Relations of the United States (FRUS, en ligne)

1941, vol. VI et vol. VII

1942 vol. VII

Federal Bureau of Investigation (FBI)

« Ecuador ... Today », juin 1942. (en ligne). Source: Franklin D. Roosevelt, Robert Lester, and Dan Pinchas, FBI reports of the Franklin D. Roosevelt White House, Research collections in American politics (Bethesda, MD: UPA collection from LexisNexis, 2007), microform, reel 18, frame 0416f, microfilmed from FBI Reports—Ecuador. Hopkins Papers, Special Assistant to the President, Box 142.

Bibliographie

Guerre Pérou-Équateur de 1941-1942 (essai d'exhaustivité)

- ACADEMIA DIPLOMÁTICA DEL PERÚ (dir.), *El arbitraje de Días de Aguiar y el testimonio de McBride*, Lima, Academia Diplomática del Perú, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1996.
- AFE, « Ecuador Filatélico: El Correo Peruano Durante la Ocupación de la Provincia de El Oro en 1941 ».
- ALVEAR MERCHÁN Julio César, *El Combate de Panupali*, Cuenca, Casa de la Cultura Ecuatoriana Núcleo del Azuay, 1976.
- ARAUJO ARANA Humberto, *Antecedentes y choques fronterizos, ocupación y desocupación peruana de territorio ecuatoriano en 1941-1942*, Lima, Imprenta Litográfica del Perú S.A., 1963, 4 vol.
- ARAUJO ARANA Humberto, *20 años después de las acciones de armas en la frontera norte del Perú: choques de armas entre el Perú y Ecuador en julio de 1941 con documentación de Perú y Ecuador*, Lima, 1961.
- ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Por la pendiente del sacrificio*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1999.
- ARROYO DELGADO Enrique, *El Protocolo de Río de Janeiro desde Itamaraty*, Quito, La Prensa Católica, 1961.
- AVILÉS PINO Efrén, *Carlos Arroyo del Río: mártir o traidor*, 3ème ed., Universidad de Especialidades UESS, 2004.
- AYALA MORA Enrique, « Memoria de la Guerra del 41 », *Procesos, Revista Ecuatoriana de Historia*, II, 2012, p. 193-201.
- BAILA MARÍN Juan Carlo, « Los servidores de la patria y de la tierra que los vio nacer ». *El reclutamiento en Ferreñafe en el marco de la guerra con Ecuador de 1941*, travail préliminaire aimablement transmis par l'auteur, Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM) - Facultad de Ciencias sociales, Lima, 2016.
- BIGNON François, « La militarización de los orientes peruanos y ecuatorianos (1932-1945) », *Amazonía peruana*, tome XIV, n° 28, juillet 2019, p. 133-152
- BIGNON François, « Une lecture géopolitique des Orientes péruvien et équatorien. Délimitation et militarisation des frontières internationales (1933-1945) », *Séminaire Amérique Latine (SAL)*, Hors Série, février 2019, p. 105-112.
- BIGNON François, « Propaganda pradista: Patria, caídos y Amazonía en torno a la guerra Perú-Ecuador de 1941 », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, 47 (2), août 2018, p. 117-140.
- BIGNON François, « Jeux d'échelles dans les Andes : le conflit péruano-équatorien de 1941-1942 et la Seconde Guerre mondiale », *Relations internationales*, n° 162 (3), août 2015, p. 63-78.
- BIGNON François, *La Guerre du Protocole. Le conflit péruano-équatorien de 1941-42 et son règlement diplomatique*, mémoire de Master 2, Rennes 2, Rennes, 2013.
- BORJA Rafael A., *El descalabro del 41 (visión de un periodista)*, Quito, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1978.
- BOWMAN Isaiah, « The Ecuador-Peru Boundary Dispute », *Foreign Affairs*, vol. 20, n°4 juillet 1942, p. 767-761.
- CABEZA DE VACA Manuel, *Las negociaciones en Washington y los desenvolvimientos posteriores*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1956.
- CALDERÓN Félix, *La negociación del Protocolo de 1942: Mitos y Realidades*, Lima, Academia Diplomática del Perú, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1998.
- CAMINO DE LA TORRE Jorge, « La Marina de Guerra del Perú en el Conflicto Peruano-Ecuatoriano de 1941 », *Revista de Marina*, juillet 1979, p. 103-116.
- CARLOS ALBERTO LÓPEZ, « Memorias de la guerra de 1941 », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, n° 36, 2012, p. 193-201.
- CARMELINO SEIJAS Ernesto, *1er Escuadrón del Regimiento de Caballería n°5. Objetivo: Chacras. Día: 24 de julio 1941*, Lima, Perúgraph Editores S.A., 1977.
- CASTELLANO GIL José Manuel et MURILLO C. Rodrigo, *Las Actas del exilio. Estudio preliminar al libro de acta del consejo cantonal (1941-1945)*, Manuscrit inédit aimablement transmis par l'auteur, 2017.

- CASTRO DE MENDOZA Mario, *El Protocolo de Río de 1942 y la demarcación del sector oriental de la frontera*, Lima, 1985.
- CAYO CÓRDOVA Percy, *Un conmovedor testimonio*, 2002.
- CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos, croquis y gráficos. 1er tomo. Frontera Norte*, Lima, 1978.
- CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con Ecuador en 1941. Cartas, calcos y croquis. 2º tomo, Frontera Nororiente*, Lima, 1978.
- CHIRIBOGA O. Leonardo, *¿Pudo el Ecuador ser agresor en 1941?*, Quito, La Prensa Católica, 1952.
- CHIRIBOGA O. Leonardo, *Sepultureros de la Patria: enjuiciamiento de las responsabilidades*, Quito, s.n., 1945.
- COLEGIO DE ABOGADOS DE LIMA, *La actitud del Ecuador frente al Protocolo de Río: pronunciamiento del Colegio de Abogados de Lima del 18 de octubre de 1960*, Lima, 1995.
- COMISIÓN CATALOGADORA DEL CENTRO DE ESTUDIOS HISTÓRICO-MILITARES DEL PERÚ, *Colección documental del conflicto y campaña militar con el Ecuador en 1941*, Lima, 1978, 7 vol.
- COMISIÓN PERMANENTE DE HISTORIA DEL EJÉRCITO DEL PERÚ, *Apuntes histórico militares del Perú: 1909-1941: teniente de infantería Luis Guillermo García Ruiz, héroe de Rocafuerte, 11 de agosto de 1941*, DINFE, 2006.
- COMITÉ EJECUTIVO NACIONAL, *Exposición del Comité Ejecutivo Nacional Pro Monumento a las Campañas de 1941*, Lima, s.n., 1944.
- CONCHA Carlos, *Exposición del senador por el Callao Sr. Dr. Carlos Concha sobre la ocupación militar ecuatoriana de la isla de Matapalo, en los esteros de Zarumilla, en marzo de 1938*, Lima, El Universo, coll. « Documentos parlamentarios. Cámara de senadores », 1942.
- DE LA BARRA Felipe, *Tumbes, Jaén y Maynas*, 2e éd., Lima, Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú, 1961.
- DE LA PEDRAJA TOMÁN René, *Wars of Latin America, 1899-1941*, McFarland & Co., 2006, p. 415-432.
- DEL MAR ALCÁZAR Gerardo, *Conflicto militar del Perú con el Ecuador, 1941, en el teatro de operaciones del nor-oriente*, Lima, s.n., 1980.
- DEL PIÉLAGO MERINO Fabrizio Gabriel, *La guerra entre Ecuador y Perú vista por la prensa escrita brasileña (1941 - 1942)*, Tesis para optar el título profesional de Licenciado en Historia, Universidad Nacional Mayor de San Marcos (UNMSM) - Facultad de Ciencias sociales, Lima, 2017.
- REÁTEGUI DELGADO Carlos Ignacio et ORTIZ Sotelo Jorge, *Trazando la frontera: diario técnico de viaje de la Comisión Mixta Demarcadora de Límites Perú-Ecuador : primera brigada mixta llevado por el capitán de corbeta, Carlos Ignacio Reátegui Delgado entre 1942 y 1945*, Fondo de Publicaciones, Dirección de Intereses Marítimos, 1992.
- DELGADO Luis Humberto, *La batalla del Zarumilla desde el ángulo ecuatoriano*, Lima, Latino América, 1949.
- DELGADO Luis Humberto, *Las Guerras del Perú: campana del Ecuador: Batalla del Zarumilla*, Lima, Latino América, 1944.
- DIAZ Roberto E., *Acciones de armas en la frontera peruano-ecuatoriana 1882-1940*, Lima, Colegio Militar Leoncio Prado, 1960.
- DOBRONSKI OJEDA Fernando, « La Campaña del 41, ¿Derrota militar o política? », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, vol. 8, 2015, p. 77-100.
- ECUADOR. I. MUNICIPIO DE QUITO (dir.), *El Ecuador y el problema de límites con el Perú*, 1e. ed., Quito, Ediciones del Departamento de Educación y Cultura, 1981.
- ESCUADERO Gonzalo, *Justicia para el Ecuador*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1968.
- MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES, *Documentos básicos sobre el Protocolo de Río de Janeiro de 1942 y su ejecución*, 3e éd., Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, 1961.
- FOTO SPORT, *Invasión peruana en el Oro*, Quito, Foto Sport, 1942.
- GALLARDO ROMÁN José, « La Invasión peruana de 1941. El duro costo del tiempo perdido », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, vol. 8, 2015, p. 101-144.
- GALLEGOS B. Luis Gerardo, *Defendiendo a la patria*, Riobamba, Editorial Siembra, 1945.
- GAMIO PALACIO Fernando, *En dos conflictos internacionales. 1392 con Colombia y 1941 con Ecuador*, Lima, 1972.
- GÁNDARA ENRIQUEZ Marcos, *El Ecuador del año 1941 y el Protocolo de Río: Antecedentes, hechos subsiguientes: Arroyo y su tiempo*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, 2000.

- GAVIRIA PANCHANO Hernán, *Campaña militar de 1941: intervención de la Guardia Civil y Policía*, Lima, 2005.
- GAVIRIA PANCHANO Hernán, *Héroes olvidados: sus hazañas en la brillante victoria peruana de 1941, ?*
- GÓMEZ E. N. et PAZ Y MIÑO CEPEDA J.J. (dir.), *A 50 años del protocolo de Río de Janeiro: opiniones de actualidad*, 1e. ed., Quito, Sección de Historia y Geografía de la Casa de la Cultura, 1991.
- GONZALES NOVOA Jorge, *La emboscada de Porotillo (Ecuador) 11 de setiembre de 1941*, Lima, 1987.
- GRANDA Juan, « Testimonios orales e identidad: Los discursos patrióticos y la guerra peruana-ecuatoriana de 1941 », *Encuentro internacional de Peruanistas*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 369-381.
- GRANJA J.C., *Nuestro oriente: de unas notas de viaje*, Quito, Imp. de la Universidad, 1942.
- HERMANN Kurt, *Alerta en la frontera*, Federico Uranga E., 1941.
- HURTADO Osvaldo, *Julio Tobar Donoso: víctima expiatoria*, Quito, FESO, 1994.
- IBARRA CRESPO Hernán, *La guerra de 1941 entre Ecuador y Perú: una reinterpretación*, Quito, Centro Andino de Acción Popular, coll. « Diálogos », 1999.
- JARA REINA Menelao, *Memorias de un maquinista*, Manabí, Editorial Gregorio, 1978.
- JARAMILLO ALVARADO Pío, *La Guerra de Conquista en América*, 1e ed., Guayaquil, Editorial Jouvin, 1941.
- JULCA-NÚÑEZ Héctor, *Vencedores del 41: campaña militar contra Ecuador*, tesis de Maestría en Educación, mención historia, Universidad de Piura. Facultad de Ciencias de la Educación, Piura, 2017.
- LA MOTA Marco Antonio, *Lo que vi en El Oro*, Guayaquil, El Telégrafo, 1942.
- LARREA ALBA Luis, *La campaña de 1941: la agresión peruana al Ecuador*, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1964, vol. 3 volumes.
- LARREA ALBA Luis, *La defensa armada de la Nación*, Quito, Imprenta Editora Moderna, 1944.
- LATORRE GHIO Guillermo, *Conflicto Armado con el Ecuador 1941*, Lima, Artes Grafs. de Hierro Perú, 1979.
- LAZARTE NAVEDA Ramón, *Memorias de 1941. Anécdotas*, Lima, 1993.
- LEGACIÓN DEL ECUADOR, *La agresión peruana al Ecuador. Caracteres de ella. Narración verazmente documentada*, Panama, La Estrella de Panama, 1941.
- LEÓN LEÓN Alfredo, *Mono con gallinas*, Dominio Digital, Trivial Media, 2013.
- LLORET ORELLANA Patricio, « El ejército nacional en los años 40. Ausencia de liderazgo », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, vol. 8, 2015, p. 145-210.
- MAC LEAN Y ESTENÓS Roberto, *Los derechos del Perú en el problema limítrofe con el Ecuador*, Cámara de Diputados del Perú, 1941.
- MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, coll. « Historia General del Ejército », 2012, vol.5.
- MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, coll. « Historia resumida del ejército ecuatoriano », 2013.
- MARCHÁN RAMÍREZ Octaviano, *Los héroes ecuatorianos de 1941. Un capítulo de historia militar*, Ambato, Editorial Atenas.
- MARIÁTEGUI Y CISNEROS Salvador, *Conflicto peruano-ecuatoriano: 1941*, 1968.
- MARTICORENA DEL RÍO Rodrigo F., *Nuestra amazonia en su frontera con Ecuador y campaña militar del año 1941 en nuestra selva*, Lima, 1993.
- MCBRIDE George et YEPES Ernesto, *Mito y realidad de una frontera: Perú-Ecuador, 1942-1949: un testimonio inédito del Departamento de Estado, el informe McBride*, 2. ed., Lima, Ediciones Análisis, 1996.
- MEDINA CASTRO Manuel, *La responsabilidad del gobierno norteamericano en el proceso de la mutilación territorial del Ecuador*, Guayaquil, Universidad de Guayaquil, 1977.
- MIÑANO M. Carlos, *Batalla y Campaña de Zarumilla. Algunos documentos relativos al Glorioso Batallón de Infantería Zarumilla n°5*, Chorillos, Editorial del CIMP, 1949.
- MONGE GORDILLO Carlos, « La actuación de los submarinos R-1 y R-2 en la campaña de 1941 », *Revista de Marina*, octubre 1980, p. 104-106.
- MONTEZA TAFUR Miguel, *El conflicto militar del Perú con el Ecuador (1941)*, Editorial Arica, coll. « Perú Historia », 1976.
- MORA Alba Luz, *Teniente Hugo Ortiz Garcés. Paradigma del heroísmo nacional*, Quito, Comisión Nacional Permanente de Conmemoraciones cívicas, coll. « Cuadernos de divulgación cívica 5 », 2001.
- MORA LIVANO Francisco, *Testimonio real de los acontecimientos de la « Batalla » Zarumilla del 5-7-41 al 29-1-42*, Lima, 1981.

- MORACHINO TORRES Lorenzo, *Huasimo-Casaderos. Un episodio de la campaña militar de 1941. El Héroe: Teniente Eduardo Astete Mendoza*, Lima, Servicios Edit. Edisbert I.R.L., 1991.
- MUÑOZ Julio H., *La Campaña Internacional de 1941*, Quito, Editorial Ecuatoriana, 1945.
- NOBOA Guillermo, *Pueblo y soldados de mi patria*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, coll. « Biblioteca del ejército ecuatoriano », 1942.
- OFICINA DE INFORMACIONES DEL PERÚ, *El Presidente Prado no admite discusión sobre la intangibilidad de la soberanía nacional en las provincias de Tumbes, Jaén y Mainas*, Lima, 1941.
- OCHOA Octavio, *Tragedia ecuatoriana 1941*, Quito, Gráf. Chimborazo, 1976.
- ORTIZ DE ZEVALLOS THORNDIKE Javier, *La victoria de Zarumilla: homenaje a la Primera División Ligera por su inolvidable acción de armas en julio de 1941*, Lima, Promotores y Consultores Andinos: Centro de Documentación Andina, 1990.
- PALACIOS SÁENZ Carlos, *La guerra del 41: el protocolo de Río no demarcó fronteras definitivas*, Guayaquil, Ara, coll. « Enciclopedia ecuatoriana », 1979.
- PALACIOS SÁENZ Carlos, *1941, epopeya y traición*, Guayaquil, Departamento de Publicaciones de la Universidad de Guayaquil, Departamento de Publicaciones, 1964.
- PÉREZ CONCHA Jorge, *El protocolo de Río de Janeiro*, Guayaquil, Departamento de Publicaciones de la Universidad de Guayaquil., 1977.
- PÉREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los estados limítrofes*, Editorial Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1964, vol.2, p. 1-476.
- PÉREZ SAAVEDRA Ricardo, *Batalla de Zarumilla*, Tumbes, Empresa Editora « Tumpis », 1987.
- PÉROU, *La ocupación de la Provincia de El Oro por las fuerzas peruanas*, Lima, Oficina de Prensa del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, 1941.
- PIMENTEL OBREGÓN Máximo, *El conflicto Perú-Ecuador, frontera del Norte: Combate de Panupali, 18 de setiembre de 1941: 3er Pelotón, 2do Escuadrón del Regimiento de Caballería « Lanceros de Torata » no. 5*, Lima, Taller Gráfico Ital Perú, 1985.
- PONS MUZZO Gustavo, *Estudio histórico sobre el protocolo de Río de Janeiro*, Lima, s.n., 1994.
- PUNTE Rafael A., *La mala fe peruana y los responsables del desastre de Zarumilla*, Quito, Editora Moderna, 1946.
- RANKIN Monica, « The United States in El Oro: The OCIAA and the Diplomacy of Emergency Rehabilitation during WWII », *The Latin Americanist*, vol. 63, n° 2, juin 2019, p. 163-188.
- ROBALINO DÁVILA Luis, *El año trágico de 1941 y otros ensayos*, Quito, Ed. Ecuatoriana, 1972.
- RODRÍGUEZ ASTI John, *Las operaciones navales durante el conflicto con el Ecuador, 1941: apuntes para su historia*, Lima, Marina de Guerra del Perú, 2008.
- RODRÍGUEZ CORRALES Edilberto, *Huaquillas...La victoria inédita. Toma de Huaquillas (Ecuador)*, Lima, Imp. Desa., 1989.
- RODRÍGUEZ Luis A., *La agresión peruana documentada*, Segunda edición., Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1955 (1943).
- RODRÍGUEZ S. Antonio, *La perfidia peruana: canto*, Latacunga, Edit. Amazonas, 1942.
- RODRÍGUEZ SANDOVAL Luis Arsenio, *La verdad sobre la agresión peruana*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1966.
- ROSETO REVELO Luis Alberto, *Memorias de un veterano de la guerra del 41*, Quito, Ecuador, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1978.
- SALCEDO S. Manuel E., *1941 sucedió en el frente de Chacras*, Ambato, Editorial Pío XII, 1969.
- SANTAMARÍA Julio H., *La Tragedia Internacional del Ecuador y sus responsables*, Quito, 1945.
- SCHEINA Robert L., *Latin America's Wars Volume II: The Age of the Professional Soldier, 1900-2001*, Potomac Books, Inc., 2003, p. 114-125.
- SOCIEDAD DE EGRESADOS DEL MEJÍA, *Homenaje de la Sociedad de Egresados del Mejía a los Héroes caídos en la Frontera Sur en 1941*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1948.
- SOLF Y MURO Alfredo, *Memoria del Ministro de Relaciones exteriores, julio 1941 julio 1942*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1943
- TAIANO CAMPOVERDE Leonor, « ¿Guerra fronteriza o apartheid informal?: Comentarios sobre “Los moribundos” de Julio Ramón Ribeyro », Universidad Técnica Particular de Loja, 2017.

- TAPIA FIGUEROA Claudio, *La negociación que no fue: Diplomacia chilena en el conflicto entre Ecuador y Perú en el Amazonas (1941-1942)*, Viña del Mar, Centro de Estudios Latinoamericanos, Instituto de Historia y Ciencias Sociales, Universidad de Valparaíso, 2008.
- TINCOPA GALLEGOS Amaru, *Las operaciones del Cuerpo Aeronáutico del Perú durante el conflicto de 1941*, Artipress, 2010.
- TOBAR DONOSO Julio, *La invasión peruana y el Protocolo de Río: antecedentes y explicación histórica*, Quito, Banco Central del Ecuador, coll. « Colección histórica », 1982 (1945).
- UGARTE BUENO Gilberto, *Combate de Batra. Captura y ocupación de la Guarnición ecuatoriana « Gonzales Suarez » el 10 de julio de 1941*, Lima, 1988.
- UGARTE DE LANDÍVAR Zoila, « Mensaje de una dama peruana a las mujeres ecuatorianas », dans GOETSCHEL Ana María (dir.), *Orígenes del feminismo en el Ecuador: antología*, Quito, Consejo Nacional de Las Mujeres (CONAMU), FLACSO sede Ecuador, MDMQ, UNIFEM, 2006, p. 133-139.
- ULLOA Alberto, *Perú y Ecuador. Última etapa del problema limitrofe*, 2e ed., Lima, Fondo Editorial del Ministerio de Relaciones Exteriores, Fondo Editorial del Banco central de Reserva del Perú, 1997.
- URETA Eloy G., *Apuntes sobre una campaña (1941)*, Madrid, Editorial Antorcha, 1953.
- URRUTIA SUÁREZ Francisco, *Apuntes para la Historia: La Agresión peruana*, Quito, Ed. ecuatoriana, 1968.
- VELA CORNEJO Juan, *La fiebre amarilla en el conflicto bélico con el Ecuador en 1941. A propósito de un caso observado en las zonas de los Teatros de operaciones*, mécanographié.
- VENEGAS ANDRADE T. (dir.), *Heridas abiertas 1941 el protocolo una larga pesadilla*, 3e. ed., Quito, Fundación del Libro Ecuatoriano, coll. « Santo y Señá », 1991.
- VIAÑA Eduardo González et HERRERA Jorge Díaz, *José Abelardo Quiñones Gonzáles: la batalla del lucero*, Editorial Mejía Baca, 1983.
- WOOD Bryce, *Aggression and history: the case of Ecuador and Perú*, Institute of Latin American Studies, New York, Columbia University, 1978.
- WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, 1^o ed., s.l., New York, Columbia University Press, 1966, p. 255-342.
- WRIGHT L. A., « A Study of the Conflict between the Republics of Peru and Ecuador », *The Geographical Journal*, vol. 98, n^o 5/6, 1941, p. 253-272.
- YEPES Ernesto, *Tres Días de Guerra Ciento Ochenta de Negociaciones*, Lima, Universidad del Pacífico/Universidad Nacional La Molina, 1998.
- ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *La campaña de 1941 (Perú-Ecuador)*, Lima, Perú, Editora Impresora Amarilys eirl, 1996.
- ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969.
- ZOOK David H., *Zarumilla-Marañón. The Ecuador-Peru Dispute*, New York, Bookman Associates, Inc., 1964.
- Refugiados, éxodos, y combatientes en la memoria, El Oro 1941.*

Conflit frontalier entre le Pérou et l'Équateur (général).

[Liste de références bibliographiques utilisées dans ce travail. Pour une bibliographie plus complète, nous renvoyons en priorité à Bákula (1992)]

- DE ACEVEDO Alain, *Le conflit entre l'Équateur et le Pérou et ses possibilités de règlement pacifique : l'état actuel du droit panaméricain en ce qui concerne la solution des conflits internationaux*, thèse de doctorat en droit, Paris, 1950.
- ARROYO DELGADO Enrique, *Las negociaciones limitrofes ecuatoriano-peruanas en Washington 1936 - 1938*, Quito, Ed. El Comercio, 1939.
- BÁKULA Juan Miguel, *Perú y Ecuador: tiempos y testimonios de una vecindad*, 1e. ed., Lima, CEPEI : FOMCIENCIAS, coll. « Serie Investigaciones », 1992, 3 vol.
- BONILLA Adrián. (dir.), *Ecuador-Perú, Horizontes de la negociación y el conflicto*, Quito, FLACSO Ecuador, 1999.

- BONILLA Adrián, « Las imágenes nacionales y la guerra: una lectura crítica del conflicto entre Ecuador y Perú », *Colombia Internacional*, n° 40, 1997, p. 12-23.
- BONILLA Adrián, « Proceso político e intereses nacionales en el conflicto Ecuador-Perú », *Revista Nueva Sociedad*, n° 143, mai-juin 1996, p. 30-40.
- BONILLA Adrián, « Pobreza y fantasía: La Amazonía en la dinámica de armamentos entre Ecuador y Perú », dans RUIZ Lucy (dir.), *Amazonía, escenarios y conflictos*, Quito, Centro de Investigación de los Movimientos Sociales del Ecuador CEDIME, 1993, p. 723-740.
- CABEZA DE VACA Manuel, *Las negociaciones en Washington y los desenvolvimientos posteriores*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1956.
- CARRIÓN MENA Francisco, « El conflicto limítrofe con Perú como eje ordenador de la política exterior ecuatoriana (1942-1998) », dans ZEPEDA Beatriz (dir.), *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009, p. 233-264.
- CHIRIBOGA O. Leonardo, *¡Sucedió en la frontera!*, Quito, Editorial Espejo, 1941.
- DENEGRI LUNA Félix, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Lima, Bolsa de Valores de Lima, 1996.
- DONOSO Julio Tobar et TOBAR Alfredo Luna, *Derecho territorial ecuatoriano*, Editorial « La Unión Católica », 1961.
- ELBOW Gary S., « Territorial Loss and National Image: The Case of Ecuador », *Yearbook. Conference of Latin Americanist Geographers*, vol. 22, 1996, p. 93-105.
- ÉQUATEUR, *Las negociaciones ecuatoriano-peruanas en Washington, setiembre 1936-octubre 1938*, Quito, Imprenta del Ministerio de Gobierno, 1938.
- ÉQUATEUR, *Exposición del Ministro de Relaciones Exteriores del Ecuador a las Cancillerías de América*, Quito, Ministerio de Gobierno, 1941.
- GARCÍA SALAZAR Antonio, *Cuestión de Límites entre el Perú y el Ecuador*, 1936.
- JARAMILLO ALVARADO Pío, *Ecuador, nación amazónica*, Guayaquil, Ediciones Vicente Rocafuerte, 1941.
- KRIEG William L., *Ecuadorean-Peruvian Rivalry in the Upper Amazon*, W.L. Krieg, 1986.
- LUNA Félix Denegri, *Perú y Ecuador: apuntes para la historia de una frontera*, Bolsa de Valores de Lima, 1996.
- MAC LEAN Y ESTENÓS Roberto, *Los derechos del Perú en el problema limítrofe con el Ecuador*, Cámara de Diputados del Perú, 1941.
- MARTÍNEZ RIAZA Ascensión, « Estrategias de ocupación de la Amazonía. La posición española en el conflicto Perú-Ecuador (1887-1910) », dans GARCÍA JORDÁN Pilar (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Liña, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 241-335.
- MARIZ Vasco, « O Brasil et o conflito peruano ecuatoriano », *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, a.156, n° 386, mars 1995, p. 151-156.
- MINISTERIO DE GUERRA, *Estudio de la cuestión de límites entre el Perú y el Ecuador*, Lima, Ministerio de Guerra, coll. « Biblioteca militar del Oficial », 1961.
- MINISTERIO DE GUERRA, *Momentos patrióticos*, 2e ed., Lima, Imprenta y Librería del Ministerio de Guerra, 1940, vol.2.
- MONTALVO MONTALVO Marco Julio, *Del Putumayo al Amazonas*, Quito, Territorio Ecuatoriano, 1998.
- MORALES Y ELOY Juan, *Ecuador, atlas histórico-geográfico: Quito, los orígenes, el reino, la Audiencia y Presidencia, la República*, Quito, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1942.
- MULLER Richard, *El problema fronterizo entre Ecuador y Perú y el mapa oficial del Perú de 1826*, Guayaquil, Editorial Jouvin, 1937.
- NÚÑEZ SÁNCHEZ Jorge, *Cuestiones limítrofes Ecuador-Perú*, Quito, Fernando Herrera Baldeon, 1997.
- PAREDES pablo, « Misérable conflit entre le Pérou et l'Équateur », *Le Monde Diplomatique*, mars 1995.
- PÉROU, *Resumen del Proceso Histórico-Jurídico de la Cuestión de Límites entre el Perú y el Ecuador*, Washington, 1937.
- REPÚBLICA DEL ECUADOR, MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES, DIRECCIÓN DE LÍMITES, *Resumen del litigio Fronterizo entre el Ecuador y el Perú. Resume of the boundary controversy between Ecuador and Peru*, Quito, Editorial Gutenberg, 1939.
- RESTREPO Marco, TAMARIZ TORMEN María Eugenia et BUSTAMANTE Teodoro, *Frontera amazónica: historia de un problema*, Quito, CEDIME, 1991.

- ROMERO Emilio, *Por el norte: Ecuador*, J. Mejía Baca & P. L. Villanueva, 1954.
- ST JOHN Ronald Bruce, « Las relaciones Ecuador-Perú : una perspectiva histórica », BONILLA Adrián (dir.), *Ecuador-Perú, Horizontes de la negociación y el conflicto*, Quito, FLACSO Ecuador, 1999, p. 89-110.
- TUDELA Francisco, *La Controversia Perú-Ecuatoriana 1941*, Lima, Imprenta Torres Aguirre, 1941.
- TUDELA Y VARELA Francisco, *The controversy between Peru and Ecuador : translation*, Lima, Impr. Torres Aguirre, 1941.
- VARILLAS MONTENEGRO Alberto, *Perú y Ecuador. Un antiguo conflicto, diez años después*, 2e ed., Lima, Universitaria, 2008.
- VINTIMILLA R. Ramón, *Bref exposé du différend limitrophe entre les Républiques de l'Équateur et du Pérou*, Bordeaux, 1938.
- VINTIMILLA R. Ramón, *La République de l'Équateur, pays de tourisme*, Bordeaux, Publications du Consulat de la République de l'Équateur, 1938.

Équateur

Général

- AYALA MORA E. (dir.), *Nueva historia del Ecuador*, Quito, Grijalbo ecuatoriana LTDA., 1990, vol.10.
- AYALA MORA Enrique, « Ecuador since 1930 », dans BETHELL Leslie (dir.), *Cambridge History of Latin America, Vol. VIII, Latin America since 1930. Spanish South America*, Cambridge University Press, 1999, p. 687-726.
- DELER Jean-Paul, *Genèse de l'espace équatorien : essai sur le territoire et la formation de l'État national*, Paris, Institut Français d'Etudes Andines, Éditions A.D.P.F., coll. « Recherche sur les grandes civilisations », 1981.
- IBARRA Hernán et al., *Conflicto y democracia en Ecuador*, CAAP, 1995.
- LARA Jorge Salvador, *Breve historia contemporánea del Ecuador*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2011.
- MORELLI Federica, *Territoire ou nation ? Équateur, 1765-1830. Réforme et dissolution de l'espace impérial*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- NÚÑEZ SÁNCHEZ Jorge, *El Ecuador en la Historia*, Santo Domingo, Archivo general de la Nación (República dominicana), 2002, vol.43.
- PAREJA DIEZCANSECO Alfredo, *Breve historia del Ecuador*, Quito, Libresa, 1990, vol. 2.

Forces armées

- BUSTAMANTE Fernando et VARAS Augusto, *Fuerzas Armadas y política en Ecuador*, Quito, Latinoamericana, 1978.
- CHIRIBOGA Leonardo, « Problema del Indio examinado desde el punto de vista de la Organización Militar », dans TRUJILLO Jorge (dir.), *Indianistas, indianófilos, indigenistas. Entre el enigma y la fascinación: una antología de textos sobre el 'problema' indígena*, Quito, ILDIS Abya Yala, 1993, p. 583-638. Publié initialement par Imp. Ministerio de Previsión social, Quito, 1939.
- LLORET ORELLANA Patricio, « El ejército en los años 30 », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, vol. 5, 2013, p. 187-242.
- MACÍAS NÚÑEZ Édison, *Misiones militares extranjeras y su aporte a la profesionalización del ejército ecuatoriano*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, coll. « Biblioteca del ejército ecuatoriano », 2013.
- MACÍAS NÚÑEZ Édison, « Evolución histórica de la aviación del ejército en el Ecuador », *Boletín de la Academia Nacional de Historia Militar*, vol. 5, 2013, p. 243-262.
- MACÍAS NÚÑEZ Édison, *El ejército ecuatoriano en la campaña internacional de 1941 y en la post guerra*, Quito, Centro de Estudios Históricos del Ejército, coll. « Historia General del Ejército », 2012, vol.5.
- MONTEVERDE GRANADOS Carlos, *Evolución de la Marina de Guerra ecuatoriana*, Instituto de Historia Marítima., Guayaquil, 1990.

- ORTIZ BATALLAS Cecilia, *Shuar, Salesianos y militares en la construcción del estado en el Sur-Oriente ecuatoriano 1893-1960*, Thèse de doctorat en histoire, Flacso Ecuador, Quito, 2018.
- ORTIZ BATALLAS Cecilia, « La influencia militar en la construcción política del indio ecuatoriano en el siglo XX », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, n° 26, août 2013, p. 73-84.
- ORTIZ BATALLAS Cecilia, *Indios, militares e imaginarios de nación en el Ecuador del siglo XX*, Editorial Abya Yala, 2006.
- OSPINA PERALTA Pablo, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, décembre 2015, p. 66-99.
- POLICÍA NACIONAL DEL ECUADOR, *Breve síntesis histórica de la policía nacional del Ecuador*, [http://web.archive.org/web/20120617131257/http://www.policiaecuador.gov.ec/fileadmin/policiaecuador-repositorio/Archivos/BREVE_SISTESIS_HISTORICA_DE_LA_POLICIA_NACIONAL_DEL_ECUADOR.pdf], consulté le 11 juin 2019.
- « 100 años comunicando la historia del Ejército 1917-2017 », *Revista El Ejército Nacional*, n° 200, février 2017.

Aspects extérieurs

- CARRIÓN MENA Francisco, *Política exterior del Ecuador: Evolución, teoría y práctica*, 2e ed., Quito, Editorial Universitaria, 1989.
- CARRIÓN MENA Francisco, « El conflicto limítrofe con Perú como eje ordenador de la política exterior ecuatoriana (1942-1998) », dans ZEPEDA B. (dir.), *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009, p. 233-264.
- CUVI Pablo, NÚÑEZ Pablo et ASOCIACIÓN DE FUNCIONARIOS Y EMPLEADOS DEL SERVICIO EXTERIOR ECUATORIANO, *Ecuador en el mundo, 1830-2006: la política exterior de la república*, AFESE Ecuador, 2006.
- ESPINOSA Carlos, « Ecuador se inserta en el sistema de Estados: las relaciones internacionales de Ecuador entre 1830 y 1870 », dans ZEPEDA B. (dir.), *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009, p. 77-106.
- PÉREZ CONCHA Jorge, *Ensayo histórico-crítico de las relaciones diplomáticas del Ecuador con los Estados limítrofes*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1979, 2 volumes.
- SINARDET Emmanuelle, « Nation, mémoire et équatorianité (1895-1915). La littérature d'histoire des frontières », *América. Cahiers du CRICCAL*, vol. 31, n° 1, 2004, p. 271-278.
- SINARDET Emmanuelle, « Oriente, nation building et imaginaire collectif en Équateur : comment la question amazonienne est devenue la question des frontières amazoniennes », *Séminaire Amérique Latine (SAL)*, Hors-Série, p. 113-122.
- TAPIA FIGUEROA Claudio, *Relaciones bilaterales entre Chile y Ecuador: La construcción de la amistad paravecinal (1880-1910)*, Valparaíso, Universidad Técnica Federico Santa María, 2016.
- TAPIA FIGUEROA Claudio, *¿Una alianza estratégica? Los informes Navarro sobre relaciones Ecuatoriano-Chilenas (1895-1910)*, Valparaíso, Universidad Técnica Federico Santa María, 2016.
- URIBE MOSQUERA Tomás, « Ecuador y Colombia: afirmación autoidentitaria y conflicto en la era republicana temprana », dans ZEPEDA B. (dir.), *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009, p. 149-194.
- VILLACRÉS M. Jorge W., *Historia diplomática de la República del Ecuador*, Guayaquil, Editorial del Diario, 1987.
- VINTIMILLA R. Ramón, *La République de l'Équateur. Pays de tourisme*, Bordeaux, Publications du Consulat de la République de l'Équateur, 1938.
- ZEPEDA B. (dir.), *Ecuador: relaciones exteriores a la luz del bicentenario*, Quito, FLACSO Ecuador, 2009.

Aspects intérieurs

- ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto. (dir.), *Obras oratorias*, Quito, Grupo Aymesa, 1995.
- ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto, *Mensaje del Excmo. Señor Presidente Constitucional de la República Doctor Don Carlos A. Arroyo del Río*, Quito, Imprenta del Ministerio de Gobierno, 1940.
- ASTUDILLO SAMANIEGO Clodoveo, *Historia de El Oro y de la Patria*, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2016.

- AYALA MORA Enrique, « La represión arroïsta: caldo de cultivo de la “Gloriosa” », dans CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional, 2016, p. 19-38.
- BECKER Marc, « General Alberto Enríquez Gallo: Soldier, Populist, Leftist », *Journal of Latin American Studies*, vol. 50, n° 2, mai 2018, p. 323-353.
- BECKER Marc, *The FBI in Latin America: The Ecuador Files*, Duke University Press, 2017.
- BURBANO F. et DE LA TORRE C. (dir.), *El populismo en el Ecuador (antología de textos)*, Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales (ILDIS), 1989.
- CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional, coll. « Biblioteca de historia », 2016.
- CAIZA Roberto et MOLINA Edison, « Análisis histórico de la evolución del turismo en el territorio ecuatoriano », *RICIT: Revista Turismo Desarrollo y Buen Vivir*, n° 4, octubre 2012, p. 8-24
- CORONEL Valeria, « La Revolución Gloriosa: una relectura desde la estrategia de la hegemonía de la izquierda de entreguerras », dans CABRERA HANNA Santiago (dir.), *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional, 2016, p. 75-94.
- CORONEL Valeria, « Izquierdas, sindicatos y militares », dans CAMARERO Hernán et MANGIANTINI Martín (dir.), *El movimiento obrero y las izquierdas en América Latina. Experiencias de lucha, inserción y organización, Volumen I*, Editorial A contracorriente, Raleigh (North Carolina), (coll. « Historia y ciencias sociales »), p. 95-120.
- ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOVA Carlos Ramiro, « Repensar la derecha: Democracia cristiana, corporativismo e integralismo en Ecuador en la entreguerra (1918-1943) », *Historia 396*, vol. 8, n° 2, 2018, p. 55-90.
- FERNÁNDEZ RUEDA Sonia Marina, *Indigenismo y educación de los indígenas rurales serranos en el Ecuador (1925-1948)*, Universidad Andina Simón Bolívar, Sede Ecuador, 2016.
- GALLARDO MOSCOSO Hernán et ANYAYRIGRA Paya, *Historia social del Sur ecuatoriano*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1991.
- GOETSCHEL Ana María (dir.), *Orígenes del feminismo en el Ecuador: antología*, Quito, Consejo Nacional de Las Mujeres (CONAMU), FLACSO sede Ecuador, MDMQ, UNIFEM, 2006.
- GONZÁLEZ PÁEZ M. A., *Radiodifusora Ecuador Amazónico. HCIGP*, Quito, Imprenta « América », 1939.
- LARA Jorge Salvador, « El Gobierno del Presidente Arroyo del Río », dans ARROYO DEL RÍO Carlos Alberto. (dir.), *Obras oratorias*, Quito, Grupo Aymesa, 1995, p. 23-34.
- MENDOZA Virgilio, *Monografía descriptiva del Cantón Machala*, Quito, Publicaciones Ecuatorianas, 1970.
- MONCAYO M. Patricio, *El 28 de mayo de 1944: una democracia fallida (Significados históricos del 28 de Mayo)*, Tesis de maestría, FLACSO-Ecuador, Quito, 2008.
- MOREL Anne-Claudine, « Polémique équatorienne autour des tableaux Los Profetas », *América. Cahiers du CRICCAL. Numéro thématique : Polémiques et manifestes aux XIXe et XXe siècles en Amérique latine*, vol. 21, n° 1, 1998, p. 245-254.
- MURILLO C. Rodrigo, *Provincia de el Oro. Lugares y tiempos*, Machala, Universidad Técnica de Machala, 2007.
- OGAZ ARCE Leonardo, *¡Todo el poder a Velasco! La insurrección del 28 de mayo de 1944*, Quito, Abya-Yala, 1998.
- OSPINA PERALTA Pablo, « La Guerra de los Cuatro Días: ejército liberal y Partido Conservador », *Procesos: Revista Ecuatoriana de Historia*, décembre 2015, p. 66-99.
- OSPINA PERALTA Pablo, « Matrimonio de compromiso: El Ejército liberal y el partido conservador (1941-1948) », dans *La Gloriosa: ¿revolución que no fue?*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional, 2016 p. 129-152.
- PERALTA DÍAZ Fabricio, « La lista negra », *Revista Iuris*, vol. 2, n° 16, 2017, p. 183-198.
- SALCEDO P. Galo César, *Machala. 455 años de historia*, Machala, 1992.
- SEVILLA PÉREZ Ana María, *El Ecuador en sus mapas: estado y nación desde una perspectiva espacial.*, thèse de doctorat en sciences politiques, FLACSO-Ecuador, Quito, 2011.
- SINARDET Emmanuelle, « L'équatorianité, une identité territorialisée : l'exemple de « La ecuatorianidad » (1942) de Jacinto Jijón y Caamaño », *Histoire(s) de l'Amérique latine*, vol. 4, n° 1, 23 mars 2010, p. 1-16. <http://www.hisal.org/revue/article/Sinardet2010-2>

- UBELAKER ANDRADE Lisa, « “Voice Boxes” of God (and State): Radio, Evangelical Missionaries and Good Neighbor propaganda in Ecuador (1933-1945) », Barcelone, LASA, 2018.
- SACOTO Antonio, « Jorge Icaza: El indigenismo ecuatoriano », *Revista de Crítica Literaria Latinoamericana*, 1991, vol. 17, n° 33, p. 253-259.
- TRIBUNAL SUPREMO ELECTORAL DE ECUADOR, *Elecciones y Democracia en El Ecuador. Vol.2. El Proceso Electoral Ecuatoriano*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1989.

Pérou

Général

- AGUIRRE Carlos et PANFICHI Aldo (dir.), *Lima, siglo XX. Cultura, socialización y cambio*, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 2013.
- BASADRE Jorge, *Historia de la República del Perú (1822-1933)*, Lima, El Comercio, 2005.
- CONTRERAS Carlos et CUETO Marcos (dir.), *Perú. Mirando hacia dentro. Tomo 4 (1930/1960)*, Madrid, Taurus, coll. « América latina en la historia contemporánea », 2015.
- CONTRERAS Carlos et CUETO Marcos, *Historia del Perú Contemporáneo*, 5e ed., Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2013.
- COTLER Julio, *Clases, Estado y Nación en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2005.
- KLARÉN Peter F., *Nación y sociedad en la historia del Perú*, Lima, Instituto de Estudios peruanos, 2004.
- QUIROZ Alfonso W., *Historia de la corrupción en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2013.

Forces armées

- DE LA BARRA Felipe, *La Historia militar peruana*, Lima, Centro de Estudios Histórico-Militares del Perú, 1959.
- BULLICK Lucie, *Pouvoir militaire et société au Pérou aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- CALDERÓN William et MENDOZA Juan, *Gasto militar en el Perú*, Universidad del Pacífico, 2016.
- COMISIÓN PERMANENTE DE HISTORIA DEL EJÉRCITO DEL PERÚ, *Compendio de la historia general del Ejército del Perú*, Lima, 2001, vol.2.
- DELLEPIANE Carlos, *Historia militar del Perú*, Librería e imprenta Gil, 1931.
- GALLEGOS Amaru Tincopa, *Fábrica Nacional De Aviones. Caproni Peruana.*, Lima, Estudio de Impresiones SA, 2010.
- HURTADO MEZA Lourdes, « Ejército cholificado: reflexiones sobre la apertura del ejército peruano hacia los sectores populares », *Íconos - Revista de Ciencias Sociales*, n° 26, septembre 2006, p. 59-72.
- MASTERSON Daniel M., *Fuerza armada y sociedad en el Perú moderno: un estudio sobre relaciones civiles militares, 1930-2000*, Lima, Instituto de Estudios Políticos y Estratégicos, 2001.
- MCÉVOY C. et RABINOVICH A.M. (dir.), *Tiempo de guerra. Estado, nación y conflicto en el Perú, siglos XVII-XIX*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2018.
- MÉNDEZ Cecilia, « Las paradojas del autoritarismo: ejército, campesinado y etnicidad en el Perú, siglo XIX al XX », *Iconos, Revista de Ciencias Sociales*, n° 26, septembre 2006, p. 17-34.
- MÉNDEZ G. Cecilia et GRANADOS MOYA Carla, « Las guerras olvidadas del Perú: formación del Estado e imaginario nacional », *Revista de Sociología e Política*, vol. 20, n° 42, juin 2012, p. 57-71.
- SAINT JOHN DE CRÈVECOEUR Thibault, *La mission militaire française au Pérou de 1896 à 1939*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2007.
- TOCHE Eduardo, *Guerra y democracia: los militares peruanos y la construcción nacional*, Lima, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, CLACSO, 2008.
- VILLANUEVA Víctor, *Ejército peruano: del caudillaje anárquico al militarismo reformista*, Lima, J. Mejía Baca, 1973.
- VILLANUEVA Víctor, *100 años del Ejército Peruano: frustraciones y cambios*, Lima, J. Mejía Baca, 1972.

Aspects extérieurs

- BÁKULA Juan Miguel, *El Perú en el reino ajeno: historia interna de la acción externa*, Lima, Universidad de Lima, Fondo Editorial, 2006.
- BÁKULA Juan Miguel, *Perú, entre la realidad y la utopía: 180 años de política exterior*, Lima, Fondo de Cultura Económica : Fundación Academia Diplomática del Perú (coll. « Selección de obras de política y derecho »), 2002.
- CLAYTON Lawrence A., *Estados Unidos y el Perú, 1800 1995*, Centro Peruano de Estudios Internacionales, CEPEI, 1998.
- CUETO Marcos et LERNER Adrián, *Indiferencias, tensiones y hechizos: medio siglo de relaciones diplomáticas entre Perú y Brasil, 1889-1945*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos/Embajada de Brasil en el Perú, Sector de Promoción Cultural, 2012.
- FERRERO COSTA Eduardo (dir.), *Relaciones internacionales del Perú*, Lima, Centro Peruano de Estudios Internacionales (coll. « Serie Simposios internacionales »), 1986.
- HAYA DE LA TORRE Víctor Raúl, *La Defensa continental*, 3e ed., Buenos Aires, Editorial Américalee, 1946.
- MERA ÁVALOS Arnaldo, « José de la Riva-Agüero y Osma y la visita de las princesas Orleans-Braganza a Lima en junio y setiembre de 1941 », vol. 10, novembre 2015, p. 171-196.
- NOVAK TALAVERA Fabián, *Las relaciones entre el Perú y Francia, 1827-2004*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Instituto de Estudios Internacionales, Fondo Editorial, 2005.
- PONS MUZZO Gustavo, *Las fronteras del Perú*, Lima, Colegio San Julián, 1961.
- ST JOHN Ronald Bruce, *La política exterior del Perú*, Lima, Asociación de Funcionarios del Servicio Diplomático del Perú, 1999.
- WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia diplomática del Perú, 1900-1945*, Lima, Ediciones Peruanas/Academia diplomática del Perú, 1964, 2 volumes.
- REYNA Alberto Wagner de, *Los límites del Perú*, Lima, Editorial Universitaria, 1961.
- PORRAS BARRENECHEA Raúl et WAGNER DE REYNA Alberto, *Historia de los límites del Perú*, Lima, Editorial Universitaria/Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú, Dirección de Planeamiento y Evaluación de Programas, 1997 (1981, 1930).

Aspects intérieurs

- ANONYME, « ¿Puede un Prado ser Presidente del Perú? », Lima, 1936.
- ANONYME, *Eloy G. Ureta : trayectoria de una vida*, Lima, Jurídica, 1973.
- AGUIRRE Carlos et DRINOT Paulo (dir.), *La revolución peculiar: Repensando el gobierno militar de Velasco*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2018.
- AGUIRRE Carlos, « Hombres y rejas. El APRA en prisión, 1932-1945 », *Bulletin de l'Institut français d'Études Andines*, 43 (1), mai 2014, p. 7-30.
- ALDANA RIVERA Susana, « El Norte del Perú y el Sur del Ecuador, entre la región y la nación », dans BONILLA Adrián (dir.), *Ecuador-Perú, Horizontes de la negociación y el conflicto*, Quito, FLACSO Ecuador, 1999, p. 169-187.
- ALDANA RIVERA Susana, « De llave del reino y frontera a límite. Un ensayo sobre la Transversal de Huancabamba y su construcción como región entre dos países », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, avril 2018, 47 (1), p. 19-39.
- ALJOVÍN DE LOSADA Cristóbal et LÓPEZ Sinesio, *Historia de las elecciones en el Perú: estudios sobre el gobierno representativo*, IEP, 2005.
- ANDERLE Ádám, *Los movimientos políticos en el Perú entre las dos guerras mundiales*, La Habana, Casa de las Américas, 1985.
- BENAVIDES DE PEÑA P., BERNAVIDES DE MENDOZA M., et BENAVIDES BENAVIDES O. (dir.), *El Mariscal Benavides, su vida y su obra*, Atlántida, 1976, 2 volumes.
- BORRAS Gérard, « Coloquio internacional «Nuevas miradas sobre el régimen militar de Velasco Alvarado»: Lima, 14-16 de junio », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 45 (2), août 2016, p. 359-360.
- BOURRICAUD François, *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Presses de Sciences Po, 1967.
- CANDELA JIMÉNEZ Emilio, *El régimen de Óscar R. Benavides (1933-1939) ¿una experiencia populista? Definiciones y nuevos planteamientos en torno a su accionar político*, Lima, PUCP, 2013.

- CANDELA JIMÉNEZ Emilio, « Polarización e ideologización en un escenario político: etapas y desarrollo de la campaña electoral de 1936 », *Histórica*, vol. 34, n° 2, mars 2012, p. 129-175.
- DAGICOUR Ombeline, « Construir el Estado, forjar una nación. La «nueva geografía» y su enseñanza en el Perú del Presidente Leguía (1919-1930) », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, mai 2016, n° 106, p. 79-96.
- DAGICOUR Ombeline, *Régénérer la patrie, construire l'État : savoirs géographiques et production du territoire : Pérou (1900-1930)*, Thèse de doctorat, Paris 1/Université de Genève, 2017.
- DAVIES Thomas M. et VILLANUEVA Víctor, *Secretos electorales del Apra: correspondencia y documentos de 1939*, Editorial Horizonte, 1982.
- DELACROIX Dorothée, *Ethnographie des mémoires de la guerre au Pérou (1980-2000). Morts, vivants et souffrants dans les communautés andines*, thèse de doctorat en anthropologie sociale et historique, Université Toulouse 2 Jean Jaurès, LISST - Centre d'Anthropologie sociale, 2014.
- DELBOY Emilio, *Memorandum sobre la selva del Perú*, Lima, Sanmartí y Cía, 1942.
- DESMOND Patricia Salinas, « Pérou : le rêve de l'Etat-nation des intellectuels de la génération de 1900 », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 16, novembre 2008. [En ligne]: <http://journals.openedition.org/alhim/2934>
- DRINOT Paulo, *La seducción de la clase obrera. Trabajadores, raza y la formación del Estado peruano*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, coll. « Perú problema », 2016.
- DEL GIUDICE FOLCHI F., *¿Quién es Manuel Prado?*, Empresa Tipográfica Salas e hijos., 1957.
- GRAHAM Carol, *Peru's APRA: Parties, Politics, and the Elusive Quest for Democracy*, L. Rienner Publishers, 1992.
- GUERRA MARTINIÈRE Margarita, *Manuel A. Odria*, Lima, Editorial Brasa S.A., coll. « Forjadores del Perú », 1994.
- HANSEN Sönke, « Nuevas opciones políticas en el Perú durante la Gran Depresión: La imagen del APRA en El Comercio (1931-1933) », *Histórica*, vol. 34, n° 2, mars 2012, p. 99-127.
- IGLESIAS Daniel, « L'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) comme dynamique transnationale. Du réseau à la fabrication d'un discours nationaliste », *Cahiers des Amériques latines*, vol. 2011/1, n° 66, avril 2011, p. 111-129.
- ITIER César, « Nationalisme ou indigénisme. Le théâtre quechua à Cuzco entre 1880 et 1960 », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, décembre 2001, 30 (3), p. 527-540.
- LANGER Erick et WALKER Charles, *Bandoleros, abigeos y montoneros. Criminalidad y violencia en el Perú, siglos XVIII-XX*, Lima, Instituto de Apoyo Agrario/Pasado y Presente, 1990.
- LAUSENT-HERRERA Isabelle, « L'émergence d'une élite d'origine asiatique au Pérou », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 67, n° 1, 1996, p. 127-153.
- LAUSENT-HERRERA Isabelle, « Le parcours difficile de la communauté japonaise au Pérou », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 97, 1990, p. 27-49.
- LOSSIO Jorge et CANDELA Emilio, *Prensa, conspiraciones y elecciones: el Perú en el ocaso del régimen oligárquico*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Instituto Riva-Agüero, 2015.
- MANRIQUE Nelson, *¡Usted fue aprista!: bases para una historia crítica del APRA*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Fondo Editorial, 2009.
- MEDINA BRIONES Rommel Gerardo, « Proyectos, ideas y discursos políticos en la campaña electoral de 1945 en el Sur Peruano: el caso del Frente Democrático Nacional », *Revista del Archivo General de la Nación*, n° 27 (date et pagination inconnues).
- MOLINARI MORALES Tirso, *El fascismo en el Perú. La Unión Revolucionaria, 1931-1936*, Lima, UNMSM, 2006.
- MOLINARI MORALES Tirso, *La Unión Revolucionaria. 1931-1939. Una aproximación a la historia del fascismo en el Perú*, Tesis para optar al grado de magister en historia, PUCP, Lima, 2004.
- PASTOR TORRES Gustavo, *El "indio" y los contornos de la nación peruana: génesis, desarrollo y enfriamiento del pensamiento indigenista (1888-1965)*, thèse de doctorat sous la direction de Gilles Bataillon, Paris Sciences et Lettres/EHESS, 2018.
- PÉROU, *Obra de gobierno del Presidente de la República Dr. Manuel Prado 1939-1945*, Buenos Aires, 1945.
- PÉROU, *Síntesis gráfica del mensaje a la nación de 1941*. 1941.
- RAMÍREZ GASTÓN José María, *Política económica y financiera: Manuel Prado, sus gobiernos de 1939-45 y 1956-62: apuntes para la historia económica*, Lima, La confianza, 1969.

- RENGIFO CARPIO David, *Le théâtre historique et la construction de la nation : essor, crise et résurgence : Lima 1848-1924*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Borrás, Université Rennes 2, 2018.
- RICE Mark, *Making Machu Picchu: The Politics of Tourism in Twentieth-Century Peru*, University of North Carolina Press, 2018.
- ROJAS ROJAS Rolando, *Cómo matar a un presidente: los asesinatos de Bernardo Monteagudo, Manuel Pardo y Luis M. Sánchez Cerro*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2018.
- SAINTE-MARIE Darío, *Perú en cifras, 1944-1945*, Empresa gráfica Scheuch S.A., 1945.
- SAINT-GEOURS Y. et O'PHÉLAN GODOY S. (dir.), *El norte en la historia regional, siglos XVIII-XIX*, Lima, Institut Français d'Études Andines, coll. « Travaux de l'IFEA », 2015.
- SÁNCHEZ Luis Alberto, *Apuntes para una biografía del Apra*, Mosca Azul Editores, 1978.
- SÁNCHEZ Luis Alberto, *Haya de la Torre y el Apra: crónica de un hombre y un partido*, Editorial de Pacífico, 1955.
- SÁNCHEZ Martí et VALENZUELA Manuel, *Democracia, participación y representación electoral en el Perú. Textos para reflexionar el Estado en los siglos XX y XXI*, Lima, Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE), 2020.
- VALVERDE Roberto L., « La Cuenca petrolera peruana del Amazonas y su correlación estratigráfica con las formaciones petrolíferas del continente Sud-Americano », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, XIX, 1946, p. 81-132.
- VALVERDE Roberto L., « La génesis del petróleo, su distribución en el mundo y el petróleo de nuestra montaña », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, vol. 4, 1931, p. 41-71.
- WELTER Otto A., « El petróleo de Caupolicán en Bolivia, y probable extensión de sus yacimientos a la montaña del Madre de Dios », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, vol. 4, p. 79-93.

Amazonie (Pérou, Équateur et général)

- ALOMIA Antonio, *La Defensa del Oriente ecuatoriano*, Talleres Gráficos Nacionales, 1936.
- AYALA Emilio et SAMANIEGO SHUNLAULA David, *David Samaniego Shunaula: nueva crónica de los indios de Zamora y del Alto Marañón : historia oral*, Editorial Abya Yala, 1995.
- BARCLAY F. (dir.), *Amazonia, 1940-1990: el extravío de una ilusión*, Terra Nuova, 1991.
- BARCLAY Frederica, « Sociedad y Economía en el Espacio Cauchero Ecuatoriano de la Cuenca del Río Napo, 1870-1930 », dans GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la Amazonia andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 127-238.
- BARCLAY Frederica, « Transformaciones en el espacio rural loretoano tras el periodo cauchero », dans GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *La construcción de la Amazonia andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 229-285.
- BARCLAY Frederica et SANTOS-GRANERO Fernando, *La frontera domesticada: historia económica y social de Loreto, 1850-2000*, Lima, Fondo Editorial PUCP, 2002.
- BARCLAY Frederica, *El Estado Federal de Loreto, 1896 : Centralismo, descentralismo y federalismo en el Perú, a fines del siglo XIX*, Lima, Institut Français d'Études Andines, coll. « Travaux de l'IFEA », 2013.
- BARRERA Isaac J., « El IV Centenario del descubrimiento del Amazonas », *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, XIX, n° 55, juin 1940, p. 13-29.
- BAYONA Jorge, « Inherited Destinies: Discourses of Territorial Loss in Postcolonial States across the Pacific (Peru and the Philippines, 1903-1927) », *Verge: Studies in Global Asias*, vol. 3, n° 2, 22 septembre 2017, p. 169-195.
- BENAVIDES Margarita. (dir.), *Atlas de comunidades nativas y áreas naturales protegidas del Nordeste de la Amazonia peruana*, Instituto del Bien Común, 2010.
- BOTTASSO Juan, *Los Salesianos y la Amazonia: Actividades y presencias*, Editorial Abya Yala, 1993.
- BUDOR Hubert, *L'expédition Jivaro*, Aber Images/TV Rennes, 2008.
- BUENO MEDINA Juan B., *Conferencia sobre el descubrimiento del río de las Amazonas en el cuarto centenario (1542-1942)*, Bogota, Prensas de la Biblioteca nacional, 1942.
- CAVERO-EGUSQUIZA Ricardo, *Demarcación política de Loreto (compilación de leyes y otros documentos)*, Lima, Auspiciada por el Comité del IV Centenario del Descubrimiento del Río Amazonas, 1943.

- CHAUCA TAPIA Roberto, « Contribución indígena a la cartografía del Alto Ucayali a fines del siglo XVII », *Bulletin de l'IFEA*, 44 (1), p. 117-138.
- CHIRIF Alberto, *Diccionario Amazónico: voces del castellano en la selva peruana*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP), Lluvia Editores SRL, 2016.
- CHIRIF Alberto et MORA Carlos, « La Amazonía peruana », dans MEJÍA BACA Juan (dir.), *Historia del Perú*, t.XII., Lima, 1980, p. 217-321.
- CIPOLLETTI María Susana, « El testimonio de Joaquina Grefa, una cautiva quichua entre los huaorani (Ecuador, 1945) », *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 88, n° 88, janvier 2002, p. 111-135.
- CONDAMINE Charles-Marie de La et MINGUET Hélène, *Voyage sur l'Amazone*, Paris, La Découverte, 2004.
- CÓRDOBA Lorena, BOSSERT Federico et RICHARD Nicolas, *Capitalismo en las selvas. Enclaves industriales en el Chaco y Amazonía indígenas*, San Pedro de Atacama, Ediciones del Desierto, 2015.
- CORREA RUBIO F., CHAUMEIL J.-P., et CAMACHO R.P. (dir.), *El aliento de la memoria: antropología e historia en la Amazonia andina*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Departamento de Antropología, 2012.
- DELBOY Emilio, *Memorandum sobre la selva del Perú*, Lima, Sanmartí y Cía, 1942.
- DESCOLA Philippe, « Les Affinités sélectives Alliance, guerre et prédation dans l'ensemble jivaro », *L'Homme*, vol. 33, n° 126, 1993, p. 171-190.
- DESCOLA Philippe et TAYLOR Anne-Christine, « Les Jivaros terribles " réducteurs de têtes " », *Le Monde*, 28 juillet 1980.
- ESVERTIT COBES Natàlia, « Los salesianos en el Vicariato Apostólico de Méndez y Gualaquiza: configuración territorial, colonización y nacionalización del Suroriente ecuatoriano, siglos XIX y XX », VÁSQUEZ Lola et al., *La Presencia Salesiana en Ecuador. Perspectivas históricas y sociales*. Quito, Abya Yala/Universidad Politécnica Salesiana, Abya-Yala, 2012, p. 477-518.
- ESVERTIT COBES Natàlia, *La incipiente provincia. Amazonia y Estado ecuatoriano en el siglo XIX*, Quito, Universidad Andina Bolívar / Corporación Nacional, coll. « Biblioteca de Historia », 2008.
- ESVERTIT COBES Natàlia, « Los imaginarios tradicionales sobre el oriente ecuatoriano », *Revista de Indias*, vol. 61, n° 223, décembre 2001, p. 541-571.
- ESVERTIT COBES Natàlia, « Caminos al Oriente. Estado e intereses regionales en los proyectos de vías de comunicación con la Amazonía ecuatoriana, 1890-1930 », dans GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 287-356.
- FAVIER Irène, *Le Pérou et ses confins amazoniens : Le cas du Haut Marañón, 1946-2009*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2020.
- FAVIER Irène, *La convoitise des confins. Lutttes foncières et redéfinition du national dans le Haut Marañón péruvien (1946-2009)*, thèse de doctorat sous la direction de Danielle Tartakowsky et Olivier Compagnon, Universités Paris 8/Paris 3, 2014.
- FLORNOY Bertrand, *Haut-Amazone: trois français chez les Indiens réducteurs de têtes*, Paris, Plon, 1939.
- GAMARRA ELÍAS Carlos, « La exploración de la Amazonia y la participación histórica de la Marina », *Revista de Marina*, Edición Especial « Amazonia », diciembre 1999, p. 29-37.
- GARAY VERA Cristián, « El atributo amazónico del Perú. La construcción de una soberanía 1903-1942 », *Historia Crítica*, n° 39, septembre 2009, p. 108-129.
- GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998.
- GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995.
- GARCÍA JORDÁN P. et SALA I VILA N. (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998.
- GARCÍA JORDÁN Pilar, *Cruz y arado, fusiles y discursos: la construcción de los Orientes en el Perú y Bolivia, 1820-1940*, Lima, IFEA-IEP, 2003.
- GARCÍA JORDÁN Pilar, « En el corazón de las tinieblas... del Putumayo, 1890-1932. Fronteras, caucho, mano de obra indígena y misiones católicas en la nacionalización de la Amazonía », *Revista de Indias*, vol. 61, n° 223, 30 décembre 2001, p. 591-617.
- GARCÍA JORDÁN Pilar, « La construcción del espacio amazónico. Una perspectiva histórica de la ocupación de la Amazonía », *Medio ambiente y desarrollo en América latina*, 1999, p. 43-77.

- GARCÍA JORDÁN Pilar, « Las misiones católicas en la Amazonía peruana: ocupación del territorio y control indígena (1821-1930) », dans GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *La construcción de la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 7-106.
- GARFIELD Seth, *In Search of the Amazon: Brazil, the United States, and the Nature of a Region*, Durham, Duke University Press Books, 2013.
- GARFIELD Seth, « A Amazônia no imaginário norte-americano em tempo de guerra », *Revista Brasileira de História*, vol. 29, n° 57, juin 2009, p. 19-65.
- GÓMEZ GONZÁLEZ Sebastián, *Frontera selvática. Españoles, portugueses y su disputa por el noroccidente amazónico, siglo XVIII*, Instituto Colombiano de Antropología e Historia (ICANH), 2014.
- GONZÁLEZ RUIZ Felipe, « Geografía y Etnografía del Amazonas », *Boletín de la Sociedad geográfica de Lima*, Numero extraordinario del IV centenario del descubrimiento del Río Amazonas, tomo LIX, 1942, p. 39-70.
- GRANJA J. C., *Nuestro oriente: de unas notas de viaje*, Quito, Imp. de la Universidad, 1942.
- GRIJALVA Carlos E., « Los indígenas en el descubrimiento del Amazonas. Carta abierta », *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, 1940, p. 223-230.
- GUALLART José María, *Entre pongos y cordillera: historia de la etnia aguaruna-huambisa*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP), 1990.
- GUALLART José María, *Fronteras vivas: poblaciones indígenas en la cordillera del Cóndor*, Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica (CAAAP), 1981.
- HARNER Michael J., *Shuar, pueblo de las cascadas sagradas*, Quito, Abya-Yala, 1994.
- HERRERA Morgana, « La construcción de la peruanidad de la Amazonía: el caso del IV Centenario del Descubrimiento del Río Amazonas de 1942 », *Revista del Instituto Riva-Agüero*, vol. 3, n° 2, 2018, p. 121-169.
- HEYMANN Catherine, *L'Orient péruvien entre construction régionale, intégration nationale et internationalisation du marché (1845-1932)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016.
- HEYMANN Catherine, « Les Amazonies : unité et diversité. Présentation », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 96, juin 2011, p. 9-12.
- HEYMANN Catherine, « Sport et construction nationale en Amazonie péruvienne au début du XX^e siècle », *Caravelle, Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 89, n° 1, 2007, p. 35-46.
- KANEV Venko, « Pantaleón y las visitadoras : la sátira global de Mario Vargas Llosa », *América. Cahiers du CRICCAL*, vol. 37, n° 1, 2008, p. 147-158.
- LA SERNA Juan Carlos, *Misiones, modernidad y civilización de los « salvajes ». Reconstrucción del proyecto misionero adventista entre los ashanincas de la selva central peruana (1910-1948)*, Lima, Fondo Editorial Facultad de Ciencias Sociales - UNMSM, 2012.
- LA SERNA Juan Carlos et CHAUMEIL Jean-Pierre, *El bosque ilustrado. Diccionario histórico de la fotografía amazónica peruana (1868-1950)*, IFEA-CAAAP, 2016.
- LE TOURNEAU François-Michel, *L'Amazonie - Histoire, géographie, environnement*, Paris, CNRS, 2019.
- LLOSA Alvar de la, *Orients péruvien et bolivien - 1821-1939*, Atlande, 2017.
- LÓPEZ GARCÉS Claudia Leonor, *Ticunas brasileiros, colombianos y peruanos: Etnicidad y nacionalidad en la región de fronteras del alto Amazonas/ Solimões*, Centro de Pesquisa e Pós-graduação sobre América Latina e Caribe -CEPPAC de la Universidad de Brasília - UnB, Coleção Eduardo Galvão - Museu Goeldi, 2005.
- MARTÍNEZ RIAZA Ascensión, « La incorporación de Loreto al Estado-nación peruano. El discurso modernizador de la sociedad geográfica de Lima (1891-1919) », dans GARCÍA JORDÁN P. et SALA I VILA N. (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998, p. 99-126.
- MATTER Fred, *Haut-Amazone*, Gaumont Pathé Archives (Ayant droit producteur), 1939.
- MULLER Richard, *Orellana's Discovery of the Amazon River*, Guayaquil, Editorial Jouvin, 1937.
- OTERO Alvaro, « El rey gallego de los jíbaros », *El País semanal*, 3 décembre 2006.
- P B., « Expédition française du Haut-Amazone. », *Journal de la Société des Américanistes*, vol. 29, n° 1, 1937, p. 235-235.
- PATIÑO PONCE Juan C., « La conquista aerea de la Selva », *Fernando Casaretto Alvarado (ed.), Marina de Guerra del Perú. La Odisea amazónica. 1864-2014, Comandancia General de Operaciones de la Amazonía y Quinta Zona Naval, Iquitos, 2014*, Iquitos, 2014, p. 155-167.

- PERZ Stephen G., « The Unexpected Amazon: Past, Present, and Imagined », *Latin American Research Review*, vol. 53, n° 1, 28 mars 2018.
- PORRAS BARRENECHEA Raúl, *El Perú y la Amazonia*, Lima, 1961.
- RÉMY Maria Isabel, *Historia de las comunidades indígenas y campesinas del Perú*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, coll. « Documento de trabajo », 2013.
- RESTREPO Marco, TAMARIZ TORMEN María Eugenia et BUSTAMANTE Teodoro, *Frontera amazónica: historia de un problema*, Quito, CEDIME, 1991.
- RESTREPO Marco, « El problema de la frontera en la construcción del espacio amazónico », dans RUIZ Lucy (dir.), *Amazonia, escenarios y conflictos*, Quito, CEDIME, 1993, p. 149-169.
- REYES Oscar Efrén et TERÁN Francisco, *Historia y geografía del Oriente ecuatoriano*, Talleres gráficos de educación, 1939.
- RÍOS ZAÑARTU Mario César, *Historia de la Amazonía peruana (Compendio)*, Iquitos, CETA, 1999.
- RIVET Paul, « A propos de tsantsa. », *Journal de la société des américanistes*, vol. 24, n° 1, 1932, p. 213-214.
- ROMERO Fernando, *Las fuerzas de la Marina en el Nor-Oriente y la guerra fluvial*, Lima, Secreto, 1935.
- ROMERO Fernando, *Notas para una historia de la Marina fluvial de Guerra*, Lima, Revista de Marina y Aviación, 1934.
- ROMIO Silvia, « El “pre-Baguazo” y sus historias: anatomía de un conflicto (mayo-junio 2009) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. <http://journals.openedition.org/nuevomundo/72918>.
- ROSTAIN Stéphen, *Amazonie : les 12 travaux des civilisations précolombiennes*, Paris, Belin, 2017.
- ROUX Jean Claude, « El reino del oro negro en el Oriente peruano. Una primera destrucción del medio amazónico, 1880-1910 », dans GARCÍA JORDÁN Pilar, « La construcción del espacio amazónico. Una perspectiva histórica de la ocupación de la Amazonía », *Medio ambiente y desarrollo en América latina*, 1999, p. 107-151.
- ROUX Jean-Claude, *L'Amazonie péruvienne : un Eldorado dévoré par la forêt, 1821-1910*, L'Harmattan, 1994.
- ROUX Jean-Claude, *La Bolivie orientale - confins inexplorés, battues aux Indiens et économie de pillage*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- RUIZ Lucy (dir.), *Amazonia, escenarios y conflictos*, Quito, Centro de Investigación de los Movimientos Sociales del Ecuador CEDIME, 1993.
- SALA I VILA Núria, « Ingenieros y colonización amazónica en el Perú, 1821-1930 », *Anuario IEHS*, 2006, p. 441-466.
- SALA I VILA Núria, « Cusco y su proyección en el oriente amazónico, 1800-1929 », dans GARCÍA JORDÁN P. (dir.), *Fronteras, colonización y mano de obra indígena en la Amazonía andina (siglos XIX-XX)*, Fondo Editorial PUCP, 1998, p. 399-535.
- SAN ROMÁN Jesús, *Perfiles históricos de la Amazonia peruana*, Iquitos, CAAP, CETA, IIAP, 1994.
- SINARDET Emmanuelle, « La redécouverte de l'Amazonie: Amazonie, équatorianité et éducation dans la première moitié du XX^e siècle. », *Histoire et Sociétés de l'Amérique latine*, n° 15, 2003, p. 107-139.
- SOUBLIN, *Histoire de l'Amazonie*, Paris, Payot, 2000.
- TAYLOR Anne-Christine, « L'oubli des morts et la mémoire des meurtres », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, n° 29, septembre 1997, p. 83-96.
- TORRES V. Oscar N., *Las operaciones militares en terreno selvático*, Imprenta y Librería del Gabinete Militar, 1935.
- VALVERDE Roberto L., « La génesis del petróleo, su distribución en el mundo y el petróleo de nuestra montaña », *Boletín de la Sociedad geológica del Perú*, vol. 4, 1931, p. 41-71.
- VAN VALEN Gary, *Indigenous Agency in the Amazon. The Mojos in liberal and rubber-boom Bolivia, 1842-1932*, Tucson, The University of Arizona Press, 2013.
- VARGAS LLOSA Mario, *Pantaleón et les Visiteuses*, Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan., Gallimard, 1975.
- VÁSQUEZ S. Lola et al. (dir.), *La presencia salesiana en Ecuador: perspectivas históricas y sociales*, Quito, Abya Yala/Universidad Politécnica Salesiana, 2012.
- VÁSQUEZ Francisco, *Relation du voyage et de la rébellion d'Aguirre*, Editions Jérôme Millon, 1997.
- VEGA TORAL Tomas, *El descubrimiento y primer viaje por el río de las Amazonas (1541-1542). Monografía histórica*, Cuenca, Tip. Municipal., 1942.

- VILLAR GÁLVEZ Raymundo, « La Marina de Guerra del Perú en la región amazónica », *Revista de Marina*, Edición especial « Amazonia », septembre 1999, p. 99-138.
- VILLAREJO Avencio, *Así es la selva*, 3e ed., Lima, Centro de Estudios Teológicos de la Amazonía (CETA), 1979.
- WALKER Charles, « El uso oficial de la selva en el Perú republicano », *Amazonía peruana*, vol. 4, n° 8, mai 1987, p. 61-89.
- WASSERSTROM Robert, « Surviving the Rubber Boom: Cofán and Siona Society in the Colombia-Ecuador Borderlands (1875–1955) », *Ethnohistory*, vol. 61, n° 3, juin 2014, p. 525-548.
- WASSERSTROM Robert et BUSTAMANTE Teodoro, « Ethnicity, Labor and Indigenous Populations in the Ecuadorian Amazon, 1822-2010 », *Advances in Anthropology*, vol. 05, n° 01, février 2015, p. 1-18.
- WAVRIN Robert marquis de et BUNNENS Gaston, *Les Jivaros: réducteurs de têtes récit d'exploration*, Paris, Payot, 1941.
- WERLICH David P., *The Conquest and Settlement of the Peruvian Montaña*, University of Minnesota, 1968.
- ZÁRATE BOTÍA Carlos Gilberto, « Pueblos indígenas y expediciones de límites en la Amazonia, siglos XVIII-XX », dans CORREA RUBIO F., CHAUMEIL J.-P., et CAMACHO R.P. (dir.), *El aliento de la memoria: antropología e historia en la Amazonia andina*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Departamento de Antropología, 2012, p. 261-283.
- « Edición en homenaje al Perú con ocasión del IV Centenario del Descubrimiento del Amazonas », *Continent. Revista chilena de vinculación americana*, n° 18, 1942.

Frontières

- AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Ruralité, ethnicité et montagne : le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera » », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, n° 97-2, 22 juillet 2009.
- AMILHAT SZARY Anne-Laure, « Géopolitique et frontières en Amérique latine », dans HARDY Sébastien et MÉDINA Lucile. *L'Amérique Latine*, Éditions du Temps, 2005, Questions de Géographie, 2005, p. 11-33.
- AMILHAT-SZARY Anne-Laure et CATTARUZZA Amaël, « Frontières de guerre, frontières de paix : nouvelles explorations des espaces et temporalités des conflits », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 33, 22 février 2018.
- BLAIS Hélène, *La longue histoire de la délimitation des frontières de l'Algérie*, La Découverte, 2014.
- BOCCARA Guillaume, « Mundos nuevos en las fronteras del Nuevo Mundo », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 8 février 2005, [en ligne], <http://journals.openedition.org/nuevomundo/426>.
- BOVIN P. (dir.), *Las fronteras del istmo: Fronteras y sociedades entre el sur de México y América Central*, Mexico, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, coll. « Geografía, Sociología y Ciencias Políticas », 2013.
- CABALLERO P.L. et GIUDICELLI C. (dir.), *Régimes nationaux d'altérité : États-nations et altérités autochtones en Amérique latine, 1810-1950*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.
- CAILLAVET C. et PACHÓN X. (dir.), *Frontera y poblamiento: estudios de historia y antropología de Colombia y Ecuador*, Lima, Institut Français d'Études Andines, coll. « Travaux de l'IFEA », 2014.
- CELESTINO DE ALMEIDA M.R. et ORTELLI S. (dir.), « Atravesando fronteras. Circulación de población en los márgenes iberoamericanos. Siglos XVI-XIX. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 31 janvier 2011, [en ligne] <http://journals.openedition.org/nuevomundo/60702>.
- CUISINIER-RAYNAL Arnaud, « La frontière au Pérou entre fronts et synapses », *L'Espace géographique*, tome 30, n° 3, septembre 2001, p. 213-230.
- CUISINIER-RAYNAL Arnaud, *Les frontières du Pérou entre fronts et synapses (1492-2002) : essai sur la ligne, le lien et le liant*, thèse de doctorat, Université Bordeaux III-Michel de Montaigne Institut de géographie, Bordeaux, 2003.
- DELER Jean-Paul, « Structure de l'espace entre Loja et Piura : continuité, transitions et différenciations transfrontalières », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, vol. 20, n° 2, 1991, p. 279-294.
- FERNANDEZ Manny, « Tierra de nadie: la vida en un limbo al sur del muro y al norte de la frontera », *The New York Times*, 28 mars 2019.

- FOUCHER Michel, « Tipología de las fronteras contemporáneas », dans Philippe BOVIN (dir.), *Las fronteras del istmo : Fronteras y sociedades entre el sur de México y América Central*, Mexico, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, coll. « Geografía, Sociología y Ciencias Políticas », 2013, p. 19-24.
- FOUCHER Michel, *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*, nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1991.
- GIUDICELLI C. (dir.), *Fronteras movedizas. Clasificaciones coloniales y dinámicas socioculturales en las fronteras americanas*, CEMCA-El Colegio de Michoacán., Mexico, 2011.
- GIUDICELLI Christophe, « Hétéronomie et classifications coloniales. La construction des « nations » indiennes aux confins de l'Amérique espagnole (XVI-XVIIe siècle) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. 29 mars 2010, [en ligne], <http://journals.openedition.org/nuevomundo/59411>.
- PARODI Carlos A., *The Politics of South American Boundaries*, Greenwood Publishing Group, 2002.
- PRUSIN Alexander Victor, *Nationalizing a Borderland: War, Ethnicity, and Anti-Jewish Violence in East Galicia, 1914–1920*, Tuscaloosa, University Alabama Press, 2005.
- TOUCHELAY B. (dir.), *Fraudes, frontières et territoires (XIIIe-XXIe siècle)*, Vincennes, Institut de la gestion publique et du développement économique, coll. « Histoire économique et financière - XIXe-XXe », 2020.
- « Vingt soldats indiens tués dans un affrontement avec la Chine dans l'Himalaya », *Le Monde*, 16 juin 2020.

Propagandes, opinions publiques et imaginaires nationaux

- ALMEIDA Fabrice d', *Une histoire mondiale de la propagande : De 1900 à nos jours*, Paris, Editions de la Martinière, 2013.
- D'ALMEIDA Fabrice, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique*, n° 69, juillet 2002, p. 137-148.
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 2006.
- BARROWS Susanna, *Miroirs déformants : Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX^e siècle*, Paris, Editions Aubier, 1992.
- BEDOYA Ricardo, *Un cine reencontrado: diccionario ilustrado de las películas peruanas*, Lima, Fondo de Desarrollo Editorial, Universidad de Lima, 1997.
- BEDOYA Ricardo, *100 años de cine en el Perú. Una historia crítica*, Lima, Universidad de Lima, Fondo de Desarrollo Editorial, 1995.
- COLON David, *Propagande : La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Paris, Belin, 2019.
- CHIVALLON Christine, « Retour sur la « communauté imaginée » d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue. », *Raisons politiques*, 2007, n° 27, p. 131-172.
- DELPORTE Christian, « Propagande et communication politique dans les démocraties européennes (1945-2003) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 80, n° 4, 2003, p. 3-4.
- ELLUL Jacques, *Histoire de la propagande*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1967.
- FROISSART Pascal, *La Rumeur*, 2^{ème} édition revue et augmentée, Paris, Belin, 2010.
- HAMANN Johanna, *Leguía, el Centenario y sus monumentos*, Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Perú, 2015.
- MAJLUF Natalia, *Escultura y espacio público. Lima, 1850-1879*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, coll. « Historia del Arte », 1994.
- OZOUF Mona, *La Fête révolutionnaire. 1789-1799*, Paris, Folio, 1988.
- PADIOLEAU Jean, *L'opinion Publique : Examen, Critique, Nouvelles Directions. Recueil De Textes*, Paris, Walter de Gruyter, 2017.
- PASTOR Annie, *Images de propagande 1914-1918 ou l'art de vendre la guerre*, Paris, Desingé & Hugo & cie, 2013.
- PIZARROSO QUINTERO Alejandro, « La historia de la propaganda: una aproximación metodológica », *Historia y Comunicación Social*, vol. 4, 1999, p. 145-171.
- TOULHOAT Mélanie, *Rire de la dictature, rire sous la dictature. L'humour graphique dans la presse indépendante : une arme de résistance sous le régime militaire brésilien (1964 – 1982)*, Thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3/ Université de Sao Paulo, Paris, 2019.

VARGAFTIG Nadia, *Des Empires en carton. Les Expositions coloniales au Portugal et en Italie (1918-1940)*, Madrid, Casa de Velázquez, coll. « Bibliothèque de la Casa de Velázquez » », 2016.

Guerraes et armées (général)

- ALLNER Michel, *L'armée du Salut : église, armée, œuvre sociale : l'adaptation d'une institution victorienne aux cultures nord-américaine et française au XXe siècle*, thèse de doctorat, Paris 7, 1994.
- BECKER Jean-Jacques, *L'année 14*, Édition : 2e édition., Paris, Armand Colin, 2013.
- BLACK Jeremy, *The Age of Total War, 1860-1945*, Greenwood Publishing Group, 2006.
- BRUYÈRE-OSTELLS Walter, *Histoire des mercenaires : De 1789 à nos jours*, Paris, Tallandier, 2011.
- CABANES Bruno (dir.), *Une histoire de la guerre. Du XIXe siècle à nos jours*, Le Seuil, 2018.
- CAPDEVILA Luc, « Identités de genre et événement guerrier. Des expériences féminines du combat », *Sextant*, « Femmes en guerre ». Éditions de l'Université de Bruxelles, n° 28, 2011, p. 11-26.
- COLLINS Rob, « Military Communities and Transformation of the Frontier from the Fourth to the Sixth Centuries », *Early Medieval Northumbria*, Brepols Publishers, coll. « Studies in the Early Middle Ages », 2011, vol. 0/24, p. 15-34.
- DROZ Jacques, *Les causes de la Première Guerre mondiale : essai d'historiographie*, 2e éd., Paris, Seuil, 1978.
- DUBY Georges, *Féodalité*, Paris, Gallimard, 1996.
- EJÉRCITO NACIONAL DE URUGUAY, « 50 años al servicio de la Paz mundial con la ONU ».
- FANNING William J., « The Origin of the Term "Blitzkrieg": Another View », *The Journal of Military History*, vol. 61, n° 2, 1997, p. 283-302.
- GROSS Jan T. et DAUZAT Pierre-Emmanuel, *Les Voisins : 10 juillet 1941. Un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2019.
- GUILLO Jean-Marie et LABORIE Pierre, *Mémoire et Histoire : La résistance*, Privat, Toulouse, 2000.
- HOLEINDRE Jean-Vincent, « Penser la guerre », dans CABANES Bruno (dir.), *Une histoire de la guerre. Du XIXe siècle à nos jours*, Le Seuil, 2018, p. 37-48.
- JAMET Catherine, « Les frères ennemis. Guerraes mondiales et mémoire des étudiants allemands dans les collèges d'Oxford et de Cambridge », *Guerraes mondiales et conflits contemporains*, n° 175, 1994, p. 79-86.
- JULIEN Élise, « À propos de l'historiographie française de la première guerra mondiale », *Labyrinthe*, n° 18, juillet 2004, p. 53-68.
- KAPLAN Michel, « La place des soldats dans la société villageoise byzantine (VIIe -Xe siècles) », *Actes des congrès de la Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public*, vol. 18, n° 1, 1987, p. 45-55.
- KÖNIG Mareike et ROYNETTE Odile, « Relire les expériences de guerra franco-allemandes (1870-1871) », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 60, 2020.
- LABORIE Pierre, VAST Cécile et GUILLON Jean-Marie, *Penser l'événement : 1940-1945*, Paris, Folio, 2019.
- LE BOHEC Yann, « "Limitanei" et "comitatenses" Critique de la thèse attribuée à Theodor Mommsen », *Latomus*, vol. 66, n° 3, 2007, p. 659-672.
- PICAUD-MONNERAT Sandrine, *La petite guerra au XVIIIe siècle*, Paris, Economica, 2010.
- PROST Antoine, « Mémoires locales et mémoires nationales : les monuments de 1914-1918 en France », *Guerraes mondiales et conflits contemporains*, n° 167, 1992, p. 41-50.
- SALSON PHILIPPE, *L'Aisne occupée: les civils dans la Grande guerra*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.
- SALSON PHILIPPE, *1914-1918 : les années grises : l'expérience des civils dans l'Aisne occupée*, thèse de doctorat en histoire, Université Paul Valéry, Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines et sociales, Montpellier, 2013.
- SYMONDS James et VAŘEKA Pavel, *Paysans et soldats. Archéologie des villages de Bohême abandonnés durant la guerra de Trente Ans*, La Découverte, 2016.

Continent américain (général)

- BERNARD Carmen, *Histoire des peuples d'Amérique : Itinéraires historiques et symboliques des peuples originels des Amériques*, Fayard, 2019.
- BERTRAND Michel et al., *Les Amériques*, Paris, Bouquins, 2016, vol. 2.
- DABÈNE Olivier, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*. 9e éd., Paris, Armand Colin, 2020.
- DABÈNE Olivier, BOISSIÈRE Aurélie et LOUAULT Frédéric, *Atlas de l'Amérique latine : Le continent de toutes les révolutions*, Paris, Éditions Autrement, 2012.
- LUCENA SALMORAL Manuel, PUMAR MARTÍNEZ Carmen et BILBAO Luis María, *Atlas histórico de Latinoamérica: desde la prehistoria al siglo XXI*, Madrid, Editorial Síntesis, 2009.
- VAYSSIÈRE Pierre, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1991.
- Héros et nation en Amérique Latine. Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 72, n°1, Presses Univ. du Mirail, 1999.
- VAYSSIÈRE Pierre, *L'Amérique latine de 1890 à nos jours*, 3e éd., Paris, Hachette Éducation, 2006.

Guerres et armées en Amérique latine

- BLANC Floriane, *Entre méfiance et intérêts partagés : trois décennies d'assistance militaire des États-Unis au Chili, 1940-1970*, thèse de doctorat sous la direction d'Isabelle Vagnoux et de Luc Capdevila, Université d'Aix Marseille, 2018.
- CAMACHO ARANGO Carlos, *Le Conflit de Leticia (1932-1933) et les armées du Pérou et de la Colombie : histoire-récit, histoire comparée, histoire croisée*, thèse de doctorat en histoire, Paris 1, 2013.
- CAMACHO ARANGO Carlos, *El conflicto de Leticia (1932-1933) y los ejércitos de Perú y Colombia*, Bogota, Universidad Externado de Colombia/Centro de Estudios en Historia (CEHIS), 2016.
- CAMACHO ARANGO Carlos, « Síntesis y perspectiva de los estudios de transferencias militares europeas en Suramérica (1890-1940) », *Revista de Historia Iberoamericana*, vol. 4, n° 2, 2011.
- CAPDEVILA Luc, « Droit et coutumes dans la guerre de la Triple Alliance (1864-1870) : Le sort des prisonniers de guerre », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 10 octobre 2016, [en ligne]
<http://nuevomundo.revues.org/69668>.
- CAPDEVILA Luc, *Une guerre totale, Paraguay, 1864-1870 : Essai d'histoire du temps présent*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.
- CAPDEVILA Luc, « Colonialismos nacionales en acción: Experiencias militares en Chaco boreal en vísperas de la guerra, 1920/1930 », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 15 février 2013, [en ligne],
<http://nuevomundo.revues.org/65031>.
- CAPDEVILA Luc, COMBÈS Isabelle, RICHARD Nicolas et BARBOSA Pablo, *Les hommes transparents : Indiens et militaires dans la guerre du Chaco*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.
- CAPDEVILA Luc et RICHARD Nicolas, « Guerriers déclassés et captifs combattants. Des masculinités indiennes confrontées à la guerre du Chaco (1932-1935) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 20 septembre 2013, [en ligne], <http://nuevomundo.revues.org/65749>.
- CAPDEVILA Luc, « Genre et armées d'Amérique latine », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 20, novembre 2004, p. 147-168.
- CASABIANCA Ange-François et BOSELLI CANTERO Cristina, *Una guerra desconocida: la campaña del Chaco Boreal, 1932-1935*, Asunción, Lector, 1999.
- COLOMBO Pamela, « L'urbanisation forcée comme politique contre-insurrectionnelle. La vie au sein des villages stratégiques construits en Argentine (1976-1978) », *Cultures & Conflits*, n° 103-104, 20 décembre 2016, p. 91-110.
- COMPAGNON Olivier, FOULARD Camille, MARTIN Guillemette et TATO María Inés, *La Gran Guerra en América Latina*, Mexico, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos (CEMCA)/Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL)/Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA), 2018.
- FARCAU Bruce W., *The Chaco War: Bolivia and Paraguay, 1932-1935*, Westport, Conn, Praeger, 1996.
- HAGEDORN Dan, *Latin American Air Wars 1912-1969*, East Sussex, England, Hikoki Publications/Specialty Press, 2006.

- HAGEDORN Mr Dan, *Conquistadors of the Sky: A History of Aviation in Latin America*, Washington, Gainesville, University Press of Florida, 2008.
- HUGHES Matthew, « Logistics and the Chaco War: Bolivia versus Paraguay, 1932-1935 », *The Journal of Military History*, vol. 69, n° 2, 2005, p. 411-437.
- NABUCO DE ARAUJO Rodrigo, « L'art français de la guerre. Transferts de la doctrine de la guerre révolutionnaire au Brésil (1958-1974) », *Cahiers des Amériques latines*, n° 70, 1 juin 2013, p. 39-58.
- NABUCO DE ARAUJO Rodrigo, *Conquête des esprits et commerce des armes. La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)*, thèse de doctorat sous la direction de Richard Marin, Toulouse 2 - Le Mirail, 2011.
- PUYO Michel, « Les grands hommes du Paraguay à l'École Supérieure de Guerre de Paris », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 72, n° 1, 1999, p. 73-81.
- QUEREJAZU CALVO Roberto, *Masamaclay: historia política, diplomática y militar de la Guerra del Chaco*, La Paz, Amigos del Libro, 1975.
- QUESADA Alejandro de, *The Chaco War 1932-35: South America's Greatest War*, Botley, Oxford, Osprey Publishing, 2011.
- RICHARD Carlos Macías, « El territorio de Quintana Roo. Tentativas de colonización y control militar en la selva maya (1888-1902) », *Historia Mexicana*, vol. 49, n° 1, 1999, p. 5-54.
- ROUQUIÉ Alain, *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982.
- ROUX Jean Claude, « Bolivia-Brasil: una confrontación histórica sobre la placa geopolítica amazónica », dans GARCÍA JORDÁN P. et SALA I VILA N. (dir.), *La nacionalización de la Amazonía*, Barcelona, Universitat de Barcelona-UB-Taller de estudios e investigaciones andino-amazónicas, 1998, p. 175-203.
- SALAS Elizabeth, *Soldaderas in the Mexican military: myth and history*, Austin, University of Texas Press, 1990.
- SCHEINA Robert L., *Latin America's Wars Volume II: The Age of the Professional Soldier, 1900-2001*, Potomac Books, Inc., 2003
- THIBAUD Clément, *Républiques en armes : Les armées de Bolívar dans les guerres d'indépendance du Venezuela et de la Colombie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2006.
- THIERRY Noël, *La Guerre du Chaco*, Paris, Economica, 2016.
- ZOOK David H., *The conduct of the Chaco War*, New York, Bookman Associates, 1961.

Seconde Guerre mondiale en Amérique latine

- BRATZEL John F. et ROUT Leslie B., « FDR and the "Secret Map" », *The Wilson Quarterly*, 1985, vol. 9, n° 1, p. 167-173.
- SADLER Darlene J., *Americans All: Good Neighbor Cultural Diplomacy in World War II*, University of Texas Press, 2013, 263 p.
- LUCAS Isabelle, « Tango de Neutres sur fond de guerre : les relations économiques entre la Suisse et l'Argentine (1938-1945) », *Relations internationales*, vol. 150, n° 2, juillet 2012, p. 37-52.
- BETHELL Leslie et ROXBOROUGH Ian, *Latin America between the Second World War and the Cold War: Crisis and Containment, 1944-1948*, Cambridge University Press, 1993.
- HUMPHREYS Robert Arthur, *Latin America and the Second World War*, Londres, Atlantic Highlands/Continuum International Publishing Group - Athlone, 1981-1982, 2 volumes.
- LEONARD Thomas M. et BRATZEL John F., *Latin America During World War II*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield Publishers, 2007.
- RAUSCHNING HERMANN, *Hitler m'a dit : Confidences du Führer sur son plan de conquête du monde*, Lehman Albert, Paris, Coopération, 1939.
- TOTA Antônio Pedro, *O imperialismo sedutor: a americanização do Brasil na época da Segunda Guerra*, Companhia das Letras, 2000.

Relations internationales dans la première moitié du XX^e siècle

Général

- DUROSELLE Jean-Baptiste et KASPI André, *Histoire des relations internationales : De 1919 à 1945*, 12e ed. Paris, Armand Colin, 2012.
- FRANK Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
- RENOUVIN Pierre, *Histoire des relations internationales, tome 3 : De 1871 à 1945*, Paris, Hachette Littératures, 1994
- RENOUVIN Pierre et DUROSELLE Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Pocket, 2007.
- ONORIO Joël-Benoît D', « Le Saint-Siège dans la communauté internationale », *Revue générale de droit*, 16 mars 2016, vol. 28, n° 4, p. 495-521.

Relations internationales de l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres, panaméricanisme

- ASSOCIATION ALEPH, « Bolivarisme, panaméricanisme, interventionnisme : trois moments pour penser l'Amérique », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, vol. 67, 1997, p. 21-48.
- ATKINS G. Pope, *Encyclopedia of the Inter-American System*, Greenwood Publishing Group, 1997.
- BLASCO Nathalie, « Présence du mythe unitaire bolivarien dans les traités d'alliance inter-latino-américains au XIX^e siècle », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, vol. 85, n° 1, 2005, p. 185-204.
- CASTRO Daniel Emilio Rojas, « La reconnaissance des gouvernements ibéro-américains. Histoire du droit international et histoire transnationale au XIX^e siècle », *Relations internationales*, n° 162, n° 3, août 2015, p. 9-30.
- COMPAGNON Olivier, *L'adieu à l'Europe : l'Amérique latine et la Grande Guerre : Argentine et Brésil, 1914-1939*, Paris, Fayard, coll. « L'épreuve de l'histoire », 2013.
- DUMONT Juliette, *De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : les voies/x de l'Argentine, du Brésil et du Chili (1919-1946)*, thèse de doctorat, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 2013.
- DUMONT Juliette, « De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : le parcours du Brésil dans l'entre-deux-guerres », *Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, n° 99, décembre 2012, p. 217-238.
- KOHEN Marcelo G., « La contribution de l'Amérique latine au développement progressif du droit international en matière territoriale », *Relations internationales*, vol. 137, n° 1, avril 2009, p. 13-29.
- POSADA Edgar Vieira, *La formación de espacios regionales en la integración de América Latina*, Bogota, Pontificia Universidad Javeriana, 2008.
- QUEUILLE Pierre, *L'Amérique latine, la doctrine Monroe et le panaméricanisme : le conditionnement historique du Tiers Monde latino-américain*, Paris, Payot, 1969.
- RUIZ GUERRA Rubén, *Más allá de la diplomacia: relaciones de México con Bolivia, Ecuador y Perú, 1821-1994*, Mexico, Secretaría de Relaciones Exteriores, Dirección General del Acervo Histórico Diplomático, « Colección Latinoamericana », 2007.
- SBERRO Stephan, « L'intégration régionale en Amérique latine : la mythe de Sysiphe », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 2001, vol. 98, p. 49-61.
- VAGNOUX Isabelle, EEUWEN Daniel Van, *Les relations interaméricaines en perspectives : entre crises et alliances*, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, 2009.
- WEHRLI Yannick, « La multiplicité des intervenants dans la résolution pacifique du conflit du Chaco (1932-1935) : un obstacle à la paix ? », dans CHETAIL Vincent et al. (dir.), *Préventions, gestion et sorties des conflits*, Actes du séminaire de recherche doctorale commun IUHEI, IUED, IEUG., Genève, IEUG, coll. « col. Euryopa », 2006, p. 181-200.
- WEHRLI Yannick, *États latino-américains, organismes multilatéraux et défense de la souveraineté. Entre Société des Nations et espace continental panaméricain (1919-1939)*, thèse de doctorat, Genève, 2016.
- WEHRLI Yannick, « Les délégations latino-américaines et les intérêts de la France à la Société des Nations », *Relations internationales*, vol. 137, n° 1, avril 2009, p. 45-59.

Politique latinoaméricaine des États-Unis

- CALLCOTT Wilfrid Hardy, *The Western Hemisphere: Its Influence on United States Policies to the End of World War II*, University of Texas Press, 2014.
- DALLEK Robert, *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945: With a New Afterword*, Oxford University Press, 1995.
- DENT David W., *Historical Dictionary of U.S.-Latin American Relations*, Greenwood Press, 2005.
- DUBOFSKY Melvyn et BURWOOD Stephen, *American Foreign Policy in the 1930s*, Garland, 1990.
- GELLMAN Irwin F., *Secret affairs: Franklin Roosevelt, Cordell Hull, and Sumner Welles*, Johns Hopkins University Press, 1995.
- GELLMAN Irwin F., *Good Neighbor Diplomacy: United States Policies in Latin America, 1933-1945*, Johns Hopkins University Press, 1979.
- GERSTLE Pierre, « Le règlement du conflit entre les États-Unis et le Guatemala (mars-juin 1954) », *Relations internationales*, vol. 137, n° 1, avril 2009, p. 77-89.
- GRAFF Frank Warren, *Strategy of Involvement: A Diplomatic Biography of Sumner Welles*, Garland, 1988.
- HAGLUND David G., *Latin America and the Transformation of U.S. Strategic Thought, 1936-1940*, University of New Mexico Press, 1984.
- HULL Cordell, *The Memoirs of Cordell Hull*, New York, The Macmillan Company, 1948, vol.1, p. 813-830
- MECHAM J. Lloyd, *The United States and Inter-American Security, 1889-1960*, University of Texas Press, 2014.
- O'SULLIVAN Christopher D. et (PROGRAM) Gutenberg-e, *Sumner Welles, postwar planning, and the quest for a new world order, 1937-1943*, Columbia University Press, 2008.
- RIAZA Ascensión Martínez, « “La conquista del oriente”: Los Estados Unidos y la colonización de la Amazonia peruana, 1895-1930 », *Jahrbuch für Geschichte Lateinamerikas*, vol. 37, n° 1, 2000, p. 177-200.
- ROCARD Marcienne et VAGNOUX Isabelle, *Les États-Unis et l'Amérique latine*, Presses Universitaires de Nancy, 1994.
- SCHOULTZ Lars, *Beneath the United States: A History of U. S. Policy Toward Latin America*, Harvard University Press, 2009.
- SMITH Joseph, *Historical Dictionary of United States-Latin American Relations*, Scarecrow Press, 2006.
- WELLES Benjamin, *Sumner Welles: FDR's Global Strategist A Biography by*, Palgrave Macmillan, 1997.
- WELLES Sumner, *L'heure de la décision, tome II*, New York, Brentano's, 1946, p. 221-283 ;
- WOOD Bryce, *The Dismantling of the Good Neighbor Policy*, University of Texas Press, 1985.
- WOOD Bryce, *The Making of the Good Neighbor Policy*, W. W. Norton, 1967.
- WOOD Bryce, *United States & Latin American Wars 1932-1942*, Columbia University Press, 1966.

Autres

- LARSON Frances, *Têtes Perdues et Têtes Trouvées - Pourquoi on coupe des têtes et ce qu'on en fait*, Omblage, 2019.
- LACOUTURE Jean, *Jésuites. Une multibiographie*, Points, 2013, vol. 2.
- NEVEU Erik, *Une société de communication ?*, Montchrestien, coll. « Cléfs/politique », 1994.

Documents

Chronologie sommaire de la frontière entre le Pérou et l'Équateur (XVI^e s. à nos jours)

Époque de la Colonie

- 1534 : création de Quito par Sebastián de Benalcázar, lieutenant de Francisco Pizarro
- 1562 : création de la vice-royauté du Pérou
- 1563 : création de l'*audiencia* de Quito, subordonnée à la vice-royauté du Pérou
- 1717 : Quito est détachée du Pérou pour intégrer la vice-royauté de Nouvelle-Grenade
- 1723 : Quito est de nouveau attachée au Pérou
- 1739 : Quito est de nouveau détachée du Pérou et intégrée à la Nouvelle-Grenade
- 1740 : cédula qui fait du río Tumbes la frontière entre les vice-royautés de Nouvelle-Grenade et du Pérou, selon les Équatoriens
- 1750 et 1777 : traités par lesquels l'Espagne reconnaît au Portugal des possessions amazoniennes
- 1802 : Cédula royale qui aurait transféré les provinces de Maynas et Quijos de Quito à Lima
- 1809 : échec de la rébellion à Quito contre les Espagnols
- 1819 : le congrès révolutionnaire colombien déclare Quito partie de la Grande-Colombie
- 1820 : la province de Guayaquil se déclare indépendante et libre de se rattacher à la nation de son choix
- 1821 : la province de Jaen se déclare indépendante de l'Espagne et se rattache au Pérou. Bolívar accepte cette séparation de fait mais caresse l'espoir de rattacher ultérieurement la province à la Grande-Colombie

Époque de la Grande-Colombie

- 1822 : Antonio José de Sucre, lieutenant de Bolívar, et des soldats de San-Martín, gagnent l'indépendance de l'Équateur. Bolívar, qui entre à Quito puis Guayaquil, déclare ces territoires partie de la Grande-Colombie. Entrevue de San-Martín et Bolívar à Guayaquil.
- 1825 : Bolívar envoie le ministre Joaquín Mosquera au Pérou pour négocier sur la base de l'*uti possidetis*. Aucun accord n'est trouvé
- 1828 : **guerre entre la Grande-Colombie et le Pérou**, remportée par la première. Le traité de Girón (2 février 1829) qui faisait de la frontière entre les deux vice-royautés en 1809 la frontière officielle, est rejetée par le nouveau Président péruvien. Traité de Guayaquil (29 septembre 1829) favorable à Quito

Époque de l'Équateur

- 1830 : Dislocation de la Grande-Colombie, indépendance de l'Équateur
- 1830 : protocole Pedemonte-Mosquera, très favorable à Quito (qui a autorité sur la rive gauche du fleuve Marañón ; Macará et Tumbes constituent les autres frontières). Lima conteste la validité voire l'existence même de ce protocole
- 1840-42 : Les Équatoriens, profitant de la guerre de la confédération, tentent sans succès de raviver les négociations
- 1853 : les Péruviens usent pour la première fois de la cédula de 1802 dans les négociations
- 1857 : les Équatoriens tentent de solder une dette aux Britanniques par cession de territoires contestés
- 1858 : en rétorsion, les Péruviens exercent un blocus sur es ports péruviens
- 1859 : **les Péruviens occupent Guayaquil**
- 1860 : traité de Mapasingue, qui annule l'usage de territoires disputés comme paiement aux créanciers et rétablit la frontière définie par la Cédula de 1802. Les Équatoriens contestent ensuite la validité de ce traité signé avec un caudillo local

Tentatives d'arbitrage espagnol

- 1887 : suite à de nouvelles tentatives de payer des créanciers avec des territoires disputés, Quito et Lima s'accordent à demander l'arbitrage du Roi d'Espagne, sans succès
- 1889 : suite à des négociations directes, un compromis est trouvé, mais il est rejeté par le Congrès péruvien
- 1899 : Conférence Tripartite de Lima qui mène à un accord entre la Colombie, le Pérou et l'Équateur. Ce dernier se refuse à ratifier
- 1903-1904 : escarmouches entre Péruviens et Équatoriens dans la zone amazonienne
- 1904 : nouvelle demande d'arbitrage à la cour d'Espagne. Des fuites relatent que l'arbitrage se préparera sur la base de la cédula royale de 1802, favorable au Pérou. Les deux pays se préparent à la guerre

Tentatives de médiation américaine

- 1910 : face à l'attitude intransigeante des deux parties, le Roi d'Espagne se déclare impuissant à rendre un arbitrage. **Les États-Unis, le Brésil et l'Argentine offrent alors leur médiation** et un jugement auprès de la Cour de La Haye. Les parties acceptent la médiation mais l'Équateur refuse La Haye
- 1924 : Protocole par lequel les parties décident de se mettre d'accord sur les territoires qui seront soumis à l'arbitrage du Président des États-Unis
- 1936-1937 : Établissement d'un « *Statu Quo* » correspondant aux positions de fait. Début des négociations à Washington. échec des négociations de Washington. Aucun territoire n'est soumis à l'arbitrage de Roosevelt
- 1938 : incident du Napo ; les Péruviens se retirent des négociations de Washington en septembre
- 1939 : tensions autour de Isla Noblecilla
- 1940 : tensions autour de Casitas et Cerro del Caucho (Meseta)
- 1941 : seconde proposition de médiation tripartite des États-Unis, du Brésil et de l'Argentine. **Guerre. Les Équatoriens sont défaits et la province de El Oro occupée.**
- 1942 : protocole de Río

Époque post-protocole de Río de Janeiro

- 1950 : Fin des travaux de démarcation. Quelques désaccords techniques et politiques empêchent de démarquer la frontière sur moins de 100 km.
- 1960 : Le gouvernement équatorien de Velasco Ibarra proclame la nullité du protocole de Rio
- 1981 : incident de Paquicha. Des combats impliquant des hélicoptères font plusieurs dizaines de morts
- 1995 : Guerre du Cenepa. De nouveaux affrontements impliquant des hélicoptères engendrent près de 500 morts, majoritairement péruviens. Les puissances médiatrices (États-Unis, Brésil, Argentine et Chili) obtiennent un cessez-le-feu
- 1998 : Accord de paix définitif entre les deux pays

Équateur : liste des Chefs d'État et ministre des Relations Extérieures

Chef d'État (1932-1948)	Début de mandat	Fin de mandat
Carlos Freile Larrea (Président Chargé du Pouvoir)	28.08.1932	01.09.1932
Alberto Guerrero Martínez (Président Chargé du Pouvoir)	02.09.1932	04.12.1932
Juan de Dios Martínez Mera	05.12.1932	19.10.1933
Abelardo Montalvo (Président Chargé du Pouvoir)	20.10.1933	31.08.1934
José María Velasco Ibarra	01.09.1934	21.08.1935
Antonio Pons (Président Chargé du pouvoir)	21.08.1935	25.09.1935
Federico Páez (Chef Suprême)	26.09.1935	23.10.1937
Alberto Enríquez Gallo (Chef Suprême)	23.10.1937	10.08.1938
Manuel María Borrero (Président constitutionnel par interim)	10.08.1938	01.12.1938
Aurelio Mosquera Narváez	02.12.1938	17.11.1939
Carlos Arroyo del Río (Président chargé du Pouvoir)	18.11.1939	10.12.1939
André de Córdova Nieto (Président chargé du Pouvoir)	11.12.1939	10.08.1940
Julio Moreno Peñaherrera (Président chargé du Pouvoir)	10.08.1940	31.08.1940
Carlos Arroyo del Río	01.09.1940	28.05.1944
Junte Provisoire de Gouvernement	28.05.1944	01.06.1944
José María Velasco Ibarra (Président par Interim puis Président)	01.06.1944	23.08.1947
Carlos Mancheno	23.08.1947	02.09.1947
Mariano Suárez Veintimilla	02.09.1947	15.09.1947
Carlos Arosemena Monroy	16.09.1947	31.08.1948

Chancelier de l'Équateur (1924-1947)	Prise de fonction	Fin de fonction
ALBERTO LARREA CHIRIBOGA	22-oct-1924	21-avr-1925
CAMILO OCTAVIO ANDRADE	15-jun-1925	09-jul-1925
JOSE RAFAEL BUSTAMANTE	13-jul-1925	22-déc-1925
HOMERO VITERI LAFRONTE	23-jan-1926	31-août-1929
GONZALO ZALDUMBIDE	16-sep-1929	24-août-1931
MODESTO LARREA JIJON	26-août-1931	07-oct-1931
CARLOS MANUEL LARREA	16-oct-1931	01-sep-1932
CATON CARDENAS	09-sep-1932	21-nov-1932
ANTONIO J. QUEVEDO	22-nov-1932	27-mai-1933
FRANCISCO GUARDERAS	26-juin-1933	16-août-1933
MANUEL CABEZA DE VACA	24-sep-1933	13-oct-1933
JOSE GABRIEL NAVARRO	30-oct-1933	31-août-1934
MANUEL SOTOMAYOR LUNA	01-sep-1934	07-nov-1934
ALEJANDRO PONCE BORJA	06-déc-1934	30-août-1935
ANGEL ISAAC CHIRIBOGA	10-sep-1935	15-déc-1936
CARLOS MANUEL LARREA	16-déc-1936	10-jan-1938
LUIS BOSSANO	11-jan-1938	09-août-1938
JULIO TOBAR DONOSO	13-août-1938	31-mar-1942
FRANCISCO GUARDERAS	07-avr-1942	28-mai-1944
CAMILO PONCE ENRIQUEZ	31-mai-1944	30-jul-1945
JOSE VICENTE TRUJILLO	30-jul-1945	31-oct-1947

Source : ministère des Relations Extérieures, Équateur

Pérou : liste des Chefs d'État et ministre des Relations Extérieures (1932-1947)

Chef d'État	Début de mandat	Fin de Mandat	Ministre des Relations Extérieures	Désignation
Capitaine Luis Miguel Sánchez Cerro	08.12.1931	30.04.1933 (assassinat)	Alberto Freundt Rosell	29.01.1932
			Carlos Zavala Loayza	10.09.1932
			José Matías Manzanilla	21.12.1932
Général Oscar Benavides Larrea	30.04.1933	08.04.1939	Solón Polo	30.06.1933
			Alberto Rey de Castro (Chargé du Ministère)	05.09.1934
			Carlos Concha	12.09.1934
			Fernando Tola (ministre des Finances, chargé du ministère)	08.06.1935
			Carlos Concha	08.07.1935
			Alberto Ulloa	13.04.1936
			Diómedes Arias Schreiber (ministre de la Justice, chargé du ministère)	24.05.1936
			Alberto Ulloa	03.06.1936
			Général César A. De la Fuente	22.10.1936
			Carlos Concha	30.10.1937
			Diómedes Arias Schreiber (ministre de la Justice, chargé du ministère)	30.10.1937
			Carlos Concha	20.11.1937
			Enrique Goytisoló B.	20.04.1939
			José Félix Aramburú (ministre de la Justice, Chargé du ministère)	13.09.1939
Enrique Goytisoló B.	05.10.1939			
Manuel Prado y Ugarteche	08.12.1939	28.07.1945	Alfredo Solf y Muro	09.12.1939
			Lino Cornejo (ministre de la Justice, Chargé du ministère)	05.01.1942
			Alfredo Solf y Muro	06.02.1942
			Manuel C.Gallagher	09.12.1944
			Manuel Cisneros, ministre de la Justice en charge du ministère)	19.02.1945
			Manuel C.Gallagher	12.03.1945
			Manuel Cisneros, ministre de la Justice en charge du ministère)	24.04.1945
			Manuel C.Gallagher	24.05.1945

			Manuel Cisneros, ministre de la Justice en charge du ministère)	28.05.1945
			Manuel C.Gallagher	03.07.1945
José Luis Bustamante y Rivero	28.07.1945	29.10.1948	Javier Correa Elías	28.07.1945
			Enrique García Sayán	24.01.1946
			Ismael Bielich Flores	31.05.1946
			Enrique García Sayán	26.06.1946
			Ismael Bielich Flores	5.08.1946
			Enrique García Sayán	13.08.1946
			Luis Echeopar García	07.07.1947
			Enrique García Sayán	24.07.1947
			Luis Echeopar García	12.08.1947
			Enrique García Sayán	11.09.1947

Source : Wagner de Reyna Alberto, *Historia diplomática del Perú, 1900-1945*, tome 2, Lima, Ediciones Peruanas, 1964

Représentants du Pérou en Équateur

1930 - 1936 Arturo García Salazar Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario

Germán Aramburú Lecaros Encargado de Negocios *ad interim*

1936 - 1941 Enrique Goytisolo Bolognesi Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario

Javier Delgado Yrigoyen Encargado de Negocios *ad interim*

1939 - 1942 G. Víctor Proaño C. Encargado de Negocios *ad interim*

1942 - 1946 Hernán C. Bellido Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario

José V. Larrabure Price Encargado de Negocios *ad interim*

1945 Hernán C. Bellido Embajador Extraordinario y Plenipotenciario

1946 - 1947 Manuel Danino Cantuarias Encargado de Negocios *ad interim*

1947 Juan Ignacio Elguera Embajador del Perú en Ecuador

Manuel Danino Cantuarias Encargado de Negocios *ad interim* (*Primer Secretario*)

1948 Juan Ignacio Elguera Embajador del Perú

Augusto Morelli Pando Encargado de Negocios *ad interim*

Source : ministère des Relations Extérieures du Pérou

(http://www.rree.gob.pe/Documents/2017/Representantes_del_Peru_en_Ecuador.pdf)

Tableau du dispositif diplomatique au cours de la Conférence de Washington (1936-1938)

		Péruviens		Équatoriens
Washington	Chef de délégation et ministre plénipotentiaire	Francisco Tudela y Varela Manuel de Freyre y Santander, ambassadeur du Pérou à Washington, (Président par interim à l'ouverture de la conférence)		Homero Viteri Lafronte
	Ministres plénipotentiaires	Víctor Andrés Belaúnde Arturo García Salazar		Alejandro Ponce Borja José Vicente Trujillo
	Secrétaire de Délégation	Gonzalo Ulloa		José Ricardo Chiriboga L.Neftalí Ponce
Lima		Chancelier Alberto Ulloa (03.06.1936) Général César A. De la Fuente (22.10.1936) Carlos Concha (30.10.1937) Diómedes Arias Schreiber (ministre de la Justice, chargé du ministère) (30.10.1937) Carlos Concha (20.11.1937)	Chef d'État Gen. Oscar Benavides (1933-1939)	Envoyé Extraordinaire et ministre Plénipotentiaire Gonzalo Zaldumbide
Quito		Chancelier Gral A.I.Chiriboga (sept. 1935-déc. 1936) Luis Bossano (jan-août 1938) Julio Tobar Donoso (août 1938-mars 1942)	Chef d'État Ing.Federico Páez (1935-37) Gral.Alberto Enríquez Gallo (1937-38) Manuel María Borrero (1938) Aurelio Mosquera Narváez (1938-39)	Envoyé Extraordinaire et ministre plénipotentiaire Dr.Arturo García Salazar (1930-1936) Enrique Goytisolo Bolognesi (1936-1941)

Protocole Ponce-Castro (1924)

S.Exc. M. Enrique CASTRO-OYANGUREN, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Pérou,

et S.Exc,M le Docteur N.Clemente PONCE, Ministre des Relations Extérieures de l'Équateur,

réunis au Ministère des Relations Extérieures,

après avoir déclaré qu'ils avaient reçu des instructions de leurs gouvernements respectifs pour mettre à exécution les projets déjà formulés et arrêtés par eux en conférence ainsi que des documents officiels relatifs à la manière d'appliquer la formule mixte pour l'arrangement définitif de la question limitrophe entre les deux pays,

conformément à ces instructions et dans le désir d'aboutir le plus rapidement possible à une solution de concorde et d'équité, telle que l'exige le sentiment de loyauté et de panaméricanisme dont sont animés les deux Gouvernements et tel que l'imposent les intérêts légitimes de l'un et l'autre Peuples,

Stipulent solennellement ce qui suit:

1°]-Les deux Gouvernements, avec l'autorisation préalable du Gouvernement des États-Unis, enverront à Washington leurs Délégations respectives pour discuter amicalement la question de frontières, afin que s'ils n'arrivent pas à fixer une ligne définitive, ils déterminent d'un commun accord les zones que les deux Parties se reconnaissent réciproquement et celle qui devra être soumise à la décision arbitrale du Président des États-Unis d'Amérique

2°]-Après avoir atteint les deux buts susindiqués, les Délégations constateront ces Accords en un Protocole souscrit par elles et qui sera soumis à l'approbation des Congrès des deux Nations.

3°]-Les Délégations devront se constituer à Washington dès que sera résolue la question que les Gouvernements du Pérou et du Chili ont soumis à l'arbitrage du Président des États-Unis. Quant à la nomination des Délégués, les deux Gouvernements auront la faculté d'y procéder à n'importe quel moment, mais en tout cas, les Délégations devront être organisées à Washington dans le délai indiqué au présent article.

4.]-Sans préjudice de ce qui est indiqué dans les clauses antérieures, Les deux Gouvernements, par l'entremise de leurs Ministres respectifs, essaieront de hâter la solution du litige.

Signé on deux exemplaires, à Quito, le vingt-et-un Juin mil neuf cent vingt-quatre.

E.CASTRO-OYANGUREN

N.Clemente PONCE

Source et traduction : Légation de France au Pérou, AMAEN, Archives rapatriées du Consulat Général puis de la Légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 », ff.247-248

Acte de Lima (1936)

PROCÈS VERBAL

Les Républiques du Pérou et de l'Équateur, désireuses de résoudre Les difficultés auxquelles a donné lieu jusqu'à ce jour la divergence de leurs points de vue sujet de l'exécution du Protocole du 21 Juin 1924,

et considérant qu'elles ont conservé, à travers le long débat de leur problème limitrophe, le désir de le résoudre par des moyens pacifiques, ainsi que la confiance de parvenir à une solution complète et définitive du différend,

Ont désigné leurs plénipotentiaires respectifs à savoir :

S.E.M.le Général Oscar R. Benavides, Président de la République du Pérou, S.E .Alberto Ulloa, son Ministre des Relations Extérieures, et

S.E.M. Federico Páez, Chargé du Commandement Suprême en Équateur, S.E.Homero Viteri-Lafronte, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près du Gouvernement du Pérou;

Lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs respectifs, ont convenu ce qui suit:

Article 1^o]- Le Pérou et l'Équateur s'engagent à déclarer que l'arbitrage prévu à l'article 1er du Protocole du 21 Juin 1924 est un arbitrage de droit. Cette définition sera inscrite dans le Procès-Verbal d'installation des Délégations auxquelles se réfère l'article suivant.

Article 2^o]- Les délégations établies par l'article 1^{er} du Protocole précité se composeront de trois délégués plénipotentiaires chacune, et se constitueront à Washington le 30 Septembre de l'année en cours. Les deux Gouvernements se communiquent par écrit, dans ce procès, verbal, les noms de leurs délégués et se feront connaitre opportunément toute substitution qu'ils effectueraient.

Article 3^o]- Le Pérou et l'Équateur maintiendront le statu-quo de leurs positions territoriales actuelles jusqu'à l'issue des négociations de Washington et de la procédure arbitrale, sans que cela implique la reconnaissance par une des Parties du droit de l'autre Partie aux territoires actuellement possédés.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés signèrent le présent procès-verbal et y apposèrent leurs sceaux, en double exemplaire, en la ville de Lima, le six Juillet mii neuf cent trente-six.

L.S.[signé:] Alberto ULLOA

L.S. [signé] Homero VITERI L.

Source et traduction : Légation de France au Pérou, AMAEN, Archives rapatriées du Consulat Général puis de la Légation de France à Lima, dossier 65 : « Relations avec l'Équateur, décembre 1861-août 1939 », ff.259-260

Circulaire péruvienne spécifiant le *Statu Quo* (septembre 1936)

Cette circulaire précise le Statu Quo que doivent maintenir les forces péruviennes et équatoriennes pendant les négociations de Washington, à partir des positions militaires équatoriennes. Partant, le Pérou s'arrogé théoriquement les territoires situés entre les postes militaires péruviens et équatoriens, parfois extrêmement étendus. La chancellerie équatorienne, en désaccord total avec cette circulaire, n'a pas pu y répondre car elle était, en plus d'adopter une interprétation différente de ce que signifie un Statu Quo, incapable de produire la même connaissance géographique.

MORANDUM DEL MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES DEL PERÚ A LAS CANCELLERÍAS DE AMÉRICA

1. Se considera como región occidental de la frontera provisional entre el Perú y el Ecuador, la que partiendo del Océano Pacífico continúa hasta el *divortium aquarum* entre el Pacífico y la Hoya del Amazonas. En la parte inicial de esta sección, los puestos ecuatorianos más avanzados son los de Huaquillas y Chacras al oriente del cauce antiguo del río Zarumilla, estando en plena posesión del Perú y en explotación por agricultores peruanos la zona comprendida entre dicho cauce antiguo y el cauce nuevo o corriente del río, siendo de advertir que, en épocas de creciente, como sucedió en enero del presente año, las aguas discurren por el cauce antiguo.
2. En el resto de la frontera occidental hasta el río Chinchipe, la posesión ecuatoriana se encuentra delimitada por una línea tradicional de que forman parte los ríos Macará, Canchis y San Francisco.
3. En el río Chinchipe la posición ecuatoriana sólo alcanza al norte de la confluencia del Canchis.
4. En el río Santiago la posición ecuatoriana se encuentra al norte de la confluencia del Yaupi y sobre la margen derecha de este río.
5. En el río Morona no hay posición ecuatoriana. La que corresponde a esta región se encuentra en la desembocadura de la quebrada o río de Cashuime en el río Cangaimé, que es un afluente del Morona.
6. En el río Pastaza la posición ecuatoriana se encuentra en Huachi sobre la margen derecha del río Pastaza, en una posición intermedia entre los ríos Pinches y Loboyacu, que son afluentes de la margen derecha del río Pastaza.
7. En el río Corrientes afluente del Tigre la posición ecuatoriana se encuentra en Platanoyacu, al norte de la desembocadura de la quebrada de este nombre en el río Corrientes.
8. En el río Tigre la posición ecuatoriana se encuentra en Gonzales Suárez (antes Solsol), sobre la margen derecha, inmediatamente al sur de la quebrada de San Antonio.
9. En el río Curaray, la posición ecuatoriana se encuentra en Tarquí, sobre la margen izquierda, aguas arriba de la confluencia del río Nashiño que está ocupado por el Perú.
10. En el río Napo, la posición ecuatoriana se encuentra en Rocafuerte, en la margen izquierda de la confluencia del Aguarico.
11. En la Laguna de Lagartococha que desagua en el río Aguarico por el río Zancudo, la posición ecuatoriana se encuentra situada al oeste de la laguna.
12. En el río Putumayo la posición ecuatoriana se encuentra sobre la margen derecha, en los trescientos cuarenta metros situados inmediatamente al sur desde la confluencia del río San Miguel, en territorio, reconocido por Colombia al Perú por el Tratado de 24 de marzo de 1922.
13. El statu quo de las posiciones fluviales ecuatorianas o sea el statu quo de puntos determinados en los ríos supone un máximo de posesión delimitada por líneas imaginarias que unen dichos puntos entre sí. Sin, embargo, en la realidad, la posesión y el uso del curso principal aseguran los de los afluentes y subafluentes que pertenecen al sistema del río en la parte poseída por el Perú, porque la navegación fluvial constituye el único medio de acceso y de penetración. Cuando la posición ecuatoriana se encuentra situada en un afluente, la posesión peruana que se mantiene en el curso

principal es efectiva sobre este cauce y otros afluentes y confluentes hasta sus orígenes. Al hablarse de navegación fluvial se entiende comprendido el tránsito por los varaderos que, en algunas secciones, comunican algunos ríos o afluentes entre sí.

14. De todo lo expuesto anteriormente se deduce sin ningún esfuerzo que no existe punto alguno de posición ecuatoriana en las márgenes de los ríos Marañón y Amazonas.

Lima, Setiembre de 1936.

Source : ZANABRIA ZAMUDIO Rómulo, *Luchas y victorias por la definición de una frontera*, Lima, Editorial Jurídica, 1969

Accord de Talara (2 octobre 1941)

À Talara, le deux octobre mil neuf cent quarante-et-un, à vingt-deux heures, les six observateurs militaires des trois pays médiateurs, l'Argentine, le Brésil et les États-Unis, ayant reçu les propositions des Délégués Militaires du Pérou et de l'Équateur respectivement ; d'accord avec les documents échangés à ce jour ; réunis avec les délégués susmentionnés du Pérou et de l'Équateur, et après étude desdits documents, décident :

- 1) Que les ententes intervenues entre les délégués du Pérou et de l'Équateur, avec la collaboration des Observateurs Militaires des trois pays médiateurs, permettent de définir une zone démilitarisée entre les deux armées. Par démilitarisation, il faut entendre l'absence totale de forces armées de terre, de mer et de l'air dans la zone en question, à l'exception de la police civile, cette démilitarisation étant sous le contrôle des Observateurs Militaires des pays médiateurs. Ladite zone est délimitée par les lignes suivantes :

Du côté péruvien : Punta Arenas, Rio Salado, El Guabo, Pitahuiña, Limón Playa, Panupali, Puente Puvango exclusivement, Rio Puvango, Quebrada Cazaderos, El Salto, Quebrada de Pilares, Rio Macará, Rio Calvas, Rio Espindola.

Du côté équatorien : Punta Mandinga, Balao, Tenguel, Rio Tenguel, Pucará, Hda.Abañin, Guanazan, Buenaventura.

- 2) Que la création de cette zone aura pour but d'assurer la cessation des hostilités, qui a déjà été acceptée par les pays en litige¹, et la délimitation et la fixation des positions avancées de leurs forces militaires respectives, qui seront déterminées concrètement par les lignes indiquées à l'article antérieur.
- 3) Qu'aux effets précédemment mentionnés, les deux pays s'engagent à ne pas entreprendre d'opérations militaires ni de patrouilles terrestres, aériennes ou navales d'aucune sorte, étant bien entendu que cet engagement mutuel vaut également pour le territoire, l'air et les eaux du pays opposé.
- 4) Que la définition de cette zone n'implique aucune reconnaissance présente ou future d'un titre quelconque de souveraineté ou d'une justification ultérieure pour des droits de possession.
- 5) Que ladite zone démilitarisée sera administrée par les autorités civiles équatoriennes, sous un régime spécial contrôlé et vérifié par les Observateurs Militaires des pays médiateurs, ce qui permet implicitement toutes les activités civiles habituelles, ce qui ne présente pas de danger pour la stricte exécution du but poursuivi par cet accord.
- 6) Que les Observateurs Militaires, pour pouvoir contrôler la parfaite démilitarisation de la zone établie, auront le droit de demander tout l'appui et toute l'aide matérielle et morale des deux pays en litige, qui devront leur fournir, par l'intermédiaire de leurs autorités civiles et par tous les échelons de leurs Commandements nécessaires aux effets mentionnés dans cet articles et dans les articles antérieurs.
- 7) Que ce document pourra servir de base pour un protocole ultérieur, dans le cas où les pays en litige et les médiateurs décideraient d'élargir le cadre de l'arrangement qui vient d'être conclu, sous réserve qu'il s'ajuste fidèlement à sa lettre et à son esprit.

Les termes du présent acte sont signés et approuvés en parfait accord par les Délégués Militaires du Pérou et de l'Équateur, au nom de leurs Gouvernements et de leur Commandements militaires Supérieurs respectifs et comme témoins par les six Observateurs

¹Allusion au cessez-le-feu qui prit effet le 31 juillet 1941 à 18h.

Militaires des trois pays médiateurs. L'entrée en vigueur des dispositions ci-dessus commencera à partir du cinq du présent mois, à midi.

Signé :

Miguel Monteza, lieutenant-colonel, Délégué du Pérou

Cristóbal Toledo Sáenz, lieutenant-colonel, Délégué de l'Équateur

J.P.Ibarborde, lieutenant de vaisseau (Argentine)

U.G.Ent, lieutenant-colonel (États-Unis d'Amérique)

H.Filgueiras, lieutenant-colonel (Brésil)

S.Lima, lieutenant-colonel (Brésil)

C.Toranzo M., Commandant (Argentine)

J.B.Pate, lieutenant-colonel (États-Unis d'Amérique)

« Protocole de Río » (1942)

Nous présentons ici une traduction d'époque, proche de l'esprit du temps. Le texte original en castillan a été tant de fois reproduit qu'il est aisément accessible autre part.

Protocole de paix, d'amitié et de limites entre l'Équateur et le Pérou

Les Gouvernements de l'Équateur et du Pérou, désirant donner une solution à la question des limites qui les a longtemps séparés et prenant en considération les offres d'amicaux services que lui ont faites les gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la République Argentine, des États-Unis du Brésil et du Chili en vue d'aboutir à une solution rapide et honorable du problème, et mus par l'esprit américaniste qui prévaut à la troisième réunion consultative des Ministres des Relations extérieures des Républiques américaines, ont résolu de conclure un Protocole de paix, d'amitié et de limites en présence des représentants des ces quatre gouvernements amis. À cette fin interviennent les Plénipotentiaires suivants :

Pour la République de l'Équateur, monsieur le Docteur Julio Tobar Donoso, Ministre des Relations extérieures ; et

Pour la République du Pérou, monsieur le docteur Alfredo Solf y Muro, Ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après avoir présenté leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont décidé de signer le protocole suivant :

Article I^{er}

Les Gouvernements de l'Équateur et du Pérou affirment solennellement leur intention décidée de maintenir entre les deux peuples des relations de paix et d'amitié, de compréhension et de bonne volonté et de s'abstenir, l'un vis-à-vis de l'autre, de tout acte capable de troubler ces relations.

Article II

Le Gouvernement du Pérou retirera, dans un délai de quinze jours à compter de cette date, ses forces militaires à la ligne qui est décrite dans l'article VIII de ce Protocole.

Article III

Les États-Unis d'Amérique, l'Argentine, le Brésil et le Chili veilleront, au moyen d'observateurs militaires, à ce que soient réglés, suivant les circonstances, l'évacuation et le retrait des troupes prévu à l'Article précédent.

Article IV

Les forces militaires des deux Pays demeureront sur leurs nouvelles positions jusqu'à la démarcation définitive des frontières. Jusqu'à ce moment, l'Équateur aura seulement une juridiction civile sur les zones qui seront évacuées par le Pérou, ces zones demeurant dans la même situation que celle où se trouvait placée la zone démilitarisée de l'Acte de Talara.

Article V

Les gestions des États-Unis, de l'Argentine, du Brésil et du Chili continueront jusqu'à la démarcation définitive des frontières entre l'Équateur et le Pérou. Ce Protocole et sa mise en œuvre seront garantis par les quatre pays mentionnés au début du présent article.

Article VI

L'Équateur jouira, pour la navigation sur l'Amazone et ses affluents septentrionaux, des mêmes avantages dont jouissent le Brésil et la Colombie, et en outre de ceux qui pourraient être convenus dans un Traité de Commerce et de Navigation destiné à faciliter la navigation libre et gratuite dans lesdites rivières.

Article VII

Tout doute ou tout désaccord qui surgirait sur l'exécution de ce Protocole sera résolu par les Parties contractantes avec le concours des Représentants des États-Unis, de l'Argentine, du Brésil et du Chili, dans le plus bref délai possible.

Article VIII

La ligne frontière sera articulée par les points suivants :

A) à l'Occident :

- 1—Bouche de Capones sur l'océan ;
- 2—Río Zarumilla et vallée Balsamal ou Lajas;
- 3—Río Puyango ou Tumbes jusqu'à la vallée de Cazadores;
- 4—Cazadores;
- 5—Vallée de Pilares et de l'Alamor jusqu'au río Chira;
- 6—Río Chira, en descendant le courant ;
- 7—Ríos Macará, Calvas et Espíndola, en remontant le courant, jusqu'à la source de ce dernier au Nudo de Sabanillas;
- 8—De Nudo de Sabanillas jusqu'au río Canchis;
- 9—Le río Canchis sur tout son cours en remontant le courant ;
- 10—Río Chinchipe, en descendant le courant, jusqu'au point où il reçoit le río San Francisco.

B) à l'Orient :

- 1—De la vallée de San Francisco, le «divortium aquarum» [ligne de partage des eaux] entre le río Zamora et le río Santiago jusqu'au confluent du río Santiago avec le Yaupi;
- 2—Une ligne jusqu'au confluent du Bobonaza avec le Pastaza.
Confluent du río Cunambo avec le Pintoyacu sur le río Tigre;
- 3—Confluent du Cononaco avec le Curaray, le cours de cette dernière jusqu'à Bellavista;
- 4—Une ligne jusqu'au confluent du Yasuni avec le río Napo.
Du Napo, en descendant le courant, jusqu'au confluent de l'Aguarico;
- 5—Le cours de l'Aguarico, en remontant le courant, jusqu'au confluent du río Lagartococha ou Zancudo avec l'Aguarico;
- 6—Le río Lagartococha ou Zancudo, en remontant le courant jusqu'à ses sources et, de là, une ligne droite qui va rencontrer le río Güepi ; ensuite, le río Güepi jusqu'à son confluent avec le

Putumayo et le Putumayo jusqu'à la frontière de l'Équateur et de la Colombie.

Article IX

Il est entendu que la ligne décrite antérieurement sera acceptée par l'Équateur et le Pérou pour la fixation, par les techniciens, sur le terrain, de la frontière entre les deux pays. Les parties contractantes pourront, toutefois, lorsqu'il sera procédé à son tracé sur le terrain, se faire les concessions réciproques qu'elles jugeront convenables afin d'ajuster la ligne en question à la réalité géographique. Ces rectifications s'effectueront avec la collaboration des représentants de États-Unis, de l'Argentine, du Brésil et du Chili.

Les Gouvernements de l'Équateur et du Pérou soumettront le présent Protocole à leurs congrès respectifs, l'approbation correspondante devant être obtenue dans un délai de trente jours au plus.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés signent et scellent, en deux exemplaires en espagnol, en la ville de Río de Janeiro, le 29 janvier 1942, à 1 heure, le présent Protocole, sous les auspices son Excellence Monsieur le Président du Brésil et en présence de M.M. les Ministres des Relations extérieures de la République Argentine, du Brésil et du Chili, et du Sous-Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique.

Signatures :

J. Tobar Donoso
Alfredo Solf y Muro
E. Ruiz-Guiñazú
Oswaldo Aranha
Juan B. Rossetti
Sumner Welles.

Source : Raymond Lavondès, ministre de France au Pérou, au ministre des Affaires Étrangères, 7 février 1942, lettre n°25. AMAEC, Vichy, sous-série B : Amériques, dossier n°132, ff.27 sq.

Généalogie du conflit à la veille de la guerre de 1941 d'après un diplomate français

Légation de France en Équateur
République Française
Quito, le 15 juin 1941
Reçu le 8 décembre 1941

M. Jean Dobler, ministre de France en Équateur,
à son excellence monsieur l'Amiral de la Flotte,
ministre secrétaire d'État aux affaires étrangères,
à Vichy.

a.s. Du litige territorial de l'Équateur et du Pérou ;
de l'enseignement qu'en peut tirer la diplomatie française

Le litige territorial de l'Équateur et du Pérou prend depuis quelque temps une tournure si inquiétante qu'il est nécessaire que j'en fasse à votre excellence un rapport d'ensemble qui puisse servir de base aux télégrammes courants d'information à mon poste.

Les origines du litige

Le litige territorial de l'Équateur et du Pérou remonte aux guerres mêmes que ces deux États, alors colonies espagnoles, soutinrent contre l'Espagne pour conquérir leur indépendance. Le « Premier cri de l'Indépendance » - selon la formule consacrée – fut poussé en Équateur, en 1809, au cours d'une insurrection promptement étouffée ; mais ce fut le Pérou qui parvint le premier à se libérer partiellement des Espagnols à la suite de l'entrée de San-Martín à Lima en 1821. Lorsque la ville de Guayaquil, qui dépendait de l'Audience de Quito, voulut fortifier son indépendance qu'elle avait proclamé à titre autonome en 1820, elle se mit donc en rapport avec San-Martín, à Lima, comme avec le chef révolutionnaire le plus proche, tandis que, pour des raisons analogues de convenance, la province de Jaen et le Gouvernement de Mainas, bien qu'ils eussent autrefois été complètement rattachés à Quito et qu'ils en dépendissent encore en fait, entraient eux aussi en rapport avec Lima et recevaient quelques troupes péruviennes. On sait que ces immenses territoires, alors domaines des Missions mais presque inexplorés, englobaient tous les affluents de la Haute-Amazone.

Il ne semble pas que ces divers mouvements aient à l'époque provoqué des protestations de la part des gens de Quito ; cette capitale était encore occupée par les troupes espagnoles, Bolivar se montrait incapable d'y entrer et il sollicitait lui-même des renforts du Pérou... Mais tout changea de face après l'entrée des troupes de Bolivar à Quito, les victoires colombiennes et équatoriennes de Pichincha et de Rio Bamba en 1822, et la création de la Grande-Colombie par la fédération du Venezuela et de l'ancienne Vice-Royauté de la Nouvelle Grenade, qui comprenaient depuis 1739 l'actuelle Colombie et l'actuel Équateur.

Lorsque San-Martin, Protecteur du Pérou, et le Libertador Bolivar se donnèrent rendez-vous à Guayaquil en 1822, San-Martin avait encore l'intention de faciliter l'accession de ce grand port au Pérou libéré ; mais le Libertador le prévint et annexa Guayaquil avant l'arrivée du Général argentin, l'accueillant le 26 juillet 1822 – comme il prit soin de le lui faire savoir avant qu'il ne débarquât - « sur le sol de la Grande Colombie ». Et au même moment, d'ailleurs, le plénipotentiaire colombien à Lima soutenait les droits de Quito sur la province de Mainas dans des termes comminatoires, et présentait des demandes d'évacuation et de restitution auxquelles le Pérou, dès lors, se déroba.

Les tentatives de règlement du litige

De cette époque à celle d'aujourd'hui, la position des Péruviens et celle des Colombiens – auxquels les Équatoriens succédèrent quand ils prirent leur autonomie en 1830 – sont demeurées substantiellement les mêmes : les Colombiens ou les Équatoriens protestent et revendiquent ; les Péruviens discutent et refusent. Le litige provoqua deux guerres, l'une en 1828 qui se termina par l'important traité de Guayaquil de 1829, après la défaite des Péruviens à Tarqui, l'autre en 1860 durant laquelle les Péruviens occupèrent Guayaquil ; mais ni l'une ni l'autre de ces guerres ne régla la question de la souveraineté de la Haute-Amazone d'une manière qui terminât la discussion. Celle-ci se poursuivit continuellement au contraire durant les cent vingt dernières années, et elle a donné lieu au cours de cette longue période aux négociations suivantes :

- a) aux discussions de 1823, à Lima, qui aboutirent au traité de frontières Mosquera (G.C.) - Galdiano (P) du 18 décembre 1823 – non ratifié par la Grande-Colombie comme trop imprécis ;
- b) aux protestations de la Grande-Colombie en 1826 à Lima contre des actes de souveraineté péruviens en Haute-Amazone – protestations que le Pérou laissa sans suites ;
- c) à la mission Villa (P) à Bogota en 1828 – qui n'aboutit qu'à précipiter la guerre de la Colombie et du Pérou qui éclata le même année ;
- d) à l'important Traité de paix et de frontières de Guayaquil du 22 septembre 1829 qui fixa comme limites méridionales de la Grande-Colombie, et donc comme limite méridionale de l'Équateur, « les mêmes que celles qu'avait avant son indépendance l'ancienne Vice-Royauté de Nouvelle-Grenade » - remettant les difficultés d'interprétation à l'arbitrage du Chili ;
- e) au Protocole Mosquera (G.C.) - Pedemonte (P) de 1830 qui précisait en termes géographiques les limites sommairement indiquées par le traité de 1829 – mais l'authenticité de ce protocole est niée par le Pérou ;
- f) au Traité d'alliance et de règlement provisoire des frontières passé en 1832 entre le Pérou et l'Équateur, qui agissait pour la première fois comme État souverain né du démembrement de la Grande-Colombie ; mais l'échange des ratifications de ce traité n'eut pas lieu, ou ne peut être aujourd'hui prouvé – et l'Équateur nie aujourd'hui sa validité ;
- g) aux négociations Vadivieso (E) – Léon (P) de 1841-1842 à Quito – qui aboutirent à un ultimatum équatorien, d'ailleurs non suivi d'effet, et à la brusque retraite du Ministre péruvien ;
- h) aux négociations Daste (E) – Charun (P) de 1842 à Lima – qui aboutirent à la brusque retraite du Ministre équatorien
- i) aux négociations de 1853 à Lima et à Quito sur la libre navigation des l'Amazone – au cours desquelles le Pérou, en s'appuyant pour la première fois sur une Cédule espagnole de 1802, prétendit légiférer sur l'administration

Les arguments juridiques du Pérou et de l'Équateur

Au cours de cette interminable discussion, et au long de milliers de notes, les deux parties n'usèrent que d'un petit nombre d'arguments.

Du côté péruvien on a fait valoir que le traité de 1829 pouvait être caduc, puisque passé avec la Grande-Colombie qui n'existait plus ; mais que, même si ce traité était encore en force, il n'obligeait le Pérou qu'à limiter sa souveraineté selon les frontières des anciennes Vice-Royautés de Lima et de Bogota, et que ces frontières, fixées en 1739 dans le sens des actuelles prétentions équatoriennes, avaient été modifiées en 1802 dans un sens qui légitimait les actuelles prétentions péruviennes ; qu'au reste l'Équateur avait, par le traité de 1832, implicitement renoncé à s'appuyer sur les dispositions du Traité de 1829 ; qu'enfin la longue possession péruvienne des territoires revendiqués par l'Équateur était un fait qui ne pouvait être ignoré, et qu'il était nécessaire de « respecter ce qu'avait créé et consolidé la vie ». Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étant d'ailleurs un droit essentiellement américain, il

convenait de respecter l'adhésion spontanément donnée au Pérou en 1821 par les territoires contestés. - Dans ces conditions, le Pérou ne pouvait plus discuter de l'appartenance des territoires de Jaen et de Mainas (sans parler de ceux de Tumbes) sans mettre en cause sa propre constitution organique ; il ne lui restait d'ouverte que la discussion sur le tracé des frontières de ces territoires – ce qu'il était prêt à faire à tout moment en montrant la plus grande largeur d'esprit.

Du côté équatorien, d'autre part, on a fait valoir que le traité de 1832 n'avait pas la portée que lui donnait le Pérou, qu'il était d'ailleurs sans valeur obligatoire car il n'avait pas été ratifié et que le Traité de 1829 demeurait donc le titre de droit des deux parties ; que la Cédule espagnole de 1802 avait bien provoqué un démembrement de l'Audience de Quito dans le domaine de l'administration ecclésiastique et du commandement militaire, mais aucun démembrement dans la souveraineté territoriale de cette Audience, incluse dans la Vice-Royauté de Nouvelle-Grenade, si bien que les limites méridionales de cette vice-royauté étaient encore en 1829 celles de 1739 ; que d'ailleurs, les discussions tenues au Congrès péruvien, lors de la ratification, du Traité de 1829 ne permettent de douter que le Pérou lui-même n'en jugeait ainsi à l'époque, et qu'il fallait remarquer qu'il n'avait invoqué l'exception de la Cédule de 1802 qu'en 1853 ; que le droit étant imprescriptible – et l'Équateur ayant tout fait pour interrompre une éventuelle prescription – la position de droit de 1941 était exactement la position de droit de 1829, et que l'occupation par le Pérou d'une large portion de la zone contestée ne lui donnait aucun privilège. Si les peuples américains, ajoutait-on à Quito, ont le droit de disposer d'eux-mêmes, il n'en est pas ainsi pour de simples provinces, et le Droit américain exige même expressément la consultation et le consentement de tout le corps de l'État intéressé avant qu'une province puisse faire sécession.

Dans ces conditions, l'Équateur ne pouvait qu'exiger la dévolution intégrale des territoires contestés, s'il ne pouvait s'accorder avec le Pérou, sur une transaction honorable qui tiendrait le plus grand compte.

Développement probable du conflit

Le conflit territorial de l'Équateur semble entrer dans sa période finale, car, en même temps qu'il se poursuit dans les Chancelleries sur le sens et la valeur de textes vieillissants ; il commence à se régler de lui-même sur le terrain, entre les postes militaires, les compagnies d'exploitation et les colons ; si la solution juridique tarde à se produire, la solution pratique prend forme tous les jours.

Lors de la réunion au Pérou des provinces de Jaen, et Mainas en 1821, ces immenses territoires ne comptaient que quelques milliers d'habitants – 15 000, disait l'évêque de Mainas ; 25 000 disent d'autres – et le Pérou n'avait encore poussé aucune de ses forces militaires au Nord de l'Amazone ; mais il en est aujourd'hui différemment. Si le nombre des colons est encore minuscule en rapport avec l'étendue des territoires, des grandes compagnies pétrolifères et minières prospectent le pays, d'autres compagnies se forment pour l'exploitation des bois, la navigation des fleuves est étudiée, des établissements péruviens ont été poussés le long du Tigre, Port-Mélandès a été fondé au confluent du Santiago et du Maragnon, et Iquitos est devenu un grand port jusqu'où remontent les navires de haute-mer. Par les voies d'eau, le contrôle militaire du pays devient effectif : les navires à moteur assurent des transports de troupes, qui étaient impossibles il y a peu d'années d'aval en amont ; les hydravions exercent une surveillance étendue et permettent des liaisons d'une rapidité jusqu'ici inconcevable ; des postes militaires péruviens ont pu ainsi être établis sur l'Aguarico, aux frontières-mêmes de la Colombie ; et devant les cinquante petits postes militaires équatoriens du pied des Andes ou de la région Napo-Pastazza, qui ne comptent chacun que quelques hommes misérablement armés et outillés, et qui sont insuffisamment ravitaillés par les passes andines et des pistes de forêts vierges, se sont établis autant de postes péruviens qui comptent chacun de forts effectifs,

qui sont bien armés et bien équipés, dont le ravitaillement est facilement assuré par voie d'eau depuis la base magnifique de l'Amazone, et qui gagnent les Indiens autour d'eux par une politique de largesses dont les Équatoriens n'ont pas les moyens. Comment s'étonner qu'un Indien m'ait dit un jour, en haut d'un col des Andes, en me désignant un territoire qui est à plus de cinq cents kilomètres de la frontière : « Par ici ? ... Par ici, c'est le Pérou ».

Si l'Équateur, au cours des cent vingt dernières années, avait envoyé moins de notes au Pérou et plus de colons dans les territoires qu'il revendique, la question ne se poserait pas aujourd'hui comme elle se pose, c'est-à-dire comme l'opposition sur le terrain de deux colonisations dont l'une est riche, active et bien organisée, dont l'autre est pauvre en hommes et misérable en moyens, et qui ne sauraient longtemps se faire équilibre sur leur actuelle ligne de contact.

En fait, ni le Brésil – qui désire des voisins riches parce que le commerce en naît, et qui paraît avoir donné des assurances au Pérou ; ni l'Argentine – qui est alliée au Pérou depuis San-Martin par des liens sentimentaux ; ni les États-Unis – qui sont derrière bien des intérêts financiers et qui voudraient surtout de l'ordre, ne paraissent disposés à plus qu'à permettre à l'Équateur une retraite honorable, et à lui éviter une conquête péruvienne qui pourrait s'étendre quelque jour jusqu'à son patrimoine incontestable. Et la Colombie, pour sa part, ne donne à l'Équateur qu'un appui réticent et un peu dédaigneux, tandis que le Chili s'abstient, pour l'instant, d'agir, par ressentiment de n'avoir pas été consulté par Quito lorsque l'Équateur accepta la dernière proposition de bons offices de l'Argentine, du Brésil et des États-Unis. L'équateur doit donc comprendre aujourd'hui qu'il a trop compté sur les bons offices qui lui furent offerts d'une manière si inattendue ; et qu'il ne doit pas seulement se réjouir mais aussi se méfier du désir évident qu'ont les États-Unis de voir la paix régner en ce moment en Amérique du Sud : car les États-Unis peuvent aussi bien – et peut-être plus facilement – obtenir cette paix par une pression sur l'Équateur que par une pression sur le Pérou. J'ai donc des raisons de croire qu'aujourd'hui, en Équateur, on regrette les campagnes de presse et d'excitation patriotique qu'on y a entreprises en grande partie sous l'influence du nouveau Président de la République, et qui ne peuvent mener qu'à de graves désillusions si les États-Unis n'apportent pas tout l'appui sur lequel on comptait il y a quelque temps encore.

Le mieux que puisse faire l'Équateur serait donc de se servir de l'intervention spontanée des trois puissances américaines pour arrêter le Pérou dans son incessante poussée, qui risque de l'amputer un jour de ses territoires du Sud de Loja, sous le prétexte qu'ils appartenaient jadis à la province de Jaen, et de ses petites colonies de la Cordillère orientable des Andes et du Napo-Pastazza, sous le prétexte qu'elles se trouvent dans l'ancien Gouvernement de Meinas (sic). Le mieux, pour l'Équateur, serait d'admettre une fois pour toutes la cession au Pérou, ou l'annulation pure et simple, de ses droits historiques mais théoriques sur les régions de Jaen et de Meinas qu'il n'occupe pas. Il pourrait ainsi se réserver un territoire qui réponde à ses forces réelles d'expansion, s'assurer un traitement favorable du Pérou pour l'acheminement de son commerce par les ports péruviens de l'Amazone, et gagner enfin la bienveillance des États-Unis – qui veulent la paix par-dessus tout – et dont l'appui financier lui est absolument nécessaire. Dans la mesure où l'Équateur nous demanderait un avis désintéressé, ce serait celui que je serais d'opinion de lui donner.

Les enseignements du conflit pour la France

Mais ce large historique du conflit de l'Équateur et du Pérou n'aurait pas sa place dans un rapport diplomatique français si notre diplomatie n'en pouvait tirer quelques enseignements à l'usage de sa politique en Amérique du Sud. Ces enseignements sont au moins au nombre de deux : a) Il est d'abord très clair que l'Équateur et le Pérou – et la Colombie, et le Venezuela, et le Chili, et l'Argentine... - se jalouaient grandement au moment-même où ils s'accordaient leur appui contre leurs communs maîtres espagnols et qu'ils ont essayé d'agrandir leurs

possessions aux dépens les uns des autres ; très clair que le Pérou, comme héritier de la première Vice-Royauté en Amérique hispanique du Sud montre une certaine morgue à l'égard des autres Républiques américaines, et celles-ci une certaine défiance en même temps qu'une certaine complaisance à son endroit. Il y a donc là, on le voit, une situation fort complexe qui ne rend pas aisée une pratique sincère du pan-américanisme. « Le pan-américanisme n'est qu'un mot », me disait récemment un Ministre équatorien déçu ; les diplomates européens doivent tenir compte de tout cela. b) Il est clair également, qu'au cours de leur différend, la Grande-Colombie, l'Équateur et le Pérou ne se sont jamais fait aucune concession ; qu'ils n'ont jamais cédé que devant la force ; qu'ils ont rédigé leurs traités dans des termes si généraux que ceux-ci leur permettaient toutes les divergences d'interprétation ; qu'ils ont toujours dépassé dans des proportions énormes les détails que fixaient ces traités ; qu'ils ont constamment compté sur le temps, sur les changements qu'il apporte dans les choses et la lassitude qu'il provoque chez les hommes, pour échapper aux stipulations dont ils étaient convenus ; qu'ils se sont réservé les moyens de déclarer nuls leurs traités, même après les avoir ratifiés, en manquant à l'échange formel de ces ratifications ; qu'ils n'ont pas craint d'invoquer, pour interpréter à leur profit ou pour mettre en échec un accord signé, des documents qu'ils n'avaient aucunement pris en considération au moment de la signature, et cela après des délais infinis : le Pérou, par exemple, en invoquant en 1853 une ordonnance espagnole de 1802, l'Équateur, en invoquant en 1904 un Protocole oublié de 1830 ; qu'enfin leurs plénipotentiaires traitent les affaires internationales en avocats soumis et rompus à la procédure judiciaire la plus déliée, si bien que la preuve est faite de la difficulté qu'il y a à traiter avec eux autrement qu'en leur cédant tout, ou qu'en ayant et qu'en conservant sur eux une large supériorité de force matérielle. Si l'on ajoute à ces procédés de règlement des deux parties leurs procédés de discussion tels que l'histoire du conflit nous les offre ; si l'on remarque que les notes échangées sont vagues sinon fuyantes quand elles sont d'un ton parfait, et souvent arrogantes dès que les oppositions se précisent ; que toute insistance soulève des susceptibilités, et que celles-ci mènent à des affronts ; que les ultimatums ne sont pas rares, non plus que les rappels brutaux des plénipotentiaires, on comprend combien il est difficile – pour ne pas dire impossible – aux diplomates européens de faire prévaloir dans ces Pays les intérêts qui leur sont confiés sans soulever d'ardentes oppositions. Les services centraux de chaque diplomatie doivent le savoir afin de soutenir toujours imperturbablement leurs plénipotentiaires dans leurs difficiles négociations.

Signé Jean Dobler

Source : Jean Dobler, ministre de France en Équateur, au ministre des Affaires étrangères, 16 juin 1941. AMAEC, Série Guerre, 1939-1945 : Vichy, sous-série B : Amérique, dossier n°65.

Liste des entretiens

- Máximo Teodoro Jarra. Né en 1921, caporal d'artillerie (Pérou) pendant la guerre. Le 17/02/2015 à Lima, 19 minutes.
- Manuel Carraza Cervantes. Engagé volontaire (Pérou). Né en 1918. Le 17/02/2015 à Lima, 17 minutes.
- Juan Llano Sánchez. Né en 1917. Dans la cavalerie (Pérou) au moment de la guerre. Le 17/02/2015 à Lima, 15 minutes.
- Manuel Farfán Gutiérrez. Né en 1922. Soldat (Pérou). Le 17.02.2015 à Lima, 17 minutes.
- Ustiniano Salazar Zelada. Né en 1920. Engagé volontaire (Pérou). Le 17.02.2015 à Lima, 15 minutes.
- Miguel Cerreceda Monge. 18 ans au moment de la guerre, élève-sergent de l'école militaire de Chorillos. Le 19.08.2016 à son domicile (Cieneguilla), 48 minutes.
- Máximo Sanmiguel Berrocal. Né en 1918. Volontaire dans l'infanterie (Pérou). Le 17.02.2016 à Lima, 1h02.
- Vicente Castillo. Engagé volontaire (Pérou) à 15 ans et demi, services vétérinaires. Le 28.01.2016, à Lima, 1h17.
- Catalina Vélez Romero, enfant de la province de El Oro en 1941. le 16.09.2016, dans les environs de Machala (El Oro, Équateur), 22 minutes
- Tranquilino Salinas Parrales. Né en 1920. Conscrit de l'armée équatorienne. Le 16.09.2016, dans les environs de Machala, 30 minutes.
- Andres Humberto Alvarado Fuentes. Enfant de la province de El Oro en 1941. Le 16.09.2016, dans les environs de Machala, 40 minutes.
- Sergent équatorien, officier comptable remplaçant du bataillon de Cavalerie Yaguachi basé à Cuenca. Date indéterminée, 19 minutes. Entretien réalisé par Pablo Núñez.
- Plusieurs anciens combattants du Bataillon équatorien « Pichincha » n°3, envoyés sur le Napo (*Oriente*), 26 et 24 minutes. Entretiens réalisés par Pablo Núñez.
- Carlos López, Wampi résidant sur le río Santiago. Le 26.08.2015 à Paati, hameau situé sur les rives du Santiago. Entretien réalisé par Paul Codjia.

Entretiens avec les anciens combattants péruviens

Entretiens avec d'anciens combattants péruviens, contactés par l'intermédiaire de l'association « Vencedores de la campaña militar de 1941 » à Lima.

Máximo Teodoro Jarra

Le 17/02/2015 à Lima, 19 minutes

Né en 1921, caporal d'artillerie pendant la guerre

Présente : Une accompagnatrice de sa famille

Accompagnatrice : que año ingresaste

A los 20 años; Antes que comence la guerra pues

François : A si ¿mucho antes?

¿cuando entré? Al comenzar 41, cuando hubo llamamiento, yo no tenía años suficiente, tenía recién 20 años así que yo con un amigo acordé irme de voluntario. Por eso nos fuimos voluntarios antes que comience la guerra. Hemos ido aprendiendo ya para la guerra. Entonces, hacíamos ejercicio día y noche. En este caso, claro éramos activo, dentro de la artillería. Usted conoce la artillería como es ¿no?

François : No, no soy militar

Entonces hay que estudiar artillería; este es arma de montaña. Armar desarmar, hay que aprender cuánto pesa cada pieza cuando sirve y como se utiliza. Hay que estudiar bastante. Aspiramos a ser apuntador. Es un aparato como si tuviera ingeniero, es de tres piezas. Se coloca en el eje, entonces “ting ting ting”, está el aparato, ahí el oficial de tiro lo llama uno de arriba para hacer tiro, “tanto, tanto gramos, tanto milésimos, tanto vigésimos, eje alto, o eje bajo, tiro directo, o tiro curvo”, que uno tiene que escuchar. “Ya, corre, listo! Yo no soy surdo”. El mono había estado en el árbol, el tiro era acá, como yo hice esto,

Accompagnatrice: la bala le pasó por ahí

François : por la mano

Como si hubiera un hincón. “¿Se sigue!”, nos dicen, “¡llévenlos a emergencia!” “No, se amarra acá con jebe y listo, sigue, ¡para adelante!” Eso nos ha pasado

François: ¿y dónde estaban, en Zarumilla, Tumbes?

Accompagnatrice : En Tumbes. ¿Estabas en Tumbes o en Zarumilla ¿

En Tumbes hemos tenido nuestro cartel. Claro, como estaba cerca la guerra, habían agarrado un colegio como cuartel. Entonces desocupado ahí en el parque nosotros lo ocupamos ahí. A nosotros nos llevaron al cuartel Toloma entonces. Ahí vino de la artillería, nos escogió a cinco personas de las 35 que fuimos, a tres personas nada más, yo soy provinciano. A mí me gustaba hacer algo. Cuando salieron los policías,

andaban bien. Entonces como éramos chicos, quisiéramos ser así, teníamos intenciones de ser, pero policía no. Ya que había la guerra, vamos pues.

François : Por eso fueron voluntarios

Algunos tienen miedos. Nosotros provincianos no. Queremos saber cómo es. Nuestro presidente arregla rápido porque su señora había sido ecuatoriana. Agarramos todo el material de guerra de Estados Unidos que lo había armado hasta los dientes. Aquí nosotros los Peruanos infantería tiene fusil Mauser de 5 tiros, y los monos tenían fusiles ametralladoras, marca norteamericana. Bien armado todo. El armamento que le quitamos nosotros el Señor Presidente le entregó. Había un barco japonés acá. También se lo entregaron a EEUU. ¿Porque no se quedó acá? ¿Si Japón no se metió en nada? Se lo entregó también. Yo por eso a EEUU no quiero ir. Yo me acuerdo todo.

François: Y en Ecuador, ¿estuvo?

Si. Yo no me quedé en servicio porque Tumbes era pobre. La gente muy ociosa. Teniendo tanto terreno. Y entonces, si yo me quedo acá, tarde o temprano, claro que tengo mi hogar, y me quedo esclavizado de que no me voy. Por eso yo me vine. Me quede. Estaba de cabo apuntador. Rendimos examen en Puerto Zorrito que esta como de reguardo cuando vino la guerra con Japón. Entonces ahí comenzamos el examen para ser sargento segundo. Yo tengo 13 y 18 mi nota yo estaba asegurado. Ya estando en camino para [?], alguno que dejé ahí de soldado ya era comandante, el jefe máximo de acá, el presidente [de la asociación, coronel Arias], es hijo de un artillero. El y otro, “Tomberry”, estaba de sargento primero, llegó a ser comandante creo. Todos. Entonces, hubiera llegado a ser comandante, no siquiera. Yo tenía actividad me gustaba estar ahí.

François : ¿quería seguir en la carrera militar?

Accompagnatrice : si pero no pudo

Me vine acá para ingresar escolta a la policía. Presenté mi solicitud. Me encuentro con una persona que trabajaba en el banco de crédito... (...) Si, yo tengo certificado del comandante general. En tres años de servicio, tengo más castigado por no tener servilleta en el comedor, en tres años, completamente limpio. Sí, me gustaba, yo tenía actitud. (...) Me llevo el personal, italiano. El Señor jefe personal me dice: Ya listo. Me sacó una pistola que manejaba en la artillería, porque la artillería no maneja fusil. Pistola de nueve tiros, automática. Me sacó una desarmada. Me dice ¿puede usted armarle? Ya le dije. Listo para hacer fuego. No. Preséntese dentro de tres días. A los 6 días me llamaron, seguridad del banco de crédito, 12 años. (...)

Tengo 95 años. Nosotros hemos caminado toda la noche cuando comenzó la 5 de infantería en Zarumilla. Nos llamó, a las 5 de la tarde arrancamos de Tumbes, 5-6 de la mañana llegamos a Zarumilla, 25 kilómetros. En toda hora, teníamos que cargar y descargar las mulas, hacer descansar 10 minutos, cargar de nuevo. Así. Entonces, ahí tomamos desayuno y nos metimos a la selva. Es monte nomás Ecuador. No pista, no. Ahí comenzó, nos hemos estampado en una pampita un monte, nos quedamos, ahí comenzó la guerra con el comando. Es él que entra en acción con el oficial de tiro. Entonces, nosotros no vemos nada, pero actuamos de acuerdo al mando de la base. Tanto milésimo, tanto grados, tanto vigésimos. Esto y esto. Tenía que hacer tiro curvo porque es monte. La distancia tiene que ser calculada. Así comenzó.

Accompagnatrice : Ahí fue cuando se lastimó el tímpano

Había una orden de la marina para terminar con Quito. Desaparecer Quito y listo. Ecuador podía ser peruano. Pero ahí paró la guerra. Se quedó ahí, porque ya teníamos todo. Los Ecuatorianos botaron sus armas ametralladoras. Se escapaban, pero la artillería lo agarraba.

Accompagnatrice: Al momento que le cae la bomba

Provinciano, activo vivo, dentro de [?]. Lo que nos falta es colegio. Yo soy ancashino.

Accompagnatrice: ¿Cuándo te reventaron el oído fuiste al hospital?

Me salió sangre, primer disparo. Había que estar boca abierta no nos dijo el oficial, entonces, se reventó este lado, salió sangre. De allá ha venido poco a poco bajando. Pero estoy vivo.

Manuel Carraza Cervantes

Le 17/02/2015 à Lima, 17 minutes

Né en 1918

Engagé volontaire

François: ¿en el 4 Ud. tenía 23 anos?

No, tenía 18, 17. ...

François: ¿ y cuándo?

Voluntario. Era muchacho, joven, guapo

François : ¿Le gustaba el ejército entonces?

No me gustaba el ejército pero me gustaba ser intrépido. ... Vamos a pelear... Batallón 8... Salimos en la noche, a conocer Piura, y había un burdel... bailamos y la cuenta, no pagamos...”¿Y quien va a pagar? - ¡El comandante!”...

Accompagnatrice: y también se llevaron un pavo.

Dos pavos. Y se lo llevaron, y allá en el campamento... buscar... quien el pavo.

Accompagnatrice: Descuartizaron al pavo dice, lo repartieron.

Se roban el pavo de la mesa. La patrona... y nos fuimos allá a la pampa. Capitán Martínez. Era Puma, era sargento, bien jodido, cualquier cosa te castigaba. ... Ahí en la ducha me quedé dormido, borracho.

[...] Estábamos a 20 km de Guayaquil; isla Púna. Estaba un batallón de ecuatorianos. De ahí, había 20 km. Guardando la isla... Los aguantaron ahí, porque... Hemos estado un año, más o menos. Después ya nos trajeron en Lima. Cuando fuimos a Guayaquil, [...], alcohol, y que le dije, que nos [?] [...] Las ecuatorianas, no las hemos tocado, no los habían prohibido. Pero, había uno, una zamba creo, que hacía el sexo con las vacas.

François: ¿en qué pueblo estaban?

No me acuerdo, Santa Rosa. No era un puerto. Ahí estaba ... Después, era un tabladillo. A los años cuando he ido a Colombia con mi yerno, ya estaba hecho un muelle²... Tomábamos un licor que se llama pechereque, bien fuerte, te emborrachaba. Un día, el capitán era bueno, pero también castigaba. Había un sargento un cholo chatito, no muy alto. ... las FFAA...

Accompagnatrice: Don Manuel, él entro a la guerra de Trujillo porque no tenía documentos. Su amigo le dijo metete al ejército. “Esta guerra durara unos tres cuatro meses” le dice, y después sale con sus documentos. Total se fue para sacar sus documentos y se fue nueve meses a la guerra...

Los capitanes lo hacían respetar... Se ha gozado, se ha sufrido. Siempre zarpar de noche. [...] No hemos abusado de las mujeres [16:35]

Juan Llano Sánchez,

Le 17/02/2015 à Lima, 15 minutes

né en 1917. Dans la cavalerie au moment de la guerre

Presente : Une accompagnatrice (sa compagne/infirmière depuis 20 ans)

Yo pertenezco al regimiento de caballería n°3 al mando de coronel Tomas Facha Manzón (?). Me cuenta con 98 años. Nací en el 1917. Y nosotros, nuestro punto de vigilancia era Aguas Verdes, a la izquierda. Yo he sido quizás en esa época, un elemento fuerte, yo pude haber muerto primero. Yo soy vigía primero. ... Exploradores. El teniente oficial Tomas Flores, él me parece que quería retroceder, entonces yo le tengo que faltar el respeto me parece, hablé de ajo “¡que avancen! aquí vienen los enemigos, que avancen, ajo”, al Teniente. Entonces me dijo, “era Ud. un hombre *perfecto*, aquí vamos a morir si tenemos que morir acá”, bueno así por ese estilo

François: ¿cómo ingresó Ud. al Ejército?

Yo soy de la policía nacional. De caballería. Yo era un muchacho, más o menos que quizás no daba importancia, cuando de repente me encuentro con un señor teniente Llanos, había sido mi tío. Cuando iba de vacaciones al departamento de Huánuco y cómo era con mi papá todo el mes. Pero nunca he visto de militar cuando de repente yo el año 38, yo estaba en la mina Grau por los franceses que pisaron, yo avanzaba y ellos me conoció

François: ¿Pero en la guerra usted qué hizo?

Señora: En la guerra te está preguntando

Bueno nosotros tenemos que recogerlos porque yo me encontraba en el departamento de Ayacucho. Todos los de caballería nos recogieron todos nos asimilaron al regimiento número 3

François: Y los mandaron para el norte

² Puerto Bolívar sans doute, comme il le mentionne plus tard.

El 6 de agosto siendo las 9 de la mañana partimos a la frontera al mando del teniente coronel Tomas Facha Manzón, un cholo fuerte

François: ¿Adónde llegaron?

Nosotros llegamos a Piura pero primeramente teníamos que llegar a Paíta desembarcar los ganados. Nosotros éramos de caballería. En la noche, tenemos que marchar por la pista, por las alturas porque no se podía andar por la pista. Un indicio, los caballos sacan candela. De esta manera tenemos que andar por las alturas llegamos a las 6 de la mañana en Piura. De ahí pasamos a Sullana. Así por decirlo diana ya tenemos que dejar los caballos por el personal civil.

François: Y en la frontera ¿lucharon contra los ecuatorianos?

Nosotros nos hemos encontrado a la ala izquierda de Aguas Verdes durante la noche viendo los enemigos por dónde vienen. Y yo, cómo era muchacho, en esa época posiblemente he sido valiente. Yo tuve que ser vigilia número 1 yo soy el primero que pudo haber muerto. Hasta el teniente Flores, me pareció que el teniente quería retroceder, entonces digo tengo que faltar el respeto. Tuve que hablar de ajo “¡avancen, carajo!” ahí vienen enemigos, ese fue mi actividad. Se recogieron los oficiales. A otro grupo nosotros ya quedamos con Julca[?], teniente Julca. En Aguas verdes a la izquierda era el punto de vigilancia para nosotros.... Resto de la tropa ha invadido todo el Ecuador. Alcanzamos la mejor posición, mejor combate y ya nosotros queríamos avanzar hasta Guayaquil a invadir todo pero nosotros no llegamos. Los compañeros los de aviación de la Marina, todo el grupo... [...] Hemos retrocedido porque ya terminó el movimiento y perdimos Quiñones. Aunque algunos puntos me he olvidado pero yo me acuerdo en la forma como avanzamos. Yo contaba con 19 años.

¿Y su grado qué es?

François: Yo no soy militar. Yo soy civil. Historiador, docente, profesor. Yo no conozco la vida militar. Por eso me gusta que me cuenten.

Señora: El Señor quiere que le cuentes todo cómo ha sido la guerra cuántos días has estado, sufriendo para comida. [...] Alguno ya ni se acuerda. Él nos contaba que cuando han estado en la selva por Ecuador no tenían nada que comer. Tenían sed. Buscaban las hojitas para tomar las aguitas que caían.

Manuel Farfán Gutiérrez

Le 17.02.2015 à Lima, 17 minutes

Présente : la nièce du vétéran

François : En qué año nació?

Nièce: 22

François : Entonces usted tenía 19 años

François : Cómo ingresó al ejército?

Estaban levando y me llevaron ahí donde está el Puente Piedra. Me fui. Me presenté al servicio.

François : No fue voluntario entonces?

No. Cuando estaba ahí me preguntan ¿quieres servir? [...] [muestra sus cicatrices]

El resto de la tropa se había venido antes, más primero que yo. [...] Lo pateaba a uno por gusto, le metían la pata. Yo no era nada de tonto

François : ¿Quiénes? ¿los instructores?

Unos oficiales. Yo decía ustedes son abusivos. Vamos caballerismo

François : ¿Y usted estuvo en Ecuador?

Sí, Aguas verdes. Ahí nos venimos. A Talara. En Talara hacemos servicio. Había un cuartel ahí.

François : ¿Usted estuvo hasta Santa Rosa? ¿Machala?

Santa Rosa Machala. Sí. Vivimos ahí. Y ahí fue que vi una revolución entre toda la tropa ahí porque había los oficiales que eran abusivos. ¡Avancen avancen! avanzamos o nos darán una patada.... Me levanté y dije ¡vamos a acá pues!. Yo era boxeador, más antes en Puente Piedras, yo peleaba en Puente piedras por 30 centavos. [...] a la rodilla le metí un rodillazo. Y hay varios oficiales que no sabían tampoco ni dónde estaban parados.

Nièce: [habla de una mujer]

François : Había una mujer? Dice que había una señora en el ejército?

Tres mujeres habían ahí. En el cuartel. Ese era su carnada, de los oficiales. [...] Tres mujeres había. Mujeres que eran soldados. Fuimos en busca de ellas. [...] 8 meses me quedé en Talara. Cuando salí de ahí [...] Ya están de baja ya. Alístense. [...] Ya nos fuimos a Trujillo por la propina que nos daban ahí. Compré una tela [...]

Ustiniano Salazar Zelada

Le 17.02.2015 à Lima, 15 minutes

Engagé volontaire

Présente: sa nièce

En esta época yo tenía 23 años más o menos. En esa época yo ya había estado en el ejército. Nací en el 20. Yo fui voluntario. No había trabajo entonces voy al ejército, me fue bien porque ahí me recibieron bien, mucha comida bastante comida, mejor que en la casa. Y entonces ahí estuve en Tumbes. Ahí he pasado toda la guerra pues. Yo era de ingeniería nosotros éramos los que hacían las carreteras para que pase la tropa, que todo estaba cerrado, de monte, entonces nosotros hacíamos las carreteras, los caminos para que pase la tropa.[...]. Cuando nosotros tomamos el Ecuador, en el Ecuador ya hicimos carreteras todo para que pase la tropa, entonces hubo movimiento con la tropa y caballería todo. En Machala también, Quebrada Seca, todo. Ahí tomamos también [?] [...] La población que tomamos nosotros y de esa población fue como estar en Lima, ni me acuerdo ya. [...]

François : ¿Y la carretera para qué era? Para la tropa? ¿Y después se quedó?

nosotros nos llevaron en caros eso para seguir avanzando, de regreso marcha forzada día y noche andando hasta llegar a Tumbes, de regreso la tropa que estaba en Tumbes nos relevaba y pasaba para allá.

François : ¿Y cuánto tiempo se quedó ahí en Machala?

Como un año. La caída de todo Machala, pues Machala era una provincia, y entonces todo el ejército entró ahí, todos tenían que [?], que comer y algo para mandar a la familia también. Encomiendas mandaban.

François : ¿Qué mandaban?

Mandaban ropa [...]

François : Y cómo lo habían encontrado. ¿Los ecuatorianos lo habían dejado en su casa?

Ya no había nadie. Nosotros entramos por ahí por Machala, por otros sitios se concentró cuándo... La tropa del Ejército ecuatoriano lo había dejado todo listo ya. Nosotros entramos a la 1 de la tarde. Dos días no habíamos comido. Encontramos ahí pailas de chocolate, ésto, panto, “no coman” decía el capitán “es usted envenenado” [risas]. En Tumbes, cumplido el servicio militar.

François : ¿Usted escuchaba lo que pasaba en Lima o en la selva?

No nada, nosotros solamente en nuestro sitio que estaba por ahí nomás escuchamos, para otros sitios no se escuchaba nada no había comunicación pero si tropas sabíamos que había tropa por allá por acá.

François : ¿No había radio?

No había nada. Tropa no más. Para la comida teníamos que comer los chanchos, lo que había ahí. No nos mandaban de Tumbes tampoco nada.

François : ¿Quién les daba de comer?, ¿la gente?

No, nosotros ya pues plátanos todo lo que había ahí conseguimos a cocinar para nosotros en grupitos estaban ahí cocinaban, mataban reses también para la carne para todo nosotros mandábamos todo, los caballos, lo mandamos todito a Lima hasta que regresamos nuevamente a Tumbes porque ellos también regresaron a su sitio.

François : ¿Y usted se acuerda lo que pensaba durante la guerra? ¿Mucho entusiasmo?

Pensamos en vencer o morir nada más. Esa era la consigna. Todos adelante. Vencer o morir. Pero muertos, cantidad bárbara también, también de ecuatorianos [...].

François : ¿Y que hizo después de la guerra?

Seguí en el ejército. De ahí nos dieron de baja. Yo estuve 5 años allá. Me presenté de voluntario y me pusieron enrollado que era 3 años. Como faltaban clases para que se queden ahí también se quedan otro año más. Había que quedarse.

François : ¿Cómo se pudo inscribirse de voluntario? ¿Había una oficina? ¿Fue con amigos?

Había gente que se presenta voluntario. Usted llega a la comisaría, y entonces: voluntario del Ejército adentro estaban los médicos examinando para que vayan a Tumbes. Yo me presenté en Chiclayo. De

todas partes del Perú comenzaron a llegar. [...] En Tumbes había buen alimento. Mejor que en la casa ya.

En Machala también he estado yo. [...] Ya lo habían bombardeado Machala. El Perú bombardeó todito, santos, las iglesias, mataron a los enfermos, que estaban en los hospitales, lo bombardearon todo. Fue un desastre. El pueblo estaba abandonado ya. Chanchos no más andaban por ahí. Y los tumbecinos venían, por eso ayud³aron a llevar armamento, a llevar esto y lo llevaban a su casa. Y ahí y mataban reses, todo para comer nosotros. Y había bastante reses abandonados ahí. [...] He salido del Ejército. Ingresé a la Guardia Republicana. Entonces en la Guardia Republicana 30 años.

François : ¿Y usted participa de vez en cuando a conmemoraciones?

Muy poco, poco había ya. Acá más bien, hay decoraciones. [...]

Miguel Cerreceda Monge

19.08.2016 à son domicile (Cieneguilla), 48 minutes

18 ans au moment de la guerre, élève-sergent de l'école militaire de Chorrillos

Présente : sa fille

François : eso es Ud [mostrando una foto]. 17 años

Eso era antes en la Escuela militar.

François : Usted me había dicho que era de la Policía Nacional

Después del Ejército tenía grado de teniente y me pase a una institución que se llama guardia Republicana del Perú. Ahí ingresé cómo oficial. Después de la guerra. Antiguamente en la escuela de Chorrillos, la Escuela Militar de Chorrillos, la escuela de clases, había Escuela de Oficiales. Iban a traer contingente para la escuela de clases a la provincia. Yo era cusqueño. Entonces en el Cusco me presenté. Venimos del Cusco, de Puno, y Arequipa, en un barco "Urubamba" hasta Lima. Ahí comienza mi carrera. Ahí me formé como sargento y he intervenido en esta guerra con Ecuador. Es doloroso, estaba pensando, esta cuestión de las guerras. A mí me causa cierta pena, un dolor, hablar de esta situación. De muerte, de asesinato entre gente, entre países hermanos. [...]

Salí de Chorrillos de la escuela de clases, y como sargento, he ido con un barco. Antiguamente no había la carretera Panamericana. Se iba en barco nada más. Desembarcamos en barco, el "Urubamba", hasta Lambayeque, los primeros meses de 41 y de ahí viene el conflicto con Ecuador porque los ecuatorianos invadieron Zarumilla. Como yo estaba en Lambayeque inmediatamente embarcamos en camiones y nos fuimos al frente de batalla con Ecuador.

François : ¿Y porqué los mandaron a Lambayeque ? Ya sabían que iban a...

³ Donc envoyé en qualité d'élève sergent de l'école de Chorrillos, car il n'avait pas les 21 ans requis.

No. Ahí había un cuartel como cualquiera. Destacados sin saber de la Guerra. Combatimos con Ecuador e hicimos retroceder a los ecuatorianos con muertos, con todas las consecuencias de una guerra. Hemos invadido nosotros Ecuador. La provincia del Oro que tenía Puerto Bolívar. Cuando estaba en Puerto Bolívar llegó un barco con todo el armamento, que habían hecho pedido a una fábrica checoslovaca. Capturamos nosotros el barco. Había dos cañones antiaéreos, 10.000 fusiles cortos Osaka. Querían invadir pero nosotros nos adelantamos. Invadimos toda la provincia de El Oro, Loja, varios pueblos de Ecuador. Ha habido varios combates [?] en la sierra de Ecuador. Muertos ahí. Y de ahí [¿] Son los que vinieron a que haya la paz entre los dos pueblos: Argentinos brasileros [muestra en la foto de los observadores militares].

François : ¿Y en Ecuador cuánto tiempo se quedó?

Hemos estado como medio año. No tanto, 3 meses.

François : ¿Y cómo era la vida en ese momento? Por que ya no había combate

Ya se firmó la paz, en rio de Janeiro. [...] Desocupamos el Ecuador. Y no aprovechamos como la guerra con Chile que nos quitaron departamentos Tarapacá y Arica. Nosotros no hemos hecho ni una conquista territorial. Servimos la paz.

François : Y los otros soldados, ¿eran muchos voluntarios?

Servicio militar obligatorio había. Hoy ya no hay. Casi toda esta gente eran de provincia, de Ayacucho, Huancavelica. [...]

François : ahí [en la foto] están en Mangahurco Ecuador. ¿Cómo era?

Mangahurco nos quedamos 2 meses creo

François : ¿Qué hacían? ¿nada no?

Ya nada para dos. Ya servimos la paz.

Su hija: Papá, pero contaste alguna vez que pese a que habían firmado la paz muchos soldados murieron en manos de ecuatorianos sabiendo que era la paz. Cuenta eso que me contaste

Ese fue un regimiento de caballería en Porotillo, ya después de la guerra, estaban para el puente del río, y los ecuatorianos bien camuflados y comenzaron a disparar, a toditos los mataron, después de la paz.[...]

Su hija: ¿Y porque firmaron la paz? había alguna idea de que el presidente y su esposa era ecuatoriana

Por esto. En Río de Janeiro firmaron la paz.[...]

Su hija: Hay muchos detalles del mismo conflicto que él va a recordar, cómo encontró varias personas, por ejemplo por qué nos dicen gallinas, ecuatorianos dicen gallinas, así con maíz, oficiales ellos encontraron: “y por qué han puesto maíz “. Mataban los prisioneros. Unas cosas que me contaba pero pregúntale.

[...]

François : Su hija me dijo porque le decían gallinas los ecuatorianos

Le iba a contar. Cuando estábamos en Ecuador encontramos a dos hombres muertos con su maíz en la boca. Dos peruanos en el Ecuador. Nos decían gallinas. Pero a la larga ellos fueron las gallinas porque no pisaron nuestra tierra. [...]

François : ¿Y que comían cuando estaban allí?

Bueno preparamos siempre rancho preparando, comprando en los mercados

François : ¿y no era el Ejército que les daba? ¿Había que comprar?

Claro había que comprar. Un montón de gallinas comíamos. En el mercado compramos, a ecuatorianos cuando estábamos ahí. La gente se habitúa ahí. También estaba poco tiempo.

François : En qué pagaban, ¿soles peruanos o sucres ecuatorianos?

En Sucres

François : ¿Y cómo tenían sucres si el ejército les pagaba en soles?

Ahí se cambiaba, en la frontera. Y recibían también el sol no había ningún problema. [...]

Su hija: Antes me contaba de las botas, de las cosas que le faltaban. Papá el gobierno, el ejército nunca fue bien abastecido de ropa de zapatos esas cosas siempre sufrían

No en esa época teníamos de todo [...] Encontramos dos peruanos colgados de los árboles con maíz en la boca [...] Habrá muerto por lo menos 30.000. Ahora tenemos relaciones y ojalá que no sé... La quiera es lo peor que puede haber

Su hija: ¿Y por qué no marcaron la frontera? Porque hubo tantos problemas?

Los hitos desaparecían, había que poner nuevamente. Ahora estamos normal, completamente. Fujimori lo ha dejado bien.

La Hija: Cuando hubo eso de regalo que le dio un kilómetro para que ya no haya más guerra, los congresistas “¿¡como qué?! ¿¡regalar?! que no sé qué, mi papá dice: “pues ya pues vamos a la guerra tú primero yo te sigo para que veas cómo es una guerra”

Vicente Castillo

Le 28.01.2016, à Lima (1h17)

Engagé volontaire à 15 ans et demi, services vétérinaires

Yo estaba en colegio todavía de 15 años y medio me enrole. Yo vivo en Puente Piedra.[...] Yo soy del 25, mi profesión en el ejército era veterinaria para curar caballos. Cuando me retiré del Ejército me incorporé a la Guardia Civil. Después estudié electrónica.[...]

Estuve en Zarumilla, en Tumbes. Venían los heridos, los caballos heridos. Cuando ya era difícil curarlos, algunos tenían baleados sus patas, en las patas, en las piernas, en las costillas, ya cuando estaba muy infectados, a fusilarlos, a matarlos. A veces caían proyectiles de cañón.[...]

Estuve yo en el conflicto pero en parte de retirada, a cierta distancia. [...] Yo estuve más o menos año y medio en la frontera [...] Hubo cierta amnistía por el gobierno de Prado cómo Prado tenía sus familiares tenía parientes ecuatorianos [...] No queríamos parar. El general Ureta no quería, pero se impuso. La tropa quería llegar hasta Guayaquil.

François : ¿Y qué pensaban de Ureta?

Muy buena gente, muy humano muy guerrero

François : Y después se presentó a la elección presidencial pero no resultó

No, no resultó, por cuestiones económicas. Parece que influyeron ahí los potentados [...]

Por casualidad estando de paso por Moquegua me encontré con un compañero del Ejército médico veterinario ya viejito también que fue mi jefe de frontera. Nos encontramos muy ilusionados nuestro reencuentro y me ofreció traerme pues. Yo ya no quería seguir en la Guardia Civil. No yo te voy a traer me dijo [...]

Me fui voluntario. Del colegio nos presentamos 25 muchachos estudiantes porque veíamos pasar la tropa de noche. Nos presentamos. Fue una locura de los muchachos con la ilusión de que íbamos a quedar todos juntos. Me llevan al polígono del Rímac y después uno para acá, cómo cancha había de gente. [...] Y de ahí todos a la guerra. Había otros de 22, 23, otros 25 pero yo era el pollito. Mi mamá quiso sacarme. Me querían mucho los policías y la convencieron a mi mamá: “Debería estar orgullosa”. Nosotros pensábamos que la guerra era un juego, ilusión del momento. Nos mandaron en barco, 26 días de navegación, desembarcamos en Paita y de ahí a Piura y después en carro hasta la frontera. [...] Hice la práctica de enfermería de 15 días [...]

François : Ahí en Tumbes ¿tenía comunicación con sus familiares?

No. Había correo pero todo lo ocultaban que no haya sorpresa.[...] Yo cuando mandaba una carta no llegaba y tampoco recibía.

François : ¿Y qué dijeron ellos los familiares de cómo habían vivido la guerra?

Mucha preocupación, los comentarios eran muy escueto en la radio. Todo tratando de apaciguar al pueblo, de censurar mucho la mala impresión. Ha sufrido la tropa, bastante. [...] Yo me enfermé del estómago, estuve con tratamiento ambulatorio. Querían internarme. Pero me curaron rápido, 15 o 20 días.[...] Yo tenía bastante desilusión pero todavía nos juntábamos con los compañeros entonces nos dábamos un poco de entusiasmo, Estaba el alto el fuego, ya diplomáticamente estaban arreglando el gobierno, eso nos tranquilizaba pues un poco.

François : Pero entonces ¿querían seguir o querían parar?

Ah sí, ¡seguir caramba!, toda la tropa. Había una nadadora muy buena, una belleza, una ecuatoriana, toda la ilusión de la tropa era nada más llegar a Guayaquil a pasarla por las armas [risas] [...]

Máximo Sanmiguel Berrocal

Né en 1918

Le 17.02.2016 à Lima (1h02)

Volontaire dans l'infanterie

Présente : sa fille

[difficilement compréhensible sans les commentaires de sa fille]

Découvre un type de chicha du Nord, plus fort que celle qu'il connaissait

Su hija: Papá : a tu batallón lo acusaron de violaciones [en Tumbes]. De castigo, el general Ureta les echa la culpa, y sin nada en el estómago les manda a la línea de frente⁴.

Le commandement leur demande de ne pas faire de prisonniers, d'achever les blessés.

Los esmeraldeños, el carrito que pasaba, el tanquesito se cuadró, lo redearon con sus machetes. Le tank aurait tué tout le bataillon [vers 28:00]

De Manuel Prado, « la señora había sido ecuatoriana ».

Ils font un tournoi de tir à Santa Rosa. Il y a des gens du pueblo, mais ils se font « chiquititos »

Évoque l'alcool.

Il voulait rapporter une guitare mais il n'a pas pu. « Tengo mi plata ecuatoriana enterrada »

⁴ Dans son discours, c'est une accusation infondée.

Entretiens avec les témoins de la région de El Oro

Entretiens réalisés à Machala et dans ses alentours (Province de El Oro) grâce à l'intermédiaire de Andrea et David Bustos.

Catalina Vélez Romero

87 ans, le 16 septembre 2016, dans les environs de Machala (El Oro, Équateur), 22 minutes

Présents :

- Andrea et David Bustos
- François Bignon

Avec l'aide de Juan Añazco

“En el 41, cinco años⁵ tenía le digo. [...] Vivía en Pasaje, para adentro todavía ni siquiera había carretera sino que así caminito y andar caminando. Por ahí el lodo que dejaba las bestias. [¿] era un camino estrecho, y entonces se orinaban, el aguacero que caía y nosotros de tanto andar teníamos que tomar esa agua. No había agua. Teníamos que tomar esta agua empozada y [--] porque hasta salir a Tendales porque en Tendales están unas lanchas esperándonos a nosotros, a los refugiados, porque había dos lanchas para los refugiados y ahí había comida ya para comer, si.

François: en cada lancha ¿cuántas personas?

Había bastante gente porque eran dos lanchas grandes e iban la gente.

David: ¿y dónde se refugiaban?

En los montes, en las montañas, dormíamos en la montaña, no ve que no había como estar porque venían les aviones abajitos y donde vivía allá así un joven grande mi hermano se lo llevaron, mi papa se lo llevaron habían solo mujeres no más porque los hombres se los llevaban, a la guerra. Y las mujeres bonitas también se las cargaban. A las mujeres. Porque yo tenía dos tías solteras todavía a esas se las han cargado y todavía viven ellas porque sé de los capitanes que se los habían llevado.

Andrea: o sea ¿ahora viven en el Perú?

Si. Ellas ya tienen hijos preparados

François: ¿Y están en contacto con Ud. Todavía?

Si

François: ¿han regresado aquí?

No. Acá no han venido sino que cuando murió mi mama vinieron, pero un rato y se fueron rápido porque vivía en Pasaje todavía. No demoraron mucho porque dicen que nos les habían dado mucho permiso. No demoraron mucho.

François: y entonces Ud. con toda su familia menos los varones se fueron

⁵ Ce qui ne correspond pas avec son âge, puisqu'avec 87 ans en 2016, elle aurait eu 12 ans en 1941 ans. Peut-être que la prise de note sur son âge au moment de l'entretien a été défailante.

Si con mi hermana pequeña, con mi abuelita, una tía, muchachita todavía porque estaban ya de corte debe haber sido porque no se las llevaron porque... es que soy raza de albina, mi padre era colombiano negro pero mi madre era blanca, y mis tías son todas blancas.

François: ¿Y cuánto tiempo se quedaron en la montaña?

Nosotros amanecíamos, ya está oscureciendo y todo cansado, se moría la gente, que también no había que comer, hambre, agua, nada, entonces se morían algunos y viejos se morían también. Los niños. A nosotros se murieron dos niños en el camino. No había que darles, Si. Es que el camino estaba así angostito y ahí iban las bestias y se orinaban, ahí caía el aguacero y esa agüita había que coger....

François: Y se enfermaban

Llegaban hinchados- pero ya no avanzaban a curarlo. Ya no avanzaban. Se morían. Era horrible. Fue horrible... hasta que llegamos a la casa de los refugiados que había una casa grande que era al frente de la ría de Guayaquil, ahí la desarmaron y después le han hecho un monumento en Guayaquil. Así está un monumento hasta ahí, donde estaban los refugiados. [...]. Ya estaban preparando, como tiempo tenían los peruanos peleando, y esperaban a los refugiados. Había bastante refugiados ahí.

Andrea: ¿Y la lancha llegaba desde La Iberia? ¿Desde dónde salía la lancha?

De Tendales, porque ahí, en la Iberia no había nada, no, nada, si es que era que teníamos que caminar por ahí trechos y llegar a Tendales. Y por eso demoramos tantos días, no ve que tan lejos desde el Pasaje *allá*. Y no era carretera plano sino un trecho nada más, horrible debe ser.

François: ¿Y cuánto tiempo demoró el viaje?

Uy andando así decía mi abuelita, decía ya que nos quedamos sin papá, que nos vamos a echar un mes. Y ya se nos pinchaban las piernas, todo.

François: ¿Un mes?

Un mes, así andando y tomando esa agua. Había casa que se encontraba que comer y a veces había casa que no había de comer ni un guineo. Ahora hay harto guineo [risas]. Antes no había guineos. Antes nada de eso.

François: Y ahí en Guayaquil, ¿se acuerda como era? ¿Era un campo entonces? ¿Donde todos los refugiados estaban concentrados?

No era así como... ahora yo me acordaba cuando vinieron la... del temblor⁶ que tenía esa chozita, esa carpita, así yo veía y me acordaba, recordaba otra vez de así estábamos nosotros también, metidos en esas carpas.

François: ¿Como una familia por carpa?

No así una [¿? 06:25] a cien y ahí el rato de comer también iban repartiendo platos por platos. Otros lo llevaban a las criaturas ... allí habían puesto allá el rico que quiere adoptar niños que vayan a adoptar hasta que vengan los padres de los niños. Pero así de que les decían porque nosotros nos dieron a unos Barriga del Pasaje.... A don Jorge Barriga y a los Menas del Pasaje, nos dieron a nosotros.

Andrea: ¿fue como que la adoptaron?

Si, yo ya vine de allá de 15 años en poder de ellos. Me enseñé con los Barriga y los Menas del Pasaje

Andrea: ¿y ahí como les trataban, como hija o tenía que ayudarles en algo?

⁶ Un tremblement de terre avait eu lieu quelques mois plus tôt, le 16 avril 2016, dont la secousse de 7,9 sur l'échelle de Richter, avec un épocentre localisé dans le Nord du pays, fit plusieurs centaines de morts.

No, ellas me decían que les diga niñas pero yo ya estaba enseñada desde ... y les barría, les limpiaba los polvos porque eso haces en casa de los ricos también. Si. De ahí no les gustaban que los lave porque había una señora que les lave, si, pero como como tenía que lavar porque tenía mi hermano chico y lo ayudaba a lavar a mi mama en la ría cuando vivíamos en el Pasaje. Yo ya estaba enseñada. Pero ellos adoptaban. Los ricos venían a adoptar a los niños pero no se... para cogerse decían que los podían cogérselos porque sus padres estaban presos, así les explicaban

Andrea: ah, para convencerles

Si.

François: ¿Y después cuando los padres... Cuando terminó la invasión?

Sí fue mi papa a recuperarnos. Si porque había sido hasta patrón de él. Don Mena había sido patrón de él, porque mi papa era sembrador de cacao. Si. Había sido el primer sembrador que trajo don éste. Lo había traído desde allá de Colombia para que siembre, que se gane sembrando guineo, cacao, todo eso mi papa, café, ahí nos fue a retirar mi papá...

François: Pero no dijo que se había quedado 15 años

15 años pero *ahí*, Yo no quise venirme. No. No quise venirme porque le pregunté a mi papa que donde íbamos a ir y entonces dijo que él iba a hacer una chozita, una casita, allá en el campo y que después haría una casa buena porque no teníamos casa para hacer, que nos venía sin plata, ya no estaba trabajando, entonces yo le digo, no, yo me voy cuando llega la casita [risas]. Ya estaba [...09:00] que tenía mi colchoncito, todo muy bueno ahí, y de pronto iba a dormir así en la pajita, si, ¡no!

David: Y cuando se fue con los Barriga, ¿dónde fue?, ¿en qué ciudad?

Aquí, que tenían casa en Guayaquil porque tenían su botica los Barriga, y entonces después tenían propiedad en Pasaje. Era la mitad del Pasaje es de los Barriga

David: ¿Pero ya cuando pasó la guerra?

Ya vinieron para acá. Si a mí me gustaba también porque en Guayaquil la pasamos encerrados, acá en el Pasaje nos íbamos a las fincas, todo, y como yo era nacida en el campo me gustaba el paseo del campo, si, era bonito.

Andrea: Ósea que en el 41 la gente que tenía dinero se fue a refugiarse en Guayaquil

Si. Allá hasta tenían una casa elegante. Los Barriga tenían linda casa allá porque tenían botica abajo también, si. Y era la botica la casa de ella era por el malecón, por ahí quedaba la casa

David ¿Esas coloniales?

Si, eran de plata los señores.

François: Y sus papas tenían una casa aquí en Pasaje.

En pasaje tenían pero para adentro en el campo. Ahí tenían pero era casa de madera que teníamos nosotros.

François: ¿y no regresaron ahí?

Ya no había nada, habían quemado los peruanos todo. Si hasta las bestias. Tenía mi papa bastante caballos, todo se habían llevado, no habían dejado *nada*. Si. Bien dejado hecho pedazos. Y ahí quería llevarnos mi papa a hacer casa porque allá se hacía depijado [?], Entonces decía : yo hago una ramadita de pijado [?] [...] La casa era de alto cuando teníamos . Mi papa, el mismo carpintero e hizo una casa bonita. Si, y el patrón le había dado zinc, era con zinc y después iba a vivir en la tierra con [bijaditos?], dije no. Los patrones me preguntaron: “¿te quieres ir o te quedas. Yo no te digo nada”. Entonces le digo:

no niña yo me quedo [risas] Mi otra hermana también se quedó y la mayoría de las chicas que ingresaron, con los ricos se quedaron. A nosotras nos pusieron escuela, a todos. Sí, pasamos por ese lado bien, pero de ida de los peruanos se quedó pésimo. Si uno veían a algún chico algo ya grande se lo cargaban bajaba el avión. El del avión se lo llevaba. Se lo llevaban. Eran bien fatal. Si el hospital, que el hospital en el Pasaje lo incendiaron, porque algunos de los enfermos se habían muerto quemados ahí. Lo incendiaron, son bien malditos.

François: ¿Ha escuchado otras historias de la invasión? ¿De otras personas?

Mi papa mismo nos conversó que allá los llevaron a trabajar y hacían hacer hueco para cuando se iban muriendo los ecuatorianos, ahí los enterraban ellos mismos. Eso conversaban que les hacían hacer los peruanos unos huecos para que teche así .Ecuatoriano que se moría: ¡al hueco!

François: ¿Soldados o civiles?

No, ¡civiles! Les hacían trabajar, y poca comida que les daban decía mi papa, porque era gordito mi papa y cuando llegó era un *hueso* no más. Si, *flaco*. Me daba pena: cuando va a trabajar para hacer casa yo no me voy. Si estaba bien flaco pobrecito, que no les daban de comer bien. Poca comida, mucha gente de que los llevaban y no había de que comer.

David: Y su abuelita y su mama ¿se quedaron con los refugiados?

Ellas se quedaron porque pagaban también para que cocinen. Les pagaban después porque había harta gente. Todavía seguía viendo gente que no tenía donde irse, los refugiados. Entonces ellos se ganaban cocinando y gente de aquí del Pasaje también que eran ricas y no habían cocinera también se los llevaban: “Págale, que cocinen”, así era. Porque a mí me llevaron sin ropa, pero me vistieron, me dieron buena ropa. Íbamos nosotros mugrosos porque nadie llevó ropa. Si encontramos un río nos bañamos y nos sacudíamos la ropa así no más la suciedad nada más. Dice la gente que hay niños que no aguantaron porque como van a estar húmedos, dormir así, era horrible la vida, si. Yo lloraba, todos, mis hermanitos, cuando murieron mi hermano, se morían de frío, no teníamos como arroparnos. Había hojas, pero mojadas, de lo que había llovido, no había como taparnos. Era horrible.

Le digo a la Marú un día yo no quiero ya guerra, ya he aguantado guerra porque una vez hubo que el movimiento de la guerra aquí también. Yo dije, uy, con la guerra que yo pasé, no ... otra guerra. Y los peruanos, que dicen que iban a meterse otra vez aquí.

¿En el 95?

Si. Me acuerdo que nunca había pasado tan feo como esta vez. Me daba [asco?] tomar esta agua de caballos y ganas de comerse hasta el lodo. Con el hambre daba ganas de comerse el lodo, porque teníamos hambre, no había que comer, *nada* nada. Por eso niños se morían. Fue horrible la vida.

François: Y entonces sus primas...

Peruanas. Son peruanas. Dicen que viven en Tumbes porque en Garvansales⁸, allá es que vivían, ahí tienen finca todo en Garbansales. Entonces ahora dicen que viven en Tumbes.

François: Y como comunican, ¿se mandan cartas?

Dos veces me mandaron cartas diciendo que vaya para conocernos y entonces, mi hermana la mayor, porque yo no sé, me dice: ni loca para ir, les tengo odio a estos malditos [risas] Y dice que ¡tú te vas! Y yo: ¡peor! Yo no voy, que vayan a visitarlos. A mi mama si habían venido a ver para el entierro pero

⁷ La guerre du Cenepa de 1995 est le dernier affrontement belliqueux entre les deux pays. Il s'est principalement déroulé dans la haute forêt amazonienne, mais les habitants de El Oro ont été très marqués par cet épisode et certains croyaient en effet au retour de la guerre.

⁸ Sans doute Garbansal, hameau du district San Juan de la Virgen dans le département péruvien de Tumbes.

cuando murió mi mamá no estuve en el Pasaje, estaba en Quito y no me avisaron. Ahí sí bienvenido pero dicen que la han enterrado y se marcharon. Decían que les habían dado la dirección, que estaban bien, que ya son preparadas. Y que vaya no más a visitarlos.

[...]

Tranquilino Salinas Parrales

le 16.09.2016, dans les environs de Machala (El Oro, Équateur)

Exconscriit de l'armée équatorienne dans la province de EL Oro

né en 1920⁹. 30 minutes

Il sortait de la conscription au moment de la guerre. À Santa Rosa, un rassemblement de 700 personnes demande des armes qui ne viennent pas. Il fuit avec tout le monde et reste plusieurs jours à Guayaquil, mais il est recruté pour travailler sur la côte Nord pour travailler dans les plantations de canne à sucre.

À El Oro, les Péruviens qui vivaient là fuyaient aussi. Seules quatre familles sont restées dans les environs.

Le Président Arroyo s'était marié avec une Péruvienne, il a donné le territoire pour 5000 dollars.

Andres Humberto Alvarado Fuentes

le 16.09.2016, dans les environs de Machala (El Oro, Équateur) (40 minutes)

Enfant au cours des événements

“Yo tenía unos 5 años. Vivíamos afuera de Portovelo. Entonces nos fuimos a esconder porque nunca habíamos visto aviones”.

“El presidente Arroyo vendió el territorio por 5000 dólares”

“Los japoneses eran los más abusivos”

⁹ D'après l'état-civil, mais d'après lui, il était né avant.

Entretiens avec les anciens combattants équatoriens

Réalisés par Pablo Núñez, historien aux archives historiques du ministère des Relations Extérieures, à une date indéterminée mais plusieurs années auparavant dans le cadre de ses études d'histoires, puis numérisés et aimablement transmis en 2016. En raison de la multiplicité des voix qui sont parfois difficiles à déterminer, nous présentons des résumés.

1^{er} entretien

Sergent, officier comptable remplaçant du bataillon de Cavalerie Yaguachi basé à Cuenca

19 minutes

Il est nommé « Official pagador » pour remplacer le comptable qui était introuvable. Il s'occupe de la logistique, de l'alimentation. Mi-août 1941, le groupe est mobilisé à Cuenca. Ils partent de Quito, passent par Ambato. « Toda la ciudadanía de corazón, para despedir ». [Il pleure en évoquant sa famille]. “Tuvieron palabras muy encomiásticas” “Hubo muchas palabras hermosos”. Son père, qui a une entreprise de cigarette, lui offre deux cartons de cigarettes pour lui et ses camarades.

À Cuenca il est obligé dans un premier temps de réquisitionner par la force, avant que les gens coopèrent : « Inicé en la ciudad [de Cuenca] la búsqueda, recolección de alimentos, vituallas para cubrir las necesidades [...]. La consecución de alimentos resultó una tarea bastante ardua pues muchas veces las conseguía mediante el sometimiento por la fuerza. Me veía en la necesidad de realizar mis actividades, acompañado de personal armado, ya sea en el mercado, establecimientos comerciales. Felizmente esta actitud duró muy poco y posteriormente me ofrecieron su ayuda con mucho patriotismo [...]. La gente allá estaba sorprendida por la invasión peruana y no comprendía que es lo que sucedía, entonces en un primer momento se sentía un poco descontrolada, y ofreció resistencia, pero que pasó, que poco a poco se dieron cuenta de la necesidad que tenían los hombres que estaban de avanzada, de protegerlos de ayudarlos [...] Ya la cosa se amoló, y tenía ya facilidad para adquirir, ya no hacía uso de la fuerza sino que ellos voluntariamente se acercaban a ofrecernos todo su contingencia a veces sin aporte de dinero”

2^{ème} entretien

Plusieurs conscrits du Bataillon Pichincha n°3, envoyés sur le Napo (Oriente)

28 minutes

Conscrits de la levée de 1941, ils effectuaient leur service militaire à Ambato. Après le déclenchement des événements, ils sont envoyés à Quito. Ils restent 2-3 jours en caserne. La hiérarchie demande des volontaires, 90 sur les 120, pour partir à l'Oriente, mais il y a des résistances. “algunos eran el único sostén de su familia [...] se excusaban, tal vez había alguna resistencia para ir, porque sabíamos”. Certains même se battent [11”]. Eux s'engagent car ils sont célibataires.

Pour le deuxième appel, il y a plus que les 90 volontaires nécessaires. C'est le major Luis Villacís Chavez¹⁰, qui fait cette levée. Ils ne savent pas où ils iront, sauf Archidona-Tena puis Napo, qui est à 300 km plus bas. « Cuando llegamos nosotros a la población del Napo, el batallón saliente salía derrotado [16:20] “prácticamente el territorio ecuatoriano, no sé por cuanto tiempo, será por 3, sería por 5, no sé cuántos días, quedó sin dios ni ley. No teníamos soberanía ni presencia militar. Ni los Peruanos estaban, ni nosotros”. Le bataillon sortant est “con espíritu derrotista y derrotados, con un pavor a la cañonera que les perseguía, a los aviones, todo”. Ils reçoivent des ordres par l'intermédiaire de la radio de la Compagnie Shell, présente pour faire des explorations pétrolières. Le IVe Département leur ordonne de prendre l'embouchure du Coca, et d'explorer jusqu'à Providencia, hacienda d'une famille Róm [?] à environ 150 km. Ils descendent en canoë, la « inca » où se tenaient 17 hommes, et mettent 1 jour de voyage.

3^{ème} entretien

Les mêmes : plusieurs conscrits du Bataillon Pichincha n°3, envoyés sur le Napo (Oriente)

26 minutes

« Salimos de Quito, teníamos una despedida de la gente como si ya hubiéramos sido héroes, porque se regalaba ramas de flores, cigarrillos, se obsequiaba pan” [...].

En Amazonie, ils font de nouvelles expériences culinaires : “- La chicha de Yuca que todavía no habíamos probado, la cosa agria, ácida, fea. Fue nuestro alimento.

- Ya sabíamos de antemano la forma de elaboración y al fin y al cabo las primeras reacciones eran de repudio pero nos decían que teníamos que desrairanos, los indígenas presentes. Principiamos a acostumbrarnos. Andando el tiempo, eso era parte fundamental de nuestra alimentación. Ya cuando los indígenas incluso defendían su ración [...]. También vivíamos ahí de la cacería ». Ils citent beaucoup de noms d'animaux et d'aliments typiques de l'Oriente. D'ailleurs, le IVe Département ne leur avait fourni de la nourriture que pour un mois, alors qu'ils y restent au moins 3 mois, Ils doivent faire le tour des champs abandonnés, Ils trouvent de la nourriture à l'hacienda el Eden.

De passage dans les bourgs amazoniens, ils découvrent la société locale : « En Archidona, un señor Maldonado, poseedor de 120 familias de indígenas en el oriente. Prácticamente era un esclavista. Tenía unas 500 personas que le estaban lavando el Oro. [...] ¿Qué les pagaba este señor Maldonado? Era prácticamente una compensación esclavista. Les daba una camisa, un pantalón y sal. El indígena tenía que sembrar su chacra.[...] Nos dio [ayuda]. Pero tenía sus intereses. [...]Ahí íbamos descubriendo cual eran los intereses que se jugaban.

La troupe est très malade. 90% du personnel attrape la malaria: “los que murieron al fin y al cabo murieron entre otras cosas por eso porque cayeron enfermos y no tuvieron las defensas físicas como para que pueda resistir por largos periodos.”

Les autorités de l'armée n'ont pas reconnu leur action de guerre. Eux considèrent qu'ils ont limité l'avancée péruvienne, et qu'ils ont entre autre lutté activement contre le renseignement péruvien, en citant « El espionaje peruano que nosotros detuvimos y de diferentes maneras.

¹⁰ Plus tard dans l'entretien appelé colonel Villacís.

La detención y luego liquidándolos, que fue la única forma de evitar estos servicios. [...] a coger prisioneros en el [?] donde estaba el primer pelotón de [?] cogiendo a los prisioneros, a espías peruanos, porque no vestían el uniforme militar, querían hacerse pasar como colonos...

- comerciantes

- ... y que no sabían nada de nada cuando en definitiva eran militares y espías peruanos vestidos de colonos, de civiles

- nosotros fusilamos o ya teníamos conocimientos, jefes de la unidad nuestra, de la fracción, tenían conocimiento que estos fueron los que dirigieron todo...

- la exploración

- ...en el Oriente ecuatoriano. Hicieron liquidar a nuestras tropas, entonces ya el alto mando militar conocía de estos y recuerdo una misión, que fui con el mono Arias, y el Chávez, salimos a las cuatro de la mañana. Teníamos dato que estaba en el Coca, fuimos a capturar estos Bosmedianos [16:22]. En chemin ils sont surpris par un orage gigantesque. Le canoë est frappé par la foudre [20 :00]. Ils enterrent les fusils sous le sable car on leur a dit qu'ils font paratonnerre. Ensuite, ils ne trouvent pas les Bosquedianos « No encontramos los Bosquedianos »¹¹

¹¹ Ce qui ne résout pas la disparition des frères Bosmediano, dont les versions diffèrent entre les chancelleries péruviennes et équatoriennes. Les Équatoriens affirment qu'ils ont été capturés mais se sont échappés. Les Péruviens affirment qu'ils ont été fusillés. Le seul fait avéré est que leurs dépouilles ont été retrouvées sur les rives du Coca.

Entretiens avec Carlos López

Carlos López

Entretien de Carlos López, Wampi résidant sur le río Santiago, réalisé par Paul Codjia le 26 août 2015 à Paati, hameau situé sur les rives du Santiago, en territoire péruvien, à 30 minutes de la frontière équatorienne, avec l'aide du traducteur Geronimo Petsain Yakum, et transcrit de l'oral à l'écrit et traduit au castillan par Isabel Ananco.

Présents :

Carlos López

Geronimo Petsain Yakum

Paul Codjia

[...]

Este, a la madre de mi abuelo Puanchar decía que era mestizo, mi abuela Atsuch

Ah... de dónde era Atsuch, de acá?

mi abuela es, la madre de mi madre... nosotros shuni, nosotros somos de Koangos. No has escuchado Koango¹² en Ecuador? De ahí somos. De allá somos, mi madre, mi padre son de allá, la tierra de mi padre es allá, la tierra de mi padre. Koangos, Numpatkaim¹³..., Yunkúmas, Chimantas son la tierra de mi padre. Mis hermanos viven allí, mis hermanas viven allí...

Hasta ahora?

si, hasta ahora, shuni son muchos los hijos y las hijas de mi hermano. Allá, diciendo que mi parde era peruano lo asesinaron, este, a sus hermanos también lo acabaron; mataron a Wajarain, Tuntuaman, Taijtan, Ijisma y Shakai; las mujeres asesinadas fueron incontables...

También las mujeres?

Sí, asesinaron a las mujeres, las que se entregaron se salvaron, pero las que se negaron fueron asesinadas. Ahora, mi hermano Alfonso Wajarai vive por allá. Él me contó con detalles, él vino, este, cuando se iba a San Martí me contó. A nosotros no nos mataron los mestizos, a nosotros nos mataron los enemigos, la gente de Kaakas, esa gente, la gente insignificante, que no se le entiende lo que hablan¹⁴... gente negra, ellos nos acabaron me dijo.

Papá, hasta ahora están vivos?

Seguramente viven, no sé cuántos eran, ellos también murieron todo me dijo, el último que murió fue Shiki, quien esposó a nuestra Hermana, me dijo... El último era asesino, el que asesinó a nuestro padre murió me dijo, y mi Hermana viuda aún vive, me dijo. A mi sobrino también lo vi, antes, cuando mi hermano Pedro era alcalde

Si...

... es su regidor.

[...]

Cuenta papá, cuenta, después le voy a contar

en el 41 los blancos pelearon con los peruanos, Ecuador peleó con los peruanos que vivía allá en Monje. entonces, si has escuchado lo que dicen Kaputna. a los que vivían ahí también los asesinaron. Los peruanos... Al Ecuador. Allí no se vengaron del Perú. allí asesinaron al Limón, Batallón Limón era, a ellos también los asesinaron. hasta allá era el territorio del Perú. [12:32, no se entiende] luego de haber hecho eso, cuando vivían

¹² Province du Morona en Équateur.

¹³ Numpatakaim, affluent du Zamora, ou Nunpatakai, affluent du Cenepa.

¹⁴ Sans doute des Shuars. Il y a donc deux massacres narrés : l'un commis par des Équatoriens (troupe ou colons) sur les indiens dans le contexte de la guerre, l'autre commis par des indiens Shuars sur d'autres indiens. Ou bien il s'agit du même, commis par des indiens considérés comme Équatoriens.

allá, acaso se podía ir? Ni la canoa podía ir, ni el bote, por eso se ahoraban y desaparecía un bote entero, por eso, bajaban, bajaban y así lo llamaron Kampunta al 28 de julio. Como habían asesinado a los ecuatorianos el 28 de julio¹⁵. Como los soldado mestizo se ahogaban, se quedaron en Cahuide. En el tiempo de guerra, asesinaron a mi padre

Acá viven los peruanos diciendo, creo que era nuestro cuñado Nankitai, él tenía una tienda, eso, este Nankitai, mi padre Wajarai, el hermano de mi padre, su yerno Nankitai y Ampuash tenían tienda. Ahí encontraron monedas peruanas, entonces, él también es peruano diciendo lo mataron. Nankitai creo que había conversado, como ellos eran profesionales, Amuash con su hermano los dos armaron un complot

habían tomado prestado fusiles, habían tomado prestado los fusiles al capitán, no sé cómo le llaman, creo que le dicen Capitán Turquía, ese, cuando le dijeron aquí están los peruanos hay que acabarlos, Nankitai les había asustado. A pesar de que decían hay que hacer así, en la tienda de Nankitai encontraron monedas del Perú, él también siendo peruano ada hablando así diciendo lo mataron. Cuando hicieron eso, mi padre, el que había corrido, cuando los capturaban nos capturan los mestizos, corran, como les habia dicho, mi padre Paati huyó. Paati era el padre de mi hermano Puanchar, al Paati que digo que asesinaron acá...

De ahí mi padre Tserem, el padre de mi hermana Ana, luego mi padre Pedro, el que murió en Katerpis, mi padre Jimpikit, el padre de Jorge Velasquez, todos ellos corrieron, además, mi padre Chiarmanch también, corrieron todos, con todos los hijos y esposas corrieron y se hicieron peruanos y se quedaron en (Mayaimpia? 14:40). Como el Perú había custodiado todo el territorio. En eso, el hermano de mi padre Tuní, vivía acá, a mi hermano Santiago que mencionabas? Santiago...

Santiago López...

el que vive en Quime, su padre es Tunki. Este vivía acá, donde termina la planicie, donde SERNAMP ha colocado un letrero, ahí vivía mi padre. Siempre ha vivido ahí...

este, así escrito hay no? Al otro lado

sí

Al frente de SERNAMP

Sí, donde desemboca una quebrada

Sí

Ahí ha vivido siempre mi padre..., por eso, dice que el capitán Pedro Montenegro es el quien comenzó la guerra

Paul: quién era esa persona? Capitán?

ese era el amigo de mi padre Tunki, tu vas a vivir siempre acá¹⁶

Del ejército

Paul: Peruano?

Vas a vivir acá, rego a tu hermano, diciendo

Peruano

como había llegado allá trayendo a los soldados en un motor los trajo

En ese entonces ¿tú no nacías? Papá tu no nacías

No, eso cuenta mi abuela, mi padre Paati cuenta, ellos me solían contar¹⁷

eso, mi padre era un hombre fuerte

Eran muy fuertes, Chiarmanch quedó allí, cuando se quedó allí, asesinó incontablemente a los mestizos, como les habían asesinado a sus hermanos, asesinó también a los mineros. Él había asesinado así a los mineros que trabajaban el oro. Luego de eso vino mi padre, por acá por Yaupi murió Chiarmanch. Su hija es mi Hermana Atsasu, la conoces ?

la hermana de tu padre, es hermana legítima de mi hermano Puanchar

vive en Kandungos

mmm

sí, allí viven sus yernos

Gerardo

sí, su madre

¹⁵ Le 28 juillet est en réalité la fête nationale qui commémore l'indépendance du pays.

¹⁶ La capitaine aurait donc déplacé la famille définitivement, avant même l'incident.

¹⁷ Il s'agit d'onc d'un témoignage indirect.

sí
ella es la hija de Chiarmanch

Gerardo, Gerardo

sí, Gerardo, Isaura, conoces a todos ellos no?

Sí, yo las conozco

así vinieron y la tierra este... como mi padre era natural de acá. Como era natural de acá trajo a sus hermanos y los ubicó, por eso es nuestro territorio, al otro lado del río también. Nuestro territorio termina más allá de donde vive Hernán, al otro lado

allá?

sí, eso llega pasando Kastor. Todo este es purma, por allá también. Shuni, todo, ambos lados son nuestro territorio...

así? Es bueno papá...

Paul: qué está contando?

Está contando de la historia, primero su lugar original

Ujum

Ha sido de Koangos...

Ujum

Y el año 1941 ha habido conflicto con Ecuador, en ese eh, los soldados peruanos se iban terminando a la tropa ecuatoriana.

Ujum

Los que estaba en el Monje, en el puesto de Kapútna, todo eso, había puestos de militares y eso se fueron acabando. En ese momento...

Paul: Una preguntita..., habló en un momento del puesto de Yaupi?

aja

Paul: también?

Puesto Yaupi, habló de Monje, después este, Kaputna

por acá también, por Yaupi, Kam eso también acabaron, por siringa también acabaron

Puesto Kam? Qué dices, Kam dices?

sí, puesto Kam

Kam

sí
a los que vivían ahí también acabaron

Aya, las tropas peruanas ...

a los que vivían en Chinim también los acabaron

Acabaron por lado Yaupi

Paul: Ujum

Puesto kam, Puesto Chinim, Nieva. Por Yaupi. Por Santiago Kaputna, no, no, si Kaputna, puesto Kaputna no? Se fueron a Monje también. Se fueron así exterminando las tropas...

Paul: Ujum

Entonces, los peruanos le echaron el nombre Kaputna 28 de Julio. Le echaron nombre. Entonces, en eso ha habido civiles, los familiares de mi tío, se su papá. En ese momento lo matan a su papá

Paul: El ejército peruano?

No, los ecuatorianos mismos

Los ecuatorianos?

Aja, entonces...

Paul: Pero el ejército ecuatoriano?

Si

Paul: Por què?

Diciendo que ellos eran eh..., peruanos, entonces comenzaron a matar, en ese momento ellos se escapan, sus papás, sus hermanos...

Paul: Y qué más, con el capitán todo eso?

Mmmm... De ahí empezaron a exterminar a los civiles, a los civiles,... ahí se escapan los hermanos,

Paul: Ujum

De mi tío su papá, lo matan su papà, su hermano de su papá escapan por acá, a vivir por acá, entonces en ese momento le echaron de nombre a 28 de julio Kaputa

Paul: Ujum

Vinieron a vivir y nunca más regresaron a su territorio, pero según la historia, se fue investigando quiénes fueron lo que exterminaron a sus papás, a los familiares de mi tío, entonces personas que participaron en ese grupo

Ujum

De otros pueblos indígenas también, ellos mismo también lo hicieron no? Familia de Chichis, de ahí todo eso llegaba a terminar a la familia...

Paul: Entonces en el ejército ecuatoriano hubo shuar también? Que estaban metidos en el ejército?

No, sino que aprovecharon eso, tal vez han sido enemigos no? Siempre eran, hacían conflicto... clanes también, tal vez por eso, pero de ahí,.. había sido criado por su tío Paati que vinieron a vivir por acá después, ... cuenta de que él se quitó de ahí, buscó un patrón. Vivió por ahí con el patrón, trabajó bastante y viajó, se fue por Iquitos, vivió años por ahí y después volvió por acá...

Paul: El patrón quién era, trabajaba para sacar este...

Papá quiénes eran los patrones, qué trabajaban. Donde tú creciste quiénes eran, qué compraban, al sangre de grado? Compraban siringa, era tu padrino, tu patrón?

Mi padrino, este shuni, yo de ahí, he visto también el hito que colocaban¹⁸. He visto la demarcación del límite, allá llegaron para delimitar el territorio, ese [23:55 no se entiende] cerro que está por allá han delimitado, ahí han colocado el hito.

Donde yo crecí, cuando asesinaron a mi padre. En los años 50 mataron a mi padre. Yo Shuni, cuando me quedé huérfano, bien huérfano, con mi abuela, este yo, fui donde los soldados, me llevaron para cuidar a un niño, el Sargento que era médico, para que le cuide a su hijo diciendo, así, así, aprendí el idioma de los apach. En eso cuando mataron a mi padre me quedé sin nada, de ahí mi padrino me llevó a Iquitos, me fui allá, luego de vivir 6 años en Iquitos regresé otra vez

Imán wampush pujusu..., vivió 6 años en Iquitos

Paul: ya...

Con su padrino...

así, como habái crecido, tenía 15 años

Cuando tenía 15 años regresò por acá...

llegué, llegué cuando mis viejos estaban viviendo en Fortaleza

allá vivían...

Si,... a este territorio lo dejaron abandonado cuando asesinaron a mi padre. Allá, el teniente Rengifo que era, salió de baja, quien había dejado a su padre en Pucallpa, que tiene fábrica de Cerveza. Él había conversado para que le den baja 4 años a su hijo para que siembre arroz¹⁹.

Nuwa espantando al perro: es, es, es, es [25: 35-25:53]

cuando tú tenías 15 años...

¹⁸ Suite à la guerre de 1941, des commissions binationales péruviennes-équatoriennes parcoururent l'intégralité de la frontière pour y placer les balises marquant physiquement la frontière. De nombreux civils de la région participèrent à ces activités, notamment comme guides, jusqu'à la fin des années 1940.

¹⁹ Le lieutenant n'est donc pas militaire et colon en même temps, mais alternativement.

el los había llevado a mis viejos, a mi hermano Pancho, Juan, Narankas a todos ellos los llevó a Fortaleza... yo, cuando yo llegué, mi abuela también vivía allá, donde vive mi hermano Pancho, allá estaban trabajando ese teniente les hacía trabajar, trabajando el arroz²⁰ en Fortaleza, este, en Belèn donde crearon el colegio²¹

allí vivían, allí teniente, [26:45 no se entiende] compró terreno, cerca a Tuchia, donde ahora es Fortaleza, de ahí había dejado su terreno y el teniente Rengifo había comprado por 9 mil, y sembró arroz, trabajó cuatro años, su padre traía una lancha para llevar eso por tonelada, inexpresable, cuando terminó, luego de trabajar 4 años ya cumplidos regresó, regresó y cuando llegó a Lima le habían asendido a capitán, así nos había enviado un mensaje. Ahora soy capitán... Sigán trabajando o regresen a su tierra, diciendo había enviado una carta. Entonces yo regresé a Iquitos nuevamente, regresé y me quedé a vivir 2 años. Como vivía mi padrino, mi madrina vivía allí pero tuve que volver otra vez. Cuando llegué estaban ahí mismo. Y lo que digo que me fui a Cenepa, trabajando. Y cuando ya había crecido, voy a trabajar diciendo entré a trabajar bajo el mando de un patrón

allí trabajaba leche caspio, siringa, eso (28: 21 no se entiende), eso solía a trabajar, Tuchia..., mi, Antonio Guzmán, Reaño que murió hace poco, era mi compadre

su cuñado Antonio Guzmán, y cunado Rengifo volvía a Antonio Guzmán otra vez 9 mil

le cobró caro, vive en este terreno, y dejó a mi muchacho, trabaja con él diciendo a su muchacho también le dejó entregando

Se quedan con cuenta, que les paguen ellos diciendo... y cuando estaban trabajando allí regresé. Y yo también me puse a trabajar, yo también ya era grande, y cuando Guzmán no traían mucha mercadería y Tuchia traía mucho, viendo eso pedí permiso a mi patrón, yo también voy a trabajar allá para poder comprarme lo que necesito diciendo, pedí un mes y me fui a Fortaleza que es ahora, donde vivía Tuchia.

Allí tabajé, se conocía, sembraba barbasco, arroz, yuca, frejol, trigo. Los que trabajaban eso también había, era distribuido.

Su muchacho era de Yutupis, de allí, solo eran awajun, eran de Kankas, Belén, Putushim, de ahí eran, creo que eran de Putushim o de Kankas, de ahí eran, eran muchos, solo los awajun eran 180. No sé cuantos sumaba con los wampis, ahí trabajaba yo también...

allí hemos vivido sembrado barbasco, yuca, arroz, ahí el obrero Shuni, nosotros ganábamos 5 soles diario. Ese tiempo...

5 soles diario, eso era plata. Yo, antes las cosas eran baratas. Con ello, a los que entendía el castellano les pagaban 7 soles. Nosotros ganábamos 10 soles diario. Y los awajuncitos que no sabían nada, ganaban 5 solcitos, 5 solcitos. Si trabajaba medio día 2,50, esito no más ganaban. Trabajaban desnudos, 6 de la tarde... Trabajaba... A las seis de la tarde. En pleno sol los awajun, los awajuncitos desnuditos, llevando una hoja sobre el hombro andaban, qué le iban a poner. No les daba nada pero los molestaba, como esclavos trabajaban. Por eso sufrían, cuando los veía en la sombra los azotaba a los awajun. El viejo Naisha era a que solía pegar con frecuencia

Al viejo lo pegaban, ese Tuchia era muy malo. Tuchia tenía 10 esposas, 10 mujeres. Esa persona era un sabio, este

Tuchia ha tenido 10 mujeres dice

Paul: Quién era él?

El patrón

Paul: Por el quien trabajaba?

También se iba dice, pidiendo permiso a su padrino

Paul: Ujum...

Se iba a chambear ahí para su... cualquier necesidad que tenga que comprar

Paul: mmm...

eso para que haga...

Paul: su padrino cómo se llamaba?

Guzmán...

Paul: Antonio Guzmán?

²⁰ Les garnisons militaires disposaient souvent d'un petit groupe d'indiens cultivant un potager pour les soldats et vivant à proximité de la garnison dans des maisons séparées. Mais il semble dans ce cas que le lieutenant fasse travailler les indiens à son propre profit, ce qui a été vu dans d'autres situations.

²¹ Peut-être le quartier d'Iquitos nommé Belén.

Antonio Guzmán..., y...

Paul: Aya

Muy buena gente era...

por eso nos molestaba, Tuchia ya ha muerto. Él traía mercadería, los awajún llgaban para comprarse la ropa, tres metros de tela playa para el itip costaba tres latas de leche caspe, una tela para tarach, se podía coser para abrigarse...

de la mujer

... de la mujer, los 4 metros costaba 4 latas de leche caspe. Al mache vendía dos latas de leche caspe, el paquete de cartucho costaba dos latas de leche caspe. Los que trabajan shiringa también había, despachaba la shiringa, traín leche caspe..., despachaba eso

terminando eso...

De ahí llevaba la shiringa, [34:32 no se entiende]... si la mujer es dos, este, dame 4 metros de tela para tarach, ya, un solo tarach costaba 4 latas de leche caspe, con un panero, así..., si llevaba dos tarach era 8 latas; si era para itip costaba tres latas. El pantalón costaba dos latas. La camisa una lata; a eso todo. Para el machete era una lata, cuchillo media lata de leche caspe; este, qué es? Dos trusas era una lata de leche caspe.

A eso, haciendo así, así, así, a los que trabajaban la shiringa... saca una bola de shiringa de 80 kilos diciendo los encomendaba..., leche caspe costaba a 4 soles el kilo, así era, así costaba. Haciendo así, así, lo terminaba pues, todo, los cuchillos, cortaplumas, olla lo cambiaba con leche caspe. Había los que trabajaban cuero de animales, los que trabajaban el cuero de tigrillo, ellos traían solo eso. Eso también los nombraba a cada uno, los que trabajaban balata también, los que trabajan leche caspe, la shiringa, decía pues. Y los que eran obreros que trabajaban siempre sembraban, sembraban trigo...trabajaban la chacra, sembraban trigo, yuca, barbasco, a la yuca también. . Acaso la chacra es pequeño shuni....?

muy grande...

muy grande, tres hectáreas, cuatro hectáreas. Uno así, en pleno sol, acaso es poco para los awajún, por eso, así les hacía la vida imposible. También llegaba el día para sacar el barbasco, para que lo lleve a Iquitos. Lo sacábamos y amarrábamos 60 kilos y eso lo pesaba y nos compraba. El barco que era de él, nosotros lo sacábamos y amarrábamos 60 y 50 kilos y él lo pesaba, eso costaba 4 soles el kilo. Esto te compro yo, lo que ustedes han sacado y han traído amarrado, nos decía. Era su barbasco, esa chacra era inmenso...

Además había los que trabajaban platanal, maisal, arrozal, uf inexpresable, nos hacía la vida imposible. A los que entendían el castellano los respetaba, sí, porque sabe pues..., yo también estaba ahí con mi hermano José Lopez, el padre de Lucio. Yo, así éramos. Además mi hermano Juan López, el padre de Miguel, así integrábamos nosotros también. Mi hermano Juan era mitayero, él le traía carne de monte, y mi hermano José López era motorista y yo era obrero. Trabajaba en la chacra de barbasco, sino me iba a sembrar y cosechar frejol. Trabajaba en todo eso, llevaba un grupo de personas, eran 30 personas, mandalos tú diciendo me enviaba. Me enviaba, mi hermano López llevaba a las personas que iban a sacar barbasco. Llevaban también los tallos del barbasco, oh, tan animales..., nos hacía la vida imposible como a los esclavos. Del trabajo volvían a las 6 de la tarde., viendo así murió Tuchia, quien le hacía la vida imposible a los awajún..., los gringos que andan ahora, este, los misioneros que andan, ellos lo defendieron de Tuchia que les hacía la vida imposible. Esos doctores habían venido, al profesor, ellos han repartido a los profesores de Pucallpa, llegaron ellos, llegaron los doctores, a los cirrosos, a lo enfermos con uta los juntaron y vivan acá diciendo los llevó a Yutupis.

a los awajun?

sí, en los años 54

el 54

sí, entonces, así lo dejaron a Tuchia. Juan Tuchia era Japonés

Los familiares, entonces ellos, sus familiares no? Estaban trabajando en el patrón Tuchia, y como a su padrino Antonio Guzmán había pedido permiso no? Para trabajar, ganar su platita. Entonces empezaba a trabajar. Tuchia tenía 180 obreros. Cultivaban diferentes producciones

Paul: puro indígenas?

Si, puro awajún era, ahí había wampis también no? Que trabajaban desde temprano hasta las seis de la tarde y él creció así no? Viviendo de mano en mano de la familia... Los cambios hacían de acuerdo al precio de la colcha, una colcha con dos latas, con cuatro latas, pantalón con dos latas, todo eso hacía...

Paul: pucha, ha sido duro no? Otra pregunta, durante esa guerra de 41, qué hacía Sharian todo el tiempo? Ya estaba peleando contra el ejército y los apach o nonada, no estaba peleando?

el 41 no se han peleado no papá? Cuando los soldados peleaban no participó Sharian?

Sharian, dices?, No

No ha participado no? No, no participaba

Paul: mmm, en qué año empezó Sharina a pelear contra los apach²²,

Eh, mucho más antes, antes del conflicto del 41

Paul: así? A ver se puede preguntar cuántos años más o menos?...

Ya le pregunté, dijo que no, no sabía la edad

Paul: aya

Shuni, qué familia habrá sido Sharian

No, era de otro lado²³

Paul: mucho antes di?

Uun nuu shuara pujawa, uun Levi [non traduit]

Paul: cómo?

Está preguntando Sharian, familia de quién era

Paul: mmm

Paati sera el hijo de Sharian?

sì, es hijo de Sharian

Paul: entonces por qué el ejército ecuatoriano comenzó a matar a civiles?

Pensaban que eran peruanos

Paul: cómo? Pero no es una razón para matar civiles

Para ellos era así Ecuador, el Perú solo recogió gente, en eso entran ellos a vivir por acá no?

Paul: El ejército peruano no mató a civiles?

No, no, más bien los defendió

Paul: así?

Aja

Vinieron por acá a vivir. Mi tío también está descansando..., estaba de su chamba también...

Paul: Si pues, solo para saber, el ejército ecuatoriano que hizo con los shuar de Ecuador, les mató también o nada, o no pasó nada con los shuar de Ecuador...

Sì, sì, por eso es que ellos se escapan, porque a los civiles los acababan diciendo que son peruanos...

Paul: ya, ya bueno

en ese tiempo, los animales Shuni, había bastante animales comestibles

En ese tiempo había bastante para cazar

Los años 54, había bastante animales comestibles, no había las comunidades que ahora hay. Había solo San Juan, de ahí más abajito ahí Jerez no? Solo esito había. Shuni no había escuela, nadita, en ese tiempo no había, nadita.²⁴

En ese año no había comunidad acá, no había comunidad, no había escuelas...

Paul: aya

Eso era libre...

²² Les Blancs.

²³ Donc sans doute équatorien.

²⁴ Les indiens déplacés auraient donc créé de nouvelles communautés.

No hay comunidad, no lo hay, Soledad sí había. Allí vivía don Pepe Caballero. Él vivía, Cucuasa no existía, las comunidades que hay ahora no habían, Chapiza, Villa Gonzalo, todos. Nosotros creamos Villa Gonzalo, nosotros lo fundamos, Shuni, nosotros hemos trabajado ahí, yo he trabajado. Tú no nacías, habías nacido?

No, yo no sé eso, la reunión de Villa Gonzalo...

Yo he trabajado en Villa Gonzalo, abriendo la comunidad, creando la comunidad. En ese tiempo estaba el padre Javier Purón, él también participaba. Madre Antonia con la madre Carmen era cocinera, ellas eran las que cocinaban mientras nosotros trabajábamos. El padre Javier ponía para la comida, los víveres...

Las madres cocinaban con eso...

ellas cocinaban, al mitayero también, acá vive un viejo Pedro Suri, él era mitayero, es tu madre, el que se casó con mi sobrina. Ese era el mitayero. Yo vivía en Progreso, el 69 habíamos fundado Villa Gonzalo, en ese tiempo mi tío, no sé quien llevaba ese nombre Bionsalo, este, era mi tío Tسانim, el nombre de él lo pusieron. Otro, este, acá va a ser la comunidad diciendo el padre Puerta había dejando demarcado... el padre Puerta que murió, el que murió en Nieva. Luego, este, quién es, quién es mi tío Tسانim que era, el nombre de él le han puesto...

quién dijiste? Quienes eran las cocineras? Madre...

eran Antonio, madre Carmen

Eso era para crear Villa Gonzalo, para fundar

Para trabajar eso, para trabajar los de Cucuasa, ellos también recién estaban creando su comunidad, ellos también ayudaron. Ayudaron, Rafael Quintero de Cucuasa, cuando recién comenzaban a poblar. Ah, estoy mintiendo, Reaño el que es padre de familia de San Martín también, los de Cucuasa también... Chapiza no había. Ahí trabajaba el hermano Jorge Bacilo, era maestro de Belnku. De ahí no llegaban, solo de Chosica, Cucuasa, Kandungos no habían. Kandungos no estaba creada, ni Soledad ni Ayambis... Progreso, Por venir, Ajachim que ahora le han puesto otro nombre, Chosica tantos eran... Huabal

Se reunieron en Villa Gonzalo?

Sí, con todos ellos reunidos hemos trabajado

Para crear, para fundar la escuela primaria de Villa Gonzalo toda la gente se había reunido dice, desde el alto Santiago hasta ahí hacía más fuerza

Paul: aya, interesante

quién estaba como profesor, no sé quién estaba, de Chinganaza, no sé quién es José Mashinkash era, con todos ellos nos reunimos, trabajamos..., de Ayambis, de Palometa [52:21 no se entiende]_a_Guerra, ese padre de familia vive ahora abajo, todos reunidos hemos trabajado a Villa Gonzalo...

Es suficiente papá, ya sabemos, ya nos has contado papá, ya nos hemos informado, tu también descansa ya Shuni, vamos a descansar

Paul: a ver, a ver, solo para saber última preguntita antes de descansar. Se sabe como..., debe ser el héroe nacional no?

ste famoso Sharian, solo para saber si usted sabe cómo murió shairan

Cuando cuentan la vida de Sharian lo ven como héroe? Además sabes cómo murió, a eso se refiere--- Shuni, a qué se refiere

Sharian que ya ha muerto, desde la mirada de ustedes que son viejos es héroe? Dice. Los mestizos dicen héroe a los que participan en la guerra

sí pues, Sharian es héroe

lo conoces así, dice

Es héroe, Sharian es héroe, mi compadre Sharup decía que era héroe, decía que era una persona que no le temía a la guerra

Paul: Si pero cómo murió

No le temía la guerra, decía que exterminaba a los mestizos también...

Dijo eso también, que murió Sharian

los mestizos de Borja²⁵, él que junto a otros asesinaba ya te conté todo. Juwau, Ushap, Sharian todos ellos coordinando fueron a la guerra, así me contaba mi compadre Pedro; él vivía en Progreso y ya murió. Él me contaba así...

Si, lo reconocen como héroe, el mismo cabó la tierra donde lo iban a enterrar no? Entonces después de cavar lo fusilaron allá no

Paul: dónde?

En donde había cavado, eso es en Pinglo²⁶.

Paul: En Teniente Pinglo?

Aja, los soldados habían agarrado.

Paul: en qué tiempo es eso, se sabe?

Él lleva el nombre de ese Sharian?

Sí, es ese Sharian

Paul: y se sabe el nombre del capitán del Teniente Pinglo que ordenó a matar a Sharian?

No conoces quién era el nombre del soldado que lo capturó?

No, eso no lo sé (risas), era un civil que había llegado a Cenepa donde yo trabajaba, pero no sé su nombre

ah

Yo capturé decía él. Cuando capturé al viejo...

Dice que un awajun le había contado que cuando el awajun estaba en servicio militar, ellos fueron a chapar. Después de dar baja, después de mucho tiempo le contó dice a mi tío. Entonces a través de esa persona conoció lo que le habían hecho a Sharian

lo traje amarrado...

Paul: los awajun que habían atrapado a Sharian y le habían entregado al ejército?

Si, como estaba en servicio militar el awajun, entonces el jefe les ordena para que vayan a atrapar a sharian,

Entonces los awajun se fueron a recoger y entregar al teniente Pinglo en ese lugar...

Ese mestizo era de Laguna...?

Paul: ya, y eso era antes de 41?

el asesinato de Sharian fue antes del 41 no papá?

creo que si

Ni él se acuerda

Paul: bueno, sigue siendo un misterio, un pokito, ya, yuminsajme tío

[...]

²⁵ Colonie militaire péruvienne proche de l'embouchure du Santiago sur le Marañón.

²⁶ Petite garnison péruvienne située à l'embouchure du Santiago sur le Marañón, créée en réaction à la tentative d'installation d'une colonie agro-militaire par les Équatoriens en juillet 1936.

Tableau analytique des incidents frontaliers (1933-1941)

Les incidents sont présentés par secteur et par ordre chronologique. Les incidents les plus significatifs ont été répertoriés tandis que les plus récurrents et modestes, comme le survol d'avions, ne l'ont pas toujours été. Nous présentons les versions des autorités péruviennes et équatoriennes (publiques ou secrètes) qui diffèrent souvent radicalement, et dont la véracité est parfois très douteuse. Lorsqu'elles se répondent, l'ordre chronologique est indiqué par la numération [X]. Les toponymes sont indiqués comme ils apparaissent dans les correspondances. Pour plus de clarté, les références aux documents consultés apparaissent dans le corps de la rédaction lorsque les incidents y sont mobilisés, et ne sont pas précisés dans ce document.

Année	Mois	Jour	Zone / rivière concernée	Enjeu/ bilan	Version péruvienne	Version équatorienne
FRONT ORIENTAL						
Napo / Tigre et Corrientes / Morona / Pastaza / Santiago et Cenepa						
Napo						
1933	Juin		Napo (Rocafuerte/ Pantoja)	Survol	Lafronte, délégué de l'Équateur, aurait accusé un vol péruvien d'avoir survolé le territoire équatorien. La chancellerie péruvienne lui répond que la population de Pantoja est péruvienne, que les prétentions territoriales de l'Équateur dans ce secteur ne sont pas fondées, et que cette attitude viole le protocole établissant le <i>Statu Quo</i> du 21 juin 1924.	
1934	Aout et déc.		Napo (Rocafuerte/ Pantoja)	Tracé de chemins et incursion	[2] Carlos Concha répond que "no se ha abierto trocha nueva hacia la laguna de Huiririma Cocha, existiendo allí una ya antigua practicada por los extractores peruanos del caucho".	[1] Les Équatoriens protestent contre la percée d'un nouveau chemin péruvien et contre des survols en avion, ce qui pourrait être interprété comme un signe de mauvaise volonté alors que "nuestros gobiernos [están] empeñados en liquidar la cuestión limitrofe en forma definitiva y satisfactoria" Nouvelle protestaion en décembre avec les mêmes arguments, et protestations supplémentaires contre de nouveaux chemins et "actos de penetración".
1935	Mars-juil. 1935		Napo (Rocafuerte/ Pantoja)	Survol d'avion et ouverture de chemins	[3] Dans une autre note, Carlos Concha affirme que le survol du territoire équatorien par des avions est un effet d'optique. [5] Concha répond en juillet à une lettre de protestation sur les survols plusieurs mois plus tôt. Il explique le retard de la réponse: "existía tan grande divergencia entre las afirmaciones e interpretaciones de Vuestra excelencia y las primeras	[4] Viteri lui répète le 18 mars 1935 que "la queja y protesta de mi gobierno no se refiere a las antiguas trochas que, en territorio que el Ecuador tiene por suyo, han sido practicadas por ecuatorianos, colombianos y peruanos, en el negocio de la extracción y explotación del caucho, dentro de una actividad simple y llanamente comercial. Nuestra protesta se refiere a trochas que se construyen con intervención directa de las autoridades y tropas peruanas, ya se trate de trochas nuevas o del ensanche de las antiguas vías comerciales, realizado en forma deliberada por agentes al servicio del Perú."

				<p>informaciones directas proporcionadas a mi gobierno por las autoridades subalternas y de pequeña graduación de los lugares referidos, que creí de mi deber hacerlas comprobar personalmente en el terreno por altas autoridades civiles y militares, cuyos datos confirman los de sus subordinados”</p> <p>Il rappelle que le chemin de Pantoja a Gueppi avait déjà été utilisé pendant la guerre de Leticia et que l'Équateur en s'en était pas ému.</p> <p>Explique la supposée entrée de troupes péruviennes sur le sol équatorien “en parajes prácticamente desiertos, sin lugares que sirva de puntos de orientación o referencia, una canoa tripulada por cinco soldados, aún admitiendo la posibilidad de su presencia, no tiene medios que le permitan saber si en algún punto o en algún momento ha pasado una frontera imprecisa que nadie guarda”</p>	<p>Il lui réitère que les vols, comme ils ne sont pas de la poste à date régulière, sont à condamner, et que l'argument de Concha qui consiste à affirmer que le survol est une impression causée par la perspective au décollage est de mauvaise foi.</p> <p>Il suggère de profiter de la présence du colonel E.Montagne, commandant de la région Nororiente, à Lima, pour lever les doutes.</p> <p>Il présente ensuite les nouveaux accrochages qui obscurcissent le climat d'entente et le <i>Statu Quo</i>: “tropa peruana se ha internado, al parecer en vía de expedición de observación y reconocimiento, en territorio francamente ecuatorianos”</p>
1935	Avr.		Napo Pastaza	<p>Concession territoriale à une entreprise étrangère</p>	<p>[1] Carlos Concha proteste contre un contrat de colonisation accordé a des Français (“comité para el estudio de la Agricultura, de la Industria y de la Inmigración de la República del Ecuador”) dans le Napo Pastaza entre Baños et Mera, territoires revendiqués par le Pérou.</p> <p>[2] Pour Viteri, le territoire en question n'aurait jamais fait l'objet de controverse.</p>
1935	Mai		Napo (Curaray-Nashiño, Tarqui)	<p>Rumeurs de renforcement</p>	<p>[1] Le ministre du Pérou à Quito informe sa chancellerie que les journaux de Quito font part de l'envoi d'une expédition militaire équatorienne vers Tarqui, point extrême de la souveraineté équatorienne. Par ailleurs, ils font état de voyages d'explorations de militaires équatoriens, qui seraient d'ailleurs reçus par les péruviens militaires. Il suggère de ne pas aider ces expéditions :</p> <p>“para dificultar el aprovisionamiento de la guarnición ecuatoriana, debe prohibirse toda relación comercial entre ella y nuestro territorio, y que debemos vigilar cuidadosamente el tránsito de personas por el río Curaray, para evitar que se repitan hechos como el viaje del comandante Martín.</p> <p>[2] Carlos Concha transmet les suggestions de l'envoyé à Quito contre l'expédition de 25 hommes à Tarqui. Le ministre de la guerre décide le renforcement de 25 hommes pour la garnison d'Arica.</p>

1935-1938	Juin		Napo	Restriction du commerce	<p>[1] Le commerce entre Péruviens et Équatoriens dans la région orientale est restreint. L'armée s'en plaint en juin 1935 "por ser perjudicial a nuestra fuerza e intereses nacionales" et parce que "restringir [el intercambio] o anularlo sería crear resentimiento y tomar represalias". "nuestras guarniciones fronterizas con el Ecuador, en el sector Norte, se proveen de los artículos necesarios para el consumo de entre los que provienen del Ecuador"</p> <p>[3] Alberto Ulloa fait savoir en mai 1936 aux Équatoriens que les accords de 1892 exemptent les produits équatoriens de taxe dans la région orientale s'ils sont en transit, mais pas s'ils sont importés. Donc la douane ne rement pas en cause s'esprit amical, mais lutte contre la trafic de textiles "que no parecen ser productos peculiares de la región".</p>	<p>[2] Viteri se plaint des douanes de Cabo Pantoja, en territoire selon lui équatorien. Qui plus est "el cobro de derechos a las mercaderías ecuatorianas es un acto opuesto a la política tradicional observada hasta ahora por los dos países, política que debe conservarse mientras no se resuelva definitivamente el problema limitrofe"</p> <p>Il explique l'origine de cette tradition : "es preciso recordar que en el año 1891, el Perú pretendió cobrar derechos sobre las mercaderías ecuatorianas que entraban a Iquitos, en tránsito para otros lugares; y que la Cancillería del Perú aceptando el reclamo del Ecuador, ordenó la devolución de lo cobrado y, además, que en adelante la aduana de Iquitos no gravara "con derechos de exportación a los artículos que provengan de los territorios orientales ocupados por autoridades ecuatorianas""</p> <p>Il menace d'installer églement des douanes dans la région "con notorio quebranto del comercio entre las regiones ocupadas por los dos países. La ruina del comercio ahuyentaría a los ya escasos moradores del Oriente"</p> <p>[4] La chancellerie signifie au ministre de la Défense en septembre 1938 qu'il est impossible d'établir des douanes dans la région du Napo car la frontière est floue et que les localiser à cet endroit donnerait des arguments de possession aux Péruviens. Par ailleurs, on ne peut placer les douanes aux embouchures sur le Marañón, territoire revendique équatorien, en raison de l'acte de Lima. Enfin, il ne faut pas décourager les éventuels colons. Il ne faut donc pas installer de douanes.</p>
1935	Déc.	4	Territoires orientaux	Découpage administratif	Concha proteste auprès de Viteri sur la nouvelle délimitation administrative qui divise la région orientale en deux provinces, en incluant des territoires revendiqués par le Pérou.	
1937	Oct.		Napo (Lagarto Cocha)	Installation sous couvert d'une action de sauvetage	<p>[2] La chancellerie péruvienne répond que les huttes ont été retirées. L'affaire est récurrente dans les échanges diplomatiques. En novembre 1937, quand les recherches sont terminées les Péruviens refusent de détruire les habitations inhabitées. En juin 1938, le chef des forces amazoniennes du Pérou estime que les Équatoriens ont utilisé l'affaire des <i>Tambos</i> qui sont pourtant inhabités pour dénoncer une supposée avancée péruvienne.</p>	<p>[1] Protestation de Zaldumbide contre l'installation de <i>Tambos</i> (huttes) péruviennes dans les environs de Rocafuerte. Il s'agissait à l'origine d'installer une base temporaire pour rechercher les restes d'un avion qui s'était abîmé dans la forêt. Les Équatoriens ont accédé à la demande péruvienne, mais ils considèrent que ceux-ci prennent racine et leur demandent de retirer les huttes. Le Commandant de Rocafuerte aurait ainsi appris par des civils une avancée des Péruviens dans la région de Huiririma-Cocha, violant le statu-quo de 1936. Il exige un retrait.</p>
1937 ?			Napo	Concession territoriale à	Plusieurs plaintes du Pérou suite à des facilités économiques de concessions équatoriennes en territoire amazonien controversé : Compañía Minera del Ecuador CA sur l'Aguarico, Anglo Saxon Petroleum	

				des entreprises	Co.Ltd dans la région en général, et sur l'or dans la région Napo Pastaza à des particuliers.	
1937	Sept.	18	Napo (Nashiño, Curaray)	Incursion et survol		Protestation contre l'avancée de troupes péruviennes sur le Nashiño et le survol de Loja par des avions péruviens.
1937	Dec.		Napo (Lagarto Cocha)	Navigation contestée		Les troupes équatoriennes surprennent un groupe de Péruviens bien armés navigant sur le fleuve, qui leur déclare que la navigation du Lagarto Cocha est libre.
1938	Fev.		Napo (Rocafuerte)	Insultes entre militaires		Le capitaine péruvien Arévalo « salió de Rocafuerte en estado de embriaguéz, y, cuando encontró a nuestro Sub-oficial de servicio lo ultrajó con palabras soeces, denigrando al Ejército ecuatoriano”.
1938	Fev.	15	Napo (Nashiño)	Incursion/ Capture de soldats équatoriens en reconnaissance	<p>Une reconnaissance du Nashiño le 15 février aurait mené à la capture de deux soldats équatoriens sous les ordres du lieutenant Francisco Rosero, en canoé. Ceux qui ont fui ont finalement demandé de l'aide aux péruviens car ils se trouvaient en mauvaise posture dans la forêt. Ils sont escortés jusqu'à la garnison équatorienne de Tarqui. Le sous-officier affirme avoir capturé les soldats déguisés en indiens et qui comprenaient un civil, Angel Ponce, “peón” de la señora Isabel Vega, du <i>fundo</i> Ventura sur le Napo, qui alimente la garnison de Vencedores dont les Péruviens apprennent l'existence et avoir été créé en 1937. Le civil affirme que le lieutenant équatorien l'avait obligé à venir sans dire pourquoi.</p> <p>Une protestation est faite auprès de la légation de l'Équateur, qui transmet à Quito, et qui remercie pour le traitement des prisonniers</p> <p>Cet événement a permis à la chancellerie péruvienne d'apprendre l'existence d'un poste équatorien sur le Nashiño ainsi que d'un poste de gardes civils péruvien. Elle demande donc quand ces postes ont été créés, ainsi que les documents de la remise des prisonniers à Tarqui</p>	
1938	Avr.		Napo (Lagarto Cocha)	Voyages de reconnaissance	[1] Le chancelier péruvien dénonce des voyages de reconnaissances de la part des Équatoriens et menace de mesures de rétorsion.	[2] Les Équatoriens accusent les Péruviens d'utiliser les Tambos comme des avancées militaires. Le sous-lieutenant péruvien Cornejo menace de tirer pour empêcher le passage d'une barque menée par le capitaine équatorien Dueñas. Le chef de Rocafuerte dénonce la situation auprès de son homologue de Pantoja. La situation est très tendue et plusieurs incidents ont lieu, jusqu'au 1 ^{er} juin 1938 et l'Incident de Rocafuerte.

1938	Juin	1	Napo (Rocafuerte-Pantoja)	« Incident de Rocafuerte » : Un mort et des prisonniers.	[1] les Équatoriens ont débarqué dans un champ (<i>chacra</i>) de l'autre côté du Napo avec 15 soldats et 30 indiens pour s'emparer de ce champ d'habitude utilisé par les péruviens via deux <i>chacaleros</i> Octavio Ruiz la Torre et Tomas Castro Hidalgo. Les Équatoriens construisent un pont sur ce qui était la frontière et prétendent tracer la frontière plus loin. Les Péruviens attaquent et font des prisonniers, qui sont saouls et qui se contredisent. Les soldats affirment que les officiers leur ont déclaré que la <i>chacra</i> était équatorienne. L'officier capturé déclare que "sabía que por convenio entre otros comandantes de Guarnición, el límite internacional había sido fijado en la línea marcada por la trocha trabajada". Il semble ivre comme s'il avait bu depuis plusieurs jours déjà, mais il déclare que son état fébrile est dû au stress, ce que ses soldats confirment. Dans les jours suivants, les Équatoriens renforcent Rocafuerte, évacuent les civils, familles, placent des mitrailleuses. Les Péruviens soulignent que depuis mai, le commandant de la garnison équatorienne excite l'opinion publique contre les Péruviens.	Le 1 ^{er} juin seraient arrivées 2 canonnières péruviennes qui auraient franchi la ligne du <i>Statu Quo</i> . Après avoir entendu des tirs, le commandant de la garnison de Rocafuerte envoie un groupe de 4 hommes de l'autre côté de la rive vérifier ce qui s'y passait. Là, ils sont pris à partie par une quarantaine de soldats qui en blessent un et en tuent un autre (Figueroa), et font prisonnier l'officier. Au même moment a lieu une inhabituelle concentration de troupes à la frontière sud (côte), ce à quoi les Équatoriens se voient obligés de répondre également par une mobilisation. La tentative de récupérer le corps du soldat abattu provoque de nouveaux incidents. Dans le rapport du capitaine Aguirre, commandant de Rocafuerte débarqué quelques temps après, il indique qu'il avait quelques temps auparavant placé des hommes à lui sur ce lieu, car il était équatorien depuis la création des garnisons. Il indique la présence des canonnières mais pas qu'elles ont joué un rôle dans une quelconque attaque.
1938	Nov.	22	Napo (Lagarto Cocha)	Accrochage	Un accrochage ferait un mort sur le Lagarto Cocha.	
1940	Juil	22	Napo	Installation d'une station agricole		La légation d'Équateur au Pérou affirme les droits de l'Équateur sur des terres dont un décret (<i>resolución suprema</i> du 31 janvier 1940) entend coloniser avec le contrôle de l'État via une <i>Estación Agrícola de Colonización</i> , des territoires du Napo.
1940	Avril	12	Napo (Lagarto Cocha)	Navigation. Echanges de tirs.		Alors que des hommes de la garnison de Rocafuerte se rendent à celle de Redondococha, les hommes de la garnison péruvienne de El Infante leur barrent le passage et leur tirent dessus. Il s'avère avec cet épisode qu'Herrera Lynch est de nouveau le chef de la garnison péruvienne de Pantoja, alors que son retrait avait été acté en 1938 en même temps que le chef Witt de Rocafuerte. L'incident est réglé par la visite conjointe des chefs des garnisons de Rocafuerte et Cabo Pantoja, qui témoigne de ce que le lieu en question est bien du côté équatorien de la ligne de facto. La chancellerie équatorienne continue à réclamer le départ du chef de la garnison péruvienne, Herrera Lynch, mais estime que le sous-lieutenant Guerrero équatorien est aussi un fauteur de troubles en se rendant dans une zone on strictement interdite par les Péruviens. Pour Tobar, « Tengo la idea de que el accidente ocurrido al Subteniente Guerrero tuvo su origen en cuestión de faldas y copas y de resultado de ello recibí varias heridas que se quieren explicar por

						razones territoriales". En juin, Solf y Muro affirme à Quevedo qu'Herrera Linch, a déjà été remplacé par un certain Morla.
1940	Sept.	29	Napo	Chemins	Les Équatoriens auraient voulu obstruer le chemin traditionnel entre Pantoja et Guëppi	Les Équatoriens accusent les Péruviens de construire un chemin qui transgresse le <i>Statu Quo</i> , suite à l'arrivée de nouveaux chefs plus agressifs. Au cours des conversations liées à la mise en place de la commission mixte du Zarumilla, on accorde à Lima de demander des deux côtés la désescalade dans la région du Napo.
1941	?		Napo (Lagarto Cocha)	Communications	Les Équatoriens de Villaflores ou Lagartococha ont empêché les communications avec la garnison de el Infante dans la région des lacs.	
Tigre et Corrientes						
Entre oct 36 et oct 37			Tigre	Taxation des indiens.	« En el río Tigre, las autoridades ecuatorianas estaban exigiendo una garantía de dos mil sures a cada indio que bajaba al Perú" Ce qui est dénoncé par le Pérou.	
1938	Juin	28	Corrientes	Espionnage. Un civil équatorien, accusé d'intelligence avec l'ennemi est arrêté par les autorités équatoriennes.	Le chef d'une garnison péruvienne accuse le chef de la garnison équatorienne : "Cuando un compatriota nuestro quiere sobrepasar la línea imaginaria provisionalmente fronteriza, lleva siempre nuestra autorización, o la pide a las autoridades competentes, cosa que nuestros Comandos de Guarnición, en todos los ríos, en general, también lo exigen, sin maltratar ni ofender a nadie, connacional o extranjero, como ha ocurrido con don Esteban Núñez, ecuatoriano, a quien por estar en el Perú habéis sindicado de traidor y por consiguiente apresado y enviado al interior dejando a su esposa peruana en el abandono; como también habéis procedido contra los ciudadanos peruanos que le sirvieron de bogas a Núñez, haciéndoles trabajar forzadamente y sometiéndoles a interrogatorios y vejaciones" La Dirección de Límites précise ensuite que Estéban Nuñez était le chef de la Colonie Agricole équatorienne. Un caporal aurait découvert que Nuñez travaillait pour les Péruviens, en sapant la colonie et permettant l'avancée péruvienne. Il est donc mis en prison.	
1938	Déc.		Corrientes	Installation		L'Équateur proteste en décembre 1938 contre l'avancée de la garnison sur le Corrientes occupant les rios Copal et Capirona, contre le <i>Statu Quo</i> d'après eux, mais Lima répond que le Corrientes est péruvien dans sa totalité.

1939	Fév.		Corrientes	Arrestation arbitraire d'indiens	[2] Le commandant péruvien répond le 2 février qu'il se trouve bien de son côté du <i>Statu Quo</i> , contrairement à Platano Yacu qui le vole, que les indiens sont libres et qu'aucun Dario Guerra ne se trouve au poste.	[1] Le commandant de la garnison équatorienne de Platano Yacu, Demande au chef de la garnison péruvienne de Capirona (Corrientes), de se retirer car il se trouve au-delà de la ligne du <i>Statu Quo</i> . Il l'accuse également : « También sé que los indígenas ecuatorianos Baltazar Santi, Hilario Santi, Manuel Insaco y Antonio Vela han sido detenidos sin causa que justifique este hecho; pues como se hallan en territorio ecuatoriano, tiene pleno derecho a regresar a sus casas, razón por la cual usted ordenará para que puedan regresar. Como me indicara el indígena ecuatoriano Dario Guerra que su chacra de río Caucho-Yacu ha sido gestada por el personal a su mando y cuyo valor ha sido avaluado en doce soles, pido a usted se digne remitir este dinero para abonar al citado indígena”.
1939	Nov.		Corrientes	Installation		Une reconnaissance au hasard indiquerait que la garnison péruvienne Segovia-Sarna sur le Corrientes aurait avancé de plusieurs kilomètres. Le chef de la garnison du Corrientes proteste à cette nouvelle garnison, qui lui répond qu'il suit les ordres de Lima. Une protestation officielle est faite par la légation équatorienne à Lima en janvier 1940.
Pastaza						
1937	Juin		Pastaza	Installation	[1] Le Ministre de la Défense dénonce l'apparition d'une garnison équatorienne sur le Pastaza sur l'affluent Huasaga, en un endroit appelé Cisneros [3] voir incident Cisneros plus loin	[2] Zaldumbide affirme qu'il a donné des consignes pour rétracter l'avancée équatorienne, mais que de toute façon, il n'y avait pas d'avancée.
1938	Juil.	29	Pastaza (Huasaga)	Les soldats péruviens font prisonniers une nouvelle garnison équatorienne et ses porteurs indiens	Alors que les Péruviens effectuent des repérages pour changer la localisation de Puerto Pardo, lieu propice aux maladies et aux attaques d'indiens, vers ce qui sera Soplin, avec des Achuales coopératifs, les indiens informent de l'installation de soldats équatoriens à Puesto Cisneros. Les Péruviens capturent 1 officier, 18 soldats et 3 femmes, 1 enfant, ainsi que 55 porteurs indiens. Certaines versions indiquent des morts. Les Équatoriens sont faits prisonniers, envoyés à Barranca pour être interrogés puis rendus. 2 officiers sont capturés un peu plus tard. Parmi les prisonniers, certains affirment qu'ils savaient qu'ils pénétraient en territoire péruvien, d'autres qu'ils ne savaient pas, d'autres qu'ils étaient en territoire équatorien.	
1938	Nov.		Pastaza (Bobonaza)	Installation	[1] Le ministère de la guerre a informé la chancellerie d'une concentration de troupes équatoriennes à Chambira, entre l'embouchure du Bobonaza et Pinches, pour attaquer le poste Puesto Cisneros, sur le Bobonaza. Demande à le défaire.	[2] Estime que ce n'est pas une agression, mais que le territoire où s'installe la garnison est équatorien et qu'il n'y a jamais eu de garnison péruvienne à cet endroit auparavant.

1938	Déc.		Pastaza (Huasaga)	Revendication	Les chanceliers équatoriens et péruviens revendiquent le Huasaga.	
1939	Jan.		Pastaza (Huasaga)	Incursion	La chancellerie indique à l'armée qu'elle est contre le déplacement d'une troupe sur le Huasaga, car cela pourrait être perçu par l'Équateur comme une attaque et Quito en profiterait pour demander la médiation d'autres pays.	
1940	Mai		Pastaza (Huasaga)	Installation	La chancellerie accepte le déplacement du poste de Sinchi Yacu à l'embouchure du rio Checherta (qui deviendra Teniente Yánez)	
Morona						
1935	Aout	17	Morona	Incursion	En réponse à la demande du colonel Commandant de la Ve région, autorisation de l'envoi d'un navire de guerre en reconnaissance du lieu Gasolina sur le Morona pour vérifier si les Équatoriens ont violé le statut quo et l'installation d'une garnison péruvienne à la confluence du Mangacisa et du Cangaimo. Recommandation de « proceder en este asunto con toda sagacidad, procurando disfrazar el personal de la guarnición como elemento civil ». 35 soldats déguisés en colons pratiquent en effet cette reconnaissance et installent une nouvelle garnison.	
1935	Aout	27	Morona	Indiens/ installation garnison	Des indiens armés par les Équatoriens prépareraient des champs pour l'installation future d'une garnison d'avant-poste équatorienne.	
1935	Nov.	4 et 5.	Morona	Survol de 3 avions péruviens	[2] Après renseignements pris auprès de la marine et de l'aviation, 3 hydravions ont été pris dans une tempête, ce qui les a obligé à s'élever en altitude. Ils ont ainsi survolé des territoires inconnus, mais cependant, ils ne pensent pas avoir quitté le territoire péruvien. Ils sont rentrés ensuite immédiatement à la base.	[1] La chancellerie dénonce le survol de son territoire par des appareils péruviens.
1936	Mars		Morona (Mangosisa)	Incursion/ installation		Protestation contre des incursions des forces qui auraient installé un campement près de l'embouchure du fleuve Mangosina sur le Morona.
1938	Avr.	22	Morona (Undamangoziza)	Installation		Des soldats péruviens se seraient installés et auraient ouvert des champs sur le Undamangoziza, proche du détachement de Miazal. Le chef du Détachement équatorien de Macas présente une protestation au chef de la garnison de Vargas Guerra
1937	Sept.	8	Morona (Cashuima)	Incursion	5 Équatoriens sont arrêtés et remis à la garnison de Cashuima	

1939/ 1940	Juil.		Morona	Incursion	<p>[2] Sur l'incursion des troupes péruviennes de Vargas Guerra : après renseignements pris auprès du ministre de la Guerre, non seulement les troupes péruviennes n'ont pas bougé, mais ce sont en plus les troupes équatoriennes qui, alors qu'elles n'avaient aucune position sur le Morona ni sur le Mangosiza, avancent dans la région.</p> <p>[4] Réfute l'interprétation du <i>Statu Quo</i> et accuse les Équatoriens de mauvais traitements envers les indiens qu'il faut donc protéger.</p>	<p>[1] Protestation diplomatique contre l'installation d'un poste sur le Undamangosiza, par la garnison de Vargas Guerra, à seulement 2 heures de la garnison équatorienne du Morona, « preparando chacras, construyendo casas, etc. »</p> <p>[3] Il s'avère que les troupes péruviennes ont bien avancé, et créé une nouvelle caserne dénommée « avanzada del Cusuime ». Or, le <i>Statu Quo</i> ne signifie pas seulement de ne pas franchir la frontière, mais aussi de ne pas bouger dans la région.</p> <p>[5] Nie avoir donné des armes aux indiens pour pratiquer des assassinats.</p>
1939	Juil.		Morona (Cuisime)	Traitement des indiens	Face aux mauvais traitements par la troupe équatorienne et des indiens équatoriens, les militaires péruviens autorisent un groupe d'indiens à s'installer près d'un poste militaire du Pérou sur le Cuisime. Le ministre de la guerre demande une protestation diplomatique.	
1939	Juil.		Morona (Mangosiza)	Incursion	Une note du Ministre équatorien dénonce la remontée du fleuve Mangosiza de la part de troupes de Vargas Guerra, à seulement 2 h d'une garnison équatorienne du Morona. Or, d'après le <i>Statu Quo</i> , il n'y a pas de garnison équatorienne sur le Morona. Cette protestation serait donc destinée à affirmer de fait la présence équatorienne dans la région. Demande d'information auprès des services concernés pour protester.	
1939	Août		Morona (Mangosiza)	Incursion	La garnison équatorienne de Miazal sur le Mangosiza aurait avancé sur la <i>quebrada</i> de Nayumbimi, et aurait effectué une reconnaissance de la <i>quebrada</i> de Mochinguime « de alto valor aurífero ». L'armée demande de protester et joint un croquis.	
1939	Nov.		Morona (Mangosiza)	Incursion/ Indiens militarisés	Des indiens équatoriens armés auraient attaqué et tué des indiens péruviens.	
1940	Mars	10	Morona	Indiens	Des indiens auraient été torturés par des soldats équatoriens. Le ministère de la guerre demande de protester.	
Santiago et Cenepa						
1936	Juil.		Santiago	Installation d'une colonie militaro-	Un groupe d'Équatoriens armés se serait installé sur le Santiago après la signature de l'Acte de Lima. Les Péruviens leur signifient un ultimatum et les capturent. Ils sont embarqués dans les navires de guerre et	Ce n'était qu'une colonie agricole qui n'avaient pas vent de l'Acte de Lima. De plus, le Santiago est équatorien. La capture par les Péruviens et la mise en place d'un poste militaire constituent un sérieux accrochage à l'Acte de Lima.

				agricole. Les Équatoriens sont capturés et escortés à Rocafuerte.	escortés vers Rocafuerte, à plusieurs centaines de kilomètres.	
1936	Oct.	31	Chinganaza	Installation		Les Équatoriens présentent une protestation au Chargé d’Affaires du Pérou à Quito. Ils accusent les troupes péruviennes d’avancer sur le Chinganaza et d’arriver presque jusqu’à Yaupe.
Oct. 1936 – oct. 1937			Santiago (Yaupe)	Indiens militarisés	D’après la Ve Division, “El jefe del destacamento ecuatoriano del río Yaupe, posición extrema del Ecuador en esa región, cuyo dominio corresponde al Perú, había otorgado, en documento que llevaba el membrete del Ministerio de Defensa Nacional de aquella República, el extraño título de Capitán de Los Jíbaros de Onan, al jíbaro Pujupata, autorizándolo para ejercer una jurisdicción irregular” ce qui est dénoncé par le Pérou.	
1937	Juin		Cenepa	Publication de correspondance diplomatique		Proteste contre la publication dans la presse des échanges entre la chancellerie péruvienne et la légation équatorienne dans laquelle les Péruviens accusent l’Équateur de violer le <i>Statu Quo</i> dans la région du entre les rios Yampiyacu et Comayna (Cenepa) où les militaires prépareraient des <i>chacras</i> et ouvriraient une <i>trocha</i> .
1937	Sept.		Santiago	Installation		Le commandant à Iquitos aurait ordonné au lieutenant de la marine Oscar Carlín d’établir un poste militaire sur la Quebrada Quemi, sur le Santiago
1939	Jan.		Santiago	Installation déguisée de militaires		Dénonce l’installation de soldats déguisés en orpailleurs sur le Santiago.
1940	Oct.-déc.	7	Cenepa-(Zamora-Nangaritza)	Installation/arrestation d’orpailleurs équatoriens. Scandale national.		[1] Quevedo proteste contre l’incursion péruvienne sur le río Miasse ou Minza sur le Nangaritza (affluent du Zamora) ce qui a « alarmado considerablemente a nuestra opinión pública”. “Varios ecuatorianos mineros instalados en esa región desde antaño han sido despojados y, como es natural, ha cundido la exasperación y la inquietud entre los pobladores”. Il demande le retour des troupes à la garnison de Chávez Valdivia. [2] Quevedo Proteste contre les communications péruviennes du 2 novembre 1940 et du 21 janvier 1941, dans lesquelles le Péruvien Solf y Muro affirme que tout le Nangaritza était péruvien au moment du

					<p><i>Statu Quo</i> de 1936 et que l'occupation récente d'une partie du fleuve annoncée dans la presse équatorienne viole le <i>Statu Quo</i>. Quevedo au contraire rappelle les titres juridiques et historiques sur le fleuve, sur le Zamora, sur la rive gauche du Marañón et s'appuie en outre sur la géographie ecclésiastique, le vicariat de Zamora, créée en 1888 et confirmé ensuite par le Saint-Siège, ainsi que les divisions administratives de 1920 et 1925.</p> <p>Il rappelle qu'en novembre des Péruviens ont fait prisonniers des orpailleurs sur le Santiago et que Solf y Muro lui avait déclaré que c'était sans son consentement.</p>
FRONT OCCIDENTAL Zarumilla / Macara / Canchis / Chira					
1932-1936	Juil.		Zarumilla (Isla Noblecilla)	Menaces et désaccords sur les cultivateurs de tabac	<p>En 1932, les chefs du Monopole Équatorien débarquent sur des plantations péruviennes et exigent que les cultivateurs paient les droits équatoriens, et proposent de leur acheter leur marchandise. S'ils refusent, ils détruisent les plans. C'est le cas à Pocitos en septembre-octobre 1932. Les Péruviens mobilisent des policiers (une trentaine) pour calmer le jeu, mais il y a un mort dans un autre affrontement. Du côté équatorien, ce sont des civils armés (20), qui en profitent pour détruire de nombreuses plantations. Un régiment équatorien arrive près de la frontière sans que l'on sache si cela a un lien. Le préfet de Tumbes et le gouverneur de El Oro se parlent directement sur la question. Et les chancelleries sont soucieuses de ne pas faire escalader la question. Elles accordent de retirer les troupes pour qu'elles n'entrent pas dans la zone entre Tumbes et Santa Rosa. Elles accordent aussi de calmer les inspecteurs du Monopole. La Junte consultative et le Congrès se réunissent en sessions secrètes, mais l'opinion publique reste calme. On accorde de ne plus donner de licences de tabac dans la zone.</p> <p>Le Pérou considérant en 1935 que l'accord n'est plus respecté, il octroie à nouveau des licences. L'Équateur propose une commission mixte d'ingénieurs et d'avocats des deux pays, éventuellement dirigée par un citoyen des États-Unis, pour lever la carte géographique de la zone et arriver à un modus vivendi. Pour eux, le droit du Pérou s'arrête au nouveau lit du Zarumilla. Le Pérou refuse car « todo lo que exige la pacífica convivencia de los moradores de la frontera es la observancia estricta del <i>Statu Quo</i> vigente » Une nouvelle crue redonne vie à l'ancien lit où coule à nouveau l'eau et le Pérou accepte alors la commission mixte, confiée à Ricardo E.Llona.</p>
1932	Déc.		Zarumilla (Isla Noblecilla)	Menace sur les cultivateurs	<p>[2] Un rapport péruvien indique que cette maison « consistió en cuatro palos parados con un poco de paja maíz y carrizo tendida para sombra ».</p> <p>[1] L'Équateur accuse les Péruviens d'avoir incendié la maison d'un cultivateur équatorien.</p>
1935			Zarumilla (Noblecilla/ Aguas Verdes)	Menace sur les habitants civils	<p>En novembre 1935, apparente violation de la zone neutre par les Équatoriens qui arrêtent les voitures péruviennes. Les Péruviens décident d'accorder de nouveau des licences de culture du tabac et les deux pays concentrent des troupes, mais le chancelier Concha précise que la réinstallation des cultivateurs doit se faire sans troupes pour ne pas créer d'incidents. Les journaux de Guayaquil en décembre 1935 dénoncent le fait que des troupes péruviennes ont pénétré la zone neutre et détruit la maison d'un Équatorien avec à leur tête les deux fils de Felix</p>

					Noblecilla. Or les Péruviens affirment que Noblecilla n'a qu'un fils et qu'il étudie à Lima. Le contrôle des douanes est rétabli à Aguas verdes en décembre 1935 pour ne pas abandonner la légitimité du territoire.	
1936	Mars		Zarumilla	Menace sur les cultivateurs de tabac 1 fonctionnaire équatorien et 1 garde civil péruvien tués	Les Équatoriens s'introduisent sur des plantations et se font tuer un homme connu pour avoir été impliqué dans plusieurs cas de destructions de plans de tabac depuis 1932. Les Équatoriens reviennent récupérer le corps et tuent un garde civil péruvien qui était là pour protéger les cultivateurs. La victime équatorienne, Carlos A. Rodas, dont on finit par déterrer le cadavre pour le rendre aux Équatoriens, était un subalterne du sous-inspecteur du Tabac. Il s'était rendu coupable de "imprudencia temeraria de atacar a cosecheros, lo que había hecho bajo la influencia alcohólica en que se encontraba pues había estado bebiendo desde dos días antes" Les Péruviens croient savoir qu'en rétorsion, les Équatoriens envoient à Machala 150 hommes de troupes et 80 cavaliers.	
1936	Déc.		Zarumilla	Un soldat équatorien blessé par un contrebandier péruvien	Un incident perturbe le travail de la commission mixte chargée de lever le plan topographique de la zone du Zarumilla. "Mensajes recibidos en el ministerio del Coronel López sobre el incidente entre el tabacalero peruano Aniceto Jiménez Carrión y el soldado ecuatoriano Martínez : ...consecuencia alcohólico, originado por contrabando arroz traído por tabacalero José Urbina Nieto producido impase con Delegación del Ecuador motivo haber resultado herido soldado Manuel Martínez, perteneciente esa delegación, quien hacía viaje provisión aguas para campamentos – Heridor es un tabacalero que policía búscalo afanosamente." Lopez a donné des gages à la délégation équatorienne mais celle-ci s'est retirée à Huaquillas en demandant des excuses de la chancellerie péruvienne. Deux jours plus tard, Lopez informe que l'affaire est strictement policière et de contrebande, et que « contrabandista Urbina presenta heridas y contusiones inferido seis paisanos ecuatorianos en sitio Giussepi por causa discusión patrioteria sugestión alcohólico. » Il Précise deux jours plus tard que la délégation équatorienne a eu des mots très insultants pour le personnel péruvien qu'il faut donc remplacer pour ne pas paralyser la commission. Le préfet note que	

					“italiano Giussepi Rubino elemento indeseable donde reunense los tabacaleros » et qu’il faut le déporter hors du pays. Précise que le soldat a été blessé à la machette lorsqu’il portait de l’eau au camp, et le ministère a donné l’ordre immédiat de la capture du fautif.	
1937	Mai	23	Macara (Zapotillo)	Franchissement de la frontière et intimidation de civils		L’Équateur dénonce qu’à Zapotillo des gardes civils péruviens ont pénétré armés en uniforme et ont fait fuir tout le monde. Le Pérou dément.
1938	Mars	19	Zarumilla (Matapalo, Arenillas)	Franchissement de la frontière et intimidation		Un régiment entier et ivre de Péruviens en formation entre à Arenillas et annoncent qu’ils vont prendre de force la Isla Noblecilla, même si cela n’a pas été le cas.
1938	Mars	24	Zarumilla (Isla Matapalo)	Intimidation de cultivateurs. Des gardes civils péruviens faits prisonniers puis relâchés.		Les autorités militaires locales ont été dans le nécessité d’occuper Isla matapalo (avec des éléments du Régiment Mariscal Sucre) en prévention d’une occupation péruvienne. Les Péruviens présentent une protestation formelle. Pour ne pas attiser les tensions, la chancellerie équatorienne accède au retrait des troupes équatoriennes, ne laissant sur place que 6 colons civils. Le 24 avril, un caporal de la garde civile péruvienne vient réclamer l’île au nom des Péruviens. La chancellerie péruvienne le désavoue, et les Équatoriens retireraient les renforts arrivés. Mais les gardes civils reviennent armés, et sont capturés par les autorités équatoriennes et les colons. Les prisonniers affirment qu’ils suivent des ordres supérieurs, et sont relâchés quelques jours plus tard.
1938	Juin	20	Zarumilla (Isla Matapalo)	Occupation militaire déguisée en civils	Alors qu’on essaye dans le Napo de calmer les esprits après les incidents du 1 ^{er} juin, Carlos Concha proteste auprès du ministre Zaldumbide suit à la lettre du colonel Samaniego au préfet de Tumbes, qui semble indiquer que isla Matapalo, malgré un accord, est occupée par les militaires « en traje de civil » et par une colonie agricole.	
1938/ 1939			Zarumilla (Isla Noblecilla)	Installation	Le Pérou dénonce qu’en mai 1938 les forces équatoriennes s’installent sur Isla Noblecilla et qu’en mai 1939 ils s’installent dans la quebrada seca, puis en juillet 1939, 50 soldats équatoriens auraient essayé d’établir un poste militaire en territoire péruvien (Matapalo ou Quebrada de los Cazadores). Ces incidents donnent lieu à la mise en place d’une	

					commission mixte l'année suivante pour établir la géographie du <i>Statu Quo</i> .	
1939	Mai		Zarumilla (Isla Noblecilla)	Installation	Le chancelier péruvien proteste contre l'incursion de troupes équatoriennes du batallón andino Montecristi n°2 sur isla Noblecilla. Suivent des notes pendant plusieurs mois qui divergent sur la localisation de la isla matapalo et des lits des cours d'eau. Des intimidations diverses sur les cultivateurs de la région.	
1939	Juil.	18	Zarumilla "Incident d'Agua Verdes"	Intimidations sur les cultivateurs de tabac. Deux policiers péruviens tués	[1] La chancellerie péruvienne proteste auprès de la délégation équatorienne. Le 18 juillet, « en la mañana, fuerzas armadas ecuatorianas penetraron nuevamente en la misma zona con el propósito de talar los sembríos de Valladares, y como un sargento de nuestra Guardia civil les diera el alto, rompiendo intempestivamente sus fuegos ocasionando la muerte de los guardias civiles Roncal Saldaña y Miguel Sanabria López, y huyeron después a su propio territorio" [3] Goytisoló à Zaldumbide, le 24 juillet : "la simultaneidad de estos hechos hace suponer que se trata de un plan preconcebido o que las autoridades militares ecuatorianas proceden por su propia cuenta, sin orden o contra órdenes de la Cancillería". 4 Péruviens seraient détenus à Chacras	[2] Zaldumbide répond le 20 qu'il s'agissait de la ronde normale de policiers équatoriens et que le sergent péruvien a tiré en premier, ce qui prouve la militarisation de la zone par les Péruviens. [4] <i>La Prensa</i> (Équateur) le 21 juillet 1939, explique les tensions de Agua Verdes : « existía tensión entre los destacamentos y guardias que patrullan la frontera en Zarumilla, debido a que el sembrador Domingo Balladares había hecho recientes sembríos de tabaco en terrenos de indiscutible soberanía ecuatoriana, lo que determinó los consiguientes reclamos que culminaron el sábado último en la entrevista entre los jefes de ambos destacamentos, en el curso de la cual, el jefe de la guardia peruana, luego de reconocer el derecho que asistía a los ecuatorianos acerca de sus reclamos, ofreció la destrucción de los sembríos de Balladares. (...) Tales sembradores cuidan de no dejarse citar por los guardias e inspectores del Estanco del Ecuador, pasándose al lado peruano y burlando así las leyes ecuatorianas. La cosecha de los productos sembrados en suelo ecuatoriano la realizan, luego, entre gallos y media noche, llevando el artículo cosechado al vecino país y obteniendo ganancias de cien por cien (...) cada uno busca siempre los medios de eludir el pago de los derechos fiscales pues pasan el día en tales sembríos yendo a dormir en Zarumilla".
1939	Août	7	Zarumilla (Pocitos)	Menaces sur des civils	"el día 7 del presente, veinte soldados ecuatorianos violaron nuevamente la frontera de Zarumilla penetrando hasta la zona de Pocitos, donde recorrieron las tierras de los tabacaleros peruanos Diego Agua Cóndor y Marcos Dios y amenazaron a la mujer de éste apuntándole con un fusil"	
1939	Sept.	6	Zarumilla (Chacras-Lechugal)	3 gardes civils péruviens assassinés par des contrebandiers		Après que le chancelier péruvien a évoqué à Panama un incident qui aurait abouti à l'assassinat de trois gardes civils péruviens par des gardes civils [sic] équatoriens, à la machettes sur la rive gauche du Zarumilla, le chancelier Tobar Donoso après vérification estime que ce seraient des gardes civils péruviens qui ont tué des contrebandiers péruviens en territoire péruvien. D'ailleurs dans le cas contraire, il y aurait eu une protestation officielle

						Près de Chacras et de la garnison de Lechugal, le caporal Carillo et 2 gardes civils auraient rencontré un convoi de contrebandiers avec de multiples mules, et auraient tué un certain Cedillo. Ses fils se seraient alors vengé à coups de machettes. Après 7 jours de recherche on retrouve les corps en décomposition cachés entre des roches, dans la forêt. Par ailleurs, le Cedillo est enterré selon un motif mensonger. Devant les doutes, on déterre le cercueil et on confirme qu'il est mort d'une balle de carabine, arme utilisée par la garde civile. Le fils alors avoue son crime.
1939	Sept.	21	Zarumilla (Agua verdes, La Palma)	1 militaire équatorien tué par une patrouille de l'armée péruvienne	<p>[2] « un sargento y ocho guardias del puesto de Policía La Palma, al efectuar en ronda habitual, sorprendieron a varios soldados ecuatorianos incursionando en territorio peruano. Como al dárselo el alto, el destacamento ecuatoriano respondió haciendo fuego, nuestros guardias hubieron de repeler la agresión en la misma forma”.</p> <p>Les Équatoriens accusent les péruviens de construire une caserne à Agua Verdes, les Péruviens disent que c'est seulement un petit poste de garde civile.</p> <p>[4] Les Péruviens accusent les Équatoriens de vouloir attirer l'attention pendant la conférence de Panama</p>	<p>[1] “A las 3 y media de la tarde, se encontraban bañándose un cabo y un soldado de la guarnición ecuatoriana en un punto situado a la orilla derecha del río Zarumilla, contiguo a la población de Chacras, cuando fueron sorpresivamente atacados con una descarga de ametralladora y fusilería que hicieron varios guardias civiles peruanos. Como consecuencia de este grave atentado fallecía, dos horas más tarde, el soldado ecuatoriano”</p> <p>[3] D'après le chancelier intérimaire (Pérez?), 2 soldats se baignaient, avec une épouse et un enfant de 7 ans, ils auraient été attaqués par environ 25 gardes qui leur tirent dessus, et Jorge Angulo, qui est touché au genoux, meure d'une hémorragie quelques heures plus tard. Quand les soldats du détachement équatorien arrivent, il y a un nouvel échange de tirs. Les Péruviens affirment que ce sont les Équatoriens qui ont attaqué. En Équateur, la presse et le Parlement sont outrés devant ce qu'ils qualifient d'assassinat, estimant que « tomar un baño en compañía de una mujer y de una niña no podía calificarse de invasión ni merecía la pena de muerte ».</p>
1939	Déc.		Zarumilla (Matapalo/ Isla Noblecilla)	Imposition de travailleurs (du tabac) qui mène à une commission mixte de démarcation de la frontière <i>de facto</i> .	<p>[2] En avril 1940, le chancelier péruvien rétorque que les Équatoriens se trompent de lieu et que c'est bien péruvien</p> <p>[3] En octobre 1940, le chancelier Solf y Muro déplore la présence de troupes équatoriennes sur Isla noblecilla, et défend la repartition territoriale à partir des haciendas: “el <i>Statu Quo</i> respetado desde hace más de un siglo por nuestros respectivos Gobiernos y que el Perú hoy defiende, es el emanado de la posesión que con justo título lo han mantenido a través del tiempo los propietarios de las haciendas fronterizas colindantes, como expresión del ejercicio continuo de un derecho”. “Si tradicionalmente ha sido admitido como límite internacional el río Zarumilla en toda su extensión, es porque a la vez constituye el lindero entre las haciendas ecuatorianas “Cayancas” o “Huaquillas” y Chacras y la peruana de “Zarumilla”.”</p>	<p>[1] Dénonce que la famille Noblecilla a voulu encaisser un loyer à des travailleurs équatoriens et serait soutenue par les Péruviens que cela arrange. Propose une commission mixte.</p> <p>[4] Pas d'accord sur l'interprétation du Péruvien et sur la restriction du champ de la commission mais on a nommé trois personnes pour le travail dont Navarro</p> <p>[6] Les chancelleries des deux pays ont accordé de retirer le nouveau poste militaire de Caucho, pour laisser travailler sereinement la commission. De même, suite à des tensions a Rocafuerte sur la construction d'un chemin, des instructions sont données à Rocafuerte et Pantoja pour qu'ils trouvent un terrain d'entente et qu'ils évitent les incidents.</p>

					Il accepte néanmoins la constitution mixte sur le terrain [5] En novembre, le Pérou nomme à son tour Carlos Echeopar Herce, chef du bureau des Limites du ministère, le lieutenant-colonel d'ingénierie José del C. Marín et le lieutenant colonel Bernardo Dianderas. Ils seront à Zarumilla le 20 novembre.	
1940	Fév.	29	Macara (Zapotillo)	Opération de police en territoire étranger		Le lieutenant Gouverneur de la Solenta serait entré jusqu'à la Paroisse de Zapotillo pour arrêter et emmener au Pérou un Équatorien. Ce dernier est accusé d'avoir enlevé une jeune fille. Tobar demande à Quevedo de protester à Lima contre cette opération de police péruvienne en territoire équatorien.
1940	Mai	13	Huancabamba (montagne/piémont)	Menaces (d'un curé) sur les cultivateurs de tabac		D'après le consul de l'Équateur à Paita, Naranjo, qui a mené une petite recherche en invitant à manger le capitaine chef de la Police locale, « Hace diez días, la Policía de Piura y el Comandante Militar de la Primera División, recibieron noticias que un Cura de apellido Betancourt había irrumpido en un punto que se nombra Río Blanco-Chuquito, en el sector de Huancabamba, en terrenos de moradores peruanos, según afirman las autoridades peruanas de Piura, el dicho Cura ejecutó su acción acompañado de ecuatorianos y de soldados ecuatorianos armados – es la versión de la Policía de Piura – que impusieron a los peruanos la obligación de desocupar los terrenos tenidos, o en su defecto de pagar una cuota mensual de diez soles o algo parecido.” En réponse, les Péruviens auraient envoyé des topographes militaires pour lever les plans du secteur, et capturer le curé, dont on méconnaît au départ la nationalité. Il s'avère que c'est le curé de la paroisse de Zumba qui aurait mené l'action avec ses fidèles, et aurait détruit les plantations de trois agriculteurs péruviens. Ces mêmes fidèles seraient depuis en froid avec leur curé. La chancellerie de Quito demande à l'évêque de Loja de le sanctionner et croit savoir que le Pérou va créer une position militaire à cet endroit en rétorsion.
1940	Juil.	2	Zarumilla (Casitas)	Coups de feu échangés entre patrouilles sur un chemin partagé	[1] Solf y Muro Proteste contre l'établissement de forces équatoriennes à Casitas sur le Zarumilla, et qui auraient utilisé un chemin péruvien, ce qui aurait occasionné un affrontement avec des forces péruviennes le 2 juillet avec coups de feu	[2] Un accord existait auparavant pour que les Équatoriens utilisent le chemin péruvien, accord qui est abruptement annulé par les Péruviens. Ce sont les Péruviens qui en installant un poste à Corral Viejo ont violé le <i>Statu Quo</i> .

1940	Aout	13	Zarumilla (río Bolsico/ Huaquillas)	Déviation d'un cours d'eau par les autorités péruviennes privant les civils équatoriens d'eau	[2] Le ministère du développement (<i>fomento</i>) a ordonné les travaux de détournement, du Bolsico vers le Piedritas, ce qui prive 5000 équatoriens d'eau. Devant les protestations officielles équatoriennes et l'agitation militaire dans le village de Huaquillas, l'armée demande instamment au ministère de Fomento de défaire la déviation pour ne pas passer pour des agresseurs, ce qui semble être accepté. Le ministère se justifie en affirmant que les ingénieurs avaient effectué cette déviation sans autorisation. Toutefois, le retour de l'eau semble très lent.	[1] Le plénipotentiaire de l'Équateur proteste contre la déviation du cours d'eau à Bolsico qui priverait toute la région d'eau.
1940	Nov.		Zarumilla (Palo Negro)	Exigence de Désoccupation de position militaire (Meseta del Caucho, ou Cerro Caucho)	[1] Le chancelier du Pérou affirme que les Forces équatoriennes auraient occupé Palo Negro avec 25 hommes, et que l'installation des gardes civils en face en est une conséquence. Il exige le retrait et dit que cela complique le travail de la commission mixte. [4] D'après des informations péruviennes, les Équatoriens ne se sont retirés ni de cerro caucho ni de palo negro 14 jours après que le ministre de la Defense équatorien a transmis l'ordre de se retirer « Justificada extrañeza ha producido a mi Gobierno la forma arbitraria como proceden las fuerzas ecuatorianas de la frontera cuyas actitudes se apartan de los amistosos propósitos de ambas Cancillerías y de las órdenes que les imparte el Gobierno de Quito”.	[2] Le commandant lieutenant Castro a envoyé un ultimatum a la garnison équatorienne de Meseta del Caucho. Les autorités militaires et diplomatiques lui intimant, à lui et tous les chefs sur la frontière, de ne pas prendre d'attitude agressive [3] Goytisoló transmet la réplique de Tobar qui affirme que la chancellerie équatorienne a demandé le retrait le 15 du poste de Palo negro, et demande le retrait du poste péruvien en face. Se plaint aussi de l'arrestation et expulsion militaire de Luis Vadillo, équatorien établi à Tumbes depuis 17 ans.
1940	Déc		Zarumilla (Arenillas)	Survol d'avions		La chancellerie équatorienne présente des protestations pour plusieurs vols d'avions au-dessus d'Arenillas ou des secteurs de Guayaquil. Parfois, des tirs de mitraillettes sont effectués sur ces avions.
1940	Déc.		Río Canchis (piémont)	Fermeture de la frontière et intimidations		Le consul de Paita informe que l'évêque de Loja de passage dans la région avec sa suite a été malmené par toutes les autorités péruviennes et souvent encadré par des hommes armés. La frontière sur le río Canchis est complètement fermée, ce qui nuit aux habitants équatoriens qui n'ont de commerce que celui avec le Pérou. Ils ne peuvent plus écouler leur café et un notable local aurait ordonné aux gardes civils de détruire leurs radeaux qui servaient à traverser. Il y aurait aussi des créations de postes militaires dans cette zone.
1941	Jan.		Zarumilla (Culebra)	Incursion. 3 carabiniers équatoriens capturés		3 prisonniers équatoriens auraient été faits à Palonegro (ou Alto matapalo selon les Équatoriens) et ce seraient des militaires du bataillon Montecristi (selon les Péruviens) et des carabiniers (selon les Équatoriens) Finalement, ce sont bien des carabineros qui exploraient la zone de Culebra, sans l'avis de la chancellerie.

1941	Jan.	3	Zarumilla (Corral Viejo)	Survol. Échanges de tirs nocturnes entre garnisons. Plusieurs morts.	Un avion péruvien est pris pour cible par les Équatoriens. Puis « combate fue a las dos y media de la mañana iniciando por un destacamento peruano que llegó Corral Viejo a la una de la mañana, parece que en completo estado de embriaguez y después de insultos y mueras Ecuador iniciaron sin más ni más un fuerte tiroteo que fue contestado con medida por la tropa ecuatoriana, según dice el parte de Teniente Vaca. Las tropas de uno y otro lado se encontraron al amanecer desplegadas en actitud de espera”. Les militaires équatoriens veulent réoccuper Meseta del Caucho en rétorsion. Les Péruviens qui semblent reconnaître les tords de leurs soldats ivres, libèrent les trois prisonniers de Culebra et retirent leur détachement. Il y aurait 2 morts chez les Péruviens (d’autres rapports parlent de 6 morts péruviens)/
1941	Jan.	23	Zarumilla (Arenillas)	Survol d’avion à la nationalité ambiguë	Un avion de la Sedta survole les zones litigieuses avec les couleurs de l’Équateur mais une immatriculation péruvienne. Plusieurs acteurs estiment que les Nazis souhaitent ainsi aviver la controverse. Une amende est appliquée à la compagnie aérienne.
1940-41			Zarumilla	Escalade d’installation de postes militaires	Dans son mémoire de ministre, le chancelier Solf y Muro décrit une escalade d’installation de postes militaires (« creación de puestos fronterizos ») péruviens et équatoriens, installés les uns en face des autres : El Caucho en face de Casitas, El Corral, las Cochas, et pour l’Équateur La Peñita, Afiladeros et La Bomba, puis de nouveau les Péruviens avec La Unión. La commission mixte du Zarumilla échoue parce que l’Équateur ne veut pas désoccuper le poste de La Bomba en installe d’autres. C’est une condition sine qua non pour le Pérou que cette désoccupation pour reprendre les travaux de la commission. Le ministre de l’Équateur propose une zone démilitarisée depuis Matapalo jusqu’au río Tumbes, mais le gouvernement équatorien y met trop de conditions.
1941	Juin	22	Zarumilla (Archipel de Jámbeli)	Navigation. Échange de tirs	Une embarcation militaire péruvienne tire sur celle du Commandant du bataillon Cayambe. Celui-ci fait alors venir de Guayaquil une autre embarcation (un aviso) équipé d’un canon anti-aérien.

Citations originales

Les citations sont classées avec le numéro de page associé par ordre d'apparition dans le corps de la démonstration. Les graphies originelles ont été conservées, sauf exception involontaire. La mise en forme semi-automatique a pu modifier certains éléments, comme la présence de guillemets dans la citation ou certains italiques, qui apparaissent alors dans la citation traduite mais plus dans la citation originale.

Page 57 Es y será amazónico

Page 58 Neutralidad activa

Page 59 Es tan grande el resentimiento con Colombia y la convicción que tienen del poder militar del Perú, que por primera vez. Desde hace un siglo puede hablarse así de un grupo peruanófilo que se inclina más al Perú que Colombia

Page 60 reserva territorial para el desarrollo futuro de la nación

Page 62 Me temo que todas esas informaciones sobre movimiento de tropas peruanas y de posible avance de los colombianos en las proximidades de nuestra frontera provisional con el Ecuador en el Napo, inquietan aquí el espíritu público y lo preparan para recibir como cierta cualquiera noticia de choque entre nuestras guarniciones y las del Ecuador, que gentes interesadas puedan lanzar en algún momento. Por eso es muy conveniente que los jefes de nuestras guarniciones en la frontera ecuatoriana tenga la más estrictas órdenes de proceder con discreción y de evitar todo motivo de rozamiento

Page 63 No se ocultará a la penetración de Vuestra Excelencia la inutilidad de continuar las negociaciones en Lima, en donde, desde el 18 de Octubre de 1933; después de mil esfuerzos, apenas conseguimos reunirnos tres veces con los negociadores de la otra parte para ver de [?]var a término una discusión que ha durado más de ciento siete años

Page 64 he pertenecido a la cámara del Senado desde hace muchos años, soy aficionado de los estudios geográficos y puedo asegurar que estoy saturado del problema limítrofe con el Ecuador; [...] según él es la cordillera de los Andes la que separa al Ecuador del Perú.

Page 64 es un temperamento frío, parco en el hablar y sumamente reservado

Page 64 El Doctor de la Riva Agüero, hombre inteligente pero violento

Page 64 es un hombre joven, franco, de mucha autoridad y que se complace en hacer las cosas por sí mismo, [...] me manifestó que desconocía el problema con el Ecuador, que deseaba terminar cuanto antes el conflicto planteado con Colombia que por esos instantes le embargaba toda su atención.

Page 65 Y debe ser materia de estudio y preocupación inmediatas la urgencia de colocar al Perú en una situación más favorable en cuanto a la posesión del Oriente, antes de iniciar cualquiera otra discusión con el Ecuador

Page 67 Respetado porque respetable

Page 67 El Perú y Ecuador mantendrán el statu quo de sus actuales posiciones territoriales hasta el término de las negociaciones en Washington y del proceso arbitral, sin que ello implique reconocimiento por una de las partes del derecho de la otra a los territorios actualmente poseídos

Page 70 el servicio de un americanismo genuino reclama la mayor solidaridad del continente ; pero faltaríamos, sin duda a la respetabilidad de los pueblos que conocen sus destinos si nos ocultáramos las

dificultades acumuladas para ello por la naturaleza y por la historia, y si no afirmáramos, como una garantía de nuestra sinceridad, que una concordia verdadera, en todas las situaciones de conflicto internacional, sólo puede tener realidad presente y seguridad futura a base de respetar la obra de la vida, de la que es una resultante el derecho

Page 74 intento de establecer guarniciones o pretendidos puestos de colonización, destinados a disimular una ocupación militar, era preciso poner término a esta política arbitraria y afirmar, al propio tiempo, la legitimidad de la presencia de nuestras guarniciones avanzadas y de nuestros colonos en los mismos ríos. Se deslindaría así claramente la responsabilidad que pudiera derivarse de choques [...]

Page 75 El statu-quo a que se refiere el artículo citado es de tal manera favorable al Perú, en relación con su posesión anterior, que ha tenido evidente importancia para nuestro diferendo con el Ecuador darle valor jurídico como reconocimiento de la posesión. Aún en el caso eventual de que no tenga éxito la Conferencia de Washington, que debe instalarse el 30 del presente, es presumible que el statu-quo del 6 de julio tenga una permanencia indefinida porque el Ecuador no tiene capacidad para modificarlo en su favor y porque el resultado menor de una situación de fracaso diplomático sería la confirmación de dicho statu-quo

Page 75 me corresponde declarar que la política del Perú, si bien ha sido firme en defensa de nuestra legítima posesión, se ha caracterizado en todo instante por un espíritu de acentuada moderación y amistad. Cada vez que soldados del Ejército ecuatoriano incursionaron en territorio de nuestra actual jurisdicción, las guarniciones peruanas se limitaron a detener a los infractores del statu-quo, y a devolverlos después, rodeados de toda suerte de consideraciones y garantías, a la región militar de su procedencia. Y si en contados casos hubo que deplorar algún choque armado entre individuos pertenecientes a los destacamentos de uno y otro país, ello se debió también a violaciones ecuatorianas del statu-quo, y en manera alguna a propósitos de agresión o violencia de nuestra parte

Page 76 no puede mi Gobierno dejar de observar como inaceptable la interpretación que parece prevalecer en la Cancillería peruana, en la tendencia de dar una latitud mayor que la que comportan a las jurisdicciones de hecho de las actuales posiciones. Se viene, en efecto, advirtiendo que éstas pretenden, en una forma u otra, extender su radio de acción hasta inmediaciones de las posiciones ecuatorianas. Mi Gobierno se atiene al recto sentido de todo statu-quo ante, que impone la obligación de dejar las cosas como y donde estuvieron, y no únicamente la de no traspasar la línea de posiciones contrarias. No innovar, y menos avanzar, es condición esencial de respeto a toda convención de statu-quo

Page 76 el ministerio de Relaciones exteriores, anteriormente a la suscripción del Acta de 6 de Julio de 1936, debía anticipar a la Dirección de Oriente lo que se iba a convenir en Lima, a fin de que las posiciones ecuatorianas adelantaran lo que más les hubiera sido posible, con el objeto de extender el territorio que debía estar bajo la soberanía ecuatoriana; y, antes bien, se ordenó que retrocedieran, lo que dió origen a estrechar las zonas de dominio ecuatoriano, lo cual facilitó la expansión exagerada del Perú, que así cumplía, seguramente, los fines y ordenes emanadas del Gobierno peruano. [...] Jamás he dudado del ilustrado criterio y del noble y elevado patriotismo de nuestros diplomáticos, pero, desgraciadamente, los hechos concretos nos están demostrando claramente que, en más de un siglo, a pesar de todos los esfuerzos desarrollados y de todas los triunfos obtenidos en el campo del derecho, la intervención diplomática no ha dado resultados efectivos y reales

Page 77 en ellos no se fijó nunca la línea geográfica de frontera que debía ser respetada. La indeterminación de la línea del statu quo daba origen a una distinta interpretación para cada uno de los interesados, sin que el acuerdo sobre la posesión que a cada uno correspondía llegara a producirse, sino mediante situaciones de fuerza

Page 78 discrepancia con el criterio que dominó

Page 79 conocimientos jurídicos y diplomáticos / la más delicada de sus gestiones internacionales

Page 79 Siendo perfectamente conocidas las tesis fundamentales opuestas, es improcedente, en una negociación directa y transaccional, todo debate histórico-jurídico, sostenido ya en las defensas,

especialmente en los alegatos y memorias presentados por las Partes a la consideración del Real Arbitro Español, cuando la finalidad de la primera etapa de la negociación es encontrar transaccionalmente la línea completa de frontera y, si esto no se alcanzare, determinar las zonas que se reconozcan recíprocamente las Partes y la que habrá de someterse a la decisión arbitral del Excelentísimo Señor Presidente de los Estados Unidos de América

Page 79 Si la contraréplica del Ecuador toma una extensión que la Delegación ecuatoriana no hubiera deseado, no se debe a propósito deliberado de quienes precisamente han tratado de evitar este género de exposiciones, sean cortas o extensas

Page 80 procurar llegar a un acuerdo por medio de conversaciones entre los Jefes de Estado

Page 81 En el estudio de la cuestión limítrofe con el Ecuador, especialmente, la colaboración asidua y fecunda de la Comisión, fue para la Cancillería de inapreciable valor

Page 82 afectados por la acción del tiempo y del clima, yacían desparramados por los diversos compartimientos de la Casa de Torre Tagle.

Page 86 Este Protocolo que está destinado a resolver, dentro del más amistoso y fraternal espíritu, nuestras diferencias de límites, es la primera piedra para la ejecución definitiva de la gran obra de solidaridad internacional. Después de los acuerdos directos y de las mutuas transacciones, la última palabra va a ser pronunciada por el poder más formidable de la tierra, por la Nación que por su fortaleza y por su justicia, lejos de ser una amenaza, es el bastión de la integridad de nuestros derechos / No era posible, no era racional, que dos pueblos unidos por la raza y por la historia, por la contigüidad geográfica y por los anhelos y esperanzas del porvenir, continuarán manteniendo una querrela tan dañosa como estéril

Page 86 Esta decisión de estas dos grandes Repúblicas de apurar la solución pacífica de esta interminable controversia será mirada como un motivo de aliento y gratitud por todos los amantes de la paz en el Continente americano. Influirá mucho para asegurar el éxito de las deliberaciones de las veintiún Republicas americanas en la cercana Conferencia Inter-Americana de paz

Page 87 Estados Unidos desea, por idealismo y por obvias consideraciones de orden utilitario, que los litigios internacionales pendientes en América sean liquidados pacíficamente. Desea además ser el factor preponderante en esta liquidación, porque considera que su desinterés y su alta influencia moral en el Continente lo designan para esa misión [...] En el anglo sajón predomina en sentimiento de la rectitud, lo que Madariaga llama en inglés "fair play", mientras el francés, digamos, obedece ciegamente a los dictámenes de la lógica, "le droit", y los aplica sin vacilar, aunque eche abajo medio mundo.

Page 87 La seriedad de los Estados Unidos como árbitro inspiraba plena confianza.

Page 87 ignorancia sumaria que caracterizan a los norteamericanos cuando no se trata de su especialidad

Page 87 el pensamiento del Gobierno respecto del árbitro es hacer todo lo posible para eliminar la persona del Presidente de los Estados Unidos [apoyándose en] la incompatibilidad entre un arbitraje juris y el concepto eminentemente político que representa un Jefe de Estado

Page 88 el ambiente de desconfianza que sin duda existe en nuestro país respecto de su intervención eventual en el problema Perú-ecuatoriano y que tiene su principal origen en la perdurable impresión que ha dejado la forma como el mismo Gobierno intervino en el conflicto Perú-Chileno

Page 88 nuestro país está hoy lejos de la política de subordinación a los Estados Unidos que caracterizó aquel período de nuestra historia diplomática

Page 90 El Perú, que con motivo de sus diferencias con Colombia, tuvo oportunidad de revelar al mundo su espíritu sinceramente americanista, y que desde la iniciación de la guerra entre Bolivia y el Paraguay aportó a ten todo instante su leal y resuelto concurso para ponerle término, acoge con la mayor simpatía la generosa sugerencia.

Page 91 no cederá ni una pulgada de terreno en las orillas del Marañón y Amazonas

Page 91 desconocer la ocupación o adquisición, de territorios por la fuerza de las armas, o sin los requisitos que prescribe el Derecho de Gentes ; y negar todo valor jurídico a la invasión, la anexión y la conquista

Page 91 El Perú que se ha enorgullecido como líder continental del arbitraje, no podría, en el mismo año y en las vísperas de la octava Conferencia Panamericana de Lima, rechazar el arbitraje de derecho del Presidente de los Estados Unidos de América que le propone el Ecuador

Page 95 dentro del marco, de los principios del derecho americano y dentro de un espíritu de fraternal comprensión

Page 96 Para Porras. Es preciso que se constituya inmediatamente en Ginebra, a fin de percibir y controlar las actividades ecuatorianas en la Liga de las Naciones, dando cuenta cablegráficamente, pues tememos una sorpresa allá

Page 96 cuya intervención e influencia en los asuntos latino-americanos es conocida del ministerio

Page 96 en determinados elementos de la Liga, principalmente entre los latino-americanos, existe la intención de hacer intervenir a esa institución en los problemas de Hispano-América, en los que su influencia puede ser más fructuosa, para compensar sus últimos fracasos europeos.

Page 96 distinguido diplomático y antiguo amigo

Page 97 un mejor conocimiento de la región

Page 97 sostenemos que la vida ha consolidado nuestro dominio, que hemos penetrado, explotado e civilizado la hoya amazónica. Sería verdaderamente grotesca la posición de confesar que necesitamos que otros vengan a hacernos conocer lo que debía ser tan conocido que no podemos admitir que se toque en ella porque sería atentar contra la unidad indestructible de nuestra existencia

Page 97 me pareciera la solución menos mala, porque aplazaría la negociación hasta el fin de ese estudio y, probablemente, hasta las calendas griegas

Page 98 porque este era un ideal y una mística en su país

Page 100 doctor Concha, le manifestó que este respecto que el acuerdo a que se había llegado en Buenos Aires había sido propiamente directo entre los Gobiernos de Bolivia y el Paraguay

Page 100 El caso colombiano, que el Ecuador quisiera ver como precedente favorable a su causa, es, por el contrario antecedente que obliga al Perú a un redoblado esfuerzo de previsión, pues, una errónea solución del caso ecuatoriano tendría, por evidentes razones geográficas, económicas, políticas y militares, repercusiones mucho más transcendentales que las que derivaron del caso colombiano

Page 104 desde el primer momento, [se trata de atraer] la atención del Gobierno de los Estados Unidos y de los Representantes de todas las Naciones. [...] Conviene dar la impresión, al mundo entero, de nuestra buena voluntad. [...] Hay que preparar el terreno para el Arbitraje no sólo acopiando títulos, documentos, argumentaciones, sino también creando, diremos así, intereses, convicciones morales, simpatías, muchas veces más fuertes que todos los alegatos. [...] Interesar a los principales voceros de la prensa en el litigio y de manera especial en los puntos de vista ecuatorianos, deberá ser uno de los propósitos de nuestra Delegación

Page 104 lo han recibido el Señor Agustín Edwards, de Chile; el Doctor José Santiago Rodríguez de Venezuela; el Señor Prado, de Chile; el Doctor Pacífico Otero, de Argentina, el Doctor Rodríguez Castro, de Uruguay; el Señor Salterain, de Uruguay; el Señor Muñoz Reyes, de Bolivia.

Page 104 en manos del Sr. Presidente de la República, del Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, de los altos funcionarios de la Cancillería; lo he hecho llegar a la Comisión Asesora de la Cancillería y a cada uno de sus miembros, a la Academia de Historia, Facultades Universitarias y sociedades culturales; a los voceros de la prensa de Bogotá y los principales de los departamentos, y en fin a los destacados hombres públicos e

internacionalistas de este país. He conseguido, además que los representantes diplomáticos en esta ciudad de la Gran Bretaña, México, Bolivia, Holanda, Suecia, Venezuela y Chile remitan y recomienden a sus respectivas Cancillerías con notas explicativas.

Page 109 imposibilidad nacional y política de todo gobierno llevar a Cabo arbitraje Tumbes, Jaén, Iquitos sin revolución parlamentaria y caída popular

Page 109 Al regreso [de las agencias noticiosas] me vine en auto y un negro chauffer me dijo “Vea Ud. lo que hacen esos monos desgraciados, quieren agarrarse todo el Oriente. No hay sino la guerra”

Page 111 el Atlas ha sido concebido con un magnifico plan : Demostrar gráficamente y con el apoyo de citas documentales, el origen y el desenvolvimiento de la nacionalidad ecuatoriana. Esta, que pudiéramos llamar la tesis esencial de la obra, se complementa con la defensa de los derechos territoriales del Ecuador, mediante la expresión gráfica y documentada, de las diversas vicisitudes por las que ha atravesado la nación ecuatoriana

Page 112 mutilado

Page 115 los diferendos limítrofes se solucionarán en el gabinete sin más trabajo material que ir hacia las fronteras para conocer sus posesiones geográficas sobre el terreno, sin necesidad de perder tiempo y dinero en hacer trabajos especiales.

Page 116 para los [problemas] de fronteras las investigaciones histórico-geográficas adquieren el mayor relieve

Page 116 manifiesto a Ud. Que no es posible indicar los límites sur del Estado toda vez que se hallan en disputa y que si bien debemos mantener en nuestras cartas geográficas aquellos a que tenemos derecho, se dificultará la localización de trabajos estadísticos en aquellos lugares los cuales, siendo ecuatorianos por derecho, se hallan bajo posesión peruana

Page 122 La aceptación del Ecuador al arbitraje jurídico solo puede explicarse por las razones siguientes: [...] 3.El descubrimiento de algún documento equívoco o contradictorio de los últimos días coloniales, sobre todo, de la época posterior al triunfo de Abascal sobre la revolución de Quito, del cual se desprenda alguna consecuencia desfavorable para nosotros sobre la plena eficacia y cumplimiento de la cédula de 1802. No cabe descartar esta sospecha por la falta de una prueba efectiva, pues bastan a fundarla los muchos indicios claros: la empeñosa continuación de la labor investigadora del Ecuador y la frase del señor Zaldumbide sobre el Ecuador se halla ahora dispuesto a librar la batalla de las cédulas.

Page 123 un poco precipitado

Page 123 para no deslumbrarse uno mismo con sus propios argumentos y para no tener un exceso de confianza en sus afirmaciones, es necesario que el Archivo de Límites siga en su investigación y que no se conforme con lo ya investigado en este asunto

Page 124 en el Archivo de este Ministerio es bien poco lo que existe como comunicaciones de Madrid en aquellas dos épocas

Page 124 últimas investigaciones nos llevan a concluir con que existen Cédulas y órdenes reales, en la Colonia, que hacen mucha luz y clarifican el derecho ecuatoriano, pero [quizás] menos interesadas han escudriñado en los archivos de Indias en Sevilla, y hecho desaparecer importantes documentos

Page 125 Un proyecto de instrucciones [para la delegación en Washington], a más del conocimiento histórico y jurídico de la controversia limítrofe entre Ecuador y Perú, demanda esencialmente el conocimiento real y efectivo de nuestra situación actual en el Oriente. No ha sido posible hasta hoy – y de esto hay que lamentarse – conocer a ciencia cierta que es lo que realmente tenemos en la zona Oriental [...] El señor Geógrafo de la Comisión Técnica, en la sesión de ayer, expresó terminantemente que no podía precisar ni la realidad de las posiciones ecuatorianas, ni el alcance efectivo de la ocupación peruana en el Oriente [...] los mismos datos suministrados por el ejército, se encontraban en disconformidad con los obtenidos de la Dirección de Oriente [...] la comisión juzga que si bien es posible discernir sobre el derecho pura, en atención a los títulos invocados por el Ecuador, es, en cambio indispensable, conocer los hechos

Page 126 Todas las desinteligencias habidas, tanto entre nuestra Cancillería y la del Perú, como entre el Estado Mayor General y el suscrito, provienen de la falta de una carta topográfica que señale con exactitud la configuración del suelo y, sobre todo, que unifique los nombres empleados en el Ecuador y el Perú al referirse a cada punto o lugar del territorio en disputa

Page 126 el peligro de las cartas ecuatorianas [...] peligro porque son falsos, porque no representan con exactitud al terreno, porque cada carta es apenas un simple calco de alguna originaria que fue a su vez confeccionada grosso modo, sin ningún estudio geodésico, ni topográfica de la región

Page 126 no había una sola carta geográfica del Oriente a la que pudiera calificarse siquiera de regular

Page 126 no es de extrañar que en esta región no haya uniformidad – no en la nomenclatura geográfica precisamente- sino sobre los nombres con que se designan a los diversos accidentes físico-geográficos, pues sabido es que en ella existen zonas enormes completamente inexploradas; otras muy superficialmente conocidas y estudiadas. Los nombres son proporcionados por los autóctonos o moradores semicivilizados y, a veces, caprichosamente impuestos por el explorador sin corresponder a aquel con el cual es conocido en la región. [...] para evitar las confusiones de cambios de nombres, he oficiado al coronel Comandante de la Va División, ordenándole que, cada vez que se efectúe un reconocimiento o haya un cambio de emplazamiento de una guarnición, autorizado por este Despacho, eleve informe detallado, adjuntando cróquis, con el fin de comunicarlo inmediatamente a la Cancillería.

Page 128 Esto es el caso en lo relacionado con el río Zancudo, Caño o río Lagarto Cocha, pues mientras no ha sido recorrido por personal mas o menos competente, se ha tenido la idea de que se trataba de una quebrada mas o menos caudalosa a la cual afluía un caño de desagüe de una laguna llamado Lagarto Cocha; y así aparece en las cartas más antiguas tanto nacionales como ecuatorianas y de otros países vecinos. Con el establecimiento de las guarniciones de Cabo Pantoja sobre el Napo y de Gueppí sobre el Putumayo, primero; la apertura de la trocha que los unió de la guarnición de El Infante, después, principio a descorrerse el velo y a medida que las posibilidades lo permitían se han ido profundizando reconocimientos que demostraron que no se trataba de un simple caño y de una laguna sino de un sistema de lagunas que se vacían por caños independientes a uno común que es general e impropriamente hasta ahora conocido como caño Lagarto Cocha que dá origen al río Zancudo. Ahora bien, cuales son los nombres que corresponden a estas aún no definitivamente determinado número de lagunas? Es punto no resuelto, pues cada explorador les afecta diferentes nombres según, ya se h dicho, los llamen los naturales o cree él es el que le corresponde, según anteriores reconocimientos. Estas circunstancias han determinado la ligera confusión que cree notarse en las comunicaciones del comandante de la Guarnición ecuatoriana de Cabo Pantoja.

Page 128 se llega a la conclusión de que la laguna de Huiririma Cocha llamada por nosotros, es la misma laguna Arurima cocha según la denominan los peruanos

Page 135 El repetido producirse de estos incidentes entre guarniciones fronterizas, así como la necesidad de evitar el sistemático avance del Perú en los territorios disputados, hacen necesario el establecimiento de una línea definida y precisa, o, por lo menos, de puntos igualmente precisos que definan con verdad aquello que ambos países deben considerar como estado del statu quo que se obligaron a mantener y respetar en el Acta de Lima del 6 de julio de 1936

Page 136 una declaración de solidaridad para el mantenimiento, por la ... del statu quo territorial en América; la designación de un grupo de países que, sin necesidad de ser solicitado por la Partes, se ocupen de buscar la solución más justa de los problemas de límites todavía existentes y se obliguen a informar de sus gestiones a la próxima Reunión de Cancilleres, podrían ser muy eficaces medios para conseguir la verdadera unión panamericana y para que el Ecuador vea, en tiempo más o menos cercano, desaparecer el gran problema de su frontera indeterminada. / Aparte de esto, cuanto se haga por robusteces las doctrinas de respeto al derecho, de proscripción de la fuerza en las relaciones internacionales, de absoluto desconocimiento de las adquisiciones de territorios por la violencia o imposición de cualquier género, todo esto, decimos, contribuirá a garantizar la integridad del Ecuador, constantemente amenazada

Page 137 Hoy existe en América, por reacción ante los sucesos de Europa, una tendencia latente de lograr la más estrecha vinculación entre los países del Continente, eliminar las causas posibles de conflicto bélicos y de intranquilidad entre los pueblos americanos y evitar que se perpetúe, con amenaza de la paz, las graves cuestiones pendientes. / El Perú, de acuerdo con sus intereses, ha seguido una orientación política negativa, de rechazo continuo a toda intervención. Esa política ha tenido hasta ahora buen éxito. Pero la realidad internacional y el sentimiento americano han variado tanto que ya se hace difícil el mantenimiento de la misma orientación. / Seguir negándonos a todo avenimiento compromete nuestro prestigio y seriedad internacionales, pero de ninguna manera hemos de aceptar una presión motivada por una actitud del Ecuador, su Gobierno y su pueblo, destinada artificiosamente a ponerse en la situación que hemos eludido antes.

Page 138 no creo que podamos seguir indefinidamente nuestra política negativa, porque la realidad internacional, la insistente campaña periodística ecuatoriana y los sentimientos que hoy imperan en América, hacen difícil mantener la misma orientación, sin correr el riesgo de ser empujados en un próximo porvenir a algún arreglo inconveniente

Page 141 Tenemos muy fresco el ejemplo de Francia para poder comprometernos en una guerra moderna SIN CONTAR CON LOS ELEMENTOS MODERNOS DE COMBATE (en gras dans le texte). No podemos como Francia, comprometer una guerra sin saber los recursos con que contamos y aquellos con que cuenta el enemigo. Este fue el gran error de aquella nación a la que nos acostumbramos a tenerla como invencible y que en 15 días cayó destrozada ante el ataque de los ejércitos alemanes. Así, Francia, la Nación de historia más gloriosa, se convirtió en ludibrio de la humanidad, no por haber fracasado en su empresa guerrera, no por haber sido derrotada, sino por haber comprometido una acción bélica sin tener los elementos suficientes para presentar una campaña decorosa y digna. Lo mismo no puede suceder a nosotros. Yo creo que lo patriótico es aprovechar el arma dada por el Congreso al aprobar el proyecto de empréstito a los Estados Unidos. Vamos a armarnos y cuando estemos fuertes... entonces la palabra del Canciller de la República tendrá el poder de la palabra del hombre que defiende el derecho y que tiene el respaldo de la fuerza.

Page 144 solución arbitral / en una atmosfera de mutua comprensión y cordialidad

Page 144 labor singularmente benéfica y cristiana

Page 144 no dejará de refluir en la consolidación creciente de los intereses religiosos nacionales

Page 145 No debe olvidar usted la conveniencia de recordad delicadamente la diferencia profunda que existe entre la situación religiosa del Ecuador y la del Perú, y afianzarse en ella para fomentar la benevolencia del Pontífice en nuestro favor. En efecto, mientras los asuntos religiosos ecuatorianos se mueven ahora en un campo de libertad, cada vez mayor, en el Perú subsiste el viejo criterio regalista, que ata las manos de la Iglesia e impide el ineficaz fomento de los intereses espirituales de la Sociedad

Page 145 encarna en América los ideales del nazismo y, especialmente, el culto de la fuerza y la proscripción de los métodos pacíficos y jurídicos / el espíritu ultranacionalista del Presidente Prado, espíritu que por lo mismo que es artificioso, ira desapareciendo, desde luego, a medida que el nuevo Jefe de la Nación peruana inspire mayor confianza a su pueblo y se sienta más seguro en su puesto

Page 145 flagrante desviación de las ideas católicas

Page 147 It is by no means impossible that agents of non-American powers may have some responsibility for the present recrudescence of the controversy

Page 153 En toda América se ha admirado la forma eficaz y pacífica en la que el Brasil ha terminado sus numerosas controversias de fronteras y límites, con todos sus países vecinos

Page 154 Usted puede hacer mucho en este asunto, Señor Ministro, a mí no me ha ido bien

Page 155 hemos estado estudiando en Itamaraty con mucho detenimiento la cuestión geográfica de la controversia

Page 156 no disimuló el disgusto que esta resolución le producía

Page 156 As águas do Amazonas são continentais. Antes de chegarem ao oceano, arrastam no seu leito degelos dos Andes, águas quentes da planície central e correntes encachoeiradas das serranias do Norte. É, portanto, um rio tipicamente americano, pela extensão da sua bacia hidrográfica e pela origem das suas nascentes e caudatários, provindos de várias nações vizinhas. E, assim, obedecendo ao seu próprio signo de confraternização, aqui poderemos reunir essas nações irmãs para deliberar e assentar as bases de um convênio em que se ajustem os interesses comuns e se mostre, mais uma vez como dignificante exemplo, o espírito de solidariedade que preside as relações dos povos americanos, sempre prontos à cooperação e ao entendimento pacífico.

Las aguas del Amazonas son continentales. Antes de llegar al océano, arrastran en su lecho los deshielos de los Andes, aguas cálidas de la llanura central y cascadas de las serranías del norte. Es por lo tanto, un típico río americano, por la extensión de su cuenca hidrográfica y por el origen de sus manantiales y sus tributarios, provenientes de varias naciones vecinas. Y, así, obedeciendo la señal de confraternización, aquí nos encontramos con estas naciones hermanas para deliberar y sentar las bases de un acuerdo en el que se adapten a los intereses comunes y muestren, una vez más como ejemplo digno, el espíritu de solidaridad que preside las relaciones de los pueblos americanos, siempre dispuestos a la cooperación y el entendimiento pacífico

Page 158 Como en el Amazonas no existen las emulaciones o los intereses de grandes Estados que quieran ayudar al desarrollo de otros, en verdad sólo quedan, como posible y peligroso tema para una conferencia especial, las aspiraciones definidas pero irrealizables del Ecuador a abrirse camino territorial hasta las riberas del gran río o de su causante el Marañón, mediante el concurso de otros Estados que mediarán para favorecer una solución de esa clase a su diferencia con el Perú

Page 159 la conferencia tendrá como objetivos principales la coordinación de los transportes a través del inmenso valle amazónico, medidas aduaneras, problemas de saneamiento y cultivo del caucho

Page 159 en el momento oportuno contemplarían los verdaderos problemas que se trataría de solucionar

Page 161 influenciado por el Departamento de Estado de Norteamérica, y muy inclinado a buscar soluciones espectaculares, mas preocupado de su prestigio personal que de llegar a una solución real del problema

Page 163 Ecuador es el mejor amigo de Chile en el Pacífico y Perú es su enemigo permanente

Page 165 con Bolivia no es conveniente contar, porque las influencias peruanas podrían hacer desviar una corriente internacional a nuestro favor, el rato menos pensado

Page 174 This Government is confronted with an increasingly embarrassing situation resulting from the continuing efforts on the part of both Peru and Ecuador to purchase airplanes, armaments and ammunition in the United States. It has seemed to the Department that at a time when hostilities had regrettably broken out between Peru and Ecuador, although these hostilities have at least been suspended, but with no prospect in sight for any prompt pacific solution of this dispute it would not be in the interest of inter-American relations for the United States to permit the shipment from this country of military matériel which would be inevitably be utilized by the Peruvian or Ecuadoran military forces should hostilities again break out. It is primarily for that reason that the War Department is requisitioning 18 modern bombers which the Peruvian Government had purchased in Canada from Norwegian Government and which were in transit through the United States, although these airplanes are urgently needed in our own defense program, and will be utilized in that way. I am informed that the Bolivian Government desires to dispose of certain excess military equipment which it has available and that there is a probability that this matériel will be purchased by Peru. It seems to me that the question involved is a fundamental one of principle affecting the interests of all the American Republics and that it would be highly desirable and beneficial if the American Republics would join in making it known that they would not permit the sale of military or naval matériel to the two parties to the dispute until and unless a pacific solution of the controversy were under way.

Page 176 Inspeccionar

Page 177 Más o menos similares y poco concretas

Page 177 Experiencia obtenida

Page 182 Se dice que hay inscripciones en varios lugares o hitos y señales que demuestran hasta donde se extiende de hecho la jurisdicción de los dos países

Page 183 porque siendo un principio jurídico inaceptable que los títulos de la propiedad privada sirvan de fundamento para modificar los límites del Estado

Page 183 la tendenciosa confusión que se ha querido crear introduciendo el apellido de una familia perturbadora del sosiego y de la antigua inteligencia de los dos países, en la región donde los terratenientes peruanos de ese apellido persisten en extender sus dominios propios al amparo de supuestos límites internacionales / El nombre de Isla Noblecilla no ha existido antes no ha entrado todavía en el uso común de los moradores, pese a los esfuerzos y hasta amenazas con que los interesados y aún las autoridades locales peruanas intentan imponerlo, como para borrar precisamente la memoria de antecedentes tradicionales

Page 184 en parajes prácticamente desiertos, sin lugares que sirva de puntos de orientación o referencia, una canoa tripulada por cinco soldados, aún admitiendo la posibilidad de su presencia, no tiene medios que le permitan saber si en algún punto o en algún momento ha pasado una frontera imprecisa que nadie guarda

Page 186 como conocedor personal de los límites de nuestro territorio con el Ecuador y por ser la primera autoridad militar de la zona.

Page 187 La falta absoluta de cartas que den el detalle que facilite el trazado de la línea por demarcar, la existencia de extensas zonas inexploradas y los pocos medios que la región ofrece para la instalación y funcionamiento de las comisiones que allí actuarán, recomienda adoptar un procedimiento de trabajo que garantice la demarcación de la frontera dentro de un plazo prudencial. En este caso, sería la aerofotogrametría la que proporcionaría en forma rápida y económica una carta de la zona por delimitar su precisión, quedaría garantida fijando puntos en el terreno por medio de observaciones astronómicas a lo largo de la línea límite de la frontera. Tal plan de trabajo proporcionaría a corto plazo la carta de esa región, indispensable para estudiar en ella el trazado exacto de la línea límite. Correspondería posteriormente a la comisión única, la demarcación y construcción de señales en aquellos puntos que se estimen convenientes para materializar o fijar en forma definitiva la línea acordada en el tratado del Protocolo

Page 195 El Nuevo Mundo ha devenido viejo

Page 195 Los fabricantes de guerras futuras entre las naciones de América Latina habrán de buscar otros motivos

Page 209 los asaltantes fueron un número de 25, debidamente armados de carabinas, revólveres, machetes y armas contundentes

Page 209 -parece que conviene postergar el asunto porque los demás interesados son los hermanos Burneo Vargas, elementos apristas-comunistas, que bajo la forma de deportes y otros medios persiguen la formación de núcleos izquierdistas/ malos elementos despedidos de las haciendas

Page 209 asegure una efectiva vigilancia y evite que por este sector de nuestro Territorio Nacional se infiltren no sólo tropas y colonos ecuatorianos, sino también elementos nacionales, que se hallan expatriados por sus actividades político-disolventes, igualmente para poner término a todo género de contrabandos que por falta de un severo control se venía verificando impunemente.

Page 210 -casi todos ellos prófugos de la justicia, que han buscado refugio en dichos lugares apartados de la selva

Page 210 -Yo mismo he realizado algunas compras de artículos ecuatorianos que no habían pagado impuesto, tales como cigarrillos cigarros puros, galletas, dulces. Estos artículos se compran al precio ecuatoriano, con solo el recargo proveniente del cambio arbitrario de la moneda ; realizándose las ventas con toda libertad.

Cuando los comerciantes de la margen peruana del río Macará no tienen estos artículos, basta con enviar un pro[pio?] que cruza la frontera y trae cuanto uno quiere o puede adquirir. El contrabando es pues una cosa corriente y de la que casi nadie se preocupa, salvo cuando se trata de fuertes cantidades y cuando el reducido personal de la Guardia Civil puede intervenir.

Page 211 La extensa región fronteriza de que me ocupo, es frecuentemente amagada por la peste bubónica, algunas veces por la fiebre amarilla y por la difteria, etc. ; y allí el paludismo, hace serios estragos que minan el capital humano en fuertes proporciones. Conviene anotar, desde luego, que las gentes de la región ignoran las nociones más elementales de higiene y de profilaxia. Aún los mismos hacendados, en una fuerte proporción, olvidan o ignoran ciertas reglas elementales. Podría citar, como hecho saltante, el haberse alojado en una habitación de un hacendado en la que no pude dormir por haber sido asaltado por varios miles de chinches ; y en otra oportunidad fue también imposible dormir por el ruido y el paseo tranquilo de ratas de todo tamaño en la habitación que servía de alojamiento. Añádase a esto la naturaleza de las construcciones (quincha en el mejor de los casos, cuándo no simples tabiques de ramas secas ; etc.)

Page 211 El intercambio comercial entre el Ecuador y las Provincias del Departamento, principalmente ganadero, es grande sobre todo, de poblaciones del interior del Ecuador, como Macará Cariamanga y Amaluza de donde se trae ganado vacuno a invernar, y que en su mayor parte, después se embarca para el Callao, llevando en cambio del Departamento productos nacionales y mercaderías en buena proporción ; pero éste está un poco restringido por las dificultades que se les presenta para poder pasar la frontera, en razón de que para poder obtener pasaporte tiene que recurrir hasta Guayaquil o al Vicecónsul en Macará y las distancias son enormes. Virtualmente el perjuicio es para las provincias de Sullana y Piura

Page 212 -de todos los habitantes del Caserío Quebrada Seca he tenido constantemente quejas de que cualquier animal que pase a la Frontera Peruana no vuelve a regresar al poder de su dueño. No hace más de 20 días tuve una queja del ciudadano ecuatoriano Albino Elizalde, que habiéndose pasado una vaca de su propiedad a la frontera no volvió a regresar a pesar de haber hecho muchos reclamos a los Destacamentos de su Frontera ; siendo este el único caso que le pongo de manifiesto porque, si yo me permitiere hacerle todos los reclamos que se me han presentado durante el tiempo de mi permanencia en este lugar, el papel no me alcanzaría para darle a conocer de todo cuanto arriba le expreso

Page 212 -quebrantaría seriamente la vida de los pequeños pueblos de la frontera y sufrirían la escasez y consiguiente carestía de ganado y otras subsistencias, como el café-

Page 213 poblaciones distantes ya propiamente peruanas

Page 214 controlar el ingreso al territorio, evitando la entrada de elementos perniciosos, tanto extranjeros como nacionales

Page 215

Page 215 -gran cantidad de población ecuatoriana que se dedica a diversas actividades, agrícolas comerciales, industriales y profesionales [...] Que además de las inmigraciones en gran número de ecuatorianos a nuestra zona fronteriza, las autoridades, civiles, militares, eclesiásticas, etc., de aquel país, realizan sistemáticamente insólita campaña tratando de desperuanizarlo, empleando para este fin todos los medios conforme indica el Comandante de la 1ra División

Page 216 se ha podido constatar que las disposiciones de la Ley 8554, de 7 de Julio de 1933 que reglamenta la forma como deberán efectuarse las inscripciones de nacimientos, matrimonios y defunciones de los ciudadanos y defunciones de los ciudadanos peruanos residentes en las zonas limítrofes, no se cumplen en algunos sectores de esa Región fronteriza, situación esa que da lugar a que los residentes de esa región, atraviesen la frontera y se inscriban en los Registros del Ecuador

Page 216 -extender el servicio religioso a fin de evitar que los pobladores vayan a los pueblos cercanos del Ecuador para bautizos o matrimonios porque en éstos siempre encuentran sacerdote que cobran derechos ínfimos

Page 216 Conoce la superioridad las serias repercusiones que, en las regiones de frontera, se producen como consecuencia de los actos parroquiales dando lugar muchas veces que los nacionales aparezcan comprendidos en los registros parroquiales y municipales del país vecino. De allí que Interese contemplar este problema en su justo valor a fin de evitar que parte de la población de la zona fronteriza pueda aparecer con una nacionalidad distinta a la que le corresponde, en una forma artificial pero en cierto modo legal y en condiciones de crear verdaderos conflictos de derecho, tanto público como privado. Merece anotar que, en la práctica, por mucho que las disposiciones legales vigentes prescriban que los nacimientos y matrimonios [no?] se inscriban en los registros civiles de los municipios, esto no siempre es factible : sea por especial circunstancia de tratarse de una población dispersa, a grandes distancias de las sedes de los organismos municipales ; sea por a deficiente organización y funcionamiento de estos organismos ; sea en fin por la ignorancia de gran parte de esa población, cuya cultura cívica y legal la hace vivir casi al margen de la legislación civil, cuyas normas fundamentales desconoce. La mayor parte de esta población continúa aun viviendo bajo la impresión de que es el acto religioso del bautismo, lo único que les interesa ; creyendo, por el contrario que las normas que rigen la inscripción civil, son cuestiones hechas sólo para crearles dificultades. Por otra parte, dado lo disperso de la población, esta adopta una de las siguientes soluciones : -o espera la llegada del párroco o su pasaje por las cercanías de los lugares donde habita, para bautizar sus hijos o para realzar matrimonios ; -o lleva sus hijos a bautizar al lugar más cercano, aunque sea a territorio de otro país. Sin ahondar más estas cuestiones y refiriéndome sólo a lo relativo con el servicio parroquial, citaré dos casos: -Los dilatados distritos de SUYO y LANCONES, distantes entre sí más de 70 kms. en línea recta, sólo cuentan con un párroco que reside en SUYO : él que tiene que recorrer más de 150 kms, dando la vuelta por SULLANA, para ir de un lugar a otro. Esto da lugar a que solo vaya a la región de LANCONES, muy de tarde en tarde : mientras que LANCONES a ZAPPOTILLO (Ecuador) sólo hay unos 30 kms. por carretera. -Los valles circunvecinos de AYABACA en un radio mayor de 40 kms., solo cuentan con lo servicios religiosos del párroco de AYABACA. Consecuencia : Muchos niños no se bautizan ni se inscriben, desde luego en los registros civiles : mientras que los de las regiones cercanas a la frontera. Son llevados a bautizarse al Ecuador : sea a MACARA, sea a ZAPOTILLO, sea aun a CELICA, etc.

Page 217 -el único sacerdote que tiene a su cargo el servicio religioso de las poblaciones de esta frontera, es el párroco de Arenillas. Las considerables distancias entre Arenillas y las varias poblaciones y las insuficientes rentas parroquiales ni permiten al citado señor Párroco ejercer en esta extensa zona su misión. /Es y ha sido un hecho corriente es estas poblaciones que los habitantes ecuatorianos, fervorosamente católicos, acudan a las poblaciones peruanas, más próximas a sus hogares que la parroquia de Arenillas, a bautizar a sus hijos. Del hecho anotado derivan, como es fácil comprender, afinidades y relaciones que, más tarde, perjudican al sentimiento y a la convicción patriótica

Page 217 -Se acercan a 300 el número de niños que han sido llevados a Perú de nuestras comarcas de frontera, desde el 19 de marzo, día de San José, hasta Semana Santa, para ser bautizados. No se trata de hijos peruanos, son todos ecuatorianos, cuyos padres católicos aprovechan de estas fiestas religiosas para bautizar a sus hijos en poblaciones de frontera

Page 218 mejoramiento de la condición de sus habitantes, y mantener y estrechar sus vínculos con la nacionalidad

Page 218 -a pesar de toda amistad tradicional y de la consideración hasta de parentesco, ha cundido la desconfianza en todos ; y tumbesinos y orenses, por ejemplo, se miran con un marcado recelo que hasta ayer no lo sentían, tanto que si ecuatorianos trabajan en el comercio en los pueblos del otro lado del Zarumilla, peruanos ocupan en los nuestros hasta puestos en la Administración Pública

Page 218 listas inmensas de peruanos empleados en esta sola provincia. Esta situación de los peruanos ni preocupaba mucho la atención de los ecuatorianos hasta ayer en que las autoridades peruanas comenzaron a hostilizar a nuestros conacionales que se encontraban al otro lado de la frontera / Las expulsiones de ecuatorianos del Perú se han sucedido en estos últimos meses de manera alarmante / mientras esto pasa con los ecuatorianos en la provincia peruana de Tumbes, los peruanos entran a la ecuatoriana de El Oro, y salen de ella, cuando quieren, con la as grande de las facilidades

Page 218 -cuando pasaron algunos miles de ecuatorianos a la feria del 8 de diciembre pasado en Tumbes, se encontraron con grandes cartelones repartidos en las calles del pueblo que llevaban esta inscripción : “No queremos huéspedes inoportunos”, u otras análogas. Era el modo cómo correspondían aquellos vecinos a la gentileza del gobierno y pueblo de El Oro en la feria de Santa Rosa que acababa de pasar y en la cual el Perú vendió cuanto quiso y pasó sin pagar derechos de aduana, en beneficio de la concordia y de la paz fraternas

Page 219 estos pueblos odian al vecino y viven esperando la hora de tomar venganza / son belicosas e intransigentes en sus exigencias

Page 219 aquí en esta provincia se dice que cada vez que viene algún comisionado de Quito para arreglar los asuntos limítrofes, se entrega algo al Perú

Page 219 -Hace diez días, la Policía de Piura y el Comandante Militar de la Primera División, recibieron noticias que un Cura de apellido Betancourt había irrumpido en un punto que se nombra Río Blanco-Chuquito, en el sector de Huancabamba, en terrenos de moradores peruanos ; según afirman las autoridades peruanas de Piura, el dicho Cura ejecutó su acción acompañado de ecuatorianos y de soldados ecuatorianos armados – es la versión de la Policía de Piura – que impusieron a los peruanos la obligación de desocupar los terrenos tenidos, o en su defecto de pagar una cuota mensual de diez soles o algo parecido.

Page 220 se cometió un abuso por el Jefe de Emigración ecuatoriano del cantón de Macará en la persona del ciudadano peruano Emilio Zaavedra Núñez, de 54 años de edad casado agricultor quien desde hace 10 años reside en el referido cantón de la vecina República del Ecuador /-debiendo en caso de no poder pagar estas cantidades jurar fidelidad a la bandera ecuatoriana o desocupar el territorio.

Page 221 -limpiar la frontera de todo ciudadano ecuatoriano residente en la línea o en sus cercanas ciudades y poblados

Page 221 -Entre ellos hay también comerciantes establecidos con buen capital y compromisos comerciales. Se sienten amenazados. Solos. Y desconfían de toda protección por parte de Autoridades peruanas

Page 224 No conviene por ningún motivo que vayan policías a Aguas Verdes pues nuestro propósito es que posesión efectiva toda zona comprendida entre dos cauces se ejerza mediante cosecheros, sin que entren a llamada zona neutral soldados y policías. Si personal Resguardo Aguas Verdes teme agresión ecuatoriana puede dárse revólveres aumentando el personal civil armado mientras fuerzas policía continúen en Zarumilla y Bolsico

Page 224 -se hallan tan amedrentados que no se apartan de sus chacras, ni de los policías que los protegen muy de cerca -establecer una línea de vigilancia constituida por puestos de policía / sería muy conveniente autorizar a los agricultores de la zona de frontera para que puedan tener armas y así defenderse de los ataques que con toda seguridad se llevarán a cabo

Page 224 Raymundo Quintana/ Director Técnico del Estanco y Comisionado especial de este Ministerio en Zarumilla / desde su establecimiento, en el año 1937, los colonos peruanos fueron dotados de pistolas y tiros y que últimamente se ha reforzado esa dotación

Page 225 -reconociendo su imprudencia temeraria de atacar a cosecheros, lo que había hecho bajo la influencia alcohólica en que se encontraba pues había estado bebiendo desde dos días antes

Page 225 elemento indeseable donde reunense los tabacaleros

Page 225 -1-Reglamentar en forma estricta la concesión de licencias para el cultivo del tabaco de manera que éstas sólo beneficien a los agricultores de nacionalidad peruana debidamente comprobada. 2-Alentar el acrecentamiento de la población civil peruana parece landó el fundo Zarumilla, pues los actuales propietarios de dicho fundo lo son también en la zona limítrofe del Ecuador, teniéndose así acaparadas las zonas de cultivo. 3-Dar una organización adecuada a los peruanos tabacaleros de la región a fin de que puedan de una parte coadyuvar a la acción de los puestos de policía en casos de emergencia, y de otra parte imponerse por la

fuerza ante los trabajadores ecuatorianos que en toda circunstancia son amparados por tropas de su país para penetrar en los campos de cultivo de nuestros connacionales / dotar a cada trabajador de una pistola

Page 226 Conviene en mi concepto, Señor Ministro, que a los nacionales se les apoye incondicionalmente, aun con dinero, para ver si es posible cubrir todo el terreno del sitio Pocitos, porque hay muchos que quieren hacer siembras ; pero todos temen que después no se les dé todas las facilidades y apoyo necesario, que ellos naturalmente necesitan para entrar en las siembras

Page 226 el carácter de agresión militar sino de ocupación pacífica y sigilosa de ciertos sitios indiscutibles de nuestro territorio

Page 227 -con miras a que los destacamentos se conviertan en núcleos poblados ; lo que podría obtenerse mediante nuevas y más holgadas construcciones que deberían levantarse convenientemente retiradas de la línea de posición actual. Estos núcleos poblados podrían acondicionarse, además, como centros de aprovisionamiento, de refuerzos y de reposo del personal de guarnición

Page 227 -Se ha hablado de la conveniencia de dar carácter militar a toda la vida administrativa de la zona fronteriza, haciendo que en lo civil, incluso en lo que a inmigración se refiere, la jurisdicción militar sea amplia, llegando aun a abarcar la jurisdicción religiosa en cuanto los curas párrocos pudieran ser capellanes de ejército

Page 228 Dirección de Tierras de Montaña y Colonización

Page 229 -en locales improvisados, estrechos, sumamente antihigiénicos, incompletamente construidos todavía- / -se hallan en zona muy malsana Falta absoluta de medicinas No hay médico y faltan enfermeros /el 90 por ciento de este personal esta afectado de paludismo /enfermedades intestinales, endémicas en estos lugares, provocadas por la mala calidad del agua / en los campamentos se alojan las familias de algunos individuos de tropa a las que es menester prestar atención sanitaria /halagadora

Page 229 algunos de los destacamentos están comandados sólo por clases

Page 229 soldados ya cansados de vida campamento

Page 230 desde que estoy aquí, me ha sido dado frecuentemente oír conversaciones de nuestros soldados con sus vecinos de los destacamentos peruanos, en los cuales expresan su descontento por la vida de guarnición en la frontera, y se comprende : aquellos hombres no están capacitados para soportar el terrible ambiente de nuestras montañas tropicales, en las que además del calor, los mosquitos, las culebras, víboras y mil otros bichos, se congregan, sobre todo, en el invierno par molestar al hombre / siendo oriundos de estos climas, se hallan acostumbrados a vivir en ellos

Page 230 en los campamentos se alojan las familias de algunos individuos de tropa a las que es menester prestar atención sanitaria

Page 231 -una marcada aversión contra los carabineros- /Por lo que respecta a los Oficiales inferiores de carabineros destinados a estas guarniciones, la mayoría carece de ascendiente y la autoridad necesaria para obtener de su tropa una obediencia satisfactoria, y ellos mismos son enteramente deficientes

Page 234 -combate fue a las dos y media de la mañana iniciando por un destacamento peruano que llegó Corral Viejo a la una de la mañana, parece que en completo estado de embriaguez y después de insultos y mueras Ecuador iniciaron sin más ni más un fuerte tiroteo que fue contestado con medida por la tropa ecuatoriana

Page 236 el incidente en referencia proporciona la mejor oportunidad para reforzar nuestra frontera comprendiendo en este refuerzo no sólo el aumento del personal de los puestos existentes sino principalmente aumentando el frente con el establecimiento de un puesto en el lugar abandonado por los ecuatorianos (Isla Noblecilla) y la creación progresiva de nuevos puestos en los puntos señalados en el citado informe

Page 237 siendo notoriamente manifiesta la superioridad de efectivos ecuatorianos en esta parte de nuestra frontera, que entraña un grave peligro para nuestra escasa guarnición de Tumbes, peligro que es necesario para evitar se repitan hechos exacerbantes como los realizados últimamente, esta Jefatura estima de imprescindible y urgente necesidad reforzar a esa guarnición, trasladando a Tumbes [...] [Sus efectivos] elevados a un pie muy cercano al de la guerra

Page 237 tomar un baño en compañía de una mujer y de una niña no podía calificarse de invasión ni merecía la pena de muerte

Page 245 Patriotismo que anima a los hijos de Tumbes que tantas y efectivas pruebas de él ha dado al servicio y en defensa de la Patria [...] los heroicos defensores que rindieron su vida y regaron con su sangre generosa, el suelo bendito que nos vió nacer y que supieron morir con heroísmo repeliendo la injustificable agresión del ejército ecuatoriano.

Page 245 El resto de los concentrados ecuatorianos civiles que no tenían antecedentes desfavorables y vivían muchos años en el Perú y habían formado familia peruana, fueron puestos en libertad, pero con la prohibición de regresar a la frontera/. La repatriación a Ecuador,

Page 245 Sin más culpa que la nacionalidad.

Page 247 intentó suicidarse para lo cual se arrancaba las ligaduras de las heridas, introduciéndose los dedos en éstas, logrando así infectarlas

Page 247 Nos encontramos en ésta capital en compañía de nuestras familias, en calidad de repatriados procedentes de la República del Ecuador ; en cuyo país fuimos víctimas de vejámenes, prisiones, órdenes de expulsión i por último perjudicados económicamente en nuestros negocios I propiedades

Page 248 la campaña de persecución a los peruanos, tanto a los residentes en el Ecuador, como a los viajeros o comerciantes que pasaban a la Provincia de El Oro,

Page 249 En este segundo bombardeo lograron evadirse los presos de la cárcel donde habían muchos peruanos que fueron arrestados en Arenillas y otros puntos de la frontera. En compañía del Sr. Subtte. Jarrín, Oficial de Carabineros, pudimos detener la fuga de algunos, pero pasándoles a mejor vida

Page 249 había sabido ocupar a los presos de la cárcel, en el traslado del bultos, etc. etc., los que habían sido peruanos

Page 250 la insistente presencia de tropas peruanas

Page 250 las tropas peruanas que se encuentran indebidamente en la zona de Cazaderos, comete toda clase de abusos con los moradores de las poblaciones ecuatorianas de Chaquino, Bolaspampa y Mangaurco, llegando los Jefes de tales guarniciones militares a obligar a los ecuatorianos que se hallan comprendidos entre los 18 y 40 años, a presentarse todos los domingos al servicio militar y a cantar el himno nacional del Perú en el acto de izar la bandera, todo lo cual se opone al sentimiento íntimo de los ecuatorianos cuyas ciudades y campos se hallan ocupados por tropas del Perú, Los remisos en satisfacer tales imposiciones son atropellado por los jefes militares peruanos y obligados a trabajar en las más denigrantes faenas

Page 250 se debió al estado de exasperación en que se encontraban los pobladores de esa zona, especialmente por la dificultades que habían creado las autoridades peruanas a los transeúntes de Chacras a Huaquillas, al establecer, en la forma más arbitraria, retenes militares en el camino que comunica a esas poblaciones ecuatorianas y obstaculizar por todo medio el libre tránsito de los ecuatorianos / las autoridades civiles y aún religiosas de las poblaciones fronterizas han actuado en el sentido de aplacar los ánimos de los pobladores ecuatorianos, en espera de igual actitud por parte de las autoridades peruanas

Page 251 Don Felipe Querebalú, pescador y respetado miembro de la Caleta Yacila, en alguna oportunidad recordaba, con gran nostalgia, que hasta los años de 1940 se podía navegar y comerciar tranquilamente desde Piura hasta Guayaquil. Pero a partir de esa fecha hasta el momento en que él hablaba -alrededor de 1992- las

cosas se habían ido poniendo cada vez más difíciles al punto de llegar a ser casi imposible negociar por mar hacia el vecino país

Page 251 Pero si calculamos los años de los abuelos guayaquileños y la cruzamos con la evocación de don Felipe, encontramos que la década de 1940 es el momento clave, el punto desde el cual en el norte, particularmente Piura y Tumbes, se comenzó a sentir con fuerza la creciente separación con el sur del Ecuador que hoy día nos Caracteriza

Page 251 Conviene reflexionar para el futuro sobre la situación de residentes extranjeros en la zona fronteriza, a fin de evitar la realización del espionaje

Page 266 sin equipo, mal vestidas y casi descalzas

Page 267 Frente a esta situación el Perú ha observado una desatención increíble durante los últimos años. El Perú no se ha ocupado de la Defensa de Loreto, de conservar nuestras posiciones ganadas en tanto tiempo y con tanto esfuerzo. Este es asunto que provoca la más seria preocupación. Antes y después del arbitraje español, el Perú, consciente del valor posesorio que es el mejor título de derecho, avanzó en la ocupación de los ríos y mantuvo siempre sus posiciones a costa de no importaba que sacrificios. Pero en la última década por desidia o, según se ha dicho, por razones de política interna para evitar levantamientos militares en el Oriente, se fueron retirando nuestros destacamentos. Ahí, de donde el Perú se retiraba avanzaba el Ecuador. Es realmente doloroso dedicar una mirada a los puntos actuales de ocupación ecuatoriana. Así el Perú ha perdido en gran parte su fuerte argumento de posesión ininterrumpida. Bajo este aspecto si tenemos títulos vigorosos y si tropezamos en esa enorme zona con la aspiración desmesurada e injusta de la nación vecina, no hay más camino que volver a asimilar nuestra tierra defendiéndola hasta el último aliento

Page 267 Los reglamentos, las disposiciones, las doctrinas, los procedimientos y demás medidas normalizadoras dictadas en la Costa o la Sierra, no se avienen, en la mayor parte de los casos, con la realidad selvática

Page 270 Igualmente, se han emprendido con todo empeño construcciones y mejoramientos de cuarteles pertenecientes a las diversas regiones del Nororiente, en las que actualmente se están ya ocupando los nuevos locales. / En estas guarniciones, teniendo en cuenta el alejamiento de la región, se ha dotado a las nuevas construcciones, ya ocupadas por las tropas, de medios apropiados de comunicación, no solamente para las necesidades del servicio, sino también para su ilustración y esparcimiento, tales como los broadcastings que funcionan actualmente en seis guarniciones. / También se ha dotado a los cuarteles, recientemente construidos y refaccionados, en las guarniciones del Nororiente, de motores generadores de fuerza eléctrica para el alumbrado. / Teniendo en consideración las condiciones de vida de las tropas del Nororiente, mi Gobierno no escatima esfuerzo alguno para mejorarlas, construyendo cuarteles hasta en las más alejadas guarniciones y dotándolas de las comodidades ya expresadas, lo cual significa, indiscutiblemente un poderoso esfuerzo, si se tiene en cuenta lo inhospitalario de aquellas regiones de la selva

Page 274 velar por la integridad del territorio y el progreso de las provincias orientales

Page 274 Consejo Consultivo de Oriente

Page 275 Aquí en Oriente, en que toda la administración tanto civil como militar está en manos del Ejército es necesario, no intervenir, pero si vigilar y orientar en mejor forma las actividades políticas de los diferentes moradores de la región

Page 282 viven en una casa vieja que corre el peligro de desaparecer arrastrada por el viento huracanado

Page 282 Apenas ver la pobreza de puestos militares de avanzada con éste, sin obras de defensa ocultas por camouflages, - según parece aconsejar la técnica militar moderna, - ni ostensibles; formados por simples chozas; sin instalación eléctrica; y desprovistos de todo confort. No se vé por ningún lado – aparte del Escudo Nacional sujeto a una triste casa pajiza y a Oficiales y soldados de uniforme – nada que nos indique que estamos en un establecimiento guerrero, que debe ser siempre gallardo y simbólico. Parece de urgencia la

construcción de cuarteles modernos, de arquitectura adecuada a la región y al clima, y con material noble y resistente.

Page 282 paludismo, disentería, enfermedades intestinales, infecciones de la piel por lastimaduras, picaduras de insectos, escavies, adenitis inguinal, consecuencia de la infección de la piel

Page 282 la culpa de ese desastre la tiene el Departamento. No la tienen esos pobres soldados que sufren de hambre, miserias y abandono: Muchos han muerto de abandono, puedo citar casos y nombres

Page 283 abandonados a su propia suerte y por un tiempo indefinido

Page 285 La instrucción propiamente no pasa de una hora en la mañana. El resto del tiempo hasta las once lo dedican a la agricultura. La tarde descansan, a excepción de las del Viernes que lo emplean para la limpieza de armamento para la revista en la mañana del sábado y la tarde de este mismo día en el lavado de ropa. los Domingos quedan en descanso o pueden salir a cacería a voluntad.

Page 285 Los Cabos 1os y 2os., son sacados del Contingente por sus mayores conocimientos en la agricultura, están capacitados para dirigir los trabajos de las chacras.

Page 286 Originando sostenidas libaciones que se prolongan por 8 y hasta 15 días, prácticamente, hasta que se acaben los licores en venta, en cuyo tiempo desaparecen toda garantía de orden, subordinación y disciplina, pues se confunden por igual civiles, tropa, oficiales y jefes, abundando las arengas, discursos verborreos desbordada que estimula apetitos contenidos en espíritus ya excitados por el alcohol

Page 286 el aguardiente se consume en Méndez, el sábado y domingo, en cantidades ingentes, basta decir que en Méndez, hay 30 casas y 22 cantinas, es decir que solo no hay cantinas, en el cuartel, misiones, escuela y en tres casas particulares.

Page 289 las guarniciones ecuatorianas se abstengan de continuar intentando modificar la situación existente, lo que no sólo alteraría la tranquilidad en que es imperioso que se desenvuelvan las actividades propias de nuestras respectivas guarniciones de la frontera, sino que obligaría al Gobierno del Perú, en resguardo de su soberanía, a la adopción de medidas que protejan eficazmente su territorio contra toda violación de statu quo vigente

Page 290 con el fin de apagar el fuego de un conflicto armado latente, entre el Ecuador y el Perú, que podría fácilmente propagarse a los demás pueblos de Sur América, con grave perjuicio para su existencia y sus consecuencias incalculables para cada uno de los países que podrían ser afectados por la guerra.

Page 291 Desde este año [1903] hasta que se suscitó el incidente de Leticia, jamás pretendieron avanzar en este sector los Peruanos. Fue en el mes de noviembre de 1932, cuando iniciaron excursiones en la región del río Lagartococha, según el aviso [...]. En 1933, habían ya construido gran parte de la carretera de Pantoja a Gueppi e iniciado el trabajo de la trocha que conduce de un sector de esa carretera a la laguna de Huiririma Cocha. En 1934, en los primeros días de mayo, la comisión ecuatoriana compuesta del Mayor Peñaherrera, de los señores Jorge Huerta, Tancredo Corral y del colono Abraham Duque, en una canoa a motor [...], navegó el río lagarto Cocha y comprobó la existencia de un camino en excelentes condiciones [...] Sucesivamente en los años de 1935 y de 1936, fueron ampliando los Peruanos su plan de acción hasta que, en Octubre de 1937, encontraron el pretexto para establecerse definitivamente en Huiririma Cocha, manifestando que se les había perdido un avión y que por esa causa habían construido unos ranchos

Page 293 Se indica que la actuación de internación peruana se efectúa sin dejar constancia documentada de ninguna clase, por lo cual se ofrece normas de procedimiento para el futuro, señalando principalmente el interés que deben tener por arrancar de parte de las Autoridades peruanas comunicaciones autógrafas relacionadas a cualquier incidente internacional a fin de respaldar eficientemente las actuaciones de reclamación y derecho de parte del Ecuador

Page 293 Mientras usted y los Comandos de las Guarniciones Ecuatorianas permanezcan en los puntos que jalonan ese límite provisional señalado por el statu quo citado, esta seguros de que seréis respetados, pero sí,

por malicia o ignorancia lo violáis, no debe sorprenderos las consecuencias inmediatas; pues para hacer respetar sus compromisos, somos centinelas avanzados de nuestra PATRIA.

Page 294 No sé si el Ministerio de Relaciones exteriores conoce los detalles de la fundación de [la guarnición peruana] Subteniente Castro el 26 de octubre de 1937, en evidente infracción del statu quo de 6 de julio de 1936. En efecto, el puesto militar más avanzado del Perú en el río Santiago en la fecha de ejecución del Protocolo Castro Oyanguren- Ponce era “Cabo Reyes” en la margen derecha del río; pero en el mes de octubre de 1937 se organizó una expedición de reconocimiento aguas arriba, efectuando el cual perdió la vida durante el naufragio de una embarcación el Subteniente Castro, quien sus jefes habían dado es comisión. Con todo, los reconocimientos fueron hechos, y “Cabo Reyes” fue corrido a unos 130 kilómetros más arriba siguiendo las curvas del río, o sean 85 kilómetros de recorrido directo en avión. En recuerdo del malogrado Oficial, la nueva guarnición fue bautizada con su nombre, declarando nuestros elementos militares que no se había cambiado el nombre a la de “Cabo Reyes” en honra de un distinguido Oficial peruano. El jefe actual del nuevo puesto militar es precisamente su fundador e Subteniente Raymundo Villanes, quien tiene actualmente 30 hombres bajo su mando.

Page 296 está habitada por la tribu de los Achuales, pacífica y que tiene muchas simpatías por la tropa peruana y nexos comerciales con elementos civil nacional

Page 296 permitirá controlar con más eficacia los muchos varaderos que existen al río Pastaza y cuyo nudo se halla en este punto. [...] Además adelantáramos a los ecuatorianos a instalarnos puesto que por datos de los indios que llegan del Pastaza se sabe que éstos van a instalar una guarnición en ese río.

Page 297 La tropa se expresa mal del Alférez Anda por haberlos dejado abandonados por ir de fiesta.

Page 297 la tendencia de los pueblos suramericanos lo ha definido al tratar de arreglar todos sus viejos pleitos diplomáticamente.

Page 297 tomar nueva posición en terreno amenazado por los ambiciosos a pesar de corresponder a nuestra patria. [...] palmo a palmo [...] sinvergüenzas peruanos.

Page 297 en contacto inmediato con los “Achuales” moradores de esa zona

Page 307 el cobro de derechos a las mercaderías ecuatorianas es un acto opuesto a la política tradicional observada hasta ahora por los dos países, política que debe conservarse mientras no se resuelva definitivamente el problema limítrofe. [...] Es preciso recordar que en el año 1891, el Perú pretendió cobrar derechos sobre las mercaderías ecuatorianas que entraban a Iquitos, en tránsito para otros lugares; y que la Cancillería del Perú aceptando el reclamo del Ecuador, ordenó la devolución de lo cobrado y, además, que en adelante la aduana de Iquitos no gravara con derechos de exportación a los artículos que provengan de los territorios orientales ocupados por autoridades ecuatorianas

Page 307 que no parecen ser productos peculiares de la región

Page 308 para dificultar el aprovisionamiento de la guarnición ecuatoriana, debe prohibirse toda relación comercial entre ella y nuestro territorio, y que debemos vigilar cuidadosamente el tránsito de personas por el río Curaray, para evitar que se repitan hechos como el viaje del comandante Martín.

Page 308 nuestras guarniciones fronterizas con el Ecuador, en el sector Norte, se proveen de los artículos necesarios para el consumo de entre los que provienen del Ecuador

Page 308 señales ultrajantes

Page 309 las reses que se consumen en la guarnición proceden de la población ecuatoriana de Arcadía, porque las del lugar no alcanzan para abastecer el consumo / existen dos tambos o tienduchas, en los que se explota a los soldados moradores, cobrándoseles los artículos con un 50% m/m de recargo. Los cigarrillos y fósforos nacionales tienen poca salida por resultar más caros que los similares ecuatorianos, que se adquieren de contrabando en la guarnición ecuatoriana

Page 309 donde permanecían horas, dedicados al jolgorio y los juegos de azar

Page 309 donde se ha construido hasta un Casino Militar especial para recibir a los ecuatorianos

Page 309 Franca amistad

Page 309 El mayor Abelardo Aguirre, jefe de dicha guarnición [Rocafuerte], proyecta hacer un llamamiento a todo el elemento joven de la región a fin de darle instrucción militar. Así mismo, trata de crear entre el elemento civil de la región un ambiente patriótico con el fin, dice, de restituir los territorios que les han pertenecido.

Page 309 la indignación de elementos civil y militar de este lugar ha llegado al colmo funestas

Page 309 Los corresponsales en Rocafuerte transmiten noticias de esos hechos a los diarios, especialmente de Guayaquil, y cuando los Ministerios de Defensa y de Relaciones exteriores reciben los primeros partes confidenciales de los Jefes de las Guarniciones, ya la prensa ha dado a la publicidad las noticias, a veces exageradas y acompañadas de comentarios que incapacitan o dificultan la labor de la Cancillería

Page 310 inusitada medida

Page 312 Estos días regresado a haciendas Napo indios habían fugado Perú hace tiempo con dinero objetos traen se cree vienen conquistar jente. Además cartas casas comerciales Iquitos a acreedores son terminantes cobrando hasta créditos no vencidos. Según deduzco de conversación con Agencia Flor Comercial son ordenes gobierno terminar asuntos comerciales. Peruanos Bosmediano y Baquero, con sus familias, pidieron pasaportes

Page 312 de un momento a otro se producirán incidentes serios; pues, el sentir de los señores oficiales, de todo el personal de tropa y el mío es que si el sacrificio de un puñado de soldados ecuatorianos en defensa de su territorio y reprimiendo los abusos del invasor ha llegado a su hora

Page 312 quienes obsequiaron todos los materiales necesarios para estas construcciones

Page 312 las relaciones con la guarnición de Pantoja debe ser una de cortesía que no llegue a la intimidación no a la frecuencia de contacto.

Page 319 que pueda progresar en la obra evangelizadora, ya que las condiciones económicas del momento no permiten al Gobierno una ayuda valiosa, como se desearía

Page 319 el influjo poderoso de los misioneros atraerá a la vecina Pantoja a nuestros pobladores de Rocafuerte y a los pequeños agricultores y comerciantes circunvecinos, cuyos hijos serán bautizados en una posición peruana, creándose así esa fuerte vinculación espiritual que atacará de raíz el sentimiento nacionalista que puede existir en el pueblo de esas lejanas secciones

Page 319 la misión religiosa, especialmente por su espíritu disciplinario, es la mejor colaboradora de la acción militar

Page 320 Simplemente quiero decir que, en mi concepto, la hora de la política religiosa ha pasado ya en el Ecuador [...] Si, como es de esperar, las actividades religiosas se circunscriben, discretamente, a su campo propio, sin interferir en el de la política

Page 320 Allí donde el misionero sea combatido por el maestro de escuela y éste vejado por el soldado, sólo existirá la obra destructiva de todo germen de cultura, de captación del indio de la selva a la civilización

Page 320 Las misiones a mi concepto hasta hoy han cumplido sino con la única finalidad que les conviene, enseñar la religión; que de ninguna manera redime, sino que por el contrario esclaviza. Nunca han procurado formar sentimiento patriótico en el alma de los nativos; jamás han animado el acercamiento para el resto de ecuatorianos que viven en la selva. Ellos no se preocupan ni pueden preocuparse de esta Patria nuestra, porque ni siquiera les pertenece, no son solo, agentes de aquella Institución económica que tiene su asiento en Roma. Es por eso que presentan gran resistencia pasiva a los Destacamentos Militares, impidiendo se les

provea de víveres, procurando el alejamiento de los jívaros y tratando a toda costa de obstaculizar la penetración. Quieren ser los dueños imperturbables de las haciendas y los esclavos indígenas que por centenares les sirven y les procuren una vida de vagancia plena [...] No se me juzgue pesimista, pero desconfío del italiano, Director de la Misión Salesiana, Padre Viña, protector de los peruanos Ríos y Pascual y de todos los frailes que han procurado vivir alejados para que medie siempre una buena distancia entre sus actos y la justicia

Page 321 Es necesario dar un gran incremento a las Misiones, para avanzar rápidamente en la colonización, pero así mismo es necesario que aumenten los misioneros nacionales, pues solo en estos se puede ver el verdadero patriotismo [...] Hay muchos extranjeros, especialmente italianos y que arde en su corazón el fascismo y son grandes totalitarios, y sabe la propaganda, el proceder de estos en un conflicto ¿ Es de imprescindible necesidad se indague y se controle a[...]o a las misiones religiosas

Page 321 los lamentables atropellos que cometen las autoridades militares impedir esos abusos y mejorar la situación social y económica de los indios y colonos orientales

Page 321 Las causas de tamaño avance, tan enormemente perjudicial al Derecho Ecuatoriano, han sido entre otras de carácter público, la salida i saque de las grandes guarniciones orientales, los Misioneros jesuitas, y el poco apoyo prestado hasta ayer, a las Misiones Católicas y Patrióticas

Page 322 cábeme decir que las autovías construidas por mi gobierno han permitido que las misiones lleven hasta las más apartadas regiones del Perú, las luminarias simbólicas de la fe religiosa

Page 322 Es un deber de justicia rendir un tributo de admiración a la abnegada labor realizada aquí y dentro de las más duras circunstancias, por las misiones religiosas que han llevado los beneficios de la fé y de la civilización hasta el corazón de la selva amazónica, habiéndolo establecido colonias que representan el más grande y noble esfuerzo realizado desde el establecimiento de las República, y a las que es necesario seguir prestándoles decidido apoyo para la fecunda labor civilizadora

Page 322 Las misiones religiosas son buenas y aconsejables en la Selva. Siempre se adelantaron abnegadamente a la civilización. Casi siempre precedieron al soldado que afirmó nuestra soberanía. Además, llevan asistencia espiritual a la familia humana del bosque, bien redimiendo a los salvajes, bien acompañando al colonizador. / Lo único que requieren estas misiones dignas de estímulo es más control del Estado en sus actos públicos

Page 323 que en la frontera del Nororiente se amplíe e intensifique las misiones religiosas, las que deberán extender su radio de acción, de acuerdo con el Comandante de la Va Division, quien prestará las facilidades del caso con medios de transporte, fuerzas de protección, etc. Según directivas que enviará a dicho Comandante este Estado Mayor General

Page 323 antes de que él funde la capilla, pondré Guarnición, para sacarlo a palos cuando llegue este Fraile

Page 323 Hasta cierto punto creo que para este avance ha tenido culpa nuestro amigo el misionero Crespi

Page 325 Llegó a Rocafuerte una autoridad para el Putumayo ; la canoa de correo debía tardar en volver, una mes y medio y ese señor debía esperarla para ir al sitio indicado. Llegó a esa población borracho y continuaba bebiendo. Promovió un escándalo y tuve que intervenir. Al mismo tiempo se presentaron muchos reclamos por cuentas de cantina. Quise hacerlo pagar algo, pero me encontré con que este señor para marchar al Oriente había dejado vendiendo (a una señora muy conocida de la Pagaduría del IV Departamento) sus sueldos y rancho de seis meses... De qué iría vivir allá esa Autoridad, y mantener sus vicios?

Page 326 Conocedor del Oriente ecuatoriano

Page 327 Cuando un compatriota nuestro quiere sobrepasar la línea imaginaria provisionalmente fronteriza, lleva siempre nuestra autorización, o la pide a las autoridades competentes, cosa que nuestros Comandos de Guarnición, en todos los ríos, en general, también lo exigen, sin maltratar ni ofender a nadie, connacional o extranjero, como ha ocurrido con don Esteban Núñez, ecuatoriano, a quien por estar en el Perú habéis

sindicado de traidor y por consiguiente apresado y enviado al interior dejando a su esposa peruana en el abandono; como también habéis procedido contra los ciudadanos peruanos que le sirvieron de bogas a Núñez, haciéndoles trabajar forzosamente y sometiendo a interrogatorios y vejaciones

Page 328 Relación parcial de personas nacidas en la zona ocupada por el Ecuador, quienes actualmente residen en las retaguardias de las guarniciones peruanas

Page 330 La familia Cisneros, antiguos pobladores de la Guarnición, son al parecer gente sospechosa y a la que no se debe permitir acceso a las Guarniciones peruanas pues su devoción hacia el Perú es muy dudosa

Page 331 los numerosos ecuatorianos residentes en territorio peruano tenían toda clase de garantías ya que son elementos pocos gratos y peligrosos en caso de otro incidente

Page 333 los oreros se encuentran en este lugar sin trabajo ninguno, sólo piden empuñar las armas para recuperar el territorio perdido y sus compañeros prisioneros [...] cuatro jíbaros ecuatorianos les han cogido y les han torturado amarrándolos los pies y suspendiéndoles con la cabeza para abajo, a fin de hacerles entregar una carta

Page 334 el establecimiento de guarniciones militares que garanticen la formación de centros poblados en los más apartados lugares de nuestra región oriental, donde surgirán nuevos centros de riqueza y de progreso.

Page 335 los grandes beneficios que se obtendrían en el Oriente si cada guarnición militar fuera el centro de un núcleo colonizador. Al amparo de las fuerzas del Ejército, contando con el tráfico regular que podrían establecer las lanchas de guerra, integrados por personal militarizado y trabajador, estos núcleos podrían ir ganando a la civilización tanto el terreno cuanto las tribus salvajes

Page 335 urge implantar la Colonización Militar de Loreto, en las zonas fronterizas que pretendan disputarnos algún vecino. Esta cuestión es vital e impostergable, no solo para la afirmación de la soberanía nacional, sino también para facilitar la solución del problema actual de desocupación que cada día se acentúa más en la capital del departamento (Iquitos)

Page 335 instalando en todos los ríos verdaderas Guarniciones Militares, creando poblaciones anexas, dotándolas de escuelas, bonificando la navegación en lancha que realizan por ese río las empresas particulares y dándole fletes para los puestos militares.

Page 336 pero ésta, teniendo en consideración la ventaja de la existencia de las guarniciones militares que constituyen el primer jalón en orden a la explotación integral de la región, debe ser organizada militarmente hasta el momento en que los núcleos de colonización se conviertan en unidades políticas

Page 336 el Cuerpo de Tropas de Fronteras y colonización, atender exclusivamente la custodia, seguridad, vigilancia y control de las fronteras de las República; y servir de elemento para la colonización de las zonas fronterizas condiciones de aptitud física, moralidad e instrucción reglamentos especiales que se dictarán, y dispondrá de armamento, material y medios adecuados a sus funciones.

Page 336 el gobierno había resuelto la colonización del Oriente mediante Destacamentos de las Fuerzas Armadas que servirían de núcleos de la colonización en vías de ejecución y de la defensa de la soberanía nacional ; que, por ahora, la labor de colonización se llevaría a los afluentes del Gran Río, adonde paulatina y seguramente, llegaría [...]; que ya había partido el primer destacamento al mando del Comandante Espinoza, y que pronto les seguirían otros

Page 337 la estrecha relación que guardan los servicios tamberos y la localización de las Tenencias Políticas, y de los núcleos de colonización civil, con la de los lugares en que se establezcan las guarniciones militares

Page 337 La Tenencia sería el centro de una pequeña colonia civil

Page 337 De toda la selva recorrida personalmente por mí en las dos provincias orientales, ninguna más plana, más propicia para los cultivos y la vida del hombre, por sus magníficas condiciones climatéricas

Page 337 batallón de negros de Esmeraldas; los cuales encuentranse connaturalizados con el clima tropical y las necesidades de la selva

Page 337 nombramiento de varias comisiones de exploración, designados por el Estado Mayor General, a las que se les proveerán de toda clase de implementos

Page 338 proceder en este asunto con toda sagacidad, procurando disfrazar el personal de la guarnición como elemento civil, o sea, como colonos que paulatinamente y sin dar a alarmas, vayan tomando posesión del punto en donde han de fijarse definitivamente

Page 338 En todos los tres ríos mencionados [Logroño, Señepa [sic], Chinchipe] surcan constantemente peruanos civiles, pero bien vestidos y armados, al parecer equipados por cierta autoridad peruana. Esos peruanos vienen en calidad de mineros y agricultores, muchos de ellos llevan sus mujeres y niños y se ocupan con sospechosa precipitación en formar entables agrícolas en las orillas de los mencionados ríos. Especialmente hacen desmontes donde siembran inmediatamente maíz. Muchos de ellos bajo pretexto de la pesca recorren grandes distancias en las orillas

Page 338 conviene tener colonos armados o lavadores de oro armados, pero vestidos de civiles, a la manera de lo que hemos hecho en la Isla Matapalo con tan buen éxito

Page 339 disfrazar al piquiste de soldados como civiles [...] que se dediquen como colonos al lavado de oro

Page 339 Les colonias agrícolas o de lavadores de oro, que armados también militarmente, aparezcan como elementos de ocupación particular, sin comprometer la responsabilidad oficial, lográndose así a más de dicha defensa, el arraigo de las colonias en esas regiones y el mejor sostenimiento de ella, pues sus miembros, aparte de su remuneración como militares, podían tener una participación en el lavado de oro ; y si, en fin, deben combinarse esas dos formas de Defensa. /Este punto, como lo recordará usted, lo discutió la Junta consultativa en sesión del 6 de noviembre pasado ; y usted y yo fuimos comisionados por aquella para tratar con el Señor Presidente de la República acerca de la organización del lavado de oro por elementos del Ejército ecuatoriano, como forma a la vez de defensa del suelo patrio y de aprovechamiento de la riqueza aurífera que hace tan codiciable por el Perú la región del Zamora y Nangaritza.

Page 339 pedimos 300 fusiles con 100.000 cartuchos para armar a todos los mineros y dueños de entables del río Santiago, que peligraban y nos pedían armarse, todo en vano, nada querían, nos contestaron un no rotundo, escalofriante y testarudo.

Page 340 situar la Tenencia Política de Yaupi cerca de la desembocadura del río Santiago en el Marañón, a más de quinientos kilómetros del lugar en que se encontraba establecida

Page 340 no siendo mejor que cualquier rancho de jíbaros

Page 341 Tropas avanzadas ecuatorianas están bajando el río Santiago para simular ocupación anterior a Mayo

Page 341 había sabido proceder en todo momento como si fuera un buen militar y que estaba seguro de que ni él ni ningún otro hubiera podido ir a ocupar el lugar del que yo tome posesión con los colonos, casi en el Marañón

Page 342 la Dirección de Oriente había estado en completa desorganización bajo la jefatura del doctor Vásquez y que por eso el gobierno se había visto obligado a destituirlo, reemplazándole por un militar. [...] Agregó, el señor Ministro, que el anterior Director, mucho antes de la firma del Acta, destacó cerca de ochenta colonos por diferentes lugares y que el plan era tan descabellado y sin control, que ni siquiera tenían noticias del lugar aproximado donde podrían encontrarse

Page 342 la falta de método al organizar el plan

Page 342 un fracaso seguro

Page 342 Muchas fallas de carácter nacional, mucha pequeñez y pobreza, contrapuestas a un alarde magnífico de organización, de fuerza, de energía y de riqueza de medios en manos de nuestros adversarios

Page 342 no ha producido en Lima ninguna excitación sino un sentimiento de sonriente satisfacción.

Page 344 A la guarnición que fue a mi relevo a Rocafuerte, se les insinuó llevar sus familiares. Se les dijo que allá cada cual cultivaría su parcela y se quedaría el que quiera.

Page 345 La Guarnición y el pueblo de Barranca, distante de la primera algunas cientos de metros, están levantados sobre un barranco de más o menos 26 metros de altura sobre el nivel del río Marañón, y en su margen izquierda. El pueblo separado de la Guarnición por una quebrada, languidece cada día más, y en la actualidad debe contar con algo más de diez casas y 150 habitantes. Parte de lo que constituye actualmente el Distrito, formó ahora 40 o cincuenta años, el fundo "Barranca", de propiedad de don José Ramírez, peruano. [...] La Guarnición militar (50 hombres) a la que se llega por rústica gradería de troncos de árboles, cuenta con seis o siete casas, todas ellas techadas con paja, y construidas con maderas apenas pulidas, y con cañas.

Page 345 La actual Guarnición cuenta con 70 hombres, y disfruta indudablemente de mayores comodidades que la de Barranca, entre ellas un motor generador de luz eléctrica. Tiene mayor número de construcciones, y se ha formado un pequeño pueblo cerca de ellas con las familias de algunos Oficiales y con las de la tropa.

Page 350 robustos, altos, suelen ir completamente desnudos, con muchos y extravagantes adornos. Pueblo cazador, muy guerrero, y con frecuencia, antropófago / muy poco agradables, vengativos y rencorosos, entre los que existen antropófagos en las tribus más feroces; las más civilizadas tienen un lucrativo comercio vendiendo sus hijos a los caucheros y agricultores cercanos

Page 350 el grupo más bárbaro y feroz de los indígenas de Suramérica.[...] Son en general los no degenerados, altos, robustos, de arrogante porte y soberbia musculatura. Pero este tipo, repetimos, se está extinguiendo/ Fueron muy adictos a la cultura inca, que les influenciaron en la cultura. Las casas son de paja y caña, y los hombres visten pantalones a la europea mientras que las mujeres llevan únicamente faldas a la europea/ la mayoría son cristianos, lo que no les impide ser muy amigos de las bebidas alcohólicas/ salvajes repugnantes [...] en plena edad de piedra/ desnudos, y algunas mujeres usan delantales/ costumbres repugnantes /taciturnos y solitarios

Page 355 Matanza del Morona

Page 356 Esta circunstancia ha delimitado una zona neutral, a la que ninguno puede llegar porque quien aparece, luego es victimado.

Page 356 Los jíbaros en todas estas zonas viven la mayor parte e estado primitivo, no comercian con nadie. Cultivan yucas, bananos y frutas; pezcan y cazan y son muy interesados, pues no dan nada sino a cambio de artículos. Tiene cada jíbaro cuantas mujeres puede sostener. El jíbaro más visible e importante es el que más mujeres tiene. Estas se ocupan del cultivo de las chacras y la cocina o fabricación de la chicha y los otros de la caza, la pesca y los viajes de una zona a otra. Muchos de ellos con sus mujeres, llevando estas las chichas y ellos la carga. En su generalidad los jíbaros son hombres muy fornidos, demasiado altivos; miran con desdén al blanco y son muy desconfiados con los extraños

Page 357 Los jíbaros huambisas, están esparcidos en las montañas, casi siempre a orillas de los ríos, donde pueden viajar con sus canoas y balsas. Nunca estos jíbaros, han tratado con Blancos, ni comerciado; están todavía en estado salvaje. Para llegar hasta ellos es necesario enviar emisarios que los conozcan de entre los jíbaros mismos, en parlamento de paz, de otro modo es peligroso./ los jíbaros poseen varaderos o caminos de montaña, cuando quieren comunicarse entre ellos rápidamente, hasta la Boca del Yaupi; pero, éstos son muy difíciles y peligrosos para quien no tenga costumbre

Page 358 Por la izquierda entra el río Suni, en cuyas cabeceras se hallan los indios Loretos, Avilas, San José, cuyas tribus en esas montañas fueron reunidas por los Jesuitas; aún quedan capillas en cada tribu de éstas, donde por costumbre siguen en prácticas religiosas, los sacristanes que anualmente siguen en prácticas religiosas.

Page 358 es peligroso porque los indios por allí son malos. Hace algún tiempo, al señor Sevilla, casi lo matan, teniendo que huir aquél, hasta llegar al Napo, botando gusanos de las heridas que le infirieron

Page 358 el Jíbaro Joaquín Bosco y sus hijos, quienes han recorrido mucho la selva y, según se presume conocen las picas más convenientes para salir al Santiago o a alguno de sus afluentes. Como en esta región hay espías por todas partes, hay que obrar con gran sigilo y rapidez y tal vez seguir ensanchando la pica

Page 359 Oblígame aumentar un punto a este informe a fin de tratar en él de la cuestión, que constituyen los indios de nuestra selva : Este elemento juega un rol bastante importante en el medio que operamos, ya que se ha visto y con bastante regularidad que éstos se convienen con el bando que los trata mejor o les parece así, cuando no es por temor y estos elementos muchas veces sirven a un bando y al otro también, dando como resultado que muchos movimientos que unos creis se realizarían con el secreto de que deben estar rodeados, habían sido descubiertos por estos indios que con el extraordinario dominio de la selva, atraviesan extensas regiones llevando las noticias a zonas donde menos se supone.

Page 360 De muy buena y autorizada fuente ha llegado a conocimiento de esta Cancillería, que los colonos residentes en Méndez tratan de expulsar de la población, a los indios de Chupianza, por medio de extorsiones y abusos que con ellos se cometen, tal vez apoyados en las autoridades que muchas veces creen que son los colonos, más que los nativos del lugar, los elementos más adecuados, si no los únicos o los mejores, para defender nuestro derecho territorial en la Región Oriental ecuatoriana, cuando precisamente para poblarla y repoblarla no hay elemento mejor que el nativo, al que sólo se debe tratar de educarlo y civilizarlo

Page 360 El jíbaro es o no útil a la civilización y a la patria?/ No tienen idea de Patria, de religión ni de nada. [...] Cuando llegan a Méndez esperan que los regalen y les obsequien todo lo que quieren, si no dicen "No valiendo gobierno Ecuador, nada dando, peruano valiendo, escopeta, munición, fulminantes y taraches dando, vos no valiendo". El Afán de atraerlos es imposible, pues nunca podremos dar a los jíbaros, lo que el Perú les obsequia, por eso siempre nos delatará cuando puedan y serán nuestros enemigos

Page 361 han sido peones de los caucheros peruanos

Page 361 se hará acompañar de los jíbaros del Zamora que recomienden los misioneros

Page 361 El tambo que se halla ubicado cerca de la orilla del Cusuimí (agua lodosa), y cuyo empleado es el jíbaro Pesthenda. Creo un acto de justicia poner de relieve las cualidades que caracterizan a este valiente ecuatoriano cuya existencia y alta labor se desconocen. Es de conducta inmejorable, laborioso y fiel servidos de los viajeros compatriotas que llegan a esos lugares. Mucho tiempo ha permanecido sin sueldo y no por ello ha rehusado el trabajo. El asesinato del cual fue víctima su hermano por parte de los peruanos, ha encendido en él un profundo amor a su suelo que está listo a sacrificarse si alguien trata de hollarlo. Este sentimiento así como su abnegación deben ser premiados para conseguir que con su enorme influencia reúna más adeptos. Es el único que se arriesga sobre el Cusuimí y lleva seguro el correo hasta la última avanzada ecuatoriana

Page 362 fuerza suficiente para terminar, en corto tiempo, con los tropelías y abusos de todo género que emprenden los indios con toda aquella gente civilizada que trata de establecerse o de buscar fortuna en la región que ellos pretenden, son sus disposiciones desalojar a las tribus que existían, ya que estas, en todo caso, no son sino un peligro y un retraso para el florecimiento de la región Se dice que hay petróleo, y algunos buscadores de oro han tenido éxito en sus pesquisas. Cuantas veces se ha intentado profundizar las investigaciones al respecto, se ha encontrado el explorador con la dificultad y el peligro antes mencionado de las tribus salvajes, que en pleno siglo veinte se oponen al progreso y florecimiento de una rica región, tan solo porque existe un sentimiento de humanidad mal entendido, que va, directamente, contra la vida, intereses y progreso de la gente civilizada

Page 363 El tambero de este lugar es el indio Jembo, tipo de vagancia marcada por cuyo descuido se encuentra en tan pésimas condiciones este último trayecto [...] Se cree que su soliviatamiento se debe a influencias de autoridades cesantes. Aún más, se cree que el abandono del camino es intencional, para evitar control de cualquier índole. Por otra parte, resulta peligroso porque tiene amistad estrecha con otro jíbaro relacionado indirectamente con los peruanos. Es necesario cambio inmediato /el indio Huachapala, individuo peligroso que

vive en pleno territorio nacional sin embargo de esta subvencionado por el Gobierno Peruano y de constituir una verdadera amenaza para el correo al Yaupi. Así mismo es el espía más internado y el más seguro. Se trata de un traidor ecuatoriano, actualmente al servicio de los peruanos. Queda a nuestro Gobierno decidir definitivamente el remedio para este gran mal en todos nuestros dominios. La gran influencia peruana sobre nuestros jíbaros proporcionándoles ayuda segura, adulándolos, han hecho de muchos de nuestros compatriotas perfectos traidores/ Huambusthara [...] este último tiene relaciones íntimas con jíbaro Huachapala, situado en el Yaupi y, aunque todavía no está subvencionado por los peruanos, es una amenaza para todos los blancos que se aventuran por el Undamangosisa. Se cree dueño absoluto del río. Una casualidad nos salvó de la emboscada preparada por este indio con conocimiento del Tambero del Miazal y el apoyo del traidor Huachapala / [jíbaro Pascual] este último jíbaro es peruano, nativo de Iquitos, avecindado en ese lugar hace poco. Intentó ya una vez regresar por la vía del Morona sin que conozcan las autoridades y apoyado por el peruano, blanco, Ricardo Ríos. Vive en la casa del colono Rogelio Ribadeneira y es el jíbaro mimado por los frailes de la Misión

Page 364 Convendría realizar un labor tendiente a alejarlos de las zonas de las guarniciones o atraérselos a la causa, mediante una hábil dirección de trabajo y culturización, a fin de que, en caso como el actual, pueda controlárseles e impedir hasta donde sea posible sus movimientos

Page 365 todo lo que mandaban a los soldados el Comando para la tropa lo negociaba. A los aguarunas se lo cambiaba por cueros y a nosotros por oro

Page 365 el servicio médico y la bótica se ha extendido a los colonos que prestan servicios a la guarnición y al jíbaro que exige para él y su familia medicinas

Page 365 la abundancia de indios – pero en contacto con civilizados – que lo pueblan, a pesar de lo cual solo mediante los civilizados en contacto con ellos, es posible a la tropa entrar en relaciones con ellos. Estos autóctonos no desean y no reconocen ni a “ecuatorianos ni a peruanos”, no quieren, dicen, nada con “cristianos ni blancos”, sin embargo con una buena política es posible esperar y obtener de ellos eficientes servicios, a veces irremplazables como se vera mas adelante. Como el día 3 llegaron con el hijo de Fernando Davila y con Rosa Cisneros dos o tres salvajes a su servicios, y manifestaron los primeros que el 1° habíamos estado muy cerca de la boca del Sinchiyacu, y además que a inmediaciones de la boca habían salvajes que sostienen comercio con ellos que se encontraban enfermos de gravedad y que manifestaban deseos de ser atendidos por el médico si estuviera en la guarnición, el Mayor Vildoso dispuso que el BAP Portillo surcara llevando a bordo al Mayor de Sanidad D.Victor Solano Castro que se encontraba inspeccionando la guarnición de Cisneros, al Comandante de la Guarnición Tnte.D.Lizardo García Paredes para que conociera la región y a Fernando Davila, Rosa Cisneros y los Salvajes que los habían acompañado, aprovechando de que el nivel del rio había subido de 12 a 21 pies. En esta vez sin ninguna dificultades alcanzo el punto “Chacra del indio Tiriataza” donde estaban los enfermos. Los salvajes manifestaron primeramente temor y se ocultaron pero al ver a sus compañeros, a Davila y la Cisneros fueron apareciendo uno a uno y el Dr.Solano procedió a atender de inmediato a la mujer de un Achuel que domina el castellano, la que tenía retención de orina y estaba grave, por lo que era necesario trasladarla a la Guarnición para seguirla curando, igual procedimiento se siguió con dos enfermos más. Las consecuencias inmediatas de este proceder han sido: – pérdida en gran parte del recelo de esos salvajes para nuestras tropas y como corolario una mayor confianza demostrada tres días después con la presencia de la mayoría de los familiares de los enfermos ya curados, a inmediaciones de la guarnición, ofreciendo además aves domésticas en pago del bien recibido, lo que no se aceptó. – Ofrecimiento hecho por este personal para traer a la guarnición: mitayo, yucas, plátanos, etc., en calidad de venta o a cambio de artículos que les serán remitidos desde Iquitos.

Page 366 a mediados de octubre último llegó al Capirona una canoa con tropas peruanas que atracaron al lugar en el que varios indígenas explotaban gomas; desembarcaron y el jefe del grupo militar, Sargento Juan Casique T., preguntó a los indios de donde eran, a lo que los interrogados contestaron que ecuatorianos. A esto replicó el Sargento que todos los indígenas que viven y trabajan en el Corrientes son peruanos legítimos y que, en adelante, ninguno ha de decir que es ecuatoriano y si así lo dice será severamente castigado

Page 366 al viejo lo colgaron de los dos dedos grandes del pie, amarrados con una pita, de la viga de una cuadre (Barracón, ndl) y le pusieron dos fusiles con los brazos atados hacia atrás

Page 367 cometen muchos abusos con el escaso número de mineros ecuatorianos que llegan a esa región. Los jíbaros cuentan que esos peruanos les hacen muchos obsequios y les explican que para ellos sería mucho mejor pertenecer al Perú, ya que es una nación poderosa y rica que les puede dar muchas facilidades de vida y en ningún caso les atropellarían como hacen los ecuatorianos. (Lástima, pero es muy cierto que las autoridades ecuatorianas y nuestros mineros han cometido grandes abusos con los jíbaros; lo que facilita mucho a la propaganda peruana)

Page 368 los indios peruanos que residían en Mangosisa y sus familias tuvieron que abandonar sus chacras y viviendas situadas cerca de la guarnición de Nayumbimi, en vista de ser perseguidos por soldados ecuatorianos pertenecientes a ella.- [...]. El 9 de abril último fué torturado por tropas ecuatorianas pertenecientes al Batallón "Patria" n°15 destacados en la guarnición de Macuma o Montalva, el indio Peruano Calixto morador de Huito-Yagu, lugar cercano de la guarnición peruana de "Coronel Portillo"

Page 368 abusos en agravio de las personas e intereses de nuestros connacionales

Page 368 También sé que los indígenas ecuatorianos Baltazar Santi, Hilario Santi, Manuel Insaco y Antonio Vela han sido detenidos sin causa que justifique este hecho; pues como se hallan en territorio ecuatoriano, tiene pleno derecho a regresar a sus casas, razón por la cual usted ordenará para que puedan regresar. Como me indicara el indígena ecuatoriano Dario Guerra que su chacra de río Caucho-Yacu ha sido gestada por el personal a su mando y cuyo valor ha sido avaluado en doce soles, pido a usted se digne remitir este dinero para abonar al citado indígena

Page 368 Los peruanos tratan muy mal a la población indígena del Oriente, durante unos años fue médico el Dr. Dicky en la Casa Israel y pudo comprobar de cerca la manera cruel e inhumana con que trataban a los indios los peruanos. Este aspecto los considera el Dr. Dicky de suma importancia, pues impresionaría mucho en la opinión estadounidense

Page 369 que peruanos hostilizaban a las jibarías de Yumbonaza, en Gualaquiza, que cometían toda clase de abusos y que aún se daba el caso de violaciones a las mujeres de los referidos jíbaros

Page 369 Señor Coronel Ministro de Guerra (Gabinete militar). - Tengo el honor de dirigirme a esa superioridad, copiando a continuación el informe recibido del Comandante de la Guarnición Vargas Guerra, relacionado con los abusos cometidos por las tropas ecuatorianas, en la persona é intereses de indios peruanos: [...] Cumplo con poner en conocimiento de esa Superioridad que el día 31 del ppdd se presentaron 5 indios peruanos radicados en el rio Mangosisa, a manifestar por tercera vez que la tribu compuesta por 10 familias, es víctima de los abusos y vejámenes que a diario cometen las tropas ecuatorianas, llegando a veces al homicidio, como ha sucedido últimamente con los huambisas Huambusara y Oconchama. Con el fin de conocer la verdad de este asunto, esta Comandancia comisiono al indio Carlos, intérprete de la guarnición, para observar y conocer la verdadera situación de esta tribu. De regreso el citado indio, da cuenta que efectivamente los soldados ecuatorianos bajan con frecuencia a la Casa del Curaca Tondoama y le exigen proporcione gallinas, yucas, plátanos, quitándoles también su mitayo cuando lo descubren, sin retribución alguna, argumentando que la tierra es ecuatoriana y que lo que produce es de ellos; todo esto se realiza entre denuestos, improprios é injurias. - Además para todo trabajo son reclutados y obligados a trabajar bajo la vigilancia de soldados que palo en mano no consienten descanso. Y temerosos que estos indios puedan ejercer alguna venganza, han traído indios jibaros ecuatorianos que tiene la consigna de extinguir la tribu peruana. - Esta comandancia, considerando que es obligación de la guarnición no solo defender la integridad territorial sino de hacer respetar todo lo que signifique peruano, y, cumpliendo instrucciones de esa superioridad, ha dispuesto que la tribu baje a las cercanías del puesto del Cuisime con el fin de ampararlos de todo abuso de los ecuatorianos.

Page 370 el Jefe del Destacamento ecuatoriano del Yaupi, posición extrema del Ecuador en ese territorio cuyo dominio corresponde al Perú, ha otorgado bajo el membrete del Ministerio de Defensa Nacional de aquella

República un extraño título de Capitanato de los Jíbaros de Onan al jivaro Pujupata autorizándolo para ejercer una jurisdicción irregular

Page 370 El señor Coronel Comandante de la Va. División, pone en conocimiento de este Despacho que indios Muratos destacados desde la población ecuatoriana de Macas y armados de escopetas y carabinas, han tomado posesión en el río Morona a unos veinte kilómetros de su origen ; esto es, de la confluencia del Cangaimo con el Mangocisa.- Por el momento estos indios se ocupan de formar grandes chacras y, según informes del Jefe de la guarnición de Barranca, obedecen a individuos que a su vez se hallan ubicados en el Mangocisa, en una distancia intermedia entre el camino que parte de este río a Macas y su confluencia con el Caigame.- Sospecho que estos indios constituyen avanzadas destinadas a preparar los elementos necesarios para la permanencia de guarniciones militares ecuatorianas que oportunamente serían destacadas. - Lo que pongo en conocimiento de ese superior Despacho para su inteligencia.

Page 371 se ha presentado a esta Comandancia una Comisión de indios peruanos residentes en el río Mangositas a exponer que el 2 del actual se presentaron a sus moradas cuatro jibaros ecuatorianos llamados: Mangasha, Pate, Shariano y Shiriapa armados de fusiles Manlincher y descargaron sus armas sobre los indios peruanos resultando muerto uno y dos heridos. También dicen que estos fusiles fueron proporcionados en la guarnición ecuatoriana del Yaupi, con el fin de eliminar cuando menos al curaca Tondoama. Como prueba de esta aseveración han entregado cinco casquillos correspondientes a esta arma, manifestando que fueron dejados por los asaltantes en la fuga Esta Comandancia juzga algunos puntos exagerados pero encuentra relación con el tenor del oficio ecuatoriano robado por indios, cuya remisión a esa superioridad hice con el informe secreto del 31 de agosto último. Además, teniendo en cuenta las frecuentes quejas y datos sobre asesinatos a indios peruanos sin que haya lo que nosotros llamamos declaratoria de guerra, deduce que la persecución a las tribus peruanas es efectiva, en razón de que las ecuatorianas argumentan miedo a las peruanas para no venir trasportando carga a las guarniciones de frontera, lo que dificulta la vida de sus tropas. Adjunto los casquillos.

Page 371 resulta que las tribus peruanas radicadas en el río Mangoniza han sido víctimas de distintos atropellos y asesinatos realizados por fuerzas regulares ecuatorianas y por indios jibaros armados con fusiles "Malincher", de uso en el ejército de ese país y que se afirma fueron proporcionados por la guarnición de Yaupi. / un plan organizado de agresión por grupos incontrolados

Page 371 no ha de extrañar a Vuestra excelencia que las autoridades nacionales del puesto del Cusuime adopten las medidas conducentes a proteger a esas tribus peruanas indefensas

Page 371 A pesar de que nos parecía imposible y opuesta a toda tradición y reglas de moral, honor y disciplina de nuestras fuerzas armadas, que ellas hubiesen podido intervenir en asesinatos, mi Gobierno, antes de dar respuesta a esta parte de la nota n°6-12/26, y tomando en cuenta el carácter de las informaciones a que alude Vuestra excelencia realizó una prolija investigación

Page 372 ni a los indios grupos jibaros, ni a grupo alguno de estos

Page 372 Era la irreconciliable y tradicional enemistad de los jibaros del Pongo con los de Zamora. Desde épocas anteriores han ocurrido entre ellos muchos encuentros sangrientos, y cuando yo apenas me había posesionado del cargo que desempeñé en esa misión, hubo, otra lucha formidable, y como consecuencia y recuerdo de ella, el jefe jibaro de la Tribu de Zamora conserva hasta la fecha a la mujer que sustrajo de ahí, en calidad de botín de guerra, se llama Asutangui, y es la más querida de sus concubinas; hace pocos años se le murió otra mujer, oriunda también del Pingo, llamada Tacsema arrancada de allí a viva fuerza [...] En otros tiempos a la orilla de este río, vivía una numerosa Tribu de jibaros, pero como éstos eran amigos de los del Pongo, fueron desalojados de ese lugar por los jibaros del Zamora, con el fin de evitar el constante peligro que les amenazaba

Page 374 dada la crudeza del ambiente [...], es necesario formarlos con nativos, realizando un reclutamiento regional. Ellos son los únicos que en todo tiempo y circunstancias conservan una fortaleza física y moral inquebrantables. Dominan la selva y los ríos; valientes, magníficos tiradores y de enorme utilidad. / Los macabeos con su gran influencia coadyuvarían efectivamente en la militarización de los indios y en breve

tiempo se constituirá un conjunto formidable de defensores de la Patria. / los destacamentos actuales, salvo pocas y honrosas excepciones, no responden a su cometido. Viven inadaptados al medio, deprimidos, nostálgicos, sin valor para vencerse a sí mismo, peor para luchar virilmente contra las crueldades de la selva

Page 374 Urgencia de un plan de Ecuatorianización de las Jibarías nuestro Oriente

Page 374 En la región oriental, el Ministerio ha querido, también, desde el segundo semestre de este año, poner en práctica este importante servicio, para lo cual se ha creado, por lo pronto, cuarenta vacantes en cada una de las Unidades que guarnecen las Provincias Orientales, seguro que, en esta forma, se logrará atraer a nuestros jíbaros del Oriente a la culturización y al reconocimiento de sus deberes como ciudadanos ecuatorianos. Es así, como, en la forma adecuada, alcanzaremos a tener un cuerpo de tropa adecuado para la región y con los conocimientos especiales que se requieren para las intervenciones militares en las Provincias Orientales

Page 375 El sistema de Servicio Militar establecido en el Perú, da opción a enrolar elementos de la región, estos sirven en mejores condiciones que cualquiera persona que no conozca la selva; recientemente, en esta región se está dando de alta a elementos nativos (No pasan de seis).

Page 375 Los soldados constituyen el contingente de conscriptos comprendido entre los 20 y 26 años, son Loretanos (NATIVO DEL LUGAR) Pertenecen al Veinte y Cinco avo Regimiento de Infantería. El Comando Peruano, como se ve, seguro de la realidad y con moras prácticas para obtener el mayor rendimiento, ha ordenado JUSTAMENTE el RECLUTAMIENTO REGIONAL, sin embargo que ellos no cuenta con hombres como los nuestros. Ellos son largos Loretanos enclenques. La única cualidad: ser del lugar y conocedores.

Page 375 respecto de su capacidad combativa se presumía que no tenía la debida consistencia porque su educación cívica y su instrucción militar eran muy deficientes; porque les faltaban medios materiales adecuados; porque su personal, en su gran mayoría no era natural de la región; porque sus cuadros mas se preocupaban del trabajo que de la preparación para la guerra, etc.

Page 375 Nuestro elemento hombre de la región es un excelente soldado para la vida de campaña en la selva; por su estoicismo y tenacidad ante la inmensidad y el rigor tropical

Page 378 Existe por fortuna un remoto odio hacia los pobladores de nuestros indios. Ellos comprenden que son despojados de sus tierras y de sus ríos por los conquistadores, y piensan siempre que será mejor proceder como hace poco contra los Destacamentos Peruanos, acabando con los hombres y cargando las mujeres. En la menor manifestación de nuestros indios se comprende la venganza y el deseo por la revancha.

Page 378 El indio por tradición remota, más que por bien definido concepto de nacionalidad, se considera ecuatoriano. Conservar este nexo, su amistad y su alianza es, política, militar, es internacionalmente, un imperativo nacional

Page 378 borrando el frágil nexo con que está todavía ligado el jíbaro a la nacionalidad

Page 378 viven en armonía con ellos y son quienes les proporcionan lo poco que los indios necesitan

Page 378 la verdadera causa de la ruina de la agricultura y ganadería, y del éxodo del indio al territorio ocupado por los peruanos es éste trabajo, exigido hasta por la fuerza y mal pagado; que, fuera de ser pesado en el río, les es doloroso en los varaderos, donde tiene que llevar las cargas a hombro y con el lodo a la cintura. [...] En cinco años han desaparecido de la ribera catorce haciendas, entre grandes y chicas. Han emigrado al territorio ocupado por los peruanos unas cuatrocientas familias indígenas y unas cuatro o cinco de Blancos

Page 379 Dado el gran tiempo que el Perú ha tomado posesión de nuestro Oriente, ha logrado atraer a la mayoría de los jíbaros, siendo éstos muy obsequiados por aquellos de todos los implementos más necesarios (carabinas, cartuchos, escopetas, cuchillos, telas, veneno, etc., etc.), logrando de esa forma atraerles para aprovecharles en el servicio de espionaje; nosotros, no hemos hecho nada al respecto.

Page 379 Si las tropas enemigas hubieran sido de la selva, las victorias obtenidas nos habrían costado mucho más caro en vidas y en medios

Page 379 indio[s] Francisco González y Marcelino Sánchez – concedores de la región

Page 380 han prestado inapreciables servicios

Page 380 una escopeta con sus pertrechos

Page 381 Dando cumplimiento a lo ordenado por esa Superioridad en radio-clave n°1.963, el día 6 del actual se mandó una comisión, a la Gn.de Nayumbimi (rio Mangosisa) a fin de confirmar sobre la desocupación por tropas ecuatorianas, habiendo regresado el día 8, dando cuenta que era verdad la desocupación no solamente de dicha guarnición, sino también de la guarnición de MIAZAL, desocupación que se debió a los falsos rumores que habías hecho circular los mismos indios al servicio de dichas guarniciones de que los peruanos ya estábamos muy cerca y en gran cantidad para atacarles como la noticia fue propaganda casi ya al anochecer de un día X, huyeron improvisadamente, dejando la mayor parte de ses cosas abandonadas y al cuidado de los mismos indios, quienes aprovecharon para hacerlas suyas. Los de Nayumbimi, habían llevado consigo en calidad de preso a uno de sus mismos indios, llamado PUJUPATA, por el hecho de haberle sorprendido sacando pieles de huangana y deducir que estaba o mantenía comunicación con nosotros; pero después de un día de camino arriba de Miazal, aprovechando la oscuridad de la noche, se había dado a la fuga y llegado a Nayumbimi; como réplica y hacer aparecer cierta nuestra llegada, había quemado todas las casas dejadas, así como también sus cosas, ocultando algunas que les interesaba; cuando al tercer día hubieron llegado indios ecuatorianos a llevar sus cosas, les contó aparentando cierto miedo que las casas habían sido quemadas por las tropas peruanas y que no hacía rato que se habían retirado; declaración, hizo [p.102] que dichos indios se regresaron inmediatamente, sin llevar nada y para no volver mas hasta la fecha. Por intermedio del indio PUJUPATA se llegó a saber que también Miazal estaba desocupada y por esos indios de macas, que le contaron a Pujupata, se sabe que los ecuatorianos nos estaban concentrando fuerte cantidad de tropas en un afluyente derecho del Mangosisa llamado Tumbaimi y en la intersección de las trochas que van de Yaupi y Mangosisa, a de Macas, con el objeto de atacar Vargas Guerra y matar a todos nuestros indios; intención que también fue expresada por los soldados aun estando todavía en Nayumbimi. El indio Pujupata expresó a los de la comisión, estar listo de servir bajo nuestra Bandera, dando avisos oportunos cuando vieran o supiera algo de los ecuatorianos y que se encontraba sumamente resentido de los ecuatorianos por los abusos y atropellos que hubiera recibido durante su permanencia; después ha ofrecido entregar todos los documentos dejados por los de Nayumbimi, que los tiene escondido con todo el baúl, así como herramientas de carpintería y labranza; con tal objeto el día 9 mandé a dos indios nuestros y que al mismo tiempo son parientes con tal Pujupata y que así pudieran sacarle mas datos y dados a la realidad. En cuanto regresen daré cuenta por radio.

Page 382 el shuar más viejo de Tink, quien asegura tener cerca de 120 años

Page 382 Nosotros los shuar nativos de esta zona -comenzó- peleamos al comienzo en contra del ejército ecuatoriano. Nosotros creímos que los militares ecuatorianos venían a hacernos la guerra a nosotros porque hicieron algunos abusos. Entonces nos enfrentamos a ellos con escopetas que antiguamente comprábamos a comerciantes que venían del Perú. / El teniente Hugo Ortiz continuó- un joven blanco, muy blanco y barbado, con unos Treinta soldados estaban en nuestras tierras. El joven era muy valiente, se enfrentó a nosotros hasta que se le acabaron las municiones. Ahí, Ankuash, de un solo disparo dio muerte a Hugo Ortiz. Murieron también todos los soldados que le acompañaban. A algunos se les cortó la cabeza y se les botó al río. No es cierto, como dicen los libros, que fueron los peruanos que lo mataron, fueron los shuar de esa parte. Entonces aparecieron los peruanos y pasaron midiendo el territorio que según ellos era del Perú. Nosotros nos enfrentamos a ellos y los derrotamos, nunca más volvieron. El ejército ecuatoriano -añadió el shamán- hizo la paz con nosotros pero nos exigía la muerte de Ankuash. Ankuash fue muerto y hecho tsantsa y le entregamos al ejército ecuatoriano. La tsantsa de Ankuash sabemos que está en Argentina y es la última que se hizo. Yo fui nombrado capitán.

Page 383 Definitivamente se integran dentro de la peruanidad

Page 385 Alrededor de 1941, las relaciones shuar-blancos se hicieron extremadamente tensas debido a la guerra entre Perú y Ecuador. Tropas ecuatorianas atacaron a un caserío shuar cerca del río Santiago, alegando que creían que los nativos eran del Perú y estaban mandados por oficiales del ejército peruano. En el

derramamiento de sangre que siguió, se informó que setenta y siete ecuatorianos “blancos” y un número imprecisado de shuar, incluso mujeres y niños, perecieron.

Page 385 fui donde los soldados, me llevaron para cuidar a un niño, el Sargento que era médico, para que le cuide a su hijo diciendo, así, así, aprendí el idioma de los apach

Page 385 teniente Rengifo había comprado por 9 mil, y sembró arroz, trabajó cuatro años, su padre traía una lancha para llevar eso [...] cuando terminó, luego de trabajar 4 años ya cumplidos regresó, regresó y cuando llegó a Lima le habían ascendido a capitán, así nos había enviado un mensaje. Ahora soy capitán

Page 386 he visto también el hito que colocaban. He visto la demarcación del límite, allá llegaron para delimitar el territorio

Page 387 deshabitada

Page 387 Vacío demográfico

Page 387 En esta zona junto al pequeño grupo de colonos, existe una población nativa, valerosa e inteligente, que se siente peruana y que mantiene la presencia de nuestra nación en estas fronteras /estos nativo que ahí [en el Cenepa] habitan son histórica, jurídica, fácticamente peruanos

Page 387 Fronteras vivas

Page 394 para el caso de que los intereses nacionales exigieran reiniciar operaciones de guerra

Page 394 Al producirse el conflicto llamado de Leticia, nuestro país estaba todavía bajo la impresión de la revolución de Arequipa que derrocó al Gobierno del Presidente Leguía. Todas las instituciones nacionales, aunque funcionando estaban aún convulsionadas ; el crédito nacional que fue el más sufrido, estaba al borde de la bancarrota ; las rentas fiscales enormemente disminuidas, hacían imposible que el Tesoro Nacional cumpliera con las más premiosas obligaciones hacendarias ; el problema de la desocupación se presentaba, por primera vez, en toda la República, con síntomas alarmantes ; las agrupaciones políticas, extremistas, con cínica arrogancia, amenazaban trastornar el orden social y la paz interna, y los pronunciamientos armados en varios sectores de territorio, conmovían la nacionalidad, por los métodos de pavoroso exterminio que comúnmente pusieron en práctica para el logro de sus planes protervos

Page 394 una verdadera movilización de la 5a división, porque no existía un plan adecuado a las circunstancias

Page 395 si en su actuación, se nota tibieza e incertidumbre es porque en su espíritu dominaba, tal vez, un gran sentimiento de pacifismo, apoyado en la seguridad que tenía de la deficiencia de nuestros elementos de guerra terrestres, navales y aéreos

Page 395 Durante muchos años nuestros gobiernos dejaron de prestar debida atención al desarrollo de los Institutos Armados y a la adquisición de los elementos indispensables para que nuestra potencialidad militar estuviese de acuerdo con las posibilidades, las más altas conveniencias y el decoro de la nación. Esta política debía tener y tuvo, en efecto, las más fatales consecuencias. Debilitó el respeto a nuestros derechos en el campo internacional y repercutió profundamente en la vida institucional del Ejército. No pudo ser más grande el abandono en el que se hallaba. [...] Era tanto más lamentable, si se tiene en cuenta que a raíz del conflicto mundial, todos los países que contaban con ejércitos organizados se apresuraron a sacar provecho de sus nuevas enseñanzas, reorganizando sus ejércitos y dotándolos de los armamentos y de los materiales que entonces aparecieron por primera vez. [...] Puedo asegurar hoy que nuestros Institutos Armados, se hallan hoy en un pie de progreso, de eficiencia, de bienestar y potencialidad que nunca fue superado durante nuestra ya larga vida republicana

Page 396 La defensa nacional ha sido el eje central de mi acción gubernativa [...] Nunca tuvo el Perú un Ejército como el que hoy tiene, por la magnífica disciplina que lo alienta, por la eficiencia de su alto comando, por la sólida preparación en sus jefes y oficiales, por la estructura de sus unidades, por la calidad superior y la cantidad de los armamentos adquiridos, por el moderno y valioso material de guerra de que se le ha dotado, por los cuarteles que albergan a las tropas y la elevada moralidad y disciplina de los clases y soldados.

Page 397 Los desembolsos que el erario nacional efectúa en este sentido, por crecidos que sean, deben ser considerados por la ciudadanía como una prima de seguro contra el peligro de guerra

Page 398 Soy de los que creen que la mejor manera de garantizar la paz —y con ella el progreso del país— es vivir cautelando nuestra defensa

Page 399 En los últimos años la armada del Perú se ha visto incrementada con nuevas adquisiciones e impulsada en muchas de sus actividades, modernizándose y reparándose aquellos buques que, por su edad y objeto, requerían se introdujera en ellos reformas de importancia con la técnica naval de actualidad

Page 399 Un ritmo ascensional habiéndose perfeccionado con tal objeto sus servicios y creado nuevas unidades y nuevas bases aéreas.

Page 401 Se preocupa también el Gobierno por el incremento de la aviación civil, cuerpo complementario de la aviación militar. El Aéreo Club ejerce, actualmente, un control efectivo sobre esa importante rama de la Aeronáutica, que ha sido rodeada de eficaces garantías y que se encuentra en un laudable

Page 402 muy lejos en un caso real de alcanzar un resultado siquiera mediocre [...] La experiencia de las últimas guerras, la del Chaco y la de Etiopía; los actuales conflictos armados en España y China, han puesto en evidencia las múltiples misiones que se le encomienda a la Aviación

Page 403 grandes cantidades de armamento que ha venido haciendo el Perú desde 1937

Page 403 había caído en manos comunistas

Page 403 Por las últimas informaciones obtenidas no queda duda de que la carrera armamentista del Perú está dirigida contra el Ecuador. El crecido número de tanques que el Perú ha adquirido solo pueden ser usados contra el Ecuador por la existencia de la red de carreteras que existe en toda la sección de la costa peruana hacia el Ecuador

Page 403 por sus condiciones económicas, su escaso y mal armamento

Page 405 Programa de Rearme y Militarización del País

Page 405 un impuesto a los espectáculos públicos

Page 410 La Aviación tuvo dos descalabros: primero la supresión de las Escuelas, y segundo, la destrucción de los aparatos, con la muerte de casi todos los aviadores, por falta de cuidado y control preventivo. En todos los ejércitos del mundo hay reglamentaciones especiales y rigurosas para esta arma; no puede elevarse un aparato sin la revisión y aprobación de su mecánico. El Ecuador no contaba sino con muy pocos expertos en ese ramo; razón por la que fueron contratados mecánicos cubanos de primera clase, para llenar ese vacío pero también se le ocurrió al Ministro de Defensa del doctor Mosquera Narváez cancelar a esos técnicos, a pretexto de ser extranjeros. Los aviadores se elevaban desde entonces sin el debido control de eficiencia del aparato, y como consecuencia de esto fueron cayendo y desapareciendo aviadores y aparatos, sin que quede ahora ni siquiera el recuerdo. Los pocos aviadores que continuaron fueron dados de baja y encarcelados a pretexto de conspirar contra el orden constituido, y esta actitud no fue rectificadora ni en los momentos de mayor peligro para la Patria, a pesar de la petición del pueblo de Quito. Recuérdese lo que sucedió con el doctor Arroyo del Río el 12 de enero de 1941.

Page 416 por desgracia, los cultos y eruditos profesores que vinieron al Ecuador con la aureola de haberse distinguido en los campos de batalla europeos, utilizaron para sus enseñanzas el mismo ambiente de la sierra ecuatoriana, descuidando absolutamente lo que más nos interesaba, aprender a defender nuestra frontera que, años tras años, venía recortándonos el Perú con tanta voracidad

Page 419 Los militares franceses deben retirarse definitivamente del Perú

Page 422 En 1931, siendo Capitán alumno de nuestra Escuela Superior de Guerra, escuché en una conferencia de un destacado Profesor las siguientes palabras que traducen el criterio que entonces se tenía con relación al

empleo de medios mecanizados motorizados en nuestro país. Decía: “no creo posible el empleo de tanques en el Perú”. Tal afirmación fue desvirtuada cuando en mi condición de alumno de la Escuela Superior de Guerra de París, el año 1935, pude presenciar en el Campo de la Courtine (Macizo Central de Francia) el empleo de tanques en zonas que guardan similitud con nuestro territorio. Así lo expresé a nuestro Agregado Militar en Francia, quien envió una carta al Ministro de Guerra de la época sugiriéndole la posibilidad de adquirir algunos tanques para experimentarlos en nuestro medio. Contemporáneamente llegaba al Perú un Miembro de la misión francesa que opinó favorablemente por la adquisición. El Ministro de Guerra autorizó tal compra que luego fue materializada con la adquisición de los tanques checos que después jugaron papel preponderante y decisivo en las acciones de 1941. Lo expuesto demuestra en forma fehaciente cómo la iniciativa surgida al azar influyó, en gran parte, en el proceso de adquisiciones militares. La razón para esto es explicable. Los Ministros de Estado, merecedores del favor político y recolectados en la mayoría de los casos entre amigos personales, consideraban imprudente molestar al Jefe del Estado con pedidos que importarían grandes sacrificios y optaban, casi siempre por permanecer encastillados en sus Ministerios.

Page 425 con el fin político de amenazar y constreñir al Ecuador a aceptar nuestras exigencias al negociarse la paz

Page 427 Previsión declaración Canciller Concha, puedan producir reacción guarniciones ecuatorianas ; disponga redóblese vigilancia, tratando evitar choque, salvo caso ataque

Page 427 En cuanto a estudios al respecto existentes con anterioridad a 1938, el actual Jefe de la Tercera Sección ha informado al suscrito que personalmente no ha recibido de su antecesor trabajo de esta índole pero habiéndose efectuado en estos últimos meses una minuciosa búsqueda en los archivos de dicha sección, se han encontrado hace pocos días un conjunto de ellos titulados Planes [...] documentos que han sido encontrados en un armario del negociado de Operaciones [...] Parecen haber sido hechos con un criterio un poco simplista y con carácter de generalidad que no facilitan su aplicación

Page 427 En vista de la necesidad urgente e imprescindible de formular los Planes de Guerra, con respecto a los países vecinos, probables contendientes, planes que sometidos a la aprobación del Supremo

Page 428 asegurar la vigilancia y el cierre de la frontera en los periodos de amenaza de un conflicto armado con el país vecino ; informar al Comando y luego a su propia Unidad, sobre los acontecimientos de interés militar que se realicen a proximidad de la frontera ; cubrir la concentración de las tropas encargadas de la cobertura de nuestra frontera Norte

Page 428 Proyecto de guerra contra el Ecuador

Page 428 la conveniencia de gastar una cierta cantidad de dinero en la adquisición, por orden de urgencia, del armamento, munición, material, equipo, vestuario, etc. Que aún faltan para que sea una realidad nuestro actual Plan de Movilización, si es que queremos hacer la guerra victoriosa contra el Ecuador y mantenernos a la vez en condiciones de cubrirnos ventajosamente de Bolivia

Page 428 Conforme al espíritu del Plan de Guerra contra el Ecuador, la guerra será esencialmente ofensiva y visará, como primer objetivo : Santa Rosa – Zaruma – Loja.

Page 428 hostilizar y paralizar

Page 429 operación ofensiva de gran envergadura [...] Para operar en cobertura ofensivamente en territorio enemigo y conservar con éxito el territorio [...] Por otra parte, la operación ofensiva de cobertura podría ser conjugada con una diversión inicial ejecutada por la división de Selva en el alto valle del Santiago, por ejemplo

Page 429 con el fin de mantener la inviolabilidad de nuestra frontera y aún hacer frente a una acción de fuerzas por parte del Ecuador [...] rechazar al enemigo fuera del territorio nacional, así como perseguirlo, eventualmente, en su propio territorio

Page 430 es decir que esta misión, no solamente impone una actitud defensiva sino que al mismo tiempo, prevé una acción ofensiva a objetivo limitado (objetivo que no ha podido ser precisado a priori) que podrá desencadenarse en función de la actitud del enemigo

Page 430 procurarse regiones de valor estratégico que faciliten las operaciones futuras

Page 430 la discusión suscitada dejaba percibir cierta vacilación de parte de algún funcionario que no concordaba con el espíritu que debía imperar en ese instante

Page 430 El consejo superior del Ejército estuvo de acuerdo con la acción local; no así en lo referente a la acción ofensiva profunda prevista en una hipótesis del Plan de Maniobra. Este organismo, que probablemente se inspiraba en consideraciones de orden internacional estimaba que solo debía recuperarse lo nuestro, sin penetrar en territorio ecuatoriano por las serias repercusiones de carácter internacional

Page 431 El Ejército es leal pero requiere de armas y municiones, y sus líderes están solicitando que se tomen medidas para cubrir esas necesidades. El Ejército no permitiría el término de una lucha fronteriza que no sea favorable para el Perú. El gobierno, consciente de estos factores, está trabajando en un programa de defensa que sería financiado por un préstamo interno de 300 millones de dólares

Page 432 peligros que amenazan al país

Page 433 puedo decirte que ella salió de una conversación que tuve con dicho Jefe en el EM de la la D.L. en Tumbes [...] No tendré la pretensión de decir que Marín recibió inspiraciones mías, pero si afirmo que todos los puntos de vista que correspondían a mi División, los planteé yo, exclusivamente [...] Para que te sirva de una comprobación te expongo todo esto en detalle y con los nombres de las personas que, por una razón u otra, llegaron a conocer el Plan de la D.L., el cual fue anterior al nombramiento del Gnral.Cmdte del Agrupamiento y a la creación de éste.[...] Cuando pienso en todo esto y en los acomodos y el afán de hacerse aparecer como autores de muchos sucesos, no puedo ,hemos de decir que los que tuvieron la suerte en sus manos, la dejaron escapar, y uno de ellos es Hurtado y el otro Vinatea

Page 437 Italia, desde hace trece años, ha iniciado la solución del problema "Nación Militar", poniendo la cultura militar en el campo de las actividades de la nación y esforzándose por realizar una amplia mancomunidad científica entre el saber en general, y las aplicaciones militares

Page 437 el plan Negroni era formulado para un ejército pequeño pero sumamente adiestrado y bien provisto

Page 438 él, se creía el padre del sistema defensivo

Page 438 mientras el suscrito permanezca desempeñando el cargo de Jefe de Frontera, no impartirá ninguna orden atentatoria contra la integridad de nuestro territorio, puesto que el militar que tiene consciencia de su deber no debe obedecer órdenes que lesionan la soberanía de la Frontera

Page 439 Los Órganos centrales aparte de lo normal administrativo, no habían participado ni intelectual ni materialmente a la realización de la seguridad, es por esto que el Comandante Ortiz, se sentía el padre del sistema defensivo

Page 439 Una de las reacciones y medidas de prudencia de los políticos, había sido, privar al Ejército de un Jefe con el máximo de jerarquía. En el General de la República ven los políticos el caudillo. La fobia del generalato hizo una escuela; se mantenía un organismo sin cabeza

Page 439 Es así como a pesar de que el EMG tenía su Plan de Operaciones reservado, en esos días de que la Patria debía poner de relieve todo su valor, se hizo caso omiso de este Plan de Operaciones, se dedicaron ciertos académicos a improvisar Orgánicos de Guerra, dar nombres que en esos momentos les ocurría a las Unidades que se creaban

Page 440 El día 3 de julio llegó de Guayaquil el señor Mayor Vega Dávila, Comandante del Batallón Montecristi quien me puso al corriente y en la plaza de Huaquillas, de todo cuanto le había informado el señor Coronel Rodríguez, de la probable invasión peruana, sin precisarle la fecha para tal operación. En esta conferencia

verbal que tuvimos en Huaquillas, nos pusimos de acuerdo para tomar todas las providencias de seguridad en el mando de nuestros Batallones y dentro de la jurisdicción que nos correspondía defender, y hacer conocer a los señores Oficiales, para que éstos pusieran al corriente al personal de tropa, como así se lo efectuó; combinando de esta manera un plan de ataque o de defensa a nuestra propia iniciativa y basados en nuestros conocimientos profesionales

Page 447 Siendo las diez de la mañana del día de hoy me dirigí hacia la chacara fronteriza de Jacinto Orellana Becerra, en vista de informes dados por éste, que los ecuatorianos habían puesto un cerco de alambre en nuestro territorio, llevando para el efecto una pareja de guardias armados. Llegados al mencionado lugar, que se halla a unos 500 metros del Noroeste del cuartel, ordené que Orellana y sus dos menos hijos deshicieran el mencionado cerco; cuando a los 25 minutos se presentaron dos soldados ecuatorianos armados que al verme se detuvieron, entonces les hice ver que ese cerco puesto por ellos estaba en territorio peruano y respondieron no saber al respecto, regresando seguidamente, pasaron al Ecuador. Presumiendo que iban a comunicar a los suyos el hecho y quizá regresasen con refuerzo, mandé al cuartel a uno de los hijos de Orellana, para que el Cabo Humberto Chacón Santa Cruz, viniera con un fusil ametrallador y seis hombres armados, los que llegaron a poco rato; estableciendo con éstos un servicio de vigilancia en aquel sector dándoles por consigna que hicieran fuego a mi voz, o cuando ellos fueran atacado por el enemigo. Trascurrieron más o menos media hora, estando cada uno en su puesto sentimos voces de varios hombres que habían pasado hacia nuestro territorio y por la espesa vegetación no se les podían distinguir, pero, como éstos se dirigían hacia un descubierto, esperamos que salieran con el propósito de captivarlos y en este instante tres soldados ecuatorianos avistaron entre unas yerbas al guardia Luis Manyaro Sosa, proveedor del fusil ametrallador, contra quien hicieron una descarga a una distancia de 30 metros, al que de inmediato respondió el fusil ametrallador, mosquetón y los fusiles nuestros, habiéndose constatado la caída de dos de los atacantes continuando así el tiroteo, notamos más fusilería de parte ecuatoriana y dando el tiempo transcurrido de unos 30 minutos i la posibilidad de ser copados, dispuse que abandonaran sus puestos saliendo hacia el cuartel, donde nuevamente nos emplazamos en trincheras y ya con la ayuda del otro fusil y el resto del personal del Puesto, haciendo un efectivo de 14 hombres y el auxiliar Enrique Guinet, quien transmitía y comunicaba todo lo acontecido a Sarumilla a más de cooperar directamente con nosotros [...] [vers 11h 30], vimos que de Huaquillas levantando pañuelos blancos venían tres oficiales ecuatorianos y al sentir que cesamos en disparar comenzaron un fuego nutrido contra nosotros, haciendo uso de cañones dos de cuyos proyectiles hizo impacto en el cuartel, sin mucho perjuicio material, menos personal [...] a los cuarenta minutos de tiempo cesaron por completo los fuegos ecuatorianos habiendo izado una bandera de la cruz roja y una blanca que las sacaron después, respondiendo a este hecho con el fuego al que ya no respondieron

Page 448 ayer a las 10 horas la guarnición ecuatoriana de “huaquillas” abrió el fuego sobre guardias civiles peruanos del puesto de Aguas Verdes que practicaba su patrullaje de rutina sobre territorio peruano penetrando luego en territorio nacional [...] a la misma hora el puesto peruano de la Guardia Civil y policía de las palmas, recibió fuego de fusilería y ametralladoras de parte de las tropas ecuatorianas de la guarnición de Chacras [el día siguiente] a las 12 y 30 horas los ecuatorianos abrieron sus fuegos sobre el puesto de Las Palmas, ocupando posiciones frente a este punto y Uña de Gato en territorio peruano ocupado por tabacaleros peruanos empleándose morteros para desalojarlos, entablándose así el combate

Page 449 con la misión de cuidar y observar que elementos peruanos no entren a nuestro territorio sin permiso del Agente de Inmigración y Extranjería y con el Visto Bueno de este Comando

Page 449 Las diez y media de la mañana, recibía parte del Sargento Manzano, Comandante de la Patrulla desplazada hacia el Bramador que en que me informaba que elementos civiles peruanos se encontraban desmontando en nuestro territorio en el antedicho punto, y vigilados por los Guardias Civiles armados de ametralladoras y fusiles. El Comando ordena al señor Arcenio Campos a que se trasladara al mencionado lugar, a fin de que se informara de la verdad del parte; oyendo minutos más tarde detonaciones de ametralladoras y fusilería, trasladando, e inmediatamente al cuartel y ordenando tocar tropa armada en pelotón.

Page 449 Es de anotar que el combate de Chacras se inició por el atentado del destacamento peruano de Las Palmas al ametrallar aunque sin resultado, a la camioneta del Batallón “Cayambe” que de Balsalito se

trasladaba más o menos a las once del día por nuestro camino y sin hacer el menor acto que podía inducir al enemigo a proceder

Page 449 habiendo abierto sus fuegos los peruanos contra nuestros destacamentos a distintas horas, pero en una forma siempre inmotivada

Page 450 Un ataque preparado

Page 452 no llegaron a Piura ni los contingentes ni las prendas respectivas

Page 454 Para la movilización y concentración del ejército nacional

Page 454 rechazando si es necesario para este fin, a las fuerzas ecuatorianas que han penetrado en dicha región

Page 454 desalojar las guarniciones ecuatorianas de la margen izquierda del río Zancudo y de Redondo Cocha

Page 459 Gente sospechosa

Page 459 indico no conocer el plan pre-establecido por nuestro Estado Mayor, y que únicamente se sabe que hay que mantener las posiciones a toda costa

Page 459 guerra irregular, con pocos efectivos y en los puntos importantes, para conducir pequeñas operaciones audaces con una conducción plena de iniciativas

Page 459 golpes nocturnos con macheteros. Siembre el terror

Page 460 formar pequeños núcleos de asalto, con las tropas de color y costeñas, de que disponen las Unidades. Fomentar el manejo y uso del machete como arma y como herramienta

Page 464 residió particularmente en la incipiente cultura cívica y en la apatía de los pobladores de ciertas zonas de nuestro territorio

Page 465 Del colegio nos presentamos 25 muchachos estudiantes porque veíamos pasar la tropa de noche. Nos presentamos. Fue una locura de los muchachos con la ilusión de que íbamos a quedar todos juntos

Page 465 “Esta guerra durará unos tres cuatro meses” le dice, “y después sale con sus documentos”. Total se fue para sacar sus documentos y se fue nueve meses a la guerra...

Page 465 No había trabajo entonces voy al ejército, me fue bien porque ahí me recibieron bien, mucha comida bastante comida, mejor que en la casa

Page 465 No me gustaba el ejército pero me gustaba ser intrépido

Page 465 Salimos en la noche, a conocer Piura, y había un burdel...bailamos y la cuenta, no pagamos...¿Y quien va a pagar? - ¡El comandante!...

Page 465 oficiales que eran abusivos.

Page 466. algunos eran el único sostén de su familia [...] se excusaban, tal vez había alguna resistencia para ir, porque sabíamos

Page 466 Se ha gozado, se ha sufrido

Page 466 Alguno ya ni se acuerda. Él nos contaba que cuando han estado en la selva por Ecuador no tenían nada que comer. Tenían sed. Buscaban las hojitas para tomar las aguitas que caían.

Page 466 La chicha de Yuca que todavía no habíamos probado, la cosa agria, ácida, fea. Fue nuestro alimento. - Ya sabíamos de antemano la forma de elaboración y al fin y al cabo las primeras reacciones eran de repudio pero nos decían que teníamos que desrairanos, los indígenas presentes. Principiamos a acostumbrarnos

Page 466 En Archidona, un señor Maldonado, poseedor de 120 familias de indígenas en el oriente. Prácticamente era un esclavista. Tenía unas 500 personas que le estaban lavando el Oro. [...] ¿Qué les pagaba este señor Maldonado? Era prácticamente una compensación esclavista. Les daba una camisa, un pantalón y sal. El indígena tenía que sembrar su chacra.[...] Nos dio [ayuda]. Pero tenía sus intereses. [...] Ahí íbamos descubriendo cual eran los intereses que se jugaban.

Page 467 teníamos una despedida de la gente como si ya hubiéramos sido héroes, porque se regalaba ramas de flores, cigarrillos, se obsequiaba pan

Page 467 tomar un ligero descanso para aliviar la mente demasiado trabajada

Page 467 shock nervioso de guerra

Page 467 Debido al susto que recibió por el ímpetu del juego del cañón, quedó aturdido y medio loco, sumido en profundo mutismo, sin que nadie pueda hacerle que reaccione a su estado de postración moral, de suyo deprimida, al extremo de que cuando fue un Teniente en su búsqueda para darle parte de las operaciones en el frente, le manifestó que se encontraba decaído y que no sabía quién era, ni dónde estaba

Page 469 enemigo atacó hoy seis treinta Aguas Verdes

Page 469 Es conveniencia internacional limitar penetración en territorio ecuatoriano sólo límites necesarios para el éxito y la seguridad de las operaciones que realiza

Page 471 flotilla de patrulleras

Page 471 Escuadra

Page 473 evitar una acción sorpresiva y desleal del Ecuador

Page 473 avanzar lo más que sea posible en territorio enemigo

Page 474 a relámpago -- un blitzkrieg de los nazis de América

Page 474 la Liga de Aviación Nacional sigue tomando mayor impulso. La cruzada en pro de esta Liga tiene por objeto el apresuramiento para formar pilotos militares y adquirir el mayor número de máquinas aéreas, para imitar el nuevo sistema de ataque alemán

Page 475 The Peruvians entered the Gulf of Guayaquil with several ships and planes. Just twelve Peruvian parachutists took Machala and seven took Puerto Bolívar. They kept banging away at the town as they floated down, but stopped when there was no Ecuadorian counter fire. Peruvian troops moved easily across the flat land between the coast and Piedras. In a miniature Blitz they burned farms, confiscated crops, looted houses even of radio sets and bric-a-brac. Several thousand Ecuadorian refugees fled northward to Guayaquil and other cities by foot, mule, boat, boxcar—many went through muddy, snake-infested jungle strips along the coast.

Page 475 unas máquinas grandes que creían llamaban tanques

Page 478 Nos llamó, a las 5 de la tarde arrancamos de Tumbes, 5-6 de la mañana llegamos a Zarumilla, 25 kilómetros. En toda hora, teníamos que cargar y descargar las mulas, hacer descansar 10 minutos, cargar de nuevo. Así. Entonces, ahí tomamos desayuno y nos metimos a la selva. Es monte nomás Ecuador. No pista, no. Ahí comenzó, nos hemos estampado en una pampita un monte, nos quedamos, ahí comenzó la guerra con el comando. Es él que entra en acción con el oficial de tiro. Entonces, nosotros no vemos nada, pero actuamos de acuerdo al mando de la base. Tanto milésimo, tanto grados, tanto vigésimos. Esto y esto. Tenía que hacer tiro curvo porque es monte.

Page 478 Cabe mencionar el hecho heroico cuyo actor principal fue el Cabo Nicasio Marquina. Cuando este valiente peruano se batía a la bayoneta con un ecuatoriano, logró atravesarle el pecho, pero en ese instante recibió una poderosa herida que lo desplomó para siempre, cayendo sobre su contendor. Ambos murieron en este instante. El enemigo huyó perseguido por nuestras tropas

Page 479 desde las siete horas estuvimos bajo un fuego desmoralizador de bombas y ametralladoras lanzado por la aviación enemiga, que hacía sus incursiones en el número de tres aparatos, pues mientras unos terminaban su labor de lanzar bombas y ametralladoras, seguramente para no darnos ni un momento de tregua venían otros y hacían igual desempeño que los anteriores [...] La orden dada anteriormente era la de no moverse de sus posiciones y de disparar mientras no se viera una tentativa de ataque del enemigo. Por eso permanecíamos en nuestros puestos hasta cuando fue posible. Nosotros estábamos solo aferrados al terreno. Sentíamos que la artillería enemiga golpeaba a nuestras espaldas, veíamos que los aviones de bombardeo lanzaban sus bombas y ametrallaban nuestras posiciones, los morteros hacían retumbar la tierra, pero nosotros no podemos más que estar aferrados al terreno, pues al menos yo, con los míos hube que permanecer en semejante situación hasta cuando vi que entre las 10 y 30 horas ya no me acompañe nadie; todos habían huido a meterse entre la maleza y quedaba yo solo en la loma, viendo con dolor de mi alma lo impotentes que éramos para podernos defender del ataque de la aviación y las armas enemigas. Cada estampido del cañón, como se diera cuenta de que sus tiros pasaban por sobre nosotros, miraba donde caía el proyectil para ver sus efectos, pues por pura curiosidad alcancé a ver que una de las granadas cayó cerca del punto donde se encontraba Sr. Capitán Galo Molina, a cuyo derredor se levantó una densa nube de polvo. Se alcanzaba a divisar perfectamente que ahí se envolvían dos hombres. Mientras tanto sobre nosotros arrojaban bombas tres aviones que felizmente no nos hacían blanco porque caían bajo el barranco de la loma. En este momento se presenta el Teniente de Guardias Nacionales de Guayaquil Claudio Jara y me dice "mi Teniente, mi capitán Molina acaba de morir cortado la aorta por un fragmento de granada En este mismo instante el citado oficial, a pesar de encontrarse sobre nosotros la aviación, se ponía de pie y lleno de emoción patriótica dice: por un Capitán ecuatoriano un avión peruano" y me indicaba cómo a nuestra derecha caía envuelto en llamas uno de los aviones enemigos, el cual fue puesto fuera de combate por el Sr. Teniente Estrada se encontraba en Carcabón

Page 479 Bajé a unirme a los demás con el fin de avanzar hacia el lugar en que había dejado a las mujeres, Ana Ruiz, esposa del soldado Félix Tutillo y Filadelfia Vásquez, esposa del soldado Gonzalo Al[vida?] Calle, para que pelaran el chancho, porque no disponía de un solo hombre [...] Sentimos que se nos procuraba hacernos blanco, pues los proyectiles cernían los troncos de los árboles, tras los cuales nos guarneábamos. El Mayor Vega no quería convencerse de que los peruanos nos habían envuelto, negándose salir de este lugar a pesar de nuestra insistencia, pues mientras yo avanzaba del cuartel al lugar en que estaba el teléfono y nos encontrábamos todos nosotros, los peruanos habían llegado hasta el cuartel, escapándome de ser tomado prisionero. Para disuadir de la tenacidad del Mayor Vega de quedarse allí, hubo que hacerle constatar que se encontraba hasta izada la bandera peruana en nuestro cuartel, lo cual causó la más grande desesperación y en nuestra huía iba planeando la forma de contratacar, pero que desilusión, todas nuestras tropas estaban copadas por la retaguardia por las fuerzas peruanas y sólo nos encontrábamos con Mayor Vega el Comandante Narváez, dos negros y el soldado Calero

Page 480 lloraba amargamente por el espacio de unos 30 minutos.

Page 481 con banda de música

Page 481 motivó la insubordinación de los carabineros dentro del Cuartel, con gritos que no iban por cuanto no querían morir como perros en la frontera y dando abajos al Gobierno y viviendo al doctor Velasco Ibarra

Page 482 Es evidente que los elementos dispuestos a la revuelta, se abstuvieron de obrar temerosos de que pudiera señalárseles como ejecutores de los planes del enemigo

Page 482 con gran desencanto anotamos que, al llegar a Arenillas, de 80 hombres más o menos que se logró reunir, sólo llegan unos 15 hombres. El resto en el trayecto, se habían internado en la selva, para escapar a toda vigilancia y a una posterior conminación

Page 482 La aviación peruana más que daños materiales, produjo en las tropas, hondas repercusiones morales [...] la labor nefasta de la Quinta columna, cuyos efectos, bien pronto, se hicieron sentir en las tropas que combatían. En realidad se corrieron versiones, de que había engaño, que el Presidente del Ecuador se hallaba en Lima (como así lo expresó un soldado del Cayambe que afirmó haber oído esto de boca de un soldado del

Batallón Carchi) y las que circulaban entre una forma espeluznante, que se profanaba cadáveres, la existencia de tropas japonesas que combatían con verdadera ferocidad, etc.

Page 484 Junta patriótica de cooperación para la Defensa Nacional

Page 484 y explotar el poder a lo Petain

Page 485 acababa de matar a un guardia civil japonés, el que de la manera más serena y audaz atravesó el estero de Aguas Verdes, avanzando por el carretero hasta la casa del Sargent Freire en la misma Raya, y cayendo de contado el mencionado guardia civil, cadáver que fue arrastrado por nuestros soldados hacia la plaza de Huaquillas, y quitándole el fusil, el casco de acero, un carnet y otros papeles y la placa del cinturón, prendas que fueron entregadas al señor Capitán Carrillo

Page 485 no desperdiciaban la ocasión de lucir sus habilidades oratorias ante un publico que se tragaba todo

Page 485 Viva el Pelú

Page 485 cascos con el sol japones

Page 486 si se ha podido comprobar presencia japonesas entre tropa peruana

Page 486 todos los combatientes y aun civiles de esta Provincia lo confirman

Page 486 Los japoneses eran los más abusivos

Page 487 Dobló el mapa el Coronel, no sin pedirle yo una copia y él concedérmela, la misma que, hecha de su mano, acompaño a este Memorandum. Siguió hojeando su cartapacio y apareció una lamina dibujada a pluma, representativa de un corte longitudinal y otro transversal de un casco de metralla. Llevaba una inscripción en inglés que decía, más o menos: "Modelo de una granada del Ejército peruano arrojada el 13 de setiembre de 1.941 en San Roque". -Cuando los soldados peruanos dispararon sobre esta población sin motivo alguno, me dijo el Coronel Pate, fui personalmente a examinar el caso, un caso patente de agresión peruana y recogí del campo unos cuantos pedazos de metralla que, arreglados por mí con paciencia y no sin dificultad, me dio como resultado una metralla de fabricación japonesa. Mi demostración consta en este documento que ilustra esta lamina que usted ve. Y prosiguió. Esta cuestión de la intromisión japonesa, aún reducida a un porcentaje mínimo en la agresión del Perú al Ecuador, constituye un problema serio digno de ser estudiado y resuelto. Yo no dudo que hay influencias japonesas en el ejército peruano y aun participación japonés directa, quitando naturalmente todas las exageraciones que se han dicho. La influencia japonesa le debe 1le-Var con entusiasmo el Coronel Enrique Indocochea, a quien le conocí como Jefe de Estado Mayor General del General U-reta en Tumbes, y hoy es el Director de la Academia de Guerra en Lima. Ese hombre ha vivido dos años y medio en el Japón y lo admira y quiere con inmenso entusiasmo. Un día que le oí hablar primores de los japoneses le pregunté socarronamente si eran mejores que los peruanos, a lo que me respondió sin vacilar: "Qué duda cabe! No hay como comparar". Y prosiguió llenando de encomios al Japón y a los Japoneses, cuyo idioma habla perfectamente. No creo que el Coronel Indocochea reserve su entusiasmo y admiración por los japoneses, exclusivamente para mí. Es posible que los transmita, tal vez en mayor escala, en su Academia de Guerra. Yo he tratado de averiguar el número exacto de japoneses que viven en el Perú, pero no he podido. Las cifras varían de 22.000 a 60.000. Yo creo que bien pudiere ser exacta esta última cifra. Pues bien, el Mayor Illydio Colonna, que ha estado en el Estado Mayor de Sao Paulo, me decía que en el Estado de Para tenían cien mil japoneses y doscientos mil en el de Sao Paulo, y que, considerando que de esos dos puntos se desplazan hacia el interior del Brasil en una trayectoria de Oriente a Occidente en dirección paralela al Amazonas, y que desde Lima los amarillos miran y van hacia este mismo rio, en dirección opuesta, no es nada improbable que traten estos 360.000 japoneses de apoderarse de una gran faja de la cuenca amazónica para dividir el Continente Sur de América en dos secciones. -Que hay soldados japoneses en las filas del ejército peruano, le dije, no hay la menor duda. Además de las muchas pruebas que de ello tenemos y que usted conoce, puedo hoy citar las declaraciones de dos prisioneros peruanos que el otro día declararon ante el Intendente General de Policía del Guayas y su propio Cónsul en Guayaquil que las Compañías del Batallón a que pertenecían, estaban comandadas por oficiales japoneses. -Nada tiene de particular y bien lo creo, me replicó el Coronel. El día 23

de noviembre se celebró en Tumbes el Día del Ejército, a cuya fiesta concurrieron miles de soldados de las guarniciones que se encuentran a órdenes del General Ureta. Pues bien, en el concurso de ejercicios de acrobacia que, con otros certámenes, se verificó en aquella plaza, salieron premiados cinco japoneses, tres soldados y dos oficiales. Parece que esto causó una protesta pública y ruidosa del grupo que en Lima ataca la japonofilia del ejército peruano; pero que no ha trascendido al exterior. De todo esto tengo datos verídicos y exactos. -Pero lo que le voy a contar es más grave aún. ¡Recuerda usted -me dijo- que, a mi vuelta de Tumbes, le referí como el General Ureta ambicionaba la presidencia de la República, a la cual ascendería en un futuro no lejano, constitucional o inconstitucionalmente? Y como yo asentiera, prosiguió -Pues bien: los japoneses han ofrecido al General Ureta colocarlo en la presidencia. El Coronel Pate me lanzó con frase seca esta noticia, visiblemente preocupado, y calló, manifestándome con sus maneras que no quería decirme una palabra más sobre este punto, ni que yo le averiguara nada más sobre esta noticia. Yo, con toda discreción, di por terminada mi conversación con él.

Page 490 Desde luego, para los que conocemos la penetración y actividades japonesas en el Perú y la muy justificada aversión del pueblo peruano hacia esta raza solapada y repugnante, aniquiladora de la pequeña industria nacional, las declaraciones del representante japonés, nos han parecido vacías de sólidos fundamentos

Page 492 entre los pobladores de las provincias de Loja y Oro, se ha generalizado la opinión, de que los peruanos movilizan, en las fronteras con el Ecuador, apoyados por el Japón, en sus pretensiones de ocupar los Galápagos

Page 495 sin un solo fusil, sin un solo par de calzado, sin víveres, sin un solo centavo

Page 495 Se necesitarían mucho tiempo y muchas hojas de papel para relacionar el enorme pánico y los accidentes habidos a consecuencia de esta incursión aérea del enemigo / el pánico cundía en el pueblo de Loja que se creía rodeado por los peruanos/ todo fue inútil, la gente se fugó, por lugares increíbles

Page 495 fue imposible entonces restablecer la calma en la ciudadanía civil a la misma que, hubo que permitirle abandone la población; la misma que, iba sirviendo luego para alojamiento de centenares de personas que llegaban de Macará y Zapotillo, especialmente

Page 496 En la parte que corresponde a la población y autoridades, dejan mucho que sesear, frialdad, desengaño, en lo que respeta a fervor patrio; falta de apoyo para quienes iban a defender su suelo patrio y hogares, en fin cabemos expresar nuestro mayor de los desagrados observados

Page 496 se presentaron a esta Comandancia un grupo de ancianos, mujeres y niños en son de protesta, pidiendo garantías por los ultrajes y vejámenes de que fueron objeto; y, además de que habían sido expulsados de Macara por las autoridades, quienes les prohibieron sacar las cosas de su propiedad y hasta el venderlas

Page 499 pedimos 300 fusiles con 100.000 cartuchos para armar a todos los mineros y dueños de entables del río Santiago, que peligraban y nos pedían armarse, todo en vano, nada querían, nos contestaron un no rotundo, escalofriante y testarudo

Page 499 50 carabineros viejos, enfermos, imposibilitados, con 2 oficiales de carabineros, bizoños y llenos de miedo

Page 504 una humilde mujer Rosa Panduro, combate vestida de soldado al lado de su marido

Page 505 El espionaje peruano que nosotros detuvimos y de diferentes maneras. La detención y luego liquidándolos, que fue la única forma de evitar estos servicios. [...] a espías peruanos, porque no vestían el uniforme militar, querían hacerse pasar como colonos... - comerciantes - ... y que no sabían nada de nada cuando en definitiva eran militares y espías peruanos vestidos de colonos, de civiles - nosotros fusilamos o ya teníamos conocimientos, jefes de la unidad nuestra, de la fracción, tenían conocimiento que estos fueron los que dirigieron todo... - la exploración

Page 506 los sucesos ocurridos en la frontera sur, los mismos que eran conocidos por el radio, por la prensa y por correspondencia familiar

Page 508 Ruego dar instrucciones prisioneros sobre evacuación, custodia, destino, subsistencia, etc. Actualmente encuéntrase Tumbes

Page 510 todos le creen el Napoleón peruano

Page 512 época crepuscular

Page 515 cuando a nuestros compañeros de armas se los inmoló en una emboscada y se los aniquiló de semejante forma, hay algo dentro de uno que se rebela y se sobrepone a todo razonamiento objetivo. Las medidas de seguridad y las acciones punitivas que se efectuaron de inmediato estuvieron plenamente justificadas.

Page 516 se produce por la deficiencia de las cartas que tienen ambos ejércitos, por la confusión de nombres de localidades o accidentes geográficos, y por la falta de una mayor cantidad de estos últimos en el artículo del Acuerdo

Page 519 la triste hazaña de 1941 culminó con la destrucción de ciudades, saqueo de poblaciones y ocupación militar abusiva de una vasta sección del Ecuador no se puede calificar de abusiva a una ocupación militar que puso en orden a las poblaciones que tuvo en su poder y que fueron abandonadas en completo por sus autoridades-; que restableció, en poco tiempo, los servicios públicos, que encontró destruídos por consigna del Comando ecuatoriano-; que organizó la asistencia hospitalaria para todos, si discriminación alguna de nacionalidad-; que construyó una extensa red de caminos carreteros-; que compró al agricultor aborigen el producto de sus cosechas a precios equitativos-; que organizó la administración en la zona ocupada en condiciones muy superiores a las que tuvo anteriormente

Page 519 Tal fue la actitud del Ejército peruano, respetuoso de las normas del derecho de gentes y respetable no sólo por su organización y disciplina sino también por su audacia, temeridad y espíritu de lucha p225

Page 519 atrocidades

Page 519 fusilamiento

Page 519 Campo de concentración

Page 524 dos pueblos que los une vínculos de la tradición, de la raza y de la historia

Page 525 bombardeo de ciudades inofensivas, desprovistas de todo valor militar

Page 525 El Perú ha ocupado por la fuerza no solo lo discutido, sino aún lo ajeno

Page 525 pretenden inculcar en su pueblo la idea de reorganizar, a base de conquistas, el imperio incásico

Page 525 la realidad que vició una de las más prósperas y ricas provincias sureñas y el martirio del Ecuador

Page 525 No íbamos a esperar que las fuerzas peruanas devuelvan la provincia en estado floreciente ni mucho menos; y hasta debía ser explicable la realidad de un destrozo. Pero la inconcebible está en que se hayan cometido toda clase de tropelías, de abusos, de incendios, de destrucciones y desafueros a mansalva y en despoblado, cuando no había ya ninguna situación bélica

Page 526 Varios diarios Ecuador llegaron avión dan noticias Perú establecido campos concentración a la manera nazi, para prisioneros civiles ecuatorianos. Fin Cancillería desmienta esa tendenciosa noticia, sírvase informar lugares y forma encuéntrase concentrados prisioneros civiles ecuatorianos esa región

Page 527 una nueva serie de inculpaciones de la prensa ecuatoriana

Page 527 invenciones ecuatorianas /ecuatorianos que cayeron en poder de los peruanos habían sido flagelados, rapados la cabeza y las cejas como distintivo de su cautiverio,/ los saqueos y robos de la soldadesca peruana

Page 528 Figúrese, señor Presidente, soldados ecuatorianos, así como carabineros, violando mujeres y niñas ecuatorianas;- ecuatorianos robando, saqueando, incendiando, destruyendo propiedad ecuatoriana sin la merced, sin piedad, sin responsabilidad [...] Figúrese, ecuatorianos civiles bajándose a sus pies dándoles las gracias a Dios por la llegada de los peruanos. Increíble, ¿verdad? Estoy de acuerdo. Pero le aseguro, por honor de mi palabra, que está es la verdad más pura que nada. ¡Ecuatorianos mismos me lo contaron!

Page 528 No es una horda sino un ejército disciplinado y culto

Page 528 ha probado derechamente que era peruano, y muy peruano]

Page 528 las autoridades ecuatorianas, con un falso concepto de la guerra, obligaron los habitantes a huir lejos [...] los soldados peruanos, con la generosidad y la honradez que los caracterizan, respetan la sociedad ajena como la suya propia. [...] Aquí no hay enemigo. [...] También hay que asegurar la vida de los habitantes de la zona ocupada, los guardias civiles recogen el ganado disperso. Asimismo, garantizan la propiedad de los naturales, resguardado sus plantaciones y sembríos abandonados. [...] Al amparo del respeto y el orden, se restablece el comercio y la industria. Los ferrocarriles funcionan nuevamente y el tráfico en los ríos y caminos se normaliza. [...] Familias ecuatorianas que habían abandonado sus poblaciones, regresan a sus hogares, ante la noticia difundida más allá de la frontera de que el Perú, que sabe hacerse respetar, respeta igualmente la vida y la propiedad ajena

Page 530 llevan el sello de nuestro servicio postal

Page 530 no es prudente bombardear poblaciones civiles a que se refiere párrafo 3 por repercusión internacional

Page 531 del lado peruano, la impresión de que se los está controlando, cosa que, manifiestamente, los molesta en alto grado

Page 531 inspeccionar

Page 531 frialdad

Page 531 entre el Acuerdo de Talara y el Protocolo de Río de Janeiro, pudo observarse una sensible depresión moral en el pueblo ecuatoriano lo que se debía mucho a las denuncias infundadas propagadas por el periodismo ecuatoriano, que se hacía eco de narraciones, a veces, hasta inverosímiles de pobladores, refugiados, etc, de un nivel cultural muy bajo

Page 532 en análogas condiciones con que se recibió al joven Welles, procurando que lleven de esta visita la mejor impresión

Page 533 en el momento que se me notificó por primera vez la incautación del carro, se me hizo la falsa imputación de estar sirviendo de espía del Gobierno ecuatoriano

Page 533 se me quería obligar a que yo regrese con mi familia a Machala, lo cual me hubiera sido económicamente desastrosa, por cuanto la ciudad está abandonada de los ecuatorianos y no existe hoy ninguna fuente de trabajo que proporcione vida

Page 533 al igual de la mayoría de los pobladores de la Provincia de el Oro, he sufrido casi una total pérdida de mis bienes a consecuencia de la evacuación provocada por la invasión peruana

Page 533 probablemente con la idea de usufructuar de la situación internacional creada con motivo de los acontecimientos de julio último.

Page 533 Sería conveniente de sugerir a nuestra Legación en Quito, restrinja en lo posible el trámite de los reclamos que continuamente viene haciéndose, ya que la mayor parte de ellos carecen de verdad y fundamento

Page 534 la calumniosa inculpación que se intenta hacer recaer en nuestras tropas, por una serie de entidades y ciudadanos extranjeros

Page 536 el agrupamiento envió a territorio enemigo agentes especiales, que practicando actividades comerciales y aprovechando de sus anteriores viajes, lograron recoger informaciones de importancia./ "servicio fijo" /se buscaron agentes que por residir en pasajes obligados de la misma frontera una posada, de tienda, un negociante en aguardiente

Page 536 posada

Page 536 la mayor parte de los datos remitidos por las Unidades subordinadas, procedían de viajeros que al pasar la frontera, y al ser interrogados, contaban lo que habían visto u oído. Casi siempre, los datos de este origen, han resultado exagerados y muchas veces falsos, razón suficiente para no confiar mucho de ellos

Page 538 cuando nuestras tropas ocuparon la provincia de El Oro, otros agentes pasaron destacados a las poblaciones ecuatorianas donde su labor ha sido muy relativa, debido a que no tienen las cualidades y virtudes innatas de todo personal que pertenece a un servicio de inteligencia. carece de una preparación científica conveniente. Su procedencia es generalmente política y sus actividades normalmente están encaminadas a las cuestiones de orden policial y conservación del orden interno-; en consecuencia.

Page 540 en más de una oportunidad se ha dicha que cuando se evacue El Oro, los ecuatorianos se encontrarán con los caminos mejorados, con puentes nuevos, etc.

Page 545 la provincia de El Oro en ocupación por nuestras tropas, es una región que dispone de recursos que es posible sean explotados y de los que pueden obtenerse beneficios que indemnicen los gastos que demanda la ocupación/ yacimientos petrolíferos inexplorados,

Page 545 En consecuencia, sería conveniente que el Ministerio respectivo envíe técnicos que estudien íntegramente la zona ocupada por nuestras tropas, a fin de proceder sea a su explotación, o en caso contrario, conocer las posibilidades económicas de dicha región

Page 545 1.-Debido al saqueo realizado por las tropas ecuatorianas en desbandada, secundadas por elemento civil de las mismas localidades, éstas han quedado desprovistas de los víveres indispensables para satisfacer sus propias necesidades-; 2°.- Como los pobladores civiles, debido a las garantías que nuestras tropas les ofrecen, están en la actualidad regresando a sus hogares, comienzan a sentir los efectos del saqueo-; 3.-La ayuda que se les está proporcionando consiste en racionarlos de carne, ya que la región dispone de ganado vacuno-; pero en lo referente a víveres, no pueden ser atendidos.- En consecuencia me permito proponer a esa Superioridad lo siguiente: a). sea disponer el racionamiento de la población civil, mediante el envío de víveres de atrás, bajo el control de la Dirección de Subsistencias, con cargo de ser abonado posteriormente por el Gobierno Ecuatoriano-; b).- sea adoptar alguna medida, para el establecimiento de bazares, siempre bajo el control de la Dirección de Subsistencias, en las localidades ocupadas, para que sean adquiridos por sus moradores.

Page 546 Existe en las tres ciudades mencionadas [Machala, Puerto Bolívar et Santa Rosa] enormes cantidades de tabaco lista para su embarque, una gran parte, y la otra ya cosechada. Además hay gran cantidad de café. Arroz, ganado vacuno y cabrío, frutas, especialmente naranjas, que ya están en condiciones de cosechar. 4. Todos estos productos podía el Gobierno comprarlos para transportarlos al Callao, a bordo del Rimac que se encuentra fondeado en Zorritos, con cuya medida se aliviaría la situación actual de éstas modestas gentes, que están prontas a vender sus existencias, a precio razonable. Con esta medida, que me permito sugerir, no solo se remediaría la situación de esta gente, sino también se captaría sus simpatías para nuestra Patria, con lo que habríamos dado un gran paso, para la producción y economía de esa zona ocupada y de ésta provincia

Page 547 ya que los hacendados y propietarios habían sido los primeros en huir

Page 548 deficiencias inevitables

Page 548 Para resolver el problema de la administración civil de la zona ocupada, hubo que pedir la colaboración de todos los ministerios, a fin de normalizar la vida de los habitantes de dicha provincia. Felizmente las medidas que el Comando del Agrupamiento tomó con toda oportunidad, solucionaron en forma eficaz el grave problema administrativo de una gran parte del territorio enemigo.

Page 548 encargado de la coordinación de los servicios aduaneros, tributación y recaudación y demás servicios administrativos en zona ocupada,

Page 549 que es necesario designar un funcionario civil que, en representación del Supremo Gobierno, se encargue de la organización y supervigilancia de los servicios administrativos, así como de cuidar el normal desenvolvimiento de los organismos municipales en la zona ocupada por las fuerzas militares de la Frontera Norte, para asegurar el debido control de movimiento demográfico, la conservación de la salud e higiene de las poblaciones, el mantenimiento de las normas de convivencia entre los habitantes y el resguardo del orden público

Page 550 en cuanto al nombramiento y regulación de autoridades civiles, policiales y aduaneras lo harán las autoridades peruanas, sin que ello signifique ni le dé título de soberanía definitiva

Page 550 que la ausencia de personal de policía facilita la impune actuación de toda clase de bandoleros, maleantes, y cuatrereros, que aprovechan tan favorables circunstancias para hacer cundir el pánico y hacer creer a los pobladores que tales desmanes y depredaciones las cometen tropas peruanas

Page 551 bien pronto se desolverá o será un organismo ineficaz. Abona esta convicción el hecho de que ha sido interrogada en más de una oportunidad sobre sueldos los cuales son bajísimos. Además algunos nombramientos son ad-honorem y muchas de las personas designadas no tienen otro medio de vida ya que han perdido su situación por la ocupación peruana de la Provincia de El Oro. Los policías vistos por la Comisión en esta II parte de la gira en dicha provincia, no tiene uniforme vistiendo sus propias ropas. Algunos tenían revolver (particular) y solo se distinguían por el brazalete blanco con las iniciales P.E.

Page 552 El día veintidós del mes próximo pasado, se presentó en su domicilio un Capitán que no lo conoce y le obligó al manifestante a desocupar su domicilio dándole un plazo de dos horas, que en cuanto salió ocupó su casa el citado Capitán alojándolo a mujeres y varios soldados

Page 553 Manifestación de Segundo Moisés Sánchez Toro /en vista de los rumores que hacían correr los militares ecuatorianos en el sentido de que, los peruanos avanzaban sobre Arenillas y que eran sanguinarios, pues se dedicaban a todo ecuatoriano que encontraban, cortándoles la cabeza, au más, en vista de la aparición de los aviones peruanos, abandonó su domicilio juntamente con su familia y se internaron al monte [...] que antes de que la población civil abandonara el pueblo, los carabineros sin control alguno y burlando la vigilancia de los Jefes, se dedicaron a cometer mil de atropellos, violando a las mujeres sin distinción, que una vez desocupada la población, y encontrándose solos, procedieron en compañía de ciertos paisanos aso como los macheteros procedentes de Esmeralda, quienes formaban un cuerpo separado denominado Los Macheteros, a victimar las puertas de las casa de la población y se dedicaron al saqueo, hecho que se realizó el día veinticinco y continuaron los días siguientes, en especial por las noches [...] ; que en estas circunstancias, llegaron las fuerzas peruanas el día treinta y tomaron posesión de la población y ordenaron de inmediato el regreso de todas las familias a sus casas, ofreciéndoles y brindándoles todas las garantías del caso.

Page 553 dijo: que no ha podido distinguir la presencia del cuerpo de Macheteros, pero supone que hayan estado junto con los Carabineros

Page 553 Teófilo Nazur/ impresión que los soldados ecuatorianos del cuerpo de Carabineros se preparaban para el saqueo, pues ellos, como los miembros del cuerpo de bomberos, hacían circular noticias alarmantes i falsas de la actitud con que avanzaba el ejército peruano/ encontrándome con el espectáculo de un saqueo desenfrenado por los Carabineros ecuatorianos i cuerpo de bomberos

Page 553 durante esa noche habían sido saqueados todos los almacenes de Pasaje por los civiles de ese lugar.

Page 553 El nuevo envío de Carabineros desde Guayaquil, los mismos que se insubordinaban en Sta.Rosa, negándose a partir al frente que posteriormente son gestores de los saqueos de almacenes en Sta Rosa y Pasaje

Page 554 Durante los días del 28 al 31 los mismo pobladores de Macará fueron causantes del saqueo, incendio i más atropellos que se cometieron en esa población

Page 554 Por curiosidad pregunté si habían incendiado o arrojado al río los víveres, material y otros elementos que se encontraban en los almacenes de Arenillas, Santa Rosa, etc, etc-, me contestaron que nadie se había preocupado de hacerlo a pesar de que se decía el Cuartel de Arenillas y el puente del mismo lugar. Solo supe que habían largado al río una camioneta que parece fue recientemente adquirida. Sentí mucho que no hayan incendiado por lo menos los almacenes a pesar de haber tenido suficiente tiempo. Parece que faltaron órdenes

Page 555 sobre medidas, tendientes a impedir excesos de nuestras tropas en las poblaciones ocupadas/ referentes al orden y disciplina de las tropas en las poblaciones ocupadas, manifestándole que si es necesario debe aplicarse las penas más severas para impedir todo acto que desdiga de la organización y disciplina que caracteriza al Agrupamiento a mis órdenes

Page 555 vista acusaciones sobre fraudes en zonas ocupadas

Page 556 Odría : ¿Cómo es posible Madre ?. Dejaron ustedes abandonados a sus heridos y enfermos. Sor Apolina : Usted comprenderá...nos avisaron que estaban cerca y...en la guerra... Odría : interrumpiendo con esa sonrisa tan particular en él, forzando el conocido dicho de la guerra es la guerra, replicó "Madre no tenían ustedes nada que temer, nuestro ejército es respetuoso y respetable"

Page 556 Parece que aumenta la confianza dentro de los civiles ecuatorianos ya que muchos han vuelto a los pueblos de la zona ocupada qua habían abandonado, lo que pudo constatar la Comisión en Machala, Arenillas y otros puntos

Page 556 En Arenillas, la casa de un señor Guillermo Morán, peruano que se había nacionalizado y vinculado al Ecuador, fue objeto de vandalismo y de venganza indescriptibles [...] En Machala igualmente la casa del señor García, que había desempeñado durante muchos años el cargo de Cónsul ad honorem del Perú, fue asimismo destruida con una violencia sanguinaria y cruel. A García le reiteraron el exequatur y le echaron del lugar después de someterle a duros atropellos en venganza porque había protegido y prestado ayuda a los ecuatorianos

Page 557 las casas de todas las poblaciones fueron despojadas de los techos de zinc, de los muebles y enseres, pianos, pianolas, radios, máquinas de coser y de escribir, utensilios de comedor, trastes de cocina, instrumentos de labranza

Page 557 en algunos edificios inscripciones y dibujos ofensivos para el Ecuador / Una comisión de algunas monjas que atienden el hospital de Machala y algunos vecinos que habían quedado durante la ocupación recibió a la Comisión con una bandera ecuatoriana, dando la bienvenida/ La población, como pudo constatar la Comisión, se encontraba con más recursos que Machala y Pto. Bolívar, pues existían algunos comerciantes en actividad, vecinos, etc. Salvo las cinco manzanas de casa destruidas por el incendio de los últimos días de Julio (durante el avance peruano) no había mayores señales de destrucción. Sin embargo los edificios públicos y privados se encontraban en su casi totalidad desprovistos de muebles / estado lamentable. [...] el principal edificio del pueblo, propiedad del señor Guillermo Morán, de tres pisos, había sido materialmente destruido. Fueron arrancados los techos, escaleras, rotos los servicios higiénicos a golpes de piq[xx]ta, un piano, etc. Lo mismo ha ocurrido con otros edificios, pudiendo decirse que la mitad de Arenillas había sido destruida. Según su opinión, en este pueblo había primado un espíritu de venganza /Algunos vecinos le refirieron a él y al doctor Dávila Pérez, que a la salida del Comandante de la División, Coronel Ruiz Bravo, un pelotón de soldados del Ejército empezó la tarea de destruir y si no se incendió el pueblo como lo querían los soldados, fue por obra de un Teniente que los mandaba, el cal sólo permitió la destrucción /La población, también, carecía en absoluto de víveres, hasta el punto de no poder brindar a las personas que allí habían ido, con un poco de pan y café /Se

ha constatado, durante los últimos días de su evacuación, las tropas peruanas han destruido medios de transporte, muebles, edificios de las distintas localidades de la Provincia de El Oro y han saqueado la mayoría de las casas. Han desaparecido grandes cantidades de chapas de cinc (cuyo precio actual se calcula cada una en 5 dólares norteamericanos), muebles, enseres domésticos, animales, etc. Esto ha sido perfectamente visto por la Comisión del Mayor Arruda, Capitán Civati y Teniente Boggs, los cuales comprobaron cargamentos de estos elementos en Puerto Bolívar. Además, muchas casas ocupadas por Jefes peruanos que estaban amuebladas y eran conocidas por todos los oficiales observadores que recorrieron en distintas oportunidades El Oro, se encontraban ahora sin muebles de ninguna especie. En algunos lugares (Machala, Arenillas), el espíritu de destrucción de la tropa (sea por orden superior o por indisciplina) ha primado sobre todo lo que sea el derecho de las leyes de la guerra. Esto evidencia, hasta cierto punto, actos de incivilización reprobables bajo todo punto de vista /Se ha constatado la falta absoluta de aseo de las poblaciones /antes de que se permita la entrada de los habitantes exiliados, se efectuó un gran trabajo de saneamiento en las distintas poblaciones (disecación de charcos de agua, limpieza de basuras, funcionamiento normal del agua, etc.).

Page 558 constatar que estas tropas llevaban consigo arreos de animales, forraje y alimentos de la zona evacuada como igualmente materiales de construcción a saber hojas de fierro galvanizado y muebles de todas las localidades sur de la provincia de El Oro/ Al reocupar las diversas localidades, se pudo constatar un desaseo general en todas ellas-; las calles estaban llenas de desperdicios, en el interior de los edificios se encontraba mucho desorden y hasta excrementos. Las habitaciones de las diversas casas estaban sin muebles y los accesorios del alumbrado eléctrico habían desaparecido. Llamó la atención que muchas casas no tenía su techumbre de fierro galvanizado

Page 560 daba ganas de comerse el lodo

Page 560 Nosotros amanecíamos, ya está oscureciendo y todo cansado, se moría la gente, que también no había que comer, hambre, agua, nada, entonces se morían algunos y viejos se morían también. Los niños. A nosotros se murieron dos niños en el camino. No había que darles, Si. Es que el camino estaba así angostito y ahí iban las bestias y se orinaban, ahí caía el aguacero y esa agüita había que coger....

Page 560 Un mes, así andando y tomando esa agua. Había casa que se encontraba que comer y a veces había casa que no había de comer ni un guineo. Ahora hay harto guineo [risas]. Antes no había guineos. Antes nada de eso.

Page 562 una escuadrilla de civiles contratados.

Page 563 se les obligaba a trabajar como a bestias, sin alimento y sin ninguna retribución [...] se les impuso contribuciones asfixiantes que debían pagar en moneda peruana o en los pocos productos que se habían salvado de la rapiña

Page 563 Y las mujeres bonitas también se las cargaban. A las mujeres. Porque yo tenía dos tías solteras todavía a esas se las han cargado y todavía viven ellas porque sé de los capitanes que se los habían llevado.

Page 564 No hemos abusado de las mujeres

Page 564 En previsión de que nuestras tropas adquirieran relaciones de amistad con la población civil- lo que sería perjudicial para nosotros en razón de la posible indiscreción de los soldados- se dictaron las medidas del caso para evitar tales indiscreciones

Page 564 traidores de nuestra Patria que se quedaron con la frente al suelo en su triste condición de miserables serviles y aduladores de los invasores,

Page 564 Decaimiento del espíritu cívico de las poblaciones de la Provincia de El Oro

Page 565 cuando regresábamos de Ushcurrumi a Pasaje, muchos de los pobladores nos reprocharon diciendo que para que habíamos regresado, que mejores garantías les daban los peruanos, y que y a que el Gobierno nuestro nunca había hecho nada por ellos, ojalá hagan los peruanos. Y como una prueba elocuente les

manifestaré que los mismos ecuatorianos les sirvieron de guías para que hagan la invasión, y luego los llevaron al sitio en que nosotros nos habíamos alojado

Page 565 Asimismo un 30% de la población de El Oro tenía parientes o intereses en Tumbes, Piura, Talara. etc. y del 70% restante, los 60 eran derrotistas, en vista de que aseguraban haber visto en Tumbes y demás ciudades fronterizas del Perú, la cantidad ingente de tropas, material, cuarteles, fortificaciones y comodidades de que gozaba el ejército peruano. En consecuencia, con sólo el haber permitido el acceso de ecuatorianos a las fiestas de Tumbes. el Perú había creado una masa de orenses que convencidos, según ellos, de la importancia bélica del Perú, no tenían empacho en asegurar que los ecuatorianos no teníamos ni para principiar, y antes bien, perteneciendo al Perú, se convertiría en una provincia próspera, tanto que aun el desierto de Tumbes está convirtiéndose en enormes campos cultíferos.

Page 565 Apéndice del nacionalismo peruano

Page 566 hidalguía y generosidad a la población civil

Page 566 son iniciados comúnmente por los mismos ecuatorianos que hacen resistencia a las disposiciones y órdenes del Ejército Peruano de ocupación o quieren cobrarse por sí mismos daños morales o materiales, que lógicamente ocurren siempre en un país conquistado y ocupado

Page 566 Aprovechando de la región selvática y de los senderos conocidos por el enemigo, individuos aislados trataban de reconocer desde la margen derecha del río Jubones de mi sector, pero siempre fueron rechazados por el fuego de mi [---]sesión-; una de las patrullas dio m[---] a un civil ecuatoriano que no obedecía la orden de entregarse, sino que al contrario se dio a la fuga. Otra patrulla a órdenes del Sgto 2° Carnica encontró en una casa abandonada por un individuo que al juzgar por las prendas dejadas, un fusil nuevo checoslovaco [---]gado, un morral con 340 cartuchos N.1933, un capote, una cantina y un morral, era soldado vestido de civil. Este individuo fue perseguido por la patrulla, pero aprovechando de la selva logró eludir la persecución

Page 567 con el fin de realizar un control de la población civil, se ha efectuado un registro detallado y también en Arenillas, se les fijó un barrio donde debían pernoctar, para evitar en lo posible que algunos individuos escapasen llevando informaciones.

Page 567 en Arenillas unos ochenta moradores fueron concentrados en un solo barrio y sujetos a una cadena de martirios y privaciones

Page 567 seguramente llevando datos al Comando ecuatoriano sobre la articulación de nuestras tropas

Page 567 la afluencia de familias que de paso invadían temerariamente mi casa, sin preocuparse ninguno de los compromisos a que me exponían con su forzada invasión

Page 568 a numerosos ecuatorianos se les obligó a cavar sus propias sepulturas antes de ser asesinados por la espalda a vista de sus propias familias

Page 568 las Unidades procedieron a capturar a todos los ecuatorianos cuyas actividades y antecedentes los señalaban como elementos sospechosos. Dichos sujetos, así como los ecuatorianos residentes en Tumbes de situación dudosa, fueron concentrados en lugares inaparentes en Tumbes- por no existir otro- creándose así un verdadero problema para alojarlos y alimentarlos. En su mayor parte fueron trasladados a un Campo de Concentración improvisado en Catacaos, a órdenes del Servicio de Prebostazgo

Page 568 Cantinas, bares y casas de prostitución

Page 569 ha sido el que mejor se ha desempeñado durante la campaña

Page 570 donde quedaron alojados en varias casa particulares adecuadas al caso y provistas de todos los medios de comodidad e higiene, en las que eran custodiados por el personal del Prebostazgo [...] Se les suministró a los referidos concentrados alimentación sana y abundante, atención médica para los enfermos y demás facilidades que era menester, hasta el día de su repatriación al Ecuador

Page 570 La señora Laura de Madero esposa del médico ecuatoriano concentrado en Catacaos, solicita gozar de la misma libertad que los demás concentrados, de salir diariamente bajo palabra de presentarse a las autoridades

Page 570 percibiendo éstos igual jornal que el elemento obrero nacional

Page 571 incluyendo 2 curas y tres mujeres

Page 571 Reina Mundial del Banano

Page 582 la Legación de Colombia fue, en aquella época, el centro donde se fraguaron todos los eventos políticos que orientaron el rubo de la administración pública del Ecuador

Page 583 El Congreso mezcló lamentablemente los dos asuntos, convirtiendo la cuestión internacional en arma de combate contra el Gobierno que presidía el Sr. Martínez Mera, cuya prudente política internacional era acremente atacada por la oposición parlamentaria presidida por el Presidente de la Cámara de Diputados Dr José María Velasco Ibarra

Page 584 De la memoria de los ecuatorianos que mediten en la cuestión territorial que durante más de un siglo gravitó sobre Ecuador, jamás debe borrarse el recuerdo del Congreso Nacional de 1933 y de la Asamblea Constituyente de 1938, como los más grandes factores para que el país hubiese perdido dos brillantes oportunidades que se le presentaron en la definición, bajo términos menos desgarradores, de su problema limítrofe.

Page 584 una de las razones que mas desfavorablemente ha influido en nuestras cuestiones internacionales, ha sido la situación convulsa y desorganizada de nuestra vida interior. Tenemos que preparar el país.

Page 585 No quiero decir si en las últimas cuestiones relacionadas con nuestros problemas internacionales han habido elementos que han pretendido hacer obra de política interna [...] estoy absolutamente resuelto a no tolerar que alguien pretenda aprovechar el sagrado sentimiento del patriotismo ecuatoriano para fines de política interna.

Page 585 desprecio

Page 585 chusma

Page 585 El Partido Socialista Ecuatoriano, enemigo de la guerra por principio, que mantiene la necesidad de la paz y la solidaridad entre los pueblos, cree, sin embargo [sic], que mientras no se establezca el Socialismo en América, es necesario defender, por todos los medios, la integridad del territorio ecuatoriano, base esencial de la nacionalidad

Page 585 Difícil problema internacional

Page 585 sirviendo intereses posiblemente de nuestro enemigo

Page 586 Cabe preguntar: ¿Adónde va el Ecuador? Este país no omite esfuerzo alguno para obtener la satisfacción de sus propósitos. Todas sus actitudes nacionales giran alrededor del problema de límites con el Perú. Confía ya en la fuerza. Su ejército alimenta permanentemente el patriotismo popular con el lema "Tumbes-Marañón o la guerra". En la misma forma actúan los políticos, sus profesores, sus periodistas. El Ecuador se prepara paulatinamente en el orden militar y se arma sin descanso dentro de su muy limitado poder económico. Perdida su vinculación con Chile, ha buscado con Bolivia una entente formalizada que puede llegar a la alianza militar ya varias veces intentada y discutida en Quito. La aspiración de Bolivia de salir al mar la equiparan a la necesidad de Ecuador de salir al Amazonas. El Ecuador abre caminos al Oriente. Propaga en su pueblo desde la escuela el ideal de llegar al Amazonas. Excita sin cesar el odio nacional contra el Perú fomentando la creencia de que le hemos conquistado los territorios en disputa.

Page 587 Desgraciadamente este apaciguamiento no depende de nosotros y, casi me atrevería a decirlo, ni de los hombres serios del Ecuador. La opinión pública aquí está manejada por periodistas escandalosos,

patrioteros y venales, por algunos escritorzuelos que no encuentran mejor ni más cómoda plataforma para sus fines que la cuestión con el Perú, y por los políticos, aspirantes a políticos, frailes, misioneros, militares, instituciones anémicas, etc., que se valen de este excelente pretexto que siempre encuentra eco, para hacer alardes de patriotismo y recoger notoriedad o fondos, que tanta falta les hacen Usted conoce, tan bien como yo, el chauvinismo de la prensa y de las instituciones ecuatorianas ; la audacia y la insolencia de las autoridades fronterizas ; la falta de disciplina y el espíritu inamistoso y hostil de las fuerzas militares ; la ignorancia y el odio del pueblo ; la falsedad y la impotencia del Gobierno ecuatoriano y la leyenda inculcada en el alma del pueblo durante un siglo de inicua propaganda, de que el Perú es el pueblo falaz y cobarde por excelencia, al que es posible vencer en cualquier momento, por grande que sea la diferencia entre el número de soldados, calidad y cantidad de armamentos y recursos de toda clase que poseemos

Page 588 entusiasmo por la guerra con el Ecuador, especie de recreativa actividad, según ellos, para cazar monos y beber agua de coco

Page 595 entregar a Colombia toda la región del Putumayo

Page 596 Benavides mutiló el territorio patrio entregando el Putumayo a Colombia, y Puerto Chicama a Alemania [...] Benavides demostró que sólo queda en el Perú con honor la juventud y el pueblo y que la bandera del verdadero patriotismo sin mancha y sin renunciamentos la agita gallardamente el Partido Aprista peruano!

Page 596 el desgraciado Protocolo de Washington del 6 de julio de 1936

Page 597 Vive en Tumbes un médico de nombre César Peralta, quien ha logrado hacerse muy amigo de las autoridades de ese lugar ; no obstante lo cual, la opinión pública en Zarumilla lo señala como espía del gobierno ecuatoriano. Este individuo hace también viajes al Ecuador y cuando se hizo álgido el conflicto con Colombia vino a Lima por espacio de un mes

Page 598 si bien nada hay concreto en contra de la actuación de la mentada troupe, no es aventurado sospechar que alguno o algunos de sus integrantes pueden estar conectados con las actividades del servicio secreto peruano

Page 598 llevando siempre mapas y maquinas filmadoras

Page 599 tratan de utilizar sus encantos femeninos para fines que no son ni el interés ni el amor

Page 600 dos personas que, por sus antiguas o actuales conexiones con la Cancillería como miembros o exmiembros de su Junta Consultativa, tienen ante el público influencia y autoridad suficientes para impresionarlo

Page 600 supo diariamente lo que se discutía en la Cancillería de Quito, en el evento arbitral de Washington.

Page 602 estoy de acuerdo con usted en que la carátula del Texto-Atlas geográfico del Ecuador, trabajado por el Padre Morales, así como el Mapa de Sudamérica que en él se contiene, son impulsados por un leal pero peligroso sentimiento y sólo contribuyen a ofuscar a nuestras juventudes con la visión gráfica de un Ecuador cuyos confines se alejan mucho del gran río amazónico, creando así el concepto de una nación inmensa ante el que chocará violenta la realidad de nuestras renuncias constantes en tratados y propuestas de líneas. Igual acción producirán en las generaciones nuevas del Perú los mapas que llevan su límite nacional a la Cordillera andina. Considero pues que debería usted insistir en su labor de sondeo ante la Cancillería peruana acerca de la forma en que podríamos acordar una política más modesta y mutuamente comprensiva, en cuanto a la publicación de mapas

Page 602 cualquier arreglo de carácter final con el Ecuador modificara todos los mapas que desde la escuela estamos acostumbrados a ver, debido a que la parte en que figuran como territorios peruanos los de la extrema región Norte y Nor-Este tendrá que ser reconocida como ecuatoriana

Page 603 Naturalmente que, con el reconocido cinismo que es norma de desparpajo de los hombres de este régimen se pretende hacernos creer que el tratado no significa entrega de territorio alguno por parte del Perú.

Y esto es falso. Cuando veamos los mapas definitivos, cuando se compare la carta geográfica del país que vimos los peruanos desde la escuela con la que será ahora la marca de nuestro territorio oficial, se comprobará que la “intangible” Provincia de Maynas ha sido de nuevo cercenada. Como lo fue en los Tratados con Brasil y Colombia, esta vez el Perú ha entregado de nuevo parte de su territorio nor-oriental

Page 603 el mapa definitivo del Perú

Page 603 el Presidente Prado acaba de completa el trazo espiritual de nuestro mapa

Page 604 Unión sindical del Pichincha pide el concurso del Dr. P.Jaramillo Alvarado. Ya que la Cancillería con su secretismo no ha sido capaz de calmar la ansiedad que domina al país

Page 604 Las noticias de la prensa sobre avances peruanos, los datos sobre la preparación bélica del Perú, las informaciones sobre la movilización de tropas peruanas, etc. son hechos que viven en la conciencia ecuatoriana [...] La opinión pública del país siente su patriotismo herido, quiere solidarizarse, en acción conjunta, para marchar a la defensa de sus derechos, pero este fervor patriótico se topa con el silencio de la Cancillería

Page 605 el secreto diplomático es útil en ciertos casos, pero no obsta para que el pueblo, que es el verdadero soberano y el único que esta llamado a conocer la marcha de sus asuntos, viva en la incertidumbre y en el prejuicio que se aprecie nuestro gran problema amazónico a la luz pública y con el concurso de todos los peruanos. En la hora en que los asuntos adquieren un carácter eminentemente nacional, pasan a plano secundario las posturas políticas y se impone la magestad [sic] de la patria

Page 605 Debemos insistir, sin embargo, por imperativo patriótico, en un argumento necesario. Para llega a una solución permanente de nuestro pleito fronterizo con el Ecuador es urgente que se tenga en cuenta la VOLUNTAD NACIONAL libremente expresada. Que no se haga política interna, como ha ocurrido tantas veces ya, con asuntos que incumben a la Patria u que no son monopolios de ningún gobierno, ni de ningún partido o grupo. Que se recuerde que Leguía, apoyándose en su dictadura que también contaba con aplausos mercenarios y con prensa incondicional – celebro un mal tratado con Colombia y antes de pocos años trajo al país una semi-guerra y tremenda derrota diplomática

Page 606 Mientras conversaba con Canciller, gritos vendedores periódicos anunciaban gran revolución Ecuador, sublevación batallones, movilización todo ejército, llamada reservas. Absurda falta censura noticias para exterior permite lujo detalles inconvenientes, exageraciones perjudiciales. Oyendo noticias nuestras miradas se cruzaron. Internamente yo pensando falta seguridad respaldo con que trabajamos diplomáticos Ecuador, Canciller pensando seguramente si valía pena tomar en serio conversaciones con representante Gobierno en peligro dejar poder

Page 606 el espectáculo triste, aun cuando sea transitorio, de la hoja impresa deslenguada y canallesca, esporádica y sin antecedentes, insignificante y anónima, que vive de la insidia y del insulto, de la mentira y del escándalo

Page 606 Individuos sin capacidad ni antecedentes, se rigen críticos, y levantan insincera cátedra de moral, en forma que produciría hilaridad, sino representase una desviación del sentimiento ético y un desafío a la conciencia y memoria colectivas. La omnisciencia y la audacia son dos enemigos mortales de la opinión publica entre nosotros. Casi todos aparentan saber e intentan opinar de todo.

Page 607 la actitud complaciente del Gobierno al no controlar las actividades callejeras que antes de ahora organizaban manifestaciones en contra del Perú cada vez que así se le antojaba al pequeño grupo formado por los propietarios de periódicos, algunos funcionarios públicos y muchos de los dirigentes de la posición, ha traído como consecuencia natural, que se haya ido fomentando la alevosía y el espíritu revolucionario en el pueblo, hasta el punto en que el propio Gobierno ha sido también la víctima de sus propias invenciones

Page 607 La situación entre el Ecuador y el Perú mejoraría si, como yo anhelo, dada la necesidad que el Ecuador tiene de orden interno y dado mi alto aprecio personal para con el señor Presidente y usted ; si, digo, el Gobierno del cual usted forma parte, logra conquistar la confianza de los ciudadanos, el apoyo de la opinión

pública y obtiene así que nuestro pueblo y nuestra prensa - invistiéndose de un alto sentido de responsabilidad colectiva - disciplinen y metodicen su pensamiento y su acción ante los problemas externos, así como su preparación efectiva para toda emergencia internacional

Page 608 La campaña es más contra la Cancillería y el Gobierno que contra el Perú / Si hay alguien que tenga la culpa de todo esto, no es el gobierno ecuatoriano que no controla la prensa ni el Congreso, sino el Gobierno peruano que no controla a su ejército.

Page 610 la Voz de los Andes

Page 612 es brote espontáneo de la conciencia nacional

Page 612 siempre que la tal propaganda no rebase del aspecto histórico o jurídico del problema territorial, por mucho que en realidad esas campañas alejan de nuestros pueblos la aceptación de mutuas concesiones y renunciaciones

Page 612 el malestar que se experimenta por el libertinaje de la prensa menuda que sin control alguno agita el pueblo para que no tenga confianza en los "institutos militares"

Page 613 propaganda de doctrinas comunistas o disociadoras

Page 613 delitos de imprenta

Page 614 esas hojas pseudo-izquierdistas que el gobierno paga y controla para producir confusión

Page 614 : Dirección de Prensa y Propaganda, Ministerio de Gobierno

Page 614 Propaganda nacional

Page 615 Se intensificaba, simultáneamente, la acción ecuatoriana para crear un estado de tensión y alarma con sus violentas campañas periodísticas anti-peruanas en Quito, en Guayaquil y en sus demás ciudades ; con las noticias falsas propagadas por sus agencias noticiosas sobre supuestas invasiones y provocaciones peruanas en la región limítrofe ; y con los reiterados incidentes fronterizos, provocados por sus guarniciones militares y desnaturalizados luego, con el propósito de presentarnos como agresores ante la conciencia de América. En contraste se afirmó, entonces como siempre, la imperturbable serenidad del Perú, junto con la convicción firme de sus derechos y la decisión inquebrantable de defenderlos.

Page 616 y es que la agresión armada al Ecuador ha venido precedida por una terrible campaña de prensa, estimulada por el Gobierno peruano, en la que se ha hecho gala de calificar duramente al Ecuador, provocando artificialmente manifestaciones públicas y proclamando la necesidad de atacarlo. Ha estimulado, pues, por todos los medios, el belicismo del pueblo peruano

Page 617 Tumbes – Marañón o la guerra

Page 617 El despertar del Espíritu cívico ecuatoriano. El País se agrupa para repeler la agresión peruana

Page 621 pantomimesca reproducción de las asambleas de Nuremberg

Page 626 el litigio del Chaco, entre Bolivia y Paraguay ; aunque en esa cooperación no dejó de entrar un poco el petróleo [...] Y, a propósito de petróleo, este existe en buena parte del Norte del Marañón. Y eso agudizará algún día, el problema territorial. Ud. Ya ve para entonces despertarse la codicia del Perú y el interés del Brasil: éste, dice Usted – medio disfrazado por encima del interés del Ecuador y del Perú. Es pues, est un factor muy de tenerse en cuenta

Page 626 procurar el renacimiento de la industria cauchera en el Amazonas, con la cooperación del Gobierno de los Estados Unidos

Page 626 Hace algún tiempo este mismo gobierno [USA] envió a nuestros países una misión oficial para que estudiara aquella industria, la que opinó que el caucho amazónico no era comerciable por el alto precio de su conducción hasta el mar, decidiéndose en cambio por el producido y el que pudiera producirse en nuestra

región occidental. Entonces el Gobierno Norteamericano esbozó un contrato con el nuestro para la industrialización de esa zona cauchera; pero como era a base de inmigración de coolies chinos, no se le aceptó por prohibirlo nuestra legislación

Page 627 Ni el Brasil, país que tiene bajo su bandera la mayor extensión del Amazonas ha intentado celebrar con tanta exagerados alardes turísticos el cuatricentenario de su descubrimiento. Y esto que para los brasileños nuestro río amazónico es solo Solimoes, y con el nombre universal es solo suyo i

Page 630 Acogida la idea por la Academia Nacional de Historia y patrocinada por el Gobierno, constituyóse el Comité respectivo que debe llevar adelante varios interesantes actos con los que se ha de celebrar ese glorioso centenario, tales como un Congreso histórico-geográfico-económico-etnográfico relativo a la región amazónica ; una expedición científica por el Amazonas ; concursos académicos ; concursos escolares ; publicación de varios libros y documentos ; inauguración de un monumento alusivo al hecho, etc. Etc.

Page 631 semana cívica que sería empleada para la difusión y conocimiento de los derechos territoriales ecuatorianos en su diferendo limítrofe con el Perú

Page 631 con el fin de inculcar los fundamentos históricos de los derechos ecuatorianos al río Amazonas

Page 631 La característica de esta celebración es que no aparece por ningún lado la intervención del Estado ecuatoriano al menos en forma transparente, en cuanto se refiere a su organización, la cual estuvo a cargo exclusivamente del Municipio de Quito. El gobierno solo intervino para obtener que la celebración fuera exclusiva de Quito prohibiendo hasta que las radiodifusoras de Guayaquil organizaran programas con motivo de esta efemérides

Page 631 sucursal de la cancillería

Page 631 amplio margen para una serie de conferencias y artículos periodísticos que han tratado la cuestión en todos sus aspectos, para luego deducir los fundamentales derechos del Ecuador sobre el río Amazonas

Page 632 no celebrar el aludido acontecimiento, una vez que, el Ecuador ha dejado de ser País Amazónico, conforme al referido Protocolo

Page 632 la iniciativa del Ecuador ha producido allá el recelo de que, tras un hecho que se conmemora, exista intención de proclamar urbi et orbe el derecho ecuatoriano al Amazonas. Por eso se explica la reacción en algunos la ironía de otros, la inquietud de muchos

Page 633 obteniendo mayor resonancia su celebración

Page 634 Allí, en los pabellones arreglados de suerte que aparezcan todos los aspectos de la Amazonia, el visitante puede percatarse claramente, no sólo de la riqueza de nuestra región oriental, de sus tipos humanos indígenas, de su flora, de su fauna, etc., sino también del lento y esforzado proceso civilizador que nuestro país ha realizado en esas dilatadas comarcas, donde tantos y tan grandes obstáculos se oponen a una acción de tal especie [...]. Coincidiendo con el Cuarto Centenario del Descubrimiento del Amazonas – como una nueva afirmación de nuestro destino – el feliz acuerdo de Río de Janeiro dispuso las últimas cuestiones litigiosas que ponían en tela de juicio la peruanidad de la Amazonía

Page 635 El Señor Presidente de la República y el Comité, que me honro en presidir, tienen interés en que dicha celebración tenga el más amplio carácter nacional y que ella se extienda a los más pequeños pueblos de la República. Con este objeto estimaré a usted que se sirva circular telegráficamente a los Prefectos de todos los departamentos indicándoles la necesidad de que se organicen festividades públicas destinadas a afirmar la solidaridad de todos los pueblos del Perú en el esfuerzo civilizador de la Amazonía. Sería conveniente que dicho día todas las ciudades y pueblos del Perú fuesen embanderados y que se pongan carteles alusivos a la peruanidad del Amazonas. En las capitales de departamento deben organizarse festejos populares – verbenas, retretas, actos deportivos- así como actuaciones de carácter cultural y religioso, con asistencia oficial y en los que se pronuncie una alocución patriótica o una conferencia alusiva al hecho histórico conmemorado, haciendo resaltar el esfuerzo de todos los pueblos del Perú en la exploración y civilización del Oriente

Page 635 este pequeño bosque de San Felipe ha sido como una síntesis de la región amazónica [...] Por el traficaban frailes misioneros del convento de Ocopa y agustinos del Marañón – el buen padre Elorza de santa masedumbre franciscana, el agustino Villajero con sus recientes estudios etnográficos sobre las tribus norteñas, el padre Vargas Ugarte con sus crónicas y cartas de misioneros jesuitas - , los ingenieros y constructores de caminos con sus planos y fotografías aéreas, oficiales de nuestros institutos armados representantes de una nueva fuerza colonizadora, miembros de la Corporación Peruana del amazonas, artistas pintores y escultores preocupados del tema amazónico, antiguos exploradores y colonos, shiringueros auténticos y hasta una pequeña jungla con su fauna característica.

Page 645 Todas las clases sociales, todos los partidos políticos olvidando diferencias y distanciamientos, han vibrado de emoción junto al pabellón nacional y a los acordes del Himno, y han ocurrido en inmensas y múltiples manifestaciones públicas en todos los lugares del país ante los dirigentes del Gobierno, a pedirles armas para repelar vigorosamente, por sus propias manos, la alevosa agresión. El Gobierno nacional, comprensivo de la justa indignación patriótica, no ha podido acallarla y solamente ha recomendado serenidad, pues el Ejército nacional estaba cumpliendo espléndidamente con su deber. No obstante las noticias de que el combate en la frontera ha terminado, sigue en gran escala la excitación patriótica. Grandes donaciones se ha hecho para la defensa nacional y la Cruz Roja, y hasta los más humildes han demostrado su desprendimiento para tan nobles fines. La prensa, el radio, las instituciones de cultura, todos, han dedicado sus labores y sus sentimientos al problema internacional, protestando en diversas formas por la incalificable actitud del país del sur.

Page 645 ¡Ecuatorianos todos : los universitarios os llaman ! Os invitan al sacrificio en defensa del honor!

Page 645 diversas doctrinas

Page 645 siendo, como todos ellos, hombres que han forjado sus conciencias en las disciplinas que la locomotora y el riel, del rígido itinerario y las estridencias del acero, de la fuerza al servicio de los transportes, estoicos-casi-ante la voluptuosidad [sic] y el dolor han sabido conservar fresca en sus almas la exquisita sensibilidad del patriotismo

Page 646 el Caín de la América

Page 646 : Pueblos esta Provincia, en delirante entusiasmo piden armas y oficiales para ponerse frente enemigo se halla amenazando a Zapotillo con refuerzos diarios. De continuar beligerencia, sería momento aprovechar fervor patriótico para levantar considerable Ejército que defienda posible ataque por esta provincia

Page 646 nos sentimos mas ecuatorianos que nunca, pero pedimos su excelencia armas poder defendernos alevosía invasor

Page 646 aquí en Colombia, hay un fervor inusitado, que raya en delirio; cuantos jóvenes desean saber si sigue la guerra para ofrecer sus buenos servicios e ingresar al cuerpo de voluntarios. Yo creo, si la guerra sigue, habrá muchos colombianos que se presten para la defensa de la hermana nación. En Bogotá hubo una manifestación en favor del Ecuador de los alumnos del Colegio Javeriano de los Jesuitas; aquí, en Pasto, hay mucho entusiasmo para saber de la suerte que le espera a nuestra Patria. La Radio Quito y “La Voz de los Andes” son muy oídas.

Page 647 la más sólida y rigurosa Unión ecuatoriana

Page 647 Gabinete de concentración nacional

Page 647 ha puesto en evidencia la voracidad peruana y la complicidad de quienes han empeñado en ocultarla, a fin de justificar su indiferencia por nuestra integridad patria

Page 647 El ataque a un pueblo amante de la paz se ha realizado por la burguesía peruana, que no ha encontrado otro medio de canalizar al descontento de su pueblo, por la opresión de largos años y la falta de bienestar. El Nazismo y el Fascismo en ansia de dominación mundial, desvían la guerra hacia América para

crear nuevos focos de conflagración, aprovechando de diferencias que en este continente no han sido liquidadas.

Page 648 la contradicciones de la feudal-burguesía ecuatoriana

Page 648 a pesar del estado de desgracia en que ha sido obligado a vivir bajo la dominación de castas parasitarias, se levanta en estos momentos para enfrentarse con el agresor

Page 649 es la ocasión de encarar integralmente los problemas

Page 649 ! Ecuatorianos a los cuarteles !

Page 649 las armas que el Estado pone en vuestras manos sirvan solamente para defender a la Patria

Page 650 a) Solicitar de la ciudadanía que dé tregua a toda cuestión de orden partidista; b) Estimular el patriotismo de los ecuatorianos, para que sin reservas colaboren en la movilización de los recursos de la nacionalidad, voluntariamente, hasta que no haya sido decretada por las autoridades competentes, con abnegación, cuando tenga carácter obligatorio, a fin de robustecer la defensa de la Nación; c) condenar como traición a la Patria todo cuanto venga a alterar la paz interna, suscitar desconfianzas entre gobernantes y gobernados, o debilitar la fé en el triunfo; y d) Recomendar a la ciudadanía observe estrictamente en todo momento y frente a la demanda de sacrificios por parte de las autoridades civiles y militares

Page 650 La quinta columna le dirá a la madre, a la esposa, al hijo del heroico soldado que se bate en el frente, que ese ser querido se muere de hambre, que la lucha no es posible, que el Gobierno es el responsable del ataque totalitario, etc., etc.

Page 650 al peligro de su desaparición

Page 651 verdad suprapartidista

Page 651 esa diplomacia estuvo hermética y desorientada a través de un siglo de nuestra historia

Page 651 La Republica atraviesa una hora de peligro mortal. Se trata de ser o no ser

Page 651 Muera el traidor

Page 651 Que podía importarle al Abogado de las compañías extranjeras la integridad de la Patria y su honor, si ya estaba acostumbrado a vender al Ecuador por los treinta monedas de Judas

Page 652 Primero fu la perdida de nuestro territorio oriental, el desgarramiento culpable de la Patria ; luego el hambre y la miseria en su mas cruda realidad; después el temor sobrecogedor y tremendo de vernos, en cualquier momento, pérfida y traidoramente entregados no sabemos a quién.

Page 654 Sesión solemne Concejo Provincial Oroya celebrada hoy asistencia autoridades, movilizables, escolares, miles obreros guardaron un minuto emocionado silencio homenaje valientes heroicos soldados Patria caídos en la frontera Zarumilla en defensa integridad territorial. Obreros Oroya encárgame transmitir Ud. Su intermedio Ejército Nacional, Jefe Agrupamiento Norte fervorosa, cálida, patriótica felicitación

Page 654 levantaron una ola de airada protesta en todo el territorio nacional. [...] Pero contrariamente a lo que sucedía allá, los ciudadanos del Perú se limitaron a expresar sus voces, sin alterar el orden público y sin ofender la dignidad de la representación ecuatoriana [...] si en alguna ocasión la exaltación pública llegó a poner en duda la ecuánime actitud de los manifestantes, la policía, debidamente organizada, resguardó con toda atención los locales consulares del Ecuador y su legación en forma que no se estorbara la libertad de sus funcionarios

Page 655 iniciaron una ofensiva de razones y documentos, sin que sus versiones tuvieran propósito ofensivo para los hombres dirigentes o la representación ecuatoriana, ni tampoco a sus instituciones o a sus hechos históricos

Page 655 El país entero, plétórico de patriotismo, se ha puesto de pie para expresarle al Gobierno su adhesión y su aplauso por la fidelidad con que ha traducido los sentimientos y los anhelos nacionales. Los diversos sectores representativos de la nacionalidad, en toda la República, en manifestaciones que adquirieron los contornos de una consagración plebiscitaria, en reconfortante unanimidad, solidarizándose íntimamente con la política internacional del Gobierno, han dado un ejemplo elocuente de civismo y han comprobado que en el Perú, todas las energías y todas las voluntades convergen hacia la suprema finalidad de reafirmar y hacer respetar nuestros derechos, de conservar intangible la dignidad nacional y defender los sagrados pedazos de nuestro territorio, que fueron nuestros desde que la luz de la cultura alumbró la prehistoria de América; que integraron nuestra nacionalidad en los largos años del Virreinato; que plasmaron la constitución orgánica de la República desde los albores gloriosos de la emancipación; que fueron y son alma y nervio de nuestro patriotismo; y que seguirán siendo peruanos por la voluntad de nuestros pueblos, por el imperio de la justicia y del derecho y por el mandato ineludible de nuestra historia.

Page 656 el aprismo no vaciló en ponerse al servicio de los adversarios del Perú, en momentos en que todos los demás peruanos ofrecían sus vidas para defender nuestros derechos y nuestras fronteras. Así ocurrió en 1932 y así ocurrió también en 1941. Mientras en Leticia y Zarumilla, los soldados del ejército peruano ocupaban trincheras de gloria, el aprismo se vendía a los entonces adversarios nuestros en forma vergonzosa e innoble

Page 658 1.- que el PAP no es una secta internacional. Fundado por peruanos y para la resolución de los problemas del Perú, no recibe, ni recibirá jamás directivas extranjeras a mas cuales deba ajustar su línea política 2-que el PAP lucha contra toda tendencia totalitaria y personalista, dentro de su organización y dentro de la estructura del Estado 3- que, en consecuencia, el PAP es un partido esencialmente nacionalista y democrático 4- que el PAP venera con autentica unción patriótica, los emblemas de la Nacionalidad 5- que el PAP es opuesto a la lucha de clases 6- que el PAP reconoce en la jerarquía de los valores la primacía de los del espíritu 7- que el PAP acepta en su letra y su espíritu los preceptos de la Constitución y de las Leyes del Estado 8-que el PAP reconoce a los Institutos Armados toda la importancia que su trascendental misión le confiere 9- que el PAP lejos de proscribir admite como legítimo el derecho de propiedad 10-Que el PAP respeta a la religión Católica que es la que profesa la inmensa mayoría de sus afiliados, no entrando en su plan de acción interferir con ninguna de sus elevadas funciones ni finalidades

Page 658 Desconocer al Presidente electo, de acuerdo con el Ejército y el partido "aristocrático" de los Riva Agüero y compañía, proclamándose Dictador Benavides, con un gabinete Militar. Para ese entonces la guerra estará ya preparada. Se procederá inmediatamente. Con un doble fin. Obtener un pretexto para aplastar a sangre y fuego al partido aprista. Y prestigiar al Gobierno con una guerra victoriosa

Page 659 ha despertado una conmoción en la conciencia nacional.

Page 659 No existe, como podría creerse, contradicción alguna entre nuestra indeclinable orientación neobolivariana de fraternidad continental y esta decisión de nuestro partido. Contrariamente, rechazar un posible arreglo a espaldas de la voluntad del pueblo peruano, es evitar con previsión, que cuando la tiranía que hoy aflige al Perú, caiga como tiene que caer, se provoquen nuevos diferendos internacionales

Page 660 gran amigo del Perú

Page 660 Z- Bueno, si Uds creen así, está perfectamente. Además es una actitud la de los apristas que...Imajinese Ud si ellos van a ir más allá. Esas son palabras. Concesiones, arreglos los puede hacer un gobierno fuerte, que pueda imponer su voluntad. Nunca un partido en estado de merecer. El mismo loco de Velasco Ibarra que tan entusiasmado estaba estaba con ellos cuando los precisó y trató de obtener declaraciones sobre salida al Amazonas...El Amazonas? ...Eso no. Entonces también los tiró por la borda

Page 661 Si usted no recuerda en su país si habrá quien recuerde que durante la estadía de Sánchez en Quito publicó artículos y dictó conferencias y nunca precisó nada respecto de la política internacional aprista frente al asunto de límites Perú-ecuadoriano, lo que llegaron a sacarle en cara, creo que en el Comercio de Quito

Page 661 bandera de la Patria

Page 661 el gobierno deponga su política de odios y división cuando una situación tan seria conmueve al país entero

Page 662 Las fuerzas armadas de la nación han redimido al país de los errores de una diplomacia claudicante de varios años. [...] Fracasada la acción diplomática, conducida la controversia como ha sido llevada, solo quedaba a las Fuerzas armadas de la Nación reivindicar por los hechos lo que no pudo defenderse con los argumentos a pesar de la evidente justicia de la causa peruana

Page 662 3500 jóvenes apristas, miembros de nuestras organizaciones juveniles, cumplieron con su deber patriótico de presentarse a los cuarteles en la región del Norte habiendo sido la mayor parte de ellos enrolados. Tanto el CEN, como el Comité Ejecutivo Regional del Norte y el Comando de la JAP (Juventud Aprista Peruana) alentaron resueltamente a todos los miembros del Partido del Pueblo en edad militar para que se presentaran, con la mayor presteza, a cumplir sus deberes con la Patria. Por su parte las masas ciudadanas del Nor-Perú – unánimemente apristas como es sabido – han respaldado con su mas fervoroso entusiasmo a la Agrupación Militar del Norte probando así la más amplia solidaridad patriótica entre el Ejército y el Pueblo

Page 662 Por eso, corresponde a la Agrupación del Norte, y solo a ella, el honor y el prestigio de haber defendido la integridad nacional. Y por eso el Perú reconoce en las fuerzas que comanda el General Eloy Ureta el cumplimiento heroico del deber

Page 663 Estamos seguros que el General Ureta y sus Jefes y oficiales, testigos de la unánime decisión de todos los peruanos que, sin distinción de partidos, han prestado su cooperación heroica como contribuyentes o como soldados a las Fuerzas Armadas del Norte, verán con satisfacción una política generosa de restauración de las garantías constitucionales para todos los hijos del Perú. Porque nadie mejor que los jefes del Ejército saben hoy que el respaldo moral de la población civil es indispensable para cualquier acción victoriosa.

Page 664 la verdadera agresión ecuatoriana se había producido durante la dictadura de Benavides

Page 665 el Perú ha entregado de nuevo parte de su territorio nor-oriental

Page 666 Después de reafirmar las fronteras patrias, por obra de su previsión para encauzar el poderío material y moral de nuestros institutos armados, el certero rumbo que imprimiera a la acción diplomática hubo de contribuir a que el litigio de fronteras con el país del norte tuviera la mas adecuada solución

Page 667 El tratado que acaba de celebrar con entereza y visión americanista ha sido muy favorable al Ecuador

Page 668 El esfuerzo patriótico, la abnegación y sacrificio demostrados por Jefes y Oficiales y tropa de mi mando, en esta hora de prueba para la Nación Ecuatoriana, en el conflicto con el Perú, ha superado toda expectativa.

Page 669 Responsabilidad privativa del Ejército [...] La crisis del Ejército constituye la consecuencia inevitable y dolorosa de su participación desmedida en los conflictos de los partidos y en la dirección política del Estado.

Page 671 Inermes, repito, pero no vencidos! El enemigo, señores Oficiales, no venció: traicionó a su palabra, traicionó a nuestra buena fe!

Page 671 Bien pudimos hacer a los peruanos, al contar con aviación, un pequeño Dunkerke i liberar a la Provincia de El Oro, sin el doloroso sacrificio de nuestros territorios orientales, al haber existido carácter i al no haber empleado la diplomacia, que nos ha perdido.

Page 671 Acción organizada del espionaje y efectiva labor quinta-columna para desorganizar y sembrar la desconfianza en la tropa y población civil.

Page 672 Este decaimiento patriótico bien podemos asegurar que es natural consecuencia del descuido o postergación sufridos por las provincias limítrofes en su vida de relación con el resto del territorio ecuatoriano. Surge pues, la necesidad de atenderlas para el futuro con más interés especialmente en el aspecto vial.

Page 673 Por tanto, causa del desastre no débese a circunstancias de hoy, sino que arranca de un largo periodo - País necesitaba preparación metódica y valorada en relación con los fines que debía cumplir

Page 673 causas lejanas.

Page 673 Indecisión e incuria han traído la tragedia que pasamos

Page 673 el amor a la humanidad el desprecio y odio a la autoridad, el olvido a los defensores de la integridad territorial.

Page 673 Una mal encauzada educación de cierta época, en la que el trasplante de ideas exóticas de ultramar se puso de moda, al extremo de querer todos reclamar derechos, pero nadie reconocer obligaciones que cumplir.

Page 674 El concepto de paz se había incubado en el espíritu ciudadano fundándose en la angustia y la miseria que la guerra podía producir en los hombres, al niño destruido, la familia sin techo, el harapo y la ruina. Tal concepto que fue inculcándose sistemática y progresivamente en la conciencia ciudadana, mediante la propaganda disociadora de elementos de acento izquierdismo, en unos casos, y el descuido de los órganos encargados de la defensa nacional para incrementar nuestro potencial guerrero, en otros casos

Page 674 La escuela amoral, la escuela sin Dios o contra Dios, ha sido también ariete de descomposición y de ruina de la patria. [...] No fué la escuela oficial, durante muchos años, centro de propaganda de exotismos? Los maestros se preciaban de amor a la humanidad; pero el culto al suelo natal se había extinguido en los corazones, o no pasaba de mero sentimentalismo. La guerra fué la piedra de toque de esos sistemas, de esa moral al revés, de la religión del utilitarismo inculcada tenazmente en el alma de la infancia.

Page 675 La tesis de este libro es clara, lógica y comprobada: la adversidad de 1941 fue la culminación de un siglo de antecedentes desfavorables en nuestra vida pública.

Page 677 Por consecuencia, existe en la actualidad una verdadera dictadura en todos los aspectos de la Administración civil y militar

Page 678 No es enjuiciando a oficiales subalternos y soldados inocentes, como se esclarecen los hechos y se establecen las verdaderas responsabilidades

Page 684 en medio del más grande y delirante entusiasmo, como jamás se ha visto en la historia de la capital loreтана

Page 686 faros disciplinarios, intentos de formar y moldear una memoria colectiva y de crear un espacio nacional

Page 688 traídos directamente de New York y Hollywood /la instalación de una Productora Nacional de Películas, que responda en su capacidad técnica al nivel de las mejores películas norteamericanas

Page 688 drama de la femineidad lacerada y pasiva

Page 689 ... Teníamos el estreno (concertado) con el teatro San Martín, teníamos las entradas vendidas para varios días, cuando vino lo inesperado... El mismo día del estreno nos prohíben la exhibición. Nos dijeron que era contraproducente el pasarla por cuanto estaba en puertas el arreglo de Río de Janeiro...

Page 695 Se estrechan cordialmente las manos, porque se acabaron para siempre en América, con el Protocolo firmado en Río de Janeiro entre el Perú y el Ecuador, los seculares pleitos de fronteras

Page 696 representó al mismo tiempo que la consagración de la tesis jurídica de vuestro Gobierno, un pacto inspirado en los mas nobles principios de Derecho en plena concordancia de los ideales de paz y de fraternal solidaridad, que sustentan toda la acción internacional americana. / los Caídos de la frontera Norte se sacrificaron así, no solo por la patria, sino también en aras del ideal americanista

Page 697 forjador de la Peruanidad

Page 705 Napoleón de bolsillo del continente

Page 705 por lo mismo que se trata de una figura inmaculada que ha dado a la Patria glorias que la historia escribirá con letras indelebles

Page 705 un hombre sin macula, nacido de las entrañas del pueblo y dispuesto a hacer por su país todo cuanto es posible dentro de las posibilidades nacionales

Page 706 Es necesario se sepa que yo planeé, conduje y ejecuté la victoria de Zarumilla.

Page 722 nuestras hermanas del Ecuador promover la comprensión mutua entre las mujeres del Ecuador y del Perú

Page 722 nosotras que no podemos aconsejar la muerte ni el deshonor de la Patria

Index des noms de personnes

N'y figurent que les personnes dont le nom apparaît au moins une fois dans le corps du texte. Un nom qui n'apparaît que dans les notes de bas de pages sera donc absent de cet index. Par ailleurs, en raison de l'incertitude géographique que nous avons mise en évidence, l'établissement d'un index des noms de lieux nous a paru nécessairement erroné.

- Abad Torres: César, 325
Adela, 536
Aguilar, 598
Aguirre: Abelardo, 309, 310, 311, 828
Aldana: Susana, 250
Alfaro: Colón Eloy, 406; Eloy, 13, 19, 45, 228, 444
Anda: sous-lieutenant, 297
Anderson: Benedict, 36, 111, 113, 577, 601, 766
Angulo: Jorge, 237
Ankuash, 382
Aranha: Osvaldo, 150, 154, 155, 159, 170, 171, 180, 193, 716, 718, 788
Araujo Arana: Humberto, 40, 706, 749
Arias: Roberto, 461, 462, 606, 651
Ariba, 366, 382
Arróspide: Jorge, 547, 548
Arroyo del Río: Carlos, 22, 25, 39, 42, 46, 70, 78, 82, 91, 134, 136, 147, 150, 179, 194, 213, 218, 220, 227, 231, 320, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 424, 444, 446, 449, 450, 451, 452, 457, 460, 484, 510, 513, 528, 583, 584, 585, 606, 607, 609, 617, 632, 643, 644, 645, 648, 649, 651, 652, 653, 660, 668, 669, 670, 671, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 681, 746, 749, 750, 756, 757, 775, 811
Arroyo Delgado: Enrique, 70, 136, 150, 213, 220, 227, 749, 753
Arruda: major, 558
Asutangui, 372
Atahualpa, 17
Avilés Pino: Efrén, 42, 676, 677, 749
Azcárate, 96
Bailla Marín: Juan Carlo, 42, 463, 465, 749
Bákula: Juan Miguel, 58, 81, 133, 436, 753, 759
Ballardes: Domingo, 236, 247
Baquero: famille, 312
Barbusse: Henri, 673
Barclay: Frederica, 4, 28, 32, 257, 259, 261, 299, 301, 325, 351, 620, 625, 761
Barreda y Laos: Felipe, 100
Beattie: Peter, 411, 464
Belaúnde: Víctor Andrés, 78, 83, 122, 335, 637, 700, 742, 779
Belaúnde Terry: Fernando, 640
Benavides: Óscar, 21, 64, 66, 67, 69, 70, 73, 80, 81, 90, 134, 144, 145, 160, 161, 162, 164, 259, 270, 322, 339, 349, 351, 395, 396, 397, 398, 402, 420, 421, 425, 435, 489, 491, 590, 594, 595, 596, 613, 614, 634, 656, 658, 659, 660, 661, 663, 664, 666, 667, 700, 701, 703, 705, 706, 712, 759, 761, 777, 779, 781
Betancourt: curé, 219, 839
Blanc: Floriane, 4, 149, 413, 768
Bocangel Cuadros: D. Miguel, 447
Boggs: lieutenant, 558
Bolívar: Simón, 18, 89, 645
Bolívar Gálvez, 217, 227, 229, 230, 231, 438, 439
Bonifaz: Neptalí, 582, 586
Bonnemaison: Manuel Elías, 696
Borja: Pablo Mariano, 63; Rafael, 467, 485, 488
Borrero: Manuel María, 100, 775, 779
Bosco: Joaquín, 358
Bosmediano: frères, 312, 505, 814
Bourricaud: François, 442, 578, 656, 657, 664, 759
Bowman: Isaiah, 18, 41, 532, 749
Bruttini: lieutenant-colonel, 415
Bullick: Lucie, 37, 38, 252, 442, 464, 758
Burneo Vargas, 209
Bustamante: Marco A., 275, 282, 283, 286, 321, 325, 339, 344, 360, 365, 499, 646
Bustamante y Rivero: José Luis, 686, 701, 706, 778
Cabezas Andrade: Jorge H., 439, 495, 496, 497, 554, 565, 671
Calero: soldat, 479
Calixto, 368
Calle: Gonzalo, 479
Camacho: Carlos, 4, 24, 28, 259, 347, 376, 412, 413, 768
Campaiola: Bruno, 684
Campos: Arsenio, 449
Carillo: capitaine, 485
Carlos, 369
Carnica: Sergent, 566
Carraza Cervantes: Manuel, 465, 466, 564, 794, 797
Carrión: Benjamin, 680
Casique T.: Juan, 366
Castellano: José Manuel, 519, 520, 524, 550, 559, 560, 561, 568, 571, 749
Castilla: Ramón, 19, 255, 637
Castro: sous-lieutenant, 293
Castro Oyanguren: Enrique, 64
Cedillo, 210, 247, 838
Cento: Nonce, 143, 144
Cervantès: Guillermo, 259, 301
Chacón Santa Cruz: Humberto, 447
Chaparra, 598
Chavez: José, 380
Chávez: Jorge, 400
Chávez Valdivia: commandant, 258
Chiriboga: José Ricardo, 78, 368, 598, 645, 646, 679, 779; Leonardo, 377, 511, 668, 676
Cisneros: frères, 297; Luis Fernán, 100; Miguel Argeo, 329; Rosa, 330, 365
Civati: capitaine, 558
Clausewitz: Carl Von, 433
Clément: Paul, 416
Colon: David, 578, 681, 691, 696, 766

Colonna: Illydio, 487
 Concha: Carlos, 30, 57, 64, 70, 75, 81, 82, 91, 98, 99, 100, 101, 107, 109, 133, 136, 137, 138, 170, 173, 184, 214, 224, 282, 286, 289, 294, 307, 308, 310, 330, 336, 338, 345, 370, 427, 462, 583, 604, 606, 607, 742, 750, 777, 779, 824, 825, 826, 834, 836
 Coolidge: Calvin, 87
 Córdoba: Emilio, 37, 247
 Córdoba: Pedro F., 340
 Coronel: Valeria, 679
 Corral: Tancredo, 290
 Crespi: père, 323
 Criado y Tejada, 64
 Cuisinier-Raynal: Arnaud, 31, 765
 Dagicour: Ombeline, 5, 59, 185, 416, 601, 760
 Davila: Fernando, 365
 Dávila Pérez: docteur, 558
 De Cuadros: J., 409, 410, 411, 481, 490, 513, 515, 560, 601, 607, 630, 631, 669, 677, 679
 De Gaulle: Charles, 715
 De la Barra: Felipe, 40, 160, 173, 215, 220, 228, 243, 298, 370, 434, 461, 750, 758
 De la Fuente: César A., 88, 91, 96, 144, 225, 370, 448, 469, 472, 489, 508, 530, 532, 533, 534, 535, 546, 548, 549, 550, 552, 553, 567, 660, 742
 De la Pedraja: René, 24, 42, 750
 Del Mar Alcázar: Gerardo, 41, 270, 444, 498, 750
 Del Piélago: Fabrizio, 42, 155, 750
 Delboy: Emilio, 322, 323, 760, 762
 Deler: Jean-Paul, 27, 31, 204, 625, 626, 755, 765
 Dellepiane: Carlos, 421
 Denegri Luna: Félix, 65, 92, 100, 665, 698, 754
 Dicky: dr., 368, 369
 Drinot: Paulo, 578, 707, 759, 760
 DUBY: Georges, 443, 767
 Dumont: Juliette, 5, 56, 89, 90, 93, 115, 153, 770
 Duque: Abraham, 290
 Edwards: Agustín, 104
 Elorza: père, 635
 Enríquez Gallo: Alberto, 80, 82, 98, 405, 408, 410, 583, 670, 757, 775, 779
 Espinoza: colonel, 415
 Estrada: lieutenant, 479
 Esvertit Cobes: Natália, 28, 255, 256, 257, 277, 317, 318, 322, 331, 334, 672, 762
 F-10, 599
 F-24, 599
 F-4, 599
 Farfán Gutiérrez: Manuel, 465, 794, 799
 Faupel: général Von, 102, 417, 418
 Ferrando: José, 532
 Flores: Luis A., 665, 666
 Flornoy: Bertrand, 15, 117, 118, 119, 120, 121, 279, 352, 354, 373, 376, 379, 762, 851
 Forni: Efren, 144, 145
 Foucher: Michel, 31, 766
 Franco: Francisco, 700, 705
 Freile: Guillermo, 76, 125, 276, 293, 344, 369, 374, 376, 377, 775
 Freyre y Santander: Manuel de, 87, 341, 779
 Gallardo: Flora Lucy de, 245; Telmo, 245, 247
 Galo Molina: capitaine, 479
 Gándara Enríquez: Marcos, 25, 42, 407, 410
 Gangotena: Cristobal, 599
 García: Arturo, 60, 62, 70, 78, 79, 83, 91, 97, 98, 119, 123, 742, 778, 779
 García Moreno: Gabriel, 19
 García Paredes: Lizardo, 365
 Garland de Prado: Enriqueta, 698, 699
 Garland Prado: Rosita, 698, 699
 Godoy: Milton, 307
 Goicoechea Valdivieso: Milciades, 333
 González: Francisco, 15, 373, 376, 379, 722
 González Páez: Miguel Angel, 611, 612
 Goytisoló y Bolognesi: Enrique, 76, 97, 136, 137, 138, 140, 210, 587, 616, 742, 777, 778, 779, 837, 840
 Graña: Adolfo, 360
 Guébriant: Jean de, 117, 118, 120
 Guerra: Dario, 368
 Guerra Baca: Pedro, 326
 Guerrero: Carlos, 511, 676
 Guinet: Enrique, 448
 Harner: Michael, 353, 355, 385, 386, 387, 763
 Haya de la Torre: Víctor Raúl, 656, 659, 664, 712, 759, 761
 Hermann: Kurt, 149, 688, 691, 692, 751, 769
 Herrera: Morgana, 632, 633, 637, 639
 Herrera Lynch: commandant, 311, 331, 828
 Hitler, 148, 149, 418, 665, 691, 769
 Huachapala, 363
 Huambusthara, 363
 Huambusura, 369
 Huáscar, 17
 Huerta: Jorge, 290
 Hull: Cordell, 46, 133, 147, 157, 161, 771
 Humberto Delgado: Luis, 40
 Hurtado: Federico, 126, 128, 296, 297, 298, 338, 348, 427, 434; Osvaldo, 42
 Ibarra Crespo: Hernán, 42, 444, 562, 657, 675, 701, 707, 751
 Iglesias: Daniel, 657; T., 298, 323
 Ijisma, 385
 Insaco: Manuel, 368
 Jara: Claudio, 479
 Jaramillo Alvarado: Pío, 157, 600, 604, 611, 676, 751, 754
 Jarrín: sous-lieutenant, 249
 Jembo, 363
 Jerves: Alfonso, 321
 Jimpikit, 382
 Josefina, 536
 K-51, 338
 Kuczynski-Godard: Maxime, 269
 Laniado: Maurice J., 533
 Larrea Alba: Luis, 41, 444, 670, 676, 751
 Lassiter: William, 87
 Laurent: Raymond, 216, 402, 418, 419, 420, 424, 428, 507, 711
 Le Bon: Gustave, 621
 Le Saulnier de Saint-Jouan, 65, 74, 86, 92, 100, 101, 112, 580, 583, 588, 590
 Leguía: Augusto, 19, 20, 21, 59, 81, 152, 185, 232, 259, 267, 334, 394, 398, 399, 400, 417, 422, 435, 595, 601, 604, 605, 686, 689, 718, 760, 766
 León de Vivero: Fernando, 491
 León León: Alfredo, 42, 347, 751

León XIII, 142
 Llano Sánchez: Juan, 466, 794, 798
 Llona: Ricardo E., 264, 304, 307, 308, 309, 325, 326, 362, 367, 378, 834
 Lón: Melitón, 533
 López: Carlos, 349, 356, 384, 385, 386, 794, 815
 Macías Núñez: Edison, 186, 218, 258, 273, 276, 413, 414, 416, 436, 437, 444, 751, 755
 Madariaga: Salvador de, 87
 Maitun, 366, 382
 Maldonado, 466
 Mangasha, 371
 Manyaro Sosa: Luis, 447
 Manzano: sergent, 449
 Mariátegui: José Carlos, 349, 444, 657, 751
 Marin: lieutenant-colonel, 433
 Marquina: Nicaso, 478
 Martens y López: Ilona, 599
 Martín: commandant, 308
 Martínez Mera: Juan de Dios, 61, 583, 775
 Maruja, 536
 Masterson: Daniel, 25, 37, 398, 402, 431, 435, 474, 758
 Mata Zurita: A., 533
 Matter: Fred, 117, 118, 763
 McBride: George, 133, 177, 187, 189, 190, 191, 192, 194, 195, 749, 751
 Mejía: Manuel, 326, 355, 362, 364, 374, 375
 Mello Franco: Afrânio de, 72, 73, 91, 100, 105
 Méndez Núñez: Raúl, 326, 344, 356, 357, 358, 361
 Molina: capitaine, 479
 Montagne: Ernesto, 633
 Montezatafur: Miguel, 40, 46, 161, 244, 422, 429, 430, 431, 433, 444, 448, 452, 453, 464, 469, 470, 473, 476, 478, 498, 514, 516, 520, 545, 548, 674, 707, 751, 785
 Mora Peralta: C., 221
 Morales B.: José Julián, 599
 Morales Ch.: Carlos, 599
 Morales y Eloy: Juan, 110, 111, 112, 602, 745, 754
 Morán: Guillermo, 557
 Morelli: Anne, 696
 Muñoz: F.C., 375, 379
 Muñoz Reyes, 104
 Muñoz Zamora: major, 506
 Murillo: Rodrigo, 4, 27, 519, 520, 524, 550, 559, 560, 561, 568, 571, 572, 749, 757
 N-11, 599
 Nakamura: Bobuo, 490
 Narváez, 449; commandant, 479; Mosquera, 410
 Navarro: José Gabriel, 64, 124, 136, 138, 150, 182, 183, 217, 218, 219, 227, 229, 230, 231, 234, 242, 261, 487, 510, 702, 746, 838
 Nazur Abi-Cdid: Teofilo P., 533
 Negroni: Giacomo, 415, 436, 437, 438, 440
 Noblecilla: Felix, 186
 Norweb: Raymond, 534
 Novoa Cava: Alfredo, 514
 Núñez: Esteban, 327
 Ocaña: Artemio, 685, 687, 695
 Ochavano Ipushima: José, 376
 Ochoa: Octavio, 41, 444, 449, 752
 Oconchama, 369
 Odría: Manuel, 46, 196, 248, 249, 433, 434, 448, 469, 470, 519, 541, 556, 656, 686, 706, 744, 760
 Orellana: Francisco de, 249, 273, 375, 379, 382, 447, 455, 457, 458, 467, 475, 478, 496, 554, 628, 630, 632, 633, 635, 678, 684, 763
 Orellana Becerra: Jacinto, 447
 Ortiz: Hugo, 42, 382, 499, 746, 751; Segundo B., 126, 438
 Otero: Pacífico, 104
 Páez: E. R., 249, 478; Federico, 63, 66, 69, 78, 117, 144, 340, 341, 405, 406, 410, 457, 475, 554, 583, 611, 712, 775, 779, 781
 Palacios Mier: Manuel, 532
 Panaifo Pacaya: Juan, 376
 Paredes: Hipólito, 335
 Paris: Georges, 396, 400, 403, 404, 418, 419, 421
 Pascual, 363
 Pate, 371; J.B., 487, 510, 702, 785
 Patiño: Carlos A., 260, 483, 553
 Peñaherrera: major, 290
 Pérez de Cuéllar: Javier, 197
 Perón: Juan, 692
 Pershing: John, 87
 Peruselli: Raul, 598
 Pesthenda, 361
 Pétain: Philippe, 168, 484
 Pinto: Carlos A., 217, 227, 229, 230, 231, 678
 Pizarro: Gonzalo, 628
 Pla Verdeguer: Evelio, 567
 Plaza: Leonidas, 677
 Plaza Lasso: Leonidas, 658
 Polo: Solón, 63, 64, 777
 Ponce Borja: Alejandro, 70, 78, 321, 649, 779
 Pons: Antonio, 91
 Ponsomby: Arthur, 696
 Pontecorvo: Gilo, 688
 Porras Barrenechea: Raúl, 29, 30, 77, 87, 96, 97, 122, 628, 630, 633, 635, 636, 637, 741, 759, 764
 Portillo: Pedro, 258, 297, 330, 365, 368, 637
 Prado: Manuel, 21, 134, 141, 145, 156, 188, 245, 247, 322, 334, 335, 339, 343, 398, 399, 401, 402, 429, 431, 432, 435, 445, 447, 451, 466, 469, 473, 493, 525, 590, 591, 592, 594, 603, 614, 615, 616, 617, 619, 620, 630, 633, 638, 639, 643, 654, 655, 658, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 683, 684, 685, 686, 688, 689, 691, 692, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 706, 726, 752, 760, 777, 805, 806; Mariano Ignacio, 700
 Proaño: Víctor, 123, 286, 293, 335
 Proaño Carrión: Víctor, 255
 Prusin: Alexandre, 492, 766
 Pujupata, 380, 381; capitaine, 370
 Querebalú: Felipe, 251
 Quevedo: Antonio, 61, 110, 140, 141, 143, 145, 155, 156, 212, 219, 280, 282, 289, 293, 312, 323, 326, 327, 333, 345, 357, 358, 361, 368, 372, 585, 600, 607, 608, 626, 627, 630, 633, 829, 833, 834, 839
 Quiñones: José, 42, 472, 479, 693, 753, 799
 Quintana: Carlos, 160, 161; Raymundo, 224
 Ramírez: José, 345
 Rankin: Monica, 43, 151, 178, 571, 752
 Ravines: Eudocio, 663
 Remarque: Erich Maria, 673
 Rengifo: lieutenant, 385
 Reyes y Reyes: Raúl, 630, 631, 632
 Ribadeneira: Rogelio, 363

Rice: Mark, 107, 761
Riefenstahl: Leni, 691
Ríos: Ricardo, 363
Ríos Arana: Eusebio, 376
Riva-Agüero: José de la, 36, 64, 624, 759
Rivadeneira: Carlos, 258
Rockefeller: Nelson, 178
Rodas: Carlos A., 225, 257, 835
Roderick Kedward: Harry, 562
Rodríguez: José Santiago, 104; Luis A., 40, 46, 208, 217, 270, 282, 407, 409, 440, 443, 444, 453, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 462, 471, 474, 481, 482, 483, 484, 486, 493, 510, 668, 671, 673, 676, 678, 722, 752
Rodríguez Castro, 104
Romero: Fernando, 335
Romero Terán: Rodrigo, 326
Roosevelt: Franklin D., 63, 71, 73, 86, 87, 88, 90, 105, 146, 147, 149, 154, 173, 341, 406, 748, 771, 774
Rosero: Luis A., 439, 440, 448, 449, 485, 752, 827
Rouquié: Alain, 38, 252, 315, 346, 393, 412, 413, 415, 423, 442, 468, 769
Rubino: Giuseppe, 225
Ruiz: Ana, 479
Ruiz Bravo: colonel, 558
Ruiz Guiñazú: Enrique, 161
S-50, 599
Saavedra Lamas: Carlos, 85, 160
Sacarino, 366, 382
Salazar Zelada: Ustiniano, 465, 555, 794, 800
Saldaña: capitaine, 296
Salson: Philippe, 520, 521, 530, 546, 550, 555, 562, 563, 564, 565, 767
Salterain, 104
Samaniego: David, 27, 190, 333, 343, 356, 364, 365, 366, 367, 386, 520, 761, 836
San Martín: José de, 160, 700, 712, 822
Sánchez: Luis Alberto, 661; Marcelino, 379
Sánchez Cerro: Luis Miguel, 21, 396, 398, 418, 595, 613, 621, 658, 665, 761, 777
Sanmiguel Berrocal: Máximo, 460, 466, 477, 541, 555, 794, 806
Santana: Alberto, 688
Santi: Balthasar, 368; Hilario, 368
Scheina: Robert L., 24, 42, 752, 769
Shakai, 385
Sharian, 356
Shariano, 371
Shiriapa, 371
Silva Santisteban: Antonio, 102, 270, 272, 273, 286, 296, 297, 303, 308, 323, 330, 335, 336, 359, 364, 366, 371, 375, 376, 379, 381, 383, 386, 434, 435, 444, 453, 454, 455, 498, 499, 500, 501, 502, 504, 702, 743
Smith Pigott: colonel, 399
Solano Castro: Víctor, 365
Solf y Muro: Alfredo, 116, 133, 134, 137, 138, 140, 143, 161, 183, 242, 247, 250, 289, 372, 485, 505, 534, 585, 587, 634, 635, 638, 654, 664, 743, 752, 777, 786, 788, 829, 833, 834, 838, 839, 841
Tacsema, 372
Tajitan, 385
Tapullima Pashanasi: Santiago, 376
Tchakhotine: Serge, 691
Teodoro Jarra: Máximo, 467, 478, 794, 795
Tobar Donoso: Julio, 17, 30, 40, 46, 80, 92, 110, 116, 124, 133, 134, 140, 141, 144, 145, 150, 151, 155, 156, 157, 159, 165, 172, 179, 182, 183, 194, 210, 212, 213, 214, 218, 219, 220, 221, 226, 234, 239, 282, 293, 309, 312, 317, 318, 319, 320, 321, 327, 333, 338, 339, 360, 366, 367, 368, 444, 445, 446, 524, 564, 565, 600, 602, 606, 607, 608, 611, 612, 616, 617, 626, 627, 630, 631, 632, 633, 664, 668, 669, 671, 672, 673, 674, 675, 718, 751, 753, 779, 786, 788, 837, 851
Tohuin: Li, 533
Tondoama: curaca, 369, 371
Torres V.: Oscar N., 210, 211, 216, 217, 268, 764
Toulhoat: Mélanie, 562
Trujillo: José Vicente, 78, 779
Tuanama Mainas: Felisberto, 376
Tudela: Francisco, 70, 77, 84, 88, 95, 96, 100, 106, 109, 122, 123, 742, 755, 779
Tuntuaman, 385
Tupac Amaru II, 712
Turner: Frederick Jackson, 637
Turquia: capitaine, 385, 816
Tutillo: Félix, 479
Ubelaker Andrade: Lisa, 317, 607, 610, 758
Ulloa: Alberto, 64, 66, 70, 75, 79, 87, 97, 98, 106, 122, 123, 149, 158, 307, 742, 753, 777, 779, 781, 826
Ureta: Eloy, 40, 46, 141, 224, 225, 429, 430, 431, 432, 434, 435, 438, 443, 444, 448, 450, 451, 452, 453, 455, 461, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 487, 507, 508, 509, 510, 514, 515, 517, 518, 520, 523, 524, 526, 530, 532, 533, 534, 535, 538, 539, 541, 545, 547, 548, 549, 551, 552, 553, 555, 564, 565, 566, 569, 570, 572, 596, 617, 620, 654, 662, 663, 667, 689, 690, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 714, 727, 753, 759, 805, 806
Urrutia: Francisco, 41, 46, 438, 439, 443, 444, 449, 450, 455, 456, 458, 459, 462, 484, 486, 510, 668, 669, 671, 673, 677, 678, 753
Valdivieso: J. M., 114
Vargafitig: Nadia, 636, 767
Vargas: Getulio, 151, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 692
Vargas Llosa: Mario, 122, 287, 288, 356, 465, 712, 763, 764
Vargas Ugarte: père, 636
Vásconez C.: E., 336, 340, 342
Vasquez: Filadelfia, 479
Vega Dávila: major, 479, 440
Vela: Antonio, 368
Velasco Alvarado: Juan, 707
Velasco Ibarra: José María, 22, 60, 61, 62, 64, 65, 94, 104, 194, 404, 410, 481, 571, 583, 585, 650, 651, 660, 676, 678, 679, 680, 774, 775
Vélez Romero: Catalina, 4, 555, 560, 561, 562, 563, 794, 807
Vildoso: major, 365
Villacís: Ernesto, 482, 553; R.A., 377
Villajero: frère, 635
Villaroel: Gualberto, 653
Vinatea: colonel, 210, 232, 428, 434, 469, 470, 553
Viteri Lafronte: Homero, 15, 16, 61, 63, 64, 66, 69, 70, 77, 78, 153, 154, 155, 156, 157, 159, 173, 184, 197, 289, 307, 336, 462, 722, 747, 779
Wagner: Richard, 689

Wagner de Reyna: Alberto, 29, 87, 138, 153, 161, 163, 165, 166, 489, 759, 778
Wajarain, 385
Washington Palacios F.: J., 340, 342
Wehrli: Yannick, 5, 56, 84, 85, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 153, 154, 174, 421, 770
Welles: Benjamin, 461, 462, 606; Sumner, 46, 133, 147, 151, 154, 161, 173, 174, 175, 180, 181, 341, 461, 462, 532, 716, 771, 788
Wilson: Woodrow, 149, 605
Witt: commandant A., 283, 320, 325, 344, 378, 828
Wood: Bryce, 26, 41, 47, 55, 100, 133, 134, 146, 164, 174, 535, 753, 771
Wright: L. A., 41, 561, 753

Yepes del Castillo: Ernesto, 23, 42, 47, 133, 187, 189, 195, 751, 753
Yuasa: Taro, 490
Zaldumbide: Gonzalo, 61, 76, 80, 83, 92, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 105, 122, 124, 183, 210, 214, 237, 242, 310, 330, 366, 370, 371, 602, 612, 660, 779, 826, 830, 836, 837
Zanabria Zamudio: Rómulo, 30, 41, 65, 206, 255, 256, 258, 259, 272, 328, 436, 444, 469, 474, 507, 519, 520, 524, 555, 556, 564, 597, 600, 601, 753, 783
Zapatero, 343, 386
Zárate: Carlos, 4, 347, 765
Zook: David, 23, 26, 41, 47, 57, 71, 74, 88, 100, 101, 133, 753, 769
Zweig: Stefan, 15, 156

Table des matières du volume 2

Sources.....	741
Pérou.....	741
Équateur.....	745
Colombie.....	747
France.....	748
États-Unis.....	748
Bibliographie.....	749
Guerre Pérou-Équateur de 1941-1942 (essai d'exhaustivité).....	749
Conflit frontalier entre le Pérou et l'Équateur (général).....	753
Équateur.....	755
Général.....	755
Forces armées.....	755
Aspects extérieurs.....	756
Aspects intérieurs.....	756
Pérou.....	758
Général.....	758
Forces armées.....	758
Aspects extérieurs.....	759
Aspects intérieurs.....	759
Amazonie (Pérou, Équateur et général).....	761
Frontières.....	765
Propagandes, opinions publiques et imaginaires nationaux.....	766
Guerres et armées (général).....	767
Continent américain (général).....	768
Guerres et armées en Amérique latine.....	768
Seconde Guerre mondiale en Amérique latine.....	769
Relations internationales dans la première moitié du XX ^e siècle.....	770
Général.....	770
Relations internationales de l'Amérique latine dans l'entre-deux-guerres, panaméricanisme.....	770
Politique latinoaméricaine des États-Unis.....	771
Autres.....	771
Documents.....	773
Chronologie sommaire de la frontière entre le Pérou et l'Équateur (XVI ^e s. à nos jours).....	773

Équateur : liste des Chefs d'État et ministre des Relations Extérieures	775
Pérou : liste des Chefs d'État et ministre des Relations Extérieures (1932-1947)	777
Représentants du Pérou en Équateur	778
Tableau du dispositif diplomatique au cours de la Conférence de Washington (1936-1938)	779
Protocole Ponce-Castro (1924)	780
Acte de Lima (1936)	781
Circulaire péruvienne spécifiant le <i>Statu Quo</i> (septembre 1936)	782
Accord de Talara (2 octobre 1941)	784
« Protocole de Río » (1942)	786
Généalogie du conflit à la veille de la guerre de 1941 d'après un diplomate français	789
Liste des entretiens	794
Entretiens avec les anciens combattants péruviens	795
Entretiens avec les témoins de la région de El Oro	807
Entretiens avec les anciens combattants équatoriens	812
Entretiens avec Carlos López	815
Tableau analytique des incidents frontaliers (1933-1941)	824
Citations originales	842
Index des noms de personnes	899
Table des matières du volume 2	905
Cartes de synthèse	907

Cartes de synthèse

Pour cette étude, produire des cartes inédites a été une gageure. D'une part, les protagonistes travaillaient eux-mêmes avec des cartes établies sans les moyens actuels, et c'est nécessairement trahir leur vision que de représenter l'espace tel qu'il nous apparaît aujourd'hui ; d'autre part, la production et la diffusion de cartes ont constitué des instruments d'affirmation nationale. Ces cartes ne passeraient probablement pas la censure de la publication dans les pays concernés. Toutefois, il nous a paru nécessaire de représenter des phénomènes peu ou jamais cartographiés, comme une vue d'ensemble des opérations militaires, la superposition des garnisons orientales et des groupes Jivaro, ou encore la zone occupée désignée comme telle.

Ces cartes ont été réalisées avec le logiciel Inskape à partir de nombreux modèles. Le fond de carte (rivages, couvert forestier et montagneux, tracé des cours d'eau et frontière actuelle) a été réalisé à partir de photographies satellites actuelles. La ligne de *Statu Quo* est reprise des cartes de Julio Tobar Donoso, qui reprenait lui-même la définition péruvienne développée dans la circulaire de 1936.

Les positions militaires dans les *Orientes* ont été établies à partir de cartes d'état-major équatorien et péruvien respectivement pour chaque pays. Les positions y ont été mouvantes au cours des années 1930. Les positions équatoriennes correspondent à la période comprise entre 1938 et 1941, tandis que les positions péruviennes sont celles de 1940.

La ligne de progression maximale des troupes péruviennes est également issue d'une carte d'état-major. C'est la seule carte de ce type que nous ayons trouvée, mais les troupes péruviennes ont en réalité avancé plus loin, puisque leurs navires ont navigué jusque sur le río Coca.

La répartition des groupes Jivaro a été reprise de Philippe Descola plutôt que de Bertrand Flornoy. Bien que contemporain des faits, B. Flornoy nous a paru moins rigoureux.

Malgré toutes nos précautions, les contradictions des différents documents consultés rendent inévitables des erreurs factuelles. Il ne faut donc pas considérer ces cartes comme une preuve en soi, mais comme une indication visant à illustrer les dynamiques générales du conflit.

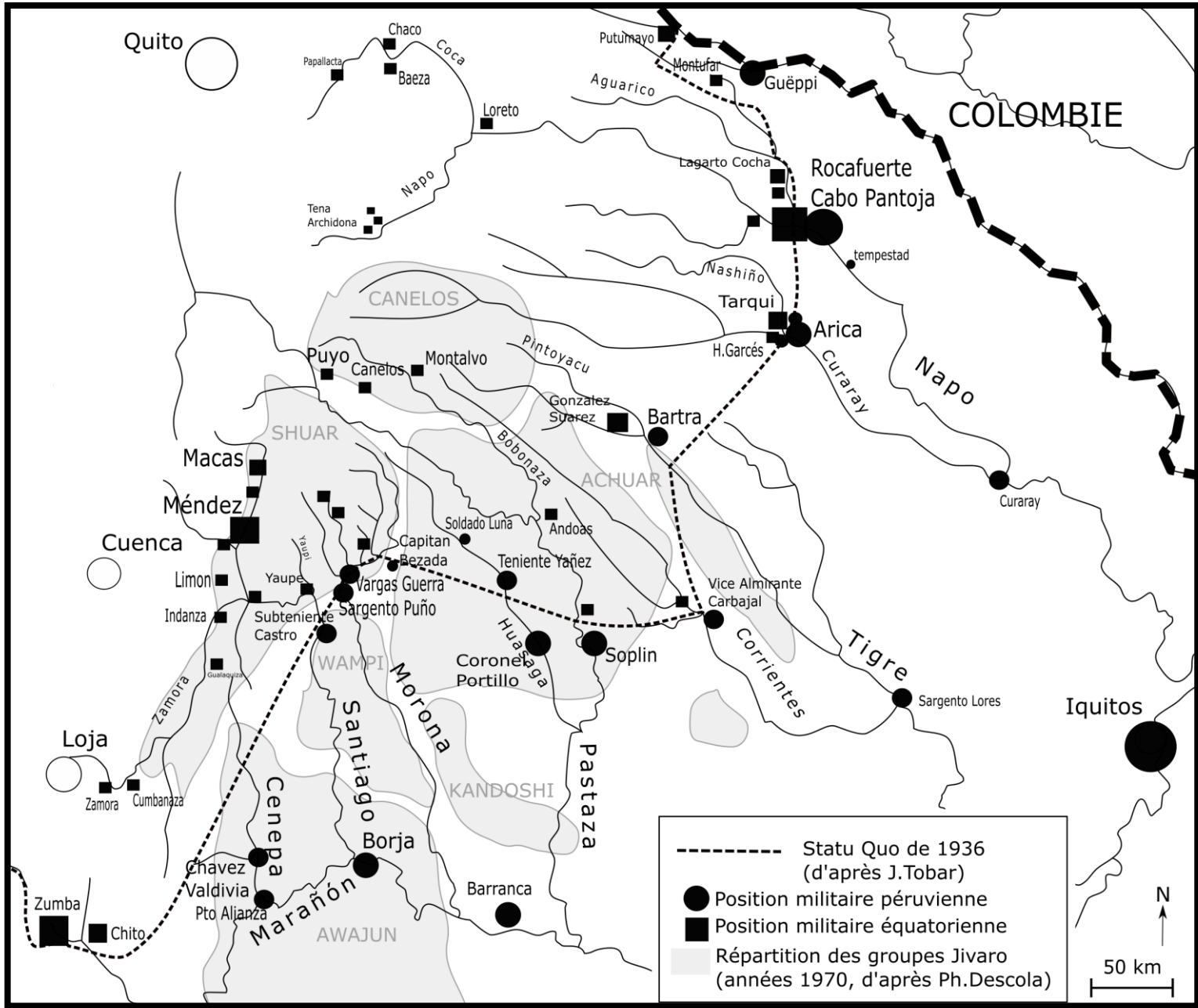
Carte 1 : Positions militaires dans les *Orientes* à la veille de la guerre

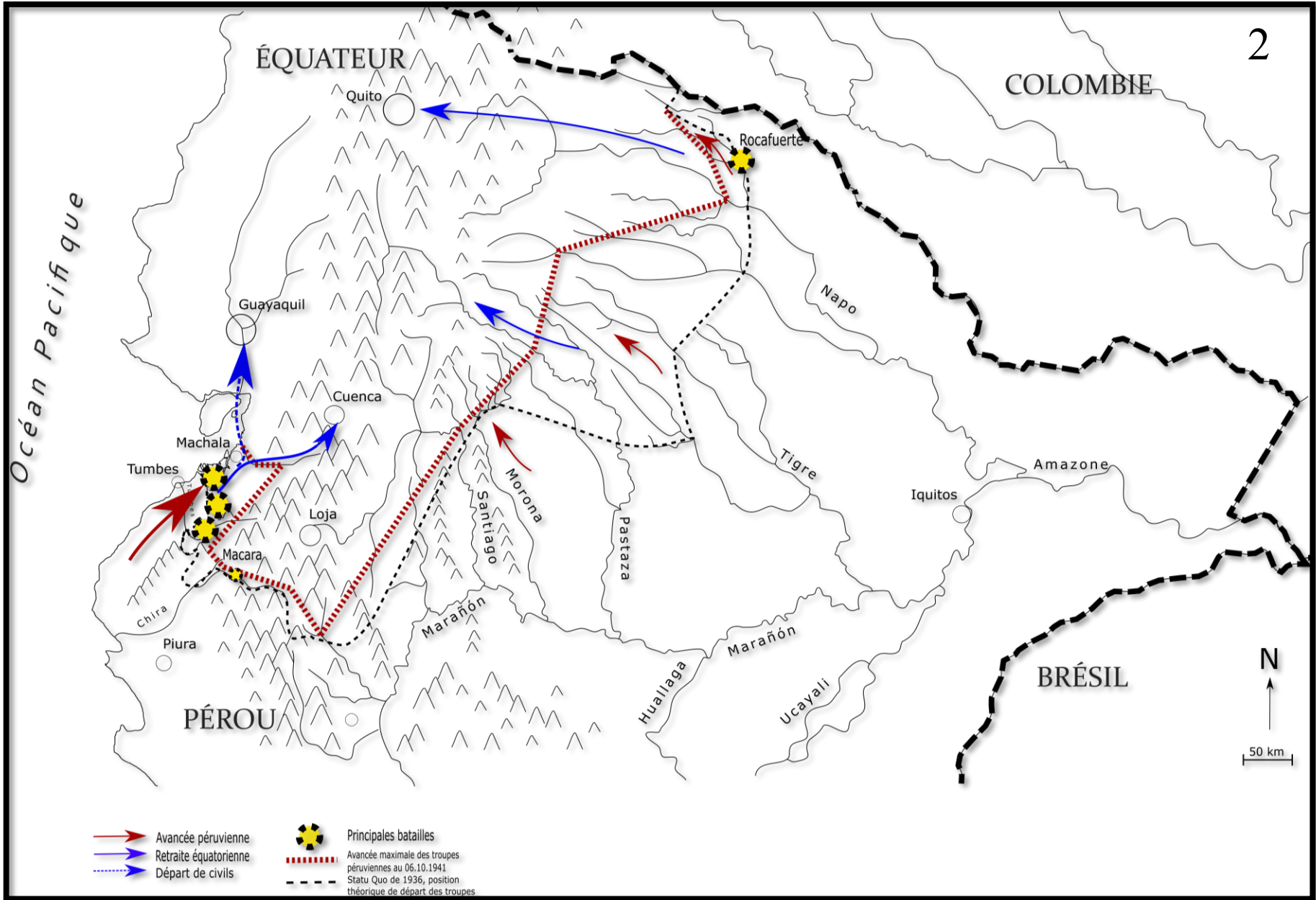
Carte 2 : Mouvements guerriers de juillet-août 1941

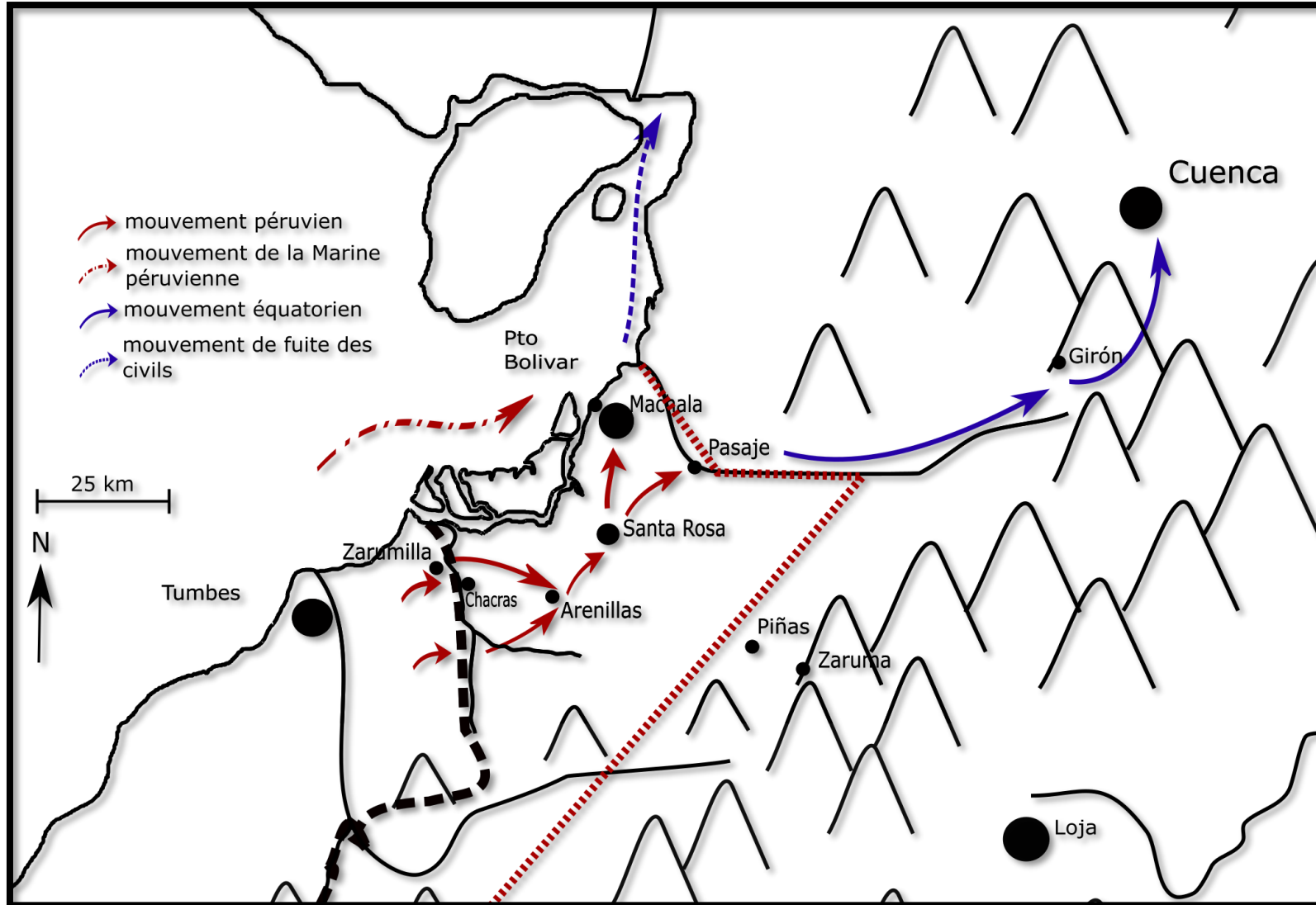
Carte 3 : Bataille du Zarumilla et capture de la région de El Oro (juillet 1941)

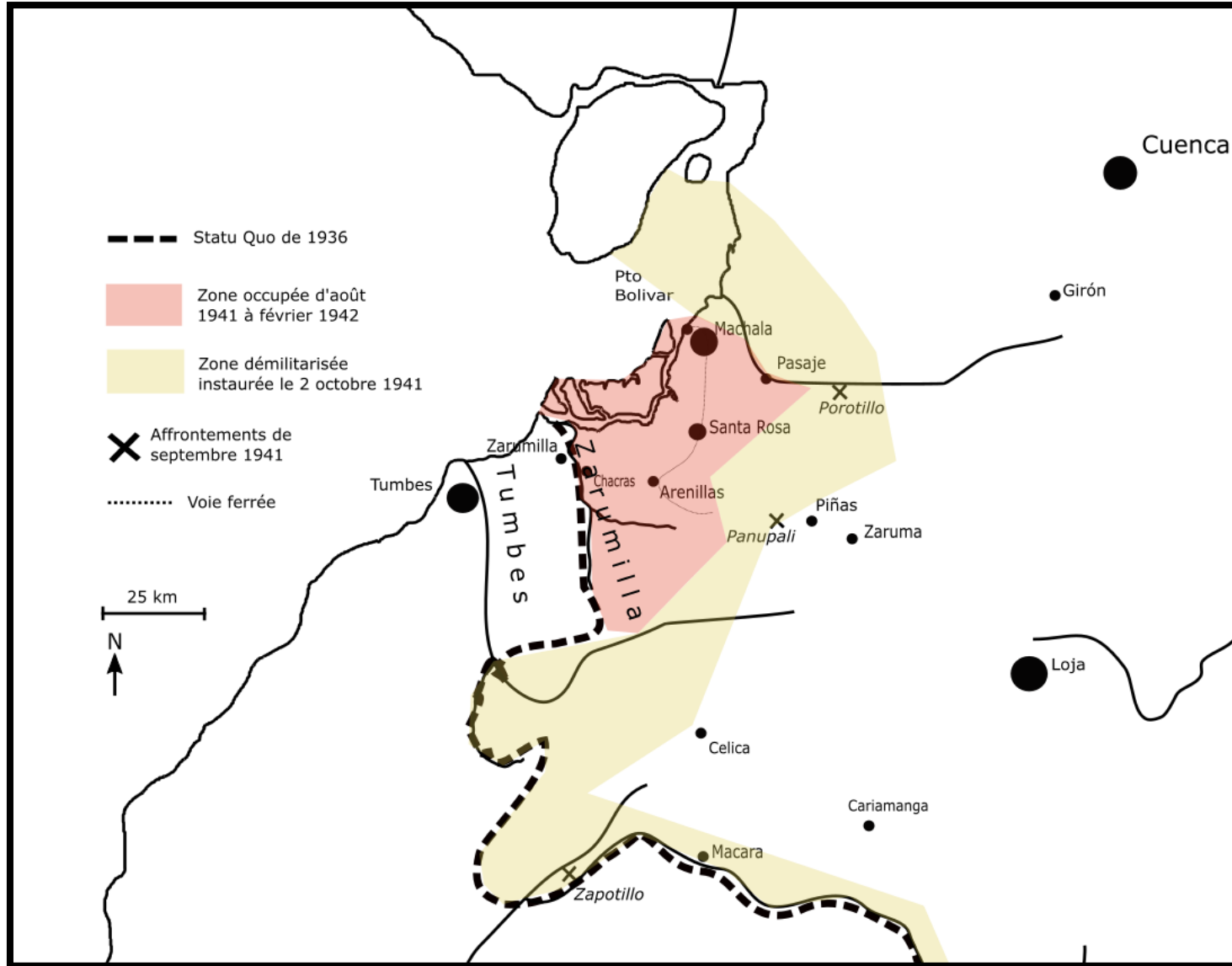
Carte 4 : Occupation de la province de El Oro (août 1941-février 1942)

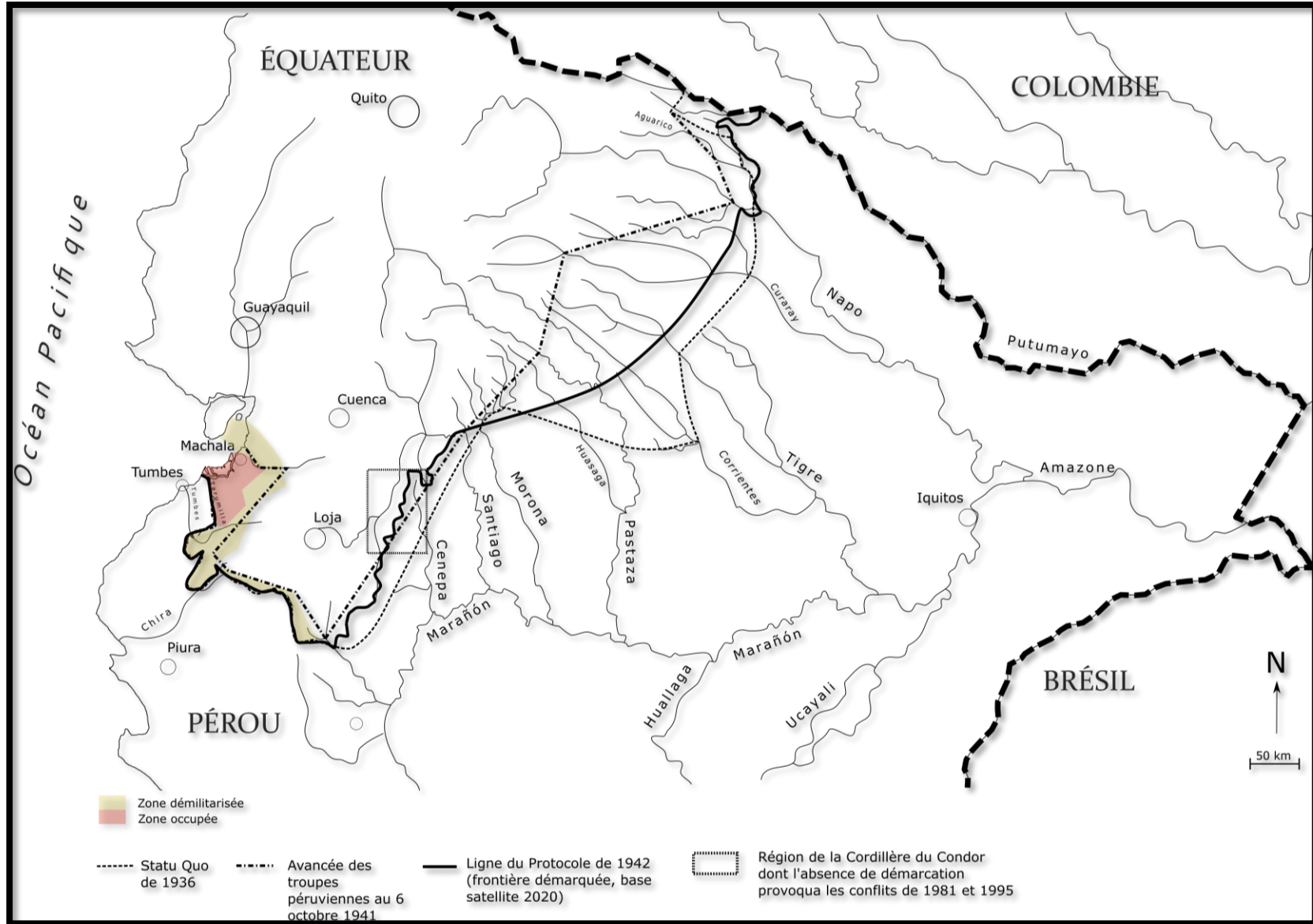
Carte 5 : Délimitation et démarcation des frontières











Titre : La guerre entre le Pérou et l'Équateur et la nationalisation des frontières andines (1933-1945)

Mots clés : Pérou, Équateur, guerre, frontières, Amazonie, construction de la nation.

Résumé : La mémoire de la guerre qui opposa les armées du Pérou et de l'Équateur en juillet et août 1941 a été opacifiée par la conflagration mondiale et par des récits nationalistes irréconciliables.

À partir de l'usage croisé d'archives diplomatiques, militaires et médiatiques, ce travail entend pratiquer une approche totale de cet événement qui a contribué de manière décisive à la formation des deux nations.

Les batailles de 1941 s'inscrivent ainsi dans un long processus régional de nationalisation des frontières, entendue comme étatisations concurrentes et injonction à adopter une identité nationale exclusive, là où les populations transfrontalières étaient traditionnellement binationales ou anationales. Ce moment est pour ces dernières et pour les partis politiques dans leur ensemble, l'occasion de revendiquer leur enracinement national.

Les deux États andins ont de cette façon été en mesure de réaliser la promesse de faire nation jusque dans les régions frontalières où leur emprise était encore limitée, particulièrement en Amazonie, tout en les intégrant au répertoire de l'imaginaire national. Cet aboutissement imparfait a été accompagné par le développement d'une bureaucratie d'État, dominée par les armées qui déployaient ainsi leur ambition sociale d'institution totale, de même que par le système international panaméricain partageant la mystique de la frontière, qui y perfectionna ses instruments de sécurité collective.

Aux frontières caractérisées par leur indéfinition nationale et géographique, s'est de la sorte substituée une ligne consensuelle et intériorisée. Le conflit andin ferme alors un cycle continental ouvert par les indépendances.

Title : The War between Peru and Ecuador: Nationalizing the Andean Borderlands (1933-1945)

Keywords : Peru, Ecuador, War, Borders, Amazon Region, Nation Building.

Abstract : The memory of the war that opposed Peru's and Ecuador's armies from July to August 1941 has been darkened by the global blast and nationalist irreconcilable accounts.

This study intends to do a total approach of the event that decisively shaped both nations by analyzing diplomatic, military, and media data.

The 1941 battles are part of a longstanding regional process of nationalizing the borderlands, understood as state-building and the mandate to adopt exclusive national identity, where transborder populations were traditionally bi-national or no-national. This particular moment has been seized by those populations and by all political parties as a way to claim their national roots.

Both Andean states were able to achieve the promise of nation-building even in borderlands where their presence had been extremely limited, specially in the Amazon region, integrating them into the imagined community. This incomplete fulfillment has been driven by the making of a state bureaucracy dominated by the armies that deployed their social ambition of a total institution, as by the international Pan-American system sharing the same border ideal, that improved its instruments of collective security.

Borderlands defined by a lack of national and geographical definitions were replaced by a consensual and interiorized borderline. The Andean conflict may have closed a continental cycle that started with the process of independence.